# ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958
PREMIERE LÉGISLATURE

# TABLES GÉNÉRALES

des **DOCUMENTS** et **DÉBATS** parlementaires

*rédigées par le Service des* Archives

**9 Décembre 1958 — 4 Octobre 1962**

## 1re PARTIE

## TABLE DES MATIÈRES

TOME II

**Lettres E à Z**

et ANNEXES

PARIS
IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1965

# E

## EAU.

Proposition de loi portant création d'un fonds national d'amélioration et d'assainissement de l'eau, présentée à l'Assemblée Nationale le 31 octobre 1961 par M. Bettencourt (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 1495.**

— Adduction. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 100.
— Besoins en. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 7.

## EAU POTABLE.

— Alimentation en. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n^os 8, 21, 22, 23, 34.
— Région parisienne. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n^os 21, 22, 23, 34.

## EAUX MINÉRALES.

— Taxe sur les. — *Voy.* IMPOTS INDIRECTS, 2.

## ÉCHANGES.

— Immeubles ruraux. — *Voy.* CODE RURAL, 2.

## ÉCOLE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER.

— Divers incidents. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 9.

## ÉCOLE NORMALE D'INSTITUTEURS. — *Voy.* ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, 1.

## ÉCOLES.

— Besoins en. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 7.
— Choix des livres scolaires. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 216.
— et étalement des vacances. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 6.
— d'infirmières. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 43.
— d'ingénieurs des arts et métiers. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 40.

## ÉCOLES COMMUNALES.

— Cycle d'observation dans les. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 277.

## ÉCONOMAT.

— des armées. — *Voy.* ARMÉES, 3.

## ÉCONOMIE.

*Voy.* MOTION DE CENSURE, 6 [15 décembre 1961].

— générale (Agriculture). — *Voy.* AGRICULTURE, 4.

## ÉCONOMIE FRANÇAISE.

— Equipement industriel. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 11.

— Industrie de transformation. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 11.

## ÉCONOMIE NATIONALE.

§ 1er. — Projet de loi de programme relative à l'équipement économique général, présenté à l'Assemblée Nationale le 28 avril 1959, par M. Antoine Pinay, Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan, **n° 55** (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie et du Plan. Rapport le 23 juin 1959 par M. Arrighi, **n° 160** ; rapports spéciaux : Energie électrique, M. Marcellin ; S.N.C.F., M. Ruais ; Travaux publics, M. Denvers ; Aviation civile, M. Anthonioz ; Télécommunications, M. Tony Larue). Avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges le 10 juin 1959 par MM. Féron (énergie électrique hydraulique), Privet (énergie électrique nucléaire), Rey (Société nationale des chemins de fer français), Dumortier (voies navigables et ports maritimes), Bergasse (aviation civile et commerciale), de Gracia (télécommunications), **n° 129.** Adoption le 30 juin 1959. — Projet de loi **n° 21.**

Transmis au Sénat le 2 juillet 1959 (renvoyé à la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation), **n° 126 (année 1958-1959)** ; rapport le 8 juillet 1959 par MM. Pellenc, Alric, Courrière, Lachèvre, Coude du Foresto et Chochoy, **n° 140 (année 1958-1959)** ; Avis présenté au nom de la Commission des affaires économiques le 8 juillet 1959 **n° 141 (année 1958-1959)** ; par MM. Cornat, Pinton, Yvon et Beaujannot. Adoption le 21 juillet 1959. — Projet de loi, **n° 30**, transmis à l'Assemblée Nationale le 22 juillet 1959, **n° 218** ; rapport le 23 juillet 1959, par M. Arrighi, **n° 226.** Adoption en seconde lecture le 23 juillet 1959 (p. 1463). — Projet de loi, **n° 33.**

Loi n° 59-899 du 31 juillet 1959, publiée au *J. O.* du 1er août 1959 (p. 7666).

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [29 juin 1959] (p. 1108, 1131) [30 juin 1959] (p. 1147, 1158). Entendus : MM. Raymond Marcellin, *Rapporteur spécial pour l'énergie électrique*, Ruais, *Rapporteur spécial pour la S.N.C.F.*, Denvers, *Rapporteur spécial pour les travaux publics*, Arrighi, *suppléant* de M. Anthonioz *Rapporteur spécial pour l'aviation civile*, Jacques Féron, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production et des échanges pour l'énergie électrique*, Privet, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production et des échanges pour l'énergie nucléaire*, Rey, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production et des échanges pour la S.N.C.F.*, Dumortier, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production et des échanges pour les ports maritimes et les voies navigables*, Claude Labbé, *suppléant*, M. Bergasse, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production et des échanges pour l'aviation civile* (p. 1118), Laurin, *suppléant de M. de* Gracia, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production et des échanges pour les télécommunications*, Lemaire, *Président de la Commission de la production et des échanges*, Van Der Meersch, Dreyfous-Ducas, Dumortier, Félix Mayer, Japiot, Darchicourt, Claude Labbé, Bertrand Motte, Evrard, Rombeaut, Georges Coudray, Regaudie, Durroux, Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports*, Alliot, Charret, Collomb, Frédéric-Dupont, Neuwirth, Catalifaud, Boscher, Marquaire, Jean-Paul Palewski, Rousseau, Waldeck Rochet, Mustapha Chelha, Paul Reynaud, *Président de la Commission des finances*, Thomazo, Denvers, de Poulpiquet, Trellu, Nader, Jeanneney, *Ministre de l'Industrie et du Commerce :* Observations sur : les chemins de fer et notamment les crédits accordés à la S.N.C F. (p. 1152), l'emprunt lancé en 1960 par la S.N.C.F. (p. 1163). la diminution du trafic en 1958 (p. 1110, 1121. 1132). l'électrification (p. 1110 et 1132), notamment la ligne Paris-Le Havre (p. 1115, 1132, 1153), et les lignes de la banlieue Nord de Paris (p. 1117, et 1132) ; l'équipement (p. 1111 et 1121) ; les lignes secondaires (p. 1150 et 1153), notamment dans l'Aisne (p. 1153), la tarification (p. 1150 et 1154), la coordination du rail et de la route (p. 1111, 1154, 1159). la reconstruction des ouvrages d'art (p. 1150), celle des gares (p. 1167) ; les ateliers de réparation de Périgueux (p. 1162, 1163), les rémunérations et les revendications

Économie nationale.

(p. 1460, 1461, 1460); l'achat d'uranium enrichi aux États-Unis (p. 1460, 1461, 1462); la nécessité de définir la politique nationale de l'énergie et de coordonner l'emploi des différentes sources d'énergie (p. 1461, 1462); la reconversion éventuelle des bassins houillers (p. 1461, 1462) ; l'usine marémotrice de la Manche (p. 1461, 1462); l'engagement du Gouvernement de prendre une décision sur ce projet avant la fin de l'année (p. 1462); l'électrification des campagnes (p. 1462). — Article unique (p. 1462); amendement de M. Dubuis tendant au rétablissement du Fonds d'investissement routier (p. 1463); le Gouvernement oppose l'article 40 de la Constitution, en conséquence l'amendement est déclaré irrecevable (p. 1463); adoption de l'article unique du projet de loi (p. 1463). = Orateurs : MM. Dubuis, Jeanneney, *Ministre de l'Industrie et du Commerce*; Paul Reynaud, *Président de la Commission des finances.*

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à fixer les principes d'une politique d'action régionale, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 juillet 1959 par M. Coudray et plusieurs de ses collègues, (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 257.**

**§ 3.** — Rapport d'information présenté en application de l'article 144 du Réglement au nom de la Commission de la production et des échanges, sur les aménagements de la région du Bas-Rhône et du Languedoc, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 novembre 1959 par M. Gauthier, **n° 394.**

**§ 4.** — Projet de loi de programme relative à l'équipement électrique, présenté à l'Assemblée Nationale le 6 juillet 1961 par M. Baumgartner, Ministre des Finances et des Affaires économiques, (renvoyé à la Commission des finances, des affaires économiques et du Plan), **n° 1303**; avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales le 24 octobre 1961 par M. Japiot, **n° 1470**; rapport le 22 novembre 1961, par M. Marc Jacquet, **n° 1556**. Adoption le 23 novembre 1961 (p. 5029). Projet de loi, **n° 346**.

Transmis au Sénat le 25 novembre 1961, (renvoyé à la Commission des finances) **n° 90 (année 1961-1962)** ; avis présenté au nom de la Commission des affaires économiques le 8 décembre 1961, par M. Henri Cornat, **n° 117 (année 1961-1962)**; rapport du 28 décembre 1961 par M. Alric **n° 123 (année 1961-1962).** Adoption sans modification le 15 décembre 1961. — Projet de loi **n° 65 (année 1961-1962).**

Loi n° 61-1409 du 22 décembre 1961, publiée au *J. O.* du 23 décembre 1961 (p. 11820).

**DISCUSSION** [23 novembre 1961] (p. 5020). Entendus : MM. Yrissou, *Rapporteur;* Japiot, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production et des échanges;* Sy, Nilès, Sallenave, P. Dumas.

Observations sur : le programme d'équipement électrique pour les années 1961 et 1962 (p. 5021, 5028) ; la partie garantie et la partie complémentaire (p. 5021) ; l'évaluation des prévisions de consommation (p. 5021) ; la part de l'énergie qui proviendra de la zone franc en 1975 (p. 5023), celle qui proviendra de la France métropolitaine (*ibid.*) ; l'appel insuffisant fait aux ressources françaises (p. 5026) ; le programme hydraulique (p. 5021) ; le potentiel français (p. 5024) ; le « coût » élevé des branches hydrauliques (p. 5021, 5023, 5028) ; le ralentissement prévu dans cette catégorie d'investissements (p. 5024) ; le barrage de Pierre Bénite (p. 5024) ; le barrage de la Rance (p. 5023) ; l'importation de courant électrique prévue d'Espagne (p. 5024, 5026) ; la construction de barrages et les problèmes d'irrigation (p. 5021).

Le programme thermique (p. 5021, 5022, 5023, 5028) ; la durée d'emploi des centrales thermiques des Charbonnages de France (p. 5022) ; la consommation des différents combustibles (p. 5025, 5028) ; l'utilisation insuffisante des charbons français (p. 5026) ; la construction de centrales à Carmaux et à Gardanne (p. 5022) ; le programme nucléaire (p. 5022, 5023) ; les retards (p. 5024) ; les incertitudes sur le prix de revient du courant électrique fourni par les centrales nucléaires (p. 5024) ; les recherches de nouvelles sources d'énergie (p. 5025, 5026) ; le prix de vente du courant électrique dans les Alpes (p. 5027, 5029) ; l'influence du prix de vente de l'énergie sur la décentralisation industrielle (p. 5027, 5028, 5029).

Le financement du programme (p. 5022) ; les emprunts de l'Electricité de France (p. 5022).

La réalisation du programme de 1959 (p. 5021).

La part de l'énergie dans les investissements publics (p. 5021).

La part du financement public dans les investissements de l'Electricité de France et de la Compagnie générale du Rhône (*ibid.*).

des cheminots (p. 1164) ; les voies fluviales, leur importance (p. 1111), les crédits (p. 1112) 1128, 1152), les objectifs du IIe et du IIIe Plan (p. 1112) ; le canal du Nord (p. 1112, 1117, 1135, 1156, 1159) ; la liaison fluviale Dunkerque-Valenciennes (p. 1117, 1125, 1126, 1127, 1156) ; la politique allemande des canaux (p. 1126) ; les ports maritimes, leur nombre (p. 1173), leur trafic (p. 1113) ; les trafics (p. 1113, 1118, 1128, 1151, 1152, 1154), le financement de l'équipement portuaire par les Chambres de commerce (p. 1165 et 1166), l'organisation de la direction des ports maritimes (p. 1125) ; le port de Dunkerque (p. 1113, 1124, 1125, 1165, 1166) ; celui de Bayonne (construction d'une digue) (p. 1166, 1167) ; la construction d'une cale de radoub à Saint-Nazaire ou à Brest (p. 1139, 1154, 1167, 1168, 1169), les chantiers fluviaux (p. 1140) ; les routes, l'absence d'un programme (p. 1109, 1121, 1149, 1152, 1159), les autoroutes (p. 1109), le réseau départemental (p. 1153), le Fonds d'investissement routier (p. 1109, 1110, 1149, 1152, 1160, 1163) ; les routes et le développement économique régional (p. 1150) ; le problème de la circulation automobile (p. 1129, 1130) ; la non-reconstruction de certains ponts (p. 1160) ; la politique de l'énergie et de la coordination des diverses sources d'énergie (p. 1115, 1134, 1148, 1149, 1171, 1172), la politique de l'énergie et le développement économique régional (p. 1136, 1137, 1138) ; la politique de l'énergie et la défense nationale (p. 1171), le pétrole et le gaz du Sahara (emploi, transport à travers la Méditerranée) (p. 1122. 1123) ; la situation des houillères de Lorraine (p. 1133), celle des houillères du Nord et la situation des mineurs (p. 1138, 1139) ; l'électricité, les investissements prévus (p. 1108) ; les prévisions de consommation (p. 1122, 1169) ; l'utilisation des ressources hydrauliques (p. 1134, 1163, 1169, 1170), l'électrification des campagnes (p. 1109) ; le barrage de la Rance (p. 1115, 1134, 1148, 1149, 1170) ; l'usine électrique de Pierre-Bénite (p. 1115, 1154, 1155, 1170) ; la construction nécessaire d'une centrale thermique à Givors (p. 1158), l'énergie nucléaire, les objectifs du Plan (p. 1116), les centrales en construction (*ibid*) ; l'usine de séparation des isotopes (p. 1116) ; la politique et les solutions choisiees par le Commissariat de l'énergie atomique (p. 1165) ; les télécommunications, les crédits (p. 1114) ; le réseau téléphonique (p. 1114. 1119, 1164), l'automation et ses conséquences sociales (p. 1164) ; les marchés passés à l'Etranger (p. 1164) ; l'aviation (p. 1135, 1151) ; le bouleversement des techniques (p. 1113, 1118, 1135) ; la création d'un aéroport intercontinental (p. 1114) ; le choix des aéroports à agrandir (p. 1164) ; la coordination entre les compagnies privées et la compagnie Air France (p. 1135) ; la liaison entre Orly et Paris (p. 1151, 1155, 1156) ; l'aérodrome de Bron (p. 1155) ; le rôle de la Commission de la production et des échanges (p. 1121) ; la procédure de discussion des amendements (p. 1172), l'expansion économique et la compétition Est-Ouest (p. 1123, 1124), la nécessité d'élaborer un plan d'aménagement du territoire (p. 1162), l'équipement économique de l'Algérie (Bône, Oran etc.) (p. 1161). Article unique (p. 1173) ; amendement de MM. Le Douarec et Rombeaut (suppression des crédits destinés à la cale de radoub de Brest) (*ibid*) ; observations sur : les possibilités respectives de Saint-Nazaire et de Brest, la crise des constructions navales (p. 1174) ; la vocation de Brest à la réparation des pétroliers (p. 1174, 1175) ; les négociations en cours avec la Marine Nationale pour l'utilisation des cales du radoud de Brest (p. 1175) ; retrait de l'amendement (*ibid*) ; amendement de M. Dreyfous-Ducas (inscription dans la loi-programme des engagements des collectivités locales concernant les routes (p. 1175) ; l'amendement est déclaré irrecevable (*ibid*) ; adoption des chiffres inscrits à l'article unique (p. 1176) ; le vote sur l'article unique est réservé (*ibid*) ; article additionnel de MM. Dubuis, Dorcy, Marc Jacquet, Szigetti (rétablissement du Fonds d'investissement routier) (p. 1176). Observations sur : la recevabilité de cet amendement (*ibid*) ; qui est déclaré irrecevable (p. 1177). Explications de vote : observations sur : le déséquilibre économique et social du pays (p. 1177) ; la position du groupe socialiste (*ibid*) ; adoption de l'article unique (*ibid*). = Orateurs : MM. Arrighi, *Rapporteur général*, Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports*, Crouan, Dubuis, Habib-Deloncle, Le Douarec, Mondon, Pleven, Regaudie, Rombeaut.

Economie nationale.

**DISCUSSION EN DEUXIEME LECTURE** [23 juillet 1959] (p. 1460). Entendus : MM. Marcellin, *Rapporteur* ; Bourne, Féron, *Rapporteur pour avis de la production et des échanges*; Kir, Junot, Coudray, Mondon, Mustapha Chelha, Jeanneney, *Ministre de l'Industrie et du Commerce*. Observations sur : les modifications apportées au projet par le Sénat (p. 1460); l'énergie nucléaire (p. 1460, 1461, 1462); la nécessité d'étudier très précisément les différents types de centrales nucléaires (p. 1461, 1462); les méthodes du Commissariat à l'énergie atomique (p. 1462); la construction d'une usine de séparation isotopique (p. 1462); la construction d'un sous-marin atomique

L'organisation du débat et la discussion du IVe Plan de modernisation et d'équipement (p. 5020, 5023, 5028) ; la destruction éventuelle d'un village en raison de l'équipement ou à la suite de l'équipement de la chute de Coarraze (p. 5026, 5027, 5029).

Article unique : *Approbation d'un programme d'équipement électrique*, adoption (p. 5029).

**§ 5.** — Rapport d'information présenté, en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges sur la situation économique de la Corse et sur les travaux d'aménagement agricole et touristique, présenté à l'Assemblée Nationale le 7 juillet 1961 par M. Neuwirth, **n° 1322.**

*Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 3.

## ÉCONOMIE RÉGIONALE.

*Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nos 4, 7, 11.

— et tarifs ferroviaires. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 158.

## ÉCONOMIES.

*Voy.* BUDGET DE 1961, Art. 3 [25 octobre 1960] (p. 2804) ; BUDGET DE 1962 (**n° 1436**), Art. 19 [1er décembre 1961] (p. 5232).

— Cour des comptes. — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

— dans les services publics. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 138.

## ÉCONOMIES ADMINISTRATIVES. —

*Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**), Art. 4.

## ÉCONOMIQUEMENT FAIBLES.

*Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 17 ; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 12.

— Plafond des ressources des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 68.

## ÉCRIT.

— anonyme. — *Voy.* CODE PÉNAL.

## ÉDUCATEUR.

— physique ou sportif. — *Voy.* SPORT, 1.

## ÉDUCATION NATIONALE.

*Voy.* AGRÉGATION ; ENSEIGNEMENT (Dispositions générales).

— Enseignement du premier degré (Constructions scolaires). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 145.

— Fonctionnaires de l'. — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 3.

— Fonctionnement des écoles. — *Voy.* ECOLES.

— Livres de classe. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 93.

— Péréquation des retraites des instituteurs. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 235.

— Propagande politique dans les locaux d'enseignement. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 159.

— Situation des personnels des services économiques du Ministère de l'. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 233.

— Sourds-muets. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 95.

— Utilisation des adjoints d'enseignement. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 234.

## ÉDUCATION PHYSIQUE. — *Voy.* SPORT.

## EFFECTIFS DU PERSONNEL.

— des postes et télécommunications. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 54.

## EGYPTE.

— Français rapatriés. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 93.

**EISENHOWER (Général).**

— Voyage en France. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 6 [27 octobre 1959] (p. 1962).

**ÉLECTIONS.**

I. — Liste des députés.
II. — Elections générales.
III. — Elections (annulations).
IV. — Elections partielles.
V. — Législation électorale.

**I. — Liste des Députés** (1).

Députés élus dans les départements de la métropole, d'outre-mer, d'Algérie et du Sahara [9 décembre 1958] (p. 3) ; liste de ces députés (p. 5).

Députés élus antérieurement dans les Territoires d'outre-mer et maintenus en fonction [9 décembre 1958] (p. 3) ; liste de ces députés (p. 9).

Députés élus à des élections partielles. — *Voy.* ELECTIONS PARTIELLES.

Députés siègeant en remplacement. — *Voy.* DÉPUTÉS (Remplacement).

**II. — Elections générales.**

**Ain.**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. MERCIER (Amédée) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. ANTHONIOZ (Marcel) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DUBUIS (Emile) [9 decembre 1958] (p. 3 et 5).

**Aisne.**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. DEVÈZE (Gilbert) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M BRICOUT (Edmond) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. ALLIOT (Edouard) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. CATALIFAUD (Albert) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

Contestation de l'élection par M. Crépin (10 décembre) [11 décembre 1958] (p. 22). Rejet [15 janvier 1959] (p. 62).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. ROSSI (André) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

**Allier.**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. MARIDET (Paul) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BOURGEOIS (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. GINSBURGER (Roger) dit VILLON (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. COULON (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

Contestation des opérations électorales (1er et 2e tours de scrutin) par M. Faure (3 décembre) [9 décembre 1958] (p. 10). Rejet [15 janvier 1959] (p. 54).

Contestation de l'élection par M. Péronnet (13 décembre) [15 janvier 1959] (p. 54). Rejet [15 janvier 1959] (p. 62).

**Alpes (Basses).**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. DIET (Roger) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DOMENECH (Gabriel) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

**Alpes (Hautes).**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. LECOURT (Robert) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

(1) Voy. aussi la liste des députés publiée en tête de la table des matières.

Contestation de l'élection par M. Lambert (8 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16). Rejet [27 janvier 1959] (p. 170).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. GARRAUD (Robert) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

### Alpes-Maritimes.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. PASQUINI (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. MÉDECIN (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. TEISSEIRE (Léon) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. PALMERO (Francis) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

Contestation des opérations électorales (1er tour de scrutin) par M. Durandy (1er décembre 1958) [9 décembre 1958] (p. 10). Rejet [20 janvier 1959] (p. 129).

Contestation de l'élection par M. Chevrier (10 décembre) [11 décembre 1958] (p. 22). Retrait [9 juin 1959] (p. 838).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. CORNUT-GENTILLE (Bernard) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*6e circonscription.* — Notification de l'élection de M. ZILLER (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

### Ardèche.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. CHAREYRE (André) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. ROCHE-DEFRANCE (Louis) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LIOGIER (Albert) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

Contestation de l'élection par M. Ribeyre [11 décembre 1958] (p. 22).

Annulation de l'élection (6 février 1959) [28 avril 1959] (p. 335).

### Ardennes.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. COLINET (Michel) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

Contestation de l'élection par M. Canart et autres (9 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16). Rejet [15 janvier 1959] (p. 58).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BLIN (Maurice) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

Contestation des opérations électorales par M. Gervois (5 décembre) [9 décembre 1958] (p. 10).

Rejet de la requête présentée par M. Gervois [28 avril 1959] (p. 341).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. NOIRET (Roger) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

### Ariège.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. DURROUX (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

Contestation de l'élection par M. Byé (9 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16).

Rejet de la requête présentée par M. Byé [28 avril 1959] (p. 333).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DEJEAN (René) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

### Aube.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. BRIOT (Louis) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. TERRÉ (Henri) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LAURENT (Bernard) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

Contestation de l'élection par MM. Durlot et Doué (9 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16).

Contestation de l'élection par M. Courrier (11 décembre) [11 décembre 1958] (p. 22).

Rejet des requêtes présentées par MM. Durlot, Doué et Courrier [28 avril 1959] (p. 334).

Elections.

## Aude.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. RAYMOND-CLERGUE (Louis) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. VALS (Francis) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. CLAMENS (François) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

## Aveyron.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. BOSCARY-MONSSERVIN (Roland) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. TREBOSC (Albert) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DUTHEIL (Charles) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

Contestation des opérations électorales par M. Delmas (9 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16). Rejet [27 janvier 1959] (p. 171).

## Bouches-du-Rhône.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. BERGASSE (Henry) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. FRAISSINET (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. COLONNA D'ANFRIANI (Charles) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BILLOUX (François) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. RIPERT (Francis) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

Contestation de l'élection par M. Massias (9 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16). Rejet [15 janvier 1959] (p. 64).

*6e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LEENHARDT (Francis) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*7e circonscription.* — Notification de l'élection de M. CERMOLACCE (Paul) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*8e circonscription.* — Notification de l'élection de M. MARCHETTI (Pascal) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*9e circonscription.* — Notification de l'élection de M. HOSTACHE (René) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*10e circonscription.* — Notification de l'élection de M. PADOVANI (Denis) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

Contestation de l'élection par M. Arvanitis (9 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16). Rejet [27 janvier 1959] (p. 171).

*11e circonscription.* — Notification de l'élection de M. PRIVAT (Charles) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

Contestation des opérations électorales (2e tour de scrutin) par M Mézy (6 décembre) (9 décembre 1958] (p. 10). Rejet [15 janvier 1959] (p. 55).

## Calvados.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. BUOT (Henri) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BISSON (Robert) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DUCHESNE (Edmond) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M TRIBOULET (Raymond) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LE ROY LADURIE (Jacques) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

Contestation de l'élection par M. Voivenel (11 décembre) [11 décembre 1958] (p. 22).

Contestation de l'élection par M. Perczymski (11 décembre) [15 janvier 1959] (p. 54). Rejet [15 janvier 1959] (p. 66).

## Cantal.

*1re circonscription.* — Notification de l'election de M. CHAUVET (Augustin) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. SAGETTE (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

### Charente.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. RÉTHORÉ (Raymond) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. GAILLARD (Félix) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. VALENTIN (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

### Charente-maritime.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. LACOSTE-LAREYMONDIE (Alain de [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

Contestation de l'élection par M. Noël (10 décembre) [11 décembre 1958] (p. 21).

*Annulation de l'élection* (6 janvier 1959) [15 janvier 1959] (p. 25 et 69).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BIGNON (Albert) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BRUGEROLLE (André) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BÉGOUIN (Maurice) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LACAZE (Jean-Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

Contestation de l'élection par M. Max Brusset (10 décembre 1958) [11 décembre 1958] (p. 22). Rejet [15 janvier 1959] (p. 65).

### Cher.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. BOISDÉ (Raymond) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

Contestation de l'élection, par M. Peides (10 décembre). [11 décembre 1958] (p. 22); rejet [15 janvier 1959] (p. 58).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BOINVILLIERS (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. ROQUES (Ferdinand) (9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

Elections.

### Corrèze.

*1er circonscription.* — Notification de l'élection de M. MONTALAT (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. FILLIOL (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. VAR (François) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

### Corse.

*1er circonscription.* — Notification de l'élection de M. ARRIGHI (Pascal) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. GAVINI (Jacques) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. SAMMARCELLI (Marcel) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

### Côte-d'Or.

*1er circonscription.* — Notification de l'élection de M. le chanoine KIR (Félix) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. JAPIOT (François) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LALLE (Albert) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

Contestation de l'élection par M. Jullien (16 décembre) [15 janvier 1959] (p. 54); rejet [15 janvier 1959] (p. 63).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. ROCLORE (Marcel) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

### Côtes-du-Nord.

*1er circonscription.* — Notification de l'élection de M. RAULT (Victor) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

Elections.

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. PLEVEN (René) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de Mlle DIENESCH (Marie-Madeleine) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LE GUEN (Alain) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BOURDELLES (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

### Creuse.

*1er circonscription.* — Notification de l'élection de M. HARTY DE PIERREBOURG (Olivier) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5.)

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. CHANDERNAGOR (André) [9 décembre 1957] (p. 3 et 5).

### Dordogne.

*1er circonscription.* — Notification de l'élection de M. ROUSSEAU (Raoul) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. SIGARD (Henri) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BONNET (Georges) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DIERAS (Michel) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

### Doubs.

*1er circonscription.* — Notification de l'élection de M. WEINMAN (Jacques) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*2e circonscription.* — Notification de l'électio de M. BECKER (Georges) [9 décembre 1958] (p. 3 et 5).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. MAILLOT (Louis) [9 décembre 1956] (p. 3 et 5).

### Drôme.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. SIMONNET (Maurice) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

Contestation de l'élection par M. Ribadeau-Dumas (9 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16); rejet [15 janvier 1959] (p. 62).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. PIC (Maurice) [9 décembre 1958) (p. 3 et 6).

Contestation de l'élection par M. Gallaud-Morel (10 décembre) [11 décembre 1958] (p. 22); rejet [15 janvier 1959] (p. 63).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DURAND (Henri) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

Contestation de l'élection par M. Deval (9 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16).

Contestation de l'élection par M. Rubichon (13 décembre) [15 janvier 1959] (p. 54); rejet [15 janvier 1959] (p. 60).

*Annulation de l'élection* (5 janvier 1959), [15 janvier 1959] (p. 25 et 60).

### Eure.

*1re circoncription.* — Notification de l'élection de M. DE BROGLIE (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

Contestation de l'élection par M. Gautier (10 décembre) [11 décembre 1958] (p. 22); rejet [15 janvier 1959] (p. 59).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LAINE (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. MONTAGNE (Rémy) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

Contestation de l'élection par M. Pottier (10 décembre) [11 décembre 1958] (p. 22); rejet [15 janvier 1959] (p. 59).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. TOMASINI (François) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

### Eure-et-Loir.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. DESOUCHES (Edmond) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. THORAILLER (Edmond) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. HOGUET (Michel) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

Contestation de l'élection par M. Archambaud de Montfort (10 décembre) [11 décembre 1958] (p. 21).

Rejet de la contestation présentée par M. Archambault de Montfort [28 avril 1958] (p. 329).

## Finistère.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. NADER (Hervé) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LOMBARD (Georges) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DE POULPIQUET (Gabriel) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LE DUC (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. PINVIDIC (Joseph) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*6e circonscription.* — Notification de l'élection de M. CROUAN (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*7e circonscription.* — Notification de l'élection de M. TRELLU (Xavier) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*8e circonscription.* — Notification de l'élection de M. ORVOEN (Louis) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

## Gard.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. GAMEL (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

Contestation des opérations électorales (1er tour de scrutin), par M. François Rebeuf (6 décembre) [9 décembre 1958] (p. 10); rejet [15 janvier 1959] (p. 56).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. POUDEVIGNE (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. THIBAULT (Édouard) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BÉCHARD (Paul) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

Contestation de l'élection par M. Étienne (13 décembre) [15 janvier 1959] (p. 54).

Rejet de la requête présentée par M. Étienne [28 avril 1959] (p. 339).

## Garonne (Haute).

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. CATHALA (René) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

Contestation des opérations électorales (1er tour de scrutin), par M. Calmel (9 décembre) et de l'élection par M. Montels (9 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16).

Rejet des contestations présentées par MM. Calmet et Montels [28 avril 1959] (p. 328).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BAUDIS (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

Contestation de l'élection, par M. Maure (9 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16).

Rejet de la contestation présentée par M. Maure [28 avril 1959] (p. 329).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. MAZIOL (Jacques) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

Contestation des opérations électorales (1er tour de scrutin), par M. Chaffiaud et par M. Guy Serres (10 décembre) [11 décembre 1958] (p.22).

Rejet des contestations présentées par MM. Chaffiaud et Serres [28 avril 1959] (p. 330).

*4e circonscription.* — Notification de M. MONTEL (Eugène) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

Contestation de l'élection par M. Niclot (9 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16).

Contestation des opérations électorales (1er tour de scrutin), par M. Marcaillou (10 décembre) [11 décembre 1958] (p. 22).

Rejet des contestations présentées par MM. Niclot et Marcaillou [28 avril 1959] (p. 328).

Elections.

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DOUZANS (Jacques) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*6e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DUCOS (Hippolyte) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

Contestation des opérations électorales (1er tour de scrutin) par M. Dupuy (10 décembre) [11 décembre 1958] (p. 22).

Rejet de la contestation présentée par M. Dupuy [28 avril 1959] (p. 330).

## Gers

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. BROCAS (Patrice) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DE MONTESQUIOU (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

## Gironde

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. RICHARDS (Arthur) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. CHABAN-DELMAS (Jacques) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LAVIGNE (Jacques) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. CASSAGNE (René) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

Contestation des opérations électorales par M. Guitton (3 décembre) [9 décembre 1958] (p. 10) ; Rejet [15 janvier 1959] (p. 56).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LIQUARD (Guy) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*6e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DALBOS (Jean-Claude) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*7e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DE GRACIA (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*8e circonscription.* — Notification de l'élection de M. SOURBET (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

Contestation de l'élection par M. Grandremy (11 décembre) [15 janvier 1959] (p. 54).

Rejet de la requête présentée par M. Grandremy [28 avril 1959] (p. 336).

*9e circonscription.* — Notification de l élection de M. BOULIN (Robert) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*10e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DELIAUNE (Gérard) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

## Hérault

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. GRASSET-MOREL (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

Contestation de l'élection par M. Lafeuillade (11 décembre) [11 décembre 1958] (p. 22).

Rejet de la requête présentée par M Lafeuillade [28 avril 1959] (p. 336).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. COSTE-FLORET (Paul) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

Contestation de l'élection par M. Durand (10 décembre) [11 décembre 1958] (p. 22). Rejet [15 janvier 1959] (p. 58).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LURIE (Cerf) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. VALABREGUE (André) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BAYOU (Raoul) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

## Ille-et-Vilaine

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. FRÉVILLE (Henri) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. JOUAULT (Henri) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. MÉHAIGNERIE (Alexis) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. RENOUARD (Isidore) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DE BENOUVILLE (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*6e circonscription.* — Notification de l'élection de M. COUDRAY (Georges) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

**Indre.**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. DESCHIZEAUX (Louis) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. CAILLAUD (René) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BÉNARD-MOUSSEAUX (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

**Indre-et-Loire.**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. ROYER (Jean-François) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. JOUHANNEAU (Louis) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BURON (Gilbert) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. VOISIN (André) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

**Isère.**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. PAQUET (Aimé) 9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. VANIER (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. GAUTHIER (André) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BOURNE (Clément) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. CHAPUIS (Noël) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*6e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BOUILLOL (Raymond) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*7e circonscription.* — Notification de l'élection de M. PERRIN (François) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

Elections.

**Jura.**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. JAILLON (Louis) 9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. MONTAGNE (Max) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

**Landes.**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. BESSON (Robert) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. MORAS (Max) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. COMMENAY (Jean-Marie) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

**Loire.**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. CHAZELLE (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. NEUWIRTH (Lucien) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. PINAY (Antoine) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. PETIT (Eugène) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. PILLET (Paul) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*6e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BIDAULT (Georges) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

Contestation de l'élection par M. Chavanon (11 décembre) [11 décembre 1958] (p. 22). Rejet [15 janvier 1959] (p. 66).

*7e circonscription.* — Notification de l'élection de M. JACQUET (Michel) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

Elections.

## Loire-Atlantique.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. Rey (Henri) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. Orrion (Henry) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. Robichon (Henri) 9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. de Sesmaisons (Olivier) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. Lambert (Bernard) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*6e circonscription.* — Notification de l'élection de M. Rombeaut (Nestor) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*7e circonscription.* — Notification de l'élection de M. le Douarec (Bernard) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*8e circonscription.* — Notification de l'élection de M. Allard de Grandmaison (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

## Loir-et-Cher.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. Burlot (André) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. Comte-Offenbach (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. Mahias (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

## Loiret.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. Duvillard (Henri) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. Gabelle (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. Charie (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. Szigeti (Robert) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

## Loire (Haute).

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. Barrot (Noël) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. Deshors (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

## Lot.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. Faure (Maurice) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. Juskiewenski (Georges) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

## Lot-et-Garonne

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. Lapeyrusse (Gabriel) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M, Turroques (Joseph) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de Raphael-Leygues (Jacques) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

## Lozère.

*1re circonscription* — Notification de l'élection de M. Viallet (Félix) [9 décembre 1958]

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. Tremolet de Villers (Henri) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6)·

Contestation de l'élection par M. Buffière et autres (10 décembre) [11 décembre 1958] (p. 22).

Rejet de la requête présentée par M. Buffière et autres [28 avril 1959] (p. 334).

Rejet d'une requête subsidiaire en date du 24 février 1959, présentée par M. Buffière, et autres [26 mai 1959] (p. 570)

### Maine-et-Loire

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. CHATENAY (Victor) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. TURC (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. RIVAIN (Philippe) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. HAURET (Robert) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LE BAULT DE LA MORINIÈRE (René) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*6e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LA COMBE (René) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

### Manche.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. GAULTIER DE CARVILLE (Gabriel) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. HENAULT (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*3r circonscription.* — Notification de l'élection de M. LEBAS (Edouard) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

Contestation de l'élection par M. Fauvel (8 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16).

Rejet de la requête présentée par M. Fauvel [28 avril 1959] (p. 332).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. GODEFROY (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

*5e circonscription.* — Notification de l'éleetoin de M. SCHMITT (René) [9 décembre 1958] (p. 3 et 6).

### Marne.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. TAITTINGER (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. FALALA (Marcel) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DEGRAEVE (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. CHARPENTIER (René) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

### Marne (Hte-).

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. BOURGUND (Gabriel) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. HANIN (Raymond) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

### Mayenne.

*1re circonscription.* — Notification de l'éleetion de M. BURON (Robert) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. FOURMOND (Louis) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*3e circonscription.* — Notifieation de l'élection de M. DENIS (Bertrand) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

### Meurthe-et-Moselle.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. SOUCHAL (Roger) (9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. JACSON (William) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. WEBER (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DALAINZY (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. VALENTIN (François) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*6e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DEVEMY (Roger) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*7e circonscription.* — Notification de l'élection de M. NOU (Joseph) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

Elections.

## Meuse.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. JACQUINOT (Louis) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BEAUGUITTE (André) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

## Morbihan.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. MARCELLIN (Raymond) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BONNET (Christian) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LAUDRIN (Hervé) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DU HALGOUET (Yves) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LE MONTAGNER (Louis) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*6e circonscription.* — Notification de l'élection de M. IHUEL (Paul) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

## Moselle.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. MONDON (Raymond) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. MIRGUET (Paul) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

Contestation de l'élection par M. Schaff (10 décembre) [11 décembre 1958] (p. 22). Rejet [20 janvier 1959] (p. 127).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DELREZ (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

Contestation de l'élection par M. Engler (11 décembre) [11 décembre 1958] (p. 22). Rejet [15 janvier 1959] (p. 59).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. SCHUMAN (Robert) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. MAYER (Félix) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

Contestation de l'élection par M. Wiltzer (8 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16). Rejet [15 janvier 1959] (p. 64).

*6e circonscription.* — Notification de l'élection de M. COUMAROS (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*7e circonscription.* — Notification de l'élection de M. SEITLINGER (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*8e circonscription.* — Notification de l'élection de M. THOMAS (Georges) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

## Nièvre.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. DURBET (Marius) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BOULET (Paul) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

Contestation des opérations électorales (1er tour de scrutin) par M. Pierrat (28 novembre 1958) [9 décembre 1958] (p. 10).

Rejet [9 décembre 1958] (p. 11).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. FAULQUIER (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

## Nord.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. MOTTE (Bertrand) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

Contestation des opérations électorales (2e tour de scrutin) par M. Van Calster (4 décembre) [9 décembre 1958) (p. 10). Rejet [15 janvier 1959] (p. 61).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DUTERNE (Henri) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DELBECQUE (Léon) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

Contestation de l'élection par M. Royer et par M. Courtinat (11 décembre 1958) [15 janvier 1959] (p. 54). Rejet [15 janvier 1959] (p. 60).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de Mlle MARTINACHE (Madeleine) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BRICE (Georges) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*6e circonscription.* — Notification de l'élection de M. VAN DER MEERSCH (Eugène) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

Contestation des opérations électorales (1er tour de scrutin) par M. Bonnére (29 novembre 1958) [9 décembre 1958] (p. 10). Rejet [9 décembre 1958] (p. 12).

*7e circonscription.* — Notification de l'élection de M. FRYS (Joseph) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*8e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DILIGENT (André) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*9e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LECOCQ (René) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*10e circonscription.* — Notification de l'élection de M. SCHUMANN (Maurice) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*11e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DENVERS (Albert) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*12e circonscription.* — Notification de l'élection de M. REYNAUD (Paul) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*13e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DAMETTE (Auguste) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*14e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DOLEZ (Carlos) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*15e circonscription.* — Notification de l'élection de M. SARAZIN (Georges) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*16e circonscription.* — Notification de l'élection de M. GERNEZ (Raymond) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*17e circonscription.* — Notification de l'élection de M. PAVOT (Narcisse) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*18e circonscription.* — Notification de l'élection de M. Denis (Ernest) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*19e circonscription.* — Notification de l'élection de M. CAROUS (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*20e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DUCHATEAU (Fernand) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*21e circonscription.* — Notification de l'élection de M. MOULIN (Arthur) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*22e circonscription.* — Notification de l'élection de M. FOREST (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

Contestation des opérations électorales par M. Carret (5 décembre) [9 décembre 1958] (p. 10). Rejet [15 janvier 1959] (p. 56).

*23e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BÉCUE (Paul) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

Contestation des opérations électorales (1er tour de scrutin) par M. Duronsoy (4 décembre) [9 décembre 1958] (p. 10). Rejet [15 janvier 1959] (p. 55).

**Oise.**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. DASSAULT (Marcel) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

Contestation des opérations électorales (1er tour de scrutin) par M. Segonds (28 novembre 1958) [9 décembre 1958] (p. 10). Irrecevabilité [9 décembre 1958] (p. 11).

Contestation de l'élection par M. Segonds (16 décembre) [15 janvier 1959] (p. 54). Rejet [15 janvier 1959] (p. 67).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LEGENDRE (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. HERSANT (Robert) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. QUENTIER (René) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

Contestation des opérations électorales (1er tour de scrutin) par MM. Barre et autres (28 novembre 1958) [9 décembre 1958] (p. 10). Irrecevabilité [9 décembre 1958] (p. 12).

5e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. BÉNARD (François) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

Elections.

## Orne.

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. TERRENOIRE (Louis) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. BOUDET (Roland) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Halbout (Emile) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

Contestation des opérations électorales (2e tour de scrutin) par M. Demarquay (3 décembre) [9 décembre 1958] (p. 10). Rejet [15 janvier 1959] (p. 64).

## Pas-de-Calais.

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. MOLLET (Guy) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. DUFLOT (Henri) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. CHOPIN (Charles) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

4e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. DELESALLE (Charles) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

Contestation de l'élection par M. Catteau (9 décembre), [10 décembre 1958] (p. 16).

Rejet de la contestation présentée par M. Catteau [28 avril 1959] (p. 329).

5e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. DUMORTIER (Jeannil) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

6e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. COLLETTE (Henri) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

7e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. VENDROUX (Jacques) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

8e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. GUILLAIN (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

Contestations des opérations électorales (2e tour de scrutin), par M. Bateman (5 décembre), [9 décembre 1958] (p. 10). Rejet [15 janvier 1959] (p. 55).

9e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. CASSEZ (Maurice) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

10e *circonscription.* — Notification de l'élection de CAUDRON (Télesphore) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

11e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. EVRARD (Anselme) (*usuellement* Just) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

12e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. DARRAS (Henri) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

13e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. SCHAFFNER (Ernest) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

14e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. DARCHICOURT (Fernand) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

## Puy-de-Dôme.

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. CLERMONTEL (Marcel) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. GISCARD D'ESTAING (Valéry) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. GODONNÈCHE (Paul) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

4e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. JOYON (Raymond) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

5e *circonscripiton.* — Notification de l'élection de M. DIXMIER (Joseph) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

## Pyrénées (Basses).

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. SALLENAVE (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. EBRARD (Guy) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

Contestation des opérations électorales (1er tour de scrutin), par M. Figue (6 décembre) [9 décembre 1958] (p. 10).

Contestation de l'élection par M. Figue et par M. Tixier-Vignancour (10 décembre) [11 décembre 1958] (p. 22).

Rejet des requêtes présentées par MM. Tixier-Vignancour et Figue [28 avril 1959] (p. 332).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. CAMINO (Alexandre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. THOMAZO (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

### Pyrénées (Hautes).

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. BILLÈRES (René) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. FOURCADE (Jacques) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

### Pyrénées-Orientales.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. ALDUY (Paul) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. CONTE (Arthur) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

### Rhin (Bas-).

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. RADIUS (René) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

Contestation de l'élection par M. Schmitter (8 décembre) et par M. Claude (9 décembre), [10 décembre 1958] (p. 16).

Rejet [27 janvier 1959] (p. 170).

Contestation des opérations électorales (1er tour de scrutin) par M. Forjonel (10 décembre), [11 décembre 1958] (p. 22).

Rejet [15 janvier 1959] (p. 65).

Contestation de l'élection par M. Arbogast (11 décembre), [15 janvier 1959] (p. 54).

Rejet [27 janvier 1959] (p. 170).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BORD (André) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LUX (Etienne) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. EHM (Albert) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

Contestation de l'élection par M. Mann (11 décembre) [11 décembre 1958] (p. 22).

Rejet [27 janvier 1959] (p. 172).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. MECK (Henri) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*6e circonscription.* — Notification de l'élection de M. KUNTZ (Georges) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*7e circonscription.* — Notification de l'élection de M. GRUSSENMEYER (François) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

Contestation de l'élection par M. Schmitt (11 décembre) [15 janvier 1959] (p. 54).

Rejet [27 janvier 1959] (p. 173).

*8e circonscription* — Notification de l'élection de M. PFLIMLIN (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

### Rhin (Haut-).

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. BOROCCO (Edmond) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BOURGEOIS (Georges) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. PERRIN (Joseph) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. MULLER (Emile) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. ULRICH (Henri) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

Contestation des opérations électorales (2e tour de scrutin), par M. Charles Krœpfle (6 décembre) [9 décembre 1958] (p. 10).

*Annulation de l'élection* (6 janvier 1959) [15 janvier 1959] (p. 25 et 68).

### Rhône.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. MIRIOT (Jean) [9 décembre 1958) (p. 3 et 7).

Elections.

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. COLLOMB (Henri) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. SOUSTELLE (Jacques) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. JARROSSON (Guy) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. FULCHIRON (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

Contestation des opérations électorales par M. Allouin (5 décembre) [9 décembre 1958] (p. 10).

Rejet [15 janvier 1959] (p. 65).

*6e circonscription.* — Notification de l'élection de M. CHARRET (Edouard) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*7e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DANILO (Philippe) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*8e circonscription.* — Notification de l'élection de M. CHARVET (Joseph) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*9e circonscription.* — Notification de l'élection de M. RIVIÈRE (Joseph) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*10e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BRÉCHARD (Louis) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

**Saône (Hte-).**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. VITTER (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. CLERGET (Alfred) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

Contestation des opérations électorales (1er tour de scrutin), par M. Thrivaudey (2 décembre 1958) [9 décembre 1958] (p. 10).

Rejet [15 janvier 1959] (p. 68).

**Saône-et-Loire.**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. MARIOTTE (Pierre) [8 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DUFOUR (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

Contestation de l'élection par M. Langumier (8 décembre) [10 décembre 1958] (p. 15). Rejet [15 janvier 1959] (p. 57).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. GARNIER (Jean-François) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. JARROT (André) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. MOYNET (André) [9 décembre 1958] (p. 3 et 7).

**Sarthe.**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. CHAPALAIN (Jean-Yves) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. POIGNANT (Fernand) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DRONNE (Raymond) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LE THEULE (Joël) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. CAILLARD D'AILLIÈRES (Michel) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

**Savoie.**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. DELACHENAL (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. FONTANET (Joseph) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DUMAS (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

**Savoie (Haute-).**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. BOSSON (Charles) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*2e circonscription.*—Notification de l'élection de M. PIANTA (Georges) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*3e circonscription.*—Notification de l'élection de M. PHILIPPE (Joseph) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

Contestation de l'élection par M. Mazereau (27 décembre) [15 janvier 1959] (p. 54). Rejet [15 janvier 1959] (p. 67).

## Seine.

*1re circonscription.*—Notification de l'élection de M. LEGARET (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

Contestation de l'élection par M. Barrès (8 décembre) [10 décembre 1958] (p. 15). Rejet [20 janvier 1959] (p. 129).

*2e circonscription.*—Notification de l'élection de M. JUNOT (Michel) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

Contestation des opérations électorales (1er tour de scrutin) par M. Barbier et par M. de Charbonnières (25 novembre 1958) Collieux (27 novembre 1958) Borredon (28 novembre 1958) Gayout (1er décembre 1958) [9 décembre 1958] (p. 10).

Rejet [9 décembre 1958] (p. 11).

Contestation des opérations électorales (2e tour de scrutin), par M. Collieux (2 décembre 1958) [9 décembre 1958] (p. 10).

Constestation de l'élection par M. Moscovitch (8 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16).

Contestation de l'élection par M. Barbier et par M. de Charbonnières (11 décembre) [11 décembre 1958] (p. 22).

Rejet des requêtes présentées par MM. Collieux, Gayout (1), Moscovitch, Barbier et de Charbonnières [28 avril 1959] (p. 337).

*3e circonscription.*—Notification de l'élection de M. LE PEN (Jean-Marie) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*4e circonscription.*—Notification de l'élection de M. SOREL (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*5e circonscription.*—Notification de l'élection de M. FRÉDÉRIC-DUPONT (Edouard) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

(1) Requête en date du 6 décembre 1958 non publiée au *J. O.*

*6e circonscription.*—Notification de l'élection de M. FÉRON (Jacques) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*7e circonscription.*—Notification de l'élection de M. MOATTI (René) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*8e circonscription.*—Notification de l'élection de M. LEPIDI (Jean-Charles) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*9e circonscription.*—Notification de l'élection de M. FANTON (André) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

Contestation de l'élection par M. Grousseaud (11 décembre) [11 décembre 1958] (p. 22).

Rejet [15 janvier 1959] (p. 66).

*10e circonscription.*—Notification de l'élection de M. MALLEVILLE (Jacques) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*11e circonscription.*—Notification de l'élection de M. TOURET (Raphaël) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*12e circonscription.*—Notification de l'élection de M. BOURGOIN (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*13e circonscription.*—Notification de l'élection de M. SANSON (René) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*14e circonscription.*—Notification de l'élection de M. BIAGGI (Jean-Baptiste) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*15e circonscription.*—Notification de l'élection de M. TARDIEU (Julien) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*16e circonscription.*—Notification de l'élection de M. DE LA MALÈNE (Christian) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*17e circonscription.*—Notification de l'élection de M. BAYLOT (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

Contestation de l'élection par M. Barberot (9 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16). Rejet de la requête présentée par M. Barberot [28 avril 1959] (p. 333).

*18e circonscription.*—Notification de l'élection de M. DEBRAY (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*19e circonscription.*—Notification de l'élection de M. ROUX (Claude) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

Elections.

Contestation de l'élection par M. Dannemmuller (11 décembre) [15 janvier 1959] (p. 54). Rejet [27 janvier 1959] (p. 172).

*20e circonscription.* — Notification de l'élection de M. HABIB (Michel) dit Habib DELONCLE [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

Contestation des opérations électorales (2e tour de scrutin) par MM. Isorni (3 décembre) et J.-L. Simon (4 décembre) [9 décembre 1958] (p. 10).

Contestation de l'élection par M. Louis Deloncle (8 décembre) [10 décembre 1958] (p. 15). Rejet [15 janvier 1959] (p. 61).

*21e circonscription.* — Notification de l'élection de M. KARCHER (Henri) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*22e circonscription.* — Notification de l'élection de M. FERRI (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*23e circonscription.* — Notification de l'élection de M. VASCHETTI (Guy) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

Contestation de l'élection par M. Bernard Lafay (10 décembre) [11 décembre 1958] (p. 22). Rejet de la requête presentée par M. Lafay [28 avril 1959] (p. 335).

*24e circonscription.* — Notification de l'élection de M. MISSOFFE (François) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*25e circonscription.* — Notification de l'élection de M. PÉGASTAING (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*26e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LE TAC (Joël) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*27e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BERNASCONI (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*28e circonscription.* — Notification de l'élection de M. RUAIS (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*29e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BOURRIQUET (Georges) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*30e circonscription.* — Notification de l'élection de M. PINOTEAU (Roger) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*31e circonscription.* — Notification de l'élection de M. MARGENET (Albert) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

Contestation de l'élection par M. Henry (9 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16). Rejet [15 janvier 1959] (p. 58).

*32e circonscription.* — Notification de l'élection de M. ROULLAND (André) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

Contestation de l'élection par M. Aumaréchal (9 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16). Rejet [15 janvier 1959] (p. 57).

*33e circonscription.* — Notification de l'élection de M. TOUTAIN (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*34e circonscription.* — Notification de l'élection de M. PERETTI (Achille) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*35e circonscription.* — Notification de l'élection de M. PEZÉ (Edmond) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*36e circonscription.* — Notification de l'élection de Mme DEVAUD (Marcelle) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*37e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BOKANOWSKI (Michel) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*38e circonscription.* — Notification de l'élection de M. CARTER (Roland) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*39e circonscription.* — Notification de l'élection de M. PRIVET (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*40e circonscription.* — Notification de l'élection de M. GRENIER (Fernand) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

Contestation des opérations électorales (1er tour de scrutin) par M. Destrée (3 décembre) [9 décembre 1948] (p. 10). Rejet [15 janvier 1959] (p. 55).

*41e circonscription.* — Notification de l'élection de M. ROCHET (Waldeck) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*42e circonscription.* — Notification de l'élection de M. NILÈS (Maurice) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*43e circonscription.* — Notification de l'élection de M. CALMÉJANE (Robert) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*44e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LOLIVE (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*45e circonscription.* — Notification de l'élection de M. PROFICHET (Jean-Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*46e circonscription.* — Notification de l'élection de M. QUINSON (Antoine) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

Contestation de l'élection par M. Febvre (9 décembre), [10 décembre 1958] (p. 16).

Rejet [15 janvier 1959] (p. 63).

*47e circonscription.* — Notification de l'élection de M. NUNGESSER (Roland) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*48e circonscription.* — Notification de l'élection de M. VAYRON (Philippe) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*49e circonscription.* — Notification de l'élection de M. PEYTEL (Michel) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*50e circonscription.* — Notification de l'élection de M. THOREZ (Maurice) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*51e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DREYFOUS-DUCAS (Daniel) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*52e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LACROIX (Antoine) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*53e circonscription.* — Notification de l'élection de M. MAINGUY (Paul) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

Contestation de l'élection par M. Frouard (9 décembre), [10 décembre 1958] (p. 16).

Désistement de M. Frouard [12 mai 1959] (p. 471).

*54e circonscription.* — Notification de l'élection de M. POUTIER (Raymond) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*55e circonscription.* — Notification de l'élection de M. PLAZANET (Eugène) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

## Seine-Maritime.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. DUSSEAULX (Roger) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LARUE (Tony) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

Contestation de l'élection par M. Lacombe (16 décembre) [15 janvier 1959] (p. 54). Elections.

Rejet [27 janvier 1959] (p. 173).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. MORISSE (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. MARIE (André) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

Contestation des opérations électorales par M. Depriester (9 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16).

Contestation de l'élection par M. Laurent (11 décembre) [15 janvier 1959] (p. 54).

Rejet [15 janvier 1959] (p. 62).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BETTENCOURT (André) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*6e circonscription.* — Notification de l'élection de M. COURANT (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*7e circonscription.* — Notification de l'élection de M. CANCE (René) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*8e circonscription.* — Notification de l'élection de M. GRÈVERIE (Robert) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*9e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DELAPORTE (Louis) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

Contestation des opérations électorales (1er tour de scrutin), par M. Grau (9 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16).

Rejet [15 janvier 1959] (p. 61).

*10e circonscription.* — Notification de l'élection de M. HEUILLARD (Claude) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

## Seine-et-Marne.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. JACQUET (Marc) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. CHAVANNE (Guy) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. MOCQUIAUX (René) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

Elections.

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. PEYREFITTE (Alain) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BATTESTI (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

**Seine-et-Oise.**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. LABBÉ (Claude) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. JAMOT (Michel) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. PALEWSKI (Jean-Paul) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LEDUC (René) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. MIGNOT (André) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*6e circonscription.* — Notification de l'élection de M. WAGNER (Robert) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*7e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DROUOT-L'HERMINE (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

Contestation de l'élection par M. Jollivet (15 décembre), [15 janvier 1959] (p. 54).

Rejet [15 janvier 1959] (p. 67).

*8e circonscription.* — Notification de l'élection de M. de KERVEGUEN (Yves) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*9e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BALLANGER (Robert) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

Contestation de l'élection par M. de Lipkowski (9 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16).

Rejet [20 janvier 1959] (p. 127).

*10e circonscription.* — Notification de l'élection de M MAZURIER (Paul) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*11e circonscription.* — Notification de l'élection de M. PICARD (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*12e circonscription.* — Notification de l'élection de M. RIBIÈRE (René) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*13e circonscription.* — Notification de l'élection de M. CACHAT (Armand) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*14e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BOSCHER (Michel) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

Contestation de l'élection par M. Thomas (11 décembre) [11 décembre 1958] (p. 22).

Rejet [15 janvier 1959] (p. 67).

*15e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LONGUET (Henri) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*16e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LEFÈVRE D'ORMESSON (Olivier) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*17e circonscription.* — Notification de l'élection de Mme THOME-PATENÔTRE (Jacqueline) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*18e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DAVID (Jean-Paul) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

**Sèvres (Deux).**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de Mme AYMÉ DE LA CHEVRELIÈRE [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. FOUCHIER (Jacques) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. SAILLIARD DU RIVAULT (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

**Somme.**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. MOORE (Fred) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DOUBLET (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de Mme DELABIE (Marcelle) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LEJEUNE (Max) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*5e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LUCIANI (Emile) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

**Tarn.**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. RIEUNAUD (Edouard) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. VIDAL (André) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

Contestation de l'élection par M. Alquier (8 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16). Rejet [20 janvier 1959] (p. 130).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. YRISSOU (Henri) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

**Tarn-et-Garonne.**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. DE SAINTE-MARIE (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BÉGUÉ (Camille) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

**Var.**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. ESCUDIER (Gabriel) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LAURIN (René) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. FABRE (Henri) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. VITEL (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

**Vaucluse.**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. MAZO (Henri) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. SANTONI (Georges) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BÉRARD (Jacques) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

**Vendée.**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. CRUCIS (Michel) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. CAILLEMER (Henri) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. MICHAUD (Louis) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. GUITTON (Antoine) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

**Vienne.**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. GUILLON (Paul) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BOUCHET (Ernest) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. PEYRET (Claude) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

**Vienne (Haute).**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. REGAUDIE (René) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. BOUTARD (Jacques) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LONGEQUEUE (Louis) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

**Vosges.**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. GUTHMULLER (Charles) [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

Elections.

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. LEMAIRE (Maurice) [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. GRENIER (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

*4e circonscription.* — Notification de l'élection de M. VOILQUIN (Albert) [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

**Yonne.**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. WALTER (René) [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. CHAMANT (Jean) [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. PERROT (Gaston) [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

**Territoire de Belfort.**

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. SCHMITTLEIN (Raymond) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. DOREY (Henri) [9 décembre 1958] (p. 3 et 8).

DEPARTEMENTS D'ALGERIE.

*1re circonscription :* **Alger-ville.** — Notification de l'élection de MM. LAGAILLARDE (Pierre,) KAOUAH (Mourad,) VINCIGUERRA (René,) DJEBOUR (Ahmed) [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

Constestation relative aux élections par M. Pradines (10 décembre) [11 décembre 1958] (p. 22) ; Rejet [20 janvier 1959] (p. 128).

*2e circonscription :* **Alger-banlieue.** — Notification de l'élection de Mlle SID, dite SID CARA NAFFISSA. MM. ABDESSELAM (Robert,) LAURIOL (Marc,) MARCAIS (Philippe) [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

Contestation des opérations électorales par M. Gérard Faivre (5 décembre) [9 décembre 1958] (p. 10).

Contestation de l'élection par M. Muller (9 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16).

Contestation de l'élection par M. Fiel (17 décembre) [15 janvier 1959] (p. 54).

Rejet des requêtes présentées par MM. Faivre, Muller et Fiel [26 mai 1959] (p. 569).

*3e circonscription :* **Blida.** — Notification de l'élection de MM. GUETTAF (Ali,) LARADJI (Mohamed.) MARQUAIRE (Louis) [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

Contestation de l'élection par M. Piloy (16 décembre) [15 janvier 1959] (p. 54) ; Rejet [20 janvier 1959] (p. 128).

*4e circonscription :* **Médéa.** — Notification de l'élection de MM. MESSAOUDI KADDOUR BEN SEDIL, VIGNAU (Pierre), GAHLAM MAKLOUF, BENELKADI BENALIA [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

Contestation de l'élection par M. Rostoll (15 décembre) [15 janvier 1959] (p. 54).

Rejet de la requête présentée par M. Rostoll [26 mai 1959] (p. 571).

*5e circonscription :* **Orléansville.** — Notification de l'élection de MM. BOUALEM SAID BENAISSE, ARNULF (Etienne-Pierre), AGHA MIR MOHAMED BEL EL MIR, BAOUYA MOHAMED [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

Contestation de l'élection par M. Bonet (9 décembre) [16 décembre 1958] (p. 16) ; Rejet [15 janvier 1959] (p. 57).

*6e circonscription :* **Tizi-Ouzou.** — Notification de l'élection de MM. COLONNA (Henri), AZEM OUALI, SAADI ALI, IOUALALEN AHCENE, KHORSI SADOK [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

*7e circonscription :* **Oran-ville.** — Notification de l'élection de MM. FOUQUES-DUPARC, LOPEZ (François), BEZZEGHOUD (René-Charles), dit Mékki [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

Contestation de l'élection par MM. Rabiah et autres (11 décembre), par M. Bonnecaze-Lasserre (11 décembre) et par M. Miquel (11 décembre) [11 décembre 1958] (p. 22).

Rejet des requêtes présentées par MM Rabiah et autres, Bonnecaze-Lasserre et Miquel [28 avril 1958] (p. 330).

*8e circonscription :* **Oran-campagne.** — Notification de l'élection de MM. SID CARA CHERIF, LAFFONT (Pierre), BEKRI MOHAMED KEBIR, BERROUAINE DJELLOUL [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

Contestation de l'élection par M. Voituriez et autres (15 décembre) [15 janvier 1959] (p. 54) ; Rejet [20 janvier 1959] (p. 128).

*9e circonscription :* **Tlemcen.** — Notification de l'élection de MM. BELABED SLIMANE, GRASSET (Yvon), MOULESSEHOUL BELABBAS dit ABBES [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

Contestation de l'élection par MM. Brahic, Gonzales, Fontaine, Gerbaud, Roigt, Cayla et Lopez (27 décembre) [15 janvier 1959] (p. 54).

Rejet de la requête présentée par MM. Brahic et autres [26 mai 1959] (p. 567).

*10e circonscription :* **Mostaganem.** — Notification de l'élection de MM. PUECH (Samson-Pierre), DERAMCHI MUSTAPHA [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

Contestation de l'élection par M. de Saivre (8 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16).

Rejet de la contestation présentée par M. de Saivre [28 avril 1959] (p. 328).

*11e circonscription :* **Mascara.** — Notification de l'élection de MM. LEGROUX (Armand), Mlle BOUABSA KHEIRA, MM. BENSSEDICK CHEIKH, ZEGHOUF MOHAMED TAHAR [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

Contestation de l'élection par M. Male et par M. Albes (16 décembre) [15 janvier] (p. 54).

Rejet des requêtes présentées par MM Albes et Male [28 avril 1959] (p. 339).

*12e circonscription :* **Tiaret.** — Notification de l'élection de MM. SALADO (Xavier), KADDARI DJILLALI, SAIDI BERREZOUG [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

*13e circonscription :* **Constantine.** — Notification de l'élection de MM. BENHACINE ABDELMADJID, BOUDJEDIR HACHMI, BOUHADJERA, BÉLAID, CANAT (Edmé) [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

Contestation de l'élection par M. Manchon et par M Valle (16 décembre), par M. Delatte (20 décembre) [15 janvier 1959] (p. 54).

Rejet de la contestation présentée par M. Manchon [15 janvier 1959] (p. 60).

Rejet des contestations présentées par M. Valle et par M. Delatte [20 janvier 1959] (p. 131).

*14e circonscription :* **Philippeville.** — Notification de l'élection de MM. BEDREDINE MOHAMED, MOREL (Léopold), BOULSANE MOHAMED, BARBOUCHA MOHAMED SALAH [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

Contestation de l'élection par M. Gaudino (8 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16).

Rejet de la requête présentée par M. Gaudino [28 avril 1959] (p. 338).

*15e circonscription :* **Batna.** — Notification de l'élection de MM. MALLEM ALI, RENUCCI (Dominique-Marie), SAHNOUNI BRAHIM, HASSANI NOUREDINE [9 décembre 1958] (p. 3 et 9). Elections.

Contestation de l'élection par M. Lakhdari (8 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16).

Contestation de l'élection par M. Malpel (16 décembre) [15 janvier 1959] (p. 54).

Rejet des requêtes présentées par MM. Lakhdari et Malpel [26 mai 1959] (p. 568).

*16e circonscription :* **Bône.** — Notification de l'élection de MM. PORTOLANO (Pierre), TEBIB ABDALLAH, CHIBI ABDELBAKI, DJOUINI MOHAMED LAKHDAR, [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

Contestation de l'élection par M. Borra (19 décembre) et par M. Floirat (20 décembre) [15 janvier 1959] (p. 54).

Rejet des requêtes présentées par MM. Borra et Floirat [26 mai 1959] (p. 570).

*17e circonscription :* **Sétif.** — Notification de l'élection de MM. WIDENLOCHER (William), Mme KEBTANI REBIHA, (née CHELLAOUA), MM. BENHAILLA KHELLIL, BENJELIDA (Ali), [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

Contestation de l'élection par M. Renard et autres (13 décembre) [15 janvier 1959] (p. 54).

Rejet [20 janvier 1959] (p. 130).

*18e circonscription :* **Bougie.** — Notification de l'élection de MM. MOLINET (Maurice), BOUTALBI AHMED, IHADDADEN MOHAMED MALOUM HAFID [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

Contestation de l'élection par M. Comoli (8 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16).

Rejet [20 janvier 1959] (p. 126).

## DÉPARTEMENTS DU SAHARA

### Oasis.

Notification de l'élection de MM. AL SID BOUBAKEUR, DEVIQ (Marcel), BOUDI MOHAMED [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

### Saoura.

Notification de l'élection de M. PIGEOT (André) [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

Contestations de l'élection par Moziconacci (10 décembre) et par M. Braizat (10 décembre) [11 décembre 1958] (p. 22).

Rejet des requêtes présentées par MM. Moziconacci et Braizat [26 mai 1959] (p. 570).

Elections.

## DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

### Guadeloupe.

*1re circonscription.* — Notification de l'élection de M. ALBRAND (Médard) [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

Contestation de l'élection par M. Valentino (8 décembre) [10 décembre 1958] (p. 15).

Contestation de l'élection par M. Daninthe, par M. Rosan Girard et par M. Miath et 56 autres (15 décembre) [15 janvier 1959] (p. 54).

Rejet des requêtes présentées par MM. Valentino, Daninthe, Rosan Girard et autres [26 mai 1959] (p. 571).

*2e circonscription.* — Notification de l'élection de M. MONNERVILLE (Pierre) [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

Contestation de l'élection par M. Toribio (11 décembre) [11 décembre 1958] (p. 22).

Contestation de l'élection par M. Lacave (15 décembre) [15 janvier 1959] (p. 54).

Rejet des requêtes présentées par MM Toribio et Lacave [28 avril 1959] (p. 340).

*3e circonscription.* — Notification de l'élection de M. FEUILLARD (Gaston) [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

Contestation de l'élection par Mlle Archimède (15 décembre) [15 janvier 1959] (p. 54).

Rejet de la requête présentée par Mlle Archimède [28 avril 1959] (p. 337).

### Guyane.

Notification de l'élection de M. CATAYEE (Justin) [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

### Martinique.

*1re circonscription.*—Notification de l'élection de M. VÉRY (Emmanuel) [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

Contestation de l'élection par M. Maugee (11 décembre) [11 décembre 1958] (p. 22).

Rejet de la requête présentée par M. Maugee [28 avril 1959] (p. 341).

*2e circonscription.*—Notification de l'élection de M. CÉSAIRE (Aimé) [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

*3e circonscription.*—Notification de l'élection de M. SABLÉ (Victor) [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

### Réunion.

*1re circonscription.*—Notification de l'élection de M. DE VILLENEUVE (Frédéric) [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

Contestation de l'élection par MM. Verges et Payet (11 décembre 1958) [15 janvier 1959] (p. 54).

Rejet des requêtes présentées par MM. Verges et Payet [28 avril 1959] (p. 341).

*2e circonscription.*—Notification de l'élection de M. CLÉMENT (Valère) [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

Contestation de l'élection par M. Millot et par M. Agenor (8 décembre) [10 décembre 1958] (p. 16).

Annulation de l'élection (23 avril 1959) [28 avril 1959] (p. 327, 340).

*3e circonscription.*—Notification de l'élection de M. CERNEAU (Marcel) [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

Contestation des opérations électorales (1er tour de scrutin) par M. Mondon (2 décembre) [9 décembre 1958] (p. 10).

Rejet de la requête présentée par M. Mondon [28 avril 1959] (p. 336).

## TERRITOIRES D'OUTRE-MER

### Territoire des Comores.

Notification de l'élection de MM. CHEIKH (Mohamed Saïd) SAID Ibrahim [5 juin 1959] (p. 801, 802).

### Nouvelle-Calédonie.

Notification de l'élection de M. LENORMAND (Maurice) [2 juin 1959] (p. 702, 716).

### Polynésie française.

Notification de l'élection de M. OOPA Marcel [22 juillet 1960] (p. 2175).

Contestation de l'élection par M. NIMAU [6 septembre 1960] [4 octobre 1960] (p. 2462, 2465).

Décision du Conseil constitutionnel (14 octobre 1960) [18 octobre 1960] (p. 2560, 2602).

**Territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon.**

Notification de l'élection de M. LAURELLI (1) [14 mai 1959] (p. 488, 511).

Contestation de l'élection par M. Colmay (4 juin 1959) [9 juin 1959] (p. 838).

Rejet [24 juillet 1959] (p. 1480, 1499).

**Territoire de la Côte française des Somalis.**

Notification de l'élection de M. HASSAN GOULED (2) [28 avril 1959] (p. 312, 327).

**Territoire de Wallis et Futuna.**

Proclamation de l'élection de M. LOSTE (Hervé) (25 mars 1962) [24 avril 1962] (p. 736).

Contestation de l'élection par M. André Bellot (2 avril 1962) [24 avril 1962] (p. 739) et par M. Brial (3 avril 1962) [24 avril 1962] (p. 739).

Rejet des requêtes par décision du Conseil constitutionnel [11 juillet 1962] (p. 2359).

*Liste des députés élus dans les territoires d'outre-mer et siégeant à titre provisoire à l'Assemblée Nationale* (3).

*Comores* : M. CHEIKH.
*Côte des Somalis* : M. MAHAMOUD HARBI.
*Côte d'Ivoire* : M. HOUPHOUET-BOIGNY.
*Dahomey* : MM. MAGA, APITHY.
*Etablissements d'Océanie* : M. OOPA.
*Gabon* : M. AUBAME.
*Gabon-Moyen Congo* : M. BAYROU.
*Haute-Volta* : MM. CONOMBO, GUISSOU, OUEDRAOGO, BONI NAZI,
*Madagascar* : MM. RAKOTOVELO, DUVEAU, TSIRANANA, SANGLIER, BRUELLE.
*Mauritanie* : M. SIDI EL MOKTAR.
*Moyen-Congo* : M. FÉLIX-TCHICAYA.
*Niger* : MM. CONDAT, HAMANI DIORI.
*Nouvelle-Calédonie* : M. LENORMAND.
*Oubangui-Chari* : M. BOGANDA.
*Oubongui-Chari-Tchad* : M. MALBRANT.
*Saint-Pierre et Miquelon* : M. SAVARY.
*Sénégal* : MM. SENGHOR, DIA MAMADOU.
*Soudan* : MM. BOCOUM, KEITA MODIBO, SISSOKO, DICKO.
*Tchad* : MM. LISETTE, ARABI EL GONI.

(1) En remplacement de M. Savary et par application de l'article 4 de l'ordonnance n° 58.974 du 17 octobre 1958.

(2) En remplacement de M. Mahamoud Harbi et par application de l'article 4 de l'ordonnance n° 58-974 du 17 octobre 1958.

(3) Application de l'article 4 de l'ordonnance n° 58-974 du 17 octobre 1958.

Elections.

**Elections (Annulations).**

*Ardèche* (3e circonscription) (6 février 1959), [28 avril 1959] (p. 335).

*Charente-Maritime* (1re circonscription) (6 janvier 1959), [15 janvier 1959] (p. 25, 69).

*Drôme* (3e circonscription) (5 janvier 1959), [15 janvier 1959] (p. 25, 60).

*Haut-Rhin* (5e circonscription) (6 janvier 1959), [15 janvier 1959] (p. 25, 68).

*Réunion* (2e circonscription) (23 avril 1959), [28 avril 1959] (p. 327, 340).

**Élections partielles.**

*Ardèche* (3e circonscription) (12 avril 1959). — Proclamation de l'élection de M. LIOGIER (1) [28 avril 1959] (p. 312, 327).

Contestation de l'élection par M. Roucaute (14 avril 1959), [28 avril 1959] (p. 340).

Rejet [3 juin 1959] (p. 757).

*Charente-Maritime* (1re circonscription) (1er mars 1959). — Proclamation de l'élection de M. DE LACOSTE-LAREYMONDIE (2) [28 avril 1959] (p. 312, 327).

*Drôme* (3e circonscription) (1er mars 1959). — Proclamation de l'élection de M. Henri DURAND (3) [28 avril 1959] (p. 312, 327).

*Haut-Rhin* (5e circonscription) (22 février 1959). — Proclamation de l'élection de M. Henri ULRICH (4) [28 avril 1959] (p. 312, 327).

*Départements algériens* (14e circonscription : Philippeville) (13 juillet 1959). — Proclamation de l'élection de M Roger ROTH (5) [21 juillet 1959] (p. 1383, 1403).

Contestation de l'élection (23 juillet 1959), [27 juillet 1959] (p. 1504, 1521).

Rejet de la contestation [16 décembre 1959] (p. 3390, 3410).

(1) En remplacement de M. Liogier dont l'élection avait été annulée.

(2) En remplacement de M. de Lacoste-Lareymondie dont l'élection avait été annulée.

(3) En remplacement de M. Henri Durand dont l'élection avait été annulée.

(4) En remplacement de M. Henri Ulrich dont l'élection avait été annulée.

(5) En remplacement de M. Morel, élu sénateur.

Elections.

*La Réunion* (2e circonscription) (14 juin 1959). — Proclamation de l'élection de M. Valère CLÉMENT (1) [18 juin 1959] (p. 889).

Contestation de l'élection (Télégramme) [29 juin 1959] (p. 1107, 1140).

Rejet de la contestation [4 décembre 1959] (p. 3181, 3208).

*Maine-et-Loire* (1re circonscription) (29 mai 1960). — Proclamation de l'élection de M. Jacques MILLOT (2) [7 juin 1960] (p. 1160).

*Seine* (7e circonscription) (11 juin 1961). — Proclamation de l'élection de M. KASPEREIT (3) [13 juillet 1961] (p. 1024).

*Comores* (4 mars 1962). — Proclamation de l'élection de M. MOHAMED AHMED (4) (*J. O.*, lois et décrets du 14 mars 1962, p. 2174).

## ELECTIONS (Législation).

**§ 1er.** — Projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale représentant les territoires d'outre-mer, présentée à l'Assemblée Nationale le 5 mai 1959, par M. Soustelle, Ministre délégué auprès du Premier Ministre, (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 69** ; rapport le 4 juin 1959 par M. Paul Coste-Floret **n° 121** ; Adoption le 18 juin 1959 (p. 899). — Projet de loi **n° 17.**

Transmis au Sénat le 23 juin 1959 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles **n° 109 (année 1958-1959)** ; rapport par M. Monichon, **n° 153 (année 1958-1959).** Adoption le 25 juillet 1959.

Loi n° 59-959 du 31 juillet 1959, publiée au *J. O.* du 6 août 1959 (p. 7827).

**DISCUSSION** [18 juin 1959] (p. 898). Entendus : MM. Paul Coste-Floret, *Rapporteur*, Soustelle, *Ministre délégué auprès du Premier Ministre.* Observations sur : les déclarations des candidatures pour les élections des députés des territoires d'outre-mer et la durée de la campagne électorale en Polynésie française (p. 898). — Art. 1er : *Modification de l'article 4 de l'Ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 :* adoption (p. 899). — Art. 2 : *Modification de l'article 6 de l'Ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959* (p. 899) ; amendement de M. Paul Coste-Floret au nom de la Commission des lois constitutionnelles (modification de rédaction) (p. 899) ; adoption (*ibid*) ; adoption de l'article modifié (p. 899). — Art. 3 : *Modification du premier alinéa de l'article 7 de l'Ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959* (p. 899) ; amendement de M. Paul Coste-Floret au nom de la Commission des lois constitutionnelles (modification de rédaction) (*ibid*) ; adoption (*ibid*) ; adoption de l'article modifié (p. 899) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 899). — Orateur : M. Paul Coste-Floret *Rapporteur.*

**§ 2.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour restreindre le nombre des abstentions dans les consultations électorales, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 mai 1959 par M. Charret (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), n° **94.**

**§ 3.** — Proposition de loi relative aux élections partielles à l'Assemblée Nationale dans les départements algériens, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 juillet 1959 par M. Chandernagor et plusieurs de ses collègues, (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 206.**

**§ 4.** — Proposition de loi tendant à rendre le vote obligatoire en France pour les élections des députés, des conseillers généraux et des conseillers municipaux, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 juillet 1959 par M. Profichet et plusieurs de ses collègues, (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 208.**

**§ 5.** — Proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de l'ordonnance n° 58-1098 du 15 novembre 1958, modifiée par l'ordonnance n° 59-260 du 4 février 1959 relative à l'élection des sénateurs, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 octobre 1960 par M. de Lacoste-Lareymondie (renvoyée à la Commission des lois constitu-

(1) En remplacement de M. Valère Clément dont l'élection avait été annulée.

(2) En remplacement de M. Foyer devenu membre du Gouvernement.

(3) En remplacement de M. Moatti, démissionnaire.

(4) En remplacement de M. Saïd Mohamed Cheikh, démissionnaire.

tionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 877.**

**§ 6.** — Proposition de loi tendant à fixer le mode de scrutin des élections à l'Assemblée Nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 novembre 1960 par M. Palmero et plusieurs de ses collègues, (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 983.**

**§ 7.** — Proposition de loi tendant à organiser la préparation des élections extra-politiques et à instituer pour ces élections le vote par correspondance, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961, par M. Voisin, (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1124.**

**§ 8.** — Proposition de loi tendant à modifier l'article 94 du Code électoral, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961, par M. Vendroux, (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1133.**

**§ 9.** — Projet de loi relatif aux dates des élections cantonales et des élections municipales, présenté à l'Assemblée Nationale le 13 juin 1961, par M. Roger Frey, Ministre de l'Intérieur, (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1222**; rapport le 11 juillet 1961, par M. Legaret, **n° 1328.** Adoption en première lecture le 18 juillet 1961 (p. 1748). — Projet de loi **n° 277.**

Transmis au Sénat le 19 juillet 1961, (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation et du suffrage universel,) **n° 324 (année 1960-1961)**; rapport le 12 octobre 1961 par M. Prelot, **n° 11 (année 1961-1962).** Adoption avec modification en première lecture le 17 octobre 1961 (p. 1173), sous le titre suivant : « *Projet de loi validant rétroactivement le décret n° 61-250 du 18 mars 1961* ». — Projet de loi **n°1 (année 1961-1962).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 18 octobre 1961 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1463** (rectifié); rapport le 1er décembre 1961 par M. Legaret **n° 1592.** Adoption avec modification en deuxième lecture le 10 mai 1962 (p. 1021) avec le titre suivant : « *Projet de loi relatif aux dates des élections cantonales et des élections municipales et validant rétroactivement le décret n° 61-250 du 18 mars 1961* ». — Projet de loi **n° 386.**

Elections.

**DISCUSSION** [18 juillet 1961] (p. 1740).

Entendus : MM. Legaret, *Rapporteur*, Coste-Floret.

Observations sur : les dispositions de caractère permanent du projet : tenue des élections locales en dehors des sessions parlementaires (p. 1740) ; date d'élection de la Commission départementale (p. 1740) ; dispositions de caractère transitoire : Validation des décrets du 18 mars 1961 et du 17 avril 1961 fixant les dates des élections aux conseils généraux (p. 1741) ; les recours présentés devant le Conseil d'Etat contre ces décrets (p. 1741) ; le retrait du rôle devant le Conseil d'Etat de ces recours à la veille des élections cantonales (*ibid.*) ; le caractère législatif des dispositions concernant les élections (p. 1741, 1742) ; les inconvénients juridiques d'une ratification rétroactive des décrets visés (p. 1742, 1743) ; Question préalable opposée par M. Coste-Floret (p. 1743) ; observations sur : l'annulation des élections cantonales opérée par un jugement du tribunal administratif de Caen (p. 1743) ; retrait de la question préalable (*ibid.*).

Art. 1er : *Modification de l'article 214 du Code électoral*, adoption (p. 1743).

Article additionnel de M. Legaret au nom de la Commission des lois (*validation rétroactive des décrets du 18 mars 1961 et 17 avril 1961 relatifs aux élections des conseils généraux* (p. 1743) ; modification de l'article additionnel (p. 1744) ; adoption de cet article additionnel ainsi modifié (*ibid.*).

Article additionnel de M. Brocas prévoyant que les dispositions de la présente loi n'auront *pas d'effet sur la procédure en cours* (p. 1744) ; observations sur : les inconvénients juridiques d'une validation rétroactive de deux décrets illégaux (p. 1744) ; les inconvénients qui résulteraient d'une annulation par le Conseil d'Etat des deux décrets visés (p. 1774) ; l'empiétement de l'exécutif sur le domaine réservé par l'article 34 de la Constitution par le Législatif (*ibid.*) ; rejet de l'article additionnel (p. 1744).

Art. 2 : *Durée des mandats des conseils généraux élus en avril 1958* (p. 1744).

Elections.

Article additionnel de M. Habib-Deloncle (*simultanéité des élections des conseillers municipaux et des conseillers généraux*) (p. 1744) ; observations sur : le nombre des abstentions (p. 1745) ; la nécessité de regrouper les élections (*ibid.*) ; rejet au scrutin de l'amendement (p. 1745) ; liste des votants (p. 1755) ; amendement de M. de Broglie (tenue des sessions ordinaires des conseils généraux en dehors des sessions ordinaires du Parlement) (p. 1745) ; observations sur : les difficultés pour les parlementaires conseillers généraux résultant de la simultanéité des sessions des conseils généraux et du Parlement (p. 1745) ; observations sur : les inconvénients de l'amendement de M. de Broglie (p. 1745) ; la nécessité de respecter la liberté des collectivités locales (p. 1746) ; adoption de l'amendement (p. 1746) ; amendement de M. de Broglie : les parlementaires sont membres de droit du Conseil général du département où ils ont été élus (p. 1746) ; observations sur : l'«imbrication» des problèmes locaux et des problèmes nationaux (p. 1746) ; la nécessité d'associer les parlementaires aux travaux des collectivites locales (*ibid.*) ; les inconvénients politiques de la disposition proposée par M. de Broglie (p. 1746, 1747) ; l'hostilité de l'opinion publique à toute cooptation (p. 1746, 1747) ; la possibilité existante pour les parlementaires de se présenter aux élections locales (*ibid.*) ; le danger d'une «polisation» des conseils généraux (p. 1747) ; rejet au scrutin de l'amendement de M. de Broglie (p. 1748) ; liste des votants (p. 1757) ; adoption de l'article 2 modifié (p. 1748).

Art. 3 : *Modification du premier alinéa de l'article 69 de la loi du 10 août 1871 ; élections de la commission départementale*, adoption (p. 1748).

Art. 4 : *Abrogation des articles 215 et 215 du Code électoral*, adoption (p. 1748).

Art. 5 : *Modification de l'article 248 du Code électoral*, adoption (p. 1748).

Explications de vote : observations sur la position du groupe de l'entente démocratique notamment quant à l'empiètement commis par l'exécutif sur le domaine attribué par l'article 34 de la Constitution au législatif (p. 1748) ; adoption de l'ensemble du projet (p. 1748).

Orateurs : MM. Brocas, de Broglie, Courant, Frey, *Ministre de l'Intérieur*, Habib-Deloncle, Legaret, *Rapporteur*, Lejeune Pleven, Sammarcelli, *Président de la commission*, Yrissou.

**DISCUSSION EN DEUXIEME LECTURE** [10 mai 1962] (p. 1016). Entendus : MM. Legaret, *Rapporteur ;* Coste-Floret, Frey, *Ministre de l'Intérieur ;* observations sur : la suppression par le Sénat des dispositions relatives à la fixation définitive des dates des élections municipales et cantonales (p. 1017) ; le litige existant entre les deux Assemblées à propos de la réforme des sessions parlementaires (*ibid.*) ; le désir de l'Assemblée et du Gouvernement de modifier la date de la deuxième session (*ibid.*).

Art. 1er (supprimé par le Sénat) : *Modification de l'article 214 du Code électoral* (p. 1018) ; amendement de M. Legaret au nom de la Commission tendant à reprendre le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (p. 1018).

Art. 2 (supprimé par le Sénat) : *Durée des mandats des conseillers généraux élus en avril 1958* (p. 1018) ; observations sur : le regroupement des consultations électorales (élections municipales et cantonales) (p. 1018, 1019) ; les inconvénients d'une disposition de ce genre (p. 1018) ; la possibilité de déposer une proposition de loi distincte sur cette question (*ibid.*) ; amendement de M. Legaret au nom de la Commission tendant à reprendre pour l'article 2 le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (*ibid.*) ; observations sur : l'alinéa 3 du texte proposé pour l'article 2 tendant à interdire la simultanéité des sessions ordinaires annuelles des conseils généraux et des sessions ordinaires du Parlement (p. 1019) ; la sévérité excessive de ce texte (*ibid.*) ; la possibilité pour les conseils généraux de se réunir en dehors des jours de session du Parlement (*ibid.*) ; la résolution votée par l'Assemblée des présidents des conseils généraux de France tendant au maintien de la réglementation actuelle (*ibid.*) ; les difficultés dans lesquelles se trouvent les sénateurs et les députés conseillers généraux de remplir leurs deux mandats (p. 1019, 1020) ; la possibilité pour les conseillers généraux de tenir des sessions extraordinaires (p. 1019) ; amendement de M. Legaret au nom de la Commission tendant à modifier la rédaction du dernier alinéa (p. 1020) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article 2 ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 3 (supprimé par le Sénat) : *Date d'élection de la Commission départementale* (p. 1020) ; amendement de M. Legaret au nom de la Commission tendant à reprendre le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (p. 1020) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 4 (supprimé par le Sénat) : *Abrogation des articles 215 et 216 du Code électoral* (p. 1020) ; amendement de M. Legaret au

nom de la Commission tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée Nationale en première lecture (*ibid.*); adoption de l'amendement (*ibid.*); adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 5 (supprimé par le Sénat) : *Modification de l'article 248 du Code électoral* (p. 1021) ; amendement de M. Legaret au nom de la Commission tendant à reprendre le texte voté en première lecture par l'Assemblée Nationale (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*) ; amendement de la Commission des lois tendant à modifier le titre du projet (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble du Projet de loi (*ibid.*). = Orateurs : MM. Coste-Floret, Frey, *Ministre de l'Intérieur ;* Habib-Deloncle, Legaret, *Rapporteur ;* Roclore.

**§ 10.** — Proposition de loi tendant à la modification de certains articles du Code électoral pour assortir de garanties supplémentaires l'exercice du droit de vote afin d'éviter la fraude électorale, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juillet 1961 par M. Sammarcelli (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1413**; rapport le 5 juillet 1962 par M. Dejean, **n° 1829**; rapport supplémentaire le 16 juillet 1962 par M. Dejean **n° 1851.** Adoption le 23 juillet 1962 (p. 2824) sous le titre suivant : « Proposition de loi modifiant certains articles du Code électorat.— Proposition de loi **n° 449.**

Transmise au Sénat le 24 juillet 1962 **n° 312.**

**DISCUSSION** [10 juillet 1962] (p. 2295). Entendu : M. Dejean, *Rapporteur de la Commission des lois constitutionnelles.* Observations sur : la répression nécessaire de la fraude électorale, les dispositions de la proposition concernant, d'une part l'établissement, le contrôle et le contentieux de la liste électorale, d'autre part, la pratique du vote par correspondance (p. 2295); l'ajournement souhaitable de la discussion sur cette deuxième partie étant donné le dépôt au Sénat d'un projet de loi sur le vote par procuration, le faible nombre de fraudes électorales, le dévouement et l'intégrité des maires chargés de l'établissement et du contrôle de la liste électorale (p. 2295, 2296).

Art. 1er : Article 11-I du Code électoral : *Inscription de tout électeur sur la liste électorale sur sa demande personnelle*, adoption (p. 2296).

Art. 2 : Article 20 du Code électoral : *Communication par le délégué de l'administration à l'autorité préfectorale des opérations des commissions administratives*, adoption (p. 2296).

Art. 3 : Article 22 du Code rural : *Affichage à la mairie des décisions des commissions administratives*, adoption (*ibid.*).

Art. 4 : Article 23 du Code électoral : *Procédure de réclamation*, adoption (*ibid.*).

Art. 5 : Article 26 du Code électoral : *Affichage des décisions des commissions municipales*, adoption (*ibid.*).

Art. 6 et 7 : Articles 293 et 349 du Code électoral : *Délai accordé au Conseil d'Etat pour statuer sur les recours*, adoption (*ibid.*).

Observations sur : le caractère réglementaire de certaines dispositions de la proposition (p. 2296); la compétence exclusive du législateur en matière électorale en application de l'article 34 de la Constitution, la doctrine dans ce domaine (p. 2297) ; après l'article 7, article additionnel de M. de Lacoste-Lareymondie : *Inscription des rapatriés sur les listes électorales* (p. 2297) ; observations sur l'impossibilité pour les rapatriés d'obtenir un certificat de radiation de la liste électorale de la commune qu'ils ont quittée (p. 2297) ; l'obligation pour tous les citoyens français d'être inscrits sur une liste électorale, la nécessité de permettre aux rapatriés d'être inscrits sur la liste électorale de la commune où ils sont arrivés (p. 2297) ; la limitation souhaitable dans le temps de la faculté donnée aux rapatriés (p. 2298) ; la réouverture de la procédure de révision qu'entraînerait l'adoption de l'article additionnel (p. 2298) ; à la demande du Gouvernement l'article additionnel est renvoyé en Commission (p. 2298); en conséquence le vote sur l'ensemble est réservé (*ibid.*). = Orateurs : MM. Boscher, Dejean, *Rapporteur;* Frey, *Ministre de l'Intérieur;* Lacoste-Lareymondie, Sammarcelli, *Président de la Commission.*

**SUITE DE LA DISCUSSION** [23 juillet 1962] (p. 2823). Entendus : MM. Sammarcelli, *Président de la Commission des lois*, en qualité de rapporteur suppléant et Frey, *Ministre de l'Intérieur.* Observations sur : l'examen par la Commission de l'article additionnel déposé par M de Lacoste-Lareymondie tendant à permettre l'inscription des citoyens français rapatriés d'Afrique du Nord (p. 2823); la limitation souhaitable dans le temps des mesures exceptionnelles proposées (*ibid.*) ; l'inutilité d'une procédure particulière d'inscription en faveur des rapatriés (p. 2824).

Art. 8 : *Modification de l'article 21 du Code électoral.* — Observations sur : la situation des rapatriés ; le déroulement du débat ; le cas des

départements de transit (*ibid.*) ; adoption de l'article 8 (*ibid.*).

Art 9 : *Inscription sur les listes électorales des Français rapatriés d'Afrique du Nord* (p. 2824) ; adoption de l'article (*ibid.*) ; adoption de l'ensemble de la proposition de loi **n° 2824.**

Orateurs : MM. Frey, *Ministre de l'Intérieur*, Pic, Villedieu.

**§ 11.** — Proposition de loi tendant à fixer à vingt ans l'âge de la majorité électorale et de la majorité civile, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 octobre 1962 par MM. Diligent et Davoust (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n°1919.**

— cantonales et municipales. — *Voy.* ELECTIONS, 9.

— aux conseils de prud'hommes. — *Voy.* TRIBUNAUX JUDICIAIRES, 6.

— aux comités d'entreprises. — *Voy.* TRAVAIL (Réglementation du), 6, 7.

— par correspondance. — *Voy.* ELECTIONS, 7.

— des délégués du personnel dans les entreprises occupant moins de dix salariés. — *Voy.* TRAVAIL (Réglementation du), 5.

— des délégués du personnel dans les entreprises. — *Voy.* TRAVAIL (Réglementation du), 8.

— aux tribunaux de commerce. — *Voy.* TRIBUNAUX JUDICIAIRES, 5.

## ÉLECTRICITÉ.

*Voy.* ECONOMIE NATIONALE, 4.

— Appareils. — *Voy.* COMMERCE, 23.

— Distribution. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8.

— Production (Centrales hydrauliques et thermiques). — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8.

## ÉLECTRICITÉ DE FRANCE (E.D.F.).

— Campagne publicitaire et concurrence faite aux blanchisseurs. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 154.

— Régime de distribution. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 182.

## ÉLECTRICIENS. — *Voy.* ARTISANS.

## ÉLECTRIFICATION (rurale).

— Financement des travaux. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 63.

## ÉLECTRORADIOLOGIE.

— Manipulateur. — *Voy.* MÉDECINE, 8.

## ÉLEVAGE.

Proposition de loi tendant à instituer le crédit privé à l'élevage bovin, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961 par M. Hénault (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1150** ; rapport le 4 octobre 1962 par M. Hoguet, **n° 1926.**

## ÉLEVEURS.

— Agriculteurs. — *Voy.* IMPOTS LOCAUX, 2.

## ÉLIGIBILITÉ.

— des parlementaires. — *Voy.* PARLEMENT, 4.

## ÉLOGES FUNÈBRES. — *Voy.* DÉPUTÉS (Décès).

## EMBAUCHE.

— du personnel âgé. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 31.

## EMPLOI.

— et essor démographique. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

## EMPLOI (Plein).

— Etablissements industriels de la défense nationale. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 91.

## EMPLOI (Politique de l').

— Immigration des travailleurs étrangers. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 117.
— Reclassement des personnes âgées. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 117.
— et zones critiques. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

## EMPLOIS.

— Cumuls d'. — *Voy.* TRAVAIL (Réglementation du).
— Statistique des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 7.

## EMPLOIS RÉSERVÉS.

*Voy.* CODE DES PENSIONS MILITAIRES ET DES VICTIMES DE GUERRE, 4.

— Reconduction de la législation — *Voy.* BUDGET DE 1961 (n° **1560**) [5 décembre 1961] (p. 5289).

## EMPRUNT.

— des collectivités locales. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 50.
— des collectivités locales pour améliorer l'équipement sportif. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 144.

## EMPRUNTS.

Proposition de loi tendant à assurer le règlement rapide et définitif de la dette russe, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 avril 1960 par M. Jaillon et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), n° **579**.

— de certaines communes. — *Voy.* FINANCES LOCALES, 4.
— des districts urbains. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (n° **1560**), Art. 14 [5 décembre 1961] (p. 5292).

## ENDETTEMENT.

— de l'agriculture. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 1.

## ÉNERGIE.

— Coordination (Ses divers aspects). — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8.
— électrique hydraulique. — *Voy.* ECONOMIE NATIONALE, 1.
— électrique nucléaire. — *Voy.* ECONOMIE NATIONALE, 1.
— Faiblesse de la consommation française. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8.
— Impôt sur. — *Voy.* COMMISSIONS SPÉCIALES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ; IMPOTS (Dispositions générales), 3 ; MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré) ; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 1 [23 octobre 1959] (p. 1944).
— et production. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8.
— Taxation. — *Voy.* IMPOTS (Dispositions générales), 3.

## ÉNERGIE ATOMIQUE.

— Construction de l'usine de séparation des isotopes de Pierrelatte. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (n° **300**); Services du Premier Ministre, I. Services généraux [21 novembre 1959] (p. 2732). *Voy. aussi* BUDGET 1962, 5 et MOTIONS DE CENSURE, n° **8**.
— en général. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8.
— et médecine. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8.

## ENFANCE (Protection de l').

§ 1er. — Proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 juillet 1889 afin de faciliter

l'adoption des enfants maltraités ou moralement abandonnés, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 avril 1960 par MM. Pleven et Guillon (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 580.**

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à modifier le titre neuvième et les articles 373, 374, 383, 384, 391, 392, 394, 477 du Code civil ainsi que la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961 par M. Billoux et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1147.**

**§ 3.** — Proposition de loi tendant à modifier l'article 164 du Code de la santé publique relatif à la protection de l'enfance, présentée à l'Assemblée Nationale le 21 mars 1962 par M. Pleven (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1678**; rapport le 20 juin 1962 par M. Dalbos, **n° 1777.**

— Abandon d'enfants et œuvres en faveur de l'adoption. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 132.

## ENFANTS.

— Crimes et délits contre les. — *Voy.* TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 4.

— Garde des — (Divorce). — *Voy.* CODE CIVIL, 3.

— inadaptés (Classes de perfectionnement). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 63.

— infirmes ou déficients. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 128.

— maltraités (Adoption des). — *Voy.* ENFANCE (Protection de l').

## ENQUÊTES.

— sur la concentration économique. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 209.

## ENSEIGNEMENT (Dispositions générales).

**§ 1.** — Projet de loi de programme relative à l'équipement scolaire et universitaire, présenté à l'Assemblée Nationale le 28 avril 1959, par M. Antoine Pinay, Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan) et M. Boulloche, Ministre de l'Education nationale, **n° 61**; rapport le 30 juin 1959 par M. F. Mayer, **n° 174**; avis le 30 juin 1959 au nom de la Commission de la production et des échanges par M. Devemy, **n° 180**; avis le 1er juillet 1959 au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et ociales par MM. Cerneau et Fréville, **n° 181.** Adoption le 2 juillet 1959. — Projet de loi **n° 23.**

Transmis au Sénat le 7 juillet 1959 (renvoyé à la Commission des finances), **n° 138**; rapport le 21 juillet 1959 par MM. Auberger et Richard, **n° 148.** Adoption conforme en premiere lecture le 24 juillet 1959.

Loi n° 59-913 du 31 juillet 1959, publiée au *J.O.* du 2 août 1959 (p. 7700).

**DISCUSSION** [2 juillet 1959] (p. 1243, 1257). Entendus : MM. Boulloche, *Ministre de l'Éducation nationale*; Félix Mayer, *Rapporteur*; Devemy, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production et des échanges;* Debré, *Premier Ministre*; Cerneau, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales*; Boscher, Fréville, Joseph Perrin, Grussenmeyer, Privat, Hoguet, Poignant, Mondon, Duchâteau, Kir, Lacroix, Palmero, Pierre Bourgeois, François Billoux, Longuet, Courant, Nungesser, Crucis, Ahcène Ioualalen, Becker, Pescataing. Observations sur : la loi-programme (p. 1244, 1251); le retard dans l'application du Plan Le Gorgeu (p. 1248, 1259); la procédure des subventions (p. 1246, 1261, 1262); la prise en charge par l'État de la construction des ouvrages subventionnés (p. 1246, 1248, 1249, 1250, 1253, 1259, 1261, 1264, 1267, 1268) ; l'organisation de la direction des constructions du Ministère (p. 1246, 1249, 1261); l'organisation générale du Ministère de l'Éducation nationale (p. 1256); l'Algérie (p. 1269, 1271), l'Alsace (p. 1257, 1258); les T.O.M. (p. 1252); l'enseignement supérieur (p. 1244, 1247, 1251, 1252, 1254, 1264, 1266); les œuvres sociales en faveur des étudiants (p. 1252, 1255, 1264, 1271); l'accueil des étudiants étrangers (p. 1255, 1264, 1266); la construction d'une faculté des sciences sur

l'emplacement de la halle aux vins (p. 1270); l'enseignement secondaire (p. 1244, 1247, 1252, 1254); l'implantation des établissements (p. 1245, 1271); les internats (p. 1258); l'enseignement technique (p. 1247, 1267); les centres d'apprentissage (p. 1252, 1271); les Écoles d'arts et métiers (construction éventuelle au Havre) (p. 1268, 1271); l'enseignement primaire et notamment les écoles normales d'instituteurs et d'institutrices (p. 1259, 1261); les cours complémentaires (p. 1260, 1263); les cantines scolaires (p. 1261); la construction d'écoles dans les Alpes-Maritimes (p. 1265); l'équipement sportif (p. 1252, 1254, 1260, 1265, 1266, 1269, 1271), les colonies de vacances (p. 1244); les travaux de décoration (p. 1244, 1252, 1270, 1271); le manque de professeurs et d'instituteurs (p. 1252, 1255); *demande de renvoi à la Commission* présentée par M. Boscary-Monsservin (p. 1271); observations sur : l'engagement pris par le Gouvernement de régler le problème de l'aide à l'enseignement privé (p. 1272); retrait de la motion (*ibid.*).

Art. 1er : *Construction et équipement des locaux scolaires* (p. 1272); amendement de M. Souchal (création de jeux de la Communauté) (p. 1272); observations sur : la nécessité d'une représentation unique de la Communauté aux jeux Olympiques (p. 1272); retrait de l'amendement (*ibid.*); adoption de l'article (p. 1273).

Art. 2 : *Prise en charge par l'État du rôle de maître de l'ouvrage* (p. 1273); amendement de M. Fréville au nom de la Commission des affaires culturelles tendant à la suppression de l'article (p. 1273); amendement identique de de M. Cance (*ibid.*); observations sur la nécessité de respecter la loi du 20 juin 1885 (p. 1273); amendement de M. Peretti (prise en charge par l'État du rôle de maître de l'ouvrage s'il acquiert la propriété des locaux) (*ibid.*); amendement de M. Mayer au nom de la Commission des finances tendant à exclure l'enseignement du premier degré de l'application de l'article 2 (*ibid.*); amendement de M. Devemy au nom de la Commission de la production et des échanges tendant à subordonner l'application de l'article 2 à l'accord des collectivités locales (*ibid.*); amendement du Gouvernement excluant en principe l'enseignement du premier degré de l'application de l'article 2 (*ibid.*); observations sur : la nécessité de coordonner les travaux de construction (p. 1274); le respect des libertés locales (*ibid.*); adoption de l'amendement de M. Fréville (p. 1274); en conséquence l'article est supprimé et les autres amendements sont sans objet (*ibid.*).

Article additionnel de M. Longequeue (*Réalisation par priorité des constructions scolaires dans les zones de conversion*) (*ibid.*); retrait (p. 1275). Enseignement.

Explications de vote. — Observations sur : les écoles normales d'instituteurs (p. 1275); l'insuffisance des crédits (*ibid.*); la solution du problème de l'enseignement libre (*ibid.*); adoption au scrutin de l'article unique du projet de loi (p. 1276); liste des votants (p. 1288). = Orateurs : MM. Boulloche, *Ministre de l'Éducation nationale;* Devemy, *Rapporteur pour avis;* Fréville, *Rapporteur pour avis;* Longequeue, Eugène-Claudius Petit, Schmitt, François Valentin, Viallet.

**§ 2.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles afin que, pour l'année 1959, la rentrée scolaire pour les établissements du premier et du deuxième degré et de l'enseignement technique soit fixée au 1er octobre ou pour que, tout au moins, des dérogations soient prévues pour les établissements situés dans des régions à prédominance viticole ou agricole, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 mai 1959 par M. Raymond-Clergue (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 89.**

**§ 3.** — Proposition de loi relative à l'enseignement des langues régionales, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 juin 1959 par M. Crouan et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 152**; rapport sur cette proposition de loi et sur celles de : 1° M. Raoul Bayou et plusieurs de ses collègues **(n° 251)**; 2° M. Hostache et plusieurs de ses collègues **(n° 613)** le 25 avril 1961 par M. Jean Le Duc, **n° 1114.**

**§ 4.** — Proposition de loi relative à l'enseignement des langues régionales, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 juillet 1959 par M. Bayou et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 251.** *Voy.* ci-dessus, n° **152.**

**§ 5.** — Proposition de loi tendant à interdire à tous les établissements scolaires et universitaires publics de se donner ou de continuer à porter, comme appellation, le nom d'une per-

Enseignement. sonnalité vivante, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 octobre 1959 par M. Ducos (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 283.**

**§ 6.** — Proposition de loi tendant à réaliser la nationalisation de l'enseignement présentée à l'Assemblée Nationale le 3 décembre 1959 par M. Maurice Thorez et plusieurs de ses collègues, (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 435.** *Voy.* ci-dessous, n° **473.**

**§ 7.** — Proposition de loi portant unification de l'enseignement obligatoire, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 décembre 1959 par M. Duchâteau et les membres du groupe socialiste (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n°s 436.** *Voy.* ci-dessous, n° **473.**

**§ 8.** — Projet de loi sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés, présenté à l'Assemblée Nationale le 17 décembre 1959 par M. André Boulloche, Ministre de l'éducation nationale (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales). **n° 473** ; rapport le 22 décembre 1959 par M. Durbet, **n° 490** ; sur ce projet et sur les propositions de loi **n° 435** et **436.** Adoption le 23 décembre 1959. — Projet de loi **n° 96.**

Transmis au Sénat le 29 décembre 1959 (renvoyé à la Commission des affaires culturelles), **n° 137 (année 1959-1960)** ; rapport le 29 décembre 1959 par M. Louis Gros, **n° 138 (année 1959-1960)** ; Adoption sans modification le 29 décembre 1959. — Projet de loi **n° 40.**

Loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959, publiée au *J.O.* du 2 janvier 1960 (p. 66).

**DISCUSSION** [23 décembre 1959] (p. 3595, 3616). Entendus : MM. Debré, *Premier Ministre;* Durbet, *Président de la Commission, Rapporteur;* Duchâteau, Maurice Schumann, Debray, *Vice-Président de la Commission ;* Billoux, Mollet, Fréville, Boscary-Monsservin, Arrighi, Foyer, Tremollet de Villers, Rivière, Privat, Thomazo, Schmitt, Billères, Biaggi, Eugène-Claudius Petit, Kir. Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Duchâteau (Art. 2 de la Constitution) (p. 3601) ; observations sur : la précipitation avec laquelle est examiné le projet (p. 3601) ; le caractère laïque de la République affirmé par l'article 2 de la Constitution, l'œuvre scolaire de la Révolution francaise et celle de la IIIe République (p. 3602) ; l'article 12 du projet prévoyant qui ne sera pas appliqué en Alsace-Lorraine (*ibid* ) ; la liberté de l'enseignement et le décret de la Convention du 29 frimaire an II ; rejet au scrutin de l'exception d'irrecevabilité (p. 3602) ; liste des votants (p. 3611). Question préalable opposée par M. Billoux (p. 3603) ; observations sur : les manifestations organisées avec succès par les défenseurs de la laïcité (p. 3603) ; la doctrine de l'Eglise catholique en matière d'enseignement (*ibid.*) ; l'article des « Nouvelles de la chrétienté » de mars 1957 (*ibid.*) ; la non-consultation du Conseil supérieur de l'éducation nationale (p. 3603) ; les pressions exercées par la hiérarchie catholique sur les parents d'élèves (p. 3604) ; le droit de l'enfant à l'accession à la culture (p. 3604) ; l'Eglise Etat dans l'Etat (p. 3604) ; l'aspiration cléricale au monopole de la formation des jeunes (p. 3605) ; les discours de Jaurès des 21 et 24 janvier 1910 et l'organisation d'un service public national de l'enseignement (p. 3605) ; le projet d'un comité national d'action laïque de nationalisation de l'enseignement (p. 3606) ; rejet au scrutin de la question préalable (p. 3605) ; liste des votants (p. 3613) ; observations sur : l'anticléricalisme et la classe ouvrière (p. 3606) ; la laïcité et la Constitution du 4 octobre 1958 (*ibid.*) ; les subventions qui seront versées aux écoles privées et le problème des congrégations non autorisées par la loi (p. 3607) ; la liberté de l'enseignement et les garanties éventuelles de cette liberté par l'Etat (p. 3607) ; l'idéal laïque (p. 3608) ; la position prise en décembre 1921 par l'abbé Lemire (p. 3608) ; l'engagement pris par le Parti socialiste de nationaliser l'enseignement s'il obtient la majorité aux prochaines élections (p. 3608) ; les attaques portées dans le passé contre l'école laïque (p. 3626) ; le respect de la liberté de conscience de l'enfant et les droits du père de famille (*ibid.*) ; la conception socialiste de l'école laïque exposée en 1929 par M. Léon Blum au congrès de Nancy (p. 3626) ; la responsabilité de la majorité (p. 3627) ; la liberté de l'enseignement et les garanties éventuelles de cette liberté par l'Etat (p. 3628, 3629) ; l'évolution du nombre des élèves dans l'enseignement public et dans l'enseignement privé (p. 3629) ; les conceptions de l'Eglise catholique en matière d'enseignement (p. 3630) ; les contrats prévus par le projet (p. 3631, 3632) ; l'octroi possible par les communes de subventions anx écoles privées (p. 3622) ; les crédits insuffisants accordés à l'enseignement

public (p. 3632, 3633); les difficultés financières de l'enseignement privé (p. 3609, 3610) ; l'exemple de la Bretagne (p. 3610) ; la misère des instituteurs privés (p. 3624, 3625); le pacte scolaire conclu en Belgique entre les partis politiques (p. 3610) ; la responsabilité du père de famille en matière d'éducation (p. 3616, 3617); la nécessité de maintenir le caractère de l'enseignement des établissements privés (*ibid.*); la liberté de l'enseignement et l'obligation scolaire (p. 3621) ; la nécessité de respecter la pédagogie des établissements libres (p. 3622) ; le caractère insuffisant du projet (p. 3623, 3624) ; la possibilité de régler le problème scolaire sur la base des principes du projet de loi (p. 3618, 3619) ; l'application de ces principes (p. 3618) ; l'enseignement religieux dans les établissements publics (p. 3619) ; l'interprétation des dispositions du projet, notamment quant au respect du caractère propre de l'enseignement privé (p. 3634) ; les concessions nécessaires entre partisans et adversaires de la laïcité (p. 3635, 3636) ; l'exemple de pays étrangers (p. 3636) ; le maintien des principes fondamentaux de la République (p. 3637) ; l'engagement du Gouvernement de maintenir le caractère propre de l'enseignement des établissements privés (p. 3638).

Motion de renvoi du projet à la Commission, déposée par M. Privat (p. 3639); observations sur : la nécessité de prévoir et d'autoriser les dépenses entraînées par l'adoption du projet; la non-consultation du Conseil supérieur de l'éducation nationale (p. 3639); rejet au scrutin de la motion (p. 3639); liste des votants (p. 3662).

Art. 1er : *Aide de l'Etat aux établissements privés* (p. 3639) ; observations sur : les subventions déguisées accordées au culte catholique et sur les attaques dirigées contre l'école laïque (p. 3640) ; amendement de M. Billoux tendant à la nationalisation de l'enseignement (p. 3640); amendement de M. Durbet au nom de la Commission, proposant une nouvelle rédaction de l'article premier (p. 3640) ; retrait (*ibid.*) ; amendement de MM. Foyer, Paquet, Vanier et de Broglie proposant une nouvelle rédaction de l'article premier (p. 3640) ; sous-amendement de M. Moatti visant le caractère propre de l'enseignement des établissements privés (p. 3640) ; observations sur : l'exposé des motifs de l'amendement de MM. Foyer, Paquet, Vanier et de Broglie (p. 3641) ; la similitude existant entre cet amendement et le texte proposé par le Gouvernement (p. 3641) ; amendement de M. Duchâteau (suppression de la mention du caractère propre de l'enseignement) (p. 3641) ; amendement de M. Duchâteau prévoyant le contrôle financier, administratif et pédagogique de l'éducation nationale (p. 3641); amendement de M. Duchâteau supprimant le principe de la garantie de l'Etat pour l'exercice de la liberté de l'enseignement (p. 3641) ; amendement de M. Duchâteau relatif à la date d'application de la loi (p. 3641); le vote sur l'article et sur les amendements est réservé (p. 3641).

Art. 2 : *Contrôle de l'Etat sur les établissements qui ne lui sont pas liés* (p. 3641) ; amendement de Mlle Dienesch et de M. Durbet au nom de la Commission des affaires culturelles concernant le contrôle des établissements ne demandant aucune aide à l'Etat (p. 3642) ; amendement de M. Duchâteau (égalité de diplôme entre les maîtres de l'enseignement public et ceux de l'enseignement privé) (p. 3642) ; amendement de MM. Durbet et Guillon au nom de la Commission des affaires culturelles tendant au contrôle de l'obligation scolaire (p. 3642) ; amendement de M. Duchâteau prévoyant un contrôle sur le contenu de l'enseignement (p. 3642); amendement de M. Duchâteau tendant à la suppression des établissements de moins de dix élèves (p. 3642); le vote sur l'article et les amendements est réservé (*ibid.*).

Art. 3 : *Intégration éventuelle des établissements d'enseignement privé dans l'enseignement public* (p. 3642) ; amendement de M. Billoux tendant à la nationalisation de l'enseignement (p. 3642) ; amendement de M. Duchâteau tendant à la suppression des établissements de moins de dix élèves (p. 3642); amendement de M. Duchâteau tendant à réserver l'intégration aux maîtres laïques (p. 3642); le vote sur le texte et sur les amendements est réservé (*ibid.*).

Art. 4 : *Contrat d'association* (p. 3642) ; amendement de M. G. Bonnet tendant à limiter l'aide de l'Etat au maintien de l'allocation Barangé (p. 3642); amendement de M. Durbet au nom de la Commission des affaires culturelles tendant à étendre les dispositions de l'article à l'enseignement supérieur (p. 3642) ; retrait (*ibid.*); amendement de M. Duchâteau tendant à l'application de l'article 9 de la loi du 30 octobre 1886 (p. 3642) ; amendement de M. Duchâteau (enseignement par des maîtres laïques dans les établissements titulaires des contrats d'association) (p. 3642); amendement de M. Duchâteau tendant à l'intégration des maîtres enseignant dans les établissements titulaires d'un contrat d'association (p. 3642) ; amendement de M. Duchâteau tendant à limiter les dépenses de fonctionnement prises en charge

Enseignement.

Enseignement.

par l'Etat (p. 3642); le vote sur l'article et les amendements est réservé (p. 3642).

Art. 5 : *Contrat simple* (p. 3643); amendement de M. G. Bonnet tendant à supprimer cet article (p. 3643); amendement de M. Billoux tendant à l'intégration dans l'enseignement public des maîtres de l'enseignement privé (p. 3643) ; amendement de MM. Charvet et Grasset-Morel tendant à étendre les dispositions de l'article à l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur (p. 3643); amendement identique de MM. Durbet et Godonnèche au nom de la Commission des affaires culturelles (p. 3643); amendement de M. Biaggi relatif au versement de la rétribution des maîtres agréés (p. 3643) ; amendement analogue de MM. Charvet et Grasset-Morel (p. 3643); amendement de MM. Le Bault de la Morinière et Lefèvre d'Ormesson (application automatique du régime des contrats simples après avis du Comité national de conciliation) (p. 3643) ; amendement de M. Duchâteau prévoyant l'avis du Conseil supérieur de l'éducation nationale (p. 3643); amendement de M. Duchâteau prévoyant le contrôle des programmes par l'Etat (p. 3643); amendement de M. Biaggi prévoyant le versement de la participation de l'Etat aux associations de parents d'élèves (p. 3643) ; amendement de MM. Durbet et Boinvilliers au nom de la Commission des affaires culturelles tendant à limiter le contrôle pédagogique aux classes sous contrat (p. 3643); retrait (*ibid.*); amendement de MM. Durbet et Boinvilliers au nom de la Commission des affaires culturelles concernant le contrôle financier (p. 3643); retrait (*ibid.*); amendement de M. Duchâteau tendant au respect par les établissements privés des principes fondamentaux de la République (p. 3643); amendement de M. Durbet au nom de la Commission des affaires culturelles tendant à remplacer dans le IVe alinéa les mots « justifiant des » par les mots « remplissant les » (p. 3643) ; amendement de MM. Durbet et Sallenave au nom de la Commission des affaires culturelles prévoyant l'avis du Comité national de conciliation pour la détermination des conditions exigées des établissements privés (p. 3643); amendement de M. Duchâteau tendant à supprimer l'autorisation donnée aux communes de subventionner les établissements privés (p. 3643); amendement identique de M. Dronne (p. 3643); observations sur : les dangers d'une telle disposition et sur les polémiques qui s'instaureront dans les conseils municipaux (p. 3643); le vote sur l'article et l'amendement est réservé (p. 3643).

Art. 6 : *Comité de conciliation* (p. 3644) ; amendement de M. Duchâteau tendant à soumettre les litiges au Conseil de l'éducation nationale (p. 3644); amendement de M. Durbet au nom de la Commission des affaires culturelles prévoyant que la composition du Comité de conciliation est fixée par décret (p. 3644); retrait (*ibid.*); amendement de M. Durbet au nom de la Commission des affaires culturelles prévoyant que les recours soumis au Comité de conciliation ont un caractère contentieux (p. 3644); amendement de M. Durbet au nom de la Commission des affaires culturelles prévoyant que les membres du Comité national sont nommés par décret en Conseil des Ministres (p. 3644) ; retrait (*ibid.*) ; amendement de MM. Durbet et Boinvilliers au nom de la Commission des affaires culturelles prévoyant que les modalités des contrôles pédagogiques sont soumis à l'avis du Comité national de conciliation (p. 3644) ; retrait (*ibid.*); le vote sur l'article et sur les amendements est réservé (*ibid.*).

Art. 7 : *Allocations versées par les collectivités locales* (p. 3644); amendement de M. Billoux interdisant les allocations versées aux élèves des établissements privés (p. 3644); le vote sur le texte et sur les amendements est réservé (*ibid.*).

Art. 8 : *Dispositions concernant la loi Barangé* (p. 3644); amendement de M. Billoux tendant à supprimer cet article (p. 3644); amendement identique de M. Georges Bonnet (p. 3644) ; amendement de M. André Marie tendant à limiter dans le temps l'application de la loi Barangé (p. 3644); amendement de M. Durbet au nom de la Commission des affaires culturelles tendant à porter à six ans le délai pendant lequel s'appliquera la loi Barangé (p. 3644) ; amendement de M. Duchâteau concernant l'affectation des ressources de la loi Barangé lorsque celle-ci cessera de s'appliquer (p. 3644); amendement de M. Durbet au nom de la Commission des affaires culturelles concernant l'affectation des fonds de la loi Barangé lorsque celle-ci cessera de s'appliquer (p. 3644) ; amendement de M. Duchâteau tendant à l'abrogation de la loi du 15 mars 1950 (p. 3645) ; le vote sur l'article et les amendements est réservé (p. 3645).

Art. 9 : *Durée des contrats simples* (p. 3645); amendement de M. Billoux tendant à supprimer cet article (p. 3645); amendement identique de M. Georges Bonnet (p. 3645) ; amendement de MM. Durbet et Chazelle au nom de la Commission des affaires culturelles étendant les dispositions de l'article à tous les contrats (p. 3645); retrait (*ibid.*); amendement de M. Durbet au nom de la Commission des affaires culturelles

tendant à porter à douze ans la durée des contrats (p. 3645) ; retrait (*ibid.*) ; amendement de M. Durbet au nom de la Commission des affaires culturelles prévoyant que la durée des contrats ne pourra être inférieure à six ans (p. 3645) ; retrait (*ibid.*) ; le vote sur l'article et les amendements est réservé (*ibid.*).

Art. 10 : *Rappel d'allocations au titre de la loi Barangé pour la période antérieure au 3 avril 1955* (p. 3645) ; amendement de M Billoux tendant à supprimer cet article (*ibid.*) ; amendement identique de M. Duchâteau (*ibid.*) ; amendement de M. Durbet au nom de la Commission des affaires culturelles prévoyant que le décret d'application sera pris en Conseil d'Etat (p. 3645) ; retrait (*ibid.*).

Art. 11 : *Décret d'application* (p. 3645) ; observations sur : l'esprit dans lequel la loi sera appliquée (p. 3645) ; les sacrifices consentis par certains partisans de l'école laïque (p. 3645) ; amendement de M. Durbet au nom de la Commission des affaires culturelles tendant à une nouvelle rédaction (p. 3645) ; retrait (*ibid.*).

Article additionnel de MM. Bord, Borroco, Bourgeois, etc. *concernant le régime scolaire des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle* (p. 3645) ; observations sur : la nécessité de permettre aux établissements privés de ces départements qui ne sont pas régis par la législation spéciale, de bénéficier de la présente loi (p. 3646) ; le vote sur l'article additionnel est réservé (p. 3646).

Art. 12 : *Exclusion du champ d'application, des départements d'Alsace-Lorraine et des départements d'Algérie et du Sahara* (p. 3646) ; amendement de M. Billoux tendant à appliquer la loi aux départements d'Alsace-Lorraine (p. 3646) ; amendement de MM. Durbet, Zeghouf et Legroux au nom de la Commission des affaires culturelles tendant à permettre l'extension par décret de la loi aux départements de l'Algérie et du Sahara (p. 3646) ; amendement de M. Duchâteau tendant à supprimer le régime spécial de l'enseignement en Alsace-Lorraine (p. 3646) ; observations sur : la volonté des députés de ces départements de défendre leur régime scolaire (p. 3646) ; amendement de MM. Bord, Borroco, Bourgeois, etc. tendant à harmoniser l'article 12 avec l'article additionnel proposé plus haut (p. 3646).

Explications de vote et vote. — En application de l'article 44, paragraphe 3 de la Constitution, le Gouvernement demande un vote unique sur l'ensemble du projet modifié par l'amendement de MM. Durbet et Guillon à l'article 2, l'amendement de M. Le Bault de la Morinière et de M. Lefèvre d'Ormesson à l'article 5, l'amendement de M. Durbet à l'article 6, l'amendement de M. Durbet à l'article 8, l'article additionnel de MM. Bord, Borroco, Bourgeois, etc. et l'amendement de MM. Bord, Borroco, Bourgeois, etc. à l'article 12. — Observations sur : l'enseignement chrétien auxiliaire de l'enseignement public (p. 3647) ; l'engagement pris par le Gouvernement de prendre les dispositions utiles pour assurer aux élèves de l'enseignement public la liberté des cultes et de l'instruction religieuse (p. 3647) ; la liberté de l'enseignement des établissements sous contrat (p. 3647) ; la prise en charge par l'Etat du traitement des maîtres de l'enseignement privé (p. 3647) ; l'absence de contrôle réel sur les établissements sous contrat (p. 3648) ; l'engagement du parti socialiste d'abroger le projet s'il obtient la majorité lors des prochaines élections (p. 3648) ; le respect du caractère propre des établissements privés (p. 3648) ; la coopération entre l'enseignement privé et l'enseignement public (p. 3649) ; la nécessité de mettre fin aux disputes scolaires (*ibid.*) ; adoption au scrutin de l'ensemble du projet modifié par les amendements indiqués plus haut (p. 3649) ; liste des votants (p. 3664). = Orateurs : MM. Bidault, Boisdé, Boscary-Monsservin, Brocas, Cance, Mlle Dienesch, MM. Dronne, Duchâteau, Fernand Grenier, Guillon, Leenhardt, Raphaël Leygues, Seitlinger, Simonnet, Terrenoire, Vanier.

**§ 9.** — Proposition de loi relative à l'enseignement des langues régionales, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 mai 1960 par M. Hostache et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 613.**

**§ 10.** — Proposition de loi tendant à modifier les dates du début et de la fin des grandes vacances scolaires dans les enseignements du premier et du second degré, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 juin 1960 par M. Ducos (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 671** ; rapport le 22 juillet 1960, par M. Becker, **n° 828.**

**§ 11.** — Rapport d'information fait en application de l'article 144 du règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la condition des personnels enseignants, présenté à l'Assemblée Nationale le 20 mars 1962 par M. Guillon et plusieurs de

ses collègues (renvoyé à la Commission), **n° 1670.**

*Voy.* PLAN (**n° 1573**) [23 mai 1962] (p. 1237), [23 mai 1962] (p. 1263, 1271), [7 juin 1962] (p. 1557, 1558), [20 juin 1962] (p. 1848), [21 juin 1962] (p. 1899).

— Etablissements d'. — *Voy.* BAUX COMMERCIAUX, 8.

— français à l'étranger (Assurance-vieillesse). — *Voy.* SÉCURITÉ SOCIALE.

— Situation des adjoints d'. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 199.

## ENSEIGNEMENT AGRICOLE.

**§ 1er.** — Projet de loi relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles, présenté à l'Assemblée Nationale le 26 avril 1960, par M. Rochereau, Ministre de l'Agriculture (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 561**; avis présenté le 29 avril 1960, au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, par M. Grasset-Morel, **n° 598**; rapport le 3 mai 1960, par Mlle Marie-Madeleine Dienesch, **n° 602.** Adoption le 7 juin 1960 (p. 1179). — Projet de loi **n° 109.**

Transmis au Sénat le 9 juin 1960 (renvoyé à la Commission des affaires culturelles), **n° 187 (année 1959-1960)**; rapport le 23 juin 1960, par M. Delorme, **n° 216 (année 1959-1960)**; avis le 5 juillet 1960 au nom de la Commission des affaires économiques, **n° 244 (année 1959-1960).** Adoption en première lecture le 7 juillet 1960. — Projet de loi **n° 69 (année 1959-1960).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 8 juillet 1960, **n° 747**; rapport le 12 juillet 1960, par Mlle Dienesch, **n° 774.** Adoption en deuxième lecture le 18 juillet 1960 (p. 1947). — Projet de loi **n° 151.**

Transmis au Sénat le 19 juillet 1960, **n° 285 (année 1959-1960)** ; rapport le 19 juillet 1960, par M Delorme, **n° 291 (année 1959-1960).** Adoption en deuxième lecture le 21 juillet 1960.

Projet de loi **n° 90 (année 1959-1960).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 21 juillet 1960, **n° 817**; rapport le 21 juillet 1960, par Mlle Dienesch, **n° 821.** Adoption définitive en troisième lecture le 21 juillet 1960 (p. 2123). — Projet de loi **n° 165.**

Loi n° 60-791 du 2 août 1960, publiée au *J. O.* du 4 août 1960 (p. 7216).

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [31 mai 1960] (p. 1068) [1er juin 1960] (p. 1128) [7 juin 1960] (p. 1161). Pour la discussion générale : *Voy.* AGRICULTURE, 10.

Motion de M. Duchâteau tendant au renvoi du texte à la Commission (p. 1068) ; la motion n'est pas soutenue (*ibid.*).

Art. 1er : *Définition de l'enseignement agricole* (p. 1069) ; observations sur : la grande insuffisance de l'enseignement agricole (p. 1071) ; l'intégration nécessaire de l'enseignement agricole et de l'enseignement général (*ibid.*) ; l'insuffisance du projet (p. 1069) ; l'organisation de l'enseignement par le Ministère de l'Agriculture et l'absence de contrôle du Ministère de l'Education nationale (*ibid.*) ; l'atteinte portée à la laïcité (*ibid.*) ; les buts du projet : Justice sociale et efficacité (p. 1129) ; les réformes proposées concernant l'enseignement supérieur (p. 1070, 1130) ; la collaboration entre l'enseignement supérieur et l'enseignement agricole, l'équivalence des titres et des diplômes (p. 1070, 1071, 1130, 1132) ; le recrutement du corps professoral des écoles d'agriculture (p. 1072) ; l'enseignement secondaire (p. 1070, 1071, 1130, 1131) ; le recrutement de ces maîtres (p. 1132) ; l'enseignement primaire (p. 1070) ; le partage entre formation générale et spécialisation (p. 1129, 1131) ; le rôle de l'enseignement privé (p. 1070) ; l'école d'horticulture de Versailles (p. 1069, 1070, 1130) ; l'enseignement forestier (p. 1070) ; l'enseignement vétérinaire (p. 1130) ; l'attribution des bourses aux fils d'agriculteurs (p. 1132) ; amendement de M. Waldeck Rochet tendant à reprendre le texte adopté par le Conseil supérieur de l'Education nationale (p. 1132) ; amendement identique de M. Duchâteau (p. 1132) ; observations sur la part à réserver à la formation générale (p. 1132, 1133) ; rejet du texte commun des amendements (p. 1133) ; amendement de Mlle Dienesch au nom de la Commission des affaires culturelles (p. 1133) ; observations sur le contenu de cet amendement : suppression du terme « jeunes agriculteurs », extension des dispositions prévues aux jeunes filles, association de la formation professionnelle de la formation générale dès la période de scolarité obligatoire, formation à donner aux futurs techniciens, disparition de la distinction entre 1er, 2e et 3e degré (p. 1133) ; sous amendement de MM. Becker, Fourmont et Lalle, tendant à préciser que l'enseignement agricole s'adresse aux adolescents des deux sexes (p. 1133) ; adoption

(p. 1134) ; sous-amendement de M. Grasset-Morel au nom de la Commission de la production et des échanges (formation professionnelle pendant la scolarité obligatoire) (p. 1134) ; observations sur : la nécessité de commencer tôt la formation professionnelle (p. 1134) ; l'organisation de l'enseignement pratique des agriculteurs (*ibid.*) ; la tendance dangereuse conduisant à l'enseignement de l'agriculture « en chambre » (p. 1135) ; l'implantation souhaitable des collèges et lycées agricoles à la campagne (p. 1135) ; sous-amendement de MM. Fourmond, Lalle et Claudius Petit (association de la formation professionnelle à la formation générale pendant la scolarité obligatoire) (p. 1135) ; observations sur la nécessité de pratiquer la formation professionnelle par alternance (p. 1135) ; adoption du sous-amendement (p. 1135) ; retrait des sous-amendements de MM. Charvet et Grasset-Morel (p. 1135) ; sous-amendement du Gouvernement (formation des moniteurs et conseillers agricoles) (p. 1135) ; sous-amendement analogue de M. Grasset-Morel (p. 1135) ; retrait du sous-amendement de M. Grasset-Morel (p. 1136) ; adoption du sous-amendement du Gouvernement (p. 1136) ; sous-amendement de M. du Halgouët (définition de la mission de l'enseignement supérieur agricole) (p. 1136) ; observations sur : la nécessité de définir avec précision la mission de l'enseignement supérieur agricole (p. 1136) ; la distinction nécessaire entre recherche scientifique et recherche appliquée (p. 1136) ; sous-amendement du Gouvernement (définition de la mission de l'enseignement supérieur agricole) (p. 1136) ; sous-amendement de M. Grasset-Morel au nom de la Commission de la production et des échanges (définition de la mission de l'enseignement supérieur agricole) (p. 1136) ; sous-amendement de M. Moulin (réforme distincte pour l'enseignement vétérinaire) (p. 1136) ; observations sur : la distinction nécessaire entre enseignement agricole et enseignement vétérinaire (p. 1137) ; la consultation du corps enseignant vétérinaire (*ibid.*) ; sous-amendement de M. Collomb tendant à ajouter le mot « docteur » avant le mot « vétérinaire » (p. 1137) ; observations sur l'adoption éventuelle du sous-amendement de M. du Halgouët et sur la nécessité de ne pas séparer l'enseignement supérieur agricole de l'enseignement supérieur universitaire (p. 1138) ; rejet de la première partie du sous-amendement de M. du Halgouët (p. 1138) ; la seconde partie est sans objet (*ibid.*) ; adoption du sous-amendement du Gouvernement (p. 1138) ; retrait du sous amendement de M. Grasset-Morel (*ibid.*) ; les sous-amendements de MM. Collomb et Moulin sont sans objet (*ibid.*) ; rappel au règlement de M. Moulin (p. 1138) ; observations sur les dispositions réglementaires qui empêchent la mise au point du sous-amendement de M. Moulin (p. 1138) ; sous-amendement de Mlle Dienesch au nom de la Commission des affaires culturelles tendant à supprimer le dernier alinéa de l'amendement de la Commission qui doit remplacer l'article premier (p. 1138) ; adoption du sous-amendement (p. 1139) ; adoption de l'amendement de la Commission qui devient l'article premier (p. 1139).

Article additionnel de M. Toutain (*Formation professionnelle agricole pendant le service militaire* (p. 1139) ; cet amendement n'est pas soutenu (*ibid.*).

Art. 2 : *Organisation et direction de l'enseignement agricole par le Ministère de l'agriculture* (p. 1139) ; amendement de M. Duchâteau (compétence du Ministère de l'Education nationale) (p. 1139) ; observations sur : la compétence nécessaire du Ministère de l'Education nationale (p. 1139) ; amendement de Mlle Dienesch au nom de la Commission de la production et des échanges proposant une nouvelle rédaction pour l'article 2 (p. 1139) ; observations sur : la mission du Ministère de l'Agriculture en matière d'enseignement (p. 1139) ; la nécessité de donner à tous les enfants des connaissances de base (p. 1139) ; les diplômes des maîtres et des professeurs chargés de l'enseignement dans les établissements agricoles (p. 1139, 1140) ; l'élaboration des programmes hors du contrôle du Ministère de l'Education nationale (p. 1140) ; amendement de M. Grasset-Morel proposant une nouvelle rédaction pour l'article 2 (p. 1140) ; retrait (*ibid.*) ; amendement de M. Beauguitte (p. 1140) ; cet amendement n'est pas soutenu (*ibid.*) ; rejet de l'amendement de M. Duchâteau (p. 1140) ; sous-amendement du Gouvernement tendant à préciser que la formation professionnelle agricole relève du Ministère de l'Agriculture (p. 1161) ; adoption (*ibid.*) ; sous-amendement de M. Boscary-Monsservin (collaboration du Ministère de l'Agriculture pour le fonctionnement des établissements publics relevant du Ministère de l'Education nationale) (p. 1162) ; adoption (*ibid.*) ; sous-amendement de M. Ballanger (direction de l'enseignement secondaire agricole par le Ministre de l'Education nationale) (p. 1162) ; sous-amendement du Gouvernement (collaboration du Ministre de l'Education nationale pour l'enseignement secondaire agricole) (p. 1162) ; sous-amendement analogue de M. Charvet (p. 1162) ; observations sur : la collaboration nécessaire du Ministre de l'Education nationale (p. 1162) ; rejet du sous-

Enseignement agricole.

Enseignement agricole.

amendement de M. Ballanger (*ibid.*); adoption du sous-amendement du Gouvernement (p. 1162); le sous-amendement de M Charvet est sans objet (*ibid.*); sous-amendement de M. Ballanger (préparation à l'enseignement supérieur agricole sous la direction du Ministre de l'Education nationale) (p. 1162); rejet (*ibid.*); sous-amendement de Mlle Dienesch visant les établissements d'enseignement supérieur agricole dépendant du Ministre de l'Education nationale (p. 1163); adoption de ce sous-amendement (p. 1163); sous-amendement de M. Boscary-Monsservin (p. 1163); observations sur : l'équivalence des diplômes délivrés par le Ministre de l'Agriculture et par le Ministre de l'Education nationale (p. 1163); retrait du sous-amendement (*ibid.*); adoption de l'amendement de Mlle Dienesch modifié par les sous-amendements (p. 1163); ce texte devient l'article 2 (*ibid.*).

Article additionnel de M. Grussenmeyer (*Enseignement postscolaire agricole*, (p. 1164); observations sur : l'intérêt présenté par l'enseignement postscolaire périodique (p. 1164); retrait de l'article additionnel (p. 1164).

Article additionnel de M. Duchâteau (*Organisation de l'enseignement agricole du second dégré par le Ministre de l'Education nationale*) (p. 1164); rejet (*ibid.*).

Art. 3 : *Diplômes* (p. 1154); amendement de M. Cance (attribution des diplômes par le Ministre de l'Education nationale) (p. 1164); amendement analogue de M. Duchâteau (p. 1164); amendement de Mlle Dienesch au nom de la Commission des affaires culturelles proposant une nouvelle rédaction pour l'article 3 (p. 1164); observations sur : les dispositions de cet amendement (équivalence des diplômes, possibilité de passage à tout moment à un niveau supérieur d'enseignement, possibilité de passage d'un ordre d'étude à un autre) (p. 1165); sous-amendement de M. Japiot (modification de forme du premier alinéa) (p. 1165); adoption du sous-amendement (*ibid.*); sous-amendement de MM. Charvet et Barniaudy (collaboration de tous les ministres intéressés) (p. 1165); adoption (*ibid.*); rejet de l'amendement de M. Cance (p. 1165); rejet de l'amendement de M. Duchâteau (p. 1166); adoption de l'amendement de Mlle Dienesch modifié par les sous-amendements (p. 1166); ce texte devient l'article 3 (*ibid.*).

Article additionnel de Mlle Dienesch au nom de la Commission des affaires culturelles (p. 1166); cet article additionnel est retiré à la suite de l'adoption de l'article 3 dans une nouvelle rédaction (*ibid.*).

Article additionnel analogue de M. Grasset-Morel (*ibid.*); retiré pour les mêmes raisons (*ibid.*).

Article additionnel de M. Duchâteau (*Collaboration du Ministre de l'Education nationale pour organisation de la formation professionnelle et de la vulgarisation agricole* (p. 1166); observations sur : les équivalences de diplômes permettant d'enseigner dans les établissements d'enseignement agricole (p. 1166); le rôle des instituteurs titulaires du certificat d'aptitude à l'enseignement agricole (p. 1166); rejet de l'article additionnel (p. 1167);

Art. 4 : *Programme d'investissements relatif à la construction des établissements d'enseignement* (p. 1167); amendement de M. Ballanger proposant une nouvelle rédaction (p. 1167); amendement analogue de M. Duchâteau (*ibid.*); rejet de ces amendements (p. 1167); amendement de Mlle Dienesch au nom de la Commission des affaires culturelles (dépôt d'un projet de loi-programme avant la fin de la première session 1960-1961) (p. 1167); sous-amendement du Gouvernement (dépôt du projet de loi-programme avant le 31 décembre 1961) (p. 1167); observations sur : l'inscription de crédits dans le budget de 1961 (p. 1167); adoption du sous-amendement (*ibid.*); adoption de l'amendement modifié (*ibid.*); amendement de M. Rossi (construction d'un lycée ou d'un collège par région) (p. 1167); amendement de M. Boinvilliers (construction avant 10 ans d'un lycée ou d'un collège par département) (p. 1168); amendement analogue de Mlle Dienesch et de M. Fourmond au nom de la Commission des affaires culturelles (p. 1168); retrait de l'amendement de M. Rossi (p. 1168); observations sur : le délai imposé au Gouvernement (10 ans) (p. 1168); sous-amendement de M. Charvet (construction dans chaque département du nombre d'établissements nécessaires à la satisfaction des besoins) (p. 1168); observations sur : la nécessité de développer tous les degrés de l'enseignement, de s'assurer de la collaboration des familles et de la profession (p. 1168); adoption du sous-amendement de M. Charvet (p. 1169); sous-amendement de M. Duchâteau (intégration des établissements privés) (p. 1169); rejet (*ibid.*); adoption de l'amendement de M. Boinvilliers modifié par le sous-amendement de M. Charvet (p. 1169); retrait de l'amendement de Mlle Dienesch et de M. Fourmond (p. 1169); amendement de M. Boinvilliers (suppression de la priorité pour les départements sous-équipés) (p. 1169); amendement de Mlle Dienesch au nom de la Commission des affaires culturelles (suppression

de la priorité aux départements faisant un effort financier important) (p. 1169) ; retrait de l'amendement de Mlle Dienesch (p. 1170) ; adoption de l'amendement de M. Boinvilliers (p. 1170) ; amendement de M. Grasset-Morel (date de dépôt du projet de loi-programme (p. 1170); retrait (*ibid.*); amendement de M. Hanin tendant à encourager les initiatives des communes et des départements en faveur de la vulgarisation agricole (p. 1170); observations sur : l'intérêt de la vulgarisation agricole, la nécessité d'aider les jeunes (p. 1170); retrait de l'amendement (*ibid.*) ; amendement de M. Mignot (institution d'une taxe de formation professionnelle) (p. 1170); observations sur : le montant des subventions accordées aux centres d'apprentissage agricole (p. 1170); les charges financières supportées par l'agriculture (p. 1171); rejet de l'amendement (p. 1171); amendement de M. Duchâteau (suppression de l'exception visant le département de la Seine) (p. 1171); cet amendement a reçu satisfaction (p. 1171); adoption de l'article 4 modifié (p. 1171); observations sur : la formation des techniciens agricoles dans les départements d'outre-mer (p. 1171).

Art. 5 : *Conseil de l'enseignement agricole* (p. 1171); amendement de M. Cance (participation à ce conseil des services de l'Education nationale) (p. 1171); amendement identique de M. Duchâteau (p. 1171); amendement du Gouvernement proposant une nouvelle rédaction pour l'article 5 (p. 1171); observations sur : la nécessité de demander l'avis du Conseil supérieur de l'Éducation nationale pour l'enseignement de base (p. 1171); rejet des amendements de MM. Cance et Duchâteau (p. 1171); sous-amendement de Mlle Dienesch au nom de la Commission des affaires culturelles (création de conseils départementaux) (p. 1172); sous-amendement de M. Grasset-Morel (création d'un Conseil Supérieur) (p. 1172); observations sur : la formation d'un conseil de l'enseignement et de la formation professionnelle agricole (p. 1172); le problème de la formation de conseils départementaux (*ibid.*); l'existence de conseils départementaux de l'apprentissage et de conseils départementaux de l'enseignement postscolaire (p. 1172); sous-amendement de M. Grasset-Morel au nom de la Commission de la production et des échanges (création de conseils départementaux) (p. 1172); adoption du premier alinéa du sous-amendement de Mlle Dienesch (p. 1173); adoption du sous-amendement modifié de M. Grasset-Morel (p. 1173); retrait des deux amendements de Mlle Dienesch au nom de la Commission des affaires culturelles (p. 1173); sous-amendement de M du Halgouët relatif à la compétence du conseil de l'enseignement agricole en matière de formation technique ou scientifique des établissements d'enseignement (p. 1173); adoption (p. 1174); adoption de l'amendement du Gouvernement modifié qui devient l'article 5 (p. 1174).

Enseignement agricole.

Art. 6 : *Comité de coordination entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de l'Agriculture* (p. 1174); amendement de M. Cance (compétence dudit comité pour les questions pédagogiques communes (p. 1174); amendement identique de M. Duchâteau (p. 1174); observations sur : la compétence du conseil supérieur de l'Éducation nationale en matière d'équivalence de diplôme (p. 1174); retrait des amendements de MM. Cance et Duchâteau (p. 1174); amendement de Mlle Dienesch au nom de la Commission des affaires culturelles (compétence du comité de coordination en matière d'orientation des élèves et de formation du personnel enseignant) (p. 1174); amendement analogue de M. Grasset-Morel au nom de la Commission de la production et des échanges (p. 1174); retrait des deux amendements (*ibid.*); adoption de l'article 6 (p. 1174).

Art. 7 : *Reconnaissance par l'État des établissements privés* (p. 1174); amendement de M. Cance tendant à supprimer cet article (p. 1174); amendement identique de M. Duchâteau (*ibid.*); observations sur : l'atteinte portée à la laïcité de l'Etat (p. 1174, 1175); rejet des deux amendements (p. 1175); amendement de M Duchâteau (intégration possible des établissements privés) (p. 1175); amendement de M. Grasset-Morel au nom de la Commission de la production et des échanges tendant à préciser les conditions de la reconnaissance et les conditions de l'aide financière de l'État (p. 1175) ; retrait de l'amendement de M. Grasset-Morel (p. 1175); rejet de l'amendement de M. Duchâteau (p. 1175); amendement de Mlle Dienesch tendant à modifier la forme du premier alinéa (p. 1175); adoption (*ibid.*); amendement de Mlle Dienesch au nom de la Commission des affaires culturelles (droit à l'aide de l'État dès que la reconnaissance est acquise) (p. 1175); adoption (p. 1176); amendement de MM. Fourmond et Boscary-Monsservin (conditions de reconnaissance des établissements privés) (p. 1176); sous-amendement de M. Grasset-Morel au nom de la Commission de la production et des échagnes (avis du conseil de l'enseignement agricole sur les décrets portants reconnaissance) (7. 1176); adoption du sous-amendement (p. 1176); adoption de l'amendement de M. Fourmond ainsi

**Enseignement agricole.**

modifié (p. 1176); adoption de l'article 7 ainsi modifié (p. 1176).

Article additionnel de M. Grasset-Morel au nom de la Commission de la production et des échanges (*application de la réforme avant le 15 septembre 1965*) (p. 1176); observations sur : la nécessité d'appliquer rapidement les dispositions votées (p. 1176); retrait de l'article additionnel (*ibid.*).

Article additionnel de MM. Grasset-Morel et Deviq au nom de la Commission de la production et des échanges (*Application à l'Algérie*) (p. 1176); retrait (*ibid.*).

Art. 8 : *Décrets d'application* (p. 1177); amendement de M. Ballanger tendant à supprimer les dispositions relatives à la reconnaissance des établissements privés (p. 1177); amendement identique du Gouvernement (*ibid.*); amendement identique de MM. Fourmond et Boscary-Monsservin (*ibid.*); observations sur : la nécessité de supprimer ces dispositions en raison du fait qu'elles ont été insérées à l'article 7 (p. 1177); sous-amendement de MM. Grasset-Morel et Boudet au nom de la Commission de la production et des échanges (avis du conseil supérieur de l'enseignement) (p. 1177); retrait (*ibid.*); adoption de l'amendement du Gouvernement (p. 1177); en conséquence les amendements de MM. Ballanger et Fourmond n'ont plus d'objet (*ibid.*); l'amendement du Gouvernement devient l'article 8 (*ibid.*).

Article additionnel de Mlle Dienesch au nom de la Commission des affaires culturelles (*Codification des textes relatifs à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles*) (p. 1177); amendement identique de M. Grasset-Morel au nom de la Commission de la production et des échanges (p. 1177); retrait (*ibid.*); adoption de l'article additionnel de Mlle Dienesch (*ibid.*).

Article additionnel du Gouvernement (*Extension par décret à l'Algérie et aux départements et territoires d'outre-mer*) (p. 1177); sous-amendement de M. Grasset-Morel, au nom de la Commission de la production et des échanges (extension obligatoire) (p. 1177).

Article additionnel de M. Barniaudy (*Extension aux départements et territoires d'outre-mer après consultation des assemblées locales*) (p. 1177) ; observations sur : la formation professionnelle agricole dans les départements d'outre-mer (p. 1177) ; rejet du sous-amendement de M. Grasset-Morel (p. 1178) ; adoption de l'article additionnel du Gouvernement (p. 1178) ; l'article additionnel de M. Barniaudy n'a plus d'objet (p. 1178).

Explications de vote : Observations sur : l'enseignement primaire dans les campagnes, le sort des instituteurs ruraux (p. 1178) ; le rôle exclusif donné au Ministère de l'Agriculture en matière d'enseignement agricole (p. 1178) ; l'atteinte portée à la laïcité (*ibid.*) ; la nécessité d'appliquer rapidement les textes votés (p. 1178) ; l'œuvre réalisée par l'enseignement privé (p. 1179) ; le financement du projet (p. 1179) ; la collaboration qui s'est établie entre le Gouvernement et le Parlement (p. 1179) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1179). = Orateurs : MM. Becker, Bégué, Boinvilliers, Boscary-Monsservin, Cance, Catayée, Charvet, Bertrand Denis, Mlle Dienesch, *Rapporteur ;* MM. Duchâteau, Dumortier, Dusseaulx, Fourmond, Fréville, Grasset-Morel, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production et des échanges* ; Grussenmeyer, du Halgouët, Hanin, Japiot, Joxe, *Ministre de l'Education nationale*; Lalle, Laudrin, Lefèvre d'Ormesson, Moulin, Nilès, Perrin, Rossi.

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [18 juillet 1960] (p. 1940). Entendus : Mlle Dienesch, *Rapporteur;* MM. Grasset-Morel, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production et des échanges* ; Fouchier, Cance, Rochereau, *Ministre de l'Agriculture ;* observations sur : la nécessité de mettre l'accent sur la formation professionnelle agricole (p. 1940, 1942), notamment dans les collèges agricoles (*ibid.*) ; l'atteinte portée à la laïcité de l'Etat (p. 1942) ; la rupture de l'unité de l'enseignement public (*ibid.*) ; l'absence de précisions sur les crédits dsetinés aux bourses (*ibid.*) ; le sort des instituteurs ruraux (*ibid.*) ; l'organisation de l'enseignement vétérinaire (p. 1941, 1943).

Art. 1er : *Définition de l'enseignement agricole*, (p. 1943) ; amendement de Mlle Dienesch, au nom de la Commission des affaires culturelles (préciser que la formation professionnelle est destinée aux futurs agriculteurs) (p. 1943) ; amendement analogue de M. Japiot (*ibid.*) ; retrait de cet amendement (*ibid.*) ; adoption de l'amendement de Mlle Dienesch (p. 1943) ; adoption de l'article premier modifié (*ibid.*).

Art. 2 : *Organisation et direction de l'enseignement agricole par le Ministère de l'Agriculture* (p. 1943) ; adoption (*ibid.*).

Art. 4 : *Programme d'investissements destinés à la construction des établissements d'enseignement* (p. 1943) ; amendement de Mlle Dienesch au nom de la Commission des affaires culturelles (construction dans chaque département, dans un délai de dix ans, du

nombre d'établissements nécessaires à la satisfaction des besoins) (p. 1944) ; amendement analogue de M. Charvet (p. 1944) ; sous-amendement de M. Grasset-Morel au nom de la Commission de la production et des échanges à l'amendement de Mlle Dienesch (création éventuelle d'établissements d'enseignement supérieur) (p. 1944) ; retrait de l'amendement de M. Charvet (p. 1944) ; adoption du sous-amendement de M. Grasset-Morel (*ibid.*) ; adoption de l'amendement modifié de Mlle Dienesch (*ibid.*) ; amendement de Mlle Dienesch au nom de la Commission des affaires culturelles (attribution des bourses selon l'importance de la population rurale) (p. 1944) ; observations sur : la nécessité de tenir compte des conditions particulières des familles rurales pour l'attribution des bourses, la difficulté de fixer un pourcentage réservé aux agriculteurs (p. 1944) ; l'application de ces dispositions pour les bourses destinées à l'enseignement agricole comme pour les bourses destinées à l'enseignement général (p. 1945) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article 4 modifié (*ibid.*).

Art. 5 : *Conseil de l'enseignement agricole* (p. 1945) ; amendement de Mlle Dienesch au nom de la Commission des affaires culturelles (référence au droit à la formation professionnelle); adoption (p. 1945) ; amendement de Mlle Dienesch au nom de la Commission des affaires culturelles (représentation des jeunes et des salariés dans le Conseil de l'enseignement agricole) (p. 1945) ; adoption (*ibid.*) ; amendement de M. Grasset-Morel au nom de la Commission de la production et des échanges (consultation des comités départementaux sur la reconnaissance des établissements privés) (p. 1945) ; adoption (p. 1946) ; l'amendement analogue déposé par Mlle Dienesch devient sans objet (*ibid.*) ; adoption de l'article 5 modifié (*ibid.*).

Art. 7 : *Reconnaissance par l'Etat des établissements privés* (p. 1946) ; adoption (*ibid.*).

Art. 10 : *Extension par décret de la loi aux départements d'outre-mer* (p. 1946) ; observations sur : l'extension nécessaire de la loi aux départements d'outre-mer, la construction obligatoire des conseils généraux de ces départements (*ibid.*) ; amendement de Mlle Dienesch au nom de la Commission des affaires culturelles (modification de la procédure d'extension aux départements algériens) (p. 1946) ; observations sur : la consultation des conseils généraux des départements algériens (p. 1947); adoption de l'amendement de Mlle Dienesch (p. 1947); adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1947). = Orateurs : M. Catayée, Mlle Dienesch, *Rapporteur* ; MM. Grasset-Morel *Rapporteur pour avis de la Commission de la production et des échanges* ; Lauriol, Rochereau, *Ministre de l'Agriculture.*

**Enseignement agricole.**

**DISCUSSION EN TROISIÈME LECTURE** [21 juillet 1960] (p. 2122). Entendus : MM. Fourmond, *Rapporteur suppléant* ; Boscary-Monservin ; observations sur : la proportion des bourses à réserver aux enfants d'origine rurale (p. 2122).

Art. 4 : *Programme d'investissements destinés à la construction des établissements d'enseignement* (p. 2122) ; amendement de Mlle Dienesch au nom de la Commission des affaires culturelles (suppression de la fixation par décret de la proportion des bourses réservées à la population rurale) (p. 2123) ; observations sur : la nécessité de maintenir le texte adopté par le Sénat (p. 2123) ; rejet de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article 4 (*ibid.*) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2123). = Orateurs : MM. Fourmond, *Rapporteur suppléant ;* Grasset-Morel, Laudrin, Rochereau, *Ministre de l'Agriculture.*

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à la réorganisation régionale de l'enseignement agricole, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 avril 1960 par M. Rossi et plusieurs de ses collègues, (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 572.**

**§ 3** — Projet de loi de programme relatif à la création et au développement des établissements d'enseignement et de formation professionnelle agricoles, présenté à l'Assemblée Nationale le 21 juin 1962 par M. Giscard d'Estaing, Ministre des Finances et des Affaires économiques (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 1781** ; Rapport le 28 juin 1962 par M. Gabelle, **n° 1800**; Avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges le 29 juin 1962 par M. Grasset-Morel, **n° 1805.** Avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales le 29 juin 1962 par Mlle Marie-Madeleine Dienesch, **n° 1810** Adoption en première lecture le 4 juillet 1962 (p. 2204). — Projet de loi **n° 420.**

Transmis au Sénat le 6 juillet 1962 (renvoyé à la Commission des finances,) **n° 265 (année 1961-1962)** ; rapport le 11 juillet 1962 par M. Paul

Enseignement agricole.

Driant, **n° 266 (année 1961-1962).** Avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles le 12 juillet 1962 par M. Delorme, **n° 269 (année 1961-1962).** Avis présenté au nom de la Commission des affaires économiques le 18 juillet 1962 par M. Dailly, **n° 287 (année 1961-1962).** Adoption avec modification en première lecture le 20 juillet 1962. — Projet de loi **n° 115 (année 1961-1962)**.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 23 juillet 1962 (renvoyé à la Commission), **n° 1868** ; rapport le 23 juillet 1962 par M. Gabelle, **n° 1870.** Adoption définitive en deuxième lecture le 23 juillet 1962 (p. 2811). — Projet de loi **n° 443.**

Loi n° 62-901 du 4 août 1962, publiée au *J.O.* du 7 août 1962 (p 7811).

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [3 juillet 1962] (p. 2153, 2165) [4 juillet 1962] (p. 2183, 2195). Entendus : MM. Gabelle, *Rapporteur de la Commission des finances* ; Grasset-Morel, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production et des échanges* ; Mlle Dienesch, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles* ; MM. Le Guen, Grussenmeyer, Cance, Charvet, Dutheil, Coudray, Moulin, Pisani, *Ministre de l'Agriculture*; Ducap, de Poulpiquet, Bertrand Denis, Fouchier, Hanin, Laudrin, Rousselot, Cerneau, Lecocq, Cassagne, de Villeneuve. Observations sur : le dépôt de ce projet en application de l'article 4 de la loi du 2 août 1960 relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricole (p. 2153) ; le retard apporté au dépôt de ce projet (p. 2156) ; l'absence d'une enquête préalable auprès des organisations familiales et professionnelles (p. 2156, 2158) ; l'absence jusqu'à ce jour de la mise en place des comités départementaux prévus dans la loi du 2 août 1960 (p. 2156) ; les dispositions du projet, l'établissement d'un plan quadriennal constituant la première tranche d'un programme devant s'étaler sur 16 ans (p. 2153) ; la composition de l'enseignement agricole nouveau comprenant un enseignement moyen, un enseignement long et un enseignement supérieur (p. 2154) ; la fraction limitée de la population agricole touchée par l'enseignement agricole nouveau (p. 2154, 2163, 2169, 2172) ; le retard de la France en matière d'enseignement agricole par rapport aux pays étrangers, notamment par rapport aux pays du Marché commun (p. 2154, 2161, 2169) ; les projets de construction envisagés pour les différents enseignements (p. 2155, 2157, 2163) ; la participation demandée aux collectivités locales pour la construction de collèges et lycées agricoles (p. 2155) ; la nécessité de les aider (*ibid.*) ; l'enseignement supérieur, le transfert de l'Institut national agronomique (p. 2156) ; le problème posé par sa nouvelle implantation (p. 2157, 2172, 2173, 2186) ; le projet gouvernemental (installation à Grignon) (p. 2156) ; la solution proposée par les professeurs et par les étudiants (installation à Orsay) (p. 2172) ; l'approbation donnée à ce projet par M. Delouvrier, Délégué général du district (*ibid.*) ; la constitution souhaitable d'une commission pour étudier cette question (p. 2157, 2166) ; l'installation, rue Claude-Bernard, sur l'emplacement de l'actuel Institut national agronomique, de l'Institut des hautes études agronomiques (p. 2187) ; l'enseignement féminin (p. 2157, 2160, 2163) ; les « passerelles » entre l'enseignement agricole et l'enseignement général (p. 2156, 2158, 2166, 2168, 2181) ; l'aide à l'enseignement privé (2155, 2158, 2160, 2161, 2166, 2169, 2170, 2171, 2173, 2187) ; les services rendus par cet enseignement (p. 2173) ; la non-publication du décret prévu par la loi du 2 août 1960 sur la reconnaissance des établissements privés (p. 2156); l'intention du Gouvernement de le publier rapidement (p. 2188) ; l'octroi de subventions d'investissements aux établissements reconnus selon les principes actuellement en vigueur en matière d'apprentissage (p. 2188) ; la régression du pourcentage des crédits accordés aux établissements d'enseignement privé (2188) ; les maisons familiales rurales (p. 2161, 2169, 2170) ; la crise de recrutement des enseignants (p. 2155, 2156, 2159, 2186) ; la nécessité de promulguer rapidement un nouveau statut des personnels de l'enseignement agricole (p. 2155, 2156, 2163) ; la révision nécessaire des taux et des modalité d'attribution des bourses (p. 2156, 2158, 2160, 2163, 2171) ; les négociations engagées à ce sujet avec le Ministre des Finances par le Ministre de l'Agriculture (p. 2185) ; le problème posé par la formation professionnelle complémentaire, la possibilité de lui donner un caractère saisonnier (p. 2158, 2161, 2162, 2169, 2183) ; la nécessité d'un équipement de qualité pour donner un enseignement de qualité (p. 2158) ; la communication souhaitable aux parlementaires de l'exécution de la loi-programme (p. 2158) ; la révision éventuelle du programme initial (p. 2158, 2160, 2165) ; la possibilité d'opérer des transferts de crédits (p. 2161) ; l'absence regrettable d'un centre de recherche spécialisé dans l'étude des méthodes pédagogiques (p. 2159) ; la collaboration du Ministère de l'Education nationale et du Ministère de l'Agri-

culture (p. 2159, 2160, 2168, 2171) ; la tutelle regrettable exercée sur l'enseignement agricole par le Ministère de l'Agriculture (p. 2162, 2173) ; la longueur excessive des délais de réalisation des projets de construction (p. 2160, 2161) ; l'obligation faite à chaque collège agricole de posséder une exploitation (p. 2161, 2166, 2185) ; la possibilité de permettre la passation de contrats avec un ou plusieurs exploitants agricoles (p. 2161) ; la démocratisation nécessaire de l'enseignement agricole (p. 2163) ; l'erreur d'optique commise par le Gouvernement dans ses prévisions relatives à l'implantation des lycées et collèges agricoles (p. 2167) ; l'expansion souhaitable de ces derniers (*ibid.*) ; les avantages de l'enseignement rural (p. 2167) ; l'hommage devant être rendu aux maîtres itinérants (p. 2167, 2172, 2188) ; les intentions du Gouvernement à leur égard (*ibid.*) ; l'enseignement vétérinaire (p. 2168, 2169, 2170) ; l'insuffisance numérique des vétérinaires diplômés et des enseignants vétérinaires (p. 2168) ; la création souhaitable d'une quatrième école (p. 2168) ; l'augmentation souhaitable des crédits pour les centres de formation professionnelle (p. 2168) ; le succès de l'enseignement à temps partiel (p. 2169) ; l'intérêt présenté par l'enseignement court (*ibid.*) ; l'application de la loi aux départements d'outre-mer (p. 2171, 2172, 2173) ; la répartition des crédits (p. 2172) ; le caractère prévisionnel de la loi de programme, le volume de l'effort proposé par le Gouvernement, son étalement, le rythme des investissements (p. 2183) ; l'opportunité d'un enseignement agricole spécifique (p. 2184) ; l'orientation pédagogique de l'enseignement agricole (p. 2184, 2185) ; les règles d'implantation des établissements agricoles (p. 2185) ; les conséquences pour l'enseignement agricole de l'allongement de la durée de la scolarité obligatoire (p. 2185, 2186) ; les problèmes de l'enseignement supérieur, le recrutement dans cet enseignement des cadres de la coopération technique avec les pays d'outre-mer (p. 2186) ; demande de suspension de séance présentée par M. Marchetti (p. 2189).

Article unique : *Approbation de la loi de programme* (p. 2189) ; observations sur : les écoles rurales, l'insuffisance de l'aide à l'enseignement privé, les services rendus par cet enseignement, notamment par les maisons familiales, le refus opposé à la construction d'un lycée dans le Finistère, la modestie de la loi de programme (p. 2190, 2191) ; amendement de M. du Halgouët (transfert de l'Institut national agronomique) (p. 2195) ; observations sur : la nécessité d'une étude particulière sur cette question (*ibid.*) ; amendement de M. Cance (constitution d'une Commission d'étude chargée d'étudier l'implantation du nouvel Institut national agronomique) (p. 2195) ; observations sur : le projet présenté par les professeurs et les élèves tendant à l'installation du nouvel Institut dans l'ensemble universitaire d'Orsay, l'approbation donnée à ce projet par le Conseil de l'Université, le Centre de recherches de physique nucléaire de Saclay et M. Delouvrier (p. 2195) ; l'engagement pris par le Gouvernement de constituer une Commission (p. 2196) ; la consultation souhaitable de la Commission de la production à ce sujet (*ibid.*) ; retrait de l'amendement de M. du Halgouët (*ibid.*) ; rejet de l'amendement de M. Cance (*ibid.*) ; amendement de M. Gabelle au nom de la Commission des finances et de M. Charvet (révision éventuelle des dotations prévues pour l'aide à l'enseignement privé) (p. 2196) ; observations sur : l'insuffisance des prévisions concernant l'aide à l'enseignement privé (p. 2196) ; sous-amendement de M. Boscary-Monsservin (rapport annuel sur l'exécution du programme d'investissements) (p. 2197) ; observations sur le caractère prévisionnel de la loi de programme, la nécessité de procéder à des rajustements si les besoins des divers ordres d'enseignement s'avèrent supérieurs aux prévisions (p. 2197) ; la manière dont s'effectueront ces rajustements, la nécessité de ne pas affecter les crédits de l'enseignement public (p. 2197, 2198) ; rappel au règlement de M. Moulin (mise en discussion d'un amendement de M. Hoguet en même temps que l'amendement de la Commission des finances) (p. 2199) ; observations sur les services rendus par l'enseignement privé, la répartition des crédits entre les différents enseignements (p. 2200) ; adoption du sous-amendement de M. Boscary-Monsservin (p. 2200) ; adoption de l'amendement de la Commission des finances (*ibid.*) ; amendement de M. Hoguet ayant le même objet que l'amendement de la Commission des finances venant d'être adopté (p. 2200) ; cet amendement n'a plus d'objet (*ibid.*).

Après l'article unique : article additionnel de M. Grasset-Morel (*Répartition d'éventuels crédits supplémentaires en fonction des besoins*) (p. 2200) ; observations sur le caractère de minima des chiffres inscrits dans la loi de programme, leur révision éventuelle en fonction des besoins, l'analogie existant entre cet article additionnel et l'amendement de la Commission des finances qui vient d'être adopté (p. 2201) ; retrait de l'amendement de M. Grasset-Morel

Enseignement agricole.

(*ibid.*); M. Deschizeaux reprend cet amendement à son compte (p. 2201) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; amendement de M. de Villeneuve (application de la loi aux départements d'outre-mer) (p. 2201); amendement de M. Cerneau ayant le même objel (*ibid*); observations sur : l'application de la loi de facto à l'ensemble du territoire français (p. 2201); les conditions dans lesquelles sera établi le tableau et l'ordre de construction des établissements (p. 2201); la nécessité de soumettre les textes en application de la loi aux chambres d'agriculture des départements d'outre-mer (p. 2201, 2202); retrait de l'amendement de M. Cerneau (p. 2202) ; rejet de l'article additionnel de M. de Villeneuve (p. 2202); adoption de l'article unique qui devient l'article premier (p. 2202); explications de vote : observations sur : l'amélioration qu'apportera au monde rural le vote du projet, l'opposition faite par ceux qui sont maintenant au pouvoir à un projet analogue déposé par M. Billières sous le Gouvernement Guy Mollet (p. 2202, 2203); les règles d'implantation des établissements agricoles, l'intention du Gouvernement de décentraliser les décisions pour les choix des emplacements (p. 2203) ; l'importance des crédits affectés à l'enseignement privé au détriment de l'enseignement public, la position du groupe socialiste (p. 2203); adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2204). = Orateurs : MM. Boscary-Monsservin, Cance, Cerneau, Charvet, Darchicourt, Deschizeaux, Gabelle, *Rapporteur de la Commission des finances*, Grasset-Morel, *Rapporteur pour avis*, du Halgouët, Hoguet, Juskiewenski, Moulin, Nader, Pisani, *Ministre de l'Agriculture*, de Poulpiquet, Sagette, Schmitt, de Villeneuve.

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [23 juillet 1962] (p. 2810). Entendu : M. Gabelle, *Rapporteur de la Commission des finances* ; observations sur les modifications apportées par le Sénat (*ibid.*).

Art. 1er : *Approbation du programme quadriennal tendant à créer et développer les établissements d'enseignement et de formation professionnelle agricole publics et privés reconnus* (p. 2810, 2811); adoption (*ibid.*); adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

*Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 17.

Collèges agricoles; enseignement vétérinaire; lycées agricoles ; maîtres itinérants. — *Voy.* ENSEIGNEMENT AGRICOLE, 3.

## ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

**§ 1er.** — Proposition de loi portant réforme du régime des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 octobre 1959 par MM. Becker, Georges Brice et Joseph Perrin (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **nº 307** ; rapport le 15 juin 1961 par MM. Becker, Brice et Joseph Perrin, **nº 1236.**

— Inspecteurs départementaux de l'. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nº 263.

## ENSEIGNEMENT PRIVÉ.

*Voy.* ENSEIGNEMENT (Dispositions générales), 7 ; MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré) ; STATUT SCOLAIRE.

— Crédits d'aide à l'. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**nº 690**), Art. 17, Etat A, Education nationale [5 juillet 1960] (p. 1693 à 1696).

— et versements de l'Etat. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 11.

## ENSEIGNEMENT PUBLIC.

— Règlement du problème scolaire en 1959. — *Voy.* ORDRE DU JOUR (des séances) [3 décembre 1959] (p. 3150).

## ENSEIGNEMENT PUBLIC ET PRIVÉ.

— Leurs rapports. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 4.

## ENSEIGNEMENT SECONDAIRE.

Proposition de loi relative au baccalauréat de l'enseignement du second degré, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 mai 1960 par M. Ducos (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **nº 652.**

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

— Déclassement continu des cadres intellectuels de l' — et de la recherche. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nº 74.

## ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.

— Circulaire du 16 mai 1961. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 64.
— Crise de l'. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 64.
— Retraite des fonctionnaires de l'. — *Voy.* PENSIONS ET RETRAITES, 15.

## ENTREPRISE.

— Association ou intéressement des travailleurs. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 62. — *Voy.* TRAVAIL (Réglementation du).

## ENTREPRISES.

— Comités (Elections). — *Voy.* TRAVAIL (Réglementation du), 5.
— Coopératives d'. — *Voy.* COOPÉRATIVES, 1.
— des pompes funèbres. — *Voy.* POMPES FUNÈBRES, 1.
— Elections des délégués du personnel. — *Voy.* TRAVAIL (Réglementation du), 8.
— Frais généraux. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**) [1er décembre 1961] (p. 5213).
— Frais généraux des — (Dépenses somptuaires). — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**), Art. 6 [20 octobre 1961] (p. 2807).
— de presse (Emploi de journalistes résistants). — *Voy.* PRESSE, 1.
— Statut des coopératives d'. — *Voy.* COOPÉRATIVES, 2.

## ENTREPRISES NATIONALES.

**§ 1er.** — Proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 février 1960 par M. Marcellin et plusieurs de ses collègues (renvoyée à une Commission spéciale), **n° 1088** ; rapport le 20 mars 1962 par M. Dolez, **n° 1673.**

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à réserver le qualificatif « national » aux sociétés nationalisées ou contrôlées par l'Elat et aux entreprises publiques, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961 par MM. Michel Sy, Pinoteau et Legaret (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1154.**

## ENTREPRISES NATIONALISÉES.

— Gestion des — et services publics. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 36.
— Services accomplis dans une. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 189.

## ENTREPRISES PUBLIQUES.

— Filiales. — *Voy.* ENTREPRISES NATIONALES, 1.

## ENVOIS FORCÉS. — *Voy.* COMMERCE, 6.

## ÉPARGNE.

— investie dans la construction. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nos 43, 44, 45.
— Protection de l'. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 44.

## ÉPARGNE-CRÉDIT.

— Extension aux coopératives d'habitations à loyer modéré. — *Voy.* CONSTRUCTION.
— Taux d'intérêt. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 77.

## ÉPAVES.

— Police des. — *Voy.* MARINE MARCHANDE, 2.

## ÉQUATEUR. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 3.

## ÉQUIPEMENT.

— agricole. — *Voy.* AGRICULTURE, 3. — *Voy.* ORDRE DU JOUR (des séances) [18 juin 1959] (p. 889), [24 juin 1959], (p. 1024).

— économique général. — *Voy.* ECONOMIE GÉNÉRALE, 1.

— sanitaire et social. — *Voy.* SANTÉ PUBLIQUE, 1.

— scolaire et universitaire. — *Voy.* ENSEIGNEMENT (Dispositions générales), 1.

**ÉQUIPEMENT GÉNÉRAL.** — *Voy.* ORDRE DU JOUR (des séances) [18 juin 1959] (p. 889).

**ÉQUIPEMENT HOSPITALIER.** — *Voy.* PLAN (n° **1573**) [7 juin 1962] (p. 1575, 1576, 1583, 1584), [21 juin 1962] (p. 1870).

**ÉQUIPEMENT INDUSTRIEL.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 11.

**ÉQUIPEMENT MILITAIRE.**

— Application de la loi d'. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (n° **1809**) [10 juillet 1962] (p. 2277, 2278, 2279, 2281, 2283), [11 juillet 1962] (p. 2343), [23 juillet 1962] (p. 2749, 2750, 2751).

**ÉQUIPEMENT SCOLAIRE.** — *Voy.* ORDRE DU JOUR (des séances) [24 juin 1959] (p. 1024), [30 juin 1959] (p. 1157).

**EQUIPEMENT SOCIO-ÉDUCATIF.** — *Voy.* SPORT, 5.

**ÉQUIPEMENT SPORTIF.**

*Voy.* SPORT, 5.

— Emprunt par les collectivités locales. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 144.

**ÉROTISME.** — *Voy.* CINÉMA.

**ESCOMPTE (Taux de l').**

— Abaissement. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 3.

**ESSENCE.**

— Prix de l'. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (n° **866**), Industrie [8 novembre 1960] (p. 3341, 3346, 3351, 3356, 3358).

— Réduction du prix de l'. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 24; BUDGET DE 1961 (n° **866**), Sahara [8 novembre 1960] (p. 3317, 3323, 3324).

— Ristourne pour les taxis. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 31.

*Voy. aussi* : HYDROCARBURES.

**ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES INVALIDES DE LA MARINE.**

*Voy.* BUDGET DE 1961 (n° **866**), Travaux publics et Transports, III. Marine marchande [27 octobre 1960] (p. 2878, 2881, 2882, 2883, 2885, 2894, 2895); BUDGET DE 1961 (n° **1436**), Art. 11 [20 octobre 1961] (p. 2813).

— Caisse des retraites. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 121.

— Equilibre du budget. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (n° **866**), Art. 6 [26 octobre 1960] (p. 2813).

— Réorganisation. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (n° **1436**) [1er décembre 1961] (p. 5215).

— Taxe sur les affrètements au profit de l'. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (n° **300**), Art. 8.

**ÉTABLISSEMENTS.**

— d'enseignement. — *Voy.* BAUX COMMERCIAUX, 8.

— d'enseignement privé. — *Voy.* ENSEIGNEMENT (Dispositions générales), 7.

— d'utilité publique du Maroc (Agents des). — *Voy.* FONCTIONNAIRES.

**ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX.**

— Fermeture des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 57.

**ÉTABLISSEMENTS DE L'ÉTAT.**

— Salaire des ouvriers. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 48.

## ÉTABLISSEMENTS INCOMMODES, INSALUBRES ET DANGEREUX.

— Utilité d'une législation nouvelle. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 18; QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 112.

## ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS DE LA DÉFENSE NATIONALE (Plein emploi).

— Arsenaux (Plein emploi). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 91.

## ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES.

— Appellation des. — *Voy.* ENSEIGNEMENT (Dispositions générales).

## ÉTAT.

— Rapports de l'Etat et de l'enseignement privé. — *Voy.* ENSEIGNEMENT (Dispositions générales), 7.

— Réforme. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 3.

— Restauration. — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

— Sauvegarde. — *Voy.* ORDONNANCES, 2.

— Sûreté de l'. — *Voy.* ORDONNANCES, 1.

## ÉTAT CIVIL.

**§ 1er.** — Proposition de loi tendant à compléter les actes d'état civil par l'indication du statut civil et de la nationalité des individus, ainsi qu'à généraliser et réorganiser l'état civil en Algérie et dans les territoires d'outre-mer et à y supprimer le régime de la pluralité des états civils, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1959 par MM. René Pleven et Paul Coste-Floret (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 175** ; rapport le 30 décembre 1959 par M. Paul Coste-Floret, **n° 527.**

**DISCUSSION** [22 juin 1960] (p. 1464). Entendus : MM. Michelet, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice ;* Sammarcelli, *Président de la Commission des lois constitutionnelles ;* observations sur : l'importance du texte soumis à l'Assemblée (p. 1464) ; les motifs d'actualité qui imposent une nouvelle étude du projet (p. 1464) ; le Gouvernement demande le retrait de l'ordre du jour (p. 1464) ; la Commission accepte (*ibid.*) ; en conséquence la proposition est retirée (p. 1464).

**§ 2.** — Projet de loi relatif à la constitution de l'état civil des Français des départements algériens et des départements des oasis et de la Saoura qui ont conservé leur statut personnel israélite et à leur accession au statut civil de droit commun, présenté à l'Assemblée Nationale le 4 octobre 1960, par M. Lecourt, Ministre d'Etat (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 862** ; rapport le 12 mai 1961 par M. Pigeot, **n° 1180.** Adoption le 11 juillet 1961 (p. 1566). — Projet de loi **n° 269.**

Transmis au Sénat le 12 juillet 1961 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et du règlement), **n° 307 (année 1960-1961)** ; rapport le 19 juillet 1961 par M. Abel-Durand, **n° 321 (année 1960-1961).** Adoption sans modification le 21 juillet 1961. — Projet de loi **n° 307 (année 1960-1961).**

Loi n° 61-805 du 28 juillet 1961, publiée au *J.O.* du 29 juillet 1961 (p. 6988).

**DISCUSSION** [11 juillet 1961] (p. 1564]. Entendus : MM. Pigeot, *Rapporteur*, Niles ; observations sur : la situation des israéites du Mzab (p. 1564) ; le problème de la conformité du projet avec l'article 75 de la Constitution (p. 1564) ; les incidences politiques du projet sur la négociation avec les représentants du G.P.R.A. (p. 1564).

Art. 1er : *Constitution de l'état civil des Français ayant conservé leur statut personnel israelite*, adoption (p. 1565).

Art. 2 : *Recensement dans les communes*, adoption (p. 1565).

Art. 3 : *Adoption d'un nom patronymique*, adoption (p. 1565).

Art. 4 : *Constitution des registres d'état civil*, adoption (p. 1565).

Art. 5 : *Mention des noms patronymiques en marge des actes d'état civil*, adoption (p. 1565).

Art. 6 : *Pourvoi contre les conclusions de l'officier de l'état civil*, adoption (p. 1565).

Art. 7 : *Transmission des travaux des officier d'état civil au Ministre chargé du Sahara*, adoption (p. 1565).

Art. 8 : *Publication des noms patronymiques*, adoption (p. 1565).

Art. 9 : *Soumission des personnes visées par les articles 1 à 8 au droit commun* (p. 1565) ; observations sur : le problème de la conformité des articles 9 et 10 du projet avec l'article 75 de la Constitution (p. 1565) ; amendement de M. Pigeot au nom de la Commission tendant à assurer cette conformité (p. 1565) ; adoption de l'amendement qui devient l'article 9 (p. 1565).

Art. 10 : *Cas des personnes désirant conserver leur statut personnel* (p. 1565) ; amendement de M. Pigeot au nom de la Commission : mention sur le registre d'état civil du maintien dans le statut personnel, des personnes qui n'y auraient pas renoncé (p. 1565) ; adoption de l'amendement qui devient l'article 10 (p. 1566).

Art. 11 : *Obligation de déclarer les naissances, décès, mariages, divorces*, adoption (p. 1566).

Art. 12 : *Etablissement des actes de naissance et de décès* (p. 1566) ; amendement de M. Pigeot au nom de la Commission (établissement des actes civils des Français à statut personnel israélite dans les formes du droit commun (*ibid.*) ; adoption de l'amendement qui devient l'article 12 (p. 1566).

Art. 13 : *Procédure de rectification*, adoption (p. 1566) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1566).

Orateurs : MM. Paul Coste-Floret, Lecourt, *Ministre d'Etat ;* Pigeot, *Rapporteur.*

## ÉTATS (de la Communauté).

— et subversion intérieure. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5.

## ÉTATS-UNIS.

*Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 10.

— Anti-colonialisme et vote à l'O. N. U. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 9.

— et bases à l'étranger. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— et erreurs de politique extérieure. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 12.

— Isolationnisme. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 9.

— Mesures protectionnistes (Automobiles). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 24.

— Secret atomique. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nos 9 et 10.

— Suez. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 12.

## ÉTHIOPIE.

— Chemin de fer franco-éthiopien. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 7.

## ÉTUDIANTS.

*Voy.* UNION NATIONALE DES ÉTUDIANTS DE FRANCE.

— et Algérie. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 23.

— Location de chambres de bonnes à des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 42.

— Logement des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 49.

— et sursis. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nos 87, 88, 89.

— et syndicalisme universitaire (U.N.E.F.). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 23.

## ÉTUDIANTS DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER.

— Foyers (Fermeture et réouverture). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 23.

## EURATOM.

*Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 16.

— et recherche scientifique. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 8.

**EURO-CONTROL.** — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Travaux publics et Transports, II. Aviation civile et commerciale [5 novembre 1960] (p. 3154) ; TRAITÉS ET CONVENTIONS, 47.

## EUROPE.

*Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

— et agriculture. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— Armement. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 8.

— Construction. — *Voy.* ALLOCUTIONS, 1; DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n^os 5, 9, 10, 20.

— et contribution à la détente. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 12.

— Coopération scientifique avec les pays d'Europe occidentale. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 8.

— Défense nationale. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 8.

— Défense de l'. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 8.

— Elections au suffrage universel. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— Encerclement (par l'Afrique du Nord). — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— et énergie (Coordination). — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— Fédéralisme politique. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— Fusion des exécutifs. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— Harmonisation des échanges. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— Industrie. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 8.

— Intégration économique. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n^os 10 et 12.

— l' — intégrée et supranationale. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 22.

— Intégration militaire. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 8.

— et ses institutions. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 2.

— Place de l'Algérie dans l'. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 19.

— Politique européenne. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 16.

— Politique française. — *Voy.* ORDRE DU JOUR (des séances) [3 décembre 1959] (p. 3150).

— Ses rapports avec l'Afrique. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5.

— Recherche scientifique (Coopération avec les pays d'Europe occidentale). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 8.

— Secrétariat politique. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— l'— unie. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 6 [15 décembre 1961].

— Union politique. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 20.

— Unité. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT (Politique extérieure).

## EUROPE DES PATRIES.

— Adaptation de l'Alliance atlantique à l'. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 22.

— Europe intégrée opposée à l'. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 20.

## ÉVIAN.

— Accords d'. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 21.

— Négociations d'. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 19.

*Voy. aussi :* BUDGET 1962, 5.

## EXCÉDENTS.

— de produits agricoles français. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 230.

## EXERCICE.

— illégal de la médecine. — *Voy.* MÉDECINE, 4.

## EXILÉS.

— Générosité envers les. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 6 [27 octobre 1959] (p. 1962).

**EXODE RURAL.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 1.

## EXPANSION.

— agricole. — *Voy.* AGRICULTURE, 8.

## EXPANSION ÉCONOMIQUE.

*Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 3.

— Mesures en faveur. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nº 157.

— Politique d'. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 20.

## EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE.

— *Voy.* AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ; RÉGIONALISME ÉCONOMIQUE.

*Voy. aussi :* RÉGIONS.

## EXPANSION GÉNÉRALE.

— et expansion régionale. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 11.

— et investissements. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 11.

## EXPERTISE.

— judiciaire. — *Voy.* TRIBUNAUX JUDICIAIRES, 6.

## EXPERTISE MÉDICALE.

— en matière de sécurité sociale. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nº 56.

## EXPERTS-COMPTABLES.

**§ 1er.** — Proposition de loi relative à l'organisation de la profession comptable et tendant à modifier l'ordonnance nº 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et des experts agréés et réglementant les titres et professions d'experts-comptables et de comptables agréés, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 juillet 1959 par M. Deliaune et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **nº 249**; Rapport le 5 juillet 1962 par M. Pillet sur cette proposition de loi et sur celles : 1º de M. André Marie et plusieurs de ses collègues (**nº 294**) ; 2º de M Becker et plusieurs de ses collègues (**nº 614**) ; 3º de M. Baylot et plusieurs de ses collègues (**nº 708**) ; 4º de M. Muller et plusieurs de ses collègues (**nº 853**) ; **nº 1828.**

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance nº 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et comptables agréés, présenté à l'Assemblée Nationale le 8 octobre 1959 par M. André Marie et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **nº 294**; *Voy. ci-dessus*, **nº 249.**

**§ 3.** — Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'ordonnance nº 45-2138 du 19 septembre 1945 en ce qui concerne la dénomination et la formation professionnelle des experts-comptables et comptables agréés ainsi que leur représentation dans les instances de l'ordre, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 mai 1960 par M. Becker et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **nº 614**; *Voy. ci-dessus*, **nº 249.**

**§ 4.** — Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance nº 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés et réglementant les titres et les professions d'expert-comptable et de comptable agréé, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 juin 1960 par M. Baylot et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **nº 708**; *Voy. ci-dessus*, **nº 249.**

**§ 5.** — Proposition de loi tendant à créer un ordre des experts-comptables et une compagnie nationale des comptables agréés, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 juillet 1960 par M. Muller et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **nº 853**; *Voy. ci-dessus*, **nº 249.**

## EXPERTS JUDICIAIRES.

— Ordre des. — *Voy.* TRIBUNAUX JUDICIAIRES, 4, 6.

## EXPLOITANTS AGRICOLES.

*Voy.* SÉCURITÉ SOCIALE AGRICOLE.

— Assurance obligatoire contre les risques de maladie. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 114.

— Cotisation de vieillesse. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**), Art. 12 [1er décembre 1961] (p. 5217).

— Parité sociale en faveur des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 219.

— Versement de l'allocation du Fonds national de solidarité. — *Voy.* SÉCURITÉ SOCIALE AGRICOLE.

## EXPLOITANTS FAMILIAUX.

— Coopératives agricoles. — *Voy.* COOPÉRATIVES AGRICOLES, 1.

## EXPLOITATIONS AGRICOLES.

— améliorations techniques. — *Voy.* BAUX RURAUX, 14.

— Charges des. — *Voy.* AGRICULTURE, 10.

— Dons ou legs. — *Voy.* CODE CIVIL, 5.

— Imposition des cumuls d'. — *Voy.* IMPOTS DIRECTS, 1.

## EXPLOITATIONS FAMILIALES.

— Diminution des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 1.

**EXPLOSIFS.** — *Voy.* CODE PÉNAL, 9.

## EXPLOSIONS ATOMIQUES.

— Conséquences des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 217.

**EXPORTATIONS AGRICOLES.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 45 *bis*.

## EXPOSÉ.

— des motifs. — *Voy.* ORDONNANCES, 1.

## EXPROPRIATION.

**§ 1er.** — Proposition de loi tendant à faciliter les opérations d'expropriation et à lutter contre la spéculation foncière, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 juin 1961, par M. Denvers et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 1230.**

**§ 2.** — Proposition de loi portant suppression des droits dits « de bandite », présentée au Sénat le 3 mai 1962 par M. Raybaud (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation et du réglement), **n° 169 (année 1961-1962)**; rapport le 17 mai 1962 par M. Hugues, **n° 192 (année 1961-1962)**. Adoption le 22 mai 1962. — Proposition de loi **n° 81 (année 1961-1962).**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 23 mai 1962 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration gétérale de la République), **n° 1731.**

**§ 3.** — Projet de loi tendant à accélérer la mise en œuvre de travaux publics, et notamment des autoroutes et à assurer la sécurité de la navigation aérienne, présenté à l'Assemblée Nationale le 22 juin 1962 par M. Jacques Maziol, *Ministre de la Construction* (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 1786**; rapport le 13 juillet 1962 par M. Hoguet, **n° 1849**; avis présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République le 11 juillet 1962 par M. Kaspereit **n° 1836**. Adoption le 17 juillet 1962 (p. 2561). — Projet de loi **n° 437.**

Transmis au Sénat le 18 juillet 1962 (renvoyé à la Commission des lois), **n° 292 (année 1961-1962)**; rapport le 18 juillet 1962 par M. Fosset, **n° 293 (année 1961-1962)**. Adoption sans modification le 23 juillet 1962. — Projet de loi **n° 116 (année 1961-1962).**

Loi n° 62-898 du 4 août 1962, publiée au *J.O.* du 5 août 1962 (p. 7779 et suiv.).

**DISCUSSION** [17 juillet 1962] (p. 2557). Entendus : MM. Hoguet, *Rapporteur de la Commission des lois;* Kaspereit, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production;* Dusseaulx, *Ministre des Travaux publics;* observations sur : le retard apporté à la réalisation des autoroutes, du fait de la lenteur des

procédures d'expropriation (p. 2557, 2559, 2560) ; l'accroissement souhaitable du programme d'autoroutes françaises (p. 2559, 2560) ; les dispositions du projet (p. 2557, 2558) ; l'extension aux travaux d'autoroutes et d'oléoducs de la procédure d'extrême urgence prévue dans l'ordonnance du 23 octobre 1958 sur l'expropriation (p. 2558) ; la nécessité de réserver l'emploi de cette procédure à des cas exceptionnels et pour une durée limitée (p. 2558, 2559, 2560) ; le paiement par l'administration d'une indemnité provisionnelle à l'exproprié (p. 2558, 2560) ; les dispositions permettant l'occupation temporaire des terrains pour l'exécution des aménagements nécessaires à la navigation aérienne (p. 2558, 2559) ; le problème posé par le remboursement des exploitations démantelées par l'implantation des autoroutes (p. 2559, 2560).

Art. 1er : *Modification de l'article 58 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958, relative à l'expropriation* (p. 2560) ; amendement de M. Hoguet au nom de la Commission des lois tendant à remplacer les mots « travaux publics » par les mots « travaux intéressant la défense nationale » (p. 2561) ; observations sur : la nécessité de ne pas donner au Gouvernement un blanc-seing pour tous les travaux publics (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; amendement de M. Hoguet au nom de la Commission des lois relatif au paiement de l'indemnité provisionnelle (p. 2561) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article 1er ainsi modifié (*ibid.*).

Après l'article 1er : article additionnel de M. Hoguet au nom de la Commission (*extension de la procédure d'extrême urgence, en matière d'expropriation, aux travaux de construction des autoroutes et des oléoducs, à titre exceptionnel*) (p. 2561) ; adoption (*ibid.*).

Art 2 : *Occupation temporaire des terrains pour tous les aménagements et ouvrages nécessaires à la défense nationale et à la sécurité de la navigation aérienne* (p. 2561) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*) ; orateurs : MM. Dusseaulx, *Ministre des Travaux publics et des Transports;* Hoguet, *Rapporteur de la Commission des lois;* Maziol, *Ministre de la Construction.*

**§ 4.** — Proposition de loi tendant à modifier le premier alinéa de l'article 11 et le deuxième alinéa de l'article 17 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 juillet 1962 par M. Cermolacce et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1891.**

— pour cause d'utilité publique (Fixation des indemnités). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 137.

— pour construction. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nos 110, 111.

— de terrains. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 232.

## EXPULSION.

— Conditions d' — d'un local d'habitation. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 192.

— des établissements d'enseignement. — *Voy.* BAUX COMMERCIAUX, 8.

— de locataires. — *Voy.* LOYERS, 8.

— de locataires commerçants. — *Voy.* BAUX COMMERCIAUX, 2 et 4.

— de locataires (Sursis). — *Voy.* LOYERS, 16.

— pour construction. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nos 110, 111.

# F

**FACTEUR RHÉSUS.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 260; SANTÉ PUBLIQUE, 2.

**FACULTÉ DE DROIT DE PARIS.**

— Agrandissement de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 242.

**FAILLITE.**

*Voy.* CODE DE COMMERCE, 2.

— Responsabilité des gérants. — *Voy.* SOCIÉTÉS, 2.

**FAITS PERSONNELS.** — *Voy.* INCIDENTS.

**FALSIFICATIONS.** — *Voy.* COMMERCE.

**FAMILLE.**

— Abandon de. — *Voy.* CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, 3.
— Droit au logement. — *Voy.* CODE CIVIL, 18.
— Politique de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 181.
— Problèmes de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 77.
— Réajustement nécessaire. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.
— et régime des vacances. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 6.
— de pompiers. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 84.

**FAMINE (aux Indes).** — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT (Politique extérieure).

**FASCISME.** — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 6 [15 décembre 1961].

**FÉDÉRATION MONDIALE DES VILLES JUMELÉES.**

— Suppression de la subvention. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (n° **1436**), Affaires étrangères [6 novembre 1961] (p. 3743, 3748, 3753, 3754, 3758, 3759, 3760, 3761).

**FÉDÉRATIONS DÉPARTEMENTALES DES CHASSEURS.** — *Voy.* CHASSE, 3.

**FEMMES.**

— d'agriculteurs. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 1.
— Double nationalité. — *Voy.* NATIONALITÉ, 1.
— militaires. — *Voy.* ARMÉE, 32.

**FERMAGE.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 1.

— Statut du. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 113.

*Voy. aussi :* AGRICULTURE, 10.

**FERMAGES.** — *Voy.* BAUX RURAUX.

**FICHIER CENTRAL (des mal logés).**

— Département de la Seine. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 105.

**FILATURES.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 38.

**FILIALES.** — *Voy.* UNION GÉNÉRALE CINÉMATOGRAPHIQUE.

**FILMS.**

*Voy.* CINÉMA ; DOUANES, 26.

— Censure des films cinématographiques. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 28.

**FINANCEMENT.**

— des biens d'équipement achetés par des pays étrangers. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 690**), Art. 3 [5 juillet 1960] (p. 1691).

— de la construction des ponts. — *Voy.* VOIRIE, 1.

— des travaux d'électrification rurale. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 63.

— des travaux du district de la région de Paris. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 60.

**FINANCES.** — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 3.

**FINANCES LOCALES.**

**§ 1er.** — Proposition de loi tendant à rénover les finances locales et à libérer les détaillants et artisans de leur rôle de collecteurs d'impôts, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 octobre 1959 par M. Francis Leenhardt (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 306.**

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à instituer un mode de fixation de la taxe locale se substituant au système actuel, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 juin 1960 par M. Raymond Boisdé (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 673.**

**§ 3.** — Proposition de loi tendant à réformer la fiscalité par la création d'impôts indiciaires de productivité amorçant une réforme des finances locales, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 juillet 1960 par M. Mirguet (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 762.**

**§ 4.** — Proposition de loi tendant à faciliter aux communes à vocation thermale, climatique, balnéaire, touristique ou sportive, la réalisation d'emprunts à gager sur les recettes à provenir de la taxe de séjour, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 juillet 1961 par M. de Lacoste Lareymondie (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 1364.**

*Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 77 [3 novembre 1960] (p. 3045).

— Taxe d'habitat rural. — *Voy.* HABITAT RURAL, 1.

**FINANCES PUBLIQUES.**

— Situation en 1960. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

**FINISTÈRE (Ecoles primaires publiques du).**

— Situation des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 278.

**FISCALITÉ.**

*Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

— moderne (Instauration d'une —). — *Voy.* IMPOTS (Dispositions générales), 1.

**FISCALITÉ IMMOBILIÈRE.** — *Voy.* IMPOTS (Enregistrement et timbre ) (n° **1397**).

**FIXATION (de l'ordre du jour des séances).** — *Voy.* ORDRE DU JOUR (des séances).

**FLÉAUX NATURELS.**

— Aide de l'Etat. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 257.

**FLÉAUX SOCIAUX.** — *Voy.* ORDONNANCES, 4.

**F. L. N.** — *Voy.* FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE.

*Voy. aussi* : ALGÉRIE.

**FONCTIONNAIRES.**

**§ 1er.** — Proposition de loi tendant à accorder aux fonctionnaires anciens déportés un report de la limite d'âge de la retraite, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juillet 1959 par M. Radius et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), n° **219.**

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à assurer aux anciens membres de la Résistance active et continue l'application correcte des dispositions de la loi n° 56-334 du 27 mars 1956 qui tendent à organiser la réparation des injustices commises dans l'application de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 ainsi que l'application des autres lois et ordonnances énumérées à l'article 7 de la loi n° 56-334 précitée et des lois et ordonnances assurant la réparation des préjudices de carrière subis sous l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat français, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juillet 1959 par M. Paul Coste-Floret (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), n° **220** ; rapport le 27 novembre 1959 par M. Paul Coste Floret, n° **405.**

**§ 3.** — Proposition de loi tendant à assurer l'application de l'article 6 de l'ordonnance du 13 décembre 1944 relative au reclassement de certains fonctionnaires de l'Education nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 juillet 1959 par MM. André Davoust et Robert Schuman (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), n° **247.**

**§ 4.** — Proposition de loi tendant à assimiler les établissements français d'utilité publique du Maroc et de Tunisie aux établissements publics en regard de la loi du 4 août 1956, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 octobre 1959 par M. Tomasini et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), n° **296.**

**§ 5.** — Proposition de loi tendant à permettre la titularisation dans les conditions prévues par les articles 3 et 4 de la loi n° 50-400 du 3 avril 1950, de certaines catégories d'agents antérieurement affectés dans les administrations temporaires, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 octobre 1959 par M. Dorey (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), n° **303.**

**§ 6.** — Proposition de loi relative à la réparation des préjudices de carrière subis de 1940 à 1941 par certains agents et ouvriers des services concédés ou subventionnés par les collectivités publiques, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 octobre 1959 par M. de La Malène (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), n° **308.**

**§ 7.** — Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 insti-

Fonctionnaires.

tuant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et prévoyant des décorations temporaires aux régles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 novembre 1959 par M. Lainé (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 385.**

**§ 8.** — Proposition de loi tendant à exclure les fonctionnaires civils de l'Etat et des établissements publics de l'Etat déportés ou internés de la Résistance, ou révoqués par leur attitude patriotique, les engagés volontaires des guerres 1914-1918 et 1939-1945, les grands mutilés de guerre, les veuves de guerre ayant encore charge d'enfant, des mesures de mise à la retraite par anticipation ou d'office ou par dégagement des cadres ou pour toute autre mesure analogue, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 décembre 1959 par MM. Coulon et Collomb (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 513.**

**§ 9.** — Proposition de loi tendant à titulariser dans les emplois permanents des administrations de l'Etat les agents et ouvriers de l'Etat, contractuels ou auxiliaires, invalides de guerre à 100 0/0, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 mai 1960 par M. Dreyfous-Ducas et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 617**; rapport le 24 mai 1962 par M. Laurelli, **n° 1735.**

**§ 10.** — Projet de loi relatif à l'intégration, dans certains corps et administrations de l'Etat, des inspecteurs généraux et inspecteurs de la France d'outre-mer, présenté à l'Assemblée Nationale le 25 juillet 1960 par M. Michel Debré, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 838** ; rapport le 24 novembre 1960 par M. Chandernagor, **n° 969.** Adoption sans débat le 13 décembre 1960 (p. 4555). — Projet de loi **n° 223.**

Transmis au Sénat le 14 décembre 1960 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles), **n° 118 (année 1960-1961)** ; rapport le 15 décembre 1960 par M. Achour, **n° 124 (année 1960-1961).** Adoption sans modification le 16 décembre 1960. — Projet de loi **n° 57 (année 1960-1961).**

Loi n° 60-1438 du 27 décembre 1960, publiée au *J.O.* du 28 décembre 1960 (p. 11909).

**§ 11.** — Proposition de loi relative à la validation des services accomplis par les assistants ou assistantes de service social dans des services sociaux privés transformés en services sociaux publics ou dans des services sociaux privés suppléant des services sociaux publics, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 juillet 1960 par Mlle Dienesch et M. Santoni (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 845** ; rapport le 8 décembre 1960 par M. Santoni, **n° 1024.**

**§ 12.** — Proposition de loi tendant à déterminer les mesures régularisant la situation des personnels des ex-concessions françaises en Chine, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 octobre 1960 par M. Frédéric-Dupont (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 871**; rapport le 17 octobre 1961, par M. Maziol, **n° 1462.**

**§ 13.** — Projet de loi concernant la situation des administrateurs civils de l'Administration centrale de l' « Air », présenté au Sénat le 6 octobre 1960 par M. Messmer, Ministre des Armées (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 2 (année 1960-1961)** ; rapport le 8 décembre 1960 par M. Achour, **n° 96 (année 1960-1961).** Adoption le 15 décembre 1960. — Projet de loi **n° 52 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 15 décembre 1960 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1066** ; rapport le 16 décembre 1960 par M. Carous, **n° 1070.** Adoption sans modification le 16 décembre 1960 (p. 4700). — Projet de loi **n° 243.**

Loi n° 60-1444 du 27 décembre 1960, publiée au *J.O.* du 29 décembre 1960 (p. 11970).

**DISCUSSION** [16 décembre 1960] (p. 4699). Entendu : M. Carous, *Rapporteur ;* observations sur : le projet de loi tendant à valider les

actes réglementaires annulés par le Conseil d'Etat (p. 4699, 4700) ; la situation des administrateurs civils du Ministère de l'air dont la nomination a été annulée par l'arrêt du Conseil d'Etat du 6 février 1959 (p. 4700). Article unique : *Validation du décret n° 54-506 du 15 mai 1954*, adoption (p. 4700).

**§ 14.** — Projet de loi concernant la titularisation d'agents sous contrat de l'ordre administratif du Ministère des Armées, présenté au Sénat le 18 octobre 1960, par M. Messmer, Ministre des Armées (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale), **n° 5 (année 1960-1961)** ; rapport le 8 décembre 1960, par M. Achour, **n° 97 (année 1960-1961).** Adoption le 15 décembre 1960. — Projet de loi **n° 53 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 15 décembre 1960 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1067** ; rapport le 16 décembre 1960, par M. Carous, **n° 1071.** Adoption sans modification le 16 décembre 1960 (p. 4700). — Projet de loi **n° 244.**

Loi n° 60-1445 du 27 décembre 1960, publiée au *J.O.* du 29 décembre 1960 (p. 11971).

**DISCUSSION** [16 décembre 1960] (p. 4700). Entendu : M. Carous, *Rapporteur* ; observations sur : la situation des agents auxiliaires ou contractuels du Ministère des Armées occupant des emplois permanents (p. 4700). — Art. 1er : *Titularisation d'agents sous contrat*, adoption (p. 4700). — Art. 2 : *Décret d'application*, adoption (p. 4700) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4700).

**§ 15.** — Projet de loi validant les dispositions des décrets du 1er juin 1956 relatifs à la rémunération des personnels civils et miliaires en service sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne, présenté à l'Assemblée Nationale le 11 juillet 1961 par M. Messmer, Ministre des Armées (renvoyé à la Commission de la défense nationale et des forces armées), **n° 1325** ; rapport le 18 octobre 1961 par M. Voilquin, **n° 1465.**

**§ 16.** — Proposition de loi tendant à compléter l'article 2 de la loi n° 51-714 du 7 juin 1951 modifiant l'article 4 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947 relative aux conditions de dégagement des cadres des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, modifiée par la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948, et l'article 85 de la loi de finances n° 53-79 du 7 février 1953, en vue d'éviter les interprétations restrictives de ces textes qui auraient pour effet de priver les fonctionnaires résistants auxquels ils s'appliquent, des avantages qu'ils leur assurent, présentée à l'Assemblée Nationale le 31 octobre 1961, par M. Paul Coste-Floret (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1497.**

**§. 17** — Proposition de loi tendant à rendre effective la responsabilité des hauts fonctionnaires de l'Etat et à modifier certaines dispositions du statut de la fonction publique, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 novembre 1961 par M. Mirguet (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1576.**

**§ 18.** — Proposition de loi tendant à faire bénéficier les fonctionnaires originaires des pays qui constituaient l'Indochine française, exerçant en France, des mêmes avantages en matière de congés et de délais de route que ceux accordés par la loi n° 49-1072 du 2 août 1949 aux fonctionnaires originaires de l'Afrique du Nord, des départements ou des territoires d'outre-mer exerçant en métropole, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 octobre 1962 par M. Davoust (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1910.**

**§ 19.** — Proposition de loi tendant à préciser les conditions de titularisation des agents de l'Etat bénéficiaires de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 octobre 1962 par M. Paul Coste-Floret (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1914.**

— d'Algérie. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 21.

— ayant accompli des services dans les établissements publics. — *Voy.* PENSIONS ET RETRAITES, 8.

Fonctionnaires.

— Augmentation des traitements des. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 690**), Art. 17, Etat A : Finances et Affaires économiques, I. Charges communes [5 juillet 1960] (p. 1700).

— de catégorie A (Accès sans concours à certains corps supérieurs). — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 1560**), Art. 2 [5 décembre 1961] (p. 5290).

— communaux. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

— de la Commission du Gouvernement du territoire de la Sarre. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**) [8 novembre 1960] (p. 3416).

— Conditions des administrateurs civils. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 161.

— dépendant ultérieurement du Ministère de la France d'outre-mer. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 58.

— des Départements d'outre-mer (rappel d'office). — *Voy.* DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 12.

— Difficultés de recrutement. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

— Enseignement technique. — *Voy.* PENSIONS ET RETRAITES, 15.

— Grève du 10 juin 1960 et utilité d'une déclaration du Gouvernement [9 juin 1960] (p. 1216). Entendu : M. Leenhardt

— hors de France (Loyers). — *Voy.* LOYERS, 2.

— licenciés. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 229.

— du Ministère du Travail. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

— de l'ordre technique. — *Voy.* PENSIONS ET RETRAITES, 17.

— Prise en compte en faveur des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 189.

— retraités de 1939 à 1942. — *Voy.* LÉGION D'HONNEUR ET MÉDAILLE MILITAIRE, 6.

— retraités de 1939 à 1945 (Légion d'honneur). — *Voy.* LÉGION D'HONNEUR, 4.

— et secteur nationalisé. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

— et secteur privé. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

— techniques. — *Voy.* PENSIONS ET RETRAITES, 3.

— Traitement des. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 690**) [5 juillet 1960] (p. 1681, 1682) ; BUDGET DE 1962 (**n° 1436**), Finances et Affaires économiques, I. Charges communes [10 novembre et 12 novembre 1961] (p. 4341, 4347, 4349, 4355, 4440 à 4442, 4445, 4446); DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 17.

## FONCTIONNAIRES (algériens).

— Intégration. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 2.

## FONCTIONNAIRES DÉTACHÉS (de la France d'outre-mer).

— Reclassement. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 9.

## FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.

— Situation des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 72

*Voy. aussi* : COLLECTIVITÉS LOCALES, 20.

## FONCTION PUBLIQUE.

— Intégration et reclassement du personnel de la France d'outre-mer. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 9.

— Réforme de la. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 20.

## FONDS.

— d'aide et de coopération. — *Voy.* BUDGET DE 1961 **n° 866**), Services du Premier Ministre, IX. Relations avec les Etats de la Communauté [6 novembre 1960] (p. 3221, 3227, 3228 à 3230, 3234, 3235).

— d'aide temporaire à l'équipement des théâtres privés de Paris. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 50 [5 novembre 1960] (p. 3186).

— d'encouragement à la production textile. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 11 [26 novembre 1961] (p. 2816).

— forestier national. — *Voy.* FORÊTS, 3.

— national d'allocation vieillesse agricole. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 1560**), Art. 13 [5 décembre 1961] (p. 5292).

— national d'amélioration et d'assainissement de l'eau. — *Voy.* EAU, 1.

— national de la vulgarisation du progrès agricole. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 14 [27 octobre 1960] (p. 2842).

— de soutien des textiles des territoires d'outre-mer. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 76 [8 novembre 1960] (p. 3359).

**FONDS D'ACTION SANITAIRE ET SOCIAL.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 19.

**FONDS D'AIDE ET DE COOPÉRATION.**

— Contrôle du Parlement. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**), Services du Premier Ministre (Aide et coopération) [21 novembre 1959] (p. 2746).

— Gestion et fonctionnement ; Contrôle du Parlement. — *Voy.* BUDGET 1960 (**n° 300**), Services du Premier Ministre, VIII. Administration du service de la France d'Outre-mer [21 novembre 1959] (p. 2736, 2737).

**FONDS DE COMMERCE.**

Proposition de loi tendant à donner aux locataires-gérants d'un fonds de commerce un droit de préemption en cas de vente de ce fonds et, à l'expiration de leur contrat, un droit à indemnité sur la plus-value acquise par le fonds du fait de leur travail ou de leurs investissements personnels, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 juin 1959 par M. Chandernagor et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 169.**

*Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 57.

— Nantissement. — *Voy.* CODE CIVIL, 30.

— Transactions. — *Voy.* IMMEUBLES, 1.

**FONDS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (F.D.E.S.).** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n^os 4, 11.

**FONDS D'ENCOURAGEMENT A LA PRODUCTION TEXTILE.** — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**), Art. 74 (p. 2494).

**FONDS D'INVESTISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (F.I.D.E.S.).**

— Renonciation à contrôler les investissements. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5.

— Son rôle. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5.

**FONDS D'INVESTISSEMENTS ROUTIERS.**

— Prélèvement exceptionnel sur le. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**), Art. 11.

*Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**), Art. 71 (p. 2689).

— dans les départements d'outre-mer. — *Voy.* DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 4.

**FONDS NATIONAL D'ASSURANCES.**

— contre les fléaux naturels. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 257.

**FONDS NATIONAL DE SOLIDARITÉ.**

— *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 17 ; MINISTÈRES (Présentation du cabinet de M. Debré) ; QUESTIONS ORALES (sans débat), n^os 64, 65, 66 ; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 15.

— allocation supplémentaire du. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 218.

— attribution de l'allocation supplémentaire du. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 223.

— Attribution de l'allocation aux parents de mineurs grands infirmes. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**), Art. 63 (p. 2714).

— Exploitants agricoles. — *Voy.* SÉCURITÉ SOCIALE AGRICOLE.

— Répartition du produit du. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 68.

— Subventions à la caisse nationale de sécurité sociale. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 1560**), Art. 36 [5 décembre 1961] (p. 5307).

**FONDS NATIONAL DE VULGARISATION DU PROGRÈS AGRICOLE.**

— Rattachement au budget général du produit des taxes. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**), Art. 13 [20 octobre 1961] (p. 2818).

**FONDS D'ORGANISATION ET DE RÉGULARISATION DES MARCHÉS AGRICOLES (F.O.R.M.A.).**

*Voy.* BUDGET DE 1960, n° 3. — BUDGET DE 1960 (**n° 563**), Art 1er, BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 12. — QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 45 *bis*.

— Contrôle parlementaire. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**); AGRICULTURE [29 octobre 1961] (p. 3522 à 3524, 3575, 3576).

— Montant de la subvention en 1961. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 1560**), Finances et Affaires économiques, Charges communes [5 décembre 1961] (p. 5297).

— Stocks de produits laitiers, refus de communiquer au Rapporteur spécial. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 1560**), Finances et Affaires économiques, Charges communes [5 décembre 1961] (p. 5298).

— Transformation en un établissement public. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**), Art. 13 [20 octobre 1961] (p. 2818).

**FONDS ROUTIER.**

— Financement par le. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 46.

**FONDS DE SOUTIEN AUX HYDROCARBURES.**

*Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art 10.

— Prélèvement exceptionnel. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**), Art. 15 [20 octobre 1961] (p. 2818).

**FONTAINEBLEAU.**

— Protection de la forêt (autoroute et forage forestier pétrolier). — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 56.

**FONTES.** — *Voy.* DOUANES, 6.

**FORAGE.** — *Voy.* HYDROCARBURES.

**FORCE DE FRAPPE.**

*Voy.* ARMÉE, 21.

— Commission mixte paritaire (loi programme militaire). BUDGET 1962 (**n° 1809**).

*Voy.* MOTION DE CENSURE, n° 3 [19 octobre 1960] (p. 2648).

*Voy.* MOTION DE CENSURE, n° 4 [22 novembre 1960 (p. 3952 et suivant ).

*Voy.* MOTION DE CENSURE, n° 5 [6 décembre 1960] (p. 4330).

*Voy.* MOTION DE CENSURE, n° 8.

*Voy.* ORDRE DU JOUR (des séances) [11 octobre 1960] (p. 2500).

— Son coût. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

— française (printemps 1960). — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— nationale ou européenne. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 12.

**FORCES FRANÇAISES COMBATTANTES.** — *Voy.* RÉSISTANCE, 1.

**FORCLUSION.**

— pour les preneurs de baux ruraux. — *Voy.* BAUX RURAUX, 7.

**FORETS.**

§ 1er — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir une

politique forestière, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 avril 1959 par M. André Beauguitte (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 36.**

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à modifier le Code forestier en vue de faciliter l'harmonisation du reboisement, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 avril 1960, par M. Chandernagor et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 571.**

**§ 3.** — Projet de loi accordant un privilège au Fonds forestier national sur les produits des terrains ayant fait l'objet de contrats de reboisement, présenté au Sénat le 14 juin 1960, par M. Henri Rochereau, Ministre de l'Agriculture (renvoyé à la Commission des affaires économiques et du plan), **n° 193 (année 1959-1960)**; rapport le 30 novembre 1960, par M. Raymond Brun, **n° 72 (année 1960-1961).** Adoption le 9 décembre 1960. — Projet de loi **n° 39 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 12 décembre 1960 (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 1046**; rapport le 12 juillet 1961, par M. Alliot, **n° 1330.** Adoption sans débat et sans modification le 20 octobre 1961 (p. 2798). — Projet de loi **n° 324.**

Loi n° 61-1173 du 31 octobre 1961, publiée au *J. O.* du 1er novembre 1961 (p. 9915).

**§ 4.** — Projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises, présenté à l'Assemblée Nationale le 27 juillet 1962, par M. Edgar Pisani, Ministre de l'Agriculture (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 1888.**

*Voy.* AGRICULTURE, n° 1825.

— Protection de la forêt de Fontainebleau (autoroute et forage forestier pétrolier). — *Voy.* QUESTIONS ORALES, 56.

**FORFAIT.** — (Bénéfices industriels et commerciaux). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), **n° 129.**

**FORMATION.**

— des travailleurs appelés à des responsabilités syndicales. — *Voy.* TRAVAIL (Réglementation du).

**FORMATION ADMINISTRATIVE DES DÉPUTÉS ALGÉRIENS.**

— Position politique. — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

**FORMATION ADMINISTRATIVE DES ÉLUS D'ALGÉRIE ET DU SAHARA** (1) (66 membres).

MM. Abdesselam, Agha Mir, Hamza Al Sid Boubakeur, Arnulf, Ouali Azem, Baouya, Mohamed Barboucha, Mohamed Bedredine, Mohamed Bekri, Slimane Belabed, Ali Bendjelida, Benelkadi Benalia, Abdelmadjid Benhacine, Khelil Benhalla, Cheikh Benssedick, Djelloul Berrouaïne, Mlle Keira Bouabsa, MM. Saïd Boualam, Mohamed Boudi, Hachmi Boudjedir, Belaïd Bouhadjera, Mohamed Boulsane, Ahmed Boutalbi, Canat, Abdelbaki Chibi, Henri Colonna, Mustapha Deramchi, Deviq, Ahmed Djebbour, Mohamed Djouini, Makhlouf Gablam, Yvon Grasset, Guettaf Ali, Hassani Noureddine, Mohamed Ihaddaden, Ahcène Ioualalen, Djillali Kaddari, Mourad Kaouah, Mme Rebiha Khebtani, MM. Sadok Khorsi, Laffont, Lagaillarde, Mohamed Laradji, Lauriol, Legroux, Hafid Maloum, Marçais, Marquaire, Messaoudi, Molinet, Morel, Abbès Moulessehoul, Pigeot, Portolano, Puech-Samson, Renucci, Ali Saadi, Brahim Sahnouni, Berrezoug Saidi, Salado, Chérif Sid Cara, Mlle Nafissa Sid Cara, MM. Abdallah Tebib, Vignau, Vinciguerra, Mohamed Zeghouf [27 janvier 1959] (p. 170).

S'inscrivent à cette formation :

MM. Bruelle [30 janvier 1959] (p. 197), Chelha [5 mai 1959] (p. 441).

Cessent d'appartenir à cette formation :

MM. Yvon Grasset, Abbès Moulessehoul et Mlle Sid Cara [28 avril 1959] (p. 327); Khelil

(1) La formation administrative des élus d'Algérie et du Sahara est supprimée et remplacée par le Groupe de l'Unité de la République [21 juillet 1959] (p. 1404).

Benhalla [5 mai 1959] (p. 441); Slimane Belabed [26 mai 1959] (p. 567); Morel [2 juin 1959] (p. 716); Chelha [9 juin 1959] (p. 838); Bruelle [21 juillet 1959] (p. 1404).

**FORMATION ADMINISTRATIVE DES NON-INSCRITS** (1) (40 membres).

MM. André Beauguitte, Billères, Barema Kissorou Bocoum, Georges Bonnet, Bourdellès, Brocas, Caillaud, Cerneau, Chapuis, Clamens, Jean-Paul David, Mme Delabie, MM. Delesalle, Desouches, Dieras, Hamani Diori, Douzans, Ducos, Guy Ebrard, Maurice Faure, Félix Gaillard, Gauthier, Henri Guissou, Guthmuller, Hersant, Juskiewenski, Modibo Keita, Lisette, Longuet, Mahamoud Harbi, Mahias, Rémy Montagne, Mme Jacqueline Patenôtre, MM. Eugène-Claudius Petit, Pillet, René Pleven, Renouard, Sablé, Szigeti, Voilquin [27 janvier 1959] (p. 170).

S'inscrivent à cette formation :

MM. Houphouet-Boigny (*ibid.*), Jean Le Duc [29 janvier 1959] (p. 192); Chauvet [28 avril 1959] (p. 327); MM. Heuillard, Médecin, de Montesquiou, Palméro et Rossi [3 juillet 1959] (p. 1306).

Cessent d'appartenir à ce groupe :

MM. Houphouet-Boigny, Mohamed Harbi [28 avril 1959] (p. 327); Jean Le Duc [5 mai 1959] (p. 441); Barema Kissorou, Bocoum, Hamani Diori, Henri Guissou, Modibo Keita, Lisette [21 juillet 1959] (p. 1404).

**FORMATION PROFESSIONNELLE.**

— agricole. — *Voy.* ENSEIGNEMENT AGRICOLE, 1.

**FORMATIONS ADMINISTRATIVES.**

— liste. — *Voy.* GROUPES.

(1) La formation administrative des non-inscrits est supprimée et remplacée par le Groupe de l'Entente démocratique [27 juillet 1959] (p. 1521).

**FORT-MARDYCK.**

— Privilège des matelots et pêcheurs de la commune de. — *Voy.* COLLECTIVITÉS LOCALES, 8.

**FOURRAGES.** — *Voy.* AGRICULTURE.

**FOYERS.**

— d'anciens combattants. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 58 [8 novembre 1960] (p. 3358).

**FRAIS GÉNÉRAUX.**

— des entreprises (Dépenses somptuaires). — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**), Art. 6 [20 octobre 1961] (p. 2807).

— Exclusion des dépenses de caractère somptuaire. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**) [1er décembre 1961] (p. 5213).

**FRAIS DE JUSTICE.**

— Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle. — *Voy.* ALSACE-LORRAINE, 5.

**FRANCE.**

— Liaison ferroviaire entre la Grande-Bretagne et la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 47.

**FRANCE D'OUTRE-MER.**

— Dissolution de la Caisse de retraite de la. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 66 [8 novembre 1960] (p. 3416).

— Fonctionnaires des anciens cadres de la. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1809**) [11 juillet 1962] (p. 2375), [23 juillet 1962] (p. 2756, 2757), [24 juillet 1962] (p. 2840).

— Inspecteurs. — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 10.

— Reclassement et intégration du personnel. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 9.

**FRANCHISE.**

— de la sécurité sociale. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nos 15, 16.

**FRANCHISES MUNICIPALES.** — *Voy.* COMMUNES.

**FRANCISATION.**

— Critique du terme et du fait. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, no 5.

**FRANCO.**

— et adhésion éventuelle à l'O.N.U. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT (Politique extérieure) [29 avril 1959] (p. 382), [30 avril 1959] (p. 402).

**FRANC-OR.**

— Obligations en. — *Voy.* MONNAIE, 1.

**FRAUDE.**

— électorale. — *Voy.* ELECTIONS, 10.
— relative aux dommages de guerre. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nos 82, 83.

**FRAUDES.**

— Répression des. — *Voy.* COMMERCE, 7.
— Viticulture et négoce des vins. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), no 5.

**FRÉJUS.**

— Rupture du barrage de Malpasset. — *Voy.* CALAMITÉS PUBLIQUES, 1.

**FROMAGE.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nos 1 et 32.

**FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE (F. L. N.).**

*Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), no 214.

— Crimes du. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 7 [5 juin 1962] (p. 1426 à 1481).
— Evolution du. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, no 19.
— à Paris. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, no 18.
— Répression des menées subversives du. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 6 [15 décembre 1961].
— Suspension de la libération des prisonniers du. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, no 20.
— Tribunaux spéciaux du. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), no 73.

**FRUITS ET LÉGUMES.**

— Centre technique interprofessionnel des. — *Voy.* COMMERCE, 5.
— Cotisation destinée au centre technique interprofessionnel des. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**no 300**), Art. 2 (p. 2279).

**FUELS.**

— Taxe intérieure. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**no 300**), Art. 5.

# G


## GAILLAC.

— Comité des vins de. (Cotisation). — *Voy.* BUDGET DE 1960 (nº **300**), Art. 2 (p. 2277).

## GARANTIE.

— contre les calamités agricoles. — *Voy.* CALAMITÉS AGRICOLES, 2 et 3.

## GARANTIE DES GARANTIES. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 19 sur l'Algérie.

## GARD.

— Crise de la bonneterie dans le. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nº 69.

## GARDE.

— des enfants (divorce). — *Voy.* CODE CIVIL, 3.

## GARDE RÉPUBLICAINE.

Proposition de loi relative à la réorganisation de la musique de la garde républicaine de Paris, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 mai 1960, par M. Frédéric-Dupont (renvoyée à la Commission de la défense nationale et des forces armées), nº **622.**

## GARDE DES SCEAUX.

— Lettre du — relative à la situation de MM. Biaggi et Kaouah. — *Voy.* DÉPUTÉS (Poursuites), 5.

— Lettre du — relative à la situation de M. Lagaillarde. — *Voy.* DÉPUTÉS (Poursuites), 4.

— Lettre du — relative à la situation de M. Le Pen. — *Voy.* DÉPUTÉS (Poursuites), 3.

## GARDIENS.

— de la Paix. — *Voy.* POLICE (Personnel de la), 1.

## GARE D'ORSAY.

— Aménagement en aérogare. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nº 135.

## GARGES-LES-GONESSE (Seine-et-Oise).

— Desserte de. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nº 207.

## DE GAULLE (Général).

— Autorité personnelle. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5.

— Déclaration du 16 septembre 1959. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5.

— et F.L.N. (citation Amrouche). — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5 [14 octobre 1959] (p. 1785).

— Hommage au. — *Voy.* ALLOCUTIONS, 1, 3.

— Sa personnalité et son rôle de chef d'Etat. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— Son rôle. — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du cabinet de M. Debré).

— Soutien populaire au. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 15.

— Ses vues sur l'Algérie. — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du cabinet de M. Debré).

## GAZ.

Projet de loi portant modification de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation du gaz et de l'électricité, présenté à l'Assemblée Nationale le 29 avril 1960 par M. Jeanneney, Ministre de l'Industrie (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 599**; rapport le 7 juillet 1960 par M. Féron, **n° 746**. Adoption le 11 juillet 1960 (p. 1844). — Projet de loi **n° 144.**

Transmis au Sénat le 12 juillet 1960 (renvoyé à la Commission des affaires économiques), **n° 268 (année 1959-1960)**; rapport le 19 juillet 1960 par M. Champleboux, **n° 284 (année 1959-1960)**. Adoption conforme le 21 juillet 1960. — Projet de loi **n° 92 (année 1959-1960).**

Loi n° 60-780 du 30 juillet 1960, publiée au *J.O.* du 2 août 1960 (p. 7136).

**DISCUSSION** [11 juillet 1960] (p. 1840). Entendus : MM. Féron, *Rapporteur*; Vidal, Jeanneney, *Ministre de l'Industrie*; Nader, Nilès, Jean-Charles Privet; Observations sur : les usines à gaz d'Avignon et de Montbéliard (p. 1840, 1841, 1842, 1843); leur maintien dans le secteur privé (*ibid.*); la modification nécessaire de la loi de nationalisation du 8 avril 1946 (art. 8) (*ibid.*); le problème général des nationalisations (p. 1842); l'incapacité de ces usines d'assurer convenablement leur service public (p. 1842, 1843); question préalable déposée par M. Vidal (p. 1840); rejet (p. 1842); motion de renvoi à la Commission déposée par M. Hostache (p. 1843); rejet (*ibid.*). — Article unique : *Modification de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946* (p. 1843); adoption de l'article (p. 1844).

*Voy.* LACQ.

— en général. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8.

— d'Hassi R'Mel. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8.

— de Lacq. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8.

## GAZ DE FRANCE.

— Régime de distribution. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 182.

## GEL.

— des vignes. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 37.

## GÉNÉRAL CATROUX.

— Publication de ses mémoires. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 78.

## GÉNÉRATIONS.

— dans l'Assemblée. — *Voy.* ALLOCUTIONS, 3.

**GÉNÉRAUX RETRAITÉS (Challe, Jouhaud, Salan, Zeller).** — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 15.

**GENÈVE.** — *Voy.* CONFÉRENCE DE GENÈVE.

**GÉNIE CIVIL.** — *Voy.* ORGANISATION ADMINISTRATIVE, 5.

**GÉRANTS.**

— de S. A. R. L. (Responsabilité). — *Voy.* SOCIÉTÉS, 2.

**GÉRONTOLOGIE.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 16.

**GESTION.**

— des entreprises nationalisées. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 36.

**GHANA.**

— Constitution (Comparaison avec la Constitution française). — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 2 [5 mai 1960] (p. 676).

**GIBIER.**

— Dégâts aux cultures. — *Voy.* CHASSE, 4.
— Grand. — *Voy.* CHASSE, 5.
— Indemnisation des dégâts causés par le. — *Voy.* CHASSE, 1.
— Vente du. — *Voy.* CHASSE, 7.

**GIRONDE (Département de la).**

— Médecins et sécurité sociale. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 25.

**GITES RURAUX.**

— Exonération de la patente. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 1560**), Art. 17 [5 décembre 1961] (p. 5293).

**GLAOUI.** — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré) [17 janvier 1959] (p. 88).

**GLUCOSE.** — *Voy.* DOUANES, 24.

**GOUVERNEMENT.**

*Voy.* COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT; DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT ; MINISTÈRES.

Communication du Gouvernement sur son programme lue à l'Assemblée Nationale le 15 janvier 1959 par M. Michel Debré, Premier Ministre, **n° 5.**

— et aménagement du territoire. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 4.
— Son attitude envers les manifestations relatives au problème scolaire. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 4.
— Diversité des attributions en matière de cinéma. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 21.
— Droits et devoirs. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 1.
— Ses pouvoirs. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5.
— Présentation ; Débat (sa constitutionnalité). — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).
— Structure du. — *Voy.* ORGANISATION ADMINISTRATIVE, 6.

**GOUVERNEMENT ALGÉRIEN.**

— Menace de rupture diplomatique avec les Etats qui le reconnaîtraient. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 2.

**GOUVERNEMENT DEBRÉ.** — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

**GRANDE-BRETAGNE.**

— Autodétermination et Sinn Fem. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5 [14 octobre 1959] (p. 1769).
— Liaison ferroviaire et routière entre la — et la France. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 47.
— Zone de libre échange et Marché commun. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

**GREC.**

— Son enseignement. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 10.
— Son rôle formateur. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 10.

**GRÈCE.**

— Association avec le Comité économique européen. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 39, 40.

**GREFFES.**

— Réforme des. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**), Justice [12 novembre 1961] (p. 4506, 4507).

**GRÊLE.** — *Voy.* CALAMITÉS ATMOSPHÉRIQUES.

**GRÈVE.**

— des fonctionnaires. — *Voy.* FONCTIONNAIRES.
— la — et le malaise social. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 36.

**GRÈVES.**

— Absences des députés. — *Voy.* INCIDENTS, n° 7.
— Multiplicité des. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

**GROENLAND.**

— Convention relative à la navigation aérienne. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 23.

**GROUPE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHE DES ORGANISATIONS DE JEUNESSE ET D'ÉDUCATION POPULAIRE.**

— Sa déclaration relative à l'Algérie. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 23.

**GROUPE SANGUIN.** — *Voy.* SANTÉ PUBLIQUE, 2.

— Carte d'identité médicale et sanguine — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 260.

**GROUPEMENTS.**

— agricoles. — *Voy.* COOPÉRATIVES ET GROUPEMENTS AGRICOLES, 3 et 4.

**GROUPES PARLEMENTAIRES (Composition).**

**Groupe de l'entente démocratique.**
(33 membres).

MM. Georges Bonnet, Bourdellès, Brocas, Caillaud, Chapuis, Chauvet, Clamens, Jean-Paul David, Mme Delabie, MM. Delesalle, Desouches, Dieras, Douzans, Ducos, Guy Ebrard, Gauthier, Guthmuller, Juskiewenski, Longuet, Mahias, Médecin, Rémy Montagne, de Montesquiou, Palmero, Mme Jacqueline Patenôtre, MM. Eugène-Claudius Petit, Pillet, René Pleven, Renouard, Rossi, Sablé, Szigeti, Voilqnin. [27 juillet 1959] (p. 1521).

S'inscrivent à ce groupe : MM. Maurice Faure, Félix Gaillard, Hersant et de Pierrebourg [6 octobre 1959] (p. 1706) (1).; MM. Beauguitte et Billères (p. 1707).

Cessent d'appartenir à ce groupe : M. Mahias [8 octobre 1959] (p. 1726); M. Guthmuller [*J. O.* du 29 mars 1960] (p. 2921).

MM. Beauguitte, Billères, Georges Bonnet, Bourdellès, Brocas, Caillaud, Chapuis, Chauvet, Clamens, Jean-Paul David, Mme Delabie, MM. Delesalle, Desouches, Dieras, Douzans, Ducos, Guy Ebrard, Maurice Faure, Félix Gaillard, Gauthier, Hersant, Juskiewenski, Longuet, Médecin, Rémy Montagne, de Montesquiou, Palmero, Eugène-Claudius Petit, de Pierrebourg, Pillet, René Pleven, Renouard, Rossi, Sablé, Szigeti, Mme Thome-Patenôtre, M. Voilquin. [4 octobre 1960] (p. 2465).

Cessent d'appartenir à ce groupe :

M. Jean-Paul David [8 novembre 1960] (p. 3377); M. de Montesquiou [9 novembre

(1) Voir *J.O.* (Lois et décrets) du 5 octobre 1959.

Groupes parlementaires.

1960] (p. 3464); MM. Caillaud et Rossi [10 novembre 1960] (p. 3561); M. Voilquin [1er décembre 1960] (p. 4240).

MM. Beauguitte, Billères, Georges Bonnet, Bourdellès, Brocas, Chapuis, Chauvet Clamens, Mme Delabie, MM. Delesalle, Desouches, Dieras, Douzans, Ducos, Guy Ebrard, Maurice Faure, Félix Gaillard, Gauthier, Hersant, Juskiewenski, Longuet, Médecin, Rémy Montagne, Palmero, Eugène-Claudius Petit, de Pierrebourg, Pillet, René Pleven, Renouard, Sablé, Szigeti, Mme Thome-Patenôtre [24 avril 1962] (p. 740).

*Apparentés aux termes de l'article 19 du Règlement :*

MM. Mohamed Barboucha et Abdelbaki Chibi [6 octobre 1959] (p. 1706); MM. Mohamed Boulsane et Cerneau (p. 1707): Jean Valentin [8 octobre 1959] (p. 1726).

MM. Mohamed Barboucha, Mohamed Boulsane, Cerneau, Abdelbaki Chibi, Jean Valentin [4 octobre 1960] (p. 2465).

Cesse d'être apparenté à ce groupe :

M. Jean Valentin [9 novembre 1960] (p. 3464).

S'apparentent à ce groupe :

MM. Mohamed Barboucha, Abdelmadjid Benhacine, Mohamed Boulsane, Cerneau, Abdelbaki Chibi, de Montesquiou, Rousseau, Voilquin [24 avril 1962] (p. 740).

Cessent d'être apparentés à ce groupe :

MM. Mohamed Barboucha, Abdelmadjid Benhacine, Mohamed Boulsane, Abdelbaki Chibi [4 juillet 1962] (p. 2207).

Cesse d'être apparenté :

M. Rossi [4 octobre 1962] (p. 3258).

## Groupe des Indépendants et Paysans d'action sociale.

MM. Jean Albert-Sorel, Alliot, Anthonioz, Baudis, André Bégouin, Jean Bénard, Bergasse, Bettencourt, Raymond Boisdé, Boscary-Monsservin, Bouillol, Bourne, Bréchard, de Broglie, Caillemer, de Carville, Chamant, Chareyre, Charvet, Chopin, Colinet, Collomb, Colona d'Anfriani, Coulon, Pierre Courant, Crouan, Crucis, Debray, Delachenal, Bertrand Denis, Devèze, Dixmier, Doublet, Dufour, Faulquier, Jacques Féron, Pierre Ferri, Feuillard, Fouchier, Jacques Fourcade, François-Valentin, Frédéric-Dupont, Fulchiron, Gavini, Giscard d'Estaing, Godonnèche, de Grandmaison, Grasset-Morel, Grèverie, Guillain, Antoine Guitton, du Halgouët, Hanin, Hénault, Michel Jacquet, Louis Jacquinot, Japiot, Jarrosson, Jouault, Joyon, Junot, Kir, Lacaze, Jean Lainé, Lalle, Legaret, Legendre, Le Montagner, Le Pen, Le Roy Ladurie, Lombard, Marcellin, Mariotte, Mignot, Mondon, Motte, Moynet, Orrion, Paquet, Pecastaing, François Perrin, Pianta, Pinay, Pinoteau, Pindivic, Poudevigne, Quinson, Paul Reynaud, Ripert, Robichon, Roche-Defrance, Roclore, Sallenave, Salliard du Rivault, Sanglier, de Sesmaisons, Sourbet, Tardieu, Terré, Trehosc, Trémolet de Villers, Jean Turc, Turroques, Philippe Vayron, de Villeneuve, Pierre Vitter, Yrissou [27 janvier 1959] (p. 169).

S'inscrivent à ce groupe :

MM. Durand, Hémain, de Lacoste-Lareymondie, Rousselot [28 avril 1959] (p. 327); M. Baylot [6 octobre 1959] (p. 1705) (1); M. Pérus (p. 1707); M. Hafid Maloum [13 octobre 1959] (p. 1741); MM. Benalia Benelkadi et Makhlouf Gahlam [2 février 1960] (p. 131) (2); M. Lefèvre d'Ormesson [31 mai 1960] (p. 1072); M. Sy [21 juin 1960] (p. 1447).

Cessent d'appartenir à ce groupe :

MM. Giscard d'Estaing, Jacquinot et Pinay [28 avril 1959] (p. 327); M. Jean Le Duc [5 mai 1959] (p. 441); M. André Sanglier [7 juillet 1959] (p. 1334) (3); M. Jacques Fourcade [6 octobre 1959] (p. 1705); M. Pécastaing [14 juin 1960] (p. 1303).

MM. Jean Albert-Sorel, Alliot, Anthonioz, Baudis, Baylot, André Bégouin, Jean Bénard, Benalia Benelkadi, Bergasse, Bettencourt, Raymond Boisdé, Boscary-Monsservin, Bouillol, Bourne, Bréchard, de Broglie, Caillemer, de Carville, Chamant, Chareyre, Charvet, Chopin, Colinet, Collomb, Colonna d'Anfriani, Coulon,

(1) Voir *J.O.* (lois et décrets) du 4 septembre 1959.
(2) Voir *J.O.* (lois et décrets) du 3 février 1960.
(3) Voir *J.O.* (lois et décrets) du 7 septembre 1959.

Pierre Courant, Crouan, Crucis, Debray, Delachenal, Bertrand Denis, Devèze, Dixmier, Doublet, Dufour, Durand, Faulquier, Jacques Féron, Pierre Ferri, Feuillard, Fouchier, François-Valentin, Frédéric-Dupont, Fulchiron, Maklouf Gahlam, Gavini, Godonnèche, de Grandmaison, Grasset-Morel, Grèverie, Guillain, Antoine Guitton, du Halgouët, Hanin, Hémain, Hénault, Michel Jacquet, Japiot, Jarrosson, Jouault, Joyon, Junot, Kir, Lacaze, de Lacoste-Lareymondie, Jean Lainé, Lalle, Jean Le Duc, Lefèvre d'Ormesson, Legaret, Legendre, Le Montagner, Le Pen, Le Roy Ladurie, Lombard, Hafid Maloum, Marcellin, Mariotte, Mignot, Mondon, Motte, Moynet, Orrion, Paquet, François Perrin, Perus, Pianta, Pinoteau, Pindivic, Poudevigne, Quinson, Paul Reynaud, Ripert, Robichon, Roche-Defrance, Roclore, Rousselot, Sallenave, Salliard du Rivault, de Sesmaisons, Sourbet, Sy, Tardieu, Terré, Trébosc, Trémolet de Villers, Jean Turc, Turroques, Philippe Vayron, de Villeneuve, Pierre Vitter, Yrissou [4 octobre 1960 (p. 2464).

S'inscrit :

M. Mohamed Zeghouf [20 octobre 1960] (p. 2673).

Cessent d'appartenir à ce groupe :

M. Gahlam Makhlouf [*J.O.* du 24 février 1961] (p. 2025).

M. Moynet [6 novembre 1961] (p. 3787) ; MM. de Broglie et François-Valentin [3 octobre 1961] (p. 2349).

S'inscrivent à ce groupe :

M. Picquot [5 octobre 1961] (p. 2430).

MM. Loste et Camino [24 avril 1962] (p. 739).

MM. Jean Albert-Sorel, Alliot, Anthonioz, Baudis, Baylot, André Bégoin, Jean Bénard, Benalia Benelkadi, Bergasse, Bettencourt, Raymond Boisdé, Boscary-Monsservin, Bouillol, Bourne, Bréchard, Caillemer, Camino, de Carville, Chamant, Chareyre, Charvet, Chopin, Colinet, Collomb, Colonna d'Anfriani, Coulon, Pierre Courant, Crouan, Crucis, Debray, Delachenal, Bertrand Denis, Devèze, Dixmier, Doublet, Dufour, Durand, Faulquier, Jacques Féron, Pierre Ferri, Feuillard, Fouchier, Frédéric-Dupont, Fulchiron, Gavini, Godonnèche, de Grandmaison, Grasset-Morel, Grèverie, Guillain, Antoine Guitton, du Halgouët, Hanin, Hémain, Hénault, Michel Jacquet, Japiot, Jarrosson, Jouault, Joyon, Junot, Kir, Lacaze, de Lacoste-Lareymondie, Jean Lainé, Lalle, Jean Le Duc, Lefèvre d'Ormesson, Legaret, Legendre, Le Montagner, Le Pen, Le Roy Ladurie, Lombard, Loste, Hafid Maloum, Marcellin, Mariotte, Mignot, Mondon, Motte, Orrion, Paquet, François Perrin, Perus, Pianta, Picquot, Pinoteau, Pinvidic, Poudevigne, Quinson, Paul Reynaud, Ripert, Robichon, Roche-Defrance, Roclore, Rousselot, Sallenave, Salliard du Rivault, de Sesmaisons, Sourbet, Sy, Tardieu, Terré, Trébosc, Trémolet de Villers, Jean Turc, Turroques, Philippe Vayron, de Villeneuve, Pierre Vitter, Yrissou, Mohamed Zeghouf [24 avril 1962] (p. 739).

Groupes parlementaires.

*Apparentés aux termes de l'article premier des règles provisoires de fonctionnement de l'Assemblée Nationale.*

(10 membres.)

MM. d'Aillières, Brugerolle, Dalainzy, Delaporte, Deshors, Duchesne, Fraissinet, Lefèvre d'Ormesson, Jean Valentin, Weber [27 janvier 1959] (p. 169); M. Apithy [27 janvier 1959] (p. 170).

Cessent d'être apparentés :

M. Apithy [21 juillet 1959] (p. 1404); M. Jean Valentin [8 octobre 1959] (p. 1726).

*Apparentés aux termes de l'article 19 du Règlement :*

MM. d'Aillières, Brugerolle, Dalainzy, Delaporte, Deshors, Duchesne, Fraissinet, Weber [4 octobre 1960] (p. 2464).

S'apparentent à ce groupe :

M. Vaschetti [4 juillet 1961] (p. 1433).

M. van Haecke [5 octobre 1961] (p. 2430).

Apparentés :

MM. d'Aillières, Brugerolle, Dalainzy, Delaporte, Deshors, Duchesne, Fraissinet, van Haecke, Vaschetti, Weber [24 avril 1962] (p. 740).

Groupes parlementaires.

S'apparente à ce groupe :

M. Moynet [8 mai 1962] (p. 976).

Cessent d'être apparentés :

M. Marcellin [19 juin 1962] (p. 1813) ; MM. Benalia Benelkadi, Hafid Maloun, Mohamed Zeghouf [4 juillet 1962] (p. 2207).

**Groupe des Républicains populaires et du Centre démocratique.**
(49 membres.)

Mme Aymé de la Chevrelière, MM. Noël Barrot, Blin, Christian Bonnet, Bosson, Burlot, Robert Buron, Cassez, Charpentier, Chazelle, Paul Coste-Floret, Coudray, Devemy, Mlle Dienesch, MM. Diligent, Dolez, Dorey, Dubuis, Dutheil, Fontanet, Fourmond, Fréville, Pierre Gabelle, Halbout, Ihuel, Jaillon, Lambert. Laurent, Lecourt, Le Guen, Lux, Meck, Méhaignerie, Louis Michaud, Orvoën, Pflimlin, Philippe, Rault, Raymond-Clergue, Rieunaud, Rombeaut, Robert Schuman, Maurice Schumann, Seitlinger, Sidi el Mokhtar, Simonnet, Edouard Thibault, Thomas, Trellu [27 janvier 1959] (p. 169).

Cessent d'appartenir à ce groupe :

MM. Robert Buron, Fontanet, Lecourt [28 avril 1959] (p. 327); M. Sidi el Mokhtar [21 juillet 1959] (p. 1404).

S'inscrivent à ce groupe :

MM. Davoust, Delemontex, Lenormand, Ulrich [28 avril 1959] (p. 327); M. Barniaudy [3 juin 1959] (p. 757); M. Mahias [8 octobre 1959] (p. 1726).

Mme Aymé de la Chevrelière, MM. Barniaudy, Noël Barrot, Blin, Christian Bonnet, Bosson, Burlot, Cassez, Charpentier, Chazelle, Paul Coste-Floret, Coudray, Davoust, Delemontex, Devemy, Mlle Dienesch, MM. Diligent, Dolez, Dorey, Dubuis, Dutheil, Fourmond, Fréville, Pierre Gabelle, Halbout, Ihuel, Jaillon, Lambert, Laurent, Le Guen, Lenormand, Lux, Mahias, Meck, Méhaignerie, Louis Michaud, Oopa, Orvoën, Pflimlin, Philippe, Rault, Raymond-Clergue, Rieunaud, Rombeaut, Robert Schuman, Maurice Schumann, Seitlinger, Simonnet, Edouard Thibault, Thomas, Trellu, Ulrich [4 octobre 1960] (p. 2465).

Mme Aymé de la Chevrelière, MM. Barniaudy, Noël Barrot, Blin, Christian Bonnet, Bosson, Burlot, Cassez, Charpentier, Chazelle, Paul Coste-Floret, Coudray, Davoust, Delemontex, Devemy, Mlle Dienesch, MM. Diligent, Dolez, Dorey, Dubuis, Dutheil, Fourmond, Fréville, Pierre Gabelle, Halbout, Ihuel, Jaillon, Lambert, Laurent, Le Guen, Lenormand, Lux, Mahias, Meck, Méhaignerie, Louis Michaud, Orvoën, Pflimlin, Philippe, Rault, Raymond-Clergue, Rieunaud, Rombeaut, Robert Schuman, Maurice Schumann, Seitlinger, Simonnet, Edouard Thibault, Thomas, Trellu, Ulrich [24 avril 1962] (p. 740).

*Apparentés aux termes de l'article premier des règles provisoires de fonctionnement de l'Assemblée Nationale* :

MM. Aubame, Boni Nazi, Commenay, Condat-Mahaman, Conombo, Delrez, Mamadou Dia, Domenech, Félix-Tchicaya, Kuntz, Hubert Maga, Félix Mayer, Rakotovelo, Joseph Rivière, Senghor [27 janvier 1959] (p. 169).

Cessent d'être apparentés :

MM. Aubame, Boni Nazi, Condat-Mahaman, Conombo, Mamadou Dia, Félix-Tchicaya, Hubert Maga, Rakotovelo, Senghor [21 juillet 1959] (p. 1404).

*Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement* :

MM. Commenay, Delrez, Domenech, Kuntz, Félix Mayer, Joseph Rivière [4 octobre 1960] (p. 2465).

MM Commenay, Delrez, Domenech, Kuntz, Félix Mayer, Joseph Rivière [24 avril 1962] (p. 740).

**Groupe socialiste.**
(43 membres.)

MM. Alduy, Raoul Bayou, Paul Béchard, Pierre Bourgeois, Boutard, Cassagne, Caudron, Chandernagor, Arthur Conte, Darchicourt, Darras, Dejean, Denvers, Duchâteau, Dumortier, Durroux, Just Evrard, Forest, Gernez, Lacroix, Tony Larue, Francis Leenhardt, Max Lejeune, Longequeue, Mazurier, Guy Mollet, Pierre Monnerville, Montalat, Eugène Montel,

Muller, Padovani, Pavot, Pic, Charles Privat, Privet, Regaudie, Schaffner, René Schmitt, Tsiranana, Francis Vals, Var, Emmanuel Véry, Widenlocher [27 janvier 1959] (p. 169).

Cessent d'appartenir à ce groupe :

MM. Alduy [5 mai 1959] (p. 441); Caudron [15 mai 1959] (p. 545); Tsiranana (21 juillet 1959] (p. 1404).

S'inscrit à ce groupe :

M. Derancy [26 mai 1959] (p. 567).

MM. Raoul Bayou, Paul Bécbard, Pierre Bourgeois, Boutard, Cassagne, Chandernagor, Arthur Conte, Darchicourt, Darras, Dejean, Denvers, Derancy, Duchâteau, Dumortier, Durroux, Just Evrard, Forest, Gernez, Lacroix, Tony Larue, Francis Leenhardt, Max Lejeune, Longequeue, Mazurier, Guy Mollet, Pierre Monnerville, Montalat, Eugène Montel, Muller, Padovani, Pavot, Pic, Charles Privat, Privet, Regaudie, Schaffner, René Schmitt, Francis Vals, Var, Emmanuel Véry, Widenlocher [4 octobre 1960) (p. 2465).

MM. Raoul Bayou, Paul Béchard, Pierre Bourgeois, Boutard, Cassagne, Chandernagor, Arthur Conte, Darchicourt, Darras, Dejean, Derancy, Denvers, Duchâteau, Dumortier, Durroux, Just Evrard, Forest, Gernez, Lacroix, Tony Larue, Francis Leenhardt, Max Lejeune, Longequeue, Mazurier, Guy Mollet, Pierre Monnerville, Montalat, Eugène Montel, Muller, Padovani, Pavot, Pic, Charles Privat, Privet, Regaudie, Schaffner, René Schmitt, Francis Vals, Var, Emmanuel Véry, Widenlocher [24 avril 1962] (p. 739).

Cesse d'appartenir à ce groupe :

M. Widenlocher [4 juillet 1962] (p. 2207).

*Apparentés aux termes de l'article premier des règles provisoires de fonctionnement de l'Assemblée Nationale :*

MM. Deschizeaux, Hammadoun Dicko, Mercier, Poignant [27 janvier 1959] (p. 169).

Cesse d'être apparenté :

M. Hammadoun Dicko [21 juillet 1959] (p. 1404).

S'apparente :

M. Al Sid Boubakeur [7 juin 1960] (p. 1181).

MM. Al Sid Boubakeur, Deschizeaux, Mercier, Poignant [4 octobre 1960] (p. 2465).

MM. Al Sid Boubakeur, Deschizeaux, Mercier, Poignant [24 avril 1962] (p. 740).

Cesse d'être apparenté :

M. Al Sid Boubakeur [4 juillet 1962] (p. 2207).

Groupes parlementaires.

## Groupe de l'Union pour la Nouvelle République.

MM. Albrand, Arabi el Goni, Pascal Arrighi, Battesti, Bayrou, Becker, Bécue, Bégué, François Bénard, de Bénouville, Bérard, Bernasconi, Robert Besson, Biaggi, Bignon, Bisson, Boinvilliers, Bord, Borocco, Boscher, Bouchet, Boudet, Boulet, Boulin, Georges Bourgeois, Bourgoin, Bourgund, Bourriquet, Brice, Bricout, Briot, Henri Buot, Gilbert Buron, Cachat, Calméjane, Camino, Carous, Carter, Catalifaud, Cathala, Chaban-Delmas, Chapalain, Charié, Charret, Chatenay, Chavanne, Mohamed Saïd Cheikh, Clément, Clerget, Clermontel, Collette, Comte Offenbach, Cornut-Gentille, Coumaros, Dalbos, Damette, Danilo, Marcel Dassault, Degraeve, Delbecque, Deliaune, Ernest Denis, Mme Marcelle Devaud, MM. Diet, Dreyfous-Ducas, Dronne, Drouot-L'Hermine, Duflot, Dumas, Durbet, Dusseaulx, Duterne, Duvillard, Falala, Fanton, Filliol, Fouques-Duparc, Frys, Gamel, Garnier, Garraud, Godefroy, de Gracia, Jean-Marie Grenier, Grussenmeyer, Guillon, Habib-Deloncle, Hauret, Hostache, Marc Jacquet, Jacson, Jamot, Jarrot, Jouhanneau, Karcher, de Kerveguen, Labbé, La Combe, Lapeyrusse, Laurin, Lavigne. Le Bault de la Morinière, Lecocq, Le Douarec, René Leduc, Lemaire, Lepidi, Le Tac, Le Theule, Liogier, Liquard, Lopez, Luciani, Lurie, Maillot, Mainguy, Malbrant, de la Malène, Ali Mallem, Malleville, Marcenet, Marchetti, Mlle Martinache, MM. Maurice-Bokanowski, Maziol, Mazo, Bezzeghoud Mekki, Mirguet, Miriot, Missoffe, Moatti, Mocquiaux, Max Montagne, Moore, Moras, Morisse, Moulin, Nader, Neuwirth, Noiret, Nou, Nungesser, Jean-Paul Palewski, Pasquini, Peretti, Joseph Perrin, Pezé,

Groupes parlementaires.

Peyrefitte, Peyret, Peytel, Picard, Plazanet, de Poulpiquet, Poutier, Profichet, Quentier, Radius, Raphaël-Leygues, Réthoré, Rey, René Ribière, Richards, Rivain, Roques, Roulland, Rousseau, Roux, Ruais, Sagette, de Sainte-Marie, Sammarcelli, Sanson, Santoni, Sarazin, Schmittlein, Sicard, Souchal, Soustelle, Teisseire, Terrenoire, Thomazo, Thorailler, Tomasini, Touret, Toutain, Triboulet, Valabrègue, Van der Meersch, Vanier, Vaschetti, Vendroux, Viallet, Vidal, Jean Vitel, Voisin, Wagner, René Walter, Weinman, Ziller [27 janvier 1959] (p. 169).

S'inscrivent à ce groupe :

MM. Guillon [27 janvier 1959] (p. 170) ; Chavanne [29 janvier 1959] (p. 192) ; Béraudier, Fric, Yvon Grasset, Abbès Moulessehoul, Jacques Sanglier [28 avril 1959] (p. 327) ; Foyer et Villedieu [30 avril 1959] (p. 412) ; Khelil Benhalla [5 mai 1959] (p. 441) ; Slimane Belabed, Hassan Gouled, Laurelli [26 mai 1959] (p. 567) ; Ibrahim Saïd [23 juin 1959] (p. 988) ; Laudrin [8 juillet 1959] (p. 1375) ; Chelha [23 juillet 1959] (p. 1465) ; Mohamed Bedredine [6 octobre 1959] (p. 1706) (1) ; Clément (*ibid*) (2) ; Mohamed Bekri, Guillon et Roth [6 octobre 1959] (p. 1707) ; Agha-Mir [8 octobre 1959] (p. 1726) ; Hachmi Boudjedir [21 octobre 1959] (p. 1895) ; Ali Saadi [*J.O.* du 20 février 1960] (p. 1677) ; Ahmed Boutaldi [*J.O.* du 24 février 1960] (p. 1822) ; Jean Taittinger [*J.O.* du 13 mars 1960] (p. 2495) ; Janvier [*J.O.* du 18 mars 1960] (p. 2623) ; Mustapha Deramchi [7 juin 1960] (p. 1181) ; Guettaf Ali [28 juin 1960] (p. 1553) ; Noureddine Hassani, Mohamed Ihaddaden et Brahim Sahnouni [7 juillet 1960] (p. 1790) ; Belaïd Bouhadjera [20 juillet 1960] (p. 2081) ; Cheikh Benssedick et Salado [4 octobre 1960] (p. 2464).

Cessent d'appartenir à ce groupe :

MM. Bayrou, Chatenay, Clément, Cornut-Gentille, Maurice-Bokanowski, Soustelle, Triboulet [28 avril 1959] (p. 327) ; Malbrant [23 juin 1959] (p. 988) ; Arabi el Goni [21 juillet 1959] (p. 1404) ; Mocquiaux [6 octobre 1959] (p. 1706) (3) ; Agha-Mir [15 octobre 1959] (p. 1823) ; Pascal Arrighi, Biaggi, Yvon Grasset et Thomazo [16 octobre 1959] (p. 1844) ; Brice, Cathala, Delbecque et Souchal [20 octobre 1959] (p. 1864) ; Battesti [28 octobre 1959] (p. 2055) ; Rene Walter [2 février 1960] (p. 131) (1) ; Foyer et Terrenoire [*J.O.* du 8 mars 1960] (p. 2328) ; Ernest Denis [*J.O.* du 13 mars 1960] (p. 2495) ; Chelha [*J.O.* du 21 avril 1960] (p. 3712) ; Miriot et Picard [5 mai 1960] (p. 678) ; Moatti [10 mai 1960] (p. 751) ; Béraudier [17 mai 1960] (p. 899) ; Hachmi Boudjedir [4 octobre 1960] (p. 2464).

MM. Albrand, Becker, Bécue, Mohamed Bedredine, Bégué, Mohamed Bekri, Slimane Belabed, François-Bénard, Khelil Benhalla, de Bénouville, Cheikh Benssedick, Bérard, Bernasconi, Robert Besson, Bignon, Bisson, Boinvilliers, Bord, Borocco, Boscher, Bouchet, Boudet, Belaïd Bouhadjera, Boulet, Boulin, Georges Bourgeois, Bourgoin, Bourgund, Bourriquet, Ahmed Boutalbi, Bricout, Briot, Henri Buot, Gilbert Buron, Cachat, Calméjane, Camino, Carous, Carter, Catalifaud, Chaban-Delmas, Chapalain, Charié, Charret, Mohamed Saïd Cheikh, Clément, Clerget, Clermontel, Collette, Comte Offenbach, Coumaros, Dalbos, Damette, Danilo, Marcel Dassault, Degraeve, Deliaune, Mustapha Deramchi, Mme Marcelle Devaud, MM. Diet, Dreyfous-Ducas, Dronne, Drouot-L'Hermine, Duflot, Dumas, Durbet, Dusseaulx, Duterne, Duvillard, Falala, Fanton, Filliol, Fouques-Duparc, Fric, Frys, Gamel, Garnier, Garraud, Godefroy, Hassan Gouled, de Gracia, Jean-Marie Grenier, Grussenmeyer, Ali Guettaf, Guillon, Habib-Deloncle, Noureddine Hassani, Hauret, Hostache, Mohamed Ihaddaden, Marc Jacquet, Jacson, Jamot, Janvier, Jarrot, Jouhanneau, Karcher, de Kerveguen, Labbé, La Combe, Lapeyrusse, Laudrin, Laurelli, Laurin, Lavigne, Le Bault de la Morinière, Lecocq, Le Douarec, René Leduc, Lemaire, Lepidi, Le Tac, Le Theule, Liogier, Liquard, Lopez, Luciani, Lurie, Maillot, Mainguy, de la Malène, Ali Mallem, Malleville, Marcenet, Marchetti, Mlle Martinache, MM. Maziol, Mazo, Bezzeghoud Mekki, Mirguet, Missoffe, Max Montagne, Moore, Moras, Morisse, Abbès Moulessehoul, Moulin, Nader, Neuwirth, Noiret, Nou, Nungesser, Jean-Paul Palewski, Pasquini,

(1) Voir *J.O.* (lois et décrets) du 1er octobre 1959.
(2) Voir *J.O.* (lois et décrets) du 3 octobre 1959.
(3) Voir *J.O.* (lois et décrets) du 1er octobre 1959.

(1) Décédé. Voir *J.O.* (lois et décrets) du 7 janvier 1960.

Peretti, Joseph Perrin, Peyrefitte, Peyret, Peytel, Pezé, Plazanet, de Poulpiquet, Poutier, Profichet, Quentier, Radius, Raphaël-Leygues, Réthoré, Rey, René Ribière, Richards, Rivain, Roques, Roth, Roulland, Rousseau, Roux, Ruais, Sagette, Brahim Sahouni, Ibrahim Sa d, de Sainte-Marie, Salado, Sammarcelli, Jacques Sanglier, Sanson, Santoni, Sarazin, Schmittlein. Sicard, Jean Taittinger, Teisseire, Thorailler, Tomasini, Touret, Toutain, Valabrègue, Van der Meersch, Vanier, Vaschetti, Vendroux, Viallet, Vidal, Villedieu, Jean Vitel, Voisin, Wagner, Weinman, Ziller [4 octobre 1960] (p. 2464).

S'inscrivent à ce groupe :

Mme Rebiha Khebtani [24 octobre 1960] (p. 2751) ; MM. Raulet [7 décembre 1960] (p. 4453); Baouya [*J.O.* du 24 décembre 1960] (p. 11693).

Cessent d'appartenir à ce groupe :

MM. Boudet, Rousseau et Sicard [19 octobre 1960] (p. 2650) ; Falala [1er décembre 1960] (p. 4240) ; Vaschetti [7 décembre 1960] (p. 4453) ; Camino [*J.O.* 23 décembre 1960] (p. 11607).

S'inscrivent à ce groupe :

MM. Makhlouf Gahlam [*J.O.* du 2 mars 1961] (p. 2262) ; Chelha [*J.O.* du 22 mars 1961] (p. 2862) ; Kaspereit [13 juin 1961] (p. 1038) ; Souchal [15 juin 1961) (p. 1123).

Cessent d'appartenir à ce groupe :

MM. Poutier [*J.O.* du 14 avril 1961] (p. 3622) ; Ali Mallem [12 mai 1961] (p. 767) ; Bourriquet [13 juin 1961] (p. 1038) ; Villedieu [29 juin 1961] (p. 1389).

S'inscrivent à ce groupe :

MM. Carbon, Lathière et de Préaumont [3 octobre 1961] (p. 2349) ; Ali Mallem [20 mars 1962] (p. 493).

Cessent d'appartenir à ce groupe :

MM. Boulin, de La Malène et Missoffe [3 octobre 1961] (p. 2349) ; Vitel [5 décembre 1961] (p. 5309) ; Dronne [11 décembre 1961] (p. 5459) ; Frys [15 décembre 1961] (p. 5710); Said Mohamed Cheikh [*J.O.* du 18 janvier 1962] (p. 596) ; Mustapha Deramchi [*J.O.* du 20 mars 1962] (p. 3060).

**Groupes parlementaires.**

MM. Albrand, Baouya, Becker, Bécue, Mohamed Bedredine, Bégué, Mohamed Bekri, Slimane Belabed, François Bénard, Khelil Benhalla, de Bénouville, Cheikh Beussedik, Bérard, Bernasconi, Robert Besson, Bignon, Bisson, Boinvilliers, Bord, Borocco, Boscher, Bouchet, Belaïd Bouhadjera, Boulet, Georges Bourgeois, Bourgoin, Bourgund, Ahmed Boutalbi, Bricout, Briot, Henri Buot, Gilbert Buron, Cachat, Calméjane, Carbon, Carous, Carter, Catalifaud, Chaban-Delmas, Chapalain, Charié, Charret, Chelha, Clément, Clerget, Clermontel, Collette, Comte-Offenbach, Coumaros, Dalbos, Damette, Danilo, Marcel Dassault, Degraeve, Deliaune, Mme Marcelle Devaud, MM. Diet, Dreyfous-Ducas, Drouot-L'Hermine, Duflot, Dumas, Durbet, Dusseaulx, Duterne, Duvillard, Fanton, Filliol, Fouques-Duparc, Fric, Makhlouf Galham, Gamel, Garnier, Garraud, Godefroy, Hassan Gouled, de Gracia, Jean-Marie Grenier, Grussenmeyer, Ali Guettaf, Guillon, Habib-Deloncle, Noureddine Hassani, Hauret, Hostache, Mohamed Ihaddaden, Marc Jacquet, Jacson, Jamot, Janvier, Jarrot, Jouhanneau, Karcher, Kaspereit, de Kerveguen, Mme Rebiha Khebtani, MM. Labbé, La Combe, Lapeyrusse, Lathière, Laudrin, Laurelli, Laurin, Lavigne, Le Bault de La Morinière, Lecocq, Le Douarec, René Leduc, Lemaire, Lepidi, Le Tac, Le Theule, Liogier, Liquard, Lopez, Luciani, Lurie, Maillot, Mainguy, Ali Mallem, Malleville, Marcenet, Marchetti, Mlle Martinache, MM. Maziol, Mazo, Bezzeghoud Mekki, Mirguet, Max Montagne, Moore, Moras, Morisse, Abbès Moulessehoul, Moulin, Nader, Neuwirth, Noiret, Nou, Nungesser, Jean-Paul Palewski, Pasquini, Peretti, Joseph Perrin, Peyrefitte, Peyret, Peytel, Pezé, Plazanet, de Poulpiquet, de Préaumont, Profichet, Quentier, Radius, Raphaël-Leygues, Raulet, Réthoré, Rey, René Ribière, Richards, Rivain, Roques, Roth, Roulland, Roux, Ruais, Sagette, Ibrahim Saïd, Brahim Sahnouni, de Sainte-Marie, Salado, Sammarcelli, Jacques Sanglier, Sanson, Santoni, Sarazin, Schmittlein, Souchal, Jean Taittinger, Teisseire, Thorailler, Tomasini, Touret, Toutain, Valabrègue, van der Meersch, Vanier, Vendroux, Viallet, Vidal, Voisin, Wagner, Weinman, Ziller [24 avril 1962] (p. 739).

Groupes parlementaires.

S'incrivent à ce groupe :

M. Ahmed Mohamed [8 mai 1962] (p. 976) ; M. Codet [22 mai 1962] (p. 1241) ; M. Ducap [29 mai 1962] (p. 1385),

Cessent d'appartenir à ce groupe :

M. Lopez [15 mai 1962] (p. 1106); MM. Dumas, Dusseaulx, Maziol, Peyrefitte [16 mai 1962] (p. 1143); M. de Bénouville [22 juin 1962] (p. 1977); MM. Baouya, Mohamed Bedredine, Mohamed Bekri, Slimane Belabed, Khelil Benhalla, Cheikh Benssedik, Belaïd Bouhadjera, Ahmed Boutalbi, Mustapha Chelha, Fouques-Duparc, Maklouf Gahlam, Ali Guettaf, Noureddine Hassani, Mohamed Ihaddaden, Mme Rebiha Khebtani, MM. Ali Mallem, Bezzehoud Mekki, Abbès Moulessehoul, Roth, Brahim Sahnouni, Salado [4 juillet 1962] (p. 2207) ; M. Le Douarec [4 octobre 1962] (p. 3258).

*Apparentés aux termes de l'article premier des règles provisoires de fonctionnement de l'Assemblée Nationale* (7 membres).

MM. Ehm, Escudier, Henri Fabre, Hoguet, Laudrin, Maridet, Jean Taittinger [27 janvier 1959] (p. 169); MM. Guillon et Perrot (p. 170); M. Chavanne [29 janvier 1959] (p. 192).

S'apparentent :

M. Roustan [28 avril 1959] (p. 327); MM. Ali Bendjelida et Mocquiaux [6 octobre 1959] (p. 1706) (1) ; M. Sadok Khorsi (*ibid.*); (2) ; M. Millot [7 juin 1960] (p. 1181); MM. Djillali Kaddari et Berrezoug Saïdi [29 juin 1960] (p. 1582); M Abdelmadjid Benhacine [12 juillet 1960] (p. 1901).

Cessent d'être apparentés :

M. Laudrin [8 juillet 1959] (p. 1375) ; M. Guillon [6 octobre 1959] (p. 1707); M. Jean Taittinger [*J. O.* du 13 mars 1960] (p. 2495).

MM. Ali Bendjelida, Abdelmadjid Benhacine, Chavanne, Ehm, Escudier, Henri Fabre, Hoguet Djillali Kaddari, Sadok Khorsi, Maridet, Millot, Mocquiaux, Perrot, Roustan, Ali Saadi, Berrezoug Saïdi [4 octobre 1960] (p. 2464).

(1) Voir *J. O.* (lois et décrets) du 1er octobre 1959.
(2) Voir *J. O.* (lois et décrets) du 2 octobre 1959.

Cessent d'être apparentés à ce groupe :

M. Chavanne [18 octobre 1960] (p. 2603); M. Henri Fabre [16 décembre 1960] (p. 4729).

M. Abdelmadjid Benhacine [12 mai 1961] (p. 767) ; M. Bellec [14 juin 1961] (p. 1038).

S'apparente :

M. Frys [15 décembre 1961] (p. 5710).

Cessent d'être apparentés :

M. Escudier [*J. O.* du 4 janvier 1962] (p. 46); M. Djillalli Kaddari [*J. O.* du 25 février 1962] (p. 1916).

*Apparentés aux termes de l'article 19 du réglement :*

MM. Bellec, Ali Bendjelida, Ehm, Frys, Hoguet, Sadok Khorsi, Maridet, Millot, Mocquiaux, Perrot, Roustan. Ali Saadi, Berrezoug Saïdi [24 avril 1962] (p. 739).

Cessent d'être apparentés :

MM. Ali Bendjelida, Sadok Khorsi, Ali Saadi, Berrezoug Saïdi [4 juillet 1962] (p. 2207.)

## Groupe de l'Unité de la République.

MM. Abdesselam, Agha-Mir, Arnulf, Ouali Azem, Baouya, Mohamed Bedredine, Mohamed Bekri, Abdelmadjid Benhacine, Benssedick Cheikh, Djelloul Berrouaine, Mlle Kheira Bouabsa, MM. Saïd Boualam, Hachmi Boudjedir, Belaïd Bouhadjera, Ahmed Boultabi, Canat, Henri Colonna, Mustapha Deramchi, Deviq, Ahmed Djebbour, Mohamed Djouini, Ali Guettaf, Noureddine Hassani, Mohamed Ihaddaden, Ahcène Ioualalen, Djilali Kaddari, Mourad Kaouah, Mme Rebiha Khebtani, MM. Sadok Khorsi, Laffont, Mohamed Laradji, Lauriol, Legroux, Hafid Maloum, Marçais, Marquaire, Molinet, Pigeot, Portolano, Puech-Samson, Renucci, Ali Saadi, Brahim Sahnouni, Berrezoug Saïdi, Salado, Sid Cara Chérif, Abdallah Tebib, Vinciguerra, Mohamed Zeghouf [21 juillet 1959] (p. 1404).

Cessent d'appartenir à ce groupe :

M. Sadok Khorsi [22 juillet 1959] (p. 1436); M. Bedredine [6 octobre 1959] (p. 1706) (1) ;

(1) Voir *J. O.* (lois et décrets) du 1er octobre 1959.

M. Mohamed Bekri (p. 1707) ; M. Agha-Mir [8 octobre 1959] (p. 1726); M. Abdelmadjid Benhacine [8 octobre 1959] (p. 1726); MM. Berrezoug Saïdi et Hafid Maloum [13 octobre 1959] (p. 1741); M. Ahmed Boutalbi [15 octobre 1959] (p. 1823); M. Hachmi Boudjedir [21 octobre 1959] (p. 1895) ; MM. Djelloul Berrouaïne, Belaïd Bouhadjera, Mustapha Deramchi, Ali Guettaf, Mohamed Zeghouf [3 février 1960] (p. 151) (1); MM. Cheikh Benssedick, Ahmed Djebbour, Laffont, Cherif Sid Cara [*J. O.* 6 février 1960] (p. 1250); Mme Rebiha Khebtani [*J. O.* 9 février 1960] (p. 1338) ; Mlle Kheira Bouabsa et Mohamed Ihaddaden [*J. O.* 13 février 1960] (p. 1442); M. Ali Saadi [*J. O.* 20 février 1960] (p. 1677); M. Mohamed Djouini [*J. O.* 23 février 1960] (p. 1752). MM. Djillali Kaddari [29 juin 1960] (p. 1582) et Berrezoug Saïdi (*ibid.*) ; MM. Nourreddine Hassani et Brahim Sahnouni [5 juillet 1960] (p. 1710) ; M. Hachmi Boudjedir.

S'inscrivent à ce groupe :

MM. Agha-Mir, Pascal Arrighi et Biaggi [16 octobre 1959] (p. 1844) ; M. Thomazo [20 octobre 1959] (p. 1864) ; M. Berrezoug Saïdi [22 octobre 1959] (p. 1927) ; M Laffin [2 février 1960] (p. 131) (2) ; M. Ali Guettaf [28 juin 1960] (p. 1553); MM. Kaddour Messaoudi et Pierre Vignau [30 juin 1960] (p. 1638); M. Yvon Grasset [22 juillet 1960] (p. 2179) ; M. Hachmi Boudjedir.

MM. Abdesselam, Agha-Mir, Arnulf, Pascal Arrighi, Ouali Azem, Baouya, Biaggi, Saïd Boualam, Hachmi Boudjedir, Canat, Henri Colonna, Deviq, Yvon Grasset, Ahcène Ioualalen, Mourad Kaouah, Laffin, Mohamed Laradji, Lauriol, Legroux, Marçais, Marquaire, Kaddour Messaoudi, Molinet, Pigeot, Portolano, Puech-Samson, Renucci, Abdallah Tebib, Thomazo, Vignau, Vinciguerra [4 octobre 1960] (p. 2464).

S'inscrit à ce groupe :

M. Ahmed Djebbour [21 octobre 1960] (p. 2713).

Le Groupe de l'Unité de la République prend la nouvelle dénomination suivante : **Groupe du Regroupement National pour l'Unité de la République** [14 décembre 1960] (p. 4646). Groupes parlementaires.

S'inscrivent à ce grouge :

MM. Battesti, Béraudier, Brice, Cathala, Delbecque, Miriot et Picard [15 décembre 1960] (p. 4682).

Cesse d'appartenir à ce groupe :

M. Baouya [*J. O.* 24 décembre 1960] (p. 11693).

S'inscrit à ce groupe :

M. Poutier [*J. O.* 14 avril 1961] (p. 3622).

Cessent d'appartenir à ce groupe :

M. Agha-Mir [2 mai 1961] (p. 622).

M. Hachmi Boudjedir [24 avril 1962] (p. 739).

MM. Abdesselam, Arnulf, Pascal Arrighi, Ouali Azem, Battesti, Béraudier, Biaggi, Saïd Boualam, Brice, Canat, Cathala, Henri Colonna, Delbecque, Deviq, Ahmed Djebbour, Yvon Grasset, Ahcène Ioualalen, Mourad Kaouah, Laffin, Mohamed Laradji, Lauriol, Legroux, Marçais, Marquaire, Kaddour Messaoudi, Miriot, Molinet, Picard, Pigeot, Portolano, Poutier, Puech-Samson, Renucci, Abdallah Tebib, Thomazo, Vignau, Vinciguerra [24 avril 1962] (p. 740).

S'inscrit à ce groupe :

M. Mustapha Deramchi [4 mai 1962] (p. 880).

Cessent d'appartenir à ce groupe :

M. Pigeot [8 mai 1962] (p. 1624); MM. Abdesselam, Arnulf, Azem Ouali, Saïd Boualam, Canat, Henri Colonna, Mustapha Deramchi, Deviq, Ahmed Djebbour, Grasset, Ahcène Ioualalen, Mourad Kaouah, Mohamed Laradji, Lauriol, Legroux, Marçais, Marquaire, Kaddour Messaoudi, Molinet, Portolano, Puech-Samson, Renucci, Abdallah Tebib, Vignau, Vinciguerra [4 juillet 1962] (p. 2207).

## GROUPES DE PRESSION.

— et Parlement. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 2.

(1) Voir *J. O.* (lois et décrets) du 4 février 1960.
(2) Voir *J. O.* (lois et décrets) du 30 janvier 1960.

**GROUPES (parlementaires).**

— sur l'emploi de ce terme. — *Voy.* ALLOCUTIONS, 3.

**GROUPES POLITIQUES.**

— Constitution [21 janvier 1959] (p. 152).
— Déclarations politiques [27 janvier 1959] (p. 168).
— Liste des membres de groupes politiques et des formations administratives [27 janvier 1959] (p. 169).
— Répartition des places dans l'hémicycle [27 janvier 1959) (p. 165).
Entendus : MM. Leenhardt, A. Marie, le Président.

*Voy.* CENTRE RÉPUBLICAIN (Groupe du) ; FORMATION ADMINISTRATIVE DES DÉPUTÉS ALGÉRIENS ; INDÉPENDANTS (Groupe des) ; M. R. P. (Mouvement Républicain Populaire) ; PARTI COMMUNISTE ; PARTI RADICAL ; PARTI SOCIALISTE.

**GROUPES POLITIQUES ET FORMATION ADMINISTRATIVE.**

— Déclarations politiques et listes [27 janvier 1959] (p. 168).

**GUERRE FROIDE.** — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5.

**GUINÉE.** — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5 [14 octobre 1959] (p. 1760) ; MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

**GUYANE.**

*Voy.* COMMISSION D'ENQUÊTE, 1.

— Arrondissement de l'Inini. — *Voy.* DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 5.
— Association syndicale. — *Voy.* DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 6.
— Réformes nécessaires. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 20 ; PLAN [14 juin 1962] (p. 1722, 1723) ; AGRICULTURE, n° 18 ; [28 juillet 1962] (p. 2893, 2894).
— Situation difficile. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.
— Statut de la. — *Voy.* DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 1.
— Tarif des médecins et assurance-maladie. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 25.

**GYNÉCOLOGUES-ACCOUCHEURS.**

— des hôpitaux (région de Paris). — *Voy.* MÉDECINE, 5.

# H

## HABITATIONS COLLECTIVES.

— Construction de maisons individuelles. — *Voy.* QUESTIONS ORALES(avec débat), n° 50.

## HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ (H.L.M.).

**§ 1er.** — Proposition de loi tendant à mettre les organismes gestionnaires des H.L.M. dans l'obligation d'aliéner, au profit des occupants qui leur en feront la demande, les logements situés dans les immeubles collectifs édifiés en application de la loi Loucheur du 13 juillet 1928, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 octobre 1959 par M. Frédéric-Dupont, (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 277.**

**§ 2.** — Projet de loi de programme concernant les habitations à loyer modéré pour les années 1962 à 1965, présenté à l'Assemblée Nationale le 15 décembre 1962 par M. Sudreau, Ministre de la Construction (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 1656** ; rapport le 16 mai 1962 par M. Courant, **n° 1711.** Avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, le 25 mai 1962 par M. Coudray, **n° 1736.** Adoption le 12 juin 1962 (p. 1650). — Projet de loi **n° 401.**

Transmis au Sénat le 14 juin 1962 (renvoyé à la Commission des finances, **n° 226 (année 1961-1962)** ; rapport le 21 juin 1962 par M. Bousch, **n° 233 (année 1961-1962).** Adoption sans modification le 28 juin 1962. — Projet de loi **n° 100 (année 1961-1962).**

Loi n° 62-788 du 13 juillet 1962, publiée au *J.O.* du 14 juillet 1962 (p. 6907).

**DISCUSSION** [12 juin 1962] (p. 1640). Entendus : MM. M. Jacquet, *Rapporteur général ;* Coudray, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production et des échanges ;* Lolive, Desouche, Maziol, *Ministre de la Construction* ; observations sur : l'utilité d'un programme triennal de construction d'habitations à loyer modéré (p. 1640, 1643) ; le retard apporté au dépôt de ce texte (p. 1640) ; l'établissement de ce projet en correspondance avec le IVe Plan (p. 1640, 1643) ; l'attribution souhaitable de 1/5 des crédits aux opérations d'accession à la propriété (p. 1640) ; l'insuffisance de la loi programme (p. 1640, 1641, 1642) ; notamment pour le secteur locatil (p. 1641, 1642) ; le ralentissement prévisible du rythme des constructions (p. 1640) ; la nécessité d'un programme complémentaire pour financer le logement des rapatriés (p. 1640, 1641, 1642, 1643) ; le relèvement nécessaire des prix limites et des barèmes (p. 1641) ; l'affectation souhaitable d'une part de crédits plus importante à la construction de logements individuels, la réduction regrettable du programme réservé en priorité au secteur rural (*ibid.*) ; la nécessité de permettre aux villes de petite et moyenne importance de bénéficier du programme

Habitations à loyer modéré.

triennal (*ibid.*) ; la persistance de la crise du logement (p. 1641, 1642) ; le délai trop court de la loi de programme (p. 1642) ; le problème des acquisitions foncières (p. 1642, 1643) ; la nécessité de réserver l'aide de l'Etat au secteur social (p. 1643) ; le nombre de logements financés par des prêts à taux réduits pendant la période 1962-1965 (*ibid.*) ; l'évolution de l'industrie du bâtiment et l'évolution des modes de traitement des travaux (*ibid.*).

Art. 1er : *Montant des prêts consentis aux organismes H.L.M.* (p. 1643) ; adoption (*ibid.*).

Art. 2 : *Affectation de 1/6 des crédits aux opérations d'accession à la propriété* (p. 1643) ; amendement de M. Courant au nom de la Commission tendant à substituer au mot « sixième » le mot « cinquième » (p. 1643) ; amendement de M. Denvers ayant le même objet (p. 1644) ; observations sur : l'adoption au cours de la discussion du budget de 1962 d'un pourcentage de 1/5 (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 3 : *Etablissement annuel des programmes triennaux de construction mentionnés à l'article premier* (p. 1644) ; adoption de l'article (*ibid.*).

Art. 4 : *Prêt à taux réduit pouvant être consenti pour la réalisation de ces programmes triennaux* (p. 1644) ; observations sur : la répartition géographique des crédits H.L.M. et des crédits réservés à la construction à l'aide de primes et de prêts (p. 1644) ; la forte proportion de crédits accordée à la région parisienne (p. 1644) ; la concentration de la population dans la région parisienne et les difficultés des maires de banlieue (p. 1644, 1645) ; la possibilité de tenir compte des besoins réels dans la répartition des crédits, le texte actuel ne fixant aucun pourcentage pour la région parisienne (p. 1644) ; les difficultés de logement en province (p. 1645) ; les difficultés rencontrées dans les opérations de décentralisation industrielle du fait de la pénurie de logement (*ibid.*) ; le nombre élevé des constructions privées dans la région parisienne (*ibid.*) ; adoption de l'article 4 (p. 1646).

Art. 5 : *Attribution du bénéfice de la loi aux programmes de 500 logements minimum* (p. 1646) ; amendement de M Coudray tendant à substituer aux mots « 500 logements » les mots « 150 logements » (p. 1646) ; observations sur : l'abaissement souhaitable du minimum à 150 logements, l'exclusion du bénéfice de la loi des villes de 2000 à 20.000 habitants, les facilités accordées en matière de logement aux grandes agglomérations au détriment de la province (p. 1646) ; l'impossibilité pour les entreprises locales d'effectuer des opérations de 500 logements (*ibid.*) ; le détournement du but même de la loi qu'entraînerait l'adoption de l'amendement (p. 1646, 1647) ; les prix avantageux pouvant être obtenus pour des marchés importants (p. 1646, 1647) ; la nécessité de faire bénéficier de la loi les villes intéressées par la décentralisation (p. 1647) ; la possibilité d'accorder des dérogations (*ibid.*) ; rejet de l'amendement de M. Coudray (*ibid.*) ; amendement de M. Denvers (*ibid.*) ; retrait (*ibid.*) ; amendement de M. Denvers (avis du Comité permanent des H.L.M. en cas de dérogation) (p. 1647, 1648) ; adoption de l'amendement (p. 1648) ; adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 6 : adoption (p. 1648).

Art. 7 : adoption (*ibid.*).

Art 8 : *Priorité accordée aux opérations effectuées dans les communes de moins de 2.000 habitants agglomérées au chef-lieu* (p. 1648) ; amendement de M. Laurent tendant à fixer un pourcentage de 10 0/0 (*ibid.*) ; observations sur : la situation défavorisée des communes rurales, l'attribution depuis 1957 au secteur rural de 10 0/0 du montant global des crédits H.L.M. (p. 1648) ; les avantages de la construction en extension, l'exemple de l'Allemagne (*ibid.*) ; les inconvénients d'un pourcentage fixe relatif au programme du secteur rural et à celui du secteur urbain (*ibid.*) ; retrait de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article 8 (*ibid.*).

Explications de vote : observations sur : l'insuffisance des crédits H.L.M. inscrits dans cette loi de programme (p. 1648, 1649) ; la nécessité de crédits supplémentaires pour loger les rapatriés (p. 1648, 1649) ; le relèvement nécessaire de la limite du prix de revient et des prêts forfaitaires (p. 1649) ; la hausse des prix dans le bâtiment (*ibid.*) ; la nécessité de lutter contre l'insuffisance de qualité de produits et de matériaux (p. 1649) ; l'intention du Gouvernement de modifier éventuellement les crédits globaux H.L.M. pour accueillir les rapatriés (p. 1649, 1650) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1650). = Orateurs : MM. Catalifaud, Coudray. *Rapporteur pour avis*, Denvers, Mme Devaud, MM. Halbout, Kir, Lejeune, Maziol, *Ministre de la Construction*, Claudius Petit, Pillet.

§ . — Proposition de loi tendant à permettre la représentation des locataires au sein des conseils d'administration des sociétés anonymes

d'habitations à loyer modéré, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 juillet 1962, par MM. Billoux, Ballanger, Cance et Lolive (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 1843.**

— Accession à la propriété (Prix et prêts). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 104.

— Allocation-logement. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 156.

— Attribution des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 80.

— Attribution de logements. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 55.

— Contrôle de l'attribution des. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 17.

— Coopératives. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 77.

— Coopératives (Extension épargne-crédit). — *Voy.* CONSTRUCTION IMMOBILIÈRE.

— Crédits (Augmentation). — *Voy.* BUDGET DE 1960 (n° **690**), Art. 27 [5 juillet 1960] (p. 1707).

— Droits de mutation. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 53.

— Réserve de logements pour les étudiants dans les. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 49.

— Situation des mal-logés (Région parisienne). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 105.

— Statistiques. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n^os 70, 71, 72.

## HABITAT RURAL.

**§ 1er.** — Proposition de loi tendant à l'instauration d'une taxe d'habitat rural, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 avril 1960 par MM. de Broglie et Tomasini (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 570.**

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à faciliter la modernisation du logement de l'agriculteur dans le cadre de l'exploitation familiale, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 juin 1961 par MM. du Halgouët et Bertrand Denis (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 1265.**

— Rénovation. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 7.

## HAINE RACIALE ET RELIGIEUSE.

— *Voy.* RACISME, 3.

## HALLES DE PARIS.

— Commerçants en terrasses. — *Voy.* COMMERCE, 12.

— Transfert et dualité des marchés de remplacement. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 155.

## HANDICAPÉS PHYSIQUES. — *Voy.* ASSURANCES, 2.

## HARAS.

— Officiers des. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (n° **1436**), Art. 21, Agriculture [1er décembre 1961] (p. 5236).

— Suppression du service des. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (n° **1436**), Agriculture [29 octobre 1961] (p. 3516, 3517).

## HARKIS.

— Le problème des. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, n° 7 [5 juin 1962] (p. 1426 à 1481).

— Transfert des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 73.

## HARMONISATION.

— du reboisement. — *Voy.* FORÊTS, 2.

## HAUSSMANN.

— Son œuvre. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 17.

## HAUT-COMMISSARIAT.

— Personnes âgées. — *Voy.* VIEILLESSE, 2.

## HAUTE COUR DE JUSTICE.

*Voy.* CONSEIL CONSTITUTIONNEL.

— Election des membres de la. — *Voy.* RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, 5.

*Voy.* ORDRE DU JOUR (des séances) [8 juillet 1959] (p. 1348).

## HAUTE COUR DE JUSTICE (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée).

— Nomination du Président [17 novembre 1959] (p. 2497).

— Nomination au scrutin des deux vice-présidents titulaires et des deux vice présidents suppléants [18 novembre 1959] (p. 2543, 2556).

— Nomination au scrutin des jurés titulaires et des jurés suppléants [19 novembre 1959] (p. 2611, 2636).

*Président :* M. Jean de Broglie (député) (1) [17 novembre 1959] (p. 2533);

*Vice-Présidents :* MM. Max Montagne (député), Kalb (sénateur);

*Vice-Présidents suppléants :* MM. Bordeneuve (sénateur), Dolez (député) [18 novembre 1959] (p. 2556);

*Jurés :* MM. Raymond-Clergue (député), Mercier (député), Saillard du Rivault (député), Tebib (député), Voilquin (député), Jacson (député), Laurin (député);

*Jurés suppléants :* MM. Forest (député), Bouchet (député), Delachenal (député), Lombard (député), Bécue (député), Bouhadjera (député), Clamens (député) [19 novembre 1959] (p. 2636).

*Président :* M. Mignot (en remplacement de M. de Broglie) [7 novembre 1961) (p. 2981).

## HAUTE COUR DE JUSTICE (prévue par le titre IX de la Constitution).

Sont proclamés juges titulaires :

MM. Sammarcelli, Noiret, Foyer, Trellu, Fourcade, Ripert, Voilquin, Bourgund, Henri Colonna, Schmittlein, Eugène Montel et Vayron.

(1) Remplacé par M. Mignot [7 novembre 1961] (p. 2981).

— Scrutin pour l'élection de juges suppléants [23 juillet 1959] (p. 1459);

— Proclamation de l'élection des juges suppléants (p. 1463).

Sont proclamés juges suppléants :

MM. Rieunaud, Becker, Sagette, Guillain, Marquaire et Forest.

— Prestation de serment des juges [24 juillet 1959] (p. 1480).

— Scrutin pour l'élection d'un juge titulaire [21 octobre 1959] (p. 1878).

— Proclamation de l'élection d'un juge titulaire : M. Collomb (p. 1885).

— Prestation de serment d'un juge titulaire [22 octobre 1959] (p. 1905).

— Election d'un juge titulaire (M. Thorailler en remplacement de M. Foyer) [4 mai 1960] (p. 612, 630).

— Prestation de serment [6 mai 1960] (p. 692).

## HAUT-RHIN.

— Indemnités pour difficultés administratives dans le département du. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 228.

## HENDAYE.

— Construction d'un pont Hendaye-Irun. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 44.

## HÉRAULT.

*Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 14.

— Crise de la bonneterie dans l'. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 69.

**HERZOG (M. Maurice).** — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré) [17 janvier 1959] (p. 72).

## HEURES DE POINTE.

— et modification des heures d'ouverture et de fermeture. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 6.

## HOMOLOGATION.

— des citations de la campagne 1939-1940. — *Voy.* DÉCORATIONS, 2.

## HONORARIAT.

— de grade. — *Voy.* ARMÉE, 27.
— officiers. — *Voy.* ARMÉE, 7.
— des officiers de réserve. — *Voy.* ARMÉE, 1.
— des sapeurs-pompiers. — *Voy.* SAPEURS-POMPIERS, 1.

## HOPITAUX.

Proposition de loi tendant à organiser des centres sanitaires ruraux et des hôpitaux ruraux, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 juillet 1960 par M. Peyret et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 763**; rapport le 13 juillet 1961 par M. Mariotte **n° 1345.**

*Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 43.

— de deuxième catégorie. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 221.
— Lacq. — *Voy.* SANTÉ PUBLIQUE, 1[14 mai 1959] (p. 498).
— Programme triennal. — *Voy.* SANTÉ PUBLIQUE, 1.
— Orthez. — *Voy.* SANTÉ PUBLIQUE, 1 [14 mai 1959] (p. 498).
— Poissy (Seine-et-Oise). — *Voy.* SANTÉ PUBLIQUE, 1 [13 mai 1959] (p. 463, 465).
— Rations alimentaires au Centre Emile-Roux à Limeil-Brévannes. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 176.
— Région de Paris (Gynécologues-accoucheurs). — *Voy.* MÉDECINE, 5.
— Repas du personnel des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 259.
— ruraux. — *Voy.* HOPITAUX.
— Transport des corps des personnes décédées dans les. — *Voy.* POMPES FUNÈBRES, 2.

## HOPITAUX PUBLICS.

— Pénurie d'infirmières dans les. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 222.

## HOSPICES.

— Gestion municipale. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 136.

## HOTELLERIE.

— Mesures en faveur de l'. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**) (Seconde délibération) [12 novembre 1961] (p. 4554).
— Suréquipement dû à la concentration des vacances. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 6.

*Voy. aussi* : TOURISME.

## HOTELS ET MEUBLÉS. — *Voy.* LOYERS, 18, 20, 23, 24.

## HOUBLON.

— Marché du. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n°s 152, 153.

## HOUILLÈRES.

— Retraite des instituteurs. — *Voy.* PENSIONS ET RETRAITES, 6.

## HUILE.

— d'arachide brute. — *Voy.* DOUANES, 25.
— de palme. — *Voy.* DOUANES, 25.

## HUILES.

— de ricin. — *Voy.* DOUANES, 18.

## HUILES ESSENTIELLES. — *Voy.* DOUANES, 7.

## HUMANITÉS MODERNES.

— et agrégation. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 10.

**HYDRAULIQUE.** — *Voy.* AGRICULTURE (n° **1825**) ; PLAN (n° **1573**) [19 juin 1962] (p. 1985, 1986).

**HYDROCARBURES.**

*Voy.* PÉTROLE.

— et Algérie. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5.

— Fonds de soutien des. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (n° **300**) [24 novembre 1959] (p. 2958) ; BUDGET DE 1961 (n° **866**), Art. 10 [26 octobre 1960] (p. 2816).

— d'origine saharienne. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8.

— Protection de la forêt de Fontainebleau. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 56.

— Raffineries de Strasbourg. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8.

— Retraite complémentaire des personnels des sociétés d'exploitation et de recherches d'. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 200.

— Sociétés étrangères. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8.

— Surproduction mondiale. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8.

**HYPOTHÈQUE.**

— judiciaire. — *Voy.* CODE CIVIL, 8.

# I

## ILE DE FRANCE.

— Sécheresse et agriculture. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 120.

## ILES ANGLO-NORMANDES. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 147.

## IMMEUBLES.

§ 1er — Projet de loi interdisant certaines pratiques en matière de transactions portant sur des immeubles et des fonds de commerce et complétant l'article 408 du Code pénal, présenté à l'Assemblée Nationale le 18 juin 1959, par M. Michelet, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles et de la législation), **n° 154**; rapport le 16 octobre 1959, par M. Lavigne, **n° 313**; Adoption le 3 novembre 1959 (p. 2150). — Projet de loi **n° 53.**

Transmis au Sénat le 5 novembre 1959 **n° 28 (année 1959-1960)** ; rapport le 9 décembre 1959, par M. André Fosset, **n° 95 (année 1959-1960)** ; Adoption le 5 mai 1960. — Projet de loi **n° 47.**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1960, **n° 630** ; rapport le 19 mai 1960, par M. Lavigne, **n° 656**. Adoption sans débat et sans modification en deuxième lecture le 14 juin 1960 (p. 1291). — Projet de loi **n° 113.**

Loi n° 60-580 du 21 juin 1960, publiée au *J.O.* du 22 juin 1960 (p. 5559).

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [3 novembre 1959] (p. 2147). Entendu : MM. J. Lavigne, *Rapporteur*. Observations sur : la réglementation de la profession d'agent immobilier (p. 2147) ; les sanctions prévues (*ibid.*). — Art. 1er : *Interdiction de recevoir des fonds* (p. 2148); amendement de M. Lavigne, au nom de la Commission des lois constitutionnelles (modification de rédaction) (p. 2148); adoption (*ibid.*); amendement de M. Hoguet (extension du champ d'application à tous les immeubles (p. 2148); adoption (*ibid.*); amendement de M. Lavigne, au nom de la Commission des lois constitutionnelles (immeubles ruraux), retrait en raison de l'adoption de l'amendement de M. Hoguet (*ibid.*); adoption de l'article premier modifié (p. 2148). — Art. 2 : *Exceptions* (p. 2148); amendement de M. Lavigne, au nom de la Commission des lois constitutionnelles (exception pour les versements de loyers et charges) (p. 2148) ; sous-amendement présenté par le Gouvernement (limitation des versements de loyers d'avance) (p. 2149); adoption (*ibid.*); sous-amendement de M. Pleven (exception pour les indemnités d'occupation) (p. 2149); observations sur : les locations saisonnières (*ibid.*); retrait du sous-amendement de M. Pleven (*ibid.*); sous-amendement de M. Pleven (ajouter les syndics de copropriété dans le paragraphe de l'amendement de M. Lavigne) (*ibid.*); adoption (*ibid.*) ; adoption de l'amendement modifié de M. Lavigne qui devient l'article 2 (p. 2149). — Art. 3 : *Interdiction concernant les frais de recherches ou de démarches*, adoption (p. 2149). — Art. 4 : *Sanction des infractions*, adoption (p. 2149). — Art. 5 : *Modification de l'article 408 alinéa 4 du Code pénal* (p. 2149); amendement de M. Lavigne au nom de la Commission des

lois constitutionnelles (ajouter prix de vente d'un immeuble et prix de vente d'un seul) (p. 2149) ; adoption (p. 2150) ; adoption de l'article 5 modifié (p. 2150). — Art. 6 : *Abrogation de l'ordonnance n° 58-1229 du 16 décembre 1958*, adoption (p. 2150) ; observations sur : le cas des officiers publics et ministériels (p. 2150) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2150). = Orateurs : MM. Hoguet, Lavigne, *Rapporteur ;* Michelet, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice ;* Pleven, Villedieu.

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à réglementer l'installation des antennes extérieures de radiodiffusion dans les immeubles collectifs, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 décembre 1961, par M. Frédéric-Dupont (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1648.**

— construits avec l'aide de fonds publics. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 102.

— construits sur terrains loués nus. — *Voy.* BAUX COMMERCIAUX, 7.

— Entretien et crédit. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 149.

— menaçant ruine, insalubres ou abandonnés. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 52.

— de plus de cent ans. — *Voy.* MONUMENTS HISTORIQUES, 2.

— reconstruits (Baux). — *Voy.* LOYERS, 5, 7.

## IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE.

*Voy.* DÉPUTÉS (Poursuites) ; RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, 11.

— et garde à vue. — *Voy.* INCIDENTS, 12, 13.

## IMPASSE.

*Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

— Montant réel (en 1960). — *Voy.* MOTION DE CENSURE, n° 1.

## IMPORTATION.

— de charbon de diverses origines. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 13.

— de porcs. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 202.

## IMPORTATION ET EXPORTATION.

— des produits laitiers. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 32.

## IMPORTATIONS.

— de charbon. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8.

— et viticulture française. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 5.

## IMPOT.

— sur l'énergie. — *Voy.* COMMISSIONS SPÉCIALES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

*Voy. aussi :* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

— sur le revenu. — *Voy.* IMPOTS DIRECTS, 6.

## IMPOTS.

*Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 17 ; QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 205 ; RÉFORME FISCALE.

— Amnistie. — *Voy.* AMNISTIE, 3.

— Convention avec la Belgique. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 2.

— Délais pour les agriculteurs cultivant le maïs. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n°s 98, 99.

— Fiscalité relative à la viticulture. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 5.

— incidiaires. — *Voy.* FINANCES LOCALES, 9.

— payés par le Nord et le Pas-de-Calais. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 13 [6 mai 1960] (p. 718).

— sur les bénéfices industriels et commerciaux. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 129.

## IMPOTS (Dispositions générales).

**§ 1er.** — Proposition de loi tendant à établir un programme d'expansion économique et de

progrès social par l'instauration d'une fiscalité moderne propre à encourager le travail et à élever le niveau de vie de la population, sans porter atteinte aux montants des masses de recettes et de dépenses budgétaires prévues par la loi de finances du 31 décembre 1958, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 juin 1959 par M. Raymond Boisdé (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 170.**

**§ 2.** — Projet de loi portant réforme fiscale, présenté à l'Assemblée Nationale le 23 juillet 1959 par M. Antoine Pinay, Ministre des Finances et des Affaires économiques (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 227** ; rapport le 14 octobre 1959 par M. Arrighi, **n° 301.** Adoption le 29 octobre 1959 (p. 2109). — Projet de loi **n° 51.**

Transmis au Sénat le 3 novembre 1959 (renvoyé à la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation), **n° 22 (année 1959-1960)**; rapport le 5 novembre 1959 par M. Marcel Pellenc, **n° 24 (année 1959-1960).** Avis présenté au nom de la Commission des affaires économiques le 12 novembre 1959 par MM. Blondelle et de Villoutreys, **n° 45 (année 1959-1960).** Adoption le 24 novembre 1959. — Projet de loi **n° 2 (année 1959-1960).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 25 novembre 1959, **n° 400**; rapport le 1er décembre 1959 par M. Marc Jacquet, **n° 427.** Adoption en deuxième lecture le 10 décembre 1959 (p. 3287). — Projet de loi **n° 73.**

Transmis au Sénat le 11 décembre 1959, **n° 100 (année 1959-1960)**; rapport le 17 décembre 1959 par M. Marcel Pellenc, **n° 105 (année 1959-1960).** Adoption en deuxième lecture le 17 décembre 1959. — Projet de loi **n° 16 (année 1959-1960).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 18 décembre 1959, **n° 480**; rapport le 21 décembre 1959 par M. Marc Jacquet, **n° 487.** Adoption en troisième lecture le 21 décembre 1959 (p. 3540). — Projet de loi **n° 93.**

Transmis au Sénat le 22 décembre 1959, **n° 124 (année 1959-1960)**; rapport le 22 décembre 1959 par M. Marcel Pellenc, **n° 128 (année 1959-1960).** Adoption en troisième lecture le 22 décembre 1959. — Projet de loi **n° 33 (année 1959-1960).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 22 décembre 1959, **n° 491**; rapport le 22 décembre 1959 par M. Marc Jacquet, **n° 492.** Adoption sans modification en quatrième lecture le 22 décembre 1959 (p. 3568). — Projet de loi **n° 94.** **Impôts.**

Loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959, publiée au *J.O.* du 28 décembre 1959 (p. 12460).

**DISCUSSION** [20 octobre 1959] (p. 1851), [21 octobre 1959] (p. 1878), [22 octobre 1959] (p. 1906), [27 octobre 1959] (p. 1965, 1982), [28 octobre 1959] (p. 2011, 2043), [29 octobre 1959] (p. 2066, 2080). Entendus : MM. Pinay, *Ministre des Finances*; Jacquet, *Vice-Président de la Commission des finances, Rapporteur général suppléant*; Valéry Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux finances*; R. Charpentier, Liogier, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production et des échanges*; Ferri, Leenhardt, Mondon, Villedieu, Rivain, Marcellin, Le Roy-Ladurie, Clermontel, Boisdé, Ballanger, Bettencourt, Chauvet, Anthonioz, Courant, Mirguet, Guillain, Tony Larue, Weber, Cerneau, Jarrosson, Georges Bonnet, Liogier; observations sur : la politique économique et financière du Gouvernement (p. 1851); la stabilité monétaire (*ibid.*) ; l'expansion (p. 1915); la pression fiscale (p. 1880, 1918); la hausse des prix (p. 1882) ; les économies administratives (p. 1914, 1920, 1926) ; les circuits commerciaux (p. 1926) ; la réforme fiscale (p. 1854, 1855, 1912); son aménagement progressif (p. 1852, 1922) ; le maintien et l'aggravation des défauts du système français par le projet du Gouvernement (p. 1882, 1893, 1918, 1920) ; l'opposition entre les impôts directs et les impôts indirects (p. 1883, 1913, 1922) ; la politique fiscale et économique de M. Ramadier (p. 1883, 1886); le rôle et les responsabilités du Parlement en matière fiscale (p. 1915, 1925); les solutions possibles (p. 1916, 1917); la complexité actuelle du système fiscal français (p. 1907, 1918, 1920, 1924); la nécessité d'une harmonisation dans le cadre du Marché commun (p. 1911) ; les techniques modernes de détection des revenus et des chiffres d'affaires (p. 1891); les charges fiscales et sociales des industries occupant une main-d'œuvre nombreuse (p. 1910, 1911); le nombre insuffisant des agents de contrôle (p. 1884); le statut du cadre A de la direction générale des impôts (p. 1885, 1886) ; les méthodes de travail de l'Assemblée (p. 1878); les votes intervenus sur les amendements en commission (p. 1884);

L'agriculture, les prix agricoles et les prix industriels (p. 1861, 1862, 1890) ; le revenu

Impôts.

agricole (p. 1861, 1862); l'exode rural (p. 1861); l'aide apportée à l'agriculture dans les pays étrangers (p. 1862); l'endettement de l'agriculture (p. 1862, 1890); le prix du blé (p. 1863); le prélèvement fiscal sur les agriculteurs (p. 1861, 1889);

L'impôt sur le revenu (p. 1852, 1855, 1856, 1912, 1913), son unification (p. 1856, 1880, 1909, 1916), son allégement (p. 1853, 1857); la taxe complémentaire (p. 1856, 1916); l'imposition de l'allocation de salaire unique (p. 1853); la déduction des charges (p. 1853, 1861, 1914, 1924); l'imposition des salariés (p. 1884, 1885, 1892, 1894, 1912, 1913); la nécessité d'un nouveau barème (p. 1913); la suppression nécessaire de la taxe différentielle sur les autos (p. 1894, 1914); l'imposition des valeurs mobilières (p. 1857, 1909, 1910); l'imposition des revenus agricoles (p. 1853, 1860, 1879, 1918, 1924); le problème du forfait (p. 1879); les impôts fonciers (p. 1860, 1924); l'imposition des coopératives à la contribution foncière (p. 1860) et à la taxe sur la valeur ajoutée (*ibid.*); les cotisations perçues en faveur des chambres d'agriculture (p. 1879); la taxe unique sur les vins (exemption) (p. 1879);

L'impôt sur les sociétés (p. 1853, 1855, 1857); la suppression de la décote pour stocks (p. 1857, 1893, 1918, 1919, 1920); l'aggravation de l'imposition (p. 1881); les cadeaux faits aux grandes entreprises (p. 1893, 1919, 1920); les amortissements (p. 1857, 1893); la réintégration de certains éléments dans les bénéfices imposables (p. 1857); le cas des sociétés d'investissements (p. 1881, 1882); l'imposition des bénéfices réalisés par les filiales (p. 1893);

L'impôt sur les successions (p. 1853, 1858, 1859, 1880, 1894); la suppression en ligne directe (p. 1882, 1889); son allégement (p. 1859, 1889); la simplification des droits de timbre et d'enregistrement (p. 1859);

La taxe locale, ses inconvénients pour les commerçants (p. 1880, 1886, 1917, 1926); les inconvénients de sa suppression (p. 1852, 1858, 1879, 1886, 1909, 1923); les taxes sur le chiffre d'affaires (p. 1857, 1858, 1889, 1893); leur application à l'industrie hôtelière (p. 1910, 1911); le régime fiscal des artisans (p. 1879);

Le contentieux fiscal (p. 1853, 1854, 1859, 1880, 1887, 1888, 1912); la fraude fiscale (p. 1855, 1884, 1907, 1914); la constitution des parties civiles par les organisations professionnelles en cas de procès pour fraude fiscale (p. 1879);

L'impôt sur l'énergie (p. 1889, 1890, 1906, 1907, 1908, 1909, 1916, 1917); les études déjà réalisées ou à entreprendre (p. 1890, 1891, 1908); les conclusions de la Commission « Brasard » (p. 1890);

Motion de renvoi à la Commission, présentée par M. Ballanger (p. 1965); observations sur : l'irrecevabilité de nombreux amendements déposés par les députés communistes (*ibid.*); les droits des députés (*ibid.*); l'interprétation restrictive du règlement par la Commission des finances (*ibid.*); rejet de la motion (*ibid.*).

Avant l'article premier : Article additionnel de M. Dreyfous-Ducas (*dépôt d'un projet de réforme fiscale par le Gouvernement*) (p. 1966). — Article additionnel de M. Jacquet au nom de la Commission des finances (*dépôt par le Gouvernement d'un projet modifiant le barème de l'impôt sur les personnes physiques au cours de la deuxième session de 1959-1960*) (p. 1966); observations sur : les impôts indiciaires (p. 1968); la nécessité d'une modification du barème de l'impôt sur les personnes physiques (p. 1967, 1969); retrait de l'article additionnel de M. Dreyfous-Ducas (p. 1969); report de l'article additionnel de M. Jacquet à l'article 11 (*ibid.*).

TITRE 1er. I. — IMPOTS SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES. — Art. 1er : *Institution d'un impôt unique sur le revenu* (p. 1969); adoption (*ibid.*). — Art. 2 : *Personnes imposables* (p. 1969); amendement de M. Rousselot (limitation aux bénéfices réalisés au cours de l'année 1960) (*ibid.*); retrait (*ibid.*); adoption de l'article (p. 1969). — Art. 3 : *Conditions d'application de l'impôt* (p. 1969); amendement de M. Jacquet (modification de rédaction du paragraphe I) (p. 1969); adoption (p. 1970); adoption de l'article (p. 1970). — Article additionnel de M. Jacquet au nom de la Commission des finances (*non-imposition des allocations de salaire unique. — Taxation des plus-values immobilières*) (p. 1970); observations sur : l'imposition du salaire unique (p. 1970, 1971, 1972); les ressources compensatrices prévues par la Commission des finances (taxation des plus-values immobilières, recouvrement des petites cotes) (p. 1971, 1972); le quotient familial (p. 1971, 1972); la situation des femmes célibataires (p. 1971); l'article additionnel et les sous-amendements sont renvoyés en commission par le Président (p. 1972); reprise de la discussion (p. 2101). — Article additionnel présenté par le Gouvernement (*non-imposition de l'allocation de salaire unique. — Limitation de cette exonération pour l'année 1960*) (p. 2101); observations sur : l'abandon par le Gouvernement des ressources de compensation (p. 2101);

le calcul du revenu, allocation non comprise (*ibid.*) ; adoption de l'article additionnel (p. 2101) ; retrait de l'article additionnel de M. Jacquet (*ibid*). — Article additionnel de M. Jacquet au nom de la Commission des finances (*limitation du revenu des immeubles neufs occupés par leur propriétaire, au montant de la valeur locative résultant de la surface corrigée*) (p. 2101); adoption (p. 2102). — Art. 4 : *Charges admises en déduction des revenus fonciers* (p. 1973); observations sur : la définition des améliorations non rentables (p. 1973); l'application de l'article 40 de la Constitution par la Commission des finances (*ibid.*); amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances (déduction des améliorations non rentables et des barèmes d'assurances pour les immeubles ruraux) (p. 1974); adoption de l'amendement (p. 1974); adoption de l'article 4 ainsi modifié (p. 1974). — Art. 5 : *Institution d'un forfait individuel pour les exploitations agricoles importantes* (p. 1974); observations sur : le forfait collectif (p. 1974, 1975); le forfait individuel proposé par le Gouvernement, le critère de distinction entre les exploitations (p. 1975); le texte proposé par la Commission des finances (p. 1977); la politique agricole (p. 1976, 1977); le revenu cadastral (p. 1974, 1977, 1978); amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances (suppression du forfait individuel. — Imposition aux bénéfices réels pour les exploitations dont le bénéfice forfaitaire est supérieur à 800.000 francs) (p. 1978); sous-amendement de M. Boscary-Monsservin (remplacer le chiffre de 800.000 par le chiffre de 1.200.000 dans l'amendement de M. Jacquet) (p. 1978); sous-amendement identique de M. Liogier au nom de la Commission de la production et des échanges (p. 1978) ; adoption au scrutin du texte commun des deux sous-amendements (p. 1978); liste des votants (p. 1980); sous-amendement de M. Bégué (p. 1983); retrait (*ibid.*); sous-amendement de M. Bégué (p. 1983); observations sur : le maintien des dispositions des articles 64 à 72 du Code général des impôts (p. 1984); retrait du sous-amendement (*ibid.*); l'article et les amendements sont renvoyés en commissions par le Président (p. 1984); reprise de la discussion (p. 2102); nouvel amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances imposition au forfait individuel pour les exploitations ayant un bénéfice supérieur à 1.200.000 francs) (p. 2102); adoption (*ibid.*) ; amendement de M. Rousselot (p. 2102); retrait (*ibid.*); amendement de M. de Sesmaisons (p. 2102); retrait (*ibid.*); amendement de M. Dumortier (p. 2102); observations sur : le cas des agriculteurs sinistrés (p. 2103); le droit de l'agriculteur d'être imposé d'après le bénéfice réel (*ibid.*); retrait de l'amendement de M. Dumortier (p. 2103); amendement de M. de Sesmaisons (p. 2103); retrait (*ibid.*); amendement de M. Halbout (imposition des bénéfices agricoles des personnes qui ont également une activité industrielle ou commerciale) (p. 2103); observations sur : les autres dispositions législatives protégeant la profession agricole (p. 2103); rejet de l'amendement (p. 2103); adoption de l'article modifié (p. 2103). — Art. 6 : *Abattement forfaitaire applicable au montant des traitements et salaires* (p. 1984); amendement de M Boisdé (abattement porté à 25 0/0. — Augmentation de la taxe à la valeur ajoutée sur l'électricité) (p. 1984); observations sur : l'accroissement réel du poids de la surtaxe progressive, notamment pour les cadres et les techniciens (p. 1984); l'application de l'article 40 de la Constitution (p. 1985) ; amendement de M. Tony Larue (abattement porté à 25 0/0, réintégration des décotes sur stocks dans les bénéfices imposables (p. 1985); observations sur : les décotes sur stocks (p. 1985); amendement de M. Charret (abattement de 19 0/0 pour les revenus non commerciaux des professions libérales ou artisanales déclarés par des tiers; augmentation des droits sur l'alcool) (p. 1986); observations sur : la situation des professions libérales et artisanales (p. 1986); la décote sur stocks (p. 1986, 1987); la législation allemande concernant ce problème (*ibid.*); rejet au scrutin de l'amendement de M. Boisdé (p. 1988); liste des votants (p. 2002); rejet au scrutin de l'amendement de M. Tony Larue (p. 1988); liste des votants (p. 2004); l'amendement de M. Charret est déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution (p. 1989); adoption de l'article 6 (p. 1989). — Art. 7 : *Suppression du versement forfaitaire applicable à certaines recettes des professions non commerciales*, adoption (p. 1989). — Art. 8 : *Charges déductibles pour la détermination du revenu global net imposable* (p. 1989); la discussion est réservée à la demande du Gouvernement (p. 1990); reprise de la discussion (p. 2105); amendement présenté par le Gouvernement (déduction des pensions alimentaires) (p. 2106); observations sur : le montant des allégements d'impôts (*ibid.*) ; le maintien de la déduction des dettes correspondant à l'activité professionnelle et à des pensions alimentaires (p. 2106); la déduction des intérêts des dettes agricoles, des emprunts contractés pour la construction de logements (p. 2107); pour le vote de l'article 8, voir ci-dessous le vote sur l'ensemble; Article addition-

Impôts.

Impôts.

nel de MM. Jacquet et Burlot au nom de la Commission des finances (*déduction du montant des primes d'assurance-vie; augmentation des taxes sur certains contrats d'assurance*) (p. 1990); sous-amendement de M. Clermontel (suppression des exceptions en matière de déduction des primes d'assurances sur la vie) (p. 1990); observations sur : le développement des compagnies d'assurances-vie (p. 1990, 1991); le Gouvernement oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Jacquet; la Commission des finances le déclare inapplicable (p. 1991); rejet de l'amendement (*ibid.*). — Art. 9 : *Imputation des déficits de chaque catégorie de revenu sur le revenu global* (p. 1991) ; amendement de MM. Jacquet et J.-P. Palewski au nom de la Commission des finances (déduction des déficits provenant des immeubles classés monuments historiques) (p. 1992); adoption (*ibid.*); adoption de l'article (*ibid.*). — Art. 10 : *Règles de calcul de l'impôt sur le revenu* (p. 1992); observations sur : la suppression souhaitable du décime « Ramadier » (*ibid.*); adoption de l'article (*ibid.*). — Art. 11 : *Barème de l'impôt* (p. 1992); amendement de M. Leenhardt (allégement du barème; taxation des actions gratuites et de certains investissements) (p. 1993); observations sur : la taxation des actions gratuites, la détaxation des investissements (p. 1993) ; amendement de M. Ballanger (allégement du barème — taxation des décotes sur taxes) (p. 1994); rejet (*ibid.*); rejet au scrutin de l'amendement de M. Leenhardt (*ibid.*) ; liste des votants (p. 2006); amendement de M. Pleven (fixation par le Parlement de la limitation éventuelle de l'impôt sur le revenu après suppression de la taxe complémentaire) (p. 2011) ; adoption (*ibid.*); amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances (limitation de l'impôt à 55 0/0 du revenu après suppression de la taxe complémentaire) (p. 2011); adoption (p. 2012); amendement de M. Ebrard (suppression de la dernière phrase du paragraphe 2) (p. 2012); adoption (*ibid.*); amendement de MM. Jacquet et Ebrard au nom de la Commission des finances tendant à considérer comme enfants à charge les fils accomplissant leur service militaire légal même après 25 ans et augmentant les tabacs de luxe (p. 2012); adoption (*ibid.*); adoption de l'article 11 ainsi modifié et complété (p. 2012). — Article additionnel de M. Meck (*réduction d'impôt pour les contribuables célibataires ayant un parent infirme à sa charge; taxation des plus-values sur les terrains à construire*) (p. 2012) ; le Gouvernement oppose l'article 40 de la Constitution qui est déclaré applicable (p. 2013); Article additionnel de M. Leenhard (*indexation du barème de l'impôt sur le revenu*) (p. 2013) ; Article additionnel de MM. Jacquet et Courant au nom de la Commission des finances (*dépôt d'un projet de loi modifiant le barème de l'impôt sur le revenu au cours de la prochaine session*) (p. 2013); adoption (*ibid.*); rejet de l'article additionnel de M. Leenhardt (*ibid.*). — Art. 12 : *Crédit de 5 0/0 pour les revenus provenant des traitements et salaires* (p. 2014); observations sur : le cas des porteurs de rentes sur l'Etat (*ibid.*) ; amendement de M. Cermolacce (p. 2014); retrait (*ibid.*); adoption de l'article (p. 2014). — Art. 13 : *Limite d'exonération et décote* (p. 2014); amendement de MM. Jacquet et Gabelle au nom de la Commission des finances; l'article et les amendements sont renvoyés à la Commission (p. 2014); reprise de la discussion (p. 2103); retrait de l'amendement de M. Jacquet (*ibid.*); amendement de M. Pleven (exonération des contribuables salariés dont le revenu est inférieur au S.M.I.G.) (p. 2103); modifié (*ibid.*); adoption (p. 2104); adoption de l'article ainsi modifié (p. 2104). — Art. 14 : *Imposition des revenus non commerciaux perçus par des contribuables n'ayant pas en France d'installation permanente* (p. 2015); amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances (modification de rédaction) (p. 2015); adoption (*ibid.*); adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*). — Art. 15 : *Imposition des revenus des capitaux mobiliers* (p. 2015) ; amendement de M. Chauvet (maintenir à 22 0/0 le taux de la retenue à la source) (p. 2015); observations sur : le cas de petits contribuables (p. 2016); l'amendement est réservé jusqu'au vote de l'article 16 (p. 2016); amendement déposé par le Gouvernement (1° Retenue à la source sur les revenus des personnes vivant hors de France; 2° Maintien du statut fiscal des sociétés d'investissements ; 3° Limitation de cet avantage aux seuls actionnaires résidant en France) (p. 2017) ; amendement de MM. Jacquet et Ferri au nom de la Commission des finances (maintien de l'exonération pour la distribution de plus-values d'actif par les sociétés d'investissements) (p. 2017); retrait de l'amendement du Gouvernement (p. 2017); adoption de l'amendement de MM. Jacquet et Ferri (*ibid.*); amendement de M. Ferri (prise en charge de la retenue à la source par les sociétés d'investissements) (p. 2017); adoption (*ibid.*); le vote sur l'article est réservé jusqu'au vote de l'amendement de M. Chauvet (*ibid.*); reprise de la discussion (p. 2019); retrait de l'amendement de M. Chauvet (*ibid.*); adoption de l'article 15 modifié (p. 2019). — Art. 16 : *Régularisation*

*de l'impôt sur le revenu dans le cas de la retenue à la source* (p. 2018); amendement de M. Pleven (restitution de l'impôt retenu à la source pour les petits porteurs de valeurs mobilières) (p. 2018); observations sur : la législation britannique; le cas des petits porteurs, les modalités d'application des dispositions proposées (p. 2018, 2019); adoption de l'amendement de M. Pleven (p. 2019) ; amendement de MM. Jacquet et Ferri au nom de la Commission des finances (application de l'article aux revenus distribués par les sociétés d'investissements) (p. 2019); amendement ayant le même objet déposé par le Gouvernement (*ibid.*); le Gouvernement demande le renvoi en commission des amendements (*ibid.*); reprise de la discussion (p. 2104); adoption de l'amendement de MM. Jacquet et Ferri (p. 2104); retrait de l'amendement du Gouvernement (*ibid.*); adoption de l'article modifié (p. 2104). — Art. 17 : (même objet que l'article 16) (p. 2020); adoption (*ibid.*). — Art. 18 : *Taxe complémentaire sur certains revenus* (p. 2020); observations sur : l'impôt foncier, le cas des petits bailleurs et l'amélioration des bâtiments ruraux (p. 2020); amendement de MM. Jacquet et Charvet au nom de la Commission des finances (limites d'application de la taxe complémentaire au 1er janvier 1962) (p. 2020); observations sur : les délais nécessaires à l'application de l'impôt unique (p. 2020); adoption au scrutin de l'amendement de MM. Jacquet et Charvet (p. 2021); liste des votants (p. 2039); amendement de M. Trébosc (limitation de la taxe à la fraction des revenus dépassant le S.M.I.G.) (p. 2021); déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution (p. 2021); amendement de M. Pflimlin (majoration de la taxe pour les revenus provenant du travail « noir ») (p. 2021); observations sur : le préjudice causé aux artisans par le travail « noir » adoption (*ibid.*); adoption de l'article modifié (p. 2021). — Art. 19 : *Taux de la taxe complémentaire* (p. 2021); observations sur : la taxation des revenus fonciers, les demandes de remise gracieuse (p. 2021, 2022) ; amendement de M. Pleven (la diminution éventuelle du taux devra être décidée par le Parlement) (p. 2022); adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*). — Art. 20 : *Modalités d'application de la taxe complémentaire* (p. 2022) ; amendement de MM. Jacquet et Courant au nom de la Commission des finances (modification de rédaction) (*ibid.*); adoption (*ibid.*); adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*). — Art. 21 : *Établissement des impositions dues au titre des années 1958 et antérieures* (p. 2022); amendement modifié présenté par M. Jacquet au nom de la Commission des finances (p. 2022); adoption (*ibid.*); adoption de l'article modifié (*ibid.*). — Art. 22 : *Établissement des impositions afférentes aux revenus et bénéfices réalisés en 1959* (p. 2022); l'article est renvoyé en Commission (*ibid.*); reprise de la discussion (p. 2104); adoption (*ibid.*). — Art. 23 : *Déduction éventuelle des cotisations émises en et avant 1958, pour l'assiette de l'impôt*, adoption (p. 2022). — Art. 24 : *Report éventuel des déficits des années 1958 et antérieures*, adoption (p. 2023). — Art. 25 : *Crédit de 5 0/0 pour les revenus nets des capitaux mobiliers acquis en 1959*, adoption (p. 2033); Article additionnel de MM. Jacquet et Le Roy Ladurie (*financement des Chambres d'agriculture*) (p. 2023); sous-amendement de MM. Lalle et Liogier au nom de la Commission de la production et des échanges (même objet — suppression du plafond) (p. 2023) ; adoption (*ibid.*); adoption de l'article additionnel modifié (*ibid.*); Article additionnel de M. Le Roy Ladurie (*majoration de l'impôt sur les sociétés fabriquant des armements*) (p. 2024); observations sur : la retraite des Anciens combattants (p. 2024); la nécessité d'affecter le produit de cet impôt au rétablissement de la retraite des Anciens combattants (*ibid.*); retrait de l'amendement (*ibid.*); demande de M. Dejean tendant à reprendre cet amendement (*ibid.*); cette demande est déclarée irrecevable en vertu de l'article 99 du règlement (*ibid.*).

Impôts.

TITRE II. — IMPOSITION DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES ET IMPOT SUR LES SOCIÉTÉS — Art. 26 : *Evaluation des stocks* (p. 2025); observations sur : le caractère fictif des bénéfices représentés par les dotations pour stocks (*ibid.*) ; amendement de MM. Jacquet et Dorey (référence à deux exercices successifs) (p. 2025); adoption (*ibid.*); amendement de M. Félix Gaillard (cas des professions dont la durée de rotation des stocks excède 3 ans), adoption (p. 2025) ; adoption de l'article ainsi modifié (p. 2025). — Art. 27 : *Evaluation des stocks*, adoption (p. 2025). — Art. 28 : *Provision pour fluctuation des cours* (p. 2026); amendement de M. P. Villon (suppression de l'article) (*ibid.*); observations sur : les privilèges accordés aux grandes entreprises (*ibid.*) ; rejet de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article (p. 2026). — Art. 29 : *Frais généraux des entreprises, exclusion des dépenses somptuaires* (p. 2026) ; amendement de M. Degraeve (diminution de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises intéressant leur personnel aux bénéfices) (*ibid.*) ; observations sur : le caractère insuffisant des dispositions de l'ordonnance n° 59-126

Impôts.

du 7 janvier 1959 (p. 2026, 2027) ; l'amendement est reservé à la demande du Gouvernement (p. 2027) ; amendement de M. Pleven (interdiction aux sociétés d'acquérir des biens fonciers destinés à la chasse) (p. 2027) ; adoption (p. 2028) ; le vote sur l'article est réservé (*ibid* ) ; reprise de la discussion (p. 2104) ; observations sur : la nécessité d'étendre rapidement l'association Capital-Travail ; l'avantage accordé par l'amendement Degraeve aux entreprises à faible effectif ; l'engagement du Gouvernement de compléter l'ordonnance du 7 janvier 1959 (p. 2105) ; retrait de l'amendement Degraeve (*ibid.*) ; adoption de l'article 29 (p. 2105). — Art. 30 : *Amortissement des biens d'équipement* (p. 2028) ; amendement de MM. Jacquet et Marcellin au nom de la Commission des finances (définition des immeubles ne pouvant bénéficier de l'amortissement dégressif) (p. 2028) ; adoption (*ibid.*) ; amendement de M. Leenhardt (consultation du conseil économique pour l'élaboration du décret d'application) (p. 2028) ; observations sur : le réemploi des amortissements (p. 2028) ; rejet de l'amendement de M. Leenhardt (*ibid.*) ; amendement de MM. Jacquet et Anthonioz au nom de la Commission des finances (majoration des taux d'amortissement pour les matériels d'utilisation continue) (p. 2028) ; adoption (p. 2029) ; amendement de M. Leenhardt tendant à empêcher la hausse des coûts par des amortissements anormaux (p. 2029), adoption (*ibid.*) ; amendement de M. Leenhardt (réserver le bénéfice de cet article aux entreprises ayant réévalué leur bilan) (p. 2029) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article 30 modifié (p. 2029) ; Article additionnel de MM. Jacquet et Courant (*possibilité de report des amortissements*) (p. 2029) ; observations sur : la nécessité d'utiliser le droit à l'amortissement dans l'année même (p. 2029, 2030) ; rejet de l'article additionnel (p. 2030) ; Article additionnel de MM. Jacquet et Sanson (*cas de cession de magasins de vente et bureaux d'études à l'étranger*) (p. 2030) ; adoption (*ibid.*). — Art. 31 : *Révision des bilans* (p. 2030) ; amendement de M. Trebosc (calcul de la limite de 500 millions sur 3 années) (*ibid.*) ; adoption (*ibid.*) ; amendement de MM. Jacquet et Dorey (1° porter à 3 ans le délai pour la révision, 2° possibilité d'opérer un abattement supérieur à 25 0/0 sur les valeurs réévaluées, 3° fixation par décret des règles d'évaluation) (p. 2030) ; adoption de la première partie de l'amendement (p. 2031) ; amendement de M. Dreyfous-Ducas (cas des sociétés concessionnaires de services publics) (p. 2031) ; adoption (*ibid.*) ; amendement de MM. Jacquet et Burlot au nom de la Commission des finances (fixation des indices par référence aux éléments se rapportant à l'activité des entreprises), adoption (*ibid.*) ; adoption des deuxième et troisième parties de l amendement de MM. Jacquet et Dorey (*ibid.*) ; amendement de MM. Jacquet et Ferri (dispense pour les sociétés d investissements) (p. 2031) ; observations sur : la contradiction entre cet amendement et celui de MM. Jacquet et Burlot (p. 2031) ; adoption (p. 2032) ; adoption de l'article ainsi modifié (p. 2032). — Art. 32 : *Révision des bilans* (p. 2032) ; amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances (porter à 3 ans le délai prévu à cet article), adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article modifié (*ibid.*). — Art. 33 : *Révision des bilans*, adoption (p. 2032). — Art. 34 : *Régime du forfait* (p. 2032) ; amendement de M. Rousselot (*ibid.*) ; retrait (*ibid.*) ; adoption de l'article (*ibid.*). — Art. 35 : *Régime des sociétés mères et des filiales* (p. 2032) ; observations sur : le régime fiscal des sociétés de développement régional (p. 2032) ; amendement de M. Cermolacce tendant à supprimer cet article (p. 2032) ; observations sur : la concentration capitaliste (p. 2033) ; rejet de l'amendement (*ibid.*) ; amendement de MM. Jacquet et Courant au nom de la Commission des finances (rétroactivité des dispositions du 1° pour les opérations déja réalisées) (p. 2033) ; déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*) ; Article additionnel de MM. Jacquet et Burlot au nom de la Commission des finances (*Assimilation des acquisitions d'actions aux immobilisations pour les règles fiscales concernant le réemploi des plus-values*) (p. 2033) ; déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Art 36 : *Sociétés, membres de sociétés de personnes non passibles de l'impôt sur les sociétés*, adoption (p. 2033). — Art. 37 : *Lieu d'imposition* (p. 2033) ; observations sur : l'imposition au lieu du principal établissement et au lieu du siège de la société (p. 2034) ; l'interdiction des explications de vote sur les articles (*ibid.*) ; adoption de l'article (p. 2037). — Art. 38 : *Taux de l'impôt pour les établissements publics, collectivités, associations sans but lucratif*, adoption (p. 2034). — Art. 39 : *Transformations de sociétés par actions en sociétés de personnes* (p. 2034) ; amendement de MM. Jacquet et Courant au nom de la Commission des finances (exceptions en faveur des sociétés ayant un objet civil et exploitant des immeubles), adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article (p. 2034). — Art. 40 : *Imputation de l'impôt sur le revenu déjà acquitté sur certains éléments du bénéfice des sociétés* (p. 2034) ; amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances (modification de rédaction du 1°) (p. 2034) ; adop-

tion de l'amendement rectifié (p. 2035); amendement de M. Fraissinet (suppression du 2°) (p. 2035); observations sur : la taxation aggravée des revenus de porteteuille de certaines sociétés (*ibid.*); l'amendement est déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*) ; adoption de l'article modifié (p. 2035) ; Article additionnel de M. Dorey (application du décret n° 57-967 du 29 août 1957) (p. 2035); adoption (p. 2035). — Art. 41 : *Maintien temporaire du régime d'amortissement accéléré* (p. 2035) ; amendement de MM. Jacquet et Dorey au nom de la Commission des finances (définition des immeubles ne pouvant bénéficier de l'amortissement accéléré) (p. 2035); adoption (p. 2036); adoption de l'article modifié (p. 2036). — Art 42 : *Taxation des décotes ou dotations sur stocks* (p. 2036); amendement de M. Waldeck Rochet (taxation des décotes à 11 ou 25 0/0) (p. 2036); rejet (*idid.*) ; amendement de M. Waldeck Rochet (taxation des décotes à 22 ou 50 0/0) (*ibid.*); rejet (*ibid.*); amendement de M. F. Gaillard (paiement par fraction pour les entreprises dont la rotation des stocks est supérieure à 3 ans — taxe statistique sur les plus-values foncières) (p. 2036); observations sur : le cas des fabricants de cognac (*ibid.*); rejet (*ibid.*) ; amendement de MM. Jacquet et Dorey (harmonisation du texte avec le décret du 3 septembre 1953, obligations convertibles en actions) (p. 2037); adoption (*ibid.*); adoption de l'article modifié (p. 2037). — Art. 43 : *Taxation de la réserve spéciale de réévaluation* (p. 2037) ; amendement de M. F. Grenier (fixation du taux à 5 ou 10 0/0) (p. 2037) ; observations sur : les « cadeaux » accordés aux sociétés (p. 2037, 2038); le régime actuel (taxation lors de l'incorporation) (p. 2038) ; rejet de l'amendement (*ibid.*); amendement de MM Jacquet et Dorey au nom de la Commission des finances (prolonger le délai accordé pour la réévaluation jusqu'au 1er janvier 1964) (p. 2038) ; adoption (*ibid.*); amendement de MM. Jacquet et Dorey au nom de la Commission des finances (cas des sociétés ayant émis des obligations convertibles ou actions) (p. 2038) ; adoption (*ibid.*); amendement de MM. Jacquet et Denvers au nom de la Commission des finances (exemption en faveur des organismes d'H L.M.) (p. 2038); adoption (*ibid.*) ; amendement de M. Ebrard (exemption en faveur des entreprises hôtelières — taxe sur les plus-values immobilières) (p. 2038) ; observations sur : la situation des grands hôtels français (*ibid.*) ; l'amendement est déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*) ; amendement de M. Dreyfous-Ducas (exemption en faveur des entreprises concessionnaires de services publics) (p. 2038); l'amendement est déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution (p. 2039) ; adoption de l'article modifié (p. 2039). Art. 44 : *Contribution foncière des propriétés bâties. — Suppression de l'exonération dont bénéficient les coopératives agricoles* (p. 2043) ; amendement de MM. Jacquet et Charvet tendant à supprimer cet article (*ibid.*); adoption (p. 2044); en conséquence l'article est supprimé (*ibid.*). — Art. 45 : *Contribution des patentes. — Entreprises saisonnières*, adoption (p. 2044) ; Article additionnel de MM. Jacquet et Tony Larue au nom de la Commission des finances (*mise en application du plan comptable*), adoption (p. 2044) ; Article additionnel de MM. Jacquet et Leenhardt au nom de la Commission des finances (*Généralisation de l'emploi du chèque — dépôt d'un projet de loi*), adoption (p. 2044); Article additionnel de M. Beauguitte (p. 2044) ; retrait (*ibid.*).

TITRE III. — TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES. — Art. 46 : *Suppression de la taxe locale* (p. 2044); observations sur : les difficultés de perception de la taxe locale et le mécontentement des commerçants (p. 2045, 2046, 2049); la fraude (p. 2049) ; son incidence sur les circuits de distribution (p. 2049); le danger d'un ajournement du remplacement de la taxe locale (p. 2046); la nécessité de ressources de remplacement (p. 2046, 2547, 2048, 2049) ; le recours possible à un impôt indiciaire (p. 2048) ; les communes en expansion (p. 2047); les communes rurales (p. 2050); amendements : 1° de M. Jacquet au nom de la Commission des finances, 2° de M. Moudon, 3° de M. Waldeck Rochet tendant à supprimer cet article (p. 2050) ; observations sur : la nécessité de remplacer la taxe locale (p. 2050) ; la procédure suivie par l'Assemblée (p. 2051) ; la nécessité de retirer tous les amendements (*ibid.*) ; adoption des amendements tendant à supprimer l'article 46 (p. 2051) ; en conséquence cet article est supprimé (p. 2051); observations sur : l'engagement du Gouvernement de déposer, lors de la prochaine session un projet remplaçant le Titre III (p. 2051); Article additionnel de M. M. Faure (*dépôt par le Gouvernement avant le 1er avril 1960 d'un projet supprimant la taxe locale*) (p. 2051); demande de scrutin public demandée par M. Médecin (p. 2052) ; observations sur : l'absence de ce dernier (p. 2052) ; adoption au scrutin de l'article additionnel (p. 2052) ; liste des votants (p. 2063) ; les articles 47 à 55 du projet deviennent sans objet (p. 2053) ; observations sur : les conditions dans lesquelles est intervenu le scrutin public sur l'article additionnel de M. M. Faure, la nécessité de mettre

Impôts.

aux voix l'amendement de M. Paquet (p. 2052); la discussion est renvoyée au lendemain (*ibid.*); reprise de la discussion (p. 2066); observations sur : les conditions dans lesquelles est intervenu le vote de l'article additionnel de M. M. Faure (p. 2066 à 2069); les responsabilités éventuelles des services de l'Assemblée Nationale (p. 2067, 2068) ; les demande de scrutin public par les présidents de groupes (p. 2069, 2074) ; Article additionnel de M. Jacquet et Palewski (*exonération partielle de la T.V.A. pour les disques — augmentation de la T.V.A. pour les juke-boxes*) (p. 2069) ; observations sur : le dépôt par le Gouvernement d'un texte sur le remplacement de la taxe locale (p. 2069) ; la discussion des amendements concernant les taxes sur le chiffre d'affaires (p. 2069) ; observations sur : l'intérêt culturel qui s'attache à la diffusion des disques (p. 2070) ; l'amendement de MM. Jacquet et Palewski ainsi que ceux de MM. Méhaignerie et F. Mayer sont déclarés sans objet parce que se rattachant au titre III qui a été supprimé (p. 2070) ; observations sur : la possibilité de supprimer l'article additionnel lors d'une seconde délibération (p. 2070).

TITRE IV. — DROIT DE MUTATION A TITRE GRATUIT. — Art. 56 : *Assiette liquidation et recouvrement des droits de mutation à titre gratuit* (p. 2071) ; observations sur : l'évaluation des biens immobiliers notamment des terres de culture (p. 2071) ; les héritiers collatéraux qui ont vécu avec le défunt pendant ses cinq dernières années (p. 2071) ; la succession des personnes « mortes au service de la France » (p. 2071) ; la défense de la famille (p. 2072) ; la signification du II° du texte proposé pour l'article 774 du C.G.I. ; amendement de MM. Ferri et G. Bonnet (suppression des droits de mutation en ligne directe — augmentation en ligne collatérale) (p. 2072) ; amendement de M. Regaudie (augmentation du taux pour les successions importantes) (p. 2072) ; amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances (diminution des droits en ligne directe — augmentation en ligne collatérale) (*ibid.*) ; observations sur : le caractère injuste et immoral des droits de mutation en ligne directe (p. 2073, 2075) ; la défense de la famille moderne (p. 2075) ; le patrimoine familial (*ibid.*) ; le danger d'une augmentation trop brutale des droits en ligne collatérale (p. 2074, 2076) ; le maintien nécessaire d'un impôt sur la fortune (2074, 2076) ; le cas des frères et sœurs vivant sous le même toit (p. 2075) ; rejet au scrutin de l'amendement de M. P. Ferri (p. 2077) ; liste des votants (p. 2112) ; amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances (augmentation de l'abattement à la base) (p. 2077) ; amendement du Gouvernement (augmentation de l'abattement sur la part des frères ou sœurs vivant sous le même toit) (p. 2077) ; adoption de l'amendement de M. Jacquet (*ibid.*); adoption de l'amendement du Gouvernement (*ibid.*); amendement de M. Mondon (application de la réforme aux successions déclarées à la date de promulgation de la loi) (p. 2077) ; le Gouvernement oppose l'article 40 de la Constitution (p. 2078) ; le vote sur l'article est réservé (*ibid.*). Reprise de la discussion (p. 2081) ; amendement du Gouvernement (suppression de la taxe « Ramadier » à dater de la promulgation de la loi) (p. 2081) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article modifié (p. 2081). — Art. 57 : *Droits de mutation* (suite) (p. 2081); amendement de MM. Jacquet et Denvers (application aux divers organismes unions d'H.L.M.) (*ibid.*) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article modifié (*ibid.*). — Art. 58 : *Droits de mutation* (suite) (p. 2081); amendement de M. Trébosc (date d'application) (p. 2081) ; retrait (*ibid.*) ; adoption de l'article (*ibid.*). — Art. 59 : *Successions comprenant également des biens situés hors de la France métropolitaine*, adoption (p. 2081) ; article additionnel de MM. Jacquet et Le Roy Ladurie (*taxation réduite des successions composées de biens forestiers*) (p. 2082) ; observations sur : la défense de la famille française (p. 2082) ; l'article additionnel est déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution (p. 2082).

TITRE V. — DROIT D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE. — Art. 60 à 62 : *Droits fixes d'enregistrement — unification des tarifs.* — Art. 60 : adoption (p. 2082). — Article additionnel de MM. Jacquet et Denvers (*extension de l'article 668, 60 du C.G.I. aux organismes et unions d'H.L.M.*) (p. 2082) ; adoption (*ibid.*). — Art. 61 (p. 2082) : adoption (p. 2083). — Art. 62 : amendement de M. Guillain (suppression de l'exonération accordée aux mutuelles d'assurances agricoles); observations sur : la détaxation des contrats souscrits par la mutuelle agricole d'assurances; l'égalité fiscale (p. 2083, 2084) ; les mutuelles et les sociétés d'assurances (p. 2084, 2085) ; rejet au scrutin de l'amendement (p. 2085) ; liste des votants (p. 2114) ; adoption de l'article (p. 2085). — Art. 63 à 70 : *Droits de timbre — Aménagement et rationalisation des droits de timbre.* — Art. 63 : adoption (p. 2085). — Art. 64 (p. 2085) ; amendement du Gouvernement (droit de timbres sur les

places de cinéma) (p. 2086) ; observations sur : le barème applicable aux places de cinéma (p. 2086) ; amendement de M. Beauguitte (suppression des droits sur les places de cinéma inférieures à 500 francs) rejet (p. 2086) ; adoption de l'amendement du Gouvernement (p. 2086) ; adoption de l'article modifié (p. 2086). — Art. 65 à 67 : adoption (p. 2086); Art. 68 : (*taxe sur les déclarations d'objets perdus*) (p. 2086) ; amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances tendant à supprimer cet article (p. 2086) ; adoption (*ibid.*) ; en conséquence, l'article est supprimé (*ibid.*). — Art. 69 et 70 : adoption (p. 2087) ; amendement de M. Liogier (p. 2087); observations sur : les amendements intéressant le titre III (*ibid.*); retrait de l'amendement (*ibid.*).

TITRE VI : RÉPRESSION DE LA FRAUDE FISCALE. — Art. 71 : *Manœuvres frauduleuses, augmentation de l'amende pénale :* adoption (p. 2087). Art. 72 : *Solidarité des personnes condamnées pour fraude fiscale* (p. 2087) ; amendement de MM. Jacquet et J.-P. Palewski (appréciation laissée aux tribunaux) (p. 2088); adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article modifié (p. 2088). — Art. 73 : *Poursuite correctionnelles, intervention comme partie civile des groupements professionnels* (p. 2088) ; amendement de M. Liogier au nom de la Commission de la production et des échanges (réserver ce droit aux organisations les plus représentatives) (p. 2088) ; rejet (*ibid.*) ; amendement de MM. Jacquet et Marcellin (étendre ce droit aux poursuites exercées directement par l'administration en vertu du C.G.I.) (p. 2088); adoption (*ibid.*); adoption de l'article modifié (p. 2088). — Art. 74 : *Achats et ventes sans facture — Remboursements injustifiés obtenus de l'Etat* (p. 2088); adoption (p. 2089). — Art. 75 : *Relèvement des amendes prévues à l'article 1760 du C.G.I.*, adoption (p. 2089). Article additionnel de M. Bégué (*amnistie des infractions fiscales*) (p. 2089) ; observations sur : la nécessité d'une amnistie en matière douanière et fiscale (*ibid.*); l'article additionnel est déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*).

TITRE VII. — CONTENTIEUX. — Art. 76 : *Réforme du contentieux fiscal* (p. 2089); observations sur : l'intégrité et le dévouement des agents des administrations fiscales (p. 2089) ; la compétence des membres des tribunaux administratifs (p. 2089, 2090) ; amendement de M. Trébosc (dépôt par le Gouvernement d'un projet de réforme du contentieux) (p. 2090); retrait (p. 2092); amendement de MM. Jacquet et Marcellin tendant à introduire les articles 76 à 76 R (réforme du contentieux) (p. 2090). — Art. 76 (nouveau) : *Commission centrale des bénéfices agricoles* (p. 2091); observations sur : les remarques présentées par le Comité Brasart (p. 2092) ; sous-amendement de M. Bégué (retour au système antérieur à l'ordonnance du 30 décembre 1958); rejet (p. 2092); adoption de l'article (p. 2093). — Art. 76 A (nouveau) : *Commission départementale des impôts directs* (p. 2093); observations sur : le rôle des tribunaux administratifs dans le contrôle de l'administration active (p. 2093) ; sous-amendement de M. Bégué tendant au maintien de la composition actuelle de la Commission (p. 2093) ; rejet (p. 2094); sous-amendement de M. Marcellin au nom de la Commission des finances (désignation du conseiller de tribunal administratif chargé de la présidence par le seul Ministre de l'Intérieur) (p. 2094); sous-amendement identique de M. Charret (*ibid.*); adoption du texte commun des sous-amendements (p. 2094); sous-amendement de M. Marcellin (non-participation au jugement d'un conseiller administratif ayant siégé comme Président de la Commission départementale) (p. 2094); adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article 76 A nouveau (modifié) (*ibid.*). — Art. 76 B (nouveau) : *Forfaits des exploitants agricoles, preuve en cas de demande de réduction*, adoption (p. 2094). — Art. 76 C (nouveau) : *Imposition au bénéfice réel, preuve en cas de demande de réduction*, adoption (p. 2094). — Art. 76 D (nouveau) : *Forfaits en matière de bénéfices industriels et commerciaux, preuve en cas de demande de réduction*, adoption (p. 2094). — Art. 76 E (nouveau) : *Déclaration contrôlée, preuve en cas de demande de réduction*, adoption (p. 2094). — Art. 76 F (nouveau) : *Régime de l'évaluation administrative, demande de réduction* (p. 2094) ; sous-amendement de M. Liogier fixant un délai au directeur départemental pour statuer (p. 2094) ; rejet (p. 2095) ; adoption de l'article (*ibid.*). — Art 76 G : *Procédure devant le tribunal administratif* (p. 2095) ; sous-amendement de M. Marcellin tendant à retirer au directeur départemental l'instruction de la demande (p. 2095); adoption (*ibid.*) ; sous-amendement de M. Marcellin (notification des différentes pièces de la procédure) (p. 2095); modification du sous-amendement (suppression de la notification au directeur départemental) (*ibid.*) ; adoption du sous-amendement modifié (p. 2095); sous-amendement de M. Rivain (remplacer le délai de vingt jours par un délai de deux mois) (p. 2095); retrait (*ibid.*) ; sous-amendement de M. Marcellin (réduction des délais par le Président du tribunal administratif) (p. 2095); modi-

Impôts.

fication du sous-amendement (p. 2096); adoption du sous-amendement modifié (*ibid.*) ; adoption de l'article 76 G (nouveau) modifié (p. 2096). — Art. 76 H (nouveau) : *Délai de recours devant le tribunal administratif*, adoption (p. 2096). — Art. 76 I (nouveau) : *Procédure de l'expertise*, adoption (p. 2096). — Art. 76 J (nouveau) : *Recours contre les jugements, délais accordés à l'administration pour produire ses observations* (p. 2096) ; sous-amendement de M. Marcellin (réduction possible des délais par le Conseil d'Etat) (p. 2096); adoption (p. 2097); adoption de l'article 76 J (nouveau) modifié (p. 2097). — Art. 76 K (nouveau) : *Extension de la compétence de la Commission departementale aux taxes sur le chiffre d'affaires* (p. 2097); sous-amendement de M. Liogier au nom de la Commission de la production et des échanges (sursis au paiement) (p. 2097); rejet (*ibid.*) ; sous-amendement de M. Marcellin (remplacement de l'exploit d'huissier par une requête adressée au tribunal administratif) (p. 2097); adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article 76 K (nouveau) modifié (*ibid.*). — Art. 76 L (nouveau) : *Institution d'un référé fiscal* (p. 2097); sous-amendement du Gouvernement (consignation d'une partie des sommes dues et garanties) (p. 2097); observations sur : l'intérêt de la nouvelle procédure de référé fiscal (p. 2098); adoption du sous-amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article 76 L (nouveau) modifié (p. 2098). — Art. 76 M (nouveau) : *Création de sections fiscales dans les tribunaux administratifs* (p. 2098); sous-amendement de M. Liogier au nom de la Commission de la production et des échanges (création de sections fiscales composées d'un conseil au tribunal administratif, d'un juge consulaire et d'un magistrat judiciaire) (p. 2099) ; rejet (*ibid.*) ; sous-amendement de M. Marcellin (nomination des membres des sections fiscales — suppression du contreseing du Ministre des Finances) (p. 2099) ; adoption (*ibid.*); adoption de l'article 76 M (nouveau) modifié (p. 2099). — Art. 76 N (nouveau) : *Intérêts moratoires en cas de condamnation de l'Etat*, adoption (p. 2099). — Art. 76 O (nouveau) : *Interdiction de rehaussements en cas de modification de l'interprétation des textes par l'administration*, adoption (p. 2099). — Art. 76 P (nouveau) : *Rectification d'office des déclarations des contribuables*, adoption (p. 2099.) — Art. 76 Q (nouveau) : *Délai d'opposition aux actes de poursuite*, adoption (p. 2099). — Art. 76 R (nouveau) : *Mise à jour du C.G.I.*, adoption (p. 2099). — Art. 76 S (nouveau) : sous-amendement du Gouvernement (application des délais prévus aux articles 76 G et J aux seules instances ouvertes après la promulgation de la loi), adoption (p. 2099); adoption de l'ensemble de l'article additionnel de MM. Jacquet et Marcellin (p. 2099). — Art. 77 : *Application de la réforme* (p. 2100); observations sur : les décrets d'application (*ibid.*); adoption de l'article (*ibid.*). — Article additionnel de MM. Jacquet et Gabelle au nom de la Commission des finances (*Départements d'outre-mer, assouplissement de la législation par décret*) (p. 2100); observations sur : la situation de la Guyane (avantages fiscaux à accorder) (p. 2100); adoption de l'article additionnel (p. 2100). *Explications de vote* : en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution, le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur l'article 8 et sur l'ensemble (p. 2106); observations sur : le maintien d'une taxe complémentaire (p. 2107); le dépôt d'un projet relatif au barème de l'impôt sur le revenu (*ibid.*); la suppression de la taxe locale (p. 2107, 2108) ; la réforme nécessaire des finances locales (p. 2108, 2109); l'harmonisation fiscale dans le cadre du Marché commun (p. 2108); l'intéressement des travailleurs aux résultats des entreprises (p. 2108); le caractère décevant du projet de réforme fiscale (p. 2108, 2109) ; la non-déduction des charges et des dettes (p. 2108); l'accentuation de l'injustice de la fiscalité française (p. 2109); les conditions difficiles dans lesquelles a été entreprise cette réforme (*ibid.*) ; adoption au scrutin de l'article 8 et de l'ensemble du projet (p. 2109) ; liste des votants (p. 2116). = Orateurs : MM. Alliot, Anthonioz, Ballanger, Beauguitte, Bégué, Bergasse, Biaggi, Boisdé, C. Bonnet, Boscary-Monsservin, Burlot, Cachat, Catayée, Cermolacce, Charret, Charvet, Chauvet, Clermontel, Collomb, Coudray, Courant, Degraeve, Denvers, Dreyfous-Ducas, Dumortier, Durroux, Ebrard, Fanton, Faure, Ferri, Fraissinet, Gabelle, Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux finances*; F. Grenier, Guillain, Halbout, Jacquet, *Rapporteur général* ; Jarrosson, Kir, Larue, Laurin, Leenhardt, Le Roy Ladurie, Liogier, *Rapporteur pour avis*; Marcellin, Meck, R. Mondon, J.-P. Palewski, Paquet, Pflimlin, Pic, Pleven, Poutier, *le Président*; Regaudie, Rousselot, R. Schmitt, de Sesmaisons, Terrenoire, Trébosc, Var, Villedieu, Villon.

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [8 décembre 1959] (p. 3214), [9 décembre 1959] (p. 3943), [10 décembre 1959] (p. 3282). Entendu : M. B. Denis, *Rapporteur pour avis*.— Art. 3 *bis* : *Non-imposition des allocations de salaire unique et de la mère au foyer*, adoption

(p. 3214). — Art. 4 : *Charges admises en déduction des revenus fonciers*, adoption (p. 3214).— Art. 5 : *Institution d'un forfait individuel pour les exploitations agricoles importantes* (supprimé par le Sénat) (p. 3214); amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances, tendant à reprendre le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (p. 3215); amendement identique de M. Waldeck Rochet (*ibid.*); observations sur : les bénéfices réalisés par les grosses exploitations, la nécessité de ne pas faire de discrimination entre les exploitants agricoles (p. 3215); les concessions faites par le Gouvernement (p. 3215); le danger d'une dénonciation générale des forfaits (p. 3215, 3216); rejet au scrutin du texte commun des amendement de MM. Jacquet et Waldeck Rochet (p. 3216) ; liste des votants (p. 3239) ; en conséquence l'article demeure supprimé (p. 3216). — Art. 8 : *Charges déductibles pour la détermination du revenu global net imposable* (p. 3216) ; observations sur : la discussion de l'article 8 en première lecture et l'application faite par le Gouvernement du troisième alinéa de l'article 44 de la Constitution (p. 3216) ; l'aggravation des charges fiscales résultant de l'adoption de l'article 8 (*ibid.*) ; le cas des contribuables ayant emprunté pour cause de maladie ou pour faciliter l'établissement de leurs enfants (p. 3217) ; les droits de la famille (p. 3217) ; l'application du troisième alinéa de l'article 44 de la Constitution (p. 3217, 3218), ainsi que de l'article 96 du règlement (*ibid.*) ; la faculté appartenant au Président de soumettre le projet de loi au Conseil constitutionnel en vertu du deuxième alinéa de l'article 61 de la Constitution (p. 3218) ; le cas des contribuables ayant emprunté pour acquérir un logement (p. 3218); amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances (p. 3219) ; le vote sur l'amendement est réservé à la demande du Gouvernement (*ibid.*) ; amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances tendant à supprimer le deuxième et le troisième alinéa (intérêts des emprunts et arrérages de rentes à titre obligatoire) (p. 3218) ; le vote sur l'amendement est réservé à la demande du Gouvernement (p. 3219) ; amendement de M. Ballanger (p. 3219) ; amendement de M. Pillet (p. 3219); observations sur : le déroulement du débat (p. 3220) ; la nécessité de donner à tous les auteurs d'amendements la possibilité de les défendre (p. 3220) ; la nécessité de réserver l'ensemble de l'article (*ibid.*) ; les votes sur l'article et les amendements sont réservés à la demande du Gouvernement (p. 3220) ; reprise de la discussion (p. 3271) ; le Gouvernement, en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution, demande à l'Assemblée de se prononcer par un vote unique sur l'article 8 et sur l'ensemble du projet de loi (p. 3271) ; le vote est renvoyé à la séance du 10 décembre (*ibid.*); voir ci-dessous : Vote sur l'ensemble du projet. — Art. 8 *bis* (nouveau) : *Application de l'article 34 de la loi n° 54-454 du 10 avril 1954* (Exonération pour les contribuables ayant investi une partie de leur épargne dans la construction) (p. 3220); amendement de M. Charret tendant à étendre ces dispositions aux investissements autres que ceux consacrés à la construction (p. 3220) ; amendement de MM. Jacquet, Courant et Arrighi au nom de la Commission des finances, tendant à limiter l'exonération à 25 0/0 du revenu imposable à condition que l'investissement soit supérieur à 10 0/0 de ce revenu (p. 3220) ; observations sur : l'extrême difficulté d'application de l'article 34 de la loi du 10 avril 1954, l'engagement pris par le Gouvernement de mettre ce problème à l'étude (p. 3221) ; le déroulement du débat (p. 3221, 3222) ; l'ordre de présentation des amendements (*ibid.*) ; la nécessité constitutionnelle de mettre en discussion le texte voté par l'autre Assemblée (p. 3221, 3222) ; la prétendue responsabilité des services de l'Assemblée Nationale (p. 3222) ; sous-amendement de M. Denvers tendant à limiter le bénéfice de ces dispositions aux constructions bénéficiant de l'aide de l'Etat (p. 3221) ; adoption du sous-amendement (p. 3223) ; adoption de l'amendement modifié (p. 3223) ; adoption de l'article 8 *bis* modifié (p. 3223). — Art. 10 : *Règle de calcul de l'impôt sur le revenu*, adoption (p. 3232). — Art. 11 : *Barème de l'impôt* (p. 3223) ; observations sur : le cas des ménages ayant perdu un enfant par suite de faits de guerre (p. 3223, 3224) ; amendement de M. Leenhardt prévoyant le dépôt d'un projet de loi limitant à 55 0/0 du revenu global le montant de l'impôt (texte voté en première lecture par l'Assemblée Nationale) (p. 3224) ; observations sur : la nécessité de remanier entièrement le barème de l'impôt sur le revenu et de ne pas limiter cette modification aux revenus supérieurs à 25 millions (p. 3224); l'attitude du groupe socialiste du Sénat (p. 3224) ; adoption de l'amendement de M. Leenhardt (p. 3224) ; adoption de l'article 11 modifié (p. 3224). — Art. 11 A (nouveau) : *Modification de l'impôt sur le revenu en cas de hausse du salaire minimum interprofessionnel garanti* (p. 3224) ; amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances, tendant à supprimer cet article

Impôts.

Impôts.

(p. 3225) ; amendement identique de M. Ballanger (p. 3225) ; adoption du texte commun des amendements (p. 3226). — Art. 11 *bis* (supprimé par le Sénat) : *Dépôt d'un projet de loi modifiant le barème de l'impôt sur le revenu* (p. 3224) ; amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances tendant à rétablir le texte adopté par l'Assemblée et tendant à prévoir l'indexation du barème (p. 3225) ; amendement analogue de M. Ballanger (p. 3225) ; observations sur : la nécessité de voter ce projet au cours de la prochaine session (p. 3225) ; adoption de l'amendement de M. Jacquet (p. 3226) ; l'amendement de M. Ballanger devient sans objet (*ibid.*). — Art. 12 : *Crédits de 55 0/0 pour les revenus provenant des traitements et salaires*, adoption (p. 3243). — Art. 13 : *Limite d'exonération et de décote*, (p. 3243) ; amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances tendant à préciser le sens de l'alinéa 3 en ce qui concerne les rentiers viagers, adoption (p. 3243) ; adoption de l'article 13 modifié (*ibid.*). — Art. 15 : *Imposition des capitaux mobiliers* (p. 3243) ; amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances, tendant à modifier le paragraphe 3 concernant les sociétés d'investissements (p. 3244) ; retrait (*ibid.*) ; adoption de l'article 15 (p. 3244). — Art 16 : *Régularisation de l'impôt sur le revenu dans le cas de retenue à la source* (p. 3244) ; amendement de MM. Chauvet et Pleven tendant à étendre les dispositions de l'article aux contribuables qui ne sont pas tenus de souscrire une déclaration (p. 3245) ; observations sur : la situation des petits porteurs de valeurs mobilières (p. 3245); les difficultés d'appliquer ces dispositions en ce qui concerne les non-résidents (p. 3245) ; modification de l'amendement (décret d'application en Conseil d'Etat) (p. 3245) ; adoption de l'amendement ainsi modifié (*ibid.*) ; adoption de l'article 16 ainsi modifié (p. 3245). — Art. 18 : *Taxe complémentaire sur certains revenus*, adoption (p. 3245). — Art. 19 : *Taux de la taxe complémentaire*, adoption (p. 3245). — Art. 25 : *Crédits de 5 0/0 pour les revenus nets des capitaux mobiliers acquis en 1959*, adoption (p. 3245). — Art. 25 *ter* (nouveau) : *Vins et cidres. — Exemption du droit de circulation*, adoption (p. 3246).

TITRE II. — IMPOSITION DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES ET IMPOTS SUR LES SOCIÉTÉS. — Art. 26 : *Evaluation des stocks* (p. 3246) ; amendement de M. Denis au nom de la Commission de la production et des échanges concernant le calcul de la provision pour fluctuations des cours (p. 3246) ; amendement analogue du Gouvernement (*ibid.*) ; retrait de l'amendement de M. Denis qui se rallie à l'amendement du Gouvernement (p. 3246) ; adoption de l'amendement du Gouvernement (p. 3247) ; adoption de l'article 26 ainsi modifié (*ibid.*). — Art. 27 : *Evaluation des stocks* (p. 3247) ; amendement du Gouvernement tendant à supprimer le paragraphe 2 (conséquences du vote émis sur l'article 26) (p. 3247) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article modifié (*ibid.*). — Art. 29 *bis* : *Interdiction aux sociétés de posséder des biens destinés à la chasse* (p. 3247) ; amendement de M. Pleven tendant à reprendre dans une nouvelle rédaction le texte voté en première lecture par l'Assemb'ée (p. 3247) ; amendement analogue de M. Ballanger (p. 3247) ; observations sur la nécessité de mettre fin aux abus commis par certaines sociétés par actions (p. 3247) ; celle de sauvegarder les intérêts des actionnaires et notamment des actionnaires minoritaires (p. 3248) ; les abus et les scandales des « public-relations » (p. 3248) ; les chasses organisées à Rambouillet pour les hôtes du Président de la République (p. 3248, 3249) ; la nécessité de concevoir les affaires d'une manière moderne (p. 3249) ; les intérêts des régions où sont situés les territoires de chasse (p. 3249) ; l'installation du vote électronique (p. 3250) ; adoption au scrutin de l'amendement de M. Pleven (p. 3259) ; liste des votants (p. 3277). — Art. 30 : *Amortissement des biens d'équipement* (p. 3250) ; amendement de MM. Jacquet et Dorey au nom de la Commission des finances tendant à étendre les dispositions de l'article aux investissements commerciaux (p. 3250) ; observations sur : l'application éventuelle de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*) ; retrait de l'amendement (*ibid.*) ; amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances tendant à laisser le soin au Gouvernement de fixer le taux d'amortissement, adoption (p. 3250) ; amendement de MM. Jacquet et Dorey au nom de la Commission des finances (application de l'article aux bénéfices acquis ou fabriqués à partir du 1er janvier 1960), adoption (p. 3251) ; amendement de M. Marcellin (application de l'amortissement dégressif aux installations de magasinage et de stockage) (p. 3251) ; observations sur : l'application éventuelle de l'article 40 de la Constitution (p. 3251) ; retrait de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article 30 modifié (p. 3251). — Art. 31 : *Révision des bilans* (p. 3251) ; amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances, concernant le choix des indices de réévaluation (p. 3251) ; observations sur : la

réévaluation du portefeuille des sociétés (p. 3251); adoption de l'amendement (p. 3252); adoption de l'article 31 modifié (p. 3252). — Art. 35 : *Régime des sociétés mères et des filiales* (p. 3252); amendement de M. Ruais concernant l'application des articles 145 et 216 du Code général des impôts à certaines sociétés ayant des intérêts internationaux visant à la défense du prestige français (p. 3252); observations sur : l'application éventuelle de l'article 40 de la Constitution (p. 3252); retrait de l'amendement (*ibid.*); amendement de M. Ballanger tendant à reprendre le texte voté en première lecture par l'Assemblée (suppression du paragraphe 2) (p. 3252); observations sur : les dispositions très favorables aux sociétés, adoptées par le Sénat (p. 3252); rejet de l'amendement (p. 3252); adoption de l'article 35 (p. 3252). — Art. 39 *bis* (nouveau) : *Transformation de sociétés ayant pour objet l'exploitation agricole*, adoption (p. 3252). — Art. 40 : *Imputation de l'impôt sur le revenu déjà acquitté sur certains éléments du bénéfice des sociétés*, adoption (p. 3252). — Art. 40 *bis* : *Déduction de certains dividendes du bénéfice imposable*, adoption (p. 3253). — Art. 42 : *Taxation des décotes ou dotations sur stocks* (p. 3253); amendement de M. Ferri (déduction des déficits figurant au bilan de référence pour l'assiette de la taxe) (p. 3253); adoption (*ibid.*); amendement du Gouvernement tendant à supprimer le deuxième alinéa du paragraphe premier, adoption (p. 3253); amendement de M. Ballanger tendant à reprendre pour les paragraphes 2, 3, 4 le texte adopté en première lecture par l'Assemblée (p. 3253); observations sur : les délais supplémentaires accordés aux sociétés pour le paiement de la taxe par les dispositions adoptées au Sénat (p. 3254); rejet de l'amendement (p. 3254); adoption de l'article 42 modifié (p. 3254). — Art. 43 : *Taxation de la réserve spéciale de réévaluation* (p. 3254); observations sur : le régime applicable aux entreprises sinistrées (p. 3255); la possibilité de tenir compte des déficits constatés au titre de l'exercice 1959 (p. 3255); amendement de MM. Jacquet et Boisdé au nom de la Commission des finances tendant à supprimer les dernières phrases du dernier alinéa du paragraphe premier (p. 3255); observations sur : la nécessité de maintenir le principe de la non-rétroactivité des lois (p. 3255); l'application de l'ancienne taxe de 2,4 0/0 et de la nouvelle taxe de 3 0/0 (p. 3256); le point de départ d'application des nouvelles dispositions (p. 3256, 3257); adoption de l'amendement de MM. Boisdé et Jacquet (p. 3257); l'amendement du Gouvernement fixant au 30 juin 1959 la date d'application de ces dispositions devient sans objet (p. 3257); amendement de M. Lecocq exonérant de la taxe les sociétés immobilières pour la réserve afférente aux immeubles loués à des organismes à but charitable ou culturel (p. 3257); adoption (p. 3258); amendement de M. Cermolacce tendant à reprendre pour les deuxième et troisième paragraphes, le texte adopté en première lecture par l'Assemblée (p. 3258); observations sur : les délais supplémentaires accordés par le texte du Sénat pour le versement de la taxe (p. 3258); rejet de l'amendement (p. 3258); amendement de MM. Jacquet et Dreyfous-Ducas au nom de la Commission des finances (fixation par décret des conditions d'application aux sociétés concessionnaires de services publics) (p. 3258); observations sur : le cas des sociétés concessionnaires de services départementaux ou communaux (p. 3258, 3259, 3260); rejet de l'amendement (p. 3259); adoption de l'article 43 modifié (p. 3259). — Art. 45 *ter* (supprimé par le Sénat) : *Généralisation de l'emploi du chèque* (p. 3259); amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances tendant à reprendre le texte voté en première lecture par l'Assemblée, adoption (p. 3259). — Art. 46 *bis* (supprimé par le Sénat) : *Réforme des finances locales* (p. 3259); observations sur la nécessité de supprimer la taxe locale (p. 3259, 3260); amendement de M. Waldeck Rochet tendant à reprendre le texte voté en première lecture par l'Assemblée (p. 3260); amendement identique de M. Denis au nom de la Commission de la production et des échanges (*ibid.*); amendement identique de M. Maurice Faure (*ibid.*); observations sur : la nécessité de supprimer les taxes locales et de prévoir des ressources de remplacement (p. 3260); la difficulté de trouver ces ressources (p. 3260, 3261); les difficultés des communes rurales et des communes-dortoirs (p. 3261); la nécessité de prévoir des taxes qui puissent être perçues à l'intérieur des communes (p. 3261); l'engagement du Gouvernement de déposer un projet au cours de la prochaine session (p. 3261); adoption au scrutin du texte commun des amendements de MM. Rochet, Maurice Faure et Denis (p. 3262); liste des votants (p. 3279); observations sur : la constitutionnalité de l'article 46 *bis* et sur l'interdiction des propositions de résolution (p. 3262).

TITRE IV. — DROITS DE MUTATION A TITRE GRATUIT. — Art. 56 : *Assiette, liquidation et recouvrement des droits de mutation à titre gratuit* (p. 3262); l'article est réservé (*ibid.*); reprise de la discussion (p. 3264); amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances, tendant à augmenter l'impôt sur les

Impôts.

Impôts.

sucessions entre collatéraux (p. 3265); retrait (*ibid.*); amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances (rétablissement de la pénalité en cas de fausse déclaration) (p. 3265); adoption (*ibid.*); adoption de l'article 56 modifié (p. 3265). — Art 57 : *Exonération et abrogation de diverses dispositions* (p. 3265); observations sur : l'application de l'article aux parts des groupements forestiers et sur la juridiction compétente en cas d'infractions (p. 3265); amendement du Gouvernement concernant les droits de succession sur les forêts (p. 3266); adoption (*ibid.*); adoption de l'article 57 modifié (p. 3266). — Art. 58 : *Date d'application de la réforme* (p. 3262); amendement de MM Jacquet et Ferri tendant à fixer au 1er janvier 1960 la date d'application de ces dispositions (p. 3262); observations sur : la confusion survenue entre la suppression de la taxe « Ramadier » et l'allégement des droits de mutation en ligne directe (p. 3262, 3263); retrait de l'amendement de MM. Jacquet et Ferri (p. 3264); amendement du Gouvernement fixant au 1er octobre 1960 la date d'application des dispositions des articles 56 et 57, adoption (p. 3264); adoption de l'article 58 modifié (p. 3264). — Art. 60 *bis* : *Régime des successions gratuites effectuées par les collectivités aux organismes d'H.L.M.* (p. 3266); amendement de MM Jacquet et Denvers au nom de la Commission des finances (application à l'ensemble des organismes d'H.L.M. (p. 3266); adoption (*ibid.*); adoption de l'article modifié (*ibid.*). — Art. 62 *bis* (nouveau) : *Enregistrement des actes des administrations muncipales.* — *Suppression de l'obligation de présenter certains documents*, adoption (p. 3265). — Art. 62 *ter* (nouveau) : *Mutation à titre onéreux des hôtels transformées en appartements;* adoption (p. 3266). — Art. 63 : *Droits de timbre*, adoption (p. 3266). — Art. 68 (rétabli par le Sénat) : *Taxe sur les objets perdus*, adoption (p. 3266). — Art. 74 : *Achat et vente sans facture.* — *Remboursements injustifiés obtenus de l'État* (p. 3266); amendement du Gouvernement tendant à porter à 500.000 francs l'amende minimum (p. 3266); adoption (*ibid.*); adoption de l'article 74 modifié (p. 3266).

Titre VII — Contentieux. — Art. 76 : *Réforme du contentieux fiscal* (p. 3266); adoption (p. 3267). — Art. 76 A (supprimé par le Sénat) : *Commission départementale des impôts directs* (p. 3267); amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances tendant à rétablir dans une nouvelle rédaction le texte voté par l'Assemblée en première lecture (p. 3267); adoption (*ibid.*). — Art. 76 F *bis* (nouveau) : *Commission départementale des impôts directs.* — *Documents communiqués aux contribuables*, adoption (p. 3267). — Art. 76 F *ter* (nouveau) : *Procédure devant le tribunal administratif.* — *Demande introductive d'instance*, adoption (p. 3267). — Art. 76 G : *Procédure devant le tribunal administratif* (p. 3267); amendement de MM. Jacquet et Marcellin au nom de la Commission des finances, prévoyant que les comparaisons avec des entreprises semblables ne sauraient à elles seules justifier les demandes de l'administration (p. 3268); adoption (*ibid.*); adoption de l'article modifié (p. 3268). — Art. 76 H *bis* (nouveau) : *Procédure devant le tribunal administratif.* — *Mesures spéciales d'instruction* (p. 3268); amendement de MM. Jacquet et Marcellin au nom de la Commission des finances, permettant au juge de procéder à la visite des lieux à l'enquête et à l'interrogatoire (p. 3268); l'amendement est modifié (suppression des enquêtes et interrogatoires), adoption de l'amendement modifié (p. 3268); adoption de l'article modifié (p. 3268). — Art. 76 I : *Procédure de l'expertise* (p. 3268); amendement de MM. Jacquet et Marcellin au nom de la Commission des finances prévoyant la désignation d'un seul expert pour les petites affaires (p. 3269); modification de l'amendement pour harmonisation avec l'amendement adopté à l'article précédent (*ibid.*); adoption de l'amendement modifié (*ibid.*); amendement de MM. Jacquet et Marcellin au nom de la Commission des finances (nouvelle rédaction du paragraphe 2), adoption (p. 3269); amendement de MM. Jacquet et Marcellin au nom de la Commission des finances (suppression du paragraphe 8) (p. 3269); adoption (*ibid.*); adoption de l'article modifié (p. 3269). — Art. 76 K : *Extension de la compétence de la commission départementale aux taxes sur le chiffre d'affaires*, adoption (p. 3269). — Art. 76 K *bis* (nouveau) : *Avis, convocations, notification afférents aux régimes fiscaux soumis aux tribunaux administratifs* (p. 3269); amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances tendant à une modification de forme (p. 3269); adoption (p. 3270); adoption de l'article modifié (p. 3270). — Art. 76 O : *Interdiction de rehaussement en cas de modification de l'interprétation des textes par l'administration*, adoption (p. 3270). — Art. 76 P : *Rectification d'office des déclarations des contribuables*, adoption (p. 3270). — Art. 76 R : *Mise à jour annuelle du Code général des impôts*, adoption (p. 3270). — Art. 76 S : *Application aux instances ouvertes après la promulgation de la loi*, adoption

(p. 3270). — Art. 76 T (nouveau) : *Mesures d'unification et d'harmonisation* (*ibid.*); amendement de MM. Jacquet et Marcellin tendant à inclure ces mesures dans la prochaine loi de finances (p. 3270); modification de l'amendement (substitution de la date de 1962 à celle de 1961) (*ibid.*); adoption de l'amendement (*ibid.*); adoption de l'article modifié (*ibid.*). — Art. 77 *bis* : *Application de la réforme aux départements d'outre-mer* (p. 3270); amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances tendant à supprimer l'avis des conseils généraux (p. 3270); observations sur : la situation particulière des départements d'outre mer, la nécessité de demander l'avis des conseils généraux (p. 3271); adoption de l'amendement (*ibid.*); adoption de l'article modifié (p. 3271). Explications de vote sur l'article 8 et sur l'ensemble du projet (p. 3282). Observations sur : l'imposition des intérêts (p. 3284); le dépôt d'un projet modifiant le barème de l'impôt sur le revenu (*ibid.*); le remplacement de la taxe locale (*ibid.*); les allégements prévus par le projet (p. 3285); la limitation à 55 0/0 du montant de l'impôt sur le revenu et le vote du groupe socialiste au Sénat (p. 3285); l'application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 3283); la décision prise à ce sujet par le bureau (*ibid.*); le vote des commissaires indépendants à la Commission des lois constitutionnelles (*ibid.*); les droits du Parlement (p. 3286); l'interprétation abusive de la Constitution (p. 3287); la défense nécessaire du régime parlementaire (*ibid.*); adoption au scrutin de l'article 8 et de l'ensemble du projet de loi (p. 3287); liste des votants (p. 3334). = Orateurs : MM. Arrighi, Ballanger, Georges Bonnet, Boisdé, Boscher, Brocas, Burlot, Cermolacce, Césaire, Charret, Chauvet Comte-Offenbach, Coste-Floret, Courant, Dalbos, J.-P. David, Bertrand Denis, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production et des échanges:* Denvers Dorey, Dreyfous-Ducas, Dumortier, Dusseaulx, Fanton, Ferri, Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'État aux finances;* Grasset-Morel, Jacquet, *Rapporteur général;* Junot, Juskiewenski, Kir, Lalle, Lecoq, Leenhardt, Lefèvre d'Ormesson, Le Roy Ladurie, Marcellin, Mondon, Nilès, Eugène-Claudius Petit, Pillet, Pleven, le Président, de Sesmaisons, Jean Valentin.

**DISCUSSION EN TROISIÈME LECTURE** [21 décembre 1959] (p. 3528). Entendu : M. Jacquet, *Rapporteur général.* — Art. 8 *bis* : *Application de l'article 34 de la loi n° 54-454 du 10 avril 1954* (*exonération pour les contribuables ayant investi une partie de leur épargne dans la construction*) (p. 3528); amendement de M. Leenhardt tendant à reprendre le texte voté en deuxième lecture par l'Assemblée Nationale (p. 3529); observations sur : la limitation éventuelle de cette exonération aux constructions bénéficiant des primes de 600 à 1.000 francs (p. 3529); rejet de l'amendement de M. Leenhardt (*ibid.*); adoption de l'article 8 *bis* (p. 3529). — Art. 11 : *Barème de l'impôt* (p. 3529); adoption (p. 3530). — Art. 11 *bis* : *Dépôt d'un projet de lo modifiant le barème de l'impôt sur le revenu* (p. 3530); amendement de M. Leenhardt (suppression du deuxième alinéa prévoyant la limitation de l'impôt à 55 0/0 du revenu global net) (p. 3530); observations sur : la nécessité de repousser une disposition favorable aux seuls revenus supérieurs à 25 millions de francs (p. 3530); rejet de l'amendement (*ibid.*); adoption de l'article (*ibid.*). — Art. 11 *ter* : *Indexation du barème sur le salaire minimum interprofessionnel garanti*, adoption (p. 3530). — Art. 26 : *Evaluation des stocks* (p. 3530); observations sur : les calculs de la prévision pour fluctuation des cours (p. 3531); adoption de l'article (p. 3531).— Art. 27 : *Evaluation des stocks*, adoption (p. 3531). — Art. 29 *bis* (*supprimé par le Sénat*) : *Interdiction aux sociétés de posséder des biens destinés à la chasse* (p. 3531); amendement de M. Ballanger tendant à reprendre le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée Nationale (p. 3531); amendement de M. Pleven tendant à reprendre l'article dans une nouvelle rédaction (p. 3531); amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances tendant à reprendre l'article dans une nouvelle rédaction (p. 3531); observations sur : l'opposition du Sénat à la disposition proposée par M. Pleven (p. 3532); la nécessité d'obliger les sociétés à informer les actionnaires des dépenses consenties pour l'entretien des chasses (p. 3532); le caractère fiscal de l'amende prévue par l'amendement de M. Pleven (p. 3532, 3533); rejet de l'amendement de M Ballanger (p. 3533); adoption de l'amendement de M. Pleven qui devient l'article 29 *bis* (p. 3533). — Art. 30 : *Amortissement des biens d'équipement* (p. 3533); amendement de M. Jacquet tendant à reprendre le texte voté en deuxième lecture par l'Assemblée Nationale (p. 3533); observations sur : l'application de l'article 40 de la Constitution aux amendements proposant l'extension des dispositions de l'article aux entreprises commerciales (p. 3533); adoption de l'amendement de M. Jacquet qui devient l'article 30 (p. 3534). — Art. 31 : *Révision des bilans*, adoption (p. 3534). — Art. 42 : *Taxation des décotes ou dotation sur stocks*, adoption

Impôts.

Impôts.

(p. 3534). — Art. 46 *bis* : *Réforme des finances locales* (p. 3534); amendement de M. Nilès tendant à reprendre le texte voté en deuxième lecture par l'Assemblée Nationale (p. 3534); rejet de l'amendement (p. 3535); adoption de l'article (p. 3535). — Art. 57 : *Exonération et abrogation de diverses dispositions concernant les droits de mutation à titre gratuit*, adoption (p. 3535). — Art. 76 A (*supprimé par le Sénat*) : *Commission départementale des impôts directs* (p. 3535); amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée Nationale à l'exception du quatrième alinéa du paragraphe (p. 3535); observations sur : la composition actuelle de la Commission départementale des impôts directs (p. 3535, 3536); la nécessité de maintenir le statu quo (p. 3536); adoption de l'amendement de M. Jacquet qui devient l'article 76 A (p. 3536). — Art. 76 I : *Procédure d'expertise* (p. 3536); amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances (modification de la rédaction du paragraphe 2); adoption de l'amendement (p. 3536); adoption de l'article 76 I modifié (p. 3536). — Art. 77 *bis* : *Application de la réforme aux départements d'outre-mer* (p. 3536); amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances tendant à supprimer cet article (p. 3537); amendement de M. Roux (assouplissement de la législation par décret sans l'avis des conseils généraux) (p. 3537); observations sur : la nécessité d'un assouplissement de la législation en faveur des départements d'outre-mer (p. 3537); la nécessité de ne pas transformer les conseils généraux de ces départements en petits parlements (p. 3537); les franchises et les libertés traditionnelles des départements d'outre-mer (p. 3538, 3539); l'impossibilité d'appliquer brutalement la réforme fiscale dans ces départements à partir du 1er janvier 1960 (p. 3538, 3539); nouvel amendement de M. Jacquet au nom de la Commission des finances (dépôt d'un projet de loi avant la prochaine session parlementaire pour fixer les conditions d'application de la réforme aux départements d'outre-mer) (p. 3540); adoption de cet amendement (p. 3540); les autres amendements deviennent sans objet (*ibid.*); adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3540). — Orateurs : MM. Arrighi, Ballanger, Césaire, Comte-Offenbach, Fabre, Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux finances*; Jacquet, *Rapporteur général*; Leenhardt, Liogier, Pleven, Roux, Sablé.

**§ 3.** — Proposition de loi portant réforme de la fiscalité par la taxation des produits énergétiques, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 octobre 1959 par M. Bettencourt et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, puis à une Commission spéciale), **n° 282**; rapport le 16 novembre 1961, par M. Boisdé, **n° 1541.**

**§ 4.** — Proposition de loi tendant à amorcer une réforme de la fiscalité par la création d'impôts non déclaratifs autorisant certains dégrèvements fiscaux, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 juin 1960 par M. Mirguet et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 711.**

**§ 5.** — Projet de loi relatif au régime fiscal de la Corse, présenté à l'Assemblée Nationale le 11 juillet 1961 par M. Baumgartner, Ministre des Finances et des Affaires économiques, (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 1327**; rapport le 13 juillet 1961 par M. Marc Jacquet, **n° 1347.**

**DISCUSSION** [22 juillet 1961] (p. 2008). Entendus : MM. Sammarcelli, Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat au finances;* Gavini, Arrighi; rappel au règlement de M. Sammarcelli (p. 2008); observations sur : la nécessité de retirer de l'ordre du jour le projet de loi relatif au régime fiscal de la Corse (p. 2008); la volonté du Gouvernement de vider de son contenu, par voie interprétative, l'article 16 du décret du 24 avril 1811, décret validé par les tribunaux (p. 2009); le Gouvernement retire le projet de loi de l'ordre du jour prioritaire (p. 2009); rappel au règlement de M. Gavini (p. 2009); observations sur : la nécessité d'une loi-programme pour la Corse (p. 2010); la date à laquelle le Gouvernement déposera à nouveau le projet de loi sur la Corse (*ibid.*).

**SUITE DE LA DISCUSSION** [14 décembre 1961] (p. 5621). Entendus : MM. Marc Jacquet, *Rapporteur général*, Cermolacce, Gavini, Arrighi, Samarcelli, Neuwirth, Padovani, Gavini, Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances*; observations sur : le décret impérial du 18 avril 1811 relatif à la Corse, l'arrêt de la Cour de cassation de 1956, déclarant ledit décret applicable aussi longtemps qu'un texte législatif n'apporte pas de modifications au régime exceptionnel qui l'a introduit (p. 5621); les conséquences de cet arrêt sur la perception d'un certain nombre d'impôts indirects (p. 5621); les dispositions du projet tendant à préciser et

limiter la portée du décret de 1881 (p. 5621); les dispositions du projet interdisant cette exonération fiscale (*ibid.*); la position de la Commission des finances considérant comme insuffisantes lesdites dispositions (p. 5622). Question préalable opposée par M. Cermolacce (p. 5622); observations sur : le mépris du Gouvernement pour les intérêts de la Corse (p. 5622); les dispositions insuffisantes du projet (p. 5622); le handicap de la Corse dû à l'importance des frais de transports (p. 5622, 5623); la réduction nécessaire de ces frais (p. 5623); l'action peu satisfaisante des sociétés d'économie mixte pour l'agriculture et pour le tourisme (p. 5623); les propositions des députés communistes (p. 5623); la nécessité d'ouvrir une discussion générale (p. 5623); rejet de la question préalable (p. 5624); observations sur : les revendications de la Corse telles qu'elles apparaissent notamment dans le programme d'action régionale du 19 avril 1957 (p. 5624); le mouvement dit « mouvement du 29 novembre » (p. 5624); le décret du 24 avril 1811, sa valeur législative (p. 5624); la mauvaise utilisation des crédits d'équipement accordés à la Corse (p. 5625); l'action critiquable des sociétés d'économie mixte (p. 5625), notamment la constitution par elles de grandes propriétés viticoles risquant de ruiner la viticulture corse (p. 5625); la diminution des crédits d'investissements en 1961 (p. 5626); la nécessité d'assimiler la Corse aux départements d'outre-mer (*ibid.*); la nécessité de réduire le coût des transports (p. 5626, 5627); la nécessité d'une loi-programme (p. 5626, 5627); la Corse et le rapatriement des européens d'Afrique du Nord (p. 5627); les sacrifices consentis par les corses au cours des deux guerres mondiales (p. 5627); la disparité des prix entre la Corse et le continent (p. 5628, 5629); la nécessité de reconnaître la valeur législative et l'interprétation donnée par la Cour de cassation au décret du 24 avril 1811 (p. 5628); la réduction nécessaire de 50 0/0 du taux de la T.V.A. sur l'ensemble des biens importés en Corse (p. 5629). Motion de MM. Arrighi, Gavini et Sammarcelli tendant au renvoi du texte à la Commission (p. 5629); observations sur : la réduction néeessaire de moitié du taux de la taxe sur la valeur ajoutée sur les produits importés par la Corse (p. 5629, 5630); les difficultés d'application d'une telle mesure (p. 5630); les propositions du Gouvernement en la matière (p. 5630); la possibilité d'examiner les problèmes économiques de la Corse au cours de la discussion du IVe Plan de modernisation et d'équipement (p. 5630, 5631); les problèmes posés par l'application du décret impérial du 24 avril 1811 (p. 5630); l'engagement pris par le Gouvernement d'inscrire le projet à l'ordre du jour de la prochaine session (p. 5631); adoption de la motion de renvoi à la Commission (p. 5631).

Impôts.

**SUITE DE LA DISCUSSION** [27 juin 1962] (p. 2068). Entendus : MM. Cermolacce, Marc Jacquet, *Rapporteur général*, Mme Thome-Patenôtre. Rappel au règlement de M. Cermolacce (p. 2068); observations sur : la suspension du débat au cours de la séance du 14 décembre 1961 pour permettre au Gouvernement de déposer un nouveau projet, l'absence jusqu'à ce jour de nouvelles propositions gouvernementales (p. 2068); la possibilité d'engager le débat du moment que le texte est inscrit à l'ordre du jour prioritaire (*ibid.*); la position de la Commission des finances, l'inutilité de conférer une valeur législative au décret du 24 avril 1811, la limitation de la portée de ce décret proposée dans le texte gouvernemental, l'insuffisance des allégements fiscaux envisagés (p. 2068, 2069).

Art. 1er : *Valeur législative du décret du 24 avril 1811 et des arrêtés Miot* (p. 2069); observations sur : les revendications légitimes de la population corse (p. 2069, 2070); le coût élevé de la vie dans l'île et le taux particulièrement bas des salaires (p. 2069, 2070, 2071, 2072); la non-application de l'article 6 de la loi du 17 décembre 1960 faisant obligation au Gouvernement de déposer, avant le 1er mai 1961, un projet de loi comportant les mesures propres à remédier aux charges et handicaps de l'insularité de la Corse (p. 2069, 2070); la motion adoptée par la conférence de la table ronde qui s'est tenue le 17 juin 1962 à Ajaccio (p. 2070); le manque d'information des parlementaires sur les intentions gouvernementales (p. 2070, 2071, 2072); l'insuffisance des allégements fiscaux proposés, notamment en matière de T.V.A. (p. 2070, 2071); le maintien nécessaire du principe de la détaxation (p. 2072); le classement souhaitable de la Corse en zone spéciale d'action rurale (p. 2070, 2071); la nécessité d'une loi de programme pour la Corse (p. 2071); les problèmes d'équipement de la Corse (p. 2070, 2071); les efforts faits par les autres pays pour leurs parties insulaires (p. 2071, 2072); l'aménagement souhaitable des liaisons maritimes et aériennes entre le continent et la Corse (p. 2071); le renvoi souhaitable en Commission de l'article premier (p. 2072); les efforts faits par le Gouvernement en faveur de la Corse dans le domaine économique et fiscal (p. 2073); la validation pour le passé du régime particulier institué par les arrêtés Miot et le décret impérial de 1811, l'application pour l'avenir, sauf dérogation expresse, du régime de droit commun,

Impôts.

les propositions gouvernementales tendant à appliquer un taux réduit de la T.V.A. aux produits alimentaires essentiels, la volonté du Gouvernement de continuer la discussion, les possibilités d'amendement du texte gouvernemental (p. 2073); le désir de la Commission des finances de voir la discussion suspendue pour étudier les amendements déposés en séance (p. 2075); rappel au règlement de M. Neuwirth sur la recevabilité des amendements déposés en séance (*ibid.*); observations sur le dépôt regrettable du texte en discussion en fin de session (p. 2075); la possibilité de renvoyer le texte en Commission sous réserve de le réinscrire avant la fin de la session (p. 2076); retrait du projet par le Gouvernement (*ibid.*). = Orateurs : MM. Arrighi, Biaggi, Cermolacce, Gavini, Giscard d'Estaing, *Ministre des Finances*, Habib-Deloncle, Ihuel, Marc Jacquet, *Rapporteur général*, Neuwirth, Padovani, Vaschetti, Van der Meersch.

**REPRISE DE LA DISCUSSION** [12 juillet 1962] (p. 2425).

Art 1er : *Valeur législative du décret du 24 avril 1811 et des arrêtés Miot* (p. 2425); amendement de M. Marc Jacquet au nom de la Commission des finances et de M. Arrighi tendant à la suppression de l'article (*ibid.*); amendement de M. Cermolacce ayant le même objet (*ibid.*); observations sur : l'interprétation restrictive donnée par le Gouvernement au décret du 28 avril 1811, les revendications de la population corse tendant à l'application intégrale des dispositions fiscales contenues dans ce décret, le coût de l'insularité (p. 2426); retrait de l'amendement de la Commission des finances (p. 2426); reprise de cet amendement par M. Arrighi (*ibid.*); observations sur : le contentieux existant entre l'administration des finances et la population de l'île, l'insuffisance du projet gouvernemental (p. 2427), les pertes de recettes importantes acceptées par le Gouvernement (p. 2427); la non-application de l'article 6 de la loi de finances de décembre 1960 (p. 2427, 2428); les textes votés en faveur des départements d'outre-mer (p. 2428); le refus du Gouvernement de remédier au coût de l'insularité (p. 2428); adoption des amendements de MM. Arrighi et Cermolacce (*ibid.*); en conséquence, l'article premier est supprimé (*ibid.*); le Gouvernement retire le projet de l'ordre du jour (*ibid.*). = Orateurs : MM. Arrighi, Cermolacce, Gavini, Giscard d'Estaing, *Ministre des Finances;* Marc Jacquet, *Rapporteur général.*

**§ 6.** — Projet de loi relatif à l'usage de documents fiscaux dans les relations de droit public et de droit privé, présenté à l'Assemblée Nationale le 15 novembre 1961 par M. Chenot, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1537**; rapport le 19 juin 1962 par M. Moras, **n° 1771.** Adoption le 28 juin 1962 (p. 2092). — Projet de loi **n° 413.**

Tranmis le 3 juillet 1962 (renvoyé à la Commission des lois), **n° 256 (année 1961-1962)**; rapport le 18 juillet 1962 par M. Chauvin, **n° 291 (année 1961-1962).** Adoption sans modification le 23 juillet 1962 — Projet de loi n° 119 **(année 1961-1962).**

Loi n° 62-896 du 4 août 1962, publiée au *J.O.* du 5 août 1962 (p. 7778).

**DISCUSSION** [28 juin 1962] (p. 2088). Entendu : M. Moras, *Rapporteur de la Commission des lois constitutionnelles* ; Observations sur : les dispositions du projet, la généralisation de la communication et de l'utilisation en justice des documents fiscaux dans les procès opposant un contribuable soit aux collectivités publiques, soit à un particulier, la nécessité de ne considérer ces documents que comme de simples éléments d'information et de laisser aux juges un pouvoir d'appréciation, les dispositions du projet concernant l'expropriation délient les administrations fiscales du secret professionnel à l'égard de tout expropriant; la possibilité pour le juge d'imposer la communication des documents aussi bien aux administrations fiscales qu'aux parties elles-mêmes (p. 2088 à 2090).

Art. 1er : *Article 2007 du Code général des impôts* (p. 2091) ; amendement du Gouvernement tendant à supprimer la référence de l'article 2016 *quater* du Code général des impôts (p. 2091) ; observations sur : la non application des dispositions de l'article en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; amendement du Gouvernement (non application de l'article aux droits perçus à l'occasion de mutations à titre gratuit) (*ibid.*) ; observations sur : la nécessité de ne pas pénaliser les héritiers et les donataires qui ont pu commettre une erreur d'évaluation de bonne foi (*ibid.*) ; la rareté des erreurs dans les mutations à titre onéreux, l'extension souhaitable à ces mutations, de la disposition inscrite dans l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'amendement du Gouvernement (*ibid.*) ; amendement de M. Moras au nom de la Commission (p. 2991) ; cet amendement est devenu sans objet (*ibid.*); amen-

dement de M. Moras au nom de la Commission tendant à substituer aux mots « à la naissance de la créance » les mots « aux faits générateurs de la créance » (p. 2091) ; adoption de l'amendement (p. 2092) ; adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 2 : *Dispositions concernant l'expropriation*, adoption (p. 2092).

Art 3 : *Possibilité pour les juridictions de l'ordre administratif ou judiciaire d'ordonner la communication des documents d'ordre fiscal dont la production est utile à la solution du litige* (p. 2092) ; amendement de M. Moras au nom de la Commission (communication des documents fiscaux à l'administration intéressée et au plaideur) (*ibid.*); adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*) ; orateurs : MM. Foyer, Garde des Sceaux, *Ministre de la Justice ;* Moras, *Rapporteur.*

**§ 7.** — Projet de loi portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale, présenté à l'Assemblée Nationale le 24 avril 1962 par M. Giscard d'Estaing, Ministre des Finances et des Affaires économiques (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 1692.**

**§ 8.** — Proposition de loi tendant à la modification — aux fins d'interprétation — de l'article 24 de la loi de finances du 31 mars 1931, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 octobre 1962 par M. Heuillard (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1917.**

*Voy.* AMNISTIE, 2.

## IMPOTS DIRECTS.

**§ 1er.** — Proposition de loi tendant à imposer les cumuls d'exploitations agricoles réalisés par des sociétés et des personnes étrangères à la profession, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 janvier 1959 par M. Halbout et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 12.**

Impôts directs.

**§ 2.** — Projet de loi portant ratification du décret n° 59-894 du 28 juillet 1959 portant approbation et publication d'une convention conclue les 30 avril et 8 juin 1959 entre le Gouvernement français et le Gouvernement malgache, tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative pour l'imposition des revenus de capitaux mobiliers, présenté à l'Assemblée Nationale le 6 octobre 1959 par M. Antoine Pinay, Ministre des Finances et des Affaires économiques (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 263.**

**§ 3.** — Proposition de loi tendant à exonérer les rentes viagères de la taxe proportionnelle et les soumettre au versement forfaitaire de 3 0/0, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 octobre 1959 par M. Quinson (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 279.**

**§ 4.** — Proposition de loi tendant à autoriser les contribuables à s'acquitter par douzièmes du montant de leurs impôts directs, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 mai 1960 par M. Lepidi (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 623.**

**§ 5.** — Proposition de loi tendant à modifier l'article 154 du Code général des impôts relatif à la déduction du salaire du conjoint pour la détermination des salaires industriels et commerciaux et des bénéfices des professions non commerciales, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 juillet 1960 par M Davoust et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 849.**

**§ 6.** — Projet de loi relatif au tarif de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, présenté à l'Assemblée Nationale le 8 novembre 1960 par M. Baumgartner, Ministre des Finances et des Affaires économiques (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 935.**

**§ 7.** — Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le régime du forfait en matière

Impôts directs.

d'impôt direct sur le revenu et de taxes locales sur les ventes au détail pour tous les petits commerçants et artisans, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 novembre 1960 (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 984.**

**§ 8.** — Proposition de loi tendant à prolonger le délai d'option des sociétés à responsabilité limitée formée entre parents, pour le régime fiscal des sociétés de personnes, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 décembre 1961, par M. Van Haecke (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 1654.**

**§ 9.** — Projet de loi portant allégement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en faveur des redevables disposant de faibles revenus, présenté à l'Assemblée Nationale le 24 avril 1962 par M. Giscard d'Estaing, Ministre des Finances et des Affaires économiques (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 1693** ; rapport le 8 mai 1962 par M. Marc Jacquet, **n° 1703.** Adoption le 9 mai 1962 (p. 998). — Projet de loi **n° 384.**

Transmis au Sénat le 15 mai 1962 (renvoyé à la Commission des finances), **n° 181 (année 1961-1962)** ; rapport le 17 mai 1962 par M. Pellene, **n° 199 (année 1961-1962).** Adoption sans modification le 24 mai 1962. — Projet de loi **n° 84 (année 1961-1962).**

Loi n° 62-616 du 1er juin 1962, publiée au *J.O.* du 2 juin 1962 (p. 5314).

**DISCUSSION** [8 mai 1962] (p. 972) [9 mai 1962) (p. 990). Entendus : MM. Giscard d'Estaing, *Ministre des Finances et des Affaires économiques ;* Marc Jacquet, *Rapporteur général* ; Jaillon, Ballanger, Bourgoin, Frédéric-Dupont, Dreyfous-Ducas, Leenhardt, Chauvet, Courant, Collette ; observations sur : les différentes mesures prises depuis 1959 en vue de réduire la charge de l'impôt sur le revenu (p. 972) ; le désir du Gouvernement d'obtenir une plus grande justice fiscale (*ibid.*); les conceptions générales du Gouvernement en matière de fiscalité directe (p. 973) ; les dispositions du projet (p. 972, 973) ; l'élargissement du mode de calcul de la décote pour éviter le passage trop brusque de la non-taxation à la taxation (p. 972, 973) ; l'application de l'allégement proposé aux revenus de 1961 (p. 973) ; le nombre des contribuables intéressés par le projet (p. 973, 974) ; le plan de trois ans d'allégement du barème de l'impôt sur le revenu voté en 1960 (p. 993, 995) ; la suppression de la taxe complémentaire (p. 973, 974, 995, 996) ; la nécessité d'une adaptation périodique du barème en fonction de l'évolution des revenus (p. 973, 992, 995) ; la proposition socialiste faite à ce sujet (p. 992) ; le relèvement des forfaits (p. 974, 975) ; le poids excessif de la fiscalité indirecte en France (p. 974) ; la situation des femmes seules ayant un ascendant à charge (p. 990), celle des rentiers viagers (*ibid.*) ; l'injustice résultant du système actuel de l'impôt direct en France (p. 991) ; l'augmentation des impôts du fait notamment de la dépréciation de la monnaie sans augmentation correspondante du pouvoir d'achat (975, 991, 992, 994) ; le manque d'imagination fiscale du Gouvernement (p. 991); l'insuffisance de l'allégement proposé (p. 992, 993); le relèvement souhaitable de l'abattement à la base (p. 975, 992, 993) ; les engagements pris par le Gouvernement à ce sujet (p. 991) ; l'élargissement des tranches d'imposition (p. 975, 991, 993, 994) ; l'attribution souhaitable de facilités fiscales aux ruraux devant assurer l'entretien de leurs enfants dans des pensionnats (p. 995) ; la faible progression du rendement de l'impôt sur le revenu entre 1959 et 1962 (p. 997) ; la défense de la stabilité économique et monétaire (*ibid.*).

Art. 1er : *Modification du mode de calcul de la décote* (p. 997) ; observations sur : les inconvénients d'une aggravation de la fiscalité directe, l'abandon de ce système dans les pays modernes (*ibid.*); la situation des femmes seules ayant un ascendant à charge (*ibid.*) ; celle des pères de famille contraints d'envoyer leurs enfants dans des internats (p. 997, 998); adoption de l'article (*ibid.*).

Art. 2 : *Application de la loi aux revenus de 1961*, adoption (*ibid.*); adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 998). = Orateurs : Mme Devaud, MM. Dreyfous Ducas, Frédéric-Dupont.

— Dispositions intéressant les sociétés. — *Voy.* BUDGET DE 1962, (**n° 1436**). Art. 63, 64, 65, 67, 68 [12 novembre 1961] (p. 4549 à 4552).

— signes extérieurs de richesse. — *Voy.* BUDGET DE 1962, (**n° 1436**). Art. 7 [20 octobre 1961] (p. 2807).

## IMPOTS (Enregistrement et timbre).

**§ 1er.** — Projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité

immobilière, présenté à l'Assemblée Nationale le 20 juillet 1961 par M. Baumgartner, Ministre des Finances (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan) **n° 1397** ; rapport le 28 juin 1962 par M. Marc Jacquet, **n° 1796.** Avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges le 4 juillet 1962 par M. Bertrand Denis, **n° 1817.** Avis présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République le 4 juillet 1962 par M. Delrez, **n° 1818.** Adoption le 23 juillet 1962 (p. 2798). — Projet de loi **n° 441.**

**DISCUSSION** [12 juillet 1962] (p. 2428) [17 juillet 1962] (p. 2531) [23 juillet 1962] (p. 2781). Entendus : MM. Marc Jacquet, *Rapporteur de la Commission des finances ;* Delrez, *Rapporteur pour avis de la Commission des lois constitutionnelles;* Bertrand Denis, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production;* Giscard d'Estaing, *Ministre des Finances et des Affaires économiques;* Courant, Collette. Observations sur : le caractère anachronique de la législation de l'enregistrement et du timbre (p. 2428, 2429, 2431, 2433) ; les simplifications et les assouplissements proposés (p. 2429, 2432) ; la suppression d'un nombre important d'articles du Code général des impôts (p. 2429, 2433) ; la réduction des tarifs applicables aux ventes aux enchères (p. 2429, 2432) ; le regain d'activité du marché français des objets d'art qu'entraînera cette réduction (p. 2432, 2433) ; les dispositions relatives à la fiscalité immobilière (p. 2429, 2432, 2433, 2436 et 2531) ; l'accroissement des charges de la construction moyenne, notamment de l'accession à la propriété qu'entraînerait l'adoption du projet (p. 2431) ; la simplification du régime fiscal des mutations d'immeubles déjà construits (p. 2429, 2433) ; l'assujettissement à la T.V.A. des opérations de construction (p. 2433) ; l'exonération des constructions individuelles, des H.L.M. et des immeubles construits avec l'aide de l'Etat (p. 2430, 2433) ; la réduction des recettes des collectivités locales entraînée par les allégements fiscaux proposés (p. 2436) ; l'imposition des profits retirés de la construction (p. 2430, 2432, 2434) ; l'institution de sociétés immobilières d'investissements dotées d'un statut fiscal particulier (p. 2430, 2431, 2432, 2434, 2531) ; les précisions devant être données à leur sujet (p. 2531) ; l'extension éventuelle de leur activité (p. 2431, 2533). Les dispositions concernant la réforme de l'enregistrement et du timbre (p. 2431) ; les inconvénients de l'obligation imposée au bailleur de faire une déclaration annuelle (p. 2431, 2533) ; l'unification du régime des locations verbales et des baux écrits (p. 2431, 2435) ; le rétablissement souhaitable de la franchise de timbre pour les échanges d'immeubles (p. 2432) ; la réduction des droits de mutation sur les meubles ruraux (p. 2432, 2433, 2437, 2532) ; les avantages procurés aux sociétés capitalistes et aux spéculateurs par la crise du logement (p. 2435, 2436, 2437) ; la nouvelle taxation des droits de soulte (p. 2533) ; son incidence sur les familles nombreuses (p. 2533).

**Impôts (Enregistrement et timbre).**

CHAPITRE 1er — MUTATION DE JOUISSANCE. — Art. 1er : *Simplification du régime fiscal des baux* (p. 2533) ; amendement de M. Nilès (application du droit proportionnel d'enregistrement aux brevets d'invention et aux concessions de licences d'exploitation) (*ibid.*) ; observations sur : l'ordonnance du 25 septembre 1958 soumettant les cessions de brevets et les concessions de licences d'exploitation de brevets au droit fixe de 10 NF ; les omissions de brevets d'invention dans les déclarations de succession facilitées par cette exonération (p. 2533, 2534) ; les difficultés que causerait l'adoption de l'amendement à l'industrialisation de l'invention (p. 2534) ; rejet de l'amendement (*ibid.*) ; amendement du Gouvernement (régime fiscal des locations visées à l'article 1059 du Code général des impôts) (*ibid.*) ; adoption de l'amendement ; amendement du Gouvernement (régime fiscal des baux à vie ou à durée illimitée) (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; amendement de M. Nilès (*ibid.*) ; retrait (*ibid.*) ; amendement de M. B. Denis au nom de la Commission de la production et de M. Collette (suppression de la déclaration annuelle imposée au bailleur) (*ibid.*) ; observations sur : l'intention du Gouvernement de mécaniser le paiement des droits d'enregistrement ; les inconvénients présentés par la déclaration annuelle pour les bailleurs de biens ruraux (p. 2534, 2535) ; retrait de l'amendement de la Commission de la production (p. 2535) ; amendement de M. Collette (application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 685 du Code général des impôts aux baux de biens ruraux) (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; amendement du Gouvernement (modalités de perception de la taxe visée à l'article 1585 du Code général des impôts) (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 2 : *Régime fiscal des cessions de droit à un bail* (p. 2535) ; amendement de M. Lolive tendant à une nouvelle rédaction de l'article (*ibid.*) ; observations sur : la nécessité de mettre

Impôts (Enregistrement et timbre).

fin aux fraudes en matière d'opérations assimilées à des cessions de droit au bail (*ibid.*) ; rejet de l'amendement (*ibid.*), amendement de M. Delrez au nom de la Commission des lois constitutionnelles (sanctions aux infractions pouvant être commises en violation du texte en cause) (*ibid.*); observations sur : l'article 53 du projet organisant la répression des fraudes et infractions par une simple référence du Code général des impôts; la compétence exclusive du Parlement en matière de lois pénales (p. 2535); la suppression souhaitable de l'article 53 (p. 2536) ; retrait de l'amendement de la Commission de la production (*ibid.*) ; adoption de l'article 2 (*ibid.*).

CHAPITRE II. — ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES. — Art. 3 : *Actes judiciaires et extrajudiciaires dont l'enregistrement est obligatoire* (p. 2536); adoption (*ibid.*).

Art. 4. — *Montant des droits fixes applicables aux actes judiciaires et extrajudiciaires* (p. 2536); amendement de M. Delrez au nom de la Commission des lois constitutionnelles tendant à une nouvelle rédaction de l'article (*ibid.*) ; observations sur : l'exclusion souhaitable des formalités de l'enregistrement, des dispositions avant « dire droit » et notamment des ordonnances rendues dans la procédure d'injonction de payer (p. 2536, 2537) ; la simplification proposée par le Gouvernement consistant à soumettre désormais toutes les décisions judiciaires à un droit fixe ; les complications qu'entraînerait une distinction entre jugements (*ibid.*); le Gouvernement demande l'application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement (*ibid.*) ; en conséquence, l'amendement de la Commission de la production est déclaré irrecevable (*ibid.*) ; amendement du Gouvernement tendant à ne maintenir l'obligation de l'enregistrement que pour les ordonnances de référé (*ibid.*); adoption de l'amendement (*ibid.*) ; amendement de M. Marc Jacquet au nom de la Commission des finances tendant à maintenir à 10 NF le droit fixe applicable aux ordonnances de référé et aux jugements avant « dire droit » des tribunaux de grande instance et des tribunaux de commerce (*ibid.*); adoption de l'amendement (*ibid.*); observations sur : l'allongement des procédures risquant de se produire avec l'obligation d'enregistrer toutes les décisions judiciaires (p. 2537) ; adoption de l'article 4 ainsi modifié (p. 2538).

Art. 5 : *Régime fiscal des décisions des juridictions administratives* (p. 2538); adoption de l'article (*ibid.*).

Art. 6 : *Exonération en matière de timbre et d'enregistrement en ce qui concerne les actes judiciaires et extrajudiciaires* (*ibid.*) ; amendement de M. Delrez au nom de la Commission des lois constitutionnelles tendant à la suppression de la formalité d'enregistrement pour les constats d'huissier et pour les actes relatifs à l'état des personnes (p. 2538) ; modification de l'amendement (*ibid.*); adoption de l'amendement ainsi rectifié (*ibid.*); adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 7 : *Abrogation de certains articles du Code général des impôts* (p. 2538); amendement de M. Delrez au nom de la Commission des lois (abrogation de l'article 1912) (*ibid.*); observations sur : la nécessité d'abroger les articles du Code général des impôts qui seraient en contradiction avec les dispositions du projet. Les dispositions des articles 1102 et 1103 dispensant de l'enregistrement et du timbre les actes afférents à des poursuites et à des recouvrements par le Trésor, celles de l'article 1912 remplaçant le droit fixe par des droits proportionnels (p. 2538) ; l'aggravation de la charge du Trésor qu'entraînerait l'abrogation de l'article 1912; le Gouvernement oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement de la Commission des lois (p. 2539) ; en conséquence, l'amendement est déclaré irrecevable (*ibid.*) ; adoption de l'article 7 (*ibid.*).

CHAPITRE III. — VENTE DES BIENS MEUBLES CORPORELS ET INCORPORELS. — Art 8 : *Actes de vente portant sur les biens meubles soumis à la formalité de l'enregistrement* (p. 2539) ; observations sur : le régime fiscal applicable aux coupes de bois (*ibid.*) ; amendement du Gouvernement (Enregistrement des actes portant mutation de propriété de yachts ou bateaux de plaisance) (*ibid.*); sous-amendement de M. Ballanger (application du droit proportionnel de 12 0/0) (*ibid.*) ; observations sur : l'harmonisation nécessaire des dispositions relatives à l'enregistrement des ventes des bateaux de plaisance et de celles du Code général des impôts concernant les signes extérieurs de richesse (*ibid.*) ; la nécessité de ne pas frapper les petits bateaux de sport et de plaisance (*ibid.*) ; retrait de l'amendement du Gouvernement (*ibid.*) ; en conséquence, le sous-amendement de M. Ballanger devient sans objet ; amendement de M. Ballanger (maintien du droit proportionnel de 12 0/0 sur les ventes de yachts ou bateaux de plaisance) (*ibid.*) ; observations sur : l'importance de l'équipage et des installations de certains bateaux ; la nécessité de soumettre leur vente au droit proportionnel (*ibid.*) ; adoption de l'amendement de M. Ballanger (p. 2540) ; adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 9 : *Application d'un taux réduit de 0,20 0/0 aux ventes publiques mobilières* (p. 2540); amendement du Gouvernement précisant que le taux réduit est applicable lorsque les ventes ne sont pas pas soumises, en raison de leur objet, à un tarif différent (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; amendement de M. Dreyfous-Ducas (application du tarif réduit aux ventes faites sur offres par correspondance) (*ibid.*); retrait de l'amendement (*ibid.*); adoption de l'article 9 ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 10 : *Taxation des ventes publiques d'aéronefs et des bateaux servant à la navigation maritime — taxation des ventes publiques de marchandises en gros* (p. 2540, 2541) ; amendement du Gouvernement (allégement de la taxe indirecte applicable aux ventes publiques amiables des cuirs et peaux) (*ibid.*) ; observations sur : les modalités de la commercialisation des peaux brutes ; la modification éventuelle de la taxe indirecte sur les ventes à l'amiable (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article 10 ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 11 : *Taxe additionnelle locale applicable aux ventes publiques mobilières* (ibid.) ; adoption de l'article (*ibid.*).

Art. 12 : *Droit de mutation sur les soultes de partage* (p. 2451); amendement de M. B. Denis au nom de la Commission de la production et de M. Collette tendant à la suppression de l'article; observations sur : l'absence du droit de soulte dans certaines législations étrangères; les inconvénients présentés par ce droit pour les familles nombreuses (p. 2541); les fraudes auxquelles donnait lieu l'ancien système (*ibid.*); adoption de l'amendement de la Commission de la production (p. 2542); en conséquence, l'article 12 est supprimé.

Art. 13 à 15 : adoption (*ibid.*).

Art. 16 : *Abrogation de certains articles du Code général des impôts* (*ibid.*) ; amendement de M. Delrez au nom de la Commission des lois tendant à exonérer les actes notariés du droit de timbre et d'enregistrement (*ibid.*) ; observations sur : la pénalisation injustifiée infligée aux actes authentiques (*ibid.*); le Gouvernement oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement; le Rapporteur général de la Commission des finances déclare l'article 40 applicable; en conséquence, l'amendement de M. Delrez devient irrecevable (*ibid.*); adoption de l'article 16 (*ibid.*).

Art. 17 : *Déduction des dettes successorales* (p. 2542) ; amendement du Gouvernement (*ibid.*); retrait; amendement de M. Ballanger tendant à rétablir la non-déduction des dettes envers des créanciers étrangers (p. 2542) ; observations sur : l'application du principe de la territorialité de l'impôt; l'imposition frappant la créance sur un débiteur français même si elle est garantie par une hypothèque sur un immeuble étranger (p. 2542); la nécessité d'autoriser la déduction de la dette corrélative (p. 2543); rejet de l'amendement de M. Ballanger (*ibid.*); adoption de l'article 17 (*ibid.*).

Impôts (Enregistrement et timbre).

Art. 18 : *Dettes successorales contractées pour l'acquisition de biens exonérés de droits de succession* (p. 2543); adoption (*ibid.*).

Art. 19 : *Mutations par décès, délais de déclaration* (p. 2543) ; amendement de M. Delrez au nom de la Commission des lois tendant à allonger les délais prévus dans l'article; le Gouvernement oppose à cet amendement l'article 40 de la Constitution (*ibid.*); en conséquence, l'amendement est déclaré irrecevable (*ibid.*); adoption de l'article 19 (*ibid.*).

Art. 20 : *Droit de mutation à titre gratuit concernant les rentes et pensions viagères* (p. 2543); amendement de M Grenier tendant à la suppression de l'article (*ibid.*); observations sur : les inconvénients de substituer à l'évaluation forfaitaire actuelle, une évaluation effectuée suivant une déclaration estimative des personnes (p. 2543); les difficultés suscitées par le système de l'évaluation forfaitaire (*ibid.*) ; rejet de l'amendement de M. Grenier (*ibid.*); adoption de l'article 20 (*ibid.*).

Après l'article 20 : article additionnel du Gouvernement (*Mutation à titre gratuit, rapport des donations antérieures*) (p. 2543). — Article additionnel : (*Mutations par décès, application des droits aux biens frappés d'indisponibilité hors de France*) (*ibid.*); observations sur : l'harmonisation nécessaire de l'article 771 du Code général des impôts avec les nouvelles règles d'imposition des mutations à titre gratuit résultant de la loi du 28 décembre 1959 (*ibid.*); l'institution d'un régime fiscal spécial en faveur des biens frappés d'indisponibilité dans certains pays (*ibid.*); adoption du premier article additionnel (p. 2544); adoption du deuxième article additionnel (*ibid.*).

Art. 21 : *Mutation par décès, abattement entre frères et sœurs* (*ibid.*); adoption (*ibid.*).

Art. 22 : *Mutations par décès, présomption légale de propriété* (p. 2544) ; amendement de M. Delrez au nom de la Commission des lois (*ibid.*); retrait de l'amendement (*ibid.*); adoption de l'article (*ibid.*).

Art. 23 : *Première transmission à titre gratuit d'immeubles neufs à usage principal d'habitation. Conditions d'application de l'exonéra-*

Impôts (Enregistrement et timbre).

*tion des droits de mutation à titre gratuit* (p. 2544) ; amendement de M. Cermolacce tendant à une nouvelle rédaction de l'article; observations sur : l'imposition nécessaire des mutations portant sur des immeubles de luxe ou de rapport (*ibid.*) ; rejet de l'amendement (*ibid.*); amendement de M. Marc Jacquet au nom de la Commission des finances tendant à une modification de forme (*ibid.*); adoption de l'amendement ; adoption de l'article 23 ainsi modifié (p. 2545).

Art. 24 à 29 : *Régime fiscal des opérations de construction* (p. 2545) ; à la demande du Gouvernement, ces articles sont réservés.

Chapitre IV. — Timbre. — Art. 30 : *Actes et écrits assujettis au timbre* (p. 2545); amendement de M. Delrez au nom de la Commission des lois tendant à supprimer de la liste figurant à l'article le terme « registres » (*ibid.*); observations sur : l'absence de registres chez les officiers publics et ministériels; la difficulté de distinguer les répertoires des registres (p. 2545); le Gouvernement oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement de la Commission des lois (*ibid.*); l'exonération du timbrage des registres personnels (*ibid.*) ; le Rapporteur général déclare que l'article 40 est applicable à l'amendement; en conséquence, cet amendement est irrecevable (*ibid.*); adoption de l'article 30 (*ibid.*).

Art. 31 : *Régime fiscal applicable aux photocopies* (*ibid.*); adoption de l'article (*ibid.*).

Art. 32 : *Droit de timbre applicable aux lettres de change* (p. 2545, 2546) ; adoption (p. 2546).

Art. 33 : *Exonérations du droit de timbre* (p. 2546) ; observations sur : l'extension souhaitable de l'exonération du droit de timbre aux expéditions des projets de partage, de partages de sociétés de construction et des règlements de copropriété ; le fait que les demandeurs de ces pièces refusent généralement de les faires timbrer, étant donné les frais entraînés par cette formalité (p. 2546) ; amendement de M. Marc Jacquet au nom de la Commission des finances (exonération du droit de timbre des échanges d'immeubles sans limitation de montant) (*ibid.*) ; amendement de M. B. Denis au nom de la Commission de la production sur le même objet (*ibid.*) ; observations sur : l'encouragement souhaitable des échanges d'immeubles dans le monde rural (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article 33 ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 34 : *Modalités de paiement du timbre* (p. 2546) ; adoption (*ibid.*).

Art. 35 : *Abrogation de divers articles du Code général des impôts* (p. 2546, 2547) ; amendement de M. Marc Jacquet au nom de la Commission des finances tendant à supprimer la référence à l'article 1368-1° du Code général des impôts (*ibid.*); amendement de M. B. Denis au nom de la Commission de la production et de M. Collette ayant le même objet (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (p. 2547) ; adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Chapitre VII. — Dispositions diverses. — Art. 36 : *Régime fiscal des actes sous condition suspensive* (p. 2547) ; adoption (*ibid.*).

Art. 37 : *Fixation à 5 NF du minimum de perception du droit proportionnel ou du droit progressif d'enregistrement* (*ibid.*); adoption (*ibid.*).

Art 38 : *Fixation à 25 NF du tarif prévu à l'article 671 du Code général des impôts* (*ibid.*); adoption (*ibid.*).

Art. 39 : *Actes enregistrés au droit fixe* (*ibid.*); amendement de M. Marc Jacquet au nom de la Commission des finances tendant à étendre les dispositions du troisième paragraphe de l'article au transfert de biens opéré au sein des sociétés de crédit immobilier ou leurs unions (p. 2547) ; amendement de M. Denvers ayant le même objet (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 40 : *Actes enregistrés au droit fixe de 50 NF* (p. 2547) ; amendement de M. Delrez au nom de la Commission des lois (enregistrement gratuit des actes portant sur des biens dont la valeur est inférieure à 500 NF) ; le Gouvernement oppose l'article 40 à l'amendement ; le rapporteur général déclare que l'article 40 est applicable ; en conséquence, l'amendement de la Commission des lois est irrecevable (*ibid.*) ; adoption de l'article (*ibid.*).

Après l'article 40 : article additionnel du Gouvernement : *droits d'enregistrement des contrats de mariage* (p. 2547), article additionnel du Gouvernement : *Partage agricoles. Exonération du droit de soulte* (*ibid.*) ; observations sur : la reprise dans le premier article additionnel d'une disposition figurant dans le projet de loi sur la réforme des régimes matrimoniaux (p. 2547, 2548) ; adoption du premier article additionnel(p. 2548) ; observations sur : l'harmonisation nécessaire du Code général des impôts avec la loi du 19 décembre 1961 concernant le droit de soulte en cas d'attribution préférentielle (p. 2548) ; adoption du second article additionnel (*ibid.*).

Impôts (Enregistrement et timbre).

Art. 41 : *Abrogation des articles 711 et 712 du Code général des impôts* (*ibid.*) ; adoption (*ibid.*).

Art. 42 : *Régime fiscal des apports en société de biens en nature* (p. 2548) ; amendement de M. Delrez au nom de la Commission des lois tendant à la suppression de l'article ; observations sur : la reprise de l'ensemble de ces questions dans un texte intéressant le régime fiscal des sociétés (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; en conséquence, l'article 42 est supprimé (*ibid.*).

Art. 43 : *Réduction du droit de mutation sur les ventes d'immeubles ruraux* (p. 2548) ; observations sur : les difficultés que suscite aux rapatriés le paiement des droits d'enregistrement (*ibid.*) ; la prochaine publication d'un décret prévoyant l'aménagement des modalités de paiement de certains droits de mutation (*ibid.*) ; amendement de M. Marc Jacquet au nom de la Commission des finances tendant à la fin du premier alinéa à supprimer les mots « au sens de l'article 1309 dudit Code » (p. 2549) ; observations sur : la prochaine réduction par voie de décret du droit de mutation sur les ventes d'immeubles ruraux (p. 2549) ; la définition des immeubles ruraux (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article 43 ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 44 : *Droit de mutation à titre onéreux applicable aux acquisitions tendant à faciliter l'adaptation à l'évolution économique des structures des entreprises industrielles et commerciales* (p. 2549) ; amendement de M. Marc Jacquet au nom de la Commission des finances et de M. Poudevigne (extension des dispositions de l'article au développement de la recherche scientifique et technique) (*ibid.*) ; amendement de M. Marc Jacquet au nom de la Commission des finances et de M. Burlot (application du droit de mutation réduit pendant une durée minimale de cinq ans) (*ibid.*) ; observations sur : la réduction souhaitable du délai prévu par l'amendement de la Commission des finances ; modification de cet amendement (*ibid.*) ; adoption du premier amendement de la Commission des finances (*ibid.*) ; adoption du second amendement modifié (*ibid.*) ; adoption de l'article 44 ainsi modifié (*ibid.*).

Après l'article 44 : article additionnel du Gouvernement : *Droit de timbre applicable aux cartes de séjour des étrangers* (p. 2549) ; adoption de l'article additionnel (p. 2550).

Art. 45 : *Transfert de biens par une œuvre d'intérêt public à un établissement d'utilité publique* (p. 2550) ; adoption (*ibid.*).

Art 46 : *Echanges de droits de propriété ou de droits d'exploitation portant sur des minières ou carrières* (p. 2550) ; adoption (*ibid.*).

Art. 47 : *Opérations de remembrement foncier* (*ibid.*) ; adoption (*ibid.*).

Après l'article 47 : article additionnel du Gouvernement (*Application d'un tarif réduit aux ventes d'immeubles destinés à l'habitation*) (p. 2550) ; observations sur : l'exclusion du régime de faveur des acquisitions d'immeubles affectés à l'exercice de la profession de loueur en meublé (p. 2550) ; l'application souhaitable du taux réduit aux acquisitions concourant à un regroupement de terrains autour d'une habitation individuelle dans la limite de 2.500 mètres carrés (*ibid.*) ; le sens à donner à l'expression « ou professionnel », le cas de locaux mixtes (*ibid.*) ; adoption de l'article additionnel (p. 2551).

Art. 48 : *Modalités de paiement des droits d'enregistrement* (*ibid.*) ; amendement de M. Marc Jacquet au nom de la Commission des finances tendant à supprimer la référence à l'article 710 du Code général des impôts (p. 2551) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; amendement de M. Delrez au nom de la Commission des lois (*ibid.*) ; la Commission des finances oppose à cet amendement l'article 40 de la Constitution ; en conséquence, l'amendement est déclaré irrecevable (*ibid.*) ; adoption de l'article 48 ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 49 : *Suppression de divers régimes d'exception* (p. 2551) ; amendement du Gouvernement tendant à ajouter l'article 1328, deuxième alinéa, à la liste des articles du Code général des impôts abrogés par l'article 49 et à remplacer dans cette liste « 1341 » par « 1341-premier alinéa » (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 50 : *Suppression de l'exonération de droits d'enregistrement en faveur des pièces délivrées par l'Office français des réfugiés et apatrides* (*ibid.*) ; adoption.

Art. 51 : *Modification de l'article 1933 du Code général des impôts* (*ibid.*) ; amendement du Gouvernement tendant à la suppression de l'article ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; en conséquence, l'article 51 est supprimé.

CHAPITRE VIII. — DISPOSITIONS FINALES. — Art. 52 : *Aménagement de la codification* (p. 2551, 2552) ; adoption (p. 2552).

Art. 53 : *Sanctions en cas d'infraction aux dispositions de la loi* (p. 2552) ; amendement de M. Delrez au nom de la Commission des lois tendant après le mot « sanctions », à insérer le mot « fiscales » (p. 2552) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article 53 ainsi modifié (*ibid.*).

Impôts (Enregistrement et timbre).

Art 54 : *Fixation par décret des modalités d'application de la loi et des mesures transitoires* (*ibid.*) ; amendement de M. Marc Jacquet au nom de la Commission des finances tendant à supprimer la phrase relative aux mesures transitoires d'application (*ibid.*) ; retrait de l'amendement (*ibid.*); adoption de l'article (*ibid.*).

**REPRISE DE LA DISCUSSION** [23 juillet 1962] (p. 2781). CHAPITRE V : RÉGIME FISCAL DES OPÉRATIONS DE CONSTRUCTION. — Art. 24 précédemment réservé : *Application de la T. V. A. aux opérations de construction* (p. 2781, 2782) ; amendement de M. Ballanger tendant à une nouvelle rédaction de l'article ; observations sur : les scandales immobiliers récents ; les rentes fiscales dont bénéficient certains spéculateurs sur la crise du logement ; la possibilité de mettre fin à cette situation par une stricte application des textes et la suppression de certaines exonérations ; le remplacement de la T.V.A. par une taxe sur les prestations de services (p. 2782, 2783) ; les exonérations devant être accordées aux H.L.M. et aux maisons individuelles (p. 2783) ; rejet de l'amendement (*ibid.*); amendement de M. Marc Jacquet au nom de la Commission des finances et de M. Denvers (exonération de la T.V.A. en faveur des transferts de biens faits par les collectivités locales aux profits des sociétés d'habitations à loyer modéré) (*ibid.*); sous-amendement de M. Denvers tendant à substituer au mot « sociétés » le mot « organismes » (*ibid.*); adoption (*ibid.*) ; adoption de l'amendement ainsi modifié ; amendement du Gouvernement (exonération de la T.V.A. en faveur des livraisons portant sur les logements destinés au secteur locatif et ayant bénéficié d'une aide financière de l'Etat (p. 2783) ; sous-amendement de M. Marc Jacquet au nom de la Commission des finances tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase de l'amendement (*ibid.*); observations sur : la situation des personnes qui se groupent pour construire pour leur usage personnel des logements compris dans des immeubles collectifs ; la nécessité d'une application libérale de l'exonération en faveur des constructeurs de maisons doubles ou triples (*ibid.*) ; adoption du sous-amendement (p. 2784) ; adoption de l'amendement ainsi modifié (*ibid.*); amendement du Gouvernement (imposition à la T.V.A. des cessions d'immeubles effectuées sous forme d'apports en sociétés) (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; amendement de M. Marc Jacquet au nom de la Commission des finances tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 2 de l'article ; observations sur : la substitution de la notion de délivrance du certificat de conformité à celle de réception définitive (p. 2784) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; amendement du Gouvernement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 3 de l'article ; observations sur : la prise en compte de la T.V.A. dans la base d'imposition suivant les règles du droit commun, l'assiette de la taxe (p. 2784) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; amendement du Gouvernement (réfaction applicable pour l'assiette de la T.V.A. aux ventes ou apports en société de terrains à bâtir) (p. 2784, 2785) ; observations sur : l'octroi de cet abattement aux ventes de terrains sur lesquels seront édifiés des immeubles bénéficiant de l'aide financière de l'Etat (*ibid.*); sous-amendement de M. Chauvet (maintien de l'application des dispositions de l'article 1311 du Code général des impôts aux acquisitions de terrains destinés à l'édification de maisons individuelles) (p. 2785); observations sur : la pénalisation qu'imposerait l'adoption du texte du Gouvernement aux terrains acquis pour la construction de maisons individuelles ; la faveur qui pourrait être accordée aux constructions de luxe si le sous-amendement était adopté ; la limitation souhaitable du sous-amendement aux résidences principales (p. 2785) ; modification dans ce sens du sous amendement de M. Chauvet (p. 2786) ; adoption du sous-amendement (*ibid.*); adoption de l'amendement ainsi modifié (*ibid.*); adoption de l'article 24 (*ibid.*).

Art. 25 : *Imposition des profits retirés des opérations de constructions immobilières* (p. 2786); amendement du Gouvernement tendant à une nouvelle rédaction de l'article ; observations sur : la franchise de l'impôt accordée aux sociétés sous condition du remploi (p. 2787); l'extension du régime aux ventes en l'état futur d'achèvement ; la nécessité d'une réduction temporaire de l'impôt sur les sociétés pour les opérations de construction pour ne pas compromettre l'équilibre du marché de la construction (*ibid.*); sous amendement de M. Nilès tendant à la suppression des paragraphes 1, 2, 3 et 4 de l'amendement ; observations sur : l'imposition nécessaire des profits réalisés par les promoteurs (*ibid.*) ; l'application immédiate des règles fiscales du droit commun aux profits tirés de la construction immobilière ; la nécessité de préserver les sources privées de financement actuellement utilisées au lancement des grandes opérations de construction (*ibid.*); rejet du sous-amendement (*ibid.*); sous-amendement de M. B. Denis au nom de la Commission de la production et de M. Desouches ; (caractère libératoire du prélèvement pour les non-professionnels) (p. 2787, 2788); adoption du sous-amendement (p. 2788); sous-amendement de M. Marc Jacquet au nom

de la Commission des finances tendant à substituer aux mots « principale source », les mots « source normale » (p. 2788); adoption du sous-amendement; sous-amendement de M. Marc Jacquet (extension du caractère libératoire du prélèvement aux ventes en l'état futur d'achèvement et aux cessions de titres d'une société de construction) (p. 2788); sous-amendement analogue de M. Marc Jacquet au nom de la Commission des finances (*ibid.*); retrait du sous-amendement de M. Marc Jacquet (p. 2789); adoption du paragraphe 1 du sous-amendement de la Commission des finances (*ibid.*); adoption du paragraphe 2; adoption de l'ensemble du sous-amendement (*ibid.*); sous-amendement de M. Marc Jacquet au nom de la Commission des finances et de M. Burlot (maintien du bénéfice de l'exonération prévue dans l'article 210 *ter* du Code général des impôts en faveur des revenus des immeubles pour lesquels un permis de construire aura été délivré postérieurement au 31 décembre 1964 (*ibid.*) ; observations sur : les abus que pourrait entraîner une telle disposition (p. 2789); l'institution de sociétés d'investissements immobiliers; le monopole de construction qui va être créé en faveur des grands trusts financiers; le détournement des petites entreprises privées des investissements locatifs (*ibid.*); rejet du sous-amendement de la Commission des finances (p. 2790); sous-amendement de M. Marc Jacquet au nom de la Commission des finances (exonération des plus-values réalisées dans le délai d'un an à compter de la date de la promulgation de la loi) (*ibid.*); sous amendement de M. Georges Bonnet (exonération des plus-values réalisables avant le 1er janvier 1964 provenant de la cession d'immeubles ayant donné lieu à la délivrance d'un permis de construire antérieurement au 1er octobre 1962 (*ibid.*); retrait du sous-amendement de la Commission des finances; adoption du sous-amendement de M. Georges Bonnet; adoption de l'amendement du Gouvernement; en conséquence, l'article 25 se trouve adopté dans le texte de l'amendement du Gouvernement, modifié par le sous-amendement adopté par l'Assemblée.

Art. 26 : *Sociétés ayant pour objet la construction, l'acquisition ou la gestion d'immeubles en vue de leur division par fractions destinées à être attribuées aux associés en propriété ou en jouissance; Régime fiscal* (p. 2790); amendement de M. Marc Jacquet au nom de la Commission des finances; exclusion du champ d'application de l'article des organismes H.L.M. (p. 2791); observations sur: l'avantage incertain qu'apporterait l'adoption de cet amendement aux sociétés coopératives de H.L.M. (p. 2791); la nécessité d'éviter une discrimination entre les H.L.M. ayant pour objet l'accession à la propriété et celles ayant pour objet la location (*ibid.*); sous-amendement de M. Denvers tendant à ajouter les mots « et à leur profit » (p. 2791); adoption du sous-amendement (*ibid.*); adoption de l'amendement ainsi modifié (*ibid.*); adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 27 : *Régime fiscal applicable aux actes constatant la formation, la prorogation, la transformation ou la dissolution des sociétés visées à l'article 26* (p. 2791, 2792); amendement de M. Carter (délais d'exonération pour les opérations de dissolution) (p. 2792); retrait de l'amendement (*ibid.*); adoption de l'article 27 (*ibid.*).

Art. 28 : *Abrogation de certains articles du Code général des impôts* (p. 2792); adoption (*ibid.*).

Art. 29 : *Statut fiscal des sociétés immobilières d'investissement* (p. 2792); amendement de M. Grenier tendant à la suppression de l'article (*ibid.*); observations sur : le champ d'application de l'article ; les conséquences graves qu'il pourrait avoir sur le statut des propriétaires privés (p. 2792, 2793); la faible rentabilité des investissements dans ce domaine (*ibid.*); l'agrément des programmes des sociétés immobilières d'investissement par le Ministre de la Construction (p. 2793); la limitation souhaitable de l'objet des sociétés immobilières d'investissement à la construction d'immeubles d'habitation (p. 2794); la complexité qu'entraînerait la création de sociétés hybrides; les garanties apportées à l'épargne privée par l'exclusivité de l'objet de l'entreprise (p. 2794); le petit nombre de sociétés qui seront constituées étant donné l'importance de leur capital (p. 2795); les instructions devant être données pour accélérer la procédure d'agrément (p. 2794, 2795); les opérations qui pourraient être réalisées par les sociétés d'investissement en dehors de la construction d'immeubles locatifs (p. 2795); l'utilité de ces sociétés (p. 2795, 2796); l'introduction de leurs titres en bourse (p. 2796); adoption de la première partie de l'amendement de la Commission des finances (p. 2796); adoption de la deuxième partie (*ibid.*); adoption de l'ensemble de l'amendement (*ibid.*); amendemsnt du Gouvernement (*ibid.*); retrait (*ibid.*); amendement de M. Marc Jacquet au nom de la Commission des finances (suppression de l'interdiction faite aux sociétés d'investissement de devenir fondatrices d'une autre société et d'acquérir les titres de sociétés n'ayant pas établi au moins trois bilans) (p. 2796); adoption de l'amendement (*ibid.*); observations sur : le champ d'application de l'article ; le cas des immeubles bâtis à la date de la promulgation de la

Impôts (Enregistrement et timbre).

loi sans avoir reçu l'agrément du Ministre de la Construction (p. 2797); adoption de l'article 29 ainsi modifié.

Après l'article 29: article additionnel de M. Marc Jacquet au nom de la Commission des finances et de M. Burlot (*Réglementation des placements des compagnies d'assurances*) (p. 2797); observations sur: la suppression souhaitable de l'interdiction faite aux sociétés d'assurances de faire des placements en immeubles dans les villes de moins de 50.000 habitants (*ibid.*); le caractère réglementaire des dispositions de ce genre (*ibid.*); l'engagement pris par le Gouvernement de publier prochainement un décret à ce sujet (*ibid.*); retrait de l'amendement (*ibid.*); le Gouvernement demande une seconde délibération du projet de loi (p. 2798).

*Seconde délibération:*

Art. 12: *Droit de soulte en matière de partage* (*ibid.*); observations sur: le calcul du droit de soulte au prorata de la valeur respective des biens compris dans le lot grevé de la soulte ou de la plus-value (p. 2798); le cas des exploitations familiales (*ibid.*); adoption de l'article (*ibid.*); adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). = Orateurs: MM Ballanger, Boscher, Burlot, Carter, Cathala, Chauvet, Collette, Coudray, Courant, B. Denis, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production*; Delrez, *rapporteur pour avis de la Commission des lois constitutionnelles*; Dreyfous-Ducas, Fanton, Marc Jacquet, *Rapporteur général de la Commission des finances*; Giscard d'Estaing, *Ministre des Finances et des Affaires économiques*; J. Maziol, *Ministre de la Construction*; J.-P. Palewski, Schmitt, Vidal.

## IMPOTS INDIRECTS.

§ 1er. — Proposition de loi tendant à créer une taxe nouvelle sur les eaux minérales, les eaux gazeuses et la bière et réduisant partiellement la taxe unique sur les vins fixée par l'article 442 *ter* du Code général des impôts, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 décembre 1959 par M. Boulin et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 433.**

§ 2. — Projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires, présenté à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1960 par M. Baumgartner Ministre des Finances et des Affaires économiques (renvoyé à la Commission des finances, des affaires économiques et du Plan), **n° 663.**

**DISCUSSION** [14 juin 1960] (p. 1291). Décision sur un conflit de compétence entre deux Commissions. Entendus : MM. Sammarcelli, *Président de la Commission des lois constitutionnelles*; Paul Reynaud, *Président de la Commission des finances*; Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances*; observations sur : la compétence traditionnelle de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République en matière de finances locales (p. 1291); le caractère du projet déposé (réforme des taxes sur le chiffre d'affaires) (p. 1291, 1292); ses incidences financières, budgétaires, économiques (p. 1291); la compétence de la Commission des finances (p. 1292); l'accord intervenu précédemment entre la Commission des finances et la Commission des lois constitutionnelles au sujet de la proposition de M .Leenhardt tendant à rénover les finances locales (p. 1292); les dispositions réglementaires concernant les conflits de compétence entre Commissions et la constitution d'une Commission spéciale (p. 1292); le problème de la réforme des finances locales (p. 1293); le vote intervenu sur l'article 57 de la loi de finances du 28 décembre 1959 (p. 1293); l'Assemblée décide de ne pas créer de Commission spéciale (p. 1293); la compétence de la Commission des finances est confirmée (*ibid.*).

**SUITE DE LA DISCUSSION** [5 juillet 1961] (p. 1442). Entendus : MM. Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux finances*; Jacquet, *Rapporteur général*; Arrighi, *le Président*, Dumas, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production et des échanges*; Chapalain, Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux finances*; Mignot, *Rapporteur pour avis de la Commission des lois constitutionnelles*; Liogier, Deschizeaux, Anthonioz; observations sur : les buts du projet : suppression de la fraude (p. 1442); rétablissement de l'égalité entre les différents systèmes de distribution (*ibid.*) ; la simplification de la tâche de l'administration (p. 1443); les modalités de la réforme : suppression de la taxe sur les prestations de service et de la taxe locale (p. 1443) ; exonération de la T.V.A. pour les détaillants (p. 1443), cas des petites entreprises et des artisans (p. 1443); les résultats : diminution du nombre des collecteurs d'impôts (p. 1443) ; les répercussions sur les finances des collectivités locales (p. 1444); le fonds de péréquation et le minimum garanti (p. 1444); les repercussions sur certains secteurs économiques : travaux publics et bâtiment

(p. 1444) ; pâtissiers (p. 1444) ; hôtellerie et tourisme (*ibid.*); les risques de hausse de prix : minimes (p. 1445), dangereux (p. 1448, 1449); les précautions prises (p. 1445) ; les atteintes portées aux libertés locales : illusoires (p. 1445), importantes (p. 1448, 1449); les garanties données (p. 1446); la nécessité d'une réforme totale (p. 1449); les prétendues manœuvres politiques du Gouvernement (p. 1446, 1447); le cas des artisans et petits producteurs (p. 1448) ; le régime des détaillants soumis à la T. V. A. (p. 1448); rappel au règlement de M. Arrighi : demande d'interruption du débat en raison des événements se déroulant en Algérie (p. 1450); minute de silence observée à la demande du Président (*ibid.*).

**SUITE DE LA DISCUSSION** (p. 1450) ; observations sur : les risques de hausse de prix (p. 1450); la suppression du rôle de collecteur d'impôt pour les détaillants (p. 1451); le nombre de commerçants intéressés à cette mesure (p. 1451, 1452); les répercussions sur certains secteurs économiques : bâtiment et travaux publics (p. 1452) ; transports routiers de voyageurs (*ibid.*); restaurateurs (*ibid.*); pâtissiers-confiseurs (*ibid.*).

Question préalable opposée par M. Mignot au nom de la Commission des lois (p. 1453); observations sur : l'opposition des collectivités locales à cette réforme (p. 1453); les incidences sur les finances locales (p. 1454); les garanties insuffisantes apportées par le Gouvernement (p. 1454, 1455); la nécessité d'une réforme d'ensemble des finances locales (p. 1455); la réunion souhaitable de la Commission chargée de préparer la réforme de la loi de 1884 (p. 1456); les promesses faites pendant les élections, de supprimer la taxe locale (p. 1456); l'attitude favorable des maires des communes rurales à l'égard de la réforme (*ibid.*) ; les avantages pour les petits commerçants (p. 1457) ; la concurrence des magasins intégrés et des super-marchés (p. 1458); la décision du Gouvernement de demander le renvoi en Commission en cas de rejet de la question préalable (p. 1459); au scrutin la question préalable est repoussée (p. 1460); liste des votants (p. 1465).

§ **3**. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 504 du Code général des impôts relatif à la dissimulation des boissons, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 juin 1960 par M. Quinson et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 710.**

§ **4**. — Proposition de loi tendant à modifier les articles 318 et 321 du Code général des impôts relatifs aux distillations effectuées par les bouilleurs de cru ou pour leur compte, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 juillet 1960 par M. Yrissou (renvoyée à la Commission des finances, des affaires économiques et du Plan), **n° 857.**

Impôts indirects.

§ **5**. — Proposition de loi tendant à faciliter la perception de la « taxe de circulation sur les viandes » à l'importation des produits carnés, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 octobre 1960 par M. André Beauguitte (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 900.**

§ **6**. — Projet de loi relatif au financement du plan d'assainissement de l'économie cidricole, présenté à l'Assemblée Nationale le 27 juin 1961 par M. Baumgartner, Ministre des Finances et des Affaires économiques (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 1261**; rapport le 29 juin 1961 par M. Marc Jacquet, **n° 1285**. Adoption le 22 juillet 1961 (p. 2008). — Projet de loi **n° 314.**

**DISCUSSION** [22 juillet 1961] (p. 2004). Entendus : MM. Marc Jacquet, *Rapporteur général*; Hénault, Méhaignerie, Ballanger, Lainé, Bertrand Denis, Mainguy, Briot, Durbet ; observations sur : l'institution des primes d'arrachage des pommiers par le décret du 9 août 1953 (p. 2004); les ressources proposées par le Gouvernement (p. 2004); le nombre de pommiers dont l'arrachage est envisagé (*ibid.*) ; la réduction des contingents de distillation (p. 2004, 2005) ; la non-ratification par le Parlement des ordonnances du 29 octobre 1960 (p. 2005, 2006, 2007) ; l'examen de ces ordonnances par la Commission des affaires culturelles (p. 2006); l'évolution de la production d'alcool de cidre (p. 2005); l'encouragement à apporter à la production de jus de fruits (p. 2006); la suppression des débits de boissons dans les périmètres protégés (p. 2007).

Article unique : *Majoration de la surtaxe sur les apéritifs* (p. 2007); amendement de MM. Jacquet et Charret au nom de la Commission tendant à supprimer cet article (p. 2007); observations sur : la volonté du Gouvernement de rechercher, lors de la session d'automne, un accord sur la ratification des ordonnances concernant l'alcoolisme (p. 2007); la suppression des débits de boissons dans les périmètres protégés et les instructions données à l'administration (p. 2007); le nombre de pommiers dont l'arrachage est envisagé (p. 2008); les ressources

proposées par le Gouvernement (*ibid.*); rejet de l'amendement (p. 2008); adoption de l'article unique (p. 2008). = Orateurs : MM. Ballanger, Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances*; Hénault.

**§ 7.** — Proposition de loi tendant à la suppression de l'article 1649*bis* A du Code général des impôts relatif à la déclaration des ventes autres que les ventes au détail, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 mai 1962 par M. Jean Turc (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 1716.**

**§ 8.** — Projet de loi ratifiant le décret n° 62-867 du 28 juillet 1962 relatif au recouvrement des prélèvements et taxes compensatoires établis conformément aux règlements arrêtés par le Conseil de la Communauté économique européenne, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 octobre 1962 par M. Giscard d'Estaing, Ministre des Finances et des Affaires économiques (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 1900.**

## IMPOTS LOCAUX.

**§ 1er** — Proposition de loi tendant à rendre applicable aux entreprises hydro-électriques placées sous le régime de l'autorisation les dispositions de l'article 65 de la loi n° 45-0195 du 31 décembre 1945, modifiée par l'article 17, paragraphe 1 de la loi n° 53-1320 du 31 décembre 1953, relative à la répartition de la valeur locative de la force motrice des chutes d'eau et de leurs aménagements utilisés par les entreprises hydro-électriques concédées, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 avril 1960 par M. Delemontex (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 584.**

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à modifier l'article 1454, 3°, du Code général des impôts, en vue d'exempter de la contribution des patentes les agriculteurs éleveurs, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 décembre 1960 par Mlle Dienesch et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1087.**

## INCENDIE.

— Matériel de lutte et assurances. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 85.

## INCIDENTS.

1. — Demande d'intervention pour faits personnels [27 octobre 1959] (p. 1962). Entendus : M. Arrighi, *le Président.*

Intervention pour faits personnels : M. Arrighi [27 octobre 1959] (p. 1978). Entendus : M. Arrighi, *le Président.* Rappel au règlement [27 octobre 1959[ (p. 1983). Entendus : M. Durbet, *le Président.*

2. — Intervention pour faits personnels : M. Biaggi [17 décembre 1959] (p. 3432). Entendus : MM. Biaggi, Rochet, *le Président.*

3. — Retrait d'une question préalable (Barrage de Malpasset) [21 décembre 1959] (p.3514). Entendus : MM. Leenhardt, *le Président*, Laurin, *Rapporteur ;* Pinay, *Ministre des Finances et des Affaires économiques.*

4. — Séance publique : députés retenus en commission [ 3 mai 1960] (p. 586). Entendus : MM. Durbet, *le Président.*

5. — Manifestation au cours de l'intervention d'un président de groupe (séance du 5 mai 1960, p. 671) [10 mai 1960] (p. 723). Entendu : M. Habib-Deloncle.

6. — Mises au point au sujet d'un vote [12 mai 1960] (p. 784, 785). Entendus : MM. Paul Mazurier, Charles Bosson, *le Président ;* observations sur : le fonctionnement du vote électrique et sur les députés retenus en réunion.

7. — Absence des députés du fait des grèves [31 mai 1960] (p. 1040). Entendus : MM. Dumortier, *le Président.*

8. — Députés poursuivis et frappés d'une inéligibilité partielle [31 mai 1960] (p. 1040). Entendus : MM. Kaouah, *le Président.*

9. — Mise au point au sujet d'un vote [1er juin 1960] (p. 1115). Entendus : MM. Ducos, *le Président.*

10. — Ministres absents : suspension de la séance [8 juin 1960] (p. 1196). Entendu : *le Président.*

11. — Convocation des parlementaires en session à leur domicile de province [23 juin 1960] (p. 474). Entendus : MM. Souchal, Coste-Floret, *le Président.*

12. — Interdiction signifiée à un parlementaire de se rendre en Algérie [24 juin 1960] (p. 1497). Entendus : MM. Le Pen, *le Président.*

13. — Interdiction signifiée à des parlementaires de quitter le territoire métropolitain [28 juin 1960] (p. 1544). Entendus : MM. Arrighi, Le Pen, *le Président;* observations sur : les droits et immunités des parlementaires, la garde à vue.

14. — Fait personnel [20 octobre 1960] (p. 2671). Entendu : M. Paul Guillon.

15. — Fait personnel (mise en cause pour un vote concernant un amendement) [8 novembre 1960] (p. 3346, 3349, 3350). Entendus : MM. Devèze, Moulin, *le Président.*

16. — Fait personnel (erreurs prêtées aux déclarations d'un député dans un Rapport) [10 novembre 1960] (p. 3559). Entendus : MM. Dreyfous-Ducas, Ruais, Perus, *le Président.*

17. — Fait personnel (insultes) [15 novembre 1960] (p. 3877). Entendus : MM. Khorsi, Biaggi, Thomazo, *le Président.*

18. — Fait personnel (insultes) [20 mars 1962] (p. 491). Entendu : M. Biaggi.

19. — Fait personnel (insultes) [21 mars 1962] (p. 523). Entendus : MM. J.-M. Le Pen, Habib-Deloncle, *le Président*, de Lacoste Lareymondie.

20. — Observations de M. Lauriol touchant l'ordre du jour relatif aux questions orales [10 mai 1962] (p. 1014, 1015).

21. — A la suite du rappel au règlement de M. Carous sur l'application de l'article 132 du Règlement, au débat devant suivre la déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère [13 juin 1962] (p. 1667). Entendus : MM. Vendroux, Kir, Comte-Offenbach, Pierre Villon, Habib-Deloncle.

## INDE.

— Cession des Etablissements français de l'. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 41.

*Voy. aussi* : MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré) [15 janvier 1959] (p. 51).

— Famine aux. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT (Politique extérieure).

## INDEMNITÉ.

— acquisitions ou restitutions de biens. — *Voy.* CODE CIVIL, 7.

— allouée aux spoliés. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 63 [8 novembre 1960] (p. 3415).

— d'éviction au preneur sortant. — *Voy.* BAUX RURAUX, 9, 10 et 11.

— Expropriations pour cause d'utilité publique. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 137.

— des membres du Parlement. — *Voy. Voy.* PARLEMENT, 1 et 2.

## INDEMNITÉS.

— en cas d'intempéries. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 269.

— d'expropriation. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 232.

— pour difficultés administratives. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 228.

— de sujétion. — *Voy.* POLICE.

## INDÉPENDANCE DE L'ALGÉRIE. — *Voy.* ALGÉRIE ; MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

## INDÉPENDANTS (Groupe des).

— *Voy.* GROUPES POLITIQUES.

— Position politique. — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

— *Voy.* MOTION DE CENSURE, 1.

## INDEXATION.

— des prix agricoles. — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

*Voy. aussi* : QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 1.

— des salaires. — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

**INDICE.**

— Problème de l' — des 179 articles. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 20.

**INDOCHINE.**

— au printemps 1960. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.
— Sage-femme. — *Voy.* MÉDECINE, 1.

**INDUSTRIE.**

*Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 208; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 51.

— du taxi. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 41.
— Situation de l' — du textile cardé. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 38.

**INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 45.

**INDUSTRIE AUTOMOBILE.**

— Etalement des vacances. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 6.

**INDUSTRIE BONNETIÈRE.**

— Crise. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 69.

**INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE.**

— Fonds de soutien. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**), Art. 70 [24 novembre 1959] (p. 2949).

**INDUSTRIE DE TRANSFORMATION.**

— et crédit à moyen terme. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 11.

**INFIRMES.**

— *Voy.* AIDE ET ASSISTANCE SOCIALES, 8, 9, 10, 12.

— Aide aux enfants majeurs aveugles ou. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 170.
— Enfants. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 128.

**INFIRMES ET MALADES.**

— Leur situation. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

**INFIRMIÈRES.**

— Pénurie d'. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 43.
— Pénurie d' — dans les hôpitaux publics. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 222.

**INFRACTIONS.**

— en matière de commerce. — *Voy.* COMMERCE, 25.
— aux règles d'urbanisme. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 211.

**INGÉNIEURS.**

— Ecoles d' — des arts et métiers. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 40.
— militaires. — *Voy.* ARMÉE.
— des poudres. — *Voy.* ARMÉE.
— des services de l'armement. — *Voy.* ARMÉE.

**ININI (L').**

— Arrondissement de. — *Voy.* DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 5.

**INJURE.**

— non publique. — *Voy.* CODE PÉNAL, 4.

**INONDATIONS.**

*Voy.* CALAMITÉS ATMOSPHÉRIQUES.

— Région parisienne. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nos 21, 22, 23, 59.

— septembre à novembre 1960. — *Voy.* CALAMITÉS PUBLIQUES, 3.

**INSALUBRES (Immeubles).** — *Voy.* IMMEUBLES.

**INSPECTEURS.**

— de la France d'outre-mer (Intégration). — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 10.

**INSPECTEURS DES FINANCES.** — *Voy.* BUDGET DE 1961 (no **866**), Finances et Affaires économiques, II. Services financiers [8 novembre 1960] (p. 3359).

**INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.**

— Situation des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), no 263.

**INSPECTION.**

— générale de l'économie nationale. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (no **1436**), Finances et Affaires économiques, III. Affaires économiques [10 novembre 1961] (p. 4343).

**INSTALLATEUR ÉLECTRICIEN.** — *Voy.* ARTISANS.

**INSTALLATION.**

— d'antennes de radio — *Voy.* IMMEUBLES, 2.

**INSTITUTEURS.**

— chargés d'école. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), no 65.

— des houillères (Retraites). — *Voy.* PENSIONS ET RETRAITES, 6.

— Péréquation des retraites des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), no 235.

— Retraites des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), no 248.

Enseignement agricole.

**INSTITUTIONS EUROPÉENNES.**

— Eparpillement. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), no 2.

— Utilité d'une concentration. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), no 2.

**INSTITUTIONS PARLEMENTAIRES.**

— Défense des. — *Voy.* RÈGLEMENT (provisoire) [10 décembre 1958] (p. 21).

**INSTRUMENTS DE MESURE.**

— Taxe de vérification. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (no **300**), Art. 83 [24 novembre 1959] (p. 2958).

**INTÉGRATION.**

— en Algérie. — *Voy.* ALGÉRIE ; MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

— Commission d' — des fonctionnaires de la France d'outre-mer. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), no 9.

— Motion dite « motion Moatti ». — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, no 5 [14 octobre 1959] (p. 1769).

— du personnel de l'ancien service des prévisions ionosphériques. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (no **866**), Art. 83 [28 octobre 1960] (p. 2918).

— Signification. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, no 2.

**INTELLIGENCES.**

— avec la rébellion. — *Voy.* CODE PÉNAL, 2.

**INTENDANTS DES LYCÉES.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), no 233.

**INTÉRESSEMENT.**

— des travailleurs à l'entreprise. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), no 62.

*Voy. aussi* : TRAVAIL (Réglementation du), 5, 8.

**INTÉRÊT (Taux).**

— Abaissement. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 3.

**INTERNÉS.**

— de la guerre 1914-1918. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 255.

**INTERNÉS ADMINISTRATIFS.**

— Situation des — en Algérie. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 203.

**INVALIDES.**

— Allocations. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 243.

— atteints d'une ankylose de la hanche ou de l'épaule. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**), Anciens combattants et victimes de guerre [25 octobre 1961] (p. 3032).

**INVALIDES DE LA MARINE.**

— Caisse des retraites. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 121.

**INVESTISSEMENTS.**

*Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

— Importance du problème des. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 20.

— agricoles (1961, 1962, 1963). — *Voy.* AGRICULTURE, 9 ; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 45 *bis*.

— agricoles et industriels. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 1.

— dans les entreprises nationalisées. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 36.

— Expansion économique. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 157.

— Maintien des — de l'Etat. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 17.

**INVESTISSEMENTS PRIVÉS.**

— Progrès. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 3.

**INVESTISSEMENTS PUBLICS.**

— dans la Communauté européenne — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 185.

**INVESTISSEMENTS ROUTIERS.**

— Fonds spécial. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n^os 28, 29, 30.

**IRRIGATION.** — *Voy.* AGRICULTURE; *Voy.* CODE RURAL, 2.

**ISLAM.**

— et la France. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 9.

**ISLANDE.**

— Convention relative à la navigation aérienne. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 22.

**ISOCYANATES.** — *Voy.* DOUANES, 25.

**ISRAEL.**

— Convention d'extradition. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 9.

— Convention entre la France et l'Etat d' — (Service militaire). — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 16.

— et réconciliation avec les Arabes. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT (Politique extérieure) [30 avril 1959] (p. 396).

— Régie Renault (Rupture d'un contrat). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 94.

# J

**JANVIER 1960.**

— Evénements de. — *Voy.* ORDONNANCES, 2.

**JARDINS FAMILIAUX.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 115.

**JEUNE NATION.**

— et influence égyptienne. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 23.

**JEUNE RÉSISTANCE.**

— et aide au F. L. N. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 23.

**JEUNES.**

— agriculteurs (Prêts à long terme). — *Voy.* CRÉDIT AGRICOLE, 1.

**JEUNESSE.**

*Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

— Création d'emplois (Région du Nord). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 141.

— et essor démographique. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

— Son portrait cinématographique. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 6.

**JEUNESSE (Protection de la).**

Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-28 du 5 janvier 1959 réglementant l'accès des mineurs à certains établissements, présentée à l'Assemblée Nationale le 5 novembre 1959 par M. Bourgoin (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 343.**

*Voy.* CINÉMA, 1.

**JOUETS.**

— contenant de l'hydrogène. — *Voy.* COMMERCE, 26.

**JOURNALISTES.**

— résistants. — *Voy.* PRESSE, 1.

**JOURNÉE CONTINUE.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 6.

**JOURS FÉRIÉS CHOMÉS.**

— Multiplication. — *Voy.* PROCÈS-VERBAL [18 juin 1959] (p. 888).

**JUGEMENT.**

— Restitution avant jugement des objets sous main de justice. — *Voy.* CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, 1.

**JUGES DE PAIX.**

— Transmission au Conseil constitutionnel par le Premier Ministre de la loi relative à l'intégration des juges de paix en service en Algérie dans le corps judiciaire unique [4 octobre 1960] (p. 2462). — *Voy.* TRIBUNAUX JUDICIAIRES.

**JUMELAGE.**

— Son rôle. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

**JUSTICE.**

— Réforme de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 1.

— Tribunaux d'exception. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 7 [5 juin 1962] (p. 1426 à 1481).

**JUSTICE MILITAIRE.** — *Voy.* CODE DE JUSTICE MILITAIRE.

**JUSTICE MUSULMANE.**

*Voy.* ALGÉRIE, 5.

— Appel et opposition. — *Voy.* ALGÉRIE, 15.

— Procédure. — *Voy.* ALGÉRIE, 6.

— Réforme. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 2.

# K

**KABYLIE.**

— Régime de l'absence. — *Voy.* ALGÉRIE, 17.

**KAOUAH (M.).**

— Lettre du Garde des Sceaux relative à la situation de. — *Voy.* DÉPUTÉS (Poursuites), 5.

**KHROUCHTCHEV (M. Nikita).**

— Sa personnalité. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— Visite en France (Frais). — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 1.

— Voyage en France. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5 et n° 6 [27 octobre 1959] (p. 1962) ; ORDRE DU JOUR (des séances) [23 octobre 1959] (p. 1938).

# L

**LABEL.**

— pour les produits fabriqués par les aveugles. — *Voy.* AIDE ET ASSISTANCE SOCIALES, 6.

**LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTÉ.**

— Installation éventuelle à Montpellier. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (n° **300**), Santé publique et Population [13 novembre 1959] (p. 2393).

**LA BRIGUE (Alpes-Maritimes).** — *Voy.* COLLECTIVITÉS LOCALES, 9.

**LACQ (Gaz de).**

— et chômage dans les mines de charbon. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 13.
— Distribution. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8.
— Hôpital. — *Voy.* SANTÉ PUBLIQUE [14 mai 1959] (p. 498).
— Problèmes généraux. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 18.
— Problèmes de sécurité. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 18.
— Régime social du personnel. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 116.
— Protection sanitaire de. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (n° **300**), Santé publique et Population [13 novembre 1959] (p. 2385, 2388, 2393).

**LAGAILLARDE (M. Pierre).**

*Voy.* DÉPUTÉS (Poursuites), 4 et 6.
— Détention. — *Voy.* DÉPUTÉS (Poursuites), 6 et 7.
— Lettre du Garde des Sceaux relative à la situation de. — *Voy.* DÉPUTÉS (Poursuites), 4.
— Levée de son immunité parlementaire. — *Voy.* DÉPUTÉS (Poursuites), 8.
— Publication du compte rendu de son procès. — *Voy.* TRIBUNAUX JUDICIAIRES, 5.

**LA HAYE.**

— Conférence de droit privé. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 24.

**LAINE CARDÉE.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 38.

## LAIT ET PRODUITS LAITIERS.

§ 1er. — Proposition de loi tendant à rendre obligatoire pour les utilisateurs de margarine un affichage informant le public de son intégration dans le produit acheté, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 avril 1959 par M. Hénault (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 20** (1).

§ 2. — Proposition de loi tendant à la protection du beurre fermier, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 avril 1959 par MM. Hénault et de Sesmaisons (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 25.**

*Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nos 1, 45 *bis*.

— Droits de douane. — *Voy.* DOUANES, 12.

— Prix d'hiver du. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 231 ; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 32.

**LA MARTA (La Brigue, Alpes-Maritimes).** — *Voy.* COLLECTIVITÉS LOCALES, 9.

## LANGUEDOC.

— Aménagements du. — *Voy.* ECONOMIE NATIONALE.

**LANGUES RÉGIONALES.** — *Voy.* ENSEIGNEMENT (Dispositions générales), 3, 4, 9.

## LAOS.

*Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT (Politique extérieure).

— Rôle de la France au. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 16.

**LA RÉUNION.** — *Voy.* DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2.

(1) Retirée par l'auteur le 31 mai 1960.

## LAROQUE (Commission).

— Travaux de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 31.

## LATIN.

— Son rôle formateur. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 10.

**LAURIOL (M. Marc).** — *Voy.* DÉPUTÉS (Poursuites), 8.

## LAVANDE ET LAVANDIN.

— Culture. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 80.

**LECLERC (Entreprise).** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 22.

## LECLERC (Général).

— Monument commémoratif. — *Voy.* QUESTION ORALE (sans débat) retirée du 16 octobre 1959 (p. 1837).

— Monument. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 101.

## LÉGION D'HONNEUR ET MÉDAILLE MILITAIRE.

§ 1er. — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un contingent spécial dans l'Ordre national de la Légion d'honneur, à l'occasion de l'anniversaire des journées de mai, aube de la Ve République, présentée à l'Assemblée Nationale le 5 mai 1959 par M. Charret et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 74.**

§ 2. — Proposition de loi tendant à réglementer les nominations et les promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur à titre civil, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 mai

1959 par M. Charret (renvoyée à Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 98.**

§ **3.** — Proposition de loi tendant à créer un contingent complémentaire spécial de croix de la Légion d'honneur au profit des anciens combattants de 1914 - 1918, à l'occasion du quarantième anniversaire de la Victoire, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 mai 1959 par M. Hénault et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la défense nationale et des forces armées), **n° 107.**

§ **4.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur aux fonctionnaires retraités de 1939 à 1947, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 juin 1959 par M. Charret (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 156.**

§ **5.** — Proposition de loi tendant à créer un contingent spécial dans l'Ordre de la Légion d'honneur à l'occasion de l'anniversaire des journées de mai 1958, aube de Ve République, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 octobre 1959 par M. Charret et Van der Meersch (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 284.**

§ **6.** — Proposition de loi tendant à créer un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur aux fonctionnaires retraités de 1939 à 1947, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 février 1960 par M. Charret (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 540.**

§ **7.** — Proposition de loi tendant à attribuer au Ministre des armées un contingent de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires pour récompenser les combattants volontaires de la Résistance, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 mai 1960 par M. Duflot et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la défense nationale et des forces armées), **n° 616.**

§ **8.** — Proposition de loi fixant le contingent de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires accordé annuellement au Ministre des armées, en faveur des combattants volontaires de la Résistance, par l'article 14 de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949 (E. n° 456, 13 mai 1960), présentée à l'Assemblée Nationale le 19 mai 1960 par M. René Leduc (renvoyée à la Commission de la défense nationale et des forces armées), **n° 651.**

§ **9.** — Proposition de loi tendant à la création d'un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires et d'une médaille commémorative « Agadir » en faveur des sauveteurs d'Agadir, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 décembre 1960 par M. Crouan et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la défense nationale et des forces armées), **n° 1075.**

— Parc de la — (Saint-Denis). — *Voy.* SANTÉ PUBLIQUE [14 mars 1959] (p. 496).

*Voy. aussi* : BUDGET DE 1960, Légion d'honneur [16 novembre 1959] (p. 2474) ; BUDGET DE 1962, Légion d'honneur [27 octobre 1961] (p. 3268, 3269).

— Traitements. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 75.

**LÉGITIMATION ADOPTIVE.** — *Voy.* ADOPTION, 1 ; CODE CIVIL, 22, 24, 25, 27, 29.

**LÉGITIMITÉ FRANÇAISE.**

— Signification. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 2.

**LEGS.**

— d'immeubles. — *Voy.* CODE CIVIL, 5.

**LÉGUMES SECS.** — *Voy.* DOUANES, 5.

**LE PEN (M.).**

— Lettre du Garde des Sceaux relative à la situation de. — *Voy* DÉPUTÉS (Poursuites), 3.

**LIAISON FERROVIAIRE.**

— entre la Grande-Bretagne et la France. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 47.

**LIBÉRALISME.** — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

**LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE.**

— et distribution. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 22.

**LIBERTÉ.**

— et licence (en matière de cinéma). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 21.

**LIBERTÉ DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.**

— Cas des photo-stoppeurs. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 151.

**LIBERTÉ D'ENSEIGNEMENT.** — *Voy.* ENSEIGNEMENT.

**LIBERTÉ DE LA PRESSE.**

— Défense de l'institution parlementaire. — *Voy.* RÈGLEMENT (provisoire) [10 décembre 1958] (p. 21).

**LIBERTÉS.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 30.

**LIBERTÉS MUNICIPALES.**

— Gestion des hospices et maisons de retraite. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 136.

**LIBERTÉS PUBLIQUES.**

— Affaiblissement des. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 20.

**LICENCIEMENT.**

— de fonctionnaires. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 229.

**LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT.**

— Subventions attribuées. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (n° **1436**), Education nationale [28 octobre 1961] (p. 3408, 3409).

**LIMEIL-BRÉVANNES (Seine-et-Oise).**

— Rations alimentaires au Centre Emile-Roux à. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 176.

**LIMITE D'AGE.**

— pour la retraite-vieillesse. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 53.

**LIMOGES (Haute-Vienne).**

— Situation critique de. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 51.

**LIMOUSIN.**

— Situation économique et sociale du. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 51.

**LISBONNE.**

— Actes signés le 31 octobre 1958. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 7.

**LIVRES DE CLASSE.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n^os^ 96 et 216.

**LLOYD (Selvyn).**

— Voyage en France. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 6 [27 octobre 1959] (p. 1962).

## LOCATAIRES.

— d'immeubles construits avec l'aide de fonds publics. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 102.

— Maintien dans les lieux de certains — de meublés. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 194.

— Situation de — de grands ensembles. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n^os 171, 172.

## LOCATAIRES-GÉRANTS.

— de fonds de commerce (Droit de préemption). — *Voy.* FONDS DE COMMERCE, 1.

## LOCATIONS.

— dans les immeubles en construction (Locaux commerciaux). — *Voy.* LOYERS, 22.

— nouvelles de locaux commerciaux. — *Voy.* BAUX COMMERCIAUX, 11.

## LOCAUX.

— d'habitation (Loyers). — *Voy.* LOYERS, 1.

— à usage mixte ou professionnel. — *Voy.* LOYERS, 8.

## LOCAUX COMMERCIAUX. — *Voy.* BAUX COMMERCIAUX, 11.

## LOCAUX PROFESSIONNELS.

— Augmentation des loyers. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 10.

## LOGEMENT.

**§ 1er.** — Proposition de loi tendant à modifier l'article 347 du Code de l'urbanisme et de l'habitation, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 octobre 1959 par M. Paul Coste-Floret (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 305**; rapport le 28 octobre 1960 par M. Paul Coste-Floret, **n° 906.**

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à compléter l'article 347, paragraphe 1 du Code de l'urbanisme et de l'habitation, présentée à l'Assemblée Nationale le 5 novembre 1959 par M. Louis Raymond-Clergue (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 341.**

**§ 3.** — Proposition de loi tendant à substituer les collectivités locales aux droits et aux obligations des occupants de locaux d'habitation dans le cas où la collectivité les dirige vers une maison de retraite et hospice de vieillards, ainsi que dans le cas où la collectivité les reloge dans des locaux neufs construits ou loués par elle, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 décembre 1959 par M. Quinson (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 459.** *Voy.* LOYERS, 23.

**§ 4.** — Projet de loi portant création d'une bourse d'échange de logement, présenté à l'Assemblée Nationale le 18 juillet 1960 par M. Sudreau, Ministre de la Construction (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation et de l'administration générale de la République), **n° 786**; rapport le 19 juillet 1960 par M. Mignot, **n° 800.** Adoption en première lecture le 21 juillet 1960 (p. 2133). — Projet de loi **n° 168.**

Transmis au Sénat le 22 juillet 1960 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 314 (année 1959-1960)**; rapport le 25 octobre 1960 par M. Chauvin, **n° 18 (année 1960-1961).** Adoption avec modification en première lecture le 27 octobre 1960. — Projet de loi **n° 6 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 2 novembre 1960, **n° 909** ; rapport le 18 novembre 1960 par M. Mignot, **n° 959.** Adoption avec modification en deuxième lecture le 24 novembre 1960 (p. 4033). — Projet de loi **n° 200.**

Transmis au Sénat le 25 novembre 1960, **n° 62 (année 1960-1961)** ; rapport le 30 novembre 1960 par M. Adolphe Chauvin, **n° 70 (année 1960-1961).** Adoption sans modification en deuxième lecture le 6 décembre 1960. — Projet de loi **n° 31 (année 1960-1961).**

Loi n° 60-1354 du 17 décembre 1960, publiée au *J. O.* du 18 décembre 1960 (p. 11371).

**DISCUSSION** [20 juillet 1960] (p. 2076). Entendus: MM. Mignot, *Rapporteur;* Guillain, Lolive, Villedieu, Sudreau, *Ministre de la Construction;* Sammarcelli, *Président de la Commission*; obervations sur: la nécessité de multiplier les échanges de logement et de mettre fin à la sclérose du marché immobilier (p. 2077, 2079, 2080); les grandes lignes du fonctionnement de la bourse d'échanges de logements (p. 2077, 2080); la nécessité d'utiliser les services de logement existant déjà dans les grandes villes (p. 2077, 2078); les problèmes de procédure juridique posés par le fonctionnement de la bourse d'échanges (p. 2077, 2079); la construction insuffisante de logements H.L.M. (p. 2078); les dangersd'une augmentation du prix des loyers (p. 2078); les conséquences du blocage des loyers (p. 2079); la nécessité de respecter le droit pour le propriétaire de choisir son locataire (p. 2079); demande présentée par le Président de la Commission tendant à renvoyer à la séance suivante la suite de la discussion (p. 2080); le renvoi est ordonné (*ibid.*).

**SUITE DE LA DISCUSSION** [21 juillet 1960] (p. 2125). — Art. 1er: *Création d'un établissement public dénommé bourse d'échange de logements* (p. 2125); amendement de M. Mignot au nom de la Commission des lois tendant à exclure du champ d'application de la loi les locaux professionnels (p. 2126); observations sur: le cas des jeunes membres des professions libérales (p. 2126); adoption de l'amendement (*ibid.*); adoption de l'article premier modifié (p. 2126). — Art. 2: *Opérations effectuées par la bourse* (p. 2126); amendement de M. Mignot au nom de la Commission des lois tendant à préciser les locaux qui peuvent donner lieu à échanges par la bourse (p. 2126); sous-amendement de M. Dejean (application aux locaux dont les occupants bénéficient du droit au maintien dans les lieux) (p. 2126); sous-amendement du Gouvernement (application à tous les autres locaux lorsque le propriétaire s'engage à consentir un bail à la personne présentée par la bourse) (p. 2126); observations sur: la définition du champ d application (p. 2126); le champ d'application de la loi du 1er septembre 1948 (*ibid.*); adoption du sous-amendement de M. Dejean (p. 2127); adoption du sous-amendement du Gouvernement (*ibid.*); adoption de l'amendement modifié de M. Mignot (*ibid.*); observations sur: la non-application de la loi aux locaux construits par des organismes semi-publics ou parapublics (p. 2127); adoption de l'article 2 modifié (p. 2127). — Art. 3: *Relogement par la bourse* (p. 2127); amendement de M. Mignot au nom de la Commission des lois tendant à modifier la rédaction des premier et deuxième alinéas (*ibid.*); sous-amendement du Gouvernement tendant à préciser l'action de la bourse (p. 2127); adoption du sous-amendement (p. 2128); adoption de l'amendement modifié (*ibid.*); adoption de l'article 3 (*ibid.*). — Art. 4: *Obligation pour le propriétaire d'accepter le candidat destiné par la bourse sauf motif sérieux et légitime* (p. 2128); amendement de M. Mignot au nom de la Commission des lois (modification de rédaction). adoption (p. 2128); adoption de cet amendement (p. 2128). qui devient l'article 4 (*ibid.*). — Art. 5: *Procédure en cas de refus du propriétaire* (p. 2128) amendement de M. Mignot au nom de la Commission des lois proposant une nouvelle rédaction de l'article (p. 2128); sous-amendement du Gouvernement tendant à modifier les deux premiers alinéas (p. 2128); sous-amendement de M. Delrez tendant à modifier les cinq derniers alinéas (p. 2128); sous-amendement du Gouvernement tendant à modifier le troisième alinéa (p. 2128); sous-amendement du Gouvernement tendant à modifier le quatrième alinéa (p. 2128); observations sur: la nécessité d'adopter une procédure semblable à celle de l'article 79 de la loi du 1er septembre 1948 (p. 2128); la nécessité d'imposer au coéchangiste l'obligation solidaire quant au paiement des loyers (p. 2129); le problème des garanties à accorder au propriétaire (p. 2129, 2130); la nécessité de favoriser au maximum l'échange de logements (*ibid.*); la nécessité de maintenir les garanties données au propriétaire en cas d'échange par la loi du 1er septembre 1948 (p. 2131); rejet du sous-amendement de M. Delrez (*ibid.*); adoption des trois sous-amendements du Gouvernement (p. 2131); adoption de l'amendement de M. Mignot modifié, qui devient l'article 5 (p. 2131). — Art. 6: *Intervention de la bourse dans les échanges réalisables en vertu d'une autre législation* (p. 2131); amendement de M. Delrez (droit pour le propriétaire de porter le loyer au taux de la valeur locative en cas d'échange) (p. 2131); amendement du Gouvernement (subrogation du bénéficiaire de l'échange dans les droits et obligations de l'ancien occupant) (p. 2131); amendement de M. Mignot au nom de la Commission, analogue à celui de M. Delrez (p. 2131); retrait de l'amendement de M. Delrez (p. 2131); retrait de l'amendement de la Commission (*ibid.*); adoption de l'amendement du Gouvernement qui devient l'article 6 (*ibid.*). — Article additionnel de M. Denvers *prévoyant que le bénéficiaire par échange d'un logement H.L.M. doit satisfaire aux conditions générales posées pour l'attribution d'un tel loge-*

Logement.

Logement.

*ment* (p. 2131) ; adoption de l'article additionnel (p. 2132). — Article additionnel de M. Guillain (*Responsabilité de la bourse pour les obligations des échangistes à l'égard de leur propriétaire*) (p. 2132) ; retrait (*ibid.*). — Art. 7 : *Prise en charge éventuelle par les personnes logées par l'intermédiaire de la bourse, des frais de déménagement du précédent locataire* (p. 2132) ; amendement de M. Mignot au nom de la Commission des lois (modification de forme), adoption (p. 2132) ; adoption de l'article modifié (*ibid.*). — Art. 8 : *Cas des personnes ne remplissant pas les conditions d'occupation suffisantes* (p. 2132) ; amendement de M. Mignot au nom de la Commission des lois proposant une nouvelle rédaction (*ibid.*) ; sous-amendement du Gouvernement modifiant le deuxième alinéa (*ibid.*) ; adoption du sous-amendement (*ibid.*) ; adoption de l'amendement modifié qui devient l'article 8 (p. 2132). — Art. 9 : *Application de la loi à l'Algérie*, adoption (p. 2132). — Art. 10 : *Fixation des conditions d'application de la loi par décrets* (p. 2132) ; amendement de M. Mignot au nom de la Commission des lois (modification de forme) (p. 2133) ; observations sur : l'application de la bourse à l'ensemble de la France, ses relations avec les collectivités locales (*ibid.*) ; la création éventuelle de nouveaux fonctionnaires (p. 2133) ; la collaboration de la bourse avec les services municipaux et départementaux du logement (p. 2133) ; adoption de l'amendement de M. Mignot (*ibid.*) ; adoption de l'article 10 modifié (p. 2133). — Article additionnel de M. Hoguet (p. 2133) (*Caducité de la loi lors de l'abrogation de l'article 79 de la loi du 1er septembre 1948*) (p. 2133) ; retrait (*ibid.*). — Article additionnel de MM. Mignot et Pleven au nom de la Commission des lois (*Rapport au Parlement sur l'activité de la bourse*) (p. 2133) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2133). = Orateurs : MM. Courant, Delrez, Denvers, Dumas, Fanton, Guillain, Hoguet, Mignot, *Rapporteur ;* Sudreau, *Ministre de la Construction.*

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [24 novembre 1960] (p. 4030). Entendus : MM. Mignot, *Rapporteur ;* Lolive ; observations sur : la construction insuffisante d'habitations à loyer modéré (p. 4030) ; le plan proposé par le 21e Congrès national des organismes H.L.M. (p. 4030) ; la réquisition des logements inoccupés (p. 4030) ; les conséquences éventuelles de l'institution de la bourse d'échanges de logements sur le prix des loyers et sur la décentralisation industrielle (p. 4030). — Art. 1er : *Création d'un établissement public dénommé « Bourse d'échanges de logements »* (p. 4030) ; amendement de M. Mignot au nom de la Commission tendant à rétablir le texte voté en première lecture (exclusion du champ d'application de la loi des locaux professionnels) (p. 4030) ; observations sur : la situation difficile des jeunes membres des professions libérales (p. 4031) ; les difficultés d'application du texte voté par le Sénat (p. 4031) ; adoption de l'amendement de M. Mignot (p. 4032) ; amendement de M. Mignot analogue au précédent (p. 4032) ; adoption (*ibid.*) ; amendement du Gouvernement (échange amiable de locaux professionnels) ; adoption (p. 4030) ; adoption de l'article premier modifié (p. 4032). — Art. 1er *bis* : *Conclusion de conventions avec les services municipaux et départementaux du logement* (p. 4032) ; amendement de M Mignot (modification de forme) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article. — Art. 3 : *Relogement par la bourse*, adoption (p. 4032). — Art. 5 : *Procédure en cas de refus du propriétaire* (p. 4032) ; amendement de M. Mignot tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa (p. 4033) ; sous-amendement du Gouvernement tendant à remplacer les mots « devant une commission » par les mots « par une commission » (p. 4033) ; observations sur : la nécessité de ne pas obliger les parties à comparaître et celle de leur laisser la faculté de comparaître devant ladite commission (p. 4033) ; adoption du sous-amendement (p. 4033) ; adoption de l'amendement modifié (p. 4033) ; amendement de M. Mignot au nom de la Commission, tendant à une modification de forme du deuxième alinéa (p. 4033) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article 5 modifié (p. 4033). — Art. 10 : *Fixation des conditions d'application de la loi par décret*, adoption (p. 4033) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4033). = Orateurs : MM. Fanton, Mignot, *Rapporteur ;* Sudreau, *Ministre de la Construction.*

**§ 5.** — Proposition de loi tendant à encourager les personnes retraitées à libérer leurs logements et à s'installer à la campagne, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961 par M. Lefèvre d'Ormesson et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 1152.**

**§ 6.** — Proposition de loi tendant à compléter l'article 347, paragraphe 1er du Code de l'urbanisme et de l'habitation, en vue d'accorder aux bénéficiaires d'une attribution d'office de logement la qualité d'occupant de bonne foi, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 décembre

1961 par M. Bernasconi (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1650.**

*Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 17; QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 213.

— Comptoir national du. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 44.
— Droit familial au. — *Voy.* CODE CIVIL, 18.
— des étudiants. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 49.
— des personnes âgées. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 16.
— des personnes âgées à la campagne. — *Voy.* LOGEMENT, 5.
— des vieillards. — *Voy.* LOYERS, 13.

## LOGEMENTS.

*Voy.* CONSTRUCTION.

— Construction de. — *Voy.* PLAN (n° **1573**) [29 mai 1962] (p. 1356), [6 juin 1962] (p. 1509, 1518, 1534), [21 juin 1962] (p. 1911).
— H. L. M. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n^os 73, 74.

## LOI.

— Domaine de la — (Définition). — *Voy.* CONSTITUTION, 1.
— Loucheur. — *Voy.* HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ, 1.

## LOI-CADRE.

*Voy.* PROCÈS-VERBAL [30 juin 1959] (p. 1178).

— Multiplication des lois-cadres. — *Voy.* ORDRE DU JOUR (des séances) [30 juin 1959] (p. 1178).

## LOI-CADRE AGRICOLE. — *Voy.* AGRICULTURE.

## LOI DE FINANCES. — *Voy.* BUDGET.

## LOI ORGANIQUE.

— sur les lois de finances (Modification). — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**) [20 octobre 1960] (p. 2669).
— Adoptée le 3 juillet 1962 modifiant l'article 8 de l'ordonnance n° 58-1097 du 15 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition du Sénat et à la durée du mandat des sénateurs.
— Transmission au Conseil constitutionnel [6 juillet 1962] (p. 2249).
— Décision du Conseil Constitutionnel [13 juillet 1962] (p. 2449) (*J.O.* Lois et Décrets du 13 juillet 1962 p. 6896).

## LOI D'ORIENTATION AGRICOLE.

— *Voy.* AGRICULTURE, 10, 14, 18; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 45 *bis*.

## LOI DE PROGRAMME.

— agricole. — *Voy.* AGRICULTURE, 9.
— d'enseignement agricole. — *Voy.* ENSEIGNEMENT AGRICOLE, 3.
— Equipement électrique. — *Voy.* ECONOMIE NATIONALE, 4.
— militaire. — *Voy.* ARMÉE, 21; FORCE DE FRAPPE.
— relative à la recherche scientifique. — *Voy.* RECHERCHE SCIENTIFIQUE, 1.
— dans les territoires d'outre-mer. — *Voy.* TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 7.

## LOIRE.

— Eau de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n^os 21, 22, 23.
— Bassin houiller de la. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8.

## LOIRE-MARITIME.

— et constructions navales. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 20.

## LOIS.

— Délais de parution des textes d'application des lois. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 177.

— sur les sociétés. — *Voy.* SOCIÉTÉS.

— visées par les textes figurant à la présente table. — *Voy.* ANNEXE A LA FIN DU VOLUME.

## LOIS SOCIALES.

— Conditions d'existence des vieillards au regard des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 236.

## LOMBARD (Mlle).

— Sévices infligés. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**), Justice [12 novembre 1961] (p. 4480).

## LORRAINE (Bassin houiller de).

— et absence d'industrie de tranformation. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8.

## LOTISSEMENTS.

— Multiplication. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 7.

— défectueux. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 19[1].

## LOYERS

**§ 1er.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rapporter les décrets n^os^ 58-1347 et 58-1348 du 27 décembre 1958 relatifs à l'augmentation des loyers des locaux d'habitation, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 janvier 1959 par M. Cermolacce et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 9.**

**§ 2.** — Projet de loi étendant l'ordonnance n° 59-24 du 3 janvier 1959 instituant en matière de loyers diverses mesures de protection en faveur des fonctionnaires affectés ou détachés hors du territoire européen de la France en application de la loi n° 57-871 du 1er août 1957 et de certains militaires, présenté à l'Assemblée Nationale le 5 mai 1959 par M. Sudreau, Ministre de la Construction (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 67**; rapport le 10 juin 1959 par M. Mignot, **n° 132.** Adoption en première lecture le 18 juin 1959 (p. 901). — Projet de loi **n° 19.**

Transmis au Sénat le 23 juin 1959 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et de l'administration générale), **n° 111 (année 1958-1959)**; rapport le 22 octobre 1959 par M. Jean Geoffroy, **n° 11 (année 1959-1960).** Adoption en première lecture le 26 novembre 1959. — Projet de loi **n° 5 (année 1959-1960).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 26 novembre 1959, **n° 403**; rapport le 22 juillet 1960 par M. Mignot, **n° 827.** Adoption avec modification en deuxième lecture le 15 novembre 1960 (p. 3865). — Projet de loi **n° 195.**

Transmis au Sénat le 16 novembre 1960 **n° 49 (année 1960-1961)**; rapport le 23 novembre 1960 par M. Jean Geoffroy, **n° 54 (année 1960-1961).** Adoption avec modification en deuxième lecture le 1er décembre 1960. — Projet de loi **n° 24 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 2 décembre 1960, **n° 1008**; rapport le 12 décembre 1960 par M. Mignot, **n° 1050.** Adoption définitive en troisième lecture le 13 décembre 1960 (p. 4584). — Projet de loi **n° 229.**

Loi n° 60-1371 du 21 décembre 1960, publiée au *J.O.* du 22 décembre 1960 (p. 11561).

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [18 juin 1959] (p. 901). Entendu : M. Mignot, *Rapporteur.* — Article unique (p. 901) ; amendement de M. Mignot au nom de la Commission (application aux instances en cours) (p. 901) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article unique modifié (p. 901). = Orateurs : MM. Mignot, *Rapporteur ;* Sudreau, *Ministre de la Construction.*

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [15 novembre 1960] (p. 3864). Entendu : M. Mignot, *Rapporteur de la Commission des lois ;* observations sur : l'extension des dispositions de l'ordonnance du 3 janvier 1959 aux fontionnaires se trouvant pour des raisons de

service, hors du territoire européen à la date de publication de la loi du 1er août 1957 (p. 3864) ; l'extension proposée par le Sénat à tous les fonctionnaires civils et militaires en service normal dans les départements d'outre-mer, territoires d'outre-mer, les Etats de la Communauté et à l'étranger (p. 3864) ; les inconvénients d'une extension de l'ordonnance à un trop grand nombre de bénéficiaires (p. 3864). — Art. 1er : (p. 3864) ; amendement de M. Mignot au nom de la Commission des lois tendant à reprendre le texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale (p. 3864) ; adoption (p. 3865). Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3865).

**DISCUSSION EN TROISIÈME LECTURE** [13 décembre 1960] (p. 4583). Entendu : M. Mignot, *Rapporteur* ; observations sur : la transaction intervenue entre le Sénat et l'Assemblée Nationale (p. 4583). — Art. 1er : *Extension des dispositions de l'ordonnance n° 59-25 du 3 janvier 1959*, adoption (p. 4584). — Art. 2 : *Application aux instances en cours*, adoption (*ibid.*). Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4584).

§ **3.** — Proposition de loi tendant à accorder la liberté des loyers pour certains immeubles représentant un caractère artistique ou historique, classés monuments historiques, inscrits à l'inventaire supplémentaire ou situés dans un site classé, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 juillet 1959 par M. Palewski (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 261.** — *Voy. ci-dessous*, 23.

§ **4.** — Proposition de loi relative au maintien dans les lieux des sociétés de personnes exerçant une profession libérale, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 octobre 1959 par M. Legaret (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 295.** — *Voy. ci-dessous*, 23.

§ **5.** — Proposition de loi sur le report des baux dans les immeubles reconstruits, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 octobre 1959 par M. Bergasse (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 324.** — *Voy. ci-dessous*, 23.

§ **6.** — Proposition de loi tendant à modifier l'article 78 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 novembre 1959 par M. Delrez (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 387.** — *Voy. ci-dessous*, 23.

§ **7.** — Proposition de loi tendant à l'abrogation de l'alinéa 2 de l'article 22 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 novembre 1959 par M Frédéric-Dupont (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 416.** — *Voy. ci-dessous*, 23.

§ **8.** — Proposition de loi tendant à permettre aux usagers des locaux à usage professionnel ou à usage mixte de céder à leur successeur le bénéfice du maintien dans les lieux, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 décembre 1959 par MM. Guillain, de Broglie et Junot (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 460.** — *Voy. ci-dessous*, 23.

§ **9.** — Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951, modifiée par la loi n° 56-1223 du 3 décembre 1956 et par l'ordonnance n° 58-1442 du 31 décembre 1958 permettant, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 décembre 1959 par M. Lolive et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 518.** — *Voy. ci-dessous*, 23.

§ **10.** — Proposition de loi tendant à ouvrir un nouveau délai de notification au propriétaire des sous-locations en cours au 29 décembre 1958, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 décembre 1959 par M. Ballanger et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 523.** — *Voy. ci-dessous*, 23.

Loyers.

§ **11.** — Proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 1er septembre 1948 en ce qui concerne le maintien dans les lieux au cours d'une procédure de divorce ou de séparation de corps, conformément à l'ordonnance de non-conciliation, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 février 1960 par M. Frédéric-Dupont (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 542.** — *Voy. ci-dessous*, 23.

§ **12.** — Proposition de loi tendant au maintien dans leur lieu d'habitation des personnes âgées de plus de 70 ans, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 février 1960 par M. Legaret (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 544.** — *Voy. ci-dessous*, 23.

§ **13.** — Proposition de loi tendant à compléter l'article 20 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 sur les loyers, relatif au maintien dans les lieux, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 avril 1960 par M. Joyon (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 575.** — *Voy. ci-dessous*, 23.

§ **14.** — Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-239 du 4 février 1959 sur la notification des sous-locations, présentée au Sénat le 10 mai 1960 par M. Carcassonne (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 165 (année 1959-1960)**; rapport le 16 juin 1960 par M. Geoffroy, **n° 201 (année 1959-1960).** Adoption le 23 juillet 1960. — Proposition de loi **n° 107 (année 1959-1960).**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 23 juillet 1960 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 836.**

§ **15.** — Proposition de loi tendant à compléter l'article 32 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 modifiée, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 juillet 1960 par M. Chandernagor et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 850.** — *Voy. ci-dessous*, 23.

§ **16.** — Proposition de loi relative aux clauses concernant les animaux domestiques dans les accords de location d'immeubles, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 novembre 1960 par M. Calméjane (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 978.** — *Voy. ci-dessous*, 23.

§ **17.** — Proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 tendant à permettre, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de bonne foi, modifiée par les lois n° 55-362 du 3 avril 1955 et n° 56-1223 du 3 décembre 1956 et par ordonnance n° 58-1442 du 31 décembre 1958, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 novembre 1960 par M. Chandernagor et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 979**; rapport le 12 décembre 1960 par M. Mignot, **n° 1049.** — Adoption le 13 décembre 1960 (p. 4582). — Proposition de loi **n° 227.**

Transmise au Sénat le 14 décembre 1960 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles), **n° 117 (année 1960-1961)**; rapport le 14 décembre 1960 par M. Delalande, **n° 120 (année 1960-1961).** Adoption sans modification le 15 décembre 1960. — Proposition de loi **n° 56 (année 1960-1961).**

Loi n° 60-1369 du 21 décembre 1960, publiée au *J. O.* du 22 décembre 1960 (p. 11560).

**DISCUSSION** [13 décembre 1960] (p. 4579). Entendus : MM. Mignot, *Rapporteur*, Nilès ; observations sur : les sursis aux expulsions de certains occupants de bonne foi prévus par la loi du 1er décembre 1951 (p. 4579); la nécessité de proroger les dispositions de cette loi ainsi que celles de différents textes concernant les réquisitions (p. 4579, 4580) ; les familles menacées d'expulsion notamment dans le département de la Seine (p. 4580); les expulsions scandaleuses d'invalides ou de mutilés de guerre (*ibid*). — Art. 1er : *Prorogation de la loi du 1er décembre 1951* (p. 4581); amendement de M. Nilès tendant à proroger la loi jusqu'au 1er janvier 1963 (p. 4581); observations sur : la démagogie faite par les députés communistes

(*ibid.*); rejet de l'amendement (*ibid.*); adoption de l'article premier (p. 4581). — Art. 2 : *Prorogation de l'article 342-2 du Code de l'urbanisme*, adoption (p. 4581). — Art. 3 : *Modification de l'article 347 du Code de l'urbanisme*, alinéa 3 (p. 4581); amendement du Gouvernement (prorogation des réquisitions venues à expiration entre la date de publication de la loi et le 1er avril 1961) (p. 4581); observations sur : la priorité accordée aux familles expulsées pour l'attribution d'un logement H.L.M. (p. 4582); adoption de l'amendement du Gouvernement (*ibid.*) ; adoption de l'article 3 ainsi modifié (*ibid.*). — Art. 4 : *Prorogation des articles 1 et 2 de la loi du 31 décembre 1948*, adoption (p. 4582). — Article additionnel de M. Lolive (*Interdiction des expulsions des grands invalides, des mutilés et des vieillards* (p. 4582); observations sur : l'impossibilité de remettre en cause les principes de la loi de 1948 sur les loyers (p. 4582) ; rejet de l'article additionnel (*ibid.*); adoption de l'ensemble de la proposition (p. 4582). — Orateurs : MM. Chandernagor, Fanton, Lolive, Mignot, *Rapporteur*, Nilès, Sudreau, *Ministre de la Construction*.

**§ 18.** — Proposition de loi tendant à compléter les dispositions de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 en ce qui concerne le maintien dans les lieux en faveur des locataires ou occupants de bonne foi, âgés de soixante-quinze ans, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961 par M. Charret (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1139.** — *Voy. ci-dessous*, 23.

**§ 19.** — Proposition de loi tendant à proroger les délais de maintien dans les lieux en faveur de certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961 par M. Radius (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1140** ; rapport sur cette proposition de loi et sur celle de M. Nilès et plusieurs de ses collègues (**n° 1146**) le 19 mai 1961 par M. Mignot, **n° 1198.**

**§ 20.** — Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 en ce qui concerne le maintien dans les lieux en faveur des propriétaires expulsés par suite de vente successorale, présentée à l'Assemblee Nationale le 25 avril 1961 par M. Nungesser (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1144.** *Voy. ci-dessous*, 23.

**§ 21.** — Proposition de loi tendant à proroger les dispositions de l'ordonnance n° 58-1008 relative au maintien dans les lieux de certains clients, locataires ou occupants de bonne foi des hôtels, pensions de famille et locaux dont le bailleur exerce la profession de loueur en meublé, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961 par M. Nilès et plusieurs de ses collègues, (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1146.** *Voy. ci-dessous*, 23.

**§ 22.** — Proposition de loi relative aux conditions de location des immeubles en construction, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1961 par M. Radius (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1168.** *Voy. ci-dessous*, 23.

**§ 23.** — Projet de loi complétant et modifiant la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et des locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et rétablissant l'article 1751 du Code civil, présenté au Sénat le 18 juillet 1960 par M. Sudreau, Ministre de la Construction (renvoyé à la Commission des loi constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 283 (année 1959-1960);** rapport le 16 décembre 1960, par M. Delalande, **n° 129 (année 1960-1961).** Adoption le 10 mai 1961. — Projet de loi **n° 62 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 12 mai 1961 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1179;** Rapport le 13 décembre 1961 sur ce projet de loi et sur les propositions de loi : 1° de M. Jean-Paul Palewski (**n° 261**); 2° de M. Legaret (**n° 295**); 3° de M. Henri Bergasse (**n° 324**) ; 4° de M. Delrez (**n° 387**); 5° de M. Frédéric-Dupont (**n° 416**); 6° de MM. Guillain, de Broglie et Junot (**n° 460**); 7° de M. Lolive et plusieurs de ses collègues (**n° 518**); 8° de M. Ballanger et plusieurs de ses collègues (**n° 523**); 9° de

Loyers.

Loyers.

M. Frédéric-Dupont (**n° 541,** *voy.* CODE CIVIL); 10° de M. Frédéric-Dupont **(n° 542)**; 11° de M. Frédéric-Dupont (**n° 543,** *voy.* CODE CIVIL); 12° de M. Quinson (**n° 459,** *voy.* LOGEMENT); 13° de M. Legaret **(n° 544)**; 14° de M. Joyon **(n° 575)**; 15° de M. Delbecque (**n° 765,** *voy.* ARMEE); 16° de M. Chandernagor et plusieurs de ses collègues **(n° 850)**; 17° de M. Calméjane **(n° 978)**; 18° de M. Charret **(n° 1139)**; 19° de M. Nungesser **(n° 1144)**; 20° de M. Radius **(n° 1168)**, par M. Mignot, **n° 1623.**

Transmis au Sénat le 3 juillet 1962, (renvoyé à la Commission) **n° 255 (année 1961-1962);** rapport le 12 juillet 1962 par M. Delalande, **n° 270 (année 1961-1962);** adoption avec modification en deuxième lecture le 19 juillet 1962. — Projet de loi **n° 113 (année 1961-1962).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 20 juillet 1962, (renvoyé à la Commission) **n° 1862;** rapport le 23 juillet 1962 par M. Mignot, **n° 1869.** Adoption avec modification en deuxième lecture le 23 juillet 1962 (p. 2825). — Projet de loi **n° 447.**

Transmis au Sénat le 23 juillet 1962, (renvoyé à la Commission) **n° 308 (année 1961-1962);** rapport le 23 juillet 1962 par M. Delalande, **n° 309 (année 1961-1962).** Adoption avec modification en troisième lecture le 23 juillet 1962. — Projet de loi **n° 124 (année 1961-1962).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 23 juillet 1962, (renvoyé à la Commission) **n° 1875;** rapport oral par M. Mignot. Adoption définitive en troisième lecture le 23 juillet 1962 (p. 2818). — Projet de loi **n° 450.**

Loi n° 62-902 du 4 août 1962, publiée au *J.O.* du 7 août 1962 (p. 7811 et suiv.).

Rectificatifs *J.O.* du 15 août 1962 (p. 8107), du 5 octobre 1962 (p. 9603).

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [17 mai 1962] (p. 1169), [12 juin 1962] (p. 1650), [27 juin 1962] (p. 2036). Entendus : MM. Mignot, *Rapporteur*; Lolive, Dejean, Maziol, *Ministre de la Construction*; observations sur : la nécessité d'une modification de la loi de 1948 sur les loyers et d'un retour progressif à la libération des loyers, compte tenu des possibilités pratiques (p. 1169, 1170); la persistance de la crise du logement (p. 1170, 1173, 1174); les conséquences désastreuses d'une extension du régime de droit commun (p. 1172, 1174); la spéculation à laquelle donne lieu la vente par appartements des immeubles anciens (p. 1172, 1173); le droit de priorité accordé par le Sénat au locataire en cas de vente de son appartement (p. 1170, 1173, 1174); les 24 propositions de loi relatives à la législation sur les loyers, déposées par les députés (p. 1170); la reprise des dispositions de certaines d'entre elles dans le projet (*ibid.*); les propositions concernant les locaux à usage professionnel (p. 1170, 1171); celles relatives aux personnes âgées (*ibid.*), celles concernant l'échange des décomptes de surface corrigée (p. 1171, 1173); la réduction du droit au maintien en possession, dans les immeubles détruits par faits de guerre (p. 1170, 1173).

Art. 1er : (supprimé par le Sénat) : *Exclusion des garages et remises du champ d'application du droit au maintien dans les lieux* (p. 1175); amendement de M. Mignot au nom de la Commission tendant au rétablissement de l'article (*ibid.*); observations sur : le retour progressif à la liberté des contrats (*ibid.*); l'atteinte aux contrats pré-existants qu'entraînerait le rétablissement de l'article; la possibilité de fixer pour les garages et remises une valeur locative maximale comme en matière de locaux d'habitation (*ibid.*); adoption de l'amendement de la Commission (*ibid.*); en conséquence, l'article premier est rétabli (*ibid.*).

Art. 2 : *Réduction de maintien en possession dans les immeubles détruits par faits de guerre pour les personnes relogées* (p. 1175); amendement de M. Cance tendant a la suppression de l'article (*ibid.*); observations sur : l'augmentation des loyers dans les immeubles reconstruits ou réparés qu'entraînerait l'adoption de l'article (p. 1176); les articles 70 et 71 dans la loi du 1er septembre 1948 relatifs aux exceptions la non-application de cette loi pour les immeubles reconstruits après la date de sa promulgation (*ibid.*); la suppression légitime du maintien en possession pour les nouveaux occupants survenus dans les lieux après la reconstruction (*ibid.*); la substitution de la notion de personnes à la notion d'immeubles (*ibid.*); rejet de l'amendement de M. Cance (*ibid.*); amendement de M. Mignot au nom de la Commission tendant à substituer aux mots « au 1er juillet 1961 » les mots « à la date de promulgation de la loi du... » (p. 1176); adoption de l'amendement (*ibid.*); adoption de l'article ainsi modifié (p. 1177).

Art. 3 : *Réduction du droit au maintien en possession dans les locaux à usage administratif ou professionnel transformés en locaux d'habitation* (p. 1177); adoption (*ibid.*).

Après l'article 3 : Article additionnel du Gouvernement (*Exclusion contractuelle d'une location du champ d'application de la loi de 1948*) (p. 1177); observations sur : la nécessité, pour exclure une location du champ d'application de

la loi, d'un accord entre le propriétaire et le locataire et la conclusion d'un bail (*ibid.*); adoption de l'article additionnel (*ibid.*); Article additionnel du Gouvernement (*Possibilité pour les locata res non encore entrés dans les lieux de conclure librement un bail à usage professionnel avec le propriétaire*) (p. 1177); observations sur : l'application de cette disposition, dans les villes où les locations nouvelles sont encore soumises à la loi de 1948 (*ibid.*); la disparition souhaitable de la pratique du « pas de porte » (*ibid.*); l'assimilation excessive des locaux professionnels aux locaux à usage mixte (*ibid.*); à la demande de la Commission l'article additionnel est réservé (*ibid.*); voir plus loin p. 2038.

Art. 4 : *Dispositions générales relatives au maintien dans les lieux* (p. 1178); amendement du Gouvernement (extension du droit au maintien dans les lieux aux associations professionnelles) (*ibid.*); adoption de l'amendement (*ibid.*); adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 5 : *Dispositions relatives au droit au maintien dans les lieux en cas de divorce et séparation de corps* (p. 1178); amendement de M. Mignot au nom de la Commission tendant à une nouvelle rédaction de l'article (*ibid.*); sous-amendement du Gouvernement (suppression de la notification au propriétaire, de la décision du juge du divorce relative au maintien dans les lieux) (*ibid.*); observations sur : la compétence du juge du divorce pour désigner celui des deux époux qui bénéficiera du maintien dans les lieux (p. 1178); la nécessité d'avertir le propriétaire lorsque l'époux bénéficiaire n'est pas celui au nom duquel étaient délivrées les quittances (p. 1178, 1179); rejet du sous-amendement du Gouvernement (*ibid.*); observations sur : la suppression souhaitable dans le texte de la Commission, des mots « pour qu'elle lui soit opposable » (p. 1179); adoption de l'amendement de la Commission (p. 1179); en conséquence le texte devient l'article 5 du projet de loi (*ibid.*).

Après l'article 5 : Article additionnel de M. Mignot au nom de la Commission (*Droit de cession du bénéfice du maintien dans les lieux dans les locaux à usage professionnel*) (*ibid.*); à la demande de la Commission, l'amendement est réservé (p. 1179); voir plus loin p. 2039

Art 6 : *Restriction du droit au maintien dans les lieux pour certains sinistrés non relogés* (p. 1179); amendement de M. Cance tendant à la suppression de l'article (*ibid.*); observations sur : les expulsions de nombreux sinistrés risquant de se produire en cas d'adoption de l'article (p. 1179); le non-achèvement de la reconstruction (p. 1180); la faculté laissée au Ministre de la Construction d'envisager par décret l'extinction du droit au maintien dans les lieux pour les sinistrés, en fonction de l'achèvement de la construction dans la région considérée (p. 1180); adoption de l'article 6 (p. 1180).

Après l'article 6 : Article additionnel de M. Mignot au nom de la Commission (*Droit au maintien dans les lieux pour les personnes morales occupant des locaux à usage professionnel et les personnes morales exerçant une activité désintéressée* (p. 1180) ; adoption de l'amendement (*ibid.*).

Art. 7 : *Résiliation du bail sur demande du locataire parce qu'il ne remplit pas les conditions d'occupation suffisante* (p. 1180); adoption de l'article (*ibid.*).

Art. 8 : *Résiliation du bail sur demande du bailleur en cas de décès du locataire et de non-occupation effective du local dans les trois mois* (p. 1180); amendement de M. Mignot au nom de la Commission tendant à modifier le dernier alinéa de l'article (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*); adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 9 : *Modification de l'article 14 de la loi du 1er septembre 1948*, adoption (*ibid.*).

Art. 10 : *Modification de l'article 15 de la loi du 1er septembre 1948*, adoption (p. 1181).

Art. 11 : *Institution d'un droit de priorité au profit du locataire en cas de vente de son appartement* (p. 1181); amendement de M. Mignot au nom de la Commission tendant à la suppression de l'article (*ibid.*) ; observations sur : les spéculations auxquelles donne lieu la vente des appartements occupés (p. 1181) ; à la demande de la Commission, l'article est renvoyé en Commission (*ibid.*).

**REPRISE DE LA DISCUSSION** [2 juin 1962] (p. 1650). Observations sur : les inconvénients de la procédure envisagée par le Sénat (notification de l'offre de vente à l'occupant dans un délai de deux ans, paiement d'un prix de vente égal au moins aux 5/6 du prix offert au locataire) (p. 1650); l'opposition de la Commission à une réglementation des ventes par appartement (*ibid.*) ; l'opinion différente manifestée par l'Assemblée (*ibid.*); les inconvénients de l'institution d'un droit de retrait ou d'un droit de préemption (*ibid.*); le système finalement retenu par la Commission (vente sous condition suspensive) (p. 1651); sa limitation aux acquisitions à titre onéreux et aux logements soumis au maintien en possession (*ibid.*); amendement de M. Mignot au nom de la Commission (nouvelle rédaction de l'article) (*ibid.*) ; amendement du Gouvernement (institution d'un droit de retrait au profit du locataire ou de l'occupant de bonne

Loyers.

foi) (*ibid.*); observations sur: le retour souhaitable à la liberté des conventions, les inconvénients du droit de préemption ou du droit de priorité (p. 1651, 1652); l'atteinte que porterait l'adoption de l'amendement du Gouvernement à la valeur des contrats librement consentis (p. 1652); l'absence d'une sanction en cas de défaut de signification (*ibid.*); la double perception de droits d'enregistrement risquant de se produire au cas où le système de la Commission serait adopté (p. 1652, 1653); rappel au règlement de M. Fanton (dualité des droits d'enregistrement) (*ibid.*); adoption de l'amendement de la Commission (*ibid.*); adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Après l'article 11: Article additionnel de M. Mignot au nom de la Commission (*Suppression du droit de reprise sur les locaux occupés par des personnes de 70 ans non assujetties à l'impôt sur le revenu* (p. 1653); observations sur: la proposition de loi déposée par M. Charret tendant à créer un droit spécial en faveur des personnes âgées (*ibid.*); adoption de l'article additionnel (*ibid.*).

Art. 12: *Participation des locataires à titre individuel aux travaux d'amélioration des immeubles* (p. 1653); amendement de M. Cermolacce tendant à la suppression de l'article (p. 1653); observations sur: la nécessité d'un accord unanime des locataires pour le remboursement des dépenses d'amélioration (p. 1654); les majorations de loyers risquant d'être appliquées après les travaux (*ibid.*); rejet de l'amendement de M. Cermolacce (*ibid.*).

**REPRISE DE LA DISCUSSION** [27 juin 1962] (p. 2036).

Art. 12 (*suite*): amendement de M. Mignot au nom de la Commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 2036); sous-amendement de M. Pillet (accord du locataire par acte ayant date certaine) (p. 2036); sous-amendement du Gouvernement précisant que la convention est établie à l'occasion de l'exécution des travaux et que ces derniers sont déterminés dans ladite convention (*ibid.*); observations sur: la nécessité d'éviter qu'un bailleur indélicat exige un engagement avant l'entrée du locataire dans les lieux (p. 2036); retrait du sous-amendement de M. Pillet (p. 2037); adoption du sous-amendement du Gouvernement (*ibid.*); adoption de l'amendement de la Commission ainsi modifié (*ibid.*); adoption de l'article 12 ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 12 «*bis*»: *Modification du premier alinéa de l'article 46 de la loi du 1er septembre 1948* (p. 2037); adoption de l'article (*ibid.*).

Art. 12 «*ter*»: *Modification de l'article 78 de la loi du 1er septembre 1948*, adoption (p. 2037).

Art. 13: *Modification du deuxième alinéa de l'article 79 de la loi du 1er septembre 1948* (p. 2037); amendement de M. Mignot au nom de la Commission (modification de forme) (*ibid.*); adoption de l'amendement (*ibid.*); amendement de M. Mignot au nom de la Commission tendant à substituer au mot « européen » le mot « métropolitain » (*ibid.*); adoption de l'amendement (*ibid.*).

Art. 13 «*bis*»: *Rétablissement de l'article 1751 du Code civil dans une nouvelle rédaction* (p. 2037); amendement de M. Mignot au nom de la Commission tendant à une nouvelle rédaction de l'article (*ibid.*); observations sur: l'impossibilité d'exercer l'activité professionnelle du défunt dans laquelle les héritiers risquent de se trouver (p. 2037); modification de l'amendement de la Commission (p. 2038); adoption de l'amendement (*ibid.*); adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Après l'article 13 «*bis*»: Article additionnel de M. Mignot au nom de la Commission (*Octroi de délais de grâce aux débiteurs militaires stationnés en Afrique du Nord et à leurs famille*) (p. 2038); à la demande de la Commission l'amendement est réservé (*ibid.*).

Art 14 supprimé par le Sénat: *Modification de l'article 340 du Code de l'urbanisme et de l'habitation* (p. 2038); amendement de M. Mignot au nom de la Commission tendant au rétablissement de l'article (*ibid.*); adoption de l'amendement (*ibid.*); en conséquence, l'article 14 est rétabli (p. 2038).

Art. 15: *Abrogation de certaines dispositions de la loi du 1er septembre 1948 et de l'ordonnance du 11 octobre 1945* (p. 2038); amendement de M. Mignot au nom de la Commission (suppression de l'abrogation de l'article 2 de la loi de 1948) (p. 2038); adoption de l'amendement (*ibid.*); adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Amendements réservés:

Après l'article 3: Article additionnel du Gouvernement *tendant à permettre aux futurs locataires de locaux professionnels de conclure librement des baux* (p. 2038); observations sur: la nécessité d'accorder certains avantages aux locataires de locaux professionnels en contrepartie des loyers plus élevés qu'ils payent, la disposition réglementaire permettant la cession du droit locatif au successeur dans la profession, moyennant une augmentation de 50 0/0 du loyer pendant la durée du bail (p. 2038, 2039); la situation de la veuve dont le mari exerçait une

profession libérale et qui désire céder la clientèle de ce dernier (p. 2039); la possibilité offerte aux futurs locataires par l'amendement du Gouvernement de conclure avec leur propriétaire un contrat permettant la faculté de céder leur droit locatif, les inconvénients de l'institution d'une propriété professionnelle (p. 2039); adoption de l'article additionnel (p. 2039).

Après l'article 5 : Article additionnel de M. Mignot au nom de la Commission (*Cession du bénéfice du maintien dans les lieux pour les locaux à usage professionnel au successeur de l'occupant dans sa profession*) (p. 2039); rejet de l'article additionnel (p. 2040).

Après l'article 11 : Article additionnel de M. Mignot au nom de la Commission (*Possibilité pour les praticiens associés de faire opposition au droit de reprise*) (p. 2040); adoption de l'article additionnel (*ibid.*).

Article additionnel de M. Mignot au nom de la Commission (*Possibilité pour les professionnels de faire opposition au droit de reprise, même si le locataire s'est installé postérieurement au 1er septembre 1948*) (p. 2040); adoption de l'amendement (*ibid.*).

Après l'article 12 *ter* : Article additionnel de M. Mignot au nom de la Commission (p. 2040); retrait (*ibid.*).

Après l'article 13 *bis* : Article additionnel de M. Mignot au nom de la Commission (*Délai de grâce pour les débiteurs militaires stationnés en Afrique du Nord et pour leurs familles*) (p. 2040, 2041); adoption de l'article additionnel (p. 2041); adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

Orateurs: MM. Bignon, Coste-Floret, Dejean, Fanton, Foyer, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Lolive, Maziol, *Ministre de la Construction*; Mignot, *Rapporteur de la Commission des lois constitutionnelles*; Nilès, Pillet, Claudius Petit, Sammarcelli, Sanson.

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [23 juillet 1962] (p. 2817); Entendu : M. Mignot, *Rapporteur*; observations sur : les modifications apportées par le Sénat, notamment la suppression de l'article 11, le privilège devant être accordé aux locataires âgés de plus de 70 ans (p. 2817).

Art. 11 *ter* (supprimé par le Sénat); amendement de M. Mignot au nom de la Commission tendant à reprendre le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (abrogation de l'alinéa 2 de l'article 22 de la loi du 1er septembre 1948) (*ibid.*); observations sur : les inconvénients de permettre à tous les locataires professionnels de faire échec au droit de reprise (p. 2817, 2818); la possibilité pour les jeunes professionnels de conclure librement des contrats avec leur propriétaire (p. 2818); la nécessité de compenser le loyer supplémentaire payé par les locataires professionnels (*ibid.*); adoption de l'amendement (*ibid.*); en conséquence, l'article 11 *ter* est repris dans le texte de l'Assemblée Nationale.

Art. 11 *quater* : *Suppression de l'exercice du droit de reprise contre les locataires de plus de 70 ans* (*ibid.*); adoption de l'article (*ibid.*).

Art. 13 *bis* : Nouvelle rédaction de l'article 1751 du Code civil (*ibid.*); adoption de l'article (*ibid.*); adoption de l'ensemble du projet de loi. Entendus : MM. Maziol, *Ministre de la Construction* et Mignot, *Rapporteur*.

**DISCUSSION EN TROISIÈME LECTURE** [23 juillet 1962] (p. 2825); Entendus : MM. Sammarcelli, *Président de la Commission des lois, Rapporteur suppléant* et Maziol, *Ministre de la Construction*. Observations sur le maintien par le Sénat de la suppression de l'article 11 *ter*; l'engagement pris par le Ministre de la Construction de réviser le supplément de loyer exigé des locataires professionnels (p. 2825); adoption de l'ensemble du projet de loi.

**§ 24.** — Proposition de loi tendant à proroger les délais de maintien dans les lieux de certains clients et locataires des hôtels, pensions de famille et meublés (1), présentée à l'Assemblée Nationale le 28 juin 1961 par M. Collomb (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1264.**

**§ 25.** — Proposition de loi tendant à proroger et à modifier la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, présentée au Sénat le 16 décembre 1960 par M. Raymond Guyot et les membres du groupe communiste et apparentés (renvoyée à la Commission) **n° 168 (année 1960-1961);** rapport le 29 juin 1961 par M. Delalande, **n° 292 (année 1960-1961);** sur cette proposition de loi et celle de M. Courrière, **n° 256.** Adoption le 11 juillet 1961. — Proposition de loi **n° 119 (année 1960-1961).**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 11 juillet 1961 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administra-

(1) Retirée par l'auteur [12 septembre 1961] (p. 2256).

Loyers.

tion générale de la République), **n° 1329;** rapport le 19 juillet 1961 par M. Mignot, **n° 1394.** Rejet en première lecture le 21 juillet 1961 (p. 1957). — Proposition de loi **n° 303.**

Transmise au Sénat le 22 juillet 1961, **n° 347.**

**DISCUSSION** [21 juillet 1961] (p. 1953). Entendus: MM. Mignot, *Rapporteur*; Nilès, Frédéric Dupont, Chandernagor, Sudreau, *Ministre de la Construction*; observations sur: le bénéfice du maintien dans les lieux accordé à certains clients des hôtels et meublés (p. 1953); les inconvénients pour les hôteliers (p. 1954, 1955); la crise du logement dans la région parisienne (p. 1954, 1956); la taxation du prix des meublés (p. 1954, 1955); les difficultés d'expulser le client de mauvaise foi (p. 1954, 1955).

Art. 1er: *Modification de l'article premier de la loi n° 49-458 du 2 avril 1949* (p. 1956); amendement de M. Mignot tendant à supprimer cet article (*ibid.*); observations sur: la politique du Gouvernement tendant au retour à la liberté des loyers (p. 1956); le cas des propriétaires de meublés devenus professionnels pour louer les appartements meublés situés dans leur propre maison d'habitation (p. 1957); adoption de l'amendement (*ibid.*); en conséquence l'article est supprimé (p. 1957).

Art. 2: *Modification de l'article 3 de la loi n° 49-458 du 2 avril 1949* (p. 1957); amendement de M. Mignot au nom de la Commission tendant à supprimer cet article, adoption (*ibid.*).

En conséquence, l'article est supprimé et la proposition de loi rejetée (p. 1957). = Orateurs: MM. Chandernagor, de la Malène, Mignot, *Rapporteur*; Nilès, Sudreau, *Ministre de la Construction.*

**§ 26.** — Proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 1er juillet 1964 les dispositions de la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 permettant, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 mai 1962 par M. Lolive et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1719**; rapport le 20 juin 1962 par M. Mignot, **n° 1778**, sur cette proposition de loi et sur celles : 1° de M. Schmittlein et plusieurs de ses collègues, **n° 1765** ; 2° de M Albrand et plusieurs de ses collègues, **n° 1766** (voir Départements d'Outre-Mer). — Adoption le 26 juin 1962 (p. 1989). — Proposition de loi **n° 406.**

Transmise au Sénat le 28 juin 1962 (renvoyée à la Commission des lois), **n° 242 (année 1961-1962)**; rapport le 28 juin 1962 par M. Abel-Durand, **n° 249 (année 1961-1962).** — Adoption sans modification le 4 juillet 1962. — Proposition de loi **n° 104 (année 1961-1962).**

Loi n° 62-790 du 13 juillet 1962, publiée au *J. O.* du 14 juillet 1962 (p. 6908).

**DISCUSSION** [26 juin 1962] (p. 1988). Entendu : M Mignot, *Rapporteur de la Commission des lois constitutionnelles*; observations sur : la nécessité d'une nouvelle prorogation de la loi du 1er décembre 1951, de l'article 342 du Code de l'urbanisme et de la loi du 21 décembre 1960 (p. 1988).

Art. 1er : *Prorogation de la loi du 1er décembre 1951*, adoption (p. 1988).

Art. 2 : *Prorogation de l'article 342-2 du Code de l'urbanisme*, adoption (p. 1988).

Art. 3 : *Prorogation jusqu'au 1er juillet 1964 de la loi du 21 décembre 1960* (p. 1988); observations sur : la nécessité de proroger la loi tendant au maintien dans les lieux des locataires et occupants de locaux d'habitation à usage professionnel dans les départements d'outre-mer (p. 1989); la nécessité d'unifier les dates d'expiration des délais (*ibid.*); Après l'article 3 : Article additionnel du Gouvernement (*modification de l'article 8 de la loi n° 56-672 du 9 juillet 1956*) (p. 1989); observations sur : la divergence d'interprétation à laquelle donne lieu l'article 8 de la loi n° 56-672 du 9 juillet 1956; la nécessité d'accorder la protection du maintien dans les lieux aux ascendants et descendants des militaires d'Afrique du Nord sans exiger qu'ils soient à leur charge (p. 1989); la nécessité d'accorder la même protection à la famille d'un militaire décédé (*ibid.*); adoption de l'amendement du Gouvernement (*ibid.*); adoption de l'ensemble de la proposition de loi (*ibid.*). = Orateurs : MM. Feuillard, Foyer, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Mignot, *Rapporteur.*

**§ 27.** — Proposition de loi tendant à proroger : 1° les dispositions de la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 permettant, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel; 2° l'article 342-2 du Code de l'urbanisme et de l'habitation, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 juin 1962 par M. Schmittlein et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1765.** — *Voy. ci-dessus*, 1°., **n 1719.**

§ **28.** — Proposition de loi tendant à modifier la réglementation qui régit actuellement les rapports entre bailleurs et locataires hôteliers, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 juillet 1962 par M. Fric (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1842.**

§ **29.** — Proposition de loi tendant à assujettir à la taxe de compensation sur les locaux d'habitation inoccupés ou insuffisamment occupés les logements entièrement vacants, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 octobre 1962 par M. Paul Coste-Floret (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 1918.**

*Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n^os 191, 192, 193, 194.

— Allocation-logement des locataires H.L.M. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 156.

— Aide au logement. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n^os 43, 44, 45.

— Augmentation des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 10.

— et entretien des immeubles. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 149.

— Location et sous-location de chambres de bonnes. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 42.

— Situation de locataires de grands ensembles. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n^os 171, 172.

— Situation des vieux travailleurs. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n^os 40, 41.

— des veuves de guerre (locaux insuffisamment occupés). — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 54.

## LYON.

— Tisseurs à façon de la région de. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 52.

## LUCHETTI (Mlle).

— Sévices infligés. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**), Crédits militaires [9 avril 1961] (p. 4163); Justice [12 novembre 1961] (p. 4480).

# M

**MADAGASCAR.** — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5 [14 octobre 1959] (p. 1786).

**MAGISTRATS.**

*Voy.* JUSTICE.

— Dégagement des cadres. — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 16.

— de la France d'outre-mer (Reclassement). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 9.

**MAGISTRATURE.** — *Voy.* TRIBUNAUX JUDICIAIRES, 1.

**MAGISTRATURE (algérienne).** — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 2.

**MAI 1958.**

*Voy.* LÉGION D'HONNEUR, 5.

— Bilan économique. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 3.

**MAINE-MONTPARNASSE.**

— Groupe immobilier. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 17 [10 juin 1960] (p. 1281, 1282, 1284).

**MAINTIEN DANS LES LIEUX.**

*Voy.* LOYERS, 10, 11, 12.

— au cours d'une procédure de divorce. — *Voy.* LOYERS, 12.

— pour les locaux professionnels. — *Voy* LOYERS, 7.

— des vieillards. — *Voy.* LOYERS, 13, 14, 17.

**MAIRES ET ADJOINTS.** — *Voy.* COLLECTIVITÉS LOCALES, 3.

**MAIRIES.**

— Apposition du portrait du Président de la République. — *Voy.* COLLECTIVITÉS LOCALES.

**MAÏS.**

— Prix du. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n^os 98, 99 ; QUESTIONS ORALES (avec débat), n^os 45 *bis*, 55.

*Voy. aussi* : CÉRÉALES.

**MAISONS-ALFORT.**

— Construction de la « voie express sud-est ». — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 122.

**MAISONS INDIVIDUELLES.**

— Construction de. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 50.

**MAISONS DE RETRAITE.**

— Gestion municipale. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 136.

**MALADIES PROFESSIONNELLES.**

— Garanties du personnel communal en matière d'accidents du travail ou de. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 224.

**MALADIES VÉNÉRIENNES.**

— Recrudescence des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 204.

**MALFAITEURS.**

— Association de. — *Voy.* TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 3.

**MALI.**

*Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5 [14 octobre 1959] (p. 1760, 1778, 1783, 1786), [15 octobre 1959] (p. 1819).

— Non-application des accords avec le. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 19.

— Transfert de l'Office du Niger. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (n° **1560**), Art. 12 [5 décembre 1961] (p. 5292).

**MALPASSET.**

— Barrage de. — *Voy.* CALAMITÉS PUBLIQUES, 1.

— Succession des personnes décédées du fait de la rupture du barrage de. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (n° **690**), Art. 15 et 16 [5 juillet 1960] (p. 1692).

**MALTHUSIANISME ÉCONOMIQUE.** — *Voy.* COMMERCE, 21.

**MANCHE (Département de la).**

*Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 47.

— Sécheresse et agriculture. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 119.

**MANDAT (Cessation de).** — *Voy.* DÉPUTÉS

**MANIFESTATIONS.**

— commerciales. — *Voy.* COMMERCE, 7.

— en matière scolaire. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 4.

— provoquées par le F.L.N. à Paris. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 18.

**MANIPULATEUR.**

— d'électroradiologie. — *Voy.* MÉDECINE, 8.

**MARCHANDISES.**

— Raréfaction, destruction. — *Voy.* COMMERCE, 21.

**MARCHE.**

— Situation économique et sociale de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 51.

**MARCHÉ.**

— des produits laitiers. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 32.

**MARCHÉ COMMUN.**

*Voy.* COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE; DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n°s 5, 9, 17 et 22; MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré); MOTION DE CENSURE, n° 1 ; QUESTIONS ORALES (avec débat), n°s 38 et 55; QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 208; TRANSPORTS, 1.

— agricole. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 45 *bis*.

— et aménagement du territoire. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 4.

— Commerce et artisanat français. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 37.

— Concurrence s'exerçant par la vente à crédit. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 11.

— Concurrence et harmonisation. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

— et Grande Bretagne. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— et industrie de l'automobile — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 24.

— et organisation des marchés agricoles. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 1.

— La politique européenne et le. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 16.

— Prix du lait payé aux producteurs français par rapport au prix pratiqué dans le. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 32.

— et viticulture. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 5.

## MARCHÉS.

— Organisation des — agricoles. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 1.

— Priorité sur les — aux mutilés de guerre. — *Voy.* COMMERCE.

## MARCHÉS AGRICOLES.

*Voy.* AGRICULTURE, 10.

— Fonds de régularisation et d'orientation. — *Voy.* BUDGET DE 1960, 3 (n° **563**), Art. 1er [31 mai 1960] (p. 1059) ; BUDGET DE 1961 (n° **866**), Art. 12 [26 octobre 1960] (p. 2827).

— Houblon. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nos 152, 153.

**MAREYEUR.** — *Voy.* PÊCHE MARITIME, 1.

## MARGARINE.

— Prix de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 32.

— Taxe sur la — *Voy.* BUDGET DE 1961 (n° **866**), Art. 14 [27 octobre 1960] (p. 3842).

— Utilisation, affichage. — *Voy.* LAIT ET PRODUITS LAITIERS, 1.

**MARIAGE.** — *Voy.* CODE CIVIL, 9.

## MARINE (Invalides de la).

— Caisse des retraites. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 121.

## MARINE MARCHANDE.

**§ 1.** — Projet de loi portant modification à la loi n° 54-11 du 6 janvier 1954 sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance, présenté à l'Assemblée Nationale le 12 mai 1959 par M. Buron, Ministre des Travaux publics et des Transports (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 79.**

**DISCUSSION** [4 novembre 1959] (p. 2183). Entendu : M. Lemaire, *Président de la Commission de la production et des échanges.* Le projet est retiré de l'ordre du jour en application de l'article 90 du règlement (p. 2183).

**§ 2.** — Projet de loi relatif à la police des épaves maritimes, présenté à l'Assemblée Nationale le 26 avril 1960 par M. Buron, Ministre des Travaux publics et des Transports, (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 554;** rapport le 18 novembre 1960 par M. Laurelli, **n° 957.** Adoption le 4 mai 1961 (p. 664). — Projet de loi **n° 251.**

Transmis au Sénat le 9 mai 1961 (renvoyé à la Commission des affaires économiques **n° 190 (année 1960-1961);** rapport le 19 octobre 1961 par M. Joseph Yvon, **n° 14 (année 1961-1962).** Adoption sans modification le 10 novembre 1961. — Projet de loi **n° 21 (année 1961-1962).**

Loi n° 61-1262 du 24 novembre 1961 publiée au *J.O.* du 25 novembre 1961 (p. 10810).

**DISCUSSION** [4 mai 1961] (p. 663). Entendu : M. Sammarcelli, *Président de la Commission* ; observations sur : la législation concernant les épaves maritimes, son ancienneté (p. 663) ; la légalité contestée du décret du 28 février 1918 (p. 663) ; les dispositions du projet (p. 663, 664).

Art. 1er : *Réglementation des épaves maritimes et limitation des droits de propriété*, adoption (p. 664).

Art. 2 : *Infractions à la réglementation des épaves maritimes*, adoption (p. 664).

Art. 3: *Vol ou recel d'une épave maritime*, adoption (p. 664).

Art. 4: *Destruction ou détérioration d'une épave maritime présentant un intérêt archéologique, historique ou artistique*, adoption (p. 664).

Art. 5: *Abrogation de l'article 6 Titre IX du livre IV de l'Ordonnance sur la Marine, d'août 1681*, adoption (p. 664).

Article additionnel de M. Laurelli au nom de la Commission (*Application de la loi aux départements algériens et aux territoires d'outre-mer*), adoption (p. 664) ; observations sur: l'application des lois de la République aux départements d'outre-mer et aux territoires d'outre-mer (p. 664) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 664). = Orateurs : MM. Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports;* Laurelli.

**§ 3.** — Projet de loi modifiant et complétant la loi du 17 décembre 1926, déjà modifiée, portant Code disciplinaire et pénal de la marine marchande, présenté au Sénat le 26 avril 1960 par M. Buron, Ministre des Travaux publics et des transports (renvoyé à la Commission des affaires économiques et du plan), **n° 150 (année 1959-1960)**; rapport le 26 avril 1960 par M. Joseph Yvon, **n° 154 (année 1959-1960).** Adoption le 5 mai 1960. — Projet de loi **n° 49 (année 1959-1960).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1960 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 629**; rapport le 18 novembre 1960 par M. Laurelli **n° 958.** Adoption avec modification en première lecture le 4 mai 1961 (p. 667). — Projet de loi **n° 252.**

Transmis au Sénat le 9 mai 1961, **n° 191 (année 1961-1962)**; rapport le 17 juillet 1961 par M. Yvon, **n° 216 (année 1960-1961).** Adoption avec modification en deuxième lecture le 11 juillet 1961. — Projet de loi **n° 116 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 12 juillet 1961, **n° 1336**; rapport le 10 juillet 1962 par M. Laurelli, **n° 1832.** Adoption avec modification en deuxième lecture le 23 juillet 1962 (p. 2816). — Projet de loi **n° 445.**

Transmis au Sénat le 23 juillet 1962, **n° 305 (année 1960-1961)**; rapport le 23 juillet 1962 par M. Joseph Yvon, **n° 306 (année 1961-1962).** Adoption définitive en troisième lecture le 23 juillet 1962. — Projet de loi **n° 122 (année 1961-1962).**

Loi n° 62-899 du 4 août 1962, publiée au *J.O.* du 5 août 1962 (p. 7780 et suiv.).

Marine marchande.

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [4 mai 1961] (p. 666). Entendus : MM Laurelli, *Rapporteur*; Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports*; observations sur : l'application de la loi aux territoires d'outre-mer (p. 665); l'amendement de la Commission concernant le taux des amendes (*ibid.*).

Art. 1er : *Modification du 1° de l'article premier de la loi du 17 décembre 1926*, adoption (p. 665).

Art. 2 : *Modification de l'article 2 de la même loi*, adoption (p. 665).

Art. 3: *Modification de l'intitulé du Titre III de la même loi*, adoption (p. 665).

Art. 4 : *Modification de l'article 25 de la même loi*, adoption (p. 665).

Art. 5 : *Modification de l'article 26 de la même loi*, adoption (p. 665);

Art. 6: *Modification de l'alinéa premier de l'article 28 de la même loi*, adoption (p. 665).

Art. 7 : *Modification de l'alinéa premier de l'article 30 de la même loi*, adoption (p. 665).

Art. 8 : *Modification de l'alinéa premier de l'article 31 de la même loi*, adoption (p. 666).

Art. 9 : *Modification du premier alinéa de l'article 33 de la même loi* (p. 666) ; amendement de M. Laurelli au nom de la Commission tendant à exprimer en nouveaux francs le taux des amendes, adoption (p. 666); adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Art 10 : *Modification de l'article 34 de la même loi*, adoption (p. 666).

Art. 11 : *Modification de l'alinéa premier de l'article 35 de la même loi*, adoption (p. 666).

Art. 12 : *Modification de l'article 36 de la même loi*, adoption (p. 666).

Art. 13 : *Modification de l'article 36* bis *de la même loi*, adoption (p. 666).

Art. 14 : *Modification de l'article 36* ter *de la même loi*, adoption (p. 666).

Ar. 15 : *Modification de l'article 37 de la même loi*, adoption (p. 667).

Art. 16 : *Modification de l'intitulé du chapitre III du Livre III de la même loi*, adoption (p. 667).

Art. 17 : *Modification de l'intitulé du chapitre IV du Livre III de la même loi*, adoption (p. 667).

Art. 18 : *Modification de l'article 63 de la même loi*, adoption (p. 667).

Art. 19 : *Modification de l'article 86 de la même loi*, adoption (p. 667).

Marine marchande.

Art. 20 : *Modification de l'alinéa 2 de l'article 87 de la même loi*, adoption (p. 667).

Art. 21 : *Modification de l'article 89 de la même loi*, adoption (p. 667).

Art. 22 : *Modification de l'article 90 de la même loi*, adoption (p. 667).

Art. 23 : *Introduction d'un article 90-1 dans la même loi*, adoption (p. 667).

Art. 24 : *Modification de l'article 94 de la même loi*, adoption (p. 667).

Art. 25 : *Application de la loi aux départements algériens et aux départements d'outre-mer* (p. 667); amendement de M Laurelli au nom de la Commission (application de la loi aux territoires d'outre-mer), adoption (p. 667); adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 667). = Orateurs : MM. Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports;* Laurelli, *Rapporteur*.

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [23 juillet 1962] (p. 2811). Entendus: MM. Marcel Sammarcelli, *Président de la Commission des lois, Rapporteur suppléant*; Fraissinet, Dumas, *Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé des relations avec le Parlement*; Rombeaut, Nader, Lacaze; observations sur: la suppression par le Sénat de l'application des dispositions du projet aux territoires d'outre-mer (*ibid.*) ; la non-application des articles 10, 14 et 39 du Code disciplinaire et pénal de la marine marchande (p. 2812); l'absence regrettable d'une réglementation du droit de grève (p. 2812, 2813) ; la proposition de loi U.N.R. déposée à ce sujet (p. 2812); la position de la Commission des affaires culturelles (*ibid.*); les conséquences déplorables des grèves actuelles dans le personnel de la marine marchande (p. 2812, 2813) ; la reconnaissance du droit de grève selon le préambule de la Constitution de 1946 rappelé le 4 octobre 1958 (*ibid.*).

Art. 1er, 2 et 7: amendements du Gouvernement tendant, dans chacun de ces articles, à supprimer la référence à l'Algérie (*ibid.*); adoption des amendements (*ibid.*); adoption des articles ainsi modifiés (*ibid.*) ; rappel au règlement de M. Villedieu (précipitation de la discussion) (*ibid.*).

Art. 9 et 11 (p. 2813, 2814): amendements du Gouvernement tendant à supprimer la référence à l'Algérie (p. 2814); adoption des amendements (*ibid.*) ; adoption des articles ainsi modifiés (*ibid.*).

Art. 13 : amendement du Gouvernement ayant le même objet que le précédent (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*); rappel au règlement de M. Bergasse (lecture des amendements) (*ibid.*) ; rappel au règlement de M. Habib-Deloncle (déroulement du débat) (*ibid.*); rappel au règlement de M. Arrighi (procédure de discussion des amendements, prolongation éventuelle de la session ordinaire au-delà de minuit) (p. 2815) ; rejet de l'article 13 (*ibid.*); observations sur: l'incohérence du texte à la suite du rejet de l'article ; la nécessité d'une seconde délibération (p. 2815).

Art. 18 (*ibid.*): amendement du Gouvernement ayant le même objet que les précédents (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 21 (p. 2816): amendement du Gouvernement ayant le même objet que les précédents (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*) . Le Gouvernement demande une seconde délibération du projet de loi (*ibid.*).

*Seconde délibération* : observations sur: la nécessité de tenir compte de l'indépendance de l'Algérie.

Art. 13 (*ibid.*) : amendement du Gouvernement tendant à supprimer la référence à l'Algérie (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*) ; adoption de l'ensemble du projet (*ibid.*). = Orateurs: MM. Arrighi, Bergasse, Dumas, *Secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement*; Habib-Deloncle, Sammarcelli, *Président de la Commission des lois constitutionnelles*; Villedieu.

**§ 4.** — Projet de loi modifiant la loi du 13 décembre 1926 portant Code du travail maritime et celle du 17 décembre 1926 portant Code disciplinaire et pénal de la marine marchande, présenté au Sénat le 26 avril 1960 par M. Robert Buron, Ministre des Travaux publics et des Transports (renvoyé à la Commission des affaires économiques et du Plan), **n° 150 (année 1959-1960)**; rapport le 9 juin 1960 par M. Joseph Yvon, **n° 188 (année 1959-1960).** Adoption le 16 juin 1960. — Projet de loi **n° 59 (année 1969-1960).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 21 juin 1960 (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 693**; rapport le 20 juillet 1960 par M Bourdellès, **n° 809.** Adoption conforme, sans débat, le 20 octobre 1960 (p. 2664). — Projet de loi **n° 190.**

Loi n° 60-1156 du 2 novembre 1960, publiée au *J.O* du 3 novembre 1960 (p. 9875); *Rectifi*

*catif* publié au *J.O.* du 4 novembre 1960 (p. 9905).

**§ 5.** — Projet de loi relatif aux transports maritimes d'intérêt national, présenté au Sénat le 6 septembre 1961 par M. Buron, Ministre des Travaux publics et des Transports (renvoyé à la Commission des affaires économiques et du plan), **n° 362 (année 1961-1962)**; rapport le 8 décembre 1961 par M. Yvon, **n° 116 (année 1961-1962).** Adoption le 15 décembre 1961. — Projet de loi **n° 66 (année 1961-1962).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 15 décembre 1961 (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 1646**; rapport le 16 mai 1962 par M. Delaporte, **n° 1709.** Adoption sans débat et sans modification le 29 mai 1962 (p. 1354). — Projet de loi **n° 397**

Loi n° 62-655 du 9 juin 1962, publiée au *J.O.* du 10 juin 1962 (p. 5594).

## MARINS.

— Réforme des pensions de retraite des. — *Voy.* PENSIONS ET RETRAITE (**n° 1894**).

— Pensions. — *Voy.* PENSIONS ET RETRAITES, 14 et 20.

## MARINS-PÊCHEURS.

— des D.O.M. (Prestations familiales). — *Voy.* DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 8.

## MAROC.

*Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n°s 1 et 9; MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

— Contingent tarifaire (zone nord). — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS.

— Evénements d'Algérie. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— Importation de vin en France. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 5.

— et relations avec la France. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5.

— Réparation des dommages subis au. — *Voy.* CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ ET DES VICTIMES DE GUERRE, 1.

— Retraites des Français ayant servi au. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 139.

— Troupes fellaghas installées au. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 6 [15 décembre 1961].

— Versements faits par la France. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

— Droit du propriétaire. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 22.

## MARQUES.

— de fabrique et de commerce. — *Voy.* COMMERCE, 32.

— de fabrique et de commerce sous séquestre. — *Voy.* PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, 1.

## MARTINIQUE.

— Associations syndicales. — *Voy.* DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 6.

— Réformes nécessaires. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 20.

— Tarif des médecins et assurance-maladie. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 25.

## MATELOTS.

— Privilège des — de Fort-Mardyck. — *Voy.* COLLECTIVITÉS LOCALES.

## MATÉRIEL.

— de guerre. — *Voy.* CODE PÉNAL, 9.

— Service du — de l'armée de terre. — *Voy.* ARMÉE DE TERRE.

## MATÉRIEL AGRICOLE.

*Voy.* COOPÉRATIVES AGRICOLES, 1.

— Importation et détaxe. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 1.

## MATÉRIEL CONTRE L'INCENDIE. —

*Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 85.

## MATIÈRES.

— plastiques. — *Voy.* DOUANES, 25.
— radioactives. — *Voy.* SANTÉ PUBLIQUE, 5.

## MATIÈRES GRASSES.

— Utilisation de — pour l'alimentation de l'armée. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 183.

## MAURITANIE.

— Fêtes de l'indépendance de la. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (n° **866**), Services du Premier Ministre, IX. Relations avec les Etats de la Communauté [6 novembre 1960] (p. 3232).

## MÉDAILLE.

— d'Agadir — *Voy.* DÉCORATIONS, 4.

## MÉDAILLE MILITAIRE.

— Traitements. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 75.

## MÉDAILLE DE LA POLICE. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 249.

## MÉDECINE.

**§ 1.** — Proposition de loi relative à l'exercice, en France, de la profession de sage-femme par des personnes de nationalité française ayant exercé cette profession en Indochine en vertu de la réglementation particulière à ce pays avant les accords de Genève, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 avril 1959 par M. Guillon (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 34**; rapport le 3 novembre 1959 par M. Grèverie, **n° 336**; sur : 1° cette proposition de loi; 2° la proposition de loi de M. Paul Coste-Floret, **n° 97.** Adoption sans débat le 1er décembre 1959 (p. 3098). — Proposition de loi **n° 69.**

Transmise au Sénat le 2 décembre 1959, **n° 75 (année 1959-1960).**

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à compléter l'article premier de l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, de chirurgien-dentiste et de sage-femme, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 mai 1959 par M. Paul Coste-Floret (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 97.**

*Voy. ci-dessus*, I. **n° 34.**

**§ 3.** — Proposition de loi tendant à permettre aux seuls chiropractors titulaires du diplôme de docteur de chiropractie d'exercer leur art, présentée à l'Assemblée Nationale le 5 novembre 1959 par M. Hénault (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 349**; rapport le 17 juin 1960 par M. Profichet, **n° 684.**

**§ 4.** — Proposition de loi tendant à élever les sanctions contre l'exercice illégal de la médecine, présentée à l'Assemblée Nationale le 5 novembre 1959 par M. Pasquini (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 351**; rapport le 23 juin 1960 par M. Tomasini, **n° 702.**

**§ 5.** — Proposition de loi relative à certains gynécologues-accoucheurs des hôpitaux de la région sanitaire de Paris, présentée au Sénat le 30 novembre 1960 par MM. Dailly, Bayrou, Edouard Bonnefous, Chauvin, Coutrot, Fosset, Jozeau-Marigne, Lachèvre, Bernard Lafay, Lalloy, Lévêque, Métayer, Poher, Richard, Soufflet et Vigier (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 69 (année 1960-1961)**; rapport le 7 décembre 1960 par M. Fosset, **n° 94 (année 1960-1961).** — Adoption le 9 décembre 1960. — Proposition de loi **n° 41 (année 1960-1961).**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 12 décembre 1960 (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1043**; rapport le 14 décembre 1960 par M. Profichet, **n° 1056.** — Adoption sans modi-

fication le 14 décembre 1960 (p. 4599). — Proposition de loi **n° 230.**

Loi n° 60-1372 du 21 décembre 1960, publiée au *J. O.* du 22 décembre 1960 (p. 11562); *Rectificatif* au *J. O.* du 24 décembre 1960 (p. 11662).

**DISCUSSION** [14 décembre 1960] (p. 4598). Entendus : MM. Profichet, *Rapporteur*; Michelet, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; observations sur : l'annulation du concours de 1953 ouvert pour le recrutement de 6 gynécologues-accoucheurs des hôpitaux de la 2e catégorie de la région sanitaire de Paris (p. 4598). — Article unique : *Maintien en fonction des gynécologues-accoucheurs nommés à la suite du concours de 1953*, adoption (p. 4598).

**§ 6.** — Proposition de loi relative à l'exercice de la médecine libre, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 décembre 1960 par M. Pasquini et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1089.**

**§ 7.** — Proposition de loi tendant à autoriser certains titulaires de diplômes allemands, ayant servi la France dans la guerre ou dans la Résistance, à exercer en France les professions de médecin ou de dentiste, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961 par M. Radius (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1137.**

**§ 8.** — Proposition de loi tendant à définir le statut du personnel manipulateur d'électroradiologie et à lui accorder une spécialisation dans cette fonction, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 juillet 1961 par M. Roques (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1363.**

**§ 9.** — Proposition de loi tendant à créer, dans les Facultés de médecine, une chaire dite de médecine physique et de réadaptation et à régler les rapports entre les médecins spécialisés en cette matière et les auxiliaires médicaux qualifiés, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juillet 1961 par M. Duterne (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1420.**

**§ 10.** — Projet de loi relatif à la répression de la propagande et de la publicité tendant à favoriser l'exercice illégal de la médecine et de l'art dentaire, présenté à l'Assemblée Nationale le 20 mars 1962 par M. Fontanet, Ministre de la Santé publique et de la Population (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1664.**

— Cartes d'identité médicale et sanguine. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 260.

— Décret du 12 mai 1960. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 66.

— libre. — *Voy.* MÉDECINE, 6.

— physique. — *Voy.* MÉDECINE, 9.

## MÉDECINE VÉTÉRINAIRE.

Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du Code rural relatives à la vaccination contre la fièvre aphteuse, présentée à l'Assemblée Nationale le 23 juin 1959 par M. Bourriquet (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 165.**

## MÉDECINS.

— et adhésion individuelle (Sécurité sociale : décrets de mai 1960). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 25.

— et assurance-maladie (Décrets de mai 1960). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 25.

— et grèves (Décret de mai 1960). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 25.

— et tarifs (Assurance-maladie). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 25.

— titulaires de diplômes allemands ayant servi la France. — *Voy.* MÉDECINE, 7.

## MELUN.

— Pourparlers de. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 13 [7 décembre 1960] (p. 4371).

## MEMBRES.

— bénévoles des organismes sociaux et professionnels. — *Voy.* SÉCURITÉ SOCIALE.

**MÉMOIRES.**

— Publication des souvenirs d'un général. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 78.

**MER.**

— Droit de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 147.

**MÈRES DE FAMILLE.**

— travailleuses familiales. — *Voy.* SÉCURITÉ SOCIALE ; OBJETS DIVERS.

**MÉRITE.**

— judiciaire. — *Voy.* DÉCORATIONS, 5.
— du sang. — *Voy.* DÉCORATIONS, 1.

**MERS-EL-KÉBIR.** — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n^os^ 15 et 19.

**MESSAGES PRÉSIDENTIELS.**

— Lecture par M. Jacques CHABAN-DELMAS, *Président de l'Assemblée Nationale*, du message de M. Charles DE GAULLE, *Président de la République* [15 janvier 1959] (p. 24).

— Lecture par M. Jacques CHABAN-DELMAS, *Président de l'Assemblée Nationale*, du message de M. Charles DE GAULLE, *Président de la République* [25 avril 1961] (p. 510) (Menace que fait peser sur les institutions de la République la rébellion de quatre généraux retraités en Algérie — application nécessaire de l'article 16 de la Constitution — Activités des Assemblées non modifiées pour la seconde session, sous réserve des mesures à prendre en vertu de l'article 16. Concours du Parlement assuré).

— Lecture du message du Président de la République sur le « cessez-le-feu » en Algérie (Négociations d'Evian) [20 mars 1962] (p. 452).

Le Président de la République décide de soumettre au référendum un projet de loi : comportant l'approbation des déclarations gouvernementales du 19 mars 1962 ; autorisant le Président de la République à conclure les actes concernant la coopération de la France et de l'Algérie ; attribuant au Président de la République des pouvoirs exceptionnels (p. 452).

— Lecture du message ayant suivi le « cessez-le-feu » en Algérie [20 mars 1962] (p. 452).

— Lecture du message concernant la révision de la Constitution [2 octobre 1962] (p. 3191) (Election du Président de la République au suffrage universel).

*Voy. aussi* : PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

**MESSALI HADJ.**

— Mesures de clémence. — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

**MESURES DE CLÉMENCE.** — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

**MESURES SOCIALES.**

— en faveur des déportés et internés politiques. — *Voy.* DÉPORTÉS, 1.

**MÉTAYAGE.**

— Statut du. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 113.

**MÉTHODES DE TRAVAIL (du Parlement).** — *Voy.* PARLEMENT.

**MÉTROPOLE.**

— Dommages physiques subis en — par les militaires. — *Voy.* CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ ET DES VICTIMES DE GUERRE.

**MÉTROPOLITAIN.**

— Prolongement du. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 206.

## MEUBLÉS.

— Maintien dans les lieux de certains locataires de. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 194.

## MIGRATIONS.

— Régions montagneuses. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 7.

## MILDIOU.

— du tabac. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 35.

## MILITAIRES.

— en Algérie. — *Voy.* ARMÉE, 10.
— en congé d'armistice. — *Voy.* PENSIONS ET RETRAITES, 18.
— Dommages subis en métropole par les. — *Voy.* CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ ET DES VICTIMES DE GUERRE, 3.
— Loyers. — *Voy.* LOYERS, 2.
— maintenus sous les drapeaux. — *Voy.* ARMÉE, 20.

## MILITAIRES MUSULMANS.

— Familles des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 272.

## MILLAU (Aveyron).

— Ganterie. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8 [10 décembre 1959] (p. 3311).

## MINES.

**§ 1.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à renforcer les mesures de protection dans les mines, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 juin 1959 par M. Félix Mayer et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 118.**

**§ 2.** — Proposition de loi relative au droit à révision des victimes de la silicose et de l'asbestose professionnelles et leurs ayants droit dont la réparation a été déterminée dans les termes de l'ordonnance du 2 août 1915, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 novembre 1959 par M. Denvers et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 383**; rapport le 26 avril 1960 par M. Darchicourt, **n° 556.** — Rapport supplémentaire le 3 mai 1962 par M. Darchicourt, **n° 1701.** Adoption sans débat le 12 juin 1962 (p. 1640). — Proposition de loi **n° 400.**

Transmise au Sénat le 14 juin 1962 (renvoyée à la Commission des affaires sociales), **n° 225 (année 1961-1962).** — Rapport le 17 juillet 1962 par M. Lagrange, **n° 276 (année 1961-1962).** Adoption avec modification en première lecture le 23 juillet 1962. — Proposition de loi **n° 121 (année 1961-1962).**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 23 juillet 1962 (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1873** ; rapport le 23 juillet 1962 par M. Darchicourt, **n° 1874.**

**§ 3.** — Proposition de loi tendant à modifier l'article 72 du Code minier relatif aux indemnités dues aux propriétaires du sol, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 avril 1960 par M. de Pierrebourg (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 581.**

**§ 4.** — Projet de loi modifiant l'article 108 du Code minier, présenté au Sénat le 16 décembre 1960 par M. Jeanneney, Ministre de l'Industrie (renvoyé à la Commission des affaires économiques et du Plan), **n° 153 (année 1960-1961).** — Rapport le 17 mai 1961 par M. Jager, **n° 217 (année 1960-1961).** Adoption le 13 juin 1961. — Projet de loi **n° 90 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 14 juin 1961 (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 1232.** — Rapport le 24 avril 1962 par M. Planazet, **n° 1687.** Adoption sans modification le 3 mai 1962. — Projet de loi **n° 380.**

Loi n° 62-549 du 9 mai 1962, publiée au *J.O.* du 10 mai 1962 (p. 4651).

**DISCUSSION** [3 mai 1962] (p. 850). Entendus : MM. Plazanet, *Rapporteur ;* Lolive, Wagner, Maurice Bokanowski, *Ministre de l'Industrie* ; observations sur : les dispositions du projet (p. 850) ; l'interdiction d'exploiter les carrières souterraines dans le département de la Seine (p. 850, 851) ; les catastrophes survenues à Romainville, Clamart et Issy-les-Moulineaux (p. 851) ; l'aide aux communes sinistrées (p. 851, 852) ; l'établissement nécessaire d'un plan précis des carrières (p. 850, 852) ; les lacunes dans l'application des mesures de sécurité (p. 851) ; la nécessité d'obliger les exploitants à fournir un rapport annuel accompagné d'un plan d'exploitation (*ibid.*) ; l'extension souhaitable de l'interdiction d'exploitation des carrières aux communes urbaines de Seine-et-Oise limitrophes du département de la Seine (p. 850, 851) ; l'arrêt des exploitations des carrières de gypse de Seine-et-Oise qu'entraînerait une telle interdiction et ses conséquences désastreuses pour la fabrication du plâtre (p. 852) ; la possibilité de déterminer par décrets les périmètres à l'intérieur desquels l'exploitation des carrières peut être interdite (*ibid.*).

Article unique : *Modification de l'article 108 du Code minier* (p. 852) ; amendement de M. Plazanet au nom de la Commission de la production et des échanges (extension de l'interdiction d'exploiter des carrières aux communes urbaines de Seine-et Oise, limitrophes du département de la Seine) (p. 852) ; observations sur : les conséquences dangereuses de l'exploitation des carrières de la région parisienne pour les constructions, la nécessité d'assurer la sécurité publique (p. 852, 853), rejet de l'amendement (p. 853) ; adoption de l'article unique (p. 853). = Orateur : M. Lemaire, *Président de la Commission.*

*Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 26.

— de charbon (Chômage). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 13.

— Sécurité sociale (Déficit). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n^os 46, 47.

— Sécurité sociale dans les. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (n° **690**), Art. 17, Etat A, Travail [5 juillet 1960] (p. 1702).

— Temps de travail dans les. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 57.

## MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER.

— Fonctionnaires (Intégration). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 58.

## MINEURS (Enfants).

— Accès des — à certains établissements. — *Voy.* JEUNESSE (Protection de la), 1.

## MINEURS.

— Pension des veuves des — retraités. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 162.

— silicosés. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (n° **866**). Article additionnel [27 octobre 1960] (p. 2876).

— victimes de la silicose — *Voy.* MINES, 2.

## MINISTÈRES.

1. — Déclaration de M. Debré, *Premier Ministre* [15 janvier 1959] (p. 26) : Solidité du Gouvernement, fondement de la liberté et de la dignité individuelle et du destin national, refus de céder au doute, conditions de l'action politique (présence et autorité du général de Gaulle, fonctionnement correct des institutions, abord nouveau des problèmes) (p. 26, 27) ; Algérie, première préoccupation (communauté d'espérance par une volonté de fraternité humaine, devoirs de sécurité, de mise en valeur, d'évolution sociale, implantation de cadres techniques et politique d'apaisement : offre maintenue de cessation des hostilités) (p. 27, 28) ; le continent africain, la Communauté, ses tâches, le bénéfice qu'en peuvent tirer Europe et Occident (p. 28) ; solidarité et alliance atlantique (p. 28, 29) ; le rapprochement franco-allemand, la C.E.C.A., le Marché européen, la zone de libre échange, l'Europe des patries et des libertés (p. 29) ; la politique intérieure — instinct de conservation et unité de la société française — triple action : logement, instruction, participation du monde du travail à la vie économique (p. 30) ; l'effort économique et financier (lutte contre l'inflation par la rigueur financière, honnêteté du système des prix, investissements) et les sacrifices demandés notamment à l'agriculture (p. 30, 31) ; témoignage de Jules Ferry et le rôle du Gouvernement (p. 31, 32). Entendus dans la discussion générale : MM. Jarrosson, Leenhardt, Terrenoire, Fraissinet, Lauriol, Bosson, Lalle, Legendre, Rochet, François-Valentin, Vayron, Charpentier, Le Pen, Gabelle, Weber, Boisdé, Claudius Petit, Debré, *Premier Ministre.* Entendus dans les explications de vote : MM. Bergasse, Bayou, Beauguitte, Royer,

Le Pen, Dorey, Sid Cara, Marie, Juskiewenski, Sourbet, Claudius Petit, Brocas, Mallem.

Observations sur : le 13 mai (p. 35); le général de Gaulle (p. 35); et son pouvoir d'arbitrage (p. 35); le redressement national par la restauration de l'Etat (p. 35); le Gouvernement (éloge et critique) (p. 32, 35, 36, 39, 45, 46, 48, 51, 71); la personnalité de certains Ministres (p. 45, 46); l'utilité du débat de présentation (p. 51, 76, 77); la séparation des pouvoirs et ses dangers (p. 49, 85); le régime parlementaire (p. 35, 36, 77); la coopération du Gouvernement et du Parlement et le contrôle (p. 35, 36, 43, 46, 48, 49, 77, 78); les pleins pouvoirs, leur extension jusqu'au 5 février, les excès administratifs, la révision des ordonnances (p. 32, 33, 49, 50); l'absence de délégation de pouvoirs (p. 77); la responsabilité du seul Gouvernement (p. 36, 49, 77); le Premier Ministre, chef de la majorité (p. 36, 49, 50); la position du Centre républicain (p. 85); du groupe administratif algérien (p. 41, 84, 88); des indépendants (p. 32, 44, 45, 48, 51, 71, 75, 80, 83, 87); du M.R.P. (p. 43, 52, 74, 84); du Parti communiste (p. 47, 51); du Parti socialiste (opposition constructive) (p. 33, 39, 46, 81); des Radicaux (p. 87); de l'U.N.R (p. 35); l'antagonisme du national et du marxisme (p. 39); le plan économique et social (son caractère, critique de l'Etat patron et de l'Etat providence, relance économique) (p. 32, 34, 35, 36, 40, 41, 50, 75, 76); le libéralisme (p. 36, 40, 50); les économies (subventions, rôle de la Cour des Comptes) (p. 34, 40, 80); la réforme administrative et la décentralisation (p. 36, 37, 78, 80); le budget (critique de l'annualité) (p. 36); la fiscalité (signes extérieurs, taxes indirectes, impôts sur l'énergie) (p. 32, 33, 35, 36, 40) et l'impasse (p. 34); les investissements (p. 34, 36, 79); l'aliénation des participations de l'Etat (p. 35); les sociétés nationalisées (p. 40); la déflation (ses motifs) (p. 34); la dévaluation (p. 34, 43, 74); l'agriculture (p. 37, 44, 45, 47, 52, 53, 78, 79, 80, 81, 87); la loi-cadre agricole (p. 86); la viticulture (p. 45, 81, 87); les prix (hausse) (p. 34, 36, 45, 47, 74); l'indexation (p. 34, 44, 79, 87); le S.M.I G. (p. 74); la promotion ouvrière (p. 78); la Sécurité sociale (franchise) (p. 33, 40, 47, 75); les Allocations familiales et le Fonds de solidarité vieillesse (p. 75); la retraite du combattant (p. 34, 37, 39, 40, 46, 48, 75, 76, 86); la construction (p. 32, 37, 44); la jeunesse (p. 50, 52, 72); les constructions scolaires, l'enseignement privé, l'exemple belge (p. 32, 44, 50, 78); l'armée (p. 72, 83); l'Algérie, le maintien de la souveraineté française (p. 38, 41, 50, 80, 85); la conférence de presse du 23 octobre (p. 33); divergence du Chef de l'Etat et du Premier Ministre (p. 33, 87, 88); le refus de la négociation politique (p. 32, 41, 48, 72); l'intégration (p. 42, 47, 51, 73, 88); l'assimilation (p. 42, 73, 88); l'autonomie (critique) (p. 42); la présence de parlementaires algériens (p. 79); la promotion musulmane (p. 42, 80); l'inadaptation du droit pénal (p. 41); les mesures de clémence (p. 41, 45, 46, 51, 73, 83, 84, 85); le coût de la guerre et sa durée (p. 33, 48, 80, 86); le Maroc et la Tunisie (sort des résidents français et Bizerte) (p. 45, 46, 51); la Communauté (p. 43, 50); la Guinée (p. 74); le Marché commun (p. 33, 40, 45, 46, 48, 76, 79) et l'Europe (p. 43, 46, 87). Approbation du programme du Gouvernement au scrutin (p. 89); liste des votants (p. 89). Remerciements du Premier Ministre (p. 89).

Ministères.

### Composition du Gouvernement
### Michel Debré
Décret du 8 janvier 1959
(*J. O.* du 9 janvier 1959, p. 612).

Ministre délégué auprès du Premier Ministre : M. Jacques Soustelle, Député.

Ministre d'Etat : M. Félix Houphouet-Boigny, Député.

Ministre d'Etat : M. Louis Jacquinot, Député.

Ministre d'Etat : M. Robert Lecourt, Député.

Ministre d'Etat : M. André Malraux (non parlementaire).

Garde des Sceaux, Ministre de la Justice : M. Edmond Michelet, Sénateur.

Ministre des Affaires étrangères : M. Maurice Couve de Murville (non parlementaire).

Ministre de l'Intérieur : M. Jean Berthoin, Sénateur.

Ministre des Armées : M. Paul Guillaumat (non parlementaire).

Ministre des Finances et des Affaires économiques : M. Antoine Pinay, Député.

Ministre de l'Education nationale : M. André Boulloche (non parlementaire).

Ministre des Travaux publics et des Transports : M. Robert Buron, Député.

Ministre de l'Industrie et du Commerce : M. Jean-Marcel Jeanneney (non parlementaire).

Ministre de l'Agriculture : M. Roger Houdet, Sénateur.

Ministre du Travail : M. Paul Bacon, ancien Député.

Ministères.

Ministre de la Santé publique et de la Population : M. Bernard CHENOT (non parlementaire).

Ministre de la Construction : M. Pierre SUDREAU (non parlementaire).

Ministre des Anciens combattants : M. Raymond TRIBOULET, Député.

Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones : M. Bernard CORNUT-GENTILLE, Député.

Ministre de l'Information : M. Roger FREY (non parlementaire).

Secrétaires d'Etat : Mlle Nafissa SID CARA, Député, MM. Pierre CHATENET (non parlementaire), Max FLÉCHET, Joseph FONTANET, Député, Valéry GISCARD d'ESTAING, Député, Michel MAURICE-BOKANOWSKI, Député.

*Affectation des Secrétaires d'Etat*
Décret du 20 janvier 1959
(*J. O.* du 21 janvier 1959, p. 1106).

Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre : Mlle Nafissa SID CARA, Député.

Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre : M. Pierre CHATENET (1) (non parlementaire).

Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques : M. Max FLÉCHET, Sénateur.

Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce : M. Joseph FONTANET, Député.

Secrétaire d'Etat aux Finances : M. Valéry GISCARD d'ESTAING, Député.

Secrétaire d'Etat à l'Intérieur : M. Michel MAURICE-BOKANOWSKI, Député.

*Modifications apportées à ce Ministère.*

Démission de M. HOUPHOUET-BOIGNY, Ministre d'Etat. Décret du 20 mai 1959 (*J. O.* du 21 mai 1959, p. 5170).

Démission de M. Jean BERTHOIN, Ministre de l'Intérieur. Décret du 27 mai 1959 (*J. O.* du 29 mai 1959, p. 5442).

Démission de M. Roger HOUDET, Ministre de l'Agriculture. Décret du 27 mai 1959 (*J. O.* du 29 mai 1959, p. 5442).

Nomination de M. Pierre CHATENET comme Ministre de l'Intérieur. Décret du 28 mai 1959 (*J. O.* du 30 mai 1959, p. 5459).

(1) Est nommé, par décret du 28 mai 1959 (*J. O.* du 30 mai 1959), Ministre de l'Intérieur.

Nomination de M. Henri ROCHEREAU comme Ministre de l'Agriculture. Décret du 28 mai 1959 (*J. O.* du 30 mai 1959, p. 5459).

Nomination de MM. Félix HOUPHOUET-BOIGNY, Premier Ministre du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire; Philibert TSIRANANA, Président de la République malgache; Gabriel LISETTE, Vice-Premier Ministre du Gouvernement de la République du Tchad; Léopold-Sédar SENGHOR, Président de l'Assemblée du Mali, comme Ministres-conseillers. Décret du 23 juillet 1959 (*J. O.* du 24 juillet 1959, p. 7347).

Nomination de M. Louis JOXE comme Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre. Décret du 24 juillet 1959 (*J. O.* du 28 juillet 1959, p. 7475).

Nomination de M. Jean-Marcel JEANNENEY comme Ministre de l'Industrie (anciennement Ministre de l'Industrie et du Commerce). Décret du 17 novembre 1959 (*J. O.* du 22 novembre 1959, p. 11203).

Nomination de M. Max FLÉCHET comme Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques extérieures (anciennement Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques). Décret du 17 novembre 1959 (*J. O.* du 22 novembre 1959, p. 11203) (1).

Nomination de M. Joseph FONTANET comme Secrétaire d'Etat au Commerce intérieur (anciennement Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce). Décret du 17 novembre 1959 (*J.O.* du 22 novembre 1959, p. 11203) (1).

Démission de M. André BOULLOCHE, Ministre de l'Education nationale. Décret du 23 décembre 1959 (*J. O.* du 25 décembre 1959, p. 12315).

Nomination de M. Wilfrid BAUMGARTNER comme Ministre des Finances et des Affaires économiques, en remplacement de M. Antoine PINAY. Décret du 13 janvier 1960 (*J. O.* du 14 janvier 1960, p. 418).

Nomination de M. Louis JOXE comme Ministre de l'Education nationale. Décret du 15 janvier 1960 (*J. O.* du 16 janvier 1960, p. 483).

Démission de M. Max FLÉCHET, Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques extérieures. Décret du 19 janvier 1960 (*J. O.* du 20 janvier 1960, p. 611).

Nomination de M. Roger FREY comme Ministre délégué auprès du Premier Ministre, en

(1) auprès du Ministre des Finances et des Affaires économiques.

remplacement de M. Jacques SOUSTELLE. Décret du 5 février 1960 (*J. O.* du 6 février 1960, p. 1226).

Nomination de M. Michel MAURICE-BOKANOWSKI comme Ministre des Postes et Télécommunications, en remplacement de M. Bernard CORNUT-GENTILLE. Décret du 5 février 1960 (*J. O.* du 6 février 1960, p. 1226).

Nomination de M. Pierre GUILLAUMAT comme Ministre délégué auprès du Premier Ministre. Décret du 5 février 1960 (*J. O.* du 6 février 1960, p. 1226).

Nomination de M. Pierre MESSMER comme Ministre des Armées. Décret du 5 février 1960 (*J. O.* du 6 février 1960, p. 1226).

Nomination de M. Louis TERRENOIRE comme Ministre de l'Information. Décret du 5 février 1960 (*J. O.* du 6 février 1960, p. 1226).

Nomination de M. Jean FOYER comme Secrétaire d'Etat aux relations avec les Etats de la Communauté. Décret du 5 février 1960 (*J. O.* du 6 février 1960, p. 1226).

Nomination de M. Louis JOXE comme Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes. Décret du 22 novembre 1960 (*J.O.* du 23 novembre 1960, p. 10428).

M. Pierre GUILLAUMAT, Ministre délégué auprès du Premier Ministre, est chargé de l'intérim du Ministère de l'Education nationale. Décret du 22 novembre 1960 (*J.O.* du 23 novembre 1960, p. 10436).

Nomination de M. Lucien PAYE comme Ministre de l'Education nationale. Décret du 20 février 1961 (*J.O.* du 21 février 1961, p. 1891).

M. Roger FREY, Ministre délégué auprès du Premier Ministre, est chargé de l'intérim du Ministère de l'Intérieur, pendant l'absence de M. Pierre CHATENET. Décret du 18 avril 1961 (*J.O.* du 19 avril 1961, p. 3726).

M. Pierre GUILLAUMAT, Ministre délégué auprès du Premier Ministre, est chargé de l'intérim du Ministère des Travaux publics et des Transports. Décret du 22 avril 1961 (*J.O.* du 23 avril 1961, p. 3849).

M. Louis JACQUINOT, Ministre d'Etat, est chargé de l'intérim du Ministère d'Etat pendant l'absence de M. Robert LECOURT. Décret du 3 mai 1961 (*J.O.* du 6 mai 1961, p. 4179).

Démission de M. Pierre CHATENET, Ministre de l'Intérieur. Décret du 6 mai 1961 (*J.O.* du 9 mai 1961, p. 4259).

M. Roger FREY est nommé Ministre de l'Intérieur. Décret du 6 mai 1961 (*J.O.* du 9 mai 1961, p. 4259). **Ministères.**

M. Jean FOYER est nommé Ministre de la Coopération Décret du 18 mai 1961 (*J.O.* du 19 mai 1961, p. 4547).

M. Georges GORSE est nommé Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères. Décret du 18 mai 1961 (*J.O.* du 19 mai 1961, p. 4547).

M. Louis JACQUINOT est nommé Ministre d'Etat chargé du Sahara, des départements d'outre-mer et des territoires d'outre-mer, en remplacement de M. Robert LECOURT, dont la démission est accepté. Décret du 24 août 1961 (*J.O.* du 25 août 1961, p. 7987).

M. Bernard CHENOT est nommé Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, en remplacement de M. Edmond MICHELET appelé à d'autres fonctions. Décret du 24 août 1961 (*J.O.* du 25 août 1961, p. 7987).

M. Edgard PISANI est nommé Ministre de l'Agriculture, en remplacement de M. Henri ROCHEREAU appelé à d'autres fonctions. Décret du 24 août 1961 (*J.O.* du 25 août 1961, p. 7987).

M. Louis TERRENOIRE, Ministre de l'Information, est nommé Ministre délégué auprès du Premier Ministre. Décret du 24 août 1961 (*J.O.* du 25 août 1961).

M. Joseph FONTANET, Secrétaire d'Etat au Commerce intérieur, est nommé Ministre de la Santé publique et de la Population en remplacement de M. Bernard CHENOT. Décret du 24 août 1961 (*J.O.* du 25 août 1961, p. 7987).

M. Christian de LA MALÈNE est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de l'Information. Décret du 24 août 1961 (*J.O.* du 25 août 1961, p. 7987).

M. Jean de BROGLIE est nommé Secrétaire d'Etat au Sahara, aux départements d'outre-mer et aux territoires d'outre-mer. Décret du 24 août 1961 (*J.O.* du 25 août 1961, p. 7987).

M. François MISSOFFE est nommé Secrétaire d'Etat au Commerce intérieur, en remplacement de M. Joseph FONTANET. Décret du 24 août 1961 (*J.O.* du 25 août 1961, 7987).

M. Robert BOULIN est nommé Secrétaire d'Etat aux Rapatriés. Décret du 24 août 1961 (*J.O.* du 25 août 1961, p. 7987).

Démission de M. Wilfrid BAUMGARTNER, Ministre des Finances et des Affaires économiques. Décret du 18 janvier 1962 (*J.O.* du 19 janvier 1962, p. 635).

Ministères.

M Valéry GISCARD d'ESTAING est nommé Ministre des Finances et des Affaires économiques en remplacement de M. Wilfrid BAUMGARTNER, dont la démission est acceptée Décret du 18 janvier 1962 (*J.O.* du 19 janvier 1962, p. 635).

Démission du Gouvernement Michel DEBRÉ 14 avril 1962 (*J. O.* du 16 avril 1962, p. 3941).

2. — Déclaration de M. Pompidou, *Premier Ministre*, sur le programme du Gouvernement [27 avril 1962] (p. 748 à 751).

Application des accords d'Evian (p. 748) ; lutte contre l'O.A.S. (p. 748); rôle de l'armée, sa transformation après la fin de la guerre d'Algérie (p. 748) ; l'Alliance atlantique, élément fondamental de la politique française (p. 748); construction d'une Europe réelle (p. 748) ; coopération avec les jeunes Etats d'Afrique (p. 749) ; l'éducation nationale, la fonction publique, préoccupations essentielles du Gouvernement (p. 749); politique d'expansion économique, base du plan (p. 749); le Commissariat au plan, cerveau de la politique économique et sociale (p. 749); le Parlement associé à la définition des objectifs du plan (p. 749); importance du problème des investissements (p. 750) ; importance du problème agricole (p. 750); projet d'intéressement des travailleurs (p. 749) ; aide aux départements d'outre-mer (p. 749); application de la Constitution de 1958 (p. 750); rapports du Gouvernement et du Parlement (p. 750, 751).

**DÉBAT SUR CETTE DÉCLARATION** [26 avril 1962] (p. 752, 802), [27 avril 1962] (p. 823, 830). Entendus : MM. Eugène-Claudius Petit, Jean-Paul David, *Le Président*, Legendre, Habib-Deloncle, Deschizeaux, Brocas, Bergasse, Dorey, Paul Reynaud, *Président de la Commission des finances*, Leenhardt, Marcellin, Motte, Abdessalam, Fraissinet, Catayée, Waldeck Rochet, Renucci, Boisdé, Le Pen, Pleven, Djebbour, Boudet, Brice, Cesaire, Lauriol, Joxe, *Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes*, Deviq, Cerneau, Thomazo, Deramchi, Molinet, Biaggi, Cathala, Pompidou, *Premier Ministre*, Schmittlein, Portolano, Faure, Motte. Observations sur : les droits et devoirs du Parlement (p. 753, 754, 757, 777, 789), son droit de contrôle (p. 755, 756, 761, 763, 766); l'initiative parlementaire (p. 755, 761, 781); le transfert partiel du pouvoir législatif aux Commissions de l'Assemblée (p. 753) ; la construction d'un nouveau Parlement (p. 753); la stabilité gouvernementale et le Gouvernement de législature (p. 753, 754, 762, 770, 776, 787); l'évolution du système parlementaire vers un système présidentiel (p. 754, 763, 768, 769, 771, 776, 784); le secteur réservé au Chef de l'Etat (p. 754, 755, 763, 768, 789); la révision de la Constitution (p. 756, 764, 768, 771, 776, 829); l'élection du Président de la République au suffrage universel (p. 764, 769); les institutions faites pour un homme (p. 754, 756, 768); l'usage du referendum (p. 763, 768, 776, 782); le « système de Gaulle » analysé par Léon Blum (p. 763); l'affaiblissement des libertés individuelles (p. 756, 764, 765, 782), et de la liberté de la presse (p. 764, 782); l'Europe intégréé opposée à l'Europe des patries (p. 756, 757, 765, 767, 771, 776, 790, 796, 829) (rappel du mémorandum de Briand sur l'Europe) (p. 756, 759); la politique française d'absentéisme diplomatique (conférence du désarmement, de Berlin) (p. 772, 773, 785) ; l'attitude française *à l'égard* de l'O.T.A.N. (p. 790); le IVe Plan et ses lacunes (p. 767), nécessité pour les élus de participer à sa réalisation (p. 772, 787); l'éventualité de la création d'un commissariat chargé des personnes âgées (p. 761), et d'un grand ministère des affaires sociales (p. 786); les prestations familiales et l'injustice des zones de salaires (p. 762, 827); les salaires trop bas (p. 765, 767, 784, 785); l'intéressement des travailleurs (p. 762, 827); l'application de la loi d'orientation agricole (p. 762, 773, 791); la suppression de l'indexation des prix agricoles (p. 773); la réforme des circuits de distribution (p. 762, 791); l'application des accords d'Evian et la construction de l'Algérie nouvelle (p. 762, 767, 771, 784) ; la lutte contre l'O.A.S. (p. 762, 771, 784) ; les violations des accords d'Evian par le F.L.N. et le Gouvernement français (p. 778, 779, 780, 781, 794); la réunion d'une table ronde où seraient conviées toutes les tendances algériennes (p. 781) ; les garanties contenues dans les accords d'Evian concernant : la double nationalité et la compétence de la Cour de la Haye (p. 794, 795); les droits politiques des Musulmans français réfugiés en France et des citoyens de statut civil de droit commun (p. 795); le régime des biens et l'absence de garantie judiciaire (p. 796); la sortie de l'Algérie du Marché commun et de l'Alliance atlantique (p. 797); le sort de l'Armée en Algérie (p. 782, 783, 788, 789, 799, 800); l'avenir social et économique du Sahara après la disparition de l'O.C.R.S. (p. 797, 798) ; le sort des prisonniers français détenus par le F. L. N. (p. 777, 786, 791, 792); les réformes profondes nécessaires dans les départements d'outre-mer — réformes sociales, économiques et politiques (changement du statut) (p. 783, 784, 792, 793, 799). Réponse de

M. Georges Pompidou, *Premier Ministre*, [27 avril 1962] (p. 823) : Suspension de la libération des prisonniers F.L.N. (p. 824); garanties données aux Français d'Algérie et aux Musulmans (p. 824); problème des zones de salaires (p. 824); intéressement des travailleurs (p. 824); problème de l'indice des 179 articles (*ibid.*); application de la loi d'orientation agricole (p. 824); mesures particulières en faveur des régions rurales défavorisées (p. 825); solutions souples et adaptées pour les départements d'outre-mer (p. 825); l'union politique européenne suivra l'union économique (p. 825); application de la Constitution de 1958 (p. 826).

COMPOSITION DU GOUVERNEMENT GEORGES POMPIDOU.

Décret du 15 avril 1962 (*J. O.* du 16 avril 1962, p. 3940).

Ministère.

Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles : M. André MALRAUX.

Ministre d'Etat chargé de la Coopération : M. Pierre PFLIMLIN, Député.

Ministre d'Etat chargé des Départements et Territoires d'outre-mer : M. Louis JACQUINOT, Député.

Ministre d'Etat chargé des Affaires algériennes : M. Louis JOXE.

Ministre d'Etat chargé de la Recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales : M. Gaston PALEWSKI, Député.

Ministre délégué auprès du Premier Ministre pour les relations avec le Parlement : M. Roger DUSSEAULX, Député.

Ministre délégué auprès du Premier Ministre pour l'Aménagement du territoire : M. Maurice SCHUMANN, Député.

Garde des Sceaux, Ministre de la Justice : M. Jean FOYER.

Ministre des Affaires étrangères : M. Maurice COUVE DE MURVILLE.

Ministre de l'Intérieur : M. Roger FREY.

Ministre des Armées : M. Pierre MESSMER.

Ministre des Finances et des Affaires économiques : M. Valéry GISCARD D'ESTAING, Député.

Ministre de l'Education nationale : M. Pierre SUDREAU.

Ministre des Travaux publics et des Transports : M. Robert BURON, Député.

Ministre de l'Industrie : M. Michel MAURICE-BOKANOWSKI, Député.

Ministre de l'Agriculture : M. Edgard PISANI.

Ministre du Travail : M. Paul BACON, Député.

Ministre de la Santé publique et de la Population : M. Joseph FONTANET, Député.

Ministre de la Construction : M. Jacques MAZIOL, Député.

Ministre des Anciens combattants et victimes de guerre : M. Raymond TRIBOULET, Député.

Ministre des Postes et Télécommunications : M. Jacques MARETTE.

Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé de l'Information : M. Alain PEYREFITTE, Député.

Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé de la Fonction publique : M. Jean de BROGLIE, Député.

Secrétaire d'Etat aux des Affaires étrangères : M. Georges GORSE.

Secrétaire d'Etat aux Rapatriés : M. Robert BOULIN, Député.

Secrétaire d'Etat au Commerce intérieur : M. François MISSOFFE, Député.

Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur : M. Gilbert GRANDVAL.

Secrétaire d'Etat aux Travaux publics : M. Pierre DUMAS, Député.

Démission de M. Pierre PFLIMLIN, Ministre d'Etat chargé de la Coopération Décret du 16 mai 1962 (*J. O.* du 17 mai 1962, p. 4835).

Démission de M. Maurice SCHUMANN, Ministre délégué auprès du Premier Ministre pour l'Aménagement du territoire. Décret du 16 mai 1962 (*J. O.* du 17 mai 1962, p. 4835).

Démission de M. Robert BURON, Ministre des Travaux publics et des Transports. Décret du 16 mai 1962 (*J. O.* du 17 mai 1962, p. 4835).

Démission de M. Paul BACON, Ministre du Travail. Décret du 16 mai 1962 (*J. O.* du 17 mai 1962, p. 4835).

Démission de M. Joseph FONTANET, Ministre de la Santé publique et de la Population Décret du 16 mai 1962 (*J. O.* du 17 mai 1962, p. 4835);

M. Roger DUSSEAULX est nommé Ministre des Travaux publics et des Transports, en remplacement de M. Robert BURON. Décret du 16 mai 1962 (*J. O.* du 17 mai 1962, p. 4835).

M. Gilbert GRANDVAL est nommé Ministre du Travail en remplacement de M. Paul BACON.

Décret du 16 mai 1962 (*J.O.* du 17 mai 1962, p. 4835).

M. Raymond MARCELLIN est nommé Ministre de la Santé publique et de la Population. Décret du 16 mai 1962 (*J. O.* du 17 mai 1962, p. 4835).

M. Georges GORSE est nommé Ministre de la Coopération. Décret du 16 mai 1962 (*J. O.* du 17 mai 1962, p. 4835).

M. Pierre DUMAS est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé des relations avec le Parlement. Décret du 16 mai 1962 (*J.O.* du 17 mai 1962, p. 4835).

M. Christian FOUCHET est nommé Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé de l'Information. Décret du 11 septembre 1962 (*J.O.* du 12 septembre 1962, p. 8891).

M. Alain PEYREFITTE est nommé Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé des Rapatriés. Décret du 11 septembre 1962 (*J. O.* du 12 septembre 1962, p. 8891).

M. Robert BOULIN est nommé Secrétaire d'Etat au Budget. Décret du 11 septembre 1962 (*J.O.* du 12 septembre 1962, p. 8891).

Démission de M. Pierre SUDREAU, Ministre de l'Education nationale. Décret du 15 octobre 1962 (*J.O.* du 16 octobre 1962, p. 10084).

M. Louis JOXE, Ministre d'Etat chargé des Affaires algériennes, assurera l'intérim des fonctions de Ministre de l'Education nationale, Décret du 15 octobre 1962 (*J.O* du 16 octobre 1962, p. 10084).

## MINISTRE.

— des cultes. — *Voy.* CODE PÉNAL, 7.

## MINISTRE DES FINANCES.

— Son opinion sur la retraite des anciens combattants. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 3.

**MIOT (Arrêtés).** — *Voy.* IMPOTS (Dispositions générales) (**n° 1327**).

## MISE EN VALEUR.

— du sol. — *Voy.* AGRICULTURE, 10.

## MISSILES.

— Association entre Etats européens pour la fabrication de ce matériel. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 8.

**MITOYENNETÉ.** — *Voy.* CODE CIVIL, 2.

**MITTERRAND (M. François).** — *Voy.* INCIDENTS, 1.

## MOGHAZNIS.

— Transfert des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 73.

## MONDE SOVIÉTIQUE.

— et antagonisme russo-chinois. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 9.

## MONNAIE.

Proposition de loi tendant à exclure des dispositions relatives à la nouvelle unité monétaire les obligations libellées en francs-or n'ayant pas fait l'objet de revalorisation, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 février 1960 par M. de Gracia (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 539**.

*Voy.* ALGÉRIE, 4.

— Défense de la. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, n° 1.

— France, Algérie. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 2.

— Qualité de notre — au regard des monnaies du monde entier. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 17.

— Unification monétaire. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 2.

**MONOPOLES.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 209.

## MONT-BLANC.

— Tunnel routier du. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1809**) [23 juillet 1962] (p. 2754, 2768).

## MONT-CENIS.

— Aménagement hydroélectrique du. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 32.

— Convention avec l'Italie. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 32.

## MONUMENT.

— Commémoratif du général Leclerc. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), retirée du 16 octobre 1959 (p. 1837) ; QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 101.

## MONUMENTS HISTORIQUES.

**§ 1.** — Projet de loi de programme relatif à la restauration de grands monuments historiques présenté à l'Assemblée Nationale le 14 novembre 1961, par M. André Malraux, Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 1533** ; avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales le 22 novembre 1961 par M. Mainguy, **n° 1554** ; rapport le 22 novembre 1961 par M. Marc Jacquet, **n° 1556.** Adoption le 14 décembre 1961 (p. 5639). — Projet de loi **n° 376.**

Transmis au Sénat le 15 décembre 1961 (renvoyé à la Commission des finances et du contrôle budgétaire), **n° 151 (année 1961-1962)**; avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles le 10 mai 1962 par M. Cornu, **n° 174 (année 1961-1962)**; rapport le 17 mai 1962 par M. Raybaud, **n° 195 (année 1961-1962).** Adoption avec modification en première lecture le 22 mai 1962. — Projet de loi **n° 76 (année 1961-1962).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 23 mai 1962, **n° 1733**; rapport le 6 juin 1962 par M. Taittinger, **n° 1754.** Adoption avec modification en deuxième lecture le 27 juin 1962 (p. 2044). — Projet de loi **n° 410.**

Transmis au Sénat le 28 juin 1962, **n° 250 (année 1961-1962)**; rapport le 4 juillet 1962 par M. Joseph Raybaud, **n° 259 (année 1961-1962).** Adoption définitive en deuxième lecture le 19 juillet 1962. — Projet de loi **n° 107 (année 1961-1962).**

Loi n° 62-880 du 31 juillet 1962, publiée au *J. O.* du 2 août 1962 (p. 7651).

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [14 décembre 1961] (p. 5634). Entendus : MM. Palewski, *Rapporteur suppléant*; Mainguy, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales*; Lolive, Pflimlin, Malraux, *Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles* ; Fraissinet. Observations sur : les monuments auxquels s'appliquera la loi-programme : Hôtel des Invalides, Château de Vincennes, Château de Chambord, Domaine national de Fontainebleau, Cathédrale de Reims, Château de Versailles (p. 5634, 5635, 5636, 5638) ; les crédits affectés à ces monuments de 1957 à 1961 (p. 5634); les crédits prévus par la loi-programme (p. 5634, 5636) ; le cas de la Cathédrale de Strasbourg (p. 5635, 5636, 5637); les dégradations qui lui sont causées par l'érosion (p. 5637); l'insuffisance du budget ordinaire du ministère des affaires culturelles (p. 5635, 5636) ; le cas des monuments ni classés ni inscrits (p. 5635) ; l'aide à apporter à leurs propriétaires (p. 5635) ; la formation des ouvriers spécialistes de l'entretien et de la réparation des monuments historiques (p. 5636, 5637); la discussion de la proposition de loi de M. Paupeou concernant la démolition des immeubles de plus de 100 ans (p. 5635) ; le concours apporté par la France au sauvetage des temples de Nubie (p. 5638).

Article unique : *Approbation d'un programme de travaux de restauration de grands monuments nationaux*, adoption (p. 5639).

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [27 juin 1962] (p. 2041). Entendus : MM. Taittinger, *Rapporteur de la Commission des finances*; Mainguy, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles*; Malraux, *Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles* ; Comte-Offenbach, Courant, Lolive, Degraeve, Nader. Observations sur : l'affectation par le Sénat d'un pourcentage de 10 0/0 des crédits globaux à la restauration des monuments historiques appartenant aux collectivités locales sinistrées par faits de guerre, l'insuffisance des crédits ainsi dégagés pour assurer la restauration des monuments sinistrés locaux (p. 2041) ; le retard apporté à la restauration de ces monuments (p. 2041, 2042); l'insuffisance des crédits des affaires culturelles, le recours souhaitable à

Monuments historiques.

l'emprunt pour financer la restauration de nos grands monuments (p. 2041) ; l'engagement pris par le Gouvernement de dégager, avant 1970, les crédits nécessaires à la restauration des monuments sinistrés (p. 2041, 2042) ; la nécessité de faire un choix parmi les monuments à restaurer (p. 2041, 2042) ; l'état de délabrement de la Cathédrale et du Palais de Justice de Rouen (p. 2042), celui de la Cathédrale de Quimper (p. 2043) ; les difficultés des petites communes pour assurer la restauration de leurs monuments (p. 2042, 2043) ; la nécessité d'un projet de loi spécial (p. 2042) ; la fin de l'indemnisation des dommages de guerre en 1963 et l'affectation des crédits ainsi libérés à la restauration des monuments (p. 2043, 2044).

Article unique : *Approbation de la loi-programme relative à la restauration de grands monuments historiques* (p. 2044) ; amendement de M. Taittinger au nom de la Commission tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (*ibid.*) ; observations sur : la faible incidence sur le plan national d'une majoration d'impôts destinée à financer la restauration des monuments historiques (p. 2044) ; le retard apporté à la restauration des monuments sinistrés, notamment dans la Moselle, la nécessité de rétablir les crédits et d'exécuter le programme proposé (p. 2044) ; adoption de l'amendement de la Commission (*ibid.*) ; en conséquence, ce texte devient l'article unique du projet de loi-programme (p. 2044). = Orateurs : MM. Malraux. *Ministre des Affaires culturelles* ; Seitlinger, Taittinger, *Rapporteur*.

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'avis du Ministère des Affaires culturelles avant la délivrance du permis de démolition des immeubles ayant plus de cent ans d'âge, présentée au Sénat le 12 octobre 1961 par M. de Maupéou (renvoyée à la Commission des affaires culturelles), **n° 8 (année 1961-1962)** ; rapport le 30 novembre 1961 par M. de Maupéou, **n° 93 (année 1961-1962).** Adoption le 7 décembre 1961. — Proposition de loi **n° 39 (année 1961-1962).**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 7 décembre 1961 (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 1603.**

**§ 3.** — Projet de loi complétant la législation sur la protection du patrimoine historique et esthétique de la France et tendant à faciliter la restauration immobilière, présenté au Sénat le 14 novembre 1961 par M. Malraux, Ministre d'Etat, chargé des Affaires culturelles, **n° 55 (année 1961-1962)** ; rapport le 30 novembre 1961 par M. de Maupéou, **n° 92 (année 1961-1962)** ; avis présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, le 7 décembre 1961 par M. Geoffroy, **n° 111 (année 1961-1962).** Adoption le 7 décembre 1961. — Projet de loi **n° 38 (année 1961-1962).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 8 décembre 1961 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1607** ; avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales le 11 juillet 1962 par M. Boinvilliers, **n° 1838** ; rapport le 11 juillet 1962 par M. Mignot, **n° 1839.** Adoption avec modification en première lecture le 23 juillet 1962 (p. 2806). — Projet de loi **n° 442.**

Transmis au Sénat le 24 juillet 1962, **n° 314 (année 1961-1962)** ; rapport le 24 juillet 1962 par M. de Maupéou, **n° 315 (année 1961-1962).** Adoption avec modification en deuxième lecture le 24 juillet 1962. — Projet de loi **n° 125 (année 1961-1962).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 24 juillet 1962, **n° 1876** ; rapport le 24 juillet 1962 par M. Mignot, **n° 1877.** Adoption définitive en deuxième lecture le 24 juillet 1962 (p. 2849). — Projet de loi **n° 452.**

Loi n° 62-903 du 4 août 1962, publiée au *J.O.* du 7 août 1962 (p. 7813 et suivantes).

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [23 juillet 1962] (p. 2773, 2798). Entendus : MM. Mignot, *Rapporteur de la Commission des lois constitutionnelles* ; Boinvilliers, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles* ; J.-P. Palewski, Malraux, *Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles* ; observations sur : la protection nécessaire du patrimoine historique et esthétique de la France, les dispositions du projet, la création de secteurs sauvegardés, la réglementation des travaux à exécuter dans ces secteurs, les mesures exorbitantes du droit commun devant être prises pour permettre l'exécution des travaux, la nécessité d'une consultation préalable des collectivités locales (p. 2773, 2774) ; le problème posé par le financement des travaux (p. 2773, 2775) ; la participation de la Caisse des monuments historiques (p. 2775) ; l'opposition de la Commission des lois à l'extension de la législation proposée aux îlots insalubres (p. 2773) ; les conditions dans lesquelles seront réalisés les travaux de restauration immobilière (p. 2774, 2775, 2776) ;

l'évolution de la notion de patrimoine national (p. 2775); l'intégration des vieux quartiers dans la vie moderne (p. 2775, 2776).

TITRE Ier. — *Des secteurs sauvegardés.*

Art. 1er: *Définition des secteurs sauvegardés* (p. 2777); observations sur: les initiatives prises par les collectivités locales pour sauver le patrimoine de province; l'ajournement des demandes de classement ou d'inscription à l'inventaire supplémentaire (*ibid.*); amendement de M. Mignot au nom de la Commission tendant à supprimer la mention et l'intitulé du titre Ier (*ibid.*); adoption de l'amendement (*ibid.*); amendement de M. Mignot au nom de la Commission tendant à une nouvelle rédaction de l'article (*ibid.*); amendement identique du Gouvernement (*ibid.*); observations sur: l'intervention des collectivités locales intéressées (*ibid.*); retrait de l'amendement de la Commission (*ibid.*); adoption de l'amendement du Gouvernement (*ibid.*); en conséquence, ce texte devient l'article premier (*ibid.*).

Art. 2: *Etablissement d'un plan permanent de sauvegarde dans les secteurs sauvegardés* (p. 2778); amendement de M. Mignot au nom de la Commission tendant à une nouvelle rédaction de l'article (*ibid.*); sous-amendement du Gouvernement (autorisation des travaux non soumis à la réglementation d'un permis de construire) (*ibid.*); sous-amendement du Gouvernement: délai d'un an pour le sursis à statuer (*ibid.*). Observations sur: la nécessité de fixer à deux ans le délai pour le sursis à statuer de façon à permettre à la municipalité d'agir efficacement (*ibid.*); les instructions données aux fonctionnaires de la construction pour activer la procédure (p. 2778, 2779); adoption des sous-amendements du Gouvernement (*ibid.*); adoption de l'amendement de la Commission (*ibid.*); en conséquence, ce texte devient l'article 2.

Art. 3: *Conditions de réalisation des opérations de conservation, de restauration et de mise en valeur des secteurs sauvegardés* (*ibid.*); amendement de M. Mignot au nom de la Commission tendant à la suppression de l'article; observations sur: le report des dispositions de l'article à l'article 5 (*ibid.*); adoption de l'amendement (*ibid.*); en conséquence, l'article 3 est supprimé (*ibid*).

Art. 4: *Fixation des conditions d'application* (*ibid.*); amendement de M. Mignot au nom de la Commission tendant à la suppression de l'article (*ibid.*); adoption de l'amendement (*ibid.*); en conséquence, l'article est supprimé (*ibid.*).

TITRE II. — *Des travaux de restauration immobilière.*

Monuments historiques.

Art 5: *Opérations auxquelles s'appliquent les dispositions du titre*; amendement de M. Mignot au nom de la Commission tendant à supprimer la mention et l'intitulé du titre II (*ibid.*); adoption de l'amendement (*ibid.*); amendement de M. Mignot au nom de la Commission: (report des dispositions figurant initialement à l'article 3) (*ibid.*); amendement du Gouvernement (application de la procédure des secteurs sauvegardés aux opérations de restauration urbaine et de rénovation immobilière) (*ibid.*); observations sur: les dispositions exorbitantes du droit commun contenues dans le projet; leur limitation souhaitable aux secteurs sauvegardés (p. 2780); l'association des propriétaires intéressés à la destruction des îlots insalubres; les mesures de relogement prévues dans le projet (*ibid.*); adoption de l'amendement de la Commission (*ibid.*); adoption de l'amendement du Gouvernement (*ibid.*).

Après l'article 5, article additionnel de M. Mignot au nom de la Commission (*Conditions dans lesquelles interviendra le règlement d'administration publique*) (p. 2781); observations sur: l'extension de la législation aux îlots insalubres venant d'être votée, le renvoi souhaitable du texte en Commission (*ibid.*); à la demande de la Commission, le projet est renvoyé en Commission (*ibid.*).

*Reprise de la discussion* (p. 2798). — Après l'article 5: article additionnel de M. Mignot au nom de la Commission des lois *tendant à reprendre l'article 4 du projet* (p. 2799); adoption de l'article additionnel (*ibid.*); article additionnel de M. Mignot au nom de la Commission *tendant à reprendre le 2e alinéa de l'article 5* (*ibid.*); adoption de l'article additionnel (*ibid.*); article additionnel de M. Quinson (*non-application des articles 8, 11 et 12 du projet aux opérations de restauration immobilière*); observations sur: les atteintes portées aux garanties des locataires des locaux commerciaux ou industriels par les dispositions du projet (p. 2799, 2800); demande de scrutin (*ibid.*); rejet de l'article additionnel au scrutin (p. 2800); liste des votants (p. 2807).

Art. 6: *Droits et obligations spéciaux des locataires et occupants des immeubles faisant l'objet des travaux prévus à l'article précédent* (*ibid.*); amendement de M. Mignot au nom de la Commission tendant à une nouvelle rédaction de l'article (*ibid.*); adoption de l'amendement (*ibid.*).

Art. 7: *Evacuation des locataires et occupants des immeubles faisant l'objet des travaux* (*ibid.*);

Monuments historiques.

amendement de M. Mignot tendant à une nouvelle rédaction de l'article; adoption de l'amendement (*ibid.*).

Art. 8 : *Relogement des locataires et occupants de bonne foi de locaux d'habitation* ; amendement de M. Mignot au nom de la Commission (p. 2800); retrait (p. 2801); amendement du Gouvernement : modification de l'article 12 de la loi du 1er septembre 1948 (p. 2800); adoption (p. 2801).

Après l'article 8 : article additionnel de M Mignot au nom de la Commission (*Reprise du local par le bailleur, report du bail sur un local équivalent*) (*ibid.*) ; sous-amendement du Gouvernement (harmonisation avec l'article 5 du projet) (*ibid.*); adoption du sous-amendement (*ibid.*); adoption de l'amendement (*ibid.*); article additionnel de M. Mignot au nom de la Commission : *Modification de l'article 3 de la loi du 1er septembre 1948* (*ibid.*); sous amendement du Gouvernement (harmonisation avec l'article 5 du projet) (*ibid.*); adoption du sous-amendement du Gouvernement (*ibid.*); adoption de l'article additionnel de la Commission (*ibid.*); article additionnel du Gouvernement (*Relogement du locataire par la bourse d'échange de logement*) (p. 2801); observations sur la désignation par la bourse d'échange du nouvel occupant du local lorsque celui ci aura été restauré (*ibid.*); adoption de l'article additionnel (*ibid.*)

Art. 9 : *Droit de réintégration des titulaires de baux des locaux à usage commercial ou industriel* : amendement de M. Mignot au nom de la Commission tendant à une nouvelle rédaction de l'article (p. 2802); adoption (*ibid.*).

Art. 10 : *Refus du renouvellement de bail en cas de nécessité d'éviction pour l'exécution des travaux fixés par le plan de sauvegarde* (*ibid.*); amendement de M. Mignot au nom de la Commission : modification de l'article 10 du décret du 30 septembre 1953 (*ibid.*); sous-amendement du Gouvernement (harmonisation avec l'article 5) (*ibid.*) ; adoption du sous-amendement (*ibid.*); adoption de l'amendement de la Commission (*ibid.*).

Art. 11 : *Expulsion du locataire après versement d'une indemnité provisionnelle* (p. 2802); amendement de M. Mignot au nom de la Commission tendant à une nouvelle rédaction de l'article (*ibid.*); sous-amendement du Gouvernement prévoyant que le juge de référé fixe l'indemnité provisionnelle au vu du rapport d'expertise (*ibid.*); observations sur l'utilisation souhaitable de la procédure du référé pour fixer l'indemnité provisionnelle; l'impossibilité pour le juge de fixer une indemnité inférieure au montant de l'indemnité évaluée par l'expertise (p. 2802); les pouvoirs exorbitants accordés à l'expert par le texte de la Commission (p. 2803); la nécessité d'une procédure rapide pour vider les lieux (*ibid.*); la fixation de l'indemnité définitive par le tribunal (*ibid.*); adoption du sous-amendement (*ibid.*); adoption de l'amendement de la Commission (*ibid.*).

Art. 12 : *Reprise par le bailleur d'un local à usage commercial ou industriel en cours de bail* (p. 2803, 2804); amendement de M. Mignot au nom de la Commission tendant à une nouvelle rédaction de l'article ; sous-amendement du Gouvernement (référence à l'article 5) (p. 2804); adoption du sous-amendement (*ibid.*); adoption de l'amendement de la Commission (*ibid.*).

TITRE III. — DISPOSITIONS DIVERSES.

Art. 13 : *Interdiction faite aux propriétaires, locataires ou occupants de s'opposer à la visite des lieux* (p. 2804); amendement de M. Mignot au nom de la Commission tendant à supprimer la mention et l'intitulé du titre III (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*); amendement de M. Mignot au nom de la Commission tendant à une nouvelle rédaction de l'article (*ibid.*) ; sous-amendement du Gouvernement tendant à une modification de forme (*ibid.*) ; adoption du sous amendement (*ibid.*); adoption de l'amendement de la Commission (*ibid.*) ; en conséquence ce texte devient l'article 13 (*ibid.*).

Art. 14 : *Sanctions et pénalités applicables en cas d'infractions* (p. 2804, 2805) ; amendement de M. Mignot au nom de la Commission : application des articles 101, 102, 103 et 104 du Code de l'urbanisme et de l'habitation (*ibid.*) ; amendement du Gouvernement : application des articles 102 et 103 du Code de l'urbanisme et de l'habitation (*ibid.*); observations sur le regroupement souhaitable en un seul article de toutes les dispositions concernant les sanctions et pénalités, les personnes ayant qualité pour dresser procès-verbal (p. 2805); la constatation des infractions par les agents du Ministère des Affaires culturelles ou ceux du Ministère de la Construction (*ibid.*); transformation de l amendement du Gouvernement en un sous-amendement à l'amendement de la Commission (suppression de la référence aux articles 101 et 104 du Code de l'urbanisme) (*ibid.*) ; adoption du sous amendement (*ibid.*) ; adoption de l'amendement ainsi modifié (*ibid.*) ; amendement du Gouvernement : intervention du Ministre des Affaires culturelles (*ibid.*); adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article 14 ainsi complété (*ibid.*).

Art. 15 : amendement de M. Mignot au nom de la Commission tendant à sa suppression

(*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; en conséquence, l'article 15 est supprimé (*ibid.*).

Art. 16 : *Constatation des infractions*; amendement de M. Mignot au nom de la Commission tendant à la suppression de l'article (p. 2806); retrait de l'amendement (*ibid.*); amendement du Gouvernement tendant à compléter l'article par les mots « assermentés à cet effet » (*ibid.*); adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*); après l'article 16 article additionnel de M. Mignot au nom de la Commission : détermination chaque année dans la loi de finances des conditions de financement des opérations prévues par la loi (*ibid.*); adoption de l'article additionnel (*ibid.*); article additionnel de M. Mignot au nom de la Commission : application de la loi aux collectivités publiques quelles qu'elles soient (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*); adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*) = Orateurs : MM. Boinvilliers, *Rapporteur pour avis de la Commission des Affaires culturelles*; Dumas, *Secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement*; du Halgouët, Malraux, *Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles*; Maziol, *Ministre de la Construction*; Mignot, *Rapporteur de la Commission des lois*; J.-P. Palewski, Sammarcelli, *Président de la Commission des lois*; Sy, Villedieu.

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [24 juillet 1962] (p. 2848). Entendu : M. Sammarcelli, *Président de la Commission des lois.*

Art. 2 (p. 2849) : adoption (*ibid.*).

Art. 16 : adoption (*ibid.*).

Art. 18 : adoption (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

§ **4.** — Projet de loi complétant l'article premier de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques modifiée par la loi du 25 février 1943, présenté au Sénat le 6 septembre 1961 par M. André Malraux, Ministre d'Etat, chargé des Affaires culturelles (renvoyé à la Commission des affaires culturelles), **n° 365 (année 1960-1961)**; rapport le 26 octobre 1961 par M. de Maupéou, **n° 42 (année 1961-1962).** Adoption le 22 mai 1962. — Projet de loi **n° 77 (année 1961-1962).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 23 mai 1962 (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1732** ; rapport le 21 juin 1962 par M. Mainguy, **n° 1779.** Adoption sans modification et sans débat le 12 juillet 1962 (p. 2401). — Projet de loi **n° 423.**

Loi n° 62-824 du 21 juillet 1962, publiée au *J. O.* du 22 juillet 1962 (p. 7228).

— Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle. — *Voy.* ALSACE-LORRAINE, 6.

— Conservation. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n^os^ 126, 127.

*Voy.* LOYERS, 3.

## MORAL.

— de l'armée. — *Voy.* CODE PÉNAL, 3.

## MORTS POUR LA FRANCE.

— Victimes militaires, en Algérie. — *Voy.* ANCIENS COMBATTANTS, 3.

## MOSELLE.

— Indemnités pour difficultés administratives dans le département de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 228.

## MOTIONS DE CENSURE

1. — Responsabilité du Gouvernement engagée (projet de loi de finances) [24 novembre 1959] (p. 2977). Entendu : M. Debré, *Premier Ministre.* Eventuel report des séances prévues [25 novembre 1959] (p. 2997, 3013). Entendus : MM. Coste-Floret, Leenhardt, *Le Président.* Dépôt d'une motion de censure [25 novembre 1959] (p. 3013).

**DISCUSSION** [27 novembre 1959] (p. 3060, 3073). Entendus, *dans la discussion générale :* MM. Leenhardt (p. 3060), Portolano (p. 3063), Valentin (p. 3065), Brocas (p. 3067), Paquet (p. 3069), Bosson (p. 3071), Habib-Deloncle (p. 3073), Rochet (p. 3076), Beauguitte (p. 3078), Coste-Floret (p. 3079), Le Pen (p. 3079), Claudius Petit (p. 3082), Durbet (3083), Debré, *Premier Ministre* (p. 3084), Gaillard (p. 3084); *dans les explications de vote* : MM. Bidault, Lebas, Renouard, Motte, Sourbet, Thomazo, Biaggi, Pillet (p. 3088 à 3091). Observations sur : la retraite des anciens combattants (problème moral et problème financier) (p. 3062,

Motions de censures.

3065, 3066, 3068, 3069, 3076, 3078, 3079, 3082, 3084, 3086, 3088, 3089), son rétablissement éventuel (p. 3086, 3087); la politique financière du Gouvernement (défense de la monnaie et de l'équilibre; montant réel de l'impasse) (p. 3062, 3064, 3066, 3068, 3072, 3084, 3085, 3086); sa politique économique (p. 3061, 3062, 3063, 3068, 3069, 3070, 3071, 3072, 3074, 3075, 3084, 3085, 3086); et notamment sa politique agricole (p. 3062, 3068, 3070, 3072, 3075, 3077, 3086); sa politique sociale (pouvoir d'achat des travailleurs) (p. 3062, 3068, 3072, 3075, 3077, 3081, 3086, 3090); suppression de la franchise (p. 3062, 3072, 3078); l'action gouvernementale et l'opposition (p. 3069, 3070, 3071, 3074, 3082, 3083, 3084, 3087); divers problèmes (école, jeunesse, vieillesse) (p. 3072, 3081); le conflit algérien (p. 3061, 3062, 3063, 3064, 3065, 3066, 3068, 3071, 3072, 3073, 3075, 3077, 3078, 3081, 3083, 3088, 3090) et les dépenses militaires (p. 3077); la politique extérieure (p. 3066, 3080), et notamment le Marché commun (p. 3074, 3081, 3085); l'Europe, Berlin et l'O.T.A.N. (p. 3072, 3080); la visite de M. Khrouchtchev (p. 3066, 3069, 3080); le principe et les modalités d'application de la motion de censure (p. 3060, 3063, 3064, 3065, 3066, 3067, 3079, 3088); les droits et devoirs du Gouvernement (p. 3087, 3088); la limitation des droits du Parlement en matière de discussion et de vote du budget (article 44 de la Constitution) (p. 3061, 3063, 3064, 3066, 3068, 3078, 3079, 3083, 3091); les rapports entre Parlement et Gouvernement, les risques de déformation des institutions de la République (p. 3060, 3061, 3063, 3065, 3066, 3067, 3068, 3069, 3070, 3071, 3072, 3075, 3076, 3080, 3082, 3083, 3084, 3087, 3088); les points de vue de divers groupements : Indépendants (p. 3065, 3069), Parti communiste (p. 3076); Parti socialiste (p. 3060); Républicains populaires et Centre démocratique (p. 3071); Union pour la Nouvelle République (p. 3073, 3083); Unité de la République (p. 3063); rejet du scrutin (p. 3091); liste des votants (p. 3095).

2. — Annonce du prochain dépôt d'une motion de censure (Refus d'ouvrir la session extraordinaire demandée par la majorité des membres composant l'Assemblée Nationale) [26 avril 1960] (p. 464). Entendus : MM. René Schmitt, Brocas, *Le Président*.

Prise d'acte [28 avril 1960] (p. 503).

Organisation du débat [3 mai 1960] (p. 567).

**DISCUSSION** [5 mai 1960] (p. 660) Entendus, *dans la discussion générale :* MM. Chandernagor, J.-P. David, Rochet, Bosson, Bergasse, Lefèbvre d'Ormesson, Brocas, Schmittlein, Debré, *Premier Ministre*; *dans les explications de vote* : MM. Mollet, Bourne, Szigetti, Maurice Faure, Jarrosson ; observations sur : le respect dû à la Constitution et à la séparation des pouvoirs (p. 661, 663, 666, 667, 669, 673 à 675) et à la non-publication des procès-verbaux du Comité ministériel (p. 674); la non-convocation du Parlement, les arguments d'opportunité (refus du mandat impératif, action des groupes de pression, irrecevabilité des propositions) (p. 611, 665 à 667, 672, 674); les arguments de droit (p. 662 à 664, 666 à 671, 672 à 676), (usage de l'indicatif) (p. 662, 667, 669 à 671), (attitude du Gouvernement pendant la collecte des signatures) (p. 662, 676), les pouvoirs propres du Président de la République (p. 661, 663, 664, 668, 671, 673, 676), l'absence de droit de veto (p. 666), la théorie du domaine réservé (p. 663, 677), l'évocation de 1851 (p. 662, 671, 675), les risques du pouvoir personnel (p. 663, 673, 675 à 677); la responsabilité du Premier Ministre (p. 661, 663, 666 à 668, 671), la maladresse gouvernementale (p. 666) et la fidélité à l'homme (p. 663, 676, 677); les conséquences d'une absence de sanction (acceptation par le Parlement de la réduction de ses pouvoirs; suspension du contrôle parlementaire pendant 7 mois et demi) (p. 662, 665, 667, 675, 676); l'inopportunité d'une crise ministérielle (p. 665 à 667, 669, 674); le malaise paysan (p. 665, 672), la politique économique du Gouvernement (p. 661, 672). Rejet au scrutin (p. 677), liste des votants (p. 690).

3. — Responsabilité du Gouvernement engagée (projet de loi sur la force de frappe) (1) [19 octobre 1960] (p. 2648). Entendus : M. Debré, *Premier Ministre, M. le Président.*

Motion de censure

Prise d'acte [21 octobre 1960] (p. 2688).

**DISCUSSION ET VOTE** [24 octobre 1960] (p. 2719 et suiv.), scrutin, liste des votants (p. 2762). Entendus : MM. Guy Mollet, Debray, Maurice Faure, Marcellin, Bergasse, Seitlinger, Waldeck Rochet, Paquet, Le Roy Ladurie, Valabrègue, Coste-Floret, Couve de Murville, *Ministre des Affaires étrangères*; Alliot, Maziol, de Broglie, Debré, *Premier Ministre*; Portolano, Battesti, Japiot, Djebbour, Cathala, Guy Mollet, *Le Président*. (Rejet)

4. — Responsabilité du Gouvernement engagée (deuxième lecture du projet de loi sur la force de frappe) (1) [17 novembre 1960]

(1) Voy. Armée, 21.

(p. 3910). Entendus : MM. Debré, *Premier Ministre ;* le Président.

Prise d'acte [18 novembre 1960] (p. 3940).

**DISCUSSION ET VOTE** [22 novembre 1960] (p. 3952 et suiv.), scrutin, liste des votants (p. 3980). Entendus : MM Schmitt, Le Douarec, Coste-Floret, François Valentin, Villon, de Montesquiou, Guillaumat, *Ministre délégué auprès du Premier Ministre;* Seitlinger, Bettencourt, Debré, *Premier Ministre;* Brocas, Lombard, Claudius Petit, Collomb, J.-P. David, Bergasse, le Président.

5. — Responsabilité du Gouvernement engagée (troisième lecture du projet de loi sur la force de frappe) (1) [1er décembre 1960] (p. 4225). Entendus : MM. Dorey, *Rapporteur de la Commission des finances;* Noiret, *Vice-Président de la Commission de la défense nationale;* Debré, *Premier Ministre.*

Prise d'acte [2 décembre 1960] (p. 4250).

**DISCUSSION** [6 décembre 1960] (p. 4330), scrutin (p. 4334), liste des votants (p. 4344) et vote. Entendus : MM. Van der Meersch, Schmitt, Villon, Debré, *Premier Ministre;* Rejet de la motion de censure entraînant l'adoption définitive du projet de loi.

6. — Contre la politique du Gouvernement.

Prise d'acte [12 décembre 1961] (p. 5485).

**DISCUSSION** [15 décembre 1961] (p. 5675 à 5694 et 5699 à 5708).

Ont pris la parole : MM. Leenhardt, Ebrard, Legendre, David, Arrighi, Rochet, Schmittlein, Mollet, Dorey, Motte, Dronne, Battesti, Debré, *Premier Ministre;* Mollet, Faure.

Observations sur : les caractères de la motion de censure présentée (p. 5675, 5679, 5682, 5688) ; le changement fréquent des Ministres (p. 5675) ; le rôle de la motion de censure (p. 5676) ; la politique économique et sociale du Gouvernement (p. 5676, 5692, 5699, 5700) ; la politique étrangère (p. 5676, 5678, 5682, 5685, 5687, 5691, 5700, 5701, 5702, 5706) ; la lutte contre le fascisme (p. 5676) ; l'attitude à l'égard de l'O.A.S. (p. 5676, 5679) ; l'échec des négociations pour l'Algérie (p. 5677) ; la faiblesse du pouvoir (p. 5677) ; les motifs de la censure (p. 5677) ; l'excès des dépenses et les économies nécessaires (p. 5678) ; l'Europe unie (p. 5678, 5691, 5704) ; le problème algérien (p. 5676, 5678, 5685, 5691, 5692, 5702, 5703, 5706) ; les méthodes gouvernementales (p. 5679, 5682) ; le « cessez-le-feu » lié à l'instauration d'un Gouvernement provisoire en Algérie (p. 5679) ; les droits des minorités en Algérie (p. 5679) ; la répression des menées subversives du F.L.N. et de l'O.A.S. (p. 5679) ; l'appui des forces démocratiques et du Parlement (p. 5679, 5683) ; l'offensive psychologique au groupe des indépendants (p. 5680) ; l'ordre républicain et la paix civile (p. 5680) ; l'autocratie policière (p. 5680, 5681, 5682) ; le domaine constitutionnel réservé par le Président de la République (p. 5682, 5683) ; le changement dans la majorité et au Gouvernement (p. 5683) ; l'application de la Constitution (p. 5683, 5684) ; les conséquences de la censure en matière de dissolution (p. 5684) ; l'application de l'article 16 de la Constitution (p. 5684) ; la condamnation de la violence (p. 5684, 5693, 5694) ; la menace de poursuites contre les partisans de l'Algérie française (p. 5684) ; le dégagement en Algérie (p. 5685) ; les conditions de la cohésion nationale (p. 5686, 5691) ; le maintien de l'Algérie dans l'O.T.A.N. (p. 5686, 5707) ; les troupes fellaghas installées au Maroc et en Tunisie (p. 5686, 5707) ; la nécessité d'un Gouvernement de salut public (p. 5687) ; la diminution du pouvoir d'achat des travailleurs et des vieux (p. 5687) ; le climat de guerre civile (p. 5687) ; le rôle de l'O.A.S. pour instaurer une dictature fasciste (p. 5687, 5689, 5705) ; l'unité d'action de tous les partis contre le fascisme (p. 5687, 5704, 5706) ; les victimes de l'O.A.S. (p. 5689, 5690) ; la position de l'U.N.R. (p. 5690) ; les reformes de structure économique (p. 5692) ; l'isolationnisme diplomatique (p. 5692) ; les menaces du Comité de défense républicaine (p. 5693, 5694) ; l'armement des milices privées (p. 5694) ; l'internement dans des camps (p. 5703) ; l'alliance atlantique (p. 5704, 5706) ; les assassinats de l'O.A.S. (p. 5705).

7. — Contre la politique du Gouvernement.

Prise d'acte [30 mai 1962] (p. 1406).

**DISCUSSION** [5 juin 1962] (p. 1426 à 1481). Ont pris la parole : MM. Cathala, Legroux, Khorsi, Renucci, Marçais, Dronne, Cannat, Vinciguerra, Vaschetti, Bricout, le Président, Carous, Battesti, Le Pen, Karcher, Deramchi, Arnuf, Chelha, Lauriol, Joxe, *Ministre d'Etat chargé des Affaires algériennes ;* Pasquini, Mignot, Claudius Petit, Mallem, Renucci, Miriot, Labbe, Boudet, Paquet, Guettaf, Colonna, Ballanger, Villedieu, Galham, Molinet, Laudrin, Biaggi, Souchal, Claudius Petit, Raphaël-Leygues, Vaschetti, Valabrègue, Devèze, Habib-Deloncle, Boualam, Moulessehoul ; Pompidou, *Premier Ministre ;* Portolano

Motions de censures.

(1) Voy. Armée, 21.

Motions de censures.

Leenhardt, Dorey, Schmittlein, Motte. Observations sur : les motifs de la motion de censure (p. 1426, 1430, 1470, 1479) ; les menéss antirépublicaines des signataires de la motion de censure (p. 1477, 1479) ; les violations de la Constitution (p. 1426, 1474) ; le « secteur réservé » (p. 1426) ; l'immixtion de l'exécutif dans le pouvoir judiciaire (p. 1427, 1443, 1453, 1454, 1467, 1469) ; les tribunaux d'exception et internements (*ibid.*) ; l'amnistie (p. 1468) ; la duperie du 13 mai 1958 (p. 1426, 1478) ; l'angoisse — l'anarchie sanglante en Algérie (p. 1428, 1429, 1431, 1452) ; la situation des campagnes Algériennes (p. 1428, 1478) ; l'exode massif des rapatriés, les transports insuffisants (p. 1427, 1428, 1429, 1431, 1432) ; le devoir de solidarité nationale — Mesures en faveur de l'intégration (p. 1440, 1443, 1444, 1465, 1466, 1475, 1476) ; l'institution d'aires de regroupement placées sous la souveraineté française (p. 1429, 1438) ; une solution fédéraliste du problème algérien (p. 1445, 1446, 1460, 1461) ; le dégagement de l'Algérie — l'abondon (p. 1430, 1434, 1444, 1467, 1476) ; la coopération franco-musulmane, seule solution viable pour l'Algérie (p. 1430, 1451, 1452, 1453, 1455, 1463, 1464, 1465) ; les crimes de l'O.A S. (p. 1430, 1440, 1442, 1451, 1452, 1459, 1462, 1463, 1472, 1477, 1480) ; les crimes du F.L.N. (p. 1443, 1454) ; organisation F.L.N. à Paris (p. 1471) ; le problème des harkis (p. 1430, 1433, 1459, 1472, 1473) ; les prisonniers français de l'A.L.N. (p. 1433) ; les violations des accords d'Evian par l'A.L.N. (p. 1433, 1437, 1438, 1452, 1458, 1462, 1473, 1478) ; les garanties des accords d'Evian (p. 1447, 1448, 1449, 1450, 1475) ; l'effet des accords d'Evian en Afrique (p. 1469) ; l'avenir communiste de l'Algérie (p. 1433) ; la « France réelle » (p. 1435, 1440) ; l'Algérie, province française (p. 1441, 1442, 1467) ; le départ de l'armée française (p. 1432, 1458) ; le drame de l'armée (p. 1442, 1454, 1459) ; l'appel sous les drapeaux des jeunes gens d'Alger et Oran (p. 1430, 1431) ; Scrutin (p. 1481) ; liste des votants (p. 1504). Pour adoption : 113 (majorité requise : 276).

8. — Contre la création d'une force de frappe nucléaire nationale.

Prise d'acte [13 juillet 1962] (p. 2450).

**DISCUSSION** [16 juillet 1962] (p. 2481 à 2523). Entendus : MM. Guy Mollet, Maurice Faure, Blin, Yrissou, Carous, Le Roy Ladurie ; Gastod Palewski, *Ministre d'Etat chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales;* Rémy Montagne, Billoux, Biaggi, Jacques Raphaël-Leygues, Boscher, René Schmitt, Japiot, Thomazo, Junot, Bourne, Nader ; Georges Pompidou, *Premier Ministre;* Henry Fabre, Schmittlein, Jean-Paul David, Félix Kir. Observations sur : la création de l'usine de séparation d'isotopes de Pierrelatte (p. 2482) ; l'opportunité de sa construction (p. 2486) ; le coût de sa réalisation (p. 2486, 2488, 2517) ; son utilisation presque exclusivement militaire (p. 2486, 2502) ; le retard initial sur le plan technique (p. 2487) ; la charge financière qui en résulte pour l'économie française face au Marché commun (p. 2487) ; l'opportunité d'en faire une entreprise européenne (p. 2489, 2494, 2507) ; la procédure choisie (loi de finances rectificative) pour en financer la construction (p. 2489, 2491, 2492, 2495, 2508) ; l'imprécision des estimations de son coût (p. 2489, 2490, 2493) ; l'amputation, au profit de Pierrelatte des crédits civils et des investissements productifs (p. 2490, 2491, 2508) ; son utilisation future (p. 2492) ; les avantages à en espérer (p. 2500, 2501) ; les travaux préliminaires (p. 2503). La politique d'intégration européenne et les transferts de souveraineté (p. 2482, 2483) ; l'alliance atlantique (p. 2484, 2485) ; la politique française, en matière nucléaire dans le contexte de l'alliance atlantique et les craintes qu'elle suscite aux Etats-Unis (p. 2485) ; les difficultés de création d'une force nucléaire de l'O.T.A.N. et la solution possible dans le cadre de l'Europe (p. 2485) ; l'organisation actuelle de l'O.T.A.N. (p. 2487) ; le problème allemand (p. 2488) ; le danger de l'éparpillement des forces nucléaires (p. 2489) ; les conséquences du vote de la motion de censure (p. 2491, 2493, 2500) ; les avantages de la filière de l'uranium naturel (p. 2493) ; les moyens de défense de l'Europe (p. 2494, 2495) ; la politique de pouvoir personnel du Chef de l'Etat (p. 2495, 2497, 2498) ; les dangers de la course aux armements (p. 2496) ; la politique européenne du Chef de l'Etat (p. 2498, 2499, 2509, 2510, 2522) ; les contradictions posées par la motion de censure (p. 2500) ; l'efficacité insuffisante d'une bombe H française au regard de son prix de revient (p. 2506) ; les négociations sur une force de frappe européenne (p. 2510) ; les rapports entre l'Exécutif et le Législatif (p. 2511) ; le précédent de 1940 et le danger d'une impréparation militaire (p. 2512, 2513, 2514, 2515) ; les avantages à escompter pour la technique et l'économie française (p. 2518) ; les arguments en faveur d'un armement nucléaire français (p. 2519, 2520, 2521) ; le sort réservé aux armements conventionnels (p. 2522). Scrutin (p. 2523) ; liste des votants (p. 2527). Pour adoption : 206 (majorité requise : 241).

9. — Contre la procédure du référendum adoptée pour la révision de la Constitution (Election du Président de la République au suffrage universel).

12

Prise d'acte [4 octobre 1962] (p. 3192).

14

**DISCUSSION** [2 octobre 1962] (p. 3208 à 3256). Entendus : MM Paul Reynaud, Guy Mollet, Paul Coste-Floret, Maurice Faure, Bertrand Motte, Georges Pompidou, *Premier Ministre;* Jean Paul David, Réthoré, Habib-Deloncle, Le Douarec, Neuwirth, Waldeck Rochet, Mirguet, Duchesne, Valabrègue, Félix Gaillard, Dalbos, Le Pen, de Poulpiquet, Dreyfous-Ducas, Fanton, Pasquini, Paul Guillon, Lathière, Souchal, Schmittlein, René Billères, Eugène Claudius-Petit, Leenhardt. Observations sur : le caractère anticonstitutionnel de la procédure adoptée (p. 3208, 3211); les dangers résultant de l'élection au suffrage universel d'un Président de la République tel qu'il est préfiguré dans l'allocution du général de Gaulle du 20 septembre 1962 (p. 3208); l'interprétation par le Gouvernement de l'article 11 de la Constitution (p. 3212); les travaux préparatoires du Comité constitutionnel de 1958 (p. 3211, 3213); l'initiative de la réforme constitutionnelle (p. 3212, 3216, 3226); les diverses déclarations du général de Gaulle à la R.T.F. (p. 3212); les diverses déclarations de M. Michel Debré (p. 3211, 3213); les conditions d'établissement d'un régime présidentiel (p. 3213); le rôle du Président de la République, selon l'article 5 de la Constitution (p. 3214); les commentaires de la Constitution de 1958 (p. 3214); les contradictions des déclarations du général de Gaulle avec l'esprit et la lettre de la Constitution (p. 3214); la rupture de l'équilibre des pouvoirs par l'élection au suffrage universel et sans contrepoids du Président de la République (p. 3214); la non-obligation pour le Président de la République de recourir au référendum (p. 3215); l'absence de raisons apparentes qui pourraient justifier la procédure adoptée (p. 3215, 3218, 3231, 3232, 3233), les dangers du cumul de tous les pouvoirs sur une seule tête (p. 3215); la violation de la Constitution que constitue, en l'occurrence, le recours à son article 11 (p. 3215, 3216, 3217, 3219); l'inutilité du présent débat qui aurait été évité si le Gouvernement avait eu recours à l'article 89 de la Constitution (p. 3217, 3218); la méconnaissance, par le Chef de l'Etat, des avis les plus autorisés (p. 3218); le danger de division du pays à l'occasion du référendum (p. 3219); l'effacement progressif, depuis 1958, des institutions républicaines (p. 3220); le manque de solidité, pour l'avenir, d'une révision obtenue dans de telles conditions (p. 3220); l'exégèse des articles 11 et 89 de la Constitution (p. 3220, 3221, 3223, 3224, 3245, 3248); l'analogie avec le précédent de 1851 (p. 3225); la conception de la fonction publique dans un régime présidentiel (p. 3225); les raisons de faire confiance au jugement du peuple pour le choix du Président de la République (p. 3226, 3227, 3241, 3242, 3250); l'exemple de l'Autriche où le Président de la République est élu au suffrage universel (p. 3227); l'œuvre accomplie par la Ve République (p. 3227); les modalités d'application des articles 11, 42, 46 et 89 de la Constitution (p. 3228, 3246); la conception du général de Gaulle de la fonction présidentielle (p. 3228, 3229); les avantages, dans la période actuelle, d'un Exécutif s'appuyant sur le peuple (p. 3229, 3235); la nécessité d'adapter les Constitutions aux temps modernes (p. 3233, 3234, 3237, 3243); les menaces que fait peser l'abus du référendum (p. 3235); la concentration actuelle des pouvoirs entre les mains du Président de la République (p. 3235); le caractère plébiscitaire du référendum (p. 3236); la nécessité d'assurer la pérennité du régime actuel (p. 3240); les raisons politiques de la présente motion de censure (p. 3239, 3240, 3243, 3244, 3248, 3249, 3250, 3251, 3252); l'œuvre accomplie par le général de Gaulle (p. 3249, 3250); les raisons qui ont amené le Gouvernement à demander au pays à se prononcer par référendum sur l'élection du Président de la République (p. 3252, 3253, 3254). Scrutin (p. 3256); liste des votants (p. 3268). Pour l'adoption : 280 (majorité requise : 241).

*Voy.* RAPPELS AU RÈGLEMENT [12 septembre 1961] (p. 2244 à 2251).

— Dépôt d'une — (Irrecevabilité) [12 septembre 1961] (p. 2249).

## MOTION D'ORDRE.

— Discussion budgétaire (Accélération) [17 novembre 1959] (p. 2514). Entendus : MM. Marc Jacquet, *Rapporteur général*; le Président.

## MOUVEMENTS DE JEUNESSE.

— Leur diversité. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 23.

— Leur position sur le problème algérien. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 23.

**MOUVEMENT RÉPUBLICAIN POPULAIRE (M. R. P.).**

— Position politique. — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

**MOYEN-ORIENT.**

*Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

Rapport d'information fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à la suite de la mission effectuée du 9 au 27 mars 1962 en Grèce, en Turquie, au Liban, en Syrie et en Iran par une délégation de la Commission chargée d'étudier le rayonnement culturel de la France, déposé le 7 juin 1962 par MM. Durbet, Chazelle, Guillon, La Combe et Mariotte, **n° 1755.**

**MUNICH.**

— Complexe de. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT (Politique extérieure) [29 avril 1959] (p. 380), [30 avril 1959] (p. 401).

**MUNITIONS.** — *Voy.* CODE PÉNAL, 9.

**MUSÉE DU LOUVRE.**

— Evacuation du Pavillon de Flore par le Ministère des Finances. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**), Finances et Affaires économiques, II. Services financiers [21 novembre 1959] (p. 2764).

**MUSIQUE.**

— de la Garde républicaine. — *Voy.* GARDE RÉPUBLICAINE, 1.

**MUSULMAN (Monde).** — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT (Politique extérieure).

**MUSULMANS.**

— Français — de la magistrature. — *Voy.* TRIBUNAUX JUDICIAIRES, 1.

— français d'Algérie. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 214.

— Garanties. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n^os^ 19 et 20 ; MOTION DE CENSURE, n° 7 [5 juin 1962] (p. 1426 à 1481).

— Hiérarchie militaire. — *Voy.* ARMÉE, 29.

**MUTILÉS DE GUERRE.**

— Emploi. — *Voy.* TRAVAIL (Réglementation du), 2.

— Commerçants. — *Voy.* COMMERCE.

— Transporteurs. — *Voy.* TRANSPORTS, 6.

**MUTUALITÉ.**

— Conseil supérieur. — *Voy.* ORGANISMES EXTRA-PARLEMENTAIRES.

**MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE.**

— Représentation des vieux travailleurs. — *Voy.* SÉCURITÉ SOCIALE.

# N

## NAISSANCE.

— Déclaration de. — *Voy.* CODE CIVIL (n° **36**).

## NANCY.

— Campus de. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 49.

## NANTISSEMENT.

Proposition de loi tendant à modifier le décret du 30 septembre 1953 relatif au nantissement de matériel, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 juillet 1960 par M. Frédéric-Dupont (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), n° **770**; rapport le 13 décembre 1961 par M. Hoguet, n° **1625.**

— judiciaire. — *Voy.* CODE CIVIL, 3.

## NATION.

— Affaiblissement de la notion (en Occident et en France). — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— Son affaiblissement par le problème scolaire. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 4.

## NATIONALISATION.

— de l'enseignement. — *Voy.* ENSEIGNEMENT (Dispositions générales), 3.

## NATIONALITÉ.

§ 1er. — Proposition de loi tendant à accorder aux femmes le bénéfice de la double nationalité permise aux hommes par la loi n° 54-395 du 9 avril 1954, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 avril 1959 par M. Maurice Schumann (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), n° **25**; rapport le 10 novembre 1961 par M. Delrez, n° **1515.**

§ 2. — Projet de loi portant modification de certaines dispositions du Code de la nationalité, présenté à l'Assemblée Nationale le 6 juillet 1960 par M. Michelet, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles et de la législation), n° **732**; rapport le 8 juillet 1960 par M. Carous, n° **750.** Adoption le 11 juillet 1960 (p. 1845). — Projet de loi n° **145.**

Transmis au Sénat le 12 juillet 1960 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles et de la législation), n° **267 (année 1959-1960)**; rapport le 13 juillet 1960 par M. Geoffroy, n° **273 (année 1959-1960).** Adoption le 20 juillet 1960. — Projet de loi n° **89 (année 1959-1960).**

Nationalité.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 21 juillet 1960, **n° 814**; rapport le 21 juillet 1960 par M. Carous, **n° 818.** Adoption définitive en deuxième lecture le 22 juillet 1960 (p. 2176). — Projet de loi **n° 180.**

Loi n° 60-752 du 28 juillet 1960, publiée au *J. O.* du 30 juillet 1960 (p. 7040).

**DISCUSSION** [11 juillet 1960] (p. 1844). Entendu : M. Carous, *Rapporteur*; observations sur : l'accession à l'indépendance des Etats de la Communauté et les problèmes en découlant en matière de nationalité (p. 1844); les mesures à prendre en faveur de nos concitoyens établis outre-mer (p. 1844); l'introduction dans la législation française de la notion de reconnaissance de la volonté française (p. 1844). — Art. 1er : *Modification de l'article 13 du Code de la nationalité* (p. 1845) ; amendement de la Commission tendant à modifier le second alinéa proposé pour l'article 13 du Code de la nationalité (p. 1845) ; adoption de l'article premier modifié (p. 1845). — Art. 2 : *Modification de l'intitulé du Titre V du Code de la nationalité*, adoption (p. 1845). — Art. 3 : *Modification de l'article 101 du Code de la nationalité*, adoption (p. 1845). — Art. 4 : *Modification de l'article 106 du Code de la nationalité*, adoption (p. 1845). — Art. 5 : *Introduction dans le Code de la nationalité d'un Titre VII intitulé « De la reconnaissance de la nationalité française »* (p. 1845) ; amendement de la Commission tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 152 (p. 1845); adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article 5 modifié (*ibid.*) ; *Explications de vote* (p. 1845) ; observations sur : les difficultés pouvant découler d'un règlement unilatéral des problèmes de la nationalité posés entre la République française et les Etats de la Communauté (p. 1845); adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). = Orateurs : MM. Carous, *Rapporteur*; Chandernagor.

**§ 3.** — Projet de loi complétant et modifiant le Code de nationalité française et relatif à diverses propositions concernant la nationalité française, présenté au Sénat le 16 mai 1961, par M. Michelet, Garde des Sceaux, Ministre de la justice (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles), **n° 208 (année 1960-1961)**; rapport le 22 juin 1961, par M. Prelot, **n° 227 (année 1960-1961).** Adoption le 29 juin 1961. — Projet de loi **n° 107 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1961 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1291**; rapport le 12 novembre 1961, par M. Delrez, **n° 1530.** Adoption, avec modification en première lecture, le 6 décembre 1961 (p. 5359). — Projet de loi **n° 358.**

Transmis au Sénat le 7 décembre 1961, **n° 114 (année 1961-1962)**; rapport le 14 décembre 1961, par M. Marcel Prelot, **n° 142 (année 1961-1962).** Adoption avec modification en deuxième lecture le 15 décembre 1961. — Projet de loi **n° 59 (année 1961-1962).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 15 décembre 1961, **n° 1644**; rapport le 15 décembre 1961, par M. Delrez, **n° 1645.** Adoption définitive en deuxième lecture le 15 décembre 1961 (p. 5699). — Projet de loi **n° 379.**

Loi n° 61-1408 du 22 décembre 1961, publiée au *J.O.* du 23 décembre 1961 (p. 11819).

**DISCUSSION** [6 décembre 1961] (p. 5349). Entendus : MM. Delrez, *Rapporteur* ; Palmero, Chenot, *Garde des Sceaux, Ministre de la justice.*

Observations sur : les dispositions libérales permettant l'acquisition de la nationalité française proposées par le projet (p. 5350); la nécessité de régler un certain nombre de situations provoquées par l'accession à l'indépendance de la Tunisie et du Maroc et d'autres découlant de l'application du Traité de Versailles ou de l'annexion de l'Alsace-Lorraine en 1870 (p. 5350); le cas des fils d'étrangers nés en France et ayant accompli leur service militaire sans avoir été munis, entre 16 et 21 ans, d'une carte d'identité d'étranger (p. 5350); le cas des étrangers désirant être naturalisés et résidant dans la Principauté de Monaco (p. 5350) ; le cas des originaires de Tende et la Brigue naturalisés avant le rattachement de ces communes à la France le 16 septembre 1947 (p. 5350).

Art. 1er : *Modification des articles 55, 64, 70, 82, 106, 107, 143 et 44 du Code de la nationalité française* (p. 5351, 5352); amendement de M. Delrez au nom de la Commission tendant à modifier l'article 44 du Code de la nationalité française (dispense de la condition de résidence pour les fils d'étrangers nés en France et ayant accompli leur service militaire) (p. 5352); observations sur : le cas des fils d'étrangers nés en France, remplissant les conditions de résidence mais n'ayant pas eu de titre de séjour entre 16 et 21 ans (p. 5352); adoption de l'amendement (*ibid.*).

Amendement de M. Delrez au nom de la Commission tendant à modifier le texte proposé pour le neuvième alinéa de l'article 64 du Code

de la nationalité (p. 5352); dispense de la condition de stage pour l'étranger ayant accompli des services militaires dans l'armée française ou ayant contracté un engagement volontaire dans les armées françaises ou alliées (p. 5352); sous-amendement de M. Karcher (octroi de la nationalité de plein droit aux étrangers visés par l'amendement de M. Delrez) (p. 5352); observations sur : la volonté de la Commission de supprimer la condition de stage pour les engagés volontaires dans les armées françaises ou alliées (p. 5352); la différence existant entre naturalisation et acquisition automatique de la nationalité (p. 5352, 5353); la nécessité de faire une situation plus favorable aux engagés volontaires et notamment aux anciens des forces françaises libres (p. 5352, 5353); l'assimilation aux citoyens français des étrangers ayant combattu dans l'armée française par la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre (p. 5353); les difficultés pouvant exister du fait que certains engagés volontaires n'ont pas reçu la carte de combattant (p. 5354); les fonctionnaires ayant fait obstacle aux demandes de naturalisation présentées par des combattants des forces françaises libres (p. 5354); adoption du sous-amendement de M. Karcher (p. 5354); adoption de l'amendement de M. Delrez modifié (p. 5354); amendement de M. Delrez au nom de la Commission tendant à supprimer le texte modificatif proposé par l'article 70 du Code de la nationalité (p. 5355); observations sur : les conditions humiliantes et sans portée pratique de cet article (p. 5355); adoption de l'amendement (*ibid.*).

Amendement de MM. Battesti, Palmero et Vaschetti (reconnaissance de plein droit de la nationalité française à toute personne qui ayant vécu dans un territoire sur lequel s'est exercée la souveraineté ou la tutelle de la France, avait la possession d'état de Français et avait satisfait aux obligations militaires (p. 5355); observations sur : la situation des originaires de Tunisie ayant accompli leur service militaire et ayant été intégrés dans la fonction publique se voient aujourd'hui refuser la nationalité française (p. 5355); l'arrêt de la cour permanente de justice internationale ayant reconnu la nationalité française à des fils d'étrangers nés en Tunisie (p. 5355); les dispositions proposées par la Commission et qui permettraient à cette personne d'acquérir sans condition de stage la nationalité française (p. 5355, 5356); modification de l'amendement (territoire sur lequel se sont exercés la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France) (p. 5356); rejet de l'amendement (p. 5356).

Amendement de M. Delrez au nom de la Commission tendant à modifier la rédaction du texte proposé pour l'article 82 du Code de la nationalité (suppression des incapacités pour les étrangers désignés dans les 8e, 9e, 10e et 117e de l'article 64), adoption (p. 5356). Nationalité.

Amendement de M. Delrez au nom de la Commission tendant à modifier l'article 83 du Code de la nationalité (possibilité pour le naturalisé ayant rendu des services importants ou pour celui dont l'activité professionnelle présente un intérêt particulier, d'être relevé des incapacités prévues à l'article 81, par décret sur avis conforme du Conseil d'Etat) (p. 5353); observations sur : le cas des savants étrangers qui désireraient travailler en France (p. 5356); adoption de l'amendement (p. 5357); adoption du premier alinéa de l'article premier (p. 5357); adoption de l'ensemble de l'article premier modifié (p. 5357).

Art. 2 : *Mesures transitoires au profit des personnes qui remplissent les conditions moins sévères, nouvellement exigées pour accéder à la nationalité française* (p. 5357); amendement de M. Delrez au nom de la Commission des lois, tendant à une nouvelle rédaction (*ibid.*); adoption de l'amendement qui devient l'article 2 (p. 5357).

Art. 3 : *Faculté de souscrire la déclaration prévue à l'article précédent, ouverte à l'épouse du déclarant*, adoption (p. 5357).

Art. 4 : *Délai pour souscrire la déclaration prévue à l'article 2* (p. 5357); observations sur : le cas des Alsaciens-Lorrains n'ayant pas la nationalité française parce que eux-mêmes ou leurs parents ont omis de signer une déclaration d'option après 1870 ou une déclaration de réintégration après 1918 (p. 5357, 5358); la nécessité de les relever de la forclusion et d'examiner leur cas avec la plus grande bienveillance (p. 5357, 5358); adoption de l'article 4 (p. 5358).

Art. 5 : *Naturalisation sans condition de stage de l'enfant majeur né à l'étranger d'une mère française* (p. 5358).

Art. 6 : *Relèvement de plein droit des incapacités prévues à l'article 81 des personnes visés au 10° de l'article 64* (p. 5358); amendement de M. Delrez au nom de la Commission tendant à étendre ces dispositions aux personnes visées au 9° de l'article 64 (p. 5358); observations sur : la nécessité d'étendre les dispositions de l'article en raison de l'adoption du sous-amendement de M. Karcher à l'article 64 du Code de la nationalité (p. 5358); adoption de l'amendement (*ibid.*).

Amendement de M. Delrez au nom de la Commission tendant à étendre les dispositions de l'article aux personnes visées au 11° de l'article 64 (p. 5358); observations sur : le cas

de certaines personnes naturalisées depuis moins de dix ans et qui auraient été en mesure d'établir qu'elles jouissaient de la possession d'état français depuis au moins dix ans lors de l'entrée en vigueur de la présente loi (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (p. 5358) ; adoption de l'article modifié (*ibid.*).

Article additionnel de M Delrez au nom de la Commission (*Sera tenue pour établie la nationalité française des personnes nées dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin ou de la Moselle avant le 11 novembre 1918 si elles ont joui depuis cette date de la possession d'état français*) (p. 5358) ; sous-amendement de MM. Bourgeois et Borocco tendant à ajouter les mots « nonobstant la notion de fait ayant existé entre 1940 et 1945 » (p. 5358) ; observations sur : la situation douloureuse de certains Alsaciens et Mosellans n'ayant pas rempli en 1918 les formalités imposées pour la réintégration et de ceux qui ayant émigré après 1870, ont négligé d'opter en faveur de la nationalité française (p. 5359) ; l'inconvénient présenté par le sous-amendement de M. Bourgeois qui pourrait tendre à conférer une valeur légale à l'annexion de fait de 1940 à 1945 qui n'a jamais été reconnue par la loi française (p. 5359) ; le cas des déportés alsaciens et lorrains qui, pour bénéficier de la loi sur l'indemnisation des victimes du nazisme se voient réclamer à nouveau le certificat de réintégration (p. 5359) ; l'engagement pris par le Gouvernement de donner les instructions nécessaires pour faire disparaître une telle situation (p. 5359) ; retrait du sous-amendement de M. Bourgeois (*ibid.*) ; adoption de l'article additionnel de M. Delrez (p. 5359).

Art. 7 : *Abrogation de l'article 79 du Code de la nationalité française* (p. 5359) ; amendement de M. Delrez au nom de la Commission tendant à abroger les articles 70, 79 et 155 du Code de la nationalité (p. 5359) ; observations sur : la nécessité d'harmoniser cet article avec les dispositions précédemment adoptées (*ibid.*) ; adoption de l'amendement qui devient l'article 7 (*ibid.*).

Art. 8 : *Abrogation de l'article 155 du Code de la nationalité* (p. 5359) ; amendement de M. Delrez au nom de la Commission tendant à supprimer cet article ; adoption (p. 5359). Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5359). = Orateurs : MM. Arrighi, Battesti, Georges Bourgeois, Chenot, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice ;* Delrez, *Rapporteur* ; Dorey, Karcher, Laudrin, Palmero, Perrin, Sammarcelli, *Président de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ;* Schmitt, Schmittlein.

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [15 décembre 1961] (p. 5698). Entendus : MM. Delrez, *Rapporteur ;* Karcher, Battesti, Chenot, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice ;* observations sur : les modifications apportées par le Sénat au paragraphe 8 de l'article 64 du Code de la nationalité (p. 5698) ; le cas des étrangers ayant combattu pour la libération de la France (p. 5699) ; le cas des fils d'étrangers nés en Tunisie et au Maroc et ayant opté pour la nationalité française (p. 5699) ; l'engagement pris par le Gouvernement d'étudier ces cas avec une grande bienveillance (p. 5699).

Art. 1er : (*Article 64 du Code de la nationalité*) (p. 5699) ; adoption de l'article premier (p. 5699). Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5699).

— double. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 20.

**NAVIGATION DE PLAISANCE.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nº 240.

**NAVIGATION TOURISTIQUE.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nº 240.

**NAVIRES.**

— Sauvegarde de la vie, habitabilité. — *Voy.* MARINE MARCHANDE, 1.

**NÉGOCIATIONS.**

— d'Evian. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 19.

**NEUTRALISME.**

— Condamnation. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 5 [14 octobre 1959] (p. 1763).

**NOCHER (M. Jean).** — *Voy.* BUDGET DE 1961 (nº 866), Services du Premier Mi-

nistre, II. Information [5 novembre 1960] (p. 3190).

**NOMINATION.**

— dans la Légion d'honneur. — *Voy.* LÉGION D'HONNEUR, 2.

**NON-SALARIÉS.**

— Extension de la sécurité sociale. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 107.

**NORD.**

— Bassin houiller du — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8.

— Canal du. — *Voy.* ECONOMIE NATIONALE, 1.

**NORD (Région du).**

*Voy.* PLAN (n° **1573**) [6 juin 1962] (p. 1515, 1516), [19 juin 1963] (p. 1820).

— Politique de l'emploi. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 141.

**NORD-AVIATION.**

— Modification des programmes. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat) de M. Schmitt [18 décembre 1959] (p. 3467).

**NOTIFICATION.**

— des ordres de route. — *Voy.* ARMÉE, 5.

— des sous-locations. — *Voy.* LOYERS, 11.

**NOTORIÉTÉ.**

— Médecine. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 66.

**NOUVEAU FRANC.**

— Avantages et inconvénients du. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 198.

**NOUVELLE-CALÉDONIE.**

*Voy.* TERRITOIRES D'OUTRE-MER ; PLAN (n° **1573**) [21 juin 1962] (p. 1896, 1897).

— Application de la loi-cadre. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 79.

— Assemblée territoriale de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 79.

— Répression de l'usurpation de fonctions ou de titres. — *Voy.* TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 2.

( )

**O. A. S.**

— Attitude à l'égard de l'. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, n° 6 [15 décembre 1961].

— Crimes de l'. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 21 ; MOTIONS DE CENSURE, N° 7 [5 juin 1962] (p. 1426 à 1481).

— Lutte contre l'. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 20.

**OASIS (Département des).** — *Voy.* SAHARA, 1.

**OBJECTEURS DE CONSCIENCE.** — *Voy.* ARMÉE, 39.

— *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 23.

**OBJETS.**

— sous main de justice. — *Voy.* CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, 1.

**OBJETS ABANDONNÉS.**

Proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi modifiée le 31 décembre 1903 relative à la vente des objets abandonnés chez les commerçants et les artisans, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 juin 1959 par M. Raymond Clergue (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 158**.

**OBJETS MOBILIERS.**

— Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle. — *Voy.* ALSACE-LORRAINE, 6.

**OBLIGATION ALIMENTAIRE.**

*Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 6.

— et allocation non contributive de vieillesse. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1809**) [12 juillet 1962] (p. 2371, 2375).

— Récupération de l'. — *Voy.* AIDE ET ASSISTANCE SOCIALES (**n° 1213**) [10 juillet 1962] (p. 2300).

**OBLIGATIONS.**

— en franc-or. — *Voy.* MONNAIE, 1.

**OBSERVATIONS.**

— Cahiers d'. — *Voy.* ORGANISATION ADMINISTRATIVE, 1.

**OBSTÉTRIQUE.**

— Difficulté de recrutement des accoucheurs. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 25.

**OCCIDENT.**

— et coopération atlantique. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 12.
— Défense. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT (Politique extérieure), n° 1.
— Division de. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.
— Menace sur l'. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 9.

**OCCUPANT.**

— de bonne foi. — *Voy.* LOGEMENT, 6.

**OCCUPATION.**

— Insuffisance des locaux. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 54.

**ŒUVRES.**

— en faveur de l'adoption. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 132.

**ŒUVRES UNIVERSITAIRES.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 49.

**OFFICE DES ANCIENS COMBATTANTS.**

— Statut. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 79.

**OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CÉRÉALES (O. N. I. C.).**

— Critiques de l'. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 1.

**OFFICE DU NIGER.**

— Transfert de la République du Mali. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 1560**), Art. 12 [5 décembre 1961] (p. 5292).

**OFFICE DU SPORT SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE (O. S. S. U.).**

— et sa direction. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 23.

**OFFICIERS.**

— d'administration de l'armement. — *Voy.* ARMÉE, 28.
— mis à la retraite d'office (Acte dit « loi du 2 août 1942 »). — *Voy.* ARMÉE, 6.
— musulmans. — *Voy.* ARMÉE, 29.
— de police (Intégration). — *Voy.* POLICE (Personnel de la), 2.
— Recrutement et avancement — *Voy.* ARMÉE, 13.

**OFFICIERS DE RÉSERVE.**

— Honorariat. — *Voy.* ARMÉE, 1, 9, 18, 22, 23, 27.

**OISEAUX RAPACES.** — *Voy.* CHASSE, 2.

**ONZE NOVEMBRE.**

— Présence des parlementaires dans leur circonscription. — *Voy.* ORDRE DU JOUR (des séances) [28 octobre 1959] (p. 2041).

**OOPA (M. Pouvanaa).**

*Voy.* DÉPUTÉS (Poursuites), 2.

— Suspension des poursuites contre. — *Voy.* DÉPUTÉS (Poursuites), 1.

**OPÉRA ET OPÉRA-COMIQUE.** — *Voy.* BUDGET DE 1961 (n° **866**), Affaires culturelles [5 novembre 1960] (p. 3176, 3178, 3181, 3186).

## OPTICIENS.

§ 1er — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin d'améliorer le fonctionnement des Commissions visées à l'article L 507 du Code de la santé publique, présenté à l'Assemblée Nationale le 12 juin 1959 par M. Fourmond (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), n° **143.**

§ **2.** — Proposition de loi tendant à modifier l'article L 506 du Code de la santé publique relatif à l'exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 novembre 1960 par MM. Barniaudy, Delemontex et Laurent (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), n° **917** ; rapport le 22 juin 1961 par M. Chazelle, n° **1251** ; rapport supplémentaire le 16 novembre 1961 par M. Chazelle, n° **1540.** Adoption en première lecture le 12 décembre 1961 (p. 5521) avec le titre suivant : « *Proposition de loi étendant le bénéfice des dispositions de l'article L 506 du Code de la santé publique relatif à l'exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant* ». — Proposition de loi n° 364.

Transmise au Sénat le 13 décembre 1961 (renvoyée à la Commission des affaires sociales), n° **128 (année 1961-1962)** ; rapport le 3 mai 1962 par M. Lévêque, n° **167 (année 1961-1962).** Adoption avec modification en deuxième lecture le 17 mai 1962. — Proposition de loi n° **73 (année 1961-1962).**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 19 mai 1962, n° **1723** ; rapport le 27 juin 1962 par M. Chazelle, n° **1793.** Adoption avec modification en deuxième lecture le 10 juillet 1962 (p. 2300) sous le titre adopté en première lecture. — Projet de loi n° **422.**

Transmise au Sénat le 11 juillet 1962, n° **268 (année 1961-1962).**

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [12 décembre 1961] (p. 5521). Entendus : MM. Chazelle, *Rapporteur;* Fontanet, *Ministre de la Santé publique;* Nilès, Laudrin, Durbet, *Président de la Commission.*

Motion de renvoi de M. Nilès (p. 5517) ; retrait (p. 5518).

Article unique : (p. 5518) ; observations sur le respect des situations acquises (p. 5519) ; amendement du Gouvernement tendant à une nouvelle rédaction (p. 5519) ; sous-amendement de M. Moore (p. 5520) ; adoption (p. 5521) ; amendement de M. Chazelle tendant à ajouter un nouvel alinéa (p. 5521) ; retrait (*ibid.*) ; adoption de l'amendement du Gouvernement modifié (p. 5521). = Orateurs : MM. Biaggi, Chazelle, *Rapporteur;* Fontanet, *Ministre de la Santé publique;* Lacaze, Moore, Paye, *Ministre de l'Education nationale.*

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [10 juillet 1962] (p. 2299). Entendu : M. Chazelle, *Rapporteur de la Commission des affaires culturelles.* Observations sur : le cas des femmes qui n'ont pas accès aux écoles nationales d'optique et qui ont, jusqu'à présent, bénéficié d'un état de fait, les mesures spéciales devant être prises en faveur des Alsaciens-Lorrains, l'article 2 introduit par le Sénat tendant à l'homologation du certificat d'étude technique d'optique délivré par les facultés de pharmacie, le rattachement de cette question au domaine réglementaire (p. 2299).

Art. 2 : *Article L 505 du Code de la santé publique* (p. 2299) ; amendement de M. Chazelle au nom de la Commission tendant à la suppression de l'article (*ibid.*) ; observations sur le refus inadmissible opposé à l'homologation d'un certificat délivré par l'enseignement supérieur, le retard apporté à la publication de l'arrêté relatif à cette homologation (p. 2299, 2300) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; en conséquence l'article 2 est supprimé (*ibid.*) ; observations sur : l'homologation de brevet de maîtrise délivré par les chambres des métiers des départements d'Alsace et de Lorraine (p. 2300) ; amendement de M. Chazelle au nom de la Commission des affaires culturelles tendant à reprendre pour la proposition de loi le titre adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale (p. 2300) ; adoption de l'amendement (*ibid.*). Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (*ibid.*). = Orateurs : MM. Chazelle, *Rapporteur ;* Lacaze, Laudrin, Marcellin, *Ministre de la Santé publique et de la population.*

§ **3.** — Proposition de loi tendant à rouvrir le délai fixé par l'article L 506 du Code de la santé publique relative à la profession d'opticien-lunetier détaillant, présentée à l'Assemblée Na-

tionale le 22 juillet 1961 par M. Tomasini (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1416.** *Voy. ci-dessus*, I., **n° 917.**

## OPTIONS

— de la déclaration présidentielle du 16 septembre 1959. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5.

**ORAN.** — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 14 [16 décembre 1960] (p. 4700 et suiv.).

**ORANGES.** — *Voy.* DOUANES, 2.

## ORDONNANCES.

§ **1er.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner un exposé des motifs à tout texte d'origine réglementaire : ordonnance et décret, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 avril 1959 par M. Paquet et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 50.**

§ **2.** — Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, certaines mesures relatives au maintien de l'ordre, à la sauvegarde de l'Etat, à la pacification et à l'administration de l'Algérie, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 février 1960 par M. Michel Debré, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 532**; rapport le 2 février 1960 par M. Foyer, **n° 533.** Adoption le 2 février 1960 (p. 129). — Projet de loi **n° 102.**

Transmis au Sénat le 3 février 1960 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles), **n° 146 (année 1959-1960)**; rapport le 3 février 1960 par M. P.-J. Kalb, **n° 147 (année 1959-1960).** Adoption définitive le 3 février 1960. — Projet de loi **n° 44 (année 1959-1960).**

Loi n° 60-101 du 4 février 1960, publiée au *J. O.* du 5 février 1960 (p. 1178).

**DISCUSSION** [2 février 1960] (p. 115). Entendus : MM. Foyer, *Rapporteur de la Commission des lois*, Georges Bidault, Coste-Floret, Benhacine, Terrenoire, Kaddari, Waldeck Rochet, Brocas, Lefèvre d'Ormesson, Debré, *Premier Ministre.* Observations sur : les événements d'Alger (p. 117, 118, 119, 120, 122, 124); la nécessité de poursuivre les responsables de l'émeute (p. 117, 122) ; l'attitude exemplaire de la communauté musulmane (p. 120); les dispositions du projet (p. 118); la modification qu'elles apporteront provisoirement à la répartition normale des compétences entre le Parlement et le Gouvernement (p. 118) ; l'importance des pouvoirs spéciaux demandés (p. 118); la nécessité de les limiter quant à leur titulaire, leur durée et leur objet (p. 118, 119. 120, 124); l'application de l'article 38 de la Constitution (p. 119, 120); la garantie apportée par la présence du Parlement pendant l'exercice des pouvoirs spéciaux (p. 124) ; l'attribution des pouvoirs spécieux sous la signature du général de Gaulle (p. 119); le prestige du Chef de l'Etat en Algérie (p. 121); la politique algérienne du Gouvernement (p. 118, 119, 120); ses variations (p. 118); la sauvegarde nécessaire des Français d'Algérie (p. 119); le choix des hommes chargés d'appliquer les textes nécessaires (p. 121); la nécessité de négocier et d'appliquer le droit à l'autodétermination (p. 122); la répression du terrorisme en métropole (p. 123); conformément à l'article 44, alinéa 3 de la Constitution, le Gouvernement demande un vote unique sur la totalité du projet modifié par l'amendement n° 5 proposé par la Commission à l'article premier et complété par l'amendement n° 9 après l'article 3 proposé par la Commission (p. 124).

Art. 1er : *Remise de pouvoirs spéciaux au Gouvernement pour assurer le maintien de l'ordre, la sauvegarde de l'Etat, la pacification et l'administration de l'Algérie* (p. 124); Observations sur : la portée des pleins pouvoirs demandés par le Gouvernement, le respect de l'article 72 de la Constitution (p. 124); amendement de M. Brocas et de plusieurs de ses collègues (énumération des matières relevant des pouvoirs spéciaux) ((p. 124, 125); amendement de M. Foyer, au nom de la Commission, et de MM. Coste-Floret et Pleven tendant à une nouvelle rédaction de l'article (signature du général de Gaulle, remise des pleins pouvoirs au Gouvernement actuellement en fonction) (p. 115); observations sur : l'importance des pouvoirs déjà obtenus par le Gouvernement (p. 124); les votes sur les amendements sont réservés (p. 125); après l'article premier : amendement de M. Foyer, au nom de la

Commission, et de MM. Junot et Pic (matières exclues des pleins pouvoirs) (p. 125); sous-amendement de M. Chandernagor tendant à ajouter les lois de finances aux matières exclues du champ d'application de la loi (p. 125); vote réservé (*ibid.*).

Art. 2 : *Durée de la délégation de pouvoirs* (p. 124); amendement de M. Brocas et plusieurs de ses collègues (expiration le premier mardi d'octobre 1960) ; amendement de M. Foyer, au nom de la Commission, et de M. Chandernagor (expiration le 4 octobre 1960) (*ibid.*); amendement de MM. P. Coste-Floret, Raymond Clergue et Dubuis (expiration le 1er décembre 1960) (*ibid.*); observations sur : la procédure du vote bloqué, la faculté laissée aux parlementaires de discuter des amendements repoussés par le Gouvernement (p. 127); votes réservés (*ibid.*).

Art. 3 : *Dépôts des projets de ratification* (p. 127) ; amendement de M. Brocas et de plusieurs de ses collègues tendant à une nouvelle rédaction de l'article (p. 127); amendement de M. Foyer, au nom de la Commission et de M. Chandernagor (remplacement de la date du 1er avril 1961 par celle du 1er novembre 1960) (*ibid.*); amendement de M. P. Coste-Floret (remplacement de la date du 1er avril 1961 par celle du 1er décembre 1960) (*ibid.*); votes réservés (*ibid.*); amendement de M. Brocas et de plusieurs de ses collègues (caducité des dispositions de la loi en cas d'application des articles 7 ou 16 de la Constitution) (p. 127); réservé; amendement de M. Foyer, au nom de la Commission, et de M Pleven (caducité de la loi en cas de dissolution de l'Assemblée) (*ibid.*); réservé (*ibid.*).

Explications de vote (p. 127, 128); observations sur : l'absence regrettable de nombreux parlementaires Algériens prévenus trop tardivement (p. 127, 128) ; l'importance des pouvoirs spéciaux demandés par le Gouvernement, la mise en place éventuelle de structures politico-administratives inquiétantes pour l'avenir; la position du Groupe de l'unité de la République (p. 128); la nécessité de donner au Gouvernement les moyens d'appliquer la politique définie le 16 septembre, la continuité de la politique algérienne, l'union de l'Algérie et de la France; la position du Groupe des républicains populaires et du Centre démocratique (p. 128); la nécessité de punir les responsables de l'émente ; l'énergie du général de Gaulle pour lutter contre la sédition ; la nécessité de poursuivre la politique d'autodétermination et de ne pas négliger les occasions de conclure un cessez-le-feu; les défauts du texte proposé ; la position du Groupe socialiste (p. 129); adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi modifié par les amendements 5 et 9 (p. 129) ; liste des votants (p. 147). = Orateurs : MM. Abdesselam, Brocas, Chandernagor, Debré *Premier Ministre*, Fraissinet, Leenhardt, Moatti, *président de la Commission*, Mondon, Simonnet.

**§ 3.** — Projet de loi portant ratification d'ordonnances prises en application de la loi n° 60-773 du 30 juillet 1960, autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, les mesures nécessaires pour lutter contre certains fléaux sociaux, présenté à l'Assemblée Nationale le 8 décembre 1960 par M. Michel Debré, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1022.**

**§ 4.** — Projet de loi portant ratification d'ordonnances prises en application de la loi n° 60-773 du 30 juillet 1960 autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, les mesures nécessaires pour lutter contre certains fléaux sociaux, présenté à l'Assemblée Nationale le 14 décembre 1960 par M. Michel Debré, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1058.**

**§ 5.** — Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 60-101 du 4 février 1960 autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, certaines mesures relatives au maintien de l'ordre, à la sauvegarde de l'Etat, à la pacification et à l'administration de l'Algérie, présenté à l'Assemblée nationale le 25 avril 1961 par M. Michel Debré, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1103.**

— Révision — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

## ORDRE DU JOUR (des séances).

*Fixation* [28 avril 1959] (p. 313).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (déclaration sur les problèmes de politique étrangère, projet de loi sur l'équipement sanitaire).

Ordre du jour des séances.

Propositions de la Conférence des Présidents (12 questions orales sans débat; modification du règlement provisoire; mode d'élection des membres du Sénat de la Communauté et de la Haute Cour de la Justice; règlement définitif). Entendus : MM. Leenhardt, Rochet, le Président, Debré, *Premier Ministre.*

Observations sur : la non-inscription des questions orales avec débat et des propositions d'initiative parlementaire, le caractère constitutionnel du problème relatif à un vote intervenant après question ou déclaration.

*Fixation* [5 mai 1959] (p. 424).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (projet sur l'équipement sanitaire).

Inscriptions par application de l'article 55 du R.P. (questions orales sans débat).

Propositions de la Conférence des Présidents (règlement définitif de l'Assemblée). Entendus: MM. Leenhardt, le Président.

Observations sur : la non-application de l'article 55 R.P.; l'ajournement d'un rapport sur le règlement définitif — questions orales avec débat — la publication des travaux préparatoires de la Constitution, le nombre de séances au cours du mois de mai.

*Fixation* [12 mai 1959] (p. 456).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (projet sur l'équipement sanitaire, déclaration sur l'Algérie).

Inscriptions par application de l'article 55 du R.P. (questions orales sans débat).

Propositions de la Conférence des Présidents (modalités de nomination des membres du Sénat de la Communauté, règlement définitif, nomination de la Commission spéciale examinant le projet de loi sur la promotion sociale).

Entendu : M. Leenhardt.

Observations sur : l'utilité pour chaque député d'exprimer son sentiment par son vote; la publication des travaux préparatoires de la Constitution.

*Fixation* [26 mai 1959] (p. 553).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (déclaration sur l'Algérie).

Inscriptions par application de l'article 55 du R.P. (questions orales sans débat, 29 mai et 5 juin).

Propositions de la Conférence des Présidents (règlement définitif, résolution sur la bibliothèque polonaise de Paris). Entendus: M. Vayron, le Président.

Observations sur : les séances du soir et les séances de nuit.

*Fixation* [3 juin 1959] (p. 741).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (déclaration et projets de loi relatifs à l'Algérie; divers autres projets).

Inscription par application de l'article 55 du règlement (12 questions orales, rappel).

*Fixation* [10 juin 1959] (p. 865).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (divers projets de loi; déclaration sur la politique économique du Gouvernement).

Inscription par application de l'article 55 du règlement (15 questions orales sans débat).

*Fixation* [18 juin 1959] (p. 889).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (déclaration et projets de loi sur la politique économique, l'équipement agricole, l'équipement général et la promotion sociale).

Inscription par application de l'article 55 du règlement (15 questions orales sans débat).

*Fixation* [24 juin 1959] (p. 1024).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (projets sur l'équipement agricole, la promotion sociale, l'équipement scolaire, etc).

Inscription par application de l'article 55 du règlement (15 questions orales sans débat).

*Fixation* [30 juin 1959] (p. 1157).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (promotion sociale, équipement scolaire).

Inscription par application de l'article 55 du règlement (questions orales sans débat). Entendu : M. Bergasse.

Observations sur : la multiplication des lois-cadre, réunion du Sénat de la Communauté pendant la session et séances de nuit.

Ordre du jour des séances.

*Fixation* [8 juillet 1959] (p. 1348).

Inscriptions à la demande du Gouvernement de divers projets.

Inscriptions par application de l'article 134 du règlement (5 questions orales sans débat).

Propositions de la Conférence des Présidents (règlement définitif, désignation des membres de la Haute Cour de Justice).

*Fixation* [23 juillet 1959] (p. 1456).

Inscriptions à la demande du Gouvernement de divers projets (navettes).

Inscriptions par application de l'article 134 du règlement (6 questions orales sans débat).

Propositions de la Conférence des Présidents (désignation et prestations de serment des membres de la Haute Cour de Justice). Entendus: MM. Lebas, le Président.

Observations sur : les rapports entre l'Assemblée et le Parlement, les navettes de fin de session.

*Fixation* [13 octobre 1959] (p. 1734).

Inscription à la demande du Gouvernement (déclaration de politique générale, réforme fiscale).

Inscriptions par application de l'article 134 du règlement (9 questions orales sans débat, 7 questions orales avec débat).

Propositions de la Conférence des Présidents (nomination d'un Juge titulaire à la Haute Cour de Justice, d'un membre du Sénat de la Communauté, etc.).

*Modification* : Retrait de deux questions orales avec débat [15 octobre 1959] (p. 1822).

*Modification* : Prolongation de la discussion de la réforme fiscale [21 octobre 1959] (p. 1878).

*Modification* : Prolongation de la discussion de la réforme fiscale [22 octobre 1959] (p. 1923).

*Fixation* [23 octobre 1959] (p. 1938).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (réforme fiscale, formation économique et sociale des travailleurs).

Inscription de 5 questions orales (sans débat) et de 2 questions orales (avec débat).

Propositions de la Conférence des Présidents (discussion de divers projets et propositions de loi). Entendus: MM. Arthur Conte, le Président Louis Joxe, *Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre.*

Observations sur : l'urgence d'une déclaration du Gouvernement relative à la politique extérieure (visite de M. Khrouchtchev et Conférence au Sommet).

*Fixation* [28 octobre 1959] (p. 2041).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (réforme fiscale ; formation économique et sociale des travailleurs ; loi de Finances).

Inscription de 9 questions orales (sans débat) (30 octobre 1959) et de 4 questions orales (avec débat) (6 novembre 1959).

Propositions de la Conférence des Présidents (divers projets et proposition de constitution d'une Commission spéciale). Entendus : MM. Roclore, Laurin, Schmitt, Palewski, Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat au Finances*; le Président, MM. Souchal (sur rappel au règlement), Portolano, Kir.

Observations sur : l'inopportunité d'une séance à la veille du 11 novembre.

*Fixation* [5 novembre 1959] (p. 2192).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (Budget 1re et 2e parties).

Inscription de 8 questions orales (avec débat) (5 et 13 novembre 1959), et de 6 questions orales (sans débat) (6 et 13 novembre 1959).

Propositions de la Conférence des Présidents (proposition de loi sur les rentiers viagers et renouvellement de la Haute Cour de Justice).

*Fixation* [12 novembre 1959] (p. 2328).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (Budget; Budget de l'Algérie; bouilleurs de cru).

Inscription d'une question orale avec débat (20 novembre 1959) et de 4 questions orales (sans débat) (20 novembre 1959) ; retrait d'une question orale sans débat.

Propositions de la Conférence des Présidents (divers projets : personnel en service à la Réunion ; bouilleurs de cru ; baux commerciaux). Entendus : MM. Bosson, Fanton, Moatti, Courant, Chandernagor, le Président.

Observations sur : la procédure de vote du budget; les méthodes de travail du Parlement;

le rôle du Gouvernement dans la fixation de l'ordre du jour.

*Fixation* [18 novembre 1959] (p. 2565).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (Budget; Budget de l'Algérie ; réforme fiscale (2e lecture); introduction des nouveaux francs dans les départements d'outre-mer ; assurance vieillesse agricole).

Inscription de 2 questions orales (avec débat) et 6 questions orales (sans débat) (27 novembre 1959).

Propositions de la Conférence des Présidents (bouilleurs de cru ; baux commerciaux). Entendus : MM. Leenhardt, Mondon, le Président; Marc Jacquet, *Rapporteur général.*

Observations sur : la procédure de vote du budget; le rôle du Gouvernement dans la fixation de l'ordre du jour (1).

Rejet au scrutin de l'ordre du jour complémentaire (p.2567); liste des votants (p. 2595).

*Fixation* [21 novembre 1959] (p.2725) (à la suite du rejet de l'ordre du jour complémentaire et d'une communication du Premier Ministre) (2).

Modification à la demande du Gouvernement du nombre et de l'horaire prévus pour la discussion budgétaire.

Propositions de la Conférence des Présidents (baux commerciaux). Entendus: MM. Leenhardt, le Président.

Observations sur : l'article 50 du règlement (droit du Gouvernement de demander des séances en dehors des quatre jours normalement prévus).

Rejet de l'ordre du jour complémentaire (p. 2726).

*Fixation* [26 novembre 1959] (p. 3022).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (baux commerciaux ; motion de censure ; bouilleurs de cru ; divers autres projets ; communication du Gouvernement sur la politique de l'énergie).

Report des questions orales avec ou sans débat.

(1) Voir aussi à Motion d'Ordre [17 novembre 1959] (p. 2514).

(2) Voir aussi à Déclarations du Gouvernement, n° 7.

*Fixation* [3 décembre 1959] (p. 3150).

Ordre du jour des séances.

Inscriptions à la demande du Gouvernement (bouilleurs de cru ; nouveau franc dans les Départements d'outre-mer ; assurance vieillesse agricole; réforme fiscale (2e lecture); communication du Gouvernement sur la politique de l'énergie ; divers autres projets).

Inscription et maintien de questions orales avec et sans débat (4 et 11 décembre 1959).

Propositions de la Conférence des Présidents (élection de 22 représentants de la France à l'Assemblée parlementaire européenne). Entendus: MM. Dorey, Schmitt, Anthonioz, Maurice Schumann, *Président de la Commission des Affaires étrangères ;* Joxe, *Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre :* Seitlinger.

Observations sur : l'éventualité d'une session extraordinaire, le problème scolaire, le principe d'un débat sur la politique européenne de la France (position vis-à-vis de l'Alliance atlantique).

Rejet au scrutin de l'ordre du jour complémentaire (p. 3151), liste des votants (p. 3178) [4 décembre 1959] (p. 3207). Entendus : MM R. Schmitt, le Président.

Observations sur : le rejet de la partie complémentaire et les prérogatives du Président de l'Assemblée relatives à la réunion des Conférences de Présidents.

*Fixation* [10 décembre 1959] (p. 3282).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (divers projets ; nomination des membres de la Commission mixte paritaire ; deuxième lecture des textes financiers).

Inscription de 14 questions orales (sans débat) et de 2 questions orales (avec débat).

Propositions de la Conférence des Présidents (élection de 22 représentants de la France à l'Assemblée parlementaire européenne). Entendus : MM. J.-P. David, le Président.

Observations sur : le mécanisme des questions orales (avec et sans débat) et des questions écrites (retard et insuffisance des réponses ministérielles).

Interversion puis modification de l'ordre du jour [16 décembre 1959] (p. 3395, 3408). Entendus : MM. Couve de Murville, *Ministre des Affaires étrangères ;* le Président.

Ordre du jour des séances.

*Fixation* [17 décembre 1959] (p. 3433).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (conclusions Commission mixte paritaire ; divers projets (nouvelles lectures).

Inscription de 8 questions orales (sans débat) et 2 questions orales (avec débat).

Propositions de la Conférence des Présidents (modification des articles 95 et 96 du Règlement).

*Modification* [18 décembre 1959] (p. 3466).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (limite d'âge des militaires non officiers ; promotion sociale en Algérie).

*Fixation* de l'Ordre du jour de la session extraordinaire [18 décembre 1959] (p. 3504) (décret du 18 décembre 1959 et lettre du Premier Ministre).

*Modification* [21 décembre 1959] (p. 3528) (Budget).

*Modification* [23 décembre 1959] (p. 3649) (déclaration du Gouvernement sur la politique extérieure).

*Modification* [28 décembre 1959] (p. 3686) (divers projets).

*Modification* [29 décembre 1959] (p. 3740) (nouvelles lectures).

*Fixation* [26 avril 1960] (p. 464).

Inscription à la demande du Gouvernement (projets de loi relatifs à l'agriculture ; projets portant révision du titre XII de la Constitution).

Inscriptions de 5 questions orales (sans débat) (29 avril) et de 6 questions orales (sans débat) et de 2 questions orales (avec débat) (6 mai).

Propositions de la Conférence des Présidents (nomination des membres de la Commission chargée d'examiner une demande en suspension de détention ; nomination d'un Juge titulaire à la Haute Cour de Justice et de 2 membres du Sénat de la Communauté). Entendus : MM. René Schmitt, Brocas, le Président.

Observations sur : le dépôt prochain d'une motion de censure.

Adoption au scrutin [26 avril 1960] (p. 465), liste des votants (p. 465).

*Aménagement* (discussion générale des projets agricoles ; motion de censure) [29 avril 1960] (p. 552).

*Fixation* [4 mai 1960] (p. 631).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (projets agricoles et révision de la Constitution).

Inscriptions de 7 questions orales (sans débat) et de 2 questions orales (avec débat) (6 mai) et de 5 questions orales (sans débat) et 4 questions orales (avec débat) (13 mai).

Propositions de la Conférence des Présidents (proposition de résolution tendant à la suspension de la détention d'un député).

*Fixation* [12 mai 1960] (p. 785).

Inscription à la demande du Gouvernement (divers projets agricoles ; éventuelle deuxième lecture du projet relatif au titre XII de la Constitution ; proposition tendant à la suspension de la détention d'un député ; déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère).

Inscriptions de 4 questions orales (sans débat) et de 4 questions orales (avec débat) (13 mai) et de 5 questions orales (sans débat) et de 3 questions orales (avec débat) (20 mai). Entendus : MM. Le Pen, Lauriol, le Président.

Observations sur : le problème soulevé par l'inscription à l'ordre du jour de la proposition tendant à suspendre la détention d'un membre de l'Assemblée ; urgence d'introduire dans le règlement des dispositions conciliant l'article 26 et l'article 48 de la Constitution ; saisine éventuelle du Comité constitutionnel.

*Modification* : Report de 2 questions orales (avec débat) [17 mai 1960] (p. 862).

*Modification* : Report du projet de loi relatif aux investissements agricoles et d'un projet financier pour 1960 [19 mai 1960] (p. 977).

Interruption des travaux de l'Assemblée [20 mai 1960] (p. 1024 et 1025). Entendus : MM. Coste-Floret, Habib-Deloncle, le Président (communication de deux lettres du Premier Ministre).

*Fixation* [1er juin 1960] (p. 1128).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (divers projets agricoles; accords de transfert de compétence(Mali et Madagascar) ; débat de politique étrangère).

Inscriptions de 6 questions orales (sans débat) et de 4 questions orales (avec débat) (10 juin).

Propositions de la Conférence des Présidents (reclassement des travailleurs handicapés ; coordination des régimes des retraites professionnelles). Entendus : MM. Louis Joxe, *Ministre de l'Education nationale;* le Président.

Observations sur : la déclaration relative aux attentats dont sont victimes les représentants de l'ordre (à l'occasion d'une question orale posée par M. Frédéric-Dupont).

*Fixation* [9 juin 1960] (p. 1216).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (accord de transfert de compétence (Mali et Madagascar); débat de politique étrangère ; débat sur la situation sociale; projet sur l'assurance agricole ; projets relatifs aux départements d'outre-mer).

Inscriptions de 6 questions orales (sans débat) et d'une question orale (avec débat) (10 juin), d'une question orale (sans débat) et de 5 questions orales (avec débat) (17 juin).

Propositions de la Conférence des Présidents (conflit de compétence concernant le projet sur les taxes de chiffres d'affaires ; divers projets de caractère social).

Entendus : MM. Francis Leenhardt, le Président.

Observations sur : l'utilité d'un débat immédiat sur le sort des serviteurs de l'Etat (grève du 10 juin); l'autorité de la Conférence des Présidents en matière d'inscription des questions orales.

Adoption au scrutin (p. 1217), liste des votants (p. 1231).

*Fixation* [15 juin 1960] (p. 1336).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (débats de politique étrangère et sur la situation sociale ; divers projets et propositions de loi et notamment loi-programme pour les D O.M.).

Inscriptions d une question orale (sans débat) et de 4 questions orales (avec débat) (17 juin) et de 2 questions orales (sans débat) et de 8 questions orales (avec débat) (24 juin).

Propositions de la Conférence des Présidents (Etat civil en Algérie et outre-mer).

*Fixation* [23 juin 1960] (p. 1474).

Ordre du jour des séances.

Inscriptions à la demande du Gouvernement (divers projets déjà à l'ordre du jour ; collectif ; accords de coopération avec le Mali et Madagascar ; assurance maladie agricole).

Inscriptions d'une question orale (sans débat) et de 9 questions orales (avec débat) (24 juin) et de 4 questions orales (sans débat) et de 2 questions orales (avec débat) (1er juillet).

*Fixation* [30 juin 1960] (p. 1596).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (divers projets : D.O.M.; bureaux dans la région parisienne ; collectif ; accords avec le Mali et Madagascar ; assurances maladie agricole, etc.).

Inscriptions de 4 questions orales (sans débat) et de 2 questions orales (avec débat) (1er juillet) et de 4 questions orales (sans débat) (8 juillet).

Propositions de la Conférence des Présidents (proposition de loi portant amnistie de certaines infractions fiscales ou douanières). Entendus : MM. Rivain, Pigeot.

Observations sur : l'assurance-maladie des exploitants agricoles, le cas des anciens exploitants; la non-inscription d'une question orale (avec débat) relative à la notion d'Algérie algérienne.

*Fixation* [7 juillet 1960] (p. 1772).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (divers projets et notamment assurances-maladies agricoles ; orientation agricole ; équipement agricole ; nationalisation du gaz et de l'électricité ; nationalité ; fléaux sociaux ; collectif concernant l'Algérie).

Inscriptions de 4 questions orales (sans débat) (8 juillet). Entendus : MM. Frey, *Ministre délégué auprès du Premier Ministre;* le Président.

*Aménagement* [11 juillet 1960] (p. 1832). Entendus : MM. Rochereau, *Ministre de l'Agriculture ;* le Président.

*Fixation* [12 juillet 1960] (p. 1874).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (divers projets en instance et projet relatif au district de Paris).

Inscriptions de 3 questions orales (sans débat) et d'une question orale (avec débat) (22 juillet).

Ordre du jour des séances.

Propositions de la Conférence des Présidents (renouvellement des baux commerciaux, 2e lecture).

*Fixation* [19 juillet 1960] (p. 2034).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (divers projets en instance et projet portant approbation des accords de transfert avec certains Etats africains).

Maintien de 3 questions orales (sans débat) et inscription comme question orale (sans débat) d'une question orale (avec débat) (22 juillet).

*Modification* [21 juillet 1960] (p. 2090). Entendus : MM. Baumgartner, *Ministre des Finances et des Affaires économiques;* Laurent, le Président.

Observations sur : le projet de loi relatif à la prime mensuelle spéciale de transports et au projet d'assurance-maladie pour les agriculteurs.

*Aménagement* [21 juillet 1960] (p. 2113).

Inscriptions des projets relatifs au remembrement des propriétés rurales et à l'enseignement agricole (retour du Sénat). Entendus : M. Baumgartner, *Ministre des Finances et des Affaires économiques.*

*Modification* [21 juillet 1960] (p. 2122).

Inscription du projet de bourse d'échanges de logements. Entendus : MM. Sudreau, *Ministre de la Construction;* le Président.

*Aménagement* [21 juillet 1960] (p. 2137).

Inscription de divers projets relatifs à l'agriculture et des projets relatifs aux fléaux sociaux (retour du Sénat). Entendus : M. Michelet, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.*

*Aménagement* [22 juillet 1960] (p. 2171).

Inscription du projet de loi sur le Code de la nationalité et sur les locaux à usage de bureaux dans la région parisienne (retour du Sénat). Entendu : M. Fontanet, *Secrétaire d'Etat au Commerce Intérieur.*

*Aménagement* [22 juillet 1960] (p. 2178).

Inscription éventuelle de divers textes (retour du Sénat).

*Aménagement* [23 juillet 1960] (p. 2193).

Inscription de divers projets (retour du Sénat).

Déclaration sans débat sur la politique étrangère du Gouvernement. Entendu : M. Rochereau, *Ministre de l'Agriculture.*

*Aménagement* [25 juillet 1960] (p. 2202).

Modification éventuelle de l'ordre du jour prévu.

*Fixation* [11 octobre 1960] (p. 2500).

Inscription à la demande du Gouvernement (projet de loi-programme militaire; projet de loi relatif au budget).

Inscription de 4 questions orales (sans débat) (14 octobre 1960) de 2 questions orales (avec débat (14 octobre 1960) et 5 questions orales (sans débat) (21 octobre 1960).

*Aménagement* [13 octobre 1960] (p. 2512).

Report d'une question orale (sans débat) et d'une question orale (avec débat) mises à l'ordre du jour de la séance du 14 octobre 1960.

*Fixation* [19 octobre 1960] (p. 2631).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (projet de loi relatif au budget; vote sans débat du projet de loi adopté par le Sénat modifiant le Code du travail maritime et le Code disciplinaire et pénal de la Marine marchande).

Inscriptions de 2 questions orales (sans débat) et de 3 questions orales (avec débat) (21 octobre 1960), de 4 questions orales (sans débat) et de 3 questions orales (avec débat) (28 octobre 1960).

Nomination de la Commission *ad hoc* chargée d'examiner une demande de suspension de détention d'un membre de l'Assemblée (21 octobre 1960) [19 octobre 1960] (p. 2631).

*Aménagement* [21 octobre 1960] (p. 2688).

Report d'une question orale (sans débat) au (28 octobre 1960.)

*Fixation* [26 octobre 1960] (p. 2823).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (suite du projet de loi relatif au budget).

Inscriptions de 2 questions orales (sans débat) (28 octobre 1960) et 2 questions orales (sans débat) (4 novembre 1960).

*Aménagement* [28 octobre 1960] (p. 2919).

Report d'une question orale (sans débat) mise à l'ordre du jour du 28 octobre et reportée au 4 novembre.

*Fixation* [3 novembre 1960] (p. 3022).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (suite de la discussion budgétaire; vote sans débat du projet de loi sanctionnant les infractions à la réglementation des fonds communs de placement).

Inscriptions d'une question orale (sans débat) de M. Jouault (4 novembre 1960).

*Fixation* [8 novembre 1960] (p. 3350).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (suite de la discussion budgétaire ; deuxième lecture du projet de loi sur le logement des fonctionnaires affectés outre-mer ; projets concernant les accords de Communauté : Mauritanie, Afrique Equatoriale française ; demande de suspension de la détention d'un député ; réforme des régimes matrimoniaux ; deuxième lecture de la loi de programme militaire ; deuxième lecture du projet de loi sur les Assurances sociales agricoles ; district de Paris)

Inscriptions de 4 questions orales (sans débat) et 3 questions orales jointes (avec débat) (18 novembre 1960).

*Aménagement* [12 novembre 1960] (p. 3693).

Vote sur l'ensemble du budget retardé.

*Fixation* [16 novembre 1960] (p. 3888).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (réforme des régimes matrimoniaux, et éventuellement suite de la loi-programme militaire ; deuxième lecture du projet des Assurances sociales agricoles ; bourses de logement ; projet sur les inondations ; sursis des mineurs ; fiscalité dans les D.O.M. ; loi-programme sur la recherche scientifique ; district de Paris).

Inscriptions de 12 questions orales (sans débat) (18 novembre 1960) et de 3 questions orales (sans débat) et 2 questions orales (avec débat) (25 novembre 1960).

*Fixation* [23 novembre 1960] (p. 4005).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (suite des assurances sociales agricoles ; bourses de logement ; projet sur les inondations ; sursis des mineurs ; suite des régimes matrimoniaux ; troisième lecture de la loi-programme militaire ; réforme fiscale dans les départements d'outre-mer ; Collectif de 1960 ; Association internationale de développement ; deuxième lecture de la loi de finances ; deuxième lecture du Budget de l'Algérie ; déclaration du Gouvernement sur l'Algérie suivie d'un débat).

Inscriptions de cinq questions orales (sans débat) (25 novembre) et cinq questions orales (sans débat), une question orale (avec débat) (2 décembre).

*Fixation* [30 novembre 1960] (p. 4194).

Ordre du jour des séances.

Inscriptions à la demande du Gouvernement (suite des régimes matrimoniaux ; troisième lecture de la loi-programme militaire ; réforme fiscale dans les départements d'outre-mer ; Collectif de 1960 ; ratification de l'association internationale de développement ; deuxième lecture de la loi de finances ; deuxième lecture du Budget de l'Algérie ; éventuellement collectif 1960 pour l'Algérie ; débat et vote sur une motion de censure ; débat sur l'Algérie précédé de la déclaration du Premier Ministre ; affaires en navette, notamment la deuxième lecture du projet sur les inondations ; loi de finances et assurance-maladie agricole ; Accord sur le Cameroun ; loi sur les expulsions de locataires ; redevances d'équipement ; district de Paris ; projet sur les îles Wallis et Futuna).

Inscriptions de 9 questions orales (sans débat) et d'une question orale (avec débat) (2 décembre) ; de 5 questions orales (sans débat) et d'une question orale (avec débat) (9 décembre) ; une question orale (sans débat) (16 décembre).

Vote sans débat de 3 propositions de loi et de 4 projets de loi douaniers (5 décembre).

*Fixation* [12 décembre 1960] (p. 4532).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (Accord avec le Cameroun ; conclusions de la Commission mixte sur la loi de finances et éventuellement deuxième lecture du collectif 1960 ; 2 affaires sans débat relatives aux travailleurs à domicile et aux inspecteurs généraux F.O.M. ; affaires en navette, notamment la loi de finances et les assurances sociales agricoles ; proposition de loi adoptée par le Sénat sur la vente des appareils électriques ; redevances d'équipement ; expulsions ; adoption (deuxième lecture) ; logements des fonctionnaires d'outre-mer (troisième lecture) ; proposition de loi adoptée par le Sénat sur la situation des gynécologues accoucheurs ; éventuellement révision de l'article 28 de la Constitution ; district de Paris ; 9 projets douaniers sans débat ; question orale (sans débat) de M. Fourmond ; deuxième lecture des travailleurs handicapés ; Administrateurs civils de l'air ; Contractuels des armées.

*Fixation* [27 avril 1961] (p. 534, 535).

Inscriptions à la demande du Gouvernemen

Ordre du jour des séances.

(loi-programme sur les Territoires d'outre-mer; loi-programme d'action sociale au Sahara ; loi-programme sur la recherche scientifique ; loi-programme sur l'équipement sportif).

Inscription de 2 questions orales (avec débat) (28 avril) ; de 2 questions orales jointes (avec débat) et de 5 questions orales (sans débat) (5 mai) ; de 2 questions orales jointes (avec débat) et de 2 questions orales (sans débat) (12 mai).

*Fixation* [4 mai 1961] (p. 658).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (suite de la loi-programme sur la Recherche scientifique; proposition de résolution tendant à modifier les articles 10 et 37 du règlement de l'Assemblée; projet relatif à la police des épaves maritimes; projet modifiant le Code disciplinaire et pénal de la Marine marchande ; loi-programme sur l'équipement sportif; projet de ratification de l'O.C.D.E. ; projet de lutte contre les pollutions atmosphériques et deuxième lecture du projet sur la redevance d'équipement).

Inscription de 4 questions orales (sans débat) et 3 questions orales jointes (avec débat) (5 mai); de 2 questions orales (sans débat) et 2 questions orales jointes (avec débat) (12 mai); une question orale (sans débat) et 3 questions orales (avec débat) (19 mai).

Ordre du jour complémentaire : projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la lutte anti-alcoolique (à la suite de l'ordre du jour prévu pour les séances des mardi 16, mercredi 17 et jeudi 18 après-midi). — Entendus : MM. Paul Coste-Floret, le Président, Catayée.

*Fixation* [10 mai 1961] (p. 722).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (suite du projet de loi de programme sur l'équipement sportif ; deuxième lecture du projet de loi pour la redevance d'équipement ; projet de loi de lutte contre les pollutions atmosphériques; projet de loi relatif à la protection des animaux ; projet de loi de ratification de l'O.C.D.E. ; projet de loi de ratification de convention sur les doubles impositions avec l'Allemagne ; projet de loi de ratification de convention sur les doubles impositions avec l'Autriche ; projet de loi de ratification d'un traité de commerce avec Haïti; projet d'accord douanier conclu en application du traité sur la Communauté économique européenne ; projet relatif à certains droits de douane d'importation; communication du Gouvernement sur la politique agricole commune).

Inscription de 2 questions orales jointes (avec débat) (12 mai) ; de 3 questions orales (sans débat) et 4 questions orales (avec débat) (19 mai) ; une question orale (sans débat) et 4 questions orales jointes (avec débat) (16 juin).

*Fixation* [14 juin 1961] (p. 1055).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (projets douaniers européens ; 3e lecture du projet de loi sur la redevance d'équipement; discussion d'une demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée; projet de loi de finances rectificative agricole ; 2e lecture du projet de loi sur la région de Paris; promotion des officiers musulmans ; date des élections cantonales et municipales; successions agricoles; protection médicale agricole ; projet de réforme de la taxe locale).

Inscription d'une question orale (sans débat) et 4 questions orales jointes (avec débat) (16 juin), 4 questions orales (sans débat) et 22 questions orales jointes (avec débat) (23 juin), 3 questions orales (sans débat) et 6 questions orales (avec débat) (30 juin).

*Fixation* [22 juin 1961] (p. 1222).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (fin du projet sur la région de Paris ; projet sur les successions agricoles; promotion des officiers musulmans; protection des installations d'importance vitale outre-mer ; état civil des Français de statut israélite du Sahara ; protection des animaux ; incompatibilité parlementaire ; loi de finances rectificative agricole ; réforme de la taxe locale; Collectif 1961 ; projet de financement d'arrachage des pommiers; statut des Comores ; statut des îles Wallis et Futuna).

Inscription de 4 questions orales (sans débat) et 22 questions orales jointes (avec débat) (23 juin), de 3 questions orales (sans débat) et 6 questions orales jointes (avec débat) (30 juin), et 2 questions orales (sans débat) et 4 questions orales (avec débat) (6 juillet).

*Fixation* [28 juin 1961] (p. 1328).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (débat sur la déclaration du Gouvernement sur

les problèmes algériens; élection des Vice-présidents, Questeurs et Secrétaires ; projet de réforme de la taxe locale; loi de finances rectificative agricole; mesures en faveur de l'économie cidricole; Collectif 1961; statut des Comores; statut des îles Wallis et Futuna ; protection outre-mer des installations d'importance vitale; état civil des Français de statut israélite du Sahara; protection des animaux; incompatibilité parlementaire; 2e lecture du projet d'équipement sportif; projet sur les terrains à bâtir; 2e lecture du projet sur les régimes matrimoniaux).

Inscription de 4 questions orales (sans débat) et 6 questions orales jointes (avec débat) (30 juin), 2 questions orales (sans débat) et 4 questions orales (avec débat) (6 juillet), une question orale (sans débat) et 3 questions orales (avec débat) dont 2 jointes (13 juillet).

*Fixation* [6 juillet 1961] (p. 1482).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (collectif 1961; état civil des Français de statut israélite du Sahara ; statut des îles Wallis et Futuna; 2e lecture du projet d'équipement sportif; 2e lecture du projet sur les régimes matrimoniaux; statut des Comores ; protection des animaux; protection outre-mer des installations d'importance vitale; incompatibilités parlementaires; 3e lecture du projet sur la région de Paris; modification de l'article 28 de la Constitution; date des élections cantonales et municipales; mesures financières en faveur de la Corse ; économie cidricole; terrains à bâtir ; Accords avec les Etats de l'Entente; Accord avec la Mauritanie; propositions de loi sur les salmonidés sauvages ; proposition de loi sur les travailleuses familiales; proposition de loi sur la législation des accidents du travail ; retraite anticipée de certains fonctionnaires du Maroc et de Tunisie; communication du Gouvernement, avec débat, sur la politique étrangère, affaires en navette).

Vote sans débat de la proposition de loi relative aux frais des Bourses et Chambres de Commerce.

Inscription de 2 questions orales (sans débat) et 4 questions orales (avec débat) (6 juillet), d'une question orale (sans débat) et 5 questions orales (avec débat) (13 juillet), 4 questions orales (sans débat) (21 juillet).

*Fixation* [12 juillet 1961] (p. 1672).

Ordre du jour des séances.

Inscriptions à la demande du Gouvernement (suite du débat sur la protection des animaux ; protection des installations d'importance vitale dans les territoires d'outre-mer, incompatibilités parlementaires; 3e lecture du projet sur la région de Paris; modification de l'article 28 de la Constitution; Date des élections cantonales; article 19 du Code municipal; cinq projets relatifs aux îles Wallis et Futuna ; régime foncier dans les départements d'outre-mer; Fonds de solidarité dans les départements d'outre-mer ; économie cidricole; mesures financières pour la Corse; droit de préemption sur les terrains à bâtir; cinq projets portant approbation d'accords avec les Etats de l'Entente ; approbation de l'accord avec la Mauritanie; proposition de loi relative aux salmonidés sauvages ; proposition sur les travailleuses familiales ; proposition sur les accidents du travail; 2e lecture du projet de loi relatif aux pollutions atmosphériques ; utilisation du sang humain; servitudes pour canalisations publiques; proposition relative au régime complémentaire des retraites; approbation d'un accord concernant l'Ambassade d'Allemagne; 2e lecture du collectif 1961 ; retraite anticipée de certains fonctionnaires du Maroc et de Tunisie; communication du Gouvernement (avec débat) ; sur la politique étrangère ; deuxième lecture concernant la promotion d'officiers musulmans, cadres féminins aux armées, officiers de réserve, terre et air, recrutement armée de mer, organisation corps armée de mer ; proposition de loi concernant le maintien dans les lieux, dans les meublés et hôtels ; ratification des droits de douane (3 projets) ; navettes diverses). Vote du projet de loi sur l'extension aux Territoires d'outre-mer de la législation sur l'adoption, et du projet de loi sur l'extension aux Territoires d'outre mer du statut civil de droit commun.

Inscriptions d'une question orale (sans débat) et 4 questions orales (avec débat) (13 juillet), de 5 questions orales (sans débat) (21 juillet).

*Fixation* [3 octobre 1961] (p. 2339, 2340).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (déclaration du Premier Ministre, suivie d'un débat sur la politique économique et sociale; projet de loi sur la fixation des prix agricoles ;

Ordre du jour des séances.

projet de loi sur l'allocation complémentaire aux agriculteurs; deuxième lecture du projet sur les successions agricoles; Centre d'études spatiales; discussion générale de la loi de finances.

Inscription de 4 questions orales (sans débat) et 3 questions orales (avec débat) (6 octobre); de 6 questions orales (sans débat) et 2 questions orales (avec débat) (13 octobre).

Propositions de la Conférence des Présidents (nomination des membres de la Commission des comptes de l'Assemblée et nomination d'un membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire européenne).

*Fixation* [12 octobre 1961] (p. 2498).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (suite et fin de la discussion du projet de loi sur la fixation des prix agricoles ; projet de loi sur l'allocation complémentaire des agriculteurs; deuxième lecture du projet de loi sur les successions agricoles; projet de loi sur le Centre d'études spatiales; proposition de loi sur le relèvement de la forclusion des preneurs de baux ruraux; commencement de la discussion budgétaire).

Inscription de 9 questions orales (sans débat) et d'une question orale (avec débat) (13 octobre); d'une question orale (avec débat) (20 octobre).

*Fixation* [18 octobre 1961] (p. 2610).

Inscription à la demande du Gouvernement (suite du projet sur la fixation des prix agricoles; projet sur le Centre d'études spatiales ; forclusion des baux ruraux ; déclaration de M. le Ministre de l'Intérieur (sans débat), sur les événements survenus à Paris dans la nuit du 17 au 18 octobre; discussion générale de la loi de finances et discussion des articles de la première partie; discussion de la loi de finances (Coopération, Départements d'outre-mer, Territoires d'outre-mer, Anciens combattants, Prestations sociales agricoles, Affaires culturelles, Postes et Télécommunications, Caisse nationale d'épargne, Santé publique, Légion d'honneur, Ordre de la Libération, Marine marchande, Industrie, Construction et Intérieur, suite de la deuxième partie de la loi de finances).

Six affaires sans débat (20 octobre), 2 affaires sans débat (26 octobre).

Inscription d'une question orale (avec débat) (20 octobre); 3 questions orales (sans débat) et 2 questions orales jointes (avec débat) (27 octobre).

*Fixation* [25 octobre 1961] (p. 3023).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (suite de la discussion de la loi de finances de 1962 : suite du budget des Anciens combattants, Caisse nationale d'épargne, Postes et Télécommunications, Prestations sociales agricoles, Affaires culturelles, Santé publique, Légion d'honneur, Ordre de la Libération, Marine marchande, Industrie, Education nationale, Intérieur Affaires algériennes, Budget de l'Algérie, Affaires étrangères, et Budgets militaires, Articles de la loi de finances).

Deux affaires sans débat (jeudi 26) et une affaire sans débat (30 octobre).

Inscription de 2 questions orales (sans débat) et 2 questions orales jointes (avec débat) (27 octobre); une question orale (sans débat) et une question orale (avec débat) (10 novembre). Nomination, éventuellement par scrutin, du Président de la Haute Cour de Justice instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944.

*Fixation* [8 novembre 1961] (p. 4055, 4056).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (suite de la discussion de la loi de finances de 1962 : Crédits du Sahara, Crédits militaires, Travail, Finances (Affaires économiques, Plan, Charges communes, Services financiers), Imprimerie nationale, Monnaies et Médailles, Justice, Comptes spéciaux du Trésor, Energie atomique, Taxes parafiscales et R.T.F., Articles de la loi de finances, vote sur l'ensemble).

Projet sur la répression des infractions en matière de détention d'armes; proposition sur le délai de forclusion des preneurs de baux ruraux; projet adopté par le Sénat, sur l'assurance des agriculteurs non salariés ; projet adopté par le Sénat, sur la coopération agricole; huit projets de ratification des droits de douane ; projet adopté par le Sénat concernant l'énergie électrique en Martinique ; projet adopté par le Sénat, sur le Code de la nationalité; proposition de loi sur l'exercice des professions libérales par les réfugiés et apatrides ; proposition de loi concernant les délégations du droit de

vote des parlementaires ; proposition de loi sur les sociétés d'architectes ; projet de loi adopté par le Sénat sur les rapatriés ; projet de loi adopté par le Sénat sur les groupements agricoles d'exploitation ; projet de loi adopté par le Sénat sur les règles de commercialisation des produits agricoles ; éventuellement projet de loi-programme sur les monuments historiques.

Inscription de 12 questions orales (sans débat) et 2 questions orales (avec débat) (24 novembre).

Vote sans débat d'un projet de loi relatif aux droits de plaidoirie des avocats.

*Fixation* de l'ordre du jour prioritaire [16 novembre 1961] (p. 4875).

8 projets de loi de ratification de droits de douane ; proposition de loi sur les sociétés professionnelles d'architectes ; proposition de loi concernant la délégation du droit de vote pour les parlementaires ; projet de loi, adopté par le Sénat, concernant l'énergie électrique en Martinique ; suite du projet de loi sur la répression des infractions en matière de détention d'armes ; projet de loi, adopté par le Sénat, sur les rapatriés ; suite du projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'assurance des agriculteurs non salariés ; projet de loi-programme sur les monuments historiques ; projet de loi, adopté par le Sénat, sur les groupements agricoles d'exploitation ; projet de loi adopté par le Sénat, sur les règles de commercialisation des produits agricoles ; discussion des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les successions agricoles ; discussion du collectif 1961.

Inscription de 2 questions orales (sans débat) et 2 questions orales (avec débat) (17 novembre) ; de 10 questions orales (sans débat) et 2 questions orales (avec débat) (24 novembre) ; de 10 questions orales (sans débat) et une question orale (avec débat) (1er décembre).

*Fixation* de l'ordre du jour prioritaire [22 novembre 1961] (p. 4979, 4980).

Suite et fin du projet de loi sur les rapatriés ; loi-programme d'équipement électrique ; groupements agricoles d'exploitation ; commercialisation de produits agricoles ; suite des assurances agricoles ; successions agricoles sur rapport de la Commission mixte ; Collectif pour l'Algérie ; deuxième lecture de la loi de finances ; Collectif 1961 ; 2 projets de ratification de l'association de la Grèce au Marché commun ; amnistie dans les départements d'outre-mer et territoires d'outre-mer ; indemnisation des victimes des attentats par explosions ; projet de loi sur les prix d'objectif agricoles.

Ordre du jour des séances.

Inscription de 4 questions orales (sans débat) et 3 questions orales (avec débat) (24 novembre) ; de 10 questions orales (sans débat) et une question orale (avec débat) (1er décembre) ; de 2 questions orales (sans débat) et 6 questions orales (avec débat) (8 décembre).

Vote sans débat de la proposition de loi relative aux accidents du travail aux membres bénévoles d'organismes sociaux.

*Fixation* de l'ordre du jour complémentaire du 7 décembre : nomination de 22 membres de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire européenne [22 novembre 1961] (p. 4980).

*Fixation* de l'ordre du jour prioritaire [30 novembre 1961] (p. 5144).

Collectif pour l'Algérie ; deuxième lecture de la loi de finances ; Collectif 1961 ; Budget de l'Algérie ; 2 projets de ratification de l'association de la Grèce au Marché commun ; amnistie dans les départements d'outre-mer et territoires d'outre-mer ; indemnisation des victimes des attentats par explosions ; Code de la nationalité ; prix agricoles ; suite des groupements agricoles d'exploitation ; commercialisation des produits agricoles ; suite des Assurances agricoles ; fin des navettes budgétaires.

Vote sans débat du projet de loi relatif aux officiers d administration de l'armement.

Inscription de 7 questions orales (sans débat) et une question orale (avec débat) (1er décembre) ; 4 questions orales (sans débat) et 6 questions orales jointes (avec débat) (8 décembre) ; 9 questions orales (sans débat) et une question orale (avec débat) (15 décembre).

Retrait provisoire de l'ordre du jour du 7 décembre de l'élection des représentants de l'Assemblée Nationale au sein de l'Assemblée parlementaire européenne.

*Fixation* de l'ordre du jour prioritaire [6 décembre 1961] (p. 5324).

Budget de l'Algérie, sur le rapport de la

Ordre du jour des séances.

Commission mixte paritaire ; discussion commune des 2 projets sur l'Association de la Grèce au Marché commun ; amnistie dans les territoires d'outre-mer ; Code de la nationalité ; assurances des victimes d'attentats par explosions ; prix agricoles ; groupements agricoles d'exploitation ; règles de commercialisation ; assurance des personnes non salariées dans l'agriculture ; navettes de la loi de finances et du budget de l'Algérie ; deuxième lecture de la répression des infractions en matière de matériel de guerre ; deuxième lecture sur le centre d'études spatiales ; propositions sur les opticiens, lunetiers et détaillants ; congés en vue de favoriser la formation des cadres de jeunesse ; statut des Comores ; proposition sur l'assurance vieillesse des salariés d'outre-mer ; deuxième lecture sur les rapatriés ; dernières navettes du budget de l'Algérie ; deuxième lecture du collectif 1961 ; deuxième lecture du collectif de l'Algérie ; régime fiscal de la Corse ; débat restreint sur la sécurité sociale des artistes ; loi-programme sur les monuments historiques ; patrimoine historique ; proposition de loi sur la démolition des immeubles de plus de cent ans d'âge ; deuxième lecture de l'assurance des victimes d'attentats par explosions ; Corps militaire de contrôle ; Conventions France-Israël sur le service militaire ; droits à pension de certains sous-officiers ; navettes diverses. Vote sans débat d'une proposition de résolution créant une Commission de contrôle sur l'Union générale cinématographique.

Inscription de 4 questions orales (sans débat) et 2 questions orales jointes (avec débat) (8 décembre) ; de 9 questions orales (sans débat) et une question orale (avec débat) (15 décembre).

Nomination de 2 membres et renouvellement des mandats de 24 membres représentant la France à l'Assemblée parlementaire européenne (14 décembre 1961).

*Fixation* de l'ordre du jour prioritaire [13 décembre 1961] (p. 5555).

Assurance vieillesse des salariés d'outre-mer ; prix agricoles ; groupements agricoles d'exploitation ; commercialisation des produits agricoles ; assurance des cultivateurs non salariés ; deuxième lecture du collectif 1961 ; deuxième lecture du collectif concernant l'Algérie ; aide aux Français rapatriés ; régime fiscal de la Corse ; deuxième lecture du projet concernant l'école militaire de contrôle ; droit à pension pour certains sous-officiers ; débat restreint sur la sécurité sociale des artistes du spectacle ; loi-programme sur les monuments historiques ; navettes diverses ; discussion et vote sur une motion de censure ; fin des navettes.

Vote sans débat de la proposition de résolution tendant à la création d'une Commission de contrôle sur l'Agence Havas.

Inscription des questions orales précédemment prévues pour l'ordre du jour du vendredi matin.

L'ordre du jour complémentaire proposé par la Conférence des Présidents, d'abord repoussé par l'Assemblée a été ensuite adopté par elle : il comprenait la nomination de deux Commissions *ad hoc* chargées d'examiner deux demandes de levée d'immunité parlamentaire ; la nomination des membres de la Commission de contrôle sur l'Union générale cinématographique ; la nomination de deux membres représentant la France à l'Assemblée parlementaire européenne et le renouvellement à partir du 13 mars 1962 des mandats des 24 membres représentant la France à cette Assemblée ; le dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes et la nomination d'un membre titulaire et d'un membre suppléant à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [13 décembre 1961] (p. 5586).

*Fixation* [2 mai 1962] (p. 836).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (projet sur le régime des matériels de guerre en Côte française des Somalis ; projet adopté par le Sénat sur la modification de l'article 108 du Code minier ; projet adopté par le Sénat sur le rachat des cotisations d'assurances vieillesse ; projets portant règlement définitif des budgets des exercices 1957-1958 ; projet sur l'allègement de la surtaxe progressive ; deuxième lecture du projet de loi relatif aux dates des élections cantonales et municipales ; projet de loi ratifiant une convention relative à l'aménagement hydro-électrique du Mont-Cenis ; projet de loi ratifiant une convention relative au statut de la conférence de La Haye ; projet de loi autorisant la ratification de trois conventions de droits privé signées à La Haye ; deuxième lecture du projet de loi sur les zones à urbaniser en priorité ; projet de loi adopté par le Sénat, sur la protection médicale du travail agricole ; proposition de loi adoptée par le Sénat sur le droit

de reprise en matière de baux ruraux; Proposition de loi adoptée par le Sénat sur la prescription des créances de l'Etat et des collectivités publiques; projet de loi portant ratification d'accords signés à Vienne).

Inscription d'une question orale sans débat et de 4 questions orales (avec débat) (4 mai) 2 questions orales (sans débat) et 4 questions orales (avec débat) (11 mai).

Ordre du jour complémentaire : Inscrire en tête de l'ordre du jour du 3 mai la demande de publication du rapport de contrôle sur l'Union générale cinématographique, et inscrire en tête de l'ordre du jour du 10 mai le vote, sans débat, du projet de loi ratifiant une convention signée à Genève sur les aéronefs. Entendus : MM. Brice, Arthur, Comte, Roger Dusseaulx, *Ministre délégué auprès du Premier Ministre pour les relations avec le Parlement ;* le Président ; observations sur : l'inscription d'un débat sur la situation résultant dans le Nord et le Pas-de-Calais de la rivalité entre le F.L.N. et le M.N.A., sur l'ouverture d'un débat sur la politique étrangère du Gouvernement.

*Fixation* [10 mai 1962] (p. 1014).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (deuxième lecture du projet de loi relatif aux dates des élections cantonales et municipales; projet de loi ratifiant une convention relative à l'aménagement hydro-électrique du Mont-Cenis; projet de loi ratifiant une convention relative au statut de la conférence de La Haye; projet de loi autorisant la ratification de trois conventions de droit privé signées à La Haye; deuxième lecture du projet de loi sur les zones à urbaniser en priorité ; projet de loi adopté par le Sénat sur la protection médicale du travail agricole; deuxième lecture du projet de loi sur les canalisations publiques ; proposition de loi adoptée par le Sénat sur le droit de reprise en matière de baux ruraux; suite du projet de loi adopté par le Sénat sur le rachat des cotisations d'assurance-vieillesse ; proposition de loi adoptée par le Sénat sur la prescription des créances de l'Etat et des collectivités publiques; projet de loi adopté par le Sénat sur les loyers ; projet de loi portant ratification d'accords signés à Vienne ; commencement de la discussion du projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social).

Inscription de 2 questions orales (sans débat) et de 3 questions orales (avec débat) (11 mai), et de 5 questions orales (sans débat) et 2 questions orales (avec débat) (18 mai).

Ordre du jour des séances.

*Fixation* [17 mai 1962] (p. 1160).

Inscriptions a la demande du Gouvernement (loi de finances rectificative relative au fonds monétaire international ; projet de loi adopté par le Sénat sur les loyers; discussion du projet de loi portant approbation du plan économique et social).

Inscription de 6 questions orales (sans débat) et 4 questions orales (avec débat) (18 mai), et de 5 questions orales (sans débat) et 5 questions orales (avec débat) (25 mai).

Ordre du jour complémentaire : Nomination d'un membre du Parlement européen. Entendus : MM. Schmittlein, Portolano, Lefèvre d'Ormesson, Paul Coste-Floret, Lauriol, Roger Dusseaulx, *Ministre des Travaux publics et des Transports ;* le Président. Observations sur : le remplacement de l'Assemblée parlementaire européenne, la non-inscription d'un débat sur la situation en Algérie et la non-inscription d'une proposition de loi d'amnistie.

*Fixation* [29 mai 1962] (p. 1369).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (suite de la discussion du IVe Plan de développement économique et social ; déclaration sans débat du Gouvernement sur les problèmes algériens, vote sous réserve qu'il n'y ait pas débat du projet de loi adopté par le Sénat relatif à la protection des mineurs dans les départements d'outre mer ; déclaration (avec débat) sur la politique étrangère).

Inscription de 13 questions orales (sans débat) et 5 questions orales (avec débat) (1er juin).

Ordre du jour complémentaire : Nomination d'un membre du Parlement européen.

*Fixation* [6 juin 1962] (p. 1527).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (suite de la discussion du IVe Plan de développement économique et social ; vote sans débat du projet de loi sur la protection des mineurs dans les départements d'outre-mer ; vote sans

Ordre du jour des séances.

débat de la proposition de loi relative aux victimes de la silicose ; discussion de la loi-programme H.L.M. ; suite de la discussion du projet sur les loyers ; discussion du projet de loi sur la suppression du privilège de Fort-Mardyck ; déclaration (avec débat) sur la politique extérieure ; suite et fin de la discussion du IVe Plan).

Inscription de 11 questions orales (sans débat) et 3 questions orales (avec débat) (8 juin) et de 2 questions orales (sans débat) et de 6 questions orales (avec débat) (15 juin).

*Fixation* [14 juin 1962] (p. 1695).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (suite et fin de la discussion du IVe Plan de développement économique et social ; vote sans débat du projet de loi adopté par le Sénat sur les frais de justice dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ; suite de la discussion du projet de loi sur les loyers d'habitation ; projet de loi sur le régime fiscal de la Corse ; proposition de loi organique, adoptée par le Sénat sur la durée du mandat des Sénateurs ; proposition concernant le privilège de Fort-Mardyck ; propositions de loi relatives à la prorogation de sursis à expulsion de locataires de locaux d'habitation ; suite de la proposition adoptée par le Sénat relative aux droits de reprise en matière de baux ruraux ; éventuellement suite du projet sur les loyers ; projet sur l'usage des documents fiscaux ; deuxième lecture du projet de loi sur la restauration des monuments historiques ; propositions de loi sur l'adoption et la légitimation adoptives ; proposition adoptée par le Sénat sur le désaveu de paternité ; projet de loi sur le régime fiscal des rhums dans les départements d'outre-mer ; éventuellement projet sur le régime fiscal de la Corse ; proposition de loi relative aux ostréiculteurs ; loi de programme relative à l'enseignement agricole).

Inscription de 3 questions orales (sans débat) et de 5 questions orales (avec débat) (15 juin) et de 6 questions orales (sans débat) et de 7 questions orales (avec débat) (22 juin). Entendu : M. Michel Maurice-Bokanowski, *Ministre de l'Industrie* sur le report d'une question orale de M. Coste-Floret.

*Fixation* [27 juin 1962] (p. 2055).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (suite des propositions de loi relatives à l'adoption ; projet sur le régime fiscal des rhums dans les T.O.M. ; projet sur le régime fiscal de la Corse ; projet sur l'utilisation des documents fiscaux ; proposition sur le désaveu de paternité ; proposition relative aux ostréiculteurs ; loi-programme sur l'enseignement agricole ; modification de divers articles du règlement de l'Assemblée ; projet de loi concernant l'importation d'échantillons commerciaux ; projets ratifiant des décrets modifiant des droits de douane d'importation ; examen d'une demande de levée d'immunité parlementaire ; projet sur les zones à urbaniser par priorité ; projet relatif aux droits de timbre et d'enregistrement ; Collectif de 1962 ; Projet de ratification d'un traité concernant les établissements français de l'Inde ; projet relatif aux expropriations pour construction d'autoroutes ; projets relatifs à l'organisation de la défense nationale).

Inscription de 6 questions orales (sans débat) et de 7 questions orales (avec débat) (29 juin) et de 4 questions orales (sans débat) et de 5 questions orales (avec débat) (6 juillet).

*Fixation* [4 juillet 1962] (p. 2193).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (suite et fin du projet sur l'enseignement agricole ; examen d'une demande de levée d'immunité parlementaire ; troisième lecture du projet sur les zones à urbaniser par priorité ; projet de loi relatif aux droits de timbre et d'enregistrement ; Collectif 1962 ; ratification de la cession d'établissements de l'Inde ; expropriation pour construction d'autoroutes ; commission de cassation des dommages de guerre ; projet de loi adopté par le Sénat, relatif à l'organisation générale de la défense ; projet de loi adopté par le Sénat, sur les victimes d'accidents lors de séances d'instruction militaire ; projet de loi concernant le changement d'arme des officiers d'active ; projet de loi adopté par le Sénat, sur la protection du patrimoine historique ; suite du projet de loi sur les droits de timbre et d'enregistrement ; suite du projet de loi sur le régime fiscal de la Corse ; discussion, après déclaration d'urgence,

du projet de loi complémentaire à la loi d'orientation agricole; projet sur l'élection aux conseils d'administration des caisses de sécurité sociale; projets, adoptés par le Sénat, concernant deux conventions sur les Pyrénées ; projet de loi adopté par le Sénat, sur la cessation des paiements des coopératives; suite du projet de loi complémentaire à la loi d'orientation agricole; suite du projet de loi sur les droits de timbre et d'enregistrement; suite du projet de loi sur le régime fiscal de la Corse).

Inscriptions de 5 questions orales (sans débat) et de 3 questions orales (avec débat) (6 juillet) et de 4 questions orales (avec débat) et de 5 questions orales (sans débat) (13 juillet).

Ordre du jour complémentaire (p. 2194). Discussion des propositions concernant : les dégâts causés aux cultures par les sangliers et le gibier; le plan cynégétique ; la modification du Code électoral; la profession d'opticien-lunetier détaillant ; l'aide sociale aux aveugles et grands infirmes. Entendus : MM. Lambert, Sammarcelli, le Président. Observations sur : le dépôt tardif du projet de loi-cadre complémentaire à la loi d'orientation agricole, l'inscription à l'ordre du jour du projet de loi relatif au régime fiscal de la Corse.

*Fixation* [11 juillet 1962] (p. 2337).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (fin de la discussion générale du collectif; discussion des articles du collectif; vote sans débat sur des projets : sur les monuments historiques; sur les pensions des fonctionnaires techniques; sur le droit de pêche; sur la ratification de délibérations douanières; projet sur la cession des établissements de l'Inde; projet sur la Commission de cassation des dommages de guerre; troisième lecture du projet sur les zones à urbaniser par priorité; projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'organisation de la défense nationale ; projet de loi, adopté par le Sénat, sur le service de défense nationale ; projet de loi, adopté par le Sénat, sur les accidents en cours d'instruction militaire ; projet sur le changement d'armes ; suite du projet sur le régime fiscal de la Corse; eventuellement, projet, adopté par le Sénat, sur la protection du patrimoine historique; projet sur l'enregistrement et la fiscalité immobilière (lundi 16 juillet) ; vote sur une motion de censure ; vote sans débat du projet sur les monuments historiques en Alsace-Lorraine; projet sur l'expropriation pour la construction d'autoroutes ; projet d'orientation agricole ; projet sur les conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale; projet, adopté par le Sénat, sur la convention relative au pont d'Hendaye ; projet, adopté par le Sénat, relatif à la convention sur le tunnel transpyrénéen; projet, adopté par le Sénat, sur la cessation de paiement des coopératives agricoles ; deuxièmes lectures et navettes.)

Ordre du jour des séances.

Inscriptions de 3 questions orales (sans débat) et une question orale (avec débat) (13 juillet) de 6 questions orales (sans débat) et 7 questions orales (avec débat) (20 juillet). Entendus : MM. Chazelle, Darchicourt sur les inscriptions à l'ordre du jour.

*Fixation* [18 juillet 1962] (p. 2599, 2600).

Inscriptions à la demande du Gouvernement (Collectif; deuxième lecture sur le projet de loi sur le plan de développement économique et social; projet de loi sur le patrimoine historique; troisième lecture du projet de loi sur les servitudes pour les canalisations publiques; deuxième lecture du projet de loi sur les modifications du Code disciplinaire et pénal de la marine marchande ; propositions de loi, adoptées par le Sénat, sur les effets du mariage dans les départements d'outre-mer ; deuxièmes lectures et navettes diverses ; projet de loi sur les conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale ; suite du projet de loi sur l'enregistrement ; suite de la proposition de loi sur le Code électoral ; suite des propositions sur les aveugles et les grands infirme).

Inscriptions de sept questions orales (sans débat) de MM. Habib-Deloncle, Desouches, Frédéric-Dupont, Delachenal, Peretti et M. de Poulpiquet (deux questions), et 7 questions orales (avec débat) de MM. Bégué, Brocas, celles jointes de M. Rombeaut. Entendus : MM. Olivier Lefèvre d'Ormesson, le Président.

*Fixation* (deuxième session extraordinaire) [24 juillet 1962] (p. 2836).

Dernière lecture du collectif; deuxième lecture du projet de loi sur le patrimoine historique; deuxième lecture du projet sur les groupements agricoles d'exploitation; éventuel-

lement, prise d'acte concernant le collectif; nomination de la Commission mixte sur la loi complémentaire d'orientation agricole ; discussion du rapport éventuel de la Commission mixte ; projet sur certaines modalités d'accomplissement du service militaire; projet sur l'élection sénatoriale en Polynésie ; navettes des affaires inscrites à l'ordre du jour.

*Fixation* [2 octobre 1962] (p. 3192).

A la demande du Gouvernement (projet approuvant un accord monétaire entre la France et les Républiques Ouest-africaines; projet portant ratification des ordonnances intéressant les rapatriés d'outre-mer ; projet sur la vaccination antipoliomyélitique ; proposition relative aux donations entre époux ; projet sur la production et la structure foncière des forêts; projet relatif à certaines modalités d'accomplissement du service militaire ; projet concernant la cessation des paiements des coopératives agricoles ; projet relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation.

Par la Conférence des Présidents (Débat sur la motion de censure) : 2 questions orales sans débat (pour le 5 octobre éventuellement); 4 questions orales sans débat et questions orales avec débat pour le 12 octobre; Nomination de la Commission des Comptes.

**ORDRE DU JOUR (Fixation).** — *Voy.* RÈGLEMENT (Interprétation du).

## ORDRE PUBLIC.

— Cas des photo-stoppeurs. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nº 151.

## ORDRES.

— de route. — *Voy.* ARMÉE, 5.

## ORGANISATION.

— administrative, économique, départementale et régionale. — *Voy.* ORGANISATION ADMINISTRATIVE, 7.

— des Comores. — *Voy.* TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 10.

— des marchés agricoles. — *Voy.* AGRICULTURE, 10.

— régionale de l'enseignement agricole. — *Voy.* ENSEIGNEMENT AGRICOLE, 2.

— du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S. E. I. T. A.). — *Voy.* TABACS, 1.

— du sport. — *Voy.* SPORT, 6.

— du travail parlementaire. — *Voy.* RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, 2.

## ORGANISATION ADMINISTRATIVE.

**§ 1er.** — Proposition de loi tendant à instituer dans les mairies, préfectures et sous-préfectures des « cahiers d'observations » mis à la disposition des particuliers, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 mai 1959 par M. Dalbos (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **nº 76.**

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à modifier l'article 3 du décret nº 59-171 du 7 janvier 1959 portant harmonisation des circonscriptions administratives de la France métropolitaine en vue de la mise en œuvre des programmes d'action régionale, présentée à l'Asssemblée Nationale le 19 juin 1959 par MM. Seitlinger, Delrez et Thomas (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **nº 151.**

**§ 3.** — Proposition de loi tendant à créer l'organisation régionale de la France, présentée à l'Assemblée Nationale le 5 novembre 1959 par M. Mignot (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **nº 347.**

**§ 4.** — Proposition de loi portant réorganisation administrative de la République, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 juin 1960 par M. Vinciguerra (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **nº 670.**

**§ 5.** — Proposition de loi tendant à créer un

service technique du génie civil de l'Etat, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 décembre 1960 par M. Catalifaud et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1077.**

**§ 6.** — Proposition de loi tendant à définir les structures du Gouvernement et de la haute administration, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 novembre 1961 par M Mirguet (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1574.**

**§ 7.** — Proposition de loi portant organisation administrative et économique départementale et régionale, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 novembre 1961 par M. Mirguet (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1575.**

*Voy.* ECONOMIE NATIONALE, 2.

**ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (O. C. D. E.).** — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 26.

**ORGANISATION ÉCONOMIQUE DE COOPÉRATION EUROPÉENNE (O. E. C. E.).**

*Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nos 3 et 16.

— et recherche scientifique. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 8.

**ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (O. M. S.).** — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 5.

**ORGANISATION MUNICIPALE.** — *Voy.* COLLECTIVITÉS LOCALES, 12.

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES (O. N. U.).**

— Son anticolonialisme. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 9.

— Critique (Déséquilibre démographique). — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— et Congo. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 12.

— Rôle. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 22.

— Son rôle éventuel à Berlin. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT (Politique extérieure).

— Vote américain. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 9.

**ORGANISATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE.** — *Voy.* AGRICULTURE (**n° 1825**).

**ORGANISATION SPORTIVE.** — *Voy.* SPORT, 3.

**ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD (O. T. A. N.).**

— Armement nucléaire de l'. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 8.

— Attitude française à l'égard de l'. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 20.

— Défense de l'. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 6.

— et division. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— Evolution. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 9.

— Etats-Unis et secrets atomiques. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— et intégration militaire. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— Maintien de l'Algérie dans l'. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 6 [15 décembre 1961].

— Maintien. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT (Politique extérieure).

— et recherche scientifique. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 8.

## ORGANISMES.

— sociaux et professionnels (Accidents du travail des membres bénévoles). — *Voy.* SÉCURITÉ SOCIALE.

## ORGANISMES EXTRA-PARLEMENTAIRES.

*Voy. aussi* : COMMISSIONS EXTRA-PARLEMENTAIRES.

Représentation de l'Assemblée Nationale [10 juin 1959] (p. 847).

Nominations ratifiées par l'Assemblée Nationale [29 juin 1959] (p. 1108, 1141).

Nomination de membres [16 octobre 1959] (p. 1833, 1844).

Représentation de l'Assemblée en Algérie (Comité national de la vieillesse; Conseil supérieur de la Promotion sociale ; Commission consultative des Assurances sociales agricoles; Conseil supérieur de la Mutualité; Commission d'étude des problèmes municipaux) : Dépôt des candidatures [26 avril 1960] (p. 464)

Nomination de deux membres du Conseil d'administration du bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles [28 avril 1960] (p. 504).

Nominations au Comité national de la vieillesse, au Conseil supérieur de la Promotion sociale en Algérie, à la Commission Consultative des Assurances sociales agricoles, au Conseil supérieur de la Mutualité [6 mai 1960] (p. 692).

Nomination à la Commission d'Etudes des problèmes municipaux [10 mai 1960] (p. 724).

Représentation de l'Assemblée au sein du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés : Dépôt de candidatures [8 juin 1960] (p. 1196).

Nomination de deux membres [17 juin 1960] (p. 1405).

Représentation de l'Assemblée au Conseil supérieur de l'habitat en Algérie [9 juin 1960] (p. 1215).

Nomination de deux membres [21 juin 1960] (p. 1434).

Représentation de l'Assemblée au Conseil supérieur de l'eau en Algérie : Dépôt de candidatures [17 juin 1960] (p. 1425).

Nominations à la Commission supérieure des Sites et à la Commission consultative des Assurances sociales agricoles [28 juin 1960] (p. 1544).

Nominations au Conseil supérieur de l'eau en Algérie [30 juin 1960] (p. 1595).

Nomination à la Commission centrale de contrôle des opérations immobilières d'intérêt public [1er juillet 1960] (p. 1651).

Représentation de l'Assemblée à la Commission de surveillance des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [19 juillet 1960] (p. 2034).

Nomination de deux membres [23 juillet 1960] (p. 2186).

Nomination de deux suppléants à la Commission chargée de la surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [11 octobre 1960] (p. 2500).

Nomination de deux membres au Comité de gestion du budget annexe des prestations sociales agricoles [11 octobre 1960] (p. 2500).

Nomination de deux membres au Comité de gestion du budget annexe des prestations sociales agricoles [25 octobre 1960] (p. 2763).

Nomination de deux membres suppléants à la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [2 novembre 1960] (p. 2968).

Nomination d'un membre au Conseil supérieur de la réunion des théâtres lyriques nationaux [29 novembre 1960] (p. 4110).

Nomination de deux membres au Comité directeur du fonds d'aide et de coopération [13 décembre 1960] (p. 4554).

Scrutin [15 décembre 1960] (p. 4650); Opposition de la Commission de la production et des échanges.

Résultats du scrutin [15 décembre 1960] (p. 4654).

Nomination de deux membres au Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie [9 mai 1961] (p. 697).

Nomination de quatre membres à la Commission supérieure des allocations familiales agricoles [12 mai 1961] (p. 753, 754).

Nomination d'un membre du Conseil d'administration de la caisse d'accession à la propriété et à l'exploitation rurales en Algérie [18 mai 1961] (p. 843).

Nomination d'un membre au Comité supérieur consultatif d'aménagement foncier [10 octobre 1961] (p. 2458).

**ORIENT (Extrême).** — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT (Politique extérieure).

**ORIENT (Moyen et Proche).**

Rapport d'information fait en application de l'article 144 du règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à la suite de la mission effectuée du 9 au 27 mars 1962 en Grèce, en Turquie, au Liban, en Syrie et en Iran par une délégation de la Commission chargée d'étudier le rayonnement culturel de la France, déposé le 7 juin 1962 par MM. Durbet, Chazelle, Guillon, La Combe et Mariotte, **n° 1755.**

*Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT (Politique extérieure); DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 9.

— Crise de l'été 1958. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 6.

*Voy. aussi* : SUEZ.

**ORIENTATION AGRICOLE.**

— Loi d'. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 20.

*Voy.* AGRICULTURE, 10.

— Loi complémentaire d'. — *Voy.* AGRICULTURE, 18.

— Loi sur l'. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 55.

**ORLÉANS.**

— Domaine de la Source à. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 49.

**ORLY.**

— Liaison entre l'aéroport d' — et Paris. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 184.

**ORSAY.**

— Centre d'. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 49.

**ORTHEZ.**

— Hôpital. — *Voy.* SANTÉ PUBLIQUE [14 mai 1959] (p. 498).

**OSSAU (Haute vallée d').**

— Aménagement hydroélectrique de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n^os 245 et 264.

**OSTRÉICULTEURS.**

— inscrits maritimes (Assurance vieillesse). *Voy.* SÉCURITÉ SOCIALE AGRICOLE (Assurance vieillesse), 3.

**OUEST.**

— Difficultés des régions de l'. — *Voy.* PLAN (**n° 1573**) [29 mai 1962] (p. 1371, 1372, 1373); [20 juin 1962] (p. 1824) ; [21 juin 1962] (p. 1893, 1909).

**OUVRAGES D'ENSEIGNEMENT.** — *Voy.* LIVRES DE CLASSE.

**OUVRIERS.**

**— de la Défense nationale.**

— Primes de rendement et salaires. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n^os 32, 33.

**— des établissements de l'État.**

— Salaire des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 48.

— des établissements industriels de l'Etat. — *Voy.* PENSIONS ET RETRAITES, 12.

— de l'Etat invalides de guerre à 100 0/0. — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 9.

— Promotion. — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

# P

## PACIFICATION.

— Algérie. — *Voy.* ORDONNANCES, 2.
— de l'Algérie (Poursuite). — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5.

## PACTE ATLANTIQUE.

*Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n^os 5, 9, 16.

— et Algérie (Affirmation de Ben Khedda de retirer l'Algérie du —). — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 19.

**PACTE GERMANO-SOVIÉTIQUE.** — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT (Politique extérieure) [30 avril 1959] (p. 394).

## PAIEMENT.

— par douzièmes des impôts directs. — *Voy.* IMPOTS DIRECTS, 4.

## PALESTINE.

— Son cas. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 9.

**PARAFISCALITÉ.** — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**), Art. 2.

## PARCS NATIONAUX.

§ 1^er — Projet de loi relatif à la création de parcs nationaux, présenté à l'Assemblée Nationale le 26 avril 1960 par M. Rocherean, Ministre de l'Agriculture (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 568**; rapport le 29 avril 1960 par M. Dumas, **n° 595**; avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales le 17 mai 1960 par M. Becker, **n° 642**; avis présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République le 17 mai 1960 par M. Palmero, **n° 643.** Adoption le 8 juin 1960 (p. 1202). — Projet de loi **n° 110.**

Transmis au Sénat le 9 juin 1960 (renvoyé à la Commission des affaires économiques et du Plan), **n° 189 (année 1959-1960)**; rapport le 22 juin 1960 par M. Legouez, **n° 210 (année 1959-1960)**; avis le 30 juin 1960 au nom de la Commission des lois constitutionnelles et de la législation **n° 236 (année 1959-1960).** Adoption le 5 juillet 1960. Projet de loi **n° 68 (année 1959-1960).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 7 juillet 1960, **n° 742**; rapport le 7 juillet 1960 par M. Dumas, **n° 743.** Adoption définitive en deuxième lecture le 7 juillet 1960 (p. 1789). — Projet de loi **n° 140.**

Loi n° 60-708 du 22 juillet 1960, publiée au *J. O.* du 23 juillet 1960 (p. 6752).

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE**

[8 juin 1960] (p. 1196). Pour la discussion générale *Voy.* AGRICULTURE.

Art. 1er : *Création de parcs nationaux* (p. 1197) ; amendement de MM. Palmero et Coste-Floret au nom de la Commission des lois constitutionnelles (avis conforme des communes intéressées) (p. 1197) ; amendement de M. Viallet (préservation du milieu contre la dégradation naturelle) (p. 1197) ; l'amendement de MM. Palmero et Coste-Floret n'est pas soutenu (p. 1197) ; adoption de l'amendement de M. Viallet (p. 1197) ; amendement de MM. Palmero et Coste-Floret au nom de la Commission des lois constitutionnelles (création des parcs nationaux par une loi en cas d'opposition d'une ou de plusieurs communes intéressées) (p. 1197) ; observations sur : l'enquête publique qui précédera toute création de parc national (p. 1197) ; l'impossibilité de donner à une commune un droit de veto (p. 1197) ; retrait de l'amendement de M. Palmero (p. 1197) ; adoption de l'article premier modifié (p. 1197).

Art. 2 : *Réglementation des parcs nationaux* (p. 1197) ; amendement de MM. Palmero et Coste-Floret (p. 1198) ; retrait (*ibid.*) ; amendement de M. P. Dumas au nom de la Commission de la production et des échanges tendant au maintien des activités agricoles, pastorales et forestières (p. 1198) ; adoption (*ibid.*) ; amendement de MM. P. Dumas et Bertrand Denis au nom de la Commission de la production et des échanges (interdiction des activités publicitaires) (p. 1198) ; adoption (*ibid.*) ; amendement de MM. Viallet et Liogier (maintien des populations par l'organisation du parc national) (p. 1198) ; observations sur : le sort des populations habitant dans l'enceinte des parcs nationaux (p. 1198) ; les études entreprises dans les zones spéciales d'action rurale (p. 1198) ; la création de parcs nationaux et l'implantation de nouvelles industries (p. 1198) ; retrait de l'amendement de M. Viallet (p. 1198) ; amendement de M. P. Dumas au nom de la Commission de la production et des échanges fixant les activités agricoles, pastorales et forestières (p. 1198) ; amendement analogue de MM. Palmero et Coste-Floret au nom de la Commission des lois constitutionnelles (p. 1199) ; adoption de l'amendement de M. P. Dumas (p. 1199) ; l'amendement de M. Palmero n'a plus d'objet (p. 1199) ; amendement de M. Becker au nom de la Commission des affaires culturelles tendant à la protection de la faune et de la flore (p. 1199) ; observations sur : les dispositions législatives existant en cette matière, notamment l'article 8 *bis* de la loi du 1er janvier 1957 tendant à la création de réserves intégrales (p. 1199) ; retrait de l'amendement de M. Becker (p. 1199) ; amendement de MM. Viallet et Liogier prévoyant que les réserves intégrales devront tenir compte du caractère de l'occupation humaine (p. 1199) ; amendement analogue de M. Tremolet de Villers (p. 1199) ; observations sur : la sauvegarde des droits des populations rurales (p. 1200) ; retrait de l'amendement de M. Liogier (*ibid.*) ; adoption de l'amendement de M. Trémolet de Villers (p. 1200) ; adoption de l'article 2 modifié (p. 1200).

Art. 3 : *Création de zones périphériques* (p. 1200) ; amendement de M. P. Dumas au nom de la Commission de la production et des échanges tendant à la consultation des collectivités locales (p. 1200) ; adoption (*ibid.*) ; amendement de M P. Dumas au nom de la Commission de la production et des échanges (amélioration d'ordre social, économique et culturel à l'intérieur du parc) (p. 1200) ; adoption (*ibid.*) ; amendement de M. P. Dumas au nom de la Commission de la production et des échanges tendant à la création d'activités nouvelles (p. 1200) ; adoption (*ibid.*) ; amendement de M. P. Dumas au nom de la Commission de la production et des échanges (stricte limitation de la publicité dans les zones périphériques) (p. 1200) ; adoption (p. 1201) ; adoption de l'article 3 ainsi modifié (p. 1201).

Art. 4 : *Aménagement et gestion des parcs nationaux* (p. 1201) ; amendement de M. Palméro au nom de la Commission des lois constitutionnelles (représentation des collectivités locales dans l'organisme de gestion) (p. 1201) ; sous-amendement de M. P. Dumas au nom de la Commission de la production et des échanges tendant à supprimer les mots « la loi » dans l'amendement de M. Palméro (p. 1201) ; adoption du sous-amendement (p. 1201) ; adoption de l'amendement modifié (p. 1201) ; amendement de M. Trémolet de Villers (prise en charge par l'organisme de gestion du maintien des populations installées dans le périmètre du parc) (p. 1201) ; observations sur : la nécessité d'utiliser largement la main-d'œuvre locale (p. 1201) ; retrait de l'amendement de M. Trémolet de Villers (*ibid.*) ; adoption de l'article 4 modifié (p. 1201).

Art. 5 : *Contentieux* (p. 1201) ; amendement de M. Palmero au nom de la Commission des lois constitutionnelles tendant à préciser la rédaction de l'article 5, notamment pour les contestations (p. 1202) ; adoption (*ibid.*) ; ce texte devient l'article 5 (*ibid.*).

Art. 6 : *Ressources des organismes de gestion*

Parcs nationaux.

(p. 1202) ; adoption (*ibid.*).

Art. 7 : *Infractions* (p. 1202) ; amendement de M. Palmero au nom de la Commission des lois constitutionnelles tendant à supprimer les deuxième et troisième alinéas en raison de leur caractère réglementaire (p. 1202) ; observations sur : le caractère législatif des règles de procédure pénale contenues dans ces alinéas (p. 1202) ; retrait de l'amendement (p. 1202) ; adoption de l'article 7 (p. 1202).

Art. 8 : *Modalités d'application par règlement d'administration publique ;* adoption (p. 1202). Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1202). = Orateurs : MM. Becker. *Rapporteur pour avis de la Commission des Affaires culturelles ;* P. Dumas, Grasset-Morel, Liogier, Palmero, *Rapporteur pour avis de la Commission des lois constitutionnelles* ; Rochereau, *Ministre de l'Agriculture.*

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [7 juillet 1960] (p. 1788). Entendus : MM. Lemaire, *Président de la Commission* ; Dumas, *Rapporteur.*

Art. 1er : *Création de parcs nationaux* (p. 1788) ; observations sur : les dispositions adoptées par le Sénat prévoyant l'extension de l'article premier aux domaines publics maritimes (p. 1788) ; adoption de l'article (*ibid.*).

Art. 2 : *Réglementation des parcs nationaux* (p. 1788) ; observations sur : la portée des dispositions adoptées par le Sénat et tendant à marquer que la législation sur les réserves et les sites protégés demeure distincte de celle sur les parcs nationaux (p. 1788) ; adoption de l'article (*ibid.*).

Art. 3 : *Création de zones périphériques* (p. 1789) ; observations sur : les modifications de pure forme adoptées par le Sénat (p. 1789) ; la nécessité d'une réglementation de la publicité concernant chaque parc en particulier (p. 1789) ; adoption de l'article 3 (*ibid.*).

Art. 6 : *Ressources des organismes de gestion* (p. 1789) ; observations sur : *Les dispositions adoptées par le Sénat prévoyant que la contribution des communes sera facultative* (p. 1789) ; adoption de l'article (*ibid.*) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1789). = Orateurs : MM. Dumas, *Rapporteur* ; Rochereau, *Ministre de l'Agriculture.*

## PARIS.

*Voy.* COLLECTIVITÉS LOCALES.

— Accroissement démographique. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 17.

— Bibliothèque polonaise. — *Voy.* BIBLIOTHÈQUE.

— Circulation. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 17.

— Croissance de l'agglomération. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 7.

— District urbain. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 9 ; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 17.

*Voy. aussi* : COLLECTIVITÉS LOCALES.

— Droits de marché. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 78 [3 novembre 1960] (p. 3046).

— Halles (Commerçants en terrasse). — *Voy.* COMMERCE, 10.

— Son importance. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 4 [13 novembre 1959] (p. 2399, 2400, 2401, 2402, 2404, 2405).

— et institutions européennes. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 2.

— Liaison entre l'aéroport d'Orly et. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 184.

— Mesure de déconcentration. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 7.

— Plan d'aménagement et loi-programme. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 7.

**PARIS (Région de).** — *Voy.* COLLECTIVITÉS LOCALES, 12 ; DISTRICT URBAIN DE PARIS ; RÉGION PARISIENNE.

## PARITÉ.

— en matière agricole. — *Voy.* SÉCURITÉ SOCIALE AGRICOLE (III. Assurance maladie), 3.

## PARLEMENT.

**§ 1er.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi organique tendant à modifier les règles de calcul de l'indemnité parlementaire afin d'annuler l'augmentation de cette indemnité telle qu'elle résulte de l'application de l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 janvier 1959 par M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses col-

lègues (renvoyée au Bureau de l'Assemblée Nationale), **n° 8.**

**§ 2.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à annuler l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 relative à l'indemnité des membres du Parlement, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 janvier 1959 par M. Francis Leenhardt et plusieurs de ses collègues (renvoyée au Bureau de l'Assemblée Nationale), **n° 10.**

**§ 3.** — Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958 portant loi organique autorisant exceptionnellement les parlementaires à déléguer leur droit de vote, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 juillet 1960 par M. Schmittlein et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 781**; rapport le 28 octobre 1960 par M. Paul Coste-Floret, **n° 907.** Adoption le 16 novembre 1961 (p. 4891). — Proposition de loi **n° 343.**

Transmise au Sénat le 17 novembre 1961 (renvoyée à la Commission des lois), **n° 66 (année 1961-1962)**; rapport le 13 décembre 1961 par M. Prelot, **n° 129 (année 1961-1962).** Adoption sans modification le 22 décembre 1961. — Proposition de loi **n° 63 (année 1961-1962).**

Loi n° 62-1 du 3 janvier 1962, publiée au *J. O.* du 4 janvier 1962 (p. 34).

**DISCUSSION** [16 novembre 1961] (p. 4890). Entendu : M. Sammarcelli, *Président de la Commission;* observations sur : les cas pouvant permettre à un parlementaire de déléguer son droit de vote (p. 4890).

Article unique : *Modification du 1° de l'article premier de l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958* (p. 4890) ; amendement de MM. Schmittlein, Motte, Dorey, E.-C. Petit et Portolano (obligations découlant de l'exercice du mandat parlementaire ou d'un mandat dans les conseils élus des collectivités territoriales de la République ou cas de force majeure appréciés par les bureaux des Assemblées) (p. 4890) ; observations sur : le caractère exceptionnel de la délégation des droits de vote (p. 4891) ; la nécessité de définir avec précision ces cas exceptionnels (p. 4891) ; adoption de l'amendement qui devient l'article unique de la proposition de loi organique (p. 4891). = Orateur : M. Dorey.

**§ 4.** — Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et incompatibilités parlementaires, présenté à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961 par M. Michelet, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1104**; rapport le 20 juin 1961 par M. Paul Coste-Floret, **n° 1247.** Adoption le 12 juillet 1961 (p. 1680). — Projet de loi **n° 274.** Parlement.

Transmis au Sénat le 18 juillet 1961 (renvoyé à la Commission des lois), **n° 314 (année 1960-1961)**; rapport le 13 décembre 1961 par M. Prelot, **n° 130 (année 1961-1962).** Adoption sans modification le 15 décembre 1961. — Projet de loi **n° 62.**

Loi n° 61-1447 du 29 décembre 1961, publiée au *J.O.* du 30 décembre 1961 (p. 12172).

**DISCUSSION** [12 juillet 1961] (p. 1680). Entendus : MM. Michelet, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice;* Sammarcelli, *Président de la Commission, suppléant;* Coste Floret, *Rapporteur*; observations sur : les difficultés d'application de l'article 20 de l'ordonnance du 14 octobre 1958 relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires (p. 1680); la nécessité de prévoir une procédure plus souple (*ibid.*); la mise à l'étude d'un projet de loi relatif à l'ensemble du problème des incompatibilités (p. 1680); l'avis favorable donné au présent projet par le Président du Conseil constitutionnel et par les présidents des deux Assemblées (*ibid.*).

Article additionnel de M. Coste-Floret au nom de la Commission, *tendant à autoriser les avocats titulaire d'un mandat parlementaire à plaider dans les affaires de diffamation et d'injures envers les particuliers* (p. 1680) ; observations sur : les raisons s'opposant à abroger les dispositions de l'ordonnance du 24 octobre 1958 (p. 1680); la nécessité d'envisager l'ensemble du problème des incompatibilités (p. 1681); retrait de l'article additionnel (*ibid.*).

Article unique : *Modification de l'article 30 de l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958*, adoption (p. 1681).

Orateurs : MM. Fanton, Michelet, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice;* Sammar-

celli, *Président de la Commission, Rapporteur suppléant.*

— et aménagement du territoire. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 4.

— Communication des conclusions de la Commission des économies prévues par l'ordonnance n° 58-1374 du 20 décembre 1958. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**), Art. 4 (p. 2280).

— Comparaison avec la Chambre des Communes. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 12.

— Contrôle et orientation de l'action gouvernementale. — *Voy.* ALLOCUTIONS, 7.

— Convocation (du fait de l'Assemblée). — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 2.

— Discussion et vote du budget (art. 44 de la Constitution). — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 1.

— Pouvoirs du. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n°s 5 et 12.

— Méthodes de travail. — *Voy.* RAPPORTS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE GOUVERNEMENT ; RÉGIME PARLEMENTAIRE ; RÈGLEMENT (Interprétation) : Budget, Ordre du jour (Fixation).

— Rôle du. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 20.

— Sessions extraordinaires. — *Voy.* CONSTITUTION, 3.

## PARLEMENT EUROPÉEN.

*Voy.* ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EUROPÉENNE.

— Scrutin pour l'élection d'un représentant de la France au — [7 juin 1962] (p. 1560).

## PARLEMENTAIRE.

— Régime. — *Voy.* ALLOCUTIONS, 3 ; RÉGIME PARLEMENTAIRE.

— Fonction. — *Voy.* ALLOCUTIONS, 1.

## PARLEMENTAIRES.

— Vote des. — *Voy.* PARLEMENT.

## PARLEMENTAIRES ALGÉRIENS.

*Voy.* FORMATION ADMINISTRATIVE ; MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré.)

— Cessation du mandat des. — *Voy.* DÉPUTÉS ALGÉRIENS.

## PARTAGE.

— en cas d'usufruit. — *Voy.* CODE CIVIL, 14.

## PARTI COMMUNISTE.

— Position politique. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 19 ; MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré) ; MOTION DE CENSURE, 1.

— et influence sur la jeunesse. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 23.

— Propagande politique dans les milieux universitaires. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 159.

## PARTI RADICAL.

— Position politique. — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

## PARTI SOCIALISTE.

— Position politique. — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré) ; MOTION DE CENSURE, 1.

— Position du — (Algérie). — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 19.

## PARTITION (La).

— Solution de désespoir. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 19.

## PAS-DE-CALAIS (Département du).

— Indemnisation des planteurs de tabac du. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 175.

**PATENTE.**

*Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 205.

— des agriculteurs éleveurs. — *Voy.* IMPOTS LOCAUX, 2.

— des gîtes ruraux. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 1560**), Art. 17 [5 décembre 1961] (p. 5293).

**PATERNITÉ.**

— hors mariage. — *Voy.* CODE CIVIL, 10.

**PATES A PAPIER.** — *Voy.* DOUANES, 27.

**PATRIMOINE.**

— historique et esthétique. — *Voy.* MONUMENTS HISTORIQUES.

**PATRIOTES.**

— alsaciens mosellans. — *Voy.* ALSACE-LORRAINE, 7.

**PAVIE.**

— et intégrité du territoire national. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5 [14 octobre 1959] (p. 1772).

**PAYEMENT.**

— par chèques postaux. — *Voy.* CODE DE COMMERCE, 1.

**PAYS DE L'EST EUROPÉEN.**

— Situation des. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 22.

**PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS.**

*Voy.* ASSISTANCE TECHNIQUE ; DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 1.

— Politique française. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

**PÊCHE.**

— en mer. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 147.

**PÊCHE FLUVIALE.**

**§ 1er.** — Proposition de loi tendant à interdire la vente des salmonidés sauvages (1), présentée à l'Assemblée Nationale le 27 novembre 1959 par M. Guillon (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 417.**

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à interdire la vente des salmonidés sauvages, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 octobre 1960 par M. Guillon et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 902** ; rapport le 17 mai 1961 par M. Grasset-Morel, **n° 1188** ; avis présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République le 18 juillet 1961 par M. Carous, **n° 1380.** Adoption le 19 juillet 1961. — Proposition de loi **n° 290.**

Transmise au Sénat le 19 juillet 1961 (renvoyée à la Commission des affaires économiques et du plan), **n° 326 (année 1960-1961)**; rapport le 25 octobre 1961 par M. de Pontbriand, **n° 39 (année 1961-1962).** Adoption sans modification le 10 novembre 1961. — Proposition de loi **n° 16 (année 1961-1962).**

Loi n° 61-1243 du 21 novembre 1961, publiée au *J. O.* du 22 novembre 1961 (p. 10716).

**DISCUSSION** [19 juillet 1961] (p. ). Entendus : MM. Grasset-Morel, *Rapporteur* ; Maziol, *Rapporteur pour avis suppléant de la Commission des lois* ; Godonnèche, Guillon, Rochereau, *Ministre de l'Agriculture*; Anthonioz. Observations sur : le dépeuplement des rivières en ce qui concerne les truites (p. 1797) ; les conséquences pour les pêcheurs, le tourisme, etc. (*ibid.*) ; la nécessité d'interdire la vente (p. 1798) ; les sanctions prévues (*ibid.*) ; la protection de la pêche dans les pays étrangers (p. 1800) ; l'effort de repeuplement fait par les

(1) Retrait de cette proposition [27 octobre 1960] (p. 2897).

sociétés de pêche (p. 1798, 1799, 1800) ; le nombre de pêcheurs de truites (p. 1901) ; les inconvénients de la proposition : suppression de ressource d'appoint pour certains montagnards (p. 1799) ; les difficultés supplémentaires pour les hôteliers et les restaurateurs (p. 1801) ; la répression nécessaire du braconnage (p. 1799).

Art. 1er : *Interdiction de la vente des truites* (p. 1801), adoption (*ibid.*).

Art. 2 : *Règlement d'administration publique* (p. 1801) ; observations sur : la nécessité d'une publication rapide du règlement d'administration publique (p. 1801) ; l'engagement pris à cet égard par le Gouvernement (p. 1802) ; adoption de l'article 2 (*ibid.*).

Adoption au scrutin de la proposition de loi (p. 1802) ; liste des votants (p. 1808).

Orateurs : MM. Chazelle, Grasset-Morel, *Rapporteur ;* Rochereau, *Ministre de l'Agriculture.*

**§ 3.** — Proposition de loi relative à l'amodiation au Conseil supérieur de la pêche des droits de pêche à la ligne et aux balances à écrevisses sur les domaines public et privé de l'Etat, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961 par M. Bricout (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 1127.**

**§ 4.** — Proposition de loi relative à la mise en valeur des cours d'eau non navigables ni flottables, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961 par M. Bricout (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 1128.**

**§ 5.** — Projet de loi relatif aux droits d'usage des pêcheurs le long des cours d'eau du domaine public, présenté au Sénat le 26 avril 1960 par M. Rochereau, Ministre de l'Agriculture (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation, du règlement et de l'administration générale), **n° 148 (année 1959-1960)**; rapport le 5 juillet 1961 par M. Verdeille, **n° 300 (année 1960-1961).** Adoption le 11 juillet 1961. — Projet de loi **n° 115 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 12 juillet 1961 (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 1337**; rapport le 22 juin 1962 par M. Commenay, **n° 1787**; rapport supplémentaire le 20 juillet 1962 par M. Commenay, **n° 1863.**

**§ 6.** — Proposition de loi tendant à permettre aux fédérations départementales de pêcheurs d'engager l'action civile et d'exercer toutes poursuites devant toutes juridictions légalement appelées à connaître des infractions en matière de pêche, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 novembre 1961 par MM. Lainé et Terré (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1546.**

## PECHE MARITIME.

**§ 1.** — Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 48-1400 du 7 septembre 1948 portant organisation et statut de la profession de mareyeur expéditeur en vue d'assurer la réglementation de l'accès aux criées et encans des ports de pêche, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 novembre 1959 par M M. de Lacoste Lareymondie et Le Montagner (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 420.**

— et fruit du pêcher [24 juin 1959] (p. 1023).

## PÊCHE SOUS-MARINE.

— Statut de la chasse sous-marine. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 60.

## PÊCHEURS.

— Fédérations départementales des — *Voy.* PÊCHE FLUVIALE, 6.

— Privilèges des — de Fort-Mardyck. — *Voy.* COLLECTIVITÉS LOCALES.

## PÉCHINEY.

— et Guinée. — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré) [16 janvier 1959] (p. 74).

## PÉCULE.

— Délais pour les demandes. — *Voy.* QUES-

TIONS ORALES (sans débat), n° 108.

— Pécule des prisonniers de la guerre 1914-1918. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**) [25 octobre 1961] (p. 3006, 3014, 3015, 3017, 3019, 3020, 3031).

## PEIGNÉ.

— Tissu. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 38.

## PEINE DE MORT.

— Abolition de la. — *Voy.* CODE PÉNAL, 12.

## PENSIONS.

— Anciens combattants. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 252.

— des agents des collectivités locales. — *Voy.* PENSIONS ET RETRAITES, 7.

— des militaires en congé d'armistice. — *Voy.* PENSIONS ET RETRAITES, 18.

— Victimes de guerre. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 252.

## PENSIONS ALIMENTAIRES.

— Recouvrement. — *Voy.* CODE CIVIL, 16.

## PENSIONS ET RETRAITES.

**§ 1er.** — Proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 aux agents des services nationalisés et concédés des régies, des administrations et des établissements publics à caractère industriel et commercial, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 juillet 1959 par M. Charret (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 203**.

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à apporter certains aménagements aux liquidations des pensions des agents des réseaux secondaires des chemins de fer d'intérêt général, des réseaux de voies ferrées d'intérêt local et des tramways, tributaires de la loi du 22 juillet 1922 créant la Caisse autonome mutuelle des retraites, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 juillet 1959 par M. Regaudie et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 205.**

**§ 3.** — Projet de loi ouvrant à certains fonctionnaires de l'ordre technique une option en faveur d'une pension au titre de la loi du 2 août 1949, lors de leur mise à la retraite, présenté à l'Assemblée Nationale le 6 octobre 1959 par M. Pierre Guillaumat, Ministre des Armées (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 262**; rapport le 3 novembre 1959 par M. Lacaze, **n° 335.** Adoption le 4 novembre 1959 (p. 2178). — Projet de loi **n° 61.**

Transmis au Sénat le 12 novembre 1959, **n° 41 (année 1959-1960)**; rapport le 1er décembre 1959 par M. Clément Balestra, **n° 70 (année 1959-1960).** Adoption sans modification le 18 novembre 1959. — Projet de loi **n° 23 (année 1959-1960).**

Loi n° 59-1479 du 28 décembre 1959, publiée au *J.O.* du 29 décembre 1959 (p. 12475).

**DISCUSSION** [4 novembre 1959] (p. 2177). Entendus : MM. A. Lacaze, *Rapporteur;* H. Fabre, *Rapporteur pour avis de la Commission de la défense nationale;* observations sur : la nécessité de permettre à certains fonctionnaires techniques du Ministère des Armées, d'opter pour le régime des pensions des ouvriers de l'Etat (p. 2177). — Article unique (p. 2177) ; amendement de M. Villon tendant à supprimer le mot « différentiel » (p. 2177,) ; observations sur la signification de l'expression « indemnité différentielle » (p. 2177, 2178) ; les différentes catégories d'indemnités accordées aux fonctionnaires techniques du Ministère des Armées (p. 2178); rejet de l'amendement (p. 2178); amendement de M. Fabre au nom de la Commission de la défense nationale tendant à supprimer le délai prévu pour l'option entre les deux régimes de pensions (p. 2178); adoption (*ibid.*); adoption de l'article unique modifié (p. 2178). = Orateurs : MM. Fabre, *Rapporteur pour avis de la Commission de la défense nationale;* Guillaumat, *Ministre des Armées;* Villon.

**§ 4.** — Projet de loi relatif aux dispositions transitoires destinées à pallier, en matière de

Pensions et retraites.

pensions, les conséquences de l'abaissement de la limite d'âge des conducteurs de chantiers et agents de travaux des Ponts et Chaussées, présenté à l'Assemblée Nationale le 6 octobre 1959 par M. Robert Buron, Ministre des Travaux publics et des Transports (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 269**; rapport le 18 novembre 1959 par M. Cerneau, **n° 391.** Adoption sans débat le 1er décembre 1959 (p. 3098). — Projet de loi **n° 70.**

Transmis au Sénat le 3 décembre 1959 (renvoyé à la Commission des affaires sociales), **n° 86 (année 1959-1960)**; rapport le 28 avril 1960 par M. Hubert Durand, **n° 158 (année 1959-1960).** Adoption définitive le 5 mai 1960. — Projet de loi **n° 50 (année 1959-1960).**

Loi n° 60-462 du 17 mai 1960, publiée au *J. O.* du 18 mai 1960 (p. 4503).

**§ 5.** — Proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 31 de la loi n° 53-285 du 4 avril 1953 interdisant le cumul d'une pension militaire proportionnelle avec un traitement aux anciens militaires inscrits au registre de l'aéronautique civile, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 octobre 1959 par M. Bignon (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 326**; rapport le 19 juillet 1961 par Mme Devaud, **n° 1391.**

**§ 6.** — Proposition de loi relative au régime de retraite des instituteurs ayant enseigné dans les écoles des houillères, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 novembre 1959 par M. Brice et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 415**; rapport le 1er décembre 1960 par M. Duchâteau, **n° 1006.**

**§ 7.** — Proposition de loi tendant à accorder aux agents retraités des collectivités locales, titulaires de pensions proportionnelles, le maintien des droits acquis en matière de liquidation de pensions, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 décembre 1959 par M. Quinson et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 434** ; rapport le 19 juillet 1961, par Mme Devaud, **n° 1392,** sur cette proposition de loi et celle de M. Gabelle (**n° 881**).

**§ 8.** — Proposition de loi tendant à modifier l'article L 8 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 avril 1960 par M. Rieunaud (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 586.**

**§ 9.** — Proposition de loi tendant à compléter l'article 114 du Code des pensions civiles et militaires et à permettre la prise en charge, pour la liquidation des retraites, des services accomplis dans l'administration des chemins de fer de l'Etat, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 juillet 1960 par M. Le Montagner (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 856.**

**§ 10.** — Proposition de loi tendant à modifier le décret n° 50-1521 du 8 décembre 1950 portant assimilation aux instituteurs hors classe, au point de vue de la révision des pensions des instituteurs comptant au moins cinq ans et six mois d'ancienneté dans une première classe au moment de la cessation de leurs fonctions, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 octobre 1960 par M. Rieunaud (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 880.**

**§ 11.** — Proposition de loi tendant à accorder aux agents retraités des collectivités locales titulaires de pensions proportionnelles, le maintien des droits acquis en matière de liquidation de pensions, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 octobre 1960 par M. Pierre Gabelle (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 881.**

**§ 12.** — Proposition de loi relative aux remises de débets des ouvriers des établissements industriels de l'Etat, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 novembre 1960 par M. Boscher et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 973** ; rapport le 30 novembre 1961 par M. Jouault, **n° 1586.**

**§ 13.** — Proposition de loi tendant à majorer de 0,30 0/0 le taux de calcul de la retraite aux personnels actifs de la sûreté nationale appelés à exercer leurs fonctions en Algérie et dans les départements d'outre-mer pour le temps accompli dans ces territoires, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 décembre 1960 par

MM. Motte et Lauriol (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1073.**

**§ 14.** — Proposition de loi tendant à ouvrir un nouveau délai d'application des dispositions portant admission pour la pension de marin ou d'agent du service général du temps passé dans certaines positions spéciales, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 décembre 1960 par M. Lurie (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1083** ; rapport le 12 juillet 1961 par M. Vitel, **n° 1338.**

**§ 15.** — Proposition de loi relative à la retraite des fonctionnaires de l'enseignement technique, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961 par M. Charret (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1134.**

**§ 16.** — Projet de loi relatif au droit à pension d'ancienneté et à la mise à la retraite anticipée de certains fonctionnaires, présenté au Sénat le 16 décembre 1960, par M. Baumgartner, Ministre des Finances et des Affaires économiques (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, du règlement et d'administration générale), **n° 150 (année 1960-1961)** ; rapport le 15 juin 1961 par M. Achour, **n° 258 (année 1960-1961).** Adoption le 22 juin 1961. — Projet de loi **n° 100 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 27 juin 1961 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1260** ; rapport le 13 juillet 1961 par M. Le Douarec, **n° 1368.** Adoption sans modification le 20 juillet 1961 (p. 1861). — Projet de loi **n° 293.**

Loi n° 61-803 du 28 juillet 1961, publiée au *J.O.* du 29 juillet 1961 (p. 6988).

**DISCUSSION** [21 juillet 1961] (p. 1860). Entendus : M. Le Douarec, *Rapporteur ;* observations sur : le classement des fonctionnaires en deux catégories, A et B, en ce qui concerne les droits à pension (p. 1860) ; les difficultés d'applications de ces dispositions dans certains cas (passage de la catégorie A à la catégorie B, cas des anciens fonctionnaires du Maroc et de Tunisie) (p. 1861).

Art. 1er : *Modification de l'article L 4 du Code des pensions civiles et militaires*, adoption (p. 1861).

Art. 2 : *Cas des fonctionnaires issus des cadres chérifiens et tunisiens intégrés dans un emploi classé dans la catégorie B*, adoption (p. 1861).

Art. 3 : *Modification de l'article 9 de la loi n° 56-782 du 4 août 1956 relative au reclassement des fonctionnaires français du Maroc et de Tunisie*, adoption (p. 1861) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1861).

Pensions et retraites.

**§ 17.** — Projet de loi ouvrant à certains fonctionnaires de l'ordre technique une option en faveur d'une pension acquise au titre de la loi du 2 août 1949, à la date de leur mise à la retraite, présenté à l'Assemblée Nationale le 4 juillet 1961 par M. Buron, Ministre des Travaux publics et des Transports (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales). **n° 1296**; rapport le 21 juin 1962 par M. Lacaze, **n° 1784.** Adoption sans débat le 12 juillet 1962 (p. 2401). — Projet de loi **n° 424.**

**§ 18.** — Projet de loi relatif à la prise en compte, en ce qui concerne les droits à pension, du temps passé en congé d'armistice par certains militaires, présenté au Sénat le 6 septembre 1961 par M. Messmer, Ministre des Armées (renvoyé à la Commission des affaires sociales), **n° 364 (année 1960-1961)**; rapport le 9 novembre 1961 par M. Darou, **n° 50 (année 1961-1962).** Adoption le 12 décembre 1961. — Projet de loi **n° 46 (année 1961-1962).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 13 décembre 1961 (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1621**; rapport le 14 décembre 1961 par M. Hanin, **n° 1630.** Adoption sans modification le 14 décembre 1961 (p. 5632). — Projet de loi **n° 374.**

Loi n° 61-1414 du 22 décembre 1961, publiée au *J.O.* du 23 décembre 1961 (p. 11826).

**DISCUSSION** [14 décembre 1961] (p. 5632). Entendu : M. Hanin, *Rapporteur;* observations sur : les droits à pension des militaires bénéficiaires du congé d'armistice prévu par une loi de 1940 (p. 5632); le cas des militaires malgaches mis en congé à Madagascar au cours de l'année 1942 (p. 5632).

Art. 1er : *Vadilation pour la retraite du temps passé en congé d'armistice*, adoption (p. 5632).

Art. 2 : *Application de ces dispositions aux militaires autochtones mis en congé à Madagascar en 1942*, adoption (p. 5632).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5632).

**§ 19.** — Proposition de loi tendant à la validation pour la retraite des années d'activité professionnelle exigées des professeurs techniques et professeurs techniques adjoints pour leur inscription aux concours de recrutement dans les établissements publics d'enseignement technique (lycées techniques), présentée à l'Assemblée Nationale le 6 juin 1962 par M. Roux (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1752.**

**§ 20.** — Proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi du 12 avril 1941 sur le régime des pensions de retraite des marins, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 juillet 1962 par M. Lacaze (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1894.**

**§ 21.** — Proposition de loi tendant au paiement mensuel des pensions, retraites et allocations, actuellement payées trimestriellement, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 octobre 1962 par M. Heuillard (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1915.**

## PENSIONS DE RÉVERSION.

— Droit à — dans le régime de la sécurité sociale. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 237.

## PERCEPTIONS.

— Suppression de. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**), Finances et Affaires économiques, II. Services financiers [21 novembre 1959] (p. 2764, 2765).

## PERMIS DE CONDUIRE.

— des sourds-muets. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 26.

## PERMISSIONS.

— pour les agriculteurs servant en Algérie. — *Voy.* ARMÉE, 16.

## PERSONNEL.

— féminin des P. T. T. — *Voy.* POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES, 2.

— des hôpitaux et hospices publics. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 259.

— des postes et télécommunications. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 54.

— Représentants du. — *Voy.* TRAVAIL (Réglementation du).

## PERSONNEL COMMUNAL.

— Reclassement et avancement. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 86.

— Situation du. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 72.

## PERSONNEL MILITAIRE FÉMININ.

— Situation du. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 271.

## PERSONNELS.

— en service à la Réunion. — *Voy.* DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 2.

— en service sur le territoire de la République fédérale allemande. — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 15.

— des services économiques de l'Education nationale (Situation des). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 233.

## PERSONNES AGÉES.

*Voy.* VIEILLESSE, 2.

*Voy. aussi* : COMMISSION LAROQUE.

— Emploi. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 117.

— Situation des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 68.

**PERSONNES DÉCÉDÉES DANS LES HOPITAUX.** — *Voy.* POMPES FUNÈBRES, 2.

## PETITE-ROQUETTE.

— Démolition de la prison. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (n° **300**) [16 novembre 1959] (p. 2472) ; BUDGET DE 1961 (n° **866**), Justice [28 octobre 1960] (p. 2960).

## PÉTITIONS.

Abdelkader Ben Abdellah (M.), n° 115 T, Rampe du Fort, Nîmes (Gard). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [29 juillet 1961] (p. 2051), [22 juin 1962] (p. 1978) ; Réponse du Ministre de la Justice [6 novembre 1961] (p. 3792).

Adolphe (M. François), Veigne (Indre-et-Loire). — M. Mignot, *Rapporteur* [27 juillet 1959] (p. 1522).

Alfonsi (M. Antoine), 6, rue Clair-Matin, Toulouse (Haute-Garonne). — M. Mignot, *Rapporteur* [10 mai 1961] (p. 735).

Ali Boulacel, 201, avenue de Roumanie, Constantine (Algérie). — M. Mignot, *Rapporteur* [24 novembre 1960] (p. 4075) ; Réponse du Ministre de la Défense nationale [28 juin 1961] (p. 1332) ; Réponse du Ministre d'Etat chargé des Affaires algériennes [6 novembre 1961] (p. 3788).

Allouche (M. Chaïb), rue de Gascogne, Safi (Maroc). — M. Mignot, *Rapporteur* [27 juillet 1959] (p. 1522) ; Réponse du Ministre de la Justice [28 octobre 1959] (p. 2057).

André (M. Henri), Vieille-Aure (Hautes-Pyrénées). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [27 juillet 1962] (p. 2910).

Angoston (M. Casimir), à Meynard, Petit-Bourg (Guadeloupe). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [22 juin 1962] (p. 1978).

Araski (M. Cheriff), 13, avenue de Paris, Auxerre (Yonne). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [31 mars 1962] (p. 573).

Arboucalot (M. Joseph), 17, rue Jean-Andrieu, Toulouse (Haute-Garonne). — M. Mignot, *Rapporteur* [25 juillet 1960] (p. 2223) ; Réponse du Ministre du Travail [19 octobre 1960] (p. 2655).

Assayag (M. Elie-Albert), Rehob Malaki, 4, Beersheva Halika (Israël). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [23 décembre 1961] (p. 5743) ; Réponse du Ministre des Affaires étrangères [31 mars 1962] (p. 575).

Asselin (M. Albert), Maison centrale de Nîmes (Gard). — M Salliard du Rivault, *Rapporteur* [28 juin 1961] (p. 1331) ; Réponse du Ministre de la Justice [29 juillet 1961] (p. 2055).

Le Président de l'Association des fonctionnaires et agents assimilés de Tunisie, 18, rue d'Enghien, Paris (10e). — M. Mignot, *Rapporteur* [28 octobre 1959] (p. 2055), [9 juin 1960] (p. 1251) ; Réponse du Ministre des Affaires étrangères [5 mai 1960] (p. 681, 682).

Association des internes du Centre hospitalier de Nice (Alpes-Maritimes). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [23 décembre 1961] (p. 5743).

Audouy (M. Roger), 20, rue des Azalées, Toulouse (Haute-Garonne). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [31 mars 1962] (p. 573) ; Réponse du Ministre du Travail [27 juillet 1962] (p. 2911).

Aughergouze (M.), 777 T, Centrale de Nîmes (Gard). — M. Mignot, *Rapporteur* [31 décembre 1960] (p. 4795) ; Réponse du Ministre de la Justice [29 juillet 1961] (p. 2051, 2052).

Babey (M. G.), 114, boulevard Voltaire, Paris. — M. Mignot, *Rapporteur* [5 mai 1960] (p. 679) ; Réponse du Ministre de l'Intérieur [19 octobre 1960] (p. 2651).

Barel (M. Jean), 14, rue Bouillargues, Nîmes (Gard). — M. Mignot, *Rapporteur* [5 mai 1960] (p. 680) ; Réponse du Ministre des Armées [10 mai 1961] (p. 735).

Batherosse (Mlle Fernande), chez Mme J. Prève, 61, boulevard de Reuilly, Paris (12e). — M. Mignot, *Rapporteur* [22 décembre 1959] (p. 3583) ; Réponse du Ministre de l'Intérieur [5 mai 1960] (p. 683).

Beauchamps (M. Raoul), La Chesnaye par Sainte-Néomaye (Deux-Sèvres). — M. Mignot, *Rapporteur* [24 novembre 1960] (p. 4075).

Becquet (M. Jean-Pierre), matricule 621 C, Maison centrale de Nîmes (Gard). — M. Mignot, *Rapporteur* [10 mai 1961] (p. 734) ; Réponse du Ministre de la Justice [29 juillet 1961] (p. 2054).

Benmessaoud (M. Mohamed), secrétaire-interprète, commune mixte de Méchéria (Algérie). — M. Mignot, *Rapporteur* [27 juillet 1959] (p. 1522) ; Réponse du Premier Ministre (Secré-

Pétitions.

tariat général pour les Affaires algériennes) [22 décembre 1959] (p. 3584).

Benoit (M. et Mme Roger), 40, rue Montmaur, Auvers-sur-Oise (Seine-et-Oise) — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [23 décembre 1961] (p. 5743).

Bentiba (M. Amar), 9, rue Petit, Constantine (Algérie). — M. Mignot, *Rapporteur* [5 mai 1960] (p. 680); Réponse du Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre [24 novembre 1960] (p. 4076); Réponse du Ministre des Armées [31 décembre 1960] (p. 4796).

Bentiba Amar, 9, rue Petit, Constantine (Algérie). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [23 décembre 1961] (p. 5743).

Berguer (M. Jean-Pierre), Maison centrale de Nîmes (Gard). — M. Saillard du Rivault, *Rapporteur* [28 juin 1961] (p. 1331); Réponse du Ministre de la Justice [29 juillet 1961] (p. 2056).

Bernard (M. Joseph), Vernantes (Maine-et-Loire). — M. Saillard du Rivault, *Rapporteur* [31 mars 1962] (p. 573); Réponse du Ministre des Finances et des Affaires économiques [27 juillet 1962] (p. 2911).

Berta (M. Félix), S.G. 812 P., Maison centrale de Nîmes (Gard). — M. Mignot, *Rapporteur* [10 mai 1961] (p. 734); Réponse du Ministre de la Justice [29 juillet 1961] (p. 2053).

Besson (M.), Président du syndicat paysan de la commune des Crottes (Hautes-Alpes). — M. Mignot, *Rapporteur* [27 juillet 1959] (p. 1522); Réponse du Ministre des Travaux publics et des Transports [28 octobre 1959] (p. 2056).

Blanc (M. Jules), 25 P, section 1, maison centrale de Nîmes (Gard). — M. Mignot, *Rapporteur* [9 juin 1960] (p. 1252); Réponse du Ministre de la Justice [25 juillet 1960] (p. 2224).

Blanvillain, Le Pian près Mélinais, La Flèche (Sarthe). — M. Mignot, Rapporteur [27 juillet 1959] (p. 1523); Réponse du Ministre de la Justice [28 octobre 1959] (p. 2059).

Blanvillain (M. Jean), Le Piau près Mélinais, La Flèche (Sarthe). — M. Saillard du Rivault, *Rapporteur* [29 juillet 1961] (p. 2051); Réponse du Ministre de la Justice [23 décembre 1961] (p. 5744).

Boëche (M. Séraphin), 11, rue du Moulin-Fagot, Tourcoing (Nord). — M. Mignot, *Rapporteur* [24 novembre 1960] (p. 4076); Réponse du Ministre du Travail [10 mai 1961] (p. 739).

Bonouvrier (M. André), 20, rue Dufour, Mâcon (Saône-et-Loire). — M. Mignot, *Rapporteur* [27 juillet 1959] (p. 1522); Réponse du Ministre du Travail [5 mai 1960] (p. 680).

Bonouvrier, 20, rue Dufour, Mâcon (Saône-et-Loire). — M. Mignot, *Rapporteur* [9 juin 1960] (p. 1253).

Bousirven (M. Edouard), 3, rue du Président Carnot, Lyon (Rhône). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [27 juillet 1962] (p. 2910).

Bossa (M. Jean), 1, rampe du Fort, Nîmes (Gard). — M. Mignot, *Rapporteur* [5 mai 1960] (p. 680); Réponse du Ministre de la Justice [25 juillet 1960] (p. 2223).

Brée (M. Henri), 1, rue Rampe-du-Fort, Nîmes (Gard). — M. Mignot, *Rapporteur* [5 mai 1960] (p. 679); Réponse du Ministre de la Justice [25 juillet 1960] (p. 2223).

Brugeille (M.), 70, boulevard Soult, Paris 12e. — M. Mignot, *Rapporteur* [10 mai 1961] (p. 734); Réponse du Ministre de l'Education nationale [29 juillet 1961] (p. 2053).

Buis (M.), 9, rue du Général Leclerc, Longjumeau (Seine-et-Oise). — M. Mignot, *Rapporteur* [28 octobre 1959] (p. 2055); Réponse du Ministre de la Construction [5 mai 1960] (p. 681); Réponse du Ministre de l'Industrie et du Commerce [19 octobre 1960] (p. 2651).

Calléa (Mme), 10, rue Spanier, Moyeuvre-Grande (Moselle). — M. Mignot, *Rapporteur* [9 juin 1960] (p. 1252); Réponse du Ministre de la Construction [19 octobre 1960] (p. 2652).

MM. Campocasso et autres, ex-agents communaux de la ville de Corte (Corse). — M. Mignot, *Rapporteur* [9 juin 1960] (p. 1252).

Casanova (M. Laurent), 94, traverse Prudhomme, Saint-Loup Marseille (Bouches-du-Rhône) — M. Mignot, *Rapporteur* [27 juillet 1959] (p. 1522); Réponse du Ministre de la Justice [28 octobre 1959] (p. 2056).

Casanova (M. Alexis), 11, rue d'Alger, Lyon. — M. Mignot, *Rapporteur* [24 novembre 1960] (p. 4076).

Charlimbaud (M. Gabriel), 52, avenue Béranger, Thiers (Puy-de-Dôme). — M. Mignot, *Rapporteur* [27 juillet 1959] (p. 1522); Réponse du Ministre de la Santé publique et de la Population [5 mai 1960] (p. 680).

Charlimbaud (M. Gabriel), Hôtel du Parc, Pont du Parc, Pont de Dore (Puy-de-Dôme). — M. Mignot, *Rapporteur* [22 décembre 1959] (p. 3583).

Charreau (M. G.), villa « Les Tilleuls », Loches (Indre-et-Loire). — M. Mignot, *Rapporteur* [28 octobre 1959] (p. 2055); Rapport

présenté par M. Le Theule, député, au nom de la Commission de la défense nationale [28 juin 1961] (p. 1332); Réponse du Ministre des Armées [6 novembre 1961] (p. 3788).

Charreau (M. Georges), villa « Les Tilleuls », Mauvieres, Loches (Indre-et-Loire). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [22 juin 1962] (p. 1978).

Chavannieux (Mme), Marguerittes (Gard). — M. Mignot, *Rapporteur* [10 mai 1961] (p. 734); Réponse du Ministre des Finances et des Affaires économiques [31 mars 1962] (p. 573).

Checaoui Yahia, chez M. Khelladi, Khellil-Berrouaghia (Algérie). — M. Mignot, *Rapporteur* [25 juillet 1960] (p. 2223); Réponse du Ministre de la Justice [19 octobre 1960] (p. 2655).

Chiaverini (M. Jean-Baptiste), 57, boulevard Auguste-Reynaud, Nice (Alpes-Maritimes). — M. Mignot, *Rapporteur* [27 juillet 1959] (p. 1523); Reponse du Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre [6 novembre 1961] (p. 3788).

Claes (M. François), 24, avenue du Château, Morangis (Seine-et-Oise). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [23 décembre 1961] (p. 5743); Réponse du Ministre des Travaux publics et des Transports [31 mars 1962] (p. 575).

MM. Claes, 24, avenue du Château, Morangis (Seine-et-Oise) et Guy Quement, 25, parc de la Bérengère, Saint-Cloud (Seine-et-Oise). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [31 mars 1962] (p. 573); Réponse du Ministre des Travaux publics et des Transports [22 juin 1962] (p. 1979).

Claude (Mme Vve), 75, rue Gustave-Gailly, Montcy-Notre-Dame (Ardennes). — M. Mignot, *Rapporteur* [9 juin 1960] (p. 1252); Réponse du Ministre du Travail [19 octobre 1960] (p. 2654).

Claverie (M. Calixte), 77, rue du 14-Juillet, Pau (Basses-Pyrénées). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [23 décembre 1961] (p. 5742).

Clergerie (M.), 143, boulevard Heurteloup, Tours (Indre-et-Loire). — M. Mignot, *Rapporteur* [22 décembre 1959] (p. 3584); Réponse du Ministre de l'Intérieur [5 mai 1960] (p. 684).

Coarer (M. Jean), Trégonval par Saint-Servais (Côtes-du-Nord). — M. Mignot, *Rapporteur* [24 novembre 1960] (p. 4075); Réponse du Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre [10 mai 1961] (p. 738).

Colmard (M. H.), administrateur civil au Ministère des Armées « Air », 239, rue de la Croix-Nivert, Paris (15e). — M. Mignot, *Rapporteur* [22 décembre 1959] (p. 3583); Réponse du Ministre des Armées [5 mai 1960] (p. 682, 683).

Comotti (Mme), 3 *bis*, rue Durantin, Paris (18e). — M. Mignot, *Rapporteur* [10 mai 1961] (p. 734); Réponse du Ministre de la Justice [29 juillet 1961] (p. 2053); Réponse du Ministre de la Justice [6 novembre 1961] (p. 3790).

Corbiere (M. Louis), Conducteur des Chantiers ponts et-chaussées, Bou-Saada (Algérie). — M. Mignot, *Rapporteur* [9 juin 1960] (p. 1252).

Coumbassa (M. Mamadou), Maison centrale de Nîmes (Gard). — M. Mignot, *Rapporteur* [24 novembre 1960] (p. 4075); Réponse du Ministre de la Justice [10 mai 1961] (p. 737).

Coumbassa (M. Mamadou), Détenu 748 T, rampe du Fort, Nîmes (Gard). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [23 décembre 1961) (p. 5742).

Dalibot (M.), Délégué des commis de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, Rennes. — M. Mignot, *Rapporteur* [22 décembre 1959] (p. 3583).

Damon (M. Albert), cité H. L. M. B 1, bloc 2 Bon Voyage, Nice (Alpes-Maritimes). — M. Mignot, *Rapporteur* [9 juin 1960] (p. 1252); Réponse du Ministre des Anciens combattants et victimes de guerre [19 octobre 1960] (p. 2653).

Dardet (M. Jean-Marie), « Caragoudes » par Caraman (Haute-Garonne). — M. Mignot, *Rapporteur* [22 décembre 1959] (p. 3583).

David (M. Emile), cultivateur à Boussais, commune de Béruges (Vienne). — M. Mignot, *Rapporteur* [24 novembre 1960] (p. 4075).

Degremont (M. Eugène), 6, avenue Joffre, Meaux (Seine-et-Marne). — M. Mignot, *Rapporteur* [27 juillet 1959] (p. 1522).

Delafosse (M. Pierre), 119, rue Jules-Ferry, Fécamp (Seine-Maritime). — M. Mignot, *Rapporteur* [22 décembre 1959] (p. 3583); Réponse du Ministre des Armées [31 décembre 1960] (p. 4796).

Delmaire (M. Edmond), 54, rue Montesquieu, Calais. — M. Mignot, *Rapporteur* [9 juin 1960] (p. 1252).

Devron (M. C.), Président des Anciens combattants internés en Suisse pour le Puy-de-Dôme et le Centre, 12, avenue Carnot, Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [23 décembre 1961]

Pétitions.

(p. 5743) ; Réponse du Ministre des Anciens combattants et victimes de guerre [31 mars 1962] (p. 574).

Dibon (M. Amand), Président du syndicat des rentiers-viagers de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, 4, boulevard Marceau, Oran (Algérie). — M. Mignot, *Rapporteur* [27 juillet 1959] (p. 1523) ; Réponse du Secrétaire d'Etat aux Finances [28 octobre 1959] (p. 2059) ; rapport de M Delachenal [27 juillet 1962] (p. 2910).

Diederichs (M.), Association générale des étudiants, 64, avenue d'Italie, Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). — M. Mignot, *Rapporteur* [10 mai 1961] (p. 735) ; Réponse du Ministre de la Défense nationale [29 juillet 1961] (p. 2055).

Drulot (M. André), chez M. Jean Bonnecaze, angle des routes d'Espagne et de Béhobie, Hendaye (Basses-Pyrénées), ancien directeur de l'école de Misserghin (Algérie). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [29 juillet 1961] (p. 2051).

Dubos (M. Georges), 2, rue Duguay-Trouin, Casablanca (Maroc). — M. Mignot, *Rapporteur* [25 juillet 1960] (p. 2223) ; Réponse du Ministre des Armées [19 octobre 1960] (p. 2656).

Duchamp (Mme Jeanne), Avrée par Luzy (Nièvre). — M. Mignot, *Rapporteur* [10 mai 1961] (p. 734).

Duconseil (M. Albert), Leforest (Pas-de-Calais). — M. Mignot, *Rapporteur* [27 juillet 1959] (p. 1523) ; Réponse du Ministre de la Justice [28 octobre 1959] (p. 2060).

Duine (M. Alfred), 487 P, maison centrale de Nîmes (Gard). — M. Mignot, *Rapporteur* [27 juillet 1959] (p. 1522) ; Réponse du Ministre de la Justice [28 octobre 1959] (p. 2056).

Galvin (Mme Germaine), le Champ, près Froges (Isère). — M. Mignot, *Rapporteur* [24 novembre 1960] (p. 4075).

Galvin (Mme G.), le Champ, près Froges (Isère). — M. Mignot, *Rapporteur* [24 novembre 1960] (p. 4076).

Gandji ko Bokassi (M. Augustin), B. P. 488, Bangui (Oubangui-Chari). — M. Mignot, *Rapporteur* [27 juillet 1959] (p. 1523) ; Réponse du Ministre de la Justice [22 décembre 1959] (p. 3585).

Gharbi Kelifa (M.), chez M. Lakhdar ben Ahmed, cité Djeffa, Médéa (Algérie). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [31 mars 1962] (p. 573).

Girbal (M. Célestin), T 894, Maison centrale de Nîmes (Gard). — M. Mignot, *Rapporteur* [10 mai 1961] (p. 734) ; Réponse du Ministre de la Justice [29 juillet 1961] (p. 2052).

Gratecap (M Gaston), 1, rue Montebello, Oran (Algérie). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [23 décembre 1961] (p. 5743).

Grosse (M. Hubert), avenue des Arums, Antibes (Alpes-Maritimes). — M. Mignot, *Rapporteur* [22 décembre 1959] (p. 3583).

Grunberger (M. Zoltan), 65, rue de l'Ourcq, Paris (19e). — M. Mignot, *Rapporteur* [9 juin 1960) (p. 1252) ; Réponse du Ministre des Anciens combattants et victimes de guerre [19 octobre 1960] (p. 2651).

Grynfeld, 115, rue de Reuilly, Paris. — M. Mignot, *Rapporteur* [9 juin 1960] (p. 1253) ; M. Saillard du Rivault, *Rapporteur* [22 juin 1962] (p. 1979) ; Réponse du Ministre de l'Intérieur [19 octobre 1960] (p. 2655).

Guignard (M. Abel), Maison centrale de Nîmes (Gard). — M. Mignot, *Rapporteur* [27 juillet 1959] (p. 1522) ; Réponse du Ministre de la Justice [28 octobre 1959] (p. 2057).

Guignard (M. Abel), 1, rampe du Fort, Nîmes (Gard). — M. Saillard du Rivault, *Rapporteur* [28 juin 1961] (p. 1331) ; Réponse du Ministre de la Justice [6 novembre 1961] (p. 3791).

Guilaine (M. Roger), matricule 895 T, Maison centrale de Nîmes (Gard). — M. Mignot, *Rapporteur* [10 mai 1961] (p. 735) ; Réponse du Ministre de la Justice [29 juillet 1961] (p. 2055).

Halder (M. Albert), 11, rue Lazerges, Biskra (Aurès). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [28 juin 1961] (p. 1331).

Hamzaoui (M. Mohamed), 37, Grande-Rue, Villemonble (Seine). — M. Mignot, *Rapporteur* [10 mai 1961] (p. 734) ; Réponse du Ministre de l'Intérieur [6 novembre 1961] (p. 3790).

Hartz (M. Joseph), Camp Sud à Mauzac (Dordogne). — M. Mignot, *Rapporteur* [24 novembre 1960] (p. 4075) ; Réponse du Ministre de la Justice [10 mai 1961] (p. 736, 737).

Histel (M. Marcel), 19, rue de Lens, Freyming (Moselle). — M Mignot, *Rapporteur* [22 décembre 1959] (p. 3583) ; Réponse du Ministre des Anciens combattants et victimes de guerre [5 mai 1960] (p. 682).

Humbert (M. Jean-Emile), 1, rue des Eparges, Fresnes-en-Woëvre (Meuse). —

M. Mignot, *Rapporteur* [27 juillet 1959] (p. 1522) ; Réponse du Secrétaire d'Etat aux Finances [28 octobre 1959] (p. 2057).

Jumas (M. Marcel), 5, rue Louis-Blanc, Perpignan (Pyrénées-Orientales). — M. Mignot, *Rapporteur* [10 mai 1961] (p. 734) ; Réponse de M. le Secrétaire d'Etat aux Finances [29 juillet 1961] (p. 2052, 2053).

Kazimierz Wisniewski, 39, rue Voltaire, Croix (Nord). — M. Mignot, *Rapporteur* [5 mai 1960] (p. 679) ; Réponse du Ministre des Affaires étrangères [19 octobre 1960] (p. 2651).

Lacassagne (Mme Douceline), Lafitte-sur-Lot (Lot-et-Garonne). — M. Mignot, *Rapporteur* [27 juillet 1959] (p. 1523) ; Réponse du Ministre du Travail [28 octobre 1959] (p. 2058).

Lacouture (M.), villa « Bagatelle », boulevard de la Corne d'Or, Villefranche sur-Mer (Alpes-Maritimes). — M. Mignot, *Rapporteur* [22 décembre 1959] (p. 3583) ; Réponse du Ministre de la Justice [5 mai 1960] (p. 683).

Lacouture (M. S.), villa « Bagatelle ». La Corne d'Or, Villefranche-sur-Mer (Alpes-Maritimes). — M. Mignot, *Rapporteur* [10 mai 1961] (p. 735) ; Réponse du Ministre des Finances et des Affaires économiques [31 mars 1962] (p. 574).

Lanchon (M. René), Sainte-Agathe-d'Aliermont par Londinières (Seine-Maritime). — M. Mignot, *Rapporteur* [27 juillet 1959] (p. 1522) ; Réponse du Ministre de l'Agriculture [5 mai 1960] (p. 681).

Lapierre (M. Charles), 82 avenue Gambetta, Saint-Maur. — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [22 juin 1962] (p. 1978).

Lasserre (M. Robert), au Lanot, Dax (Landes). — M. Mignot, *Rapporteur* [27 juillet 1959] (p. 1522) ; Réponse du Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre [22 décembre 1959] (p. 3584).

Leblanc (M. Emile-Louis), 27, rue Eugène-Jumin, Paris (19e). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [23 décembre 1961] (p. 5743).

Leccia (Mme Vve), 9, boulevard Pugliesi-Conti, Ajaccio (Corse). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [28 juin 1961] (p. 1332).

Leclerc (M. René), 32, rue Jean-Marie-Pem, la Ricamarie (Loire). — M. Mignot, *Rapporteur* [27 juillet 1959] (p. 1522).

Leconte (M. Ernest), « Les Ardelets », Saint-Didier-au-Mont-d'Or (Rhône). — M. Mignot, *Rapporteur* [9 juin 1960] (p. 1252) ; Réponse du Ministre des Armées [19 octobre 1960] (p. 2652).

Le Guyader (Mme), 3, place du Marché-aux-Légumes, Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). — M. Mignot, *Rapporteur* [10 mai 1961] (p. 735) ; Réponse du Ministre de la Justice [6 novembre 1961] (p. 3790).

Le Guyader, 3, place du Marché-aux-Légumes, Saint Malo (Ille-et-Vilaine). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [28 juin 1961] (p. 1332) ; Réponse du Ministre de la Justice [6 novembre 1961] (p. 3791, 3792).

Lejeaille, 158, boulevard de la Gare, Paris (13e). — M. Mignot, *Rapporteur* [9 juin 1960] (p. 1252) ; Réponse du Ministre de l'Agriculture [19 octobre 1960] (p. 2654).

Leleu (M. Maurice), 2, rue Sainte-Lucence, Provins (Seine-et-Marne). — M. Mignot, *Rapporteur* [22 décembre 1959] (p. 3583).

Lenormand (M. Georges), Buhy par Saint-Clair-sur-Epte (Seine-et-Oise). — M. Mignot, *Rapporteur* [28 octobre 1959] (p. 2055).

Lescalie (M. Elie), 11, rue Fontaine, Paris (9e). — M. Mignot, *Rapporteur* [27 juillet 1959] (p. 1522), [9 juin 1960] (p. 1251) ; M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [22 juin 1962] (p. 1977) ; Réponse du Ministre de la Justice [22 décembre 1959] (p. 3584, 3585).

Louis (M. Auguste), 857 P., Maison centrale de Nîmes (Gard). — M. Mignot, *Rapporteur* [10 mai 1961] (p. 734) ; Réponse du Ministre de la Justice [29 juillet 1961] (p. 2054).

Lyon-Caen (M. Léon), 15, rue du Faubourg-Montmartre, Paris (18e). — M. Mignot, *Rapporteur* [27 juillet 1959] (p. 1522).

Mace (M. Charles), Maison centrale de Nîmes (Gard). — M. Mignot, *Rapporteur* [10 mai 1961] (p. 735) ; Réponse du Ministre de la Justice [29 juillet 1961] (p. 2054).

Mahnovetz (M.), 5, rue Leconte-de-Lisle, Paris (16e). — M. Mignot, *Rapporteur* [27 juillet 1959] (p. 1523) ; Réponse du Ministre de la Justice [28 octobre 1959] (p. 2058).

Marcade (Mlle Anita), 9, rue Baron-Louis, Noisy-le-Grand (Seine-et-Oise). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [23 décembre 1961] (p. 5742), [22 juin 1962] (p. 1978) ; Réponse du Ministre de la Santé publique et de la Population [31 mars 1962] (p. 574).

Marchat (M.), Comité de défense des classes préparatoires et des grandes écoles, 18, rue Ballainvilliers, Clermont-Ferrand (Puy-de-

Pétitions.

Dôme). — M. Mignot, *Rapporteur* [10 mai 1961] (p. 735); Réponse du Ministre de la Défense nationale [29 juillet 1961] (p. 2055).

Martin (M. André), boulevard de la République, Nîmes (Gard). — M. Mignot, *Rapporteur* [24 novembre 1960] (p. 4075); Réponse du Ministre de l'Agriculture [10 mai 1961] (p. 736).

Mastil (M. Jules), Maison centrale de Nîmes (Gard). — M. Mignot, *Rapporteur* [10 mai 1961] (p. 734); Réponse du Ministre de la Justice [29 juillet 1961] (p. 2052).

Montousamy Saint-Méry-Robert, ligne Odedor, petite île Saint-Pierre (La Réunion). — M. Mignot, *Rapporteur* [25 juillet 1960] (p. 2223).

Morel (Mme), 17, boulevard Gallieni, Rabat (Maroc). — M. Mignot, *Rapporteur* [5 mai 1960] (p. 679).

Mustapha el Hassou, boulevard Maxime-Ménard, Tlemcen (Algérie). — M. Mignot, *Rapporteur* [24 novembre 1960] (p. 4076); Réponse du Ministre de la Santé publique et de la Population [28 juin 1961] (p. 1333).

Mulard (M.), 34, boulevard Sainte-Beuve, Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais). — M. Mignot, *Rapporteur* [9 juin 1960] (p. 1253); Réponse du Ministre des Travaux publics et des Transports [25 juillet 1960] (p. 2224).

Nguyen Van Nhan (M.), centre d'accueil de Bias par Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne). — M. Mignot, *Rapporteur* [28 octobre 1959] (p. 2055).

Nibaut (Mme Vve), 27, rue du Docteur-Ménard, Nice (Alpes-Maritimes). — M. Mignot, *Rapporteur* [22 décembre 1959] (p. 3583); Réponse du Ministre du Travail [5 mai 1960] (p. 684).

Nibaut (Mme Vve), 27, rue du Docteur-Ménard, Nice (Alpes-Maritimes). — M. Mignot, *Rapporteur* [25 juillet 1960] (p. 2223); Réponse du Ministre des Finances et des Affaires économiques [23 décembre 1961] (p. 5744).

Noret (M. André) matricule 34422, avenue du Général-Leclerc, Hôpital central 81, Fresnes (Seine). — M. Mignot, *Rapporteur* [31 décembre 1960] (p. 4795); Réponse du Ministre de la Justice [10 mai 1961] (p. 740); M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [29 juillet 1961] (p. 2051).

Nunzi (M. Jean), 6, rue Lavoisier, Toulouse (Haute-Garonne). — M. Mignot, *Rapporteur* [24 novembre 1960] (p. 4075); Réponse du Ministre de l'Intérieur [10 mai 1961] (p. 738, 739). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [29 juillet 1961] (p. 2051); Réponse du Ministre de l'Intérieur [6 novembre 1961] (p. 3789).

Obser Court (M. Emile), Maison centrale de Nîmes (Gard). — M. Mignot, *Rapporteur* [9 juin 1960] (p. 1252); [24 novembre 1960] (p. 4075); Réponse du Ministre de la Justice [25 juillet 1960] (p. 2224).

Ohnimus (M. Lucien), Maison centrale de Clairvaux (Aube). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [28 juin 1961] (p. 1331); Réponse du Ministre de la Justice [6 novembre 1961] (p. 3790, 3791).

Pallot (M. Pierre), Saint-Georges-de-Monclard (Dordogne). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [23 décembre 1961] (p. 5743).

Peler (M. Jean), 2, rue François-Arago, Cayenne (Guyane française). — M. Mignot, *Rapporteur* [31 décembre 1960] (p. 4795); Réponse du Ministre de la Justice [10 mai 1961] (p. 740).

Pham-The-Vinh, 56, rue Huyên-Trân-Conq-Thua, Hanoï (Nord-Vietnam). — M. Mignot, *Rapporteur* [9 juin 1960] (p. 1252); Réponse du Ministre des Armées [19 octobre 1960] (p. 2653).

Poirier (Mlle Odette), 23, rue Raynouard, Paris (16e). — M. Mignot, *Rapporteur* [28 octobre 1959] (p. 2055); Réponse du Ministre de la Construction [5 mai 1960] (p. 681).

Prévost (M. Pierre), 149, avenue du Maine, Paris (14e). — M. Mignot, *Rapporteur* [5 mai 1960] (p. 680).

Ragnoni (M. Mario), rue Bellissime, Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [31 mars 1962] (p. 573); Réponse du Ministre de la Construction [27 juillet 1962] (p. 2912).

Rahal Ahmed, immeuble Diouri, rue des Etats-Unis, Fès (Maroc). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [20 septembre 1961] (p. 5743).

Reille (M. René), 47, boulevard de Grenelle, Paris. — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [29 juillet 1961] (p. 2051); Réponse du Ministre de l'Intérieur [23 décembre 1961] (p. 5744).

Ribière (M. Léonard), 30, avenue Foucaud,

Limoges (Haute-Vienne). — M. Mignot, *Rapporteur* [27 juillet 1959] (p. 1523) ; [24 novembre 1960] (p. 4075) ; Réponse du Ministre de l'Intérieur [22 décembre 1959] (p. 3585).

Rodas (Mme Veuve), 11, quai Duguay-Trouin, Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [27 juillet 1962] (p. 2910).

Rossignol (M. Raymond), 33, rue des Baconnets, Antony (Seine). — M. Mignot, *Rapporteur* [9 juin 1960] (p. 1252) ; Réponse du Ministre de l'Education nationale [19 octobre 1960] (p. 2653).

Rossignol (M. Raymond R ), 33, rue des Baconnets, Antony (Seine). — M. Mignot, *Rapporteur* [10 mai 1961] (p. 734).

Rouzier (Mme Vve), Cahuzac par Castillonnes (Lot-et-Garonne). — M. Mignot, *Rapporteur* [9 juin 1960] (p. 1252) ; Réponse du Ministre des Anciens combattants et victimes de guerre [19 octobre 1960] (p. 2654).

Saillat Abdelhamid Essayah. — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [23 décembre 1961] (p. 5743) ; Réponse du Ministre des Affaires étrangères [31 mars 1962] (p. 574).

Sarron (Mme Juliette), 83, rue de l'Arsenal, Rochefort sur-Mer (Charente-Maritime). — M. Mignot, *Rapporteur* [24 novembre 1960] (p. 4075).

Sassard (M.), 26, rue de Clichy, Paris (9e). — M. Mignot, *Rapporteur* [5 mai 1960] (p. 679), [24 novembre 1960] (p. 4075) ; Réponse du Ministre des Armées [19 octobre 1960] (p. 2651) ; M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [23 décembre 1961] (p. 5742) ; Rapport établi par M. Poutier au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées et adopté à l'unanimité par celle-ci dans sa séance du 21 mars 1962 [22 juin 1962] (p. 1978).

Savoye (M. L.-L.), Pavillon Pinel, Hôpital de Montauban (Tarn-et-Garonne). — M. Mignot, *Rapporteur* [22 décembre 1959] (p. 3583).

Schuller (Mlle Angèle), les Cantuaines, 4, rue de la Croix, Maubeuge (Nord). — M. Mignot, *Rapporteur* [22 décembre 1959] (p. 3583) ; Réponse du Ministre du Travail [5 mai 1960] (p. 683).

Ségot (M. Michel), 21 *bis*, cité du Tour-de-Ville, Soissons (Aisne). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [31 mars 1962] (p. 573).

Sérini (M. A.-G.), armateur, 21, rue Chaptal, Paris (9e). — M. Mignot, *Rapporteur* [10 mai 1961] (p. 735).

Serra (Mme Bernadette), 151, route Nationale, Mers-les-Bains (Somme). — M. Mignot, *Rapporteur* [31 décembre 1960] (p. 4795) ; Réponse du Ministre de l'Intérieur [10 mai 1961] (p. 739, 740).

Sistre (Mme Veuve), 57, cours Bournissac à Cavaillon (Vaucluse). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [27 juillet 1962] (p. 2910).

Slimène Ouennoughi ben Rabah (M.), rue de Sion, Mondovi (Bône). — M. Mignot, *Rapporteur* [22 décembre 1959] (p. 3583) ; Réponse du Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre [5 mai 1960] (p. 683).

Smail Tijani, 35, rue Kilani-Métoui, Gafsa (Tunisie). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [28 juin 1961] (p. 1331) ; Réponse du Ministre de la Justice [6 novembre 1961] (p. 3791).

Tanguy (M. Jean), 14, rue Hoche, Brest (Finistère). — M. Mignot, *Rapporteur* [27 juillet 1959] )p. 1523).

Ternand (M. René), 3, place du Marché-aux-Légumes, Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [29 juillet 1961] (p. 2051).

Ternand (M. René), 6, rue Michel, Villeneuve-Triage (Seine-et-Oise). — M. Mignot, *Rapporteur* [9 juin 1960] (p. 1252) ; Réponse du Ministre de l'Intérieur [19 octobre 1960] (p. 2652).

Ternand (M. René) 6, rue Michel, Villeneuve-Triage (Seine-et-Oise). — M. Mignot, *Rapporteur* [25 juillet 1960] (p. 2223) ; Réponse du Ministre des Armées [19 octobre 1960] (p. 2655).

Ternand (M. René), 6, rue Michel, Villeneuve-Triage (Seine-et-Oise). — M. Mignot, *Rapporteur* [24 novembre 1960] (p. 4075) ; Réponse du Ministre des Anciens combattants et victimes de guerre [10 mai 1961] (p. 737).

Ternand (M. René), 6, rue Michel, Villeneuve-Triage (Seine-et-Oise). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [23 décembre 1961] (p. 5743).

Thapon (M. Désiré), 10, avenue Léon-Blum, Athis-Mons (Seine-et-Oise). — M. Mignot, *Rapporteur* [24 novembre 1960] (p. 4076) ; Réponse du Ministre de l'Industrie [10 mai 1961] (p. 739) ; M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [23 décembre 1961] (p. 5742).

Toni (M. Julien), 16, rue Carnot, Courbevoie (Seine). — M. Mignot, *Rapporteur* [10 mai

1961] (p. 734); Réponse du Ministre de l'Intérieur [6 novembre 1961] (p. 3790).

MM. Tran Huu Phung et Do Nhu Y, 70, rue Ba-Huyen, Thanh-Quan, Saigon. — M. Mignot, *Rapporteur* [24 novembre 1960] (p. 4075); Réponse du Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre [10 mai 1961] (p. 737, 738); Réponse du Ministre des Armées [29 juillet 1961] (p. 2051).

Verges (M. Roger), 2, place Beleyme, Périgueux (Dordogne). — M. Mignot, *Rapporteur* [22 décembre 1959] (p. 3583); Réponse du Ministre de la Justice [5 mai 1960] (p. 682).

Vieillard (M. Ernest), Maison centrale de Nîmes (Gard). — M. Mignot, *Rapporteur* [9 juin 1960] (p. 1252); Réponse du Ministre de la Justice [19 octobre 1960] (p. 2653).

Vigne (Mme Pierre), 18, cité Montplaisir, avenue de Lattre-de-Tassigny, Arles (Bouches-du-Rhône). — M. Salliard du Rivault, *Rapporteur* [31 mars 1962] (p. 573).

Zaïm (M. Ahmed), 15, rue Saint-Augustin, Philippeville (Algérie). — M. Mignot, *Rapporteur* [24 novembre 1960] (p. 4075); Réponse du Directeur général de la caisse des dépôts et consignations [10 mai 1961] (p. 735).

**PÉTROLE.**

*Voy.* HYDROCARBURES.

— du Sahara (Redevances). — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 53 [8 novembre 1960] (p. 3325).

— Taxe intérieure. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**), Art. 5.

**PHARMACIENS.**

— Rapport Rueff. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Santé publique et Population [28 octobre 1960] (p. 2924, 2928, 2939).

**PICARDIE.**

— Difficultés de la. — *Voy.* PLAN (**n° 1573**) [14 juin 1962] (p. 1707).

**PIÈCES ISOLÉES.**

— Sous-location de. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 11.

**PIÉGEAGE.**

— des oiseaux rapaces. — *Voy.* CHASSE, 2.

**PIERRE-BÉNITE.**

— Usine de. — *Voy.* ÉCONOMIE NATIONALE, 1.

**PIERRELATTE.**

— Construction de l'usine de séparation des isotopes. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**), Services du Premier Ministre, I. Services généraux [21 novembre 1959] (p. 2732); BUDGET DE 1961 (**n° 1560**), Art. 25 [5 décembre 1961] (p. 5304); BUDGET DE 1962 (**n° 1436**), Services du Premier Ministre, Energie atomique [12 novembre 1961] (p. 4518, 4519); BUDGET DE 1962 (**n° 1809**) [10 juillet 1962] (p. 2281, 2283); [11 juillet 1962] (p. 2318, 2324, 2325, 2326, 2333); [12 juillet 1962] (p. 2395); [23 juillet 1962] (p. 2749).

*Voy. aussi* : MOTION DE CENSURE, 8.

**PIERRES.**

— calcaires. — *Voy.* DOUANES, 13.

**PIÉTONS.**

— Circulation des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 133.

**PILOTES AUTOMATIQUES.** — *Voy.* DOUANES, 17.

**PINAY (M.).**

— Déclaration de — sur la situation financière. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**) [1er décembre 1961] (p. 5230).

**PLACEMENT.**

— des aveugles et sourds-muets. — *Voy.* AIDE ET ASSISTANCE SOCIALE, 1.

**PLAFOND.**

— des cotisations de sécurité sociale. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 258.

**PLAN.**

Proposition de loi tendant à l'institution, dans le cadre du commissariat général du Plan de modernisation et d'équipement, d'un Plan de progrès social, établi séparément lors de la publication périodique de chaque Plan de développement économique, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 octobre 1960 par M. Jean-Paul David (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 878**; rapport le 17 mai 1961 par M. Chapuis, **n° 1187.**

**IIIe PLAN.**

— Application du. — *Voy.* PLAN (**n° 1573**) [23 mai 1962] (p. 1254) ; [29 mai 1962] (p. 1382).

**IVe PLAN.**

Projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social, présenté à l'Assemblée Nationale le 29 novembre 1961 par M. Wilfrid Baumgartner, Ministre des Finances et des Affaires économiques (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 1573**; avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges le 11 mai 1962 par MM. Boscary-Monsservin, Devemy, Duvillard, Maurice Lemaire et Pillet, **n° 1707** ; rapport (Tome : I Observations générales et vues d'ensemble sur les objectifs et les moyens du IVe Plan; Tome II : Les équipements sociaux, Les programmes par secteur, Les départements et territoires d'outre-mer) le 16 mai 1962 par M. Marc Jacquet, rapporteur général, **n° 1712** ; avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales le 16 mai 1962 par MM. Fréville, Chapuis et Debray, **n° 1714** ; (Tome I : La répartition du revenu national ; Tome II : Problèmes sociaux ; Tome III : Les aspects culturels du Plan) ; lettre rectificative le 18 mai 1962, **n° 1728** ; deuxième lettre rectificative le 21 juin 1962, **n° 1783**; adoption en première lecture le 21 juin 1962 (p. 1923). — Projet de loi **n° 403.**

Transmis au Sénat le 26 juin 1962, **n° 237 (année 1961-1962)** ; rapport au nom de la Commission des affaires économiques et du Plan le 26 juin 1962 ; Tome I : Ensemble par M. Longchambon ; Tome II : Aménagement du territoire, Economies régionales par M. Dailly; Tome III : Habitation par M. Bouloux ; Tome IV : Agriculture, Industries agricoles et alimentaires par M. Brun ; Tome V : Energie par MM. Cornat et Bonnet ; Tome VI : Industries, commerce, artisanat par M. Jager ; Tome VII : Transport et tourisme par M. Pinton ; Tome VIII : Ports maritimes, Marine marchande, Pêches maritimes par M. Yvon ; Tome IX : Postes et télécommunications par M. Beaujannot ; Tome X : Eau par M. Lalloy ; Tome XI : Départements et territoires d'outre-mer par M. Lafleur ; Tome XII : Conclusion, dispositif ; tous les rapporteurs, **n° 238 (année 1961-1962)**; avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles le 26 juin 1962 ; Tome I : Equipement scolaire, universitaire, sportif par M. Tailhades ; Tome II : Recherche scientifique et technique par M. Baumel ; Tome III : Equipement culturel, patrimoine artistique par M. Fruh, **n° 239 (année 1961-1962** ; avis présenté au nom de la Commission des affaires sociales le 28 juin 1962 ; Tome I : Aspects sociaux par M. Menu ; Tome II : L'emploi par M. Chazalon ; Tome III : Equipements sociaux et vieillesse par M. Plait ; Tome IV : Problèmes sociaux dans les D.O.M. par M. Marie-Anne, **n° 242 (année 1961-1962** ; avis présenté au nom de la Commission des finances le 28 juin 1962 par M. Armengaud, **n° 247 (année 1961-1962)** ; rectification à la deuxième lettre rectificative le 12 juillet 1962, **n° 274 (année 1961-1962** ; troisième lettre rectificative le 12 juillet 1962, **n° 275 (année 1961-1962)** ; adoption avec modification en première lecture le 12 juillet 1962. — Projet de loi **n° 105.**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 13 juillet 1962, **n° 1850** ; rapport le 19 juillet 1962 par M. Marc Jacquet, **n° 1857** ; adoption définitive en deuxième lecture le 23 juillet 1962 (p. 2770). — Projet de loi **n° 440.**

Loi n° 62-900 du 4 août 1962 publiée au *J.O.* du 7 août 1962 (p. 7810 et suivantes).

IVe Plan.

**DISCUSSION** [22 mai 1962] (p. 1229); [23 mai 1962] (p. 1261); [24 mai 1962] (p. 1292); [29 mai 1962] (p. 1354, 1370); [6 juin 1962] (p. 1505, 1528); [7 juin 1962] (p. 1551, 1571); [14 juin 1962] (p. 1696, 1719); [19 juin 1962] (p. 1776, 1799); [20 juin 1962] (p. 1824, 1846); [21 juin 1962] (p. 1870, 1891, 1899). Entendus : MM. Pompidou, *Premier Ministre*; Jacquet, *Rapporteur général*; Giscard d'Estaing, *Ministre des Finances et des Affaires économiques*; Fréville, Chapuis, Debray, *Rapporteurs pour avis de la Commission des affaires culturelles*; Lemaire, *Président de la Commission de la production*; Dumortier, Dévémy, Boscary-Monsservin, Duvillard, *Rapporteurs pour avis de la Commission de la production et des échanges*; Le Theule, *Rapporteur pour avis de la Commission de la défense nationale et des forces armées*; Durbet, Cassagne, Pierre Massé, *Commissaire général du Plan*; Blin, Palewski, Coudray, Claudius Petit, Briot, Gabelle, Orrion, Conté, Frys, Féron, Ballanger, Ihuel, Courant, Pleven, Van der Meersch, Mme Devaud, MM. Dumas, *Secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement*; Poudevigne, Vidal, Ebrard, Boisdé, Sallenave, Mondon, Dreyfous-Ducas, Bayou, Terré, Cermolacce, Claudius Petit, Laurent, Douzans, Mlle Dienesch, MM. Duchâteau, Pierre Dumas, *Secrétaire d'Etat*; Billères, Cance, Rivière, Chazelle, Sy, Cassagne, Diligent, Karcher, Thibault, Sanson, Collomb, Nilès, Lecocq, Dutheil, Rieunaud, Halbout, de Montesquiou, Muller, Georges Bonnet, Villon, Becker, Lejeune, Georges-Leygues, Sablé, Cerneau, Delachenal, Cesaire, Catayée, Davoust, Rousseau, Voisin, Lavigne, Var, Rivain, Regaudie, Jaillon, Hostache, Charret, Denvers, Ruais, Catalifaud, Charvet, Szigeti, Ernest Denis, Marchetti, Noiret, Alduy, Hanin, de Villeneuve, Moras, Fabre, Rombeaut, Orvoën, Crucis, Chopin, Deschizeaux, Dumas, *Secrétaire d'Etat*; Vitel, Hassan Gouled, Grenier, Juskiewenski, Paquet, Mondon, Dumas, Neuwirth, Garraud, Derancy, Royer, Mondon, Camino, Lathière, Beauguitte, Dumortier, Clément, Pinoteau, Nungesser, Yrissou, Clermontel, Monnerville, Véry, Feuillard, Brocas, Durroux, Sagette, Kaspereit, Christian Bonnet, Giscard d'Estaing, *Ministre des Finances*; Lenormand, Buot, Le Pen, de Lacoste Lareymondie, Liogier, Schmittlein, Pompidou, *Premier Ministre*; observations sur : les objectifs du Plan : maintenir l'expansion et assurer la progression de la production et du revenu national (p. 1230, 1233, 1236); les conditions nécessaires à la réalisation de cette expansion : refus de l'aide étrangère, stabilité sociale et économique (p. 1230, 1238); la nécessité d'une planification (p. 1230); le caractère volontaire de la planification française (p. 1231); les moyens d'application du Plan : intervention directe et incitations (p. 1234); les conditions d'élaboration du Plan (p. 1232, 1240, 1270, 1297); les travaux préparatoires et les consultations préalables (p. 1232); l'application du Plan, la consultation du Parlement sur sa modification éventuelle (p. 1230, 1235); la nécessité d'informer l'opinion publique de son déroulement (p. 1235); l'éventualité d'un plan intérimaire (p. 1234, 1237); les aléas risquant de compromettre sa réalisation (p. 1235, 1236, 1237); les rapports du Plan et du budget (p. 1234); le taux d'expansion prévu dans le Plan, sa faiblesse par rapport aux possibilités réelles du pays et par rapport à nos partenaires du Marché commun (p. 1230, 1274); la poussée démographique (p. 1231, 1262); l'accroissement de la consommation (*ibid.*); la nécessité d'étudier cette dernière (p. 1266); le financement des investissements (p. 1239); l'âge de la retraite (p. 1263, 1270, 1274, 1281, 1267); le financement des retraites (p. 1263); le problème posé par la réduction de la durée du travail (p. 1238, 1263); les problèmes de l'emploi (p. 1238, 1239, 1263, 1276); le logement, l'insuffisance des prévisions dans ce domaine (p. 1263, 1266, 1278); le développement de l'aide personnalisée au logement, la faculté de construire un plus grand nombre d'habitations étant donné les possibilités de l'industrie du bâtiment (p. 1267); l'organisation du marché du logement, la faible part réservée à l'habitat rural (p. 1278); le problème posé par l'accueil des rapatriés (p. 1236, 1240), notamment dans le domaine du logement (p. 1240, 1267); l'aspect social du Plan (p. 1236, 1264, 1265, 1269); la nécessité d'une politique des revenus (p. 1239); l'insuffisance des statistiques sur les salaires (p. 1264); la suppression des zones de salaires (p. 1239, 1264); le retard des rémunérations des secteurs publics et nationaux sur celles du secteur privé (p. 1267); les charges imposées aux collectivités locales pour la rénovation urbaine et l'équipement urbain (p. 1237, 1268); les équipements hospitaliers (p. 1268); l'augmentation nécessaire des hôpitaux psychiatriques (p. 1269); l'assistance à l'enfance inadaptée et à l'enfance délinquante (p. 1269); l'aide aux vieillards (p. 1239, 1269).

Les besoins en constructions scolaires (p. 1237, 1263, 1271); le développement nécessaire de l'enseignement technique (p. 1237); la démocratisation de l'enseignement et le développement des bourses d'études (p. 1237, 1271); l'organisation du ramassage scolaire (p. 1271); la structure des bibliothèques universitaires et scolaires (p. 1272); la recherche scientifique

(p. 1272, 1299); les dispositions du Plan relatives au cinéma (p. 1272); le statut de la R.T.F. (p. 1273); l'insuffisance des crédits pour le plan culturel (p. 1273); l'aide à la création artistique (*ibid.*); les maisons de la culture, la formation de leurs animateurs (*ibid.*); l'insuffisance des crédits pour la diffusion du livre (*ibid.*).

Les perspectives de l'agriculture dans le plan (p. 1279); les débouchés offerts par le Marché commun pour les produits agricoles français (p. 1275, 1280); le dépôt d'une lettre rectificative pour tenir compte des Accords de Bruxelles (p. 1233, 1279); le problème posé par le départ d'un certain nombre d'agriculteurs (p. 1280); l'insuffisance du programme d'adduction d'eau (p. 1280); la commercialisation des produits agricoles (p. 1281); les problèmes posées par l'énergie (p. 1275). l'abaissement souhaitable de son coût (p. 1297); la baisse de l'extraction charbonnière en France (p. 1276); l'importance du pétrole et du gaz saharien (p. 1274, 1276, 1297); la production industrielle (p. 1292, 1293); les besoins en cadres dans l'industrie (p. 1294, 1295); les problèmes posés par la sidérurgie (p. 1276, 1292, 1293); la chute de la rentabilité dans cette industrie et la nécessité de relever le prix de l'acier et de faciliter le financement des investissements (p. 1393, 1297); les industries chimiques (p. 1293, 1294); la construction électrique (p. 1294); la diminution des ventes de téléviseurs du fait du retard apporté à la mise en place de la deuxième chaîne (p. 1294, 1295); l'automation et ses conséquences (p. 1279, 1295); l'industrie textile (1294); la concurrence risquant de lui être faite par les pays à bas salaire (*ibid.*); l'implantation de la pétro-électrochimie (p. 1294); l'industrie des machines-outils en France (p. 1295); l'industrie automobile, la nécessité d'un abaissement de la taxation des carburants pour permettre son développement (p. 1296); l'industrie du bâtiment et des travaux publics (p. 1296); l'industrie du verre (p. 1296); l'organisation de l'artisanat (p. 1296); le développement nécessaire du tourisme (p. 1298); le commerce, la faible augmentation de sa productivité (p. 1275); sa modernisation (p. 1298); l'installation de magasins dans les grands ensembles (p. 1275) la reconstruction des abattoirs de La Villette (p. 1289); l'aménagement du territoire (p. 1237, 1238, 1276, 1277, 1280, 1358, 1363, 1505, 1510, 1515, 1521, 1528, 1554, 1702, 1708, 1709); le développement des économies régionales (p. 1237, 1250); l'installation de petites industries dans les régions dépeuplées (p. 1276, 1280); les moyens de transports (p. 1233, 1277, 1280, 1298); la construction de grandes transversales (p. 1277); la dépéréquation des tarifs des transports (p. 1281, 1298); la liaison Rhône—Rhin (p. 1222, 1277); la liaison terrestre à travers la Manche (p. 1279); le réseau navigable (p. 1298); notre retard dans ce domaine par rapport à nos partenaires du Marché commun (p. 1298); le silence du Plan sur les problèmes de la défense nationale, l'incidence des dépenses militaires sur la recherche, le développement de certaines industries, la formation de la main-d'œuvre (p. 1299); le problème posé par le retour des troupes d'Algérie en France (p. 1300); l'essor pouvant être donné à certaines régions délavorisées par l'implantation de ces troupes (p. 1301); les conséquences d'une réduction du service militaire (p. 1301); les difficultés financières rencontrées dans l'exécution de la loi de programme militaire (*ibid.*).

IVe Plan.

**Question préalable** opposée par M. Boscary-Monsservin (p. 1302); observations sur : les possibilités d'amendement du projet (p. 1302); l'usage éventuel par le Gouvernement de l'article 44 et de la procédure du vote bloqué (*ibid.*); la consultation souhaitable du Parlement avant et non après le Ve Plan (*ibid.*); la situation nouvelle créée par l'accueil des réfugiés d'Algérie (p. 1303); la nécessité d'ouvrir la discussion (*ibid.*); le détournement du but de la question préalable (p. 1303, 1304); l'intention du Gouvernement de tenir compte des indications données par le Parlement pour ajuster le Plan (p. 1304); la possibilité de décider de la dépéréquation tarifaire de la S.N.C.F. par voie réglementaire (p. 1304, 1305); retrait de la question préalable de M. Boscary-Monsservin (p. 1305).

**Question préalable** opposée par M. Cassagne (p. 1305); observations sur : la manière non démocratique dont le Plan a été élaboré (p. 1305, 1306); la mise à l'écart du Parlement des options politiques (p. 1307); les divergences existant entre la politique gouvernementale et les indications du Plan (p. 1307); le caractère indicatif et facultatif du Plan (p. 1307); les conséquences financières de la force de frappe (*ibid.*); les conditions dans lesquelles le IIe Plan a été déposé et discuté par l'Assemblée (p. 1308); les rapports entre le Plan et le budget (p. 1308, 1309); la nécessité de permettre au Parlement de discuter du Plan (p. 1309); la participation syndicale à l'élaboration du Plan (p. 1309); le dépôt du projet sur le bureau de l'Assemblée avant son entrée en application (*ibid.*); l'exclusion des socialistes des fonctions de Rapporteur (p. 1310); rejet au scrutin de la question préalable (p. 1310); liste des votants

IVe Plan.

(p. 1328) ; reprise de la discussion ; observations sur : les résultats du IIIe Plan (p. 1254, 1382) ; le taux d'expansion fixé dans le IVe Plan (p. 1335, 1360, 1876, 1883) ; l'établissement du IVe Plan dans l'intérêt des monopoles capitalistes (p. 1309) ; la répartition des fruits de l'expansion et les priorités fixées dans le Plan (p. 1355, 1356, 1357) ; l'originalité de la planification française (p. 1524, 1582, 1727, 2807) ; la coordination du Plan, du budget et des lois-programme (p. 1363) ; le financement des objectif du Plan (p. 1518, 1519, 1877, 1906) ; les conditions d'élaboration du Plan (p. 1359, 1507, 1519, 1520, 1780, 1782, 1806, 1842, 1848, 1876, 1888, 1905) ; l'association du Parlement à sa conception (p. 1363, 1376, 1378, 1521, 1524, 1533, 1708, 1722, 1832, 1842, 1895, 1903) ; la participation syndicale à son élaboration (p. 1807, 1885, 1895) ; la participation des agriculteurs (p. 1895), celle des collectivités locales (p. 1708, 1722, 1782) ; les intentions du Gouvernement quant à l'élaboration du Ve Plan (p. 1905, 1913) ; l'application du Plan l'éventualité d'un plan intérimaire (p. 1874, 1912) ; l'incidence de l'évolution de la situation algérienne sur la réalisation du Plan (p. 1379) ; l'insertion du Plan dans son contexte européen (p. 1763, 1766, 1582, 1906) ; la nécessité d'une coordination européennne des investissements (p. 1513, 1514, 1515, 1582, 1895) ; l'absence d'une politique nationale des revenus (p. 1361, 1573) ; l'intention du Gouvernement d'étudier ce problème (p. 1910, 1911) ; les aspects sociaux du Plan (p. 1357, 1361, 1583, 1799, 1800, 1910) ; le problème de l'emploi (p. 1361, 1514, 1517, 1525, 1698, 1824, 1874, 1886, 1910) ; la situation créée par la réduction du service militaire et le retour des rapatriés (p. 1511, 1517, 1519, 1700, 1728, 1812, 1875, 1886, 1910) ; le problème du relogement des rapatriés (p. 1554) ; celui de l'accueil des soldats de retour d'Algérie (p. 1781) ; la possibilité d'utiliser pour eux le camp de La Courtine dans la Creuse (p. 1781) ; l'intention du Gouvernement de permettre aux rapatriés de trouver leur place dans la vie métropolitaine (p. 1910) ; la suppression des zones de salaires (p. 1363, 1516, 1782, 1796, 1799, 1906) ; la politique des salaires du Gouvernement (p. 1517, 1574, 1824) ; le maintien de la politique des conventions collectives (p. 1517) ; le retard du S.M.I.G. (*ibid.*) ; l'intéressement des travailleurs à l'entreprise (p. 1875) ; le problème de la durée du travail (p. 1518, 1698) ; la formation des ouvriers qualifiés (p. 1782, 1824) ; les difficultés d'une industrie de main d'œuvre (p. 1696, 1697).

Les travaux de la commission Prigent (p. 1517) ; ceux de la commission Laroque (p. 1517, 1582, 1586, 1697) ; la situation des personnes âgées (p. 1517, 1582, 1729, 1730, 1871) ; le problème posé par leur logement, la possibilité de leur réserver des appartements dans les étages inférieurs des grands immeubles (p. 1871) ; l'installation souhaitable de vieillards dans les régions deshéritées (p. 1903) ; la situation des infirmes et des handicapés (p. 1584, 1585, 1586) ; celle de l'enfance inadaptée (p. 1558, 1725, 1730) ; la diminution du pouvoir d'achat des familles (p. 1567, 1568) ; la revalorisation des allocations familiales (p. 1568, 1569) ; la représentation des familles au sein d'associations U.N.A.F. et U.D.A.F. (p. 1568, 1569).

L'insuffisance de l'équipement hospitalier (p. 1575, 1576, 1577, 1583, 1584, 1870) ; le retard dans l'application de la loi-programme d'équipement sanitaire et social (*ibid.*) ; le développement souhaitable des maisons de convalescence et de la catégorisation des malades (p. 1576, 1577) ; le recours éventuel à l'emprunt pour financer l'équipement hospitalier (p. 1577) ; la formation des aides ménagères (p. 1871) ; la réforme des méthodes d'hospitalisation en psychiatrie et le développement des placements familiaux (p. 1703, 1871).

L'action régionale (p. 1357, 1361, 1376, 1513, 1530, 1537, 1727, 1782, 1805, 1806, 1825, 1826, 1837, 1875, 1884, 1902) ; l'insuffisance de la politique du Gouvernement dans ce domaine (p. 1806, 1884) ; l'aménagement du territoire (p. 1358, 1363, 1503, 1510, 1515, 1521, 1528, 1554, 1780, 1781, 1909) ; les directives confiées au commissariat général du Plan (p. 1909) ; le dépôt souhaitable d'une loi-programme pour les régions déshéritées (p. 1506) ; la nécessité de remédier au déséquilibre entre les diverses régions de France (p. 1370, 1506, 1510, 1519, 1537, 1573, 1702, 1783, 1788, 1804, 1827) ; les régions faibles et les régions fortes (p. 1511) ; la décentralisation industrielle (p. 1515, 1525, 1718, 1805, 1837, 1840, 1902) ; les exemples de décentralisation à l'étranger (p. 1512, 1700, 1884, 1885) ; les progrès marqués par la décentralisation industrielle au cours de ces dernières années dans les départements de l'Ouest (p. 1909) ; la technique des tranches opératoires (p. 1805, 1825, 1829, 1840, 1909) ; les difficultés des entreprises décentralisées (p. 1523) ; notamment en Savoie (p. 1718) ; la répartition des primes d'équipement (p. 1703, 1704, 1728) ; la surenchère pratiquée par les collectivités locales pour attirer les industriels (p. 1829, 1830) ; la nécessité d'une plus grande association des représentants locaux à la planification régionale (p. 1361, 1805, 1811, 1826, 1909) ; la création souhaitable de caisses régionales d'équipement (p. 1875) ; l'accroissement

du rôle des sociétés de développement régional (*ibid.*); la nécessité d'une déconcentration administrative (p. 1362, 1379, 1518, 1849, 1875).

Les difficulté des régions de l'Ouest (p. 1824, 1893) ; l'aménagement de la région de la Loire-Atlantique (p. 1373, 1824) ; la menace pesant sur les chantiers navals de Nantes (p. 1374, 1824); l'aménagement de l'estuaire de la Loire (p. 1374); l'implantation des complexes sidérurgiques dans la région de la Basse Loire (p. 1372, 1374) ; le peu d'intérêt manifesté par le Gouvernement pour les activités maritimes de la Bretagne (p. 1893) ; la nécessité d'une loi-programme pour la Bretagne (p. 1825).

La nécessité d'un plan d'aménagement d'ensemble du bassin de la Loire (p. 1371, 1372, 1373) ; l'autorisation donnée par les pouvoirs publics de créer une société d'économie mixte pour permettre l'étude des développements de l'infrastructure de cette région (p. 1909).

La situation du Cantal (p. 1892).

L'économie de la région du Nord (p. 1515); la réalisation souhaitable de la branche Bauvin-Marquette (p. 1515) ; les licenciements de personnels envisagés aux ateliers de Fives-Lille (p. 1515) ; le problème des eaux industrielles (p. 1516) ; l'asphyxie de la région du Nord du fait de l'insuffisance de son infrastructure routière et de ses voies navigables (p. 1801).

La situation difficile de la Picardie (p. 1707); l'insuffisance de son infrastructure (p. 1707), la nécessité de poursuivre la décentralisation de cette région et d'assurer ses besoins en logements (p. 1707, 1708); la création souhaitable d'une académie à Amiens (p. 1708); la prochaine publication du plan régional de développement économique et d'aménagement de la Picardie (p. 1909).

L'alimentation en eau de la Provence (p. 1802); la nécessité d'accélérer la construction du canal de Provence (p. 1802, 1811, 1831) ; l'extension industrielle de la Provence (p. 1831); le développement nécessaire de la construction et du tourisme dans cette région (p. 1831); le développement de la zone provençale (p. 1810); le tracé de l'autoroute provençale, la nécessité de le faire passer par Toulon (p. 1811); les mesures à prendre en faveur de la Corse (p. 1516).

La situation de la Savoie, le développement souhaitable de ses relations routières et fluviales (p. 1718).

Les difficultés de la région du Sud-Ouest (p. 1555, 1556, 1573, 1697, 1699, 1700, 1703, 1709, 1710, 1725, 1728, 1837, 1874, 1901); sa situation excentrique (p. 1837) ; l'exclusion regrettable de la Dordogne du bénéfice des avantages accordés à d'autres régions (p. 1703); les licenciements d'ouvriers dans la Dordogne (p. 1703, 1704); le retard apporté à la création d'une école normale mixte d'instituteurs à Périgueux (p. 1729); les problèmes de l'emploi (p. 1525); la nécessité de favoriser dans cette région l'implantation d'industries nouvelles et d'aider les industries existantes (p. 1703, 1704, 1837); la baisse souhaitable des prix de l'énergie dans cette région (p. 1837) ; l'aménagement nécessaire des canaux du Midi (p. 1555, 1885); ses conséquences économiques pour la région du Sud-Ouest du point de vue industriel et agricole (p. 1555, 1556); l'installation éventuelle d'une aciérie dans la région de Bordeaux (p. 1556) ; l'insuffisance des investissements routiers prévus pour la Charente-Maritime (p. 1902); l'installation nécessaire d'une industrie lourde dans le Sud-Ouest (p. 1875); la rénovation nécessaire de la région des Basses-Pyrénées (p. 1850); la construction de la route des Pyrénées et les travaux de reboisement (*ibid.*); les perspectives ouvertes à Bordeaux par l'Afrique (p. 1712, 1852); la situation de l'Ariège (p. 1889) ; les richesses potentielles du Midi garonnais (p. 1709, 1710); l'isolement, le sous-peuplement et le sous-équipement de cette région, la nécessité d'y installer des industries, notamment des industries agricoles (*ibid.*); l'aménagement de la vallée de la Garonne (p. 1710).

La situation du Roussillon (p. 1276, 1800) ; l'installation souhaitable d'une zone industrielle à Perpignan (p. 1800); la situation critique de Béziers (p. 1533).

L'hypertrophie de la région parisienne (p. 1362, 1372, 1511, 1512, 1554, 1888); l'importance des crédits qui lui sont affectés (p. 1783, 1826).

Les insuffisances du Plan relatives à l'équipement des D.O.M. (p. 1706); la non-application des lois métropolitaines, notamment des lois agricoles dans les D.O.M. (p. 1712, 1713, 1808, 1883); la situation des Antilles (p. 1713, 1719, 1877, 1878, 1879, 1880) ; le rattachement souhaitable des productions des D O M. au F.O.R.M.A. (p. 1713, 1883); le développement du commerce et de l'industrie aux Antilles (p. 1713); les mesures à prendre en faveur de la Guadeloupe (développement de nouvelles cultures en raison de la surproduction sucrière, travaux d'assainissement, d'adduction d'eau et d'irrigation, équipement hospitalier, baisse du prix de l'électricité, réforme agraire, création d'une faculté des sciences) (p. 1877 à 1880); les mesures à prendre en faveur de la Martinique (p. 1879, 1880) ; les possibilités offertes par le bassin de radoub de Fort-de-France (p. 1721); l'attachement des Antillais à la France (p. 1878, 1880, 1881); la nécessité d'une décentralisation administrative dans les D.O.M. (p. 1774, 1809,

IVe Plan.

IVe Plan.

1880); la nécessité d'une aide de l'Etat à l'économie antillaise (p. 1722, 1882); la politique sucrière du Gouvernement (p. 1714, 1715, 1882, 1909); le problème du rhum (p. 1877, 1883); la situation difficile de l'île de la Réunion (p. 1714); les mesures à prendre en faveur de cette île (travaux d'irrigation, développement de l'industrie du tourisme, amélioration des conditions de logement, baisse de l'énergie électrique) (p. 1715, 1716, 1717, 1808); l'isolement de la Guyane, l'insuffisance de son infrastructure (p. 1722, 1723); la révision nécessaire de son organisation (p. 1823); le service militaire adapté (p. 1823); ses inconvénients pour les Martiniquais (p. 1879, 1880); le problème posé par l'émigration dans les D.O M. (p. 1809, 1910).

L'expansion économique dans les T.O.M. (p. 1832); le caractère vague des dispositions du Plan les concernant, notamment pour la Côte française des Somalis (*ibid.*); la consultation insuffisante des Assemblée locales (p. 1832), le retard apporté à la construction du dock flottant de Djibouti (p. 1833); le transfert éventuel d'unités de la Légion étrangère dans le territoire de la Côte française des Somalis (p. 1833); la situation économique et démographique de la Nouvelle-Calédonie (p. 1896, 1897); le retard apporté à l'application de la loi cadre de 1956 (*ibid.*); le plan de développement établi par le gouvernement territorial (*ibid.*); les problèmes locaux d'ordre administratif et politique se posant dans ce territoire (p. 1897); les persécutions exercées contre les élus locaux (*ibid.*); l'attachement des Calédoniens à la France (p. 1897); l'envoi souhaitable d'une commission d'enquête dans ce territoire (p. 1898).

La modernisation nécessaire des voies navigables (p. 1367, 1509, 1555, 1556); la liaison Rhône—Rhin (p. 1377, 1516, 1520, 1529, 1530, 1555, 1558, 1573, 1787, 1789, 1797, 1803, 1804, 1853, 1904); les possibilités d'industries nouvelles qu'elle offre (p. 1788, 1790); ses avantages pour le port de Marseille (p. 1803); la possibilité d'un financement communautaire de sa réalisation (p. 1790); l'aménagement de la Meuse au gabarit international (p. 1804); les divergences de vues des membres de la commission Boulloche (p. 1529); les études techniques ordonnées par le Gouvernement en attendant la décision définitive (p. 1530, 1531); l'établissement d'une voie fluviale transversale (p. 1373, 1375); la réalisation souhaitable de la liaison Dunkerque—Valenciennes (p. 1792, 1801); l'octroi d'une aide à la batellerie (p. 1793); la construction de nouvelles écluses sur le Rhône (p. 1799).

L'insuffisances des crédits portuaires (p. 1508, 1515, 1791, 1792); la part trop importante laissée aux collectivités locales dans ce domaine (p. 1792); la situation du port du Havre (p. 1508); la concurrence des ports étrangers (p. 1508, 1791, 1792); l'insuffisance de la desserte fluviale et routière de nos ports (p. 1791, 1803); la nécessité de créer un « hinterland » au port de Strasbourg (p. 1529); aux ports de Marseille et de Bordeaux (p. 1555, 1556); la politique d'équipement de 6 ports devant être poursuivie pendant les années 1962-1965 (p. 1908); le problème de la rentabilité des voies navigables (p. 1908); la liaison France-Grande-Bretagne (p. 1797).

L'organisation des transports (p. 1795); le coût élevé des transports français (p. 1366); l'insuffisance du programme d'autoroutes inscrit dans le Plan (p. 1778, 1806, 1841); la supériorité de nos partenaires du Marché commun dans ce domaine (p. 1778, 1806); le problème posé par le financement des autoroutes, le recours éventuel au péage (p. 1780, 1781) ou à l'emprunt (p. 1905); l'intention du Gouvernement d'accélérer le programme d'autoroutes et de financer cette partie accélérée par l'emprunt (p. 1908); les liaisons routières (p. 1777, 1778, 1779, 1780, 1781, 1784, 1795, 1806, 1908); l'inadaptation de notre réseau routier (p. 1790); l'établissement par le Gouvernement d'un plan directeur prévoyant une classification des différentes voiries à aménager d'ici 1970 (p. 1908); les conséquences du développement de l'infrastructure routière pour l'expansion régionale (p. 1779); la prolongation jusqu'à Bordeaux de l'autoroute Paris-Poitiers (p. 1779); la réalisation de l'autoroute Bordeaux-Marseille (p. 1779); de l'autoroute Hambourg-Hendaye (p. 1779, 1802); de l'autoroute Paris-Cologne (p. 1776); l'organisation des transports (p. 1795, 1825); la création de grandes transversales (p. 1711, 1728, 1778, 1780, 1795, 1827, 1876); la traversée du Massif Central (p. 1781, 1784, 1795); la liaison Océan-Méditerranée (p. 1711).

Les conséquences désastreuse de la dépéréquation des tarifs des transports envisagée par le Gouvernement (p. 1358, 1373, 1506, 1512, 1521, 1522, 1703, 1705, 1728, 1768, 1784, 1793, 1798, 1806, 1826, 1852, 1901, 1902, 1905, 1908); les avantages de ces nouvelles propositions tarifaires (p. 1794); les correctifs pouvant leur être apportés (correctifs généraux spécifiques, correctifs d'entreprises, correctifs régionaux) (p. 1794, 1795); la décision prise par le Gouvernement d'ajourner au 1er octobre l'application de la réforme tarifaire de la S.N.C.F. (p. 1908); la poursuite de l'électrification de la S.N.C.F. et le renouvellement des wagons (p. 1908); la fermeture de lignes secondaires (p. 1523, 1534, 1778, 1781, 1807);

la suppression regrettable de la voie ferrée Bort-Exgurande-Merlines (p. 1781).

L'insuffisance de notre équipement touristique (p. 1706, 1784, 1785, 1806) ; la concurrence dans ce domaine de nos partenaires du Marché commun (p. 1706, 1784, 1785) ; la nécessité d'alléger les charges du tourisme et de développer cette activité (p. 1785, 1850, 1852, 1885) ; le développement du thermalisme (p. 1809, 1810, 1892) ; la nécessité d'une aide de l'Etat à la station de Chaudesaigues (p. 1892) ; la réglementation souhaitable de la thalassothérapie (p. 1810) ; l'aménagement des régions de montagne (p. 1843, 1844) ; l'équipement souhaitable des montagnes du Massif Central en stations de sports d'hiver (p. 1892).

Le retard de la France dans le domaine des télécommunications (p. 1785, 1786, 1811, 1854) ; l'engagement pris par le Gouvernement d'inscrire dans la loi de finances pour 1963, des crédits supérieurs pour ce secteur (p. 1908).

Les crédits consacrés à l'enseignement (p. 1557, 1558, 1848, 1899) ; les abattements opérés sur les prévisions de la Commission Le Gorgeu (p. 1557, 1558, 1561, 1562) ; la place excessive faite aux classes terminales (p. 1557) ; l'insuffisance du rôle reconnu à l'enseignement primaire (p. 1557) ; les insuffisances du Plan en matière de ramassage scolaire, le regroupement des écoles rurales (p. 1697) ; la nécessité d'une réforme pédagogique (p. 1557) ; l'enseignement agricole (p. 1557, 1558) ; la formation secondaire des futurs exploitants (p. 1558) ; l'équipement culturel des cantons ruraux (p. 1558) ; l'inscription annuelle dans le budget des crédits du Plan pour l'Education nationale (p. 1560, 1562) ; l'allégement souhaitable des procédures administratives pour l'utilisation des crédits de l'Education nationale (p. 1562, 1841, 1899, 1912) ; les reports de crédits (p. 1840) ; la pénurie d'enseignants (p. 1562, 1565, 1566) ; la révalorisation nécessaire de leurs traitements (p. 1560, 1563, 1565) ; l'insuffisance des crédits pour la création de nouvelles écoles normales (p. 1559, 1561, 1566) ; les palliatifs permettant d'y remédier (p. 1562) ; l'insuffisance du nombre d'élèves accueillis dans les écoles normales (p. 1563, 1566) ; l'élargissement nécessaire du recrutement des écoles normales d'institutrices (p. 1567) ; la réforme nécessaire de l'enseignement (p. 1563) dans le sens de la démocratisation (p. 1563, 1569, 1837) ; le faible nombre des enfants d'ouvriers admis dans l'enseignement supérieur (p. 1565, 1569) ; les conditions d'attribution des bourses (p. 1569) ; l'insuffisance de la capacité d'accueil des centres d'apprentissage (p. 1824) ; la désagrégation morale de la jeunesse (p. 1900) ; l'accélération du rythme des investissements au cours de l'exécution du Plan (p. 1912).

IVe Plan.

La recherche scientifique (p. 1571, 1572, 1872) ; son organisation (p. 1571) ; la formation des chercheurs (p. 1571) ; la dispersion excessive des organismes de recherche en France (p. 1571) ; les conséquences économiques du développement de la recherche scientifique exercée dans le domaine de la défense (p. 1363) ; la liaison entre le C.N.R.S. et l'enseignement supérieur (p. 1572) ; la revalorisation de la prime de recherches (*ibid.*) ; la titularisation souhaitable des maîtres de recherches (*ibid.*) ; le développement des contrats de recherches entre l'industrie et la recherche fondamentale (*ibid.*) ; le relèvement de la retraite des chercheurs (*ibid.*) ; la création de laboratoires de recherches européens (p. 1572) ; la collaboration entre la recherche publique et la recherche privée, le développement nécessaire de la coopération internationale en matière de recherche, la nécessité d'un effort complémentaire en faveur du centre national des études spatiales (C.N.E.S.) (p. 1872, 1873) ; l'intention du Gouvernement d'augmenter le nombre de chercheurs (p. 1906).

Les sujétions de la défense nationale (p. 1698, 1906) ; l'absence dans le Plan de prévisions pour la défense civile, la nécessité de consacrer 1 0/0 des crédits de la recherche scientifique et la défense militaire aux dépenses de défense civile (p. 1699) ; les prévisions du Plan relatives aux dépenses de l'Etat, notamment aux dépenses militaires (p. 1886) ; la constitution auprès du commissariat général du Plan d'une Commission permanente de l'électronique (p. 1906).

Les crédits pour l'action et la diffusion culturelles (p. 1552) ; la diffusion nécessaire de la culture dans les milieux populaires et en province (*ibid.*) ; le problème du cinéma (p. 1853) ; la transformation de l'Institut des hautes études cinématographiques, l'institution souhaitable du dépôt légal obligatoire, le développement de l'Institut scientifique du cinéma (p. 1853) ; la multiplicité des Commissions du plan chargées du cinéma, les possibilités offertes par l'exploitation et la production privées (p. 1854) ; la nécessité d'une remise en ordre administrative de la cinémathèque française (p. 1853).

La gestion financière de la R.T.F. (p. 1574, 1575) ; le lancement nécessaire d'un emprunt pour la mise en route de la deuxième chaîne (p. 1575).

La politique énergétique du Gouvernement (p. 1577, 1584) ; les conséquences d'une réduction de la capacité charbonnière (p. 1578, 1584, 1706, 1835, 1846) ; les inconvénients du

IVe Plan.

fuel (p. 1578) ; l'insuffisance de la rémunération des mineurs, les ravages causés par la silicose (p. 1846, 1847) ; la nécessité de développer l'électricité thermique (p. 1579, 1585) ; la construction de centrales thermiques dans le Sud-Ouest (p. 1579, 1584, 1846, 1874) ; les perspectives du Plan en matière d'industrie gazière, d'industrie pétrolière et de production d'énergie nucléaire (p. 1585) ; le problème de l'eau, l'aménagement de la Durance (p. 1787) ; la nécessité, malgré les perspectives offertes par l'énergie nucléaire de maintenir les équipements hydrauliques prévus au même rythme (p. 1785) ; les possibilités d'utilisation des eaux du Verdon (p. 1785) ; la mise à l'étude de l'amenée en Europe du gaz saharien, l'importance de l'automation dans l'économie contemporaine (p. 1907).

Les prévisions du Plan en matière de logement (p. 1356, 1509, 1518, 1534, 1911) ; leur insuffisance (p. 1360, 1364, 1366, 1793, 1847) compte tenu notamment des capacités de l'industrie du bâtiment (p. 1364) et du montant atteint par les remboursements des prêts à moyen terme (p. 1364) ; le problème primordial de la réserve des terrains (p. 1509, 1518, 1911) ; l'insuffisance du taux des loyers (p. 1365) ; la hausse des loyers, notamment des loyers H.L.M. (p. 1536) ; l'insuffisance des réalisations dans le secteur H L M (p. 1535, 1536, 1547) ; les profits réalisés par les grandes sociétés immobilières (p. 1536) et la diminution de la part assignée au secteur social (p. 1793) ; le développement souhaitable de l'accession à la propriété (p. 1807) ; l'insuffisance du plafond des ressources imposé pour bénéficier de l'allocation logement (p. 1536, 1807) ; les difficultés rencontrées dans la réalisation des opérations de rénovation urbaine (p. 1365, 1375, 1376, 1534, 1552, 1555) ; les équipements urbains (p. 1911) ; l'intention du Gouvernement d'assurer une meilleure coordination entre les différents équipements urbains (*ibid.*) ; la mise en œuvre d'une procédure nouvelle pour faciliter les équipements des grands ensembles à partir de 1963 (*ibid.*) ; l'action de formation et d'information des juges fonciers actuellement conduite par le Ministère de la Justice pour empêcher la fixation d'indemnités d'expropriation excessives (p. 1911).

Les collectivités locales, le poids excessif de leurs charges financières (p. 1534, 1535, 1552, 1783) ; la nécessité d'élargir leurs facultés d'emprunt (p. 1783) et de les aider à se constituer des réserves foncières (p. 1509, 1518) ; l'inégalité des Français devant l'impôt local (p. 1539) ; la suppression éventuelle de la taxe locale, le problème posé par son remplacement (p. 1783) ; les fusions de communes (p. 1849).

Les dispositions agricoles du plan (p. 1531, 1532, 1838) ; la retraite des vieux agriculteurs (p. 1367) ; la reconversion des ruraux (p. 1728, 1839, 1910) ; l'insuffisance des prix agricoles (p. 1704, 1836, 1894) ; les prestations sociales agricoles (p. 1838, 1894) ; la recherche des débouchés pour les produits agricoles (p. 1777, 1805, 1907) ; le rôle du F.O.R.M.A. (p. 1777, 1805, 1839) ; la possibilité de créer des usines de lait reconstitué en Afrique (p. 1777) ; l'habitat rural (p. 1553, 1554) ; sa rénovation (p. 1553) ; l'exode rural (p. 1532, 1534, 1702, 1703, 1704, 1705, 1850, 1888) ; la disparité existant entre l'agriculture et les autres activités de la nation (p. 1532, 1699, 1777, 1827, 1828, 1836, 1893, 1894, 1907) ; l'application de la loi relative à la création de parcs nationaux, la protection nécessaire de la flore alpine (p. 1706, 1707) ; l'insuffisance des crédits pour les adductions d'eau et l'électrification rurale (p. 1532, 1851, 1874, 1888, 1907) ; le prix excessif de l'eau à la campagne (p. 1874) ; l'application de la loi d'orientation agricole (p. 1850, 1851, 1895) ; le maintien de la petite exploitation familiale (p. 1708) ; la poursuite de la concentration agraire (p. 1704, 1705) ; le nouveau plan d'implantation des abattoirs (p. 1704, 1705, 1782, 1839, 1907) ; l'insuffisance des moyens mis à la disposition des sociétés d'aménagement foncier (p. 1804) ; l'insuffisance des prêts aux jeunes agriculteurs (p. 1851) ; les conséquences du dégagement en Algérie pour la viticulture (p. 1815) ; le problème posé par l'entrée des vins d'Algérie (p. 1851) ; la fiscalité excessive frappant la viticulture (p. 1851, 1852) ; les conséquences pour l'agriculture française de la lenteur de la mise en application du Marché commun agricole (p. 1907).

Le commerce extérieur (p. 1580, 1581, 1885, 1904, 1906) ; le crédit à l'exportation, la nécessité d'une aide de l'Etat pour la modernisation des établissements commerciaux (p. 1582, 1705) ; la nécessité de mettre fin à la spéculation sur les fonds de commerce (p. 1582) ; le développement de nos échanges avec les pays du Marché commun (p. 1581, 1887, 1906) ; l'optimisme des prévisions relatives à la croissance des exportations françaises (p. 1702) ; les conséquences d'une éventuelle récession aux U.S.A. (p. 1702).

Le commerce intérieur, la concentration du commerce (p. 1382, 1811, 1892, 1900) ; l'adaptation nécessaire des méthodes de distribution à la production de masse (p. 1892, 1893) ; la fusion et la coopération des commerces indépendants (p. 1893) ; les supermarchés et la

disparition des petits commerçants (p. 1900) ; le contrôle exercé par des sociétés étrangères sur la distribution des produits alimentaires (p. 1901) ; l'annulation d'un marché de 200 locomotives destinées à la Thaïlande (p. 1904) ; l'absence d'un accord commercial avec l'Ethiopie (*ibid.*) ; la préparation par le Gouvernement d'une circulaire pour le service du commerce extérieur pour organiser l'écoulement de notre production nationale (p. 1906, 1907).

Art. 1er : *Approbation du IVe Plan* (p. 1920) ; l'article est réservé (*ibid.*).

Après l'Art. 1er : article additionnel de M. Beauguitte (*Modification des dispositions du IVe Plan de manière à préparer la réalisation effective de l'axe Rhin-Rhône par la voie d'eau*) (p. 1913) ; article additionnel de M. Mondon ayant le même objet (*ibid.*) ; sous-amendement de M. Pierre Courant tendant à prévoir le raccordement de l'axe Rhône-Rhin aux vallées de la Meuse, de la Seine, de la Loire et de la Garonne (p. 1913) ; article additionnel de M. Hauret (*Modification du IVe Plan de façon à prévoir la réalisation de la liaison Rhin-Rhône et les crédits d'étude pour la réalisation prochaine de la liaison Ouest-Est par la Loire*) (p. 1913) ; l'article additionnel de M. Beauguitte n'est pas soutenu (p. 1914) ; observations sur : les études encore indispensables sur cette question, la nécessité si l'on fait l'axe Rhône-Rhin, de le raccorder aux Bassins de la Garonne, de la Seine, de la Meuse et de la Loire (p. 1914) ; la lettre rectificative déposée par le Gouvernement sur la liaison fluviale Rhin-Méditerranée, la situation excentrique de l'Ouest (*ibid.*), celle du Bassin de la Loire (*ibid.*) ; l'intention du Gouvernement d'apporter son aide aux travaux d'études de la société d'économie mixte la S.E.M.E.C.L.A. pour l'étude de l'aménagement du Bassin de la Loire (p. 1915) ; retrait de l'article additionnel de M. Hauret (p. 1915) ; retrait du sous-amendement de M. Courant (*ibid.*) ; retrait de l'article additionnel de M. Mondon (p. 1915).

Article additionnel de M. Pleven (*Dépôt pendant l'année 1963, d'une loi-programme d'investissements publics pour les régions auxquelles s'applique la politique d'entraînement*) (p. 1915) ; observations sur : la nécessité d'aider les régions françaises moins développées (p. 1915) ; l'obligation faite au Gouvernement dans l'article additionnel de préciser les critères généraux selon lesquels seront placées les régions auxquelles s'applique la politique dite « d'entraînenent » et celles auxquelles s'applique la politique dite « d'accompagnement », les avantages des lois de programme (p. 1915, 1916) ; la priorité absolue dont disposent les zones spéciales d'action rurale dans l'emploi des dotations du Ministère de l'Agriculture (p. 1916) ; le dépôt par le Gouvernement d'une lettre rectificative reprenant l'essentiel du texte de M. Pleven (*ibid.*) ; retrait de l'article additionnel de M. Pleven (*ibid.*).

IVe Plan.

Article additionnel de M. Leenhardt (*Création d'une Banque nationale des investissements*) (p. 1916) ; observations sur : l'absence d'un exécutif du Plan, l'aide pouvant être apportée par la Banque nationale des investissements aux entreprises privées (p. 1916, 1917) ; la puissance démesurée que risquerait de prendre un tel organisme, l'inutilité de créer un nouvel organisme public (p. 1917) ; rejet de l'amendement (*ibid.*).

Article additionnel de M. Marc Jacquet au nom de la Commission des finances (*Modification du IVe Plan pour tenir compte de l'incidence du rapatriement des Français d'Afrique du Nord et des accords de Bruxelles, ajournement de la réforme tarifaire de la S.N.C.F.*) (p. 1917) ; observations sur : la contradiction existant entre la réforme proposée et les efforts de décentralisation et de déconcentration industrielles (p. 1917) ; la nécessité de consulter le Parlement sur cette question, l'aggravation du déficit de la S.N.C.F. risquant de se produire au cas où cette réforme serait appliquée (p. 1917, 1918) ; les mesures à prendre pour assurer le repliement des Français d'Algérie, la la nécessité d'un plan intérimaire (p. 1918) ; l'impossibilité pour l'instant de mesurer les conséquences du retour des rapatriés (p. 1918) ; le Gouvernement demande la réserve de l'article additionnel de la Commission des finances (p. 1918).

Article additionnel de M. Marc Jacquet au nom de la Commission des finances (*Présentation au Parlement des options commandant la préparation du Plan*) (p. 1918).

Article additionnel du Gouvernement ayant le même objet (p. 1919).

Article additionnel de M. Leenhardt (*Dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi fixant les objectifs généraux du prochain plan*) (p. 1919) ; retrait de l'article additionnel de la Commission des finances (*ibid.*) ; observations sur : la nécessité de permettre aux parlementaires de voter sur les choix fondamentaux concernant l'avenir du pays (p. 1919) ; l'impossibilité d'orienter la politique du Plan d'une manière trop rigide deux années à l'avance (p. 1919, 1920) ; rejet de l'article additionnel de M. Leenhardt (p. 1920) ; adoption de l'article additionnel du Gouvernement (*ibid.*).

Reprise de l'Art. 1er : *Approbation du IVe Plan* (p. 1920); amendement de M Marc Jacquet au nom de la Commission des finances tendant à une modification de forme (p. 1920); le Gouvernement demande la réserve de l'amendement (p. 1920); en conséquence l'article est également réservé de nouveau (*ibid.*).

Art. 2 : *Communication annuelle au Parlement d'un rapport sur l'exécution du Plan* (p. 1920); adoption (*ibid.*).

Reprise de l'Art. 1er (p. 1920) : le Gouvernement, en application du troisième alinéa de l'article 44 de la Constitution, demande à l'Assemblée de se prononcer par un vote unique sur l'article premier modifié par l'amendement du Gouvernement, tel qu'il vient d'être adopté, sur l'article 2 et sur l'ensemble du projet de loi (p. 1920).

*Explications de vote.* — Observations sur : le caractère facultatif du Plan, le manque d'informations sur la politique des revenus du Gouvernement, le manque de coordination des organes de l'Etat dans le domaine du crédit, la position du groupe socialiste, le retard apporté à la création d'une institution politique européenne, l'absence d'une planification sérieuse (p. 1920, 1921); la timidité du Plan dans le domaine social et dans le programme de développement régional, la création souhaitable d'un organe de recherches et d'études pour faciliter l'application d'une véritable politique salariale, l'adaptation nécessaire du Plan, la nécessité d'une véritable politique de développement régional, la perspective d'une planification européenne, la position du groupe des républicains populaires et du centre démocratique (p. 1921, 1922); la modification nécessaire du Plan pour tenir compte du retour massif des réfugiés d'Algérie, la liaison du Plan et des dispositions budgétaires, les mesures à prendre en faveur des régions deshéritées (p. 1922, 1923); la collaboration du Gouvernement et du Parlement, l'originalité de la planification française, son succès rencontré à l'étranger, ses chances de réalisation (p. 1923). Adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi (p. 1923); liste des votants (p. 1943). — Orateurs : MM. Arrighi, Courant, Dreyfous-Ducas, Gabelle, Giscard d'Estaing, *Ministre des Finances et des Affaires économiques* ; Marc Jacquet, *Rapporteur général*; Leenhardt, Mondon, Pleven, Rivain, Rombeaut, Yrisson.

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [23 juillet 1962] (p. 2769). Entendus : MM. Marc Jacquet, *Rapporteur général de la Commission des finances* ; Pompidou, *Premier Ministre* ; Giscard d'Estaing, *Ministre des Finances et des Affaires économiques*; observations sur : les deux lettres rectificatives présentées par le Gouvernement concernant l'une la révision éventuelle en hausse de l'objectif de 350.000 logements prévu initialement, l'autre inscription dans chacun des budgets couverts par la période du Plan des crédits pour l'exécution et l'achèvement des études relatives à la liaison Rhin-Rhône ; les amendements introduits par le Sénat relatifs au rapport sur l'exécution des tranches opératoires du Plan et au vote par le Parlement d'un projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du Plan (p. 2769, 2770).

Art. 1er : *Approbation du IVe Plan* (p. 2770); adoption (*ibid.*).

Art. 1er *bis* : *Présentation au Parlement d'un projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options du Plan* (*ibid.*); adoption (*ibid.*).

Art 2 : *Dépôt d'un rapport annexe au projet de loi de finances* (*ibid.*) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

*Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nos 17 et 20.

**PLAN D'AIDE ÉCONOMIQUE.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), no 51.

**PLAN D'AMÉNAGEMENT.**

— de la région parisienne. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), no 48.

**PLAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL.** — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

**PLAN D'ÉQUIPEMENT.**

— et expansion économique. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), no 157.

**PLAN DE MODERNISATION ET D'ÉQUIPEMENT.**

— Adoption du IVe — par le Parlement. — *Voy.* SANTÉ PUBLIQUE [14 mai 1959] (p. 502).

**PLAN SOCIAL.**

— Etablissement d'un. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 178.

**PLANTEURS DE TABAC.**

— Caisse d'assurance des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 35.

**PLASTIQUES.** — *Voy.* DOUANES, 25.

**PLEINS POUVOIRS.** — *Voy.* ORDONNANCES, 1.

**PLUS-VALUES.**

— réemployées en achat de biens de caractère somptuaire. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (n° **1560**) [5 décembre 1961] (p. 5296).

**PLUS-VALUES FONCIÈRES.**

— Taxation. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**), Art. 5 [20 octobre 1961] (p. 2791, 2802); [1er décembre 1961] (p. 5207).

**POINTS DE VENTE.**

— Multiplication des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 22.

**POISSY (Seine-et-Oise).**

— Hôpital. — *Voy.* SANTÉ PUBLIQUE [13 mai 1959] (p. 463, 466).

**POLICE.**

*Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 18 ; MOTION DE CENSURE, 6 [15 décembre 1961].

— Attentats. — *Voy.* ORDRE DU JOUR (Fixation) [1er juin 1960] (p. 1128).

— Brigadier-chef. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 249.

— Indemnité de sujétion. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 249.

— Personnel en service en Algérie. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 97.

— Policiers victimes du F. L. N. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 214.

— des épaves. — *Voy.* MARINE MARCHANDE, 2.

**POLICE (Personnel de la).**

**§ 1er.** — Proposition de loi tendant à faciliter, pour les gardiens de la paix des services actifs de la préfecture de police et de la sûreté nationale s'étant distingués dans les opérations de la guerre de 1939-1945, des T.O.E. ou de Résistance, les conditions d'avancement dans les cadres de leur administration, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 mai 1959 par MM. Fanton et Dronne (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 99.**

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à compléter les dispositions des articles 16, R 8 et R 10 du Code de procédure pénale, permettant une intégration sur titres dans le corps des officiers de police de la Sûreté nationale, des officiers de police adjoints de la Sûreté nationale ayant assumé les fonctions normalement dévolues aux officiers de police de la Sûreté nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 juillet 1960 par M. Meck (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 761.**

**§ 3.** — Proposition de loi tendant à abroger l'article 8 de la loi de finances n° 47-579 du 30 mars 1947, premier alinéa, et à permettre aux personnels de la Sûreté nationale de bénéficier des prolongations facultatives d'activité, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 décembre 1961 par M. Meck et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des loi constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1657.**

**POLITIQUE.**

— d'action régionale. — *Voy.* ECONOMIE NATIONALE, 2 ; ORGANISATION ADMINISTRATIVE, 2 ; PLAN, 2.

— agricole. — *Voy.* AGRICULTURE, 1, 2, 4 et 5.

*Voy. aussi* : QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 1.

— agricole du Gouvernement Debré. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 1.
— de détente de l'U. R. S. S. — *Voy.* UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES, 1.

**POLITIQUE ÉCONOMIQUE.**

*Voy.* MOTION DE CENSURE, n° 6 [15 décembre 1961].

— Déclaration du Gouvernement. — *Voy.* ORDRE DU JOUR (des séances) [18 juin 1959] (p. 889).
— du Gouvernement Debré. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 1.
— Valeur de la. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 17 [3 octobre 1961] (p. 2340 à 2347).

**POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE.** — *Voy.* PLAN (**n° 1573**) [7 juin 1962] (p. 1577, 1584); [14 juin 1962] (p. 1706) ; [20 juin 1962] (p. 1835, 1846).

**POLITIQUE ÉTRANGÈRE.**

*Voy.* MOTION DE CENSURE, 6 [15 décembre 1961].

— Position de la France vis-à-vis de l'Europe et de l'Alliance atlantique. — *Voy.* ORDRE DU JOUR (des séances) [3 décembre 1959] (p. 3150).

*Voy. aussi* : POLITIQUE EXTÉRIEURE.

**POLITIQUE EXTÉRIEURE.**

*Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n^os 5, 6, 9, 12.

— du Gouvernement Debré. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 1.
— en automne 1959. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5.
— au printemps 1960. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.
— Visite de M. Krouchtchev et Conférence au sommet. — *Voy.* ORDRE DU JOUR (des séances) [23 octobre 1959] (p. 1938).

**POLITIQUE FINANCIÈRE.**

— du Gouvernement Debré. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 1.

**POLITIQUE FORESTIÈRE.** — *Voy.* FORÊTS, 1.

**POLITIQUE (Propagande).**

— dans les locaux d'enseignement. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 159.

**POLITIQUE SOCIALE.**

*Voy.* MOTION DE CENSURE, 6 [15 décembre 1961].

— Emploi dans la région du Nord. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 141.
— du Gouvernement. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 39.
— du Gouvernement Debré. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 1.

**POLOGNE.**

— Bibliothèque polonaise. — *Voy.* BIBLIOTHÈQUE, 1.
— Charbon. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8.

**POLLUTIONS ATMOSPHÉRIQUES.** — *Voy.* SANTÉ PUBLIQUE, 3.

**POLYNÉSIE FRANÇAISE.**

— Délibération de l'Assemblée territoriale en. — *Voy.* TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 5.
— Désaveu de paternité. — *Voy.* TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 15.
— Office des postes et télécommunications, service du tourisme. — *Voy.* BUDGET DE 1961

(**n° 1560**), Art. 10 et 11 [5 décembre 1961] (p. 5292).

— Répression de l'usurpation de fonctions ou de titres. — *Voy.* TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 2.

**POMPES FUNÈBRES.**

**§ 1er.** — Proposition de loi tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 5 mars 1943 relative à la réglementation de l'activité des entreprises privées participant au service extérieur des pompes funèbres, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 juillet 1959 par M. Quinson (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 254.**

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à autoriser, sous certaines conditions, les transports des corps, sans mise en bière, de personnes décédées dans les établissements hospitaliers, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 décembre 1959 par M. Halbout (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 453.**

**POMPIDOU (M. Georges).**

— est nommé Premier Ministre [14 avril 1962] (*J. O.* du 16 avril 1962, p. 3939).

**POMPIERS.**

— victimes du devoir. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 84.

**PONT SUR LA MANCHE.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 47.

**PONTS.** — *Voy.* VOIRIE, 1.

**PONTS ET CHAUSSÉES.**

— Agents conducteurs. — *Voy.* PENSIONS ET RETRAITES, 4.

**POPULATIONS SOUS-DÉVELOPPÉES.**

— Production agricole et aide aux. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 230.

**PORCS.**

— Importation de. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 202.

**PORT D'ARMES.**

*Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 146.

— par les officiers de réserve. — *Voy.* ARMÉE.

**PORTS.** — *Voy.* PLAN (**n° 1573**) [6 juin 1962] (p. 1508, 1515); [19 juin 1962] (p. 1791, 1792).

**PORTS MARITIMES.**

*Voy.* ECONOMIE NATIONALE, 1.

— en état de crise. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 4.

**POSTDAM.**

— Accords de. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT (Politique extérieure).

**POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS**

**§ 1er.** — Projet de loi relatif à la confiscation des appareils radioélectriques d'émission privés établis et utilisés sans autorisation, présenté à l'Assemblée Nationale le 12 mai 1959 par M. Cornut-Gentille, Ministre des Postes, Télégraphe et Téléphone (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 78;** rapport par M. Durroux, **n° 327.** Adoption le 4 novembre 1959 (p. 2183). — Projet de loi **n° 64.**

Transmis au Sénat le 12 novembre 1959

(renvoyé à la Commission des affaires économiques), **n° 38 (année 1959-1960)**; rapport le 17 décembre 1959 par M. Beaujannot **n° 108 (année 1959-1960)**; adoption sans modification le 18 décembre 1959. Projet de loi **n° 31 (année 1959-1960)**.

Loi n° 59-1478 du 28 décembre 1959, publiée au *J.O.* du 29 décembre 1959 (p. 12475).

**DISCUSSION** [4 novembre 1959] (p. 2183). Entendu : M. Durroux, *Rapporteur*. Observations sur : les dispositions des articles L 154, L 157 du Code des postes, télégraphes et téléphones (p. 2183); la nécessité de permettre au Tribunal d'ordonner la confiscation des appareils émetteurs fonctionnant sans autorisation (p. 2183). — Article unique : *Modification de l'article L 167 du Code des postes, télégraphes et téléphones*, adoption (p. 2183).

**§ 2.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'émission d'un timbre-poste commémorant l'inauguration du pont routier de Tancarville, présentée à l'Assemblée Nationale le 23 juin 1959 par M. Jean Lainé (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 163.**

**§ 3.** — Proposition de loi tendant à appliquer au personnel féminin de l'administration des P.T.T. les dispositions du Code du travail interdisant le travail de nuit, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 juillet 1959 par M. Gabelle et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 199.**

**§ 4.** — Proposition de loi relative aux emplois d'agents d'exploitation des postes et télécommunications créés au budget de 1960 et tendant à assurer la nomination à ces emplois d'agents de bureau en fonction au 31 décembre 1959, présentée à l'Assemblée Nationale le 5 novembre 1959 par M. Ulrich et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 346.**

**§ 5.** — Proposition de loi tendant à classer, dans la catégorie B, pour la détermination de l'âge du droit à la retraite, les fonctionnaires des P.T.T. appartenant aux centres de tri postaux (centres de tri des bureaux-gares, les centres de de tri postaux ou bureaux centralisateurs), aux centres téléphoniques et centres de chèques, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 juin 1960 par M. Clerget et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 707.**

— Télégrammes de presse (Tarifs). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 125.

— Situation des agents de la catégorie B. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 226.

— Situation des personnels des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n^os 54 et 76.

## POTOMAC ET SEINE.

— *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 3 [23 juin 1959] (p. 957).

## POURSUITES.

— contre un membre de l'Assemblée Nationale (M. Pouvanaa Oopa). — *Voy.* DÉPUTÉS (Poursuites), 1.

— en matière de délits de pêche. — *Voy.* PÊCHE FLUVIALE, 6.

## POUVOIR D'ACHAT.

— des travailleurs. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11 ; MOTION DE CENSURE, n° 1.

## POUVOIRS PUBLICS.

Proposition de loi tendant au transfert du siège des pouvoirs publics à Versailles, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 avril 1960 par M. Legaret (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 585.**

— Organisation des — en Algérie. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 19.

— et syndicats. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

## PRÉCÉDENT PAUL BONCOUR.

— Rappel du — pour la Hongrie. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 19.

**PRÉFECTURES.**

— Réorganisation des. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Intérieur [3 novembre 1960] (p. 3027, 3033 à 3035, 3041).

**PRÉFETS.**

— Statut. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 103.

**PREMIER MINISTRE.**

— M. Michel Debré est nommé Premier Ministre [8 janvier 1959] (*J. O.* du 9 janvier 1959, p. 612).

— M. Michel Debré donne sa démission de Premier Ministre [14 avril 1962] (*J. O.* du 16 avril 1962, p. 3941).

— M. Georges Pompidou est nommé Premier Ministre [14 avril 1962] (*J. O.* du 16 avril 1962, p. 3939).

— Chef du Gouvernement. — *Voy.* RÉGIME PARLEMENTAIRE.

— Chef de la majorité. — *Voy.* RÉGIME PARLEMENTAIRE.

— Sa responsabilité propre. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, n° 2.

**PRENEURS.**

— de baux ruraux (Forclusion). — *Voy.* BAUX RURAUX, 7.

**PRÉPARATION MILITAIRE.**

— Droits des titulaires de brevets. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 49.

**PRESCRIPTION.**

— des créances des collectivités publiques. — *Voy.* CRÉANCES, 1.

**PRÉSIDENT D'AGE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.**

— Allocution. — *Voy.* ALLOCUTION, 1.

**PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.**

— Allocution. — *Voy.* ALLOCUTION, 2 et 3.

**PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.**

§ **1er.** — Message du Président de la République [15 janvier 1959], **n° 4.**

§ **2.** — Message du Président de la République [25 avril 1961], **n° 1115.**

§ **3.** — Message du Président de la République [20 mars 1962], **n° 1674.**

§ **4.** — Message du Président de la République [2 octobre 1962], **n° 1906.**

§ **5.** — Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1064 du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à l'élection du Président de la République, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 octobre 1962 par M. Diligent et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1923.**

*Voy.* MESSAGES PRÉSIDENTIELS ; RÈGLEMENT (Interprétation du).

— Apposition du portrait du — dans les mairies. — *Voy.* COLLECTIVITÉS LOCALES.

— Arbitrage. — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M Debré).

— Déclaration du 16 septembre 1959. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5.

— Domaine réservé. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 2 et 6.

— Droit de veto (Absence). — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 2.

— Election du. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 9.

— Pouvoirs. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5.

*Voy. aussi* : MOTION DE CENSURE, 1.

— Retraite des anciens combattants. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 3.

— et voyage dans le Nord. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 4.

## PRESSE.

Proposition de loi tendant à sanctionner l'obligation faite à certaines entreprises de presse d'employer des journalistes combattants volontaires de la Résistance ou décorés au titre des forces françaises libres ou de la Résistance, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 novembre 1959 par M. Bignon (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 384.**

— Défense de l'institution parlementaire. — *Voy.* RÈGLEMENT (provisoire) [10 décembre 1958] (p. 21).

— et protection des terroristes. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 146.

— Tarif des télégrammes. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 125.

## PRESTATIONS.

— d'alcool vinique. — *Voy.* VITICULTURE, 2.

## PRESTATIONS FAMILIALES.

**§ 1er** — Proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des allocations familiales aux familles des apprentis durant toute la durée de l'apprentissage, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 novembre 1959 par M. Dronne et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 407**; rapport le 30 juin 1961 par M. Diligent, **n° 1293.**

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à modifier l'article 130 du Code de la sécurité sociale concernant les dispenses de cotisation d'allocations familiales des travailleurs indépendants, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 novembre 1959 par M. Frédéric-Dupont et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 409.**

**§ 3.** — Proposition de loi tendant à la suppression des abattements de zones en ce qui concerne la détermination du montant des prestations familiales, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 juin 1960 par M. Devèze (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 674**; rapport le 13 juillet 1961 par M. Tomasini, **n° 1370** ; rapport supplémentaire le 17 mai 1962 par M. Tomasini, **n° 1720.**

**§ 4.** — Proposition de loi tendant à assurer l'égalité des bénéficiaires des prestations familiales, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 mai 1962 par M. Le Douarec et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1715** ; rapport le 13 juin 1962 par M. Tomasini, **n° 1758.**

**§ 5.** — Proposition de loi tendant à accorder aux familles des apprentis le bénéfice des allocations familiales dans les mêmes conditions qu'aux familles des jeunes gens poursuivant leurs études, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 juin 1962 par M. Van Haecke (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1803.**

— Abattements de zones. — *Voy.* SALAIRES, 2.

— Disparité. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 130.

— Echelle mobile des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 39.

— Fonds d'action sanitaire et social. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 19.

— Insuffisance des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 14.

— Marins pêcheurs. — *Voy.* DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER.

— Personnel domestique dans les D.O.M. — *Voy.* DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER.

— Personnes placées dans des établissements psychiatriques. — *Voy.* Aliénées, 2.

— Relèvement des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 77.

— Taux d'abattement appliqués aux. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 190.

## PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES.

— Budget annexe. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 13 [26 octobre 1960] (p. 2829).

## PRÊTS.

— à long terme aux jeunes agriculteurs. — *Voy.* CRÉDIT AGRICOLE, 1.
— aux collectivités locales. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nº 7.

## PRIME.

— de résultat d'exploitation. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nº 54.
— de technicité. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nº 54.

## PRIME DE RECHERCHE. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nº 74.

## PRIME DE RENDEMENT.

— Ouvriers de la défense nationale. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, nºs 32, 33.

## PRIME DE TRANSPORT. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nº 75.

## PRIME SPÉCIALE D'ÉQUIPEMENT.

— Plafond de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nº 186.

## PRIMES.

— à la construction. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (nº **866**), Art. 28 [3 novembre 1960] (p. 3011).

## PRIORITÉ.

— sur certains marchés aux mutilés de guerre. — *Voy.* COMMERCE.

## PRISONNIERS FRANÇAIS.

— Sort des — détenus par le F.L.N. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 20.

## PRISONS.

Rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les missions effectuées dans les établissements pénitentiaires et les lieux d'internement, présenté à l'Assemblée Nationale le 9 novembre 1961, nº **1513.**

## PRIVILÈGE.

— Fonds forestier national. — *Voy.* FORÊTS, 3.

## PRIX.

*Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 17.

— agricoles et industriels. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nº 1.
— des baux à fermes. — *Voy.* BAUX RURAUX, 1, 2.
— du blé. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nº 55.
— Comparaison vin — charbon. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nº 5 [13 novembre 1959] (p. 2412).
— du maïs. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nº 55.
— Hausse en 1957-1958 et 1958-1959. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 3.
— Hausse des. — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).
— d'hiver du lait. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nº 231.
— Indexation. — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).
— Elévation du — de revient du tabac. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nº 35.
— du lait à la production. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nº 32.
— du maïs. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nºs 98, 99.
— des vins. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nºs 37 et 55.
— Viticulture. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nº 5.

**PRIX AGRICOLES.** — *Voy.* AGRICULTURE, 15, 16, 17 ; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 45 *bis*.

**PRIX IMPOSÉS.**

— et droit du fabricant. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 22.

**PROBLÈME SCOLAIRE.**

*Voy.* ENSEIGNEMENT.

— Règlement pendant l'année 1959. — *Voy.* ORDRE DU JOUR (des séances) [3 décembre 1959] (p. 3150).

— et retraite des anciens combattants. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, n° 1.

**PROCÉDURE.**

— dans la justice musulmane. — *Voy.* ALGÉRIE, 15.

**PROCÉDURE D'EXPERTISE.**

— en matière de sécurité sociale. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 56.

**PROCÈS.**

— de M. Lagaillarde. — *Voy.* TRIBUNAUX JUDICIAIRES, 5.

**PROCÈS-VERBAL.**

Observations sur la représentation des députés non inscrits à un groupe dans le Bureau de l'Assemblée [10 décembre 1958] (p. 13). Entendus : MM. Guthmuller, le Président

Rectification de vote [20 janvier 1959] (p. 91), Entendus : MM. Alduy, le Président.

Non-représentation des communistes dans les Commissions et répartition des places [28 janvier 1959] (p. 179). Entendus : MM. Rochet, Petit, Royer, Lebas, David, Weber, le Président.

Contestation de M. Leenhardt ; rejet au scrutin (p. 181) ; liste des votants (p. 182).

Clôture de la session et lecture d'une proposition de résolution (Hommage à l'armée française et solidarité avec les députés d'Algérie et du Sahara) [30 janvier 1959] (p. 196). Entendus : MM. Moatti, le Président.

Méthode de travail de l'Assemblée [29 avril 1959] (p. 375). Entendu : M. Bosson.

Recevabilité d'une proposition de résolution [26 mai 1959] (p. 551). Entendus : MM. Bosson, le Président.

Accès à la salle des séances (Télévision) [4 juin 1959] (p. 771). Entendus : MM. Jean-Paul David, le Président.

Fonctionnement du microphone. — Multiplication des jours fériés chômés. — Célébration du 18 juin [18 juin 1959] (p. 888). Entendus : MM. Yrissou, Guillon, Mme la Présidente.

Célébration du 18 juin [19 juin 1959] (p. 936). Entendus : MM. Guillon, le Président.

Confusion des pêches et de la pêche [24 juin 1959] (p. 1023). Entendus : MM. Sourbet, le Président.

Lois-cadre et impuissance de l'Assemblée [30 juin 1959] (p. 1178). Entendu : M. Jean-Paul David.

Non soumis à l'Assemblée pour adoption : Application du règlement définitif [1er juillet 1959] (p. 1196).

**PROCHE-ORIENT.** — *Voy.* ORIENT (Moyen et Proche).

**PRODUCTION.**

— du lait. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 32.

**PRODUCTION AGRICOLE.**

— et aide aux populations sous-développées. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 230.

**PRODUIT NATIONAL.**

— Comparaison avec celui de divers pays. —

*Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

— Croissance insuffisante. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

**PRODUITS.**

— fabriqués (Altérations de noms). — *Voy.* APPELLATIONS D'ORIGINE, 2.

— sidérurgiques. — *Voy.* DOUANES, 22.

**PRODUITS AGRICOLES.**

*Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 45 *bis*.

— Commercialisation. — *Voy.* COOPÉRATIVES ET GROUPEMENTS AGRICOLES, 4.

— Droits de douane (Accord avec la Suisse). — *Voy.* DOUANES, 23.

**PRODUITS ANIMAUX.**

— Production industrielle des. — *Voy.* AGRICULTURE (**n° 1825**) [19 juillet 1962] (p. 2661).

**PRODUITS LAITIERS.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 32.

**PROFESSEURS.**

— de français (Nombre insuffisant). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 10.

**PROFESSEURS TECHNIQUES.**

— Retraite des. — *Voy.* PENSIONS ET RETRAITES (**n° 1752**).

**PROFESSION LIBÉRALE.** — *Voy.* LOYERS, 5.

**PROFESSIONS.**

— ambulantes. — *Voy.* COMMERCE, 28.

**PROGRAMME.**

— d'expansion agricole. — *Voy.* AGRICULTURE, 8.

— du Gouvernement. — *Voy.* GOUVERNEMENT, 1.

**PROGRAMME D'ACTION RÉGIONALE.** — *Voy.* AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ; RÉGIONALISME ÉCONOMIQUE.

**PROGRAMME MILITAIRE (Loi).** — *Voy.* ARMÉE ; ORDRE DU JOUR (des séances) [11 octobre 1960] (p. 2500) ; MOTION DE CENSURE, 3 [19 octobre 1960] (p. 2648).

**PROGRAMMES SCOLAIRES.**

— Choix des livres scolaires. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 216.

**PROGRÈS SOCIAL.**

— Plan. — *Voy.* PLAN, 1.

**PROLONGATION.**

— de la vie. — *Voy.* VIEILLESSE, 1.

**PROMOTION.**

— dans la Légion d'honneur. — *Voy.* LÉGION D'HONNEUR, 2.

**PROMOTION SOCIALE.**

*Voy.* TRAVAIL (Réglementation du) ; ORDRE DU JOUR (des séances) [18 juin 1959] (p. 889) ; [24 juin 1959] (p. 1024) ; [30 juin 1959] (p. 1157).

— Extension de la. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 17.

**PRONOSTICS.**

— Concours de. — *Voy.* SPORTS, 1.

## PROPRIÉTÉ.

— d'exploitation — *Voy.* BAUX RURAUX, 12.
— Accession à la — (Primes et prêts). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 104.

## PROPRIÉTÉ COMMERCIALE. — *Voy.* BAUX COMMERCIAUX.

## PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

**§ 1.** — Projet de loi modifiant la loi n° 55-20 du 4 janvier 1955 relative aux marques de fabrique et de commerce sous séquestre en France comme biens ennemis, présenté au Conseil de la République le 4 juin 1959 par M. Antoine Pinay, *Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan* (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 75 (année 1958-1959)**; rapport le 16 juin 1959 par M. Marcilhacy, **n° 96 (année 1958-1959).** Adoption le 17 juin 1959. — Projet de loi **n° 10.**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 19 juin 1959 (renvoyé à la Commission des loi constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 147** ; rapport le 23 octobre 1959 par M. Carous, **n° 320.** Adoption le 3 novembre 1959 (p. 2152). — Projet de loi **n° 55.**

Transmis au Sénat **n° 35 (année 1959-1960)**; rapport de M. Marcilhacy, **n° 83.** Adoption définitive le 5 mai 1960. — Projet de loi **n° 46.**

Loi n° 60-463 du 17 mai 1960, *J.O.* du 18 mai 1960 (p. 4503).

**DISCUSSION** [3 novembre 1959] (p. 2151). Entendu : M. Carous, *Rapporteur*. Observations sur : les marques de fabrique et de commerce allemands sous séquestre (p. 2151); la nécessité de faire une large publicité aux mesures prévues par le projet (p. 2151). — Art. 1er : *Ouverture d'un nouveau délai* (p. 2151) ; amendement de MM. Carous et Foyer au nom de la Commission des lois constitutionnelles (exclusion des marques ayant déjà fait l'objet d'une demande de cession) (p. 2151); adoption (p. 2152); adoption de l'article modifié (p. 2152). — Art. 2 : *Procédure de publication*, adoption (p. 2152). — Art, 3 : *Aliénation des marques non réclamées* (p. 2152) ; amendement de MM. Carous et Foyer au nom de la Commission des lois constitutionnelles (extension aux marques dont la cession a été demandée mais n'a pas été poursuivie) (p. 2152); adoption (*ibid.*); adoption de l'article 3 (p. 2152). — Art. 4 (p. 2152); amendement de MM. Carous et Foyer au nom de la Commission des finances tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 55-20 du 4 janvier 1955, adoption de l'amendement qui devient l'article 4 (p. 2152); Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2152). = Orateurs : MM. Foyer, Michelet, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.*

*Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 7.

## PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE.

**§ 1er.** — Proposition loi tendant à modifier la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juillet 1961 par M. Dusseaulx et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1410.**

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à la modification de l'article 46 de la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 octobre 1961 par M. Devèze (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1453.**

## PROSTITUTION. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 106 ; TRAITÉS ET CONVENTIONS, 12.

## PROTECTION.

— des animaux. — *Voy.* ANIMAUX, 1.
— des appellations d'origine. — *Voy.* APPELLATIONS D'ORIGINE, 1.
— des berges (Voies fluviales). — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 35.
— contre les inondations. — *Voy.* INONDATIONS.
— des installations d'importance vitale (territoires d'outre-mer). — *Voy.* TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 5.
— de la jeunesse. — *Voy.* CINÉMA, 1.

— du littoral Provence — Côte d'Azur. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (n° **866**), Art. 59 [3 novembre 1960] (p. 3015).
— dans les mines. — *Voy.* MINES, 1.
— des mineurs dans les départements d'outre-mer. — *Voy.* DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 10.
— du moral de l'armée. — *Voy.* CODE PÉNAL, 3.
— des sites. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (n° **866**), Article additionnel [3 novembre 1960] (p. 3019).
— Forêt de Fontainebleau (Autoroute et forage forestier pétrolier). — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 56.

**PROVENANCE.**

— Fausses indications. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 7.

**PROVENCE.**

— Economie de la. — *Voy.* PLAN (n° **1573**) [19 juin 1962] (p. 1802, 1810, 1811, 1831).
— Protection du littoral. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (n° **866**), Art. 59 [3 novembre 1960] (p. 3015).

**PUBLICATION.**

— des mémoires d'un général. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 78.

**PUBLICITÉ.**

— pour les boissons alcooliques. — *Voy.* ALCOOLISME, 1.
— et distribution. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 22.
— scandaleuse (en matière de cinéma). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 21.

**PUBLICITÉ FONCIÈRE.**

— en Algérie. — *Voy.* ALGÉRIE, 8.

**PUBLICITÉ ROUTIÈRE.**

— Taxe sur. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (n° **300**), Art. 6.

**PYRÉNÉES.**

— Construction d'un tunnel transpyrénéen. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 45.

**PYRÉNÉES-ORIENTALES (Département des).** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 14 [13 mai 1960] (p. 854).

# Q

**QUALITÉ.**

— des vins. — *Voy.* VITICULTURE, 1.

**QUARANTE HEURES (Semaine de).** — *Voy.* TRAVAIL (Durée du).

**QUATRIÈME PLAN.** — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 17 ; PLAN.

**QUEBRACHO.**

— Extraits tannants. — *Voy.* DOUANES, 25.

**QUESTIONS ORALES (avec débat).**

— Problème de la constitutionnalité d'un vote éventuel ; fixation de l'ordre du jour des séances [28 avril 1959] (p. 313) ; [5 mai 1959] (p. 424) ; [12 mai 1959] (p. 456).

— Report question Hébrard [20 mai 1960] (p. 1026).

— Incidents à propos. — *Voy.* INCIDENTS, 18.

— Procédure. — *Voy.* ALLOCUTIONS, 7.

1. — *Politique agricole du Gouvernement.* — Questions de MM. Briot (Effets de la sécheresse), Boscary-Monsservin (Part des agriculteurs dans le revenu national), Waldeck Rochet (Petites et moyennes exploitations), Georges Bonnet (Minimum vital et exode rural), Lefèvre d'Ormesson (Prix agricoles et investissements) [23 octobre 1959] (p. 1938). Entendus : MM. Briot, Boscary-Monsservin, Waldeck Rochet, Georges Bonnet, Lefèvre d'Ormesson, Henri Rochereau, *Ministre de l'Agriculture* ; Orvoën, Godefroy, Pinvidic, Rousselot, Le Roy Ladurie, de Poulpiquet, Rossi, de Montesquiou, Bayou, Delachenal, Frys, Beauguitte, Rémy Montagne, Henri Rochereau, *Ministre de l'Agriculture ;* observations sur : les calamités agricoles, la sécheresse (p. 1939, 1946, 1949, 1951, 1954) ; la grêle et les inondations (p. 1952, 1954) ; l'état de diverses productions : céréales (p. 1939, 1940, 1942, 1951) et critiques de l'O.N.I.C. (p. 1939), betteraves (p. 1940, 1947), sucre (p. 1940), lait (p. 1946, 1948, 1950), beurre (p. 1950, 1954), fromage (p. 1940), bétail et viande (p. 1940, 1942, 1949, 1950, 1954), vin (p. 1942, 1943) ; la suppression de l'indexation des prix agricoles (p. 1941, 1942, 1943, 1948, 1949, 1951, 1953) ; le déséquilibre entre les villes et les campagnes : salaires (p. 1943), prix (p. 1941, 1942, 1943, 1947, 1948, 1949, 1950, 1953), revenus (p. 1945, 1946, 1954), et investissements (p. 1945, 1948) ; les crises de trésorerie et l'endettement (p. 1939, 1945, 1947, 1950, 1953, 1954) ; les fermages (p. 1942, 1948, 1954) ; la situation des femmes d'agriculteurs (p. 1940) ; les exploitations familiales (p. 1942) ; l'exode rural et le dépeuplement des départements agricoles (p. 1944, 1945, 1947, 1948, 1949, 1952, 1954) ; les remèdes : exten-

sion des allocations familiales agricoles et de l'assurance-maladie (p. 1943, 1952, 1954); création d'une caisse de compensation des calamités agricoles (p. 1944, 1954); importation et détaxe du matériel agricole (p. 1940, 1943); stockage (et chaîne du froid) (p. 1939, 1946, 1951); organisation des marchés et ouverture du Marché commun (p. 1940, 1941, 1947, 1951, 1953).

2. — *Siège des Institutions européennes.* — Questions au Premier Ministre, de MM. Legaret, Frédéric-Dupont et Albert Sorel (Suggestion de la Commission politique du Conseil de l'Europe proposant de fixer à Paris le futur siège des Institutions européennes — Position du Gouvernement français à l'égard d'une telle installation) [5 novembre 1959] (p. 2193). Entendus : MM. Legaret, Frédéric-Dupont, Albert Sorel, Debré, *Premier Ministre* ; Pflimlin, Michel Junot, Pleven, René Radius ; observations sur : l'éparpillement des sièges des divers organismes européens (p. 2194, 2198) ; le siège du Conseil de l'Europe (p. 2198, 2199, 2200), statutairement installé à Strasbourg (p. 2198, 2199) et son éventuel transfert à Paris (p. 2194, 2195, 2196, 2197, 2200, 2202) ; le futur siège des Institutions européennes (p. 2195) ; l'urgence d'une décision (p. 2196) ; le rôle du Conseil des Ministres (p. 2194, 2196) ; la position du Gouvernement français (p. 2195, 2198) ; statu quo et institution d'un éventuel secrétariat politique à Paris (p. 2198) ; Paris et la région parisienne, croisement des axes Londres-Rome et Bonn-Madrid (p. 2197) ; ses traditions historiques (p. 2197, 2198) et eurafricaines (p. 2197) ; les difficultés matérielles (p. 2196) ; Strasbourg, ville française (p. 2199, 2200), lieu de réconciliation franco-allemande (p. 2196, 2201, 2202).

3. — *Retraite des Anciens combattants.* — Question de M. Darchicourt au Ministre des Anciens combattants et des victimes de guerre [5 novembre 1959] (p. 2202). Entendus : MM. Darchicourt, Triboulet, *Ministre des Anciens combattants*; Cance, Weber, Hanin, Devemy, La Combe, Darchicourt, Triboulet, *Ministre des Anciens combattants*; observations sur : la retraite des anciens combattants, le refus des discriminations géographiques et sociales et de la notion d'assistance au droit à réparation (p. 2202, 2205, 2206); unanimité (malgré des manœuvres gouvernementales) (p. 2203) des anciens combattants et leur absence aux cérémonies officielles (p. 2202, 2203); coût réel de la suppression (p. 2206); exemple de la suppression de la franchise en matière de sécurité sociale (p. 2208), et demande de la suppression de l'Ordonnance de décembre 1958 (p. 2202, 2206, 2207) ; l'opinion du Président de la République (p. 2203, 2206, 2207), et du Ministre des Finances (p. 2203, 2204); complexité initiale de la législation (p. 2204, 2205, 2207) ; discrimination entre combattants 1914 - 1918 et 1939-1945 (p. 2204, 2207, 2208); rétablissement partiel de la retraite (p. 2205), et autres mesures en faveur des anciens combattants (p. 2209).

Questions orales (avec débat).

4. — *Expansion économique régionale.* — Question de M. Motte au Ministre des Finances et des Affaires économiques [13 novembre 1959] (p. 2398). Entendus : MM. Motte, Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances* ; Courant, Coudray, Maurice Faure, Sallenave, Halbout, Charvet, Bertrand Denis, Durroux, Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances*; observations sur : la non-participation du Comité d'expansion économique, lors du voyage du Président de la République dans le Nord (p. 2398, 2402) ; le développement régional, problème de Gouvernement (p. 2398, 2400, 2402, 2404, 2405, 2407), rendu actuel par le déséquilibre démographique et économique entre le Sud-Ouest et le Nord-Est (p. 2406, 2407, 2408); l'exode rural, le « désert français », le progrès de l'urbanisation et ses conséquences sanitaires (p. 2408, 2409, 2410); la situation des ports de mer (p. 2405); l'afflux des jeunes après 1960 (p. 2398, 2406); la contradiction possible à l'échelle des régions entre les besoins nationaux et ceux du Marché commun (p. 2400, 2402); les méthodes d'aménagement du territoire (décentralisation économique, sociale, universitaire et son échec partiel) (p. 2398, 2404, 2405, 2407, 2410) ; plans et programmes d'action régionale (p. 2398, 2402, 2403, 2406, 2408); création d'organismes nouveaux (p. 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403); dispositions d'ordre financier (p. 2399, 2402, 2403, 2405, 2406); zones sous-développées, critiques, ou de « conversion » et extension possible (p. 2299, 2403, 2410, 2411); adaptation de la structure agraire et de la vie rurale (p. 2407, 2409, 2411); les premiers résultats (p. 2399, 2404), et leur

Questions orales (avec débat).

insuffisance (p. 2399), tenant à la confusion entre la lutte contre la récession et la notion de décentralisation (p. 2399, 2400, 2402) ; la diversité et l'opposition des conceptions régionales (p. 2401, 2403, 2404, 2408, 2409, 2410) ; la concentration à Paris des services généraux (p. 2399, 2401, 2402) ; leur complexité, leur affrontement et leur lenteur (p. 2399, 2400, 2410, 2411) ; la prédominance des organismes techniques (p. 2400, 2403) ; l'absence ou la lenteur de décentralisation administrative (p. 2401, 2402, 2403, 2404, 2406, 2407, 2411) ; la non-affectation de ressources propres aux régions (p. 2401, 2402, 2404, 2407) et critique de cette idée (p. 2403, 2404, 2407) ; la faiblesse de l'aide à l'initiative privée (p. 2399, 2410), et l'absence de planification d'ensemble (p. 2402, 2404, 2410, 2411) ; le rôle du Parlement (p. 2404, 2405).

5. — *Politique viticole du Gouvernement.* — Questions de M. Coste-Floret (politique viticole), Bayou (minimum vital), Poudevigne (marché du vin, expansion de la consommation et Marché commun) [13 novembre 1959] (p. 2411). Entendus : MM. Coste-Floret, Bayou, Poudevigne, Rochereau, *Ministre de l'Agriculture ;* Valabrègue, Raymond Clergue, de Montesquiou, Hauret, Rieunaud, Arthur Conte, Thibault, Grasset-Morel, Commenay, Cermolacce, Lurie ; observations sur : les retards apportés à la discussion (p. 2411, 2414, 2416) ; le décret du 16 mai 1959 (définissant une politique viticole) et les textes d'application (p. 2411, 2413, 2416, 2423) ; la hausse des prix (p. 2413, 2414, 2417, 2418, 2419, 2423) gênante pour l'équipement (p. 2412, 2413) en raison de l'importance du faible degré du vin (p. 2412, 2415, 2420, 2422, 2423) ; (maintien du degré minimum légal) (p. 2417) ; du caractère spéculatif du marché (p. 2414, 2418, 2419) ; du coupage, sucrage et des diverses fraudes (p. 2412, 2415, 2418, 2419) ; des frais et de la fiscalité (p. 2414, 2415, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2425) ; les importations abusives (p. 2415) ; le cas des vins algériens, tunisiens et marocains (p. 2412, 2413, 2414, 2417, 2421, 2423, 2424) ; les solutions (prix d'objectif, prix plancher et prix plafond) (p. 2411, 2412, 2415, 2423) ; le quantum (p. 2414, 2416, 2417, 2424, 2425) ; les prestations viniques (p. 2413, 2416, 2417, 2420, 2424, 2425) ; les stockages et warrants (p. 2412, 2414, 2416, 2418, 2420, 2422, 2424) ; la société d'intervention (p. 2412, 2413, 2414, 2418, 2424) ; les vins d'appellation contrôlée (p. 2415, 2416, 2420, 2424) et la viticulture spécialisée (*ibid.*) ; le raisin de table et les jus de fruits (p. 2416, 2418) ; les exploitations familiales (p. 2414, 2417, 2424) ; l'importance des coopératives (p. 2421) ; les calamités atmosphériques (p. 2414, 2418, 2421, 2422) ; les excès de la lutte antialcoolique (p. 2413, 2416, 2421) ; le Marché commun (p. 2412, 2413, 2414, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420) ; le dumping éventuel (p. 2419).

6. — *Etalement des vacances.* — Question de M. Dreyfous-Ducas au Ministre des Travaux publics et des Transports [4 décembre 1959] (p. 3183). Entendus : MM. Dreyfous-Ducas, Buron, *Ministre des Travaux publics, Transports et Tourisme ;* Godonnèche, Le Pen ; observations sur : les périodes de pointe journalières, hebdomadaires et annuelles, le suréquipement des entreprises de transports, et notamment de la S.N.C.F. (p. 3183, 3185) et des stations touristiques (p. 3185, 3186) ; le rapport du budget du Tourisme (exercice 1960) et le rapport du Conseil économique (25 mars 1949) (p. 3184) ; les motifs de la concentration des départs (caractéristique de la vie française) (p. 3185), et notamment les fermetures d'usines (p. 3184, 3185), des administrations publiques (p. 3184, 3186), et des écoles (p. 3184, 3185, 3186, 3187) ; le caractère conservateur du Français (p. 3185), et la protection de la vie familiale (p. 3185) ; l'utilité du recours à une organisation autoritaire (p. 3184, 3186) en raison du faible pourcentage des Français libres de choisir les dates de vacances (p. 3184) ; l'institution au Comité national d'aménagement des heures du travail (p. 3186) ; les remèdes incitant à l'ouverture plus matinale des usines, à la fermeture plus tardive des administrations et du commerce de détail (p. 3186) ; au recours à la journée continue (p. 3185, 3186) ; réussites strasbourgeoise et dijonnaise (p. 3186) ; l'indispensable étalement des vacances scolaires d'été et d'hiver (p. 3184, 3186, 3187) ; les classes de neige (p. 3187) ; le tourisme en Algérie (p. 3187).

7. — *Aménagement de la région parisienne.* — Question de M. J.-P. Palewski au Ministre de la Construction [4 décembre 1959] (p. 3189). Entendus : MM. Jean-Paul Palewski, Sudreau, *Ministre de la Construction ;* Ballanger, Chauvet, J.-P. Palewski, Sudreau, *Ministre de la Construction ;* observations sur : l'aménagement

général du territoire (p. 3189, 3193) ; l'habitat rural (p. 3195) ; l'émigration issue des régions montagneuses (p. 3195) ; la diminution des industries locales (p. 3195) ; la réanimation des zones rurales (p. 3193) ; le plan d'aménagement des régions type (p. 3193) ; le développement de l'emploi (p. 3193) ; le rôle des villes et des capitales régionales (p. 3193) ; l'adaptation de la civilisation urbaine (p. 3192, 3193) ; les problèmes concrets (eaux, écoles, assainissement) (p. 3194) ; l'aménagement de la région parisienne, la croissance de l'agglomération, son coût et ses effets néfastes (Paris sous-équipé et sous-administré) (p. 3190, 3191, 3192, 3194) ; la lutte contre la multiplicité des lotissements et des taudis (extension anarchique de la banlieue) (p. 3191, 3192, 3194, 3195) ; la déconcentration (règlements, mise en œuvre et sanctions) (p. 3190) ; la création du district (critique de son organisation, unification des services, franchises municipales, rôle des syndicats de communes et leur insuffisance) (p. 3190, 3194, 3195) et annonce d'un plan et d'une loi-programme (p. 3195) ; la connexité du problème parisien et du problème général (p. 3189) ; le besoin d'organisation régionale (p. 3190) ; les oppositions entre départements ministériels (p. 3190) ; la décentralisation universitaire (p. 3193).

8. — *Coopération scientifique et technique avec les pays de l'Europe occidentale.* — Question de M. J.-P. David au Ministre d'Etat [4 décembre 1959] (p. 3195). Entendus : MM. J.-P. David, Szigetti, René Schmitt, Moynet, Jacquinot, *Ministre d'Etat ;* observations sur : l'insuffisance quantitative de la formation des chercheurs en France (p. 3195) ; le rôle de la science dans le monde (p. 3196) ; le déséquilibre par rapport aux mondes anglo-saxon et soviétique (p. 3195) ; l'émigration des savants européens (p. 3196) ; (science individuelle et Europe des frontières) (p. 3196) ; les risques de retard accru (p. 3200) ; la nécessité d'une association avec d'autres pays (p. 3196, 3200), gage d'indépendance (défense nationale et industrie) (p. 3196) ; le problème des licences (p. 3196) ; l'intégration militaire (p. 3197) ; les armements (aéronautique) (p. 3197, 3198), (missiles) (p. 3197, 3200) ; l'influence américaine et certaines annulations de commandes (p. 3198) ; l'utilité d'un débat sur l'organisation générale de la recherche scientifique (p. 3198, 3201) ; sa structure sur le plan national (comparaison avec divers pays) (p. 3198, 3199) ; les liaisons interétatiques (O.E.C.E , O.T.A.N.) (p. 3199) ; les institutions spécialisées de coopérations européennes (C.E.R.N., Euratom, etc.) (p. 3199, 3200) et d'éventuels centres de recherches (p. 3196, 3201).

9. — *Ancien personnel du Ministère de la France d'outre-mer.* — Question de M. Pleven au Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre [4 décembre 1959] (p. 3201). Entendus : MM. Pleven, Joxe, *Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre* ; Ruais, de Villeneuve, Yrissou, Ballanger, Battesti ; observations sur : l'institution de la Communauté, les bouleversements de carrière (p. 3201) ; les manifestations de certaines hostilités (p. 3201, 3202, 3206) ; l'anxiété du personnel ayant servi outre-mer (p. 3201) ; l'ordonnance du 29 octobre 1958 (reclassement et intégration) (p. 3202, 3203, 3204, 3205, 3206, 3207) ; le nombre des ayants droit (p. 3203) ; les diverses possibilités (cadres autonomes et d'extinction, intégration indirecte, intégration directe) (p. 3202, 3205) ; les discriminations (conseillers du travail, emplois techniques, etc.) (p. 3202, 3203, 3204, 3205) ; les congés spéciaux (p. 3202, 3204) ; les commissions de reclassement et d'intégration (p. 3202, 3204) ; les cas des magistrats (p. 3203), des fonctionnaires en service détaché (p. 3205, 3207), des agents contractuels (p. 3205, 3206, 3207) ; le cas des fonctionnaires et des retraités dans les départements d'outre-mer (p. 3205, 3206, 3207) ; l'assistance technique dans la Communauté et à l'étranger (portée, limites et utilité d'un statut) (p. 3202, 3203, 3204, 3205, 3207).

10. — *Agrégation des lettres modernes.* — Question de M. Ducos au Ministre de l'Education nationale [18 décembre 1959] (p. 3475). Entendus : MM. Ducos, Boulloche, *Ministre de l'Education nationale* ; J.-P. Palewski, Trellu, Villedieu, Joseph Perrin, Coumaros, Raphaël-Leygues, Biaggi ; observations sur : l'abus des décrets et arrêtés relatifs à l'éducation nationale (p. 3475, 3476) ; l'importance du latin et du grec pour la connaissance du français classique (p. 3477, 3480), pour la formation morale (p. 3478, 3480) et intellectuelle de l'élite (p. 3477, 3478, 3480) ; le résultat du Concours

Questions orales (avec débat).

général (p. 3482) ; le rôle des traductions (p. 3477) ; et l'insuffisance de l'enseignement du grec (p. 3481, 3482) ; les humanités modernes (p. 3477) ; les titres universitaires qui les consacrent (p. 3476) ; l'agrégation de lettres modernes (nature et valeur des épreuves) (p. 3476, 3479, 3480, 3481, 3482) ; les divers motifs de la réforme (p. 3476, 3477) et notamment le défaut de professeurs de lettres (p. 3476, 3479, 3480, 3482).

11. — *Crédit aux entreprises moyennes.* — Question de M. Blin au Ministre des Finances et des Affaires économiques [18 décembre 1959] (p. 3482). Entendus : MM. Blin, Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances* ; observations sur : l'équipement industriel de la France (p. 3482), son retard dû notamment à la répartition des crédits favorisant la grosse industrie (p. 3483), à la faiblesse des investissements à moyen terme (p. 3483, 3484, 3485), aux frais bancaires et à l'impôt de bourse (p. 3484, 3485, 3486) ; le Marché commun et la concurrence (notamment les ventes à crédit) (p. 3483, 3484) ; la réforme fiscale (p. 3483) ; les mesures facilitant le crédit (p. 3483, 3485) et le rôle de divers organismes, notamment le Crédit national (p. 3482, 3485) ; le Fonds de développement économique et social (p. 3483, 3485) ; la Caisse centrale de Crédit hôtelier, industriel et commercial (p. 3483, 3485) ; les banques de province et les sociétés de développement régionales (p. 3484, 3485).

12. — *Rentiers-viagers publics.* — Question de M. Frédéric-Dupont au Ministre des Finances et des Affaires économiques [6 mai 1960] (p. 704). Entendus : MM. Frédéric-Dupont, Baumgartner, *Ministre des Finances et des Affaires économiques* ; Ballanger ; observations sur : la loi du 29 décembre 1957 (p. 707, 706), et ses précédents (p. 707) ; la parité indispensable entre rentiers-viagers privés, des compagnies d'assurances et rentiers-viagers de l'Etat (p. 705, 706) ; l'origine des économiquement faibles (prolétarisation des classes moyennes) (p. 705) ; l'amélioration du sort des rentiers-viagers et la réduction du nombre des assistés (p. 705) ; l'exonération d'impôts due à la réforme de la fiscalité (p. 706), et les problèmes généraux de la vieillesse (p. 706) ; le rôle, la publicité et les ressources de la caisse nationale des retraites et de la caisse nationale d'assurance-vie (p. 706, 707) ; le cas des compagnies d'assurances (p. 705), et l'indexation de la « rente Pinay » (p. 707).

13. — *Chômage dans les mines.* — Question de M. Darchicourt au Ministre de l'Industrie [6 mai 1960] (p. 707). Entendus : MM. Darchicourt, J.-M. Jeanneney, *Ministre de l'Industrie* ; Thibault, Rieunaud, Cermolacce, Chazelle, Evrard, Darras, Neuwirth, Van der Meersch ; observations sur : la production et la consommation française de charbon (p. 708) ; l'apparition du chômage dans tous les bassins (p. 708, 715), et notamment en Aquitaine (p. 714), dans les Cévennes (p. 711, 712, 715), dans la Loire (p. 716, 717) ; dans le Nord et le Pas-de-Calais (p. 716, 717, 718), et en Provence (p. 715) ; le problème des jeunes (p. 716, 718) ; les importations (p. 708), notamment américaines, hollandaises et sarroises (p. 708, 709), polonaises et russes (p. 708, 709, 713), et les motifs d'importer (p. 709) ; les responsabilités de la C.E.C.A. (p. 709, 711, 715, 716, 717, 718) ; la coordination énergétique (p. 708, 709), et la taxe sur les fuels (p. 713, 716, 717) ; l'accroissement du rendement (p. 709), des accidents et des maladies professionnelles (p. 714) ; la réduction des heures de travail (retour à la semaine de 40 heures, jours de congés payés supplémentaires), et ses inconvénients (p. 708, 710, 713, 714, 716) ; la retraite complémentaire (p. 710, 714) ; le plan d'adaptation des charbonnages de France et l'exemple allemand (p. 710, 711), la transplantation des hommes (p. 708), ou des usines (p. 708, 714), la carbochimie (p. 714), et le rôle de l'Etat dans la décentralisation économique (p. 713, 714).

14. — *Aménagement de la région bas-Rhône—Languedoc.* — Question de MM. Coste-Floret et Grasset-Morel au Ministre de l'Agriculture [13 mai 1960] (p. 847). Entendus : MM. Coste-Floret, Grasset-Morel, Rochereau, *Ministre de l'Agriculture* ; Conte, Bayou ; observations sur : l'aménagement de la région languedocienne (p. 848), le barrage du Salagou, les objectifs de ses promoteurs et les dangers éventuels (p. 848, 852 à 854), l'opinion du Conseil général de l'Hérault (p. 849, 852) ; la valeur de l'irrigation, les avantages et les inconvénients de la monoculture et de la polyculture, les risques d'un arrachage obligatoire des vignes (p. 850, 851,

853, 854) ; le rôle de la compagnie du bas-Rhône — Languedoc (p. 848 à 851, 854), et l'utilité d'un organisme régional d'orientation économique (p. 851 à 854).

15. — *Fonctionnement du Fonds national de solidarité.* — Question de M. Cassagne au Ministre des Finances et des Affaires économiques [13 mai 1960] (p. 854). Entendus : MM. Cassagne, Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances*; Lolive, Habib-Deloncle, Durbet; observations sur : le respect dû aux textes législatifs et notamment à la loi du 30 juin 1956, l'affectation des ressources (p. 855 à 858) ; l'éventuelle suppression du décime de la surtaxe progressive et de la vignette (p. 855 à 857) ; le problème de la vieillesse et la Commission créée près du Premier Ministre (p. 856, 857).

16. — *Action en faveur de la vieillesse.* — Question de M. Habib-Deloncle au Premier Ministre. Report [13 mai 1960] (p. 843). Entendus : MM. Chenot, *Ministre de la Santé publique*; le Président. Discussion [20 mai 1960] (p. 1026). Entendus : MM. Habib-Deloncle, Chenot, *Ministre de la Santé publique et de la Population*; Rieunaud, Rochet, Dutheil, Lepidi, Fanton, Collomb, van der Meersch ; observations sur : l'ampleur du problème (p. 1027, 1035) ; l'allongement de la vie humaine (p. 1027, 1030) ; le rôle des enfants (p. 1027, 1028, 1034) ; la situation des victimes indirectes de la guerre 1914 (p. 1027), des veuves (p. 1028) ; les problèmes du logement (p. 1028, 1029, 1033), de l'emploi (p. 1028, 1029), des soins (p. 1029, 1033); le minimum vital (p. 1030); la multiplicité du régime des retraites (p. 1028); le sort des assurés sociaux (p. 1030, 1031); le fonds de solidarité (ses ressources et l'amélioration des prestations) (p. 1027, 1029, 1030, 1031, 1032); le fonds d'action sociale vieillesse (p. 1029); le Comité national de la vieillesse (p. 1029, 1031); la Commission d'Etudes (p. 1027, 1029, 1032) ; un éventuel Haut-Commissaire à la vieillesse (p. 1027, 1029, 1034) et l'indispensable coordination des Services ministériels (p. 1027, 1029) ; la gérontologie (p. 1032); la carte de priorité des personnes âgées (p. 1028) et les villages-retraites et maisons d'accueil (p. 1032, 1034).

17. — *Politique de la circulation dans la Seine.* — Question de M. de la Malène au Ministre de l'Intérieur [10 juin 1960] (p. 1278). Entendus : MM. de la Malène, Chatenet, *Ministre de l'Intérieur* ; Claudius Petit, Dreyfous-Ducas; observations sur : la circulation, cas particulier du problème parisien (p. 1278); le rôle de l'automobile (p. 1278, 1280, 1281); la réglementation et l'interdiction du stationnement (p. 1281, 1283); l'institution d'un code automobile urbain (p. 1284); la multiplication des lieux de stationnement et des garages (p. 1278, 1284), l'accroissement de la superficie de la chaussée (p. 1280); les voies de pénétration dans Paris (p. 1279, 1281 à 1283) et l'exemple d'Haussmann (p. 1280, 1282); le manque de crédits (p. 1279, 1280, 1284) et l'aide du fonds routier (p. 1283); l'utilité d'un plan (p. 1278); la comparaison du plan actuel et des plans antérieurs (p. 1278); l'accroissement démographique (p. 1280, 1283); les cités satellites (p. 1280); le métropolitain (p. 1286); les centres d'affaires (p. 1281, 1282, 1284); l'aménagement des horaires (p. 1283, 1284); la création du district (p. 1278, 1280, 1284) et l'aménagement de la Région parisienne (p. 1284).

Questions orales (avec débat).

18. — *Protection des personnes et des biens dans la zone de Lacq.* — Question de M. Ebrard au Premier Ministre. Report [20 mai 1960] (p. 1026). Entendus : MM. Ebrard, le Président; observations sur : le transfert de compétence (Ministre de l'Industrie substitué au Premier Ministre).

**DISCUSSION** [17 juin 1960] (p. 1407). Entendus : MM. Ebrard, Jeanneney, *Ministre de l'Industrie* ; Commenay, Nilès, Sallenave ; observations sur : la multiplicité des problèmes posés par l'industrialisation de la plaine de Lacq (p. 1407 à 1409, 1411, 1415), et notamment la poussée démographique (p. 1408) ; les effectifs scolaires (p. 1408, 1411) ; le regroupement des exploitation agricoles (p. 1408 à 1411, 1415) ; la pollution atmosphérique (p. 1408 à 1412, 1415, 1416) ; les risques d'accidents (p. 1408, 1409, 1414) ; l'éclatement des puits (p. 1412), des conduites et des stocks (p. 1412 à 1414, 1416) ; l'équipement général des collectivités (p. 1411) ; l'équipement sanitaire (p. 1408, 1411, 1413) ; la sécurité et la protection civile (p. 1408, 1409, 1413, 1414) ; l'évacuation éventuelle du village d'Arance et l'utilité d'une législation appropriée (p. 1412, 1415) ; les lenteurs étatiques (p. 1410, 1411, 1413) ; les conférences interministérielles (p. 1416) ; l'aspect

Questions orales (avec débat).

financier du problème (p. 1410, 1412, 1415, 1416); l'aménagement du territoire et le tarif préférentiel du Sud-Ouest (p. 1414, 1416).

19. — *Durée hebdomadaire du travail à la Société nationale des chemins de fer français.* — Question de M. Cassagne au Ministre des Travaux publics et des Transports [17 juin 1960] (p. 1416). Entendus : MM. Cassagne, Robert Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports*; Lolive; observations sur : la grève des cheminots (31 mai 1960), son caractère revendicatif mais non spontané (p. 1417, 1420, 1421) ; la durée hebdomadaire du travail (p. 1418, 1419, 1421) (loi de 1936 et règlement de 1945) (p. 1417, 1419), et la rémunération pour heures supplémentaires (p. 1418, 1419 et 1421); les motifs de ramener cette durée à 45 heures (p. 1417, 1418, 1420), et notamment l'accroissement de la productivité (p. 1417, 1418, 1420); la baisse des effectifs et leurs vieillissement (p. 1417, 1420, 1421); la durée moindre du travail à l'étranger (p. 1417, 1419, 1420) ; la rigidité de la réglementation et le souci de sécurité (comparaison avec les routiers) (p. 1418, 1419, 1421) ; l'aspect financier (p. 1418 et 1420), et l'aspect démographique (p. 1419).

20. — *Construction navale* (situation des salaires). — Question de M. Rombeaut au Ministre des Travaux publics et des Transports [17 juin 1960] (p. 1421). Entendus : MM. Rombeaut, Robert Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports* ; Cance ; observations sur : la crise de la construction navale (p. 1421, 1423, 1424) (capacité accrue et demande diminuée) (p. 1421), malgré son caractère compétitif (p. 1422, 1425) ; les bénéfices des entreprises (p. 1424) ; les fusions de chantiers (1422, 1423) (rôle des Comités d'Entreprise) (p. 1422); les licenciements prévus (p. 1422), et les réemplois et reconversions (p. 1422 à 1424); le cas des chantiers de Seine-Maritime (p. 1424); l'action de l'Etat et la loi d'aide (p. 1422 à 1425).

21. — *Cinéna : protection de la jeunesse.* — Deux quetions jointes de M. Bertrand Denis et de Mme Thome-Patenôtre au Ministre de l'Information [24 juin 1960] (p. 1499). Entendus : M. Bertrand Denis, Mme Thome-Patenôtre, MM. Terrenoire, *Ministre de l'Information*, Diligent, Durbet, Fernand Grenier, Hanin ; observations sur : la valeur du cinéma français (p. 1505), son refus de traiter les problèmes sociaux (p. 1505, 1506), l'abus de l'érotisme et l'apologie de la violence (p. 1499, 1500, 1502, 1507); la confusion de la liberté et de la licence (p. 1503, 1504, 1506, 1507) ; le cas des enfants acteurs (p. 1500, 1502, 1503); l'influence sur la jeunesse (p. 1499 à 1504 1506, 1507) ; les autres causes de délinquance juvénile (p. 1504), le rôle des ciné-clubs (p. 1506), les films interdits aux mineurs (p. 1499, 1501, 1502) et la publicité (bandes-annonces, affiches) (p. 1499, 1500, 1502, 1503, 1506) ; le tort fait à la France par certains films (p. 1499, 1501, 1507), les exemples américains et allemands (p. 1505); le nombre des spectateurs (p. 1501), les possibilités de détaxation (p. 1505, 1506), le rôle des pouvoirs publics et le partage des compétences (p. 1500, 1501), le danger de l'aide automatique (p. 1500, 1503) ; la pré-censure (p. 1500, 1501, 1503, 1504) ; la Commission de censure et son insuffisance (p. 1500, 1502 à 1504, 1507) et le procédé de double-vision (p. 1507).

22. — *Rapports commerciaux entre fabricants, fournisseurs et commerçants revendeurs.* — Quatre questions jointes de MM. André Vidal et Raymond Boisdé au Ministe des Finances et des Affaires économiques et au Secrétaire d'Etat au Commerce intérieur [24 juin 1960] (p. 1507). Entendus : MM. Raymond Boisdé, A. Vidal, Fontanet, *Secrétaire d'Etat au Commerce intérieur*, Lepidi, Delrez ; observations sur : la complexité du problème (p. 1515), ses solutions à l'étranger (p. 1512, 1513), et en France (Art. 419) (p. 1513) (décret de 1953 et circulaire de 1954) (p. 1508, 1515, 1516) (décret de 1958 et circulaire de 1960) (p. 1508, 1512 à 1516), (leur éventuelle abrogation) (p. 1510); les buts des pouvoirs publics et notamment la défense du libéralisme économique (p. 1509, 1514, 1515), la libre concurrence (p. 1514), la souplesse des prix (baisse des prix-pièges) (p. 1508, 1509, 1512, 1518) ; les moyens (p. 1512, 1513, 1515, 1516) (menace pesant sur les producteurs) (p. 1509, 1514) (multiplication des produits de vente) (p. 1509), et les sentiments des organisations professionnelles (p. 1508 à 1510, 1513 et 1514), l'évolution de la distribution (p. 1508, 1510, 1513, 1514), et sa technologie (p. 1510, 1511), la politique commerciale des firmes (p. 1510, 1514), la « marque » (p. 1511, 1512, 1514), la publicité (p. 1510,

1511); les menaces de concentration (p. 1508, 1509, 1511, 1513, 1514) et l'entreprise Leclerc (p. 1510, 1513, 1515).

23. — *Action politique de certains mouvements de jeunesse.* — Deux questions jointes de MM. Laudrin et Fanton au Ministre de l'Education nationale [24 juin 1960] (p. 1516). Entendus: MM. Laudrin, P. Bourgeois, Fanton, Joxe, *Ministre de l'Education nationale*, Hostache, Villon, Vals, Diligent, Frédéric-Dupont, Catayée, Claudius Petit, Le Pen, Chibi ; observations sur : la diversité des mouvements de jeunesse (p. 1516), leur représentativité (p. 1516, 1517, 1520, 1522, 1523) ; le groupe d'études et de recherches des organisations de jeunesse et d'éducation populaire (p. 1517, 1521, 1524, 1525, 1526, 1529, 1530), le sens de son intervention dans le conflit algérien (p. 1517 1521, 1523, 1525,1526), le scoutisme (p. 1517, 1523), l'U.N.E.F. (p. 1517, 1528, 1529), le syndicalisme universitaire (p. 1518, 1522, 1523, 1528, 1529) ; les options politiques (p. 1519, 1520), la première scission (p. 1519), et la réunification (p. 1520, 1522) ; le problème des sursis (p. 1518, 1521, 1522, 1528, 1529), les grèves estudiantines (p. 1520, 1528); les relations avec l'U.G.E.M.A (p. 1517, 1518, 1520, 1527, 1529, 1530), et le parti communiste (p. 1518, 1527), « Jeune Résistance » et l'aide au F.L.N. (p. 1518, 1519, 1524), l'objection de conscience (p. 1519), et les désertions (p. 1518, 1523, 1526); « Jeune Nation » (p. 1524) ; les problèmes moraux soulevés par la guerre d'Algérie (p. 1524, 1525, 1529), le terrorisme (p. 1527), et la réconciliation (p. 1526, 1528), et son moment (p. 1529, 1530); la direction du sport scolaire et universitaire (p. 1516, 1517, 1521, 1526), son rôle international (p. 1517), et la grève des professeurs d'éducation physique (p. 1517, 1521); les étudiants des départements d'outre-mer (p. 1527), la fermeture et la réouverture des foyers (p. 1527, 1528, 1530).

24. — *Industrie automobile et Marché commun.* — Question de M. Davoust au Ministre de l'Industrie [24 juin 1960] (p. 1531). Entendus : MM. Davoust, Jeanneney, *Ministre de l'Industrie*, Bourgeois; observations sur : le Marché commun, sa mise en place accélérée, les conséquences de la concurrence étrangère (ententes stimulant ou contingentant la production) ; la situation difficile de l'industrie automobile française, le recul et la reprise des ventes intérieures, le ralentissement des exportations, les mesures prises par le Gouvernement américain, l'augmentation de la production, le stockage et les menaces de licenciement ; le vieillissement du réseau routier, l'absence d'autoroute, le prix de l'essence, la vignette ; l'insuffisance des investissements, la concentration et ses dangers, la formation des ingénieurs (p. 1531 à 1533).

Questions orales (avec débat).

25. — *Sécurité sociale et honoraires médicaux.* — Deux questions jointes de MM. Debray et Dalbos au Ministre des Travaux publics et des Transports [1er juillet 1960] (p. 1656). Entendus : MM. Debray, Dalbos, Bacon, *Ministre du Travail*; Karcher, Vayron, Lolive, Barrot, Pinoteau, Catayée, Profichet, Cassagne, Roques; observations sur : l'assurance sociale et ses principes (libre choix du praticien et liberté des prescriptions) (p. 1659, 1662, 1664, 1666, 1669), la situation à l'étranger (p. 1662, 1664, 1665); les décrets du 12 mai 1960, leurs motifs (insuffisance de remboursements, absence de liberté réelle pour les moins fortunés, besoin de modernisation et de contrôle) (p. 1657, 1660, 1667 à 1670), approbation partielle (p. 1663, 1667), leurs dispositions (nécessité de conventions départementales) (p. 1661, 1662, 1664, 1667, 1669, 1670), (relèvement des tarifs médicaux et effort financier) (p. 1660, 1669), (engagements individuels et leur portée) (p. 1657, 1660, 1662 à 1664, 1665, 1666, 1668, 1669), leur critique (éventuelle inconstitutionnalité) (p. 1657, 1663), (caractère étatique) (p. 1663 à 1665), (négation du droit syndical et du Code de déontologie) (p. 1659), (division entre médecins et atteinte au libre choix) (p. 1657, 1658, 1663 à 1665, 1668, 1669) (refus des centres de soins) (p. 1662, 1668); les désordres suscités (p. 1656, 1662), et notamment la grève et ses divers aspects (p. 1660, 1663, 1664) ; l'évolution du conflit (p. 1656), la première convention signée (p. 1657, 1664) et les délais de mise en œuvre (p. 1662); les remèdes (réunion de la Commission prévue à l'article 24 du décret, élaboration d'une convention nationale) (p. 1658, 1659, 1661, 1667 à 1670), (publication d'une nomenclature précise) (p. 1659, 1661, 1664, 1667), (modifications locales à la convention type) (p. 1662); les régimes spéciaux en voie d'extinction (p. 1665) ; les médecins des hôpitaux (p. 1660, 1665), les accoucheurs (p. 1658), les

Questions orales (avec débat).

radiologistes (p. 1669), les praticiens parisiens (p. 1656, 1660, 1661, 1665, 1666), les praticiens girondins (p. 1658, 1659, 1667, 1668), les guyanais et martiniquais (p. 1666).

26. — *Conséquences du plan d'assainissement de l'industrie charbonnière.* — Question de M. Godonnèche au Ministre de l'Industrie [21 octobre 1960] (p. 2689 à 2702). Entendus : MM. Godonnèche, Jeanneney, *Ministre de l'Industrie*; Dixmier, Trébosc, Nilès, Béchard, Thibault, Bayou, Coste-Floret, Valabrègue, Godonnèche, Jeanneney, *Ministre de l'Industrie*; observations sur : certains mines françaises notamment les houillères du Bassin d'Auvergne, la réduction de leur production ou leur fermeture à bref délai; les conséquences sociales et économiques de ces décisions; les mesures de reconversion prévues; l'examen par le Parlement du plan d'assainissement de l'industrie charbonnière.

27. — *Crise de l'industrie cinématographique et du théâtre.* — Question de M. Boutard au Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles [21 octobre 1960] (p. 2702 à 2709). Entendus : MM. Boutard, Malraux, *Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles;* Beauguitte, Grenier, Malraux, *Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles;* observations sur : le rétablissement du conseil supérieur du cinéma (p. 2702); la grave crise que traverse le théâtre (p. 2702); le régime fiscal des théâtres (p. 2702); la situation des théâtres nationaux (Comédie-Française, Opéra et Opéra-Comique) (p. 2703, 2704).

28. — *Conclusions de la Commission de censure des films cinématographiques.* — Question de M. Boutard au Ministre de l'Information [21 octobre 1960] (p. 2709 à 2713). Entendus : MM. Boutard, Terrenoire, *Ministre de l'Information;* Chazelle, Beauguitte, Grenier, Terrenoire, *Ministre de l'Information;* observations sur : les conclusions de la Commission chargée de proposer des mesures relatives à la censure des films cinématographiques; la décision que compte prendre le Gouvernement pour tenir compte de ces recommandations.

29. — *Aide aux aveugles travailleurs.* — Question de M. Frédéric-Dupont au Ministre de la Santé publique et de la Population [25 novembre 1960] (p. 4094 à 4099). Entendus : MM. Frédéric Dupont, Bernard Chenot, *Ministre de la Santé publique et de la Population;* Nilès, Dutheil; observations sur : de nouveaux textes concernant l'encouragement au travail des aveugles travailleurs et sur l'allocation de compensation (p. 4094, 4095, 4097); l'assimilation des aveugles aux grands infirmes, le pourcentage du salaire des aveugles travailleurs dont on tient compte pour le calcul de l'allocation de compensation; l'âge prévu pour bénéficier de cette allocation (60 ou 65 ans); le Ministre propose de ne tenir compte que de 50 0/0 du salaire et d'étendre les bénéfices de cette mesure favorable aux aveugles jusqu'à un âge plus avancé, compte tenu des crédits budgétaires (p. 4096, 4097).

30. — *Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales.* — Question de M. Antoine Guitton au Ministre des Affaires étrangères [2 décembre 1960] (p. 4261 à 4264). Entendus : MM. Antoine Guitton, Couve de Murville, *Ministre des Affaires étrangères*, Coste-Floret, Mlle Dienesch, MM. Albert Sorel, Maurice Schumann; observations sur : le projet de ratification de cette convention déposée en 1950 et 1953; le fait que la France est le seul membre du Conseil de l'Europe à n'avoir pas ratifié la Convention (p. 4261); les causes du retard apporté à la ratification (p. 4262); l'introduction des Droits de l'homme dans le préambule de la Constitution (p. 4263).

31. — *Emploi des travailleurs de plus de 50 ans et condition des chômeurs de plus de 55 ans.* — Deux questions jointes de MM. Frédéric-Dupont et Dalbos au Ministre du Travail [28 avril 1961] (p. 588 à 597). Entendus : MM. Frédéric-Dupont, Dalbos, Bacon, *Ministre du Travail*; Dutheil, Lolive, Debray, Mmes Devaud, Thome-Patenôtre, MM. Darchicourt, Palewski, Bacon, *Ministre du Travail*; observations sur : les difficultés rencontrées par les hommes et femmes de 50 ans à trouver du travail (p. 588, 590); la proportion des chômeurs chez les personnes âgées (p. 588); une circulaire du 10 octobre 1956 adressée aux inspecteurs du travail (p. 588); la loi du 31 juillet 1959 sur la promotion des cadres (p. 588); les mesures prises à l'étranger concernant le chômage (p. 588, 589); les subventions aux caisses de retraite (p. 589); les travaux de la Commission Laroque et du Conseil économique

(p. 589, 592) ; le règlement du problème des personnes âgées par voie de décrets (p. 589) ; les limites d'âge pour différents emplois (p. 589) ; l'emploi obligatoire d'un pourcentage de personnes âgées dans les administrations (p. 589) ; la prolongation facultative de l'âge de la retraite étudiée par les sociologues (p. 590) ; la réduction de l'allocation de chômage (p. 590, 592, 593) ; la nécessité de fournir du travail aux jeunes (p. 591) ; les statistiques du chômage (p. 591) ; le rôle des services du Ministère du Travail sur l'embauche du personnel âgé (p. 591, 592) ; les centres de formation professionnelle accélérée (p. 589, 592, 594, 596) ; les cours de « recyclage » (p. 592) ; les clauses particulières des conventions collectives (p. 592) ; le rôle des mairies (p. 593) ; l'abaissement de l'âge ouvrant droit à la pension de vieillesse (p. 593) ; le relèvement des taux des pensions de vieillesse (p. 593, 596) ; le reclassement obligatoire du personnel licencié (p. 593) ; l'assurance chômage (p. 593) ; la création de nouvelles fonctions pour les personnes du troisième âge (p. 593) ; le reclassement des femmes (p. 595) ; l'emploi des chômeurs pour les collectivités locales (p. 596) ; la planification de l'économie, remède au chômage (p. 596) ; l'aspect physiologique et psychologique de la formation professionnelle (p. 596).

32. — *Le prix du lait à la production.* — Question de M. Fourmond au Ministre de l'Agriculture ; report [5 mai 1961] (p. 682). Entendus : MM. Fourmond, Robert Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports;* Mme la Présidente.

Trois questions jointes de MM. Fourmond, Buron et Lambert au Ministre de l'Agriculture [19 mai 1961] (p. 883 à 903). Entendus : MM. Fourmond, Gilbert Buron, Lambert, Rochereau, *Ministre de l'Agriculture ;* Le Roy Ladurie, Laudrin, Godefroy, Cance, Rousselot, Godonnèche, Méhaignerie, Schmitt, Beauguitte, Jouault, Boudet, Bertrand Denis, Delachenal, de Poulpiquet, Moulin, Sagette, du Halgouët, Weinman, Alliot, le Ministre de l'Agriculture.

Observations sur : l'indexation prévue par la loi d'orientation agricole (p. 884, 887, 897) ; la fixation du prix du lait (p. 884, 887, 902) ; la taxe de résorption (p. 884, 885, 887, 888, 889, 891, 893, 894, 895, 897, 898, 899, 900, 901, 902) ; le fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (p. 884, 886, 887, 889) ; la hausse des prix industriels et des rémunérations dans le secteur privé (p. 885) ; la différence du prix du lait payé aux producteurs français par rapport au prix pratiqué dans le Marché commun (p. 885, 901) ; l'augmentation de la productivité (p. 885, 886, 887, 888) ; le caractère familial des exploitations laitières (p. 885, 886, 887) ; le prix du yaourt et de la margarine (p. 886) ; l'organisation de l'exportation du lait (p. 886, 887) ; l'ouverture de nouveaux débouchés pour le marché laitier (p. 886, 889) ; le stockage du lait (p. 887) ; la taxe sur la margarine (p. 887) ; la parité des revenus agricoles et des revenus industriels (p. 888) ; le soutien du marché du lait (p. 888) ; le projet de loi instituant une cotisation sur les produits laitiers et les corps gras (p. 889, 890, 902) ; la publicité en faveur des produits laitiers pour le marché intérieur et l'exportation (p. 889) ; le projet de loi de finances rectificative pour 1961 (p. 889, 890, 902) ; l'orientation nouvelle de la consommation du lait comme de tous les produits agricoles (p. 890) ; la modernisation et la transformation de la production des produits laitiers (p. 890) ; le problème social que pose le prix du lait (p. 890) ; les bénéfices élevés des sociétés laitières (p. 891, 901) ; les promesses faites par le Gouvernement en 1960 (p. 892) ; la participation des producteurs de lait à l'aide financière à l'exportation (p. 892) ; la classe paysanne sacrifiée (p. 893) ; les importations et les exportations de produits laitiers (p. 894) ; la surproduction du lait sur le marché français (p. 896, 897) ; la supériorité du beurre sur les corps gras de remplacement (p. 897) ; le respect de la loi d'orientation agricole (p. 898) ; la recherche d'autres productions (p. 898) ; la nécessité de considérer le marché des produits laitiers dans son ensemble (p. 900) ; la baisse du prix du cantal (p. 901, 903) ; le dialogue avec les organismes professionnels (p. 901) ; la taxation des corps gras *ad valorem* (p. 902) ; la progression des exportations de produits laitiers (p. 903) ; l'effort commun de la profession et des pouvoirs publics (p. 903) ; la taxe professionnelle, prime de sécurité pour le marché du lait (p. 903).

33. — *Le prix du lait à la production.* — Question de M. Buron au Ministre de l'Agriculture ; report [5 mai 1961] (p. 682). Entendus : MM. Fourmond, Robert Buron, *Ministre des*

Questions orales (avec débat).

*Travaux publics et des Transports ;* Mme la Présidente. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 32.

34. — *Le prix du lait à la production.* — Question de M. Lambert au Ministre de l'Agriculture ; report [5 mai 1961] (p. 682). Entendus : MM. Fourmond, Robert Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports*, Mme la Présidente. *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 32.

35. — *Organisation du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes et aide aux planteurs de tabac.* — Deux questions jointes de M. Maurice Faure au Secrétaire d'Etat aux Finances et au Ministre des Finances [12 mai 1961] (p. 754 à 766). Entendus : MM. Maurice Faure, Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances*, Juskiewenski, Dieras, Brice, Sourbet, Guitton, Durroux, Lux, Delachenal, Turroques, Cathala, Cermolacce, Raphaël-Leygues, Evrard ; observations sur : les mesures à prendre pour lutter contre le mildiou du tabac (p. 754) ; l'importance vitale de la culture du tabac pour certaines régions (p. 754) ; les moyens préventifs et curatifs contre le mildiou (p. 754) ; l'aide financière à apporter aux planteurs de tabac (p. 754, 758, 762) ; l'élévation du prix de revient du tabac (p. 754) ; l'attribution d'une prime exceptionnelle temporaire (p. 755, 766) ; le retour à l'indexation automatique des prix des produits agricoles (p. 755) ; la distinction administrative de deux périodes : avant et après l'écimage (p. 755) ; la loi d'orientation agricole et l'intégration du prix de revient dans le prix de vente (p. 755, 758) ; les prêts spéciaux d'équipement (p. 755, 758) ; la caisse d'assurance des planteurs de tabac (p. 755, 756, 757, 761, 765, 766) ; la qualité originale des tabacs bruns français (p. 756) ; le danger de l'importation des tabacs de l'étranger (p. 756) ; la réorganisation des monopoles fiscaux des tabacs et allumettes (p. 756, 757) ; les essais pour déterminer les traitements préventifs (p. 757, 765) ; le réaménagement des primes d'assurance (p. 757) ; le problème du prix du tabac (p. 758, 762, 766) ; les subventions en faveur de la culture du tabac à l'étranger (p. 759, 761) ; l'importance de la culture du tabac (p. 759) ; les difficultés de plus en plus grandes de la culture du tabac (p. 759) ; la prise en charge par le S.E.I.T.A. des frais entraînés par la lutte contre le mildiou (p. 760, 761, 762, 765) ; la régression de la culture du tabac (p. 761, 762, 763, 764) ; la caisse des calamités nationales (p. 766).

36. — *Gestion des entreprises nationalisées et services publics.* — Question de M. Hostache au Ministre des Finances et des Affaires économiques [19 mai 1961] (p. 904 à 909). Entendus : MM. Hostache, Chazelle, Tomasini, Labbé, Neuwirth, Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances ;* observations sur : l'étatisation des entreprises nationalisées (p. 904, 906, 908) ; la multiplicité des contrôles *a priori* substitués à des contrôles *a posteriori* s'ajoutant à ceux déjà existants (p. 904, 905, 906, 907) ; la mainmise du Ministère des Finances (p. 905) ; l'échec à une politique sociale (p. 906) ; le retard des salaires (p. 905, 906) ; le projet de revalorisation des traitements (p. 905) ; l'impossibilité de recruter des ingénieurs sortis des grandes écoles (p. 905) ; les réactions hostiles des syndicats (p. 905, 906) ; la grève et le malaise social (p. 906, 907) ; l'annulation du décret du 22 juin 1960 (p. 906) ; l'autonomie de gestion et de direction (p. 906, 908) ; la libre discussion des salaires entre les directions des entreprises nationalisées et leur agents (p. 907) ; une dangereuse indifférence remplaçant un dynamisme indispensable (p. 907) ; les bonifications pour années de campagne de guerre ou de résistance (p. 907) ; la mission des entreprises nationalisées pour le développement économique (p. 908) ; les investissements de l'Etat et les entreprises nationalisées (p. 908) ; la coordination nécessaire entre les entreprises nationalisées et le Ministère des Finances pour les salaires (p. 908) ; la difficulté de fixer les salaires dans chaque entreprise nationalisée (p. 908, 909) ; les conclusions de la Commission de vérification des comptes des entreprises nationalisées (p. 909) ; le redressement financier dans tous les domaines de la vie économique (p. 909) ; la répartition des fruits de l'expansion économique (p. 909) ; la planification dans l'ensemble du pays (p. 909) ; le rajustement des rémunérations du secteur semi-public et du secteur public (p. 909).

37. — *Mesures en faveur de la viticulture.* — Quatre questions jointes de MM. Coste-Floret, Raymond Clergue, Poudevigne et Bayou, au Ministre de l'Agriculture [16 juin 1961] (p. 1136 à 1158). Entendus : MM. Coste-Floret, Raymond-Clergue, Poudevigne, Bayou,

Rochereau, *Ministre de l'Agriculture*; Thibault, Pinoteau, Commenay, Grasset-Morel, Arthur Conte, Hauret, Waldeck Rochet, Hostache, Lurie, de Sesmaisons, Burlot, Clamens; observations sur : le prix plancher et le prix plafond du vin à la production (p. 1137) ; le prix de vente moyen insuffisant (p. 1137, 1138, 1140, 1143); la distillation de 8 millions d'hectolitres du hors quantum (p. 1137, 1143, 1147, 1151); l'abaissement nécessaire de la fiscalité (p. 1137, 1139, 1144, 1148, 1151, 1153, 1154) ; le prélèvement de 10 0/0 sur la taxe unique (p. 1137); la société interprofessionnelle d'intervention (p. 1138, 1139, 1143, 1148, 1156, 1157); l'application de la définition légale du vin (p. 1138); le degré minimum (p. 1138); la chaptalisation (p. 1138, 1146, 1151, 1156); les zones à vocation viticole (p. 1138, 1142, 1146, 1157); l'encépagement dirigé (p. 1138, 1151); la suppression des hybrides (p. 1138, 1141, 1151) ; la lutte contre la fraude (p. 1138, 1139) ; les conséquences économiques et sociales de la crise viticole (p. 1139) ; les viticulteurs sinistrés (p. 1139, 1140, 1141, 1148, 1149, 1153, 1156, 1157); la loi sur les calamités agricoles (p. 1139, 1143, 1152, 1157); le prix de campagne du vin (p. 1139, 1150, 1155); la loi d'orientation agricole (p. 1139, 1143, 1151, 1154) ; la taxe à l'hectare (p. 1139, 1152, 1157); le soutien des cours (p. 1140); les viticulteurs isolés sacrifiés (p. 1140); le stockage des vins (p. 1140, 1141, 1143, 1144, 1145, 1151, 1155, 1158); le manque de confiance dans les lois viticoles (p. 1141); le cadre du Marché commun (p. 1141, 1142, 1147, 1157); les indemnités d'arrachage (p. 1142, 1144); l'interdiction de la commercialisation des sous-produits de la vigne (p. 1142) ; la distillation obligatoire d'une partie des vins (p. 1142, 1143, 1148); la notion de quantum progressif (p. 1142); la campagne anti-vin (p. 1142, 1143); l'interdiction de la publicité en faveur du vin (p. 1142); la responsabilité du Gouvernement dans la crise du vin (p. 1142); le warrantage des vins (p. 1143, 1144, 1151); la suppression du Fonds d'assainissement de la viticulture (p. 1143); l'application du Code du vin (p. 1143, 1153); la réduction de la production et l'augmentation de la consommation (p. 1144); la reconduction du prix du vin (p. 1146); la production de vins de qualité (p. 1146, 1149, 1154); le vin de l'intendance (p. 1146); la commission mixte groupant profession et administration (p. 1146); la Commission du IVe Plan (p. 1146) ; les importations de vins (p. 1147, 1152, 1154, 1158); les statistiques des prix des vins (p. 1148); les viticulteurs du Sud-Ouest (p. 1149, 1150, 1157); le contrôle des transferts (p. 1151); la péréquation des prix des transports (p. 1151); les vins d'appellation d'origine (p. 1152, 1154); les prestations d'alcool vinique (p. 1153, 1157); les petits et moyens viticulteurs (p. 1153); les lenteurs administratives (p. 1153); la valeur des vins exportés (p. 1154, 1155) ; les vins du Centre (p. 1156, 1158).

Questions orales (avec débat).

38. — *Situation de l'industrie du textile cardé.* — Vingt-deux questions jointes de MM. Longequeue, Bayou, Durroux, Béraudier, Coste-Floret, Clamens, Chapuis, Radius, Bourne, Blin, Yrissou, Rivière, Cathala, Vidal, Collomb, Noiret, Rieunaud, Raymond-Clergue, Bégouin, Bettencourt, Larue, Lainé, au Ministre de l'Industrie [23 juin 1961] (p. 1282, à 1300). Entendus : MM. Vidal, Bayou, Clamens, Chapuis, Coste-Floret, Rieunaud, Yrissou, Durroux, Jeanneney, *Ministre de l'Industrie* ; Cance, Trébosc, Noiret, Comte-Offenbach, Durroux, Jeanneney, *Ministre de l'Industrie* ; observations sur : la suppression des aides à l'exportation (p. 1283); la réduction des droits d'importation (p. 1283) ; l'augmentation des importations (p. 1284) ; le prix de revient très bas des produits italiens (p. 1284) ; le chiffonnage, la filature, l'ourdissage et les apprêts en Italie (p. 1285) ; les tissus unis ou de structure simple en Italie (p. 1285) ; l'exploitation de la main-d'œuvre à domicile en Italie (p. 1285, 1296) ; la non-application des conventions collectives en Italie (p. 1285) ; le crédit des constructeurs de matériel de filature en Italie (p. 1285) ; l'absence de politique en France pour le textile cardé (p. 1285, 1297, 1299) ; l'insuffisante capacité des chefs d'entreprises du textile cardé en France (p. 1285) ; le Marché commun (p. 1286, 1287, 1290, 1292, 1295, 1296, 1297) ; le blocage de l'afflux italien (p. 1286) ; la concurrence des fils synthétiques (p. 1286) ; l'appellation « Tergal » et « Orlon » (p. 1286) ; la suppression des droits de douane sur le matériel étranger (p. 1286, 1296) ; l'exportation des tissus cardés (p. 1286) ; les commandes militaires (p. 1286, 1287, 1289, 1290, 1291, 1292, 1295) ; la fabrication des articles français de nouveautés (p. 1287); les prix des textiles (p. 1287) ; les salaires et indemnités de chômage des ouvriers du textile (p. 1287,

Questions orales (avec débat).

1296, 1298) ; l'égale répartition du crédit (p. 1287) ; l'application du Traité de Rome (p. 1286, 1287, 1289) ; l'avenir de « l'usine aux champs » (p. 1287) ; la diminution de la production (p. 1287, 1293, 1298) , l'utilisation de la main-d'œuvre locale (p. 1288, 1290, 1292) ; le problème des investissements (p. 1288) ; la diminution du personnel et le chômage dans l'industrie du textile (p. 1288, 1289) ; la commercialisation du tissu (p. 1289, 1296, 1297, 1299) ; le trop grand nombre de séries (p. 1289) ; le dumping italien (p. 1285, 1289) ; la substitution des tissus peignés aux tissus cardés (p. 1289) ; les charges des impôts (p. 1287, 1289) ; l'indemnité de chômage (p. 1289, 1290) ; la décentralisation scientifique (p. 1291) ; les fournitures pour les grandes administrations (p. 1291) ; la création du peigné-cardé (p. 1291) ; les fibres synthétiques réservées aux producteurs du Nord de tissus peignés (p. 1292) ; la rénovation de la région du Sud-Ouest (p. 1292, 1297) ; la concurrence déloyale de certains partenaires du Marché commun (p. 1293, 1295) ; la table ronde du problème du textile (p. 1294) ; la concurrence étrangère (p. 1294, 1298) ; l'évolution des goûts de la clientèle (p. 1295) ; la prime d'équipement (p. 1296) ; le programme d'emprunts groupés (p. 1296) ; la politique de développement et de modernisation (p. 1297).

39. — *Politique sociale du Gouvernement.* — Six questions jointes de MM. Rombeaut, Grenier, Darchicourt, Laurent, Diligent, Marcenet, au Ministre des Finances et des Affaires économiques [30 juin 1961] (p. 1409 à 1425). Entendus : MM. Rombeaut, Grenier, Darchicourt, Laurent, Diligent, Marcenet, Baumgartner, *Ministre des Finances et des Affaires économiques*, Meck, Raymond-Clergue, Boudet, Rieunaud, Grussenmeyer, Poudevigne, Debray ; observations sur : la limitation de l'augmentation des salaires par lettre du Gouvernement (p. 1410, 1414, 1417, 1419, 1420, 1422) ; la hausse des salaires supérieure à celle prévue par le Gouvernement (p. 1410) ; le pouvoir d'achat des salariés (p. 1410, 1412) ; le dirigisme des salaires du secteur privé (p. 1411, 1414) ; la libre négociation des salaires (p. 1411, 1412, 1414) ; l'augmentation du S.M.I.G. (p. 1411) ; l'abattement de zone appliqué aux gendarmes (p. 1411) ; l'équilibre de l'emploi (p. 1411) ; le chômage partiel à la société Sud-Aviation (p. 1411) ; l'entente avec les organisations syndicales et familiales (p. 1412) ; l'appui du gouvernement au patronat (p. 1412) ; l'augmentation des profits (p. 1412, 1414) ; la capitalisation boursière des valeurs métropolitaines (p. 1412) ; les cadeaux de l'Etat aux grandes sociétés capitalistes (p. 1412) ; l'augmentation des accidents et maladies du travail (p. 1412) ; le plan d'essor économique proposé (p. 1412, 1413) ; les atteintes aux libertés syndicales (p. 1413) ; l'insuffisance des petits traitements et salaires (p. 1413, 1414, 1421, 1422) ; l'augmentation des impôts indirects (p. 1413) ; les aberrations du régime (p. 1413) ; le mécontentement des travailleurs et des fonctionnaires (p. 1413, 1414) ; la crise sociale actuelle (p. 1414) ; la politique économique planifiée à faire (p. 1415) ; les abattements de zone des salaires (p. 1415, 1417, 1418, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424) ; le coût de la vie à la campagne et à la ville (p. 1415) ; l'argument cherté pour les charges sociales (p. 1415, 1416) ; la politique familiale (p. 1416, 1421) ; l'échelle mobile des prestations familiales (p. 1416, 1421) ; la crainte de l'inflation (p. 1416, 1417) ; la loi-programme d'aide à la famille (p. 1417) ; l'assainissement financier opéré par le Gouvernement (p. 1417) ; l'élévation du pouvoir d'achat des salariés depuis trois ans (p. 1417) ; l'effort de justice à accomplir en faveur des retraités (p. 1417, 1421) ; la considération humaine du salarié (p. 1418) ; la politique de hauts salaires (p. 1418, 1422) ; l'attitude de la Régie Renault (p. 1418) ; la participation nécessaire des syndicats aux décisions à prendre (p. 1418) ; le contrat d'association capital-travail (p. 1418) ; la reconstitution de nos réserves de devises (p. 1419) ; les résultats de la politique économique (p. 1419) ; l'augmentation de la masse salariale (p. 1419) ; l'amélioration générale de la situation des salariés, des vieillards et des familles (p. 1419, 1424) ; l'augmentation des traitements des fonctionnaires (p. 1419, 1420, 1422) ; les Commissions s'occupant de la famille et de la vieillesse (p. 1420) ; les limites du revenu pour les prestations d'aide sociale (p. 1420) ; les allocations militaires (p. 1420) ; la révision de la politique sociale (p. 1420, 1421) ; l'insuffisance des prestations familiales (p. 1421) ; les prestations des vieux (p. 1424) ; le « troisième âge » (p. 1424) ; la pension temporaire partielle (p. 1424) ; les centres d'orientation profession-

nelle pour adultes (p. 1425); le relèvement du plafond des ressources d'assistance (p. 1425); les maisons d'accueil pour les personnes âgées (p. 1425).

40. — *Ecoles d'ingénieurs des arts et métiers.* — Question de M. Motte au Ministre de l'Education nationale [6 juillet 1961] (p. 1484 à 1487). Entendus : MM. Motte, Paye, *Ministre de l'Education nationale ;* Courant ; observations sur : le corps national des ingénieurs des arts et métiers (p. 1484, 1486) ; le projet de décret concernant les écoles nationales des arts et métiers (p. 1484) ; la centralisation et la réforme des écoles des arts et métiers (p. 1485); la valorisation du diplôme d'ingénieur (p. 1485); l'aboutissement de tout effort de qualité à Paris (p. 1485) ; la décentralisation (p. 1485, 1486) ; l'expansion de la région par l'école et l'usine (p. 1485) ; les objections faites à la quatrième année de la formation des ingénieurs à Paris (p. 1486) ; la faculté d'établir des cours de quatrième année en province (p. 1486, 1487) ; la critique de l'institution d'un seul conseil de perfectionnement (p. 1486, 1487); l'utilité d'un conseil de perfectionnement national (p. 1487); la création de l'école des ingénieurs mécaniciens du Havre (p. 1487).

41. — *Organisation de l'industrie du taxi.* — Question de M. Fanton au Ministre de l'Education nationale [6 juillet 1961] (p. 1488 à 1493). Entendus : MM. Fanton, Lolive, Bacon, *Ministre du Travail ;* observations sur : les trois catégories A, B et C de taxis (p. 1489); le nombre des taxis en circulation à Paris (p. 1489); l'arrêté du 31 décembre 1938 sur l'industrie du taxi dans la Seine (p. 1489) ; les agissements frauduleux à l'occasion des transferts de numéros (p. 1489) ; la réglementation des transferts (p. 1489, 1490, 1491) ; la délivrance des autorisations de circuler aux trois catégories de taxis (p. 1489, 1490) ; le développement de l'artisanat des chauffeurs de taxis (p. 1490) ; le rapport Rueff-Armand sur les chauffeurs de taxis (p. 1490) ; le régime des taxis fixé par les lois de 1884 et 1937 (p. 1490, 1491); le rôle du Ministre du Travail pour réglementer la profession de chauffeur de taxi (p. 1491); le rajustement des tarifs (p. 1491, 1492) ; la réorganisation de la profession (p. 1492) ; l'extension des pouvoirs des préfets pour la réglementation de la profession (p. 1492) ; les réponses aux cinq points de la question (p. 1492).

Questions orales (avec débat).

42. — *Chômage et utilisation des fonds de l'U.N.E.D.I.C.* (Union interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce). — Question de M. Dalbos au Ministre du Travail [6 juillet 1961] (p. 1493 à 1495). Entendus : MM. Dalbos, Bacon, *Ministre du Travail;* Lolive, Rombeaut ; observations sur : la convention collective sur un régime d'allocations complémentaires en faveur des chômeurs (p. 1493, 1494) ; les ressources de l'union interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (U.N.E.D.I.C.) (p. 1493, 1494) ; les cotisations des prêts et les frais de gestion de la caisse (p. 1493, 1494); la réduction de la participation patronale et l'utilisation des réserves (p. 1493, 1494) ; l'emploi des fonds, pour secourir les chômeurs partiels, financer l'implantation d'usines ou constituer des sociétés ouvrières (p. 1494, 1495) ; le fonds d'assurance chômage (p. 1495); le relèvement et l'extension de l'allocation complémentaire (p. 1495) ; les craintes de chômage (p. 1495); la non-immixtion du Gouvernement dans l'emploi des fonds (p. 1495).

43. — *Rémunération des auxiliaires médicaux.* — Question de M. Guillon au Ministre du Travail [6 juillet 1961] (p. 1495 à 1501). Entendus : MM. Guillon, Bacon, *Ministre du Travail*; Debray, de Montesquiou, Chazelle, Mme Devaud, M. Mazurier ; observations sur : les textes de base (p. 1496) ; les conséquences des textes sur le plan des principes et sur le plan international (p. 1496); la qualification professionnelle (p. 1496, 1497, 1501) ; la distinction des auxiliaires médicaux diplômés et non diplômés (p. 1496); l'application des textes par la sécurité sociale (p. 1497); la différenciation des tarifs des divers auxiliaires médicaux diplômés d'Etat et non diplômés (p. 1497, 1498); la pénurie d'infirmières (p. 1498, 1500) ; l'insuffisance des salaires des infirmières (p. 1498, 1499, 1500); le manque de considération accordée aux infirmières (p. 1498, 1500); l'organisation insuffisante des infirmières scolaires (p. 1499, 1500); l'abaissement de la limite d'âge pour l'entrée dans les écoles d'infirmières (p. 1499); la prime d'efficacité (p. 1499); l'amélioration de la situation d'infirmière (p. 1499, 1500); la perturbation du

Questions orales (avec débat).

fonctionnement des services hospitaliers (p. 1500); la représentation des infirmières à la commission administrative des hôpitaux (p. 1500); le dévouement des infirmières (p. 1500); les infirmières à l'étranger (p. 1500, 1501); le danger que présente le manque d'infirmières dans les services de chirurgie (p. 1501); la différence d'indemnisation par la sécurité sociale des actes des auxiliaires médicaux (p. 1501).

44. — *Affaires du C.N.L. et politique de la construction.* — Questions de MM. Ballanger et Coudray au Ministre de la Construction [13 juillet 1961] (p. 1705 à 1715). Entendus : MM. Coudray, Ballanger, Sudreau, *Ministre de la Construction*; Pinoteau, Mazurier; observations sur : les constructions de Salmson-Point-du-Jour (p. 1705); la protection de l'épargne investie dans la construction (p. 1705, 1707, 1708); le centre d'information pour la protection des candidats à l'accession à la propriété (p. 1706); l'accession à la propriété d'H.L.M. (p. 1706, 1708); les prêts du Crédit foncier (p. 1706); les hausses spéculatives des prix des terrains (p. 1706); la construction en copropriété (p. 1706); les abus des sociétés immobilières (p. 1707); le comptoir national du logement (p. 1707, 1708); la délivrance du permis de construire (p. 1707); le rapport du Ministère des Finances sur les infractions multiples commises par le C.N.L. (p. 1707, 1712); le retard apporté à l'ouverture de l'information judiciaire (p. 1707); la prise en charge de l'achèvement de la construction par la Caisse des dépôts et consignations (p. 1707); les poursuites engagées en application du décret de 1959 (p. 1707, 1708); le projet de loi tendant à protéger les souscripteurs pour la construction (p. 1708, 1715); la non-communication du rapport d'information aux ministères et services intéressés (p. 1709); le permis de construire sanctionnant seulement la qualité technique du projet de construction (p. 1709), la délivrance du permis de construire, en 1957, après les pourparlers entre les services intéressés (p. 1709); les interventions du Ministre de la Construction pour prévenir les abus du C.N.L. (p. 1710); le sauvetage de la construction du C.N.L (p. 1710); la tentative de sauvetage par le groupement des entrepreneurs (p. 1710); la constitution d'une association de défense (p. 1710); la constitution d'une société spéciale à la Caisse des dépôts et consignations avec représentation des souscripteurs (p. 1710, 1711); le statut de la construction privée (p. 1711); le secteurs privé et le secteur public de la construction (p. 1711); le service de la construction privée (p. 1711); la commission interministérielle de la construction (p. 1711); le projet de loi sur les souscripteurs acquéreurs de logements (p. 1711, 1712, 1715); les sociétés nationales de construction (p. 1712); le scandale financier du C.N.L. (p. 1712); la spéculation sur le prix du terrain, le droit d'inscription et sur le prix des appartements (p. 1713); la réglementation de l'usage des mots : « office », « comptoir » et « national » (p. 1713); les pratiques illégales des sociétés immobilières (p. 1714, 1715).

45. — *Situation de l'emploi dans l'industrie aéronautique française.* — Questions de MM. Baudis et Rochet au Ministre des Armées [13 juillet 1961] (p. 1697 à 1705). Entendus : MM. Baudis, Nilès, Messmer, *Ministre des Armées*; Rombeaut, Baudis, de Montesquiou, Montel; observations sur : l'importance de Sud-Aviation, productrice de la Caravelle (p. 1698, 1703); la réduction de la durée du travail hebdomadaire (p. 1698, 1699, 1703); la menace de non réembauchage des militaires (1698, 1699, 1704); le pourcentage de la production des Mirage III et Mirage IV à l'usine de Toulouse (p. 1698); le projet de super-caravelle et de la caravelle junior (p. 1698, 1703); la politique de démocratisation des tarifs par une détaxe des carburants (p. 1698, 1700); le développement du réseau intérieur (p. 1698, 1700, 1701); l'interdiction de l'achat d'appareils étrangers (p. 1698, 1700); l'autorisation de fabrication de nouvelles caravelles (p. 1698); l'assurance du plein emploi (p. 1698); les menaces de licenciement de personnel (p. 1699, 1700, 1701, 1702, 1703, 1704, 1705); le pouvoir d'achat du personnel (p. 1699); la revalorisation des salaires (p. 1699, 1705); les deux plans du président-directeur général (p. 1699, 1700); la mise en œuvre d'une loi de programme pour les constructions aéronautiques (p. 1699, 1700, 1701); la restriction du marché des Caravelles en Amérique (p. 1700); l'aide de l'Etat à l'industrie aéronautique (p. 1701); les commandes militaires (p. 1701, 1702, 1704); le dirigisme du Ministère des Armées sur l'industrie aéronautique (p. 1701); le transfert de services en province (p. 1701); la décentralisation (p. 1701, 1702, 1704); la nationalisation des usines d'aéronautique (p. 1703); la diversification des

fabrications (p. 1703) ; la production des mirages IV et de la caravelle junior (p. 1703) ;

45 *bis*. — *Problèmes agricoles*. — Questions de MM. Laudrin, Le Bault de la Morinière et Voisin [12 septembre 1961] (p. 2250 à 2256). Entendus : MM. Laudrin, Le Bault de la Morinière, Voisin [13 septembre 1961] (p. 2268 à 2284). Entendus : MM. Pisani, *Ministre de l'Agriculture* ; Voisin, Bérard, Moulin, Mirguet, Buron, Catalifaud, Raphaël-Leygues, Rivain, Bégue, Santoni, Valabrègue ; observations sur : la retraite des vieux et les allocations familiales en agriculture (p. 2252) ; la suppression des abattements de zone (p. 2252) ; l'assurance maladie-chirurgie (p. 2252) ; l'assurance-accidents (p. 2252) ; les calamités agricoles (p. 2252) ; l'habitat rural (p. 2252) ; les bourses scolaires (p. 2252) ; le ramassage des écoliers (p. 2253) ; l'équipement sportif et culturel des campagnes (p. 2253) ; la parité des prix agricoles et des prix industriels (p. 2253) ; la collaboration des organisations professionnelles pour les producteurs (p. 2253) ; le prix réel payé au producteur (p. 2253) ; l'indexation appliquée aux prix réels à la production (p. 2254) ; le projet de loi sur le système contractuel des producteurs et acheteurs de produits agricoles (p. 2254) ; la distribution du beurre aux économiquement faibles (p. 2254) ; l'augmentation de la production du lait et les excédents (p. 2254) ; le mouvement de stockage en hausse (p. 2254) ; les prix réels du lait inférieurs aux prix saisonniers (p. 2254) ; les crédits du F.O.R.M.A. (p. 2254) ; les subventions du F.O.R.M.A. pour l'exportation du lait (p. 2254) ; la politique d'exportation des produits laitiers (p. 2254, 2255) ; le Marché commun (p. 2255, 2268) ; la propagande à l'étranger en faveur des produits laitiers français (p. 2255) ; la poudre de lait écrémé (p. 2255) ; la mise en vente de crème légère (p. 2255) ; la concurrence de la margarine (p. 2255) ; l'organisation en temps opportun des importations de produits laitiers par des accords (p. 2255) ; la fixation du prix réel du lait par comparaison avec les prix pratiqués en moyenne dans les autres pays européens (p. 2255) ; la politique cohérente sur l'ensemble des problèmes laitiers (p. 2255) ; les débouchés sur les marchés mondiaux (p. 2268, 2269) ; le projet de loi sur le mécanisme des prix (p. 2269, 2273) ; le relèvement de la teneur en matière grasse du lait (p. 2269) ; le problème du prix du lait (p. 2269, 2277) ; les investissements en matière agricole (p. 2269, 2270, 2273, 2277, 2279) ; le projet de loi sur le droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier (p. 2270) ; le projet de loi sur l'extension de compétence des groupements de producteurs (p. 2270) ; les centres socio-culturels et les foyers agricoles (p. 2270) ; l'implantation d'usines de transformation des produits agricoles (p. 2270, 2277) ; l'organisation du Ministère de l'Agriculture (p. 2270, 2280) ; les problèmes de politique sociale agricole (p. 2271) ; la situation agricole dans le Vaucluse (p. 2272) ; la réduction des coûts de production (p. 2273) ; l'action de l'Etat sur l'offre et la demande pour la revalorisation des prix des produits agricoles (p. 2274, 2275) ; les lenteurs d'application de la loi d'orientation agricole (p. 2276, 2278) ; l'endettement de la paysannerie (p. 2276, 2279) ; l'attribution de l'allocation de logement dans l'agriculture (p. 2277) ; l'insuffisance du prix du maïs (p. 2278) ; la libération d'une fraction des vins du hors quantum (p. 2279) ; l'enseignement agricole (p. 2281) ; le relèvement du niveau de vie des paysans (p. 2281, 2283) ; l'aide de l'Etat à l'agriculture pour le financement, la commercialisation, l'expansion et la politique sociale (p. 2283) ; l'agitation politique qui se sert de l'exploitation des problèmes agricoles (p. 2284).

Questions orales (avec débat).

46. — *Equipement routier touristique*. — Question de M. Garraud au Ministre des Travaux publics et des Transports [6 octobre 1961] (p. 2444 à 2446). Entendus : MM. Garraud, Buron, *Ministre des Traveaux publics et des Transports* ; observations sur : la construction de nouvelles routes ayant pour but de développer le tourisme (p. 2445) ; le financement par le fonds routier, départemental subventionné par l'Etat (p. 2445) ; le fonds spécial d'investissement des routes touristiques (p. 2445) ; la Commission de gestion ministérielle avec représentation des usagers (p. 2445) ; le programme directeur de l'équipement du réseau national (p. 2446) ; l'aménagement des voies de pénétration secondaires du ressort du Ministère de l'Intérieur (p. 2446).

47. — *Liaison ferroviaire et routière entre la Grande-Bretagne et la France*. — Question de MM. Denvers et Boscher au Ministre des Travaux publics et des Transports [6 octobre 1961] (p. 2446 à 2449). Entendus : MM.

Questions orales (avec débat).

Boscher, Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports* ; Dreyfous Ducas ; observations sur : l'ouverture de négociations diplomatiques, politiques et économiques concernant un ouvrage de franchissement du détroit (p. 2447) ; le mythe de l'insularité britannique (p. 2447) ; les échanges humains et commerciaux à faciliter entre Européens (p. 2447) ; la recommandation du Conseil de l'Europe sur la construction d'un ouvrage à travers la mer du Nord (p. 2447) ; la motion parlementaire britannique tendant à demander des pourparlers préliminaires (p. 2448) ; l'échange de vues entre le Ministre des Travaux publics anglais et le Ministre des Travaux publics français (p. 2448, 2449) ; les divers projets de tunnel et de pont (p. 2448) ; le financement et la rentabilité de ces projets (p. 2448) ; les avantages pratiques divers des projets envisagés (p. 2448) ; le problème international et juridique qui est posé (p. 2448) ; le problème financier (p. 2449) ; la rentabilité immédiate et la conception de l'intérêt général de la France dans l'avenir (p. 2449).

48. — *Structures administratives de la région parisienne.* — Question de M. Palewski au Premier Ministre [20 octobre 1961] (p. 2799 à 2802). Entendus : MM. Palewski, Michel Debré, *Premier Ministre*; Lefèvre d'Ormesson, Petit ; observations sur : la procédure à suivre pour la nouvelle structure (p. 2799) ; le district (p. 2799, 2800, 2801) ; l'administration libre de la Seine-et-Oise et non la concentration de Paris (p. 2799, 2802) ; la nécessité de découper la Seine-et-Oise en plusieurs départements (p. 2800, 2801) ; le caractère national de la modification de la structure de la région parisienne (p. 2800, 2801) ; la loi programme des grands travaux (p. 2800) ; la sous-administration de la Seine-et-Oise (p. 2800) ; les études faites sur le rééquipement de la région parisienne (p. 2800) ; le plan d'aménagement (p. 2800) ; la commission d'études (p. 2800) ; la consultation des élus (p. 2800) ; le domaine hospitalier, la construction, la création de nouvelles sous-préfectures dans le district (p. 2801) ; les mesures à prendre contre l'engorgement de la région parisienne et d'autres régions de France (p. 2801) ; les moyens du délégué général du district (p. 2801) ; la concentration excessive (p. 2802) ; l'expression des vœux des populations (p. 2802).

49. — *Logement des étudiants.* — Questions jointes de MM. Fréville et Lacroix au Ministre de l'Education nationale [27 octobre 1961] (p. 3259 à 3266). Entendus : MM. Lacroix, Fréville, Paye, *Ministre de l'Education nationale*, Crucis, Villon, Le Pen, Coudray, Souchal; observations sur : les besoins immédiats des prochaines années scolaires (p. 3259); la réserve de logements pour les étudiants dans les H.L.M. (p. 3259, 3261, 3264, 3265) ; le logement des étudiants auprès des ateliers protégés (p. 3260) ; la situation du logement des étudiants à Rennes (p. 3260, 3261) ; l'insuffisance du financement direct (p. 3261, 3263) ; la nécessité de recourir à la législation sur les foyers des jeunes travailleurs (p. 3261) ; le financement indirect (p. 3262) ; le prix élevé du loyer d'une chambre d'étudiant (p. 3262) ; le budget d'un étudiant de province (p. 3262) ; la dispersion des locaux d'enseignement dans la région parisienne (p. 3263) ; la nécessité de construire une cité universitaire complète loin de la capitale (p. 3263, 3264, 3265) ; le centre d'Orsay (p. 3262, 3265) ; le plan de construction de 1962-1965 (p. 3265) ; le programme de décentralisation pour la création de facultés et collèges (p. 3265) ; le domaine de la Source à Orléans (p. 3265) ; le campus de Nancy (p. 3265).

50. — *Construction de maisons individuelles.* — Question de M. Lefèvre d'Ormesson au Ministre de la Construction [17 novembre 1961] (p. 4919 à 4914). Entendus : MM. Lefèvre d'Ormesson, Mazurier, Sudreau, *Ministre de la Construction ;* observations sur : les inconvénients des grands ensembles d'habitations collectives (p. 4914, 4916) ; le développement souhaitable des maisons individuelles dans les villes de faible et moyenne importance et les banlieues des grandes villes (p. 4915, 4916) ; les difficultés auxquelles se heurte la construction des maisons individuelles familiales (p. 4915, 4917) ; le coût trop élevé de la construction (p. 4915) ; le prix de revient identique des grands ensembles et des maisons individuelles (p. 4915) ; la proposition de loi déposée (p. 4916) ; la recherche des terrains disponibles à bâtir (p. 4916) ; les maisons individuelles en dehors des grandes agglomérations (p. 4917) ;

le projet sur les zones d'aménagement différé (p. 4917) ; les lotissements défectueux (p. 4917) ; la maison individuelle compatible avec l'intérêt des familles et l'intérêt général (p. 4918) ; la mode des constructions d'habitations collectives (p. 4918) ; l'exclusion de l'urbanisme « concentrationnaire » et de la banlieue « pavillonnaire » (p. 4918).

51. — *Aide aux départements du Centre.* — Question de M. Montalat au Ministre des Finances et des Affaires économiques [24 novembre 1961] (p. 5057 à 5073). Entendus : MM. Montalat, Baumgartner, *Ministre des Finances et des affaires économiques*, Var, Rieunaud, Longequeue, Villon, Godonnèche, Chandernagor, Garraud, Durroux, Chauvet, Alliot, Van der Meersch, Liogier; observations sur : la situation économique et sociale de la Marche et du Limousin (p. 5057), leur dépeuplement (p. 5057) ; les mesures spéciales à prendre dans cette région (p. 5058, 5060) ; le problème de son expansion industrielle (p. 5058) ; sa décentralisation universitaire (p. 5059) ; l'organisation de ses transports (p. 5059) ; la situation dramatique de la Corrèze (p. 5060, 5061) ; son intégration dans une zone spéciale d'action rurale (p. 5062) ; la situation critique de Limoges (p. 5063) ; la création d'un centre universitaire à Limoges (p. 5063, 5064) ; la dégradation de l'agriculture familiale et la désindustrialisation dans les quatre départements de la région d'Auvergne (p. 5064, 5065) ; la situation dans les campagnes du Puy-de-Dôme par rapport à la ville tentaculaire de Clermont-Ferrand (p. 5065) ; la carence de l'Etat pour cette région (p. 5066) ; la situation économique défavorisée du département de la Creuse (p. 5066, 5067, 5068) ; l'état actuel de l'agriculture et de l'industrie en Limousin (p. 5068, 5069) ; le problème de l'encouragement économique à la région de Toulouse (p. 5070) ; le Cantal à intégrer dans une zone spéciale d'action rurale (p. 5071) ; le danger des concentrations à l'égard des milieux ruraux défavorisés (p. 5072) ; le IVe Plan (p. 5072, 5073) ; la situation de l'Ardèche (p. 5073).

52. — *Situation des tisseurs à façon de la région lyonnaise.* — Question de M. Charret au Ministre du Travail [24 novembre 1961] (p. 5073 à 5077). Entendus : MM. Charret, Bacon, *Ministre du Travail*; observations sur : les arguments en faveur de l'état de salariés et de l'état de travailleurs indépendants (p. 5074) ; la jurisprudence du Conseil d'Etat en la matière (p. 5074, 5075) ; l'absence de règlement d'administration publique (p. 5075) ; le projet de décret sur les artisans (p. 5075) ; les artisans à façon de l'Isère (p. 5076) ; l'utilité des artisans à la campagne (p. 5077).

53. — *Age d'admission des travailleurs à la retraite.* — Question de M. Lecocq au Ministre du Travail [24 novembre 1961] (p. 5077 à 5081). Entendus : MM. Lecocq, Bacon, *Ministre du Travail*, Rieunaud, Lolive, Derancy ; observations sur : l'avancement de l'âge des retraites vieillesse à 60 ans (p. 5078) ; l'unification des âges de la retraite (p. 5078) ; la revalorisation des retraites vieillesse (p. 5078) ; l'abaissement progressif des limites d'âge en quelques années (p. 5078) ; le rapport de la commission d'études des problèmes de la vieillesse (p. 5079) ; la retraite à taux plein à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes (p. 5079) ; l'effet de l'évolution économique sur la vie active et la retraite (p. 5080) ; la nécessité de réformer profondément le régime des retraites vieillesse (p. 5080, 5081).

54. — *Situation des personnels des postes et télécommunications.* — Question de M. Japiot au Ministre des Postes et Télécommunications [1er décembre 1961] (p. 5186 à 5192). Entendus : MM. Japiot, Chazelle, Rieunaud, Meck, Cermolacce, Maurice-Bokanowski, *Ministre des Postes et Télécommunications*; observations sur : les effectifs des personnels des postes (p. 5186, 5188, 5190) ; les appareils électroniques (p. 5186, 5190) ; les heures de travail à Paris et en province (p. 5186, 5190, 5191) ; la situation des receveurs de 3e, 4e et 5e classes et des receveurs distributeurs (p. 5186) ; les préposés ruraux (p. 5186, 5191) ; la prime de résultat d'exploitation (p. 5186, 5187, 5188, 5191) ; la prime de technicité (p. 5186, 5187, 5188, 5191) ; les agents des lignes (p. 5187, 5188) ; l'extension de l'indemnité de risque aux auxiliaires (p. 5187, 5191) ; l'accès des agents d'exploitation et des agents d'installation au cadre de contrôleur (p. 5187, 5191) ; les agents de bureau (p. 5187, 5188, 5191) ; les emplois de préposés spécialisés (p. 5187, 5188) ; la titularisation d'agents du cadre complémentaire en Alsace-Lorraine (p. 5189, 5191) ; les gérants d'agences postales du type Alsace-Lorraine (p. 5189, 5191) ; le

Questions orales (avec débat).

caractère excédentaire du budget des postes et télécommunications (p. 5189) ; le mécontentement du personnel des postes (p. 5189) ; la fusion des échelles de traitements pour les agents techniques et les agents techniques spécialisés (p. 5189, 5191) ; la titularisation des auxiliaires (p. 5189, 5191).

55. — *Fixation des prix agricoles.* — Question de M. Bégué au Ministre de l'Agriculture [8 décembre 1961] (p. 5427 à 5429 et 5430 à 5435). Entendus : MM. Bégué, Deschizeaux, Villon, Durroux, Bayon, Pisani, *Ministre de l'Agriculture* ; observations sur : la loi d'orientation agricole de 1960 (p. 5428) ; le prix insuffisant du blé à la production (p. 5428) ; le prix du maïs réévalué (p. 5428) ; la réforme des structures (p. 5429, 5434) ; la politique des justes prix et la loi des prix d'objectifs (p. 5429, 5434) ; la parité des revenus agricoles avec les autres secteurs économiques (p. 5429, 5433) ; les zones spéciales d'action rurale (p. 5430, 5432, 5433) ; la fixation des prix des céréales de la récolte 1961 (p. 5431) ; la crise agricole en général (p. 5431) ; les prix du vin à la production (p. 5432) ; l'implantation des industries agricoles et alimentaires dans les sites ruraux (p. 5432) ; le Marché commun (p. 5432, 5434, 5435) ; les investissements agricoles susceptibles d'apporter des débouchés (p. 5433) ; la production agricole et les débouchés (p. 5434) ; la formation professionnelle du paysan (p. 5435) ; le transfert budgétaire compensant les disparités d'exploitation (p. 5435) ; les responsabilités à prendre par la profession (p. 5435).

56. — *Expertise médicale en matière de sécurité sociale.* — Question de M. Szigeti au Ministre du Travail [15 décembre 1961] (p. 5666 à 5668). Entendus : MM. Szigeti, Bacon, *Ministre du Travail* ; observations sur : la simplification de la procédure de l'expertise en matière de sécurité sociale (p. 5666, 5667) ; l'opposabilité de l'expertise à l'intéressé, à la caisse et à la juridiction compétente (p. 5666) ; le défaut de contre-expertise (p. 5666) ; le danger de l'arbitraire d'une telle expertise (p. 5666) ; les précédents en faveur d'une telle procédure d'expertise (p. 5667) ; les garanties offertes pour l'expertise (p. 5667) ; l'appel nécessaire à un comité d'expertise (p. 5668).

57. — *Fermeture des établissements commerciaux.* — Question de MM. Frédéric-Dupont et Baylot au Ministre des Finances et des Affaires économiques et au Secrétaire d'Etat au Commerce [4 mai 1962] (p. 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879). Entendus : MM. Frédéric-Dupont, Baylot, Missoffe, *Secrétaire d'Etat au Commerce intérieur* ; Rieunaud, Ballanger, Marcenet, de Lacoste Lareymondie, Frédéric-Dupont, Le Pen, Arrighi, Malleville ; observations sur : le projet de loi n° 1659, véritable texte d'exception, contraire au principe de la séparation des pouvoirs et aux règles du droit pénal français (p. 874, 875, 878, 879) ; le droit des préfets d'ordonner la fermeture d'un établissement commercial au simple vu d'un procès-verbal constatant une infraction à la législation économique (p. 874, 875) ; le commerce libre livré à l'arbitraire de l'administration (p. 874, 875, 876, 878, 879) ; le retour à la liberté des prix ayant entraîné des marges bénéficiaires excessives (p. 875) ; l'effet psychologique de la fermeture temporaire des établissements immédiatement après les infractions (p. 876) ; la politique d'élimination des commerçants détaillants au bénéfice des super-marchés (p. 877).

58. — *Politique économique des stations climatiques.* — Question de M. Garraud au Ministre de la Santé publique et de la Population [11 mai 1962] (p. 1056, 1057, 1058, 1059, 1060). Entendus : MM. Garraud, Fontanet, *Ministre de la Santé publique et de la Population* ; Pinoteau, Pleven ; observations sur : la climatothérapie, parente pauvre de la médecine (p. 1056) ; l'intérêt d'une specialisation des stations climatiques (p. 1056) ; le problème de l'équipement climatique (p. 1056, 1057) ; le traitement de l'asthme dans les Hautes-Alpes et la Cerdagne (p. 1057) ; les avantages climatiques de la France dans la Communauté européenne (p. 1057) ; la législation relativement ancienne du climatisme et le projet d'un texte de réglementation du climatisme (avantages, aide financière) (p. 1057, 1058) ; l'importance du thermalisme (p. 1059) ; les ordonnances de 1958 portant préjudice aux stations thermales (p. 1059) ; la concurrence des stations thermales étrangères (p. 1059) ; la thalassothérapie non reconnue par la Sécurité Sociale et la création de lycées de mer (p. 1060).

59. — *Politique du Gouvernement à l'égard des rapatriés.* — Questions de MM. Battesti et Bégué au Secrétaire d'Etat aux rapatriés [11 mai 1962] (p. 1060 à 1078). Entendus : MM. Battesti, Lauriol, Lathière, Souchal, Mme la Présidente, MM. Renucci, Brice, Rieunaud, Arrighi, Azem, Deramchi, Rousseau, Pic, Marchetti, Yrissou ; observations sur : l'importance des problèmes de la réinstallation dans la collectivité nationale métropolitaine d'une partie de la collectivité nationale d'outre-mer; les difficultés de cette réinstallation dans la vie économique du pays dues au fait que l'economie métropolitaine et l'économie algérienne ne sont pas complémentaires (p. 1060, 1074) ; l'insuffisance de la loi-charte de décembre 1961 et de l'arrêté du 10 mars 1962 (p. 1061, 1064, 1069) ; l'extension des mesures prises en faveur des rapatriés aux Français rentrant d'Afrique noire et de Madagascar (p. 1061) ; le sentiment d'abandon des Français d'Algérie et des musulmans français (p. 1062, 1063) ; l'absence de mesures prévues pour leur départ vers l'étranger (p. 1064) ; les formalités administratives excessives (certificats de travail, d'hébergement...) (p. 1068, 1077) ; le sort des biens laissés par les rapatriés (p. 1061, 1065) ; le sort des S.A.S., harkis, moghazhis et musulmans qui désirent être rapatriés (p. 1068, 1078) ; le nombre des rapatriés et leur répartition géographique dans les secteurs où se trouvent à la fois l'emploi et le logement (p. 1069, 1074, 1078) ; le problème du relogement, la nécessité de débloquer de nouveaux crédits et de revoir le IVe Plan (p. 1066, 1070, 1072) ; la définition de la qualité de rapatrié (p. 1073) ; les avantages consentis aux rapatriés : délivrance immédiate de la carte de la S.S. ; déménagement et voyage payés ; paiement immédiat de 50.000 anciens francs au chef de famille et de 20.000 anciens francs par personne à sa charge (p. 1073) ; la prise en charge par l'Etat des rapatriés pendant la période intermédiaire (un an) où ils cherchent un emploi, subvention d'installation ; possibilité de rachat des cotisations dans les systèmes de retraite ; création de centres de formation professionnelle ; réserve d'un pourcentage d'emplois vacants ; intégration des fonctionnaires (p. 1074, 1075) ; l'étude d'une loi de finances spéciale aux rapatriés (p. 1076) ; le rythme des arrivées de réfugiés (p. 1076, 1077) ; le centre de transit de Marseille (p. 1071, 1075).

60. — *Statut de la chasse sous-marine.* — Question de M. Jouault au Ministre des Travaux publics et des Transports [18 mai 1962] (p. 1212 à 1214). Entendus : MM. Jouault, Dusseaulx, *Ministre des Travaux publics et des Transports ;* de Poulpiquet ; observations sur : les dangers de la nage sous-marine (p. 1212) ; l'appauvrissement des fonds côtiers dû aux chasseurs sous-marins (p. 1212) ; le braconnage important (p. 1213) ; l'insuffisance des textes régissant le statut de la chasse sous-marine (décret du 9 décembre 1960) (p. 1213, 1214).

Questions orales (avec débat).

61. — *Organisation de la circulation routière.* — Questions jointes de MM. Junot, Fanton, Neuwirth au Ministre des Travaux publics et des Transports [18 mai 1962] (p. 1214 à 1223). Entendus : MM. Junot, Burlot, Fanton, Neuwirth, Mme Thome-Patenôtre, MM. Rieunaud, Durroux, J.-P. Palewski, Pinoteau, Dusseaulx, *Ministre des Travaux publics et des Transports ;* observations sur : le nombre grandissant des accidents d'auto (p. 1214, 1215, 1221) ; l'inobservation du Code de la route (p. 1215, 1218, 1222) ; l'inefficacité des mesures de limitation de vitesse (p. 1214) ; la décision d'uniformiser la vitesse dans les agglomérations (p. 1221) ; les poids lourds (p. 1216, 1222) ; l'insuffisance du réseau routier et la nécessité de l'adapter aux exigences actuelles de la circulation, l'insuffisance du IVe Plan (p. 1215, 1217, 1218) ; la situation désastreuse des autoroutes, la possibilité des autoroutes à péage (p. 1215, 1216, 1223) ; la liaison du problème des autoroutes à l'aménagement du Territoire (p. 1219) ; le recours à l'emprunt (p. 1216, 1217, 1223) ; le prix de l'essence (p. 1215, 1216) ; le problème des arbres en bordure de routes (p. 1216, 1218, 1219, 1222) et des accotements (p. 1218, 1222, 1223) ; les ressources du fonds routier (p. 1217, 1218) ; l'établissement de sens uniques (p. 1215, 1222) ; d'itinéraires « *bis* » ou « *ter* » (p. 1218, 1222) ; le problème des véhicules à deux roues, les accidents nombreux (p. 1220, 1221).

62. — *Pénurie de fourrages dans certains départements.* — Questions jointes de MM. Godefroy et Schmitt au Ministre de l'Agriculture [25 mai 1962] (p. 1338, 1339, 1340). Entendus : MM. Godefroy, Duchâteau, Pisani, *Ministre de l'Agriculture ;* Coudray ; observations sur : la pénurie de fourrages dans les départements de

Questions orales (avec débat).

l'Ouest entraînant : le prix élevé du foin, la diminution de lait et de matière grasse, la mortalité accrue du bétail (p. 1338, 1339) ; les conditions précises prévues pour les zones frappées de calamités (p. 1339) ; les difficultés du marché de la viande (p. 1339, 1340) ; les dégâts importants dûs à la tempête (p. 1340).

63. — *Classes de perfectionnement pour enfants attardés.* — Question posée par M. Radius au Ministre de l'Education nationale [25 mai 1962] (p. 1340, 1341, 1342). Entendus : MM. Borocco, Neuwirth, Sudreau, *Ministre de l'Education nationale*, Mainguy ; observations sur : le manque de classes de perfectionnement destinées aux enfants attardés ou inadaptés (p. 1340, 1341) ; le nombre insuffisant des maîtres (p. 1341, 1342) ; le problème des enfants attardés dans le Bas-Rhin (p. 1341, 1342).

64. — *Enseignement technique.* — Question posée par M. Dumortier au Ministre de l'Education nationale [25 mai 1962] (p. 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347). Entendus : MM. Dumortier, de Montesquiou, Cance, Dutheil, Sudreau, *Ministre de l'Education nationale*, Van der Meersch ; observations sur : les difficultés considérables que connaît l'enseignement technique, parent pauvre de l'éducation nationale ; la non-utilisation de tous les crédits votés pour l'enseignement technique (p. 1342, 1343, 1344) ; l'insuffisance de locaux (p. 1343, 1346) ; l'insuffisance de maîtres (p. 1343, 1346) ; la nécessité d'accroître les crédits de construction (p. 1344, 1346) et d'améliorer les rémunérations des maîtres (p. 1344, 1345, 1346) ; les circulaires des 16 mai et 4 août 1961 permettant l'apprentissage sous contrat et donnant aux entreprises privées la possibilité de passer avec l'Etat des conventions concernant la formation de la main-d'œuvre (p. 1344, 1345).

65. — *Instituteurs chargés d'école.* — Question posée par M. Duchâteau au Ministre de l'Education nationale [25 mai 1962] (p. 1347, 1348, 1349). Entendus : MM. Duchâteau, Cance, Fanton, Sudreau, *Ministre de l'Education nationale* ; observations sur : les traitements insuffisants des instituteurs chargés d'école (p. 1348) ; la nécessité d'assimiler les instituteurs chargés d'école à classe unique aux directeurs chargés d'une école élémentaire à 2 classes (p. 1347, 1348, 1349).

66. — *Remboursement des soins médicaux.* — Question de M. Debray au Ministre du Travail [8 juin 1962] (p. 1614 à 1619). Entendus : MM. Debray, Profichet, Pinoteau, Lolive, Grandval, *Ministre du Travail* ; observations sur : les décrets du 12 mai 1960 (médecins, dentistes, biologistes) (p. 1614, 1615) ; le libre choix du médecin par les assurés sociaux (p. 1614, 1615) ; le problème de l'assurance-maladie (p. 1614, 1619) ; les conventions individuelles qui divisent le corps médical (p. 1614, 1615, 1616, 1617) ; la notion et les listes de notoriété (p. 1615, 1619) ; les commissions paritaires (p. 1615) ; la composition de la commission prévue par l'article 24 du décret du 12 mai 1960 (p. 1616, 1619).

67. — *Solde des sous-officiers.* — Question de M. Bignon au Ministre des Finances et des Affaires économiques [8 juin 1962] (p. 1619 à 1623). Entendus : MM. Bignon, Bellec, Voilquin, Pinoteau, Bergassse, Giscard d'Estaing, *Ministre des Finances et des Affaires économiques* ; observations sur : le nombre insuffisant de sous-officiers dans l'armée française (p. 1670) ; les mesures envisagées pour la revalorisation de la condition militaire (p. 1620) ; les mesures insuffisantes de revalorisation de la situation des sous-officiers (p. 1620, 1621, 1622, 1623).

68. — *Situation des personnes âgées.* — Questions jointes de MM. Frédéric-Dupont, Baylot et Cassagne au Ministre du Travail [15 juin 1962] (p. 1756 à 1767)). Entendus : MM. Frédéric-Dupont, Baylot, Bayou, Gilbert Granval, *Ministre du Travail* ; Riennaud, Waldeck Rochet, Bellec, de Montesquiou, Bertrand Denis, Habid-Deloncle, observations sur l'attribution de la carte d'économiquement faible (p. 1756) ; le rapport de la commission d'étude des problèmes de la vieillesse au Comité de la population (dite Commission Laroque) (p. 1756 à 1759) ; le plafond des ressources des économiquement faible (p. 1756, 1765 1763, 1764) ; la répartition du produit du fonds national de solidarité (p. 1757, 1760, 1761) ; la formation professionnelle (p. 1757) ; l'emploi (p. 1758, 1760) ; le logement (p. 1757, 1758, 1760, 1766) ; l'action médicale (p. 1757) ; les attestations d'emploi exigées (p. 1758) ; les loyers payés (p. 1759) ; l'allocation logement (p. 1759) ; le produit de la vignette automobile (p. 1759) ; la politique d'ensemble (p. 1761,

1762, 1763) ; la distribution de denrées et de charbon aux économiquement faibles (p. 1763, 1767) ; l'institution d'un minimum vital (p. 1763, 1764) ; l'âge de la retraite (p. 1764) ; les pensions de sécurité sociale (p. 1764) ; les réductions de tarifs sur la S N.C.F. (p. 1764) ; l'hospitalisation à domicile dans les communes rurales (p. 1764, 1765) ; la situation des vieux agriculteurs et artisans (p. 1765, 1767) ; l'exonération d'impôts pour les allocataires de plus de 70 ans qui continuent à travailler (p. 1765) ; la retraite complémentaire (p. 1765) , la construction de logements réservés dans les H L M. (p. 1765, 1766, 1767) ; la coordination des problèmes (p. 1766) ; les cotisations de sécurité sociale des petits employeurs et des travailleurs indépendants (p. 1766).

69. — *Crise de la bonneterie dans l'Hérault et le Gard.* — Question de M. Paul Coste-Floret au Ministre de l'Industrie [22 juin 1962] (p. 1951 à 1957). Entendus : MM. Paul Coste-Floret, Michel Maurice-Bokanowski, *Ministre de l'Industrie;* Béchard, Bayou ; observations sur : la crise économique et sociale des régions intéressées (p. 1952) ; les mesures de protection prévues par le Traité de Rome sur le Marché commun (p. 1952, 1953, 1955); l'aide de l'Etat et la discrimination à faire entre les régions à vocation bonnetière et les régions n'ayant pas vocation (p. 1952, 1953, 1956, 1957) ; l'aménagement des patentes dans l'Hérault et le Gard (p. 1953, 1957) ; l'effort de modernisation et de reconversion des industriels de la région de Ganges-Le Vigan (p. 1954) ; la concurrence de nos partenaires du Marché commun (p. 1952, 1955) ; la situation de l'industrie du tissage cardé des régions de la Bastide et de Mazamet (p. 1955) ; la situation des usines Fouga de Béziers (p. 1955); la concentration de l'industrie bonnetière (p. 1956).

70. — *Réforme des tarifs de la S.N.C.F.* — Questions jointes de MM. Montalat, Sagette, Neuwirth, Crucis au Ministre des Travaux publics et des Transports [22 juin 1962] (p. 1957 à 1970). Entendus : MM. Montalat, Sagette, Neuwirth, Crucis, Roger Dusseaulx, *Ministre des Travaux publics et des Transports;* Christian Bonnet, Pierre Villon, Garraud, Lurie, Dreyfous-Ducas ; observations sur : la pondération des distances selon le profil et l'équipement de la ligne utilisée (p. 1957) ; le basculement des tarifs selon la distance parcourue (p. 1958) ; la centralisation du réseau ferré (p. 1958) ; la perturbation apportée dans les courants commerciaux (p. 1958) ; les correctifs en faveur de certains départements (p. 1959, 1969, 1970) ; l'influence des frais de transports sur les prix de revient (p. 1959) ; le transfert en province des entreprises (p. 1960) ; les répercussions pour certaines régions (p. 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1968) ; les raisons d'ordre technique de la réforme (p. 1964, 1965, 1966, 1967) ; une « dépéréquation des tarifs » (p. 1967) ; le déficit de la S.N C.F. (p. 1968, 1969).

71. — *Marché de la viande.* — Questions jointes de MM. Paquet et Voisin à M. le Secrétaire d'Etat au Commerce intérieur [22 juin 1962] (p. 1972 à 1976). Entendus : MM. Paquet, Pierre Voisin, François Missoffe, *Secrétaire d'Etat au Commerce intérieur ;* Douzans ; observations sur : l'implantation d'une chaîne d'abattoirs régionaux (p. 1972) ; le regroupement des producteurs associés à des consommateurs (p. 1973) ; le rôle de la Société interprofessionnelle du bétail, de l'élevage et de la viande (S.I.B E.V.) (p. 1973) ; le fonctionnement actuel des abattoirs de la Villette et leur reconstruction éventuelle (p. 1973, 1975, 1976) ; l'orientation de la production (p. 1974) ; l'alimentation en viande du marché parisien (p. 1974) ; le rôle de la Société d'intérêt collectif agricole (S.I.C.A.) (p. 1976) ; la réorganisation générale du marché de la viande (p. 1974, 1975, 1976).

72. — *Routes de montagne.* — Question de M Garraud au Ministre des Travaux publics et des Transports [22 juin 1962] (p. 1970, 1971). Entendus : MM. Garraud, Roger Dusseaulx, *Ministre des Travaux publics et des Transports ;* observations sur : la circulation routière hivernale en montagne et en particulier le déneigement (p. 1970, 1971) ; l'entretien des routes départementales et nationales (p. 1970, 1971) ; l'amélioration du profil des routes (p. 1970, 1971) ; le revêtement des grands axes routiers (p. 1970, 1971; la protection contre les avalanches (*ibid.*) ; l'adaptation des routes nationales au trafic des stations de ski (*ibid.*) ; le matériel de déneigement (*ibid.*) ; la situation du personnel compétent (p. 1970, 1971).

73. — *Situation des fonctionnaires municipaux.* — Questions jointes de MM. Carous et

Questions orales (avec débat).

Pierre Courant au Ministre de l'Intérieur [29 juin 1962] (p. 2128 à 2133). Entendus : MM. Carous, Pierre Courant, Roger Frey, *Ministre de l'Intérieur* ; Davoust, Mme Marcelle Devaud ; observations sur : la situation générale des fonctionnaires municipaux (p. 2129) ; l'insuffisance de leurs traitements (p. 2129) ; les difficultés du recrutement (surtout pour le personnel technique) (p. 2129, 2132) ; les observations de la Cour des Comptes, concernant certains avantages accordés par les communes (p. 2129) ; la complexité des problèmes que doit résoudre le maire d'une commune (p. 2130) ; l'aménagement indiciaire souhaitable (p. 2130) ; la situation des secrétaires généraux et des secrétaires généraux adjoints (p. 2130, 2131, 2132) ; la rigidité des règles qui fixent la rémunération de ces fonctionnaires (p. 2130) ; l'octroi souhaitable d'une bonification selon l'importance de la ville administrée (p. 2130, 2131) ; le plan de reclassement indiciaire élaboré en 1958 par la Commission nationale paritaire du personnel communal (p. 2130) ; la parité de chef de division de préfecture et de directeur de service administratif communal (p. 2131) ; la revalorisation indiciaire : des catégories C et D ; des chefs de bureau et rédacteurs ; des services sociaux et d'hygiène ; des services vétérinaires (p. 2131) ; les conditions d'avancement des agents municipaux (p. 2131).

74. — *Rapatriement des Français musulmans.* — Question de M Brocas à M. le Ministre d'Etat chargé des Affaires algériennes [29 juin 1962] (p. 2133 à 2140). Entendus : MM. Brocas, Louis Joxe, *Ministre d'Etat chargé des Affaires algériennes* ; Diligent, Pierre Messmer, *Ministre des Armées* ; Robert Boulin, *Secrétaire d'Etat aux rapatriés* ; observations sur : la situation actuelle des harkis, moghaznis, membres des groupes mobiles et des forces locales (p. 2133 à 2137), et en particulier sur : le faible pourcentage de leur transfert en métropole et la carence des autorités françaises en cette matière ; les sentences prononcées et exécutées par les tribunaux spéciaux du F.L.N. ; le climat de haine et de vengeance existant à leur égard en Algérie ; leur désarmement et leur isolement en Algérie ; les mesures qu'il eût fallu prendre pour leur épargner des représailles et les difficultés et lenteurs administratives en cette matière ; le non-paiement de leurs frais de repli en métropole ; les conditions de leur hébergement et leurs difficultés pour trouver du travail ; les exactions du F.L.N. à l'égard de leurs familles et les responsabilités de la France en cette matière ; les directives gouvernementales données pour régler ces problèmes (p. 2137, 2138) ; la situation des familles musulmanes isolées qui se sont compromises pour la France (p. 2138, 2139) ; les résultats des mesures prises pour faciliter le rapatriement des supplétifs et de leurs familles (p. 2139, 2140).

75. — *Recherche scientifique.* — Question de M. Michel Sy au Ministre des Finances et des Affaires économiques et au Ministre de l'Education nationale [29 juin 1962] (p. 2140, 2143), Entendus : M. Michel Sy, Pierre Sudreau, *Ministre de l'Education nationale*, Pierre Villon ; observations sur : le taux insuffisant de la prime de recherche (p. 2140, 2142) ; la pénurie de chercheurs et d'enseignants pour la recherche fondamentale (p. 2140) ; la concurrence de l'industrie privée (p. 2140) ; le paiement de la taxe à la valeur ajoutée (T.V.A.) sur les achats effectués par le Centre national de la Recherche scientifique (C.N.R.A ) (p. 2141) ; le déclassement continu des cadres intellectuels de l'enseignement supérieur et de la recherche (p. 2142).

76. — *Prime spéciale de transport.* — Questions de M. Godonnèche au Ministre du Travail et au Ministre des Finances et des Affaires économiques [6 juillet 1962] (p. 2253 à 2259). Entendus : MM. Godonnèche, Gilbert Grandval, *Ministre du Travail*, Cermolacce, Dixmier, Degraève, Bertrand Denis ; observations sur : la nécessité d'étendre aux salariés de tout le territoire la prime de transport actuellement accordée aux salariés de la première zone de la région parisienne par l'arrêté du 28 septembre 1948 (p. 2253) ; le caractère forfaitaire de cette prime (*ibid.*) ; les revendications des salariés de province en cette matière (p. 2254) ; les caractéristiques particulières de la région parisienne (p. 2254) ; la nécessité d'un texte législatif rendant cette prime uniforme pour tout le territoire et les avantages qui en résulteraient sur le plan social (p. 2255) et en particulier : pour la fixation de la main-d'œuvre dans les zones rurales (p. 2255, 2257), pour le développement de certaines régions (p. 2257), pour le recrutement de la main-d'œuvre qualifiée (p. 2255) relati-

vement à la décentralisation des entreprises (p. 2255) ; l'application de cette prime aux salariés du secteur public (p. 2255, 2256) ; le rôle, en l'occurrence, des conventions collectives ou des accords de salaires (p. 2256) ; le montant insuffisant de la prime actuelle (p. 2256) ; les déplacements longs et coûteux des salariés de province par suite de la crise du logement (p. 2257) ; les tarifs élevés des transports en province (p. 2258) ; l'incidence fiscale d'une prime de transport considérée comme un supplément de salaire (p. 2258).

77. — *Revendications du personnel des Postes et Télécommunications.* — Question de M. Japiot au Ministre des Postes et Télécommunications [6 juillet 1962] (p. 2260 à 2264). Entendus : MM. Japiot, Cermolacce, Jacques Marette, *Ministre des Postes et Télécommunications* ; observations sur : le projet de budget des P.T.T. pour 1963 (p. 2260, 2261) et en particulier sur le problème des effectifs (p. 2260, 2262) ; les conditions de travail imposées aux agents (p. 2260, 2261) ; la revalorisation de la prime de résultats d'exploitation (p. 2260, 2262) ; l'intégration des agents d'exploitation et des agents des installations dans les grades de contrôleur et de contrôleur des installations électromécaniques (p. 2260, 2261, 2262) ; la revalorisation de l'indemnité de guichet et de l'indemnité de technicité (p. 2260, 2261, 2263) ; la création de nouveaux emplois (p. 2261, 2262) ; la mécanisation des services postaux (p. 2262) ; les indemnités pour manipulation de fonds (p. 2263) ; la situation des surveillantes et surveillantes principales (p. 2263) ; la durée du travail des agents de province (p. 2263).

78. — *Problèmes de la famille.* — Question de M. Fanton au Ministre de la Santé publique et de la Population [13 juillet 1962] (p. 2454). Entendus : MM. Fanton, Raymond Marcellin, *Ministre de la Santé publique et de la Population ;* Rombeaut ; observations sur : la non-publication des travaux de la Commission constituée le 8 avril 1960 et chargée d'étudier les problèmes de la famille (dite Commission Prigent) (p. 2454, 2455) ; le relèvement des prestations familiales et du salaire unique (p. 2454, 2455) ; les différences dues aux abattements de zone en matière de prestations familiales (p. 2454, 2455, 2456) ; l'unification des différents régimes (p. 2454) ; la majoration des prestations servies pour les enfants de plus de 15 ans (p. 2454, 2455, 2456) ; le travail à mi-temps des femmes et l'emploi des travailleuses familiales (p. 2454, 2455, 2456) ; la possibilité d'augmenter le montant des allocations familiales (p. 2454) ; l'allocation-logement (p. 2454, 2455) ; le plafond des ressources des apprentis (p. 2455) ; l'allocation de maternité (p. 2455) ; l'allocation de la mère au foyer (alignement du régime général sur le régime agricole).

79. — *Révision de la Constitution.* — Question de M. Brocas au Premier Ministre [20 juillet 1962] (p. 2726 à 2730). Entendus : MM. Brocas, Pierre Dumas, *Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé des relations avec le Parlement ;* observations sur : l'éventualité d'une révision de la Constitution, selon les déclarations du Chef de l'Etat, par la procédure du référendum (p. 2726, 2730) ; l'avis négatif émis par le Conseil d'Etat en la matière (p. 2726, 2727) ; la pratique du référendum dans les pays démocratiques (p. 2727) ; les conditions du fonctionnement de la Constitution de 1958 (p. 2727) ; l'éventualité d'un régime présidentiel issu du référendum (p. 2727) ; les conditions de révision prévues par la Constitution de 1958 et les deux procédures possibles (art. 89 et art 11) (p. 2728, 2729, 2730).

80. — *Application de la loi-cadre des territoires d'outre-mer en Nouvelle-Calédonie.* — Questions jointes de MM. Rombeaut et Chandernagor au Ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer [20 juillet 1962] (p. 2730 à 2734). Entendus : MM. Rombeaut, Chandernagor, Louis Jacquinot, *Ministre d'Etat, chargé des départements et territoires d'outre-mer ;* Lenormand, Habib-Deloncle ; observations sur : les dissolutions en 1958 et en 1962 et les annulations d'élections de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie par les hauts fonctionnaires (p. 2731, 2732, 2733) ; les événements survenus en 1958 en Nouvelle-Calédonie (p. 2731, 2734) ; les problèmes d'ordre financier et économique en Nouvelle-Calédonie (p. 2732).

81. — *Abords des cités en construction.* — *Attribution des logements H.L.M.* — Questions de M. Dalbos au Ministre de la Construction [20 juillet 1962] (p. 2734 à 2737). Entendus : MM. Dalbos, Jacques Maziol, *Ministre de la*

*Construction*, Fanton ; observations sur : les réalisations d'H L M. par un office départemental sans la collaboration suivie des municipalités (p. 2734, 2735) ; la nécessité d'une augmentation du nombre de primes (p.2735) et d'un contrôle renforcé des municipalités (p. 2735, 2736).

82. — *Implantation de retraités en zone spéciale d'action rurale.* — Question de M. Liogier au Ministre de la Construction [20 juillet 1962] (p. 2738 à 2741). Entendus : MM. Liogier, Jacques Maziol, *Ministre de la Construction ;* Pinoteau ; observations sur : la nécessité de remplacer les hospices de vieillards par des structures nouvelles (p. 2738) ; les conditions d'implantation (p. 2738, 2739, 2740) ; l'attribution de prêts par la Caisse nationale de crédit agricole (p. 2738, 2739) ; les conditions de prêts (p. 2740) ; les dispositions du régime du « domaine-retraite » (p. 2740).

## QUESTIONS ORALES (sans débat).

1. — *Réforme de la justice.* — Question de M. Godonnèche au Ministre de la Justice [5 mai 1959] (p. 425). Entendus : MM. Michelet, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, Godonnèche.

2. — *Retraite du Combattant.* — Question de M. Darchicourt au Ministre des Anciens combattants [5 mai 1959] (p. 427). Entendus : MM. Triboulet, *Ministre des Anciens combattants* Darchicourt.

3. — *Retraite du Combattant.* — Question de M. Cance au Premier Ministre [5 mai 1959] (p. 428). Entendus : MM. Triboulet, *Ministre des Anciens combattants*, Cance.

4. — *Retraite du Combattant*, — Question de M Lebas au Ministre des Anciens combattants [5 mai 1959] (p. 429). Entendus : MM. Triboulet, *Ministre des Anciens combattants*, Lebas.

5. — *Retraite du Combattant.* — Question de M. Moynet au Ministre des Anciens combattants [5 mai 1959] (p. 430). Entendus : MM. Triboulet, *Ministre des Anciens combattants.* Moynet.

6. — *Diffusion de certains films.* — Question de Mme Patenôtre au Ministre de l'Information [5 mai 1959] (p. 431). Entendus : M. Roger Frey, *Ministre de l'Information*, Mme Patenôtre.

7. — *Prêts aux collectivités locales.* — Question de M. Jaillon au Ministre des Finances et des Affaires économiques [5 mai 1959] (p. 433). Entendus : MM. Pinay, *Ministre des Finances et des Affaires économiques*, Jaillon.

8. — *Alimentation en eau potable.* — Question de Mme Patenôtre au Ministre des Finances et des Affaires économiques [5 mai 1959] (p. 434). Entendus : M. Pinay, *Ministre des Finances et des Affaires économiques*, Mme Patenôtre.

9. — *District urbain de Paris.* — Question de M. Boscher au Ministre des Finances et des Affaires économiques [5 mai 1959] (p. 435). Entendus : MM. Pinay, *Ministre des Finances et des Affaires économiques*, Boscher.

10. — *Loyers* (augmentation). — Question de M. Collomb au Ministre de la Construction [5 mai 1959] (p. 436). Entendus : MM. Sudreau, *Ministre de la Construction*, Collomb.

11. — *Sous-location de pièces isolées.* — Question de M. Collomb au Ministre de la Construction [5 mai 1959] (p. 437). Entendus : MM. Sudreau, *Ministre de la Construction*, Collomb.

12. — *Chauffeurs de taxi* (régime d'assurances). — Question de M. Lolive au Ministre du Travail [5 mai 1959] (p. 439). Entendus : MM Bacon, *Ministre du Travail*, Lolive.

13. — *Cliniques phtisiologiques.* — Question de M. Billoux au Ministre de la Santé publique [15 mai 1959] (p. 528). Entendus MM. Chenot, *Ministre de la Santé publique*, Billoux.

14. — *Prestations familiales.* — Question de M. Durbet au Ministre du Travail [15 mai 1959] (p. 529). Entendus : MM. Bacon, *Ministre du Travail*, Durbet.

15 et 16. — *Sécurité sociale* (franchise). — Questions de MM. Cassagne et Rombeaut au Ministre du Travail [15 mai 1959] (p. 530, 531). Entendus : MM. Bacon, *Ministre du Travail*, Cassagne, Rombeaut.

17 et 18. — *Cures thermales* (frais). — Questions de MM. Ebrard et Lolive au Ministre du Travail [15 mai 1959] (p. 534). Entendus : MM. Bacon, *Ministre du Travail*, Ebrard, Lolive.

19. — *Fonds d'action sanitaire et social.* — Question de M. Lolive au Ministre du Travail [15 mai 1959] (p. 537). Entendus : MM. Bacon, *Ministre du Travail*, Lolive.

20. — *Marques de fabrique* (sequestre). — Question de M. J.P. Palewski au Ministre de l'Industrie et du Commerce [15 mai 1959] (p. 538). Entendus : MM. Jeanneney, *Ministre de l'Industrie et du Commerce*, J. P. Palewski.

21, 22 et 23. — *Inondations et alimentation en eau* (région parisienne). — Questions de MM. P. Gabelle et Lefèvre d'Ormesson au Ministre de l'Intérieur. Question de M. Vayron au Ministre des Travaux publics [15 mai 1959] (p. 539). Entendus : MM. Maurice-Bokanowski, *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur*, Gabelle, Lefèvre d'Ormesson, Vayron, Peretti.

24. — *Retraite du combattant.* — Question de M. Devemy au Ministre des Anciens combattants [15 mai 1959] (p. 543). Entendus : MM. Valéry Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances*, Devemy.

25. — *Assemblées européennes* (Représentation des Etats de la Communauté). — Question de M. Habib-Deloncle au Premier Ministre [29 mai 1959] (p. 680). Entendus : MM. Debré, *Premier Ministre*, Habib-Deloncle.

26. — *Sourds-muets* (permis de conduire). — Question de M. Charret au Ministre des Travaux publics et des Transports [29 mai 1959] (p. 680). Entendus : MM. Robert Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports*, Charret.

27. — *Régie autonome des transports parisiens* (augmentation des tarifs). — Question de M. Rochet au Ministre des Travaux publics et des Transports [29 mai 1959] (p. 682). Entendus : MM. Robert Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports*, Rochet.

28, 29 et 30. — *Fonds spécial d'investissements routiers.* — Question de M. Pic au Ministre des Finances et des Affaires économiques ; Question de M. Paquet au Ministre des Travaux publics et des Transports ; Question de M. Japiot au Ministre des Finances et des Affaires économiques [29 mai 1959] (p. 684). Entendus : MM. Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances*, Pic, Paquet, Japiot.

31. — *Taxis* (ristourne sur l'essence). — Question de M. Lolive au Ministre des Finances et des Affaires économiques [29 mai 1959] (p. 688). Entendus : MM. Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances ;* Lolive.

32, 33. — *Primes de rendement et salaires des ouvriers de la Défense nationale.* — Questions de M. Pierre Villon au Ministre des Armées [29 mai 1959] (p. 688). Entendus : MM. Guillaumat, *Ministre des Armées ;* Pierre Villon.

34. — *Alimentation en eau* (région parisienne). — Question de M. Jean-Paul Palewski au Ministre de l'Intérieur [29 mai 1959] (p. 690). Entendus : MM. Maurice Bokanowski, *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur ;* Jean-Paul Palewski.

35. — *Voies fluviales* (protection des berges). — Question de M. Jean-Paul Palewski au Ministre de l'Intérieur [29 mai 1959] (p. 691). Entendus : MM. Maurice Bokanowski, *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* ; Jean-Paul Palewski.

36. — *Chauffeurs de taxis* (port d'armes). — Question de M. Lolive au Ministre de l'Intérieur [29 mai 1959] (p. 692). Entendus : MM. Maurice Bokanowski, *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur ;* Lolive.

37. — *Commerce et artisanat français dans le Marché commun.* — Question de M. Coudray au Ministre du Commerce et de l'Industrie [5 juin 1959] (p. 788). Entendus : MM. Fontanet, *Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce ;* Coudray.

38, 39. — *Régime des retraites vieillesse.* — Questions de M. Frédéric-Dupont au Ministre du Travail [5 juin 1959] (p. 790). Entendus : MM. Bacon, *Ministre du Travail ;* Frédéric-Dupont.

40, 41. — *Situation des vieux travailleurs locataires.* — Questions de M. Waldeck Rochet

Questions orales (sans débat).

au Ministre de la Construction [5 juin 1959] (p. 791). Entendus : MM. Sudreau, *Ministre de la Construction ;* Waldeck Rochet.

42. — *Location de chambres de bonnes à des étudiants.* — Question de M. Cathala au Ministre de la Construction [5 juin 1959] (p. 793). Entendus : MM. Sudreau, *Ministre de la Construction ;* Cathala.

43, 44, 45. — *Aide au logement.* — Questions de M. Denvers au Ministre de la Construction [5 juin 1959] (p. 795). Entendus : MM. Sudreau, *Ministre de la Construction ;* Denvers.

46, 47. — *Déficit de la Sécurité sociale dans les mines.* — Questions de MM. Weber et Ulrich au Ministre des Finances et des Affaires économiques [5 juin 1959] (p. 798). Entendus : MM. Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances ;* Weber, Ulrich.

48. — *Etablissements de l'Etat* (salaire des ouvriers). — Question de M. René Schmitt au Ministre des Armées [19 juin 1959] (p. 936). Entendus : MM. Guillaumat, *Ministre des Armées ;* René Schmitt.

49. — *Préparation militaire* (droits des titulaires de brevets). — Question de M. Boudet au Ministre des Armées [19 juin 1959] (p. 937). Entendus : MM. Guillaumat, *Ministre des Armées ;* Boudet,

50. — *Emprunt des collectivités locales.* — Question de M. Burlot au Ministre des Finances et des Affaires économiques [19 juin 1959] (p. 938). Entendus : MM. Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances ;* Burlot.

51. — *Travaux de voirie* (taxes). Question de M. Dorey au Ministre des Finances et des Affaires économiques [19 juin 1959] (p. 940). Entendus : MM. Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances ;* Dorey.

52. *Bâtiments menaçant ruine, insalubres ou abandonnés.* — Question de M. Roulland au Ministre de l'Intérieur [19 juin 1959] (p. 940). Entendus : MM. Maurice-Bokanowski, *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur ;* Roulland.

53 — *Appartements* (droits de mutation). — Question de M. Grenier au Ministre de la Construction [19 juin 1959] (p. 942). Entendus ; MM. Sudreau, *Ministre de la Construction ;* Grenier.

54. — *Loyers des veuves de guerre habitant des locaux insuffisamment occupés.* — Question de M. Grenier au Ministre de la Construction [19 juin 1959] (p. 944). Entendus : MM. Sudreau, *Ministre de la Construction ;* Grenier.

55. — *Attribution de logements H.L.M.* — Question de M. Dalbos au Ministre de la Construction [19 juin 1959] (p. 945). Entendus : MM. Sudreau, *Ministre de la Construction ;* Dalbos.

56. — *Forêt de Fontainebleau.* — (protection). — Question de M. Becker au Ministre de l'Industrie et du Commerce [19 juin 1959] (p. 947). Entendus ; MM, Jeanneney, *Ministre de l'Industrie et du Commerce ;* Becker.

57. — *Temps de travail dans les mines.* — Question de M. Darras au Ministre de l'Industrie et du Commerce [19 juin 1959] (p. 958). Entendus : MM. Jeanneney, *Ministre de l'Industrie et du Commerce ;* Darras.

58. — *Fonctionnaires dépendant antérieurement du Ministère de la France d'outre-mer.* — Question de M. Chandernagor au Ministre d'Etat [26 juin 1959] (p. 1084). Entendus : MM. Lecourt, *Ministre d'Etat ;* Chandernagor.

59. — *Inondations et indemnisation.* (région parisienne). — Question de M. Jean-Paul Palewski au Ministre de l'Intérieur [26 juin 1959] (p. 1085). Entendus : MM. Maurice Bokanowski, *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur ;* Jean-Paul Palewski.

60. — *Financement des travaux du district de la région de Paris.* — Question de M. Jean-Paul Palewski au Ministre de l'Intérieur [26 juin 1959] (p. 1085). Entendus : MM. Maurice Bokanowski, *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur ;* Jean-Paul Palewski.

61. — *Aide aux sinistrés de Seine-et-Oise.* — Question de M. Ribière au Ministre de

l'Intérieur [26 juin 1959] (p. 1086). Entendus : MM. Maurice-Bokanowski, *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur;* Ribière.

62. — *Association ou intéressement des travailleurs à l'entreprise.* — Question de M. Degraeve au Ministre du Travail [26 juin 1959] (p. 1088). Entendus : MM. Bacon, *Ministre du Travail;* Degraeve.

63. — *Travaux d'électrification rurale.* — Question de M. Regaudie au Ministre des Finances et des Affaires économiques [26 juin 1959] (p. 1090). Entendus : MM. Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances ;* Regaudie.

64, 65, 66. — *Fonds national de solidarité et allocations familiales.* — Questions de M. Cassagne au Ministre du Travail [26 juin 1959] (p. 1092). Entendus : MM. Bacon, *Ministre du Travail ;* Cassagne.

67. — *Agriculteurs français en Tunisie.* — Question de M. Ripert au Ministre des Affaires étrangères [3 juillet 1959] (p. 1292). Entendus : MM. Couve de Murville, *Ministre des Affaires étrangères;* Ripert.

68. — *Bonification de campagne pour les agents de la S.N.C.F.* — Question de M. Rieunaud au Ministre des Travaux publics et des Transports [3 juillet 1959] (p. 1292). Entendus : MM. Robert Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports;* Rieunaud.

69. — *Vitesse des véhicules automobiles* (limitation). — Question de M. Thibault au Ministre des Travaux publics et des Transports [3 juillet 1959] (p. 1293). Entendus : M Robert Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports;* Thibault.

70, 71, 72. — *Logement et indemnisation des sinistrés mobiliers.* — Questions de M. Denvers au Ministre de la Construction [3 juillet 1959] (p. 1295). Entendus : MM. Sudreau, *Ministre de la Construction*, Denvers.

73, 74. — *Construction de logements.* — Questions de M. Billoux et de M. Devemy au Ministre de la Construction [3 juillet 1959] (p. 1297, 1299). Entendus : MM. Sudreau, *Ministre de la Construction;* Billoux, Devemy.

75. — *Légion d'honneur et Médaille militaire* (traitements). — Question de M Frédéric-Dupont au Ministre de la Justice [3 juillet 1959] (p. 1297). Entendus : M. Michelet, *Ministre de la Justice;* Frédéric-Dupont.

76. — *Caisses de Sécurité sociale* (situation financière). — Question de M. Carous au Ministre du Travail [3 juillet 1959] (p. 1302). Entendus : MM. Bacon, *Ministre du Travail* ; Carous.

77. — *Epargne-crédit.* — Question de Mme Patenôtre au Ministre des Finances et des Affaires économiques [3 juillet 1959] (p. 1303). Entendus : MM. Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances ;* Mme Patenôtre.

78. — *Publication des mémoires d'un général.* — Question de M. Biaggi au Ministre des Armées [24 juillet 1959] (p. 1480). Entendus : MM. Frey, *Ministre de l'Information* ; Biaggi.

79. — *Office des Anciens combattants.* — Question de M. René Schmitt au Ministre des Anciens combattants [24 juillet 1959] (p. 1481). Entendus : MM. Triboulet, *Ministre des Anciens combattants*; René Schmitt.

80. — *Culture de la lavande et du lavandin.* — Question de M. Pic au Ministre de l'Agriculture [24 juillet 1959] (p. 1483). Entendus : MM. Rochereau, *Ministre de l'Agriculture*; Pic.

81. — *Echanges économiques entre la France et la Sarre.* — Question de M. Seitlinger au Ministre des Finances et des Affaires économiques [24 juillet 1959] (p. 1484). Entendus : MM. Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances*; Seitlinger.

83. — *Fraude en matière de dommages de guerre.* — Questions de M. Le Pen et Claudius-Petit [24 juillet 1959] (p. 1487). Entendus : MM. Sudreau, *Ministre de la Construction* ; Le Pen, Claudius-Petit.

84. — *Pompiers victimes du devoir* (secours aux familles). — Question de M. Montalat au

Questions orales (sans débat).

Ministre de l'Intérieur [16 octobre 1959] (p. 1834). Entendus : MM. Maurice Bokanowski, *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur*; Montalat.

85. — *Incendie* (matériel de lutte et assurances). — Question de M. Dutheil au Ministre de l'Intérieur [16 octobre 1959] (p. 1835). Entendus : MM. Maurice Bokanowski, *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur*; Dutheil.

86. — *Personnel communal* (reclassement et avancement). — Question de M. Carous au Ministre de l'Intérieur [16 octobre 1959] (p. 1836). Entendus : MM. Maurice Bokanowski, *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur*; Carous.

— *Général Leclerc* (monument commémoratif). — Question de M. Ruais au Ministre de l'Intérieur [16 octobre 1959] (p. 1837). Entendus sur le retrait : MM. Maurice Bokanowski, *Serétaire d'Etat à l'Intérieur*; Ruais.

87, 88, 89. — *Sursis d'incorporation des étudiants.* — Questions de M. de la Malène, Diligent, Rochet au Ministre des Armées [16 octobre 1959] (p. 1837). Entendus : MM. Guillaumat, *Ministre des Armées*; de la Malène, Diligent, Villon.

90. — *Drap militaire* (nouveau type). — Question de M. Deschizeaux au Ministre des Armées [16 octobre 1959] (p. 1842). Entendus : MM. Guillaumat, *Ministre des Armées*; Deschizeaux.

91. — *Etablissements industriels de la Défense nationale.* — Question de M. René Schmitt au Ministre des Armées [30 octobre 1959] (p. 2120). Entendus : MM. Guillaumat, *Ministre des Armées*; René Schmitt.

92. — *Solde des militaires.* — Question de M. Pierre Villon au Ministre des Armées [30 octobre 1959] (p. 2121). Entendus : MM. Guillaumat, *Ministre des Armées*; Pierre Villon.

93. — *Français rapatriés d'Egypte.* — Question de M. Mazurier au Ministre des Affaires étrangères [30 octobre 1959] (p. 2122). Entendus : MM. Couve de Murville, *Ministre des Affaires étrangères*; Mazurier.

94. — *Rupture d'un contrat entre la Régie Renault et une firme israélienne.* — Question de M. Charret au Ministre des Affaires étrangères [30 octobre 1959] (p. 2123). Entendus : MM. Couve de Murville, *Ministre des Affaires étrangères*; Charret.

95. — *Education des sourds-muets.* — Question de M. Lecocq au Ministre de l'Education nationale [30 octobre 1959] (p. 2124). Entendus : MM. André Boulloche, *Ministre de l'Education nationale*; Lecocq.

96. — *Ouvrages d'enseignement.* — Question de M. Jean-Paul David au Ministre de l'Education nationale [30 octobre 1959] (p. 2125). Entendus : MM. André Boulloche, *Ministre de l'Education nationale*; Jean-Paul David.

97. — *Personnel de police en service en Algérie.* — Question de M. Pic au Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre [30 octobre 1959] (p. 2126). Entendus : MM. André Boulloche, *Ministre de l'Education nationale, suppléant le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre*; Pic.

98, 99. — *Prix du maïs.* — Questions de M. Brocas au Ministre de l'Agriculture et au Ministre des Finances et des Affaires économiques [6 novembre 1959] (p. 2231). Entendus : MM. Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances*; Brocas.

100. — *Adduction d'eau.* — Question de M. Dusseaulx au Ministre des Finances et des Affaires économiques [6 novembre 1959] (p. 2233). Entendus : MM. Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances*; Dusseaulx.

101. — *Monument commémoratif du Général Leclerc.* — Question de M. Ruais au Ministre de l'Intérieur [6 novembre 1959] (p. 2234). Entendus : MM. Maurice Bokanowski, *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur*; Ruais.

102. — *Garanties aux locataires d'immeubles construits avec l'aide de fonds publics.* — Question de M. Mazurier au Ministre de la Construction [13 novembre 1959] (p. 2393). Entendus : MM. Sudreau, *Ministre de la Construction*; Mazurier.

Questions orales (sans débat).

103. — *Administration des départements.* — Question de M. Seitlinger au Ministre de l'Intérieur [20 novembre 1959] (p. 2680). Entendus : MM Maurice Bokanowski, *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur*; Delrez.

104. — *Construction de logements en accession à la propriété.* — Question de M. Hanin au Ministre de la Construction [20 novembre 1959] (p. 2681). Entendus : MM. Sudreau, *Ministre de la Construction*; Hanin.

105. — *Situation des mal logés.* — Question de M. Fanton au Ministre de la Construction [20 novembre 1959] (p. 2682). Entendus : MM. Sudreau, *Ministre de la Construction*; Fanton, Souchal.

106. — *Traite et prostitution* (Convention internationale du 2 décembre 1949). — Question de Mlle Dienesch au Ministre de la Santé publique et de la Population [20 novembre 1959] (p. 2684). Entendus : M. Chenot, *Ministre de la Santé publique et de la Population*; Mlle Dienesch.

107. — *Extension de la sécurité sociale aux non salariés.* — Question de M Cassagne au Ministre du Travail [27 novembre 1959] (p. 3057). Entendus : MM. Bacon, *Ministre du Travail*; Cassagne.

108. — *Titres de guerre et pécule* (délais). — Question de M. de Gracia au Ministre des Anciens combattants [27 novembre 1959] (p. 3059). Entendus : MM. Triboulet, *Ministre des Anciens combattants*; de Gracia.

109. — *Organisation de la recherche scientifique.* — Question de M Billoux au Ministre d'Etat [4 décembre 1959] (p. 3182). Entendus : MM. Jacquinot, *Ministre d'Etat*; Billoux.

110, 111. — *Protection des expropriés.* — Questions de M. Baylot au Ministre de la Construction [4 décembre 1959] (p. 3187). Entendus : MM. Sudreau, *Ministre de la Construction*; Baylot.

112. — *Etablissements dangereux ou insalubres.* — Question de M. Roulland au Ministre de l'Industrie [11 décembre 1959] (p. 3337). Entendus : MM. Jeanneney, *Ministre de l'Industrie*; Roulland.

113. — *Baux ruraux.* — Question de M. Laurent au Ministre de l'Agriculture [11 décembre 1959] (p. 3339). Entendus : MM. Paul Bacon, *Ministre du Travail*; Laurent.

114. — *Assurance obligatoire des exploitants agricoles contre les risques de maladie* — Question de M. Crucis au Ministre de l'Agriculture [11 décembre 1959] (p. 3341). Entendus : MM. Paul Bacon, *Ministre du Travail*; Crucis.

115. — *Jardins familiaux.* — Question de M. Radius au Ministre de l'Agriculture [11 décembre 1959] (p. 3342). Entendus : MM. Paul Bacon, *Ministre du Travail*; Radius.

116. — *Personnel de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine* (Lacq). — Question de M. Ebrard au Ministre du Travail [11 décembre 1959] (p. 3342). Entendus : MM. Paul Bacon, *Ministre du Travail*; Ebrard.

— *Cures thermales et climatiques.* — Question de M. Ebrard au Ministre du Travail [11 décembre 1959] (p. 3343). Entendus sur le retrait : MM. Bacon, *Ministre du Travail ;* Ebrard, le Président.

117. — *Politique de l'emploi.* — Question de Mme Marcelle Devaud au Ministre du Travail [11 décembre 1959] (p. 3344). Entendus : M. Paul Bacon, *Ministre du Travail ;* Mme Marcelle Devaud.

118. — *Comité national de la vieillesse de France.* — Question de M. Duchâteau au Ministre de la Santé publique [18 décembre 1959] (p. 3466). Entendus : MM. Bernard Chenot, *Ministre de la Santé publique et de la Population ;* Duchâteau.

— *Construction aeronautique* (modification des programmes) — Question de M. Schmitt au Ministre des Finances et des Affaires économiques [18 décembre 1959] (p. 3467). Entendus sur le report : MM. Schmitt, Chenot, *Ministre de la Santé publique et de la Population ;* le Président.

119, 120. — *Agriculture : Conséquences de la sécheresse.* — Questions de M. Schmitt et de M. Boscher posées, l'une au Ministre de l'Intérieur, l'autre au Ministre de l'Agriculture [18 décembre 1959] (p. 3468). Entendus : MM. Rochereau, *Ministre de l'Agriculture* Schmitt, Boscher.

Questions orales (sans débat).

121. — *Invalides de la Marine* (Caisse de retraites). — Question de M. Fraissinet au Ministre des Travaux publics et des Transports [18 décembre 1959] (p. 3470). Entendus : MM. Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports;* Fraissinet.

122. — *« Voie express sud-est ».* — Question de M. Peytel au Ministre des Travaux publics et des Transports [18 décembre 1959] (p. 3472). Entendus : MM. Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports;* Peytel.

123. — *Cures thermales et climatiques.* — Question de M. Ebrard au Ministre du Travail [18 décembre 1959] (p. 3473). Entendus : MM. Bacon, *Ministre du Travail;* Ebrard.

124. — *Chantiers communaux et départementaux : emploi des chômeurs.* — Question de M. Dalbos au Ministre du Travail [18 décembre 1959] (p. 3475). Entendus : MM. Bacon, *Ministre du Travail;* Dalbos.

125. — *Tarif des télégrammes de presse.* — Question de M. Dorey au Ministre des Postes et Télécommunications [29 avril 1960] (p. 552). Entendus : MM. Michel Maurice-Bokanowski, *Ministre des Postes et Télécommunications ;* Dorey.

126, 127. — *Sites et monuments historiques* (conservation et commissions départementales). — Question de M. Jean-Paul Palewski au Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles [29 avril 1960] (p. 553). Entendus : MM. Malraux, *Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles;* J.-P. Palewski.

128. — *Enfants infirmes ou déficients.* — Question de M. Dalbos au Ministre de la Santé publique et de la Population [29 avril 1960] (p. 554). Entendus : MM Chenot. *Ministre de la Santé publique et de la Population;* Dalbos.

129. — *Bénéfices industriels et commerciaux* (forfait). — Question de M. Davoust au Ministre des Finances et des Affaires économiques [6 mai 1960] (p. 692). Entendus : MM. Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances ;* Davoust.

130. — *Prestations sociales et familiales* (disparité) — Question de M. Christian Bonnet au Ministre du Travail [6 mai 1960] (p. 693). Entendus : MM. Bacon, *Ministre du Travail;* Christian Bonnet.

131. — *Taxis* (transfert d'autorisation de stationnement). — Question de M. Fanton au Ministre du Travail [6 mai 1960] (p. 694). Entendus : MM Bacon, *Ministre du Travail;* Fanton.

132. — *Œuvres en faveur de l'adoption.* — Question de M. de Poulpiquet au Ministre de la Santé publique et de la Population [6 mai 1960] (p. 696). Entendus : MM. Chenot, *Ministre de la Santé publique et de la Population* ; de Poulpiquet.

133. — *Circulation des piétons.* — Question de M. Duchesne au Ministre des Travaux publics et des Transports [6 mai 1960] (p. 697). Entendus : MM. Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports;* Duchesne.

134. — *Bruit des moteurs.* — Question de M. Frédéric-Dupont au Ministre des Travaux publics et des Transports [6 mai 1960] (p. 698). Entendus : MM. Robert Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports* ; Frédéric-Dupont.

135. — *Aménagement de la gare d'Orsay en aérogare.* — Question de M. Frédéric-Dupont au Ministre des Travaux publics et des Transports [6 mai 1960] (p. 701). Entendus : MM. Robert Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports ;* Frédéric-Dupont.

136. — *Action sociale des collectivités locales.* — Question de M. Muller au Ministre de la Santé publique et de la Population [13 mai 1960] (p. 844). Entendus : MM. Chenot, *Ministre de la Santé publique et de la Population ;* Muller.

137. — *Indemnité d'expropriation* (fixation). — Question de M. Mignot à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [13 mai 1960] (p. 845). Entendus : MM. Michelet, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice;* Mignot.

138. — *Economies dans les services de l'Etat.* — Question de M. Hauret au Ministre des Finances et des Affaires économiques [13 mai 1960] (p. 846). Entendus : MM Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances;* Hauret.

139. — *Retraités du Maroc.* — Question de M. Dorey au Ministre des Finances et des Affaires économiques [13 mai 1960] (p. 846). Entendus : MM. Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances;* Coste-Floret.

*Report* de questions orales sans débat (absences des Ministres) [20 mai 1960] (p. 1023). Entendus : MM. Coste-Floret, Lebas, Le Président.

140. — *Abattements de zone.* — Question de M. Bricout au Ministre du Travail [20 mai 1960] (p. 1025). Entendus : MM. Bacon, *Ministre du Travail;* Bricout.

141. — *Emploi dans la région du Nord.* — Question de M. Diligent au Ministre de la Construction [10 juin 1960] (p. 1269). Entendus : MM. Sudreau, *Ministre de la Construction;* Diligent.

142, 143. — *Indemnisation des sinistrés mobiliers.* — Questions de M. Billoux au Ministre de la Construction [10 juin 1960] (p. 1271). Entendus : MM. Sudreau, *Ministre de la Construction;* Billoux.

144. — *Emprunt par les collectivités locales en vue d'améliorer l'équipement sportif.* — Question de M. Joyon au Ministre des Finances et des Affaires économiques [10 juin 1960] (p. 1272). Entendus : MM. Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances;* Joyon.

145. — *Constructions scolaires du premier degré.* — Question de M. Catalifaud au Ministre des Finances et des Affaires économiques [10 juin 1960] (p. 1273). Entendus : MM. Giscard d'Etaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances ;* Catalifaud.

146. — *Attentats contre les agents de la force publique.* — Question de M. Frédéric-Dupont au Ministre de l'Intérieur [10 juin 1960] (p. 1274). Entendus : MM. Chatenet, *Ministre de l'Intérieur;* Frédéric-Dupont.

147. — *Conférence sur le droit de la mer.* — Question de M. Pleven au Ministre des Affaires étrangères [17 juin 1960] (p. 1406). Entendus : MM. Couve de Murville, *Ministre des Affaires étrangères;* Pleven.

148. — *Films documentaires sur l'œuvre de la France dans les départements sud-méditerranéens.* — Question de M. Vayron au Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles [24 juin 1960] (p. 1498). Entendus : MM. Malraux, *Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles;* Vayron.

149. — *Entretien du patrimoine immobilier.* — Question de M. Coudray au Ministre de la Construction [1er juillet 1960] (p. 1652). Entendus : MM. Sudreau, *Ministre de la Construction;* Coudray.

150. — *Harmonisation des circonscriptions administratives régionales.* — Question de M. Devemy au Ministre de l'Intérieur [1er juillet 1960] (p. 1654). Entendus : MM. Chatenet, *Ministre de l'Intérieur;* Devemy.

151. — *Exercice de certains métiers sur la voie publique.* — Question de M. Palmero au Ministre de l'Intérieur [1er juillet 1960] (p. 1655). Entendus : MM. Chatenet, *Ministre de l'Intérieur;* Palmero.

Radiation d'une question de M. Beauguitte au Ministre de l'Intérieur [1er juillet 1960] (p. 1656).

152. — *Marché du houblon.* — Question de M. Lux au Ministre de l'Agriculture [8 juillet 1960] (p. 1794). Entendus : MM. Rochereau, *Ministre de l'Agriculture;* Lux, Japiot (par jonction) Van der Meersch, le Président.

153. — *Marché du houblon.* — Question de M. Japiot au Ministre de l'Agriculture [8 juillet 1960] (p. 1794) (Discussion jointe à celle de la question n° 152).

154. — *Concurrence commerciale entre secteur privé et secteur nationalisé.* — Question de M. Roulland au Secrétaire d'Etat au Commerce intérieur [8 juillet 1960] (p. 1795). Entendus : MM. Fontanet, *Sécrétaire d'Etat au Commerce intérieur ;* Roulland.

155. — *Halles centrales* (transfert). — Question de M. de La Malène au Secrétaire d'Etat au Commerce intérieur [8 juillet 1960] (p. 1796). Entendus : MM. Fontanet, *Secrétaire d'Etat au Commerce intérieur* ; de La Malène.

Questions orales (sans débat).

156. — *Allocation logement des locataires H.L.M.* — Question de M. Denvers au Ministre de la Santé publique [22 juillet 1960] (p. 2148). Entendus : MM. Chenot, *Ministre de la Santé publique;* Denvers.

157. — *Expansion économique* (mesures en faveur de). — Question de M. Delrez au Ministre des Finances et des Affaires économiques [22 juillet 1960] (p. 2149). Entendus : MM. Baumgartner, *Ministre des Finances et des Affaires économiques;* Delrez.

158. — *Tarifs ferroviaires* (révision). — Question de M. Boscary-Monsservin au Ministre des Travaux publics et des Transports [22 juillet 1960] (p. 2151). Entendus : MM Robert Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports;* Mazurier, Boscary-Monsservin.

159. — *Propagande politique à l'intérieur des établissements scolaires.* — Question de M. Vaschetti au Ministre de l'Education nationale [22 juillet 1960] (p. 2154). Entendus : MM. Joxe, *Ministre de l'Education nationale;* Vaschetti.

160. — *Rapport du comité Armand et Rueff.* — Question de M. Durbet au Premier Ministre [14 octobre 1960] (p. 2536). Entendus : MM. Pierre Guillaumat, *Ministre délégué auprès du Premier Ministre;* Durbet.

161. — *Condition des administrateurs civils.* — Question de M. Pinoteau au Ministre délégué auprès du Premier Ministre [14 octobre 1960] (p. 2538). Entendus : MM. Pierre Guillaumat, *Ministre délégué auprès du Premier Ministre;* Pinoteau.

162. — *Pensions des veuves de mineurs retraités.* — Question de M. Derancy au Ministre de l'Industrie [21 octobre 1960] (p. 2688). Entendus : MM. Jeanneney, *Ministre de l'Industrie;* Derancy.

163. — *Recherche scientifique et technique.* — Question de M. J.-P. David au Ministre délégué aupres du Premier Ministre [28 octobre 1960] (p. 2919 et suiv ). Entendus MM. Pierre Guillaumat, *Ministre délégué auprès du Premier Ministre;* J.-P. David.

164. — *Retraites des cheminots anciens combattants.* — Question de M. Jouault au Ministre des Travaux publics et des Transports [4 novembre 1960] (p. 3080). Entendus : MM. Robert Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports;* Jouault.

165. — *Méthode psycho-prophylactique d'accouchement.* — Question de M. Nilès au Ministre de la Santé publique [18 novembre 1960] (p. 3932). Entendus : MM Chenot, *Ministre de la Santé publique et de la Population;* Nilès.

166. — *Prix intérieurs et prix européens des céréales.* — Question de M. Laurent au Ministre de l'Agriculture [18 novembre 1960] (p. 3933). Entendus : MM. Rochereau, *Ministre de l'Agriculture;* Laurent.

167. — *Dégats causés par le feu et l'érosion dans le Var.* — Question de M. Vitel au Ministre de l'Agriculture [18 novembre 1960]. (p. 3935). Entendus : MM. Rochereau, *Ministre de l'Agriculture;* Vitel.

168. — *Honorariat des sapeurs-pompiers volontaires.* — Question de M. Beauguitte au Ministre de l'Intérieur [18 novembre 1960] (p. 3937). Entendus : MM. Chatenet, *Ministre de l'Intérieur;* Beauguitte.

169. — *Situation de la Régie Renault.* — Questions de MM Waldeck Rochet, Le Theule, Roulland et Cassagne au Ministre du Travail et questions de MM. Roulland et Chapalain au Ministre de l'Industrie [18 novembre 1960] (p. 3937 à 3946). Entendus : MM. Jeanneney, *Ministre de l'Industrie;* Bacon, *Ministre du Travail*; Waldeck Rochet, Le Theule, Roulland, Chapalain, Privat, suppléant de M. Cassagne.

170. — *Aide aux enfants majeurs aveugles ou infirmes.* — Question de M Dutheil au Ministre du Travail [25 novembre 1960] (p. 4094). Entendus : MM. Paul Bacon, *Ministre du Travail;* Dutheil.

171, 172. — *Situation de locataires de grands ensembles.* — Questions de M. Mazurier au Ministre de la Construction [2 décembre 1960] (p. 4250). Entendus : MM Sudreau, *Ministre de la Construction;* Mazurier.

173. — *Aide aux malades, aux infirmes et aux vieillards.* — Question de M. Privat au Ministre des Finances et des Affaires économiques [2 décembre 1960] (p. 4253). Entendus : MM Baumgartner, *Ministre des Finances et des Affaires économiques;* Privat.

174. — *Dommages causés en septembre 1959 dans le département des Basses-Pyrénées.* — Question de M. Ebrard au Ministre des Finances et des Affaires économiques [2 décembre 1960] (p. 4253). Entendus : MM. Baumgartner, *Ministre des Finances et des Affaires économiques;* Ebrard.

175. — *Indemnisation des planteurs de tabac du Pas-de-Calais.* — Question de M. Evrard au Ministre des Finances et des Affaires économiques [2 décembre 1960] (p. 4254). Entendus: MM. Baumgartner, *Ministre des Finances et des Affaires économiques* ; Evrard.

176. — *Rations alimentaires au centre Emile-Roux à Limeil-Brévannes.* — Question de M Lefèvre d'Ormesson au Ministre de la Santé publique et de la Population [2 décembre 1960] (p. 4255). Entendus : MM. Chenot, *Ministre de la Santé publique et de la Population;* Lefèvre d'Ormesson.

177. — *Délais de parution des textes d'application des lois.* — Question de M Raymond Clergue au Ministre du Travail [2 décembre 1960] (p. 4256). Entendus : MM. Bacon, *Ministre du Travail* ; Raymond Clergue.

178. — *Etablissement d'un plan social.* — Question de M. Dalbos au Ministre du Travail [2 décembre 1960] (p. 4258). Entendus : MM. Bacon, *Ministre du Travail;* Dalbos

179. — *Exportation de la toile « La bonne aventure ».* — Question de M. Dalbos au Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles [2 décembre 1960] (p. 4260). Entendus : MM. Malraux, *Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles;* Dalbos.

180. — *Régimes complémentaires de retraites.* — Question de M Fanton au Ministre du Travail [9 décembre 1960] (p. 4498). Entendus: MM. Bacon, *Ministre du Travail;* Fanton.

181. — *Politique de la famille.* — Question de M. Cassagne au Ministre du Travail [9 décembre 1960] (p. 4500). Entendus : MM Bacon, *Ministre du Travail;* Cassagne.

182. — *Régime de distribution d'électricité et de gaz.* — Question de M. Desouches au Ministre de l'Industrie [9 décembre 1960] (p. 4501). Entendus : MM Jeanneney, *Ministre de l'Industrie;* Desouches.

183. — *Utilisation de matières grasses pour l'alimentation de l'armée.* — Question de M. Fourmond au Ministre des Armées [16 décembre 1960] (p. 4698). Entendus : MM Bacon, *Ministre du Travail, suppléant M. le Ministre des Armées* ; Fourmond.

184. — *Liaison entre l'aéroport d'Orly et Paris.* — Question de M. Frédéric-Dupont au Ministre des Travaux publics et des Transports [5 mai 1961] (p. 682 à 685). Entendus : MM. Buron. *Ministre des Travaux publics et des Transports* ; Frédéric-Dupont.

185. — *Harmonisation des charges fiscales et sociales et investissements publics dans la Communauté européenne.* — Question de M. Jaillon au Ministre des Finances et des Affaires économiques [5 mai 1961] (p. 685 à 687). Entendus : MM. Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances* ; Jaillon.

186. — *Plafond de la prime spéciale d'équipement.* — Question de M. de la Malène au Ministre des Finances et des Affaires économiques [5 mai 1961] (p. 687, 688). Entendus: MM. Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances*; de la Malène.

187. — *Réglementation de la circulation des canots à moteur.* — Question de M Roux au Ministre des Travaux publics et des Transports [19 mai 1961] (p. 882). Entendus : MM Rochereau, *Ministre de l'Agriculture, suppléant M. le Ministre des Travaux publics et des Transports;* Roux.

188. — *Restriction aux avantages d'ordre économique accordés aux agriculteurs.* — Question de M Poudevigne au Ministre de l'Agriculture [19 mai 1961] (p. 882). Entendus : MM. Rochereau, *Ministre de l'Agriculture* ; Poudevigne.

Questions orales (sans débat).

189. — *Prise en compte, en faveur des fonctionnaires des services accomplis dans une entreprise nationalisée.* — Question de M. Lefèvre d'Ormesson au Ministre des Finances et des Affaires économiques [19 mai 1961] (p. 903, 904). Entendus : MM Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances* ; Lefèvre d'Ormesson.

190. — *Taux d'abattement appliqués aux prestations familiales.* — Question de M Le Douarec au Ministre des Finances et des Affaires économiques [16 juin 1961] (p. 1135, 1136). Entendus : MM. Wilfrid Baumgartner, *Ministre des Finances et des Affaires économiques* ; Le Douarec.

191. — *Lotissements défectueux.* — Question de M. Mazurier au Ministre de la Construction [23 juin 1961] (p. 1278, 1279). Entendus : MM. Sudreau, *Ministre de la Construction* ; Mazurier.

192. — *Conditions d'expulsion d'un local d'habitation.* — Question de M. Charret au Ministre de la Construction [23 juin 1961] (p. 1279 à 1281). Entendus : MM. Sudreau, *Ministre de la Construction*; Charret.

193. — *Réinvestissements des bénéfices des sociétés immobilières.* — Question de M. Dorey au Ministre de la Construction [23 juin 1961] (p. 1281). Entendus : MM Sudreau, *Ministre de la Construction*; Mlle Dienesch.

194. — *Maintien dans les lieux de certains locataires de meublés.* — Question de M Chandernagor au Ministre de la Construction [23 juin 1961] (p. 1281, 1282). Entendus : MM Sudreau, *Ministre de la Construction*; Mazurier, suppléant M. Chandernagor.

195. — *Situation critique de la région bretonne.* — Question de M. de Poulpiquet au Premier Ministre [30 juin 1961] (p. 1397 à 1402). Entendus : M. Michel Debré, *Premier Ministre* ; Mlle Dienesch, M. de Poulpiquet, Ihuel.

196. — *Accidents des véhicules automobiles.* — Question de M. Marcenet au Ministre des Travaux publics et des Transports [30 juin 1961] (p. 1402 à 1405). Entendus : MM Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports* ; Marcenet.

197. — *Mesures en faveur de certains personnels de la Réunion.* — Question de M. Cerneau au Ministre des Travaux publics et des Transports [30 juin 1961] (p. 1405 à 1408). Entendus : MM. Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports*; Cerneau.

198. — *Avantages et inconvénients du nouveau franc.* — Question de M. Palmero au Ministre des Finances et des Affaires économiques [30 juin 1961] (p. 1408, 1409). Entendus : MM. Baumgartner, *Ministre des Finances et des Affaires économiques* ; Palmero.

199. — *Situation des adjoints d'enseignement.* — Question de M. Beauguitte au Ministre de l'Education nationale [6 juillet 1961] (p. 1483). Entendus : MM. Paye, *Ministre de l'Education nationale;* Beauguitte.

200. — *Retraite complémentaire des personnels des sociétés d'exploitation et de recherches d'hydrocarbures.* — Question de M Ebrard au Ministre du Travail [6 juillet 1961] (p. 1483 1484). Entendus : MM Bacon, *Ministre du Travail ;* Ebrard

201. — *Revalorisation des allocations militaires.* — Question de M. Mayer au Ministre de la Santé publique et de la Population [13 juillet 1961] (p. 1696 et 1697). Entendus : MM. Chenot, *Ministre de la Santé publique et de la Population ;* Mayer.

202. — *Importation de porcs.* — Question de M. de Poulpiquet au Ministre de l'Agriculture [21 juillet 1961] (p. 1934 à 1936). Entendus : MM. Rochereau, *Ministre de l'Agriculture ;* de Poulpiquet.

203. — *Situation des internés administratifs en Algérie.* — Question de M. Marquaire au Ministre d'E at chargé des Affaires algériennes [21 juillet 1961] (p. 1936 à 1938). Entendus : MM. Rochereau, *Ministre de l'Agriculture, suppléant le Ministre d'Etat chargé des Affaires algériennes ;* Marcais.

Questions orales (sans débat).

204. — *Recrudescence des maladies vénériennes.* — Question de M. Frédéric-Dupont au Ministre de la Santé publique et de la Population [21 juillet 1961] (p. 1938 à 1940). Entendus : MM. Chenot, *Ministre de la Santé publique et de la Population ;* Frédéric-Dupont.

205. — *Spécialisation des commerces.* — Question de M. Becker au Secrétaire d'Etat au Commerce intérieur [6 octobre 1961] (p. 2442). Entendus : MM. Missoffe, *Secrétaire d'Etat au Commerce intérieur ;* Becker.

206. — *Prolongement du Métropolitain jusqu'au rond-point de la Défense.* — Question de M. Peretti au Ministre des Travaux publics et des Transports [6 octobre 1961] (p. 2442, 2443). Entendus : MM. Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports ;* Peretti.

207. — *Desserte de Garges-lès-Gonesse.* — Question de M. Mazurier au Ministre des Travaux publics et des Transports [6 octobre 1961] (p. 2443, 2444). Entendus : MM. Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports ;* Mazurier.

208. — *Politique du Gouvernement à l'égard de l'industrie automobile.* — Question de M. André Davoust au Ministre de l'Industrie [13 octobre 1961] (p. 2542 à 2544). Entendus : MM. Jeanneney, *Ministre de l'Industrie ;* Davoust.

209. — *Concentration économique.* — Question de M. Pleven au Secrétaire d'Etat au Commerce intérieur [13 octobre 1961] (p. 2544, 2545). Entendus : MM. Jeanneney, *Ministre de l'Industrie ;* Pleven.

210. — *Situation des copropriétaires de la « Résidence Villiers-le-Bel ».* — Question de M. Mazurier au Ministre de la Construction [13 octobre 1961] (p. 2545 à 2547). — Entendus : MM Sudreau, *Ministre de la Construction ;* Mazurier.

211. — *Infractions aux règles d'urbanisme.* — Question de M Peretti au Ministre de la Construction [13 octobre 1961] (p. 2547, 2548). Entendus : MM. Sudreau, *Ministre de la Construction ;* Peretti.

212. — *Spéculation foncière dans les agglomérations urbaines.* — Question de M. Alduy au Ministre de la Construction [13 octobre 1961] (p. 2548 à 2551). Entendus : MM. Sudreau, *Ministre de la Construction ;* Deschizeaux, Alduy.

213. — *Allocation de logement.* — Question de M. Christian Bonnet au Ministre de la Construction [13 octobre 1961] (p. 2551, 2552). Entendus : MM. Sudreau, *Ministre de la Construction ;* Ch. Bonnet.

214. — *Lutte contre le terrorisme.* — Questions jointes de MM. Frédéric-Dupont, Dreyfous-Ducas et Djebbour au Ministre de l'Intérieur [13 octobre 1961] (p. 2552 à 2557). Entendus : MM Frey, *Ministre de l'Intérieur ;* Frédéric-Dupont, Dreyfous-Ducas, Djebbour.

215. — *Tutelle des individus asociaux et des délinquants anormaux.* — Question de M. Pleven au Ministre de la Justice [27 octobre 1961] (p. 3255 à 3257). Entendus : MM. Chenot, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice ;* Pleven.

216. — *Choix des livres scolaires.* — Question de M. Dalbos au Ministre de l'Education nationale [27 octobre 1961] (p. 3257 à 3259). Entendus : MM Paye, *Ministre de l'Education nationale ;* Dalbos.

217. — *Conséquences des explosions atomiques sur la santé de l'humanité.* — Question de M Pierre Bourgeois au Ministre de la Santé publique et de la Population [10 novembre 1961] (p. 4336, 4337). Entendus : MM. Fontanet, *Ministre de la Santé publique et de la Population ;* Pierre Bourgeois.

218. — *Allocation supplémentaire du fonds national de solidarité.* — Question de M. Laurent au Ministre des finances et des Affaires économiques [17 novembre 1961] (p. 4912, 4913). Entendus : MM. Fontanet, *Ministre de la Santé publique et de la Population, suppléant M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques ;* Laurent.

219. — *Parité sociale en faveur des exploitants et salariés agricoles.* — Question de

Questions orales (sans débat).

M Laurent au Ministre de l'Agriculture [17 novembre 1961] (p. 4913, 4914). Entendus : MM Fontanet, *Ministre de la Santé publique et de la Population, suppléant M. le Ministre de l'Agriculture ;* Laurent.

220. — *Danger des examens radiologiques systématiques.* — Question de M. Mainguy au Ministre de la Santé publique et de la Population [24 novembre 1961] (p. 5052 à 5054). Entendus : MM. Fontanet, *Ministre de la Santé publique et de la Population ;* Mainguy.

221. — *Recrutement des chefs de service dans les hôpitaux de deuxième catégorie.* — Question de M. Peretti au Ministre de la Santé publique et de la Population [24 novembre 1961] (p. 5054, 5055). Entendus : MM Fontanet, *Ministre de la Santé publique et de la Population ;* Peretti.

222. — *Pénurie d'infirmières dans les hôpitaux publics.* — Question de M. Mazurier au Ministre de la Santé publique et de la Population [24 novembre 1961] (p. 5055, 5056). Entendus : MM Fontanet, *Ministre de la Santé publique et de la Population ;* Mazurier.

223. — *Attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité.* — Question de Mme Thome-Patenôtre au Ministre du Travail [24 novembre 1961] (p. 5056, 5057). Entendus : M. Bacon, *Ministre du Travail ;* Mme Thome Patenôtre.

224. — *Garanties du personnel communal en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles.* — Question de M. Longequeue au Ministre de l'Intérieur [1er décembre 1961] (p. 5182). Entendus : MM. Frey, *Ministre de l'Intérieur ;* Longequeue.

225. — *Déprédations causées aux routes communales et départementales.* — Question de M Mazurier au Ministre de l'Intérieur [1er décembre 1961] (p. 5182, à 5184). Entendus : MM. Frey, *Ministre de l'Intérieur ;* Mazurier.

226. — *Situation des agents de la catégorie B des Postes et Télécommunications.* — Question de M. Becker au Ministre des Postes et Télécommunications [1er décembre 1961] (p. 5184). Entendus : MM. Maurice-Bokanowski, *Ministre des Postes et Télécommunications ;* Becker.

227. — *Communications téléphoniques dans le département du Var.* — Question de M. Fabre au Ministre des Postes et Télécommunications [1er décembre 1961] (p. 5184, 5185). Entendus : MM Maurice-Bokanowski, *Ministre des Postes et Télécommunications ;* Fabre.

228. — *Indemnités pour difficultés administratives dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.* — Question de M. Meck au Ministre des finances et des Affaires économiques [1er décembre 1961] (p. 5192, 5193). Entendus : M. Guillaumat, *Ministre délégué auprès du Premier Ministre, suppléant le Ministre des Finances,* Meck ;

229. — *Fonctionnaires licenciés en application de l'acte dit loi du 17 juillet 1940.* — Question de M. Luric au Ministre délégué auprès du Premier Ministre [1er décembre 1961] (p. 5193, 5195). Entendus : MM. Guillaumat, *Ministre délégué auprès du Premier Ministre ;* Lurie.

230. — *Production agricole et aide aux populations sous-développées.* — Question de M. Barniaudy au Ministre de l'Agriculture [8 décembre 1961] (p. 5420, 5423). Entendus : MM. Pisani, *Ministre de l'Agriculture ;* Barniaudy.

231. — *Prix d'hiver du lait.* — Question de M. Christian Bonnet au Ministre de l'Agriculture [8 décembre 1961] (p. 5423, 5424). Entendus : MM. Pisani, *Ministre de l'Agriculture ;* Christian Bonnet.

232. — *Application de l'ordonnance du 23 octobre 1958 en matière d'expropriation de terrains.* — Deux questions de M. Cassagne au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [8 décembre 1961] (p. 5424 à 5427). Entendus : MM. Chenot, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice ;* Cassagne.

233. — *Situation des personnels des services économiques du Ministère de l'Education nationale.* — Question de M. Ebrard au Ministre de l'Education nationale [15 décembre 1961] (p. 5658). Entendus : M. Paye, *Ministre de l'Education nationale ;* Mme Delabie.

234. — *Utilisation des adjoints d'enseignement.* — Question de M. Ebrard au Ministre

de l'Education nationale [15 décembre 1961] (p. 5658 à 5660). Entendus : M. Paye, *Ministre de l'Education nationale ;* Mme Delabie.

235. — *Péréquation des retraites des instituteurs.* — Question de M. Ebrard au Ministre de l'Education nationale [15 décembre 1961] (p. 5660). Entendus : M Paye, *Ministre de l'Education nationale* ; Mme Delabie.

236. — *Conditions d'existence des vieillards au regard des lois sociales.* — Question de M. Cassagne au Ministre du Travail [15 décembre 1961] (p. 5660 à 5662). Entendus : MM. Bacon, *Ministre du Travail* ; Cassagne.

237. — *Droit à pension de réversion dans le régime de la Sécurité sociale.* — Question de M. Cassagne au Ministre du Travail [15 décembre 1961] (p. 5662, 5663). Entendus : MM. Bacon, *Ministre du Travail* ; Cassagne.

238. — *Date des élections des administrateurs des Caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales.* — Questions de MM. Rombeaut et Durbet au Ministre du Travail [15 décembre 1961] (p. 5663, 5664). Entendus : MM. Bacon, *Ministre du Travail* ; Rombeaut, Durbet.

239. — *Ratification de la Convention européenne des droits de l'homme.* — Questions de M. Guitton et de Mlle Dienesch au Ministre des Affaires étrangères [15 décembre 1961] (p. 5664, 5665). Entendus : MM. Terrenoire, *Ministre délégué auprès du Premier Ministre ;* Guitton, Mlle Dienesch.

240. — *Navigation touristique et sports nautiques.* — Question de M. Nungesser au Ministre des Travaux publics et des Transports [4 mai 1962] (p. 871, 872). Entendus : MM. Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports ;* Nungesser.

241. — *Organisation de l'abattage.* — Question de M. Fourmond au Ministre de l'Agriculture [11 mai 1962] (p. 1052, 1053, 1054). Entendus : MM. Pisani, *Ministre de l'Agriculture ;* Fourmond.

242. — *Agrandissement de la Faculté de droit de Paris.* — Question de M. Albert-Sorel au Ministre de l'Education nationale [11 mai 1962] (p. 1054, 1055). Entendus : MM. Sudreau, *Ministre de l'Education nationale* ; Albert-Sorel.

Questions orales (sans débat).

243. — *Situation des rentiers viagers et des personnes âgées ou invalides.* — Questions jointes de MM Leenhardt, Frédéric Dupont et Dorey au Ministre des Finances et des Affaires économiques [18 mai 1962] (p. 1205, 1206, 1207, 1208, 1209). Entendus : MM. Giscard d'Estaing, *Ministre des Finances et des Affaires économiques* ; Pic, Frédéric-Dupont, Dorey.

244. — *Relèvement du S.M.I.G. et suppression des zones de salaires.* — Qestions jointes de MM. Billoux et Bernard Laurent au Ministre des Finances et des Affaires économiques [18 mai 1962] (p. 1209, 1210, 1211, 1212). Entendus : MM. Giscard d'Estaing, *Ministre des Finances et des Affaires économiques ;* Billoux, Bernard Laurent.

245. — *Aménagement hydro-électrique de la Haute-vallée d'Ossau.* — Qestion de M. Ebrard au Ministre des Travaux publics et des Transports [18 mai 1962] (p. 1212). Entendus : MM. Dusseaulx, *Ministre des Travaux publics et des Transports* ; Ebrard.

246. — *Statut de l'artisanat.* — Question de M. Valabrègue au Ministre de l'Industrie [25 mai 1962] (p. 1332, 1333). Entendus : MM. Maurice-Bokanowski, *Ministre de l'Industrie ;* Valabrègue.

247. — *Aménagement des vacances scolaires.* — Question de M. Christian Bonnet au Ministre de l'Education nationale [25 mai 1962] (p. 1333, 1334). Entendus : MM. Sudreau, *Ministre de l'Education nationale ;* Christian Bonnet.

248. — *Retraite des instituteurs.* — Question de M. Duchâteau au Ministre de l'Education *nationale* [25 mai 1562] (p. 1334, 1335, 1336). Entendus : MM. Sudreau, *Ministre de l'Education nationale ;* Duchâteau.

249. — *Indemnité de sujétion spéciale de police.* — *Médaille de la police.* — Question de M. Frédéric-Dupont au Ministre de l'Intérieur [25 mai 1962] (p. 1336, 1337). Entendus : MM. Frey, *Ministre de l'Intérieur ;* Frédéric-Dupont.

Questions orales (sans débat).

250. — *Desserte téléphonique des ruraux isolés.* — Question de M. Boudet au Ministre des Postes et Télécommunications [8 juin 1962] (p. 1602, 1603). Entendus : MM. Marette, *Ministre des Postes et Télécommunications ;* Boudet.

251. — *Situation des cheminots.* — Questions jointes de MM. Vayron, Baudis et Cermolacce au Ministre des Travaux publics et des Transports [8 juin 1962] (p. 1603, 1604, 1605, 1606). Entendus : MM. Dusseaulx, *Ministre des Travaux publics et des Transports ;* Baudis, Cermolacce.

252. — *Appel au tribunal des Pensions.* — Question de M. Coudray au Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre [8 juin 1962] (p. 1606, 1607, 1608). Entendus : MM. Triboulet, *Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre ;* Coudray.

253. — *Situation des veuves de guerre.* — Question de M Christian Bonnet au Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre [8 juin 1962] (p. 1607, 1608). Entendus : MM. Triboulet, *Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre ;* Christian Bonnet.

254. — *Retraite des anciens déportés.* — Question de M Boudet au Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre [8 juin 1962] (p. 1608, 1609). Entendus : MM Triboulet, *Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre ;* Boudet.

255. — *Situation des déportés et internés de la guerre 1914-1918.* — Question de M. Devemy au Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre [8 juin 1962] (p. 1609, 1610). Entendus : MM. Triboulet, *Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre ;* Devemy.

256. — *Mode de règlement des traitements mensuels supérieurs à 1000 nouveaux francs.* — Question de M. Carous au Ministre des Finances et des Affaires économiques [8 juin 1962] (p. 1611). Entendus : MM. Giscard d'Estaing, *Ministre des Finances et des Affaires économiques ;* Carous.

257. — *Fonds national d'assurances contre les fléaux naturels.* — Question de M. Deschizeaux au Ministre des Finances et des Affaires économiques [8 juin 1962] (p. 1611, 1612). Entendus : MM. Giscard d'Estaing, *Ministre des Finances et des Affaires économiques ;* Deschizeaux.

258. — *Plafond des cotisations de la Sécurité sociale.* — Question de M. Fanton au Ministre du Travail [8 juin 1962] (p. 1612, 1613). Entendus : MM. Grandval, *Ministre du Travail ;* Fanton

259. — *Carte d'identité médicale et sanguine.* — Questions jointes de MM. Garraud et Jouault au Ministre de la Santé publique et de la Population. [15 juin 1962] (p. 1752, 1753, 1754, 1755). Entendus : MM. Raymond Marcellin, *Ministre de la Santé publique et de la Population ;* Garraud, Jouault.

260. — *Repas du personnel des hôpitaux.* — Question de M. Peretti au Ministre de la Santé publique et de la Population [15 juin 1962] (p. 1755). Entendus : MM Raymond Marcellin, *Ministre de la Santé publique et de la Population ;* Pezé.

261. — *Politique viticole.* — Questions jointes de MM. Paul Coste-Floret, Valabrègue et Bayou au Ministre de l'Agriculture [22 juin 1962] (p. 1946 à 1951). Entendus : MM. Pisani, *Ministre de l'Agriculture ;* Coste-Floret, Valabrègue, Bayou.

262. — *Besoins scolaires en Seine-et-Oise.* — Questions jointes de MM. Ballanger et Mazurier au Ministre de l'Education nationale [29 juin 1961] (p. 2120 à 2124). Entendus : MM Pierre Sudreau, *Ministre de l'Education nationale ;* Ballanger, Mazurier.

263. — *Situation des inspecteurs départementaux de l'enseignement primaire.* — Question de M Rieunaud au Ministre de l'Education nationale [29 juin 1962] (p. 2124, 2125). Entendus : MM. Pierre Sudreau, *Ministre de l'Education nationale ;* Davoust (suppléant de M. Rieunaud).

264. — *Aménagement hydro-électrique de la Haute vallée d'Ossau.* — Question de M. Guy Ebrard au Ministre des Travaux publics et des Transports [29 juin 1962] (p. 2125, 2126),

Questions orales (sans débat).

Entendus : MM. Roger Dusseaulx, *Ministre des Travaux publics et des Transports ;* Guy Ebrard.

265. — *Transport des denrées périssables de la région d'Avignon.* — Question de M. Hostache au Ministre des Travaux publics et des Transports [29 juin 1962] (p. 2126, 2127, 2128). Entendus : MM. Roger Dusseaulx, *Ministre des Travaux publics et des Transports;* Hostache.

266. — *Carburants pour bateaux de pêche.* — Question de M. Christian Bonnet au Ministre des Travaux publics et des Transports [29 juin 1962] (p. 2128). Entendus : MM. Roger Dusseaulx, *Ministre des Travaux publics et des Transports ;* Christian Bonnet.

267. — *Abattements de zone.* — Questions jointes de MM. Billoux et Darchicourt au Ministre du Travail [6 juillet 1962] (p. 2250, 2251). Entendus : MM Gilbert Grandval, *Ministre du Travail ;* Billoux, Darchicourt.

268. — *Calcul des allocations familiales.* — Question de M Le Douarec au Ministre du Travail [6 juillet 1962] (p. 2251, 2252). Entendus : MM. Gilbert Grandval, *Ministre du Travail ;* Le Douarec.

269. — *Indemnités aux travailleurs du bâtiment en cas d'intempéries.* — Question de M. Le Douarec au Ministre du Travail [6 juillet 1962] (p. 2252, 2253). Entendus : MM. Gilbert Grandval, *Ministre du Travail ;* Le Douarec.

270. — *Exonération des cotisations aux Caisses d'allocations familiales.* — Question de M. Habib Deloncle au Ministre du Travail [6 juillet 1962] (p. 2259. 2260). Entendus : MM. Gilbert Grandval, *Ministre du Travail ;* Habib-Deloncle.

271. — *Situation du personnel militaire féminin.* — Question de M. Hostache au Ministre des Armées [13 juillet 1962] (p. 2450). Entendus : MM. Pierre Messmer, *Ministre des Armées ;* Hostache.

272. — *Rapatriement des familles des militaires musulmans.* — Question de M. Hostache au Ministre des Armées [13 juillet 1962] (p. 2451). Entendus : MM. Messmer, *Ministre des Armées ;* Hostache.

273. — *Affectation du jardin de la clinique Velpeau.* — Question de MM. Frédéric-Dupont au Ministre des Armées [13 juillet 1962] Entendus : MM. Pierre Messmer, *Ministre des Armées ;* Frédéric-Dupont.

274. — *Insuffisance du réseau routier autour de Chartres.* — Question de M. Desouches au Ministre des Travaux publics et des Transports [20 juillet 1962] (p. 2720, 2721). (p. 2452). Entendus : MM Roger Dusseaulx, *Ministre des Travaux publics et des Transports ;* Desouches.

275. — *Traitement de divers agents du secteur public.* — Question de M. Frédéric-Dupont au Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique [20 juillet 1962] (p. 2721, 2722, 2723). Entendus : MM Jean de Broglie, *Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique ;* Frédéric-Dupont.

276. — *Traitements du personnel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains.* — Question de M Delachenal au Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique [20 juillet 1962] (p. 2723, 2724). Entendus : MM. Jean de Broglie, *Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique ;* Delachenal.

277. — *Cycle d'observation dans les écoles communales.* — Question de M. Peretti au Ministre de l'Education nationale [20 juillet 1962] (p. 2724, 2725). Entendus : MM Jean de Broglie, *Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique, suppléant le Ministre de l'Education nationale ;* Fanton, suppléant M. Peretti.

278. — *Situation des écoles primaires publiques dans le Finistère.* — Question de M. de Poulpiquet au Ministre de l'Education nationale [20 juillet 1962] (p. 2725, 2726). Entendus : MM. Jean de Broglie, *Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique, suppléant le Ministre de l'Education nationale ;* de Poulpiquet.

279. — *Organismes spécialisés pour la construction et la gestion des logements — foyers de vieillards.* — Question de M. Habib-Deloncle au Ministre de la Construction [20 juillet 1962] (p. 2737, 2738). Entendus : MM. Jacques Maziol, *Ministre de la Construction ;* Habib-Deloncle.

**QUILLES.**

— Taxe sur les jeux. — *Voy.* BUDGET DE 1961. (**n° 866**). Art. 5 [26 octobre 1960] (p. 2811).

**QUINZAINES COMMERCIALES.** — *Voy.* COMMERCE, 20.

**QUOTITE.**

— disponible. — *Voy.* CODE CIVIL, 19.

# R

## RACISME.

**§ 1er.** — Proposition de loi tendant à rendre plus efficace la législation sur la répression des menées racistes et antisémites, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 avril 1959 par M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues (renvoyée à Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration de la République), **n° 37.**

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à réprimer pénalement certains actes de discrimination ou de ségrégation raciale, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 avril 1959 par M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 38.**

**§ 3.** — Projet de loi tendant à donner délégation au Sénat de la Communauté pour statuer en matière de répression des discriminations raciales et religieuses et des provocations à la haine raciale ou religieuse, présenté à l'Assemblée Nationale le 9 novembre 1959 par M. Edmond Michelet, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 358**; rapport le 2 février 1960 par M. Paul Coste-Floret, **n° 531.**

**§ 4.** — Lettre rectificative au projet de loi tendant à donner délégation au Sénat de la Communauté pour statuer en matière de répression des discriminations raciales et religieuses et des provocations à la haine raciale ou religieuse (1), présentée à l'Assemblée Nationale le 26 avril 1960, par M Michelet, Ministre de la Justice (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 552**; rapport supplémentaire le 19 mai 1960 par M Paul Coste Floret, **n° 657.**

## RACKETT.

— des salaires payés aux musulmans. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5.

## RADIATION ET RETRAIT.

— des questions orales sans débat. — *Voy.* RÈGLEMENT (Interprétation du); QUESTIONS ORALES, (sans débat).

## RADIO-ACTIVITÉ.

— Conséquences des explosions atomiques sur la santé de l'humanité. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 217.

*Voy.* SANTÉ PUBLIQUE, 5.

## RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION.

**§ 1.** — Proposition de loi tendant à permettre l'exercice du droit de réponse aux émissions télévisées et radiodiffusées, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 décembre 1959 par M. Hersant (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 511.**

(1) Voy. Racisme § 3.

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à modifier le décret n° 60-1469 du 29 décembre 1960 relatif à la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de radiodiffusion et télévision, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juillet 1961 par M. Le Roy Ladurie, (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 1418.**

**§ 3.** — Proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'ordonnance n° 59-273 du 4 février 1959 relative à la radiodiffusion-télévision française, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juillet 1961 par M. Diligent (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1419**; rapport le 5 juin 1962 par M. Diligent, **n° 1743.**

**§ 4.** — Proposition de loi tendant à modifier le décret n° 60-1469 du 29 décembre 1960 relatif à la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de radiodiffusion et de télévision, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 septembre 1961 par M. Diligent, (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 1423.**

— et division des anciens combattants. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 3 [5 novembre 1959] (p. 2203).

*Voy.* PLAN (**n° 1573**) [23 mai 1962] (p. 1273) [7 juin 1962] (p. 1574, 1575); BUDGET DE 1962 (**n° 1436**) [12 novembre 1961] (p. 4538 à 4549).

— Communication erronée relative aux travaux du Parlement[20 mai 1960] (p. 1024). Entendus : MM. Coste-Floret, Habib-Deloncle, le Président.

— Séance publique : Députés retenus en commissions [3 mai 1960] (p. 586).

## RADIOSCOPIES.

— Danger des — systématiques. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 220.

## RANCE.

— Barrage de la. — *Voy.* ÉCONOMIE NATIONALE, 1.

— Usine marémotrice de la. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8 [10 décembre 1959] (p. 3308, 3312).

## RAPATRIÉS.

**§ 1er.** — Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer, présenté au Sénat le 3 octobre 1961 par M. Roger Frey, Ministre de l'Intérieur (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles), **n° 1 (année 1961-1962)** ; rapport le 10 octobre 1961 par M. André Fosset, **n° 4 (année 1961-1962)** ; avis présenté au nom de la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation le 12 octobre 1961 par M. Armengaud, **n° 6 (année 1961-1962)** ; avis présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées le 12 octobre 1961 par M. Carrier, **n° 7 (année 1961-1962)**; avis présenté au nom de la Commission des affaires économiques le 19 octobre 1961 par M. Longchambon, **n° 19 (année 1961-1962).** Adoption en première lecture le 25 octobre 1961. — Projet de loi **n° 4 (année 1961-1962).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 27 octobre 1961 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République). **n° 1480**; avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales le 16 novembre 1961 par M Tomasini, **n° 1543** ; avis présenté au nom de la Commission des affaires étrangères le 17 novembre 1961 par M Szigeti. **n° 1549** ; rapport le 17 novembre 1961 par M. Le Douarec, **n° 1550.** Adoption avec modification en première lecture le 29 novembre 1961 (p. 5127). — Projet de loi **n° 348.**

Transmis au Sénat le 30 novembre 1961, **n° 98 (année 1961-1962)** ; rapport le 6 décembre 1961 par M. Fosset, **n° 106 (année 1961-1962).** Adoption avec modification en deuxième lecture le 8 décembre 1961. — Projet de loi **n° 41 (année 1961-1962).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 11 décembre 1961, **n° 1610**; rapport le 12 décembre 1961 par M. Le Douarec. **n° 1617.** Adoption avec modification en deuxième lecture le 12 décembre 1961 (p. 5507). — Projet de loi **n° 363.**

Rapport présenté au Sénat au nom de la Com-

mission mixte paritaire le 14 décembre 1961 par M. Fosset, **n° 138 (année 1961-1962)**. Adoption sans modification des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire le 14 décembre 1961. — Projet de loi **n° 55 (année 1961-1962)**.

Rapport présenté à l'Assemblée Nationale au nom de la Commission mixte paritaire, le 14 décembre 1961 par M. Le Douarec, **n° 1632** Adoption sans modification des conclusions de la Commission mixte paritaire le 14 décembre 1961 (p. 5631). — Projet de loi **n° 372**.

Loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961, publiée au *J. O.* du 28 décembre 1961 (p. 11996).

**DISCUSSION** [21 novembre 1961] (p. 4931); [22 novembre 1961] (p. 4955, 4980) ; [23 novembre 1961] (p. 5004) ; [29 novembre 1961] (p. 5120). Entendus : MM. Le Douarec, *Rapporteur* ; Szigeti, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires étrangères;* Tomasini, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles familiales et sociales ;* Boulin, *Secrétaire d'Etat aux Rapatriés;* Comte-Offenbach, Laurent, Palméro, Lacaze, Jarrosson, Villedieu, Djebbour, Battesti, Miguot, Ballanger, Degraeve, Fabre, Bertrand Denis, Rousseau, Vaschetti, Brice, Pic, Rivière, Sallenave, Vittel, Hostache.

Observations sur : le nombre des rapatriés (p. 4931, 4934, 4936, 4938, 4959, 4967) ; leur répartition socio-professionnelle (p. 4932, 4936); les crédits consacrés aux rapatriés pendant la période 1955-1960 (p. 4932, 4938, 4959, 4960); le caractère vague de la loi-cadre proposée par le Gouvernement (p. 4934, 4960) ; les fondement juridiques (p. 4932, 4938, 4939); la responsabilité de l'Etat (p.4932, 4975); la solidarité nationale (p. 4932, 4942, 4943, 4956, 4964) ; l'indemnisation (p. 4932, 4936, 4939, 4956, 4958, 4959, 4962, 4963, 4966, 4969, 4971, 4973, 4975, 4982, 4983) ; les crédits nécessaires (p. 4940, 4963, 4968, 4975) ; l'exemple de l'Allemagne (p. 4940, 4956, 4959) ; les dispositions juridiques de la loi (p. 4933, 4936, 4963) ; le contentieux possible (p. 4933, 4939, 4963) ; l'application éventuelle aux rapatriés d'Algérie (p. 4933, 4938, 4939) ; le cas des expulsés d'Egypte n'ayant pas la nationalité française (p. 4935, 4938, 4956, 4969) ; la rétroactivité de la loi (p. 4939, 4982) ; l'application de la loi du 4 août 1956 (p. 4957, 4958, 4959, 4966, 4975, 4984); le problème des fonctionnaires (p. 4975, 4984); la situation des pensionnés retraités du Maroc et de Tunisie (p. 4957, 4958) ; les employés de l'Office chérifien des phosphates (*ibid.*) ; des employés de chemins de fer de Tunisie (*ibid.*) ; la situation des titulaires de comptes bloqués en Guinée et en Tunisie (p. 4959, 4961, 4964); le logement des rapatriés (p. 4934, 4960, 4961, 4984) ; les conditions des prêts accordés aux rapatriés (p. 4972, 4980); la résiliation souhaitable des agriculteurs sur les terres incultes (p. 4975) ; l'attitude des ordres des différentes professions libérales à l'égard des rapatriés (p. 4989); la situation tragique des rapatriés installés au camp de Balp près de Toulon (p. 4982) ; la formation professionnelle (p. 4934) ; le reclassement des salariés de plus de 40 ans (p. 4961); les poursuites intentées par le trésor français devant les tribunaux tunisiens contre certains de nos compatriotes bénéficiaires d'un prêt (p. 4984); le rôle que pourrait jouer le service des biens et intérêts français à l'étranger (p. 4935, 4937); la délégation de pouvoir demandée par le Gouvernement (p. 4934, 4935, 4937, 4941, 4949, 4968, 4976, 4983, 4984) ; les conséquences dramatiques de la politique de dégagement (p. 4960, 4961, 4962, 4965, 4970, 4972).

Art 1er : *Mesures en faveur des rapatriés* (p. 4985) ; observations sur : les dispositions de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 sur les lois de finances (p. 4985) ; l'application de l'article 92 du règlement (p. 4985); la décision du bureau de la Commission des finances d'apprécier la recevabilité du projet à la fin de la discussion (p. 4985) ; observations sur : la situation des parents de disparus et de morts pour la France (p. 4985, 4986); le cas des français expulsés d'Egypte (p. 4986); amendement de M, Le Douarec au nom de la Commission (remplacer les mots : «ayant estimé devoir», par les mots : «ayant dû» ou «estimer devoir») (p. 4986); amendement de M. Tomasini au nom de la Commission des affaires culturelles (remplacer les mots : « ayant estimé », par les mot : «ayant dû» ou «ayant estimé») (p. 4986); amendement de MM. Szigeti, Comte-Offenbach et Mondon au nom de la Commission des affaires étrangères (application de la loi aux Français mis dans la nécessité de quitter ces territoires) (p. 4986); retrait de l'amendement de M. Tomasini (p. 4986); retrait de l'amendement de M. Szigeti (*ibid.*); adoption de l'amendement de M. Le Douarec (*ibid.*); amendement de M. Hostache : ajouter dans le premier alinéa, après les mots : « d'événements politiques », les mots : « ou de leurs conséquences » (p. 4986) ; amendement analogue de MM. Sy, Poudevigne et Grasset-Morel (*ibid.*) ; observations sur : les conséquences des événements politiques et le sens de cette expression (p. 4986, 4987); retrait de l'amendement de M. Sy (p. 4987); retrait de l'amendement de M. Hostache (p. 4987); amendement de M. Le Douarec (dans le premier

Rapatriés.

Rapatriés.

alinéa, après les mots : « pourront bénéficier », insérer les mots : « du concours de l'Etat » (p. 4987) ; et dans le deuxième alinéa substituer aux mots : « cette solidarité », les mots : « ce concours » (p. 4937) ; observations sur : le droit à la solidarité nationale et sur le concours financier de l'Etat (p. 4987) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; amendement de M. Le Donaree au nom de la Commission des lois tendant à ajouter dans le premier alinéa, après les mots : « pourront bénéficier de la solidarité nationale », les mots : « définis par le préambule de la Constitution de 1946 » (p. 4987) ; observations sur : la définition de la solidarité nationale existant dans le préambule de la Constitution de 1946 (p. 4987) ; la valeur des préambules d'une Constitution (p. 4987) ; sous-amendement de M. Comte-Offenbach tendant à remplacer le mot : « définie », par le mot : « affirmée » (p. 4989) ; adoption (p. 4987) ; adoption de l'amendement ainsi modifié (p. 4988) ; amendement du Gouvernement tendant à supprimer dans le deuxième alinéa la phrase concernant l'indemnisation des biens perdus (p. 4988) ; observations sur : le texte introduit par le Sénat concernant l'indemnisation (p. 4988) ; l'argumentation du Gouvernement prétendant que le fait d'inscrire dans un texte le principe de l'indemnisation, implique l'abandon des biens entre les mains des pays devenus indépendants (p. 4988) ; la vocation de l'Etat à la défense permanente de ces biens (p. 4988) ; la déclaration prétendue du Gouvernement sur l'acceptation du principe de l'indemnisation future (p. 4988) ; sa déclaration indiquant qu'il donne priorité à la réinstallation et qu'il accepte que le problème de l'indemnisation soit réservé (p. 4989) ; adoption au scrutin de l'amendement du Gouvernement (p. 4989) ; liste des votants (p. 4999) ; amendement de MM. Sy, Poudevigne et Grasset-Morel tendant, dans le deuxième alinéa, à insérer, après les mots : « des biens perdus » les mots : « ou des biens abandonnés » (p. 4989) ; l'amendement est devenu sans objet à la suite de l'adoption de l'amendement précédent du Gouvernement (p. 4989) ; amendement de M. Tomasini au nom de la Commission des affaires culturelles (réinstallation des Français en fonction des dispositions du IVe Plan d'équipement et des dispositions des plan régionaux d'expansion) (p. 4989) ; observations sur : l'accord du Gouvernement sur de telles dispositions (p. 4989) ; retrait de l'amendement (*ibid.*) ; amendement de M. Szigeti et Comte-Offenbach au nom de la Commission des affaires étrangères tendant, dans le troisième alinéa, à substituer au mot : « indemnités », le mot : « allocations » (p. 4989) ; observations sur : la nécessité de cette substitution puisque l'indemnisation n'est pas retenue par le projet de loi (p. 4989) ; l'amendement est modifié, le mot « allocations » étant remplacé par le mot : « prestations » (p. 4990) ; adoption de cet amendement ainsi modifié (*ibid.*) ; amendement de M. Szigeti au nom de la Commission des affaires culturelles tendant à insérer dans le troisième alinéa, après les mots : « prestations sociales », les mots : « des subventions de reconstitution de carrière en matière de prévoyance » (p. 4990) ; observations sur : le cas des salariés français travaillant avant leur expulsion, dans une entreprise égyptienne et qui sont maintenant dépourvus de retraite et de ressources ainsi que ceux des rapatriés qui n'étaient pas soumis à la législation française sur la Sécurité sociale (p. 4990) ; l'intention du Gouvernement de prévoir par voie réglementaire certaines allocations en capital qui pourront éventuellement être converties pour reconstituer les carrières en matière de prévoyance (p. 4990) ; retrait de l'amendement de MM. Szigeti et Hostache (p. 4990) ; amendement de M. Tomasini au nom de la Commission des affaires culturelles (contingent supplémentaire de logement pour les rapatriés) (p. 4990) ; observations sur : la nécessité d'un contingent supplémentaire réservé aux rapatriés, la nécessité de placer des logements dans des immeubles occupés par d'autres que les Français d'outre-mer afin de permettre une fusion des Français d'outre-mer dans la masse des Français de la métropole (p. 4990) ; l'attribution prioritaire de logements aux catégories les plus défavorisées des rapatriés (p. 4991) ; la modification nécessaire de la loi du 1er septembre 1948 en ce qui concerne le droit de reprise des réfugiés en provenance d'Afrique du Nord (p. 4991) ; adoption de l'amendement de M. Tomasini (p. 4991) ; amendement de MM. Comte-Offenbach, B. Laurent et Renouard (l'indemnisation des biens étant réservée, des indemnités particulières pourront être attribuées aux rapatriés les plus défavorisés) (p. 4991) ; observations sur : le problème de l'indemnisation (p. 4991) ; les déclarations faites à ce sujet par le Gouvernement au cours du débat (p. 4991) ; la signification exacte de l'expression « l'indemnisation des biens étant réservée » (p. 4991) ; sous-amendement de M. Joyon tendant à insérer après les mots : « aux rapatriés les plus défavorisés », les mots : « en particulier aux accidents des victimes de guerres » (p. 4992) ; observations sur : les engagements pris par le Gouvernement concernant la situation des accidents des victimes de guerre (p. 4992) ; adoption du sous-amendement (*ibid.*) ; adoption au scrutin de l'amendement modifié de MM. Comte-Offenbach, B. Laurent et Renouard (p. 4992) ;

iste des votants (p. 5001) ; amendement de M. Tomasini au nom de la Commission des affaires culturelles (avantages fiscaux en faveur des rapatriés créant des entreprises ou exerçant des professions libérales) (p. 5005) ; observations sur : l'impossibilité d'inscrire des dipositions particulières dans une loi-cadre (p. 5005) ; rejet de l'amendement (p. 5005) ; amendement de M. Tomasini au nom de la Commission des affaires culturelles (patronage des Français rapatriés par le Secrétariat d'Etat aux Rapatriés) (p. 5005) ; observations sur : le rôle du Secrétariat d'Etat aux rapatriés (p. 5006) ; retrait de l'amendement (p. 5006) ; l'amendement est repris par M. Lacaze (*ibid.*) ; adoption de cet amendement (p. 5006) ; adoption de l'article premier modifié (p. 5006).

Art. 1er « *bis* » : *Avances sur indemnités* (p. 5006) ; amendement du Gouvernement tendant à supprimer cet article (*ibid.*) ; observations sur : les crédits inscrits dans le budget de l'aide aux rapatriés (p. 5006) ; adoption de l'amendement (p. 5007) ; en conséquence, l'article est supprimé (p. 5007).

Art. 1er « *ter* » : *Avances aux rapatriés dont les biens ont été cédés avec une garantie du Gouvernement français* (p. 5007) ; amendement du Gouvernement tendant à supprimer cet article (p. 5007) ; observations sur : le protocole franco-tunisien du 23 novembre 1961 (p. 5007) ; les terres cédées par des citoyens français en vertu de ce protocole (p. 5007) ; la liste des Français intéressés par cette affaire (p. 5007) ; leurs difficultés (p. 5008) ; adoption du texte commun des amendements (p. 5008) ; en conséquence l'article est supprimé (*ibid.*).

Article additionnel de M. Battesti : *Avances aux rapatriés en cas de carence totale et partielle des Etats débiteurs* (p. 5008) ; le Gouvernement oppose l'article 40 de la Constitution (p. 5009) ; l'article additionnel est réservé dans l'attente de la décision de la Commission des finances (p. 5009).

Article additionnel de M. Abdessalam : *Dépôt d'un projet de loi sur l'intégration des Français d'outre mer par l'octroi de crédits aux entreprises se réinstallant en France* (p. 5009) ; observations sur : la réinstallation des entreprises (p. 5009) ; et notamment de celles constituées sous forme sociale (*ibid.*) ; sous amendement de M. Hostache tendant à réserver les mesures prévues aux entreprises employant par priorité des Français rapatriés appartenant à leur personnel (p. 5010) ; observations sur : l'intention du Gouvernement d'appliquer à ces entreprises les avantages prévus par le décret du 15 avril 1960 réglementant les zones de conversion (p. 5010) ; le danger d'octroyer le bénéfice de ces facilités de réinstallation à des filiales d'entreprises métropolitaines (p. 5010) ; sous-amendement de M. Karcher tendant à insérer après les mots : « se réinstalleront », les mots : « ou ont tenté de se réinstaller » (p. 5010) ; observations sur : la situation des Français expulsés d'Egypte en 1956 (p. 5011) ; les difficultés d'emploi pour les salariés de plus de 40 ans (p. 5011, 5012) ; le caractère familial de la plupart des entreprises installées en Algérie (p. 5012) ; adoption du sous-amendement de M. Karcher (p. 5012) ; modification de l'article additionnel de M. Abdessalam (p. 5012) ; rejet au scrutin de cet article additionnel (p. 5013) ; liste des votants (p. 5046) ; suite de la discussion de l'article additionnel de M. Battesti (p. 5013) ; observations sur : la situation des Français de Tunisie ayant cédé leurs terres et l'application du protocole franco-tunisien (p. 5013) ; l'article 40 de la Constitution est déclaré applicable à l'article additionnel de M. Battesti qui est ainsi déclaré irrecevable (p. 5013).

Art. 2 : *Délégation de pouvoirs au Gouvernement* (p. 5013) ; amendement de M. Mignot tendant à supprimer cet article (p. 5014) ; observations sur : les précédents fâcheux en matière de délégation de pouvoirs (p. 5014) ; la possibilité pour le Gouvernement de soumettre au Parlement les projets de loi nécessaires aux besoins, au cours d'une session extraordinaire (p. 5014, 5016) ; la nécessité d'une action rapide en faveur des rapatriés (p. 5014, 5015) ; la position prise à ce sujet au Senat par M. Longchambon, sénateur, représentant les Français de l'étranger (p. 5014) ; la durée de la délégation des pouvoirs (p. 5015) ; l'engagement du Gouvernement de soumettre les ordonnances à la ratification du Parlement (p. 5016) ; adoption au scrutin de l'amendement de M. Mignot (p. 5017) ; liste des votants (p. 5074) ; en conséquence l'article 2 est supprimé (p. 5017).

Art 3 : *Extension de la loi par décret à des rapatriés autres que ceux visés à l'article premier* (p. 5017) ; observations sur : la situation des ascendants des victimes de guerre (p. 5017) ; amendement de M. Le Douarec au nom de la Commission tendant à substituer aux mots : « rapatriés français autres que ceux visés à l'article premier », les mots : « français ayant dû ou estimé devoir quitter, par suite d'événements politiques, un territoire non visé à l'article premier » (p. 5017) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article 3 modifié (p. 5017).

Art. 4 : *Création des ressources nécessaires par la loi de finances* (p. 5017) ; observations

Rapatriés.

sur : la création ultérieure d'un organisme chargé de la défense des biens et des intérêts des personnes visées par la présente loi (p. 5018) ; amendement du Gouvernement (ressources complémentaires) (p. 5018) ; sous-amendement de M. Poudevigne (dépôt avant six mois de la loi de finances dégageant les ressources nécessaires) (p. 5018) ; observations sur : la nécessité de laisser le choix au Parlement entre des impôts nouveaux ou des économies (p. 5018) ; adoption du sous-amendement de M. Poudevigne (p. 5018) ; adoption de l'amendement du Gouvernement modifié (p. 5018) ; amendement de M. Le Douarec au nom de la Commission tendant, dans le deuxième alinéa, à substituer aux mots « personnes visées aux articles premier et 3 ci-dessus», les mots : «français visés aux articles premier et 3 » (p. 5018) ; observations sur : les difficultés qu'il y aurait à faire défendre hors de France, par un organisme public, les biens et intérêts d'étrangers (p. 5018, 5019) ; amendement de M. Poudevigne tendant à fixer un délai pour le dépôt du projet de loi créant l'organisme chargé de la défense des biens (p. 5019) ; rejet de l'amendement (*ibid.*) ; amendement de M Tomasini au nom de la Commission des affaires culturelles tendant à la g rantie des opérations de crédit en faveur des rapatriés dont les biens ont été abandonnés ou saisis (p. 5019) ; amendement de M. Hostache relatif aux conditions d'octroi des prêts aux rapatriés (p. 5019) ; observations sur les difficultés pour les rapatriés dont les biens ont été abandonnés ou saisis, d'obtenir du crédit (p. 5019, 5020) ; retrait des amendements de MM Tomasini et Hostache (p. 5020) ; adoption de l'article 4 modifié (p. 5020) ; le Gouvernement demande une seconde délibération du projet de loi (p. 5020).

Deuxième délibération : observations sur : la lettre du bureau de la Commission des finances chargée d'examiner dans quelles mesures le projet relatif aux rapatriés respecte les dispositions de l'article premier de l ordonnance 59-2 du 21 janvier 1959 relative aux lois de finances (p. 5120, 5121) ; la nécessité de prévoir et d'autoriser les charges correspondantes avant le vote définitif de la loi (p. 5121) ; la notion de vote définitif (p. 5121, 5122).

Art. 2 : *Délégation de pouvoir au Gouvernement* (p. 5122) ; observations sur : la limitation souhaitable de la délégation de pouvoir à la durée de l'intersession parlementaire (p. 5122) ; amendement du Gouvernement tendant à re prendre l'article 2 dans une nouvelle rédaction (p. 5122) ; sous amendement de MM. Coste-Floret et Paul Reynaud (limitation de la délégation de pouvoirs à la durée de l'intersession) (p. 5122) ; sous-amendement de MM. Coste-Floret et Paul Reynaud remplacer les mots : « aux droits du travail et de la sécurité sociale », par les mots : « et les principes fondamentaux du droit du travail et de la sécurité sociale » (p. 5122) ; sous-amendement de MM. Coste-Floret et Paul Reynaud (ratification des ordonnances au plus tard, 2 mois après l'expiration du délai fixé à l'alinéa précédent) (p. 5122) ; sous-amendement de MM. Szigeti et Hostache au nom de la Commission des affaires étrangères (extension aux garanties concernant les agents contractuels et auxiliaires de l'administration et au personnel des services publics) (p. 5122) ; observations sur : l'urgence des mesures à prendre en faveur des rapatriés (p. 5122, 5123) ; les déclarations du Gouvernement concernant la ratification des ordonnances (p. 5123) ; la nécessité de concilier les droits du parlement, et la nécessité d'une action efficace en faveur des rapatriés (p. 5123, 5124) ; le cas des rapatriés employés contractuels de l'Etat ou agents des services publics (p. 5124, 5125) ; l'engagement du Gouvernement de faire ratifier les ordonnances (p. 5125) ; la possibilité de convoquer une session extraordinaire pour examiner les projets relatifs aux rapatriés (p. 5125) ; les inconvénients d'une délégation de pouvoir (p. 5125, 5126) ; adoption du premier sous-amendement de M Coste-Floret (p. 5126) ; retrait de l'amendement de M Szigeti (p. 5126) ; adoption du second sous-amendement de M. Coste-Floret (p. 5126) ; adoption du troisième sous amendement de M. Coste-Floret (*ibid.*) ; adoption de l'amendement du Gouvernement ainsi modifié (*ibid.*).

*Explications de vote :* observations sur : la position du groupe de l'U.N.R. (p. 5126) ; celle du groupe socialiste (p. 5127) ; la création nécessaire d'un office des biens chargés de la défense des biens des rapatriés (p. 5126) ; l'exploitation politique de la détresse des rapatriés (p. 5126) ; l'atteinte portée aux droits du Parlement par la délégation de pouvoirs (p. 5127) ; le problème du financement de la loi (*ibid.*) ; la déception probable des rapatriés (p. 5127) ; le problème de la conformité de la loi à l'ordonnance 59-2 du 2 janvier 1959 relative aux lois de finances (p. 5126, 5127) ; adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi (p. 5127) ; liste des votants (p. 5141).

Orateurs : MM. Abdessalam, Arrighi, Battesti, Biaggi, Boulin, *Secrétaire d'Etat aux rapatriés* ; Brice, Burlot, Cassagne, Cathala, Comte-Offenbach, Coste-Floret, Bertrand Denis, Degraeve, Hostache, Jacquet, *Rapporteur général* ; Jarrosson, Joyon, Karcher, Lacaze, B. Laurent,

Le Douarec, Legaret, Mignot, Mondon, J.P. Palewski, *Vice-président de la Commission des finances de l'économie générale et du plan*; Pic, Portolano, Poudevigne, Profichet, *Rapporteur pour avis, suppléant de la Commission des affaires culturelles familiales et sociales*; Rivain, Schmitt, Schumann Maurice, *Président de la Commission des affaires étrangères*, de Sesmaisons, Sy, Szigeti, Tomasini, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles familiales et sociales.*

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [12 décembre 1961] (p. 5497). Entendu : M. Le Douarec, *Rapporteur;* observations sur : les modifications proposées par la Commission des lois : suppression de la mention des ascendants des victimes de guerre parmi les rapatriés les plus défavorisés (p. 5497) ; suppression de la disposition prévoyant que le Secrétariat d'Etat assure le patronage des rapatriés (*ibid.*); suppression de la disposition introduite par le Sénat et relative à l'indemnisation (p. 5497, 5498).

Art. 1er : *Mesures en faveur des rapatriés* (p. 5498); observations sur : la situation des ascendants de victimes de guerre (p. 5498) ; la nécessité d'aider les rapatriés en cas d'échec du reclassement (*ibid.*); amendement du Gouvernement tendant à reprendre pour l'indemnisation le texte voté en première lecture (p. 5498); observations sur : l'engagement pris par le Gouvernement d'examiner avec la plus grande bienveillance le cas des ascendants de victimes de guerre (p. 5498); les dispositions du Sénat prévoyant que le Gouvernement devra déposer, dans un délai de six mois un texte sur l'indemnisation (p. 5499); les illusions dangereuses qui pourraient être provoquées par une telle disposition (p. 5499) ; la solution intermédiaire proposée par la Commission des lois (p. 5499, 5500); l'engagement solennel qui doit être pris vis-à-vis des rapatriés (p. 5500); la discussion est suspendue (p. 5500); suite de la discussion (p. 5506) ; observations sur : la nécessité d'accepter le texte du Sénat (p.5506); rejet au scrutin de l'amendement du Gouvernement (p. 5507); liste des votants (p. 5511); adoption de l'article (p. 5507).

Art. 2 : *Délégation de pouvoirs au Gouvernement*, adoption (p. 5507).

Art. 4 : *Création des ressources nécessaires par une loi de finances* (p. 5507); amendement du Gouvernement tendant à supprimer le troisième alinéa (une loi distincte fixera les modalités et conditions de l'indemnisation) (p. 5507) ; retrait de l'amendement (*ibid.*) ; amendement de M. Le Douarec au nom de la Commission des lois (une loi distincte fixera en *fonction des circonstances*, le montant de l'indemnisation) (p. 5507); observation sur : la signification de l'expression « en fonction des circonstances » (p. 5507); adoption de l'article 4 modifié (*ibid.*) ; adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi (p. 5507); liste des votants (p. 5513).

Orateurs : MM. Battesti, Boulin, *Secrétaire d'Etat aux rapatriés*, Comte-Offenbach, Durbet, *Président de la Commission des affaires culturelles*, Lacaze, Le Douarec, *Rapporteur*, Maurice Schumann, *Président de la Commission des affaires étrangères*, de Sesmaisons.

**DISCUSSION DES CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE** [14 décembre 1961] (p. 5631). Entendus : MM Le Douarec, *Rapporteur*, Boulin, *Secrétaire d'Etat aux Rapatriés;* observations sur : le texte adopté par la Commission mixte pour l'article 4 du projet (p. 5631); la collaboration intervenue entre le Parlement et le Gouvernement (p. 5631).

Art. 4 : *Création des ressources nécessaires par une loi de finances* (p. 5631) ; adoption (*ibid.*); adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5631).

**§ 2.** — Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer, présenté à l'Assemblée Nationale le 6 juin 1962 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1748.**

**§ 3.** — Proposition de loi tendant à faciliter le logement des réfugiés d'Algérie, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 juillet 1962 par M. Fulchiron (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1847.**

**§ 4.** — Proposition de loi tendant à rendre applicable à l'ensemble des Français rapatriés d'outre-mer les dispositions exceptionnelles prises au bénéfice des Français repliés d'Algérie en application de la loi n° 62 421 du 13 avril 1962 présentée à l'Assemblée Nationale le 4 octobre 1962 par M. Battesti (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1924.**

— Accueil des. — *Voy.* PLAN (**n° 1573**) [24 mai 1962] (p. 1303, [7 juin 1962] (p. 1554).

*Voy.* BUDGET 1962, (**n° 1809**) [10 juillet 1962] (p. 2276, 2278); [11 juillet 1962] (p. 2342); [23 juillet 1962] (p. 2755, 2756).

— Aide aux. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 59.

— d'Algérie. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 21.

— Exode massif des. — *Voy.* MOTIONS DE CENSURE, n° 7 [5 juin 1962] (p. 1426 à 1481).

— Français d'Egypte. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 93.

— des Territoires d'outre-mer. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), (Intérieur) [3 novembre 1960] (p. 3024, 3037, 3038, 3044, 3045).

## RAPPORT.

— d'information sur l'assurance-maladie. — *Voy.* SÉCURITÉ SOCIALE.

— d'information sur le rayonnement culturel de la France en Grèce, en Turquie, au Liban, en Syrie et en Iran. — *Voy.* ORIENT (Proche et Moyen).

## RAPPORTS.

— de l'Etat et de l'enseignement privé. — *Voy.* ENSEIGNEMENT (Dispositions générales), 7.

## RAPPORTS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE GOUVERNEMENT.

— *Voy.* ORDRE DU JOUR (des séances) [23 juillet 1959] (p. 1456); PROCÈS-VERBAL [30 juin 1959] (p. 1178); RÈGLEMENT (Interprétation du); Budget; Ordre du jour (fixation).

## RAPPELS AU RÈGLEMENT.

— de MM. Leenhardt, Dorey, Bergasse, Faure, Portolano, Rochet, Schmittlein et Chandernagor sur l'activité législative au cours d'une réunion de plein droit du Parlement en application de l'article 16 de la Constitution. Entendu : M. Michel Debré, *Premier Ministre* [12 septembre 1961] (p. 2244 à 2251).

*Voy.* aussi : RÈGLEMENT.

## RATIFICATION.

— d'ordonnances. — *Voy.* ORDONNANCES, 3 et 4.

## REBELLION.

— manifestations d'intelligences. — *Voy.* CODE PÉNAL, 2.

## REBOISEMENT.

*Voy.* FORÊTS, 2.

— sur petites parcelles. — *Voy.* CODE RURAL, 2.

## RECENSEMENT.

— des représentants du personnel. — *Voy.* TRAVAIL (réglementation du).

## RÉCESSION.

— Fin de. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 3.

## RECHERCHE SCIENTIFIQUE.

§ 1er. — Projet de loi de programme relative à des actions complémentaires coordonnées de recherches scientifique et technique, présenté à l'Assemblée Nationale le 22 juillet 1960 par M. Baumgartner, Ministre des Finances et des Affaires économiques (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 825**; rapport le 25 avril 1961 par M. Marc Jacquet, Rapporteur général et Nungesser, Rapporteur spécial, **n° 1112**; avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales le 25 avril 1961 par M. Sy, **n° 1094**. Adoption le 4 mai 1961 (p. 663). — Projet de loi **n° 249.**

Transmis au Sénat le 9 mai 1961 (renvoyé à la Commission des finances) **n° 189 (année 1960-1961)**; rapport le 17 mai 1961 par M. Armengaud et Coude du Faresto, **n° 215 (année 1960-1961)**; avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles le 18 mai 1961 par M. Baumel, **n° 221 (année 1960-1961)**. Adoption sans modification le 19 mai 1961. — Projet de loi **n° 87 (année 1960-1961)**.

Loi n° 61-530 du 31 mai 1961, publiée au *J. O.* du 1er juin 1961 (p. 4939).

**DISCUSSION** [3 mai 1961] (p. 627) [4 mai 1961] (p. 658). Entendus : MM. Guillaumat, *Ministre délégué auprès du Premier ministre*; Nungesser, Sy *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles*; Debré, *Premier Ministre*; Fréville, Kir, Rivain, Billoux, Frys, Becker, Moulin, Lacroix, J.P. Palewski, J. P. Charpentier, Vidal, Jaillon, Japiot, Guillaumat, *Ministre délégué auprès du Premier ministre*.

Observations sur : l'importance fondamentale de la recherche scientifique (p. 635) ; le Comité consultatif (p. 628) ; la délégation générale (p. 628, 631) ; les comités d'études (p. 629, 631, 634, 636); le nombre insuffisant de provinciaux dans ces comités (p. 645, 662) ; le financement de la recherche (p. 628); les crédits publics de 1958 à 1961 (p. 628) ; les réalisations pendant cette période (*ibid.*); le pourcentage du revenu national affecté à la recherche scientifique (p. 633, 638); la loi-programme, ses buts, son contenu (p. 629, 630, 631, 632, 633, 639) ; le fonds de développement de la recherche scientifique (p. 629, 631) ; le choix des différentes recherches qui seront encouragées par le fonds (p. 636) ; la collaboration nécessaire entre le C.N R S. et l'Université (p. 637, 643, 661, 662); les rémunérations des chercheurs, des ingénieurs et des techniciens du C.N R.S. (p. 637, 639, 640, 643); la collaboration établie entre l'Université et les grandes entreprises publiques et privées (p. 637) ; la pénétration de l'industrie privée dans l'Université (p. 640) ; la recherche libre (p. 643, 661); la propriété industrielle, les brevets et les licences (p. 659, 662); les savants et la politique, l'humanisme traditionnel et la science (p. 640, 641) ; la recherche scientifique et l'évolution des sociétés (p. 642) ; les programmes de l'Université et le développement des sciences (p. 660) ; la collaboration européenne et atlantique en matière scientifique (p. 643, 662) ; la création d'un prix à la première recherche (p. 662) ; les crédits de l'Institut national agronomique (p. 659, 662) ; les recherches spatiales (p. 629, 631) ; la collaboration européenne dans cette matière (p. 629, 630, 632) ; la collaboration avec les États-Unis et l'Angleterre (p. 629) ; le projet de satellite européen (p. 630) ; les recherches biologiques (p. 632, 634, 640, 644, 645) ; les recherches médicales et pharmaceutiques (p. 635, 644, 645) ; l'homéopathie (p. 645, 646) ; l'activité des sociétés pharmaceutiques en matière de recherches (p. 661, 662) ; les recherches vétérinaires (p. 662) ; les sciences humaines et notamment les recherches en matière économique et sociale (p. 632, 634, 638, 662) ; la construction d'une maison des sciences humaines à Paris (p. 662) ; la centralisation de la documentation scientifique (p. 634, 636, 662) ; l'exemple de l'Académie des sciences de Moscou (p. 636) ; la nécessité du travail d'équipe (p. 634, 638).

Recherche scientifique.

Art. 1er : *Programme de développement de la recherche scientifique et technique*, adoption.

Art. 2 : *Imputation des crédits*, adoption (p. 663) ; adoption de l'ensemble du projet (p. 663).

**§ 2.** — Projet de loi instituant un Centre national d'études spatiales, présenté à l'Assemblée Nationale le 12 décembre 1961 par M. Guillaumat, Ministre délégué auprès du Premier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1429** ; rapport le 13 octobre 1961 par M. Michel Sy, **n° 1460.** Adoption le 18 octobre 1961 (p. 2630). Projet de loi **n° 319.**

Transmis au Sénat le 24 octobre 1961 (renvoyé à la Commission des affaires culturelles), **n° 29 (année 1961-1962)** ; rapport le 30 novembre 1961 par M. Baumel), **n° 97 (année 1961-1962).** Adoption sans modification le 7 décembre 1961. — Projet de loi **n° 40 (année 1961-1962).**

Loi n° 61-1382 du 19 décembre 1961, publiée au *J.O.* du 20 décembre 1961 (p. 11665).

**DISCUSSION** [18 octobre 1961] (p. 2620). Entendus : MM. Sy, *Rapporteur de la Commission des affaires culturelles*, Schmitt, Villon, Nungesser Frys, Schmittlein, Habib-Deloncle, Guillaumat, *Ministre délégué auprès du Premier Ministre;* observations sur : la vocation aéronautique et astronautique de la France (p. 2620) ; Les dispositions du projet (p. 2620, 2623) ; la création d'un établissement public de caractère scientifique, technique et industriel doté de la personnalité civile et financière (p. 2621, 2623) ; les perspectives pour 1962 (p. 2623) ; les réalisations américaines et soviétiques (p. 2625) ; le retard de la France dans le

domaine spatial (p. 2623); la conclusion éventuelle d'accords internationaux (p. 2622, 2624, 2626, 2628); le projet de construction en commun d'une fusée (p. 2622); l'étude de la dégravitation (p. 2627); l'affectation des crédits de la recherche spatiale, la construction de fusées militaires (p. 2622); les conséquences scientifiques, économiques et industrielles des recherches spatiales, notamment dans le domaine des télécommunications (p. 2627, 2628).

Art. 1er à 4 (p. 2429); adoption (*ibid.*).

Art. 5 : *Décrets d'application*. Amendement de M. Frys (représentation parlementaire au sein du Conseil d'administration du Centre) (p. 2629); l'amendement est déclaré concevable en application de l'article 41 de la Constitution (*ibid.*); adoption de l'article (*ibid.*).

Article additionnel de M. Schmitt : *Dépôt annuel d'un rapport sur l'activité du Centre national d'études spatiales* (p. 2629); adoption (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). = Orateurs : MM. Guillaumat, *Ministre délégué auprès du Premier Ministre*, Schmitt.

*Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 74; QUESTIONS ORALES (sans débat), nos 109 et 163; PLAN (n° **1573**) [23 mai 1962] (p. 1272); [24 mai 1962] (p. 1299); [7 juin 1962] (p. 1571, 1572); [21 juin 1962] (p. 1872).

— Insuffisance quantitative des chercheurs (en France). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 8.

— Retard par rapport aux mondes anglo-saxon et soviétique. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 8.

— Sa structure dans divers pays. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 8.

— Sa structure en France. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 8.

## RECHERCHE TECHNIQUE.

*Voy.* RECHERCHE SCIENTIFIQUE.

## RÉCIDIVISTES.

— Loi du 27 mai 1885 (art. 4). — *Voy.* TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 1.

## RECLASSEMENT.

— du personnel des communes. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 86.

— des travailleurs handicapés et des mutilés de guerre. — *Voy.* TRAVAIL (réglementation du), 2.

## RÉCONCILIATION.

— en Algérie. — *Voy.* ALGÉRIE, 7.

## RÉCONCILIATION FRANCO-ALLEMANDE.

— et institutions européennes. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 2.

## RECONNAISSANCE.

— de paternité. — *Voy.* CODE CIVIL, 10.

## RECONSTRUCTION.

— et sinistrés mobiliers. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nos 142, 143.

## RECONVERSION.

— des chantiers navals. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 20.

— industrielle. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 38.

## RECRUTEMENT.

— des officiers (dérogations). — *Voy.* ARMÉE, 13.

— Service du matériel. — *Voy.* ARMÉE DE TERRE.

## REDEVANCE D'ÉQUIPEMENT.

*Voy.* CONSTRUCTION, 4.

**REDEVANCES MINIÈRES.**

— Taux des. — *Voy.* BUDGET DE 1962, (n° **1436**), Art. 71 [1er décembre 1961] (p. 5627).

**REDEVANCES PÉTROLIÈRES.**

— Affectation des produits des. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (n° **300**), Art. 85 (p. 2730).

**RÉDUCTION.**

— dans les partages d'ascendants. — *Voy.* CODE CIVIL, 19.

**RÉFÉRENDUM.**

Proposition de loi sur la procédure du référendum, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 octobre 1962 par M. de Villeneuve, (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), n° **1911.**

— *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 13 [7 décembre 1960] (p. 4373); MOTION DE CENSURE, n° 9; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 78.

— en Algérie (Pouvoirs du Parlement). — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5.

— Usage du. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 20.

**RÉFORME.**

— de l'éducation physique. —*Voy.* SPORT, 4.

— de l'enregistrement et du timbre. — *Voy.* IMPOTS (n° **1397**).

— de l'Etat. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 3.

— de la justice. — *Voy.* JUSTICE.

— de la sécurité sociale (Assurance-maladie). — *Voy.* SÉCURITÉ SOCIALE III (Assurance-maladie).

**RÉFORME ADMINISTRATIVE.**

*Voy.* BUDGET DE 1960, (n° **300**), Art. 4; MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

— Economies. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 138.

**RÉFORME CONSTITUTIONNELLE.** — *Voy.* MOTION DE CENSURE, n° 9.

**RÉFORME FISCALE.** — *Voy.* BUDGET DE 1961, (n° **866**), Art. 2 [25 octobre 1960] (p. 2802); DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nos 3 et 17; IMPOTS (Dispositions générales), 2.

**RÉFORME JUDICIAIRE.** — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré) [16 janvier 1959] (p. 80).

**RÉFRACTAIRES (S.T.O.).**

— Médaille. — *Voy.* DÉCORATIONS, 4.

**RÉFUGIÉS.**

— Proposition de loi tendant à faciliter l'exercice des professions libérales aux réfugiés et apatrides, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 avril 1959 par M. Jean-Paul Palewski, (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), n° **64**; rapport le 5 décembre 1960 par M. Profichet, n° **1014**; avis présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, le 29 novembre 1961 par M. Jean-Paul Palewski, n° **1568.**

**RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (R.A.T.P.).**

— Augmentation des tarifs. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 27.

— Répartition du déficit. — *Voy.* BUDGET DE 1960, (n° **300**) (Travaux publics et transport.). Art. 86 (p. 2691).

**RÉGIE NATIONALE DES USINES RENAULT.**

— Gestion. — *Voy.* COMMISSIONS D'ENQUÊTES, 3.

— Licenciements intervenus à la. — *Voy.* BUDGET DE 1961, (n° **866**), Travail [27 octobre 1960] (p. 2856, 2858, 2860, 2867, 2873).

— Situation de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 169.

**RÉGIME PARLEMENTAIRE.**

*Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5. RAPPORTS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE GOUVERNEMENT.

— et Constitution du 4 octobre 1958. — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré); PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE.

— et opinion publique. — *Voy.* ALLOCUTIONS, 3.

— Théorie du. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 2.

**RÉGIME PRÉSIDENTIEL.**

*Voy.* MOTION DE CENSURE, n° 9; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 78.

— et régime consulaire. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5.

**RÉGIMES MATRIMONIAUX.** — *Voy.* CODE CIVIL, 11.

**RÉGION.**

— Politique d'action. — *Voy.* ORGANISATION ADMINISTRATIVE, 2.

— de Paris. — *Voy.* COLLECTIVITÉS LOCALES.

**RÉGION DE GANGES-LE-VIGAN.**

— Industrie bonnetière de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 69.

**RÉGION PARISIENNE.**

— Aménagement. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 17.

— Déficit des transports de la. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (n° **300**) (Travaux publics et transports). Art. 86 (p. 2691).

— District urbain de Paris. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 9.

— Financement des travaux du District. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 60.

— Hypertrophie de la. — *Voy.* PLAN, (n° **1573**) [19 mai 1962] (p. 1362, 1372); [6 juin 1962) (p. 1511, 1512); [7 juin 1962] (p. 1754); [21 juin 1962] (p. 1888).

— Inondations et alimentation en eau. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n°s 21, 22, 23, 34, 59.

— Menacée. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

— Prime de transport. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 75.

— Structures administratives de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 48.

**RÉGIONALISME (administratif).** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 103.

**RÉGIONALISME ÉCONOMIQUE.**

— et aménagement du territoire. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 4.

— et décentralisation administrative. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 4.

— Emploi dans la région du Nord. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 141.

**RÉGIONS.**

— *Voy.* ORGANISATION ADMINISTRATIVE 7.

— Aménagement de régions types. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 7.

— et aménagement du territoire. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

— et capitales régionales. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n°s 4, 7.

— et circonscriptions administratives régionales. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 150.

— Organisation régionale. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 7.

— sous-industrialisées. — *Voy.* ÉCONOMIE NATIONALE, 2.

— et zones critiques. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

— et zones de salaires. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

## RÉGIONS SOUS-DÉVELOPPÉES.

— en métropole. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 1 [23 octobre 1959] (p. 1942).

## RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

§ 1er. — Proposition de résolution tendant à fixer les conditions provisoires de fonctionnement de l'Assemblée Nationale, présentée par le bureau de l'Assemblée Nationale (M. Frédéric-Dupont, Rapporteur), n° 3.

**DISCUSSION** [15 janvier 1959] (p. 25) ; [16 janvier 1959] (p. 89). Adoption des articles relatifs au mode de votation et des articles relatifs au débat sur le programme du Gouvernement et aux motions de censure (p. 25). — Art. 26, 39, 40, 41, 43 : adoption (p. 25). — Art. 47 et 48 : adoption (p. 26).

Suite de la discussion [20 janvier 1959] (p. 92, 102) ; [21 janvier 1959] (p. 138). Entendus : MM. Frédéric-Dupont, *Rapporteur*; Habib-Deloncle, Ballanger, Bayrou ; observations sur : le caractère provisoire du règlement (p. 92) ; les buts de ce règlement (simplification de la vie politique, clarification des débats, renforcement des pouvoirs du Président, allègement de la procédure) (*ibid.*) ; la nécessité de répudier les erreurs anciennes, celle de maintenir l'équilibre entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif (p. 93) ; les Commissions (trop grand nombre, convocation pendant les intersessions) (p. 93) ; les résolutions (démagogie, inefficacité) (p. 93, 94) ; la discussion des motions de censure (p. 94) ; la disposition des groupes dans la salle des séances, la séparation souhaitable de la majorité et de la minorité (p. 94) ; la représentation des minorités dans les Commissions (p. 95) ; les restrictions supplémentaires apportées par le règlement aux droits des parlementaires (*ibid.*) ; la recevabilité des propositions de loi, la suppression des interpellations, les questions orales avec débat (p. 95).

CHAPITRE PREMIER : *Groupes.* — Art. 1er (p. 96) ; amendement de M. Dorey (suppression de la communication de la liste des membres des bureaux des groupes) (p. 96) ; adoption (p. 97) ; amendement de M. Ballanger (possibilité de constituer des groupes pour les formations ayant présenté des candidats dans plus de 75 circonscriptions) (p. 97) ; rejet (*ibid.*) ; amendement de M Dorey (statut des secrétaires de groupes) (p. 97) ; adoption de l'article ainsi modifié (p. 97).

CHAPITRE II : *Commissions.* — Art. 2 : adoption (p. 97). — Art. 3 (p. 98) ; amendement de M. Pleven (rôle des Commissions permanentes dans l'exercice du droit de contrôle du Parlement) (p. 98) ; observations sur : la mission d'information dévolue aux Commissions (p. 98) ; adoption de l'amendement (*ibid*) ; amendement de Mme Devaud (compétence de la Commission des affaires culturelles pour les matières concernant le travail) (p. 98) ; adoption (p. 99) ; amendement de Mme Devaud (suppression de la compétence de la Commission de la production et des échanges pour les affaires concernant le travail) (p. 98) ; adoption (*ibid.*) ; amendement de M Guillain (compétence de la Commission de la production et des échanges pour les affaires concernant les dommages de guerre et la reconstruction) (p. 99) ; amendement identique de M. Denvers (p. 99) ; retrait (p. 100) ; adoption de l'amendement de M. Guillain (p. 100) ; le vote sur l'article 3 est réservé (p. 100) ; reprise de la discussion (p. 107) ; l'article est renvoyé au bureau (*ibid*). — Art. 3 : reprise de la discussion (p. 145) ; observations sur : la nécessité de permettre au Parlement d'exercer ses prérogatives, le danger d'un retour au système de la IVe République (p. 145, 146) ; adoption au scrutin de l'article 3 (p. 146) ; liste des votants (p. 157). — Art. 4 (p. 100) ; amendement de M. Paul Coste-Floret (scrutin proportionnel et scrutin majoritaire sur la désignation des Commissions) (p. 100) ; amendement de M. Ballanger (désignation des membres des Commissions au scrutin proportionnel y compris les non inscrits) (p. 100) ; retrait (p. 101) ; amendement de M Dejean prévoyant que chaque député fait partie d'une Commission permanente et d'une seule (p. 100) ; amendement de M. Dejean (désignation des Commissions au scrutin proportionnel y compris les non inscrits) (p. 100) ; observations sur : le droit de chaque député de faire partie d'une Commission permanente (p. 101) ; l'impossibilité matérielle

Règlement de l'Assemblée Nationale.

de désigner tous les membres des Commissions au scrutin majoritaire (p. 101, 103) ; le système prévu dans l'ancien règlement de l'Assemblée Nationale (p. 103, 105) ; les discriminations faites au détriment des non inscrits (p. 104) ; la nécessité d'une désignation au scrutin majoritaire (*ibid.*) ; la décision prise par le Comité des tendances (p. 105) ; le problème des sous-commissions (p. 105) ; le premier amendement de M. Dejean est transformé en sous-amendement à l'amendement de M. Paul Coste-Floret (p. 106) ; rejet au scrutin de ce sous-amendement (p. 106) ; liste des votants (p. 132) ; adoption de l'amendement de M. Paul Coste-Floret qui devient ainsi l'article 4 (p. 106) ; le deuxième amendement de M. Dejean est sans objet (*ibid.*). — Article additionnel de M. Coste-Floret *reprenant certaines dispositions de l'ancien article 4* (p. 106) ; adoption (p. 107). — Art. 5 (p. 107) ; amendement de M. Ballanger permettant au député qui est l'objet d'une demande de levée d'immunité de désigner un de ses collègues comme membre de la Commission (p. 107) ; rejet (*ibid.*) ; adoption de l'article 5 (p. 107). — Art. 6 : adoption (p. 107). — Art. 7 : adoption (p. 108). — Art. 8 : adoption (p. 108).

CHAPITRE III : *Travaux des Commissions.* — Art. 9 (p. 108) ; amendement de M. Habib-Deloncle (convocation des Commissions par leur bureau en dehors des sessions) (p. 108) ; observations sur : la nécessité d'éviter les convocations inopportunes (p. 108) ; le rôle des présidents de Commissions (p. 109) ; la volonté de faire obstacle au droit de contrôle à l'Assemblée (*ibid.*) ; amendement de M. David (convocation des Commissions en dehors des sessions avec l'accord de la majorité de leurs membres) (p. 109) ; rejet (p. 110) ; adoption de l'amendement de M. Habib Deloncle (p. 110) ; amendement de M Bosson (fixation par les Commissions de leur méthode de travail) (p. 110) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article 9 ainsi modifié (p. 110). — Art. 10 (p. 110) ; amendement de M. Portolano (suppression de l'obligation de la présence dans les Commissions en dehors des sessions) (p. 110) ; demande de réserve présentée par M. Habib Deloncle (p. 111) ; demande de scrutin public présentée par M. Pflimlin (p. 111) ; rappel au règlement de M. Vals sur la réserve d'un article après l'ouverture du scrutin (p. 111) ; demande de suspension de séance présentée par M. Habib-Deloncle (p. 111), accordée par l'Assemblée (p. 112), l'article est réservé (p. 112) ; reprise de la discussion (p. 146) ; retrait de l'amendement de M. Portolano (*ibid*) ; adoption de l'article (p. 146). — Art. 11 : (p. 112) ; amendement de M. Boscary-Monsservin (désignation de plusieurs membres d'une Commission pour assister aux travaux de la Commission des finances) (p. 112) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article 11 ainsi modifié (p. 112). — Art. 12 : adoption (p. 112). — Art. 13 : adoption (p. 113). — Art. 14 (p. 113) ; amendement de M. Coste-Floret (annulation d'une réunion de Commission par la majorité des membres présents en dehors des sessions) (p. 113) ; observations sur : la contradiction existant entre l'article 10 et l'article 14 (p. 113) ; le renvoi au bureau est ordonné (p. 113) ; Reprise de la discussion (p. 146) ; modification de rédaction et institution des articles 14 *bis* proposées par le bureau (p. 146) ; observations sur : le problème des sanctions pécuniaires, la nécessité de préciser ces dispositions dans une instruction générale du bureau (p. 146) ; retrait de l'amendement de M. Coste-Floret (p. 147) ; observations sur : le délai prévu entre deux réunions d'une Commission lorsque le quorum n'est pas atteint (p. 147) ; retrait de l'amendement de M. Durbet concernant ce délai (p. 147) ; adoption du nouvel article 14 (p. 147). — Art. 14 *bis* : adoption (p. 147). — Art. 15 : adoption (p. 113).

CHAPITRE IV : *Dépôt des projets et propositions.* — Art. 16 : (p. 113) ; amendement de M Mondon (contrôle de la recevabilité des propositions de résolution selon l'article 40 de la Constitution) (p. 113) ; amendement identique de M. Paul Raynaud (p. 113) ; observations sur : la nécessité de respecter la Constitution (p. 114) ; le caractère démagogique et inefficace de nombreuses propositions de résolution (p. 114) ; la suppression totale de l'initiative parlementaire (p. 115, 116) ; la transformation de l'Assemblée Nationale en chambre d'« enregistrement » (*ibid.*) ; le sort réservé aux propositions de résolution proposant un transfert de crédits (p. 115) ; amendement de M. Mondon (irrecevabilité des propositions de résolutions créant ou aggravant une charge publique ou diminuant les ressources publiques) (p. 117) ; adoption au scrutin (p. 117) ; liste des votants (p. 135) ; adoption du texte commun des amendements de MM. Mondon et Paul Reynaud (*ibid.*) ; amendement de M. Jarrosson (contrôle de la recevabilité des propositions de loi par le bureau de l'Assemblée) (p. 117) ; rejet (*ibid.*) ; amendement de M. Coste-Floret (renvoi aux Commissions permanentes des projets de loi entre les sessions) (p. 117) ; adoption (*ibid.*) ; observations sur : la recevabilité des propositions de résolution proposant un aménagement de recettes (p. 117) ; adoption de l'article 16 (p. 118). — Article additionnel de M Habib Deloncle (*contrôle de la recevabilité des propositions de résolution dont l'adop-*

*tion mettrait en jeu la responsabilité du Gouvernement en dehors des formes prévues par l'article 49 de la Constitution*) (p. 118); adoption (*ibid.*); adoption de l'article 17 (*ibid.*). —

CHAPITRE V : *Inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée — Organisation des Débats.* — Art. 18 : adoption (p. 118). — Art. 19 : adoption (p. 119). — Art. 20 (p. 119) ; amendement de M. Dorey (priorité pour les orateurs désignés par les présidents de groupes) (p. 119); retrait (*ibid.*); adoption de l'article 20 (p. 119).

CHAPITRE VI : *Tenue des séances.* — Art. 21 : adoption (p. 119). — Art. 22 et 23 : adoption (p. 119). — Art. 24 (p. 120); observations sur : le droit donné au président d'apprécier l'ordre dans lequel les députés peuvent prendre la parole (p. 120) ; la difficulté d'appliquer les dispositions interdisant la lecture des discours (*ibid*) ; adoption de l'article 24 (p. 120). — Art. 25 : adoption (p. 120). — Art. 26 : voir plus haut — séance du 15 janvier 1959 — Art. 27 (p. 120); amendement de M. Portolano (p. 120); rerait (*ibid.*); adoption de l'article 27 (*ibid.*). — Art. 28 : adoption (p. 120).

CHAPITRE VII : *Discussion des projets et des propositions.* — Art. 29 : adoption (p. 121). — Art. 30 (p. 121); amendement de M. Portolano prévoyant que les dispcsitions sur le renvoi en Commission ne pourront faire échec à la priorité de discussion découlant de l'article 48 de la Constitution (p. 121); observations sur : la possibilité d'une censure du Comité constitutionel, la nécessité d'un allégement de la procédure (p. 121) ; adoption de l'amendement (p. 122) ; observations sur : la suppression de la question préjudicielle (p. 122) ; adoption de l'article 30 (p. 122). — Art. 31 à 34 : adoption (p. 122).

CHAPITRE VIII : *Mode de votation.* — Art. 35 : adoption (p. 122). — Art. 36 : adoption (p. 123). — Art. 37 et 38 : adoption (p. 123). — Art. 39 à 41 : voir plus haut — séance du 15 janvier 1959. — Art. 42 : adoption (p. 123). — Art. 43 : voir plus haut — séance du 15 janvier 1959.

CHAPITRE IV : *Rapports de l'Assemblée Nationale avec le Sénat et les Gouvernements* (p. 123). — Art 44 à 46 : adoption (p. 123). — Art 47 et 48 : voir plus haut — séance du 15 janvier 1959. Demande de seconde délibération concernant ces articles (p. 123). — Art. 49 : adoption (p. 124).

CHAPITRE XI : *Interpellations.* — Art 50 (p. 124) ; amendement de M Ballanger (rétablissement des interpellations sans dépôt de motions de censure) (p. 124); observations sur : la suppression des droits de l'opposition (p. 124); la volonté de renforcer les restrictions prévues par la Constitution (p. 125) ; le caractère non constitutionnel de l'amendement (p. 124); les votes sur l'amendement et sur l'article sont réservés (p. 125) ; reprise de la discussion (p. 147) ; retrait de l'amendement de M. Ballanger (*ibid*) ; adoption de l'article 50 (p. 147).

CHAPITRE XII : *Questions orales.* — Art. 51 (p. 125) ; amendement de M. Chandernagor (remplacer les mots « adressée » par les mots « posée » au Premier Ministre (p. 125); adoption (*ibid.*); amendement de M. de Broglie (création de questions orales avec débat, suppression des expressions «petit rôle» et «grand rôle» (p. 125); adoption de l'amendement (p. 125); adoption de l'article 51 ainsi modifié (p. 126). — Art. 52 (p. 126); amendement de M. de Broglie (1° suppression de l'expression «grand rôle», 2° faculté pour la conférence des présidents d'inscrire une question orale avec débat à l'ordre du jour de la séance la plus proche) (p. 126) ; adoption du premier paragraphe (p. 126) ; adoption du 2e paragraphe (*ibid.*) ; adoption de l'ensemble de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article 3 modifié (p. 126). — Art. 53 (p. 138); amendement de M. de Broglie (organisation des débats sur une question orale) (p. 138); observations sur : la nécessité de donner à l'Assemblée le moyen d'exercer son contrôle (p. 138); le déséquilibre existant entre l'exécutif et le législatif (p. 139) ; amendement de M. Pleven (p. 139) ; retrait (*ibid.*) ; adoption de l'amendement de M. de Broglie (p. 138). — Article additionnel de M. Ballanger (*dépôt des questions orales avec débat*) (p. 139) ; retrait (p. 140). — Article additionnel de M. Ballanger (*fixation par l'Assemblée de la date de discussion d'une question orale avec débat*) (p. 139); retrait (p. 141). — Article additionnel de M. Ballanger (*organisation des débats concernant une question orale*) (p. 140); retrait (p. 141). — Article additionnel de M. Ballanger (*clôture par une résolution, d'un débat sur une question orale*) (p. 140) ; observations sur : les dispositions analogues adoptées par le Sénat (p. 140, 141) ; les conditions de recevabilité des propositions de résolution (p. 141); l'opposition possible du Comité constitutionnel (*ibid.*) ; la nécessité de faire connaître au Gouvernement l'opinion du pays et du Parlement (p. 142) ; la dignité du Parlement (*ibid.*); adoption au scrutin du quatrième article additionnel de M. Ballanger (p. 147); liste des votants (p. 156). — Art. 54 (p. 143); amendement de M. de Broglie (rédaction) adoption (p. 143); adoption de l'article ainsi modifié (p. 143). — Art. 55 (p. 143); amendement de M. de Broglie (rédaction); adoption (p. 143); adoption de l'article ainsi modifié (p. 143).

Règlement de l'Assemblée Nationale.

CHAPITRE XIII : *Questions écrites.* — Art. 56 (p. 143); amendement de M. Baudis (rédaction des questions écrites, imputation d'ordre personnel) (p. 143); adoption (*ibid.*); amendement de M. de Broglie (rédaction) adoption (p. 143); adoption de l'article ainsi modifié (p. 143).

CHAPITRE XIV : *Police intérieure et extérieure de l'Assemblée.* — Art. 57 : adoption (p. 144).

CHAPITRE XV : *Discipline.* — Art. 58 à 66 : adoption (p. 144).

CHAPITRE XVI : *Services et comptabilité de l'Assemblée.* — Art. 67 et 68 : adoption (p. 144).

CHAPITRE XVII : *Dipositions diverses.* — Art. 69 : adoption (p. 144). — Art. 70 : *Place des groupes dans l'hémicycle* (p. 144); observations sur : le vote du groupe de l'U.N.R. (p. 145); adoption de l'article (*ibid.*). — Art. 71 : *Réduction de l'indemnité de fonction en cas d'absence* (p. 145); modification de rédaction proposée par le bureau (p. 145); adoption (*ibid.*); adoption des premiers alinéas du projet de résolution (p. 147).

*Seconde délibération.* (p. 147). — CHAPITRE III : *Travaux des Commissions.* — Art. 9 (nouvelle rédaction proposée par le bureau; délai de convocation pour les réunions de Commissions). adoption de l'article 9 (p. 148).

CHAPITRE X : *Débat sur le programme du Gouvernement. — Motions de censure.* — Art. 47 (p. 148). — amendement de M. de Broglie (rédaction) retrait (p. 148); adoption de l'article 47 (p. 148). — Art 48 (p. 148); amendement de M. Habib-Deloncle (impossibilité de retirer une motion de censure après sa mise en discussion) (p. 148); adoption (p. 149); adoption de l'article 48 ainsi modifié (p. 149). — Art. 70 : *Répartition des groupes dans l'hémicycle* (p. 149) amendement de M. Fraissinet prévoyant que les décisions prises en vertu de cet article seront soumises au vote de l'Assemblée (p. 149); observations sur : le caractère anachronique des notions de droite ou de gauche (p. 149); retrait de l'amendement (p. 149); l'amendement est repris par M. Jarrosson (*ibid.*); rejet de cet amendement (*ibid.*).

*Explications de vote :* observations sur : les décisions imposées par la majorité (p. 150); la restriction appprtée aux droits de la minorité (*ibid.*); la conciliation intervenue entre les thèses en présence (p. 151); la nostalgie de la IVe République (p. 150); le caractère non constitutionnel de l'amendement de M. Ballanger (*ibid*); la situation difficile faite aux députés isolés et aux membres des petits groupes (p. 151); adoption au scrutin de la proposition de résolution (p. 152); liste des votants (p. 159).

= Orateurs : MM Ballanger, Baudis, Bergasse, Boisdé, Boscary-Monsservin, Brocas, Broglie (J. de), Chandernagor, Coste-Floret, David (J.-P.), Dejean, Mme Devaud, MM. Dorey, Durbet, Fraissinet, Frédéric Dupont, *Rapporteur;* Gabelle, Guillain, Habib-Deloncle Jarrosson, Laurin, Leenhardt, Mondon, Petit (Eugène-Claudius), Pleven, Portolano Reynaud (Paul), Sesmaisons (O. de), Valentin, Vals, Vayron (Philippe).

**§ 2.** — Proposition de résolution relative à l'organisation du travail parlementaire, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 janvier 1959 par M Henri Meck et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission spéciale du règlement, puis à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République) (1), n° **15**.

**§ 3.** — Proposition de résolution tendant à compléter par un article 28 *bis* les règles provisoires de fonctionnement de l'Assemblée Nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 avril 1959 par MM. Lauriol et Habib-Deloncle (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 52**; rapport le 28 avril 1959 par M Moatti, **n° 63**. Adoption le 28 avril 1959 (p. 319).

Résolution, **n° 4.**

**DISCUSSION** [28 avril 1959] (p. 315). Entendus : MM. Moatti, *Président de la Commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République, Rapporteur*, Ballanger; observations sur : la nécessité de modifier l'article 28 du règlement provisoire (p. 315); le rôle mineur du Parlement (p. 316); la partialité du Président (incident lors de la lecture du décret de clôture de la précédente session), la suppression des votes après les communications du Gouvernement et les questions orales avec débat (p. 316, 317). — Article unique (p.317); amendement de M. Paul Coste-Floret (faculté donnée au Président d'autoriser un orateur à répondre au Gouvernement lors des déclarations sans débat) (p. 317); observations sur : la

(1) La Commission spéciale du réglement s'étant déclarée incompétente [3 juin 1959] (p. 756).

volonté d'abroger l'article 28 du règlement provisoire (*ibid.*) ; le vote intervenu à la Commission sur l'amendement de M. Paul Coste-Floret (*ibid.*) ; adoption des paragraphes 1 et 2 de l'article unique (p. 318) ; amendement de M. Chandernagor prévoyant qu'un orateur répondra au Gouvernement lors des communications sans débat (p. 318) ; adoption de l'amendement de M. Paul Coste-Floret (p. 319) ; l'amendement de M. Chandernagor n'a plus d'objet (*ibid.*) ; adoption du quatrième paragraphe de l'article unique (p. 319) ; *Explications de vote :* observations sur : le caractère platonique des débats qui ne seront pas suivis de vote (p. 319) ; adoption au scrutin de l'article unique (p. 319) ; liste des votants (p. 373). = Orateurs : MM. Patrice Brocas, Chandernagor, Paul Coste-Floret, Debré, *Premier Ministre*, Habib-Deloncle, Guy Mollet, Moatti, *Président de la Commission*, *Rapporteur*.

**§ 4.** — Rapport fait par M. Habib-Deloncle au nom de la Commission spéciale du Règlement sur le règlement définitif de l'Assemblée Nationale, (dispositions relatives à l'élection de membres du Sénat de la Communauté), présenté à l'Assemblée Nationale le 28 avril 1959, **n° 58.**

**DISCUSSION** [29 avril 1959]. Entendus : MM. Habib-Deloncle, *Rapporteur*, Lauriol, *Président de la Commission spéciale du règlement ;* observations sur : la nomination des membres du Sénat de la Communauté (p. 376) ; la répartition des sièges entre les départements métropolitains d'une part, et les départements d'algérie, les départements d'outre-mer et les territoires d'outre-mer d'autre part (p. 376, 377) ; la nécessité d'un accord avec le Sénat de la République (p. 377) ; la démarche faite auprès du President du Sénat (*ibid.*). — Art. 1er (p. 377) ; amendement de M. Seitlinger tendant à porter à quatre le nombre des représentants des départements et territoires d'outre-mer (p. 378) ; observations sur : la difficulté de modifier les chiffres établis par la Commission (*ibid.*) ; le Rapporteur demande le renvoi du texte à la Commission, qui est ordonné (*ibid.*). = Orateurs : MM. Habib-Deloncle, *Rapporteur*, le Président, Seitlinger.

**§ 5.** — Rapport fait par M. Habib-Deloncle au nom de la Commission spéciale du règlement sur le Règlement définitif de l'Assemblée Nationale (dispositions relatives à l'élection des membres de la Haute Cour de Justice), présenté à l'Assemblée Nationale le 28 avril 1959, **n° 59.** Adoption le 29 avril 1959 (p. 379).

Résolution **n° 5.**

**DISCUSSION** [29 avril 1959] (p. 378). Entendu : M. Habib-Deloncle, *Rapporteur* ; observations sur : la nomination des membres de la Haute Cour de Justice et le mode de scrutin à adopter (p. 378). — Art. 1er : adoption (p. 378). — Art. 2 : adoption (p. 379) ; adoption de l'ensemble de la proposition de résolution (p. 379).

**§ 6.** — Rapport fait au nom de la Commission spéciale du règlement chargée de préparer et de soumettre à l'Assemblée Nationale un projet de règlement définitif, présenté à l'Assemblée Nationale le 26 mai 1959 par M. Habib-Deloncle, **n° 91** ; rapport supplémentaire le 3 juin 1959 par M. Habib-Deloncle, **n° 117.** Adoption le 3 juin 1959 (p. 755).

Résolution **n° 8.**

**DISCUSSION** [26 mai 1959] (p. 553), [27 mai 1959] (p. 600, 610), [28 mai 1959] (p. 632, 656), [2 juin 1959] (p. 702), [3 juin 1959] (p. 732, 742). Entendus : MM. Habib-Deloncle, *Rapporteur* ; Pascal Arrighi, *Rapporteur pour avis de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan* ; Sammarcelli, *Rapporteur pour avis de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République* ; Michel Debré, *Premier Ministre* ; de Broglie, Legaret, Terrenoire, Bergasse, Ballanger, Paul Coste-Floret, Brocas, Leenhardt, Fraissinet, Dejean ; observations sur : la Constitution et le Règlement (p. 554, 556) ; le caractère parlementaire du régime (p. 555, 557) ; la fin du régime d'Assemblée (p. 554) ; l'équilibre nécessaire entre l'exécutif et le législatif (p. 591, 562) ; le caractère autoritaire et quasi monarchique du régime (p. 600) ; l'interprétation de la Constitution faite par le Premier Ministre (p. 607) ; l'intervention du Gouvernement dans la discussion du Règlement (p. 557, 600, 602, 606, 607) ; la souveraineté du Parlement en dehors des interdictions prévues par la Constitution (p. 562, 605, 611) ; le contrôle nécessaire de l'administration (p. 605, 606, 608) ; le danger d'un isolement du Gouvernement (p. 608) ; les propositions de résolution (p. 554, 558, 562, 603, 611) ; leur recevabilité (p. 601, 607, 612, 613) ; la recevabilité des propositions de loi (p. 600, 601, 605) ; les questions orales (p. 558, 613) ; le vote de résolutions aprés les questions orales avec débat (p. 559, 560, 561, 601, 603, 605, 613) ; le compromis adopté par la commission (p. 613) ;

Règlement de l'Assemblée Nationale.

le refus du Conseil constitutionnel de donner un avis sur le problème des questions orales (*ibid.*) ; la nécessité de motions d'orientation (p. 561, 608) ; le danger d'une déformation des mécanismes constitutionnels (p. 557, 602) ; les déclarations et les rapports du sénateur Debré (p. 559, 601, 603) ; le vote des parlementaires (p. 557, 559, 602, 607) ; l'éloge de la stabilité gouvernementale (p. 555, 559) ; le souvenir de l'instabilité de la IVe République (p. 560, 562, 563) ; le rôle de l'opposition (p. 555) ; le rôle de la majorité (p. 563) : l'attitude de la majorité actuelle vis-à-vis des électeurs (p. 602) ; la crainte du Gouvernement d'un éclatement de la majorité (p. 608) ; le sabotage des députés communistes (p. 611) ; la polémique entre M. Fraissinet et le groupe socialiste (p. 608, 610) ; la publication des travaux préparatoires de la Constitution (p. 607) ; la présentation formelle du Règlement (p. 556).

TITRE Ier : CHAPITRE Ier, *Bureau d'âge.* Art 1er : adoption (p. 614).

CHAPITRES II à VII : adoption (p. 614).

CHAPITRE III : *Bureau de l'Assemblée, : Composition, mode d'élection* (p. 614). — Art. 8 et 9 : adoption (p. 614). — Art. 10 : (p. 614) ; amendement de M. Ballanger (élection des membres du bureau à la représentation proportionnelle) (p. 615) ; observations sur : la nécessité de représenter toutes les tendances au bureau, le caractere majoritaire de la loi électorale (p. 615) ; rejet de l'ameudement (*ibid.*) ; adoption de l'article (*ibid.*). — Art. 11 et 12 : adoption (p. 615).

CHAPITRE IV : *Bureau de l'Assemblée : Pouvoirs* (p. 616). — Art. 13 : adoption .p. 616). — Art. 14 : (p. 616) ; amendement de M. Ballanger (représentation des isolés au sein de la Commission de vérification des comptes (p. 616) ; rejet (*ibid.*) ; adoption de l'article (*ibid.*). — Art. 15 à 18 : adoption (p. 616).

CHAPITRE V : *Groupes.* — Art. 19 (p. 616) ; amendement de M. Grenier (constitution d'un groupe par tous les partis ayant obtenu 10 0/0 des suffrages aux élections législatives (p. 616) ; observations sur : la non représentation des élus communistes dans les Commissions (p. 616) ; la comparaison entre le nombre de voix et le nombre de sièges obtenus par les partis politiques (p. 617) ; l'attitude des communistes dans les démocraties populaires (p. 617) ; la nécessité de préserver toutes les libertés même celles des adversaires (*ibid.*) ; demande de scrutin présentée par M. Leenhardt (p. 618) ; observations sur : l'article 4 de la Constitution et les thèses émises par Mme Suzanne Labin (p. 618) ; rejet au scrutin de l'amendement de M. Grenier (p. 618) ; liste des votants (p. 629). — Art 20 et 21 : adoption (p. 618). — Art. 22 (p. 618) ; amendement de M. Ballanger (places dans l'hémicycle des députés non inscrits) (p. 618) ; rejet (*ibid.*) ; adoption de l'article (*ibid.*). — Art. 23 : (p. 618) ; observations sur : les sanctions applicables en cas de participation à un groupement de défense d'intérêts particuliers (p. 619) ; adoption de l'article (*ibid.*).

CHAPITRE VI : *Nominations personnelles : Modalités générales.* — Art. 24 : Adoption (p. 619). — Art. 25 (p. 619) ; amendement de M. Ballanger (élection de députés non inscrits dans les Commissions) (p. 619) ; rejet (*ibid.*) ; amendement de M. Ballanger (élection des membres des Commissions à la représentation proportionnelle (p. 619) ; rejet (*ibid.*) ; adoption de l'article 25 (p. 619). — Art. 26 et 27 : adoption (p. 620). — Art. 28 (réservé) (p. 620) ; reprise de la discussion (p. 733) ; observations sur : l'accord intervenu entre les Commissions compétentes des deux Assemblées (p. 733) ; adoption de l'article (*ibid.*). — Art. 29 (réservé) (p. 620) ; reprise de la discussion (p. 733) ; observations sur : la représentation des Etats de la Communauté dans les Assemblées européennes (p. 733) ; adoption de l'article (*ibid.*).

CHAPITRE VIII : *Commissions spéciales : Composition et mode d'élection.* — Art. 30 et 31 : adoption (p. 620). — Art 32 (p. 620) ; amendement de M. Delbecque (constitution d'une Commission spéciale après un certain délai) (p. 620) ; l'article et l'amendement sont réservés (*ibid.*) ; reprise de la discussion (p. 733) ; nouvelle rédaction proposée par la Commission (*ibid.*) ; retrait de l'amendement de M. Delbecque (*ibid.*) ; adoption de l'article (p. 733). — Art. 33 (p. 620) ; amendement de M. Ballanger (représentation des députés non inscrits dans les Commissions spéciales) (p. 621) ; rejet (*ibid.*) ; adoption de l'article (p. 621). — Art. 35 : adoption (p. 621).

CHAPITRE IV : *Commissions permanentes : Composition et mode d'élection.* — Art. 36 (p. 621) ; amendement de M. Sammarcelli (remplacer dans le cinquième alinéa le mot « criminelle » par le mot « pénale » (p. 621) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article (p. 621). Art. 37 (p. 621) ; amendement de M. Ballanger (élection des membres des Commissions permanentes à la représentation proportionnelle) (p. 622) ; rejet (*ibid.*) ; amendement de M. Dejean (possibilité pour les Commissions permanentes de s'adjoindre des membres n'appartenant à aucun groupe) (p. 622) ; obser-

vations sur : les discriminations établies entre les députés pouvant appartenir à une Commission et les autres (p. 622); sous-amendement de M Souchal (p. 622); l'article est réservé (p. 623); reprise de la discussion (p. 733); nouvelle rédaction proposée par la Commission (*ibid.*); retrait de l'amendement de M. Dejean et du sous-amendement de M. Souchal (p. 733); adoption de l'article (*ibid.*). — Art. 38 : adoption (p. 623).

CHAPITRE X : *Travaux des Commissions.* — Art. 39 : adoption (p. 623). — Art. 40 : adoption (p. 623). — Art. 41 (p. 632); observations sur : la réunion des Commissions permanentes, des Commissions spéciales, des groupes ; la nécessité d'une instruction générale du bureau (p. 632); adoption de l'article (*ibid*). — Art. 42 (p. 632); amendement de M. Souchal (aggravation des sanctions en cas d'absence aux réunions des Commissions) (p. 632) ; rejet (p. 633); adoption de l'article (*ibid.*). — Art. 43 à 46 : adoption (p. 633).

CHAPITRE XI : *Ordre du jour de l'Assemblée : Organisation des débats.* — Art. 47 : adoption (p. 633). — Art. 48 (p. 633); amendement de M. Ballanger (amendement aux propositions de la Conférence des Présidents) (p. 633); rejet (*ibid.*); amendement de M. Ballanger (intervention des députés non inscrits sur les propositions de la Conférence des Présidents) (p. 634); rejet au scrutin (p. 634); liste des votants (p. 650) ; adoption de l'article 48 (p. 634). — Art. 49 : adoption (p. 634).

CHAPITRE XII : *Tenue des séances plénières.* — Art. 50 à 54 : adoption (p. 634). — Art. 55 : adoption (p. 635). — Art. 56 (p. 635); amendement de M. Ballanger (droit de réponse pour chaque député) (p. 635); rejet (*ibid.*); adoption de l'article (*ibid.*). — Art. 57 et 58 : adoption (p. 635). — Art 59 (p. 635); amendement de M. Ballanger (vote sur le procès-verbal au début de chaque séance) (p. 635); observations sur : les propositions de la Conférence des Présidents (p. 636); le caractère fictif de la procédure jusqu'alors employée par l'Assemblée (*ibid.*); la possibilité de manœuvres en cas de votes répétés sur le procès-verbal (*ibid.*); rejet de l'amendement (p. 636) ; adoption de l'article (*ibid.*). — Art. 60 : adoption (p. 636).

CHAPITRE XIII : *Mode de votation.* — Art. 61 à 63 : adoption (p. 636). — Art. 64 : adoption (p. 637). — Art. 65 (p. 637); amendement de M. Ballanger (scrutin public à la demande de 25 députés) (p. 637); retrait (*ibid.*); adoption de l'article (*ibid.*). — Art. 66 à 69 : adoption (p. 637).

CHAPITRE XIV : *Discipline et immunité.* — Art. 70 à 73 : adoption (p. 637). — Art. 74 à 78 : adoption (p. 638). — Art. 79 (p. 638) ; amendement de M René Schmidt (sanctions pour les députés adhérant à un groupement de défense d'intérêts particuliers) (p. 638) ; modification de l'amendement (*ibid.*); adoption de l'amendement modifié (*ibid.*); adoption de l'article 79 modifié (p. 638). — Art 80 : adoption (p. 638).

TITRE II — PROCÉDURE LÉGISLATIVE. — Première partie : Procédure législative ordinaire. — CHAPITRE PREMIER : *Dépôt des projets et propositions.* — Art. 81 (p. 638); observations sur : l'application de l'article 40 de la Constitution aux propositions de résolution (p. 639); la trop grande sévérité de la Commission des finances dans le contrôle de la recevabilité des propositions de loi (*ibid.*) ; amendement de M. Arrighi (contrôle de la recevabilité des propositions de loi par le bureau de la Commission des finances, application des mêmes dispositions aux propositions de résolution) (p. 639) ; amendement de M Souchal (contrôle de la recevabilité de toutes les propositions de résolution) (p. 640) ; observations sur : la compétence du bureau de la Commission des finances (p. 640); le manque de sagesse politique de celui-ci (*ibid.*) ; la nécessité de confier au bureau de l'Assemblée le contrôle de la recevabilité (p. 641); disjonction de la dernière partie de l'amendement de M. Arrighi (p. 641) ; observations sur : la nécessité de défendre à tout prix la stabilité monétaire, celle d'appliquer automatiquement l'article 40 de la Constitution (p. 641); les propositions démagogiques (p. 642); le texte proposé par la Commission (p. 642); demande de suspension de séance présentée par M. Bergasse (p. 642); retrait de l'amendement de M. Arrighi (p. 642) ; amendement de M. Claudius Petit (contrôle de la recevabilité des propositions par l'ensemble du bureau) (p. 642) ; observations sur : la nécessité d'associer toutes les tendances représentées au bureau (p. 643); retrait de l'amendement de M Claudius Petit (*ibid.*); amendement de M. Fanton (non impression des propositions de loi avant que la Commission compétente en soit saisie) (p. 643) ; retrait (*ibid.*) ; amendement de M Dejean (suppression du contrôle de la recevabilité des propositions de résolution) (p. 643) ; amendement identique de M. Villon (*ibid.*); observations sur : le contrôle de la recevabilité des propositions de loi (p. 643) ; la nature des propositions de résolution (p. 644); la nécessité pour l'Assemblée d'émettre des vœux et motions d'orientation (*ibid.*); l'exemple

Règlement de l'Assemblée Nationale.

du Sénat (p. 644, 645); le dialogue nécessaire entre le Parlement et le Gouvernement (p. 645); le caractère antidémocratique de la Constitution et notamment son article 40 (*ibid.*); les contradictions entre les promesses faites par certains députés et leur attitude à l'Assemblée (p. 645, 646); rejet au scrutin du texte commun des amendements de MM. Dejean et Villon (p. 647); liste des votants (p. 651); observations sur : la nécessité d'appliquer le contrôle de la recevabilité à toutes les propositions de résolution (p. 647); le texte de la Constitution et les déclarations faites devant le Comité consultatif par le Commissaire du Gouvernement (p. 647); la transaction adoptée par la Commission (p. 648); le caractère inapplicable de ces dispositions transactionnelles (p. 649); la nécessité de défendre à tout prix la monnaie et le redressement économique et financier du pays (p. 649); le danger d'une annulation de ces dispositions réglementaires par le Conseil constitutionnel (p. 649); adoption au scrutin de l'amendement de M. Souchal (p. 649); liste des votants (p. 653); amendement de M. Leenhardt (recevabilité des propositions de résolution proposant en compensation des économies ou des recettes fiscales équivalentes) (p. 656); observations sur : la jurisprudence établie en ce sens par la Commission des finances sous les précédentes législatures (p. 656); la difficulté d'appliquer de telles dispositions (*ibid.*); rejet au scrutin de l'amendement de M. Leenhardt (p. 656); liste des votants (p. 647); adoption de l'article 81 modifié (p. 656). — Art. 82 (p. 656); amendement de M. Ballanger tendant à supprimer cet article (irrecevabilité des propositions de résolution mettant en cause la responsabilité du Gouvernement) (p. 656); rejet (p. 657); amendement de M. Chandernagor (contrôle par le bureau de l'Assemblée de la recevabilité des propositions de résolution mettant en jeu la responsabilité du Gouvernement) (p. 657); observations sur : la volonté de la majorité d'abdiquer ses responsabilités (p. 657); rejet au scrutin (p. 658); liste des votants (p. 675); amendement de M. Nungesser (extension des dispositions de l'article aux amendements et aux rapports présentés à l'occasion des propositions de résolution) (p. 658); adoption (*ibid.*); adoption de l'article 82 modifié (p. 658). — Art. 83 et 84 : adoption (p. 658).

CHAPITRE II : *Travaux législatifs des Commissions.* — Art. 85 : adoption (p. 658). — Art. 86 (p. 658); amendement de M. Arrighi (appréciation de la recevabilité des amendements par le Président de la Commission saisie au fond) (p. 659); retrait (*ibid.*); nouvelle rédaction proposée pour l'alinéa 4 par la Commission (p. 659); amendement de M. Dejean (p. 659); retrait (*ibid.*); amendement de M. Ballanger (appréciation de la recevabilité des amendements par la Commission) (p. 659); rejet (*ibid.*); amendement de M. Ballanger (présence aux délibérations de la Commission de l'auteur d'une proposition ou d'un amendement) (p. 659); rejet (p. 660); adoption de l'article 86 modifié (p. 660). — Art. 87 (p. 660); amendement de M. Valabrègue (examen pour avis par une Commission permanente des projets et propositions soumis à une Commission spéciale) (p. 660); observations sur : les difficultés d'application de ce texte (p. 660); adoption au scrutin de l'amendement (p. 660); liste des votants (p. 677); renvoi de l'article à la Commission (p. 661); reprise de la discussion (p. 734); nouvelle rédaction proposée par la Commission (p. 734); adoption de l'article 87 modifié (*ibid.*). — Art 88 : adoption (p. 661).

CHAPITRE III : *Inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée.* — Art. 89 : adoption (p. 661).

CHAPITRE IV : *Discussion des projets et propositions en première lecture* (p. 661). — Art. 91 : adoption (p. 661). — Art. 92 (p. 661); amendement de M. Sammarcelli (obligation pour le bureau de la Commission des finances d'entendre l'auteur d'une proposition ou d'un amendement frappé d'irrecevabilité) (p. 661); adoption (p. 662); amendement de M. Arrighi (p. 662); retrait (*ibid.*); adoption de l'article 92 modifié (p. 662). — Art. 93 à 97 : adoption (p. 662). — Art. 98 (p. 662); amendement de M. Arrighi (*ibid.*); retrait (*ibid.*); adoption de l'article 98 (p. 662). — Art. 99 à 102 : adoption (p. 663).

CHAPITRE V : *Procédure abrégée - Votes sans débat et débats restreints.* — Art. 103 à 107 : adoption (p. 663). — Art. 108 à 114 (p. 663); observations sur : la nécessité de prendre contact avec la Commission du réglement du Sénat (p. 663, 664); les articles sont réservés (*ibid.*); reprise de la discussion (p. 734). — Art. 108 : adoption (p. 734). — Art 109 à 112 : adoption (p. 734). — Art 113, 114 : adoption (p. 735).

CHAPITRE VII : Nouvelle délibération de loi demandée par le Président de la République. — Art. 115 : adoption (p. 664).

DEUXIÈME PARTIE — PROCÉDURE DE DISCUSSION DES LOIS DE FINANCES.

CHAPITRE VIII : *Discussion des lois de finances en Commission.* — Art 116 : adoption (p. 664).

CHAPITRE IX : *Discussion des lois de finances en séance.* — Art. 117 à 120 : adoption (p. 664).

TROISIÈME PARTIE — *Procédures législatives spéciales.*

Règlement de l'Assemblée Nationale.

CHAPITRE X : *Proposition de référendum.* — Art. 121 : adoption (p. 664). — Art. 122, 123 réservés (p. 664) ; reprise de la discussion (p. 735) ; observations sur le délai de discussion des motions demandant un référendum (p. 735) ; adoption de l'article (*ibid.*). — Art. 123 et 123 bis : adoption (p. 735).

CHAPITRE XI : *Révision de la Constitution.* — Art. 124 : adoption (p. 664).

CHAPITRE XII : *Procédure de discussion des lois organiques.* — Art. 125 : adoption (p. 665).

CHAPITRE XIII : *Traités et accords internationaux.* — Art. 126, 127 : adoption (p. 665).

CHAPITRE XIV : *Accords de communauté.* — Art. 128 : adoption (p. 665). — Art. 129 : (réservé) (p. 665) ; reprise de la discussion (p. 735) ; adoption (p. 736).

TITRE III — CONTROLE PARLEMENTAIRE — PREMIÈRE PARTIE : *Procédure d'information et de contrôle de l'Assemblée.* — CHAPITRE PREMIER : *Communications du Gouvernement.* — Art. 130 (p. 702) ; amendement de M. Dejean (possibilité pour le Gouvernement de demander un vote à la suite d'une communication) (p. 702) ; observations sur : la nécessité de conclure un débat par un vote, le précédent débat de politique étrangère (p. 702) ; l'article est réservé (p. 703) ; reprise de la discussion (p. 736) ; observations sur : le sens de l'expression « déclaration de politique générale » (p. 736) ; la nécessité de donner à l'opposition la possibilité d approuver la politique du Gouvernement sur un point particulier (p. 737) ; rejet au scrutin de l'amendement de M. Dejean (*ibid.*) ; liste des votants (p. 739) ; adoption de l'article (p. 737). — Art. 131 à 135 : réservés (p. 703) ; reprise de la discussion (p. 706) ; observations sur : l'attitude des députés communistes (p. 707) ; le premier texte adopté par la Constitution (p. 707) ; les nouvelles dispositions proposées à l'Assemblée (*ibid.*) ; la nécessité de ne pas instituer un mécanisme parallèle à la question de confiance (*ibid.*) ; les projets de révision constitutionnelle discutés au début de 1958 (p. 708, 710) ; l'attitude des différents groupes politiques à cette époque (p. 708, 709) ; la nécessité de ne pas ajouter de nouvelles restrictions à celles prévues par la Constitution (p. 709) ; l'exemple de la Grande-Bretagne (p. 709) ; celui du régime suisse (p. 710) ; le danger d'une mise en minorité du Gouvernement sur un problème mineur (p. 710) ; les dispositions adoptées par le Sénat (p. 711) ; le refus de la majorité d'assumer ses responsabilités (p. 711, 712) ; la nécessité de ne pas amoindrir la responsabilité du Gouvernement (p. 712) ; le danger d'un glissement vers le régime présidentiel (*ibid.*) ; les méthodes et les arguments employés par la majorité (p. 713) ; la partialité du journal parlé de la R.T.F (citation d'un journal de l'U.N R. mettant en évidence la lutte entre les anciens et les nouveaux) (p. 713) ; la nécessité d'un dialogue confiant entre le Gouvernement et l'Assemblée (p. 713, 714) ; suite de la discussion (p. 731). — Art. 131 : adoption (p. 742). — Art. 132 (p. 742) ; observations sur : les nouvelles dispositions adoptées par la Commission, notamment pour l'organisation de la séance du vendredi, la possibilité de discuter ce jour là toutes propositions de résolution (p. 742, 743) ; les votes indicatifs sur la fixation de l'ordre du jour (p. 744) ; l'élaboration de ce texte par la Commission (p. 744) ; amendement de M. Pleven (non inscription de projets de loi le vendredi) (p. 745) ; observations sur : la nécessité de n'inscrire le vendredi que des propositions d'origine parlementaire (p. 745) ; les dispositions impératives du premier alinéa de l'article 48 de la Constitution (*ibid.*) ; la possibilité donnée au Gouvernement, par le texte de la Commission, de mettre en échec la priorité réservée aux questions des parlementaires (p. 745, 746) ; rejet au scrutin de l'amendement (p. 746) ; liste des votants (p. 764) ; adoption de l'article au scrutin (p. 746) ; liste des votants (p. 766). — Art. 133 (p. 746) ; amendement de M. Ballanger (vote de résolution à la suite des questions orales avec débat) (p. 746) ; rejet (p. 747) ; amendement de M. Chandernagor (possibilité de vote de motions d'orientation après les questions orales avec débat) (p. 747) ; observations sur : le caractère ambigu de l'accord intervenu à la Commission (p. 747) ; la quasi impossibilité d'inscrire des propositions de résolution (p. 747) ; la nécessité de confier au Bureau le contrôle de la recevabilité (*ibid.*) ; la nécessité de respecter la Constitution (p. 748) ; la volonté de certains parlementaires de revenir au système de la IVe République (p. 748, 749) ; la nécessité de votes indicatifs (p. 749) ; l'attitude de l'opposition (p. 749) ; sa volonté d'abroger les dispositions réglementaires en cas de succès aux prochaines élections (p. 749) ; les travaux préparatoires de la Constitution (publication demandée) (p. 750) ; la position du Premier Ministre quant à la nature des propositions de résolution (p. 750) ; le problème de l'application de l'article 41 de la Constitution aux propositions de résolution (p. 750, 751) ; le renvoi possible de ce problème au Comité constitutionnel (p. 751) ; rejet au scrutin de l'amendement de M. Chandernagor (p. 752) ; liste des votants (p. 767). — Art. 134 et 135 : adoption (p. 752).

CHAPITRE III : *Questions écrites.* — Art. 136 (p. 703) ; amendement de M. Sammarcelli (pas

Règlement de l'Assemblée Nationale.

d'interruption du délai de réponse aux questions écrites entre les sessions) (p. 703); adoption (*ibid*); adoption de l'article 136 modifié (p. 703).

CHAPITRE IV : *Commissions d'enquête et de contrôle.* — Art. 137 : adoption (p. 703). — Art. 138 (*ibid.*); amendement de M. Ballanger (pas d'interruption des travaux d'une Commission d'enquête par l'ouverture d'une information judiciaire) (p. 703); rejet (p. 704); adoption de l'article 138 (p. 704). — Art. 139 à 141 : adoption (p. 704).

CHAPITRE V : *Rôle d'information des Commissions permanentes.* — Art. 142 : adoption (p. 704).

CHAPITRE VI : *Contrôle budgétaire.* — Art. 143 (p. 704); amendement de M. Delbecque (obligation pour le Rapporteur spécial de communiquer les documents dont il est saisi au Rapporteur pour avis) (p. 704); adoption (*ibid.*); adoption de l'article 143 modifié (p. 704).

CHAPITRE VII : *Pétitions.* — Art. 144 à 146 : adoption (p. 704).

DEUXIÈME PARTIE : *Mise en jeu de la responsabilité gouvernementale.* — CHAPITRE VIII : *Débat sur le programme ou sur une déclaration de politique générale du Gouvernement.* — Art. 147 : adoption (p. 705).

CHAPITRE IX : *Motions de censure et interpellations.* — Art. 148 à 151 : adoption (p. 705).

TROISIÈME PARTIE : *Responsabilités pénales du Président de la République et des membres du Gouvernement.* — CHAPITRE X : *Election des membres de la Haute Cour de Justice.* — Art. 152 (cet article a fait l'objet d'une résolution précedemment adoptée. — *Voy.* RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE, n° 5); cette résolution est insérée dans le règlement (p. 705).

CHAPITRE XI : *Saisine de la Haute Cour de Justice.* — Art. 153 à 156 : adoption (p. 705); *Dispositions diverses.* — Art. 157 (p. 705); amendement de M. Souchal tendant à supprimer le deuxième alinéa (Excuses) (p. 706); observations sur : la nécessité de modifier la loi organique concernant les excuses valables et les votes par délégation, notamment pour les députés des départements et territoires d'outre-mer, la nécessité pour le Gouvernement de déposer un projet en ce sens (*ibid.*); retrait de l'amendement de M. Souchal (p. 706); adoption de l'article 157 (p. 706). — Art. 158 et 159 : adoption (p. 706); dispositions transitoires. — Art. 160 : adoption (p. 752).

*Explication de vote :* observations sur : les travaux de la Commission (p. 758); demande de seconde délibération présentée par M Paul Coste-Floret (p. 752); observations sur : l'impossibilité de procéder à cette seconde délibération qui n'est pas prévue par le réglement provisoire (*ibid.*); l'expérience de la IVe République (p. 753); l'exemple de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis (*ibid.*); l'existence d'un pacte non écrit entre la majorité de l'Assemblée Nationale et le Président de la République (*ibid.*); la nécessité de rétablir le prestige et l'autorité morale du Parlement (p. 753), avec l'aide et le concours du Gouvernement (*ibid.*); l'effort de discipline nécessaire, notamment dans les débats (p. 754); le respect de la minorité (*ibid.*); la confrontation des idées et des solutions (*ibid.*); l'équilibre établi par les textes constitutionnels (p. 754); le déséquilibre introduit par le règlement au détriment du Parlement (p. 754, 755); l'impossibilité pratique de contrôler le Gouvernement (p. 755); la désaffection possible à l'égard des nouvelles institutions (*ibid.*); adoption au scrutin public de l'ensemble du Règlement (p. 755); liste des votants (p. 769). = Orateurs : MM. Arrighi, *Rapporteur pour avis à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan*, Ballanger, Bergasse, Chandernagor, Paul Coste-Floret, Dejean, Durbet, Fanton, Félix Gaillard, Fernand Grenier, Junot, Habib-Deloncle, *Rapporteur*, Lauriol, *Président de la Commission*, Leenhardt, Guy Mollet, Nungesser, Eugène-Claudius Petit, Pleven, Fernand Reynaud, *Président de la Commission des finances*, Sammarcelli, *Rapporteur pour avis de la Commission des lois constitutionnelles*, Souchal, Terrenoire, Valabrègue, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production et des échanges*, François Valentin, Yrissou.

**§ 7.** — Rapport supplémentaire fait au nom de la Commission spéciale du règlement chargée de préparer et de soumettre à l'Assemblée Nationale un projet de règlement définitif (après décision du Conseil constitutionnel), présenté à l'Assemblée Nationale le 8 juillet 1959 par M. Habib-Deloncle, **n° 210.** Adoption le 21 juillet 1959 (p. 1391).

Résolution **n° 29.**

**DISCUSSION** [21 juillet 1959] (p. 1386). Entendus : MM. Habib-Deloncle, *Rapporteur*, J.-P. Palewski, Dejean; observations sur : les décisions du Conseil constitutionnel (p. 1386, 1387); la suppression des propositions de résolution (p. 1386, 1387, 1388); la nécessité d'associer le Parlement aux grandes décisions

d'ordre politique (p. 1387) ; les moyens d'expression laissés à l'opposition (*ibid.*) ; la valeur et les méthodes du travail parlementaire (*ibid.*) ; la nécessité de dépolitiser l'administration (*ibid.*) ; l'interprétation rétrospective de la Constitution faite par le Comité constitutionnel (p. 1388) ; la suppression du dialogue entre le Parlement et le Gouvernement (*ibid.*) ; la publication des travaux préparatoires à la Constitution (p. 1388). — Art. 1er : *Modification de l'article 31 du règlement*, adoption (p. 1389). — Art. 2 : *Modification de l'article 51, alinéa premier du règlement*, adoption (p. 1389). — Art. 3 : *Modification de l'article 60, alinéa 3 du Règlement*, adoption (p. 1389). — Art. 4 : *Modification de l'article 79 du Règlement*, adoption (p. 1389). — Art. 5 : *Modification de l'article 82 du Règlement*, (p. 1389) ; amendement de M. Foyer (modification de rédaction), adoption de l'amendement (p. 1389) ; adoption de l'article modifié (p. 1389). — Art. 6 : *Modification de l'article 87 du Règlement*, adoption (p. 1389) ; amendement de M. Valabrègue au nom de la Commission de la production et des échanges (possibilité de saisir pour avis une Commission permanente lorsqu'une Commission spéciale est constituée à l'initiative de l'Assemblée) (p. 1389) ; observations sur : la recevabilité de cet amendement et sur l'interprétation de l'article 88, alinéa 4 du Règlement (p. 1390) ; adoption de l'amendement (p. 1390) ; adoption de l'article 6 modifié (p. 1390). — Art. 7 : *Modification de l'article 101, alinéa 3 du Règlement*, adoption (p. 1390). — Art 8 : *Modification de l'article 153, alinéa 2 du Règlement*, adoption (p. 1390) ; adoption du titre de la proposition de résolution (p. 1390). — *Explications de vote :* observations sur la position du groupe des républicains populaires et du centre démocratique (p. 1390) ; adoption au scrutin de la proposition de résolution (p. 1391) ; liste des votants (p. 1431). = Orateurs : MM. Foyer, Gabelle, Lauriol, *Président de la Commission spéciale du règlement*, le Président, Valabrègue.

**§ 8.** — Proposition de résolution tendant à modifier l'article 36 (§ 2, 1°) du Règlement de manière à changer la dénomination de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée Nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 20 octobre 1959 par M Dalbos (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 315** ; rapport le 5 juin 1962 par M. Coste-Floret, **n° 1745** ; sur cette proposition de résolution et celles de : 1° M. Coste-Floret (**n° 1294**), 2° M. Mirguet (**n° 1595**), 3° M. Van Haecke (**n° 1690**), 4° MM. Sammarcelli et Coste Floret (**n° 1734**).

Adoption sans débat le 3 juillet 1962 (p. 2153) sous le titre élaboré par la Commission : « Proposition de résolution modifiant les articles 25, 26, 31, 34, 51, 65, 80, 86, 87, 93, 106, 122 et 155 » de règlement de l'Assemblée Nationale.

Résolution **n° 416.**

**§ 9.** — Proposition de résolution tendant à modifier les articles 95 et 96 du Règlement de l'Assemblée Nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 décembre 1959 par M. Chaban-Delmas (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 448** ; rapport le 17 décembre 1959 par M. Sammarcelli, **n° 470**, sur cette proposition de résolution et celle de M. Chaban-Delmas (**n° 449**). Adoption le 18 décembre 1959 (p. 3487).

Résolution **n° 84.**

**§ 10.** — Proposition de résolution tendant à modifier les articles 95 et 96 du Règlement de l'Assemblée Nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 décembre 1959 par M. Chaban-Delmas (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 449.** *Voy.* ci-dessus, I. **n° 448.**

**DISCUSSION** [18 décembre 1959] (p. 3486). Entendu : M Sammarcelli, *Rapporteur*. — Art. premier : *Transfert à l'article 95 des alinéas 2 et 3 de l'article 96 du réglement*, adoption (p. 3486). — Art. 2 : *Modification de l'article 96 du règlement* (p. 3486) ; amendement de MM. Coste-Floret et François Valentin (vote bloqué sur la partie ou sur la totalité du texte en discussion) (p. 3486) ; amendement analogue de M. Brocas (p. 3486) ; observations sur : la nécessité d'obtenir une décision définitive du Comité constitutionnel (p. 3687) ; adoption au scrutin (p. 3687) ; liste des votants (p. 3688) ; de l'amendement de MM. Coste-Floret et François Valentin, qui devient l'article 2 (p. 3687) ; l'amendement de M. Brocas est sans objet (*ibid.*) ; adoption au scrutin de l'ensemble de la proposition de résolution (p. 3687) ; liste des votants (p. 3689). = Orateurs MM Brocas, P. Coste-Floret, Sammarcelli, *Rapporteur*.

Règlement de l'Assemblée Nationale.

Règlement de l'Assemblée Nationale.

**§ 11.** — Proposition de résolution tendant à modifier l'article 80 du Règlement relatif aux demandes de levée d'immunité parlementaire et de suspension de poursuites, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 novembre 1960 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 952**; rapport le 25 novembre 1960 par M. Coste-Floret, **n° 988.** Adoption sans débat le 5 décembre 1960 (p. 4270). — Résolution **n° 204.**

**§ 12.** — Proposition de résolution tendant à modifier les articles 32, 66, 87, 101, 109 et 113 du Réglement de l'Assemblée Nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 novembre 1960 par MM. Sammarcelli, Coste-Floret, Mallem, Mignot, Portolano, Dubuis, Vaschetti, Widenlocher (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 986**; rapport le 25 novembre 1960 par M. P. Coste-Floret, **n° 987.** Adoption sans débat le 5 décembre 1960 (p. 4271). — Proposition de loi **n° 205.**

**§ 13.** — Proposition de résolution tendant à modifier les articles 10 et 37 du Réglement relatifs au renouvellement du bureau et des Commissions de l'Assemblée, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 décembre 1960 par MM. Paul Coste-Floret, Sammarcelli et Paul Reynaud (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1063**; rapport le 25 avril 1961 par M. Paul Coste-Floret, **n° 1109**. Adoption le 4 mai 1961 (p. 663). — Résolution **n° 250.**

**DISCUSSION** [4 mai 1961] (p. 663). Entendu : M. Paul Coste-Floret, *Rapporteur*.

Observations sur : la perte de temps dûe au renouvellement du bureau et des Commissions de l'Assemblée au début de la session d'octobre (p. 663); la nécessité de placer ce renouvellement au début de la session d'avril (*ibid.*); les mesures transitoires proposées pour l'année en cours (*ibid.*).

Art. premier : *Modification du premier alinéa de l'article 10 du Réglement*, adoption (p. 663).

Art. 2 : *Modification du 2e alinéa de l'article 37 du Réglement*, adoption (p. 663).

Art 3 : *Dispositions transitoires pour l'année 1961*, adoption (p. 663).

Adoption de l'ensemble de la proposition de résolution (p. 663).

**§ 14.** — Proposition de résolution tendant à modifier l'article 80 du Règlement de l'Assemblée Nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 juillet 1961 par M. Paul Coste-Floret et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1294.**

**§ 15.** — Proposition de résolution tendant à compléter l'article 55 du Règlement de l'Assemblée Nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 5 décembre 1961 par M. Mirguet (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1595.**

**§ 16.** — Proposition de résolution tendant à modifier les articles 52, 54, 55, 103 et 159 du Règlement de l'Assemblée Nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 avril 1962 par M. Van Haecke (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1690.**

**§ 17.** — Proposition de résolution tendant à modifier les articles 25, 26, 31, 34, 51, 65, 93, 122 et 155 du Règlement, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 mai 1962 par MM. Sammarcelli et Paul Coste-Floret (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, du Règlement et de l'administration générale de la République), **n° 1734.** *Voy.* ci-dessus, I., **n° 315.**

**§ 18.** — Proposition de résolution tendant à modifier les articles 28, 38, 48, 65, 81, 82, 86 et 132 du Règlement de l'Assemblée Nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 juin 1962 par M. René Sehmitt et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1773.**

**§ 19.** — Proposition de résolution tendant à modifier l'article 54 du Règlement de l'Assemblée Nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 juillet 1962 par M. Van Haecke, **n° 1813.**

**§ 20.** — Proposition de résolution tendant à modifier l'article 55 du Règlement de l'Assemblée Nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 juillet 1962 par M. Van Haecke, **n° 1814.**

**§ 21.** — Proposition de résolution tendant à insérer un article 54 bis dans le Règlement de l'Assemblée Nationale présentée à l'Assemblée Nationale le 3 juillet 1962 par M. Van Haecke, **n° 1815.**

**§ 22.** — Proposition de résolution tendant à modifier l'article 10 du Règlement de l'Assemblée Nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 juillet 1962 par M M. Brocas, Dorey, Leenhardt et Motte (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1835.**

— Communication du Conseil constitutionnel relatif à la modification des articles 95 et 96 du Règlement [2 février 1960] (p. 114, 135).

— Examen par le Conseil constitutionnel.

— Décision [1er juillet 1959] (p. 1196).

— Décision [27 juillet 1959] (p. 1504, 1521).

— Refus de statuer sur une disposition particulière [26 mai 1959] (p. 552).

## RÈGLEMENT DE L'ASSSEMBLÉE NATIONALE (définitif) (1).

*Voy.* Ordre du jour (des séances) [8 juillet 1959] (p. 1348).

— Décision du Conseil constitutionnel. — Entrée en application [1er juillet 1959] (p. 1196).

— Décision du Conseil constitutionnel (sur modification et entrée en application) [27 juillet 1959] (p. 1504, 1521).

## RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE (provisoire).

— Détermination des conditions provisoires de fonctionnement de chaque Assemblée [10 décembre 1958] (p. 20). — Entendus : MM. Mignot, Leenhardt, de Bénouville, Fraissinet, le Président.

— Détermination des régles provisoires applicables à l'élection du Bureau [9 décembre 1958] (p. 3) [10 décembre 1958] (p. 14).

— Représentation au Bureau des Députés non-inscrits à un groupe. Entendus sur le procès-verbal : MM. Guthmuler, le Président [10 décembre 1958] (p. 13).

## RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE (Rappels au).

— Budget (procédure de discussion et limites de temps). — *Voy.* Déclarations du Gouvernement, n° 7.

*Voy.* Motions d'ordre. — Discussion budgétaire, accélération [17 novembre 1959] (p. 2514).

*Voy.* Ordre du jour (fixation) [28 octobre 1959] (p. 2041); [12 novembre 1959] (p. 2328); [18 novembre 1959] (p. 2565); [21 novembre 1959] (p. 2725).

— Amendements (d'ordre d'appel et recevabilité) [28 octobre 1959] (p. 2051). Entendus : MM. Tony Larue, Marc Jacquet, *Rapporteur général*; Maurice Faure, Mondon, Bergasse, le Président, Terrenoire, Schmitt; [29 octobre 1959] (p. 2066). Entendus : MM. Schmitt, Fanton, Paquet, Durroux, Marc Jacquet, *Rapporteur général*; Bègue, le Président; [8 décembre 1959] (p. 3221, 3222). Entendus : MM. Marc Jacquet, *Rapporteur général*; le Président, Arrighi, Fanton (priorité de fait pour les amendements émanant de la Commission des finances).

— Amendements (application de l'article 44 de la Constitution) [12 juillet 1960] (p. 1797). Entendus :-MM. Cassagne, le Président.

— Amendements ayant valeur de résolution [19 mai 1960] (p. 967). Entendus : MM. Fanton, le Président.

— Amendements (ayant valeur de résolution) Recevabilité. [21 juillet 1960] (p. 2112). Entendus : MM. Schmitt, Moulin, le Président.

— Amendements : multiplicité des interventions [12 juillet 1960] (p. 1882). Entendu : M. Moulin, le Président.

— Amendements : Ordre d'appel [11 juillet 1960] (p. 1817). Entendus : MM. Georges

---

Voy. Règlement de l'Assemblée Nationale (§ 6).

Rappels au Règlement.

Bonnet, Gabelle, *Rapporteur pour avis*; Moulin, le Président [11 juillet 1960] (p. 1820). Entendus : MM. Gabelle, *Rapporteur pour avis*; Moulin, le Président.

— Amendements : Ordre de présentation [13 juillet 1960] (p. 1907). Entendus : MM. Le Président, Godonnèche, *Rapporteur de la Commission des Affaires culturelles familiales et sociales* (le Rapporteur s'en remet à l'appréciation de l'Assemblée).

— Amendements : Irrecevabilité (avis de la Commission des finances) [7 juin 1960] (p.1171). Entendus : MM. Justin Catayée, le Président [15 juin 1962] (p. 1751, 1752). Entendus : MM. Bayon, le Président.

— Irrecevabilité (d'un amendement) [21 juillet 1960] (p. 2112). Entendus : MM. Schmitt, Moulin, le Président.

— Amendements : Irrecevabilité (domaine réglementaire) [19 mai 1960] (p. 1015). Entendus : MM. Mignot, Le Douarec, Marc Jacquet, le Président.

— Arrestation et détention arbitraire d'un député (M. Thomazo) [12 novembre 1960] (p. 3626). Entendus : MM. Arrighi, le Président.

Au sujet de cette arrestation, communication de M. le Président, sur les garanties de l'immunité parlementaire [12 novembre 1960] (p. 3637, 3638).

— Au sujet de l'arrestation précitée, M. Biaggi demande communication des lettres échangées entre M. le Président et M. le Garde des Sceaux, ainsi que la mise à l'ordre du jour d'une question orale sur l'inviolabilité parlementaire [12 novembre 1960] (p. 3656). Entendus : MM. Biaggi, le Président.

— Articles de loi — Demande de rejet : Consultation de la Commission [28 octobre 1959] (p. 2034). Entendus : MM. Laurin, Marc Jacquet, *Rapporteur général*; le Président.

— Articles de loi (discussion et votes joints au vote sur l'ensemble) [8 décembre 1959] (p. 3216, 3217, 3218). Entendus : MM. Georges Bonnet, Brocas, Coste-Floret, le Président. (Demande de consultation du Comité constitutionnel) [9 décembre 1959] (p. 3271). Entendu : M. Coste-Floret [10 décembre 1959] (p. 3283). Entendus : le Président, MM. Junot, Coste-Floret.

*Voy.* aussi : COMMUNICATIONS DU PRÉSIDENT ET DU BUREAU.

— Articles de loi (recevabilité : substitut d'une proposition de résolution) [9 décembre 1959] (p. 3262). Entendus : MM. Boscher, le Président, Raphaël Leygues.

— Articles de loi (réserve à la demande du Gouvernement) [22 novembre 1959] (p. 2811). Entendus : MM. Brocas, Bergasse, Portolano, le Président, Chandernagor, Bosson, Carous [8 décembre 1959] (p. 3219, 3220). Entendus : MM. Ballanger, le Président.

— Budget (délais de la discussion) [20 octobre 1959] (p. 1850). Entendus : MM Pleven, Paul Reynaud, *Président de la Commission des finances*; le Président [24 novembre 1959] (p. 2964, 2967). Entendus : MM. Brocas, Debré, *Premier Ministre*; le Président, François Valentin, Coste-Floret (recours éventuel au Comité constitutionnel)

— Budgets (mise à l'ordre du jour avant le dépôt des Rapports les concernant) [3 novembre 1960] (p. 3000). Entendus : MM. Souchal, le Président.

— Bureau de la Commission des finances (pouvoirs du). — Recevabilité des propositions de loi et de résolution [26 mai 1959] (p. 551). Entendu (sur le procès-verbal) : M. Bosson, le Président.

— Censure (Motion de) (Ajournement des séances) [25 novembre 1959] (p. 2997). Entendus : MM. Coste-Floret, le Président; [25 novembre 1959] (p. 3013). Entendus : MM. le Président, Leenhardt.

— Clôture d'une session et intervention sur le procès-verbal (lecture d'une proposition de résolution) [30 janvier 1959] (p. 196).

— Cessation du mandat des Députés d'Algérie [5 juillet 1962] (p. 2182). Entendus : MM. Cathala, le Président. Observations sur les conséquences, quant à la composition du Bureau, des Commissions et des groupes, de la cessation du mandat des Députés de l'Algérie et du Sahara.

— Cessation de mandat des Députés d'Algérie [3 juillet 1962] (p. 2150 à 2152). Entendus: MM. Bertrand Motte, Chandernagor, Dorey, Eugène-Claudius Petit, Jean-Paul David, Schmittlein, Sammarcelli, le Président. Observations sur : les conditions dans lesquelles il a été mis fin, par ordonnance au mandat des Députés de l'Algérie et du Sahara; le caractère inconstitutionnel de cette ordonnance; la méconnaissance du principe de la représentative; l'incidence sur le plan de la représentation

proportionnelle pour ce qui concerne la composition du Bureau de l'Assemblée et celle des Commissions.

— Commissions : demande d'avis et constitution d'une commission spéciale [9 juin 1960] (p. 1216). Entendus : MM. Habib-Deloncle, le Président,

— Commissions : désignation d'un Rapporteur avant le dépôt d'un projet [14 juin 1960] (p. 1290). Entendus : MM. Catayée, le Président.

— Mise en discussion d'un texte non imprimé [23 juin 1960] (p. 1482). Entendus : MM. Catayée, le Président.

— Commissions : leurs pouvoirs et inscription à l'ordre du jour [11 juillet 1950] (p. 1803). Entendus : MM. Bourgeois, le Président, Dechizeaux [18 juillet 1960] (p. 1938). Entendus : MM. Bourgeois, le Président, René Schmitt.

— Convocation des Commissions [21 mars 1962] (p. 513). Entendu : M. Bergasse, *Président de la Commission de la Défense nationale et des forces armées.*

— Commission mixte paritaire (composition) [15 décembre 1959] (p. 3358). Entendus : MM. Trémollet de Villers, le Président (rôle des commissions compétentes dans la présentation des candidats).

— Commission. — *Voy.* Règlement (Interprétation du) : Articles de loi. - Amendements.

— Commission spéciale (ajournement de la Constitution sur opposition) [27 octobre 1959] (p 1982). Entendus : M. Bettencourt, le Président.

*Voy.* aussi : Commissions spéciales de l'Assemblée Nationale.

— Commissions spéciales (impossibilité pour les Commissions permanentes de désigner des Rapporteurs pour avis) [6 juillet 1960] (p. 1735). Entendus: MM. Chandernagor, Habib-Deloncle, le Président.

— Désignation d'une Commission spéciale [10 mai 1962] (p. 1015). Entendus: MM. Chelba, le Président.

— Communication du Gouvernement (art. 132), orateur appelé à répondre [18 octobre 1961] (p. 2610, 2611). Entendus: MM. Cathala, Schmitt, Schmittlein, Souchal, le Président [18 octobre 1961] (p. 2615, 2616). Entendus : MM. Portolano, Souchal, Djebbour, le Président.

— Compte rendu des séances (interdiction de la reproduction du *Journal Officiel* dans la presse algérienne) [20 mars 1962] (p. 487). Entendus : MM. Marc Lauriol, le Président.

— Compte rendu des séances, reproduction incomplète d'une déclaration du Ministre des Finances et des Affaires économiques dans le compte rendu intégral de la première séance du 23 juillet 1962. [24 juillet 1962] (p. 2836) ; [27 juillet 1962] (p. 2907). Entendus : MM. Paul Bellec, le Président.

— Compte rendu de reproduction inexacte, dans le compte rendu intégral de la séance du 23 juillet 1962, d'une déclaration du Ministre des Finances et des Affaires économiques [27 juillet 1962] (p. 2885); [29 juillet 1962] (p. 2901). Entendus: MM. Coudray, le Président.

— Conférence des Présidents. — *Voy.* Règlement (interprétation du): Ordre du jour (fixation)

— Conférence des Présidents (pouvoir) (article 21 du règlement provisoire) [28 avril 1959] (p. 313).

— Conférence des Présidents (réunion après rejet de la partie complémentaire de l'ordre du jour). — *Voy.* Règlement (rappel au). Ordre du jour.

— Conférence des Présidents : compétence exclusive quant à l'inscription des questions orales [9 juin 1960] (p. 1217). Entendus : MM. Leenhardt, le Président.

— Conseils généraux : inconstitutionnalité de leur consultation [14 juin 1960] (p. 1290). Entendus : MM. Catayée, le Président.

— Déclaration du Gouvernement : organisation des débats (art. 28 bis, et art. 50 R. P.) [28 avril 1959] (p. 323). Entendus : le Président, M. Pleven.

— Déclaration du Gouvernement : éventualité d'un vote. — *Voy.* Ordre du jour (des séances) [28 avril 1959] (p. 313).

— Déclaration du Gouvernement (article 132) [13 juin 1962] (p. 1665, 1667). Entendu : M. Carous.

— Demande de sanctions en vertu de l'article 73 du règlement (à l'encontre de parlementaires ayant tenu des propos contraires à la vérité) [14 novembre 1961] (p. 4834, 4847, 4848).

— Demande de suspension de la détention d'un député [5 mai 1960] (p. 659). Entendus : MM. Le Pen, le Président (caractère d'urgence

Rappels au Règlement.

Rappels au Règlement.

d'un tel débat); [26 octobre 1960] (p.2824). Entendus : MM. Le Pen, Portolano, Arrighi, Habib-Deloncle, Japiot, le Président (non inscription à l'ordre du jour de la demande de suspension de la détention).

— Députés portés présents et participant aux votes [19 octobre 1961] (p. 2642). Entendus : MM. Khorsi, le Président.

— Documents parlementaires [7 juillet 1960] (p. 1775). Entendus : MM. Cachat, le Président; observations sur : l'impression des amendements. - [19 juillet 1960] (p. 2034). Entendu : M. Coste-Floret; observations sur : l'impression, la distribution et l'affichage des documents. — [5 juillet 1962] (p. 2181, 2182). Entendus : MM. Bergasse, Edgar Pisani, *Ministre de l'Agriculture*, le Président ; observations sur : la distribution tardive à la Commission intéressée du projet de loi budgétaire (collectif).

— Droit de répondre au Gouvernement [23 juillet 1959] (p. 1459). Entendus : MM. Schmitt, le Président.

— Explications de vote (cas des députés n'appartenant à aucun groupe) [11 mai 1960] (p. 772).

— Fait personnel : devrait être évoqué par un seul député [16 novembre 1960] (p. 3888). Entendus MM. Boscher, Caillemer, le Président.

— Immunité parlementaire (article 26) [9 mai 1962] (p. 989, 990). Entendus : MM. Kaouah, le Président.

— Injures de collègue à collègue (article 71) [6 juillet 1962] (p. 2252). Entendus : MM. Fanton, le Président.

— Irrecevabilité d'une proposition de loi [6 juillet 1960] (p. 1740). Entendus : MM. Vaschetti, Delachenal, le Président; [7 juillet 1960] (p. 1773). Entendus : MM. Henri Collomb, le Président.

— Irrecevabilité des propositions de loi ou des rapports au regard de l'article 40 de la Constitution (article 92 du réglement) [23 novembre 1961] (p. 5004).

— Orateurs (ordre d'inscription) [1er juin 1960] (p. 1120, 1127). Entendus : MM. Ballanger, le Président, Bosson, le Président.

— Observation d'une minute de silence pour l'anniversaire du 8 mai [8 mai 1962] (p. 893, 894). Entendus : MM. Derency, Clermontel, le Président.

— Ordre du jour (fixation) [4 décembre 1959] (p. 3207). Entendus : MM R. Schmitt, le Président; observations sur : le rejet de la partie complémentaire et les prérogatives du Président de l'Assemblée relatives au jour et à l'heure de réunion des conférences des Présidents (art. 48).

— Ordre du jour (fixation) : Attributions respectives du Gouvernement et de l'Assemblée [28 octobre 1959] (p. 2043). Entendus : MM. Souchal, le Président (vote sur les seules propositions émanant de la Conférence des Présidents) ; [20 novembre 1959] (p. 2699). Entendus : MM. Leenhardt, le Président (Rejet de l'ordre du jour complémentaire et date d'une nouvelle Conférence des Présidents) ; [25 novembre 1959] (p. 2997). Entendus : MM. Coste-Floret, le Président (Discussion des propositions de la Conférence des Présidents à la première séance publique).

*Voy.* COMMUNICATIONS DU PRÉSIDENT ET DU BUREAU

*Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT N° 7.

*Voy.* MOTION D'ORDRE. Discussion budgétaire, accélération [17 novembre 1959] (p. 2514).

*Voy.* ORDRE DU JOUR (fixation) [28 octobre 1959] (p. 2041) ; [12 novembre 1959] (p. 2328) ; [18 novembre 1959] (p. 2565) ; [21 novembre 1959] (p. 2725).

— Ordre du jour (interversion et modification) [16 décembre 1959] (p. 3395, 3408). Entendus : MM. Couve de Murville, *Ministre des Affaires étrangères*, le Président (rôle du Gouvernement).

— Ordre du jour : Irrecevabilité et retrait d'une proposition de loi [6 juillet 1960] (p. 1740). Entendus : MM. Vaschetti, Delachenal, le Président [7 juillet 1960] (p. 1773). Entendus : MM. Collomb, Durroux, Souchal, Roclore, le Président.

— Ordre du jour des séances [3 mai 1962] (p. 848). Entendus : MM. Lacaze, le Président.

— Ordre du jour [10 mai 1962] (p. 1015). Entendus: MM. Coste-Floret, Cathala, Dusseaux, *Ministre délégué auprès du Premier Ministre pour les relations avec le Parlement.*

— Ordre du jour : impossibilité pour un député non inscrit de se prononcer sur l'ordre du jour [15 mai 1962] (p. 1090). Entendus : MM. J.P. David, le Président.

— Ordre du jour (textes concernant l'agriculture) [7 juin 1962] (p. 1550, 1551). Entendus : M M. Bernard Laurent ; Dumas, *Secrétaire*

*d'Etat chargé des relations avec le Parlement*; Pleven, le Président.

— Ordre du jour [27 juin 1962] (p. 1056, 1057). Entendus : MM. Debray, Godonnèche, le Président. Observations sur la non-inscription à l'ordre du jour : 1° de deux propositions de loi sur le fonctionnement des coopératives de consommation; 2° de deux propositions de loi tendant à étendre à l'ensemble des salariés la prime de transport actuellement attribuée aux salariés de la première zone de la région parisienne.

— Ordre du jour complémentaire [7 juin 1962] (p. 1550). Entendus : MM. Debray, Dumas, *Secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement*; le Président.

— Ordre du jour complémentaire [28 juin 1962] (p. 2095, 2096). Entendus : MM. Habib-Deloncle, Coste-Floret, le Président. Observations sur la possibilité d'appeler en séance publique l'ordre du jour complémentaire.

— Ordre du jour complémentaire sur la non inscription à l'ordre du jour des propositions de loi ayant pour objet d'assurer une protection accrue aux aveugles et infirmes civils [16 juillet 1962] (p. 2505). Entendus : MM. Darchicourt, Comte Offenbach, le Président.

— Ordre du jour prioritaire fixé par le Gouvernement (application de l'article 89) [22 juin 1961] (p. 1222 à 1224). Entendus : MM Durbet, Anthonioz, Jaillon, Paquet, Bourgeois, Catayée, Ebrard, le Président.

— Organisation des débats [21 mars 1962] (p. 511). Entendu : M. Ahmed Djebbour.

— Organisation du débat sur les questions orales de MM. Frédéric-Dupont, Baylot et Cassagne concernant la situation des personnes âgées [15 juin 1962] (p. 1760). Entendus : MM. Habib-Deloncle, le Président, Gilbert Grandval, *Ministre du Travail*; Rieunaud.

— Organisation des séances supplémentaires (article 50) [27 avril 1962] (p. 775). Entendus : M. Marc Lauriol, le Président.

— Parlementaires : vocation à représenter l'ensemble du territoire national. — *Voy.* COMMISSION D'ÉLUS POUR L'ÉTUDE DES QUESTIONS ALGÉRIENNES.

— Parlementaires isolés (désignation par d'autres groupes) [19 juillet 1960] (p. 2035) [22 juillet 1060] (p. 2147). Entendus : MM. Djebbour, le Président.

— Pouvoirs de l'Assemblée dans la fixation de son ordre du jour. — *Voy.* ORDRE DU JOUR (des séances) [28 octobre 1959] (p. 2041 à 2043).

— Pouvoirs de l'Assemblée et de la Présidence en matière d'ordre du jour (art. 50 et 52) [16 juin 1960] (p. 1381, 1387). Entendus : MM. Bertrand Denis, le Président, Boscher, Habib-Deloncle.

— Présidence de la République [24 novembre 1959] (p. 2962). Entendus : MM Lapeyrusse, le Président (le Chef de l'Etat ne saurait être mis en cause devant l'Assemblée Nationale).

— Procédure suivie pour la discussion du projet de loi complémentaire à la loi d'orientation agricole [18 juillet 1962] (p. 2575, 2576, 2577). Entendus : MM. Boscary-Monsservin, René Schmitt, le Président.

— Procédure de nomination des Commissions (article 45 du Règlement) [27 janvier 1959] (p. 166).

— Proposition de résolution (recevabilité).

— Rôle du bureau de la Commission des finances [26 mai 1959] (p. 551). Entendu (sur le procès-verbal) : M. Bosson, le Président.

*Voy.* aussi : RÈGLEMENT (Interprétation). Clôture d'une session.

— Propositions de résolution des Présidents de groupes en matière d'immunité parlementaire [27 octobre 1960] (p. 2849). Entendus : MM. Coste-Floret, Bergasse.

— Questions écrites (retard des réponses ministérielles) [10 décembre 1959] (p. 3282). Entendu : M. J.-P. David.

— Questions écrites : retard de l'administration (réponse) [19 mai 1960] (p. 966). Entendus : MM. André Lacaze, le Président.

— Questions orales et questions écrites (articles 132 et suivants) [10 mai 1962] (p. 1014, 1015). Entendus : MM. Marc Lauriol, le Président, Roger Souchal.

— Questions orales : compétence exclusive de la Conférence des Présidents quant à leur inscription [9 juin 1960] (p. 1217). Entendus : MM. Leenhardt, le Président.

— Questions orales : inscription à l'ordre du jour [5 mai 1961] (p. 688).

— Questions orales : information du député de l'heure approximative à laquelle sera appelée sa question orale [1er décembre 1961] (p. 5195).

Rappels au Règlement.

Rappels au Règlement.

— Questions orales : discussion d'une question orale non inscrite à l'ordre du jour [25 mai 1962] (p. 1337, 1338). Entendus : MM. Fanton, Frédéric-Dupont.

— Questions orales avec débat (priorité) (article 55 R.P.). Problème de la constitutionnalité d'un vote éventuel : fixation de l'ordre du jour des séances [28 avril 1959] (p. 313); [5 mai 1959] (p. 424); [12 mai 1959] (p. 456).

— Questions orales (avec débat) : organisation du débat et limitation du temps de parole [23 octobre 1959] (p. 1938). Entendus : le Président, M. Hippolyte Ducos. Temps de parole imparti aux orateurs [13 novembre 1959] (p. 2420). Entendu : M. Hauret.

— Questions orales (sans débat). Impossibilité pour un député d'interrompre ou d'intervenir même avec l'accord de l'orateur [19 juin 1959] (p. 941); [11 décembre 1959] (p. 3339).

— Radiation, Retrait et Report [30 octobre 1959] (p. 2124) (Absence du parlementaire intéressé) ; [11 décembre 1959] (p. 3344) (Demande du Gouvernement) ; [18 décembre 1959] (p. 3467) (Absence du Ministre compétent).

— Recevabilité (Pouvoir judiciaire saisi) [24 juillet 1959] (p. 1493). Entendus : MM. Palewski, le Président.

— Temps de parole imparti aux orateurs [16 octobre 1959] (p. 1842). Entendus : MM. Radius, le Président.

— Insuffisance et retard des réponses ministérielles [30 octobre 1959] (p. 2126). Entendu : M. David ; [10 décembre 1959] (p. 3282). Entendus : MM. J.-P. David, le Président ; [11 décembre 1959] (p. 3340, 3342, 3344). Entendus : MM. J.-P. David, le Président, Radius, Ebrard ; [18 décembre 1959] (p. 3467). Entendus : MM. Schmitt, Chenot, *Ministre de la Santé publique*; le Président.

— Questions orales (sans débat). Impossibilité pour un député d'intervenir [8 juillet 1960] (p. 1795). Entendus : MM. Van der Meersch, le Président.

— Questions orales (sans débat). Report (absence des Ministres) [20 mai 1960] (p. 1023). Entendus : MM. Coste-Floret, Lebas, le Président.

— Question préalable (retrait). — *Voy.* INCIDENTS n° 3.

— Recevabilité d'une question orale (Pouvoir judiciaire saisi) [24 juillet 1959] (p. 1493). Entendus : MM. Palewski, le Président.

— Recevabilité d'un texte [9 décembre 1959] (p. 3262). Entendus : MM. Boscher, le Président, Raphaël Leygues; [22 décembre 1959] (p. 3581, 3582). Entendus : MM. Pleven, Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances.*

— Réponse au Gouvernement [1er juin 1960] (p. 1122). Entendus : MM. Le Pen, le Président; observations sur : latitude et non droit.

— Responsabilité du Gouvernement engagée avant l'examen d'une question préalable [17 novembre 1960] (p. 3911). Entendus : MM. J.-P. David, le Président.

— Retrait d'un projet de loi [20 juillet 1960] (p. 2069). Entendus : MM. Waldeck Rochet, Karcher, le Président.

— Retransmission des débats à la télévision (article 54) [5 juin 1962] (p. 1438, 1439). Entendus : MM. Vaschetti, Bricout, le Président.

— Retransmission des débats à la télévision (débat du 13 juin 1962) [14 juin 1962] (p. 1696). Entendus : M. Crucis, la Présidente.

— Retransmission des débats à la télévision (débats sur la motion de censure) [4 octobre 1962] (p. 3238, 3239, 3241). Entendus : MM. Dorey, Georges Pompidou, *Premier Ministre*; Félix Gaillard, le Président.

— Scrutin public (demande de) [28 octobre 1959] (p. 2052). Entendus : MM. Laurin, le Président, Raphaël Leygues; [29 octobre 1959] (p. 2067, 2068). Entendus : MM. Fanton, le Président.

— Séances de l'Assemblée (Report : le Gouvernement engage sa responsabilité) [25 novembre 1959] (p. 2997, 3013). Entendus : MM. Coste Floret, Leenhardt, le Président.

— Séances du soir et séances de nuit. — *Voy.* ORDRE DU JOUR (des séances) [26 mai 1959] (p. 553).

— Temps de parole inobservé dans le débat budgétaire [7 novembre 1960] (p. 3303). Entendus : MM. Fanton, le Président, Marc Jacquet, *Rapporteur général du Budget*, Triboulet, *Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre*, Schmitt.

— Tenue des séances (multiplication des séances de nuit) [20 octobre 1960] (p. 2672). Entendus : MM. Fanton, le Président.

— Tribune (usage de la) [11 juillet 1960] (p. 1824). Entendus : MM. Cachat, le Président.

— Vote (épreuve douteuse et demande de scrutin public) [18 décembre 1959] (p. 3492). Entendus : MM. Fanton, le Président.

— Vote (après réunion de la Commission paritaire) [25 juillet 1960] (p. 2215). Entendus : MM. Pillet, le Président.

— Article 132 : son application au débat de politique étrangère. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 22.

— *Voy. aussi :* CONSEIL CONSTITUTIONNEL.

**RÈGLEMENT JUDICIAIRE.** — *Voy.* CODE DE COMMERCE, 2.

**RÈGLES.**

— de commercialisation des produits agricoles. — *Voy.* COOPÉRATIVES ET GROUPEMENTS AGRICOLES, 4.

**RÉINTÉGRATION.**

— de fonctionnaires. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 229.

**RÉINVESTISSEMENTS.**

— des bénéfices des sociétés immobilières. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 193.

**RELATIONS CULTURELLES.** — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**) [16 novembre 1959] (p. 2432).

**REMEMBREMENT.** — *Voy.* CODE RURAL, 2; BAUX RURAUX, 4.

**RENAULT (Régie).**

— Rupture d'un contrat (Israël). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 94.

**RENNES.**

— Situation du logement des étudiants à. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 49.

**RENOUVELLEMENT.**

— des baux dans les immeubles reconstruits. — *Voy.* LOYERS, 5.

**RÉNOVATION.**

— foncière. — *Voy.* AGRICULTURE, 8.

**RENTES VIAGÈRES.**

**§ 1er.** — Proposition de loi tendant à l'augmentation des rentes viagères constituées entre particuliers, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 janvier 1959 par M. Frédéric-Dupont et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 11** ; rapport le 25 juin 1959 par M. Boulin **n° 168.** Adoption le 5 novembre 1959 (p. 2193). — Proposition de loi **n° 65.**

Transmise au Sénat le 12 novembre 1959 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement, de l'administration générale), **n° 39 (année 1959-1960)**; rapport le 9 décembre 1959 par M. Geoffroy, **n° 94 (année 1959-1960).** Adoption le 18 décembre 1959. — Proposition de loi **n° 19 (année 1959-1960).**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 18 décembre 1959, **n° 478**; rapport le 18 décembre 1959 par M. Boulin, **n° 479.** Adoption sans modification en deuxième lecture le 18 décembre 1959 (p. 3498). — Projet de loi **n° 89.**

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [4 novembre 1959] (p. 2171) [5 novembre 1959] (p. 2175). Entendus : MM. Boulin, *Rapporteur*; Tony Larue, Michelet, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, Frédéric-Dupont, Moatti, *Président de la Commission des lois constitutionnelles ;* Dejean, Jacquet, *Rapporteur général de la Commission des finances ;* Souchal, Schmitt. Observations sur : les dispositions proposées tendant à majorer les rentes viagères constituées entre particuliers (p. 2171, 2172) ; les avantages accordés aux porteurs d'actions ou d'obligations (p. 2172); le Gouvernement oppose l'article 40 de la Constitution et demande le renvoi à la Commission des finances (p. 2172). Observations sur : l'inapplicabilité de l'article 40 de la Constitution (p. 2172, 2173, 2174, 2175) ; l'application de l'article 92 du règlement (p. 2173, 2174) ;

la volonté du Gouvernement de différer le débat (p. 2174); le précédent constitué par le renvoi du texte à la Commission des finances (p. 2174, 2175); la suite de la discussion est renvoyée à la séance suivante (p. 2175).

**REPRISE DE LA DISCUSSION** [5 novembre 1959] (p. 2192). Observations sur : la recevabilité déclarée par le bureau de la Commission des finances, du rapport de M. Boulin sur la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont (p. 2192); la nécessité d'une augmentation substantielle des rentes viagères (*ibid.*). — Art. 1er : *Modification des 6 derniers alinéas de l'article premier de la loi 49-420 du 25 mars 1949*, adoption (p. 2193). — Article additionnel du Gouvernement *tendant à remplacer la date du 1er janvier 1949 par la date du 1er janvier 1952 dans les articles 1 à 4 ter de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949* (p. 2193); observations sur la nécessité de limiter à 50 0/0 l'augmentation des rentes ayant pris naissance entre le 1er janvier 1949 et le 1er janvier 1952 (p. 2193); adoption de l'article additionnel (*ibid.*). — Art 2 : *Réouverture des actions prévues par les lois du 25 mars 1949, 22 juillet 1952 et 11 juillet 1957*, adoption (p. 2193); adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2193). = Orateurs : MM. Frédéric-Dupont, Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances.*

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [18 décembre 1959] (p. 3497). Entendu : M. Boulin, *Rapporteur*. Observations sur les modifications apportées par le Sénat (p. 3497). — Art. 1er : *Modification de l'article premier de la loi n° 49-240 du 25 mars 1949*, adoption (p. 3498). — Art. 1er *ter* (nouveau) : *Revalorisation des rentes viagères constituées entre particuliers*, adoption (p. 3498). — Art. 1er *quater* (nouveau) : *Majoration du capital de rachat*, adoption (p. 3498). — Art. 2 . *Délai pour l'ouverture des actions en révision*, adoption (p. 3498). — Art. 3 (nouveau) : *Application de la loi aux départements algériens et sahariens*, adoption (p. 3498); adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 3498).

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à majorer les rentes viagères constituées entre particuliers, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 octobre 1959 par M. Billoux et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 325.**

**§ 3.** — Proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des majorations aux rentes viagères servies en réparation d'un accident par les compagnies d'assurances à leurs propres assurés en vertu d'un contrat d'assurance groupe ou individuelle, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 novembre 1959 par MM. Delachenal et Pierre Gabelle (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 414.**

**§ 4.** — Proposition de loi tendant à réviser certaines rentes viagères, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 avril 1960 par M. Frédéric-Dupont (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 569.**

**§ 5.** — Proposition de loi tendant à la revalorisation des rentes viagères constituées entre particuliers, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 juillet 1962 par M. Profichet et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1889.**

**§ 6.** — Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 modifiée revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 octobre 1962 par M. François Billoux et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1921.**

— Imposition des. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**) [19 octobre 1961] (p. 2627, 2668).

— Situation des rentiers viagers. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 243.

## RENTIERS-VIAGERS.

*Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 64 et 65 [8 novembre 1960] (p. 3415, 3416); QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 12.

## RENTRÉE.

— scolaire. — *Voy.* ENSEIGNEMENT, 2.

## RÉORGANISATION.

— administrative de la République. — *Voy.* ORGANISATION ADMINISTRATIVE, 4.

## RÉPARATION.

— des dommages physiques subis au Maroc. — *Voy.* CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ ET DES VICTIMES DE GUERRE, 1.

— des dommages physiques subis en Métropole. — *Voy.* CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ ET DES VICTIMES DE GUERRE, 2.

— des dommages physiques subis en Métropole par les militaires. — *Voy.* CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ ET DES VICTIMES DE GUERRE, 3.

## RÉPONSE.

— droit de — à la radiodiffusion-télévision. — *Voy.* RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION, 1.

## RÉPRESSION.

— des actes de discrimination raciale. — *Voy.* RACISME, 2.

— des menées racistes. — *Voy.* RACISME, 1.

## RÉPUBLICAINS POPULAIRES ET CENTRE DÉMOCRATIQUE.

*Voy.* GROUPES.

— Position politique. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 1.

## RÉPUBLIQUE (Ve). — *Voy.* LÉGION D'HONNEUR, 5.

## RÉPUBLIQUE.

— Déformation des Institutions. — *Voy.* MOTIONS DE CENSURE, 1

— Persistance de la. — *Voy.* ALLOCUTIONS, 1.

## RÉQUISITION.

— de logement. — *Voy.* LOGEMENT, 1.

## RESCISION.

— pour lésion. — *Voy.* CODE CIVIL, 19.

## RÉSEAU ROUTIER.

*Voy.* ROUTES.

— Organisation. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 61.

## RÉSERVE (monétaire).

— ou printemps 1958. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 3.

## RÉSIDENCE.

— déclaration de. — *Voy.* DOMICILE, 2.

## RÉSILIATION.

— des contrats. — *Voy.* COLLECTIVITÉS LOCALES, 6.

## RÉSISTANCE.

Proposition de loi tendant à faire bénéficier les combattants de la Résistance, qui appartenaient à un réseau homologué des forces françaises combattantes et dont l'activité dans la Résistance s'est exercée en Indochine, des dispositions du décret du 5 septembre 1949 relatives à la délivrance des attestations d'appartenance aux membres des forces françaises combattantes, par la réouverture du délai de trois mois suivant la publication dudit décret pour arrêter les contrôles nominatifs des réseaux homologués des forces françaises combattantes, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 novembre 1961, par M. Quinson,

(renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), n° **1582.**

*Voy.* FONCTIONNAIRES, 2.

— combattants volontaires de la. — *Voy.* LÉGION D'HONNEUR ET MÉDAILLE MILITAIRE, 7.

— Journalistes. — *Voy.* PRESSE, 1.

— Mesures sociales en faveur des déportés et internés politiques. — *Voy.* DÉPORTÉS, 1.

— Légion d'honneur pour les combattants volontaires de la. — *Voy.* LÉGION D'HONNEUR ET MÉDAILLE MILITAIRE, 8.

## RESPONSABILITÉ.

— des commerçants. — *Voy.* COMMERCE, 2.

— des commerçants (sommes reçues à titre d'avance). — *Voy.* COMMERCE, 26.

— des gérants de S.A.R.L. — *Voy.* SOCIÉTÉS, 2.

— des hauts fonctionnaires. — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 17.

## RESTAURANTS COMMUNAUTAIRES.

— Liquidation des. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (n° **300**). Art. 82 (p. 2494).

## RESTAURATION.

— immobilière. — *Voy.* MONUMENTS HISTORIQUES, 3.

## RESTITUTION.

— des objets sous main de justice. — *Voy.* CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, 1.

## RETRAITE.

— abaissement de l'âge pour les assurés sociaux. — *Voy.* SÉCURITÉ SOCIALE, IV Assurance-vieillesse.

— Age de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 68.

— des anciens déportés. — *Voy.* DÉPORTÉS, QUESTIONS ORALES (sans débat): n° 254.

— des anciens agents des établissements publics, — *Voy.* PENSIONS ET RETRAITES, 8.

— des anciens combattants. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (n° **866**), ANCIENS COMBATTANTS EN VICTIMES DE GUERRE [5 et 6 novembre 1960] (p. 3195, 3196, 3204 à 3206, 3208, 3210, 3211, 3212).

*Voy.* aussi : BUDGET DE 1961 (n° **866**), art. 54 [8 novembre 1960] (p. 3329); *Voy.* aussi ANCIENS COMBATTANTS.

— des cheminots anciens combattants. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 164.

— des combattants. — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Gouvernement de M. Debré).

## RETRAITES.

— complémentaires des personnels des sociétés d'exploitation et de recherches d'hydrocarbures. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 200.

— dans les départements d'outre-mer. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 9.

— Droit à pension de réversion dans le régime de Sécurité sociale. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 237.

— Fonctionnaires (de 1939 à 1945). — *Voy.* LÉGION D'HONNEUR, 4.

— des fonctionnaires déportés. — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 1 et 4.

— Français ayant servi au Maroc. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 139.

— des instituteurs. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n°s 235 et 248.

— des instituteurs des houillères. — *Voy.* PENSIONS ET RETRAITES, 5.

— Insuffisance des péréquations. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

— des invalides de la Marine. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 121.

— Multiplicité des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 16.

— Pensions des veuves des mineurs. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 162.

— Problèmes généraux. — *Voy.* VIEILLESSE, 1.

— Régimes complémentaires de. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 180.

— services accomplis dans les chemins de fer de l'Etat. — *Voy.* PENSIONS ET RETRAITES.

— Unique de base. — *Voy.* SÉCURITÉ SOCIALE, IV, Assurance vieillesse, 10.
— des vieux travailleurs à revaloriser. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 17.

**RETRAITE-VIEILLESSE.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nº 53; QUESTIONS ORALES (sans débat), nºs 38, 39.

**RETRAITÉS.**

— d'Algérie. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 20.
— Effort à accomplir en faveur des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nº 39.
— Implantation des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nº 81.
— Maintien dans les lieux. — *Voy.* LOYERS, 14.

**RÉUNION.**

— de plein droit de l'Assemblée Nationale. — *Voy.* ASSEMBLÉE NATIONALE (sessions).

**RÉUNION (La).**

— Mesures en faveur de certains personnels de. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nº 197.
— Situation de la. — *Voy.* DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — *Voy.* PLAN 2 (nº **1573**) [14 juin 1962] (p. 1714].

**REVALORISATION.**

— des allocations militaires. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nº 201.

**REVENU CADASTRAL.**

— Référence au — pour l'assiette des cotisations. — *Voy.* BUDGET DE 1962, (nº **1809**) [23 juillet 1962] (p. 2759, 2760).

**REVENU NATIONAL.**

— Augmentation du. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 17.

**REVENUS.**

— agricoles et industriels. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nº 1.

**RÉVISION.**

— des baux commerciaux. — *Voy.* BAUX COMMERCIAUX, 6.
— des rentes viagères. — *Voy.* RENTES VIAGÈRES, 4.

**RHONE-RHIN (Liaison).** — *Voy.* PLAN (nº **1573**) [22 mai 1962] (p. 1222, 1277); [29 mai 1962] (p. 1377); [6 juin 1962] (p. 1516, 1520, 1529, 1530); [7 juin 1962] (p. 1555, 1558, 1573); [19 juin 1962] (p. 1785, 1789, 1797, 1803, 1804); [20 juin 1962] (p. 1853); [21 juin 1962] (p. 1904).

**RICIN.**

*Voy.* DOUANES, 3.
— huiles, graisses. — *Voy.* DOUANES, 18.

**RISTOURNE (sur l'essence).**

— des taxis. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, nº 31.

**ROND-POINT DE LA DÉFENSE.**

— Prolongement du métropolitain jusqu'au. - *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nº 206.

**ROUEN.**

— Importation des charbons polonais. —

*Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8 [10 décembre 1959] (p. 3309, 3310, 3311, 3323)

**ROULEAUX.**

— pour tôles. — *Voy.* DOUANES, 19.

**ROUSSILLON.**

— Difficultés de la Région du. — *Voy.* PLAN (**n° 1573**) [24 mai 1962] (p. 1276); [19 juin 1962] (p. 1800).

**ROUTES.**

*Voy.* PLAN (**n° 1573**) [19 juin 1962] (p. 1778, 1779, 1780, 1781, 1784, 1790, 1795, 1806).

*Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 61;

— Déprédation des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 225.

— Fonds spécial d'investissements. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n°s 28, 29, 30.

— de montagne. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 71 « *bis* ».

— Voie express Sud-Est. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 122.

**ROUTES TOURISTIQUES.**

— Fonds spécial d'investissement. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 46.

**ROUTIERS (Transports).**

— Durée du travail (comparaison avec la S.N.C.F.). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 19.

**RUEFF (M.).**

— Comité. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 160.

— Rapport. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**) [25 octobre 1960] (p. 2779, 2780, 2781).

**RUSSIE.** — *Voy.* EMPRUNTS, 1.

# S

**S. A. F. E. R.** (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural). — *Voy.* AGRICULTURE (**n° 1825**) [18 juillet 1962] (p. 2619); [19 juillet 1962] (p. 2633, 2689).

**SAGE-FEMME.** — *Voy.* MÉDECINE, 1.

**SAHARA.**

Projet de loi de programme relative au développement de l'action sociale dans les départements des Oasis et de la Saoura, présenté à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961, par M. Wilfrid Baumgartner, Ministre des Finances et des Affaires économiques (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 1108**; rapport le 27 avril 1961, par M. Max Lejeune, **n° 1156.** Adoption le 2 mai 1961 (p. 622). — Projet de loi **n° 248.**

Transmis au Sénat le 4 mai 1961 (renvoyé à la Commission des finances **n° 188 (année 1960-1961)**; rapport le 10 mai 1961, par M. Louvel, **n° 206 (année 1960-1961)**; avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles le 17 mai 1961, par M. Pauly, **n° 218 (année 1960-1961).** Adoption sans modification le 18 mai 1961. — Projet de loi **n° 85 (année 1960-1961).**

Loi n° 61-515 du 27 mai 1961, publiée au *J. O.* du 28 mai 1961 (p. 4829).

**DISCUSSION** [2 mai 1961] (p. 612). Entendus : MM. Max Lejeune, *Rapporteur;* Profichet, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales,* Mlle Dienesch, MM. Pigeot, Chelha, Ballanger, Guillon, Lecourt, *Ministre d'Etat.*

Observations sur : les crédits (p. 612, 613, 619, 620) ; la population du Sahara (p. 602, 620); les nomades (p. 612, 613, 620); le niveau de vie (p. 621) ; le problème de l'eau (p. 615, 620) ; les redevances pétrolières (perspectives d'évolution) (p. 620) ; les conséquences de l'introduction de la civilisation industrielle (p. 620, 621).

La nécessité d'un contrôle des prix (p. 615); la pauvreté des communes sahariennes (p. 616); le pourcentage des redevances pétrolières affectées à la caisse de solidarité (p. 616).

L'enseignement (p. 613, 615, 621); le nombre d'enfants scolarisables (p. 615, 621); les difficultés de recrutement des maîtres (p. 613, 617, 618); le plein emploi des instituteurs (p. 617); la création nécessaire d'une école normale (p. 613, 617); les constructions scolaires (p. 613, 615, 616) ; la qualité des bâtiments (p. 613) ; l'application de la loi Barangé aux départements sahariens (p. 615, 616); les programmes et les méthodes de l'enseignement, la nécessité de mettre l'accent sur la formation professionnelle (p. 613, 614, 617) ; l'enseignement et la formation professionnelle des jeunes filles et des femmes (p. 613, 617, 621); la création nécessaire d'une académie pour les deux départements (p. 613, 618, 621) ; l'enseignement souhaitable de la langue arabe (p. 618) ; la formation professionnelle des adultes (p. 614, 616, 621) ; le reclassement des ouvriers sahariens actuellement occupés pour les entreprises de recherche pétrolière (p. 614, 616, 621) ; le problème des houillères du sud-oranais (p. 616, 617); les lots agricoles de reclassement (p. 614); la situation

des anciens combattants, notamment celle des anciens « harkis » (p. 616); les services de santé (p. 614, 616, 618); la création nécessaire d'une direction de la santé (p. 614, 616); les hôpitaux (p. 614, 621); le personnel de l'action sociale (p. 618); le sort des infirmiers et infirmières (p. 619); la négociation nécessaire avec le G.P.R.A. et la position des députés communistes (p. 619).

Art. 1er : *Approbation d'un programme quinquennal d'équipement*, adoption (p. 622).

Art. 2 : *Dotation budgétaire correspondante*, adoption (p. 622).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 622).

*Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT (Politique extérieure).

— Affectation des produits des redevances pétrolières. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**), Art. 85 (p. 2730); BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 53 [8 novembre 1960] (p. 3325).

— et Algérie. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5.

— Avenir du. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 20.

— Députés (solidarité envers les). — *Voy.* PROCÈS-VERBAL (Intervention sur) [30 janvier 1959] (p. 196).

— Etat civil (Israélites). — *Voy.* ÉTAT CIVIL, 2.

— Expériences scientifiques au — pendant cinq ans au moins. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 19.

— Pétrole. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8.

— Prix de l'essence. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 24.

— Statut nouveau du. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 19.

## SAINT-DENIS (Seine).

— Parc de la Légion d'honneur. — *Voy.* SANTÉ PUBLIQUE [14 mai 1959] (p. 496); BUDGET DE 1960 (**n° 300**) (Légion d'honneur) [16 novembre 1959] (p. 2475); BUDGET DE 1962 (**n° 1436**) (Légion d'honneur) (27 octobre 1961] (p. 3268, 3269).

## SAINT-PIERRE et MIQUELON.

*Voy.* TERRITOIRES D'OUTRE-MER.

— Conseil général. — *Voy.* TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 14.

— Dotation. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8 [15 décembre 1959] (p. 3303).

## SAISIE.

— du salaire. — *Voy.* CODE DU TRAVAIL, 2.

## SALAIRE.

— du conjoint (B.N.C.). — *Voy.* IMPOTS DIRECTS.

— des travailleurs handicapés. — *Voy.* TRAVAIL (réglementation du).

— saisie du. — *Voy.* CODE DU TRAVAIL, 2.

## SALAIRE MINIMUM INTERPROFESSIONNEL GARANTI (S.M.I.G.).

*Voy.* MINISTÈRES (Présentation du cabinet de M. Debré).

— augmentation du. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 39.

— critiques. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 1 [23 octobre 1959] (p. 1949).

— Relèvement. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nos 3 et 11; QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 244.

## SALAIRE UNIQUE.

— allocation de. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 17.

## SALAIRES.

**§ 1er** — Proposition de loi tendant à la suppression des zones d'abattement de salaires, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 juillet 1960 par M. Boudet et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 758.**

§ 2. — Proposition de loi tendant à la réduction, dans le secteur privé, des taux d'abattement dans les actuelles zones de salaires et de prestations familiales, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 juillet 1961 par M. Boudet et plusieurs de ses collègues, (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, **n° 1355**; rapport le 17 mai 1962 par M. Kir, **n° 1721.**

*Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 39.

— Abattements de zones. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 140.

— agricoles et industriels. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 1.

— Blocage juridique. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 3.

— des entreprises nationalisées. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 36.

— des ouvriers de la Défense nationale. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n^os 32, 33.

— des ouvriers des établissements de l'Etat. - *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 48.

— paiement par privilèges des — en cas de faillitte. — *Voy.* TRAVAIL (**n° 1806**).

## SALAN.

— Amendement Jean Valentin dit amendement. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**) (Crédits militaires) [9 novembre 1961] (p. 4195 à 4199).

## SALARIÉS.

— Pouvoir d'achat des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 39; QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 157; DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 17.

— Pouvoir d'achat insuffisant. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

## SALARIÉS AGRICOLES.

— Parité sociale en faveur des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 219.

## SALASC (Mme).

— Sévices infligés. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**), (Crédits militaires) [9 novembre 1961] (p. 4153); (Justice) [12 novembre 1961] (p. 4480).

## SALMONIDES SAUVAGES. — *Voy.* PÊCHE FLUVIALE, 1.

## SANG.

— Mérite du. — *Voy.* DÉCORATIONS, 1.

## SANGLIERS.

— Dégâts. — *Voy.* CHASSE, 1.

— Indemnisation des dégâts causés par les. — *Voy.* CHASSE (**n° 290**).

## SANTÉ.

— Organisation mondiale de la. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 5.

## SANTÉ PUBLIQUE.

§ 1er — Projet de loi de programme relative à l'équipement sanitaire et social, présenté à l'Assemblée Nationale le 28 avril 1959 par M. Antoine Pinay, Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 57**; rapport le 5 mai 1959 par M. Bisson, **n° 73**; avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales le 5 mai 1959 par M. Karcher, **n° 77.** Adoption le 14 mai 1959 (p. 510). — Projet de loi **n° 6.**

Transmis au Sénat le 27 mai 1959 (renvoyé à la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation), **n° 56 (année 1958-1959)** ; rapport le 2 juin 1959 par MM. Pellenc et Peschaud, **n° 60 (année 1958-1959)**; avis le 4 juin 1959 au nom de la Commission des affaires sociales, **n° 71.** Adoption en première lecture le 17 juin 1959. — Projet de loi **n° 8.**

Santé publique.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 19 juin 1959, **n° 146** ; rapport le 1er juillet 1959 par M. Bisson, **n° 186**. Adoption en deuxième lecture le 8 juillet 1959 (p. 1370). — Projet de loi **n° 28**.

Transmis au Sénat le 20 juillet 1959, **n° 146 (année 1958-1959)** ; rapport par M. Bisson, **n° 186**.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 24 juillet 1959, **n° 232** ; rapport le 24 juillet 1959 par M. Bisson, **n° 235**. Adoption conforme en troisième lecture le 27 juillet 1959.

Loi n° 59-912 du 31 juillet 1959, publiée au *J. O.* du 2 août 1959 (p. 7699).

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [12 mai 1959] (p. 456); [14 mai 1959] (p. 488). Entendus : MM. Bernard Chenot, *Ministre de la Santé publique et de la Population* ; Bisson, *Rapporteur*; Karcher, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales* ; Waldeck Rochet, Jean-Robert Debray, Leroy-Ladurie, Jean-Paul David, Rivain, Jean-Paul Palewski. Nilès, Bourgeois, Mazurier, Lacroix, Courant, Dreyfous-Ducas, Eugène-Claudius Petit, Joyon, Forest, Fernand Grenier, Garraud, Ebrard, Profichet, Jaillon, Cancé, Valéry Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances* ; Bergasse. Observations sur : l'abrogation du IIIe plan de modernisation et d'équipement (p. 457) ; le plan, les lois-programmes et les lois de finances (*ibid.*) ; la valeur juridique des lois-programmes (*ibid.*) ; les objectifs du IIIe plan en matière sanitaire (p. 456, 457, 458) ; les investissements minima prévus (p. 456) ; le faible montant des crédits (p. 457, 458, 459) ; la non-utilisation des crédits antérieurs (p. 458, 459) ; les buts de la loi programme : — équipement hospitalier des régions en expansion (p. 456), amélioration technique et l'augmentation du confort des hôpitaux (*ibid.*), adaptation des hôpitaux à l'enseignement (p. 456, 458, 459) ; — le cas des départements algériens (p. 459) ; les hôpitaux psychiatriques (p. 456) ; la lutte contre l'alcoolisme (p. 458, 459) ; la lutte contre le cancer (p. 457) ; l'enfance inadaptée (p. 457) ; l'école nationale de santé (p. 458) ; le choix des architectes (p. 457, 458) ; la participation de la sécurité sociale au financement des investissements (p. 457, 458, 459). Question préalable de M. Waldeck Rochet (p. 460) ; observations sur : la participation de la sécurité sociale au financement des investissements et l'atteinte portée à l'autonomie des caisses (p. 460) ; rejet de la question préalable (*ibid.*). Observations sur : le plan de modernisation et d'équipement, les lois-programmes, les lois de finances (p. 462, 465, 491, 492, 498, 503) ; le IIIe plan de modernisation et d'équipement et le retard de la production agricole (p. 462, 463) ; l'approbation du IVe plan par le Parlement (p. 502) ; le budget de législature (p. 465, 496) ; les objectifs du IIIe plan en matière sanitaire et hospitalière (p. 466, 468) ; les crédits insuffisants (p. 461, 463, 466, 468, 494) ; l'absence de politique sociale (p. 494) ; le choix des programmes (p. 464) ; le cas de la Seine-et-Oise et notamment de l'hôpital de Poissy (p. 465, 488, 489, 501, 502) ; celui de la Seine (p. 466), et notamment la banlieue nord (p. 496), celui de la Seine-Maritime (p. 500), celui des Basses-Pyrénées (Lacq, Orthez) (p. 498, 501), celui des départements algériens (non inclus dans la loi-programme) (p. 501) ; la recherche médicale (p. 461) ; la réforme des études médicales (p. 461, 489, 497, 501) ; les hôpitaux psychiatriques et la lutte contre les maladies mentales (p. 466, 467, 468, 489, 493, 498) ; le cas du département de la Seine (p. 489, 499) ; la lutte contre l'alcoolisme (p. 468, 494, 501) ; la lutte contre le cancer (p. 466, 468, 497) ; la création d'une école de santé publique (p. 493, 497, 501) ; la formation des infirmières (p. 499, 501) ; le problème de la vieillesse (hospices ou soins à domicile) (p. 489, 493, 494, 499) ; la protection maternelle et infantile (p. 468) ; les enfants infirmes (p. 492, 497) ; la rééducation fonctionnelle (p. 468) ; les sourds-muets et les aveugles (éducation gratuite) (p. 490, 500) ; la transfusion sanguine (p. 468) ; les hôpitaux locaux (gestion, amortissement) (p. 495) ; les prêts des caisses d'épargne aux collectivités locales (application de la loi Minjoz) (p. 464, 465, 499, 502) ; l'agrément des architectes par le Ministre (p. 492) ; la participation de la sécurité sociale au financement du plan (p. 461, 462, 468, 495, 498, 500).

Art. 1er : *Approbation du programme triennal* (p. 503) ; observations sur la situation hospitalière des Bouches-du-Rhône et de la ville de Marseille (p. 503, 504) ; adoption de l'article premier (p. 504).

Art. 2 : *Participation des caisses de sécurité sociale au financement du programme* (p. 504) ; amendements de MM. Rombeaut, Chavanne, Privat et Nilès tendant à supprimer cet article (p. 504) ; observations sur : l'atteinte portée à l'autonomie des caisses (p. 504, 505, 506) ; le refus du Gouvernement de discuter avec la F.N.O.S.S. (p. 505) ; l'absence de la signature du Ministre du Travail au bas du projet de loi (*ibid.*) ; les réalisations hospitalières de la sécurité sociale (p. 505, 506) ; le prétendu déficit de la sécurité sociale (p. 506) ; rejet au scrutin du texte commun des 4 amendements (p. 507) ;

liste des votants (p. 520) ; amendement de M Bourgeois (participation financière des caisses de sécurité sociale selon les dispositions prévues par l'ordonnance du 4 octobre 1945) (p. 507) ; amendement de M. Karcher (réaffirmation de l'autonomie des caisses, affectation par arrêté interministériel d'une partie des fonds d'action sanitaire et sociale à la réalisation du programme) (p. 507) ; sous-amendement de M. Durbet à l'amendement de M. Karcher (remplacement de l'arrêté par un décret) (p. 507) ; observations sur : les dispositions prévues par l'ordonnance 45-2250 du 4 octobre 1945 (p. 507) ; la nécessité de préserver les principes de l'autonomie des caisses (p. 508) ; l'absence du Ministre du Travail (*ibid.*) ; rejet au scrutin de l'amendement de M Bourgeois (p. 509) ; liste des votants (p. 522) ; adoption au scrutin du sous-amendement de M. Durbet (p. 509) ; liste des votants (p. 523) ; adoption au scrutin de l'amendement de M. Karcher modifié par le sous-amendement de M. Durbet qui devient ainsi l'article 2 (p. 509) ; liste des votants (p. 525).

Article additionnel de M. Pleven (*Décentralisation des hôpitaux psychiatriques*) (p. 509) ; sous-amendement de M. Beauguitte (p. 509) ; observations sur : l'aménagement du territoire et la nécessité d'installer les hôpitaux psychiatriques le plus près possible du domicile des malades (p. 509) ; retrait de l'article additionnel de M. Pleven et du sous-amendement de M. Beauguitte (p. 509).

Art. 3 : *Agrément de l'architecte par le Ministre de la Santé publique et de la Population* (p. 509) ; observations sur : la nécessité des conceptions architecturales différentes (p. 510) ; adoption de l'article 3 (p. 510) ; adoption du projet de loi (p. 510).

Orateurs : MM. Bourgeois, Cermolacce, Chauvet, Chavanne, Chenot, *Ministre de la Santé publique et de la Population* ; Durbet, Karcher, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles familiales et sociales* ; Nilès, Jarrosson, Privat, Rombeaut.

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [8 juillet 1959] (p. 1370). Entendus : MM. Bisson, *Rapporteur* ; Nilès. Observations sur : les modifications introduites par le Sénat (p. 1370) ; le texte proposé par la Commission des finances (p. 1370, 1371) ; l'autonomie de gestion des caisses de sécurité sociale, les charges financières des collectivités locales (p. 1371). — Article 2 (p. 1371) ; amendement de M. Bisson au nom de la Commission des finances (affectation par décret d'une partie des fonds d'action sanitaire et social, après avis du Comité d'action sanitaire et consultation des commissions régionales d'action sanitaire (p. 1371) ; amendement identique de M. Buot (p. 1371) ; observations sur : le texte adopté par le Sénat (p. 1371) ; le danger d'un détournement des ressources du fonds d'action sanitaire (p. 1371) ; de l'étatisation (*ibid.*) ; la nécessité d'une adoption rapide du projet (*ibid.*) ; le fonctionnement satisfaisant du fonds d'action sanitaire (p. 1372) ; sous-amendement de M. Nilès à l'amendement de M. Bisson (avis conforme du Comité technique d'action sanitaire et social) (p. 1372) ; observations sur : les garanties données par le Gouvernement (p. 1372) ; rejet du sous-amendement (p. 1372) ; adoption au scrutin de l'amendement de M. Bisson (p. 1372) ; liste des votants (p. 1383) ; adoption de l'article 2 ainsi modifié (p. 1372) ; adoption de l'article 3 (p. 1372) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1372). = Orateurs : MM. Buot, Cassagne, Chenot, *Ministre de la Santé publique et de la Population* ; Diligent.

Santé publique.

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la détermination du groupe sanguin et du facteur rhésus, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 octobre 1959 par M. Profichet et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 323.**

**§ 3.** — Projet de loi relatif à la lutte contre les pollutions atmosphériques, présenté à l'Assemblée Nationale le 6 juillet 1960 par M. Chenot, Ministre de la Santé publique (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration de la République), **n° 735** ; rapport le 5 mai 1961, par M. Boulin, **n° 1160** ; avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges le 10 mai 1961, par M. Japiot, **n° 1176** ; avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales le 12 mai 1961 par Mme Devaud, **n° 1177.** Adoption en première lecture le 18 mai 1961 (p. 874). — Projet de loi **n° 259.**

Transmis au Sénat le 13 juin 1961, **n° 239 (année 1960-1961)** ; rapport le 22 juin 1961, par M. Marcilhacy, **n° 278 (année 1960-1961)** ; avis présenté au nom de la Commission des affaires économiques le 22 juin 1961, par M Georges Bonnet, **n° 272 (année 1960-1961)** ; avis présenté au nom de la Commission des affaires sociales le 29 juin 1961, par M. André Plait, **n° 289 (année 1960-1961).** Adoption en

Santé publique.

première lecture le 6 juillet 1961. — Projet de loi **n° 111 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 7 juillet 1961, **n° 1317** ; rapport le 18 juillet 1961, par M. Hoguet, **n° 1373.** Adoption avec modification en deuxième lecture le 21 juillet 1961 (p. 1978). — Projet de loi **n° 310.**

Transmis au Sénat le 22 juillet 1961, **n° 339 (année 1960-1961)**; rapport le 22 juillet 1961, par M. Marcilhacy, **n° 340 (année 1960-1961).** Adoption définitive en deuxième lecture le 22 juillet 1961. — Projet de loi **n° 141.**

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [18 mai 1961] (p. 857). Entendus : MM. Boulin, *Rapporteur ;* Mme Durand, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles ;* MM. Jean-Paul Palewski, Japiot, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production ;* Schmitt, Mariotte, Radius, Lolive, Palmero, Mainguy, Chenot, *Ministre de la Santé publique et de la Population ;* observations sur : les différents agents de la pollution atmosphérique (p. 857, 858, 859, 861, 862, 865) ; l'insuffisance de la législation en vigueur (p. 857, 862), les dispositions du projet (p. 858, 859, 865), leur caractère général (p. 859, 865), l'importance des textes d'application (p. 859, 863) ; les fumées provenant des foyers domestiques (p. 857, 859, 860, 861, 862), les remèdes appliqués à l'étranger (p. 857, 861) ; la concentration du chauffage dans les grands ensembles (p. 860) ; le développement nécessaire du chauffage urbain (p. 857, 858, 863) ; les expériences étrangères de chauffage à distance (p. 857, 863) ; le préjudice causé aux habitants des pavillons de banlieue par les fumées des cheminées des grands ensembles (p. 864) ; la protection nécessaire des espaces verts (p. 858, 863) ; les gaz d'échappement des automobiles (p. 858, 859, 863) ; l'équipement des automobiles en dispositifs anti-fumée (p. 858, 862, 863, 866) ; la substitution de la traction électrique à la traction à moteur (p. 865) ; les fumées industrielles (p. 858, 859, 862, 865) ; l'aide à apporter aux petites et moyennes entreprises pour la dépollution des fumées (p. 858, 859) ; les inconvénients de l'implantation d'usines dans les zones urbaines (p. 858) ; la lutte contre la pollution dans les entreprises nationales (p. 858, 859) ; les pollutions dans la région de Lacq (p. 862) ; la nécessité d'une décentralisation industrielle effective (p. 860, 864) ; les pollutions d'origine radioactive (p. 863, 864) ; l'aspect européen du problème de la pollution (p. 861) ; les sanctions applicables (p. 862).

TITRE 1er. — Art. 1er : *Dispositions de principe* (p. 866) ; observations sur : les dommages causés aux productions agricoles et aux animaux par certaines installations industrielles, l'aide à apporter aux industriels pour lutter contre cette pollution (p. 866, 867) ; l'étude d'un projet de ce genre poursuivie par le Ministre de l'Industrie et du Commerce (p. 866, 867) ; amendement de M. Boulin au nom de la Commission tendant à une nouvelle rédaction de l'article (p. 867) ; sous-amendement de M. Fanton (lutte contre le bruit) ; observations sur : la nécessité de lutter contre le bruit ; l'intention du Gouvernement de déposer un projet spécial sur cette question (*ibid.*) ; adoption du sous-amendement (*ibid.*) ; adoption de l'amendement de la Commission (*ibid.*) ; adoption de l'article (*ibid.*).

Art. 2 : *Décrets d'application* (p. 867). Amendement de M. Nilès (publication dans les trois mois suivant la promulgation de la loi (p. 868) ; retrait (*ibid.*) ; amendement de M. Boulin au nom de la Commission (procédure des décrets pris en forme de règlement d'administration publique) (*ibid.*) ; adoption (*ibid.*) ; amendement de M. Duchesne tendant à une nouvelle rédaction de l'article 2 (*ibid.*) ; observations sur la substitution d'une obligation de moyens à une obligation de résultats qui entraînerait l'adoption de l'amendement (p. 868) ; rejet (p. 869) ; amendement de M. Pinoteau (lutte contre les odeurs) (p. 869) ; observations sur : le préjudice causé aux habitants de la commune d'Ivry par le voisinage d'un élevage de porcs (p. 869) ; la difficulté de distinguer les mauvaises odeurs des bonnes (p. 869) ; rejet de l'amendement (*ibid.*) ; amendement de M. Fanton (lutte contre les bruits) ; observations sur : les conditions du vote de cet amendement en Commission (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (p. 870) ; amendement de M. Pinoteau tendant à ajouter les mots (sauf impossibilité reconnue) (p. 870) ; rejet (*ibid.*) ; amendement de M. Pinoteau (création de zones *non aedificandi* autour des zones industrielles) (p. 870) ; rejet (*ibid.*) ; amendement de M. Pinoteau (antériorité des installations) (p. 870) ; retrait (p. 871) ; amendement de M. Pinoteau (révision de la responsabilité des fonctionnaires) (p. 871) ; retrait (*ibid.*) ; adoption de l'article (*ibid.*).

Art. 3 : *Contrôles* (p. 871) ; adoption (*ibid.*).

Art. 4 : *Obligation d'effectuer les travaux d'aménagement* (p. 871). Amendement de M. Fanton (lutte contre les bruits) (p. 872) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi complété (*ibid.*).

Art. 5 à 7 : *Sanctions* (p. 872) ; adoption (*ibid.*).

Avant l'article 8, amendement de Mme Devaud au nom de la Commission des affaires culturelles (abrogation de l'article 15 de la loi du 19 décembre 1917) (p. 872) ; observations sur : les dispositions de l'article 15 de la loi sus-visée permettant aux préfets d'accorder des autorisations de durée limitée et renouvelable à certains établissements insalubres (p. 872) ; le pouvoir d'appréciation reconnu traditionnellement aux préfets (p. 872); la tendance des autorisations provisoires à devenir définitives (p. 872) ; les répercussions de l'abrogation proposée dans l'amendement et la nécessité de l'envisager dans le cadre d'une refonte générale de la loi de 1917 (p. 872) ; adoption de l'amendement de la Commission des affaires culturelles (p. 873) ; amendement de M. Boulin au nom de la Commission (modification du premier alinéa de l'article 22 de la loi du 19 décembre 1917) (p. 873); adoption (*ibid.*) ; amendement de Mme Devaud au nom de la Commission des affaires culturelles (modification de l'article 29 de la loi du 1er décembre 1917 (*ibid.*) ; adoption (*ibid.*).

TITRE II. — Art. 8 : *Modification de l'article 32 de la loi du 19 décembre 1917* (p. 873). Amendement de M. Boulin tendant à une nouvelle rédaction de l'article (p. 873) ; adoption (*ibid.*).

Art. 9 à 12 : (p. 873, 874) ; adoption (p. 874). Amendement de M. Fanton tendant à modifier le titre du projet de loi (p. 874) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

Orateurs : MM. Boulin, *Rapporteur* ; Cance, Bertrand Denis, Chenot, *Ministre de la Santé publique et de la Population* ; Mme Devaud, *Rapporteur pour avis* ; Dreyfous-Ducas, Durroux, Fanton, Mignot, Pinoteau, Schmitt.

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [21 juillet 1961] (p. 1971). Entendus : M. Hoguet *Rapporteur ;* Mme Devaud, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles ;* Comte-Offenbach, Pinoteau, Boscher, Fanton.

Observations sur : les pollutions atmosphériques (p. 1971) ; la législation en vigueur (*ibid.*) ; notamment la loi du 19 décembre 1917 sur les établissements dangereux, incommodes ou insalubres (*ibid.*) ; les modifications apportées par le Sénat (p. 1972, 1973) ; l'aide financière à apporter aux organismes constructeurs pour favoriser le chauffage collectif des ensembles neufs (p. 1973) ; la nécessité d'abroger l'article 15 de la loi du 19 décembre 1917 (p. 1973) ; la nécessité de la lutte contre les odeurs (p. 1973, 1974) ; le cas des dépôts d'ordures de la ville de Paris établis dans le département de Seine-et-Oise (p. 1974) ; le contrôle nécessaire des appareils destinés à lutter contre les pollutions atmosphériques (p. 1974) ; la protection nécessaire des espaces verts (p. 1974).

Santé publique.

Art. 1er : *Dispositions de principe* (p. 1975) ; amendement de M. Fanton tendant à prévoir la lutte contre le bruit (p. 1975) ; l'intention du Gouvernement de déposer un texte spécial destiné à lutter contre le bruit (*ibid.*) ; retrait de l'amendement de M. Fanton (*ibid.*) ; adoption de l'article premier (p. 1975).

Art. 1er *bis* (nouveau) : *Obligation de prévention et de réparation* (p. 1975) ; amendement de M Hoguet au nom de la Commission tendant à supprimer cet article (*ibid.*) ; observations sur le caractère prématuré de cette disposition (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; en conséquence, l'article premier *bis* est supprimé (p. 1975).

Art. 2 : *Décrets d'application* (ibid.) ; amendement de M. Hoguet au nom de la Commission (modification de forme du premier alinéa), adoption (p. 1976) ; amendement de M Pinoteau (lutte contre les odeurs), adoption (p. 1976) ; amendement de M. Hoguet au nom de la Commission (modification de forme du deuxième alinéa), adoption (p. 1976) ; amendement de M. Fanton (lutte contre les bruits), retrait (*ibid.*) ; adoption de l'article 2 modifié (p. 1976).

Art 3 : *Contrôles*, adoption (p. 1976).

Art. 4 . *Obligation d'effectuer les travaux d'amenagement*, adoption (p. 1976).

Art. 5 : *Peine contraventionnelle*, adoption (p. 1976).

Art. 7 : *Application aux pollutions causées par des substances radioactives* (p. 1976) ; amendement de M. Hoguet au nom de la Commission (disjonction des dispositions concernant les dommages) (*ibid.*) ; obervations sur la préparation par le Haut commissariat à l'énergie atomique d'un texte spécial concernant les dommages causés par les substances radioactives (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article modifié (*ibid.*).

Art. 8 A (supprimé par le Sénat) : *Abrogation de l'article 15 de la loi du 19 septembre 1917* (p. 1976) ; amendement de M. Nilès tendant à rétablir cet article (p. 1976) ; observations sur la nécessité d'abroger l'article 15 de la loi sus-visée qui permet aux préfets d'accorder des autorisations de durée limitée et renouvelable

Santé publique.

à certains établissements insalubres (p. 1977) ; rejet de l'amendement (*ibid.*); en conséquence, l'article demeure supprimé (p. 1977).

Art. 8 C (supprimé par le Sénat) : *Modification de l'article 29 de la loi du 19 décembre 1917* (p. 1977) ; amendement de M Hoguet au nom de la Commission tendant à reprendre le texte voté en première lecture (p. 1977); amendement identique de M. Nilès (*ibid.*) ; observations sur les dispositions de l'article tendant à donner mission aux préfets après avis du maire et du conseil départemental d'hygiène, de mettre le contrevenant en demeure de prendre les mesures nécessaires à la disparition des dangers et inconvénients (p. 1977) ; amendement de MM. Mariotte et Pinoteau tendant à reprendre l'article dans une nouvelle rédaction (p. 1977) ; observations sur la compétence donnée par ce nouveau texte au Ministre de l'Industrie (p. 1977) ; rejet du texte commun des amendements de MM. Hoguet et Nilès (p. 1978) ; adoption de l'amendement de MM Mariotte et Pinoteau qui devient l'article 8 C (p. 1978).

Art. 11 (supprimé par le Sénat) : *Modification de l'article 36 de la loi du 17 décembre 1917* (p. 1978); amendement de M Hoguet au nom de la Commission tendant à reprendre le texte adopté en première lecture (p. 1978); amendement identique de M. Nilès (*ibid.*) ; observations sur les dispositions de ce texte tendant à donner pouvoir aux préfets de faire apposer les scellés lorsque l'exploitation a été entreprise sans autorisation (p. 1978) ; adoption du texte commun des amendements (*ibid.*); en conséquence, l'article 11 est rétabli (p. 1978); adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1978).

Orateurs : M. Chenot, *Ministre de la Santé publique et de la Population ;* Mme Devaud, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles;* Fanton, Hoguet, *Rapporteur;* Lolive, Mariotte, Pinoteau.

**§ 4.** — Projet de loi portant création d'une Ecole nationale de la santé publique et de la population, présenté au Sénat le 3 mai 1960 par M. Chenot, Ministre de la Santé publique et de la Population (renvoyé à la Commission des affaires sociales), **n° 159 (année 1959-1960)**; rapport le 22 juin 1960 par M Lemarie, **n° 211 (année 1959-1960)**; avis le 23 juin 1960 par M. Verillon au nom de la Commission des affaires culturelles, **n° 215 (année 1959-1960).** Adoption en première lecture le 7 juillet 1960. — Projet de loi **n° 71 (année 1959-1960).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 8 juillet 1960 (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 752** ; rapport le 13 juillet 1960 par M. Fréville, **n° 779.** Adoption en première lecture le 18 juillet 1960 (p. 1957). — Projet de loi **n° 153.**

Loi n° 60-732 du 28 juillet 1960, publiée au *J. O.* du 29 juillet 1960 (p. 6991).

**DISCUSSION** [18 juillet 1960] (p. 1952). Entendus : MM. Fréville, *Rapporteur;* Jouault, Garraud, Lolive, Chenot *Ministre de la Santé publique et de la Population;* observations sur : la mission, l'organisation, le fonctionnement de l'Ecole nationale de la santé publique (p. 1952, 1953, 1954) ; le recrutement de ses élèves (p. 1953) ; de ses professeurs (*ibid.*); le programme de son enseignement (*ibid.*) ; le rôle de la médecine collective et l'assistance aux pays de la Communauté (p. 1954, 1955) ; la nécessité d'avoir une Ecole nationale reconnue par l'organisation mondiale de la santé (p. 1952, 1955, 1956) ; les problèmes financiers (p. 1953, 1955, 1956).

Art. 1er : *Création de l'Ecole nationale de la santé publique*, adoption (p. 1956).

Art. 2 : *Mission de cette école* (p. 1956); amendement de M. Fréville au nom de la Commission des affaires culturelles (modification de forme) (p. 1956) ; retrait (*ibid.*); adoption de l'article 2 (*ibid.*).

Art. 3 : *Fixation des conditions de fonctionnement par décret*, adoption (p. 1957).

Art. 4 : *Abrogation de l'article L 791 du Code de la santé publique*, adoption (p. 1957). Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

Orateurs : MM. Chenot, *Ministre de la Santé publique et de la Population;* Debray, Fréville, *Rapporteur*.

**§ 5.** — Proposition de loi tendant à assurer la récupération des matières radioactives dangereuses qui auraient été dérobées, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 octobre 1960 par M. Jean Albert-Sorel (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 901.**

**§ 6.** — Proposition de loi tendant à réglementer la prophylaxie anti-conceptionnelle, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1961 par M. Dejean et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1165.**

Santé publique.

**§ 7.** — Projet de loi complétant les dispositions du Code de la santé publique relatives à l'utilisation thérapeutique du sang humain, de son plasma et de leurs dérivés, présenté au Sénat le 16 décembre 1960 par M. Chenot, Ministre de la Santé publique et de la Population, **n° 167 (année 1960-1961)** ; rapport le 27 juin 1961 par M. Louis Roy, **n° 279 (année 1960-1961).** Adoption le 29 juin 1961. — Projet de loi **n° 108.**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1961 (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1290** ; rapport le 19 juillet 1961 par M. Mariotte, **n° 1384.** Adoption avec modification en première lecture le 21 juillet 1961 (p. 1981). — Projet de loi **n° 311.**

Transmis au Sénat le 22 juillet 1961, **n° 341 (année 1960-1961)**; rapport le 22 juillet 1961 par M. Louis Roy, **n° 342 (année 1960-1961).** Adoption définitive en deuxième lecture le 22 juillet 1961. — Projet de loi **n° 342.**

Loi n° 61-846 du 2 août 1961, publiée au *J. O.* du 3 août 1961 (p. 7202).

**DISCUSSION** [21 juillet 1961] (p. 1978). Entendus : MM. Mariotte, *Rapporteur* ; Rousselot, Profichet, Barrot, Pinoteau, Chenot, *Ministre de la Santé publique et de la Population.*

Observations sur : la modification des dispositions du Code de la santé publique relatif à l'utilisation thérapeutique du sang humain, de son plasma et de leurs dérivés (p. 1978) ; les besoins du pays en produits sanguins (*ibid.*) ; les techniques de préparation des produits sanguins (p. 1979, 1980) ; les dispositions du texte (p.1980) ; le dévouement des donneurs de sang bénévoles (*ibid.*) ; les établissements agréés (*ibid.*) ; l'organisation des journées du sang (*ibid.*) ; l'opposition de certaines municipalités (*ibid.*) ; les propositions du groupe de l'Union pour la Nouvelle République tendant à rendre obligatoire la détermination des groupes sanguins (*ibid.*) ; la réglementation concernant les sérums et les gammas globulines (p. 1981) ; l'hémothérapie familiale (p. 1980).

Art. 1er : *Modification de l'article L 667 du Code de la santé publique* (p. 1981) ; amendement de M. Mariotte au nom de la Commission (assurance de la responsabilité des établissements procédant au prélèvement sanguin) (p. 1981) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (p. 1981).

Art. 2 : *Introduction d'un article L 675-1 dans le Code de la santé publique* (p. 1981) ; amendement de M. Mariotte au nom de la Commission (sanctions en cas de contravention à l'obligation d'assurance prescrite à l'article précédent) (p. 1981) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article 2 ainsi modifié (p. 1981).

Art. 3 : *Application à l'Algérie* (p. 1981) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1981).

Orateurs : MM. Chenot, *Ministre de la Santé publique et de la Population* ; Mariotte, *Rapporteur.*

**§ 8.** — Proposition de loi relative aux visites prénuptiales, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juillet 1961 par M. Toutain et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1414.**

**§ 9.** — Proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'emploi des verres trempés dans la fabrication d'objets susceptibles de provoquer des accidents, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1962 par M. Radius (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1697.**

**§ 10.** — Projet de loi relatif à la vaccination antipoliomyélitique obligatoire, et à la modification de l'article L 48 du Code de la santé publique, présenté au Sénat le 15 décembre 1961 par M. Fontanet, Ministre de la Santé publique (renvoyé à la Commission des affaires sociales), **n° 155 (année 1961-1962)** ; rapport le 10 mai 1962 par M. Henriet, **n° 178 (année 1961-1962).** Adoption le 17 mai 1962 avec le titre suivant : *Projet de loi relatif à la vaccination antipoliomyélitique.* — Projet de loi **n° 72 (année 1961-1962).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1962 (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1725**; rapport le 18 juillet 1962 par M. Jouault, **n° 1854.**

*Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 221.

— Aide aux malades, aux infirmes et aux vieillards. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 173.

— Cliniques phtisiologiques (régime). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 13.

— Conséquences des explosions atomiques sur la santé de l'humanité. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 217.

— Danger des examens radiologiques systématiques. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 220.

— Méthode psycho-prophylactique d'accouchement. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 165.

— Pénurie d'infirmières dans les hôpitaux publics. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 222.

— Problèmes de la région de Lacq. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 18.

— Recrudescence des maladies vénériennes. - *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 204.

— Repos du personnel des hôpitaux. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 259.

## SAOURA (Département de la).

*Voy.* SAHARA.

## SAPEURS-POMPIERS.

**§ 1er** — Proposition de loi concernant certaines modalités de l'honorariat conféré aux sapeurs-pompiers communaux, présentée à l'Assemblée Nationale le 5 novembre 1959 par MM. Beauguitte et Guthmuller (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 348.**

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à accorder aux sapeurs-pompiers professionnels de la guerre 1939-1945 la carte de combattant, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 mai 1960 par M. Tomasini (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 612.**

**§ 3.** — Proposition de loi tendant à incorporer des appelés dans le régiment des sapeurs-pompiers de Paris, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 décembre 1960 par M. Tomasini (renvoyée à la Commission de la défense nationale et des forces armées), **n° 1080.**

*Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**) (Intérieur) [3 novembre 1960] (p. 3024, 3025, 3033, 3034, 3037, 3039, 3040).

— bénévoles. — *Voy.* BUDGET 1962 (**n° 1809**) [12 juillet 1962] (p. 2373).

— Honoriat des — volontaires. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 168.

— de Paris. — *Voy.* SAPEURS-POMPIERS, 3.

## SARRE.

*Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 1 [23 octobre 1959] (p. 1939); TRIBUNAUX JUDICIAIRES, 2.

— Charbon. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8.

— Echanges économiques avec la France. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 81.

— Fonctionnaires de la Commission du Gouvernement du Territoire de la. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 68 [8 novembre 1960] (p. 3416).

— Importation de charbon. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**) (Finances et Affaires économiques, I. — Charges communes) [8 novembre 1960] (p. 3365).

## SARREGUEMINES. — *Voy.* TRAVAUX JUDICIAIRES, 2.

## SAUVEGARDE.

— de l'Etat. — *Voy.* ORDONNANCES, 2.

— de la vie en mer. — *Voy.* MARINE MARCHANDE, 1.

## SAVOIE.

— Difficultés de la. — *Voy.* PLAN (**n° 1573**) [14 juin 1962] (p. 1718).

## SCIENCE.

*Voy.* RECHERCHE SCIENTIFIQUE.

— Garantie d'indépendance des nations. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 8.

— Son rôle dans la vie des nations. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 8.

## SCOUTS DE FRANCE. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 23.

**SCRUTIN.** — *Voy.* VOTE.

**SCRUTIN (Participation au).**

— Députés retenus en commission ou en réunion [3 mai 1960] (p. 586). Entendus : MM. Durbet, le Président; [12 mai 1960] (p. 785). Entendus : MM. Charles Bosson, le Président.

*Voy.* DÉPUTÉS (absents); VOTE.

**SCRUTINS.**

— Rectification de votes [20 janvier 1959] (p. 91). Entendus : MM. Alduy, le Président; [28 décembre 1959] (p. 3667). Entendus : MM. Bosson, le Président.

*Voy.* RÈGLEMENT (Interprétation du): Vote.

**SÉANCE PUBLIQUE.**

— Députés retenus en commission [3 mai 1960] (p. 586).
— Ministres absents [8 juin 1960] (p. 1196).

**SÉANCES (de l'Assemblée Nationale).**

— Fixation de l'ordre du jour. — *Voy.* ORDRES DU JOUR (de l'Assemblée Nationale).

**SÉANCES (Salles des).**

— Accès obstrué par la Télévision [4 juin 1959] (p. 771).
— Fonctionnement du microphone [18 juin 1959] (p. 888).
— Répartition des places [10 décembre 1958] (p. 21). Entendus : MM. Fraissinet, le Président; [27 janvier 1959] (p. 165). Entendus : MM. Leenhardt, A. Marie, le Président; [28 janvier 1959] (p. 179). Entendus : MM. Rochet, Petit, Royer, Lebas, David, Weber, le Président.
Contestation du procès-verbal par M. Leenhardt; rejet au scrutin (p. 181); liste des votants (p. 182).

**SÉANCES DE NUIT.**

*Voy.* ORDRE DU JOUR (des séances) [30 juin 1959] (p. 1157); *Voy.* ORDRE DU JOUR (des séances) [23 juillet 1959] (p. 1456) (navettes).

**SÉCHERESSE.** — *Voy.* CALAMITÉS ATMOSPHÉRIQUES.

**SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX ET SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX ADJOINTS DE MAIRIE.**

— Situation des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 72.

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA COMMUNAUTÉ.**

— Suppression du. — *Voy.* BUDGET DE 1962, (**n° 1436**) (Finances et Affaires économiques. I. — Charges communes) [12 novembre 1961] (p. 4447 à 4449); BUDGET DE 1962 (**n° 1436**), Seconde délibération [12 novembre 1961] (p. 4558).

**SECTEUR PUBLIC.**

— Application de la prime de transport aux salariés du. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 75.
— Traitements de divers agents du. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 275.

**SECTEUR RÉSERVÉ.** — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 20.

**SECTIONS.**

— de communes. — *Voy.* COLLECTIVITÉS LOCALES, 4

**SÉCURITÉ SOCIALE.**

I. — Organisation et dispositions générales
II. — Accidents du travail.
III. — Assurance maladie.
IV. — Retraite vieillesse.
V. — Objets divers.

Sécurité sociale.

I. — ORGANISATION ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

§ 1er. — Proposition de loi tendant à permettre de nouveau aux délégués des associations de vieux travailleurs les plus représentatives de représenter leurs ressortissants devant les commissions de première instance de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 mai 1959 par MM. Waldeck Rochet, Lolive et Pierre Villon (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 75;** rapport le 3 février 1960 par M. Chazelle, **n° 555.**

§ 2. — Proposition de loi tendant à donner une définition à la fois plus humaine et moins limitative de la sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 novembre 1959 par M. Debray (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 406.**

§ 3. — Proposition de loi tendant à instituer une assurance couvrant les risques maladie, accident, invalidité, décès et les charges de la maternité au profit des membres des professions artisanales et de leur famille, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 juin 1960 par M. Cassagne et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 712.**

§ 4. — Proposition de loi tendant à compléter les dispositions de la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950 afin d'étendre le bénéfice de la sécurité sociale aux personnes titulaires d'une pension d'ascendant du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 juillet 1960 par MM. Davoust et Rieunaud (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 769.**

§ 5. — Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article L 577 du Code de la sécurité sociale concernant l'affiliation aux assurances sociales des grands invalides de guerre et veuves de guerre non remariées, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 novembre 1960 par M. Chazelle (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales ociale, **n° 977;** rapport le 30 novembre 1961 par M. Coumaros, **n° 1585.**

§ 6. — Proposition de loi tendant à déterminer les conditions dans lesquelles est fixé le montant du plafond des cotisations de sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 mai 1961 par M. Abdessalam et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, **n° 1214** ; rapport le 20 juillet 1961 par M. Debray, sur cette proposition de loi et celle de M. Lolive, **nos 1272, 1398.**

§ 7. — Proposition de loi tendant à éliminer du bénéfice de la sécurité sociale les personnes oisives et les faux salariés, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 juin 1961 par M. Philippe Vayron (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1267.**

§ 8. — Proposition de loi tendant à la réforme de l'organisation financière de la sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 juin 1961 par M. Philippe Vayron (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1268.**

§ 9. — Proposition de loi tendant à réglementer la fixation du plafond pour le calcul des cotisations de sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 juin 1961 par M. Philippe Vayron (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1269.**

§ 10. — Proposition de loi tendant à établir l'assurance maladie de la sécurité sociale sur une base mutualiste, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 juin 1961 par M. Philippe Vayron et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1270.**

§ 11. — Proposition de loi tendant à déterminer les conditions dans lesquelles est fixé le montant du plafond des cotisations de sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 juin 1961 par M. Lolive et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1272.** — *Voy. ci-dessus*, **n° 1214.**

§ 12. — Projet de loi relatif à l'affiliation des artistes du spectacle à la sécurité sociale, pré-

senté au Sénat le 16 décembre 1960 par M Bacon, Ministre du Travail (renvoyé à la Commission des affaires sociales), **n° 157 (année 1960-1961)**; rapport le 13 juin 1961 par M. Le Basser, **n° 250 (année 1960-1961)**; avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles le 15 juin 1961 par M. Bruyas, **n° 259 (année 1960-1961).** Adoption le 29 juin 1961. — Projet de loi **n° 110 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1961 (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1292**; rapport le 19 juillet 1961 par M. Philippe Vayron, **n° 1386.** Adoption en première lecture le 14 décembre 1961 (p. 5634). — Projet de loi **n° 375.**

Transmis au Sénat le 14 décembre 1961 (renvoyé à la Commission des affaires sociales), **n° 145 (année 1961-1962)**; rapport le 15 décembre 1961 par M. Menu, **n° 147 (année 1961-1962).** Adoption définitive en deuxième lecture le 15 décembre 1961. — Projet de loi **n° 67 (année 1961-1962).**

Loi n° 61-1410 du 22 décembre 1961, publiée au *J. O.* du 23 décembre 1961 (p. 11820).

**DISCUSSION** [14 décembre 1961] (p. 5632). Entendus : MM. Vayron, *Rapporteur;* Bacon, *Ministre du Travail.*

Observations sur : l'affiliation des artistes à la sécurité sociale (p. 5633) ; le problème posé par l'existence sur le territoire national, d'entreprises travaillant à la production de programmes de radiodiffusion diffusés par les postes périphériques (p. 5633); les mesures à prendre en faveur du placement des artistes (p. 5633); la nécessité d'attendre en ce domaine les décisions élaborées par la Communauté européenne (*ibid.*); la constitution d'un groupe de travail par le Gouvernement (*ibid.*).

Article unique : *Insertion dans le Code de la sécurité sociale des articles 242-1, 242-2, 415-3 et 514-1* (p. 5633); amendement de Mme Devaud tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 242-1, à ajouter les mots « directeur et animateur d'orchestre » (p. 5634); amendement de M. Buot et de Mme Devaud tendant, dans le 7e alinéa du texte proposé pour l'article 242-1, à ajouter les mots « et de spectacles de variétés ainsi que les associations, les collectivités locales et les comités d'entreprises » (p. 5634) ; observations sur : la nécessité d'étendre la filiation obligatoire à la catégorie des directeurs animateurs d'orchestres (p. 5634); la nécessité de soumettre toutes les associations, collectivités locales ou comités d'entreprises aux dispositions de la présente loi (p. 5634); la nécessité d'une adoption rapide du projet et les inconvénients de l'adoption éventuelle de nouveaux amendements qui ne seraient pas acceptés par le Sénat (p. 5634); retrait des amendements de Mme Devaud et de M. Buot (*ibid.*); amendement de M. Vayron au nom de la Commission tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 242-1, à prévoir le cas des entreprises de production de programmes de radiodiffusion et de télévision (p. 5634) ; adoption (*ibid.*); adoption de l'article unique du projet (p. 5634).

Orateurs : MM. Bacon, *Ministre du Travail;* Buot, Philippe Vayron, *Rapporteur.*

**§ 13.** — Proposition de loi tendant à permettre à certains travailleurs non salariés d'adhérer à l'assurance volontaire du régime général de la sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 juillet 1962 par M. Profichet (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1846.**

**§ 14.** — Projet de loi relatif aux pouvoirs des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale ou d'allocations familiales du régime général, présenté à l'Assemblée Nationale le 13 juillet 1962 par M. Gilbert Granval, Ministre du Travail (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1848** ; rapport le 18 juillet 1962 par M. Rombeaut, **n° 1856.** Adoption le 23 juillet 1962 (p. 2821). — Projet de loi **n° 448.**

Transmis au Sénat le 23 juillet 1962 (renvoyé à la Commission des affaires sociales), **n° 310 (année 1961-1962)**; rapport le 23 juillet 1962 par M. Roger Lagrange, **n° 311 (année 1961-1962).** Adoption sans modification le 23 juillet 1962. — Projet de loi **n° 123 (année 1961-1962).**

Loi n° 62-863 du 28 juillet 1962, publiée au *J. O.* du 29 juillet 1962 (p. 7484).

**DISCUSSION** [23 juillet 1962] (p. 2818). Entendus : MM. Darchicourt, Grandval, *Ministre du Travail;* Nestor Rombeaut, *Rapporteur de la Commission des affaires culturelles;* René Schmitt.

Rappel au Règlement de M. Darchicourt (examen du texte concernant certaines catégories de silicosés) (p. 2818).

Observations sur : la validation nécessaire des pouvoirs des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale (p. 2819) ; les

Sécurité sociale.

Sécurité sociale.

reports successifs des élections, la limitation souhaitable au 31 janvier 1963 de la validation proposée (*ibid.*).

Rappel au règlement de M. Schmitt (possibilité de voter avant la fin de la session la proposition de loi relative aux silicosés) (*ibid.*).

Observations sur : la fixation au 6 décembre prochain de la date des élections aux conseils d'administration de la sécurité sociale ; la nécessité d'éviter une solution de continuité dans l'administration des caisses (p. 2819, 2820) ; la fixation au 31 mars de la date limite de validation (p. 2820).

Article unique : *Validation du mandat des membres des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales* (p. 2820) ; amendement de M. Rombeaut au nom de la Commission tendant à ajouter les mots « et au plus tard au 31 janvier 1963 » (*ibid.*) ; modification de l'amendement de M. Rombeaut (substitution de la date du 31 mars à celle du 31 janvier); adoption de l'amendement ainsi modifié (*ibid.*); adoption de l'article unique du projet (p. 2821). = Orateurs : MM. Grandval, *Ministre du Travail;* Rombeaut, *Rapporteur*.

**§ 15.** — Proposition de loi tendant à modifier l'article L 351 du Code de la sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 juillet 1962 par M. Cassagne et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1893.**

**§ 16.** — Proposition de loi tendant à compléter les articles L 70 et L 78 du Code de la sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 juillet 1962 par M. Cassagne et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1897.**

II. — Accidents du travail.

**§ 1er.** — Proposition de loi tendant à compléter le livre IV, article L 454, du Code de la sécurité sociale relatif aux droits des ascendants des victimes d'accidents du travail, présentée à l'Assemblée Nationale le 5 novembre 1959 par MM. Quinson et Bettencourt (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 352.**

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la législation sur les accidents du travail aux membres bénévoles des organismes sociaux et professionnels, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 décembre 1959 par M. Ulrich (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 516** ; rapport le 21 juillet 1960 par M. Rombeaut, **n° 816.** Adoption en première lecture le 21 juillet 1961 (p. 1970). — Proposition de loi **n° 308.**

Transmise au Sénat le 22 juillet 1961, **n° 346 (année 1960-1961)**; rapport le 19 octobre 1961 par M. Lambert, **n° 25 (année 1961-1962).** Adoption avec modification en première lecture le 26 octobre 1961. — Proposition de loi **n° 6 (année 1961-1962).**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 27 octobre 1961, **n° 1479**; rapport le 10 novembre 1961 par M. Rombeaut, **n° 1521.** Adoption sans débat et sans modification en deuxième lecture le 28 novembre 1961 (p. 5090). — Projet de loi **n° 347.**

Loi n° 61-1312 du 6 décembre 1961, publiée au *J. O.* du 7 décembre 1961 (p. 11260).

**DISCUSSION** [21 juillet 1961] (p. 1968). Entendus : MM. Rombeaut, *Rapporteur* ; Lolive, Ulrich, Rousselot ; observations sur : les accidents survenus aux membres des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale (p. 1969); le cas des administrateurs des organismes de sécurité sociale agricole (*ibid.*).

Art. 1er : *Modification de l'article 416 du Code de sécurité sociale* (p. 1969); amendement du Gouvernement tendant à préciser la portée du texte (*ibid.*); adoption (p. 1920) ; adoption de l'article premier ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 2 : *Dispositions rétroactives* (p. 1970) ; amendement du Gouvernement tendant à préciser la rédaction du texte (p. 1970) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Orateurs : MM. Bacon, *Ministre du Travail*; Rombeault, *Rapporteur*.

**§ 3.** — Proposition de loi tendant à permettre le recours de la victime d'un accident de trajet contre le tiers responsable, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 juillet 1961 par MM. Durbet et Hostache (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1357** ; rapport le 30 novembre 1961 par M. Ulrich, **n° 1584.**

**§ 4.** — Proposition de loi tendant à faire prendre en charge par un Fonds national la réparation des affections silicotiques contractées

dans les entreprises autres que celles où travaille la victime lors de la première constatation médicale de la maladie professionnelle, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 octobre 1961 par M. Hénaut (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1440.**

§ **5.** — Proposition de loi tendant à modifier les délais d'appréciation des droits à pension pour certaines victimes d'accidents du travail, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 novembre 1961 par M. Dalbos (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1547.**

§ **6.** — Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 454 du Code de la sécurité sociale permettant aux enfants conçus et nés après l'accident du père de bénéficier, en cas de décès de celui-ci, d'une rente et d'une prise en charge par la sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 novembre 1961 par M. Seitlinger et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1583**; rapport le 20 juin 1962 par M. Dalbos, **n° 1776.**

III. — Assurance maladie.

§ **1er.** — Proposition de loi portant réforme de la sécurité sociale (assurance maladie), présentée à l'Assemblée Nationale le 6 mai 1960 par MM. Charret, Béraudier et Miriot (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 618.**

§ **2.** — Proposition de loi tendant à exempter les assurés sociaux du versement d'avances pour les honoraires médicaux, les frais pharmaceutiques et d'hospitalisation, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 mai 1960 par MM. Meck, Ulrich et Thomas (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 653.**

§ **3.** — Proposition de loi tendant à préciser les droits résultant des actes de pathologie préventive au regard du Code de la sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juillet 1961 par M. Profichet (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1415**; rapport le 4 juillet 1962 par M. Jouault, **n° 1821.**

§ **4.** — Proposition de loi relative à l'accession à l'assurance volontaire de certains retraités de la sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 novembre 1961 par MM. Bernasconi, Lepidi et Profichet (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1578.**

§ **5.** — Proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des prestations maladie-maternité de la sécurité sociale aux grands infirmes civils ayant besoin de l'aide constante d'une tierce personne, titulaires de l'allocation de compensation, instituée par l'article 171 du Code de la famille et de l'aide sociale, ainsi qu'à leurs ayants droit, présentée à l'Assemblée Nationale le 21 mars 1962 par MM. Frédéric-Dupont, Debray et Rieunaud (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1683**; rapport le 4 juillet 1962 par M. Mariotte, **n° 1822.**

IV. — Assurance vieillesse.

§ **1er.** — Projet de loi relatif à l'accession des salariés français de Tunisie et du Maroc au régime de l'assurance volontaire pour la vieillesse, présenté au Sénat le 2 juin 1959 par M. Paul Bacon, Ministre du Travail (renvoyé à la Commission des affaires sociales), **n° 67 (année 1958-1959)**; rapport le 16 juin 1959 par M. Abel Durand, **n° 84 (année 1958-1959).** Adoption le 17 juin 1959.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 16 juin 1959 (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 148**; rapport le 21 juillet 1959 par M. Tomasini, **n° 214.** Adoption sans modification le 21 juillet 1959 (p. 1403). — Projet de loi **n° 132.**

Loi n° 59-939 du 31 juillet 1959, publiée au *J. O.* du 5 août 1959 (p. 7794).

**DISCUSSION EN PREMIERE LECTURE** [21 juillet 1959] (p. 1400). Entendus : MM Tomasini, Bettencourt, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires étrangères*; observations sur : l'accession des salariés français de Tunisie et du Maroc au régime de l'assurance volontaire pour la vieillesse (p. 1400); la situation de la caisse interpro-

Sécurité sociale.

Sécurité sociale.

fessionnelle des retraites du Maroc et de la caisse tunisienne des retraites (p. 1400) ; l'urgence du projet de loi et des textes d'application (p. 1400) ; la nécessité de permettre aux travailleurs français de demeurer en Tunisie et au Maroc et de leur donner des crédits pour leur retraite (p. 1401).

Art. 1er : adoption (p. 1401).

Art. 2 : adoption (p. 1402).

Art. 3 : (*ibid.*) ; amendement de M. Ballanger (avis des organismes de la sécurité sociale pour les conventions à conclure avec les organismes de retraite du Maroc et de Tunisie) (p. 1401) ; le Gouvernement oppose l'article 44 de la Constitution, en conséquence l'amendement est déclaré irrecevable (p. 1402) ; adoption de l'article 3 (p. 1402).

Article additionnel de M. Bégué (*garantie de l'Etat pour les retraites des salariés français constituées auprès des institutions de retraite de Tunisie et du Maroc*) (p. 1402) ; observations sur : les engagements pris par le Gouvernement (p. 1402) ; retrait (*ibid.*) ; le cas des caisses de cadres de Tunisie et du Maroc (p. 1402).

Art. 4 (p. 1403) ; amendement de M. Bégué (*ibid.*) ; retrait (*ibid.*) ; adoption de l'article 4 (*ibid.*) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1403).

Orateurs : MM. Bacon, *Ministre du Travail*; Ballanger, Bégué, Fraissinet, Kir.

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à étendre les dispositions de la loi n° 56-1222 du 1er décembre 1956, relative à la coordination des régimes de retraite professionnelle, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 octobre 1959 par M. Jean-Paul David (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 287** ; rapport le 17 décembre 1959 par M. Eugène Claudius-Petit sur cette proposition de loi et celle de M. René Pleven (n° 289), **n° 469.** Adoption le 21 juin 1960 (p. 1442). — Proposition de loi **n° 115.**

Transmise au Sénat le 22 juin 1960 (renvoyée à la Commission des affaires sociales), **n° 208 (année 1959-1960)** ; rapport le 15 juin 1961 par M. Lemarié, **n° 248 (année 1959-1960).** Adoption avec modification en première lecture le 29 juin 1961. — Proposition de loi **n° 109 (année 1960-1961).**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 29 juin 1961 (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1288** ; rapport le 13 juillet 1961 par M. Eugène Claudius-Petit, **n° 1365.** Adoption définitive en deuxième lecture le 21 juillet 1961 (p. 1971). — Projet de loi **n° 309.**

Loi n° 61 841 du 2 août 1961, publiée au *J. O.* du 3 août 1961 (p. 7195).

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [21 juin 1960] (p. 1440). Entendus : MM. Eugène Claudius-Petit, *Rapporteur;* Pleven, Cassagne, Liogier, Palewski, Bacon, *Ministre du Travail;* observations sur : les dispositions des propositions de loi de MM. David et Pleven (p. 1440) ; la coordination des régimes de retraites complémentaires (*ibid.*) ; le nombre d'adhérents et les cotisations encaissées par ces régimes (*ibid.*) ; le refus de certains dirigeants de caisses de retraites complémentaires d'appliquer les dispositions de la loi du 1er décembre 1956 (p. 1440, 1441) ; les sanctions pénales proposées (p. 1440, 1441) ; le problème de la coordination des régimes spéciaux et des régimes complémentaires et son incidence sur les finances publiques (p. 1441, 1442) ; l'application du décret du 23 septembre 1957 (p. 1440, 1442) ; le problème général des retraites : âge, montant, retard dans les versements, cumul (p. 1441, 1442) ; l'étude entreprise par une commission placée sous la présidence de M. Laroque (p. 1442).

Art. 1er : *Modification du troisième alinéa de l'article L — 4 — 1 du Code de la sécurité sociale* (p. 1442) ; adoption (*ibid.*).

Art. 2 : *Sanctions contre les administrateurs des institutions de retraites visés par l'article L — 4 — 1 du Code de la sécurité sociale* (p. 1442) ; amendement de M. Pleven tendant à supprimer la référence faite au 1er juillet 1960 (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (p. 1442) ; adoption de l'amendement de M. Boscher tendant à une modification de forme (p. 1442) ; adoption de l'article 2 ainsi modifié (p. 1442) ; adoption du titre de la proposition (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble de la proposition (p. 1442). — Orateurs : MM. Bacon, *Ministre du Travail;* Boscher, Pleven.

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [21 juillet 1961] (p. 1970). Entendu : M. Eugène Claudius-Petit, *Rapporteur.*

Art. 1er : Amendement de M. Lolive (p. 1970) ; rejet (p. 1971) ; adoption de l'article (*ibid.*).

Art. 1er *bis* et 2 : adoption (*ibid.*) ; adoption de l'ensemble de la proposition de loi (*ibid.*).

Orateurs : MM. Bacon (*Ministre du Travail*) ; Lolive, Eugène-Claudius Petit, *Rapporteur.*

**§ 3.** — Proposition de loi tendant à prévoir des sanctions à l'encontre des directeurs, administrateurs et responsables d'institutions de retraites visées par la loi n° 56-1222 du 1er décembre 1956 qui ne se conformeraient pas à ses prescriptions, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 octobre 1959 par M. René Pleven (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 289.**

*Voy. ci-dessus*, **n° 287.**

**§ 4.** — Proposition de loi tendant à étendre aux artisans, industriels et commerçants français du Maroc et de Tunisie le bénéfice de la loi du 17 janvier 1948, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 octobre 1959 par M. Tomasini et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 297**; rapport le 17 décembre 1959 par M. Lacaze, **n° 468.** Adoption le 21 juin 1960 (p. 1443). — Proposition de loi **n° 116.**

Transmise au Sénat le 22 juin 1960 (renvoyée à la Commission des affaires sociales), **n° 207 (année 1959-1960)**; rapport le 13 juillet 1960 par M. Carrier, **n° 275 (année 1959-1960).** Adoption le 18 juillet 1960. — Proposition de loi **n° 85 (année 1959-1960).**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 18 juillet 1960, **n° 792**; rapport le 20 juillet 1960 par M. Lacaze, **n° 806.** Adoption conforme en deuxième lecture le 20 juillet 1960 (p. 2064).

Loi n° 60-768 du 30 juillet 1960, publiée au *J. O.* du 2 août 1960 (p. 7127).

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [21 juin 1960] (p. 1442). Entendus : MM. Guillon, *Rapporteur suppléant*; Maurice Schumann, *Président de la Commission des affaires étrangères*, *Rapporteur pour avis*, *suppléant*; observations sur : l'extension nécessaire aux commerçants, artisans, industriels, membres des professions libérales et agricoles, français du Maroc et de Tunisie, de la possibilité de cotiser volontairement pour l'assurance vieillesse de la sécurité sociale (p. 1442, 1443).

Art. 1er : *Extension de l'assurance volontaire* (p. 1443); adoption (*ibid.*).

Art 2 : *Rachat des cotisations* (p. 1443) ; amendement de M Jarrosson au nom de la Commission des affaires étrangères (suppression du paragraphe 3 et report à l'article 5) (p. 1443); adoption (*ibid.*); adoption de l'article 2 modifié (p. 1443).

Art. 3 : *Montant des cotisations*; adoption (p. 1443).

Art. 4 : *Convention avec les organismes de retraites du Maroc et de Tunisie*; adoption (p. 1443).

Art. 5 : *Modalités d'application* (p. 1443) ; amendement de M. Jarrosson (remplacement du décret par un règlement d'administration publique (p. 1443); adoption (*ibid.*) ; amendement de M Jarrosson au nom de la Commission des affaires étrangères (report à cet article du paragraphe 3 de l'article 2); adoption (p. 1443); adoption de l'article 5 modifié (p. 1443); adoption du titre de la proposition (p. 1443).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 1443). = Orateurs : MM. Bacon, *Ministre du Travail*; Maurice Schumann, *Président de la Commission des affaires étrangères.*

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [20 juillet 1960] (p. 2063). Entendus : MM Lacaze, *Rapporteur* ; Jarrosson, Bacon, *Ministre du Travail*; observations sur : l'extension par le Sénat du texte aux personnes originaires de tous les anciens territoires d'outre-mer (p. 2063) ; les incidences du texte sur l'équilibre financier des régimes de sécurité sociale agricole (p. 2063).

Art. 2 : *Rachat des cotisations* (p. 2064) ; adoption (*ibid.*).

Art. 3 : *Montant des cotisations* (p. 2064) ; adoption (*ibid.*).

Art. 5 : *Modalités d'application* (p. 2064) ; adoption (*ibid.*). Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2064).

**§ 5.** — Projet de loi relatif à l'accession des membres du cadre auxiliaire de l'enseignement français à l'étranger au régime de l'assurance volontaire pour le risque vieillesse, présenté à l'Assemblée Nationale le 1er décembre 1959 par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 428**; rapport le 22 juin 1960 par Mme Marcelle Devaud, **n° 699**; avis présenté au nom de la Commission des affaires étrangères le 23 juin 1960 par M. Szigeti, **n° 700.** Adoption le 23 juin 1960 (p. 1482). — Projet de loi **n° 121.**

Transmis au Sénat le 28 juin 1960 (renvoyé à la Commission des affaires sociales), **n° 223 (année 1959-1960)**; rapport le 21 juillet 1960 par M. Carrier, **n° 308 (année 1959-1960).** Adoption définitive en première lecture le

Sécurité sociale.

23 juillet 1960. — Projet de loi **n° 108 (année 1959-1960).**

Loi n° 60-793 du 2 août 1960, publiée au *J.O.* du 4 août 1960 (p. 7222).

**DISCUSSION** [23 juin 1960] (p. 1480). Entendus : Mme Devaud, *Rapporteur* ; MM. Szigeti, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires étrangères* ; Couve de Murville, *Ministre des Affaires étrangères* ; observations sur la situation des auxiliaires du cadre de l'enseignement français à l'étranger vis-à-vis de la législation de la sécurité sociale (p. 1480 à 1482).

Art. 1er à 7 : adoption (p. 1482). Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1482).

**§ 6.** — Proposition de loi tendant à modifier les articles L 331 et L 332 du Code de sécurité sociale afin de ramener de 65 à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes l'âge à partir duquel l'assuré a droit à une pension égale à 40 0/0 du salaire annuel moyen de base, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 mai 1960 par M. Rieunaud (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 647.**

**§ 7.** — Proposition de loi tendant à différencier les pensions versées aux assurés sociaux relevant du troisième groupe d'invalidité, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 mai 1960 par M. Dalbos (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 655.**

**§ 8.** — Proposition de loi tendant à compléter l'article 4 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif à l'assurance vieillesse, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 juillet 1960 par M. Gabelle (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 852** ; rapport le 22 novembre 1960 par M. Dalbos, **n° 965** ; rapport supplémentaire le 7 décembre 1961 par M. Dalbos, **n° 1601.**

**§ 9.** — Proposition de loi tendant à étendre les dispositions de l'article L 356 du Code de la sécurité sociale concernant l'attribution de la majoration pour tierce personne aux pensionnés ayant dépassé l'âge de 65 ans, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 juillet 1960 par M. Muller et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 854** ; rapport le 15 décembre 1960 par M. Mainguy, **n° 1064.**

**§ 10.** — Proposition de loi tendant à étendre aux salariés français rapatriés de l'étranger le bénéfice de la loi n° 59-939 du 31 juillet 1959 relative à l'accession des salariés français de Tunisie et du Maroc au régime de l'assurance volontaire vieillesse, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 octobre 1960 par M. André Lacaze (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 875** ; rapport le 17 mai 1961 par M. Tomasini, **n° 1191** ; rapport supplémentaire le 16 novembre 1961 par M. Tomasini, **n° 1538.**

**§ 11.** — Proposition de loi tendant à la création, parmi les différents régimes de retraite vieillesse, d'une retraite unique de base, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 novembre 1960 par M. Rossi (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 981.**

**§ 12.** — Proposition de loi tendant à permettre aux salariés français du Maroc et de Tunisie de faire valider les périodes de travail salarié accomplies par eux en métropole avant leur installation en Afrique du Nord, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1961 par M. Battesti (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1166** ; rapport le 12 octobre 1961 par M. Tomasini, **n° 1446.**

**§ 13.** — Projet de loi tendant à accorder à certaines catégories de travailleurs obligatoirement affiliés au régime général de la sécurité sociale, postérieurement au 1er juillet 1930, la faculté d'opérer des versements de rachat au titre de l'assurance vieillesse, présenté au Sénat le 25 avril 1961 par M. Bacon, Ministre du Travail (renvoyé à la Commission des affaires sociales), **n° 171 (année 1960-1961)** ; rapport le 5 juillet 1961 par M. André Chazalon, **n° 298 (année 1960-1961).** Adoption le 11 juillet 1961. — Projet de loi **n° 118 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 12 juillet 1961 (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1332** ; rapport le 16 novembre 1961 par M. Profichet, **n° 1539** ; rapport supplémentaire le 9 mai 1962 par M. Profichet, **n° 1705.** Adoption avec

modification en première lecture le 16 mai 1962 (p. 1140). — Projet de loi **n° 393.**

Transmis au Sénat le 22 mai 1962, **n° 203 (année 1961-1962)**; rapport le 5 mai 1962 par M. Chazalon, **n° 214 (année 1961-1962).** Adoption avec modification en deuxième lecture le 7 juin 1962. — Projet de loi **n° 88 (année 1961-1962).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 8 juin 1962, **n° 1756** ; rapport le 20 juin 1962 par M. Profichet, **n° 1775.** Adoption définitive en deuxième lecture le 26 juin 1962 (p. 1991). — Projet de loi **n° 407.**

Loi n° 62-789 du 13 juillet 1962, publiée au *J.O.* du 14 juillet 1962 (p. 6908).

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [3 mai 1962] (p. 853); [16 mai 1962] (p. 1135). Entendus : MM. Profichet, *Rapporteur*; Bertrand Denis, Grasset-Morel, Bayou, Schmitt, Durbet, *Président de la Commission des affaires culturelles*; Bacou, *Ministre du Travail*; Alliot, Lolive, de Sesmaisons, Catayée, Hanin. Observations sur : la nécessité de permettre le rachat de leurs cotisations aux personnes ayant été exclues pendant un certain temps de l'affiliation au régime général et de rétablir dans leur intégralité leur droit à une pension de vieillesse (p. 853); l'application de la loi aux salariés de l'agriculture (p. 853, 854, 855); aux exploitants agricoles (p. 853, 854, 855); aux rapatriés d'Afrique du Nord (p. 853, 856); le dépôt tardif d'un amendement socialiste tendant à étendre la possibilité de rachat aux salariés et non salariés agricoles (p. 854); l'irrecevabilité de cet amendement (*ibid.*); la navette qu'entrainerait l'adoption d'une telle disposition et la nécessité de ne pas retarder le vote de la loi (*ibid.*); le cas des artisans [*ibid.*); celui des professions connexes à l'agriculture, notamment des gérants de sociétés de famille d'exploitations forestières (p. 854, 855); la situation particulière des chauffeurs de taxis propriétaires de leur voiture (p. 855); le rachat souhaitable des cotisations des personnes aux ressources modestes par les caisses qui leur servent leur allocation de vieillesse (*ibid.*); le cas des travailleurs des départements d'outre-mer (p. 855); le renvoi souhaitable du texte en commission pour lui donner une portée plus générale (p. 355, 856); renvoi du texte en commission (p. 856).

Reprise de la discussion [16 mai 1962] (p. 1135). Entendus : MM. Protichet, *Rapporteur*; Pisani, *Ministre de l'Agriculture.* Observations sur : la généralisation des dispositions du projet (p. 1135); l'extension du bénéfice de la loi aux salariés agricoles (p. 1136); le cas particulier des chauffeurs de taxis propriétaires de leur voiture bénéficiaires de l'assurance volontaire (*ibid.*); celui des salariés des départements d'outre-mer en ce qui concerne leur activité antérieure à 1948 [*ibid.*); l'extension éventuelle de la loi aux exploitants agricoles (*ibid.*); les incidences d'une pareille disposition sur le régime d'assurance-maladie agricole (p. 1136, 1137); le désir du Gouvernement de procéder à une étude plus appronfondie de cette question (p. 1137); le prochain dépôt devant le Parlement de deux projets de loi intéressant l'agriculture : projet de loi-programme sur l'enseignement agricole et projet de loi complémentaire à la loi d'orientation (p. 1137) ; la nécessité de modifier notre législation après les accords de Bruxelles (*ibid.*).

Sécurité sociale.

Article unique : *Possibilité pour certains travailleurs obligatoirement affiliés au régime général de la Sécurité sociale postérieurement au 1er juillet 1930, d'opérer des versements de rachat au titre de l'assurance-vieillesse* (p. 1137); observations sur : l'application nécessaire de la loi aux chauffeurs de taxis propriétaires de leur voiture admis au bénéfice de l'assurance volontaire (p. 1137); la nécessité de discuter rapidement des deux textes agricoles annoncés par le Gouvernement (p. 1138); le rachat par les anciens exploitants agricoles de leur cotisation vieillesse (p. 1137, 1138); l'amendement voté au cours de la discussion du projet de loi sur l'assurance-maladie agricole tendant à faire bénéficier de cette assurance les anciens exploitants ayant cotisé pendant moins de cinq ans (*ibid.*); l'opposition du Comité constitutionnel à cet amendement en raison de ses incidences financières (p. 1138); la disparition de l'argument invoqué par le Comité constitutionnel du fait du relèvement du taux de la retraite des vieux agriculteurs (*ibid.*); la situation des travailleurs des Départements d'outre-mer dont la qualité de salariés n'a pas été reconnue avant 1948 (p. 1138, 1139); amendement de M. Profichet au nom de la Commision (extension du bénéfice de la loi aux salariés agricoles) (p. 1139); adoption de l'amendement (*ibid.*); amendement de M. Bayou (extension du bénéfice de la loi aux exploitants agricoles ayant atteint l'âge de la retraite sans avoir pu cotiser cinq ans au régime vieillesse agricole) (*ibid.*); le Gouvernement oppose l'article 40 de la Constitution à cet amendement qui est déclaré irrecevable (*ibid.*).

Après l'article unique : Article additionnel de M. Profichet au nom de la Commission (extension du bénéfice de la loi aux chauffeurs

Sécurité sociale.

de taxis propriétaires de leur voiture) (*ibid.*); observations sur : les déclarations de M. le Ministre du Travail en première lecture sur l'application de la loi aux rapatriés assurés volontaires du régime général (p. 1139, 1140); le Gouvernement oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement de la Commission qui est déclaré irrecevable (*ibid.*); observations sur : la situation des personnes mises à la retraite à 60 ans pour cause d'inaptitude au travail, auxquelles il manque quelques années de versement (*ibid.*); adoption de l'article unique (*ibid.*); adoption du projet de loi (p. 1140). = Orateurs : MM. Bayou, Catayée, Fourmond, Lolive, Pisani, *Ministre de l'Agriculture*; Profichet, *Rapporteur*; Rieunaud, Sagette.

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [26 juin 1961] (p. 1989). Entendus : MM. Profichet, *Rapporteur*; Godonnèche; observations sur : les modifications introduites par le Sénat concernant les personnes affiliées à un régime de salariés, applicable en Algérie et au Sahara (p. 1989, 1990); l'exclusion regrettable du champ d'application de la loi des anciens exploitants agricoles (p. 1990); l'inscription souhaitable à un ordre du jour prochain, d'une proposition de loi permettant aux anciens exploitants de bénficier de l'assurance-maladie (*ibid.*).

Article unique : *Possibilité pour certaines catégories de travailleurs d'effectuer des versements de rachat au titre de l'assurance-vieillesse* (p. 1990); observations sur : l'intention du Gouvernement de se livrer à une étude approfondie de la situation des anciens exploitants agricoles (p. 1990, 1991); l'application opportune de la loi aux salariés agricoles (p. 1991); adoption de l'article unique du projet de loi (*ibid.*). = Orateurs : MM G. Grandval, *Ministre du Travail*; Bayou.

**§ 14.** — Proposition de loi tendant à instituer une pension temporaire préalable à la pension de vieillesse de la sécurité sociale et à instituer des centres d'orientation professionnelle des adultes, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 juillet 1961 par M. Debray et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1359.**

**§ 15.** — Proposition de loi tendant à étendre la faculté d'accession au régime de l'assurance volontaire vieillesse aux salariés français résidant ou ayant résidé dans certains Etats et dans les territoires d'outre-mer, présentée au Sénat le 16 décembre 1960 par M. Armengaud (renvoyée à la Commission des affaires sociales), **n° 130 (année 1960-1961)**; rapport le 22 novembre 1961 par M. Messaud, **n° 79 (année 1961-1962).** Adoption le 8 décembre 1961. — Proposition de loi **n° 42 (année 1961-1962).**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 8 décembre 1961 (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1608** ; rapport le 11 décembre 1961 par M. Mariotte, **n° 1613.** Adoption sans modification le 13 décembre 1961 (p. 5557). — Proposition de loi **n° 367.**

Loi n° 61-1413 du 22 décembre 1961, publiée au *J. O.* du 23 décembre 1961 (p. 11825).

**§ 16.** — Proposition de loi relative à l'accession des salariés français d'outre-mer dans leur ensemble au régime de l'assurance volontaire vieillesse, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 décembre 1961 par M. Battesti (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1647.**

**§ 17.** — Proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des avantages vieillesse et sociaux aux conjoints, ascendants, descendants ou autres parents remplissant ou ayant rempli le rôle effectif de tierce personne d'un ayant droit à l'allocation ou pension servie à cet effet, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 décembre 1961 par MM. Cassagne, Darchicourt, Lacroix et les membres du groupe socialiste (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1655** ; rapport le 27 juin 1962 par M. Darchicourt, **n° 1794.**

**§ 18.** — Proposition de loi relative au régime de retraite des travailleurs non salariés, présentée à l'Assemblée Nationale le 21 mars 1962 par MM. Moras, Besson et Commenay (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1686.**

**§ 19.** — Proposition de loi tendant à modifier l'article 351 du Code de la sécurité sociale sur les pensions de réversion, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 juin 1962 par M. Rombeaut et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1749**; rapport le 18 juillet 1962 par M. Chazelle, **n° 1855.**

§ **20.** — Proposition de loi tendant à fixer à 60 ans l'âge d'ouverture du droit à pension vieillesse, au taux normal, pour les assurés sociaux du sexe féminin, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 octobre 1962 par M. Heuillard (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1916.**

V. — Dispositions diverses.

§ **1er.** — Proposition de loi tendant à garantir aux mères de famille la santé et la sécurité par la prise en charge par les organismes de sécurité sociale des dépenses relatives aux services rendus par les travailleuses familiales, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 juillet 1959 par M. Chazelle et les membres du groupe des républicains populaires et du centre démocratique et apparentés (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 200**; rapport le 7 juillet 1961 par M. Mariotte, **n° 745**; sur cette proposition de loi et celle de M. Toutain (**n° 252**); rapport supplémentaire le 12 juillet 1961 par M. Mariotte, sur cette proposition de loi et celles : 1° de M. Toutain (**n° 252**) ; 2° de M. Mariotte (**n° 525**), **n° 1331.**

**DISCUSSION** [19 juillet 1961] (p. 1802). Entendus : MM. Mariotte, *Rapporteur*; Lolive, Degraeve, Chenot, *Ministre de la Santé publique et de la Population* ; Mme Devaud, MM. Chazelle, Durbet, *Président de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales*; Maurice Schumann, Rombeaut ; observations sur : le contenu des propositions (p. 1802); la situation difficile des mères de famille (p. 1802, 1803); le nombre des travailleuses familiales (p. 1803); leur recrutement et leur formation (p. 1803, 1804); la nécessité d'un vote rapide de cette proposition (p. 1805) ; ses incidences financières (*ibid.*); demande de renvoi à la Commission, présentée par le Gouvernement (p. 1805); observations sur : la nécessité d'un vote rapide de la proposition (p. 1805, 1806); la demande de renvoi est repoussée par l'Assemblée (p. 1807); la suite du débat est renvoyée à une séance ultérieure (*ibid.*).

§ **2.** — Proposition de loi tendant à éviter à la sécurité sociale les dépenses très importantes dues aux hospitalisations et placements en maison de repos des mères de famille sumenées en leur fournissant des travailleuses familiales qui seront prises en charge par la sécurité sociale grâce aux économies ainsi faites, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 juillet 1959 par M. Toutain (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 252.** — *Voy.* ci-dessus, **n° 200.**

Sécurité sociale.

§ **3.** — Proposition de loi tendant à permettre l'extension des soins à domicile, par le développement du service d'aide ménagère, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 décembre 1959 par M. Mariotte (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 525.** — *Voy.* ci-dessus, **n° 200.**

§ **4.** — Projet de loi tendant à protéger certains bénéficiaires d'allocations, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 octobre 1962 par M. Jean Foyer, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1905.**

Sécurité sociale.

*Voy.* Ministères (Présentation du Cabinet de M. Debré); Questions orales (avec débat), n° 43.

— Aide aux aveugles travailleurs. — *Voy.* Questions orales (avec débat), n° 29.

— Aide aux enfants majeurs aveugles ou infirmes. — *Voy.* Questions orales (sans débat), n° 170.

— Aide aux malades, aux infirmes et aux vieillards. — *Voy.* Questions orales (sans débat), n° 173.

— Amélioration de la. — *Voy.* Déclarations du Gouvernement, n° 17.

— Attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. — *Voy.* Questions orales (sans débat), n° 223.

— Cas des anciens exploitants agricoles. — *Voy.* Ordre du jour (des séances) [30 juin 1960] (p. 1596).

— Conditions d'existence des vieillards au regard des lois sociales. — *Voy.* Questions orales (sans débat), n° 236.

— Conseil supérieur de la. — *Voy.* Conseil supérieur de la Sécurité sociale.

Cotisations de. — *Voy.* Questions orales (avec débat), n^os 68 et 258.

— Cures thermales (frais). — *Voy.* Questions orales (sans débat), n^os 17 et 18.

— Date des élections des administrateurs des caisses — et d'allocations familiales. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 238.

*Voy.* aussi SÉCURITÉ SOCIALE, 1.

— et décrets de mai 1960 (assurance-maladie). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 25.

— Droit à pension de réversion dans le régime de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 237.

— Expertise en matière de. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 56.

— Extension aux non salariés. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 107.

— Fonds d'action sanitaire et social. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 19.

— Franchise. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n^os 15, 16.

— et horaires des médecins. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 25.

— dans les mines (déficit). — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n^os 46, 47.

— et multiplicité des retraites. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 16.

— Plafond de cotisations. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (n° **1436**) (Finances et Affaires économiques. — I. — Charges communes) [12 novembre 1961] (p. 4443 à 4444) et seconde délibération [12 novembre 1961] (p. 4556, 4557).

— Rapport au Parlement. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (n° **866**), Article additionnel [27 octobre 1960] (p. 2877).

— Réalisations hospitalières. — *Voy.* SANTÉ PUBLIQUE [14 mai 1959] (p. 505, 506).

— Réforme de la. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 17.

— Régime général et régime propre aux mineurs : personnel de la S.N P.A. à Lacq. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 116.

— Remboursement des frais de cures thermales et climatiques. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 123.

— Situation financière des caisses. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 76.

— Suppression de la « Franchise » et problème parallèle de la retraite des anciens combattants. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 1.

— Taux d'abattement appliqués aux prestations familiales. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 190.

— minière. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (n° **650**), Art. 17, Etat A : TRAVAIL [5 juillet 1960] (p. 1702).

— minière : avances consenties par les communes et les départements. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (n° **690**), Art. 28 [5 juillet 1960] (p. 1709).

## SÉCURITÉ SOCIALE AGRICOLE.

I. — Organisation et Dispositions générales,
II. — Accidents du travail,
III — Assurance-maladie,
IV. — Assurance-vieillesse.

### I. — ORGANISATION ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer un système de sécurité sociale intégrale aux exploitants agricoles non salariés et aux membres de leur famille, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 juin 1959 par MM. Juskiewenski et Maurice Faure (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), n° **150.**

### II. — ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Projet de loi instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture, présenté au Sénat le 27 juin 1961 par M. Henri Rochereau, Ministre de l'Agriculture (renvoyé à la Commission des affaires sociales), n° **283 (année 1960-1961)** ; rapport le 19 octobre 1961 par M. Brousse, n° **24 (année 1961-1962).** Adoption le 26 octobre 1961. — Projet de loi n° **7 (année 1961-1962).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 27 octobre 1961 (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), n° **1483** ; avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges le 9 novembre 1961, par M. Becue, n° **1510** ; rapport le 10 novembre 1961, par M. Rombeaut, n° **1514** ; rapport supplémentaire le 23 novembre 1961, par M. Rombeaut, n° **1559.**

**DISCUSSION** [14 novembre 1961] (p. 4842) [15 novembre 1961] (p. 4858) [13 décembre 1961] (p. 5606). Entendus : MM. Rombeaut, *Rapporteur;* Godonneche, Fourmond, Durroux, Liogier, Villon, Meck, Paquet, Laudrin, Pisani, *Ministre de l'Agriculture.*

Observations sur : les notions d'accident du travail et d'accident de la vie privée en agriculture (p. 4842); les dispositions législatives existant en ces matières dans les pays de la Communauté économique européenne (p. 4842, 4843) ; le nombre des personnes intéressées par le projet de loi (p. 4843) ; l'évaluation du taux des accidents et du coût de l'assurance (p. 4843) ; la participation nécessaire de l'Etat (p. 4843, 4845) ; la définition des bénéficiaires (p. 4843) ; l'inclusion éventuelle d'une franchise (p. 4843) ; les organismes assureurs (p. 4843) ; l'attestation d'assurance (p. 4843) ; l'obligation de l'assurance (p. 4844) ; la situation des départements d'Alsace et de Moselle (p. 4844) ; la subvention versée au régime d'assurance contre les accidents du travail agricole fonctionnant dans ces départements (*ibid.*) ; l'octroi du bénéfice de la loi aux administrateurs des organismes sociaux (p. 4844); la disposition votée par le Sénat tendant au dépôt d'un projet de loi relatif à l'assurance obligatoire des salariés agricoles (p. 4844) ; la charge nouvelle imposée à l'agriculture (p. 4846, 4860) ; la nécessité d'une cotisation en ce qui concerne les différentes assurances sociales (p. 4846) ; la nécessité d'une assurance obligatoire des employeurs agricoles (p. 4846) ; la position du gronpe socialiste (p. 4846, 4847) ; celle du groupe communiste (p. 4858, 4859) ; motion tendant au renvoi du texte à la Commission, présentée par M. Laudrin (p. 4860) ; observations sur : les insuffisances du texte en discussion (p. 4861) ; l'absence de garanties en matière d'invalidité (p. 4861) ; les difficultés économiques des paysans (p. 4861) ; le relèvement nécessaire des prix agricoles (p. 4861) ; la nécessité d'inclure la garantie des accidents du travail dans le régime général de sécurité sociale agricole (p. 4861) ; la nécessité d'une participation financière de l'Etat (p. 4861, 4862) ; adoption de la motion de renvoi (p. 4862).

Entendus : MM. Rombeaut, *Rapporteur ;* Pisani, *Ministre de l'Agriculture;* Durroux, Schmitt ; observations sur la nécessité de renvoyer le débat à une autre séance, en vue de permettre notamment la recherche des moyens de financement du projet (p. 5606) ; le Gouvernement retire le projet de l'ordre du jour (p. 5606) ; rappel au règlement de M. Durroux (décision de retrait de l'ordre du jour, prise par le Gouvernement) (p. 5606) ; rappel au règlement de M. Schmitt (renvoi du projet à la nouvelle session — réunion éventuelle d'une Conférence des présidents) (p. 5606).

Sécurité sociale agricole.

III. — Assurance maladie.

§ 1er. — Rapport d'information sur le problème de l'assurance maladie des exploitants agricoles, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, présenté à l'Assemblée Nationale le 3 février 1960 par M. Godonnèche, **n° 557.**

§ 2. — Projet de loi relatif aux assurances maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille, présenté à l'Assemblée Nationale le 26 avril 1960 par M. Rochereau, Ministre de l'Agriculture (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 560** ; rapport le 6 mai 1960 par M. Godonnèche, **n° 605** ; avis présenté au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan le 13 mai 1960 par M. Paquet, **n° 638** ; avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges le 13 mai 1960 par M. Gauthier, **n° 639.** Adoption en première lecture le 13 juillet 1960 (p. 1921). — Projet de loi **n° 148.**

Transmis au Sénat le 18 juillet 1960 (renvoyé à la Commission des affaires sociales), **n° 280 (année 1959-1960)** ; rapport le 25 juillet 1960 par M. Brousse, **n° 335 (année 1959-1960)** ; avis présenté au nom de la Commission des affaires économiques le 13 octobre 1960 par M. Bajeux, **n° 3 (année 1960-1961)** ; avis présenté au nom de la Commission des finances le 13 octobre 1960 par M. Kistler, **n° 4 (année 1960-1961).** Adoption avec modification en première lecture le 25 octobre 1960. — Projet de loi **n° 2 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 26 octobre 1960, **n° 894** ; rapport le 17 novembre 1960 par M. Grèverie, **n° 956** ; avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges le 18 novembre 1960 par M. Gauthier, **n° 960** ; avis présenté au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan le 22 novembre 1960 par M. Paquet, **n° 962.** Adoption avec modification en deuxième lecture le 29 novembre 1960 (p. 4155). — Projet de loi **n° 203.**

Sécurité sociale agricole.

Transmis au Sénat le 1er décembre 1960, **n° 77 (année 1960-1961);** rapport le 1er décembre 1960 par M. Brousse, **n° 79 (année 1960-1961)**; avis présenté au nom de la Commission des finances le 6 décembre 1960 par M. Kistler, **n° 82 (année 1960-1961).** Adoption avec modification en deuxième lecture le 7 décembre 1960. — Projet de loi **n° 33 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 8 décembre 1960, **n° 1021**; rapport le 13 décembre 1960 par M. Grèverie au nom de la Commission mixte paritaire, **n° 1054.** Adoption des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire le 13 décembre 1960 (p. 4560). — Projet de loi **n° 224.**

Rapport au Sénat le 13 décembre 1960 par M. Martial Brousse, au nom de la Commission mixte paritaire, **n° 111 (année 1960-1961).** Adoption des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire (entraînant l'adoption du projet) le 13 décembre 1960. — Projet de loi **n° 45 (année 1960-1961).**

Loi n° 61-89 du 25 janvier 1961, publiée au *J.O.* du 27 janvier 1961 (p. 1059) (1).

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [7 juin 1960] (p. 1180), [8 juin 1960] (p. 1196), [7 juillet 1960] (p. 1776), [12 juillet 1960] (p. 1857). Pour la discussion générale, *voy.* AGRICULTURE, 10. Entendus : MM. Rochereau, *Ministre de l'Agriculture*; Durbet, *Président de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales*; Cassagne; observations sur : l'amendement déposé par M. Boulin (p. 1180); la nécessité d'un examen approfondi de ce texte (*ibid.*); le Gouvernement et la Commission demandent le renvoi du débat à la prochaine séance (p. 1180).

**REPRISE DE LA DISCUSSION** [8 juin 1960] (p. 1196). Entendu : M. Rochereau, *Ministre de l'Agriculture*; observations sur l'examen du texte déposé par M. Boulin (p. 1196); le Gouvernement retire le projet de l'ordre du jour (*ibid.*).

**REPRISE DE LA DISCUSSION** [7 juillet 1960] (p. 1775); demande de suspension de séance présentée par le Gouvernement (p. 1775); adoption (*ibid.*); rappel au règlement de M. Cachat (distribution des amendements) (p. 1775); observations sur : le paysan et la maladie (p. 1775); les travaux du groupe d'études de la Commission culturelle des affaires sociales (p. 1776); le coût financier du projet du Gouvernement et celui du projet étudié par le groupe d'études (p. 1776); les cotisations demandées aux agriculteurs (p. 1776, 1777, 1779, 1780); la subvention de l'Etat (p. 1777, 1778, 1779, 1780); les économies envisagées dans le domaine de l'assistance médicale gratuite (p. 1776, 1780); le nombre des assujettis (p. 1779); le cas des agriculteurs d'Algérie (p. 1779); les risques et les prestations (p. 1777, 1779, 1780); l'absence de dispositions concernant les accidents du travail (p. 1780); la gestion du système (mutualité sociale agricole, mutuelles, compagnies privées) (p. 1778, 1780); la nécessité d'une adoption rapide du projet (p. 1781); les exigences du groupe de l'Union pour la nouvelle République (p. 1780); le Gouvernement demande le renvoi du débat à une séance ultérieure (*ibid.*); ce renvoi est accepté (p. 1780); motion de M. Cassagne tendant au renvoi du texte à la Commission (p. 1857); observations sur : l'attitude du groupe socialiste (p. 1857); le caractère insuffisant du projet (*ibid.*); la politique anti-paysanne du Gouvernement (p. 1858); le caractère dilatoire de la motion de M Cassagne (p. 1858); rejet de la motion (p. 1859).

Art. 1er : *Assurance maladie, invalidité et maternité* (p. 1859); observations sur : les propositions du groupe communiste concernant le financement du projet (p. 1861); les travaux du groupe d'étude de la Commission des affaires culturelles et sociales : montant des dépenses (p. 1862), étendue des prestations (*ibid.*), garantie contre les accidents (*ibid.*), création d'un abattement de 200 NF (*ibid.*), assurance invalidité (p. 1863), ticket modérateur (*ibid.*), contrôle médical et création d'un haut comité médical (p. 1863), gestion de l'assurance (p. 1863, 1864); les propositions du groupe M.R P. concernant le financement du projet (institution d'une double cotisation) (p. 1864, 1865); l'amendement de MM. Boulin et Laudrin instituant un abattement de 200 NF (p. 1866); la gestion du système d'assurance et la volonté du Gouvernement de donner un monopole à la mutualité agricole (p. 1866, 1867); l'assurance maladie et les exigences de l'exercice de la profession médicale (p. 1868); la déception probable des agriculteurs ayant déjà contracté des assurances auprès des mutuelles ou des compagnies privées (p. 1869, 1870); la limitation de la prise en charge du risque chirurgical aux actes supérieurs au coefficient K 15 (p. 1870); la subvention de l'Etat aux caisses d'assurance des accidents agricoles des départements d'Alsace-Lorraine (p. 1867); les diffi-

(1) Décision du Conseil constitutionnel du 20 janvier 1961, publiée au *J.O.* du 24 janvier 1961 (p. 982).

cultés particulières des exploitations agricoles des pays de montagne (p. 1871).

**SUITE DE LA DISCUSSION** [12 juillet 1960] (p. 1875); observations sur : le champ d'application de la loi, le problème du petit risque (p. 1875) ; l'amendement de MM. Boulin et Laudrin (p. 1876) ; le financement (*ibid*) ; le contrôle parlementaire sur le fonctionnement du budget annexe (p. 1876) ; le problème de la gestion (mutualités, sociétés privées, etc.) (p. 1876, 1877); la collaboration entre le Gouvernement et le Parlement pour l'élaboration du projet (p. 1877, 1878); l'abattement proposé pour les prestations (p. 1877); la date d'application du projet (p. 1877).

Art. 1er : *Introduction d'un chapitre III.-1* du Code rural. Les sections I et II sont réservées jusqu'au vote des dispositions concernant la section III (p. 1878).

Section III : *Financement* (p. 1878) ; Art. 1106-5 du Code rural : *Montant des cotisations* (p. 1878); observations sur le financement (p. 1878, 1879); le calcul des cotisations (*ibid*); la subvention de l'Etat (*ibid*); la solidarité professionnelle et l'établissement d'une double cotisation (*ibid*); amendement de M. Gauthier au nom de la Commission de la production et des échanges (cotisation individuelle, subvention de l'Etat, prélèvement sur les prix de commercialisation des produits agricoles) (p. 1879) ; observations sur : l'intérêt d'un prélèvement sur le prix des produits agricoles à l'exemple de ce qui est fait pour le budget des prestations familiales agricoles (p. 1879); amendement de M Godonnèche au nom de la Commission des affaires culturelles (double cotisation) (p. 1879) ; observations sur : la nécessité de la solidarité professionnelle (p. 1880); amendement de M. Paquet (cotisation individuelle uniforme) (p. 1880) ; observations sur : l'injustice du système de la double cotisation (p. 1880) ; le caractère inadéquat et archaïque du revenu cadastral (p. 1880); amendement de M. Waldeck Rochet (cotisation individuelle et taxe additionnelle à la contribution foncière) (p. 1880) ; amendement de M. Godefroy (correction de la référence au revenu cadastral par une estimation du revenu réel des terres) (p. 1880) ; observations sur : le caractère archaïque et injuste du système du revenu cadastral (p. 1881) ; amendement de M. Durroux (double cotisation) (p. 1881) ; amendement de M. Charvet (cotisation individuelle) (p. 1881); observations sur : la nécessité de la solidarité nationale en faveur de l'agriculture ; l'imperfection du système du revenu cadastral (p. 1881) ; les inconvénients ou les difficultés d'application des différents amendements et la nécessité d'adopter le texte déposé par le Gouvernement (p. 1881, 1882) ; les deux systèmes en présence : cotisation uniforme ou double cotisation (p. 1882) ; rappel au règlement de M. Moulin (application de l'article 56. quatrième alinéa du règlement) (p. 1882, 1883); observations sur : l'intérêt de la double cotisation (p. 1883) ; sous-amendement de M. Godonnèche au nom de la Commission des affaires culturelles, à l'amendement de M. Gauthier (fixation de la participation minimum de l'Etat à 30 0/0) (p. 1883) ; le Gouvernement oppose l'article 40 de la Constitution à ce sous-amendement qui est déclaré irrecevable (*ibid*) ; sous-amendement de M. Boscher à l'amendement de M. Gauthier (consultation des organismes professionnels) (p. 1883) ; adoption (p. 1884) ; sous-amendement de M. Gauthier au nom de la Commission de la production et des échanges, à son amendement au nom de la même Commission (financement par institution d'une taxe sur les produits agricoles) (p. 1884); le Gouvernement oppose l'article 40 de la Constitution à ce sous-amendement qui est déclaré irrecevable (*ibid*) ; adoption de l'amendement de M. Gauthier (p. 1884); rejet au scrutin de l'amendement de M. Godonnèche (p. 1884) ; liste des votants (p. 1903); retrait de l'amendement de M Paquet (p. 1884); rejet de l'amendement de M. Waldeck Rochet (p. 1885) ; rejet de l'amendement de M. Durroux (*ibid*) ; retrait de l'amendement de M. Godefroy (*ibid*) ; rejet de l'amendement de M. Charvet (*ibid*) ; amendement de MM. Godonnèche, Gauthier, Paquet, Briot et Laurent au nom de la Commission des affaires culturelles (inscription des opérations financières dans le budget annexe des prestations sociales agricoles) (p. 1885); MM Paquet et Laurent ne contresignent plus cet amendement (p. 1885); adoption de cet amendement (p. 1885); amendement de M. Boscher (consultation des organismes professionnels) (p. 1885) ; adoption (*ibid*) ; adoption de l'article 1106-5 du Code rural (*ibid*).

Art. 1106-6 du Code rural : *Exemption de cotisation* (p. 1885); amendement de M. Waldeck Rochet (extension des exemptions) (p. 1885); amendement de M. Godonnèche au nom de la Commission des affaires culturelles (extension des exemptions) (p. 1885) ; le Gouvernement se rallie à l'amendement de M. Godonnèche (p. 1886); rejet de l'amendement de M. Waldeck Rochet (p. 1886) ; sous-amendement de M. Gauthier au nom de la Commission de la production et des échanges à l'amendement de M. Godonnèche (exemption de cotisation

**Sécurité sociale agricole.**

Sécurité sociale agricole.

pour les personnes relevant d'un autre régime d'assurances) (p. 1886) ; adoption (*ibid*) ; sous-amendement de M. Gauthier au nom de la Commission de la production et des échanges à l'amendement de M. Godonnèche (exemption en faveur des cultivateurs retraités continuant d'exploiter une surface inférieure au tiers de l'exploitation-type) (p. 1886) ; retrait (p. 1886) ; adoption de l'amendement de M. Godonnèche qui devient l'article 1106-6 du Code rural (p. 1886).

Art. 1106-7 du Code rural : *Participation de l'Etat* (p. 1886) ; amendement de M. Godonnèche au nom de la Commission des affaires culturelles : Participation minimum de l'Etat égale à 30 0/0 du coût d'assurance (p. 1887) ; amendement de M. Cassagne (participation de l'Etat en faveur des exploitations ayant un caractère artisanal (p. 1887) ; retrait de l'amende M. Godonnèche (p. 1887) ; le Gouvernement oppose l'article 40 à l'amendement de M. Cassagne qui est déclaré irrecevable (p. 1887) ; amendement de M. Paul Reynaud : 1° substitution du bénéfice forfaitaire au revenu cadastral ; 2° fixation d'une période transitoire pour les années 1961 et 1962 (p. 1887) ; observations sur : le caractère injuste du système du revenu cadastral (p. 1887, 1888) ; l'exemple de certaines communes du département du Nord (p. 1888) ; la difficulté de mettre sur pied un nouveau système (p. 1888, 1889) ; sous-amendement de M. Schmitt à l'amendement de M. Paul Reynaud (bénéfice forfaitaire des *cinq dernières années* (p. 1889) ; rejet du sous-amendement (p. 1890) ; adoption de l'amendement de M. Paul Reynaud (p. 1890) ; amendement de M. Durroux devenu sans objet (p. 1890) ; amendement de M. Liogier (fixation d'un minimum pour la participation de l'Etat) (p. 1890) ; amendement de M. Godonnèche (fixation à 75 0/0 du plafond de la participation de l'Etat (p. 1890) ; le Gouvernement oppose l'article 40 de la Constitution à ces amendements qui ne sont pas déclarés irrecevables (p. 1890) ; adoption de l'amendement de M. Liogier (p. 1890) ; retrait de l'amendement de M. Godonnèche devenu sans objet (*ibid.*) ; amendement de M. Godonnèche (suppression de la référence aux 75 journées de main-d'œuvre salariée par an) (p. 1890) ; amendement analogue de M. Gauthier au nom de la Commission de la production et des échanges (p. 1890) ; amendement analogue de M. Paquet (p. 1890) ; le Gouvernement oppose l'article 40 de la Constitution à ces trois amendements qui sont déclarés irrecevables (p. 1891) ; amendement de M. Rivain (exemption en faveur des veuves) (p. 1891) ; amendement analogue de M. Godonnèche (p. 1891) ; adoption de l'amendement de M. Rivain (*ibid.*) ; adoption de l'amendement de M. Godonnèche (*ibid.*) ; adoption de l'article 1106-7 du Code rural (p. 1891).

SECTION I : *Champ d'application* (1). — Art. 1106-1 du Code Rural (p. 1891) ; amendement de M. Gauthier au nom de la Commission de la production et des échanges (extension de l'assurance à tous les exploitants dont l'agriculture constitue l'activité principale (p. 1892) ; amendement analogue de M. Paquet visant spécialement les agriculteurs de montagne (p. 1892) ; rejet de l'amendement de M. Gauthier (p. 1892) ; adoption de l'amendement de M. Paquet (*ibid.*) ; amendement de M. Godonnèche au nom de la Commission des affaires culturelles (exemption de cotisation pour tous les exploitants assujettis à un autre régime d'assurance-maladie obligatoire) (p. 1892) ; adoption (*ibid.*) ; amendement de M. Gauthier au nom de la Commission de la production et des échanges (modification de forme du troisième alinéa) (p. 1892) ; adoption (p. 1893) ; amendement de M. Gauthier au nom de la Commission de la production et des échanges (extension de l'assurance aux anciens exploitants) (p. 1893) ; amendement de M. Fourmond (assurance volontaire des anciens exploitants) (p. 1893) ; observations sur : la situation difficile des vieux paysans (p. 1893) ; adoption de l'amendement de M. Gauthier (p. 1893) ; l'amendement de M. Fourmond n'a plus d'objet (*ibid.*) ; amendement de M. Godonnèche au nom de la Commission des affaires culturelles (extension de l'assurance aux enfants en cours d'apprentissage, aux enfants poursuivant leurs études et aux enfants infirmes) (p. 1893) ; amendement analogue de M. Gauthier au nom de la Commission de la production et des échanges (p. 1893) ; le Gouvernement oppose l'article 40 de la Constitution à ces deux amendements qui sont déclarés irrecevables (p. 1894) ; amendement de M. Gautier au nom de la Commission de la production et des échanges (assurance des agriculteurs membres de sociétés d'exploitation) (p. 1894) ; adoption (*ibid.*) ; amendement de M. Paquet au nom de la Commission des finances (exemption de cotisation pour les personnes qui exercent une activité principale autre que l'agriculture) (p. 1894) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article 1106-1 du Code rural (p. 1894).

SECTION II : *Prestations*. — Art. 1106-2 du Code rural (p. 1895) ; amendement de

(1) Début de la discussion voir ci-dessus (p. 1878).

MM. Godonnèche, Boulain et Laudrin au nom de la Commission des affaires culturelles (extension des prestations) (p. 1895) ; sous-amendement de M. Godonnèche au nom de la Commission des affaires culturelles (contrôle médical sous l'égide du haut comité médical) (p. 1896) ; adoption de ce sous-amendement (*ibid.*) ; sous-amendement du Gouvernement (établissement d'un abattement pour les prestations) (p. 1897); adoption (*ibid.*); adoption de l'amendement de MM. Godonnèche, Boulain et Laudrin modifié par les sous-amendements (p. 1897); ce texte devient l'article 1106-2 du Code rural (*ibid.*) ; observations sur : l'organisation et le déroulement du débat (p. 1897).

Art. 1106-3 du Code rural (*ibid.*); amendement de M. Paquet au nom de la Commission des finances (suppression des prestations journalières) (p. 1898); adoption (*ibid.*); amendement de MM. Godonnèche et Debray au nom de la Commission des affaires culturelles (suppression de la référence au ticket modérateur et à l'abattement à la base) (p. 1898); adoption (*ibid.*); amendement de M. Gauthier au nom de la Commission de la production et des échanges (prestations d'invalidité) (*ibid.*) ; amendement analogue de M. Godonnèche au nom de la Commission des affaires culturelles (p. 1898); amendement analogue de M. Fourmond (*ibid.*) ; retrait des amendements de MM. Gauthier et Godonnèche (*ibid.*) ; le Gouvernement oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Fourmond qui est déclaré irrecevable (*ibid.*) ; adoption de l'article 1106-3 du Code rural (p. 1898).

Art. 1106-4 du Code rural (p. 1898); amendement de M. Gauthier au nom de la Commission de la production et des échanges (prescription par deux ans de l'assurance-maladie) (p. 1898); adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article 1106-4 du Code rural (p. 1899).

Art. 2 : le vote sur le premier alinéa est réservé (p. 1899).

Art. 1244-1 du Code rural : *Contrôle* (p. 1899); amendement de M. Paquet au nom de la Commission des finances tendant à supprimer cet article (p. 1899); observations sur : les sanctions existantes dans le titre IV du Livre VII du Code rural (p. 1899); retrait de l'amendement (*ibid.*); amendement de M. Charvet tendant à supprimer les mots « à toute époque » (p. 1899); observations sur : le sens de cette expression et sur l'exercice du contrôle par les fonctionnaires qui en sont chargés (p. 1899, 1900); retrait de l'amendement (*ibid.*); adoption de l'article 1144-1 du Code rural (*ibid.*).

Art. 1150-1 du Code rural : adoption (p. 1900) ; adoption du premier alinéa de l'article 2 (p. 1900); adoption de l'ensemble de l'article 2 (p. 1900); (la nécesité de la gestion par la mutualité sociale agricole) (p. 1906, 1907).

Art. 1106-8 du Code rural (p. 1907) ; amendement de M. J.-P. David (pluralité de gestion y compris les organismes privés) (p. 1907) ; amendement identique de MM. Gauthier et de Sesmaisons au nom de la Commission de la production et des échanges (p. 1908); observations sur : la nécessité d'un système pluraliste (p. 1908) ; les avantages d'une gestion pluraliste dans le cadre des organismes professionnels agricoles (p. 1909); la gestion nécessaire par la mutualité sociale agricole (p. 1909, 1910) ; le texte proposé par le Gouvernement : gestion par la mutualité sociale agricole avec intervention des sociétés mutualistes et de la mutualité de la loi de 1900 (p. 1910) ; la position du Ministre des Finances favorable à un système pluraliste (p. 1911), et les déclarations qu'il a faites dans ce sens à titre privé (*ibid.*); adoption au scrutin du texte commun de l'amendement de M. J.-P. David et de l'amendement de M. Gauthier (p. 1911); liste des votants (p. 1933); adoption de l'article 1106-8 du Code rural (p. 1911).

Art. 1106-9 du Code rural (p. 1911) ; amendement de MM. Gauthier et de Sesmaisons au nom de la Commission de la production et des échanges (contrôle des organismes privés participant à l'assurance et compensation effectuée par la Caisse centrale de mutualité sociale agricole) (p. 1911) ; amendement analogue de MM. Ferri et J.-P. David (p. 1911); sous-amendement de M. Boscary-Monsservin (compensation par une caisse centrale spécialement constituée) (p. 1911) ; sous-amendement de MM. Degraeve et Tomasini (liberté du tarif des cotisations) (p. 1911) ; retrait de l'amendement de M. Ferri (p. 1912) ; observations sur : le sous-amendement déposé par M. Boscary-Monsservin (p. 1912); le décret du 12 mai 1960 concernant le fonctionnement de la mutualité sociale agricole (renforcement des pouvoirs du directeur nommé par l'Etat au détriment du conseil d'administration et de l'assemblée générale) (*ibid.*) ; la nécessité de poser les bases d'une nouvelle mutualité agricole échappant aux dispositions du décret du 12 mai 1960 (p. 1912); les dangers pouvant découler d'une liberté du tarif des cotisations (p. 1912) ; rejet au scrutin du sous-amendement de M. Boscary-Monsservin (p. 1913); liste des votants (p. 1934); rejet du sous-amendement de M. Degraeve (p. 1913) ; adoption de l'amendement de

**Sécurité sociale agricole.**

Sécurité sociale agricole.

M. Gauthier (p. 1913) ; adoption de l'article 1106-09 du Code rural (p. 1913).

Art 1106 10 du Code rural : *Convention avec les sociétés mutualistes ayant créé des œuvres sociales*, adoption (p. 1913).

Art. 1106-11 du Code rural : *Immatriculation des assurés* (p. 1913) ; amendement de M. Delachenal tendant à modifier la rédaction du premier alinéa, adoption (p. 1913) ; amendement de M. Boscher (immatriculation des titulaires d'allocation-vieillesse n'exploitant qu'une surface inférieure à la moitié de l'exploitation-type) (p. 1913) ; adoption (*ibid.*) ; amendement de MM. Gauthier et Laurin au nom de la Commission de la production et des échanges (limitation à trois ans de la prescription pour les cotisations) (p. 1913) ; rejet (*ibid.*) ; amendement de M. Alliot (suppression des sanctions fiscales et économiques) (p. 1913) ; rejet (p. 1914) ; adoption de l'article 1106-11 (p. 1914).

Art. 1106-12 du Code rural : *Contrainte en matière de cotisations et pénalités de retard* (p. 1914) ; amendement de M. Paquet au nom de la Commission des finances tendant à supprimer cet article (p. 1914) ; retrait (*ibid.*) ; amendement de M. Alliot tendant à supprimer l'hypothèque judiciaire (p. 1914) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article 1106-12 du Code rural (p. 1914).

Art. 1106-13 du Code rural : *Application des dispositions du Livre II du Code de la sécurité sociale*, adoption (p. 1914).

Art. 1106-14 du Code rural : *Application des articles 58 à 60 du Code de la sécurité sociale aux actes, pièces et documents*, adoption (p. 1914).

Art. 1106-15 du Code rural : *Dispenses d'affranchissement des correspondances*, adoption (p. 1914) ; adoption du premier alinéa de l'article du projet (p. 1914) ; adoption de l'article premier (p. 1914).

Art. 3 : *Résiliation des contrats en cours à la date de publication de la loi* (p. 1914) ; amendement de MM. Gauthier et de Sesmaisons au nom de la Commission de la production et des échanges tendant à supprimer cet article (p. 1914) ; adoption (*ibid.*) ; l'article est supprimé (*ibid.*).

Art. 4 : *Abrogation des dispositions des articles 1026 et 1049 du Code rural* (p. 1914) ; amendement de M. Gauthier au nom de la Commission de la production et des échanges (assurance complémentaire) (p. 1915) ; amendement identique de M. Durroux (p. 1914) ; observations sur : la nécessité de donner aux assujettis la possibilité de contracter des assurances complémentaires auprès des caisses de mutualité sociale agricole (p. 1915) ; sous-amendement de M. Debray au nom de la Commission des affaires culturelles (maintien à titre transitoire de l'affiliation de certains exploitants au régime de l'assurance sociale des salariés) (p. 1915) ; retrait (*ibid.*) ; adoption du texte commun des amendements de MM. Gauthier et Durroux, texte qui devient l'article 4 (p. 1915).

Article additionnel de M. Paquet au nom de la Commission des finances (consultation des organisations professionnelles pour les textes réglementaires) (p. 1915) ; observations sur : l'engagement pris par le Gouvernement de consulter lesdites organisations (*ibid.*) ; retrait de l'amendement (*ibid.*).

Article additionnel du Gouvernement (dépôt au terme d'un délai de quatre ans d'un rapport sur les résultats sanitaires et sur l'équilibre financier du nouveau régime) (p. 1915).

Article additionnel de M. Gauthier au nom de la Commission de la production et des échanges : rapport annuel au Parlement (p. 1915) ; adoption de l'article additionnel du Gouvernement (p. 1916) ; adoption de l'article additionnel de M. Gauthier (p. 1916).

Article additionnel de M. Catayée : (exploitants agricoles des départements d'outre-mer — dépôt d'un projet de loi) (p. 1916) ; observations sur : la situation des exploitants des départements d'outre-mer (p. 1916) ; modification de l'article additionnel (dépôt du projet de loi pendant la première session de 1961) (p. 1916) ; adoption de l'article additionnel modifié (*ibid.*).

Art. 5 : *Entrée en vigueur de la loi* (p. 1916) ; amendement du Gouvernement tendant à reporter l'application au 1er avril 1961, adoption (p. 1916) ; adoption de l'article modifié (*ibid.*).

Article additionnel de M. Godonnèche au nom de la Commission (*Assurance des risques non couverts par la présente loi. — Dépôt avant le 1er mai 1961 d'un projet de loi* (p. 1916) ; observations sur les dispositions de cet article additionnel limitant à 50 0/0 du total des dépenses la participation des assujettis (p. 1916) ; le Gouvernement oppose l'article 40 de la Constitution (p. 1916) ; en conséquence l'article additionnel est disjoint (p. 1917).

Article additionnel de M. Paquet au nom de la Commission des finances (*Obligation d'assurance des accidents du travail — dépôt avant le 30 juin 1961 d'un projet de loi*) (p. 1917) ; observations sur la nécessité d'assurer la responsabilité des accidents du travail de droit commun (p. 1917) ; adoption (*ibid.*).

Seconde délibération : observations sur les articles visés par cette seconde délibération (p. 1917).

Art. 1er : Art. 1106-1 du Code rural (p. 1918); amendement du Gouvernement tendant à limiter le bénéfice de la loi aux titulaires de retraites ou d'allocation ayant cotisé pendant au moins cinq ans (p. 1918).

Art 1106-3 du Code rural (p. 1918); amendement de la Commission des affaires culturelles (modification de forme) (p. 1918).

Art. 1106-7 du Code rural (p. 1919); amendement de la Commission des affaires culturelles (nouvelle définition des exploitations agricoles pouvant bénéficier de la participation de l'Etat) (p. 1919); observations sur les difficultés d'application de la présente définition faisant référence à l'emploi de main-d'œuvre salariée pendant plus de 75 jours par an (p. 1919); le Gouvernement demande, conformément à l'article 44 de la Constitution, un vote unique sur l'ensemble des trois amendements (p. 1919) ; adoption de l'article premier modifié (p. 1919).

Explications de vote : observations sur l'attitude des radicaux (p. 1919), des socialistes (p. 1919, 1920), de l'U N.R., du M.R.P. et des indépendants (p. 1921). Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1921). = Orateurs : MM Barniaudy, Bergasse, Boscher, Boscary-Monsservin, Bosson, Boulin, Briot, Cassagne, Catayée, Charvet, J.-P. David, Debray, Debré, *Premier Ministre;* Degraeve, Delachenal, Bertrand Denis, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production et des échanges ;* Devèze, Durbet, *Président de la Commission;* Durroux, Fourmond, Garraud, Godefroy, Gordonnèche, *Rapporteur ;* Grasset-Morel, du Halgouët, Juskiewenski, Lalle, Laudrin, Bernard Laurent, Laurin, Liogier, Mariotte, Meck, Moulin, Paquet, Paul Reynaud, Rivain, Waldeck Rochet, Rochereau. *Ministre de l'Agriculture;* Rombeaut, *Vice-Président de la Commission;* Rousseau, Villon.

**DISCUSSION EN SECONDE LECTURE** [23 novembre 1960] (p. 3982, 4006) [29 novembre 1960] (p. 4115, 4138). Entendus : MM. Grèverie, *Rapporteur;* Gauthier, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production et des échanges;* Paquet. *Rapporteur pour avis de la Commission des finances;* Laurent, Juskiewenski, Rivain, Godonnèche, Le Bault de la Morinière, Durroux, Villon, Degraeve, Garraud, Rousseau, du Halgouët, Rochereau, *Ministre de l'Agriculture ;* observations sur : les améliorations apportées au projet par le Sénat et leurs incidences financières (p. 3982, 3984, 3985, 3986, 3988, 3989, 3990, 3991, 3992), notamment la suppression de la franchise (p. 3982, 3986, 3994, 3995) ; la création éventuelle du fonds d'action sanitaire (p. 3994); la solidarité interprofessionnelle et le problème de la double cotisation (p. 3985, 3986, 3991, 3992); le problème de la gestion (p. 3983, 3984, 3985, 3987, 3988, 3990, 3991, 3992, 3993, 3995); l'opposition des organisations professionnelles de l'ouest à l'octroi d'un monopole à la mutualité sociale agricole (p. 3988, 3990); le financement éventuel de l'assurance par des taxes incorporées dans le prix des denrées alimentaires (p. 3995).

**Sécurité sociale agricole.**

Art. 1er (p. 3996); SECTION I : *Champ d'application.* — Art. 1106-1 du Code rural (*ibid.*); amendement de M. Sagette (assurance volontaire pour les vieux agriculteurs n'ayant pas cotisé au régime d'allocation vieillesse agricole) (p. 3996); amendement analogue de MM. Gauthier et Bertrand Denis au nom de la Commission de la production et des échanges (*ibid.*); amendement de M. Paquet au nom de la Commission des finances tendant à reprendre le texte voté en première lecture par l'Assemblée (p. 3996) ; observations sur : l'extension de la loi proposée par le Sénat à tous les vieux agriculteurs (p. 3996); la situation difficile de ces derniers (p. 3996, 3997, 3998); les conséquences financières d'une telle mesure (p. 3997, 3998), notamment quant au montant des cotisations (p. 3998); le refus de la Commission des finances du Sénat d'appliquer l'article 40 de la Constitution à ces dispositions (p. 3998); la volonté du Gouvernement de soumettre le problème au Comité constitutionnel (*ibid.*); retrait de l'amendement de M. Gauthier (p. 3998) ; rejet au scrutin de l'amendement de M. Paquet (p. 3999); liste des votants (p. 4002); adoption de l'amendement de M. Sagette (p. 3999) ; amendement de M. de Sesmaisons (extension de la loi aux petits-enfants mineurs de 16 ans) (p. 3999); observations sur : le cas des petits-enfants à la charge de leurs grands-parents (p. 3999) ; le caractère très général de la notion d'enfants à charge inscrite dans le texte (p. 3999); le caractère restrictif de l'amendement de M. de Sesmaisons en ce qu'il implique une notion de filiation (p. 3999); retrait de l'amendement (*ibid.*); amendement du Gouvernement tendant à reprendre le texte voté en première lecture par l'Assemblée (exclusion des enfants mineurs de 17 ans placés en apprentissage) (p. 3999) ; adoption (p. 4000).

SECTION II : *Prestations.* — Art. 1106-2 du Code rural (*ibid.*) ; amendement de M. du Halgouët prévoyant que la couverture des risques est progressive (p. 4000) ; observations

Sécurité sociale agricole.

sur : l'impossibilité de couvrir toutes les dépenses occasionnées par la maladie (p. 4000) ; retrait de l'amendement (*ibid.*) ; amendement de M. Paquet au nom de la Commission des finances tendant à prévoir la couverture des accidents (p. 4000) ; observations sur : la nécessité d'indemniser les risques découlant des accidents de la vie courante (p. 4000, 4001) ; la différenciation difficile des accidents de la vie courante et des accidents du travail (p. 4001) ; l'obligation faite au Gouvernement de déposer rapidement un projet de loi prévoyant la couverture des accidents du travail (p. 4000, 4001) ; rejet de l'amendement de M. Paquet (p. 4001) ; amendement de M. Grèverie au nom de la Commission des affaires culturelles tendant à reprendre les dispositions votées en première lecture par l'Assemblée et relatives à la franchise (p. 4006) ; amendement identique de M. Paquet au nom de la Commission des finances (*ibid.*) ; amendement de MM. Sagette, Voisin et Gilbert Buron prévoyant un ticket modérateur de 50 0/0 (p. 4006) ; observations sur : l'intérêt du ticket modérateur (p. 4007) ; la nécessité de couvrir intégralement les maladies graves et les longues maladies (p. 4006, 4007, 4008) ; le coût global de l'assurance maladie (p. 4007) ; le montant de la franchise (p. 4008) ; le Gouvernement oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Sagette (p. 4007), qui est déclaré irrecevable (p. 4008) ; adoption du texte commun des amendements de MM. Grèverie et Paquet (p. 4008) ; amendement de M. Paquet au nom de la Commission des finances relatif aux indemnités journalières (p. 4008) ; retrait (*ibid.*) ; amendement de M. Grèverie au nom de la Commission des affaires culturelles (institution d'un ticket modérateur valable sur avis du Haut comité médical (p. 4008) ; amendement de M. Paquet au nom de la Commission des finances (remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques dans les mêmes conditions que celles du régime général (p. 4008) ; observations sur : la thérapeutique médicale, son évolution (p. 4009) ; la nécessité de ne pas augmenter la participation des assurés (p. 4008, 4009) ; adoption de l'amendement de M. Grèverie (p. 4009) ; l'amendement de M. Paquet est sans objet (*ibid.*).

Art. 1106-3 du Code rural (p. 4010) ; amendement du Gouvernement tendant à reprendre les dispositions votées en première lecture par l'Assemblée et relatives aux prestations d'invalidité (p. 4010) ; observations sur : les dispositions votées par le Sénat et étendant les prestations d'invalidité aux conjoints des agriculteurs (p. 4010) ; la nécessité d'une telle disposition (p. 4010) ; les incidences financières de cette mesure (p. 4011) ; l'intention du Gouvernement de saisir le Conseil constitutionnel du conflit existant entre le Sénat et le Gouvernement sur l'application de l'article 40 de la Constitution (p. 4011) ; rejet de l'amendement du Gouvernement (p. 4012) ; amendement de M. Gauthier au nom de la Commission de la production et des échanges (cas des exploitants agricoles affiliés à un autre régime d'assurances) (p. 4012) ; adoption (*ibid.*).

Art. 1106-3 *bis* du Code rural : *Création d'un fonds d'action sanitaire et social* (p. 4012) ; amendement de M. Grèverie au nom de la Commission des affaires culturelles tendant à supprimer ce texte (p. 4012) ; amendement identique de M. Paquet au nom de la Commission des finances (*ibid.*) ; adoption du texte commun des amendements (*ibid.*) ; en conséquence le texte est supprimé (*ibid.*).

Art. 1106-5 du Code rural. SECTION III : *Financement* (p. 4012) ; observations sur : la nécessité de fixer un plafond aux cotisations (p. 4012, 4013) ; amendement de M. du Halgouët tendant à une modification de forme (p. 4013) ; retrait (*ibid.*) ; amendement de M. Grèverie au nom de la Commission des affaires culturelles tendant à supprimer le paragraphe II de l'article 1106-5 (équivalence des cotisations du régime agricole et du régime général) (p. 4013) ; amendement identique de M. Paquet au nom de la Commission des finances (*ibid.*) ; observations sur : la nécessité d'instituer une limite à la cotisation (p. 4013) ; les difficultés de fixation d'une telle limite (*ibid.*) ; adoption du texte commun des amendements (p. 4013) ; en conséquence le paragraphe II de l'article 1106-5 est supprimé (*ibid.*) ; amendement de MM. Gauthier et Poudevigne au nom de la Commission de la production et des échanges (affectation au budget de l'assurance maladie d'une taxe sur les corps gras importés (p. 4013) ; observations sur : la nécessité d'incorporer dans les prix une partie des charges du régime d'assurance-maladie agricole (p. 4014) ; les incidences de la taxe proposée sur les budgets des Etats de la communauté (p. 4014) ; le Gouvernement oppose l'article 18 de la loi organique de la loi de finances à l'amendement de MM. Gauthier et Poudevigne (p. 4014), qui est déclaré irrecevable (p. 4015).

Art. 1106-6 du Code rural (*ibid.*) ; amendement de M. Le Bault de la Morinière (cas de certains religieux travaillant comme non salariés sur des domaines agricoles) (p. 4015) ; modification de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'amendement ainsi modifié (p. 4015) ; amende-

ment de MM. Gauthier, Bertrand Denis et Poudevigne au nom de la Commission de la production et des échanges (exemption de cotisation pour les exploitants exerçant à titre accessoire et à temps partiel une activité salariale) (p. 4015); observations sur : le cas de certains petits exploitants contraints de travailler en dehors de leur exploitations (p. 4016) ; le Gouvernement oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Gauthier (p. 4017), qui est déclaré irrecevable (*ibid.*); amendement de M. Grèverie (modification de forme du septième alinéa) (p. 4017); adoption (*ibid.*).

Art. 1106-7 du Code rural : *Participation de l'Etat* (p. 4017) ; observations sur : le revenu cadastral et sur les coefficients d'adaptation prévus dans le texte adopté par le Sénat (p. 4017); amendement de MM. Mehaignerie, Durroux et Bourdelès (double cotisation) (p. 4115) ; amendement de MM. Paquet et Paul Reynaud au nom de la Commission des finances (remplacement du revenu cadastral par le bénéfice agricole pour l'assiette des cotisations) (p. 4415); sous amendement de MM. Bréchard et Grèverie (cas des métayers) (p. 4115); observations sur : la nécessité d'appliquer le système de la double cotisation, les difficultés des exploitations familiales (p. 4116) ; l'imposition nécessaire des non-professionnels de l'agriculture (p. 4116); le remplacement nécessaire du revenu cadastral par les bénéfices agricoles pour l'assiette des cotisations (p. 4116, 4117, 4118) ; le caractère injuste et irrationnel du revenu cadastral (*ibid.*) ; le cas des métayers (p. 4118); le caractère injuste du système de la double cotisation (p. 4119) ; le montant de la participation de l'Etat (p. 4119); la position du Gouvernement quant à l'amendement de MM. Paquet et Paul Reynaud (p. 4119) ; le maintien nécessaire du système du revenu cadastral (p. 4120) ; les inconvénients de la double cotisation (*ibid.*) ; le cas des départements de la Lozère et de l'Aveyron (p. 4121); rejet au scrutin de l'amendement de M Méhaignerie (p. 4121) ; liste des votants (p. 4132) ; adoption du sous-amendement de M. Bréchard (p. 4121) ; adoption de l'amendement de MM. Paquet et Paul Reynaud modifié par le sous-amendement (p. 4122) ; amendement de MM. Paquet et Le Roy Ladurie au nom de la Commission des finances (calcul du coefficient d'adaptation applicable aux années 1961 et 1962) (p. 4122); modification de cet amendement (*ibid.*); adoption de l'amendement ainsi modifié (p. 4122).

Art. 1106-8 du Code rural : *Assujettissement et organisation* (p. 4122) ; observations sur : l'organisation et la gestion de l'assurance maladie (p. 4122 à 4131) ; la nécessité d'une organisation pluraliste (p. 4122, 4123, 4125, 4127, 4128, 4129, 4130) ; la nécessité d'une organisation mutualiste (p. 4123, 4124, 4126, 4127, 4129) ; les difficultés d'application du système proposé par la Commission (p. 4127, 4129, 4130) ; le rôle et les réalisations des organismes mutualistes (p. 4123, 4126); amendement de M. Grèverie au nom de la Commission des affaires culturelles tendant à reprendre le texte voté en première lecture par l'Assemblée Nationale (p. 4128) ; amendements identiques de MM. Boudet et Paquet au nom de la Commission des finances, de MM. Gauthier et Briot au nom de la Commission de la production et des échanges (p. 4128) ; sous-amendement de MM. Crucis et Chavanne (p. 4128) ; retrait (*ibid.*); sous-amendement de M. Sagette (interdiction à tout organisme d'assurance de refuser l'inscription d'un assuré) (p. 4128); amendement de MM. Laudrin, Godonnèche, Juskiewenski, Cassagne et Rousselot (assurance par la mutualité sociale agricole) (p. 4129) ; amendement identique du Gouvernement (*ibid.*) ; adoption du sous-amendement de M. Sagette (p. 4131); adoption au scrutin du texte commun des quatre premiers amendements tendant à reprendre les dispositions votées en première lecture par l'Assemblée (p. 4131) ; liste des votants (p. 4133).

Art. 1106-9 du Code rural (p. 4138); amendement de M. Laudrin tendant à supprimer cet article (p. 4138); amendement de M. Grèverie au nom de la Commission des affaires culturelles tendant à reprendre le texte voté en première lecture par l'Assemblée (*ibid.*) ; amendements identiques de MM. Boudet et Paquet au nom de la Commission des finances, et de MM. Gauthier et Briot au nom de la Commission de la production et des échanges (*ibid.*) ; sous-amendement de MM. Crucis et Chavanne (compensation par un fonds commun des divers organismes d'assurance) (p. 4138); sous-amendement de M. Charvet (compensation au sein de la mutualité agricole) (p. 4138) ; observations sur : la compensation sur le plan national (p. 4139) ; sous-amendement de MM. Paquet et Liogier au nom de la Commission des finances (possibilité de résiliation des contrats au bout de deux ans) (p. 4139) ; amendement analogue de M. Grèverie au nom de la Commission des affaires culturelles (*ibid.*); observations sur : la nécessité de donner à l'assuré la possibilité de changer d'organisme d'assurance (p. 4140) ; les inconvénients d'une telle mesure (*ibid.*) ; les problèmes posés par la compensation (p. 4141) ; la tutelle exercée par le Ministre de l'Agriculture sur les organismes

Sécurité sociale agricole.

**Sécurité sociale agricole.**

de la mutualité agricole (p. 4141) ; retrait du sous amendement de M Charvet (p. 4132) ; sous-amendement de MM. Laudrin et Voisin (contrôle et compensation effectués par la mutualité agricole) (p. 4142) ; adoption du sous-amendement de M. Crucis (p. 4143) ; adoption du sous-amendement de MM. Laudrin et Voisin (*ibid.*) ; adoption du second sous-amendement de M. Crucis (p. 4143); observations sur : le délai de résiliation de contrat (p. 4143) ; adoption du sous-amendement de MM. Paquet et Liogier (*ibid.*) ; adoption du texte commun des amendements tendant à reprendre les dispositions votées en première lecture par l'Assemblée (modifiés par les sous-amendements adoptés ci-dessus) (p. 4144) ; amendement de MM. Grèverie, Guillon et Debray (institution auprès des organismes assureurs d'un conseil de gestion) (p. 4144) ; observations sur : le caractère inapplicable de ces dispositions (p. 4144) ; rejet de l'amendement (*ibid.*).

Art. 1106-11 du Code rural : *Immatriculation* (ibid.) ; amendement de M Paquet au nom de la Commission des finances (le défaut de versement des cotisations n'exclue pas le bénéfice de l'assurance) (p. 4145) ; amendement de M. Grèverie au nom de la Commission des affaires culturelles (délai de six mois avant suspension des prestations pour défaut de versement des cotisations) (p. 4145) ; observations sur : le caractère démagogique de l'amendement de M. Paquet (p. 4145) ; la nécessité de protéger les enfants malades (*ibid.*) ; modification de l'amendement de M. Paquet (p. 4147) ; adoption de l'amendement ainsi modifié (*ibid.*).

Art 2 : Art. 1244-1 du Code rural : *Contrôle* (p. 4147) ; amendement de MM. Gauthier et Poudevigne au nom de la Commission de la production et des échanges (contrôle par des agents désignés conjointement par les organismes d'assurance et par les caisses de mutualité) (p. 4147) ; rejet (p. 4148); amendement de M. Gauthier au nom de la Commission de la production et des échanges tendant à fixer le taux des amendes (p. 4148); observations sur : le caractère réglementaire d'une telle disposition (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*).

Art. 1250-1 du Code rural : *Fixation par décret des conditions d'application* (p. 4148) ; amendement de M. Grèverie au nom de la Commission des affaires culturelles (cas des agriculteurs affiliés à deux régimes) (p. 4148) ; sous-amendement de M. Gauthier (fixation de la cotisation pour les agriculteurs visés par l'amendement de M. Grèverie) (p. 4148) ; observations sur : les dispositions qui seront prises pour exonérer des cotisations les agriculteurs affiliés à un autre régime de sécurité sociale (p. 4148, 4149) ; retrait de l'amendement de M. Grèverie et du sous-amendement de M. Gauthier (p. 4149); adoption de article 2 (p. 4149).

Art. 3 : *Résiliation des contrats en cours* (p. 4149) ; amendement de M. Grèverie au nom de la Commission des affaires culturelles tendant à supprimer cet article (*ibid.*) ; amendement identique de M. Paquet au nom de la Commission des finances et M. Gauthier au nom de la Commission de la production et des échanges (p. 4149) ; adoption (*ibid.*) ; en conséquence l'article 3 est supprimé (*ibid.*).

Art. 4 : *Abrogation des articles 1026 et 1049 du Code rural* (p. 4149) ; amendement de MM. Durroux et Juskiewenski tendant à reprendre le texte voté en première lecture par l'Assemblée (p. 4149) ; observations sur : la situation des artisans ruraux en matière d'assurance complémentaire (p. 4149) ; adoption de l'amendement de M. Durroux (p. 4150) ; en conséquence l'article 4 est repris dans le texte voté en première lecture (*ibid.*).

Art. 4 *bis* : *Rapport au Parlement*, adoption (p. 4150).

Art. 4 *quater* : *Dépôt au cours de la première session de 1961, d'un projet relatif aux assurances sociales et aux prestations familiales des exploitants agricoles des D.O.M.* (p. 4150) ; amendement de M. Paquet au nom de la Commission des finances tendant à restreindre ce projet au domaine de l'assurance maladie, invalidité et maternité (p. 4150) ; observations sur : la nécessité d'étendre aux D.O.M. les mesures sociales adoptées pour la métropole (p. 4150, 4151) ; retrait de l'amendement de M. Paquet (p. 4151) ; adoption de l'article 4 *quater* (p. 4151).

Art. 6 : *Dépôt avant le 30 juin 1961 d'un projet de loi relatif aux accidents du travail* (p. 4152) ; amendement de M. du Halgouët tendant à remplacer la date du 30 juin par celle du 30 avril 1961 (p. 4152) ; rejet de l'amendement (*ibid.*) ; amendement de M. Grèverie au nom de la Commission des affaires culturelles posant le principe de la liberté du choix de l'assureur (p. 4152) ; amendement identique de M. Poulpiquet (p. 4152) ; retrait de cet amendement (*ibid.*) ; adoption de l'amendement de M. Grèverie (p. 4152) ; amendement de M. Paquet au nom de la Commission des finances tendant à limiter l'assurance des accidents à la garantie des frais pharmaceutiques, médicaux et chirurgicaux (p. 4152) ; observa-

tions sur : les difficultés financières qui résulteraient d'une couverture des risques d'invalidité (p. 4152); la nécessité de ne pas trancher ce point avant l'examen au fond du projet sur l'assurance des accidents (p. 4152, 4153); adoption de l'amendement de M. Paquet (*ibid.*); adoption de l'article 6 modifié (p. 4153);

Seconde délibération : Art. 1er. — Art. 1106-7 du Code rural (p. 4153); adoption de la modification proposée par la Commission concernant le cas des métayers (p. 4153); adoption de l'article 1106-7 du Code rural (*ibid.*); adoption de l'article 1er (*ibid*);

Explications de vote : observations sur : le montant des cotisations (p. 4154); la position du groupe socialiste notamment quant à la franchise, au mode de gestion et à la subvention insuffisante accordée par l'Etat (p. 4154, 4155). Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4155). = Orateurs : MM. Albrand, Boscary-Monsservin, Boscher, Boudet, Bréchard, Briot, Burlot, Cassagne, Catayée, Charvet, Crucis, J.-R. Debray, *Vice-Président de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales*, B. Denis, Durroux, Feuillard, Gauthier, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production et des échanges*, Godefroy, du Halgouët, Hauret, Marc Jacquet, *Rapporteur général*, Juskiewenski, Laudrin, B. Laurent, Le Roy-Ladurie, Liogier, Méhaignerie, Moulin, Paquet, *Rapporteur pour avis de la Commission des finances*, Poudevigne, Paul Reynaud, *Président de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan*, Rochereau, *Ministre de l'Agriculture*, Sagette, Schmitt, de Sesmaisons, Villon, Voisin.

**DISCUSSION DES CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE** [13 décembre 1960] (p. 4555). Entendus : MM. Burroux, Grèveric, *Rapporteur*, Dorey, Godonnèche, Durroux, Vilton, Laudrin, Durbet, *Président de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales*, Debray. Rappel au règlement de M. Durroux; observations sur : la désignation des membres de la Commission mixte par l'Assemblée Nationale, l'éviction des partisans de la gestion des assurances sociales agricoles par la mutualité sociale agricole (p. 4555); observations sur : l'accord intervenu au sein de la Commission mixte (p. 4555); demande de suspension de séance présentée par M. Dorey (*ibid.*) ; suspension de la séance (*ibid.*).

**REPRISE DE LA DISCUSSION** : observations sur : l'unité du régime d'assurances sociales agricoles (p. 4555) ; la possibilité donnée aux assureurs privés de participer à la gestion (p. 4555); la position du groupe socialiste quant à la solidarité nationale, la solidarité professionnelle, la gestion (p. 4556); la position du groupe de l'Union pour la Nouvelle République : quant à la franchise de 20.000 francs et au rôle accordé à la mutualité sociale agricole dans la gestion (p. 4556, 4557); la position des députés cemmunistes quant à la franchise, au rôle donné aux compagnies d'assurances dans la gestion, aux cotisations imposées aux exploitants familiaux (p. 4556); les travaux des différents groupes d'étude et des Commissions de l'Assemblée (p. 4557); texte adopté par la Commission mixte paritaire (p. 4557 à 4559).

Art. 6 : amendement de M. P. Reynaud (dépôt avant le 1er avril 1962 d'un projet de loi substituant au revenu cadastral un autre mode d'assiette des cotisations) (p. 4559); observations sur : le refus de la majorité d'accepter le système de la double cotisation professionnelle (p. 4560) ; adoption de l'amendement de M. P. Reynaud (p. 4560).

Explications de vote : observations sur : la position du groupe des Républicains populaires et du Centre démocratiques (p. 4560) ; du groupe de l'Entente démocratique (*ibid.*) ; du groupe socialiste (*ibid.*); adoption du texte de la Commission mixte modifié par l'amendement de M. Paul Reynaud (p. 4560). = Orateurs : MM. Cassagne, Gabelle, Juskiewenski, Rochereau, *Ministre de l'Agriculture*, Reynaud.

**§ 3.** — Proposition de loi tendant à modifier l'article 1106-2 du Code rural relatif aux prestations des assurances maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille et à substituer un ticket modérateur à l'abattement prévu par la loi n° 61-89 du 25 janvier 1961, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 juin 1961 par M. Crucis (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1276.**

**§ 4.** — Proposition de loi tendant à autoriser les anciens exploitants agricoles à bénéficier de l'assurance maladie volontaire instituée par l'article 1049 du Code rural, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 novembre 1961 par M. Mariotte (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1580.**

**§ 5.** — Proposition de loi tendant à la parité agricole en matière sociale, présentée à l'Assem-

Sécurité sociale agricole.

Sécurité sociale agricole.

blée Nationale le 12 septembre 1961 par M. Boscary-Monsservin (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1427.**

**§ 6.** — Proposition de loi tendant à modifier l'article 1106, 1-3° (Titre II, Livre VII) du Code rural, relatif à l'assurance maladie des anciens exploitants agricoles, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 juin 1962 par M. Bricout et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1751**; rapport le 18 juillet 1962 par M. Godonnèche, **n° 1853.**

IV. — Assurance vieillesse.

**§ 1er.** — Projet de loi relatif à l'assurance vieillesse agricole et à la réparation des accidents du travail agricole, présenté à l'Assemblée Nationale le 9 novembre 1959 par M. Henri Rochereau, Ministre de l'Agriculture (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 359**; rapport le 2 décembre 1959 par M. Coumaros, **n° 430**. Adoption le 15 décembre 1959 (p. 3371). — Projet de loi **n° 77.**

Transmis au Sénat le 17 décembre 1959 (renvoyé à la Commission des affaires sociales), **n° 112 (année 1959-1960)**; rapport le 16 juin 1960 par M. Martial Brousse, **n° 197 (année 1959-1960)**. Adoption le 18 juillet 1960. — Projet de loi **n° 84.**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 19 juillet 1960, **n° 796**; rapport le 21 juillet 1960 par M. Coumaros, **n° 815**. Adoption définitive en deuxième lecture le 22 juillet 1960 (p. 2162). — Projet de loi **n° 177.**

Loi n° 60-774 du 30 juillet 1960, publiée au *J. O.* du 2 août 1960 (p. 7130).

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [15 décembre 1959] (p. 3368). Entendus : MM. Coumaros, *Rapporteur de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales*; Rivain ; observations sur : le fonctionnement du régime d'assurance vieillesse agricole, les cotisations qui l'alimentent (p. 3368) ; les dispositions des articles 1123 et 1124 du Code rural (*ibid.*), leur interprétation par le Conseil d'Etat (arrêt du 28 février 1956) (*ibid.*) ; les dispositions du projet de loi (p. 3368) ; la nécessité de prévoir une faculté de rachat des cotisations pour les retraites agricoles (p. 3363, 3369).

Art. 1er : *Modification du premier alinéa de l'article 1124 du Code rural* (p. 3369) ; amendement de M Coumaros tendant à une modification de rédaction (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (p. 3369) ; adoption de l'article modifié (p. 3369).

Art. 2 : *Modification de l'article 1125 du Code rural* (p. 3369) ; observations sur : la modification des principes mutualistes par l'article 2 du texte proposé par le Gouvernement (p. 3369) ; la jurisprudence concernant l'assujettissement aux cotisations cadastrales (p. 3369, 3370) ; l'assujettissement des personnes morales à la cotisation cadastrale (p. 3370) ; adoption de l'article 2 (p. 3370).

Art. 3 : *Modification du premier alinéa de l'article 1214 du Code rural* (p. 3370) ; amendement de M. Coumaros (limitation aux accidents agricoles survenus dans la métropole), adoption (p. 3370) ; adoption de l'article 3 modifié (*ibid.*).

Article additionnel de M. Dorey (*Dépôt avant le 1er mars 1960 d'un projet de loi organisant l'assurance maladie des exploitants agricoles*) (p. 3371) ; observations sur l'engagement pris par le Gouvernement de déposer un tel projet (*ibid.*) ; retrait de l'article additionnel (*ibid.*) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3371).

Orateurs : MM. Davoust, Grasset-Morel, Guillaumat, *Ministre des Armées*, suppléant, *M. le Ministre de l'Agriculture.*

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [22 juillet 1961] (p. 2162). Entendu : M. Coumaros, *Rapporteur.*

Art. 1er et 2 : adoption (p. 2162) ; adoption de l'ensemble (*ibid.*).

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à modifier l'article 8, deuxième alinéa, de la loi n° 56-639 du 30 juin 1956 portant institution d'un fonds national de solidarité, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 décembre 1959 par MM. Charpentier et Orvoën (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 458.**

**§ 3.** — Proposition de loi tendant à préciser que les ostréiculteurs et les myticulteurs inscrits maritimes relevant de la caisse de retraite des marins ne dépendent pas du régime de l'assurance vieillesse des personnes non salariées de l'agriculture, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 avril 1960 par MM. de Lacoste Lareymondie, Lacaze, Bignon, André Bégouin et

Brugerolle (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 589** ; rapport le 13 octobre 1960 par M. Lacaze, **n° 884** ; rapport supplémentaire le 15 décembre 1960 par M. Lacaze, **n° 1065.** Adoption le 28 juin 1962 (p. 2095). — Proposition de loi **n° 415.**

Transmise au Sénat le 3 juillet 1962, **n° 589.**

**DISCUSSION** [28 juin 1962] (p. 2094). Entendus : MM. Lacaze, *Rapporteur;* Dusseaulx, *Ministre des Travaux publics et des Transports ;* observations sur : la nécessité de mettre fin à la situation des inscrits maritimes ostréiculteurs et myticulteurs revendiqués à la fois par le régime d'assurance vieillesse agricole et par le régime social des marins, leur rattachement souhaitable à ce dernier régime, la proposition de loi déposée à ce sujet depuis plus de deux ans, l'application de la loi aux veuves bénéficiant de pension de réversion (p. 2094, 2095).

Art. 1er : *Rattachement des ostréiculteurs et myticulteurs inscrits maritimes au régime social des marins*, adoption (p. 2095).

Art. 2 : *Application de la loi aux instances en cours* (*ibid.*) ; adoption (*ibid.*) ; explications de vote. Observations sur : l'injustice de la législation antérieure à l'égard des ostréiculteurs (p. 2095).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (*ibid.*). = Orateur : M. Coste-Floret.

**§ 4.** — Proposition de loi tendant à la parité agricole en matière sociale, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 septembre 1961 par M. Boscary-Monsservin (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1427.**

**§ 5.** — Projet de loi modifiant le Livre VII du Code rural et instituant une allocation complémentaire de vieillesse pour les personnes non salariées des professions agricoles, présenté à l'Assemblée Nationale le 3 octobre 1961 par M. Edgard Pisani, Ministre de l'Agriculture (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1438** ; avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges le 12 octobre 1961 par M. Hauret, **n° 1447** ; rapport le 12 octobre 1961 par M. Laudrin, **n° 1449.** Adoption le 17 octobre 1961 (p. 2584). — Projet de loi **n° 316.**

Transmis au Sénat le 19 octobre 1961, **n° 20 (année 1961-1962)**; rapport le 25 octobre 1961 par M. Louis Martin, **n° 40 (année 1961-1962).** Adoption sans modification le 10 novembre 1961. — Projet de loi **n° 15.**

Loi n° 61-1242 du 22 novembre 1961, publiée au *J. O.* du 22 novembre 1961 (p. 10716).

**DISCUSSION** [17 octobre 1961] (p. 2570). Entendus : MM. Laudrin, *Rapporteur*; Hauret, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production et des échanges* ; Juskiewensky, Le Guen, Cassagne, Godonnèche, Villon, Denis, Liogier, Méhaignerie, Pisani, *Ministre de l'Agriculture.*

Observations sur : le contenu du projet (p. 2571, 2577); les transferts sociaux opérés au profit de l'agriculture (p. 2580); le financement du projet (p. 2581) ; la charge globale pour l'agriculture (p. 2571, 2577); les charges individuelles pour les agriculteurs (p. 2571, 2574, 2575, 2580); la part de l'Etat (p. 2571, 2574, 2576, 2578); la complexité du système de retraites agricoles (p. 2573, 2576, 2578, 2580); ses différents éléments (retraites de base, allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité, allocation complémentaire) (p. 2570, 2571, 2574) ; le nombre des bénéficiaires des divers avantages vieillesse (p. 2572, 2574, 2575); le plafond des ressources (p. 2573, 2574, 2576, 2577, 2579, 2580) ; la non-imputation dans le plafond du produit de la vente d'une exploitation à une société d'aménagement foncier (p. 2571, 2573, 2575, 2577, 2579) ; l'institution souhaitable d'une retraite volontaire (p. 2571, 2575, 2579, 2581); le problème du rachat des cotisations (p. 2571, 2572, 2576, 2577, 2578, 2581); le cas des aides familiaux (p. 2578) ; celui des salariés agricoles (p. 2579).

Art. 1er (p. 2581).

Art. 1122-1 du Code rural (p. 2581) ; amendement de M. Ch. Bonnet (p. 2781); cet amendement n'est pas soutenu (*ibid.*) ; amendement de MM. Hauret et Boscary-Monsservin au nom de la Commission de la production et des échanges (modification avant le 1er juillet 1962 du plafond des ressources) (p. 2581) ; observations sur : le montant du plafond des ressources qui n'a pas varié depuis la loi du 30 juin 1956 (p. 2581); le Gouvernement oppose l'article 40 de la Constitution (p. 2580), qui est déclaré applicable (*ibid.*) ; en conséquence l'article est déclaré irrecevable (p. 2581) ; amendement de MM. Hauret et Boscary-Monsservin au nom de la Commission de la production et des échanges (exclusion pour le calcul du plafond de ressources des valeurs des biens ayant fait l'objet d'une donation) (p. 2582) ; sous-amendement de M. Bécue (modification du premier alinéa,

Sécurité sociale agricole.

(p. 2582); amendement analogue de MM. Laudrin et Laurent (p. 2581) ; observations sur : l'extension des dispositions concernant les biens vendus aux sociétés d'aménagements, aux biens faisant l'objet d'une vente ou d'une donation à un membre de la famille (p. 2582) ; la nécessité de favoriser l'accession à la propriété des petits exploitants des départements du sud-ouest (p. 2583); sous-amendement de M. Boscher à l'amendement de M. Laudrin (extension des dispositions aux biens ayant fait l'objet d'une expropriation) (p. 2583); observations sur : le grand nombre d'expropriations dans la région parisienne (p. 2583); la volonté du Gouvernement d'accepter les exceptions d'ordre familial (p. 2583); le Gouvernement oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Hauret (p. 2584), qui est déclaré applicable (*ibid.*) ; en conséquence cet amendement est déclaré irrecevable (*ibid.*); adoption du sous-amendement de M. Boscher (p. 2584); adoption de l'amendement de MM. Laudrin et Laurent ainsi modifié (p. 2584); adoption de l'article 1122-1 (p. 2584).

Art. 1122-2 du Code rural, adoption (p. 2584).

Art. 1122-3 du Code rural, adoption (p. 2584).

Art. 1122-4 du Code rural, adoption (p. 2584).

Adoption de l'ensemble de l'article premier (p. 2584).

Art. 2 : *Dispositions transitoires relatives à l'année 1962*, adoption (p. 2584).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2584).

Orateurs : MM. Boscher, Commenay, Hauret, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production et des échanges* ; Jacquet, *Rapporteur général* ; Laudrin, *Rapporteur* ; Pisani, *Ministre de l'Agriculture.*

**§ 6.** — Proposition de loi tendant à modifier l'article 1106 du Code rural et à permettre le rachat de cotisations d'assurance vieillesse en faveur des exploitants agricoles, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 juillet 1962 par M. Bayou et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1845.**

SÉCURITÉ SOCIALE AGRICOLE.

— Assurance contre les risques de maladie. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 114.

— Suppression de la moitié de la franchise. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**) (Agriculture) [29 octobre 1961] (p. 3520).

*Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**) (Prestations sociales agricoles) [26 octobre 1961] (p. 3116).

— retenue des cotisations ouvrières. — *Voy.* CODE RURAL, 1.

## SÉGRÉGATION.

— raciale. — *Voy.* RACISME, 2.

## SEINE (Département de la).

— Médecins parisiens et Sécurité sociale. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 25.

## SEINE (fleuve).

— Aménagement du bassin. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n^os 21, 22, 23.

## SEINE-MARITIME.

— et constructions navales. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 20.

## SEINE-et-OISE.

*Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 48; QUESTIONS ORALES (sans débat), n^os 222 et 225.

— Aide aux sinistrés de. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 61,

— Besoins scolaires de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 262.

## SÉNAT.

**§ 1er.** — Proposition de loi organique tendant à compléter l'ordonnance n° 58-1097 du 15 novembre 1958 portant loi organique, relative à la composition du Sénat et à la durée du mandat des sénateurs présentée à l'Assemblée Nationale le 15 mai 1959 par MM. Viallet, Saïd Mohamed Cheick et Pascal Arrighi (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 86**; rapport le 23 juin 1959 par M. Paul Coste-Floret, **n° 161.**

**§ 2.** — Proposition de loi relative à la représentation au Sénat des citoyens français résidant dans les Etats de la Communauté présentée à l'Assemblée Nationale le 15 mai 1959 par MM. Viallet, Saïd Mohamed Ckeik et Pascal Arrighi (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 87**; rapport le 23 juin 1959 par M. Paul Coste-Floret, **n° 162.**

**§ 3.** — Projet de loi modifiant et complétant, en ce qui concerne les territoires d'outre-mer, l'ordonnance n° 59-260 du 4 février 1959 relative à l'élection des sénateurs, présenté au Sénat le 25 novembre 1960 par M. Robert Lecourt, Ministre d'Etat (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), n° **64 (année 1960-1961)**; rapport le 4 mai 1961 par M. Georges Boulanger, **n° 185 (année 1960-1961).** Adoption le 18 mai 1961. — Projet de loi **n° 82 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 19 mai 1961 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1203**; rapport oral par M Laurelli. Adoption sans modification en première lecture le 18 juillet 1961 (p. 1753). — Projet de loi **n° 283.**

Loi n° 61-818 du 29 juillet 1961, publiée au *J.O.* du 30 juillet 1961 (p. 7022).

**DISCUSSION** [18 juillet 1961] (p. 1753). Entendu : M. Laurelli, *Rapporteur*; observations sur : les modifications à apporter au texte relatif à l'élection des sénateurs en raison de l'adoption du statut du Territoire des Iles Wallis et Futuna (p. 1753).

Art. 1er : *Modification du second alinéa de l'article 10 de l'ordonnance n° 59-260 du 4 février 1959*, adoption (p. 1753).

Art. 2 : *Modification de l'article 11 de la même ordonnance*, adoption (p. 1753).

Art. 3 : *Modification du tableau 2 annexé à la même ordonnance*, adoption (p. 1753).

Art. 4 : *Modification du nombre des sénateurs inscrits dans la série A*, adoption (p. 1753).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1753).

**§ 4.** — Projet de loi organique modifiant, en ce qui concerne les territoires d'outre-mer, l'ordonnance n° 59-259 du 4 février 1959 complétant et modifiant l'ordonnance n° 58-1097 du 15 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition du Sénat et à la durée du mandat des sénateurs, présenté au Sénat le 23 novembre 1960 par M. Robert Lecourt, Ministre d'Etat (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 58 (année 1960-1961);** rapport le 4 mai 1961, par M. Georges Boulanger, **n° 183 (année 1960-1961).** Adoption le 18 mai 1961. — Projet de loi **n° 80 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 19 mai 1961 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation et d'administration générale de la République), **n° 1205;** rapport le 6 juillet 1961, par M. Laurelli, **n° 1311.** Adoption sans modification en première lecture le 18 juillet 1961 (p. 1753). — Projet de loi **n° 281.**

Décision du Comité constitutionnel du 28 juillet 1961, *J.O.* du 29 juillet 1961.

Loi organique n° 61-816 du 29 juillet 1961, publiée au *J.O.* du 30 juillet 1961 (p. 7021).

**DISCUSSION** [18 juillet 1961] (p. 1753). Entendu : M. Laurelli, *Rapporteur*; observations sur : la modification à apporter à l'ordonnance portant loi organique relative à la composition du Sénat en raison du vote intervenu sur le statut du Territoire des Iles Wallis et Futuna (p. 1753).

Art. 1er : *Modification de l'article 2 de l'ordonnance n° 59-259 du 4 février 1959*, adoption (p. 1753).

Art. 2 : *Modification de l'article 3 de la même ordonnance*, adoption (p. 1753).

Adoption de l'ensemble du projet de loi organique (p. 1753).

**§ 5.** — Proposition de loi organique tendant à modifier l'article 8 de l'ordonnance n° 58-1097 du 15 novembre 1958, portant loi organique relative à la composition du Sénat et à la durée du mandat des sénateurs, présentée au Sénat le 16 décembre 1960, par MM. Jean Bertaud et Pinchard (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles), **n° 133 (année 1960-1961);** rapport le 24 octobre 1961, par M. Préiot, **n° 35 (année 1961-1962).** Adoption le 9 novembre 1961. — Proposition de loi **n° 13 (année 1961-1962).**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 9 novembre 1961 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République) **n° 1512 ;** rapport le 13 décembre 1961, par M. Fanton, **n° 1627.** Adoption avec modification en première lecture le 26 juin 1962 (p. 1986). — Proposition de loi **n° 404.**

Transmise au Sénat le 28 juin 1962 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles **n° 240 (année 1961-1962) ;** rapport le 28 juin 1962 par M Prélot, **n° 246 (année 1961-1962).** Adoption définitive en deuxième lecture le 3 juillet 1962. — Proposition de loi **n° 103.**

Loi organique n° 62-807 du 18 juillet 1962, publiée au *J.O.* du 19 juillet 1962 (p. 7115).

**DISCUSSION** [26 juin 1962] (p. 1984). Entendu M Fanton, *Rapporteur de la Commission des lois constitutionnelles ;* observations sur : le sort des remplaçants des sénateurs décédés ou devenus ministres, la disposition actuelle de la loi organique sur la composition du Sénat, prévoyant que les mandats de ces remplaçants expirent en même temps que celui des sénateurs de première série, soumis au renouvellement (p. 1984) ; la nécessité de supprimer ces élections partielles (p. 1985) ; l'adoption par le Sénat d'une disposition particulière pour les remplaçants des sénateurs devenus ministres (p. 1985).

Article unique : *Modification de l'article 8 de l'ordonnance n° 58-1097 du 15 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition du Sénat* (p. 1985) ; amendement de M. Fanton au nom de la Commission (expiration du mandat des remplaçants des sénateurs décédés ou devenus ministres, à la même date que celui du titulaire initial) (*ibid.*) ; observations sur : la clarté du débat ayant eu lieu au Sénat, l'adoption par les sénateurs à une grande majorité de dispositions particulières pour les remplaçants des sénateurs devenus ministres (p. 1985, 1986) ; la double interprétation pouvant être donnée aux termes « renouvellement partiel » (p. 1986) ; les avantages de la solution proposée par la Commission tendant à réserver au suppléant devenu sénateur le sort de celui qu'il remplace (p. 1986) ; la saisine de droit du conseil constitutionnel (*ibid*) ; adoption de l'amendement de la Commission (*ibid.*) ; en conséquence, ce texte devient l'article unique de la proposition de loi (*ibid.*). = Orateurs : MM. Dumas, *Secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement* ; Fanton, *Rapporteur* ; Pic.

— Bureau (Composition du) : après les élections des 9 et 11 décembre 1958 [15 janvier 1959] (p. 24) ; après les élections des 28 avril et 5 mai 1959 [5 mai 1959] (p. 440) ; après la séance du 8 octobre 1959 [13 octobre 1959] (p. 1733).

— Séance du 11 octobre 1960 (p. 2499, 2500).

## SÉNAT DE LA COMMUNAUTÉ.

— délégation en matière de répression des discriminations raciales. — *Voy.* RACISME, 3 et 4.

— Election des membres par l'Assemblée Nationale. — *Voy.* RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, 4.

— Représentation des départements et territoires d'outre-mer (1er juillet 1959] (p. 1196).

— Election par scrutin [8 juillet 1959] (p. 1349, 1372).

— Election par scrutin d'un membre [21 octobre 1959] (p. 1878, 1885).

— Réunion pendant les sessions du Parlement. — *Voy.* ORDRE DU JOUR (des séances) [30 juin 1959] (p. 1157).

— Démission d'un membre (M. Jarrosson) [28 avril 1960] (p. 504).

— Election de deux membres (MM. Marc Jacquet et Boisdé en remplacement de M. Foyer nommé Secrétaire d Etat et de M Jarrosson, démissionnaire) [4 mai 1960] (p. 612, 630).

MEMBRES ÉLUS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE DANS SA SÉANCE DU 8 JUILLET 1959

*Départements métropolitains :*

MM. Crucis, Colinet, Guillon, Jarrot, Marchetti, Santoni, Carous, de Gracia, Le Theule, Liogier, Mariotte, Pinoteau, Richards, Rousseau, Ruais, de Sainte-Marie, Colonna d'Anfriani, Devèze, Foyer, Japiot, Regaudie, Baudis, Béraudier, Larue, Plazanet, Poudevigne, Caillemer, Davoust, Dorey, Roclore, Sammarcelli, Bettencourt, Courant, Diligent, Dusseaulx, Tomasini, Bourgoin, Burlot, Devemy, Fourcade, Battesti, Gabelle, Jarrosson, Simonnet, Valabregue, de Lacoste, Lareymondie, Hénault, Laurin, Max Lejeune, Peytel, Coste-Floret, Laudrin, Moatti, Pascal Arrighi, Béchard, Raphaël-Leygues, Pic, Trémolet de

Villers, Maurice Schuman, Chandernagor, Guy Mollet, Dronne, François Valentin, Biaggi, Chaban-Delmas, Thomazo, Souchal, Habib-Deloncle, Leenhardt, Thomas, Viallet, Rémy Montagne, Jean-Paul David, Le Pen, Juskiewenski, de Montesquiou, Félix Gaillard.

*Départements d'Algérie, des Oasis et de la Saoura :*

MM. Kaddari, Molinet, Pigeot, Sahnouni, Ioualaden, Azem Ouali, Mlle Bouabsa, MM. Mallem, Moulessehoul, Renucci, Lauriol, Al Sid Boubakeur.

*Département de la Guadeloupe :*

M. Feuillard.

*Département de la Martinique :*

M. Sablé.

*Territoire de la Côte française des Somalis :*

M. Gouled [8 juillet 1959] (p. 1375).

Cessent d'appartenir à cette Assemblée :

M. Jacques Fourcade [21 octobre 1959] (p. 1895); remplacé par M. Fraissinet (*ibid.*); M. Jarrosson [28 avril 1960] (p. 504); M. Foyer [4 mai 1960] (p. 646) (1).

Sont nommés membres :

MM. Marc Jacquet et Raymond Boisdé [4 mai 1960] (p. 630).

## SÉPARATION.

— de biens. — *Voy.* Code civil. 4, 5, 6.
— du culte musulman et de l'Etat. — *Voy.* Algérie, 6.
— de corps. — *Voy.* Code civil, 3.

## SÉPARATION DES POUVOIRS.

*Voy.* Régime parlementaire.

— Critique. — *Voy.* Ministères (Présentation du Cabinet de M. Debré).

Théorie de la. — *Voy.* Motion de censure, 2.

(1) M. Foyer, nommé membre du Gouvernement le 5 février 1960 a cessé d'exercer son mandat parlementaire le 6 février 1960.

## SÉPULTURES.

— Victimes de la guerre 1914-1918. — *Voy.* Anciens combattants, 2.

## SERVICE.

— d'aide ménagère. — *Voy.* Sécurité sociale.
— national civil en Algérie. — *Voy.* Algérie, 2.

## SERVICE D'EXPLOITATION INDUSTRIELLE DES TABACS ET ALLUMETTES (S.E.I.T.A.).

— Organisation du. — *Voy.* Tabac, 1.
— Prise en charge par la — des frais entraînés par la lutte contre le mildiou. — *Voy.* Questions orales (avec débat), n° 35.

## SERVICE MILITAIRE.

— en Afrique du Nord. — *Voy.* Armée, 2.
— contingent 1960. — *Voy.* Armée, 12.
— Réduction à 18 mois. — *Voy.* Budget de 1962 (**n° 1436**) (Crédits militaires) [9 novembre 1961] (p. 4195 à 4199).

## SERVICE TECHNIQUE DU GÉNIE CIVIL. — *Voy.* Organisation administrative, 5.

## SERVICE DU TRAVAIL OBLIGATOIRE.

— Médaille pour les réfractaires. — *Voy.* Décorations, 4.

## SERVICES.

— effectués dans les établissements publics. — *Voy.* Pensions et Retraites, 8.

## SERVICES CONCÉDÉS.

— Agents. — *Voy.* Fonctionnaires.

## SERVICES PUBLICS.

— Economies. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 138.

— Gestion des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 36.

## SERVITUDES.

Projet de loi instituant une servitude sur les fonds privés pour la pose des canalisations publiques d'eau ou d'assainissement, présenté à l'Assemblée Nationale le 5 mai 1959 par M. Houdet, Ministre de l'Agriculture (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 68**; rapport le 10 juin 1959 par M. Rault, **n° 131.** Adoption le 18 juin 1959 (p. 900). — Projet de loi **n° 18.**

Transmis au Sénat le 23 juin 1959 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et de l'administration générale), **n° 110 (année 1959-1960)**; rapport le 22 octobre 1959 par M. Georges Boulanger, **n° 13 (année 1959-1960).** Adoption avec modification le 26 novembre 1959. — Projet de loi **n° 4 (année 1959-1960).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 26 novembre 1959, **n° 404**; rapport le 18 juillet 1961 par M. Rault, **n° 1371.** Adoption avec modification en deuxième lecture le 16 mai 1962 (p. 1135). — Projet de loi **n° 392.**

Transmis au Sénat le 22 mai 1962, **n° 201 (année 1961-1962)** ; rapport le 29 mai 1962 par M. Georges Boulanger, **n° 210 (année 1961-1962).** Adoption avec modification en deuxième lecture le 14 juin 1962. — Projet de loi **n° 89 (année 1961-1962).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 19 juin 1962 **n° 1768**; rapport le 20 juillet 1962 par M. Rault, **n° 1864.** Adoption définitive en troisième lecture le 23 juillet 1962 (p. 2811). — Projet de loi **n° 444.**

Loi n° 62-904 du 4 août 1962, publiée au *J.O.* du 7 août 1962 (p. 7815).

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [18 juin 1959] (p. 899). Entendu : M. Rault, *Rapporteur*; obervations sur : la nécessité d'instituer une servitude sur les fonds privés pour la pose de canalisations d'eau et d'assainissement afin de faciliter le travail des collectivités locales (p. 899); les conditions d'établissement de la servitude, la profondeur à laquelle devront être enfouies les canalisations (*ibid.*).

Article unique (p. 899) ; amendement de M. Boscher (pas d'indemnité pour l'établissement de la servitude) (p. 900); observations sur : la plus-value produite par l'installation des canalisations (p. 900); la nécessité de poser les canalisations le plus possible le long des routes (*ibid.*); rejet de l'amendement (p. 900).

Article additionnel de M. Rault au nom de la Commission des lois constitutionnelles (*Fixation par règlement d'administration publique des conditions d'établissement de la servitude*) (p. 900); adoption (*ibid.*).

Article additionnel de M. Rault au nom de la Commission des lois constitutionnelles (*Fixation par arrêté préfectoral de la profondeur à laquelle devront être enfouies les canalisations*) (p. 900); adoption (*ibid.*); adoption de l'article unique devenu l'article premier (p. 900); observations sur : la situation du propriétaire qui voulant bâtir sur sa parcelle est obligé d'empiéter sur le terrain frappé de servitude (p. 900); adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 900). = Orateurs : MM. Boscher, Dejean, Halbout, Rochereau, *Ministre de l'Agriculture*; de Sesmaisons.

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [16 mai 1962] (p. 1133). Entendu : M. Rault, *Rapporteur* ; observations sur : l'aide appréciable apportée par la création de cette servitude aux collectivités désireuses d'entreprendre des travaux d'assainissement et d'adductions d'eaux (p. 1133); la simplification des formalités administratives devant en résulter (*ibid.*).

Art. 1er : *Institution d'une servitude sur les fonds privés pour la pose de canalisations publiques au bénéfice des collectivités* (p. 1133); observations sur l'introduction regrettable par le Sénat d'une exception en faveur des cours et jardins attenant aux habitations (p. 1133, 1134); amendement de M. Rault au nom de la Commission tendant à une nouvelle rédaction de l'article (p. 1134) ; amendement du Gouvernement ayant le même objet (*ibid.*) ; observations sur : la suppression souhaitable de l'exception concernant les cours et jardins attenant aux habitations (p. 1134) ; l'inscription d'une restriction du même genre dans la loi du 2 août 1960 relative aux servitudes en matière d'irrigation (p. 1134) ; adoption de l'amendement de la Commission (*ibid.*) ; en conséquence, l'amendement du Gouvernement devient

sans objet (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 2 : *Procédure relative aux conditions d'établissement de la servitude à défaut d'accord amiable* (p. 1134) ; amendement du Gouvernement (jugement des contestations relatives aux indemnités comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique) (*ibid.*); adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Après l'article 2 : article additionnel de M Rault au nom de la Commission (*Indemnisation de tout dommage ayant sa source dans l'exercice de la servitude*) (p. 1134) ; observations sur l'application du droit commun en la matière et l'inutilité d'une disposition de ce genre (*ibid.*) ; adoption de l'amendement de la Commission (*ibid.*).

Art. 3 (supprimé par le Sénat) : *Procédure relative aux conditions d'exercice de la servitude* (p. 1135); amendement de M. Rault au nom de la Commission tendant à rétablir l'article dans le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (*ibid.*) ; retrait de l'amendement (*ibid.*); amendement du Gouvernement tendant à rétablir l'article dans une nouvelle rédaction (*ibid.*) ; observations sur la détermination des conditions d'exercice de la servitude par un décret en Conseil d'Etat de manière que ces conditions soient les plus rationnelles et les moins dommageables à l'utilisation présente et future des terrains (*ibid.*) ; sous-amendement de M. Rault au nom de la Commission tendant à substituer aux mots « les plus rationnelles », le mot « rationnelles » (*ibid.*) ; adoption du sous-amendement de la Commission (p. 1135) ; adoption de l'amendement du Gouvernement (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*) ; observations sur : les modalités d'application de la loi, le cas des terrains de culture ayant vocation de terrains à bâtir (p. 1135) ; l'intention du Gouvernement de s'inspirer du décret du 13 juin 1961 relatif à la servitude d'établissement des conduites souterraines destinées à l'irrigation (p. 1135) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1135).

Orateurs : MM. Bourne, Pisani, *Ministre de l'Agriculture*; Rault, *Rapporteur*; Regaudie.

**DISCUSSION EN TROISIÈME LECTURE** [23 juillet 1962] (p. 2811). Entendu : M. Rault, *Rapporteur des lois constitutionnelles* ; observations sur les articles premier et 2 *bis* restant en discussion (*ibid.*).

Art. 1er : *Institution d'une servitude sur les fonds privés pour la pose des canalisations publiques d'eau et d'assainissement* (ibid.); adoption de l'article (*ibid.*).

Art. 2 *bis* : *Réparation de tout dommage ayant sa source dans l'exercice de la servitude* (article supprimé par le Sénat); amendement de M. Rault au nom de la Commission tendant à rétablir l'article dans le texte adopté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture ; observations sur : l'inutilité de cette disposition ; l'application du droit commun en matière de réparation du dommage causé par l'exercice de la servitude (*ibid.*) ; rejet de l'amendement de la Commission (*ibid.*) ; en conséquence l'article 2 *bis* demeure supprimé (*ibid.*) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

Orateurs : MM. Dumas, *Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé des relations avec le Parlement*; Rault, *Rapporteur de la Commission des lois.*

## SESSIONS.

— des Conseils généraux. — *Voy.* COLLECTIVITÉS LOCALES, 2.

*Voy.* aussi ÉLECTIONS, 9.

## SESSIONS (de l'Assemblée Nationale).

*Voy.* ASSEMBLÉE NATIONALE.

— Réunion du Sénat de la Communauté. — *Voy.* ORDRE DU JOUR (des séances) [30 juin 1959] (p. 1157).

— Modification de la date, — *Voy.* ALLOCUTIONS, 7.

## SESSION EXTRAORDINAIRE (de l'Assemblée Nationale).

— Eventualité d'une. — *Voy.* ORDRE DU JOUR (des séances) [3 décembre 1959] (p. 3150).

## SESSIONS EXTRAORDINAIRES.

— du Parlement. — *Voy.* CONSTITUTION, 3.

**SIDÉRURGIE.**

— Droits de douane. — *Voy.* DOUANES, 22.
— et expansion économique. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 157.

**SIGNES EXTÉRIEURS DE RICHESSE.** — *Voy.* BUDGET DE 1962 (n° **1436**), Art. 7 [20 octobre 1961] (p. 2807).

**SIGNIFICATION.**

— d'actes en matière musulmane. — *Voy.* ALGÉRIE, 15.

**SILENCIEUX (homologation).** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 134.

**SILICOSE.**

*Voy.* BUDGET DE 1961 (n° **866**). Article additionnel [27 octobre 1960] (p. 2876).

— victimes de la. — *Voy.* MINES, 2.

**SINISTRÉS.**

— Aide aux — de Seine-et-Oise. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 61.
— Inondations dans la région parisienne. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 59.
— mobiliers. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n^os 70, 71, 72, 142 et 143.
— Viticulteurs. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 37.

**SITES.**

— Conservation. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n^os 126, 127.
— Protection des. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (n° **866**), Article additionnel [3 novembre 1960] (p. 3019).

**SITES CLASSÉS.** — *Voy.* LOYERS, 3.

**SITES (Commission supérieure des).** — *Voy.* ORGANISMES EXTRA-PARLEMENTAIRES.

**S.I.B.E.V. (Société interprofessionnelle du bétail, de l'élevage et de la viande).**

— Rôle de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 71.

**S.I.C.A. (Société d'intérêt collectif agricole).**

*Voy.* AGRICULTURE, 10 et 11.

— Rôle des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 71.

**SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (S.N.C.F.).**

*Voy.* CHEMINS DE FER ; ÉCONOMIE NATIONALE, 1.

— Bonification de campagnes des agents — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 68.
— Conventions avec le Ministre des Armées, réduction de tarifs aux militaires. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (n° **1560**), Art. 25 [5 décembre 1961] (p. 5305, 5306).
— Déficit de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 70.
— Réforme des tarifs de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 70; PLAN (n° **1573**) [23 mai 1962] (p. 1289, 1298); [24 mai 1962] (p. 1304, 1305); [29 mai 1962] (p. 1358, 1373); [6 juin 1962] (p. 1506, 1512, 1521, 1522); [14 juin 1962] (p. 1703, 1705, 1728, 1768); [19 juin 1962] (p. 1784, 1793, 1798, 1806); [20 juin 1962] (p. 1826, 1852); [21 juin 1962] (p. 1901, 1902, 1905, 1908).
— Salaires. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 251.
— Suréquipement dû aux vacances et heures de pointes. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 6.

**SOCIÉTÉ NATIONALE DES PÉTROLES D'AQUITAINE.**

— Régime social du personnel (Lacq). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 116.

**SOCIÉTÉS.**

§ 1^er^. — Proposition de loi tendant à modifier la loi du 16 novembre 1940 relative aux

sociétés anonymes, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juillet 1959 par M. Roulland (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 221.**

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives à la responsabilité des gérants et associés des sociétés à responsabilité limitée, dans le cas de faillite ou de liquidation judiciaire, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 octobre 1959 par M. Fanton (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 286.**

**§ 3.** — Projet de loi sanctionnant les infractions à la réglementation des fonds communs de placement, présenté au Sénat le 8 octobre 1959 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et de l'administration générale), **n° 3 (année 1959-1960)** ; rapport le 26 novembre 1959 par M. Schwartz, **n° 57 (année 1959-1960).** Adoption le 5 mai 1960. — Projet de loi **n° 45 (année 1960).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1960 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 631** ; rapport le 20 octobre 1960 par M. Delachenal, **n° 889.** Adoption conforme, sans débat, le 4 novembre 1960 (p. 3079). — Projet de loi **n° 192.**

Loi n° 60-1204 du 17 novembre 1960, publiée au *J. O.* du 18 novembre 1960 (p. 10299).

**§ 4.** — Proposition de loi relative aux commissaires de surveillance de sociétés anonymes, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 juillet 1960 par MM. Davoust, Halbout et Seitlinger (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 767.**

**§ 5.** — Proposition de loi tendant à instituer des sociétés civiles professionnelles, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 juillet 1960 par M. Jean-Paul Palewski et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 847.**

**§ 6.** — Proposition de loi tendant à compléter l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867 relatif à la tenue des assemblées générales, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961 par M. Boscher (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1125.**

**§ 7.** — Proposition de loi tendant à modifier les lois sur les sociétés, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961 par M. Van Der Meersch (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1141.**

— étrangères. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 6.

— de développement régional. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 690**), Art. 7 [5 juillet 1960] (p. 1691); QUESTIONS ORALES (avec débat), n^os 4, 7, 11.

— d'économie mixte de construction. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 690**), Art. 8 [5 juillet 1960] (p. 1691).

— de personnes (professions libérales). — *Voy.* LOYERS, 5.

— de travail. — *Voy.* TRAVAIL (Réglementation du), 9.

## SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES.

Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la cessation des pouvoirs des Sociétés coopératives agricoles et des unions de coopératives agricoles, transmis à l'Assemblée Nationale le 6 juin 1962, **n° 1753**, renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

## SOCIÉTÉS D'EXPLOITATION ET DE RECHERCHES D'HYDROCARBURES.

— Retraite complémentaire des personnels des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 200.

## SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES.

*Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 210.

— Les pratiques illégales des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 44.
— Réinvestissements des bénéfices des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 193.

*Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 690**), Art. 10 à 14 [5 juillet 1960] (p. 1692).

*Voy.* IMPOTS (Enregistrement et Timbre) (**n° 1397**).

**S.O.D.I.C. (Société de développement Industriel et Commercial).**

*Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 1**) INDUSTRIE (8 novembre 1960) p. 3340).

**SOINS.**

— à domicile. — *Voy.* SÉCURITÉ SOCIALE.

**SOLDE.**

— des militaires. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 92.

**SOLIDARITÉ.**

— Fonds de. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 16.
— Fonds de — vieillesse. — *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

**SOMALIE.**

— et évolution de la politique française. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5.

**SOURDS-MUETS.**

— Education. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 95.
— Permis de conduire. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 26.
— Placement des. — *Voy.* AIDE ET ASSISTANCE SOCIALE, 1.

**SOUS-LIEUTENANTS (de réserve).** — *Voy.* ARMÉE, 7.

**SOUS-LOCATIONS.**

— notifications. — *Voy.* LOYERS.
— de pièces isolées. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 11.

**SOUS-OFFICIERS.**

— Limites d'âge. — *Voy.* ARMÉE.
— Solde des. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**), Art. 24 [1er décembre 1961] (p. 5245); QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 67.

**SOUS-PRÉFETS.**

— Statut. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 103.

**SOUSTELLE (M.).**

— Sa position à l'égard du collège unique pendant la législature 1956-1958. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**) [12 novembre 1960] (p. 3645).

**SPÉCULATION.**

— sur les terrains à bâtir. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 232; BUDGET DE 1962 (**n° 1436**), Art. 5 [20 octobre 1961] (p. 2791, 2802).

**SPÉCULATION FONCIÈRE.**

— dans les agglomérations urbaines. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 212.

*Voy.* EXPROPRIATION, 1.

**SPIRITUEUX.** — *Voy.* ALCOOLISME, 8.

## SPOLIÉS.

— Indemnité allouée aux. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 63 [8 novembre 1960] (p. 3415).

## SPORTS.

**§ 1er.** — Projet de loi réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession, présenté à l'Assemblée Nationale le 26 mai 1959 par M. Boulloche, Ministre de l'Éducation nationale (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 92** ; rapport le 26 juin 1962 par M. Laudrin, **n° 1792.**

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à créer des « concours de pronostics » sur les matches sportifs, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 octobre 1959 par M. Hénault (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 281.**

**§ 3.** — Proposition de loi portant réforme de l'organisation sportive, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 octobre 1960 par M. Laudrin et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 899.**

**§ 4.** — Proposition de loi portant réforme de l'éducation physique et du sport en France, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 décembre 1960 par M. Duchâteau et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1086.**

**§ 5.** — Projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif, présenté à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961 par M. Baumgartner, Ministre des Finances et des Affaires économiques (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 1113** ; rapport le 5 mai 1961 par M. Félix Mayer, **n° 1161**; avis présenté le 5 mai 1961 au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales par M. Laudrin, **n° 1159.** Adoption en première lecture le 17 mai 1961 (p. 831). — Projet de loi **n° 253.**

Transmis au Sénat le 19 mai 1961 (renvoyé à la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation), **n° 228 (année 1960-1961)**; rapport le 15 juin 1961 par M. Motte, **n° 260 (année 1960-1961)**; avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles le 15 juin 1961, par M Vincent Delpuech, **n° 264 (année 1960-1961).** Adoption avec modification en première lecture le 22 juin 1961. — Projet de loi **n° 97 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 23 juin 1961, **n° 1256** ; rapport le 6 juillet 1961, par M. Félix Mayer, **n° 1305.** Adoption définitive en deuxième lecture le 12 juillet 1961 (p. 1650). — Proposition de loi **n° 271.**

Loi n° 61-806 du 28 juillet 1961, publiée au *J. O.* du 29 juillet 1961 (p. 6989).

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [9 mai 1961] (p. 697) [10 mai 1961] (p. 723) [16 mai 1961] (p. 774) [17 mai 1961] (p. 802). Entendus : MM. Paye, *Ministre de l'Education nationale ;* Félix Mayer, *Rapporteur ;* Laudrin, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles;* Neuwirth, Comte-Offenbach, Nilès, Bourne, Raymond Mondon, Desouches, Sallenave, Duchâteau, Bosson, Radius, Profichet, J.-P. David, J. Leduc, Cerneau, Darchicourt, Durbet, E.-C. Petit, Perus, Longuet, Pierre Dumas, Degraeve, Diligent, Montagne, Dreyfous-Ducas, Mme Devaud, MM. Santoni, R. Ribière, Labbé, Rousselot, Fanton, Catalifaud, Pasquini, Nungesser, Rousseau, P. Boulet, Barniaudy, Toutain, Buot, Kir, Hertzog, *Haut Commissaire à la Jeunesse et aux Sports ;* R. Schmitt, Paye, *Ministre de l'Education nationale.*

Observations sur : le retard en matière d'équipement sportif (p. 698, 702, 809); les causes de ce retard (p. 698); les besoins (p. 701, 702, 703, 705, 706, 805, 809) ; la loi-programme, son contenu (p. 698, 702), son insuffisance (p. 705, 706) ; la répartition géographique des équipements (p. 698, 700, 723, 724, 728, 817) ; la répartition par catégories d'agglomération (p. 700, 703, 704, 705, 728, 775) ; le sort des communes rurales (p. 700, 702, 703, 705, 728, 775, 781, 802, 811, 817); les sommes laissées à la charge des collectivités locales (p. 701, 705, 774, 775, 777, 783, 805, 806, 811, 812); le problème des terrains et la lenteur de la procédure d'expropriation (p. 783) ; l'intervention de la Caisse des dépôts et Consignations (p. 701, 709, 775, 778, 811, 817) ; la délégation de pouvoir donnée aux autorités locales pour l'approbation des dossiers (p. 701, 725).

Sports.

Le plein emploi des installations sportives (p. 699, 705, 728, 729, 809, 817) ; le cas des installations sportives du Ministère des Armées situé à Courbevoie (p. 783) ; l'entretien des installations (exemple du gymnase d'Antony) (p. 728, 813) ; le rôle du sport (p. 816) ; le sport-prestige et le sport-éducatif (p. 705, 723, 816) ; la démocratisation du sport (p. 779).

Les rapports des pouvoirs publics et des fédérations sportives (p. 780, 781) ; la limitation de la durée des saisons sportives (p. 780, 781) ; de la délimitation des circonscriptions régionales des fédérations (p. 807) ; le sport corporatif (*ibid.*) ; l'éducation physique et le sport à l'école (p. 699, 729, 805).

La journée continue (p. 704, 782, 802) ; l'étalement des vacances (p. 779, 782, 818) ; le contrôle médical (p. 808, 816) ; l'établissement de plans types pour les constructions sportives (p. 699, 805, 808, 809, 817) ; les installations sportives des lycées et des écoles (p. 699, 805, 811) ; les concours de pronostics (p. 702, 802, 803) ; la formation des professeurs (p. 606, 629, 679, 809, 817) ; la préparation des instituteurs (p. 813, 817) ; l'utilisation de la télévision pour l'enseignement sportif (p. 730, 813, 814) ; les offices municipaux des sports (p. 775, 814) ; les propositions des députés communistes en matière d'équipement sportif (p. 706) ; l'œuvre du front populaire (p. 705, 724) ; la construction d'un stade de 100.000 places à Vincennes (p. 725, 782, 787, 805, 811) ; le sous-équipement de la région parisienne (p. 786, 815, 816) ; le manque de terrains disponibles (p. 782, 784, 815) ; la disparition de nombreux stades (Buffalo, etc.) (p. 784, 785, 786, 787).

Le respect nécessaire de l'indépendance des mouvements de jeunesse (p. 703, 723, 777, 780, 783, 808, 809, 813, 816) ; les auberges de jeunesse (p. 700, 724, 784) ; les maisons de la jeunesse (p. 701, 702, 703) ; les centres aérés (p. 725, 813) ; les colonies de vacances (p. 700, 775, 779, 784, 814, 815) ; la création souhaitable de colonies permanentes en montagne (p. 779, 815) ; la formation de moniteurs et d'éducateurs pour les mouvements de jeunesse (p. 704, 708, 709, 724, 782, 783, 815).

Le sport équestre (p. 707, 725, 726, 811) ; la pelote basque (p. 724, 778, 786, 813) ; le sport automobile (p. 726, 727, 813, 813) ; la voile (p. 730, 813, 814) ; la spéléologie (p. 784) ; l'aide à apporter aux petites stations de sports d'hiver (p. 775, 776, 779, 814) ; l'aide à apporter aux stations des Pyrénées (p. 778) ; l'enseignement de la natation et la création de piscines (p. 780, 815) ; le cas des départements d'outre-mer (p. 774, 814) ; la collaboration entre le Ministère de l'Education nationale et le Haut Commissariat aux Sports (p. 804) ; la coordination de l'action des différents Ministères (p. 704, 811).

Article unique : *Approbation d'un programme d'équipement* (p. 818) ; observations sur : l'abattement de 10 0/0 appliqué au montant initial des crédits de la loi de programme (p. 819) ; le financement de la part des travaux laissés à la charge des collectivités locales (p. 819) ; le lancement souhaitable d'un emprunt national (*ibid*).

Amendement de MM. le Douarec et Liogier (cas des communes rurales) (p. 819) ; observations sur : les difficultés des communes rurales (p. 819, 820) ; la possibilité de les grouper dans des syndicats de communes (p. 820) ; retrait de l'amendement (p. 820) ; observations sur : le financement de la part des travaux laissés à la charge des collectivités locales (p. 820) ; la répartition des tranches annuelles de crédit de la loi de programme (p. 820).

Amendement du Gouvernement tendant à une augmentation des crédits (p. 819) ; adoption (p. 820) ; amendement de MM. Le Douarec et Rombeaut (pas de discrimination dans l'utilisation de l'équipement sportif réalisé avec le concours de l'Etat) (p. 821) ; amendement de MM. Marcellin et Montagne (utilisation par les établissements *publics et privés* de l'équipement sportif réalisé avec le concours de l'Etat (p. 821) ; retrait (*ibid*).

Observations sur : les déclarations du Gouvernement concernant l'utilisation des installations par les élèves d'établissements d'enseignement et de l'ensemble des associations agréées (p. 821) ; retrait de la demande de scrutin présentée par le groupe socialiste (p. 821) ; observations sur : la position du groupe socialiste (*ibid.*) ; adoption de l'amendement de MM. Le Douarec et Rombeaut (*ibid.*) ; le vote sur l'article unique est réservé jusqu'à l'examen des articles additionnels (*ibid.*).

Article additionnel de MM. Coste-Floret, Mondon et Claudius-Petit (*Octroi de subventions aux mouvements de jeunesse et aux associations d'éducation populaire*) (p. 821) ; adoption (p. 822).

Article additionnel de M. Nader (*Rapport au Parlement sur l'exécution du programme d'équipement sportif*) (p. 822) ; observations sur : la non-application de la loi du 31 décembre 1959 relative à l'aide aux établissements d'enseignement privé (p. 822) ; adoption de l'article additionnel (*ibid.*) ; adoption de l'article unique devenu article premier (*ibid.*).

Adoption de l'ensembre du projet de loi (p. 822).

Orateurs : MM Chandernagor, Paul Coste-Floret, Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux finances* ; Le Douarec, R. Marcellin, Félix Mayer, *Rapporteur*; Nader, Nungesser, Paye, *Ministre de l'Education nationale*; R. Schmitt, Voisin.

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [12 juillet 1961] (p. 1648). Entendus : MM. Mayer, *Rapporteur*; Laudrin, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles*, Nilès, Max Lejeune, Paye, *Ministre de l'Education nationale*; observations sur : les modifications apportées par le Sénat à l'article 2 (p. 1648); la préparation olympique (p 1648); l'aide apportée à l'enseignement fonctionnel par l'intermédiaire des cités sportives (p. 1648); la mulation d'office de sept professeurs de l'Institut national des sports (p. 1648, 1649); l'élimination du jury du concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure d'éducation physique de deux professeurs (p. 1648, 1649); la dissolution de l'O.S.S.U. (*ibid.*); l'établissement de l'ordre d'urgence des travaux rentrant dans le cadre de la loi d'équipement (p. 1648, 1649); les critères retenus pour la répartition des équipements sportifs entre les différentes agglomérations (p. 1649).

Art. 2 : *Subventions aux collectivités locales* (p. 1649); adoption (p. 1650).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1650).

**§ 6** — Proposition de loi tendant à la réorganisation de l'éducation physique et du sport en France, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 juin 1961 par M. Nilès et plusieurs de ses collègues, (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1273.**

*Voy.* ÉQUIPEMENT SPORTIF.

**SPORTS NAUTIQUES.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 240.

## STATIONNEMENT.

— Taxe de. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**), Art 16 [20 octobre 1961] (p. 2819).

— Transfert d'autorisation pour les taxis. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 131.

## STATUT.

— des baux ruraux. — *Voy.* BAUX RURAUX, 5.

— de combattant. — *Voy.* ARMÉE, 10.

— du commerçant. — *Voy.* COMMERCE, 4.

— de la conférence de la Haye. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 25.

— des coopératives d'entreprises et d'administrations. — *Voy.* COOPÉRATIVES, 1, 2.

— de la Guyane. — *Voy.* DÉPARTEMENT D'OUTRE-MER, 1.

— juridique des aliénés. — *Voy.* ALIÉNÉS, 1.

— des patriotes Alsaciens Mosellans. — *Voy.* ALSACE-LORRAINE, 7.

## STATUT CIVIL.

Proposition de loi relative à l'exercice par les citoyens de statut civil particulier de certaines options de législation et de la faculté d'option de statut que leur reconnait l'article 75 de la Constitution, présentée le 30 juin 1959 par MM. René Pleven et Paul Coste-Floret (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 176.**

*Voy.* ÉTAT CIVIL, 1.

— extension de certaines dispositions aux T.O.M. — *Voy.* TERRITOIRES D'OUTRE-MER.

## STOCKAGE.

— des produits agricoles. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 1.

## STRASBOURG.

— Aménagement des horaires. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 6.

— et institutions européennes. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 2.

— Raffineries. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8.

**STRUCTURE.**

— de la Haute-administration. — *Voy.* ORGANISATION ADMINISTRATIVE, 6.

**STRUCTURES.**

— du Gouvernement. — *Voy.* ORGANISATION ADMINISTRATIVE, 6.

**STYROLENE (Styréne) MONOMERE.** — *Voy.* DOUANES.

**SUBVENTIONS.**

— aux associations. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**), Art. 44 A [1er décembre 1961] (p. 5252).

**SUCCESSION.**

— des personnes décédées du fait de la rupture du barrage de Malpasset. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 690**), Art. 15 et 16 [5 juillet 1960] (p. 1692).
— quotité disponible. — *Voy.* CODE CIVIL, 19.

**SUCCESSIONS AGRICOLES.** — *Voy.* CODE CIVIL, 21.

**SUCRE.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 1.

**SUD-AVIATION.**

— Importance de. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 45.

**SUD-OUEST (de la France.).**

— Dépression démographique et économique. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8.
— Difficultés de la région du. — *Voy.* PLAN (**n° 1573**) [7 juin 1962] (p. 1555, 1556, 1573); [14 juin 1962] (p. 1697, 1699, 1700, 1703, 1709, 1710, 1725, 1728); [20 juin 1962] (p. 1837); [21 juin 1962] (p. 1874, 1901).
— et gaz de Lacq. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8.

*Voy.* aussi QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 18.

**SUÈDE.**

— Convention avec la France (double imposition). — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 38.

**SUEZ.**

— *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 9.
— et Etats Unis. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 12.

**SUISSE.**

— Convention avec la — (allocations familiales). — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 12.
— Produits agricoles (droits de douane). — *Voy.* DOUANES, 23.

**SUPPOSITIONS.**

— de noms. — *Voy.* APPELLATIONS D'ORIGINE, 2.

**SUPPRESSION.**

— des abattements de salaires. — *Voy.* SALAIRES.
— de la délégation générale du Gouvernement en Algérie. — *Voy.* ALGÉRIE, 9.

**SUPRANATIONALITÉ.**

— Fausse querelle. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5 [15 octobre 1959] (p. 1811).

**SURETÉ.**

— de l'Etat. — *Voy.* ORDONNANCES, 1.

**SURETÉ NATIONALE.**

— Retraite des personnels servant en Algérie. — *Voy.* PENSIONS ET RETRAITES, 13.

**SURSIS.**

— d'incorporation des étudiants. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nos 87, 88, 89.

— à l'expulsion de commerçants. — *Voy.* BAUX COMMERCIAUX, 4.

— aux expulsions de locataires. — *Voy.* LOYERS.

**SUSPENSION.**

— de la détention d'un membre de l'Assemblée Nationale. — *Voy.* DÉPUTÉS (poursuites), 6.

— des poursuites contre un membre de l'Assemblée Nationale (M. Pouvanaa Oopa). — *Voy.* DÉPUTÉS (Poursuites), 1.

**SYNDICATS.**

— et pouvoirs publics. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, no 11.

— Formation des travailleurs. — *Voy.* TRAVAIL (Réglementation du).

*Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), no 39.

**SYNDICATS DE COMMUNES.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), no 7.

**SYSTÈME PRÉSIDENTIEL.**

— Evolution du système parlementaire vers un. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, no 20.

# T


## TABAC.

— Culture du. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 35.
— Indemnisation des planteurs de — du Pas-de-Calais. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat) , n° 175.
— Monopole en Alsace-Lorraine. — *Voy.* ALSACE-LORRAINE, 2.

Proposition de loi relative à l'organisation du S.E.I.T.A. et tendant à augmenter les recettes d'exploitation et à diminuer les dépenses de fonctionnement, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 novembre 1959 par M. Maurice Faure et plusieurs de ses collègues, (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 412.**

## TABACS (et allumettes).

— Abandon aux communes d'une part du produit de la vente. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 1 [23 octobre 1959] (p. 1944).

## TANCARVILLE (Pont de).

— timbre-poste. — *Voy.* POSTES, TÉLÉGRAPHE ET TÉLÉPHONE.

## TANGER.

— Contingents tarifaires. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 37.

## TARIF.

— Impôt sur le revenu des personnes physiques. — *Voy.* IMPOTS DIRECTS, 6.

## TARIFS.

— de la Région autonome des transports parisiens (Augmentation des). — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 27.

## TARIFS FERROVIAIRES.

— Révision des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 158.

## TARIFS MÉDICAUX.

— et assurance-maladie. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 25.

## TAUDIS.

— Paris et grandes villes. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 7.

## TAXE.

— d'habitat rural. — *Voy.* HABITAT RURAL, 1.
— sur les appareils de jeux automatiques. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**), Art. 7.

— sur les carburants dans les départements d'outre-mer. — *Voy.* DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 4.

— de résorption. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 32.

— de séjour. — *Voy.* FINANCES LOCALES, 4.

— spéciale sur les billets de cinéma. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**). Art. 69 [24 novembre 1959] (p. 2948).

— de stationnement. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**), Art. 16 [20 octobre 1961] (p. 2819).

— sur les spectacles (cinéma). — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 1560**), Art. 18 [5 décembre 1961] (p. 5294).

— sur les transports routiers. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 4 [25 octobre 1960] (p. 2807).

**TAXE COMPLÉMENTAIRE.** — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**), Art. 4 [20 octobre 1961] (p. 2788, 2826); Art. 18 *bis* [1er décembre 1961] (p. 5220),

**TAXE LOCALE.**

— Garantie de recettes. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**), Art. 84 (p. 2353).

— Proposition de remplacement. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 1 (23 octobre 1959] (p. 1944).

**TAXE PARAFISCALE.**

— Autorisation de perception. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 15 [27 novembre 1960] (p. 2843).

**TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (T.V.A)**

— applicable aux opérations de construction. — *Voy.* IMPOTS (Enregistrement et timbre — Fiscalité immobilière).

**TAXE SUR LES PRESTATIONS DE SERVICE.** — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**), Art. 66 [12 novembre 1961] (p. 4551).

**TAXES.**

— de circulation des viandes (prélèvement). — *Voy.* BUDGET DE 1910 (**n° 563**), Art. 5 [31 mai 1960] (p. 1063).

— sur travaux de voirie. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 51.

**TAXES PARAFISCALES.** — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**), Art. 2.

**TAXIS.**

— Organisation de l'industrie des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 41.

— Port d'armes pour les chauffeurs. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 36.

*Voy.* AUTOMOBILES.

— Ristourne sur l'essence. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 31.

— Transfert d'autorisation de stationnement. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 131.

**TEINTURERIE ET NETTOYAGE.**

— Cotisation destinée au centre technique de la. — *Voy.* BUDGET 1960 (**n° 300**), Art. 2 (p. 2279).

**TÉLÉCOMMUNICATIONS.**

*Voy.* ÉCONOMIE NATIONALE, 1; POSTES.

— Convention internationale. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 15.

**TÉLÉPHONE.**

*Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat, n° 227.

— Usagers ruraux. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 250.

**TÉLÉVISION.**

— Accès à la salle des séances [4 juin 1959] (p. 771).

*Voy.* aussi RADIO-TÉLÉVISION FRANÇAISE.

**TERRAINS.**

— loués nus. — *Voy.* BAUX COMMERCIAUX, 7.

— Spéculation sur les. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (n° **1436**), Art. 5 [20 octobre 1961] (p. 2791, 2802).

**TERRAINS A BATIR.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 232.

**TERRAMYANE.** — *Voy.* DOUANES, 25.

**TERRES.**

— abandonnées. — *Voy.* AGRICULTURE, 10.
— humides. — *Voy.* CODE RURAL, 3.

**TERRORISME.**

— lutte contre le. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 214.

**TERRITOIRES D'OUTRE-MER.**

**§ 1er.** — Projet de loi modifiant dans les territoires d'outre-mer l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes, présenté au Sénat le16 juin 1959 par M Soustelle, Ministre délégué auprès du Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la lég slation, du suffrage universel, du règlement et de l'administration générale de la République), **n° 89 (année 1958-1959)** ; rapport le 2 juillet 1959 par M. Marcel Molle, **n° 123 (année 1958-1959).** Adoption le 2 juillet 1959. — Projet de loi **n° 20 (année 1958-1959).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 3 juillet 1959 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 191 ;** rapport le 16 octobre 1959, par M. Sammarcelli, **n° 311**; Adoption sans débat et sans modification le 27 octobre 1959 (p. 1965). — Projet de loi **n° 47.**

Loi n° 59-1252 du 4 novembre 1959 publiée au *J.O.* du 5 novembre 1959 (p. 10515).

**§ 2.** — Projet de loi portant extension aux territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française, de la loi validée du 23 mai 1942 et de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-1420 du 28 juin 1945, relatifs à l'usurpation de fonctions ou de titres, présenté au Sénat le 16 juin 1959 par M. Soustelle, Ministre délégué auprès du Premier Ministre, **n° 88 (année 1958-1959);** rapport le 2 juillet 1959 par M. Marcel Molle, **n° 122 (année 1958-1959).** Adoption le 2 juillet 1959. — Projet de loi **n° 19.**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 3 juillet 1959 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 192 ;** rapport le 16 octobre 1959 par M. Sammarcelli, **n° 310.** Adoption sans débat et sans modification le 27 octobre 1959 (p. 1965). — Projet de loi **n° 48.**

Loi n° 59-1255 du 4 novembre 1959, publiée au *J. O.* du 5 novembre 1959 (p. 10516).

**§ 3.** — Projet de loi portant extension aux territoires de la Polynésie française, de la Côte française des Somalis, de l'archipel des Comores et des Iles Saint-Pierre-et-Miquelon, des dispositions de la loi du 18 décembre 1893 sur les associations de malfaiteurs, présenté au Sénat le 16 juin 1959, par M. Soustelle, Ministre délégué auprès du Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et de l'administration générale de la République), **n° 91 (année 1958-1959);** rapport le 2 juillet 1959 par M. Marcel Molle, **n° 125 (année 1958-1959).** Adoption le 2 juillet 1959. — Projet de loi **n° 22 (année 1958-1959).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 3 juillet 1959 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 193 ;** rapport le 16 octobre 1959 par M. Sammarcelli, **n° 312.** Adoption sans débat et sans modification le 27 octobre 1959 (p. 1965). — Projet de loi **n° 49.**

Loi n° 59-1254 du 4 novembre 1959, publiée au *J.O.* du 5 novembre 1959 (p. 10515).

**§ 4.** — Projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer des articles 1er et 2 de l'ordonnance n° 45-1391 du 25 juin 1945 concernant le concours des citoyens à la justice

et à la sécurité publique et des articles 1er, 2 et 3 de la loi n° 54-411 du 13 avril 1954 relative à la répression des crimes et délits commis contre les enfants, présenté au Sénat le 16 juin 1959 par M. Soustelle, Ministre délégué auprès du Premier Ministre, **n° 90 (année 1958-1959);** rapport le 2 juillet 1959 par M. Marcel Molle, **n° 124 (année 1958-1959).** Adoption le 2 juillet 1959. — Projet de loi **n° 21.**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 3 juillet 1959 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 194;** rapport le 16 octobre 1959 par M. Sammarcelli, **n° 309.** Adoption sans débat et sans modification le 27 octobre 1959 (p. 1965). — Projet de loi **n° 50.**

Loi n° 59-1253 du 4 novembre 1959, publiée au *J.O.* du 5 novembre 1959 (p. 10515).

**§ 5.** — Projet de loi relatif à la ratification du décret n° 59-672 du 28 mai 1959 portant non-approbation partielle de la délibération n° 59-11 de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française suspendant ou réduisant les droits de douane sur certains produits, présenté à l'Assemblée Nationale le 28 décembre 1959 par M. Jacques Soustelle, Ministre délégué auprès du Premier Ministre (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 499;** rapport le 6 juillet 1960 par M. Van der Meersch, **n° 738.** Adoption sans débat le 18 juillet 1960 (p. 1939). — Projet de loi **n° 149.**

Transmis au Sénat le 19 juillet 1960 (renvoyé à la Commission des affaires économiques et du plan), **n° 288 (année 1959-1960);** rapport le 19 octobre 1960 par M. Lebreton, **n° 14 (année 1960-1961).** Adoption conforme le 3 novembre 1960. — Projet de loi **n° 14 (année 1959-1960).**

Loi n° 60-1195 du 16 novembre 1960, publiée au *J.O.* du 17 novembre 1960 (p. 10251).

**§ 6.** — Projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer de diverses ordonnances ayant modifié des articles du Code civil ou des lois intéressant le statut civil de droit commun, présenté au Sénat le 7 juin 1960 par M Robert Lecourt, Ministre d'Etat (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 174 (année 1959-1960);** rapport le 6 juillet 1960 par M. Kalb, **n° 250 (année 1959-1960).** Adoption le 21 juillet 1960. — Projet de loi **n° 95 (année 1959-1960).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 22 juillet 1960 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 826;** rapport le 6 juillet 1961 par M. Laurelli, **n. 1308.** Adoption sans débat et sans modification le 21 juillet 1961 (p. 1916). — Projet de loi **n° 295.**

Loi n° 61-823 du 29 juillet 1961, publiée au *J.O.* du 30 juillet 1961 (p. 7025).

**§ 7.** — Projet de loi de programme sur les territoires d'outre-mer, présenté à l'Assemblée Nationale le 12 décembre 1960 par M. Baumgartner, Ministre des Finances et des Affaires économiques (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 1047;** rapport le 25 avril 1961 par M Burlot, **n° 1111;** avis présenté au nom de la Commission de la production et des échanges le 27 avril 1961 par M. Renouard, **n° 1157.** Adoption le 28 avril 1961 (p. 607). — Projet de loi **n° 247.**

Transmis au Sénat le 2 mai 1961 (renvoyé à la Commission des finances), **n° 180 (année 1960-1961);** rapport le 13 juin 1961 par M Jean Marie Louvel, **n° 249 (année 1960-1961).** Adoption sans modification le 15 juin 1961. — Projet de loi **n° 91 (année 1960-1961).**

Loi n° 61-637 du 23 juin 1961, publiée au *J.O.* du 24 juin 1961 (p. 5691).

**DISCUSSION** [27 avril 1961] (p. 535), [28 avril 1961] (p. 597). Entendus : MM. Burlot, *Rapporteur*; Rombeaut, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales*; Becker *Rapporteur de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales*; Hassan Gouled, Lenormand, Lolive, Saïd Mohamed Cheikh Renouard *Rapporteur pour avis de la Commission de la production et des échanges*; Laurelli, Roux, Chandernagor, Lecourt, *Ministre d'Etat.*

Observations sur : la géographie et l'économie des territoires d'outre-mer (p. 535, 536, 547), leur diversité (p. 599), leur commerce extérieur (p. 536); le crédit (*ibid.*); la fiscalité (*ibid.*); les investissements des capitaux privés (p. 537); le contenu de la loi-cadre (p. 537, 541); les crédits accordés par le F.I.D.E.S. depuis 1946

Territoires d'outre-mer.

Territoires d'outre-mer.

(p. 537) ; la préparation des programmes d'emploi de ces crédits par les autorités locales (p. 602) ; l'aide apportée par la France aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer, aux pays de la Communauté (comparaison) (p. 604, 605); l'importance des crédits accordés aux Etats de la Communauté (p. 540, 543) ; le chantage à l'indépendance exercé par les représentants de certains territoires d'outre-mer (p. 546, 547) ; l absence d'autonomie réelle dans les territoires d'outre-mer (p. 541, 543, 545) ; l'adaptation nécessaire de la loi-cadre (p. 599, 602) ; le nombre trop important des administrateurs des affaires d'outre-mer (p. 601) ; la tutelle abusive exercée par l'autorité centrale (*ibid.*) ; la suppression nécessaire de l'incompatibilité entre le mandat de député et la Vice-Présidence du Conseil de Gouvernement (*ibid.*) ; la suppression de la participation des territoires aux frais de fonctionnement des services d'Etat (p. 602).

La Côte française des Somalis (p. 540) ; le port de Djibouti (p. 540, 603) ; la condition de vie des nomades (p. 540, 603) ; l'enseignement (p. 541) ; l'enfance délinquante du Centre d'Obock (p. 541) ; la réforme nécessaire du statut et le renversement des votes des autorités locales (p. 541).

Les Comores (p. 538, 603), leur situation sociale (p. 538), l'enseignement (p. 538, 539, 547) ; les services sanitaires (p. 539), la situation du médecin-chef de l'hôpital d'Anjouan (p. 539) ; les anciens combattants (p. 539) ; la création souhaitable d'une station de recherches botaniques (p. 539) ; l'importance politique de la Communauté franco-musulmane des Comores (p. 546) ; l'insuffisance des crédits accordés à ce territoire (p. 547).

La Nouvelle Calédonie (p. 542) ; le plan économique élaboré en 1958 par les autorités locales : ports, agriculture, tourisme, pêche (p. 542, 543) ; le monopole de la Société « Le Nickel » (p. 542) ; le sous-peuplement (p. 544, 548, 549, 600, 603) ; la répartition des terres (p. 544) ; l'absence d'une réelle autonomie locale (p. 543, 545) ; l'incohérence de la politique du crédit (p. 544) ; le refus des capitaux locaux de s'investir sur place (p. 544) ; la répartition des subventions allouées aux écoles privées (p. 544) ; l'infrastructure routière (p. 600).

La Polynésie, la dispersion des îles et le problème des liaisons aériennes et maritimes (p. 600, 604) ; le développement du tourisme (p. 548, 600, 603, 604) ; la protection des sites (p. 600, 603, 604) ; les émissions radiophoniques françaises en Nouvelle-Caledonie et en Polynésie (p. 601).

Saint-Pierre-et-Miquelon, le développement de la pêche (p. 458, 598, 603) ; la population (p. 597) ; la subvention d équilibre accordée au budget du territoire (p. 597, 598) ; l'adduction d'eau (p. 598) ; le service militaire (p. 598) ; les liaisons maritimes et aériennes (p. 598, 599) ; la fermeture de l'aérodrome aux DC-3 (p. 598, 599) ; la nomination souhaitable des fonctionnaires du grade de Gouverneur à la tête du territoire (p. 599).

Article unique : *Approbation d'un programme triennal* (p. 605) ; amendement de MM. Roux et Burlot tendant dans le premier alinéa à insérer après les mots « d'un montant global » le mot « minimum » (p. 605) ; observations sur : la nécessité de préciser que le montant du programme est un montant minimum (p. 605) ; retrait (*ibid.*) ; le vote sur l'article unique est réservé jusqu'à l'examen de l'article additionnel (p. 605).

Article additionnel de MM. Roux et Burlot (*Communication au Parlement, lors de la session d'octobre, d'un rapport rendant compte de l'exécution de la présente loi*) (p. 605) ; observations sur : la nécessité du contrôle parlementaire (p. 605) ; la volonté de réduire l'autonomie des territoires d'outre-mer (p. 606) ; l'amendement de M. Lenormand déclaré irrecevable par la Commission des finances (p. 606) ; adoption de l'article additionnel (*ibid.*).

*Explications de vote* : observations sur la position des représentants des territoires d'outre-mer (p. 606) ; demande de seconde délibération présentée par M Habib Deloncle (p. 607).

Seconde délibération (p. 607) ; rappel au règlement de M. Chandernagor (p. 607) ; la Commission propose de supprimer l'article additionnel (p. 607) ; adoption de l'article unique (p. 607). = Orateurs : MM. Chandernagor, Saïd Mohamed Cheikh, Hassan-Gouled, Habib-Deloncle, Lecourt, *Ministre d'Etat* ; Lenormand, Roux, *Rapporteur suppléant.*

**§ 8.** — Projet de loi ratifiant le décret n° 60-718 du 13 juillet 1960 portant rejet partiel de la délibération n° 198 du 9 février 1960 de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, portant exonération des droits de douane sur le matériel destiné à la recherche minière et aux études de préparation des minerais, présenté à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961 par M. Lecourt, Ministre d'Etat (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 1097** ; rapport le 10 novembre 1961 par M. Devemy, **n° 1525.** Adoption le 16 novembre 1961 (p. 4882). — Projet de loi **n° 339.**

Transmis au Sénat le 20 novembre 1961 (renvoyé à la Commission des affaires économiques), **n° 70 (année 1961-1962)**; rapport le 24 novembre 1961 par M. Lalleur, **n° 84 (année 1961 - 1962).** Adoption sans modification le 30 novembre 1961. — Projet de loi **n° 29 (année 1961-1962).**

Loi n° 61-1347 du 12 décembre 1961, publiée au *J. O.* du 13 décembre 1961 (p. 11428).

**DISCUSSION** [16 novembre 1961] (p. 4881). Entendu : M Devemy, *Rapporteur.*

Article unique : *Ratification du décret n° 60-718 du 13 juillet 1960 portant rejet partiel de la délibération n° 198 du 9 février 1960 de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie*, adoption (p. 4882).

**§ 9.** — Projet de loi rendant applicables aux territoires d'outre-mer les dispositions de l'ordonnance n° 58-1371 du 29 décembre 1958 sur la protection des installations d'importance vitale, présenté à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961 par M. Lecourt, Ministre d'Etat (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1102** ; rapport le 16 juin 1961 par M. Laurelli, **n° 1238** ; avis présenté au nom de la Commission de la défence nationale et des forces armées le 23 juin 1961 par M. Bourgund, **n° 1257.** Adoption le 12 juillet 1961 (p. 1679). — Projet de loi **n° 273.**

Transmis au Sénat le 18 juillet 1961 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles de législation et du règlement), **n° 313 (année 1960-1961)** ; rapport le 19 juillet 1961 par M. Modeste Zussy, **n° 320 (année 1960-1961).** Adoption sans modification le 21 juillet 1961. — Projet de loi **n° 132 (année 1960-1961).**

Loi n° 61-802 du 28 juillet 1961, publiée au *J. O.* du 29 juillet 1961 (p. 6987).

**DISCUSSION** [12 juillet 1961] (p. 1678). Entendus : MM Laurelli, *Rapporteur* ; Bourgund, *Rapporteur pour avis de la Commission de la défense nationale* ; Lolive, Lecourt, *Ministre d'Etat.*

Observations sur : la nécessité d'étendre aux territoires d'outre-mer les dispositions de l'ordonnance du 29 décembre 1958 sur la protection des installations d'importance vitale (p. 1678); les difficultés pour les entreprises d'appliquer les dispositions de cette ordonnance, notamment en raison de la pénurie de personnel sûr et compétent (p. 1678); l'atteinte portée à l'autonomie interne des territoires d'outre-mer (p. 1678, 1679); la nature des installations d'importance vitale dans les territoires d'outre-mer (p. 1679).

Art. 1er : *Application aux territoires d'outre-mer de l'ordonnance n° 58-1371 du 29 décembre 1958*, adoption (p. 1679).

Art. 2 : *Désignation des établissements et des installations d'importance vitale* (p. 1679).

Art. 3 : *Extension des obligations prévues par l'ordonnance du 29 décembre 1958 à d'autres établissements*, adoption (p. 1679).

Art. 4 : *Pouvoirs des représentants du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer*, adoption (p. 1679).

Art 5 : *Recours devant le conseil du contentieux administratif* (p. 1679); amendement de M. Laurelli au nom de la Commission tendant à donner l'autorité de la chose jugée aux décisions des conseils du contentieux administratif (p. 1679) ; adoption (*ibid*) ; adoption de l'article 5 ainsi modifié (p. 1679).

Art. 6 : *Arrêté de mise en demeure*, adoption (p. 1679); adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1679).

Orateur : M. Laurelli, *Rapporteur.*

**§ 10.** — Projet de loi relatif à l'organisation des Comores présenté à l'Assemblée Nationale le 9 mai 1961 par M. Robert Lecourt, Ministre d'Etat (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1163**; rapport le 29 juin 1961 par M. Paul Coste-Floret, **n° 1287**; rapport supplémentaire le 8 décembre 1961 par M. Dubuis, **n° 1606.** Adoption le 12 décembre 1961 (p. 5536). — Projet de loi **n° 366.**

Transmis au Sénat le 13 décembre 1961 (renvoyé à la Commission des lois) **n° 132 (année 1961-1962)** ; rapport le 14 décembre 1961 par M. Marcel Prelot, **n° 143 (année 1961-1962).** Adoption sans modification le 15 décembre 1962 — Projet de loi **n° 64 (année 1961-1962).**

Loi n° 61-1412 du 22 décembre 1961, publiée au *J.O.* du 23 décembre 1961 (p. 11822).

**DISCUSSION** [12 juillet 1961] (p. 1650). Entendu : M. Michelet, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.* Observations sur : la décision du Gouvernement de retirer le projet de l'ordre du jour pour permettre une mise au point et une prolongation du dialogue entre

Territoires d'outre-mer.

Territoires d'outre-mer.

l'Assemblée et le Gouvernement (p. 1650) ; en conséquence, le projet est retiré de l'ordre du jour (*ibid.*).

**SUITE DE LA DISCUSSION** [12 décembre 1961] (p. 5526). Entendus : MM. Dubuis, *Rapporteur* ; Cheikh, Ibrahim, Catayée, Becker, de Broglie.

Observations sur : la situation économique, sociale et politique des Comores (p. 5527, 5528) ; les dispositions du projet et des amendements proposés par la Commission en accord avec les parlementaires des Comores et avec le Gouvernement (p. 5527, 5529) ; les impressions rapportées par la délégation de la Commission envoyée aux Comores (p. 5529) ; la nécessité de créer un institut chargé d'étudier la flore et la faune des Comores (p. 5529) ; la nécessité d'élaborer un statut pour la Guyane et pour les départements des Antilles (p. 5528, 5529) ; le vœu adopté par le Conseil général de la Martinique déclarant que ce département entend demeurer indissolublement lié à la nation française (p. 5530).

Article additionnel de MM. Dubuis et Cheikh (*tendant, avant le titre Ier à insérer un préambule*) adoption (p. 5530).

TITRE Ier : *De l'administration de l'archipel* (p. 5530).

Art. 1er : *Formation d'une collectivité territoriale* (p. 5530) ; amendement de MM. Dubuis et Cheikh tendant à une nouvelle rédaction de l'article (p. 5530) ; adoption de cet amendement qui devient l'article premier (*ibid.*).

Art. 2 : *Du Conseil de Gouvernement* (p. 5530) ; amendement de M. Dubuis et Cheikh tendant à une nouvelle rédaction (p. 5530) ; adoption de l'amendement qui devient l'article 2 (*ibid.*).

Art. 3 : *Elections du Président du Conseil de Gouvernement* (p. 5531) ; amendement de MM. Dubuis et Cheikh tendant à une nouvelle rédaction (p. 5531) ; adoption de cet amendement qui devient l'article 3 (*ibid.*) ; amendement de MM. Lenormand et Gouled tendant à modifier le dernier alinéa (p. 5531) ; cet amendement n'est pas soutenu (*ibid.*).

Art. 4 : *Convocation du Conseil de Gouvernement*, adoption (p. 5531).

Art. 5 : *Responsabilité du Conseil de Gouvernement devant l'Assemblée* (p.5531) ; amendement de MM. Dubuis et Cheikh (dépôt de la question de confiance par le Président du conseil de Gouvernement), adoption (p.5531) ; adoption de l'article modifié (p. 5531).

Art. 6 : *Rôle du Conseil de Gouvernement* (p. 5531) ; amendement de MM. Dubuis et Cheikh tendant à une nouvelle rédaction (p. 5531) ; adoption de cet amendement qui devient l'article 6 (*ibid.*).

Art. 7 : *Pouvoir réglementaire du Président du Conseil de Gouvernement*, adoption (p. 5531).

Art. 8 : *Pouvoirs des Ministres* (p. 5531) ; amendement de MM. Dubuis et Cheikh tendant à substituer aux mots « services territoriaux » les mots « services administratifs » (p. 5531) ; adoption de l'article 8 modifié (p. 5531).

Art. 9 : *De l'Assemblée territoriale* (p. 5531) ; amendement de MM. Dubuis et Cheikh tendant à remplacer l'Assemblée territoriale par une Chambre des députés des Comores (*ibid.*) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article modifié (p. 5531).

Art. 10 : *Etablissement du règlement et élection du Président de l'Assemblée* (p. 5532) ; amendement de MM. Dubuis et Cheikh tendant à remplacer les mots « Assemblée territoriale » par les mots « Chambre des Députés des Comores » (p. 5532) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 11 : *Pouvoirs de l'Assemblée* (p. 5532) ; amendement de MM. Dubuis et Cheikh tendant à une nouvelle rédaction (*ibid.*) ; adoption de l'amendement qui devient l'article 11 (*ibid.*).

Art. 12 : *Vote du budget* (p. 5532) ; amendement de MM. Dubuis et Cheikh tendant à remplacer les mots « Assemblée territoriale » par les mots « Chambre des Députés des Comores » (*ibid.*) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (p. 5532).

TITRE II. — *De l'administration des subdivisions* (p. 5532).

Art. 13 : *Conseil de subdivision* (p. 5532) ; amendement de MM. Dubuis et Cheikh prévoyant que chaque subdivision constitue une circonscription électorale (p. 5532) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article modifié (p. 5532).

Art. 14 : *Nombre des membres des conseils de subdivision*, adoption (p. 5532).

Art. 15 : *Inéligibilité au conseil de subdivision* (p. 5532) ; amendement de MM. Dubuis et Cheikh tendant à supprimer l'inéligibilité des agents titulaires auxiliaires ou contractuels de l'administration (p. 5532) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article modifié (p. 5532).

Art. 16 : *Election du président du conseil de subdivision*, adoption (p. 5532).

Art. 17 : *Pouvoir du conseil de subdivision*, adoption (p. 5532).

Art. 18 : *Objet des délibérations du conseil de subdivision* (p. 5532) ; amendement de MM Dubuis et Cheikh tendant à substituer aux mots « Assemblée territoriale » les mots « Chambre des Députés » et tendant à prévoir que les délibérations du conseil de subdivision sont rendues exécutoires par le président du conseil de Gouvernement (p. 5533) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article modifié (p. 5533).

Art 19 : *Avis demandé au conseil de subdivision* (p. 5533) ; amendement de MM. Dubuis et Cheikh tendant à soumettre, pour avis, au conseil de subdivision les modifications éventuelles de la présente loi (p. 5533) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (p. 5533).

Art 20 : *Vœu du conseil de subdivision*, adoption (p. 5533).

Art. 21 : *Nullité et annulation des délibérations des conseils de subdivision* (p. 5533) ; amendement de MM. Dubuis et Cheikh tendant à substituer aux mots « Commissaire de la République » les mots « Haut Commissaire de la République » (p. 5533) et relatif à l'annulation de certaines décisions par le Haut Commissaire de la République (p. 5533) ; adoption (*ibid.*) ; amendement de M. Gouled tendant à modifier la rédaction du dernier alinéa (p. 5533) ; cet amendement n'est pas soutenu (*ibid.*) ; adoption de l'article modifié (p. 5533).

Art. 22 : *Dissolution des conseils de subdivision*, adoption (p. 5533).

Art. 23 : *Etablissement du budget des subdivisions*, adoption (p. 5533).

Art. 24 : *Ressources ordinaires des subdivisions* (p. 5533) ; amendement de MM. Dubuis et Cheikh tendant à substituer aux mots « Assemblée territoriale » les mots « Chambre des Députés des Comores » (p. 5534) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article modifié (p. 5534).

Art. 25 : *Contrôle des budgets des subdivisions par le président du conseil de Gouvernement*, adoption (p. 5534).

Art. 26 : *Patrimoine des subdivisions* (p. 5534) ; amendement de MM. Dubuis et Cheikh tendant à substituer aux mots « Assemblée territoriale » les mots « Chambre des Députés des Comores » (p. 5534) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article modifié (p. 5534).

TITRE III : *Du représentant de la République.*

Art. 27 : *Du Commissaire de la République* (p. 5534) ; amendement de MM. Dubuis et Cheikh tendant à remplacer « Haut commissaire de la République » par « Haut commissaire » (p. 5534) ; adoption de cet amendement qui devient l'article 27 (p. 5534).

Art. 28 : *Pouvoirs du Commissaire de la République* (p. 5534) ; amendement de MM. Dubuis et Cheikh tendant à une nouvelle rédaction de l'article (*ibid.*) ; adoption de cet amendement qui devient l'article 28 (p. 5534).

Art. 29 : *Responsabilités du Commissaire de la République en matière d'ordre public* (p. 5534) ; amendement de M Gouled tendant à une nouvelle rédaction (p. 5535) ; l'amendement n'est pas soutenu (*ibid.*) ; amendement de MM. Dubuis et Cheikh tendant à une nouvelle rédaction (p. 5535) ; adoption de cet amendement qui devient l'article 29 (*ibid.*).

Art. 30 : *Pouvoirs du Commissaire de la République en matière de libertés publiques* (p. 5535) ; amendement de MM. Dubuis et Cheikh tendant à substituer aux mots « Commissaire de la République » les mots « Haut Commissaire de la République » (p. 5535) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (p. 5535).

Art. 31 : *Participation du Commissaire de la République aux séances du conseil de Gouvernement* (p. 5535) ; amendement de MM Dubuis et Cheikh tendant à une nouvelle rédaction (p. 5535) ; adoption de cet amendement qui devient l'article 31 (*ibid.*).

Art. 32 : *Services d'Etat* (p. 5535) ; amendement de MM. Dubuis et Cheikh tendant à une nouvelle rédaction (p. 5535) ; adoption de cet amendement qui devient l'article 32 (*ibid.*) ; en conséquence les amendements de M. Gouled sont sans objet (*ibid.*).

Article additionnel de MM. Dubuis et Cheikh (*gestion des services à caractère mixte*), adoption (p. 5535).

TITRE IV : *Dispositions diverses* (p. 5535).

Art. 33 : *Transformation à titre provisoire du vice-président du conseil en président du conseil de Gouvernement* (p. 5535) ; amendement de MM. Dubuis et Cheikh (maintien en fonction à titre provisoire du conseil de Gouvernement en exercice) (*ibid.*) ; adoption de cet amendement qui devient l'article 33 (p. 5535).

Art. 34 : *Exercice par l'Assemblée territoriale et les conseils de subdivision en fonction, des attributions dévolues par la présente loi* (p. 5535) ; amendement de MM. Dubuis et Cheikh tendant à maintenir en fonction pendant une période de six mois l'Assemblée actuelle

Territoires d'outre-mer.

(p. 5536) ; adoption de l'amendement qui devient l'article 34 (*ibid.*).

Art. 35 : *Consultation des conseils de subdivision sur la modification de la présente loi* (p. 5536) ; amendement de MM. Dubuis et Cheikh tendant à substituer aux mots « Assemblée territoriale » les mots « Chambre des Députés des Comores », adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article modifié (*ibid.*).

Art. 37 : *Décrets d'application* (p. 5536) ; amendement de MM. Dubuis et Cheikh tendant à une nouvelle rédaction (*ibid.*) ; adoption de cet amendement qui devient l'article 37 (*ibid.*).

Art. 38 : *Abrogation de toutes les dispositions contraires à la présente loi*, adoption (p. 5536) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5536).

**§ 11.** — Projet de loi adaptant et rendant applicables, dans les territoires d'outre-mer, les dispositions de la loi n° 59-940 du 31 juillet 1959 portant amnistie, présenté au Sénat le 16 décembre 1961, par M. Robert Lecourt, Ministre d'Etat (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale) **n° 148 (année 1960-1961)** ; rapport le 16 décembre 1961 par M. Georges Boulanger **n° 163 (année 1960-1961).** Adoption le 18 mai 1961. — Projet de loi **n° 83 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 19 mai 1961 (renvoyé à la Commission deslois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1201**; rapport le 11 juillet 1961, par M. Laurelli, **n° 1326.** Adoption avec modification en première lecture le 6 décembre 1961 (p. 5348). — Projet de loi **n° 357.**

Transmis au Sénat le 7 décembre 1961 **n° 115 (année 1961-1962)**; rapport le 13 décembre 1961 par M. Georges Boulanger, **n° 134 (année 1961-1962).** Adoption définitive en deuxième lecture le 15 décembre 1961. — Projet de loi **n° 60 (année 1961-1962).**

Loi n° 61-1438 du 26 décembre 1961, publiée au *J.O.* du 18 décembre 1961 (p. 11995).

**DISCUSSION** [6 décembre 1961] (p. 5346). Entendu : M. Laurelli, *Rapporteur.*

Observations sur : l'extension nécessaire aux territoires d'outre-mer de la loi n° 59-940 du 31 juillet 1959 (p. 5346); les modifications à apporter à cette loi (*ibid.*).

Art. 1er : *Application aux territoires d'outre-mer des articles 1 à 26 et 29 de la loi n° 59-940 du 31 juillet 1959*, adoption (p. 5346).

Art. 2 : *Modification de l'article 2 de la loi du 31 juillet 1959 pour son application dans les territoires d'outre-mer*, adoption (p. 5346).

Art. 3 : *Modification pour son application dans les territoires d'outre-mer de l'article 13 de la loi du 31 juillet 1950*, adoption (p. 5346).

Article additionnel de M. Gouled (*Modification de l'article 14 de la loi du 31 juillet 1959 pour son application dans les territoires d'outre-mer — amnistie pour les atteintes à la Sûreté de l'Etat*) (p. 5346).

Article additionnel analogue de M. Laurelli au nom de la Commission (*ibid.*); observations sur : le contenu de l'amendement adopté par la Commission (p. 5347); la modification de l'article 83 du Code pénal intervenue depuis la loi d'amnistie du 31 juillet 1950 (p. 5347); l'impossibilité d'accorder le bénéfice de l'amnistie en matière d'atteinte à la sûreté de l'Etat, dans les territoires d'outre-mer, alors qu'une telle mesure n'est pas appliquée dans la métropole (p. 5347); adoption de l'amendement de M. Gouled (p. 5347) ; observations sur : le vote intervenu et sur la nécessité de mettre aux voix l'amendement de la Commission (p. 5347) ; M. Gouled se rallie à l'amendement de la Commission (*ibid*).

Demande de seconde délibération présentée par M. Sammarcelli, Président de la Commission des lois (p. 5347);

Art. 4 : *Modification de l'article 24 de la loi du 31 juillet 1959 et son application dans les territoires d'outre-mer*, adoption (p. 5347).

Article additionnel de M. Catayée (*annulation des mesures prises dans les départements d'outre-mer en application de l'ordonnance du 15 octobre 1960 relative au rappel d'office des fonctionnaires* (p. 5347) ; observations sur : la nécessité d'annuler les mesures arbitraires prises à l'encontre de certains fonctionnaires dans les départements d'outre-mer (p. 5347, 5348); l'article additionnel est déclaré irrecevable (p. 5348).

Seconde délibération — Art. 3 *bis* (p. 5348); amendement de M. Laurelli tendant à une nouvelle rédaction de cet article (p. 5348); observations sur : la nécessité de tenir compte dans la rédaction de la modification de l'article 83 du Code pénal par l'ordonnance du 4 juin 1960 (p. 5348); opposition du Gouvernement à cet amendement (p. 5348) ; adoption de l'amendement (p. 5348) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5348). = Orateurs : MM. Catayée, Hassan Gouled, Jacquinot,

*Ministre d'Etat* ; Laurelli, Sammarcelli, *Président de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.*

§ **12.** — Projet de loi relatif à l'extension, aux territoires d'outre-mer, de la loi n° 60-1370 du 21 décembre 1960, modifiant et complétant l'article 344 du Code civil relatif à l'adoption et à l'extension et à l'adaptation à ces territoires, de l'article premier de l'ordonnance n° 58-1306 du 23 décembre 1958 portant modification du régime de l'adoption et de la légitimation adoptive, présenté au Sénat le 16 décembre 1960 par M. Robert Lecourt, Ministre d'Etat (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation et d'administration générale), **n° 152 (année 1960-1961);** rapport le 16 décembre 1960 par M. Georges Boulanger, **n° 164 (année 1960-1961).** Adoption le 18 mai 1961. — Projet de loi **n° 84 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 19 mai 1961 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1202 ;** rapport le 6 juillet 1961 par M. Laurelli, **n° 1307.** Adoption sans débat et sans modification le 21 juillet 1961 (p. 1916). — Projet de loi **n° 294.**

Loi n° 61-824 du 29 juillet 1961, publiée au *J.O.* du 30 juillet 1961 (p. 7025).

§ **13.** — Projet de loi conférant aux Iles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer, présenté au Sénat le 13 décembre 1960 par M. Robert Lecourt, Ministre d'Etat (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel et d'administration générale), **n° 103 (année 1960-1961);** rapport le 4 mai 1961 par M. Georges Boulanger, **n° 186 (année 1960-1961).** Adoption le 18 mai 1961. — Projet de loi **n° 78 (année 1960-1961)**;

Transmis à l'Assemblée Nationale le 19 mai 1961 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1207 ;** rapport le 6 juillet 1961 par M. Laurelli, **n° 1312.** Adoption avec modification en première lecture le 18 juillet 1961 (p. 1752). — Projet de loi **n° 279.**

Transmis au Sénat le 19 juillet 1961 **n° 325 (année 1960-1961);** rapport le 20 juillet 1961 par M. Zussy, **n° 329 (année 1960-1961).** Adoption définitive en deuxième lecture le 21 juillet 1961. — Proposition de loi **n° 131.**

Loi n° 61-814 du 29 juillet 1961, publiée au *J. O.* du 30 juillet 1961 (p. 7019).

Territoires d'outre-mer.

**DISCUSSION** [11 juillet 1961] (p. 1566). Entendu : M. Laurelli, *Rapporteur.*

Observations sur : la décision de la Commission estimant qu'il convenait d'attendre l'élection du député des Iles Wallis et Futuna avant l'établissement d'un statut pour ce territoire (p. 1566) ; les difficultés juridiques s'opposant à l'élection de représentants du nouveau territoire (p. 1566).

Art. 1er : *Constitution du territoire des Iles Wallis et Futuna*, adoption (p. 1567).

Art. 2 : *Attribution de la nationalité française aux originaires du territoire*, adoption (p. 1567).

Article additionnel de M. Laurelli au nom de la Commission : *Etablissement des modalités du statut après élection des représentants du territoire au Parlement* (p. 1567); observations sur : l'opinion de la majorité de la Commission, la nécessité de consulter des représentants de Wallis et Futuna pour l'établissement du statut (p. 1567); les difficultés juridiques s'opposant à l'application de cette thèse (p. 1567); l'impossibilité d'organiser les élections avant d'avoir décidé de la législation électorale (p. 1567); le fait qu'un référendum a pu être organisé (p. 1568) ; rejet au scrutin de l'article additionnel de la Commission (p. 1568) ; liste des votants (p. 1580); la Commission demande que les articles suivants du projet de loi lui soient renvoyés (p. 1568); adoption de cette demande (*ibid.*); en conséquence le renvoi en Commission est ordonné (p. 1568).

**SUITE DE LA DISCUSSION** [18 juillet 1961] (p. 1749). Entendu : M. Laurelli. *Rapporteur*; observations sur : le vote intervenu lors de la précédente discussion (p. 1749).

Art. 3 : *Garantie du libre exercice de la religion et du respect des croyances et coutumes*, adoption (p. 1749).

Art. 4 : *Législation applicable aux Iles Wallis et Futuna* (p. 1749) ; amendement de M. Laurelli, au nom de la Commission tendant à une nouvelle rédaction (p. 1750) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (p. 1750).

Art. 5 : *Institution d'une juridiction de droit commun et d'une juridiction de droit local*, adoption (p. 1750).

Territoires d'outre-mer.

Art 6 : *Création d'un Conseil du contentieux administratif*, adoption (p. 1750).

Art. 7 : *Compétence de la République*, adoption (p. 1750).

Art. 8 : *Pouvoirs de l'administrateur supérieur du territoire*, adoption (p. 1750).

Art. 9 : *Chef du territoire*, adoption (p. 1751).

Art. 10 : *Conseil territorial*, adoption (p. 1751).

Art 11 : *Assemblée territoriale*, adoption (p. 1751).

Art. 12 : *Régime électoral*, adoption (p. 1751).

Art. 13 : *Listes électorales*, adoption (p. 1751).

Art 14 : *Avis de l'Assemblée tendant à l'établissement de sanctions fiscales et pénales*, adoption (p. 1751).

Art. 15 : *Commissions permanentes*, adoption (p. 1751).

Art. 16 : *Approbation des délibérations de l'Assemblée*, adoption (p. 1751).

Art. 17 : *Circonscriptions électorales*, adoption (p. 1752).

Art. 18 : *Organisation des circonscriptions territoriales*, adoption (p. 1752).

Art. 19 : *Décrets d'application*, adoption (p. 1752).

*Explications de vote :* Observations sur la position du groupe socialiste. Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1752). = Orateurs : MM. Chandernagor, Laurelli, *Rapporteur*; Lecourt, *Ministre d'Etat.*

**§ 14.** — Proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 46-2380 du 25 octobre 1946 portant création d'un conseil général à Saint-Pierre-et-Miquelon, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 juin 1961 par M. Laurelli (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1228**.

**§ 15.** — Proposition de loi tendant à modifier, pour les réclamations relatives aux enfants nés en Polynésie française, les articles 316 à 318 du Code civil relatifs au désaveu de paternité, présentée au Sénat le 10 mai 1961 par M. Coppenrath (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles), **n° 192 (année 1960-1961)**; rapport le 16 mai 1961 par M. Geoffroy. **n° 211 (année 1960-1961).** Adoption le 22 juin 1961. — Proposition de loi **n° 99 (année 1960-1961).**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 23 juin 1961 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1255** ; rapport le 14 décembre 1961 par M Paul Coste-Floret, **n° 1639**. Adoption avec modification en première lecture le 28 juin 1962 (p. 2094). — Projet de loi **n° 414.**

Transmise au Sénat le 3 juillet 1962, **n° 253 (année 1961-1962)**; rapport le 12 juillet 1962 par M. Geoffroy, **n° 271 (année 1961-1962).** Adoption définitive en deuxième lecture le 19 juillet 1962. — Projet de loi **n° 110 (année 1961-1962).**

Loi n° 62-865 du 28 juillet 1962, publiée au *J. O.* du 29 juillet 1962 (p. 7485).

**DISCUSSION** [28 juin 1962] (p. 2092). Entendu : M Coste-Floret, *Rapporteur*; observations sur : l'inadaptation à la Polynésie des délais fixés par le Code civil pour le désaveu de paternité, la nécessité de porter ces délais à cinq ans (p. 2092).

Art. 1er : *Fixation d'un délai de cinq ans pour le désaveu de paternité en Polynésie française* (p. 2092) ; amendement de M. Coste-Floret au nom de la Commission spécifiant que ces délais ne sont applicables que devant les juridictions de la Polynésie française (*ibid.*) ; observations sur : l'impossibilité de porter devant toutes les juridictions de la métropole le délai de désaveu à cinq ans (p. 2093) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 2 : *Fixation à six mois des délais prévus aux articles 317, 318 du Code civil* (p. 2093) ; amendement de M. Coste-Floret au nom de la Commission précisant que ces délais ne seront valables que devant les juridictions de la Polynésie française (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Art 3 : *Désignation d'office par le juge, sans réunion de conseil de famille, du tuteur* ad hoc *prévu à l'article 318 du Code civil* (p. 2093) ; amendement de M. Coste-Floret au nom de la Commission tendant à la suppression de l'article (*ibid.*) ; observations sur : l'évolution du droit civil tendant à la réduction du rôle du conseil de famille au profit de l'autorité judiciaire (p. 2093) ; le mauvais fonctionnement des conseils de famille (*ibid.*) ; le maintien souhaitable en Polynésie française de la procédure actuellement en vigueur en France métropolitaine (p. 2093) ; rejet de l'amendement de la Commission (*ibid.*) ; adoption de l'article 3 (*ibid.*),

Art. 4 : *Dispositions transitoires* (p. 2093) ; amendement de M. Coste-Floret au nom de la Commission tendant à une modification de forme (p. 2094) ; adoption (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (*ibid.*). = Orateurs : MM. Coste-Floret, *Rapporteur* ; Foyer, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.*

**§ 16.** — Projet de loi fixant le régime d'importation, de vente, de transport, de port, de détention et d'exportation des armes, articles d'armement, munitions et matériels de guerre en Côte française des Somalis, présenté au Sénat le 22 juillet 1961 par M. Robert Lecourt, Ministre d'Etat (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 354 (année 1960-1961)** ; rapport le 25 1961 octobre par M. Zussy, **n° 36 (année 1960-1961).** Adoption en première lecture le 26 octobre 1961. — Projet de loi **n° 9 (année 1961-1962).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 27 octobre 1961 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1481** ; rapport le 20 mars 1962 par M Delachenal, **n° 1675.** Adoption avec modification en première lecture le 3 mai 1962 (p. 850). — Projet de loi **n° 380.**

Transmis au Sénat le 8 mai 1962 **n° 170 (année 1961-1962)** ; rapport le 17 mai 1962 par M. Zussy, **n° 193 (année 1961-1962).** Adoption définitive en deuxième lecture le 22 mai 1962. — Projet de loi **n° 75 (année 1961-1962).**

Loi n° 62-621 du 2 juin 1962, publiée au *J. O.* du 3 juin 1962 (p. 5347.)

**DISCUSSION** [3 mai 1962] (p. 849). Entendu : M. Delachenal, *Rapporteur* ; observations sur : la nécessité d'une répression plus efficace des infractions à la législation relative au matériel de guerre dans les Côtes françaises des Somalis, les dispositions du projet, l'extension des catégories d'armes prohibées, l'aggravation des peines sanctionnant les infractions, les entreprises de vols de chameaux venues de l'extérieur, l'impossibilité de donner compétence au chef du territoire pour l'application de la loi (p. 849) ;

Art. 1er : *Interdiction frappant l'importation ou l'exportation des armes, munitions et matériel de guerre en Côte française des Somalis*, adoption (p. 849).

Territoires d'outre-mer.

Art. 2 : *Fixation par décrets des catégories d'armes dont l'autorisation ou l'exportation peuvent être autorisées par le chef du territoire* (p. 849) ; amendement de M. Hassan Gouled (publication du décret d'application après avis de l'Assemblée territoriale) (*ibid.*) ; observations sur : le maintien de la Côte française des Somalis dans la souveraineté française (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (p. 850).

Art. 3 : *Procédure d'autorisation d'importation et de détention des objets énumérés à l'article premier* (p. 850) ; amendement de M. Hassan Gouled (publication du décret d'application après avis de l'Assemblée territoriale) (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*)

Art. 4 : *Interdiction d'introduire dans le territoire, en dehors du port de Djibouti, les objets visés par le décret d'application* (*ibid.*) ; amendement de M. Hassen Gouled (publication du décret d'application après avis de l'Assemblée territoriale) (p. 850) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (p. 850).

Art. 5 : *Interdiction de fabriquer ou de transformer les armes ou munitions visées dans le décret d'application en dehors des établissements de l'Etat ou du territoire installés à cet effet* (p. 850) ; amendement de M. Hassan Gouled (publication du décret d'application après avis de l'Assemblée territoriale) (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 6 à 9 : adoption (p. 850).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). = Orateurs : MM. Biaggi, Hassan Gouled, Jacquinot, *Ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer.*

**§ 17.** — Projet de loi portant ratification des décrets n° 67-622 du 17 juin 1961, n° 61-1106 du 9 octobre 1961 et n° 61-1323 du 7 décembre 1961, portant refus d'approbation des délibérations douanières des territoires de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie, présenté à l'Assemblée Nationale le 20 mars 1962 par M Jacquinot, Ministre d'Etat, chargé du Sahara (renvoyé à la Commission de la production et des échanges, **n° 1667** ; rapport le 12 juin 1962 par M. Renouard, **n° 1780.** Adoption sans débat le 12 juillet 1962 (p. 2401). — Projet de loi **n° 425.**

Transmis au Sénat **n° 278 (année 1961-1962)**.

**§ 18.** — Projet de loi modifiant l'article 2 du décret n° 53-161 du 24 février 1953 déterminant les modalités d'application du Code de la nationalité française dans les territoires d'outre-mer, présentée au Sénat le 21 juin 1962 par M. Jacquinot, Ministre d'Etat, chargé du Sahara, des territoires et départements d'outre-mer (renvoyé à la Commission des lois), **n° 229 (année 1961-1962)** ; rapport le 12 juillet 1962 par M. Kalb, **n° 272 (année 1961-1962).** Adoption le 19 juillet 1962. — Projet de loi **n° 109 (année 1961-1962).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 20 juillet 1962, renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, **n° 1861.**

*Voy.* PLAN (**n° 1573**) [20 juin 1962] (p. 1832, 1833), [21 juin 1962] (p. 1896, 1897).

— députés (Maintien en fonction des) [9 décembre 1958] (p. 3 et 9).

— Députés des. — *Voy.* ASSEMBLÉE NATIONALE, 1 et 2 ; ELECTIONS, 1.

— Etat civil. — *Voy.* ETAT CIVIL, 1.

— Participation des — aux dépenses des services d'Etat. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**), Art. 52 (p. 2762).

— Participation aux dépenses des services du Trésor. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 44 [8 novembre 1960] (p. 3314).

— Participation aux dépenses du service du Trésor. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**), Art. 41 [25 octobre 1961] (p. 3003).

## TERRORISME.

— Attentats contre les agents de la force publique. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 146.

— Attentats contre la police. — *Voy.* ORDRE DU JOUR (Fixation) [1er juin 1960] (p. 1128).

— et attitude de la jeunesse. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 23.

— Lutte contre le. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5.

— Répression accélérée. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 146.

— Reprise du. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5.

## TEXTILE.

— Fonds d'encouragement à la production. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 11 [26 octobre 1960] (p. 2816).

— des territoires d'outre-mer. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 76 [8 novembre 1960] (p. 3359).

## THALASSOTHÉRAPIE.

*Voy.* PLAN (**n° 1573**) [19 juin 1962] (p. 1910) ; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 58.

## THÉATRE.

— Crise du. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 27.

## THÉATRES.

— privés de Paris. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 50 [5 novembre 1960] (p. 3186).

## THÉATRES NATIONAUX.

— Situation des — (Comédie-Française, Opéra, Opéra-Comique). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 27.

## THERMALISME.

*Voy.* PLAN (**n° 1573**) [19 juin 1962] (p. 1809, 1810), [21 juin 1962] (p. 1892) ; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 58.

— Remboursement par la sécurité sociale des cures. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 123.

## THOMAZO (M. Jean).

— Injures qui lui auraient été adressées par un membre de l'Assemblée. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 868**) [12 novembre 1960] (p. 3668).

— Son arrestation et sa détention [12 novembre 1960] (p. 3626, 3637, 3638, 3656).

**TIBET.** — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT (Politique extérieure).

**TIMBRE.**

— Droit de — sur les connaissements. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 6 [26 octobre 1960] (p. 2813).

**TISSEURS.**

— à façon. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 52.

**TISSU.**

— pour l'armée. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 90.

**TISSU CARDÉ.**

— Exportation du. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 38.

**TITRE.**

— XII de la Constitution. — *Voy.* CONSTITUTION, 2.

**TITRES DE GUERRE.**

— Délais pour les demandes. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 108.

**TITULARISATION.**

— d'agents contractuels du Ministère du Travail. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 82 [27 octobre 1960] (p. 2877).

— des agents et ouvriers de l'Etat invalides de guerre à 100 0/0. — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 9.

— d'agents du Ministère de l'Armée. — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 14.

— du personnel des foyers d'anciens combattants. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 58 [8 novembre 1960] (p. 3358).

**TOGO.**

— Non-représentation à l'Assemblée Nationale [9 décembre 1958] (p. 3).

**TOURISME.**

*Voy.* PLAN (**n° 1573**) [24 mai 1962] (p. 1298), [14 juin 1962] (p. 1716), [19 juin 1962] (p. 1784, 1785), [20 juin 1962] (p. 1850, 1852), [21 juin 1962] (p. 1885); QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 46.

— Etalement des vacances. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 6.

**TRADUCTIONS.**

— d'auteurs anciens (Rôle des). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 10.

**TRAITE.**

— et prostitution. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 106.

**TRAITÉ.**

— de cession des Etablissements français de l'Inde. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 40.

— avec la République du Cameroun. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 17.

**TRAITEMENTS.**

— des fonctionnaires. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 690**) [5 juillet 1960] (p. 1681, 1682, 1700).

— Indices des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 226.

— Insuffisance des petits — et salaires. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 39.

— Légion d'honneur et médaille militaire. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 75.

— Payement par chèques. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 256.

— Projet de revalorisation des — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 36.

## TRAITÉS ET CONVENTIONS.

**§ 1er.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire ratifier la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales signée à Rome le 4 novembre 1950 et le protocole additionnel de cette convention signée à Paris le 20 mars 1952, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 avril 1959 par M. Paquet et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires étrangères), **n° 49.**

**§ 2.** — Projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention entre la France et la Belgique, signée à Bruxelles le 20 janvier 1959, tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les successions et les droits d'enregistrement, présenté à l'Assemblée Nationale le 5 mai 1959 par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 66** ; rapport le 29 mai 1959 par M. Arrighi, **n° 110.** Adoption le 18 juin 1959 (p. 890). — Projet de loi **n° 11.**

Transmis au Sénat le 23 juin 1959 (renvoyé à la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation), **n° 103 (année 1958-1959)**; rapport le 25 juin 1959, par M Armengaud, **n° 112 (année 1958-1959).** Adoption sans modification le 30 juin 1959.

Loi n° 59-855 du 15 juillet 1959, publiée au *J.O.* du 16 juillet 1959 (p. 7013).

**DISCUSSION** [18 juin 1959] (p. 889). Entendus : MM. Arrighi, *Rapporteur général;* Comte-Offenbach, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires étrangères ;* observations sur : la convention fiscale passée entre la France et la Belgique (p. 889, 890) ; l'exclusion de l'Algérie de son champ d'application (p. 889).

Article unique (p. 890) ; amendement de M. Arrighi au nom de la Commission des finances (négociation par le Gouvernement de l'extension de la convention aux départements d'Algérie) (p. 890) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; adoption de l'article unique ainsi modifié (p. 890). = Orateur : M. Arrighi, *Rapporteur général.*

**§ 3.** — Projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité de commerce signé à Quito le 20 mars 1959 entre la France et l'Equateur, présenté à l'Assemblée Nationale le 6 octobre 1959, par M. Mauriee Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 273** ; rapport le 17 juin 1960, par M. Pèze, **n° 685.** Adoption le 28 juin 1960 (p. 1549). — Projet de loi **n° 128.**

Transmis au Sénat le 5 juillet 1960 (renvoyé à la Commission des affaires économiques), **n° 237 (année 1959-1960)** ; rapport le 8 novembre 1960, par M. Jean Bertaud, **n° 32 (année 1960-1961)** ; avis présenté au nom de la Commission des affaires étrangères le 15 novembre 1960 par M. Tinaud, **n° 45 (année 1960-1961).** Adoption sans modification le 6 décembre 1960. — Projet de loi **n° 29 (année 1960-1961).**

Loi n° 60-1363 du 20 décembre 1960, publiée au *J.O.* du 21 décembre 1960 (p. 11490).

**DISCUSSION** [28 juin 1960] (p. 1548). Entendu : M. Pèze, *Rapporteur ;* observations sur : l'économie de l'Equateur, sa structure agraire, ses productions agricoles, pétrolières et minières, son industrie (p. 1548) ; le commerce entre l'Equateur et la France : montant des importations et des exportations françaises, composition (p. 1549) ; le système de paiement existant entre les deux pays, les clauses de l'accord commercial (p. 1549).

Article unique : *Autorisation de ratification du traité de commerce entre la France et l'Equateur*, adoption (p. 1549).

**§ 4.** — Projet de loi relatif à l'approbation de la Convention commerciale et tarifaire signée à Tunis le 5 septembre 1959 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne, présenté à l'Assemblée Nationale le 6 octobre 1959 par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 275.**

**§ 5.** — Projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier des amendements à la Convention du 28 juillet 1946 créant l'organisation mondiale de la santé, présenté à l'Assemblée Nationale le 23 octobre 1959 par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 319 ;** rapport le 10 décembre 1959 par

M. Guillon, **n° 442;** avis présenté au nom de la Commission des affaires étrangères le 17 juin 1960 par M. Garraud, **n° 683.** Adoption le 23 juin 1960 (p. 1484). — Projet de loi **n° 122.**

Transmis au Sénat le 28 juin 1960 (renvoyé à la Commission des affaires sociales), **n° 224 (année 1959-1960);** rapport le 27 octobre 1960 par M. Plait, **n° 24 (année 1960-1961).** Adoption sans modification, le 6 décembre 1960. — Projet de loi **n° 28 (année 1959-1960).**

Loi n° 60-1339 du 15 décembre 1960, publiée au *J.O.* du 16 décembre 1960 (p. 11267).

**DISCUSSION** [23 juin 1960] (p. 1482). Entendus : MM. Guillon, *Rapporteur;* Garraud, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires étrangères*; observations sur : la représentation française au sein du Conseil exécutif (p. 1483) ; l'œuvre de l'O.M.S. (p. 1483, 1484).

Article unique : *Ratification des amendements à la Convention créant l'O. M. S.*, adoption (p. 1484).

**§ 6.** — Projet de loi autorisant la ratification : 1° de la convention applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels ; 2° de la convention relative à la reconnaissance de la personnalité juridique des sociétés, associations et fondations étrangères ; 3° de la convention sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants, présenté à l'Assemblée Nationale le 3 novembre 1959 par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration de la République), **n° 333;** rapport le 14 décembre 1961 par M. Villedieu, **n° 1636.** Adoption le 10 mai 1962 (p. 1025). — Projet de loi **n° 389.**

Transmis au Sénat le 15 mai 1962 (renvoyé à la Commission des lois), **n° 187 (année 1961-1962);** rapport le 12 juin 1962 par M. Prelot, **n° 221 (année 1961-1962).** Adoption sans modification le 14 juin 1962. — Projet de loi **n° 93 (année 1961-1962).**

Loi n° 62-704 du 29 juin 1962, publiée au *J.O.* du 30 juin 1962 (p. 6339).

**DISCUSSION** [10 mai 1962] (p. 1025). Pour la discussion générale *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 24.

Article unique : *Ratification de trois conventions internationales :* 1° Convention sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels ; 2° Convention relative à la reconnaissance de la personnalité juridique des sociétés, associations et fondations étrangères ; 3° Convention sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants (p. 1025). Adoption de l'article unique (*ibid.*).

Traités et Conventions.

**§ 7.** — Projet de loi autorisant la ratification : 1° des actes signés à Lisbonne le 31 octobre 1958 en vue de modifier : la Convention d'union de Paris du 20 mars 1883 relative à la protection internationale de la propriété industrielle ; l'Arrangement de Madrid du 14 avril 1891 concernant la répression des fausses indications de provenance ; 2° de l'Arrangement signé à Lisbonne le 31 octobre 1958 concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international, présenté à l'Assemblée Nationale le 12 novembre 1959 par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 367;** rapport le 24 juin 1960 par M. Pèze, **n° 706.** Adoption le 28 juin 1960 (p. 1550). — Projet de loi **n° 129.**

Transmis au Sénat le 5 juillet 1960 (renvoyé à la Commission des affaires économiques), **n° 238 (année 1959-1960);** rapport le 8 novembre 1960 par M. René Jager, **n° 33 (année 1960-1961).** Adoption sans modification le 6 décembre 1960. — Projet de loi **n° 27 (année 1960-1961).**

Loi n° 60-1352 du 17 décembre 1960 publiée au *J.O.* du 18 décembre 1960 (p. 11370 et 11371).

**DISCUSSION** [28 juin 1960] (p. 1549). Entendu : M. Pèze, *Rapporteur;* observations sur : le contenu de la Convention d'union de Paris du 20 mars 1883 (p. 1549) ; les conférences de révision de cette convention tenues depuis lors (p. 1549) ; la conférence de révision de Lisbonne (p. 1549) ; les pays participants (*ibid.*) ; les modifications apportées à la convention (p. 1550) ; la modification de l'arrangement de Madrid du 14 avril 1891 (p. 1550).

Article unique : *Autorisation de ratification : 1° des actes modifiant la convention d'union de Paris du 20 mars 1883 et l'arrangement de Madrid du 14 février 1891* ; *2° l'arrangement signé de Lisbonne le 31 octobre 1958 concernant la protection des appellations d'origine* (p. 1550) ; adoption (*ibid.*).

**§ 8.** — Projet de loi autorisant la ratification du traité franco éthiopien et ses annexes

Traités et Conventions.

signés à Addis-Abéba le 12 novembre 1959 et fixant le nouveau régime de la Compagnie du chemin de fer franco-éthopien de Djibouti à Addis-Abéba, présenté à l'Assemblée Nationale le 25 novembre 1959 par M. Maurice Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), **n° 401**; rapport le 16 décembre 1959 par M. Habib-Deloncle, **n° 463**. Adoption le 16 décembre 1959 (p. 3408). — Projet de loi **n° 80.**

Transmis au Sénat le 17 décembre 1959 (renvoyé à la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées), **n° 114**; rapport le 22 décembre 1959 par M. Marius Moutet, **n° 129**. Avis le 22 décembre 1959 au nom de la Commission des finances par M. G. Portmann, **n° 130**. Adoption sans modification le 23 décembre 1959. — Projet de loi n° **37.**

Loi n° 59-1558 du 31 décembre 1959, publiée au *J.O.* du 2 janvier 1960 (p. 67).

**DISCUSSION** [16 décembre 1959] (p. 3395). Entendus : MM. Habib-Delonele, *Rapporteur*; Gouled, Jarrosson, Muller, Couve de Murville, *Ministre des Affaires étrangères* ; Soustelle, *Ministre délégué auprès du Premier Ministre*; Arthur Conte, Terrenoire; observations sur : la compagnie de chemin de fer de Djibouti à Addis-Abéba (p. 3396) ; son déficit (p. 3396, 4402, 4405) ; le statut de la nouvelle compagnie (p. 3396, 3402, 3403) ; la nationalité de la nouvelle société (p. 3401, 3404) ; le sort du domaine privé dans l'ancienne société (p. 3401, 3403); la prorogation de la concession accordée à l'ancienne société (p. 3396) ; le régime fiscal de la nouvelle société (p. 3396, 3403); la répartition éventuelle du déficit entre la France et l'Ethiopie (p. 3396, 3397, 3401, 3402); l'utilisation du port de Djibouti et l'installation éventuelle d'entreprises éthiopiennes (p. 3397, 3398, 3400, 3405); sa neutralisation en temps de guerre (p. 3398, 3400, 3401); l'installation de douaniers éthiopiens à Djibouti (p. 3397, 3398, 3400, 3403, 3405); la représentation du territoire de la Côte française des Somalis au conseil du port de Djibouti (p. 3397, 3400); la clause de non concurrence conclue au profit du chemin de fer de Djibouti à Addis-Abéba (p. 3397, 3398, 3399, 3403); la clause d'arbitrage (p. 3397) ; la rédaction du traité en langue française et en langue amharique (p. 3401, 3404); l'association des représentants de la Côte française des Somalis à la négociation du traité (p. 3398, 3400, 3042); la hâte avec laquelle le projet est soumis à la ratification du Parlement (p. 3397); la possibilité de retarder cette ratification pour obtenir de nouvelles précisions de la part du Gouvernement éthiopien (p. 3399, 3404); l'attitude du Gouvernement éthiopien à l'O.N.U. en ce qui concerne l'Algérie (p. 3399); l'engagement du Gouvernement de négocier les accords d'application avant le dépôt des instruments de ratification (p. 3404) ; la non-application de certains accords passés précédemment avec l'Ethiopie (p. 3398, 3400); le sort des employés du siège parisien de l'ancienne société (p. 3402, 3403) ; demande d'ajournement déposée par M. Gouled (p. 3406); observations sur : l'origine du déficit de la compagnie du chemin de fer et la politique pratiquée par elle, l'augmentation des tarifs (p. 3406); les subventions qui lui ont été accordées jusqu'à ce jour (*ibid.*); la participation insuffisante des représentants du conseil de Gouvernement aux négociations (p. 3406); la limitation du nombre des agents éthiopiens employés aux chemins de fer sur le territoire de la Côte française des Somalis, la neutralisation en cas de guerre, la délimitation du port et les conditions d'interprétation des entreprises éthiopiennes, la représentation de la société au conseil du port, l'égalité des avantages tarifaires et fiscaux entre les ports éthiopiens et Djibouti (p. 3407); les engagements pris par le Gouvernement (*ibid.*); les inquiétudes de l'opposition en ce qui concerne la politique atlantique et la politique éthiopienne du Gouvernement (p. 3407); la manœuvre politique tentée par l'opposition (p. 3408); rejet au scrutin de la motion d'ajournement (p. 3408); liste des votants (p. 3415).

Article unique : adoption (p. 3408).

**§ 9.** — Projet de loi autorisant la ratification de la convention d'extradition entre la France et l'Etat d'Israël, présenté à l'Assemblée Nationale le 26 avril 1960 par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 547** ; rapport le 24 juin 1960, par M. Moras, **n° 705.** Adoption le 28 juin 1960 (p. 1551). — Projet de loi **n° 130.**

Transmis au Sénat **n° 239 (année 1959-1960)**; rapport de M. Kable **n° 59 (année 1960-1961).**

**DISCUSSION** [28 juin 1960] (p. 1550). Entendu : M. Moras, *Rapporteur;* observations sur : la conclusion de la convention d'extradition entre la France et l'Etat d'Israël (p. 1550, 1551),

son contenu (p. 1551) ; l'exception visant les infractions punies en France de la peine de mort (p. 1551).

Article unique : *Autorisation de ratification de la convention d'extradition entre la France et l'Etat d'Israël* (p. 1551); adoption (*ibid.*).

**§ 10.** — Projet de loi autorisant la ratification de la convention d'établissement entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, présenté à l'Assemblée Nationale le 26 avril 1960, par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), **n° 558** ; rapport le 15 juin 1960, par Mme Thome-Patenôtre, **n° 680.** Adoption le 23 juin 1960 (p. 1480). — Projet de loi **n° 120.**

Transmis au Sénat le 28 juin 1960 (renvoyé à la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées), **n° 222 (année 1959-1960)** ; rapport le 12 juillet 1960, par M. Lecanuet, **n° 266 (année 1959-1960).** Adoption conforme, le 21 juillet 1960. — Projet de loi **n° 93 (année 1958-1960).**

Loi n° 60-753 du 28 juillet 1960, publiée au *J. O.* du 30 juillet 1960 (p. 7040).

**DISCUSSION** [23 juin 1960] (p. 1474). Entendus : Mme Thome-Patenôtre, *Rapporteur ;* MM. F. Grenier, Boscher, de la Malène, Couve de Murville, *Ministre des Affaires étrangères ;* observations sur : les dispositions de la convention (p. 1475, 1479) ; les investissements américains en France et les facilités qui leur sont accordées (p. 1475 à 1477 et 1479) ; le problème de la protection de la propriété littéraire et artistique (p. 1477, 1478) ; les ventes d'œuvres d'art (marché de Paris) (p. 1477) ; les accidents causés par les véhicules de l'armée américaine (p. 1478) ; les expropriations éventuelles de citoyens américains (p. 1479, 1480).

Article unique : *Ratification de la convention*, adoption (p. 1480).

**§ 11.** — Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de coopération économique et technique entre la France et l'Afghanistan signé à Caboul le 6 janvier 1959, présenté à l'Assemblée Nationale le 31 mai 1960, par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 659**; rapport le 28 juin 1960, par M. Dolez, **n° 716.** Adoption le 28 juin 1960 (p. 1553). — Projet de loi **n° 131.**

Transmis au Sénat le 5 juillet 1960 (renvoyé à la Commission des affaires économiques et du Plan), **n° 240 (année 1959-1960)** ; rapport le 8 novembre 1960, par M. Jean Bertaud, **n° 34 (année 1960-1961)** ; avis présenté au nom de la Commission des affaires étrangères le 15 novembre 1960 par M. Le Bellegou, **n° 44 (année 1960-1961).** Adoption sans modification le 6 décembre 1960. — Projet de loi **n° 30 (année 1959-1960).**

Loi n° 60-1338 du 15 décembre 1960, publiée au *J. O.* du 16 décembre 1960 (p. 11267).

**DISCUSSION** [28 juin 1960] (p. 1551). Entendus : MM. Dolez, *Rapporteur ;* Szigetti, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires étrangères ;* observations sur : les institutions de l'Afghanistan (p. 1552) ; les relations économiques entre la France et l'Afghanistan, leur faible importance, leur développement récent (p. 1552) ; l'influence culturelle française (université, enseignement secondaire, mission médicale, délégation archéologique), la coopération technique (p. 1552).

Article unique : *Autorisation de ratification de l'accord de coopération économique et technique entre la France et l'Afghanistan* (p. 1552); adoption (*ibid.*).

**§ 12.** — Projet de loi autorisant la ratification de la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 2 décembre 1949, présenté à l'Assemblée Nationale le 9 juin 1960 par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 678** ; rapport le 28 juin 1960 par M. Dubuis, **n° 715.** Adoption le 28 juin 1960 (p. 1548). — Projet de loi **n° 127.**

Transmis au Sénat (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles et de la législation), **n° 235 (année 1959-1960)**; rapport le 13 juillet 1960 par M. Kalb, **n° 272 (année 1959-1960)** ; avis le 21 juillet 1960 par Mme Cadot au nom de la Commission des affaires sociales, **n° 311 (année 1959-1960).** Adoption conforme le 21 juillet 1960. — Projet de loi **n° 94 (année 1959-1960).**

Loi n° 60-754 du 28 juillet 1960, publiée au *J. O.* du 30 juillet 1960 (p. 7041).

**DISCUSSION** [28 juin 1960] (p. 1546). Entendus : M Dubuis, *Rapporteur de la Commission des lois constitutionnelles*; Mme Devaud,

Traités et Conventions.

M. Chenot, *Ministre de la Santé publique et de la Population;* observations sur : la répression de la prostitution (p. 1546) ; la convention adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 2 décembre 1949 (p. 1546) ; l'incompatibilité entre la loi du 20 avril 1946 (constitution d'un fichier sanitaire et social) et cette convention (p. 1546); l'inefficacité de ce fichier sanitaire et social (p. 1547) ; le maintien des maisons closes dans les départements et territoires d'outre-mer (p. 1546) ; le nombre insuffisant d'assistants de police chargés de la prévention de la prostitution (p. 1547) ; la répression insuffisante du proxénétisme (p. 1547, 1548) ; les mesures de rééducation et de réadaptation des prostituées (p. 1547, 1548) ; les mesures envisagées par le Gouvernement (surveillance sanitaire, renforcement de la lutte contre le proxénétisme et répression de la prostitution des mineures) (p. 1547, 1548).

Article unique : *Ratification de la convention adoptée le 2 décembre 1949 par l'Assemblée générale des Nations Unies* (p. 1548); adoption (*ibid.*).

**§ 13.** — Projet de loi autorisant la ratification de la convention du 21 juillet 1959 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne, en vue d'éviter les doubles impositions, présenté à l'Assemblée Nationale le 21 juin 1960 par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, **n° 694** ; rapport le 16 mai 1961 par M. Marc Jacquet, **n° 1183.** Adoption le 18 mai 1961 (p. 856). — Projet de loi **n° 256.**

Transmis au Sénat le 13 juin 1961, **n° 236 (année 1960-1961)** ; rapport le 22 juin 1961 par M. Portmann, **n° 275 (année 1960-1961).** Adoption sans modification le 27 juin 1961. — Projet de loi **n° 106 (année 1960-1961).**

Loi n° 61-713 du 7 juillet 1961, publiée au *J. O.* du 9 juillet 1961 (p. 6259).

**DISCUSSION** [18 mai 1961] (p. 853). Entendus : MM. Marc Jacquet, *Rapporteur général* ; Ballanger, Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances* ; observations sur : la convention conclue entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et sur la convention analogue conclue avec l'Autriche (p. 853, 854, 855) ; la législation allemande concernant l'impôt sur les sociétés (discrimination entre bénéfices distribués et bénéfices non distribués) (p. 854, 855); l'harmonisation des charges salariales et sociales entre les pays du Marché commun (p. 854, 855) ; les travaux entrepris à Bruxelles à ce sujet par les groupes d'études (p. 855) ; les investissements allemands en France (p. 854, 855) ; l'hégémonie allemande à l'intérieur du Marché commun (p. 855).

Article unique : *Ratification de la convention franco-allemande en vue d'éviter les doubles impositions*, adoption (p. 855).

**§ 14.** — Projet de loi autorisant : 1° l'approbation de l'accord instituant l'association internationale de développement ; 2° la participation financière de la France à cette association, présenté à l'Assemblée Nationale le 22 novembre 1960 par M. Baumgartner, Ministre des Finances et des Affaires économiques (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 963** ; rapport le 5 décembre 1960 par M. Rémy Montagne, **n° 1013.** Adoption le 6 décembre 1960 (p. 4336). — Projet de loi **n° 212.**

Transmis au Sénat le 7 décembre 1960 (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), **n° 86 (année 1960-1961) ;** rapport le 14 décembre 1960 par M. Edgard Faure, **n° 115 (année 1960-1961).** Adoption sans modification le 14 décembre 1960. — Projet de loi **n° 47 (année 1960-1961).**

Loi n° 60-1374 du 21 décembre 1960, publiée au *J. O.* du 22 décembre 1960 (p. 11562).

**DISCUSSION** [6 décembre 1960] (p. 4334). Entendus : MM. Montagne, *Rapporteur*; Baumgartner, *Ministre des Finances et des Affaires économiques;* Villon, Schumann, *Président de la Commission des affaires étrangères;* Marc Jacquet, *Rapporteur général* ; observations sur : l'aide aux pays sous-développés (p. 4334) ; les buts de l'association internationale de développement (*ibid.*) ; le rôle prépondérant joué par les Etats-Unis au sein de cette association (p. 4335) ; le désarmement et l'aide aux pays sous-développés (*ibid.*) ; l'aide reçue par la France de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (B.I.R.D.) (p. 4335) ; la compétence de la Commission des affaires étrangères pour l'examen des traités et conventions (p. 4335, 4336) ; la compétence des autres Commissions en ce qui concerne les traités et conventions techniques ou économiques (p. 4336).

Article premier : *Approbation de l'accord instituant l'association internationale de développement* (p. 4336) ; adoption (*ibid.*).

Traités et Conventions.

Art. 2 : *Participation de la France au capital de l'association*, adoption (p. 4336) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4336).

**§ 15.** — Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale des télécommunications, signée à Genève le 21 décembre 1959, présenté à l'Assemblée Nationale le 22 novembre 1960, par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 964**; rapport le 16 décembre 1960 par M. Collette, **n° 1093.** Adoption sans débat le 20 octobre 1961. — Projet de loi **n° 322.**

Transmis au Sénat le 24 octobre 1961 (renvoyé à la Commission des affaires économiques et du Plan), **n° 32 (année 1961-1962)**; rapport le 10 mai 1962 par M. Beaujannot, **n° 177 (année 1961-1962).** Adoption sans modification le 22 mai 1962. — Projet de loi **n° 79 (année 1961-1962).**

Loi n° 62-633 du 5 juin 1962, publiée au *J.O.* du 6 juin 1962 (p. 5411).

**§ 16.** — Projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur le service militaire des double-nationaux, conclue à Paris le 30 juin 1959, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat d'Israël. présenté à l'Assemblée Nationale le 30 novembre 1960, par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission de la défense nationale et des forces armées), **n° 991**; rapport le 12 juillet 1961, par M. Dutheil, **n° 1342.** Adoption sans débat le 26 octobre 1961 (p. 3130). — Projet de loi **n° 326.**

Transmis au Sénat le 31 octobre 1961 (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), **n° 45 (année 1961-1962)** ; rapport le 5 décembre 1961, par M. Marius Moutet, **n° 101 (année 1961-1962).** Adoption sans modification le 12 décembre 1961. — Projet de loi **n° 47 (année 1961-1962).**

Loi n° 61-1385 du 19 décembre 1961, publiée au *J. O.* du 20 décembre 1961 (p. 11666).

**§ 17.** — Projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération avec ses annexes et des traités portant respectivement convention judiciaire et convention consulaire conclus le 13 novembre 1960 entre la République française d'une part, et la République du Cameroun, d'autre part, présenté à l'Assemblée Nationale le 1er décembre 1960, par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), **n° 1004**; avis présenté au nom de la Commission de la défense nationale le 8 décembre 1960, par M. Bourgund, **n° 1026**; rapport le 9 décembre 1960 par M. Habib-Deloncle, **n° 1039.** Adoption le 12 décembre 1960 (p. 4538). — Projet de loi **n° 220.**

Transmis au Sénat le 13 décembre 1960 (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), **n° 110 (année 1960-1961)** ; rapport le 14 décembre 1960, par M. Pisani, **n° 116 (année 1960-1961).** Adoption sans modification le 14 décembre 1960. — Projet de loi **n° 46 (année 1960-1961).**

Loi n° 60-1435 du 27 décembre 1960, publiée au *J. O.* du 28 décembre 1960 (p. 11908).

**DISCUSSION** [12 décembre 1960] (p. 4532). Entendus : MM Habib-Deloncle, *Rapporteur ;* Bourgund, *Rapporteur pour avis de la Commission de la défense nationale et des forces armées;* Guillon, Cermolacce, Couve de Murville, *Ministre des affaires étrangères ;* observations sur : l'histoire du Cameroun, notamment depuis 1946 (p. 4532, 4533) ; la réunification éventuelle du Cameroun (p. 4533) ; les accords signés avec la France, l'accord diplomatique (p. 4533) ; les consultations entre les deux Gouvernements en matière de politique étrangère (p. 4533, 4538) ; l'accord de coopération économique (p. 4533) ; les droits de douane et la protection des industries en cours de développement au Cameroun (p. 4533, 4538) ; l'accord de coopération technique (p. 4534) ; la possibilité de mettre fin à tous moments à la mission des experts français (p. 4534, 4538) ; la possibilité donnée à certains agents mis à la disposition du Cameroun d'exercer une activité lucrative (p. 4534, 4538) ; la coopération en matière d'enseignement (p. 4534) ; l'accord concernant l'assistance militaire aux forces armées du Cameroun (p. 4534, 4535, 4538, 4539) ; l'importance stratégique du Cameroun dans la défense de l'Afrique (p. 4535), et dans l'établissement des lignes de communication (*ibid.*) ; la convention consulaire et la convention judiciaire (p. 4534) ; l'œuvre de la France au Cameroun (p. 4535, 4536) ; la répression dirigée contre l'union des populations camerounaises (p. 4536) ; la participation des forces françaises à cette répression (p. 4536, 4537) ; le scrutin intervenu au mois de février 1960 sur la constitution du Cameroun (p. 4537).

Article unique : *Ratification des traités conclus le 30 novembre 1960 avec la République du Cameroun*, adoption (p. 4539).

Traités et Conventions.

**§ 18.** — Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention commerciale et tarifaire franco-tunisienne du 5 septembre 1959, signé à Tunis le 22 septembre 1960 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne, présenté à l'Assemblée Nationale le 8 décembre 1960, par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 1023.**

**§ 19.** — Projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Vienne, le 8 octobre 1959 et des lettres échangées le même jour entre le Gouvernement français et le Gouvernement autrichien, en vue d'éviter les doubles impositions et de prévoir une assistance réciproque dans le domaine des impôts sur le revenu et sur la fortune ainsi que sur les successions, présenté à l'Assemblée Nationale le 12 décembre 1960, par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 1044**; rapport le 16 mai 1961, par M. Marc Jacquet, **n° 1182.** Adoption le 18 mai 1961 (p. 856). — Projet de loi **n° 257.**

Transmis au Sénat le 13 juin 1961, **n° 237 (année 1960-1961)**; rapport le 22 juin 1961, par M. Portmann, **n° 275 (année 1960-1961).** Adoption sans modification le 27 juin 1961. — Projet de loi **n° 106 (année 1960-1961).**

Loi n° 61-714 du 7 juillet 1961, publiée au *J.O.* du 9 juillet 1961 (p. 6259).

**DISCUSSION** [18 mai 1961] (p. 855).

— Pour la discussion générale, *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS (**n° 694**).

Article unique : *Ratification de la convention franco-autrichienne en vue d'éviter les doubles impositions* (p. 855); adoption (p. 856).

**§ 20.** — Projet de loi : 1° autorisant l'approbation d'un accord relatif à l'application d'un traité instituant la Communauté économique européenne; 2° modifiant le Code des douanes et les tarifs des droits de douane d'importation, présenté à l'Assemblée Nationale le 14 décembre 1960, par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 1059** (1).

(1) Retiré par décret du 4 avril 1961 [25 avril 1961] (p. 511).

**§ 21.** — Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la France et la Suisse relative à la situation, au regard des législations d'allocations familiales, de certains exploitants suisses de terres françaises, signée à Paris le 24 septembre 1958, présenté à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961, par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1091**; rapport le 15 juin 1961, par M. Joseph Perrin, **n° 1235.** Adoption sans débat le 30 octobre 1961 (p. 3584). — Projet de loi **n° 328.**

Transmis au Sénat le 7 novembre 1961 (renvoyé à la Commission des affaires sociales), **n° 48 (année 1961-1962)**; rapport le 22 novembre 1961 par M. Henriet, **n° 78 (année 1961-1962).** Adoption sans modification le 30 novembre 1961. — Projet de loi **n° 32 (année 1961-1962).**

Loi n° 61-1310 du 6 décembre 1961, publiée au *J.O.* du 7 décembre 1961 (p. 11260).

**§ 22.** — Projet de loi autorisant l'approbation des conventions du 25 septembre 1956 relatives au fonctionnement collectif de certains services de navigation aérienne au Groënland et en Islande, présenté à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961 par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 1092**; rapport le 12 juillet 1961 par M. Labbé, **n° 1335.** Adoption sans débat le 20 octobre 1961 (p. 2798). — Projet de loi **n° 323.**

Transmis au Sénat le 24 octobre 1961 (renvoyé à la Commission des affaires économiques et du plan), **n° 31 (année 1961-1962)**; rapport le 10 mai 1962 par M. Gaston Pams, **n° 176 (année 1961-1962).** Adoption sans modification le 22 mai 1962. — Projet de loi **n° 78 (année 1961-1962).**

Loi n° 62-631 du 5 juin 1962, publiée au *J.O.* du 6 juin 1962 (p. 5411).

**§ 23.** — Projet de loi autorisant la ratification du traité de commerce signé à Port-au-Prince le 28 décembre 1959, entre la France et Haïti, présenté à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961 par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 1098**; rapport le 17 mai 1961 par M. Lux,

**n° 1189.** Adoption le 18 mai 1961 (p. 856). — Projet de loi **n° 258.**

Transmis au Sénat le 13 juin 1961 (renvoyé à la Commission des affaires économiques), **n° 238 (année 1960-1961)**; rapport le 22 juin 1961 par M. Gadoin, **n° 270 (année 1961-1962).** Adoption sans modification le 12 juillet 1961.

Loi n° 61-745 du 21 juillet 1961, publiée au *J.O.* du 22 juillet 1961 (p. 6683).

**DISCUSSION** [18 mai 1961] (p. 856). Entendus : MM. Coudray, *Rapporteur suppléant*; Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances*; observations sur : les relations de la France avec la République de Haïti (p. 856); les échanges commerciaux (*ibid.*); le contingent de café importé par la France (*ibid.*); le remboursement des titres d'emprunt 5 0/0 1910 (*ibid.*); le règlement des sommes dues à des entreprises de travaux publics effectuant des constructions de routes en Haïti (*ibid.*); l'évolution des échanges commerciaux franco-haïtiens depuis la signature du traité le 28 décembre 1959 (*ibid.*).

Article unique : *Ratification du traité de commerce entre la France et Haïti* (p. 856).

**§ 24.** — Projet de loi autorisant l'approbation du statut de la conférence de la Haye de droit international privé du 31 octobre 1951, présenté à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961 par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1101**; rapport le 14 décembre 1961 par M. Villedieu, **n° 1637.** Adoption le 10 mai 1962 (p. 1025). — Projet de loi **n° 388.**

Transmis au Sénat le 15 mai 1962 (renvoyé à la Commission des lois), **n° 186 (année 1961-1962)**; rapport le 12 juin 1962 par M. Prelot, **n° 220 (année 1961-1962).** Adoption sans modification le 14 juin 1962. — Projet de loi **n° 92 (année 1961-1962).**

Loi n° 62-684 du 22 juin 1962, publiée au *J.O.* du 23 juin 1962 (p. 6036).

**DISCUSSION** [10 mai 1962] (p. 1023). *Voy. aussi :* TRAITÉS ET CONVENTIONS, (n° 6). Entendus : MM. Villedieu, *Rapporteur*; Foyer, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; observations sur : l'œuvre juridique importante accomplie par la Conférence de Haye de droit international privé, depuis sa création en 1893 (p. 1023, 1024, 1025); le caractère permanent pris par la Conférence (p. 1024); l'emploi de la langue française comme seule langue officielle (p. 1024); la ratification de trois conventions : l'une relative à la vente d'objets mobiliers corporels, l'autre à la reconnaissance de la personnalité juridique des personnes morales, la troisième à la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants (p. 1024, 1025).

Article unique : *Approbation du statut de la Conférence de la Haye de droit international privé* (*ibid.*); adoption de l'article unique (p. 1025).

**§ 25.** — Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord douanier tarifaire conclu en application du traité instituant la Communauté économique européenne, présenté à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961, par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 1106;** avis présenté au nom de la Commission des affaires étrangères le 13 juin 1961, par M. Vendroux, **n° 1220;** rapport le 13 juin 1961, par M. Le Bault de la Morinière, **n° 1223.** Adoption le 15 juin 1961 (p. 1122). — Projet de loi **n° 260.**

Transmis au Sénat le 20 juin 1961 (renvoyé à la Commission des affaires économiques et du plan), **n° 265 (année 1960-1961);** avis présenté au nom de la Commission des finances le 28 juin 1961, par M. Alric, **n° 287 (année 1960-1961);** rapport le 29 juin 1961, par M. Cornat, **n° 293.** Adoption sans modification le 12 juillet 1961. — Projet de loi **n° 122 (année 1960-1961).**

Loi n° 61-747 du 21 juillet 1961, publiée au *J.O.* du 21 juillet 1961 (p. 6684).

**DISCUSSION** [13 juin 1961] (p. 1025), [14 juin 1961] (p. 1056), 15 juin 1961 (p. 1088, 1112). Entendus : MM. Le Bault de la Morinière, *Rapporteur;* Vendroux, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires étrangères;* Baumgartner, *Ministre des Finances et des Affaires économiques;* Rochereau, *Ministre de l'Agriculture;* Boscary-Monsservin, Orvoën, Bertrand Motte, Pindivic, Lalle, Peyrefitte, Arthur Conte, Waldeck Rochet, Beauguitte, Pleven, Bayrou, Briot, Lejeune, Charpentier, Moulin, Vals, de Poulpiquet, de Montesquiou, Mlle Dienesch, MM. Pierre Dumas, Kir, Weber, Van der Meersch, Dutheil, Drouot-L'Hermine, Durroux, Dreyfous-Ducas, Laurin, Padovani,

Traités et Conventions.

de la Malène, Catayée, Liogier, Coudray, Cachat, Raphaël-Leygues, Le Bault de la Morinière, *Rapporteur ;* Michel Debré, *Premier Ministre.*

Observations sur : l'historique du Marché commun (p. 1056); les différentes diminutions du droit de douane et les différentes abolitions de contingents (p. 1025, 1028); le tarif extérieur commun (p. 1025) ; la liste F et la liste G (p. 1025); le bilan général des abaissements de droits de douane (p. 1029); le décret prévoyant une baisse conjoncturelle des tarifs douaniers (p. 1025, 1029) ; le passage prochain à la deuxième étape du Marché commun (p. 1026, 1116); la position du Gouvernement concernant le passage à cette deuxième étape (p. 1116, 1117); les travaux préparatoires de la Commission de Bruxelles (p. 1026); la libération des échanges vis-à-vis des pays membres du G.A.T T. (p. 1029); les négociations en cours au sein du G.A.T.T. (p. 1030).

L'Europe, la nécessité d'une autorité et d'une organisation politique (p. 1032, 1058, 1068, 1104, 1106) ; les rencontres des chefs d'Etat (p. 1028, 1108, 1116); les sacrifices consentis par la France (p. 1056, 1057); la position du Gouvernement coopération des Gouvernements au sein de la Communauté économique européenne (p. 1116) ; la nécessité d'un pouvoir supra-national, le référendum européen et l'Assemblée constituante (p. 1100, 1101) ; l'entrée éventuelle de la Grande-Bretagne au sein du Marché commun. ses difficultés et ses inconvénients (p. 1027, 1032, 1059, 1067, 1091, 1108); notamment à cause du droit de veto au cours de la première étape (p. 1059, 1067, 1091); le danger d'une évolution du Marché commun vers une sorte de zone de libre échange (p. 1108); la suppression du comité Maudling, succès de la France (p. 1056) ; les incidences regrettables de la politique nationaliste sur le Marché commun (p. 1091) ; la position socialiste (p. 1060) ; l'absence de coordination des investissements (p. 1157).

Le déséquilibre commercial avec les pays du Marché commun (p. 1056) ; le problème des certificats d'origine et les importations en provenance de pays tiers (p. 1096, 1151); les faux certificats établis à Anvers (p. 1096) ; l'association des pays d'outre-mer au Marché commun, son mauvais fonctionnement (p. 1057, 1058, 1118).

Les difficultés de certaines industries textiles (p. 1026, 1035) ; la tendance officielle à la liquidation de l'industrie textile au profit des pays sous-développés (p. 1035) ; la difficulté des producteurs de laine cardée (p. 1035, 1101, 1102); les difficultés de l'industrie de la pâte à papier (p. 1077, 1091, 1115) ; l'égalisation nécessaire des salaires masculins et féminins (p. 1035, 1117); l'absence de coordination des investissements (p. 1107).

La politique agricole commune (p. 1026, 1104, 1105); les objectifs fixés à la conférence de Stresa (p. 1094); les progrès très lents dans la réalisation (p. 1026, 1031, 1056, 1058, 1066, 1067, 1094, 1116, 1117) ; les causes de ces difficultés (p. 1116, 1117, 1118); la position du Gouvernement : examen des résultats obtenus dans le domaine de la politique agricole commune avant le passage à la deuxième étape du Marché commun (p. 1116 à 1118); l'institution d'un système de prélèvement (p. 1028, 1031, 1034, 1090, 1118) ; la garantie des prix par un fonds européen (p. 1031) ; l'utilisation possible de ce fonds pour l'exportation vers les pays sous-développés (p. 1061) ; la fixation souhaitable d'un système de double prix (p. 1090) ; les propositions de la Commission de Bruxelles (p. 1026) ; la disparité existant entre l'agriculture et l'industrie dans la réalisation du Marché commun (p. 1058, 1066); la multiplication des clauses de sauvegarde édictées par nos partenaires (p. 1031, 1064, 1112) ; les sacrifices consentis par la France (p. 1106); la nécessité de subordonner le passage à la deuxième étape à la réalisation d'une politique agricole commune (p. 1027, 1030, 1064, 1067); la nécessité de traiter ce problème à l'échelon des chefs d'Etat ou des chefs de Gouvernement (p. 1064) ; la nécessité d'établir au moins le principe d'un prélèvement (p. 1031) ; le problème des certificats d'origine (p. 1106) ; la liberté d'établissement et ses conséquences pour l'agriculture (p. 1032, 1068) ; l'organisation nécessaire d'un statut européen de la viticulture (p. 1060, 1095); les difficultés d'exportation de la viande vers l'Allemagne de l'Ouest (p. 1036, 1065) ; les résultats globaux et par zones du commerce extérieur des produits agricoles français (p. 1091, 1092) ; les conditions d'une augmentation de ces exportations (p. 1092).

La crise agricole (p. 1034) ; l'inapplication de la loi d'orientation (p. 1034, 1063) ; l'exode rural (p. 1103) ; la position des communistes (p. 1061, 1063) ; l'utilisation des crédits rendus disponibles par la fin éventuelle de la guerre d'Algérie (p. 1100).

La Bretagne, ses difficultés (p. 1034, 1113), notamment en matière de frais de transports (p. 1036) ; la nécessité d'une loi-cadre pour la Bretagne (p. 1035) ; la création souhaitable d'une zone d'action rurale dans le Finistère (p. 1036) ; les exportations de viande vers l'Allemagne de l'Ouest (difficultés) (p. 1036) ; les primeurs (p. 1036, 1113) ; la concurrence

prévisible des régions du Bas-Rhône-Languedoc en voie d'aménagement (p. 1036); les reprises de fermes (p. 1113).

Les difficultés des producteurs de pommes de terre en Bretagne (p. 1102); dans le Var et les Bouches-du-Rhône (p. 1106); les difficultés des producteurs de betteraves (p. 1069, 1102); les petits producteurs du département du Nord (p. 1069); les bénéfices des sucriers (p. 1069, 1070); la fixation de la taxe de résorption (*ibid.*); les importations abusives de pommes de terre et de tomates en provenance d'Italie et de Bulgarie (p. 1106); le lait et la taxe de résorption (p. 1069, 1113); les difficultés de l'Ardèche (p. 1112, 1113); les difficultés des aviculteurs (p. 1065, 1097, 1098); l'intervention tardive et fragmentaire du Gouvernement (p. 1065).

Le problème général des tarifs de transport sur le plan français et sur le plan européen (p. 1103); les exportations françaises de produits agricoles (p. 1091, 1092); les conditions nécessaires de leur développement (p. 1063, 1084, 1091); la défense de l'exploitation familiale et la coopération (p. 1070); le scandale des zones de salaires (p. 1058).

La protection des industries de la Guyane française (p. 1109).

Les sabotages commis lors de certaines manifestations paysannes en Bretagne, la nécessité de les réprimer et de défendre l'ordre public (p. 1114).

Motion d'ajournement de MM. Alliot et Boudet (tarif douanier sur les pâtes à papier) (p. 1119); observations sur : la forêt française (p. 1119); la production de bois (p. 1120); les importations (*ibid.*); la production de pâte à papier (p. 1120); la concurrence des industries suédoises (*ibid.*); la position du Gouvernement allemand (p. 1120); celle du Gouvernement français (p. 1121); les résultats obtenus (*ibid.*); retrait de la motion de M. Alliot (p. 1122).

Motion d'ajournement de M. Ballanger (hostilité au Marché commun) (p. 1119); observations sur : la position des communistes (*ibid.*); rejet de la motion (p. 1122).

Article unique : *Approbation de l'accord du 2 mars 1960 concernant l'établissement d'une partie du tarif douanier commun relatif aux produits de la liste G :* adoption (p. 1122). = Orateurs : MM. Alliot, Ballanger, Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances.*

**§ 26.** — Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à l'organisation de coopération et de développement économique, présenté à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961 par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), **n° 1110**; rapport le 12 mai 1961 par M. de la Malène, **n° 1178**; avis présenté au au nom de la Commission de la production et des échanges le 17 mai 1961 par M Janvier, **n° 1190**. Adoption le 18 mai 1961 (p. 853). — Projet de loi **n° 255.**

Transmis au Conseil de la République le 13 juin 1961 (renvoyé à la Commission des affaires étrangères); avis présenté au nom de la Commission des affaires économiques le 15 juin 1961 par M. Brun, **n° 261 (année 1960-1961)**; rapport le 22 juin 1961 par M. Moutet, **n° 268 (année 1960-1961).** Adoption sans modification le 22 juin 1961. — Projet de loi **n° 98 (année 1960-1961).**

Loi n° 60-692 du 3 juillet 1961, publiée au *J. O.* du 4 juillet 1961 (p. 6052).

**DISCUSSION** [18 mai 1961] (p. 843). Entendus : MM. de la Malène *Rapporteur*; Janvier, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production et des échanges*; Giscard d'Estaing, *Secrétaire d'Etat aux Finances*; Muller, Cermolacce.

Observations sur : l'histoire de l'organisation européenne de coopération économique (p. 843); son inadaptation aux circonstances présentes et les raisons de sa transformation (p. 844); les objectifs de l'organisation de coopération et de développement économique (p. 844, 845, 848, 849); notamment la coordination économique (p. 845); l'aide au développement économique (p. 845); les problèmes commerciaux (p. 846); le groupe d'aide au développement (G.A.D.) (p. 845, 846); le maintien et le développement nécessaire de l'Eurafrique, le maintien nécessaire du système d'aide bilatérale accordée par la France à ses ex-colonies (p. 847); les rapports de l'O.C.D.E. avec les autres organisations internationales notamment la Communauté économique européenne (p. 846, 847, 848); le Pacte atlantique (p. 846); le Conseil de l'Europe (p. 850); l'influence possible de l'O.C.D.E. sur la construction européenne (p. 847); le contrôle parlementaire de l'O.C.D.E. (p. 852, 853); la lutte entre l'Occident et le monde soviétique (p. 849); la planification démocratique proposée par les socialistes (p. 849); l'association nécessaire des peuples à la construction européenne (p. 850); l'élection nécessaire d'une Assemblée européenne au suffrage universel (*ibid.*); la nécessité de nouvelles initiatives françaises en faveur de la construction européenne (p. 851); le plan Marshall (p. 851); les contradictions en pays

Traités et Conventions.

capitaliste (*ibid.*); les investissements américains en France (p. 852).

Article unique : *Approbation de la convention du 14 décembre 1960 concernant la création de l'organisation de coopération et de développement économique* (*O.C.D.E.*), adoption (p. 853).

**§ 27.** — Projet de loi autorisant : 1° la ratification du traité de coopération conclu le 24 avril 1961 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire ; 2° l'approbation des accords de coopération conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire, présenté au Sénat le 18 mai 1961 par M. Debré, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées), **n° 222 (année 1960 - 1961)** ; rapport le 13 juin 1961 par M. Péridier, **n° 251 (année 1960 - 1961).** Adoption le 15 juin 1961. — Projet de loi **n° 92 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 20 juin 1961 (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), **n° 1242** ; avis collectif présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur ce projet et les projets **1243, 1244, 1245** le 13 juillet 1961 par M. Bourgund, **n° 1349** ; rapport le 18 juillet 1961 par M. Habib-Deloncle, **n° 1375.** Adoption sans modification en première lecture le 19 juillet 1961 (p. 1795). — Projet de loi **n° 284.**

Loi n° 61-768 du 26 juillet 1961, publiée au *J. O.* du 27 juillet 1961 (p. 6908).

**DISCUSSION GENERALE** (commune) [19 juillet 1961] (p. 1785). Entendus : MM. Habib-Deloncle, *Rapporteur* ; Bourgund, *Rapporteur pour avis de la Commission de la défense nationale et des forces armées* ; Caillemer, Cermolacce, Simonnet, Laurent, Foyer, *Ministre de la Coopération* ; Gorce, *Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères*; Habib-Deloncle, *Rapporteur*.

Observations sur : l'économie générale des traités signés avec les pays de l'entente (p. 1785); le succès de la politique de confiance menée à l'égard de ces Etats (p. 1785, 1789) ; les traités de coopération (p. 1785); les consultations en matière de politique étrangère (*ibid.*); la nécessité de négocier une convention d'établissement (p. 1785, 1792) ; les accords de coopération en matière économique et financière (p. 1785); les pays de l'entente et la Communauté économique européenne (p. 1786, 1793) ; la nécessité de nouvelles négociations concernant le fonds d'investissement européen (p. 1793); l'union monétaire de l'Afrique occidentale et l'institut d'émission commun (p. 1786); l'accord de coopération en matière de justice (p. 1786); l'accord concernant l'enseignement supérieur et les échanges culturels (p. 1786) ; la désignation du français comme langue officielle (p. 1786) ; l'adoption par les Etats du Conseil de l'entente de la réglementation française sur l'enseignement supérieur (p. 1786); les diplômes (p. 1786, 1792); le maintien de la liberté de l'enseignement pour les établissements privés (p. 1786); la maison de la culture (p. 1786) ; la constitution progressive d'universités locales (p. 1786); les dangers d'une « transplantation » trop rapide des étudiants africains dans la métropole (p. 1786).

Les accords de défense et d'assistance militaire (p. 1787); le refus de la Haute-Volta de signer l'accord multilatéral de défense (p. 1787, 1794); la suppression de barrières douanières entre la Haute-Volta et le Ghana (p. 1787) ; le contenu des accords d'assistance militaire (p. 1787); le problème des dépenses de fonctionnement des armées nationales (p. 1787) ; l'évolution rapide de la communauté et les problèmes stratégiques (p. 1787, 1788); les dépenses causées par le déplacement des bases militaires françaises (p. 1788); la disparition progressive de la communauté (p. 1788).

Les inconvénients de la politique de « dons » (p. 1788) ; les restrictions mises à l'indépendance des Etats et la position des députés communistes (p. 1789, 1794).

La réunion souhaitable des parlementaires métropolitains et des parlementaires des Etats africains (p. 1789, 1790, 1792) ; les obstacles mis par le Gouvernement français à la visite d'une mission de la Commission des affaires culturelles en Afrique (p. 1790, 1793).

Le cartiérisme (p. 1793); la mission de l'Occident (p. 1791); l'importance de l'aide consentie par la France (p. 1791, 1792) ; la nécessité d'une participation française active aux débats de l'O.N.U. (p. 1791, 1793).

Art. 1er : *Ratification du traité de coopération entre la France et la Côte-d'Ivoire*, adoption (p. 1794).

Art. 2 : *Approbation des accords de coopération conclus entre la France et la Côte-d'Ivoire*, adoption (p. 1794).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

**§ 28.** — Projet de loi autorisant : 1° la ratification du traité de coopération conclu le 24 avril 1961 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Dahomey; 2° l'approbation des accords de coopération conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Dahomey, présenté au Sénat le 18 mai 1961, par M. Michel Debré, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées), **n° 223 (année 1960-1961)** ; rapport le 17 juin 1961 par M. Péridier, **n° 252 (année 1960-1961).** Adoption le 13 juin 1961. — Projet de loi **n° 93 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 20 juin 1961 (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), **n° 1243**; avis présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur ce projet de loi et les projets **n° 1242, 1244, 1245** le 13 juillet 1961, par M. Bourgund, **n° 1349**; rapport le 18 juillet 1961 par M. Habib-Deloncle, **n° 1376.** Adoption sans modification en première lecture le 19 juillet 1961 (p. 1795). — Projet de loi **n° 285.**

Loi n° 61-771 du 26 juillet 1961, publiée au *J.O.* du 27 juillet 1961 (p. 6909).

**DISCUSSION GÉNÉRALE** [19 juillet 1961] (p. 1785). *Voy.* ci-dessus, 27.

Art 1er : *Ratification du traité de coopération entre la France et le Dahomey*, adoption (p. 1794).

Art. 2 : *Approbation des accords de coopération entre la France et le Dahomey*, adoption (p. 1794).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1794).

**§ 29.** — Projet de loi autorisant : 1° la ratification du traité de coopération conclu le 24 avril 1961 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de la Haute-Volta; 2° l'approbation des accords de coopération conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de la Haute-Volta, présenté au Sénat le 18 mai 1961 par M. Michel Debré, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées), **n° 224 (année 1960-1961)**; rapport le 13 juin 1961 par M. Péridier, **n° 253.** Adoption le 15 juin 1961. — Projet de loi **n° 94 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 20 juin 1961 (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), **n° 1244**; avis présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur ce projet de loi et les projets **n° 1242, 1243, 1245** le 13 juillet 1961 par M. Bourgund, **n° 1349**; rapport le 18 juillet 1961 par M. Habib-Deloncle, **n° 1377.** Adoption sans modification en première lecture le 19 juillet 1961 (p. 1795). — Projet de loi **n° 286.**

Loi n° 61-767 du 26 juillet 1961, publiée au *J.O.* du 27 juillet 1961 (p. 6907).

**DISCUSSION GÉNÉRALE** [19 juillet 1961] (p. 1785). *Voy.* ci-dessus, 27.

Art. 1er : *Ratification du traité de coopération entre la France et la Haute-Volta*, adoption (p. 1795).

Art. 2 : *Approbation des accords de coopération entre la France et la Haute-Volta*, adoption (p. 1795).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1795).

**§ 30.** — Projet de loi autorisant : 1° la ratification du traité de coopération conclu le 24 avril 1961 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger ; 2° approbation des accords de coopération conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger, présenté au Sénat le 18 mai 1961 par M. Michel Debré, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées), **n° 225 (année 1960-1961)**; rapport le 13 juin 1961 par M. Péridier, **n° 254.** Adoption le 15 juin 1961. — Projet de loi **n° 95 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 20 juin 1961 (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), **n° 1245**; avis présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur ce projet de loi et les projets **n° 1242, 1243, 1244** le 13 juillet 1961 par M. Bourgund, **n° 1349**; rapport le 18 juillet 1961 par M. Habib-Delonche, **n° 1378.** Adop-

Traités et Conventions.

tion sans modification en première lecture le 19 juillet 1961 (p. 1795). — Projet de loi **n° 287.**

Loi n° 61-770 du 26 juillet 1961, publiée au *J.O.* du 27 juillet 1961 (p. 6908).

**DISCUSSION** [19 juillet 1961] (p. 1795). *Voy.* ci-dessus, 27.

Art. 1er : *Ratification du traité de coopération entre la France et le Niger*, adoption (p. 1795).

Art. 2 : *Approbation des accords entre la France et le Niger*, adoption (p. 1795).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1795).

**§ 31.** — Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de défense conclu le 24 avril 1961 entre le Gouvernement de la République française, de la République de Côte-d'Ivoire, de la République du Dahomey et de la République du Niger, présenté au Sénat le 18 mai 1961 par M. Michel Debré, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées), **n° 226 (année 1960-1961)**; rapport le 13 juin 1961 par M. Péridier, **n° 255 (année 1960-1961).** Adoption le 15 juin 1961. — Projet de loi **n° 96 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 20 juin 1961 (renvoyé à la Commission de la défense nationale et des forces armées), **n° 1246**; rapport le 31 juillet 1961 par M. Bourgund, **n° 1348**; avis présenté au nom de la Commission des affaires étrangères le 18 juillet 1961 par M. Habib-Deloncle, **n° 1379.** Adoption sans modification en première lecture le 19 juillet 1961 (p. 1795). — Projet de loi **n° 288.**

Loi n° 61-769 du 26 juillet 1961, publiée au *J.O.* du 27 juillet 1961 (p. 6908).

**DISCUSSION** [19 juillet 1961] (p. 1795). *Voy.* ci-dessus. 27.

Article unique : *Approbation de l'accord de défense conclu entre la France et la Côte-d'Ivoire, le Dahomey et le Niger*, adoption (p. 1795).

**§ 32.** — Projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la République française et la République italienne sur l'aménagement hydroélectrique du Mont-Cenis et prévoyant des dispositions pour l'application de l'article 6 de cette Convention, présenté à l'Assemblée Nationale le 4 juillet 1961 par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 1297;** rapport le 8 mai 1962 par M. Danilo, **n° 1704.** Adoption le 10 mai 1962 (p. 1023). — Projet de loi **n° 387.**

Transmis au Sénat le 15 mai 1962 (renvoyé à la Commission des affaires économiques et du plan), **n° 185 (année 1961-1962);** rapport le 17 mai 1962 par M Henri Cornat, **n° 194 (année 1961-1962);** Adoption sans modification le 22 mai 1962. — Projet de loi **n° 80 (année 1961-1962).**

Loi n° 62-633 du 5 juin 1962, publiée au *J.O.* du 5 juin 1962 (p. 5411).

**DISCUSSION** [10 mai 1962] (p. 1021). Entendus : MM. Danilo, *Rapporteur ;* Delachenal, Garraud. Georges Gorse, *Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères* ; observations sur : les dispositions de la Convention, l'aspect technique et diplomatique du problème, l'aménagement par la France d'un grand réservoir avec des eaux d'origine française et italienne, la restitution à l'Italie d'un certain volume d'eau (p. 1021) ; les avantages de ce barrage pour la France et pour l'Italie (p. 1022) ; le prix de revient du barrage (p. 1021) ; les conséquences de la fermeture de la centrale de Gran Scala, notamment les pertes de recettes des collectivités locales qu'elle entraînera (p. 1021, 1022, 1023) ; les sacrifices imposés aux populations et la destruction du patrimoine agricole (p. 1021, 1022) ; l'octroi souhaitable d'un tarif préférentiel d'énergie aux habitants des régions productrices d'électricité (p. 1022) ; la reprise des négociations avec l'Italie pour la percée du tunnel sous le Col Lacroix (p. 1022, 1023).

Art. 1er et 2 : *Ratification de la Convention entre la République française et la République italienne sur l'aménagement hydraulique du Mont-Cenis*, adoption (p. 1023).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1023).

**§ 33.** — Projet de loi autorisant la ratification de la Convention relative à la reconnaissance internationale des droits sur aéronefs, signée à Genève le 19 juin 1946, présenté à l'Assemblée Nationale le 4 juillet 1961 par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration

générale de la République), **n° 1299;** rapport le 20 mars 1962 par M. Laurelli, **n° 1666.** Adoption sans débat le 10 mai 1962 (p. 1014). — Projet de loi **n° 385.**

**§ 34.** — Projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération conclu le 19 juin 1961 entre le Président de la République française et le Président de la République islamique de Mauritanie et l'approbation des accords de coopération conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, présenté à l'Assemblée Nationale le 7 juillet 1961, par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), **n° 1321;** avis présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées le 13 juillet 1961, par M Bourgund, **n° 1369;** rapport le 19 juillet 1961, par M. Habib-Deloncle, **n° 1393.** Adoption le 19 juillet 1961 (p. 1797). — Projet de loi **n° 289.**

Transmis au Sénat le 20 juillet 1961 (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), **n° 327 (année 1960-1961);** rapport le 20 juillet 1961, par M. Brajeux, **n° 328 (année 1960-1961).** Adoption sans modification le 21 juillet 1961. — Projet de loi **n° 133 (année 1960-1961).**

Loi n° 61-848 du 2 août 1961, publiée au *J.O.* du 4 août 1961 (p. 7243).

**DISCUSSION** [19 juillet 1961] (p. 1795). Entendus : MM. Habib-Deloncle, *Rapporteur*; Bourgund, *Rapporteur pour avis de la Commission de la défense nationale et des forces armées* ; Cermolacce ; observations sur : la décision de la Mauritanie de quitter la Communauté (p. 1795); les difficultés de la Mauritanie sur le plan international, notamment quant à son admission à l'O.N.U. (p. 1795); la répartition des postes consulaires sur le territoire de chacun des Etats (p. 1795, 1796) ; l'accord de coopération économique (p. 1796); l'accord de coopération culturel (p. 1796) ; l'accord de défense (*ibid.*); le comité paritaire de défense (*ibid.*); l'accord d'assistance militaire technique (p. 1796); les menaces pesant sur les frontières nationales de la Mauritanie (p. 1796); la formation de l'armée nationale (p. 1796, 1797) ; les restrictions mises à l'indépendance de la Mauritanie et la position des députés communistes (p. 1797).

Art. 1er : *Ratification du traité de coopération conclu entre la France et la Mauritanie*, adoption (p. 1797).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1797).

Traités et Conventions.

**§ 35.** — Projet de loi autorisant l'approbation d'un échange de lettres relatif à la cession à la République fédérale d'Allemagne d'un immeuble du Domaine, présenté à l'Assemblée Nationale le 11 juillet 1961, par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), **n° 1324;** rapport oral par M. de la Malène. Adoption le 20 juillet 1961 (p. 1860). — Projet de loi **n° 292.**

Transmis au Sénat le 20 juillet 1961 (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), **n° 331 (année 1960-1961);** rapport le 20 juillet 1961, par M. Brajeux, **n° 332 (année 1960-1961).** Adoption sans modification le 21 juillet 1961. — Projet de loi **n° 134 (année 1960-1961).**

Loi n° 61-804 du 29 juillet 1961, publiée au *J.O.* du 29 juillet 1961 (p. 6988).

**DISCUSSION** [21 juillet 1961] (p. 1859). Entendus : MM. de la Malène, *Rapporteur* ; Couve de Murville, *Ministre des Affaires étrangères* ; observations sur : la cession à la République fédérale d'Allemagne de l'hôtel de Beauharnais (p. 1859, 1860).

Article unique : *Approbation de l'échange de lettres en date du 6 juillet 1961 relatives à la cession à la République fédérale d'Allemagne de l'immeuble sis, 78, rue de Lille*, adoption (p. 1860).

**§ 36.** — Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif à l'extension du régime des contingents tarifaires à l'ancienne zone nord du Maroc et de la province de Tanger, signé à Rabat le 21 juin 1961 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc, présenté à l'Assemblée Nationale le 3 octobre 1961, par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 1434** ; rapport le 10 novembre 1961, par M. Pinvidic, **n° 1526.** Adoption le 16 novembre 1961 (p. 4883). — Projet de loi **n° 341.**

Transmis au Sénat le 20 novembre 1961 (renvoyé à la Commission des affaires économiques et du Plan), **n° 68 (année 1961-1962)**; rapport le 24 novembre 1961, par M. Brun, **n° 82**

Traités et Conventions.

**(année 1961-1962).** Adoption sans modification le 30 novembre 1961. — Projet de loi **n° 31 (année 1961-1962).**

Loi n° 61-1311 du 6 décembre 1961, publiée au *J.O.* du 7 décembre 1961 (p. 11260).

**DISCUSSION** [16 novembre 1961] (p. 4883). Entendu : M. Pinvidic, *Rapporteur;* observations sur : l'extension aux marchandises provenant de l'ancienne zone espagnole et de l'ancienne zone internationale du Maroc, des dispositions existant déjà en faveur des marchandises en provenance du reste du Maroc (p. 4883) ; les dispositions favorables existant en faveur des marchandises entrant au Maroc (p. 4883).

Article unique : *Approbation de l'accord relatif à l'extension du régime des contingents tarifaires à l'ancienne zone nord du Maroc et à la province de Tanger*, adoption (p. 4883).

**§ 37.** — Projet de loi autorisant la ratification de l'avenant, signé à Paris le 21 avril 1961, à la Convention du 24 décembre 1936 entre la France et la Suède, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance en matière d'impôts sur les successions, présenté au Sénat le 6 septembre 1961, par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères, **n° 363 (année 1960-1961)** ; rapport le 12 octobre 1961, par M. Portmann, **n° 5 (année 1961-1962).** Adoption le 10 novembre 1961. — Projet de loi **n° 20 (année 1961-1962).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 14 novembre 1961 (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 1534.**

**§ 38.** — Projet de loi autorisant la ratification de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, présenté à l'Assemblée Nationale le 21 novembre 1961, par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 1552** ; rapport le 29 novembre 1961, par M. Dumas, **n° 1570** ; avis présenté au nom de la Commission des affaires étrangères le 1er décembre 1961, par M. Vendroux, **n° 1591.** Adoption le 6 décembre 1961 (p. 5346). — Projet de loi **n° 355.**

Transmis au Sénat le 7 décembre 1961 (renvoyé à la Commission des affaires économiques), **n° 113 (année 1961-1962)** ; rapport le 8 décembre 1961, par M. Errecart, **n° 118 (année 1961-1962)** ; avis présenté au nom de la Commission des affaires étrangères le 13 décembre 1961, par M Carcassonne, **n° 133 (année 1961-1962).** Adoption sans modification le 14 décembre 1961. — Projet de loi **n° 53 (année 1961-1962).**

Loi n° 61-1436 du 26 décembre 1961, publiée au *J.O.* du 28 décembre 1961 (p. 11995).

**DISCUSSION** [6 décembre 1961] (p. 5334). Entendus : MM. P. Dumas, *Rapporteur;* Vendroux, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires étrangères;* Coumaros, Poudevigne, Cermolacce, Muller, Couve de Murville, *Ministre des Affaires étrangères.*

Observations sur : l'article 238 du Traité de Rome (p. 5335) ; le traité d'association passé entre la Communauté européenne et la Grèce (*ibid.*) ; les dispositions de ce traité : Union douanière (p. 5335, 5336); abaissement des droits de douane, droits communs et cas particuliers (p. 5336) ; mise au point des tarifs extérieurs communs (p. 5336); élimination des restrictions quantitatives (p. 5336) ; dispositions concernant l'agriculture (p. 5336) ; les institutions et notamment la Commission parlementaire mixte et le conseil d'association (p. 5337, 5340, 5343, 5345).

La situation économique de la Grèce (p. 5335) ; la prépondérance de l'agriculture (p. 5335); le sous-développement (*ibid.*); le chômage (*ibid.*); le déséquilibre de la balance commerciale (*ibid.*).

Le commerce de la Grèce avec la Communauté (p. 5337, 5338) ; le commerce avec la France (p. 5338) ; le commerce avec le bloc oriental (p. 5335).

Le problème des produits agricoles et notamment des vins (p. 5338, 5342, 5344); des tabacs (p. 5338, 5342, 5344) ; la concurrence pour l'agriculture du sud-est (p. 5342); les clauses de sauvegarde (p. 5338, 5344, 5347); les débouchés possibles pour la France, notamment la participation à l'industrialisation de la Grèce (p. 5338, 5339).

Les crédits qui seront fournis par la Banque européenne d'investissements (p. 5337, 5345); le plan quinquennal grec (p. 5345).

Les aspects politiques du traité (p. 5339, 5340); la conclusion d'un accord direct entre la Communauté et la Grèce (p. 5340, 5344); la position du parti socialiste (p. 5343).

L'hostilité du Premier Ministre à l'intégration européenne (p. 5343); le remplacement de certains fonctionnaires français dans les organismes européens (p. 5343) ; la situation politique en

Grèce (p. 5342); la fraude pendant la campagne électorale (*ibid.*).

La compétence de la Commission des affaires étrangères en matière de traité (p. 5339, 5340); les liens culturels et historiques entre la Grèce et la France (p. 5340, 5341).

Article unique : *Ratification de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce*, adoption (p. 5345).

**§ 39.** — Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord conclu le 9 juillet 1961 entre les membres de la Communauté économique européenne au sujet de l'application du protocole financier annexé à l'accord entre la Communauté économique européenne et la Grèce, présenté à l'Assemblée Nationale le 21 novembre 1961 par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 1553** ; rapport le 29 novembre 1961 par M. Pierre Dumas, **n° 1571.** Adoption le 6 décembre 1961 (p. 5346). — Projet de loi **n° 356.**

Transmis au Sénat le 7 décembre 1961 (renvoyé à la Commission des affaires économiques et du Plan), **n° 112 (année 1961-1962)** ; rapport le 8 décembre 1961 par M. Errecart, **n° 119 (année 1961-1962).** Adoption sans modification le 14 décembre 1961. — Projet de loi **n° 54 (année 1961-1962).**

Loi n° 61-1437 du 26 décembre 1961, publiée au *J. O.* du 28 décembre 1961 (p. 11995).

**DISCUSSION** [6 décembre 1961] (p. 5346). — *Voy.* ci-dessus (**n° 1552**).

Article unique : *Approbation de l'accord conclu le 9 juillet 1961 entre les représentants des Etats membres de la Communauté économique européenne*, adoption (p. 5346).

**§ 40.** — Projet de loi autorisant la ratification du traité de cession des Etablissements français de Pondichéry, Karical, Mahé et Yanaon, signé à New Delhi le 28 mai 1956, présenté à l'Assemblée Nationale le 15 décembre 1961 par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), **n° 1660** ; rapport le 29 juin 1962 par M. Boscher, **n° 1808.** Adoption le 12 juillet 1962 (p. 2412). — Projet de loi **n° 426.**

Transmis au Sénat le 17 juillet 1962 (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), **n° 279 (année 1961-1962)**; rapport le 19 juillet 1962 par M. Philippe d'Argenlieu, **n° 297 (année 1961-1962).** Adoption sans modification le 23 juillet 1962. — Projet de loi **n° 120 (année 1961-1962).**

Loi n° 62-862 du 28 juillet 1962, publiée au *J. O.* du 29 juillet 1962 (p. 7484).

**DISCUSSION** [12 juillet 1962] (p. 2401). Entendus : MM. Boscher, *Rapporteur de la Commission des affaires étrangères*; Dronne, Couve de Murville, *Ministre des Affaires étrangères* ; Roclore, Pierre Bourgeois, Caillemer, Hostache, Dreyfous-Ducas; observations sur : l'évolution des comptoirs français de l'Inde, le transfert de Chandernagor à l'Union indienne intervenu par traité le 2 février 1951; la cession *de facto* en 1954 des autres comptoirs, le traité du 28 mai 1956 consacrant cette cession (p. 2401, 2402) ; la situation des anciens comptoirs français, le respect par le Gouvernement indien des accords de transfert (p. 2403, 2404); le maintien de la présence culturelle de la France (*ibid.*); l'adhésion de la majorité des élus locaux à la ratification du traité (p. 2403) ; le faible nombre des opposants (*ibid.*) ; l'irrégularité constitutionnelle du transfert de souveraineté en l'absence d'une approbation directe des populations (p. 2403); le caractère irréversible de la situation de fait (*ibid.*); le respect des droits de la minorité francophone (*ibid.*); la reprise souhaitable des pourparlers avec le Gouvernement indien après la ratification pour obtenir des garanties complémentaires en ce qui concerne la nationalité, l'organisation judiciaire, le droit d'établissement, les problèmes d'ordre culturel, (équivalence des diplômes notamment, et établissements de l'enseignement privé), le sort des pensionnés et des retraités, la fiscalité (p. 2404, 2405); les mesures devant être prises par la France seule : intégration des fonctionnaires du cadre local, reclassement des médecins rapatriés, influence culturelle (p. 2405, 2406); l'hommage devant être rendu à l'Institut français de Pondichéry (p. 2406) ; les conséquences désastreuses d'un refus de ratification (*ibid.*); le neutralisme de l'Inde et les bons rapports franco-indiens (*ibid.*); M. Dronne oppose la question préalable (p. 2406); observations sur : la nécessité d'engager de nouvelles négociations avec le Gouvernement indien avant et non après la ratification du traité (p. 2406) ; l'irrégularité de la cession *de facto* et de sa ratification du point de vue du droit français et du droit international (*ibid.*); l'insuffisance des garanties accordées à la minorité européenne (p. 2407); le caractère irréversible de la situation créée par l'accord de 1954 puis par le traité de 1956 (p. 2407, 2409); le consentement donné

Traités et Conventions.

par les Assemblée élues (p. 2407) ; la nécessité de ratifier le traité de 1956 dans l'intérêt des populations et dans l'intérêt des relations franco-indiennes (p. 2407, 2408); les garanties données par le traité aux populations et aux intérêts français dans le domaine administratif, dans celui du régime des biens et des personnes et dans celui de la culture française (p. 2407, 2408); les pourparlers engagés par le Gouvernement français avec le Gouvernement indien en vue de reprendre la discussion après la ratification du traité (p. 2408, 2409); la possibilité de soumettre la ratification du traité à l'approbation des populations (p. 2409) ; rejet de la question préalable (p. 2409); observations sur : le nouveau pas accompli dans la voie du dégagement, l'insuffisance des garanties accordées aux ressortissants français, la situation des congrégations religieuses (p. 2409) ; le soi-disant neutralisme de M. Nehru (p. 2410) ; la protestation émise par l'amicale des anciens combattants et médaillés militaires de Karikal (*ibid.*) ; la reprise des pourparlers avec le Gouvernement indien après la ratification du traité pour obtenir des garanties complémentaires, notamment en ce qui concerne la Commission mixte franco-indienne prévue à l'article 29 du traité (p. 2410); les conséquences de la ratification pour l'évolution des relations culturelles et économiques des deux pays (p. 2410, 2411) ; l'absence regrettable d'une procédure de décolonisation analogue à celle suivie dans les pays d'Afrique en application du principe d'autodétermination (p. 2410, 2411); l'attachement de la minorité francophone à la France (p. 2411).

Article unique : *Ratification du traité de cession des établissements français de Pondichéry, Karikal, Mahé et Yanaon, signé à New-Delhi le 28 mai 1956* (p. 2411); Explications de vote. Observations sur : le transfert des anciens comptoirs indiens et de citoyens français sans leur consentement (p. 2411, 2412) ; adoption de l'article unique du projet de loi (p. 2412). = Orateur : M. de Villeneuve.

**§ 41.** — Projet de loi autorisant la ratification du protocole du 21 juin 1961 portant amendement à la convention relative à l'aviation civile internationale, présenté à l'Assemblée Nationale le 20 mars 1962 par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 1661** ; rapport le 16 mai 1962 par M. Labbé, **n° 1710.** Adoption sans débat le 29 mai 1962 (p. 1354). — Projet de loi **n° 398.**

Transmis au Sénat le 5 mai 1962 (renvoyé à la Commission des affaires économiques), **n° 212 (année 1961-1962)**; rapport le 14 juin 1962 par M. Prêtre, **n° 224 (année 1961-1962).** Adoption sans modification le 19 juin 1962. — Projet de loi **n° 94 (année 1961-1962).**

Loi n° 62-697 du 27 juin 1962, publiée au *J.O.* du 28 juin 1962 (p. 6234).

**§ 42.** — Projet de loi autorisant l'adhésion de la France à la convention internationale pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire en date du 7 novembre 1952, présenté à l'Assemblée Nationale le 20 mars 1962 par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 1662**; rapport le 14 juin 1962 par M. Pezé, **n° 1760.** Adoption sans débat le 3 juillet 1962 (p. 2163). — Projet de loi **n° 417.**

Transmis au Sénat **n° 261 (année 1961-1962).**

**§ 43.** — Projet de loi autorisant la ratification de la convention franco-espagnole relative à la pêche en Bidassoa et Baie du Figuier signée à Madrid le 14 juillet 1959, présenté à l'Assemblée Nationale le 22 mai 1962 par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 1729.**

**§ 44.** — Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre les Gouvernements de la République française et de l'Etat espagnol concernant la construction du nouveau pont international Hendaye-Irun, présenté au Sénat le 12 juin 1962 par M. Dusseaulx, Ministre des Travaux publics et des Transports (renvoyé à la Commission des affaires économiques), **n° 217 (année 1961-1962)**; rapport le 26 juin 1962 par M. Errecart, **n° 232 (année 1961-1962).** Adoption le 28 juin 1962. — Projet de loi **n° 99 (année 1961-1962).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 3 juillet 1962 (renvoyé à la Commission de la production et des échanges) **n° 1811**; rapport le 10 juillet 1962 par M. Gracia, **n° 1834.** Adoption sans modification le 17 juillet 1962 (p. 2555). — Projet de loi **n° 435.**

Loi n° 62-849 du 26 juillet 1962, publiée au *J.O.* du 27 juillet 1963 (p. 7413).

**DISCUSSION** [17 juillet 1962] (p. 2554). Entendu : M. de Gracia, *Rapporteur de la Commission de la production et des échanges* ; observations sur : la nécessité urgente de construire un nouveau pont international Hendaye-Irun sur la Bidassoa, en raison de l'accroissement du trafic routier entre la France et l'Espagne, et du mauvais état de l'ouvrage actuel (p. 2554); les caractéristiques du futur ouvrage (*ibid.*); la prise en charge des frais de construction pour moitié par chaque pays, l'inscription des crédits nécessaires au financement de l'ouvrage au troisième programme du fonds routier pour la période 1962-1965 (*ibid.*).

Article unique : *Approbation de la convention entre les Gouvernements de la République française et de l'Etat espagnol concernant la construction du nouveau pont international Hendaye-Irun signée à Madrid, le 30 mars 1962* (p. 2555). Adoption (*ibid.*).

**§ 45.** — Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et de l'Etat espagnol concernant la construction du tunnel transpyrénéen d'Aragnouet à Bielsa et du protocole annexé à ladite convention, présenté au Sénat le 12 juin 1962 par M. Dusseaulx, Ministre des Travaux publics et des Transports (renvoyé à la Commission des affaires économiques), **n° 216 (année 1961-1962)**; rapport le 26 juin 1962 par M. Errecart, **n° 231 (année 1961-1962).** Adoption le 28 juin 1962. — Projet de loi **n° 98 (année 1961-1962).**

Transmis l'Assemblée Nationale le 3 juillet 1962 (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 1812**; rapport le 11 juillet 1962 par M. Kaspereit, **n° 1837.** Adoption sans modification le 17 juillet 1962 (p. 2557). — Projet de loi **n° 436.**

Loi n° 61-850 du 26 juillet 1962, publiée au *J. O.* du 27 juillet 1962 (p. 7414).

**DISCUSSION** [17 juillet 1962] (p .2555). Entendus : MM. Kaspereit, *Rapporteur de la Commission de la production et des échanges* ; Durroux, Billères, Bayou, Dusseaulx, *Ministre des Trvaaux publics et des Transports* ; observations sur : le problème posé par le franchissement des Pyrénées (p. 2555, 2556) ; l'établissement souhaitable d'un plan d'ensemble (*ibid.*); l'utilité de la construction projetée (*ibid.*); les travaux de la conférence des Pyrénées (p. 2555, 2557); les caractéristiques du tunnel (p. 2555); le partage de son financement entre les deux pays (*ibid.*); la répartition des dépenses incombant à la France entre l'Etat et les collectivités locales (p. 2555, 2556, 2557); l'éventualité d'un dépassement des évaluations (p. 2555, 2556) ; le développement du tourisme qu'entraînera la réalisation du tunnel (p. 2555, 2556); l'amélioration nécessaire de la desserte du Sud-Ouest (p. 2556, 2557); la mise à l'étude de la réalisation du canal des deux mers et de l'autoroute Bordeaux-Marseille (p. 2556, 2557).

Article unique : *Approbation de la convention entre les Gouvernements de la République française et de l'Etat espagnol concernant la construction d'un tunnel transpyrénéen à Bielsa* (p. 2557); adoption (*ibid.*).

**§ 46.** — Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération monétaire conclu le 12 mai 1962 entre le Gouvernement de la République française d'une part, et les Gouvernements respectifs des Républiques membres de l'Union monétaire ouest-africaine d'autre part, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 octobre 1962, par M. Giscard d'Estaing, Ministre des Finances et des Affaires économiques (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 1901.**

**§ 47.** — Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne « Eurocontrol » signé à Bruxelles le 13 décembre 1960, présenté à l'Assemblée Nationale le 4 octobre 1962, par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 1907.**

**§ 48.** — Projet de loi autorisant la ratification de la convention complémentaire à la convention de Varsovie pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international effectué par une personne autre que le transporteur contractuel, signée à Guadalajara le 18 septembre 1961, présenté à l'Assemblée Nationale le 4 octobre 1962, par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 1908.**

**§ 49.** — Projet de loi autorisant l'approbation de la convention douanière relative aux facilités accordées pour l'importation des marchandises destinées à être présentées ou utilisées à une

exposition, une foire, un congrès ou une manifestation similaire, présenté à l'Assemblée Nationale le 4 octobre 1962, par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 1909.**

— Convention internationale du 2 décembre 1949 (traite et prostitution). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 106.

## TRAMWAYS.

— Pension des agents. — *Voy.* PENSIONS ET RETRAITES, 2.

## TRANSPORT AÉRIEN INTERNATIONAL. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 49.

## TRANSFERTS.

— de fonds entre les caisses de Sécurité sociale (interdiction). — *Voy.* SÉCURITÉ SOCIALE (Dispositions générales), 6.

— de numéros de taxis. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 41.

## TRANSPORTS.

**§ 1er.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les contacts nécessaires dans le cadre des institutions du Marché commun pour unifier les législations applicables aux véhicules utilisés pour les transports routiers, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 juin 1959 par M. Dumortier et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 125.**

**§ 2.** — Projet de loi relatif à l'institution d'un supplément à la prime mensuelle spéciale de transport, présenté à l'Assemblée Nationale le 6 juillet 1960 par M. Bacon, Ministre du Travail (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 734**; rapport le 18 juillet 1960 par M. Degraeve, **n° 785.** Adoption en première lecture le 21 juillet 1960 (p. 2113). — Projet de loi **n° 163.**

Transmis au Sénat (renvoyé à la Commission des affaires sociales), **n° 734 (année 1959-1960)**; rapport le 22 juillet 1960 par M. Le Basser, **n° 315 (année 1959-1960)**; avis le 22 juillet 1960 par M. Pinton au nom de la Commission des affaires économiques, **n° 316 (année 1959-1960)**; avis le 22 juillet 1960 par M. J. Brunhes au nom de la Commission des finances, **n° 320.** Adoption en première lecture le 22 juillet 1960. — Projet de loi **n° 104 (année 1959-1960)**.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 23 juillet 1960 (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 833**; rapport le 23 juillet 1960 par M. Degraeve, **n° 834.** Adoption en deuxième lecture le 23 juillet 1960, avec modification du titre : « projet de loi tendant à instituer diverses mesures de compensation à l'augmentation des tarifs des transports parisiens ». — Projet de loi **n° 182.**

Transmis au Sénat le 25 juillet 1960 (renvoyé à la Commission des affaires sociales), **n° 328 (année 1959-1960)**; rapport le 25 juillet 1960 par M. Le Basser, **n° 331 (année 1959-1960).** Adoption en deuxième lecture le 25 juillet 1960. — Projet de loi **n° 114 (année 1959-1960).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 25 juillet 1960 (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 840**; rapport le 25 juillet 1960 par M. Degraeve, **n° 841.** Adoption définitive en troisième lecture le 25 juillet 1960 (p. 2218). — Projet de loi **n° 187.**

Loi n° 60-760 du 30 juillet 1960, publiée au *J. O.* du 31 juillet 1960 (p. 7070).

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [20 juillet 1960] (p. 2068). Entendu : M. Roger Frey, *Ministre délégué auprès du Premier Ministre;* observations sur la décision du Gouvernement de retirer le projet de l'ordre du jour prioritaire et de demander son inscription à l'ordre du jour d'une prochaine séance (p. 2068); en conséquence le projet est retiré de l'ordre du jour (*ibid.*).

**SUITE DE LA DISCUSSION** [21 juillet 1960] (p. 2098). Entendus : MM. Degraeve, *Rapporteur;* Baumgartner, *Ministre des Finances et des Affaires économiques;* Peytel, Legaret, Waldeck Rochet, Ruais, Mazurier, Hanin, Cachat, Buron, *Ministre des Travaux publics et des Transports;* Dreyfous-Ducas, Moulin; observations sur : la décision prise par le Gou-

vernement de relever les tarifs de la R.A.T.P. et les tarifs S.N.C.F.-banlieue (p. 2098); le déficit de la R.A.T.P., celui des lignes de banlieue de la S.N.C.F. (p. 2098); les subventions de l'Etat et des collectivités locales (*ibid.*); le relèvement de la prime de transport versée aux salariés de la région parisienne (p. 2099); les mesures à prendre en faveur des étudiants, des élèves et des personnes âgées (*ibid.*); la responsabilité assumée par le Gouvernement (p. 2099); Question préalable opposée par M. Peytel (p. 2099); observations sur : le déficit persistant de la R.A T.P. depuis une dizaine d'années (p. 2099); la mauvaise organisation de la R.A. T.P. (p. 2100); le nombre des agents retraités (p. 2100); le nombre trop élevé de ses directeurs touchant des traitements plus élevés que ceux de la S.N.C.F. (p. 2100); la tentative faite par le Gouvernement de rejeter sur le Parlement la responsabilité de l'augmentation des transports (p. 2101); retrait de la question préalable de M. Peytel (*ibid.*); question préalable opposée par MM. Legaret, Baylot et J.-P. David (p. 2101); observations sur : les conséquences défavorables pour les salariés de la région parisienne, de l'adoption de ladite question préalable (p. 2101); rejet au scrutin (p. 2102); liste des votants (p. 2114); observations sur : les causes du déficit de la R A. T. P., notamment les taxes et impôts versés à l'Etat, le prix payé pour l'achat du carburant et de la force motrice, les charges découlant de l'octroi des tarifs spéciaux pour des motifs d'intérêt public (p. 2102); le rétablissement nécessaire de la taxe spéciale sur les entreprises de la région parisienne (p. 2103, 2104); les inconvénients de la prime de transport (p. 2103); l'influence des tarifs de transports de la région parisienne sur l'indice des 179 articles (*ibid.*); la nécessité de remettre le contrôle de la R.A T.P. aux collectivités locales (p. 2104); la situation des salariés des villes de province qui ne bénéficient pas de la prime de transport (p. 2104, 2105); l'organisation du travail à la R.A T.P. (p. 2105); la nécessité de procéder à l'étalement des heures d'entrée dans les usines et bureaux (*ibid.*); la création nécessaire d'un fonds de compensation des transports de la région parisienne (p. 2106); l'évolution des tarifs de la R.A.T.P. (p. 2106); et le blocage du prix des cartes de transports en 1958 (*ibid.*); la réforme de la R. A. T. P., ses difficultés (p. 2107); la rémunération des membres de l'état-major de la R.A.T.P. (*ibid.*); le problème de l'âge de la retraite (*ibid.*); la nécessité de remettre en ordre la situation financière de la R.A.T.P. pour procéder aux investissements indispensables (p. 2108). Motion de M. Peytel tendant au renvoi du projet devant la Commission (p. 2108); observations sur : la nécessité d'entendre le Gouvernement sur ses projets concernant la réforme de la R.A.T.P. (p. 2108, 2109); la nécessité de soumettre au Parlement, avant la fin de l'année, les textes nécessaires à la réforme de la R.A.T.P. (p. 2109); retrait de la motion de renvoi (p. 2110).

Article unique (p. 2110); amendement de M. Degraeve au nom de la Commission des affaires culturelles (limitation du délai accordé au Gouvernement pour relever par décret la prime de transport) (p. 2110); sous-amendement de M. Dreyfous-Ducas (octroi de la prime aux seuls salariés justifiant de l'utilisation des transports) (p. 2110); observations sur : la répercussion de la prime sur les prix (p. 2110); la difficulté d'appliquer la disposition proposée par M. Dreyfous-Ducas (*ibid.*); amendement de M. Mazurier (taxe sur les entreprises de la région parisienne) (p. 2110); rejet de cet amendement (p. 2111); rejet du sous-amendement de M Dreyfous-Ducas (p. 2111); adoption de l'amendement de M. Degraeve qui se substitue à l'article (p. 2111).

Article additionnel de M. Waldeck Rochet (*Création d'une taxe sur les entreprises de la région parisienne*) (p. 2111); rejet (*ibid.*).

Article additionnel de MM. Degraeve et Debray au nom de la Commission des affaires culturelles (*Tarifs spéciaux pour les étudiants et élèves des établissements d'enseignement*) (p. 2111); sous-amendement de MM. Ruais et Habib-Deloncle (mêmes dispositions pour les économiquement faibles) (p. 2111); adoption du sous amendement (p. 2111); adoption de l'article additionnel (*ibid.*).

Article additionnel de MM. Peytel et Pinoteau (*Réorganisation des transports de la région parisienne, dépôt des textes nécessaires sur le bureau des assemblées avant le 31 décembre 1960, caducité de la présente loi, si ces textes ne sont pas déposés*) (p. 2111); observations sur la situation des transports des villes de province (p. 2112); adoption de l'article additionnel de M. Peytel (p. 2112).

Article additionnel de M. Muller (*Dépôt avant le 13 décembre d'un projet de loi étendant la prime de transport aux villes de province*) (p. 2112); l'amendement est déclaré irrecevable (p. 2112); rappel au règlement de M Schmitt : vote d'un article additionnel (celui de M. Peytel), ayant le caractère d'une proposition de résolution (p. 2112); observations sur : le caractère irrecevable de cet article additionnel (*ibid.*); rappel au règlement de M. Moulin (application de l'article 92, alinéa 4 du règlement — appréciation de l'irrecevabilité) (p. 2112).

Transports.

Transports.

Article additionnel de M. Clermontel (*Suppression du caractère forfaitaire de la prime de transport*) (p. 2113) ; observations sur : les difficultés de transport dans la région parisienne ; la nécessité de la décentralisation industrielle (*ibid.*) ; retrait de l'article additionnel (*ibid.*) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). = Orateurs : MM. Baumgartner, *Ministre des Finances et des Affaires économiques* ; Clermontel, Degraeve, Dreyfous-Ducas, Fanton, Mazurier, Moulin, Muller, Peytel, Waldeck Rochet, Schmitt

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [23 juillet 1960] (p. 2186). Entendus : MM. Degraeve, *Rapporteur* ; Peytel, Bacon, *Ministre du Travail* ; Habib-Deloncle ; observations sur : les modifications adoptées par le Sénat (p. 2186) ; la réforme de la structure et de la gestion de la R.A.T.P. (p. 2187, 2188) ; le dépôt sur le bureau des assemblées avant le 31 décembre 1960, des textes qui sont de la compétence du Parlement (p. 2187) ; la communication à celui-ci des textes réglementaires nécessaires à la réforme de la structure de la R.A.T.P. (*ibid.*).

Art. 2 : *Tarifs spéciaux*, adoption (p. 2188).

Art. 3 : *Réorganisation avant le 31 décembre 1960 des transports de la région parisienne* (p. 2188) ; amendement de M. Degraeve au nom de la Commission des affaires culturelles : caducité de la présente loi au cas où les textes ne seraient pas déposés avant le 31 décembre 1960 (p. 2188) ; adoption de cet amendement qui devient l'article 3 (*ibid.*) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). = Orateur : M. Degraeve, *Rapporteur*.

**DISCUSSION EN TROISIÈME LECTURE** [25 juillet 1960] (p. 2116). Entendus : MM. Debray, *Vice-Président de la Commission* ; Bacon, *Ministre du Travail* ; Nilès, Villedieu, Mazurier ; observations sur : le texte en litige entre les deux assemblées (dernier alinéa de l'article 3) (*ibid.*) ; observations sur : l'obligation faite au Gouvernement de déposer ou de présenter les textes nécessaires à la réforme des transports parisiens (p. 2216) ; le refus du Gouvernement d'imposer les entreprises de la région parisienne (p. 2216).

Art. 3 : *Réorganisation des transports de la région parisienne* (p. 2217) ; adoption au scrutin de cet article (p. 2217) ; liste des votants (p. 2243).

Explications de vote ; observations sur : la nécessité pour le Parlement de parer aux conséquences sociales de la hausse des tarifs de transports (p. 2217) ; la réorganisation nécessaire de la R.A.T.P. (*ibid.*) ; les difficultés infligées aux travailleurs de la région parisienne par la hausse des tarifs de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F. (p. 2217, 2218) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2218). = Orateurs : MM. Mazurier, Peytel.

**§ 3.** — Communication de M. Debré, Premier Ministre, en date du 30 décembre 1960, relative à la réorganisation des transports de la région parisienne (application de l'article 3 de la loi n° 60-760 du 30 juillet 1960) [25 avril 1961], **n° 1100.**

**§ 4.** — Proposition de loi tendant à étendre à l'ensemble des salariés du territoire national la prime spéciale uniforme de transport créée par l'arrêté interministériel du 28 septembre 1948 au profit des salariés du secteur privé dont le lieu de travail est situé dans la première zone de la région parisienne, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961, par MM. Godonnèche, Dixmier et Joyon (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1151 ;** rapport le 30 juin 1961 par M. Degraeve, **n° 1289** sur cette proposition de loi et celle de M. Cermolacce, **n° 1173.**

**§ 5.** — Proposition de loi tendant à étendre à tous les salariés d'entreprises privées, quelle que soit la région où est situé leur lieu de travail, la prime spéciale uniforme mensuelle de transport instituée dans la première zone de la région parisienne par l'arrêté interministériel du 28 septembre 1948, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1961, par M. Cermolacce et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1173.** — *Voy.* ci-dessus, **n° 1151.**

**§ 6.** — Projet de loi tendant applicables les articles 12 à 27 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer à certaines entreprises de transport public, présenté au Sénat le 16 décembre 1960, par M. Buron, Ministre des Travaux publics et des Transports (renvoyé à la Commission des affaires économiques et du plan), **n° 162 (année 1960-1961) ;** rapport le 10 mai 1961, par M. Bertaud, **n° 205 (année 1960-1961).** Adoption le 16 mai 1961. — Projet de loi **n° 75 (année 1960-1961).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1961 (renvoyé à la Commission de la production

et des échanges), **n° 1195;** rapport le 12 juillet 1961, par M. Grussenmeyer, **n° 1334.** Adoption sans débat et sans modification le 20 octobre 1961 (p. 2798). — Projet de loi **n° 325.**

Loi n° 61-1174 du 31 octobre 1961, publiée au *J.O.* du 1er novembre 1961 (p. 9915).

**§ 7.** — Proposition de loi tendant à prévoir des exceptions aux textes assurant la coordination des transports, en faveur des anciens transporteurs mutilés de guerre, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 novembre 1961, par M. Beauguitte (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 1545.**

**§ 8.** — Proposition de loi tendant à admettre certains grands invalides et mutilés de guerre à faire valoir leurs droits à l'exploitation d'une entreprise de transport, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 décembre 1961 par M. Cermolacce (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 1657.**

**§ 9.** — Proposition de loi tendant à prévoir en faveur des anciens transporteurs mutilés de guerre, des exceptions aux textes assurant la coordination des transports, présentée à l'Assemblée Nationale le 21 mars 1962 par M. Trémolet de Villers (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 1681.**

— des corps des personnes décédées dans les hôpitaux. — *Voy.* POMPES FUNÈBRES, 2.

— maritimes d'intérêt national. — *Voy.* MARINE MARCHANDE, 5.

— par mer dans les départements d'outre-mer. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 1560**), Art. 20 [5 décembre 1961] (p. 5295).

— Prime mensuelle spéciale des — (réinscription à l'ordre du jour) [21 juillet 1960] (p. 2090).

— de la région parisienne (déficit). — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**) (Travaux publics et transports), Art. 86 (p. 2691).

## TRANSPORTS AÉRIENS.

— dans les États de la Communauté. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**) (Travaux publics et transports. — II. — Aviation civile et commerciale) [17 novembre 1959] (p. 2506, 2508, 2509, 2510, 2511, 2513).

## TRANSPORTS ROUTIERS.

— Taxe sur les. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 4 [26 octobre 1960] (p. 2807).

## TRAVAIL.

*Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 31.

— clandestin. — *Voy.* TRAVAIL (Réglementation du).

— Durée du. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nos 3 et 17; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 19.

— Législation du : Personnes âgées et travailleurs étrangers. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 117.

— de nuit. — *Voy.* POSTES, TÉLÉGRAPHE ET TÉLÉPHONE, 2.

— parlementaire. — *Voy.* RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, 2.

— Temps de — dans les mines. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 57.

— Temps de — : Réduction du. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 13.

## TRAVAIL (Réglementation du).

**§ 1er** — Projet de loi relatif à diverses dispositions tendant à la promotion sociale, présenté à l'Assemblee Nationale le 12 mai 1959 par M. Boulloche, Ministre de l'Education nationale (renvoyé à une Commission spéciale), **n° 80**; rapport le 29 juin 1959 par M. Fanton **n° 173.** Adoption le 1er juillet 1959. — Projet de loi **n° 22.**

Transmis au Sénat le 2 juillet 1959, **n° 129**; rapport le 23 juillet 1959 par M. Mence, **n° 152 (année 1959-1960).** Adoption en première lecture le 24 juillet 1959. — Projet de loi **n° 34.**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 27 juillet 1959, **n° 237**; rapport le 27 juillet 1959 par M. Fanton, **n° 245.** Adoption en deuxième lecture le 27 juillet 1959. — Projet de loi **n° 40.**

Transmis au Sénat le 27 juillet 1959, **n° 169**; rapport le 27 juillet 1959 par M. Menu, **n° 170.** Adoption conforme en deuxième lecture le 27 juillet 1959. — Projet de loi **n° 41.**

Loi n° 59-960 du 31 juillet 1959, publiée au *J.O.* du 6 août 1959 (p. 7828).

Travail.

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [30 juin 1959] (p. 1178) [1er juillet 1959] (p. 1196, 1220). Entendus : MM. Fanton, *Rapporteur*; Vanier, Barniaudy, Carlos Dolez, Cassagne, Fernand Grenier, Chazelle, Charvet, Desouches, Jean-Paul David, Frédéric-Dupont, Eugène-Claudius Petit, Rousselot, Lolive, Feuillard, Jean Le Duc, René Schmitt, Bertrand Denis, Hanin, Faulquier, Profichet, Weber, Rombeaut, *Président de la Commission spéciale* ; Debré, *Premier Ministre* ; Boulloche, *Ministre de l'Education nationale*; Bacon, *Ministre du Travail* ; Triboulet, *Ministre des Anciens combattants et des Victimes de guerre* ; observations sur : la promotion sociale, la promotion du travail (p. 1179); la formation des ingénieurs et des techniciens (*ibid* ) ; les dispositions concrètes du projet (p. 1180); la position du groupe de l'U.N.R. (p. 1180, 1181) ; la formation des élites (p. 1181); les conceptions des organisations syndicales (p. 1181); la promotion sociale en agriculture (p. 1182); la promotion sociale et la collaboration des syndicats (p. 1182, 1183); les textes d'application (p. 1183); la réforme de l'enseignement (p. 1184); le caractère paternaliste de la promotion sociale (p. 1184); les difficultés des travailleurs (p. 1185); l'insuffisance des crédits destinés à l'enseignement (p. 1185); les difficultés des paysans (p. 1185); la promotion collective, la collaboration des organisations syndicales (p. 1186); observations sur : la formation professionnelle (p. 1196, 1197); la promotion sociale en agriculture (p. 1198); la réadaptation des travailleurs âgés (p. 1199); la nécessité de modifier le statut de la fonction publique (rôle du diplôme) (p. 1200); l'exode rural (*ibid.*) ; le nombre insuffisant de centres d'apprentissage (p. 1201); les départements d'outre-mer (*ibid.*); la qualité des études dans les centres de promotion sociale (p. 1202); l'artisanat (p. 1203); la décentralisation nécessaire des centres de promotion sociale (p. 1203); la collaboration entre le capital et le travail (p. 1204); les sources d'enseignement supérieur (p. 1205); l'accès aux grandes écoles d'ingénieurs (p. 1206); l'intéressement des travailleurs aux résultats de l'entreprise (p. 1206) ; la coordination de l'action des différents ministères (*ibid.*); les cours professionnels et les centres d'apprentissage (p. 1207) ; la promotion supérieure du Travail (p. 1207); le perfectionnement des ingénieurs et des techniciens (p. 1208); l'accès des élèves de l'enseignement technique aux grandes écoles d'ingénieurs (p. 1208); la formation professionnelle des adultes (p. 1209, 1210); les initiatives dans ce domaine des grandes entreprises (p. 1210); la formation des cadres syndicaux (p. 1210, 1211); les mesures en faveur des anciens combattants, blssés de guerre (p. 1211); l'exemple de la législation des Etats-Unis (p. 1211).

Avant l'article premier : article additionnel de M. Cassagne (*Définition de la promotion sociale*) (p. 1212); rejet (*ibid.*).

Art. 1er : amendement de M. Cassagne (p. 1212) ; retrait (*ibid.*) ; amendement de M. Fanton au nom de la Commission spéciale (modification de rédaction) (p. 1212); adoption (p. 1213); amendement de M. Fanton au nom de la Commission spéciale (modification de rédaction) (p. 1213); adoption (*ibid.*); amendement de M. Boscary-Monsservin mentionnant les établissements privés d'enseignement ; demande de scrutin public déposée au nom du groupe socialiste par M. A. Comte (p. 1213); retrait de l'amendement (p. 1213); amendement de M. Fanton au nom de la Commission spéciale mentionnant les établissements publics (chambre de commerce, etc.) (p. 1213); adoption (*ibid.*); amendement de M. Fanton au nom de la Commission spéciale mentionnant les centres d'entreprisss (p. 1213) ; adoption (p. 1214) ; observations sur : l'emploi des personnes âgées (p. 1214); adoption de l'article premier modifié (p. 1214).

SECTION I : *De la promotion professionnelle.*

Art. 2 : *Promotion professionnelle du premier degré* (p. 1214) ; amendement de M. Fanton au nom de la Commission spéciale (modification de rédaction) (*ibid.*); sous-amendement de M. Cathala mentionnant les établissements techniques du Ministère de l'Education nationale (p. 1214); sous-amendement de M. Moulessehoul (cas des travailleurs algériens en France) (p. 1214); retrait des sous-amendements (p. 1215); adoption de l'amendement de M. Fanton qui devient l'article 2 (p. 1215).

Art. 3 : *Formation professionnelle du second degré* (p. 1215); amendement de M. Fanton au nom de la Commission spéciale tendant à supprimer cet article (harmonisation avec l'amendement adopté à l'article 2) (p. 1215); adoption (*ibid.*); en conséquence l'article est supprimé (*ibid.*).

Art. 4 : *Formation professionnelle en agriculture* (p. 1215); amendement de M. Fanton au nom de la Commission spéciale (extension aux activités para-agricoles) (p. 1215); adoption (*ibid.*); amendement de M. Boscary-Monsservin (création d'un premier et d'un deuxième degré dans la promotion sociale agricole) (p. 1215); adoption au scrutin (p. 1216); liste

des votants (p. 1217); adoption de l'article modifié (p. 1216).

Article additionnel de M. Dronne (*Promotion professionnelle de l'artisanat*) (p. 1220); adoption (p. 1221).

Art. 5 : *Cours de perfectionnement* (p. 1221); amendement de M. Fanton (remplacer les mots : formation professionnelle par les mots « promotion professionnelle » (p. 1221); amendement de M. Cassagne (p. 1221) ; retrait (*ibid.*); sous-amendement de M. Cathala (promotion professionnelle dans les établissements relevant du Ministère de l'Éducation nationale) (p. 1221); sous-amendement de M. Cathala (cours par correspondance) (*ibid.*) ; retrait du premier sous-amendement (p. 1222); observations sur : l'irrecevabilité du deuxième sous-amendement selon l'article 41 de la Constitution (p. 1222); le fait que le scrutin était commencé lorsque le Gouvernement a opposé l'article 41 de la Constitution (p. 1222); la séance est suspendue pour permettre une réunion du Bureau (*ibid.*); le Bureau décide que l'irrecevabilité n'est plus opposable (*ibid.*); adoption du sous-amendement repris par M. Villedieu (p. 1223); adoption de l'amendement de M. Fanton modifié qui devient l'article 4 (p. 1223).

Article additionnel de M. Denis (*Décentralisation des cours de formation professionnelle*) (p. 1223); rejet (*ibid.*).

Art. 6 : *Centres d'entreprises* (p. 1223) ; amendement de M. Dronne mentionnant les établissements publics (chambres de commerce, etc.) (*ibid.*) ; adoption (*ibid.*) ; amendement analogue au paragraphe 2 (*ibid.*) ; adoption (*ibid.*); adoption de l'article modifié (*ibid.*).

SECTION II. — *De la promotion supérieure du travail.*

Art. 7 : *Enseignement de la promotion supérieure* (p. 1223); amendement de M. Cassagne (p. 1224) ; retrait (*ibid.*) ; amendement de M. Fanton au nom de la Commission spéciale tendant à supprimer le mot « scientifique » (p. 1224); adoption (*ibid.*) ; amendement de M. Fanton au nom de la Commission spéciale (techniciens supérieurs) (*ibid.*); adoption (*ibid.*); amendement de M. Boscary-Monsservin (activités agricoles) (*ibid.*); retrait (*ibid.*) ; adoption de l'article modifié (p. 1224).

Art. 8 : *Etablissements d'enseignement* (p. 1224); amendement de M. Boscary-Monsservin (extension aux établissements libres) (p. 1224) ; demande de suspension présentée par le groupe de l'U.N.R. (p. 1225) ; adoption au scrutin (p. 1225); liste des votants (p. 1239); amendement de M. Boscary-Monsservin (création d'un institut de facultés), adoption (p. 1225); amendement de M. Fanton au nom de la Commission spéciale (avis des organismes consultatifs) (p. 1226); retrait (*ibid.*); amendement de M. Cathala (établissements existant) (p. 1226) ; adoption (*ibid.*) ; amendement de M. Fanton au nom de la Commission spéciale (p. 1226); retrait (*ibid.*) ; adoption de l'article modifié (p. 1226).

Art. 9 : *Accès aux établissements de promotion supérieure de travail* (p. 1226) ; amendement du Gouvernement (avis du conseil de l'enseignement supérieur) (p. 1226) ; réserve (p. 1227); suite de la discussion (p. 1231); rejet de l'amendement (p. 1232); adoption de l'article (*ibid.*).

Art. 10 : *Formation d'ingénieurs*, adoption (p. 1227).

SECTION III. — *Mesures propres à encourager la formation professionnelle.*

Art. 11 : *Rémunération* (p. 1227) ; amendement de M. Cassagne (*ibid.*) ; déclaré irrecevable en vertu de l'article 98 du Règlement (*ibid.*); amendement de M. Vannier (extension aux bénéficiaires de la promotion supérieure), adoption (*ibid.*); amendement de M. Fanton au nom de la Commission spéciale (avantages stagiaires des cours de perfectionnement), adoption (p. 1228); amendement de M. Fanton au nom de la Commission spéciale (prestations familiales), adoption (p. 1228) ; adoption de l'article 11 (p. 1228).

Art. 12 : adoption (p. 1228).

Art. 13 : *Rémunération du personnel des institutions de promotion sociale* (*ibid.*); amendement de M. Cassagne (cumul pour les bénéficiaires de la formation professionnelle du premier degré) (p. 1228); adoption (*ibid.*).

Article additionnel de M. Eugène-Claudius Petit (*Dispense de diplôme pour l'accès au concours*) (p. 1228); observations sur : le statut de la fonction publique (p. 1229) ; retrait de l'amendement (p. 1230).

Art. 14 : *Prêts aux salaires agricoles titulaires d'un certificat d'apprentissage* (p. 1230); amendement de M. Dronne (extension aux artisans) (*ibid.*); déclaré irrecevable (*ibid.*); article additionnel de M. Fanton au nom de la Commission spéciale (comité de coordination de la promotion sociale) (p. 1230) ; article additionnel analogue de M. Darchicourt (p. 1231) ; adoption de l'amendement de M. Fanton (*ibid.*); l'amendement de M. Darchicourt devient sans objet (*ibid.*).

Travail.

SECTION IV. — *Dispositions concernant les jeunes gens ayant servi en Algérie.*

Art. 15 : (p. 1232) ; amendement de M. Fanton au nom de la Commission spéciale (titre de la section IV) (p. 1232) ; adoption (*ibid.*) ; amendement de M. Fanton (militaires blessés en Algérie) (p. 1232) ; sous-amendement de M. de Sesmaisons (militaires évacués pour maladie) (*ibid.*) ; adoption du premier amendement de M. Fanton (p. 1233) ; observations sur : la notion de blessure et de maladie (*ibid.*) ; modification du sous-amendement de M. de Sesmaisons (p. 1234) ; adoption (*ibid.*) ; adoption du deuxième amendement de M. Fanton (*ibid.*) ; adoption de l'article 15 modifié (*ibid.*).

Art. 16 : (p. 1234) ; amendement de M. de Sesmaisons (militaires blessés ou malades), adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article (*ibid.*) ; Articles 17 et 18 (p. 1234) ; adoption (*ibid.*).

Article additionnel de M. Fanton au nom de la Commission spéciale (*Application par décrets*) (p. 1234) ; adoption (*ibid.*).

Article additionnel de M. Fanton au nom de la Commission spéciale (*extention par décret à l'Algérie*) (p. 1234) ; sous-amendement de M. Moulessehoul (adaptation au plan de Constantine) (*ibid.*) ; retrait (*ibid.*) ; amendement de M. Molinet (application immédiate à l'Algérie) (*ibid.*) ; retrait du sous-amendement de M. Molinet (*ibid.*) ; adoption de l'amendement de M. Fanton (*ibid.*) ; adoption au scrutin de l'ensemble du projet (p. 1235) ; liste des votants (p. 1241). = Orateurs : MM. Bacon, *Ministre du Travail* ; Bouloche, *Ministre de l'Education nationale* ; Cassagne, Cathala, Chazelle, Darchicourt, B. Denis, Mme Devaud, MM. Dronne, Fanton, *Rapporteur* ; Molinet, A. Moulessehoul, E.-C. Petit, Pleven, de Sesmaisons, Souchal, Trémolet de Villers, Triboulet, *Ministre des Anciens combattants et victimes de guerre* ; Villedieu.

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [27 juillet 1959] (p. 1513). Entendus : MM Fanton, *Rapporteur* ; Degraeve, Comte-Offenbach ; observations sur : les modifications apportées par le Sénat (p. 1513, 1514) ; le manque de professeurs à l'E.N.P. de Paris (p. 1515).

Art. 6 : adoption (p. 1515).

Art. 8 : (p. 1516) ; amendement de M. Fanton au nom de la Commission (écoles techniques privées qualifiées) (p. 1516) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article (*ibid.*).

Art. 11 et Art. 12 : adoption (p. 1516).

Art. 13 : (p. 1516) ; amendement de M. Fanton au nom de la Commission (obligation des personnels retraités) (*ibid.*) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article modifié (*ibid.*).

Art. 14 : (p. 1516) ; amendement de M. Fanton au nom de la Commission (diplôme nécessaire) (p. 1517) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article modifié (*ibid.*).

Art. 17 : adoption (p. 1517) ; adoption de l'ensemble du projet (*ibid.*). = Orateur : M. Fanton, *Rapporteur*.

**§ 2.** — Projet de loi tendant à harmoniser l'application des lois n° 57-1223 du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés et du 26 avril 1924 modifiée relative à l'emploi obligatoire des mutilés de guerre, présenté à l'Assemblée Nationale le 6 octobre 1959 par M. Paul Bacon, Ministre du Travail (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 264;** rapport le 26 avril 1960 par M. Camino, **n° 599.** Adoption le 21 juin 1960, en première lecture (p. 1440). — Projet de loi **n° 114.**

Transmis au Sénat le 23 juin 1960 (renvoyé à la Commission des affaires sociales), **n° 213 (année 1960-1961);** rapport le 13 juillet 1960 par M. Messaud, **n° 277 (année 1960-1961).** Adoption en première lecture le 27 octobre 1960. — Projet de loi **n° 5.**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 2 novembre 1960, **n° 910;** rapport le 24 novembre 1960 par M. Camino, **n° 971.** Adoption définitive en deuxième lecture le 16 décembre 1960 (p. 4699). — Projet de loi **n° 242.**

Loi n° 60-1434 du 27 décembre 1960, publiée au *J.O.* du 28 décembre 1960 (p. 11907).

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [21 juin 1960] (p. 1434). Entendus : MM. Mariotte, *Rapporteur suppléant ;* Triboulet, *Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre*, Lolive, Profichet, Garraud, Chazelle ; observations sur : le reclassement des travailleurs handicapés et l'emploi obligatoire des mutilés de guerre, l'harmonisation de la loi du 23 novembre 1957 et de la loi du 26 avril 1924 (p. 1434) ; le décret n° 59-954 du 3 août 1959 (p. 1434) ; les dispositions du projet, leur caractère « résiduel » par rapport au décret sus-visé (p. 1434, 1435) ; le salaire des travailleurs handicapés (p. 1435, 1436) ; la durée du préavis en cas de licenciement (p. 1435, 1436) ; l'exercice de l'action civile par les associations de travailleurs handicapés (p. 1435, 1436) ; le caractère restrictif du décret du 3 août 1959 par rapport à la loi du 23 novembre 1957, la non-application de ladite loi (p. 1436) ; l'emploi des mutilés de

guerre et le rôle du Ministère des Anciens combattants (p. 1435, 1436) ; l'emploi des infirmes mentaux (p. 1437); la création souhaitable d'ateliers protégés auprès des sanatoria (p. 1437); la création souhaitable d'une section spéciale dans les centres de formation professionnelle (p. 1437, 1438).

Art. 1er : *Abrogation de certains articles de la loi du 26 avril 1924 et de la loi n° 57-1223* du 28 novembre 1957 (p. 1438); adoption (*ibid.*).

Art. 2 : *Exercice de l'action civile par les associations de mutilés* (p. 1438) ; amendement de M. Nilès tendant à permettre l'exercice de l'action civile par les associations de travailleurs handicapés (p. 1438) ; amendement identique de M. Camino au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales (p.1438); adoption du texte commun des amendements (p. 1438); ce texte devient l'article 2 (*ibid.*).

Art. 3 : *Réservation d'emplois pour les travailleurs particulièrement handicapés* (p.1438); adoption (*ibid.*).

Art. 4 : *Salaire des bénéficiaires de la loi du 23 novembre 1957* (p. 1438); amendement de M. Nilès tendant à limiter à 20 0/0 la réduction possible de salaire (p. 1438); amendement de M. Camino au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales (réduction de salaires, fonction des rémunérations résultant des dispositions réglementaires ou conventionnelles) (p. 1438); observations sur : la nécessité de limiter la réduction de salaires (p. 1438); la nécessité de ne pas fixer de salaire inférieur au S.M.I.G. (p. 1438) ; les recours possibles devant la Commission départementale (p. 1438, 1439) ; rejet de l'amendement de M. Nilès (p. 1439); adoption de l'amendement de M. Camino (*ibid.*) ; adoption de l'article 4 modifié (*ibid.*).

Art. 5 : *Durée du préavis en cas de licenciement* (p. 1439) ; amendement de M. Nilès (application de l'article à tous les mutilés et travailleurs handicapés dont l'invalidité est au moins égale à 60 0/0) (p. 1439) ; amendement de M Camino au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales tendant à réserver l'application des dispositions plus favorables des conventions collectives (p. 1439); rejet de l'amendement de M. Nilès (p. 1439); adoption de l'amendement de M. Camino (*ibid.*); adoption de l'article modifié (p. 1439).

Explications de vote : Observations sur : l'application automatique de la loi aux départements d'outre mer (p. 1439); les dispositions restrictives du décret du 3 août 1959 (*ibid.*); le cas des infirmes mentaux (p. 1439); la création d'ateliers protégés (p. 1440) ; la création de sections spéciales dans les centres de formation professionnelle (p. 1440); la réunion du Conseil supérieur du reclassement (p. 1439, 1440) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1440). = Orateurs : MM. Bacon, *Ministre du Travail*; Cassagne, Darchicourt, Lolive, Mariotte, *Rapporteur suppléant*; de Villeneuve.

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [16 décembre 1960] (p. 4699). — Art 2 : *Exercice de l'action civile par les associations ayant pour objet la défense des intérêts des travailleurs handicapés et des mutilés de guerre*, adoption (p. 4699); adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

**§ 3.** — Projet de loi tendant à favoriser la formation économique et sociale des travailleurs appelés à exercer des responsabilités syndicales, présenté à l'Assemblée Nationale le 20 octobre 1959 par M. Paul Bacon, Ministre du Travail (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 316** ; rapport le 3 novembre 1959 par M. Rombeaut. **n° 334.** Adoption le 3 novembre 1959 (p. 2144). — Projet de loi **n° 52.**

Transmis au Sénat le 5 novembre 1959 (renvoyé à la Commission des affaires sociales), **n° 29 (année 1958-1959)**; rapport le 10 décembre 1959 par M. Dassaud, **n° 98 (année 1958-1959).** Adoption le 17 décembre 1959. — Projet de loi **n° 17 (année 1958-1959).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 18 décembre 1959, **n° 475**; rapport le 18 décembre 1959 par M. Rombeaut, **n° 476.** Adoption sans modification en deuxième lecture le 18 décembre 1959 (p. 3497). — Projet de loi **n° 88.**
Loi n° 59-1481 du 28 Décembre 1959 - J.O. du 29 Décembre 1959

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [3 novembre 1959] (p. 2136). Entendus : MM. Rombeaut, *Rapporteur* ; F. Grenier, Darchicourt, Boisdé; observations sur : les congés culturels (p. 2136); les différentes fonctions syndicales (*ibid.*); les cours et écoles organisés par les organisations syndicales (p. 2137); les instituts d'université (*ibid.*); les dispositions du projet (*ibid.*); le cas des stagiaires venant d'Afrique (p. 2138); celui des travailleurs étrangers établis en France (*ibid.*); les travailleurs agricoles (p. 2138); les méthodes de travail de l'Assemblée, la distribution tardive du rapport (p. 2138, 2140); l'histoire du mouvement ouvrier (p. 2139); les entraves mises par les patrons au libre exercice du droit syndical dans les entreprises (p. 2139) ; la nécessité de laisser les organisations syndicales organiser librement leurs écoles (p. 2139); les

Travail.

Travail.

crédits nécessaires à l'application du projet (p. 2140); le cas des travailleurs non salariés et notamment les dirigeants des petites entreprises (p. 2140); le précédent constitué par l'action de subventions à des instituts d'enseignement « non publics » (p. 2140); les cours organisés par le Conservatoire national des arts et métiers (p. 1240).

Art. 1er : *Formation des travailleurs appelés à des responsabilités syndicales* (p. 2141); amendement de MM. Rombeaut et Debray au nom de la Commission des affaires culturelles (préciser qu'il s'agit des travailleurs « salariés ») (p. 2141); adoption (*ibid.*); amendement de M. Lolive tendant à réserver le bénéfice du projet aux instituts d'université et de faculté et aux centres constitués par les organisations syndicales (p. 2141); observations sur : la nécessité de ne pas disperser les efforts et les crédits (p. 2141); celle d'une application souple du projet (*ibid*); le droit pour le Gouvernement d'arbitrer les les différends entre les confédérations (*ibid.*) ; la possibilité d'accorder le bénéfice du projet à des associations légalement constituées (p. 2142); rejet des amendements de M Lolive (*ibid.*); adoption de l'article premier (p. 2142).

Art. 2 : *Aide financière de l'Etat* (p. 2142); amendement de M. Nilès (priorité aux organismes créés par les syndicats) (*ibid.*); observations sur : la volonté du Gouvernement d'accorder plus spécialement aux organisations syndicales les crédits inscrits au budget du Ministère du Travail (p. 2142) ; retrait de l'amendement de M. Niles (*ibid.*); adoption de l'article 2 (p. 2142).

Art. 3 : *Programme à établir par les bénéficiaires, conventions à conclure avec l'Etat* (p. 2142); observations sur : les programmes, les matières enseignées (p. 2142, 2143) ; le contrôle du Gouvernement (p. 2143); l'utilisation possible dans un but de subversion (p. 2143); le respect de l'indépendance des organisations syndicales (p. 2144); amendement de M. Cermolacce (suppression du contrôle sur les matières enseignées) (p. 2144); rejet (*ibid.*); adoption de l'article 3 (p. 2144).

Adoption de l'ensemble du projet (p. 2144). = Orateurs : MM. Bacon, *Ministre du Travail;* Boisdé, Durbet, *Président de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales*, Fanton, F. Grenier, Lolive, B. Motte, Rombeaut, *Rapporteur*.

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [18 décembre 1959] (p. 3497). Entendu : M. J.-L. Chazelle, *Rapporteur suppléant* ; observations sur : les modifications apportées par le Sénat (p. 3497).

Art 1er : *Formations des travailleurs appelés à des responsabilités syndicales*, adoption (p. 3497).

Art. 2 : *Aide financière de l'Etat*, adoption (p. 3497).

Art. 3 : *Rapport à établir par les bénéficiaires — Conventions à conclure avec l'Etat*, adoption (p. 3497); adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3497).

**§ 4.** — Proposition de loi tendant à modifier la loi du 11 octobre 1940 sur les cumuls d'emplois, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 novembre 1959 par M. Frédéric-Dupont et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 408**; rapport le 13 juillet 1961 par M. Vayron, **n° 1366.**

**§ 5.** — Proposition de loi tendant à compléter l'article 9 de la loi n° 46-730 du 16 avril 1946 relative aux délégués du personnel, modifiée par les lois du 7 juillet 1947 et du 7 décembre 1951, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 mai 1960 par M. Bernasconi et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 615.**

**§ 6.** — Proposition de loi tendant à compléter l'article 10 de l'ordonnance du 22 février 1945 relative aux comités d'entreprise, modifiée par les lois des 16 mai 1946, 7 juillet 1947, 12 août 1950, 7 décembre 1951 et 9 janvier 1954, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 mai 1960 par M. Bernasconi et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 620.**

**§ 7.** — Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives à l'élection des membres des comités d'entreprises, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 mai 1960 par M. Van der Meersch (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 625** (1).

**§ 8.** — Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives à l'élection des délégués du personnel dans les entreprises, pré-

(1) Retirée par l'auteur [27 avril 1961] (p. 549).

sentée à l'Assemblée Nationale le 6 mai 1960 par M. Van der Meersch (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 626** (1).

**§ 9.** — Proposition de loi tendant à réglementer le droit de grève, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 juin 1960 par M. Clermontel (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 709.**

**§ 10.** — Proposition de loi tendant à modifier l'article 22 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 et l'article 16 de la loi n° 46-730 du 16 février 1946 en vue d'assurer la réintégration dans l'entreprise des représentants du personnel licenciés sans le respect des formalités légales, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 juillet 1960 par MM. Dolez et Rombeaut (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 855.**

**§ 11.** — Proposition de loi tendant à assurer le droit au travail par l'élimination des clauses arbitraires d'âge sur les marchés de l'embauche, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 octobre 1960 par M. Lepidi (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 898.**

**§ 12.** — Proposition de loi tendant à l'extension aux gens de maison du bénéfice de la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946 sur l'organisation de la médecine du travail, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 novembre 1960 par M. Le Duc (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 974**; rapport le 4 juillet 1962 par M. Rombeaut, **n° 1823.**

**§ 13.** — Proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'ordonnance du 7 janvier 1959 relative à l'association et à l'intéressement des travailleurs à l'entreprise, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961 par M. Schmittlein (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1136.**

**§ 14.** — Proposition de loi tendant à instituer des conseils d'entreprise, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1961 par M. Van der Meersch (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1164.**

**§ 15.** — Proposition de loi tendant à accélérer la promotion sociale, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1961 par M. Van der Meersch (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1167.**

**§ 16.** — Proposition de loi tendant à compléter et à modifier les dispositions de l'ordonnance n° 59-126 du 7 janvier 1959 tendant à favoriser l'association ou l'intéressement des travailleurs à l'entreprise, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1961 par M. Vanier (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1174.**

**§ 17.** — Proposition de loi relative à l'institution de sociétés de travail, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 juillet 1961 par M. Delbecque (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1356.**

**§ 18.** — Projet de loi accordant des congés non rémunérés aux travailleurs salariés et apprentis en vue de favoriser la formation de cadres et animateurs de la jeunesse, présenté au Sénat le 22 juillet 1961, par M. Michel Debré, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires culturelles), **n° 355 (année 1960-1961);** rapport le 30 novembre 1961, par M. René Tinant, **n° 94 (année 1961-1962).** Adoption le 5 décembre 1961. — Projet de loi **n° 35 (année 1961-1962).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 6 décembre 1961 (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1597;** rapport le 8 décembre 1961, par M. Le Tac, **n° 1605;** avis présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées le 11 décembre 1961, par M. Halbout, **n° 1612.** Adoption avec modification en première lecture le 12 décembre 1961 (p. 5526). — Projet de loi **n° 365.**

Transmis au Sénat le 13 décembre 1961, **n° 131 (année 1961-1962);** rapport le 14 décembre 1961, par M. Tinant, **n° 141 (année 1961-1962).** Adoption définitive en deuxième lecture le 15 décembre 1961. — Projet de loi **n° 61 (année 1961-1962).**

Loi n° 61-1448 du 29 décembre 1961, publiée au *J.O.* du 30 décembre 1961 (p. 12172).

(1) Retirée par l'auteur [27 avril 1961] (p. 549).

Travail.

**DISCUSSION** [12 décembre 1961] (p. 5521). Entendus : MM. Le Tac, *Rapporteur*; Halbout, *Rapporteur pour avis de la Commission de la défense nationale;* Darchicourt, Laudrin.

Observations sur : la formation des cadres des organisations de jeunesse et des organisations sportives (p. 5522, 5523) ; l'œuvre du Front populaire (p. 5523); la position du groupe socialiste (p. 5523); la proposition de la Commission de la défense nationale tendant à l'octroi de permissions spéciales aux jeunes gens sous les drapeaux (p. 5522, 5523).

Art. 1er à 3 : *Dispositions concernant la durée du congé*, adoption (p. 5524).

Article additionnel de M. Nilès (*tendant à préciser les conditions d'octroi du congé*), rejet (p. 5524).

Art. 4 : *Dispositions concernant les agents des services publics* (p. 5524); amendement de M. Halbout au nom de la Commission de la défense nationale tendant à supprimer les mots : « aux militaires » (p. 5524) ; réservé (*ibid.*) ; adoption (p. 5526) ; adoption de l'article (*ibid.*).

Art. 5 : *Décrets d'application* (p. 5524); amendement de M. Nilès tendant à supprimer le troisième alinéa (p. 5524) ; amendement devenu sans objet (*ibid.*) ; amendement de M. Halbout au nom de la Commission de la défense nationale (permissions spéciales pour les militaires) (p. 5524) ; observations sur le régime des permissions (p. 5525); les avantages et les inconvénients notamment psychologique d'une telle mesure (p. 5525) ; rejet (*ibid*) ; amendement de M. Nilès tendant à supprimer le cinquième alinéa (p. 5525); observations sur : la liste des organismes dont les activités ouvrent droit au congé (*ibid.*) ; rejet (p. 5526) ; amendement de M. Nilès tendant à supprimer le sixième alinéa (*ibid.*); amendement identique de M. Roulland ; observations sur : les peines applicables en cas d'infraction ; adoption du texte commun des amendements (*ibid.*); adoption de l'article 5 modifié (*ibid.*).

Article additionnel de M. Nilès (*Application en cas d'infraction des pénalités prévues aux articles 158 du Livre II du Code du travail*) (p. 5526).

Article additionnel de M. Roulland (*Contraventions fixées par un règlement d'administration publique*) (*ibid.*); rejet de l'amendement de M. Nilès (*ibid.*) ; adoption de celui de M. Roulland (*ibid.*).

Art. 6 : *Application aux départements algériens et sahariens*, adoption (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble du projet (*ibid.*).

Orateurs : MM. Darchicourt, Halbout, *Rapporteur pour avis de la Commission de la défense nationale* ; Laudrin, Le Tac, *Rapporteur* ; Nilès, Paye, *Ministre de l'Education nationale*; Roulland.

**§ 19.** — Proposition de loi tendant à organiser le recrutement des personnels administratifs et techniques des administrations du secteur privé, présentée à l'Assemblée Nationale le 21 mars 1962 par M. Frys (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1676.**

**§ 20.** — Proposition de loi tendant à compléter l'article 25 de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés, présentée à l'Assemblée Nationale le 21 mars 1962 par MM. Frédéric-Dupont et Debray (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1685.**

**§ 21.** — Projet de loi tendant à favoriser l'intéressement des travailleurs à l'entreprise, présenté à l'Assemblée Nationale le 24 avril 1962 par M. Paul Bacon, Ministre du Travail (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1691;** rapport le 27 juillet 1962 par M. Nou, **n° 1885.**

**§ 22.** — Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 7 janvier 1959 relative à l'intéressement des travailleurs à l'entreprise, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 mai 1962 par M. Moras (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1718.**

## TRAVAILLEURS.

— admis à la retraite. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 53.

— Aide aux aveugles. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 29.

— à domicile. — *Voy.* CODE DU TRAVAIL, 1 ; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 52.

— Etablissement d'un plan social. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 178.

— handicapés. — *Voy.* TRAVAIL (Réglementation du), 2.

— Intéressement des. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 20 ; TRAVAIL (Réglementation du), 21, 22.

**TRAVAILLEURS ALGÉRIENS.**

— Mesures vexatoires à l'égard des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 214.

**TRAVAILLEURS DU BATIMENT.**

— Indemnités aux. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 269.

**TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.**

— Immigration et emploi. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 117.

**TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS.**

— Cotisations pour les prestations familiales. — *Voy.* PRESTATIONS FAMILIALES, 2.

**TRAVAILLEUSES FAMILIALES.**

— *Voy.* SÉCURITÉ SOCIALE, 2.

**TRAVAUX.**

— d'électrification rurale. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 63.

**TRAVAUX PARLEMENTAIRES.**

— Interruption. — *Voy.* PROCÈS-VERBAL [18 juin 1959] (p. 888).

**TRAVERTINS.** — *Voy.* DOUANES, 13.

**TREIZE MAI 1958.** — *Voy.* ALGÉRIE ; DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 2 ; MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

**TRÉSOR.**

— Dispositions diverses — *Voy.* BUDGET DE 1959 (**n° 2**).

**TRÉSORERIE.**

— Situation de la. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**) [19 octobre 1961] (p. 2643).

**TRÉSOR PUBLIC.**

— Rattachement des départements sahariens au. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**) (Sahara) [20 novembre 1959] (p. 2731).

**TRIBUNAL DES PENSIONS.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 252.

**TRIBUNAL DE LA SEINE.**

— Création d'emploi de président-adjoint. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**), Art. 21 (Justice) [1er décembre 1961] (p. 5240).

**TRIBUNAUX.**

— d'exception. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 214.

**TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS.** — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Intérieur [3 novembre 1960] (p. 3024, 3028, 3031, 3032, 3034, 3039, 3041, 3043).

*Voy. aussi* : CONSEIL D'ÉTAT ET TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS.

**TRIBUNAUX JUDICIAIRES.**

**§ 1er.** — Projet de loi organique portant promotion exceptionnelle des Français musulmans dans la magistrature et modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958, présenté à l'Assemblée Nationale le 4 juin 1959 par M. Michelet, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 119** ; rapport le 23 décembre 1959 par M. Chelha, **n° 495.** Adoption le 29 décembre 1959. — Projet de loi **n° 100.**

Tribunaux judiciaires.

Transmis au Sénat le 29 décembre 1959, **n° 140 (année 1959-1960)**; rapport le 30 décembre 1959 par M. Achour, **n° 142 (année 1959-1960).** Adoption le 30 décembre 1959.

Loi organique n° 60-87 du 26 janvier 1960, publiée au *J.O.* du 28 janvier 1960 (p. 946) (1).

**DISCUSSION** [29 décembre 1959] (p. 3734). Entendus : MM. Chelha, *Rapporteur;* Marcay, Deschizeaux, Michelet, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; observations sur : l'organisation judiciaire en Algérie, la double hiérarchie de la juridiction civile, la cœxistence au sein de la justice musulmane, de la juridiction séculière et de la juridiction des cadis (p. 3734) ; le problème de la formation des élites en Algérie (p. 3735); la nécessité de ne pas créer des juges « au rabais » (p. 3735, 3736); l'absence de candidats musulmans au premier concours d'auditeurs de justice (p. 3736); la discussion du projet de réforme de la juridiction des cadis (p. 3736, 3737).

Art. 1er : *Participation des musulmans au concours de recrutement des auditeurs de justice*, adoption (p. 3737).

Art. 2 : *Création d'un concours spécial pour les musulmans non licenciés en droit* (p. 3737); amendement de M. Chelha au nom de la Commission des lois constitutionnelles tendant à réserver ce concours aux titulaires d'un diplôme de licence en droit « accélérée » (p. 3737); amendement de M. Foyer tendant à réserver ce concours aux titulaires du baccalauréat en droit (p. 3737); observations sur : le caractère trop rigoureux du texte proposé par la Commission, et le caractère trop peu sévère de celui proposé par le Gouvernement (p. 3737); la nécessité de permettre aux bénéficiaires de ce concours de poursuivre leur formation juridique en même temps que leur formation professionnelle (p. 3738); sous-amendement de M. Lauriol étendant les dispositions de l'article à tous les Français musulmans et non seulement à ceux originaires des départements algériens et sahariens (p. 3738); adoption du sous-amendement (p. 3739); rejet de l'amendement de M. Chelha (p. 3739); rejet de l'amendement de M. Foyer (p. 3739); adoption de l'article modifié (p. 3739).

Art. 3 : *Obligation pour les bénéficiaires de l'article 2 reçus au concours d'obtenir leur licence en droit avant leur nomination dans la magistrature* (*ibid.*); amendement de M. Chelha tendant à supprimer cet article (p. 3739); retrait (*ibid.*); adoption de l'article 3 (*ibid.*).

Art. 4 : *Intégration dans la magistrature de certains cadis et bachadels* (p. 3739) ; amendement de M. Chelha au nom de la Commission tendant à faciliter cet intégration (p. 3739); amendement analogue du Gouvernement (p. 3739); rejet de l'amendementde la Commission (p. 3740); adoption de l'amendement du Gouvernement qui devient l'article 4 (p. 3740).

Article additionnel de M. Molinet tendant à l'intégration dans la magistrature des cadis notaires, adoption (p. 3740).

Art. 5 : *Application de la présente loi par règlement d'administration publique* (p. 3740); amendement de M. Chelha au nom de la Commission des lois constitutionnelles remplaçant les règlements d'administration publique par une loi (p. 3740); observations sur : le caractère abberrant de cette disposition (p. 3740); rejet de l'amendement (*ibid.*); adoption de l'article 5 (p. 3740) ; adoption de l'ensemble du projet de loi organique (p. 3740). = Orateurs : MM. Chelha, *Rapporteur* ; Foyer, Lauriol, Michelet, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; Mignot, *Vice-Président de la Commission*; Molinet,

**§ 2.** — Projet de loi donnant compétence au tribunal de grande instance de Sarreguimines pour connaître de certaines infractions de douane et de change, présenté à l'Assemblée Nationale le 21 juillet 1959 par M. Antoine Pinay, Ministre des Finances et des Affaires économiques (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 212**; rapport le 29 octobre 1959 par M. Laurelli, **n° 330.** Adoption le 4 novembre 1959 (p. 2165). — Projet de loi **n° 56.**

Transmis au Sénat le 12 novembre 1959 (renvoyé à la Commission des lois), **n° 36 (2e session de 1959)**; rapport le 26 novembre 1959 par M. Schwartz, **n° 58 (2e session de 1959).** Adoption sans modification le 17 décembre 1959. — Projet de loi **n° 15.**

Loi n° 59-1477 du 28 décembre 1959, publiée au *J. O.* du 29 décembre 1959 (p. 12475).

**DISCUSSION** [4 novembre 1959] (p. 2164). Entendu : M. Laurelli, *Rapporteur ;* observations sur les conséquences de l'accord franco-allemand du 27 octobre 1956 et de la fin de la période transitoire. — Article unique, adoption (p. 2165).

**§ 3.** — Proposition de loi tendant à faire présider les conseils de prud'hommes par un

(1) Voir discussion du Conseil constitutionnel, *J. O.* du 20 janvier 1960.

magistrat, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 octobre 1959 par M. Fanton (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 292.**

**§ 4.** — Projet de loi organique relatif à l'intégration des juges de paix en service en Algérie dans le corps judiciaire unique, présenté au Sénat le 3 mai 1960 par M. Michelet, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles et de la législation), **n° 160 (année 1959-1960).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 19 juillet 1960 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles et de la législation), **n° 799**; rapport le 20 juillet 1960 par M. Portolano, **n° 811.** Adoption conforme le 21 juillet 1960. — Projet de loi **n° 167.**

Loi n° 60-867 du 17 août 1960, publiée au *J. O.* du 18 août 1960 (p. 7703).

**DISCUSSION** [21 juillet 1960] (p. 2124). Entendus : MM. Portolano, *Rapporteur;* Michelet, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice;* observations sur : l'intégration dans le cadre unique de la magistrature des juges de paix d'Algérie recrutés d'une façon contractuelle (p. 2124) ; l'application de la loi aux départements sahariens (p. 2127) ; le sens de l'expression « en service en Algérie » (*ibid.*). — Article unique : adoption (p. 2125).

**§ 5.** — Proposition de loi tendant à la publication, au *Journal Officiel*, du compte-rendu sténographique des débats du procès concernant M. Pierre Lagaillarde et ses co-accusés, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 novembre 1960 par M. Le Pen (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation et de l'administration générale de la République), **n° 918.**

**§ 6.** — Proposition de loi tendant à la réorganisation des juridictions de travail, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 décembre 1961 par M. Lolive et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1078.**

**§ 7.** — Proposition de loi tendant à instituer un ordre des experts judiciaires près les cours et tribunaux et à réglementer l'emploi du titre d'expert judiciaire, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961 par M. Charret (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1145.**

**§ 8.** — Proposition de loi tendant à instituer le vote par correspondance aux lieu et place du vote personnel à la mairie pour les élections aux tribunaux et aux chambres de commerce, ainsi que pour les élections aux conseils de prud'hommes, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 juillet 1961 par M Quinson (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1361.**

**§ 9.** — Proposition de loi tendant à l'organisation de l'expertise judiciaire, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 octobre 1961 par M. Sourbet (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1441.**

— Compétence en Algérie en matière d'accidents causés par les véhicules appartenant à une personne morale de droit public. — *Voy.* ALGÉRIE, 12.

## TROISIÈME AGE.

— Fonction pour les personnes du. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat, n° 31.

## TUBERCULOSE.

— Cliniques phtisiologiques (Régime). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 13.

## TUBERCULOSE BOVINE. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 1 [23 octobre 1959] (p. 1940, 1950).

## TUNISIE.

*Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT (Politique extérieure), n° 9; MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).

— Agriculteurs français. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 67.

— Convention commerciale et tarifaire. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 4 et 18.

— Evénements d'Algérie — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 10.

— Importation de vin en France. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nº 5.

— et ses rapports avec la France. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 5.

— Troupes fellaghas installées en. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 6 [15 décembre 1961].

— Versements faits par la France. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 11.

**TUNNEL SOUS LA MANCHE.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nº 47.

# U

**UNION AÉRO-MARITIME DE TRANSPORTS (U. A. T.).**

— Organisation des transports aériens dans les Etats de la Communauté. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**) (Travaux publics et Transports. — II. Aviation civile et commerciale) [17 novembre 1959] (p. 2506, 2508, 2509, 2510, 2511, 2513).

**UNION INTERPROFESSIONNELLE POUR L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (U. N. E. D. I. C.).**

— Chômage et utilisation des fonds de l'. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 42.

**U. N. E. S. C. O. (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture).**

— Garantie de l'Etat aux emprunts contractés par l'. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 866**), Art. 70 [8 novembre 1960] (p. 3417).

**UNION EUROPÉENNE DES PAIEMENTS (U.E.P.).** — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 3 [23 juin 1959] (p. 958).

**UNION FRANÇAISE (Assemblée de l').**

Projet de loi relatif à la caisse des retraites des membres de l'ancienne Assemblée de l'Union française, présenté à l'Assemblée Nationale le 20 mars 1962 par M. Michel Debré, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 1668**; rapport le 18 mai 1962 par M. Paul Coste-Floret, **n° 1724.** Adoption sans débat le 29 mai 1962 (p. 1354). — Projet de loi **n° 396.**

Transmis au Sénat le 5 mai 1962 (renvoyé à la Commission des lois), **n° 211 (année 1961-1962)**; rapport le 19 juin 1962 par M. Jean Fosset, **n° 227 (année 1961-1962).** Adoption sans modification le 19 juin 1962. — Projet de loi **n° 95 (année 1961-1962).**

Loi n° 62-698 du 27 juin 1962, publiée au *J.O.* du 28 juin 1962 (p. 6235).

**UNION GÉNÉRALE CINÉMATOGRAPHIQUE (U.G.C.).**

— Décision de l'Assemblée sur la publication d'un rapport relatif à l'Union générale cinématographique [3 mai 1962] (p. 848, 849). Entendus : la Présidente, M. Pezé; observations sur : les rapports de l'U.G.C. avec ses filiales et les filiales de ces filiales, l'évolution de l'U.G.C. depuis 1945.

*Voy.* aussi : COMMISSIONS DE CONTROLE.

**UNION GÉNÉRALE DES ÉTUDIANTS MUSULMANS ALGÉRIENS.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 23.

**UNION GÉNÉRALE DES ISRAÉLITES DE FRANCE.** — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 19.

**UNION GÉNÉRALE DES PÉTROLES.** — *Voy.* BUDGET DE 1961, (n° **866**) (Industrie) [8 novembre 1960] (p. 3339).

**UNION MONÉTAIRE OUEST-AFRICAINE.** — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 47.

**UNION NATIONALE DES ÉTUDIANTS DE FRANCE (U.N.E.F.).**

*Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 146.

— et rapports avec l'Union générale des étudiants musulmans algériens. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 23.

— et sursis. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 23.

— et syndicalisme universitaire. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 23.

**UNION POUR LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE (U.N.R).**

*Voy.* GROUPES.

— Position politique. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, n° 1.

**UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES (U.R.S.S.).**

*Voy.* GROUPES.

Rapport d'information présenté en application de l'article 144 du règlement au nom de la Commission des affaires étrangères, sur la politique soviétique de détente, présenté à l'Assemblée Nationale le 31 mai 1960 par M. Peyrefitte, **n° 662.**

*Voy.* EMPRUNTS, 1.

— Armée russe. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— Buts de sa politique. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 9.

— Changement de politique extérieure (printemps 1960). — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— et Chine. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— Sa conception de la coexistence pacifique. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— Conférence de Paris (printemps 1960). — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— Expansionnisme. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— Forces et faiblesses permanentes de l'. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— Immixtion en Asie et en Afrique. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT (Politique extérieure).

— Incident de l'U.2. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 10.

— Intransigeance. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 12.

— et plan de sept ans. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8 [10 décembre 1959] (p. 3293).

— Position de l'. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 16.

— Souci de la sécurité. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT (Politique extérieure) [30 avril 1959] (p. 398).

**UNION DES VINS DU BEAUJOLAIS.**

— Cotisation. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (n° **300**), Art. 2 (p. 2277).

**UNITÉ ATLANTIQUE.** — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5.

**UNITÉ DE LA RÉPUBLIQUE.**

*Voy.* GROUPES.

— Position politique. — *Voy.* MOTION DE CENSURE, 1.

**UNIVERSITÉ.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 49.

**UNIVERSITÉ DE PARIS.**

— Agrandissement de la Faculté de droit de Paris. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 242.

**URBANISME.**

*Voy.* CONSTRUCTION.

*Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 50; QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 232.

— Immeubles menaçant ruine, insalubres ou abandonnés. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 52.
— Infractions aux règles d'. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 211.
— Politique d'. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 17.

**USINES.**

— Fermeture et étalement des vacances. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 6.

**USUFRUIT.** — *Voy.* CODE CIVIL, 14.

**USURPATION.**

— de fonctions ou de titres. — *Voy.* TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 2.

**UTILISATEURS.**

— de margarine. — *Voy.* LAIT ET PRODUITS LAITIERS, 1.

# V


**VACANCES.**

— Etalement. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 6.

**VACANCES SCOLAIRES.**

*Voy.* ENSEIGNEMENT, 2.

— Aménagement des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 247.
— Etalement. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 6.

**VAGABONDAGE.** — *Voy.* CODE PÉNAL, 11.

**VALENTIN (M. Jean).**

— Son amendement tendant à la réduction du service militaire. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**) (Crédits militaires) [9 novembre 1961] (p. 4195 à 4599).

**VAR (Département du).**

*Voy.* CALAMITÉS PUBLIQUES.

— Communications téléphoniques dans le département du. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 227.
— Dégats causés par le feu et l'érosion dans le. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 167.
— Rupture du barrage de Malpasset. — *Voy.* CALAMITÉS PUBLIQUES, 1.

**VARSOVIE.**

— Convention de. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 49.

**VAUCLUSE.**

— Situation agricole dans le. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 45 *bis*.

**VÉHICULES A DEUX ROUES.**

— Accidents. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 61.
— Assurances. — *Voy.* ASSURANCES, 1.

**VENTE.**

*Voy.* DISTRIBUTION.

— à caractère international d'objets mobiliers. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 6.
— à crédit. — *Voy.* COMMERCE, 24.

— à crédit des automobiles. — *Voy.* AUTOMOBILES, 2.
— de fonds de commerce (droit de préemption). — *Voy.* FONDS DE COMMERCE, 1.
— d'immeubles, de fonds de commerce. — *Voy.* IMMEUBLES, 1.
— des salmonidés sauvages. — *Voy.* PÊCHE FLUVIALE, 1.
— à la sauvette. — *Voy.* COMMERCE, 1 et 3.

## VERRES TREMPÉS.

— Emploi obligatoire des — dans certaines fabrications. — *Voy.* SANTÉ PUBLIQUE (n° **1697**).

## VERSAILLES.

*Voy.* POUVOIRS PUBLICS, 1.
— Evasions de la prison de. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (n° **866**) (Justice) [28 octobre 1960] (p. 2954, 2958, 2959).

## VEUFS.

— Maintien dans les lieux. — *Voy.* LOYERS, 14.

## VEUVES DE GUERRE.

*Voy.* BUDGET DE 1961 (n° **866**), Art. 55 et 57 [8 novembre 1960] (p. 3336, 3337).
— Locaux insuffisament occupés. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 54.
— non remariées. — *Voy.* SÉCURITÉ SOCIALE, Dispositions générales, 5.
— Situation des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 253.

## VIANDE.

*Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 1.
— Commerce de la. — *Voy.* COMMERCE.
— Marché. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 62.
— Organisation de l'abattage. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 241.
— Organisation du marché de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 71.
— Production de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 71.

## VIANDES.

— Taxe de circulation. — *Voy.* BUDGET DE 1960, 3.

## VICTIMES DU DEVOIR.

— Pompiers. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 34.

## VICTIMES MILITAIRES EN ALGÉRIE.

*Voy.* ANCIENS COMBATTANTS, 3.

## VIE HUMAINE.

— Allongement. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 16.

## VIEILLARDS.

— *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 68.
— Allocations. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 243.
— Conditions d'existence des — au regard des lois sociales. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 236.
— Hospices et maisons de retraite — gestion municipale. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 136.
— Logements, foyers des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 279.
— Logements occupés par les — envoyés en maison de retraite. — *Voy.* LOGEMENT, 2.
— Maintien dans les lieux. — *Voy.* LOYERS, 13 et 14.
— leur situation. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

## VIEILLESSE.

§ 1er. — Rapport d'information fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la prolongation du temps moyen de la vie face aux problèmes de l'emploi et de la retraite, présenté à l'Assemblée Nationale le 4 juillet 1961, **n° 1300.**

§ 2. — Proposition de loi tendant à instituer un haut-commissariat aux personnes âgées, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 novembre 1961 par M. Dalbos (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 1548.**

*Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat, n° 39.

— Carte nationale de priorité. — *Voy.* AIDE ET ASSISTANCE SOCIALE, 5.

— Cas des anciens exploitants agricoles. — *Voy.* ORDRE DU JOUR (des séances) [30 juin 1960] (p. 1593).

— Comité national et Commission d'études. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 16; QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 118.

— Commissariat (Haut). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 16.

— Commission créée près du Premier Ministre. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 15.

— Fonds d'action sociale et fonds de solidarité. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 16.

— Problème. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nos 12 et 16.

## VIENNE.

— Accords de. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 3**) [17 mai 1962] (p. 1163).

**VIET-NAM.** — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT (Politique extérieure).

## VIEUX.

— Allocation supplémentaire des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 223.

## VIEUX TRAVAILLEURS.

*Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 31.

— Allocations aux. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 243.

— Commissions de première instance. — *Voy.* SÉCURITÉ SOCIALE, 1.

— et Fonds national de solidarité. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nos 64, 65, 66.

— Limite d'âge des. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 17.

— locataires. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nos 40, 41.

— Politique de l'emploi. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 117.

— Régime des retraites (Sécurité sociale). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nos 38, 39.

## VIGNES.

— Arrachage facultatif ou obligatoire. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 14.

## VIGNETTE.

— Eventuelle suppression. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 15.

— Problème de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 24.

## VIGNETTE AUTOMOBILE.

— Produit de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 68.

## VILLAGES.

— Retraite et d'accueil. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 16.

## VILLES.

— et urbanisme. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 7.

**VILLES JUMELÉES.** — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**), Affaires étrangères [6 novembre 1961] (p. 3743, 3748, 3753, 3754, 3758, 3759, 3760, 3761).

**VILLETTE.**

— Abattoirs de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 71.

*Voy. aussi* : AGRICULTURE, 18.

**VILLIERS-LE-BEL.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 210.

**VIN.**

*Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nos 1 et 37.

— Prix du — à la production. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 55.

**VINS.**

— du Beaujolais (Cotisation). — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**), Art. 2 (p. 2277).
— de Gaillac (Cotisation). — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**), Art. 2 (p. 2277).
— de pays. — *Voy.* VITICULTURE, 1.
— Taxe unique (Diminution). — *Voy.* IMPOTS INDIRECTS, 2.

**VIOLENCE.** — *Voy.* CINÉMA.

**VISITES.**

— prénuptiales. — *Voy.* SANTÉ PUBLIQUE, 8.

**VITESSE.**

— des véhicules automobiles (Limitation). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 69.

**VITICULTURE.**

**§ 1er.** — Proposition de loi tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles en vue d'améliorer la véritable qualité des vins et de renforcer la lutte contre l'alcoolisme (1), présentée à l'Assemblée Nationale le 24 juin 1959 par M. Burlot et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 179.**

(1) Ce document n'a pas été publié.

**§ 2.** — Proposition de loi tendant à améliorer la véritable qualité des vins et à renforcer la lutte contre l'alcoolisme, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 juillet 1959 par M. Burlot et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 248.**

**§ 3.** — Proposition de loi tendant à modifier le régime des prestations d'alcools viniques, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 juillet 1959 par M. Lalle (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 253.**

**§ 4.** — Proposition de loi tendant à l'indemnisation des viticulteurs victimes de calamités agricoles, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 mai 1960 par M. Boulin et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 624** (1).

**§ 5.** — Proposition de loi tendant à créer des zones de reconversion viticole, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1961 par M. Logier (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 1123.**

**§ 6.** — Proposition de loi tendant à interdire la fabrication de vins mousseux autres que le « Saint-Péray » sur le territoire des communes dont la production bénéficie de cette appellation contrôlée, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 juin 1961 par M. Waldeck Rochet (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 1279.**

— *Voy.* MINISTÈRES (Présentation du Cabinet de M. Debré).
— Fiscalité abusive. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 5.
— Fraudes. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 5.
— Importations abusives : vins étrangers, algériens, tunisiens, marocains. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 5.

(1) Retirée par l'auteur le 31 mai 1960.

— et Marché commun. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 5.

— Marché du vin (caractère spéculatif et fraudes). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 5.

— Marque commerciale. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 5 [13 novembre 1959] (p. 2419).

— Mesures en faveur de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 37.

— Politique du Gouvernement. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 5.

— Politique viticole. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 261.

— Prestations viniques. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 5.

— Prix (en baisse). — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 5.

— rentrée scolaire. — *Voy.* ENSEIGNEMENT, 2.

— Société d'intervention. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 5.

— Stockage et warants. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 5.

— Vins d'appellation contrôlée. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 5.

## VOIE EXPRESS « SUD-EST ».

— Construction et démolition d'immeubles. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 122.

## VOIE PUBLIQUE.

— Cas des photo-stoppeurs. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 151.

— Commerce sur la. — *Voy.* COMMERCE, 1.

## VOIES FLUVIALES.

— Protection des berges. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 35.

**VOIES NAVIGABLES.** — *Voy.* ÉCONOMIE NATIONALE, 1; PLAN (**n° 1573**) [29 mai 1962] (p. 1367); [6 juin 1961] (p. 1509); [7 juin 1962] (p. 1555, 1556); [19 juin 1962] (p. 1792, 1793, 1799).

## VOIRIE.

§ 1er — Proposition de loi tendant à faciliter le financement des constructions de ponts, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 novembre 1959 par MM. Lacoste-Lareymondie, Lacaze et Bignon (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 422.**

§ 2. — Proposition de loi relative à la réglementation des autorisations de voirie concernant les postes de distribution de carburants, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 juin 1961 par M. J.-P. David (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration de la République), **n° 1271**; rapport le 13 décembre 1961 par M. Hoguet, **n° 1626.**

## VOIRIE (Travaux de).

Taxes. — *Voy.* QUESTIONS ORALES, n° 51.

## VOIZARD (M.).

— Son rapport sur l'affaire Salasc. — *Voy.* BUDGET DE 1962 (**n° 1436**) (Justice) [12 novembre 1961] (p. 4481).

## VOL.

— de matières radioactives. — *Voy.* SANTÉ PUBLIQUE, 5.

## VOTE.

— Délégation du droit de — des parlementaires. — *Voy.* PARLEMENT.

— obligatoire. — *Voy.* ÉLECTIONS, 4.

## VOTE ÉLECTRONIQUE.

— Mise en service (sur la) [28 octobre 1959] (p. 2014). Entendus : MM. Mondon, le Président; [9 décembre 1959] (p. 3250). Entendus : M. Coste-Floret.

— Mise en œuvre, scrutin personnel à la tribune). — *Voy* MOTION DE CENSURE, n° 2 [5 mai 1960] (p. 676).

— Mise au point au sujet d'un vote [12 mai 1960] (p. 784, 785). Entendus : MM. Paul Mazurier, Charles Bosson, le Président; observations sur : le fonctionnement du vote électrique et sur les Députés retenus en réunion [1er juin 1960] (p. 1115). Entendus : MM. Ducos, le Président.

[7 juin 1960] (p. 1160). Entendus : MM. Christian Bonnet, le Président.

[21 juillet 1960] (p. 2090). Entendus : MM. Royer, le Président.

**VOTE PERSONNEL.** — *Voy.* ALLOCUTIONS.

**VOTE (Rectification de).** — *Voy.* PROCÈS-VERBAL; SCRUTIN.

**VOYAGE EN FRANCE.**

— de M. Adenauer. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 6 [27 octobre 1959] (p. 1962).

— de M. Khrouchtchev. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 6 [27 octobre 1959] (p. 1962).

— du Président de la République américaine (Eisenhower). — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 6 [27 octobre 1959] (p. 1962).

— de M. Selwyn Lloyd. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 6 [27 octobre 1959] (p. 1962).

**VOYAGEURS ET REPRÉSENTANTS DE COMMERCE.**

Proposition de loi tendant à prohiber l'usage de la clause de non-concurrence postérieure au contrat de travail des représentants de commerce, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 mai 1959 par M. Coulon (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 95** (1).

**VULGARISATION.**

— du progrès agricole. — *Voy.* BUDGET DE 1961 (**n° 866**), Art. 14 [27 octobre 1960] (p. 2842).

(1) Retirée par l'auteur le 29 juin 1959 (p. 1140).

# W

**WALLIS ET FUTUNA (Territoire de).** — *Voy.* ELECTIONS ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 13.

**WATTIGNIES.**

— Construction d'un centre d'éducation surveillée. — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 300**) (Justice) [16 novembre 1959] (p. 2473).

# Y

**YOUGOSLAVIE.**

— Diffusion de films de propagande sur ce pays. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 148.

# Z

**ZONE DE DÉSENGAGEMENT.** — *Voy.* DÉSENGAGEMENT.

**ZONE DE LIBRE ÉCHANGE.**

— et Marché commun. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 10.

**ZONE DE SALAIRES.** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nº 39.

**ZONES.**

— de conversion, critiques, sous-développées. — *Voy.* AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE.

— rurales. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nº 7.

— spéciales d'action rurale. — *Voy.* AGRICULTURE, 10.

**ZONES DE SALAIRES.**

*Voy.* SALAIRES.

— Abattements. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nº 140.

— Problème des. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 20.

— Suppression des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nº 244.

# ANNEXES

# Ire ANNEXE

## ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, DÉCRETS ET DÉCRETS-LOIS

**visés par les textes figurant à la présente table.**

**DÉCRETS.**

— **du 17 avril 1889.** — *Voy.* ALGÉRIE, 14, 15.

— **n° 46-2380 du 25 octobre 1946.** — *Voy.* TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 14.

— **du 5 septembre 1949.** — *Voy.* RÉSISTANCE, 1.

— **n° 52-152 du 13 février 1952.** — *Voy.* DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 4.

— **du 30 septembre 1953.** — *Voy.* AUTOMOBILES, 2.

— **n° 53-960 du 30 septembre 1953.** — *Voy.* BAUX COMMERCIAUX, 1, 5, 7, 8, 10.

— **n° 54-1251 du 20 décembre 1954.** — *Voy.* BAUX RURAUX, 4.

— **n° 54-1253 du 22 décembre 1954.** — *Voy.* AVOCATS, 1.

— **du 1er janvier 1956.** — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 15.

— **n° 56-112 du 24 janvier 1956.** — *Voy.* BAUX RURAUX, 4.

— **n° 58-1347 du 27 décembre 1958.** — *Voy.* LOYERS, 1.

— **n° 58-1348 du 27 décembre 1958.** — *Voy.* LOYERS, 1.

— **n° 59-171 du 7 février 1959.** — *Voy.* ORGANISATION ADMINISTRATIVE, 2.

— **n° 59-268 du 7 février 1959.** — *Voy.* DOUANES, 6.

— **n° 59-356 du 2 mars 1959.** — *Voy.* DOUANES, 7.

— **n° 59-357 dn 2 mars 1959.** — *Voy.* DOUANES, 3.

— **n° 59-373 du 6 mars 1959.** — *Voy.* DOUANES, 5.

— **n° 59-374 du 6 mars 1959.** — *Voy.* DOUANES, 4.

— **n° 59-402 du 11 mars 1959.** — *Voy.* DOUANES, 1.

— **n° 59-417 du 13 mars 1959.** — *Voy.* DOUANES, 2.

— **n° 59-636 du 5 mai 1959.** — *Voy.* DOUANES, 8.

— **n° 59-666 du 26 mai 1959.** — *Voy.* ARMÉE, 4.

— **n° 59-672 du 28 mai 1959.** — *Voy.* TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 5.

— **n° 59-790 du 5 juillet 1959.** — *Voy.* ALGÉRIE, 14.

— **n° 59-1051 du 7 septembre 1959.** — *Voy.* ANIMAUX, 2.

— **n° 59-1085 du 19 septembre 1959.** — *Voy.* DOUANES, 9.

— **n° 59-1128 du 28 septembre 1959.** — *Voy.* DOUANES, 10.

— **n° 59-1151 du 1er octobre 1959.** — *Voy.* DOUANES, 11.

— **n° 59-1185 du 20 octobre 1959.** — *Voy.* DOUANES, 12.

— **n° 59-1250 du 31 octobre 1959.** — *Voy.* DOUANES, 13.

— **n° 59-1258 du 4 novembre 1959.** — *Voy.* DOUANES, 14.

— **n° 59-1258 du 4 novembre 1959.** — *Voy.* DOUANES, 20.

— **n° 54-1123 du 10 novembre 1954.** — *Voy.* IMMEUBLES, 1.

— **n° 59-1299 du 17 novembre 1959.** — *Voy.* DOUANES, 15.

— **n° 59-1495 du 18 décembre 1959.** — *Voy.* DOUANES, 18.

— **n° 59-1494 du 28 décembre 1959.** — *Voy.* DOUANES, 16.

— **n° 59-1496 du 28 décembre 1959.** — *Voy.* DOUANES, 17.

— **n° 59-1497 du 28 décembre 1959.** — *Voy.* DOUANES, 19.

— **n° 60-8 du 12 janvier 1960.** — *Voy.* DOUANES, 20.

— **n° 60-53 du 18 janvier 1960.** — *Voy.* DOUANES, 21.

— **n° 60-160 du 20 février 1960.** — *Voy.* DOUANES, 24.

— **n° 60-310 du 31 mars 1960.** — *Voy.* ENSEIGNEMENT AGRICOLE, 2 ; *Voy.* ARMÉE, 16.

— **n° 60-430 du 6 mai 1960 (Ratification).** — *Voy.* BUDGET DE 1960 **(n° 690) Art. 31** [5 juillet 1960] (p. 1709).

— **n° 60-1263 du 29 avril 1960.** — *Voy.* ARMÉE, 25.

— **n° 60-344 du 8 avril 1960.** — *Voy.* DOUANES 25.

— **n° 60-436 du 7 mai 1960.** — *Voy.* DOUANES, 26.

— **n° 60-437 du 7 mai 1960.** — *Voy.* DOUANES, 27.

— **n° 60-635 du 2 juillet 1960.** — *Voy.* DOUANES, 30.

— **n° 61-251 du 17 mars 1961.** — *Voy.* ARMÉE, 26.

— **n° 61-672 du 28 juin 1961.** — *Voy.* ARMÉE, 31 et 35.

— **n° 61-695 du 3 juillet 1961.** — *Voy.* DOUANES, 36.

— **n° 61-956 du 3 juillet 1961.** — *Voy.* DOUANES, 37.

— **n° 61-1021 du 12 septembre 1961.** — *Voy.* DOUANES, 37.

— **n° 61-1053 du 20 septembre 1961.** — *Voy.* DOUANES, 39.

— **n° 61-1235 du 16 novembre 1961.** — *Voy.* ARMÉE, 39.

— **n° 61-1290 du 29 novembre 1961.** — *Voy.* ARMÉE, 36.

— **n° 61-1291 du 29 novembre 1961.** — *Voy.* ARMÉE, 36.

— **n° 61-1291 du 29 novembre 1961.** — *Voy.* ARMÉE, 36.

## DÉCRETS-LOIS.

— **du 18 avril 1939.** — *Voy.* ARMÉE.

— **du 18 avril 1939.** — *Voy.* ARMÉE.

— **du 12 mai 1960 (assurance-maladie : réglementation).** — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 25.

— **du 30 octobre 1935.** — *Voy.* ALSACE-LORRAINE, 2.

# IIe ANNEXE

## LOIS

**visées par les textes figurant à la présente table.**

**LOIS**

— **du 28 juillet 1824.** — *Voy.* APPELLATIONS D'ORIGINE, 2.

— **du 29 janvier 1831.** — *Voy.* CRÉANCES, (n° 1041).

— **du 21 mai 1836.** — *Voy.* COMMERCE, 19.

— **du 30 juin 1838.** — *Voy.* ALIÉNÉS, 1.

— **des 21 juin 1865 — 22 décembre 1888.** — *Voy.* DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 6.

— **du 5 avril 1884.** — *Voy.* COLLECTIVITÉS LOCALES, 10.

— **du 27 mai 1885.** — *Voy.* TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 1.

— **du 24 juillet 1889.** — *Voy.* ENFANCE (Protection de l'), 1.

— **du 18 décembre 1893.** — *Voy.* TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 3.

— **du 31 décembre 1905.** — *Voy.* AUTOMOBILES, 4.

— **du 16 juillet 1912.** — *Voy.* COMMERCE, 28.

— **du 22 juillet 1922.** — *Voy.* PENSIONS ET RETRAITES, 2.

— **du 26 avril 1924.** — *Voy.* TRAVAIL (Réglementation du), 2.

— **du 17 décembre 1926.** — *Voy.* MARINE MARCHANDE, 3.

— **du 4 mars 1929.** — *Voy.* ARMÉE DE MER, 2.

— **du 13 décembre 1932.** — *Voy.* ARMÉE DE MER, 2.

— **du 11 octobre 1940.** — *Voy.* TRAVAIL (Réglementation du).

— **du 16 novembre 1940.** — *Voy.* SOCIÉTÉS, 1.

— **du 9 mars 1941.** — *Voy.* BAUX RURAUX, 4.

— **du 23 mai 1942 (validée).** — *Voy.* TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 2.

— **du 5 mars 1943.** — *Voy.* POMPES FUNÈBRES, 1.

— **n° 46-730 du 16 février 1946.** — *Voy.* TRAVAIL (Réglementation du), 10.

— **n° 46-730 du 16 avril 1946.** — *Voy.* TRAVAIL (Réglementation du), 5.

— **n° 57-29 du 10 janvier 1947.** — *Voy.* MINES, 2.

— **n° 47-520 du 21 mars 1947.** — *Voy.* BIENS ALLEMANDS, 1.

— **n° 47-579 du 30 mars 1947 (art. 8).** — *Voy.* POLICE (Personnel de la), 2.

— **n° 47-413 du 30 juillet 1947.** — *Voy.* COLLECTIVITÉS LOCALES, 6.

— **n° 47-1680 du 3 septembre 1947.** — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 16.

— **n° 48-50 du 12 janvier 1948.** — *Voy.* AVOCATS, 1.

— **n° 48-466 du 21 mars 1948.** — *Voy.* BUDGET DE 1960 **(n° 690)** [5 juillet 1960] (p. 1691).

— **n° 48-1185 du 22 juillet 1948.** — *Voy.* ARMÉE. 17.

— **n° 48-1227 du 22 juillet 1948.** — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 16.

— **n° 48-1360 du 1er septembre 1948.** — *Voy.* LOYERS.

— **(art. 20).** — *Voy.* LOYERS, 13.

— *Voy.* LOYERS, 14.

— *Voy.* LOYERS, 7, 8, 10.

— **n° 49-418 du 25 mars 1949.** — *Voy.* LÉGION D'HONNEUR ET MÉDAILLE MILITAIRE, 9.

— **du 2 août 1949.** — *Voy.* PENSIONS ET RETRAITES.

— **du 2 août 1949.** — *Voy.* PENSIONS ET RETRAITES, 1

— **n° 50-400 du 3 avril 1950.** — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 5.

— **n° 50-879 du 29 juillet 1950.** — *Voy.* SÉCURITÉ SOCIALE (Dispositions générales), 2.

— **n° 57-46 du 11 janvier 1951.** — *Voy.* ENSEIGNEMENT (Dispositions générales), 9.

— **n° 51-714 du 7 juin 1951.** — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 16.

— **n° 51-1124 du 26 septembre 1951.** — *Voy.* PENSIONS ET RETRAITES, 1.

— **n° 51-1124 du 26 septembre 1951.** — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 2.

— **n° 51-1372 du 1er décembre 1951.** — *Voy.* LOYERS, 8.

— **n° 51-1509 du 31 décembre 1951.** — *Voy.* DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 4.

— **n° 53-79 du 7 février 1953.** — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 16.

— **n° 53-285 du 4 avril 1953.** — *Voy.* PENSIONS ET RETRAITES, 5.

— **n° 54-11 du 6 janvier 1954.** — *Voy.* MARINE MARCHANDE, 1.

— **n° 54-395 du 9 avril 1954.** — *Voy.* NATIONALITÉ, 1.

— **n° 54-411 du 13 avril 1954.** — *Voy.* TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 4.

— **n° 54-439 du 15 avril 1954.** — *Voy.* ALCOOLISME, 2.

— **n° 55-20 du 4 janvier 1955.** — *Voy.* PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, 1.

— **n° 56-258 du 16 mars 1956.** — *Voy.* ALGÉRIE, 11.

— **n° 56-334 du 23 mars 1956.** — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 2.

— **n° 56-639 du 30 juin 1956.** — *Voy.* SÉCURITÉ SOCIALE AGRICOLE.

— **n° 56-672 du 9 juillet 1956.** — *Voy.* ARMÉE, 20.

— **n° 56-1223 du 3 décembre 1956.** — *Voy.* LOYERS, 8.

— **n° 56-1327 du 29 décembre 1956.** — *Voy.* BUDGET DE 1960 (**n° 690**), Art. 7 [5 juillet 1960] (p. 1691, 1692).

— **n° 57-298 du 11 mars 1957.** — *Voy.* PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE, 1 et 2.

— **n° 57-1223 du 23 avril 1957.** — *Voy.* TRAVAIL (réglementation du), 2.

— **n° 57-871 du 1er août 1957.** — *Voy.* LOYERS, 2.

— **n° 52-208 du 27 février 1958.** — *Voy.* ASSURANCES, 2.

— **n° 59-410 du 31 juillet 1959.** — *Voy.* AMNISTIE, 3.

— **n° 59-940 du 31 juillet 1959.** — *Voy.* TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 11.

— **n° 59-960 du 31 juillet 1959.** — *Voy.* ARMÉE, 33.

— **n° 59-1483 du 28 décembre 1959.** — *Voy.* ALGÉRIE, 14.

— **n° 60-101 du 4 février 1960.** — *Voy.* ORDONNANCES, 5.

— **n° 60-773 du 30 juillet 1960.** — *Voy.* ORDONNANCES, 3 et 4.

— **n° 60-773 du 30 juillet 1960.** — *Voy.* ORDONNANCES, 4.

— **n° 60-1370 du 21 décembre 1960.** — *Voy.* TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 12.

# IIIe ANNEXE

## ORDONNANCES

**visées par les textes figurant à la présente table.**

### ORDONNANCES

— **du 23 novembre 1944.** — *Voy.* ALGÉRIE, 11.

— **du 13 décembre 1944.** — *Voy.* FONCTIONNAIRES.

— **n° 45-280 du 22 février 1945.** — *Voy.* TRAVAIL (Réglementation du), 6.

— **n° 45-1391 du 25 juin 1945.** — *Voy.* TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 4.

— **du 28 juin 1945.**—TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 2.

— **n° 45-1708 du 3 juillet 1945.** — *Voy.* CONSEIL D'ETAT ET TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS, 1.

— **du 2 août 1945.** — *Voy.* MINES, 2.

— **n° 45-2138 du 19 septembre 1945.** — *Voy.* EXPERTS-COMPTABLES, 1, 2 et 3.

— **n° 45-2184 du 24 septembre 1945.** — *Voy.* MÉDECINE, 2.

— **du 19 octobre 1945.** — *Voy.* SÉCURITÉ SOCIALE (Assurance vieillesse), 8.

— **n° 58-833 du 9 septembre 1958.** — **Abrogation de l'article 2.** — *Voy.* BUDGET DE 1960, **(n° 300), Art. 84** (p. 2353).

— **n° 58-917 du 7 octobre 1958.** — *Voy.* ARMÉE.

— **n° 58-1065 du 7 novembre 1958.** — *Voy.* ASSEMBLÉE NATIONALE, 2.

— **n° 58-1066 du 7 novembre 1958.** — *Voy.* PARLEMENT, 1 et 2.

— **n° 58-1097 du 15 novembre 1958.** — *Voy.* SÉNAT, 1.

— **n° 58-1210 du 13 décembre 1958.** — *Voy.* INDEMNITÉ PARLEMENTAIRE, 1 et 2.

— **n° 58-1270 du 22 décembre 1958.** — *Voy.* TRIBUNAUX JUDICIAIRES, 1.

— **n° 58-1298 du 23 décembre 1958.** — *Voy.* IMMEUBLES, 1.

— **n° 58-1306 du 23 décembre 1958.** — *Voy.* CODE CIVIL, 25.

— **n° 58-1341 du 27 décembre 1958.** — *Voy.* DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 3.

— **n° 58-1341 du 28 décembre 1958.** — *Voy.* MONNAIE, 1.

**— n° 58-1374 du 30 décembre 1958 (prorogation des dispositions de l'article 113).** — *Voy.* BUDGET DE 1960 **(n° 300) art. 58** (p. 2746).

**— n° 58-1442 du 31 décmbre 1958.** — *Voy.* LOYERS, 8.

**— n° 58-1442 du 31 décembre 1958.** — *Voy.* LOYERS, 16.

**— n° 59-2 du 2 janvier 1959.** — *Voy.* BUDGET, 1.

**— n° 59-24 du 3 janvier 1959.** — *Voy.* LOYERS, 2.

**— n° 59-28 du 5 janvier 1959.** — *Voy.* JEUNESSE (Protection de la).

**— n° 59-30 du 5 janvier 1959.** — *Voy.* COLLECTIVITÉS LOCALES, 1, 5.

**— n° 59-30 du 5 janvier 1959 (art. 8).** — *Voy.* BUDGET DE 1962 **(n° 1436) (Intérieur)** [30 octobre 1961] (p. 3628, 3629).

**— n° 59-41 du 3 janvier 1959.** — *Voy.* ALGÉRIE, 8.

**— n° 59-30 du 5 janvier 1959.** — *Voy.* COLLECTIVITÉS LOCALES, 13, 14.

**— n° 59-32 du 5 janvier 1959.** — *Voy.* ALGÉRIE, 10.

**— n° 59-126 du 7 janvier 1959.** — *Voy.* TRAVAIL (Réglementation du), 5.

**— n° 59-225 du 4 février 1959.** — *Voy.* ASSEMBLÉE NATIONALE, 2.

**— n° 59-227 du 4 février 1959.** — *Voy.* ASSEMBLÉE NATIONALE, 1. *Voy.* AUSSI ÉLECTIONS, 1.

**— n° 59-235 du 4 février 1959.** — *Voy.* CONSTRUCTIONS IMMOBILIÈRES.

**— n° 59-239 du 4 février 1959.** — *Voy.* LOYERS, 13.

**— n° 59-272 du 4 février 1959.** — *Voy.* COLLECTIVITÉS LOCALES, 1, 5, 13.

**— n° 60-1101 du 15 octobre 1960.** — *Voy.* DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 12.

**— n° 60-1253 du 29 avril 1960.** — *Voy.* ALCOOLISME, 6.

**— n° 60-1235 du 29 novembre 1960.** — *Voy.* ALCOOLISME, 6, 9.

**— n° 60-1257 du 29 novembre 1960.** — *Voy.* ALCOOLISME, 9.

# IVe ANNEXE

## TABLEAU RÉCAPITULATIF

### des Impressions insérées en annexe au Journal Officiel (Documents de l'Assemblée Nationale).

| Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. | Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. | Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Réunion constitutive | 1 | 30 | O. 1959 | 25 | 60 | O. 1959 | 45 |
| 2 | — | 1 | 31 | — | 26 | 61 | — | 45 |
| 3 | Ext. 1959 | 2 | 32 | — | 27 | 62 | — | 46 |
| 4 | — | 9 | 33 | — | 28 | 63 | — | 46 |
| 5 | — | 9 | 34 | — | 29 | 64 | — | 46 |
| 6 | — | 9 | 35 | — | 29 | 65 | — | 47 |
| 7 | — | 10 | 36 | — | 30 | 66 | — | 49 |
| 8 | — | 11 | 37 | — | 30 | 67 | — | 51 |
| 9 | — | 12 | 38 | — | 31 | 68 | — | 51 |
| 10 | — | 12 | 39 | — | 32 | 69 | — | 52 |
| 11 | — | 12 | 40 | — | 33 | 70 | — | 52 |
| 12 | — | 13 | 41 | — | 33 | 71 | — | 53 |
| 13 | — | 14 | 42 | — | 34 | 72 | — | 53 |
| 14 | — | 14 | 43 | — | 34 | 73 | — | 54 |
| 15 | — | 14 | 44 | — | 35 | 74 | — | 63 |
| 16 | O. 1959 | 15 | 45 | — | 35 | 75 | — | 63 |
| 17 | — | 16 | 46 | — | 36 | 76 | — | 63 |
| 18 | — | 16 | 47 | — | 36 | 77 | — | 64 |
| 19 | — | 17 | 48 | — | 37 | 78 | — | 64 |
| 20 | — | 17 | 49 | — | 37 | 79 | — | 65 |
| 21 | — | 18 | 50 | — | 38 | 80 | — | 65 |
| 22 | — | 18 | 51 | — | 38 | 81 | — | 67 |
| 23 | — | 22 | 52 | — | 39 | 82 | — | 68 |
| 24 | — | 22 | 53 | — | 39 | 83 | — | 68 |
| 25 | — | 22 | 54 | — | 39 | 84 | — | 69 |
| 26 | — | 23 | 55 | — | 40 | 85 | — | 69 |
| 27 | — | 24 | 56 | — | 44 | 86 | — | 70 |
| 28 | — | 24 | 57 | — | 44 | 87 | — | 70 |
| 29 | — | 25 | 58 | — | 44 | 88 | — | 71 |
| | | | 59 | — | 45 | 89 | — | 71 |

| Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. | Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. | Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **90** | O. 1959 | 72 | **140** | O. 1959 | 172 | **190** | O. 1959 | 281 |
| **91** | — | 73 | **141** | — | 172 | **191** | — | 282 |
| **92** | — | 101 | **142** | — | 172 | **192** | — | 282 |
| **93** | — | 102 | **143** | — | 173 | **193** | — | 283 |
| **94** | — | 103 | **144** | — | 174 | **194** | — | 283 |
| **95** | — | 103 | **145** | — | 174 | **195** | — | 283 |
| **96** | — | 103 | **146** | — | 193 | **196** | — | 286 |
| **97** | — | 104 | **147** | — | 194 | **197** | — | 286 |
| **98** | — | 104 | **148** | — | 194 | **198** | — | 287 |
| **99** | — | 105 | **149** (rectifié) | — | 194 | **199** | — | 288 |
| **100** | — | 105 | **150** | — | 197 | **200** | — | 288 |
| **101** | — | 106 | **151** | — | 198 | **201** | — | 289 |
| **102** | — | 107 | **152** | — | 198 | **202** | — | 293 |
| **103** | — | 108 | **153** | — | 199 | **203** | — | 293 |
| **104** | — | 108 | **154** | — | 200 | **204** | — | 293 |
| **105** | — | 111 | **155** | — | 202 | **205** | — | 294 |
| **106** | — | 121 | **156** | — | 202 | **206** | — | 295 |
| **107** | — | 122 | **157** | — | 202 | **207** | — | 295 |
| **108** | — | 122 | **158** | — | 202 | **208** | — | 299 |
| **109** | — | 122 | **159** | — | 203 | **209** | — | 300 |
| **110** | — | 123 | **160** | — | 203 | **210** | — | 301 |
| **111** | — | 124 | **161** | — | 226 | **211** | — | 303 |
| **112** | — | 126 | **162** | — | 226 | **212** | — | 304 |
| **113** | — | 127 | **163** | — | 227 | **213** | — | 304 |
| **114** | — | 127 | **164** | — | 227 | **214** | — | 304 |
| **115** | — | 128 | **165** | — | 227 | **215** | — | 305 |
| **116** | — | 129 | **166** (rectifié) | — | 228 | **216** | — | 305 |
| **117** | — | 129 | **167** | — | 229 | **217** | — | 307 |
| **118** | — | 131 | **168** | — | 230 | **218** | — | 307 |
| **119** | — | 132 | **169** | — | 231 | **219** | — | 307 |
| **120** | — | 132 | **170** | — | 233 | **220** | — | 308 |
| **121** | — | 133 | **171** | — | 238 | **221** | — | 313 |
| **122** | — | 133 | **172** | — | 239 | **222** | — | 313 |
| **123** | — | 137 | **173** | — | 240 | **223** | — | 314 |
| **124** | — | 138 | **174** | — | 245 | **224** | — | 315 |
| **125** | — | 145 | **175** | — | 257 | **225** | — | 315 |
| **126** | — | 146 | **176** | — | 261 | **226** | — | 316 |
| **127** | — | 146 | **177** | — | 267 | **227** | — | 317 |
| **128** | — | 146 | **178** | — | 267 | **228** | — | 341 |
| **129** | — | 147 | **179** | — | 268 | **229** | — | 342 |
| **130** | — | 155 | **180** | — | 268 | **230** | — | 344 |
| **131** | — | 155 | **181** | — | 271 | **231** | — | 344 |
| **132** | — | 156 | **182** | — | 274 | **232** | — | 345 |
| **133** | — | 157 | **183** | — | 275 | **233** | — | 345 |
| **134** | — | 168 | **184** | — | 276 | **234** | — | 346 |
| **135** | — | 169 | **185** | — | 277 | **235** | — | 346 |
| **136** | — | 169 | **186** | — | 278 | **236** | — | 347 |
| **137** | — | 170 | **187** | — | 280 | **237** (rectifié) | — | 348 |
| **138** | — | 170 | **188** | — | 280 | **238** | — | 349 |
| **139** | — | 171 | **189** | — | 281 | **239** | — | 349 |

| Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. |
|---|---|---|
| **240** (rectifié) | O. 1959 | 349 |
| **241** | — | 349 |
| **242** | — | 350 |
| **243** | — | 350 |
| **244** | — | 351 |
| **245** | — | 351 |
| **246** | — | 352 |
| **247** | — | 352 |
| **248** | — | 353 |
| **249** | — | 353 |
| **250** | — | 355 |
| **251** | — | 355 |
| **252** | — | 357 |
| **253** | — | 358 |
| **254** | — | 359 |
| **255** | — | 360 |
| **256** | — | 360 |
| **257** | — | 361 |
| **258** | — | 362 |
| **259** | — | 363 |
| **260** | — | 363 |
| **261** | — | 364 |
| **262** | — | 365 |
| **263** | — | 365 |
| **264** | — | 366 |
| **265** | — | 367 |
| **266** | — | 368 |
| **267** | — | 368 |
| **268** | — | 369 |
| **269** | — | 369 |
| **270** | — | 370 |
| **271** | — | 378 |
| **272** | — | 379 |
| **273** | — | 379 |
| **274** | — | 380 |
| **275** | — | 381 |
| **276** | — | 382 |
| **277** | — | 383 |
| **278** | — | 383 |
| **279** | — | 383 |
| **280** | — | 384 |
| **281** | — | 384 |
| **282** | — | 384 |
| **283** | — | 387 |
| **284** | — | 388 |
| **285** | — | 388 |
| **286** | — | 389 |
| **287** | — | 389 |
| **288** | — | 390 |
| **289** | — | 390 |
| **290** | O. 1959 | 391 |
| **291** | — | 391 |
| **292** | — | 392 |
| **293** | — | 392 |
| **294** | — | 393 |
| **295** | — | 393 |
| **296** | — | 394 |
| **297** | — | 394 |
| **298** | — | 395 |
| **299** | — | 395 |
| **300** | — | 397 |
| **301** | 1re - O. 1959-1960 | 433 |
| **302** | — | 513 |
| **303** | — | 513 |
| **304** | — | 514 |
| **305** | — | 514 |
| **306** | — | 515 |
| **307** | — | 519 |
| **308** | — | 520 |
| **309** | — | 520 |
| **310** | — | 520 |
| **311** | — | 521 |
| **312** | — | 521 |
| **313** | — | 521 |
| **314** | — | 523 |
| **315** | — | 529 |
| **316** | — | 529 |
| **317** | — | 530 |
| **318** | — | 530 |
| **319** | — | 531 |
| **320** | — | 531 |
| **321** | — | 532 |
| **322** | — | 532 |
| **323** | — | 533 |
| **324** | — | 533 |
| **325** | — | 534 |
| **326** | — | 534 |
| **327** | — | 535 |
| **328** | — | 537 |
| **329** | — | 885 |
| **330** | — | 885 |
| **331** | — | 886 |
| **332** | — | 886 |
| **333** | — | 886 |
| **334** | — | 889 |
| **335** | — | 890 |
| **336** | — | 890 |
| **337** | — | 891 |
| **338** | — | 892 |
| **339** | 1re - O. 1959-1960 | 893 |
| **340** | — | 981 |
| **341** | — | 981 |
| **342** | — | 982 |
| **343** | — | 982 |
| **344** | — | 983 |
| **345** | — | 983 |
| **346** | — | 984 |
| **347** | — | 984 |
| **348** | — | 986 |
| **349** | — | 986 |
| **350** | — | 987 |
| **351** | — | 987 |
| **352** | — | 988 |
| **353** | — | 988 |
| **354** | — | 988 |
| **355** | — | 989 |
| **356** | — | 989 |
| **357** | — | 997 |
| **358** | — | 998 |
| **359** | — | 999 |
| **360** | — | 1000 |
| **361** | — | 1000 |
| **362** | — | 1002 |
| **363** | — | 1003 |
| **364** | — | 1006 |
| **365** | — | 1008 |
| **366** | — | 1011 |
| **367** | — | 1013 |
| **368** | — | 1023 |
| **369** | — | 1027 |
| **370** | — | 1029 |
| **371** | — | 1033 |
| **372** | — | 1035 |
| **373** | — | 1037 |
| **374** | — | 1039 |
| **375** | — | 1041 |
| **376** | — | 1043 |
| **377** | — | 1045 |
| **378** | — | 1047 |
| **379** | — | 1048 |
| **380** | — | 1049 |
| **381** | — | 1052 |
| **382** | — | 1053 |
| **383** | — | 1054 |
| **384** | — | 1054 |
| **385** | — | 1054 |
| **386** | — | 1055 |
| **387** | — | 1055 |

| Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. |
|---|---|---|
| — | — | — |
| | 1re - O. 1959-1960 | |
| **388** | | 1056 |
| **389** | — | 1072 |
| **390** | — | 1072 |
| **391** | — | 1075 |
| **392** | — | 1076 |
| **393** | — | 1076 |
| **394** | — | 1077 |
| **395** | — | 1090 |
| **396** | — | 1091 |
| **397** | — | 1093 |
| **398** | — | 1095 |
| **399** | — | 1109 |
| **400** | — | 1111 |
| **401** | — | 1118 |
| **402** | — | 1120 |
| **403** | — | 1120 |
| **404** | — | 1120 |
| **405** | — | 1121 |
| **406** | — | 1126 |
| **407** | — | 1126 |
| **408** | — | 1127 |
| **409** | — | 1128 |
| **410** | — | 1128 |
| **411** | — | 1128 |
| **412** | — | 1129 |
| **413** | — | 1133 |
| **414** | — | 1134 |
| **415** | — | 1134 |
| **416** | — | 1134 |
| **417** | — | 1135 |
| **418** | — | 1135 |
| **419** | — | 1136 |
| **420** | — | 1136 |
| **421** | — | 1138 |
| **422** | — | 1138 |
| **423** | — | 1139 |
| **424** | — | 1141 |
| **425** | — | 1142 |
| **426** | — | 1143 |
| **427** | — | 1145 |
| **428** | — | 1177 |
| **429** | — | 1178 |
| **430** | — | 1178 |
| **431** | — | 1179 |
| **432** | — | 1179 |
| **433** | — | 1180 |
| **434** | — | 1181 |
| **435** | — | 1181 |
| **436** | — | 1183 |

| Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. |
|---|---|---|
| — | — | — |
| | 1re - O. 1959-1960 | |
| **437** | | 1185 |
| **438** | — | 1187 |
| **439** | — | 1187 |
| **440** | — | 1190 |
| **441** | — | 1191 |
| **442** | — | 1192 |
| **443** | — | 1193 |
| **444** | — | 1194 |
| **445** | — | 1195 |
| **446** | — | 1195 |
| **447** | — | 1195 |
| **448** | — | 1197 |
| **449** | — | 1197 |
| **450** | — | 1197 |
| **451** | — | 1198 |
| **452** | — | 1201 |
| **453** | — | 1202 |
| **454** | — | 1202 |
| **455** | — | 1203 |
| **456** | — | 1203 |
| **457** | — | 1204 |
| **458** | — | 1204 |
| **459** | — | 1205 |
| **460** | — | 1205 |
| **461** | — | 1205 |
| **462** | — | 1206 |
| **463** | — | 1207 |
| **464** | — | 1207 |
| **465** | — | 1209 |
| **466** | — | 1211 |
| **467** | — | 1237 |
| **468** | — | 1246 |
| **469** | — | 1246 |
| **470** | — | 1247 |
| **471** | — | 1249 |
| **472** | — | 1253 |
| **473** | — | 1254 |
| **474** | — | 1255 |
| **475** | — | 1255 |
| **476** | — | 1256 |
| **477** | — | 1256 |
| **478** | — | 1256 |
| **479** | — | 1256 |
| **480** | — | 1257 |
| **481** | — | 1259 |
| **482** | — | 1259 |
| **483** | — | 1259 |
| **484** | — | 1260 |
| **485** | — | 1260 |

| Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. |
|---|---|---|
| — | — | — |
| | 1re - O. 1959-1960 | |
| **486** | | 1260 |
| | 1re - E. 1959-1960 | |
| **487** | | 1261 |
| **488** | — | 1269 |
| **489** | — | 1270 |
| **490** | — | 1293 |
| **491** | — | 1295 |
| **492** | — | 1296 |
| **493** | — | 1296 |
| **494** | — | 1296 |
| **495** | — | 1297 |
| **496** | — | 1298 |
| **497** | — | 1299 |
| **498** | — | 1299 |
| **499** | — | 1300 |
| **500** | — | 1300 |
| **501** | — | 1301 |
| **502** | — | 1303 |
| **503** | — | 1303 |
| **504** | — | 1304 |
| **505** | — | 1304 |
| **506** | — | 1305 |
| **507** | — | 1305 |
| **508** | — | 1306 |
| **509** | — | 1306 |
| **510** | — | 1306 |
| **511** | — | 1307 |
| **512** | — | 1308 |
| **513** | — | 1309 |
| **514** | — | 1310 |
| **515** | — | 1311 |
| **516** | — | 1311 |
| **517** | — | 1312 |
| **518** | — | 1312 |
| **519** | — | 1313 |
| **520** | — | 1313 |
| **521** | — | 1313 |
| **522** | — | 1313 |
| **523** | — | 1314 |
| **524** | — | 1314 |
| **525** | — | 1318 |
| **526** | — | 1321 |
| **527** | — | 1333 |
| | 2e - E. 1959-1960 | |
| **528** | | 1 |
| **529** | — | 2 |
| **530** | — | 2 |
| **531** | — | 3 |
| **532** | — | 5 |

| Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. |
|---|---|---|
| — | — | — |
| | 2e - E. 1959-1960 | |
| **533** | | 5 |
| **534** | — | 6 |
| **535** | — | 6 |
| **536** | — | 6 |
| **537** | — | 6 |
| **538** | — | 7 |
| **539** | — | 8 |
| **540** | — | 8 |
| **541** | — | 8 |
| **542** | — | 8 |
| **543** | — | 9 |
| **544** | — | 9 |
| **545** | — | 9 |
| | 2e - O. 1959-1960 | |
| **546** | | 13 |
| **547** | — | 13 |
| **548** | — | 14 |
| **549** | — | 14 |
| **550** | — | 15 |
| **551** | — | 17 |
| **552** | — | 17 |
| **553** | — | 17 |
| **554** | — | 18 |
| **555** | — | 18 |
| **556** | — | 19 |
| **557** | — | 20 |
| **558** | — | 27 |
| **559** | — | 29 |
| **560** | — | 32 |
| **561** | — | 35 |
| **562** | — | 39 |
| **563** | — | 42 |
| **564** | — | 45 |
| **565** | — | 47 |
| **566** | — | 52 |
| **567** | — | 52 |
| **568** | — | 54 |
| **569** | — | 55 |
| **570** | — | 55 |
| **571** | — | 55 |
| **572** | — | 56 |
| **573** | — | 57 |
| **574** | — | 58 |
| **575** | — | 58 |
| **576** | — | 58 |
| **577** | — | 58 |
| **578** | — | 60 |
| **579** | — | 61 |
| **580** | — | 62 |

| Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. |
|---|---|---|
| — | — | — |
| | 2e - O. 1959-1960 | |
| **581** | | 62 |
| **582** | — | 62 |
| **583** | — | 63 |
| **584** | — | 63 |
| **585** | — | 63 |
| **586** | — | 64 |
| **587** | — | 64 |
| **588** | — | 66 |
| **589** | — | 66 |
| **590** | — | 67 |
| **591** | — | 67 |
| **592** | — | 68 |
| **593** | — | 71 |
| **594** | — | 77 |
| **595** | — | 109 |
| **596** | — | 111 |
| **597** | — | 113 |
| **598** | — | 120 |
| **599** | — | 129 |
| **600** | — | 129 |
| **601** | — | 131 |
| **602** | — | 132 |
| **603** | — | 139 |
| **604** | — | 140 |
| **605** | — | 141 |
| **606** | — | 149 |
| **607** | — | 149 |
| **608** | — | 150 |
| **609** | — | 150 |
| **610** | — | 151 |
| **611** | — | 151 |
| **612** | — | 152 |
| **613** | — | 152 |
| **614** | — | 154 |
| **615** | — | 155 |
| **616** | — | 156 |
| **617** | — | 156 |
| **618** | — | 157 |
| **619** | — | 158 |
| **620** | — | 159 |
| **621** | — | 159 |
| **622** | — | 159 |
| **623** | — | 160 |
| **624** | — | 161 |
| **625** | — | 161 |
| **626** | — | 161 |
| **627** | — | 162 |
| **628** | — | 165 |
| **629** | — | 168 |

| Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. |
|---|---|---|
| — | — | — |
| | 2e - O. 1959-1960 | |
| **630** | | 169 |
| **631** | — | 169 |
| **632** | — | 169 |
| **633** | — | 170 |
| **634** | — | 170 |
| **635** | — | 171 |
| **636** | — | 171 |
| **637** | — | 172 |
| **638** | — | 173 |
| **639** | — | 177 |
| **640** | — | 182 |
| **641** | — | 184 |
| **642** | — | 184 |
| **643** | — | 185 |
| **644** | — | 186 |
| **645** | — | 186 |
| **646** | — | 187 |
| **647** | — | 187 |
| **648** | — | 188 |
| **649** | — | 189 |
| **650** | — | 191 |
| **651** | — | 192 |
| **652** | — | 192 |
| **653** | — | 194 |
| **654** | — | 194 |
| **655** | — | 195 |
| **656** | — | 195 |
| **657** | — | 196 |
| **658** | — | 196 |
| **659** | — | 196 |
| **660** | — | 197 |
| **661** | — | 199 |
| **662** | — | 200 |
| **663** | — | 203 |
| **664** | — | 213 |
| **665** | — | 214 |
| **666** | — | 214 |
| **667** | — | 214 |
| **668** | — | 216 |
| **669** | — | 216 |
| **670** | — | 217 |
| **671** | — | 220 |
| **672** | — | 220 |
| **673** | — | 221 |
| **674** | — | 222 |
| **675** | — | 222 |
| **676** | — | 223 |
| **677** | — | 224 |
| **678** | — | 226 |

| Nos d'impressions | Session. | Pages du J. O. | Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. | Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | 2e - O. 1959-1960 | | | 2e - O. 1959-1960 | | | 2e - O. 1959-1960 | |
| **679**..... | | 227 | **728**..... | | 331 | **777**..... | | 391 |
| **680**..... | — | 229 | **729**..... | — | 337 | **778**..... | — | 392 |
| **681**..... | — | 232 | **730**..... | — | 343 | **779**..... | — | 393 |
| **682**..... | — | 232 | **731**..... | — | 343 | **780**..... | — | 395 |
| **683**..... | — | 233 | **732**..... | — | 344 | **781**..... | — | 396 |
| **684**..... | — | 234 | **733**..... | — | 345 | **782**..... | — | 396 |
| **685**..... | — | 237 | **734**..... | — | 346 | **783**..... | — | 396 |
| **686**..... | — | 238 | **735**..... | — | 346 | **784**..... | — | 397 |
| **687**..... | — | 238 | **736**..... | — | 348 | **785**..... | — | 398 |
| **688**..... | — | 238 | **737**..... | — | 351 | **786**..... | — | 400 |
| **689**..... | — | 238 | **738**..... | — | 351 | **787**..... | — | 401 |
| **690**..... | — | 239 | **739**..... | — | 352 | **788**..... | — | 402 |
| **691**..... | — | 249 | **740**..... | — | 352 | **789**..... | — | 402 |
| **692**..... | — | 250 | **741**..... | — | 353 | **790**..... | — | 403 |
| **693**..... | — | 251 | **742**..... | — | 354 | **791**..... | — | 403 |
| **694**..... | — | 251 | **743**..... | — | 354 | **792**..... | — | 404 |
| **695**..... | — | 253 | **744**..... | — | 354 | **793**..... | — | 404 |
| **696**..... | — | 253 | **745**..... | — | 356 | **794**..... | — | 405 |
| **697**..... | — | 254 | **746**..... | — | 358 | **795**..... | — | 407 |
| **698**..... | — | 254 | **747**..... | — | 358 | **796**..... | — | 408 |
| **699**..... | — | 255 | **748**..... | — | 359 | **797**..... | — | 408 |
| **700**..... | — | 255 | **749**..... | — | 360 | **798**..... | — | 408 |
| **701**..... | — | 257 | **750**..... | — | 361 | **799**..... | — | 409 |
| **702**..... | — | 268 | **751**..... | — | 362 | **800**..... | — | 409 |
| **703**..... | — | 269 | **752** (rectifié).. | — | 363 | **801**..... | — | 411 |
| **704**..... | — | 275 | **753**..... | — | 363 | **802**..... | — | 411 |
| **705**..... | — | 280 | **754**..... | — | 365 | **803**..... | — | 412 |
| **706**..... | — | 281 | **755**..... | — | 375 | **804**..... | — | 414 |
| **707**..... | — | 281 | **756**..... | — | 376 | **805**..... | — | 414 |
| **708**..... | — | 282 | **757**..... | — | 377 | **806**..... | — | 417 |
| **709**..... | — | 283 | **758**..... | — | 379 | **807**..... | — | 417 |
| **710**..... | — | 284 | **759**..... | — | 379 | **808**..... | — | 419 |
| **711**..... | — | 285 | **760**..... | — | 380 | **809**..... | — | 419 |
| **712**..... | — | 286 | **761**..... | — | 380 | **810**..... | — | 420 |
| **713**..... | — | 288 | **762**..... | — | 380 | **811**..... | — | 421 |
| **714**..... | — | 294 | **763**..... | — | 381 | **812**..... | — | 422 |
| **715**..... | — | 296 | **764**..... | — | 381 | **813**..... | — | 423 |
| **716**..... | — | 297 | **765**..... | — | 382 | **814**..... | — | 424 |
| **717**..... | — | 298 | **766**..... | — | 382 | **815**..... | — | 424 |
| **718**..... | — | 305 | **767**..... | — | 383 | **816**..... | — | 425 |
| **719**..... | — | 306 | **768**..... | — | 384 | **817**..... | — | 426 |
| **720**..... | — | 307 | **769**..... | — | 385 | **818**..... | — | 426 |
| **721**..... | — | 308 | **770**..... | — | 385 | **819**..... | — | 426 |
| **722**..... | — | 308 | **771**..... | — | 385 | **820**..... | — | 426 |
| **723**..... | — | 309 | **772**..... | — | 386 | **821**..... | — | 427 |
| **724**..... | — | 310 | **773**..... | — | 387 | **822**..... | — | 427 |
| **725**..... | — | 311 | **774**..... | — | 387 | **823**..... | — | 427 |
| **726**..... | — | 311 | **775**..... | — | 388 | **824**..... | — | 428 |
| **727**..... | — | 329 | **776**..... | — | 391 | **825**..... | — | 430 |

| Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. |
|---|---|---|
| 826 | 2e - O. 1959-1960 | 431 |
| 827 | — | 432 |
| 828 | — | 432 |
| 829 | — | 432 |
| 830 | — | 433 |
| 831 | — | 433 |
| 832 | — | 433 |
| 833 | — | 433 |
| 834 | — | 434 |
| 835 | — | 434 |
| 836 | — | 435 |
| 837 | — | 435 |
| 838 | — | 436 |
| 839 | — | 436 |
| 840 | — | 437 |
| 841 | — | 437 |
| 842 | — | 438 |
| 843 | — | 439 |
| 844 | — | 439 |
| 845 | — | 439 |
| 846 | — | 440 |
| 847 | — | 441 |
| 848 | — | 443 |
| 849 | — | 444 |
| 850 | — | 444 |
| 851 | — | 444 |
| 852 | — | 445 |
| 853 | — | 445 |
| 854 | — | 452 |
| 855 | — | 453 |
| 856 | — | 453 |
| 857 | — | 454 |
| 858 | — | 454 |
| 859 | — | 454 |
| 860 | — | 454 |
| 861 | — | 455 |
| 862 | 1re - O. 1960-1961 | 457 |
| 863 | — | 458 |
| 864 | — | 460 |
| 865 | — | 460 |
| 866 | — | 461 |
| 867 | — | 483 |
| 868 | — | 484 |
| 869 | — | 487 |
| 870 | — | 489 |
| 871 | — | 502 |
| 872 | — | 503 |
| 873 | — | 503 |
| 874 | 1re - O. 1960-1961 | 504 |
| 875 | — | 504 |
| 876 | — | 505 |
| 877 | — | 506 |
| 878 | — | 506 |
| 879 | — | 509 |
| 880 | — | 510 |
| 881 | — | 510 |
| 882 | — | 511 |
| 883 | — | 519 |
| 884 | — | 520 |
| 885 | — | 520 |
| 886 | — | 521 |
| 887 | — | 789 |
| 888 | — | 790 |
| 889 | — | 791 |
| 890 | — | 791 |
| 891 | — | 791 |
| 892 | — | 791 |
| 893 | — | 865 |
| 894 | — | 869 |
| 895 | — | 870 |
| 896 | — | 871 |
| 897 | — | 877 |
| 898 | — | 880 |
| 899 | — | 881 |
| 900 | — | 884 |
| 901 | — | 884 |
| 902 | — | 884 |
| 903 | — | 885 |
| 904 | — | 893 |
| 905 | — | 897 |
| 906 | — | 900 |
| 907 | — | 901 |
| 908 | — | 901 |
| 909 | — | 902 |
| 910 | — | 902 |
| 911 | — | 902 |
| 912 | — | 903 |
| 913 | — | 922 |
| 914 | — | 924 |
| 915 | — | 925 |
| 916 | — | 929 |
| 917 | — | 929 |
| 918 | — | 930 |
| 919 | — | 930 |
| 920 | — | 933 |
| 921 | — | 936 |
| 922 | — | 938 |
| 923 | 1re - O. 1960-1961 | 940 |
| 924 | — | 943 |
| 925 | — | 945 |
| 926 | — | 946 |
| 927 | — | 947 |
| 928 | — | 947 |
| 929 | — | 947 |
| 930 | — | 948 |
| 931 | — | 949 |
| 932 | — | 955 |
| 933 | — | 960 |
| 934 | — | 961 |
| 935 | — | 971 |
| 936 | — | 973 |
| 937 | — | 973 |
| 938 | — | 973 |
| 939 | — | 973 |
| 940 | — | 973 |
| 941 | — | 974 |
| 942 | — | 984 |
| 943 | — | 1004 |
| 944 | — | 1005 |
| 945 | — | 1029 |
| 946 | — | 1059 |
| 947 | — | 1060 |
| 948 | — | 1060 |
| 949 | — | 1061 |
| 950 | — | 1063 |
| 951 | — | 1063 |
| 952 | — | 1075 |
| 953 | — | 1075 |
| 954 | — | 1077 |
| 955 | — | 1077 |
| 956 | — | 1077 |
| 957 | — | 1081 |
| 958 | — | 1082 |
| 959 | — | 1082 |
| 960 | — | 1083 |
| 961 | — | 1085 |
| 962 | — | 1086 |
| 963 | — | 1088 |
| 964 | — | 1089 |
| 965 | — | 1090 |
| 966 | — | 1091 |
| 967 | — | 1093 |
| 968 | — | 1094 |
| 969 | — | 1094 |
| 970 | — | 1095 |
| 971 | — | 1096 |

| Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O | Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. | Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | 1re - O. 1960-1961 | | | 1re - O. 1960-1961 | | | 1re - O. 1960-1961 | |
| **972**..... | | 1096 | **1021**..... | | 1166 | **1070**..... | | 1217 |
| **973**..... | — | 1097 | **1022**..... | — | 1167 | **1071**..... | — | 1217 |
| **974**..... | — | 1097 | **1023**..... | — | 1168 | **1072**..... | — | 1217 |
| **975**..... | — | 1097 | **1024**..... | — | 1168 | **1073**..... | — | 1217 |
| **976**..... | — | 1103 | **1025**..... | — | 1169 | **1074**..... | — | 1218 |
| **977**..... | — | 1103 | **1026**..... | — | 1169 | **1075**..... | — | 1218 |
| **978**..... | — | 1104 | **1027**..... | — | 1170 | **1076**..... | — | 1219 |
| **979**..... | — | 1104 | **1028**..... | — | 1171 | **1077**..... | — | 1221 |
| **980**..... | — | 1104 | **1029**..... | — | 1173 | **1078**..... | — | 1223 |
| **981**..... | — | 1105 | **1030**..... | — | 1173 | **1079**..... | — | 1225 |
| **982**..... | — | 1105 | **1031**..... | — | 1174 | **1080**..... | — | 1226 |
| **983**..... | — | 1107 | **1032**..... | — | 1175 | **1081**..... | — | 1226 |
| **984**..... | — | 1108 | **1033**..... | — | 1175 | **1082**..... | — | 1226 |
| **985**..... | — | 1108 | **1034**..... | — | 1176 | **1083**..... | — | 1226 |
| **986**..... | — | 1108 | **1035**..... | — | 1176 | **1084**..... | — | 1227 |
| **987**..... | — | 1109 | **1036**..... | — | 1177 | **1085** (rectifié). | — | 1227 |
| **988**..... | — | 1112 | **1037**..... | — | 1181 | **1086**..... | — | 1227 |
| **989**..... | — | 1113 | **1038**..... | — | 1181 | **1087**..... | — | 1229 |
| **990**..... | — | 1115 | **1039**..... | — | 1181 | **1088**..... | — | 1230 |
| **991**..... | — | 1122 | **1040**..... | — | 1185 | **1089**..... | — | 1230 |
| **992**..... | — | 1122 | **1041**..... | — | 1188 | **1090**..... | — | 1231 |
| **993**..... | — | 1126 | **1042**..... | — | 1188 | | 2e - O. 1960-1961 | |
| **994**..... | — | 1127 | **1043**..... | — | 1188 | **1091**..... | | 1 |
| **995**..... | — | 1138 | **1044**..... | — | 1189 | **1092** (rectifié). | — | 2 |
| **996**..... | — | 1138 | **1045**..... | — | 1190 | **1093**..... | — | 2 |
| **997**..... | — | 1138 | **1046**..... | — | 1191 | **1094**..... | — | 3 |
| **998**..... | — | 1138 | **1047**..... | — | 1191 | **1095**..... | — | 5 |
| **999**..... | — | 1139 | **1048**..... | — | 1194 | **1096**..... | — | 5 |
| **1000**..... | — | 1140 | **1049**..... | — | 1196 | **1097**..... | — | 5 |
| **1001**..... | — | 1141 | **1050**..... | — | 1197 | **1098**..... | — | 5 |
| **1002**..... | — | 1142 | **1051**..... | — | 1198 | **1099**..... | — | 6 |
| **1003**..... | — | 1142 | **1052**..... | — | 1198 | **1100**..... | — | 7 |
| **1004**..... | — | 1142 | **1053**..... | — | 1204 | **1101**..... | — | 8 |
| **1005**..... | — | 1143 | **1054**..... | — | 1205 | **1102**..... | — | 8 |
| **1006**..... | — | 1145 | **1055**..... | — | 1207 | **1103**..... | — | 9 |
| **1007**..... | — | 1146 | **1056**..... | — | 1211 | **1104**..... | — | 9 |
| **1008**..... | — | 1155 | **1057**..... | — | 1211 | **1105**..... | — | 9 |
| **1009**..... | — | 1155 | **1058**..... | — | 1211 | **1106**..... | — | 10 |
| **1010**..... | — | 1155 | **1059**..... | — | 1211 | **1107**..... | — | 10 |
| **1011**..... | — | 1157 | **1060**..... | — | 1214 | **1108**..... | — | 13 |
| **1012**..... | — | 1159 | **1061**..... | — | 1214 | **1109**..... | — | 15 |
| **1013**..... | — | 1159 | **1062**..... | — | 1214 | **1110**..... | — | 17 |
| **1014**..... | — | 1161 | **1063**..... | — | 1214 | **1111**..... | — | 22 |
| **1015**..... | — | 1162 | **1064**..... | — | 1215 | **1112**..... | — | 39 |
| **1016**..... | — | 1162 | **1065**..... | — | 1215 | **1113**..... | — | 48 |
| **1017**..... | — | 1164 | **1066**..... | — | 1216 | **1114**..... | — | 49 |
| **1018**..... | — | 1165 | **1067**..... | — | 1216 | **1115**..... | — | 54 |
| **1019**..... | — | 1165 | **1068**..... | — | 1216 | **1116**..... | — | 54 |
| **1020**..... | — | 1166 | **1069**..... | — | 1216 | **1117**..... | — | 54 |

| Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. | Nos d'impressions | Session. | Pages du J. O. | Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | 2e - O. 1960-1961 | | | 2e - O. 1960-1961 | | | 2e - O. 1960-1961 | |
| **1118** | | 54 | **1167** | | 105 | **1216** | | 168 |
| **1119** | — | 55 | **1168** | — | 107 | **1217** | — | 169 |
| **1120** | — | 55 | **1169** | — | 107 | **1218** | — | 188 |
| **1121** | — | 56 | **1170** | — | 108 | **1219** | — | 188 |
| **1122** | — | 56 | **1171** | — | 109 | **1220** | — | 189 |
| **1123** | — | 57 | **1172** | — | 110 | **1221** | — | 190 |
| **1124** | — | 57 | **1173** | — | 110 | **1222** | — | 191 |
| **1125** | — | 57 | **1174** | — | 111 | **1223** | — | 191 |
| **1126** | — | 58 | **1175** | — | 112 | **1224** | — | 193 |
| **1127** | — | 58 | **1176** | — | 113 | **1225** | — | 194 |
| **1128** | — | 59 | **1177** | — | 115 | **1226** | — | 195 |
| **1129** | — | 61 | **1178** | — | 116 | **1227** | — | 195 |
| **1130** | — | 62 | **1179** | — | 120 | **1228** | — | 195 |
| **1131** | — | 63 | **1180** | — | 121 | **1229** | — | 196 |
| **1132** | — | 69 | **1181** | — | 122 | **1230** | — | 197 |
| **1133** | — | 69 | **1182** | — | 123 | **1231** | — | 200 |
| **1134** | — | 69 | **1183** | — | 125 | **1232** | — | 200 |
| **1135** | — | 70 | **1184** | — | 128 | **1233** | — | 200 |
| **1136** | — | 70 | **1185** | — | 130 | **1234** | — | 201 |
| **1137** | — | 71 | **1186** | — | 132 | **1235** | — | 211 |
| **1138** | — | 71 | **1187** | — | 133 | **1236** | — | 212 |
| **1139** | — | 71 | **1188** | — | 136 | **1237** | — | 213 |
| **1140** | — | 72 | **1189** | — | 138 | **1238** | — | 216 |
| **1141** | — | 72 | **1190** | — | 141 | **1239** | — | 217 |
| **1142** | — | 73 | **1191** | — | 148 | **1240** | — | 219 |
| **1143** | — | 74 | **1192** | — | 149 | **1241** | — | 220 |
| **1144** | — | 74 | **1193** | — | 150 | **1242** | | 221 |
| **1145** | — | 75 | **1194** | — | 150 | **1243** | — | 221 |
| **1146** | — | 76 | **1195** | — | 150 | **1244** | — | 221 |
| **1147** | — | 77 | **1196** | — | 150 | **1245** | — | 222 |
| **1148** | — | 78 | **1197** | — | 151 | **1246** | — | 222 |
| **1149** | — | 79 | **1198** | — | 157 | **1247** | — | 222 |
| **1150** | — | 80 | **1199** | — | 158 | **1248** | — | 222 |
| **1151** | — | 81 | **1200** | — | 159 | **1249** | — | 223 |
| **1152** | — | 81 | **1201** | — | 160 | **1250** | — | 223 |
| **1153** | — | 82 | **1202** | — | 160 | **1251** | — | 224 |
| **1154** | — | 83 | **1203** | — | 161 | **1252** | — | 225 |
| **1155** | — | 84 | **1204** | — | 161 | **1253** | — | 235 |
| **1156** | — | 84 | **1205** | — | 161 | **1254** | — | 237 |
| **1157** | — | 86 | **1206** | — | 161 | **1255** | — | 240 |
| **1158** | — | 87 | **1207** | — | 162 | **1256** | — | 240 |
| **1159** | — | 88 | **1208** | — | 163 | **1257** | — | 241 |
| **1160** | — | 90 | **1209** | — | 164 | **1258** | — | 241 |
| **1161** | — | 93 | **1210** | — | 164 | **1259** | — | 243 |
| **1162** | — | 98 | **1211** | — | 165 | **1260** | — | 243 |
| **1163** | — | 101 | **1212** | — | 165 | **1261** | — | 243 |
| **1164** | — | 104 | **1213** | — | 166 | **1262** | — | 245 |
| **1165** | — | 105 | **1214** | — | 166 | **1263** | — | 255 |
| **1166** | — | 105 | **1215** | — | 167 | **1264** | — | 260 |

| Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. | Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. | Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | 2e - O. 1960-1961 | | | 2e - O. 1960-1961 | | | 2e - O. 1960-1961 | |
| **1265** | | 261 | **1314** | | 329 | **1363** | | 416 |
| **1266** | — | 262 | **1315** | — | 333 | **1364** | — | 416 |
| **1267** | — | 263 | **1316** | — | 334 | **1365** | — | 417 |
| **1268** | — | 263 | **1317** | — | 334 | **1366** | — | 417 |
| **1269** | — | 264 | **1318** | — | 334 | **1367** | — | 418 |
| **1270** | — | 265 | **1319** | — | 342 | **1368** | — | 419 |
| **1271** | — | 266 | **1320** | — | 343 | **1369** | — | 420 |
| **1272** | — | 267 | **1321** | — | 343 | **1370** | — | 421 |
| **1273** | — | 267 | **1322** | — | 345 | **1371** | — | 423 |
| **1274** | — | 269 | **1323** | — | 377 | **1372** | — | 423 |
| **1275** | — | 269 | **1324** | — | 378 | **1373** | — | 424 |
| **1276** | — | 270 | **1325** | — | 378 | **1374** | — | 425 |
| **1277** | — | 271 | **1326** | — | 378 | **1375** | — | 425 |
| **1278** | — | 272 | **1327** | — | 379 | **1376** | — | 427 |
| **1279** | — | 273 | **1328** | — | 381 | **1377** | — | 427 |
| **1280** | — | 274 | **1329** | — | 383 | **1378** | — | 428 |
| **1281** | — | 274 | **1330** | — | 383 | **1379** | — | 428 |
| **1282** | — | 276 | **1331** | — | 384 | **1380** | — | 428 |
| **1283** | — | 276 | **1332** | — | 385 | **1381** | — | 429 |
| **1284** | — | 277 | **1333** | — | 385 | **1382** | — | 429 |
| **1285** | — | 288 | **1334** | — | 386 | **1383** | — | 429 |
| **1286** | — | 289 | **1335** | — | 386 | **1384** | — | 430 |
| **1287** | — | 290 | **1336** | — | 387 | **1385** | — | 430 |
| **1288** | — | 290 | **1337** | — | 387 | **1386** | — | 431 |
| **1289** | — | 290 | **1338** | — | 387 | **1387** | — | 432 |
| **1290** | — | 292 | **1339** | — | 387 | **1388** | — | 432 |
| **1291** | — | 293 | **1340** | — | 388 | **1389** | — | 432 |
| **1292** | — | 294 | **1341** | — | 389 | **1390** | — | 433 |
| **1293** | — | 294 | **1342** | — | 389 | **1391** | — | 434 |
| **1294** | — | 296 | **1343** | — | 390 | **1392** | — | 434 |
| **1295** | — | 297 | **1344** | — | 391 | **1393** | — | 435 |
| **1296** | — | 297 | **1345** | — | 394 | **1394** | — | 435 |
| **1297** | — | 298 | **1346** | — | 395 | **1395** | — | 436 |
| **1298** | — | 299 | **1347** | — | 395 | **1396** | — | 437 |
| **1299** | — | 300 | **1348** | — | 400 | **1397** | — | 440 |
| **1300** | — | 301 | **1349** | — | 400 | **1398** | — | 456 |
| **1301** | — | 304 | **1350** | — | 401 | **1399** | — | 457 |
| **1302** | — | 305 | **1351** | — | 405 | **1400** | — | 458 |
| **1303** | — | 307 | **1352** | — | 405 | **1401** | — | 458 |
| **1304** | — | 308 | **1353** | — | 410 | **1402** | — | 459 |
| **1305** | — | 308 | **1354** | — | 410 | **1403** | — | 459 |
| **1306** | — | 309 | **1355** | — | 411 | **1404** | — | 460 |
| **1307** | — | 326 | **1356** | — | 412 | **1405** | — | 460 |
| **1308** | — | 327 | **1357** | — | 412 | **1406** | — | 463 |
| **1309** | — | 327 | **1358** | — | 413 | **1407** | — | 468 |
| **1310** | — | 327 | **1359** | — | 414 | **1408** | — | 469 |
| **1311** | — | 327 | **1360** | — | 414 | **1409** | — | 469 |
| **1312** | — | 327 | **1361** | — | 415 | **1410** | — | 469 |
| **1313** | — | 328 | **1362** | — | 415 | **1411** | — | 469 |

| Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. |
|---|---|---|
| | 2e - O. 1960-1961 | |
| **1412** | | 470 |
| **1413** | — | 471 |
| **1414** | — | 474 |
| **1415** | — | 475 |
| **1416** | — | 475 |
| **1417** | — | 475 |
| **1418** | — | 476 |
| **1419** | — | 476 |
| **1420** | — | 478 |
| **1421** | — | 483 |
| **1422** | — | 483 |
| **1423** | — | 485 |
| **1424** | — | 486 |
| **1425** | — | 486 |
| **1426** | — | 487 |
| **1427** | — | 488 |
| **1428** | — | 488 |
| **1429** | — | 489 |
| **1430** | — | 490 |
| **1431** | — | 491 |
| | 1re - O. 1961-1962 | |
| **1432** | | 493 |
| **1433** | — | 494 |
| **1434** | — | 494 |
| **1435** | — | 495 |
| **1436** | — | 495 |
| **1437** | — | 514 |
| **1438** | — | 515 |
| **1439** | — | 515 |
| **1440** | — | 519 |
| **1441** | — | 519 |
| **1442** | — | 520 |
| **1443** | — | 521 |
| **1444** | — | 521 |
| **1445** | — | 527 |
| **1446** | — | 549 |
| **1447** | — | 550 |
| **1448** | — | 554 |
| **1449** | — | 558 |
| **1450** | — | 560 |
| **1451** | — | 560 |
| **1452** | — | 565 |
| **1453** | — | 565 |
| **1454** | — | 566 |
| **1455** | — | 567 |
| **1456** | — | 567 |
| **1457** | — | 568 |
| **1458** | — | 568 |
| **1459** | — | 568 |
| | 1re - O. 1961-1962 | |
| **1460** | | 569 |
| **1461** | — | 572 |
| **1462** | — | 572 |
| **1463** | — | 573 |
| **1464** | — | 573 |
| **1465** | — | 573 |
| **1466** | — | 574 |
| **1467** | — | 574 |
| **1468** | — | 575 |
| **1469** | — | 576 |
| **1470** | — | 576 |
| **1471** | — | 581 |
| **1472** | — | 581 |
| **1473** | — | 581 |
| **1474** | — | 581 |
| **1475** | — | 582 |
| **1476** | — | 582 |
| **1477** | — | 582 |
| **1478** | — | 583 |
| **1479** | — | 583 |
| **1480** | — | 583 |
| **1481** | — | 583 |
| **1482** | — | 584 |
| **1483** | — | 584 |
| **1484** | — | 585 |
| **1485** | — | 585 |
| **1486** | — | 585 |
| **1487** | — | 585 |
| **1488** | — | 585 |
| **1489** | — | 586 |
| **1490** | — | 586 |
| **1491** | — | 586 |
| **1492** | — | 586 |
| **1493** | — | 587 |
| **1494** | — | 588 |
| **1495** | — | 589 |
| **1496** | — | 589 |
| **1497** | — | 590 |
| **1498** | — | 591 |
| **1499** | — | 591 |
| **1500** | — | 591 |
| **1501** | — | 591 |
| **1502** | — | 591 |
| **1503** | — | 591 |
| **1504** | — | 591 |
| **1505** | — | 591 |
| **1506** | — | 592 |
| **1507** | — | 592 |
| **1508** | — | 592 |
| | 1re - O. 1961-1962 | |
| **1509** | | 592 |
| **1510** | — | 593 |
| **1511** | — | 594 |
| **1512** | — | 595 |
| **1513** | — | 597 |
| **1514** | — | 609 |
| **1515** | — | 613 |
| **1516** | — | 614 |
| **1517** | — | 615 |
| **1518** | — | 616 |
| **1519** | — | 617 |
| **1520** | — | 617 |
| **1521** | — | 617 |
| **1522** | — | 617 |
| **1523** | — | 618 |
| **1524** | — | 619 |
| **1525** | — | 619 |
| **1526** | — | 620 |
| **1527** | — | 621 |
| **1528** | — | 621 |
| **1529** | — | 622 |
| **1530** | — | 623 |
| **1531** | — | 626 |
| **1532** | — | 626 |
| **1533** | — | 626 |
| **1534** | — | 627 |
| **1535** | — | 627 |
| **1536** | — | 629 |
| **1537** | — | 629 |
| **1538** | — | 631 |
| **1539** | — | 631 |
| **1540** | — | 632 |
| **1541** | — | 633 |
| **1542** | — | 725 |
| **1543** | — | 734 |
| **1544** | — | 737 |
| **1545** | — | 741 |
| **1546** | — | 741 |
| **1547** | — | 742 |
| **1548** | — | 742 |
| **1549** | — | 742 |
| **1550** | — | 743 |
| **1551** | — | 746 |
| **1552** | — | 754 |
| **1553** | — | 758 |
| **1554** | — | 759 |
| **1555** | — | 761 |
| **1556** | — | 763 |
| **1557** | — | 767 |

| Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. |
|---|---|---|
| **1558** | 1re - O. 1961-1962 | 768 |
| **1559** | — | 769 |
| **1560** | — | 770 |
| **1561** | — | 775 |
| **1562** | — | 776 |
| **1563** | — | 777 |
| **1564** | — | 778 |
| **1565** | — | 781 |
| **1566** | — | 782 |
| **1567** | — | 785 |
| **1568** | — | 789 |
| **1569** | — | 790 |
| **1570** | — | 809 |
| **1571** | — | 815 |
| **1572** | — | 816 |
| **1573** | — | 830 |
| **1574** | — | 830 |
| **1575** | — | 833 |
| **1576** | — | 835 |
| **1577** | — | 835 |
| **1578** | — | 836 |
| **1579** | — | 836 |
| **1580** | — | 836 |
| **1581** | — | 836 |
| **1582** | — | 837 |
| **1583** | — | 837 |
| **1584** | — | 838 |
| **1585** | — | 838 |
| **1586** | — | 838 |
| **1587** | — | 839 |
| **1588** | — | 839 |
| **1589** | — | 843 |
| **1590** | — | 843 |
| **1591** | — | 844 |
| **1592** | — | 845 |
| **1593** | — | 846 |
| **1594** | — | 849 |
| **1595** | — | 849 |
| **1596** | — | 849 |
| **1597** | — | 850 |
| **1598** | — | 850 |
| **1599** | — | 851 |
| **1600** | — | 853 |
| **1601** | — | 854 |
| **1602** | — | 854 |
| **1603** | — | 857 |
| **1604** | — | 857 |
| **1605** | — | 858 |
| **1606** | — | 859 |

| Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. |
|---|---|---|
| **1607** | 1re - O. 1961-1962 | 865 |
| **1608** | — | 866 |
| **1609** | — | 867 |
| **1610** | — | 875 |
| **1611** | — | 875 |
| **1612** | — | 875 |
| **1613** | — | 876 |
| **1614** | — | 876 |
| **1615** | — | 877 |
| **1616** | — | 878 |
| **1617** | — | 878 |
| **1618** | — | 879 |
| **1619** | — | 881 |
| **1620** | — | 884 |
| **1621** | — | 884 |
| **1622** | — | 884 |
| **1623** | — | 884 |
| **1624** | — | 894 |
| **1625** | — | 894 |
| **1626** | — | 895 |
| **1627** | — | 895 |
| **1628** | — | 896 |
| **1629** | — | 897 |
| **1630** | — | 898 |
| **1631** | — | 898 |
| **1632** | — | 899 |
| **1633** | — | 899 |
| **1634** | — | 900 |
| **1635** | — | 901 |
| **1636** | — | 901 |
| **1637** | — | 909 |
| **1638** | — | 910 |
| **1639** | — | 920 |
| **1640** | — | 921 |
| **1641** | — | 922 |
| **1642** | — | 922 |
| **1643** | — | 922 |
| **1644** | — | 923 |
| **1645** | — | 923 |
| **1646** | — | 923 |
| **1647** | — | 923 |
| **1648** | — | 924 |
| **1649** | — | 924 |
| **1650** | — | 925 |
| **1651** | — | 925 |
| **1652** | — | 925 |
| **1653** | — | 926 |
| **1654** | — | 927 |
| **1655** | — | 927 |

| Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. |
|---|---|---|
| **1656** | 1re - O. 1961-1962 | 928 |
| **1657** | — | 929 |
| **1658** | — | 929 |
| **1659** | — | 930 |
| **1660** | — | 930 |
| **1661** | Ext. 1961-1962 | 1 |
| **1662** | — | 2 |
| **1663** | — | 2 |
| **1664** | — | 2 |
| **1665** | — | 3 |
| **1666** | — | 3 |
| **1667** | — | 3 |
| **1668** | — | 4 |
| **1669** | — | 4 |
| **1670** | — | 6 |
| **1671** | — | 26 |
| **1672** | — | 29 |
| **1673** | — | 65 |
| **1674** | — | 73 |
| **1675** | — | 73 |
| **1676** | — | 74 |
| **1677** | — | 74 |
| **1678** | — | 75 |
| **1679** | — | 75 |
| **1680** | — | 76 |
| **1681** | — | 77 |
| **1682** | — | 77 |
| **1683** | — | 78 |
| **1684** | — | 79 |
| **1685** | — | 82 |
| **1686** | — | 82 |
| **1687** | — | 83 |
| **1688** | — | 83 |
| **1689** | 2e - O. 1961-1962 | 89 |
| **1690** | — | 96 |
| **1691** | — | 99 |
| **1692** | — | 103 |
| **1693** | — | 135 |
| **1694** | — | 136 |
| **1695** | — | 137 |
| **1696** | — | 137 |
| **1697** | — | 137 |
| **1698** | — | 137 |
| **1699** | — | 138 |
| **1700** | — | 139 |
| **1701** | — | 141 |
| **1702** | — | 141 |

| Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. |
|---|---|---|
| 1703 | 2e - O. 1961-1962 | 142 |
| 1704 | — | 143 |
| 1705 | — | 148 |
| 1706 | — | 149 |
| 1707 | — | 151 |
| 1708 | — | 183 |
| 1709 | — | 185 |
| 1710 | — | 185 |
| 1711 | — | 185 |
| 1712 | — | 186 |
| 1713 | — | 255 |
| 1714 | — | 257 |
| 1715 | — | 283 |
| 1716 | — | 283 |
| 1717 | — | 284 |
| 1718 | — | 284 |
| 1719 | — | 285 |
| 1720 | — | 285 |
| 1721 | — | 285 |
| 1722 | — | 286 |
| 1723 | — | 287 |
| 1724 | — | 287 |
| 1725 | — | 288 |
| 1726 | — | 289 |
| 1727 | — | 289 |
| 1728 | — | 290 |
| 1729 | — | 290 |
| 1730 | — | 290 |
| 1731 | — | 290 |
| 1732 | — | 291 |
| 1733 | — | 291 |
| 1734 | — | 291 |
| 1735 | — | 292 |
| 1736 | — | 293 |
| 1737 | — | 295 |
| 1738 | — | 295 |
| 1739 | — | 295 |
| 1740 | — | 296 |
| 1741 | — | 297 |
| 1742 | — | 298 |
| 1743 | — | 299 |
| 1744 | — | 306 |
| 1745 | — | 306 |
| 1746 | — | 309 |
| 1747 | — | 310 |
| 1748 | — | 311 |
| 1749 | — | 312 |
| 1750 | — | 312 |
| 1751 | — | 313 |

| Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. |
|---|---|---|
| 1752 | 2e - O. 1961-1962 | 313 |
| 1753 | — | 315 |
| 1754 | — | 318 |
| 1755 | — | 319 |
| 1756 | — | 329 |
| 1757 | — | 329 |
| 1758 | — | 329 |
| 1759 | — | 330 |
| 1760 | — | 330 |
| 1761 | — | 331 |
| 1762 | — | 332 |
| 1763 | — | 332 |
| 1764 | — | 333 |
| 1765 | — | 333 |
| 1766 | — | 333 |
| 1767 | — | 334 |
| 1768 | — | 334 |
| 1769 | — | 334 |
| 1770 | — | 335 |
| 1771 | — | 335 |
| 1772 | — | 337 |
| 1773 | — | 337 |
| 1774 | — | 339 |
| 1775 | — | 341 |
| 1776 | — | 342 |
| 1777 | — | 342 |
| 1778 | — | 343 |
| 1779 | — | 344 |
| 1780 | — | 344 |
| 1781 | — | 345 |
| 1782 | — | 347 |
| 1783 | — | 349 |
| 1784 | — | 349 |
| 1785 | — | 349 |
| 1786 | — | 357 |
| 1787 | — | 357 |
| 1788 | — | 359 |
| 1789 | — | 365 |
| 1790 | — | 367 |
| 1791 | — | 367 |
| 1792 | — | 369 |
| 1793 | — | 371 |
| 1794 | — | 372 |
| 1795 | — | 373 |
| 1796 | — | 375 |
| 1797 | — | 407 |
| 1798 | — | 408 |
| 1799 | — | 409 |
| 1800 | — | 410 |

| Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. |
|---|---|---|
| 1801 | 2e - O. 1961-1962 | 413 |
| 1802 | — | 413 |
| 1803 | — | 416 |
| 1804 | — | 417 |
| 1805 | — | 417 |
| 1806 | — | 420 |
| 1807 | — | 420 |
| 1808 | — | 423 |
| 1809 | — | 435 |
| 1810 | — | 452 |
| 1811 | — | 454 |
| 1812 | — | 454 |
| 1813 | — | 454 |
| 1814 | — | 454 |
| 1815 | — | 454 |
| 1816 | — | 455 |
| 1817 | — | 455 |
| 1818 | — | 459 |
| 1819 | — | 461 |
| 1820 | — | 463 |
| 1821 | — | 464 |
| 1822 | — | 465 |
| 1823 | — | 466 |
| 1824 | — | 466 |
| 1825 | — | 468 |
| 1826 | — | 480 |
| 1827 | — | 480 |
| 1828 | — | 483 |
| 1829 | — | 488 |
| 1830 | — | 491 |
| 1831 | — | 523 |
| 1832 | — | 524 |
| 1833 | — | 524 |
| 1834 | — | 526 |
| 1835 | — | 526 |
| 1836 | — | 527 |
| 1837 | — | 527 |
| 1838 | — | 527 |
| 1839 | — | 529 |
| 1840 | — | 532 |
| 1841 | — | 533 |
| 1842 | — | 533 |
| 1843 | — | 533 |
| 1844 | — | 533 |
| 1845 | — | 534 |
| 1846 | — | 534 |
| 1847 | — | 535 |
| 1848 | — | 535 |
| 1849 | — | 535 |

| Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. | Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. | Nos d'impressions. | Session. | Pages du J. O. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | 2e - O. 1961-1962 | | | 2e - O. 1961-1962 | | | 2e - O. 1961-1962 | |
| **1850** | | 537 | **1876** | | 592 | **1902** | | 624 |
| **1851** | — | 538 | **1877** | — | 592 | **1903** | — | 625 |
| **1852** | — | 539 | **1878** | — | 592 | **1904** | — | 625 |
| **1853** | — | 555 | **1879** | — | 594 | **1905** | — | 627 |
| **1854** | — | 556 | **1880** | — | 598 | **1906** | — | 627 |
| **1855** | — | 561 | **1881** | — | 598 | **1907** | — | 627 |
| **1856** | — | 562 | **1882** | — | 599 | **1908** | — | 627 |
| **1857** | — | 562 | **1883** | — | 603 | **1909** | — | 627 |
| **1858** | — | 563 | **1884** | — | 605 | **1910** | — | 627 |
| **1859** | — | 567 | **1885** | — | 611 | **1911** | — | 628 |
| **1860** | — | 568 | **1886** | — | 615 | **1912** | — | 628 |
| **1861** | — | 570 | **1887** | — | 615 | **1913** | — | 628 |
| **1862** | — | 571 | **1888** | — | 616 | **1914** | — | 629 |
| **1863** | — | 571 | **1889** | — | 618 | **1915** | — | 629 |
| **1864** | — | 572 | **1890** | — | 618 | **1916** | — | 629 |
| **1865** | — | 572 | **1891** | — | 619 | **1917** | — | 629 |
| **1866** | — | 578 | **1892** | — | 619 | **1918** | — | 629 |
| **1867** | — | 584 | **1893** | — | 620 | **1919** | — | 630 |
| **1868** | — | 585 | **1894** | — | 620 | **1920** | — | 630 |
| **1869** | — | 585 | **1895** | — | 620 | **1921** | — | 630 |
| **1870** | — | 586 | **1896** | — | 621 | **1922** | — | 631 |
| **1871** | — | 587 | **1897** | — | 621 | **1923** | — | 631 |
| **1872** | — | 590 | **1898** | — | 621 | **1924** | — | 632 |
| **1873** | — | 590 | **1899** | — | 623 | **1925** | — | 632 |
| **1874** | — | 591 | **1900** | — | 623 | **1926** | — | 633 |
| **1875** | — | 591 | **1901** | — | 624 | | | |

# Ve ANNEXE

## TABLEAU DE CONCORDANCE

**entre les numéros d'impressions et les numéros des rubriques et des alinéas permettant de les identifier dans la Table des matières.**

| Nos d'impressions. | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| 1 | Allocutions. |
| 2 | Allocutions. |
| 3 | Règlement de l'Assemblée Nationale - 1. |
| 4 | Président de la République - 1. |
| 5 | Gouvernement. |
| 6 | Baux ruraux - 1. |
| 7 | Chômage - 1. |
| 8 | Parlement - 1. |
| 9 | Loyers - 1. |
| 10 | Parlement - 2. |
| 11 | Rentes viagères - 1. |
| 12 | Impôts directs - 1. |
| 13 | Appellations d'origine - 1. |
| 14 | Algérie - 1. |
| 15 | Règlement de l'Assemblée Nationale - 2. |
| 16 | Commerce - 1. |
| 17 | Armée - 1. |
| 18 | Commerce - 2. |
| 19 | Animaux - 1. |
| 20 | Lait et produits laitiers - 1. |
| 21 | Code civil - 1. |
| 22 | Code du travail - 1. |
| 23 | Armée - 2. |
| 24 | Code civil - 2. |
| 25 | Lait et produits laitiers - 2. |
| 26 | Nationalité - 1. |
| 27 | Biens allemands - 1. |
| 28 | Agriculture - 1. |
| 29 | Code pénal - 1. |
| 30 | Calamités publiques - 1. |
| 31 | Agriculture - 2. |
| 32 | Code civil - 3. |
| 33 | Baux commerciaux - 1. |
| 34 | Médecine - 1. |
| 35 | Baux commerciaux - 2. |
| 36 | Forêts - 1. |
| 37 | Racisme - 1. |
| 38 | Racisme - 2. |
| 39 | Armée - 3. |
| 40 | Armée de l'Air - 1. |

| Nos d'impressions | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| 41 | Douanes - 1. |
| 42 | Douanes - 2. |
| 43 | Douanes - 3. |
| 44 | Douanes - 4. |
| 45 | Douanes - 5. |
| 46 | Douanes - 6. |
| 47 | Douanes - 7. |
| 48 | Code pénal - 2. |
| 49 | Traités et conventions - 1. |
| 50 | Ordonnances - 1. |
| 51 | Armée de Terre - 1. |
| 52 | Règlement de l'Assemblée Nationale - 3. |
| 53 | Aide et Assistance sociale - 1. |
| 54 | Collectivités locales - 1. |
| 55 | Economie nationale - 1. |
| 56 | Agriculture - 3. |
| 57 | Santé publique - 1. |
| 58 | Règlement de l'Assemblée Nationale - 4. |
| 59 | Règlement de l'Assemblée Nationale - 5. |
| 60 | Annulé. |
| 61 | Enseignement (Dispositions générales) - 1. |
| 62 | Annulé. |
| 63 | Règlement de l'Assemblée Nationale. - 3. |
| 64 | Réfugiés. |
| 65 | Code de justice militaire (armée de mer) - 1. |
| 66 | Traités et conventions - 2. |
| 67 | Loyers - 2. |
| 68 | Servitudes - 1. |
| 69 | Elections - 1. |
| 70 | Budget de 1959 - 1. |
| 71 | Collectivités locales - 2. |
| 72 | Constitution - 1. |
| 73 | Santé publique - 1. |
| 74 | Légion d'honneur - 1. |
| 75 | Sécurité sociale (organisation et dispositions générales) - 1 |
| 76 | Organisation administrative - 1. |
| 77 | Santé publique - 1. |
| 78 | Postes et télécommunications - 1. |
| 79 | Marine marchande - 1. |
| 80 | Travail (Réglementation du) - 1. |
| 81 | Coopératives agricoles - 1. |
| 82 | Baux ruraux - 2. |

| Nos d'impressions | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| 83 | Code civil - 4. |
| 84 | Commerce - 3. |
| 85 | Code pénal - 3. |
| 86 | Sénat - 1. |
| 87 | Sénat - 2. |
| 88 | Bibliothèques - 1. |
| 89 | Enseignement (Dispositions générales) - 2. |
| 90 | Douanes - 8. |
| 91 | Règlement de l'Assemblée Nationale - 6. |
| 92 | Sport - 1. |
| 93 | Décorations - 1. |
| 94 | Elections - 2. |
| 95 | Voyageurs et représentants de commerce. |
| 96 | Commerce - 4. |
| 97 | Médecine - 2. |
| 98 | Légion d'honneur - 2. |
| 99 | Police (personnel de la) - 1. |
| 100 | Algérie - 2. |
| 101 | Code civil - 5. |
| 102 | Aliénés - 1. |
| 103 | Armée de l'Air - 1. |
| 104 | Bibliothèques. |
| 105 | Agriculture - 3. |
| 106 | Baux commerciaux - 3. |
| 107 | Légion d'honneur - 3. |
| 108 | Collectivités locales - 3. |
| 109 | Calamités agricoles - 1. |
| 110 | Traités et conventions - 2. |
| 111 | Budget de 1959 - 1. |
| 112 | Algérie - 3. |
| 113 | Algérie - 4. |
| 114 | Code civil - 6. |
| 115 | Budget de 1959 - 1. |
| 116 | Collectivités locales - 4. |
| 117 | Règlement de l'Assemblée Nationale - 6. |
| 118 | Mines - 1. |
| 119 | Tribunaux judiciaires - 1. |
| 120 | Algérie - 5. |
| 121 | Elections (législation) - 1. |
| 122 | Algérie - 3. |
| 123 | Algérie - 4. |
| 124 | Agriculture - 3. |
| 125 | Transports - 1. |
| 126 | Commerce - 5. |
| 127 | Armée - 4. |
| 128 | Code civil - 7. |

| Nos d'impressions. | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| **129** | Economie nationale - 1. |
| **130** | Code de justice militaire (armée de mer) - 1. |
| **131** | Servitudes - 1. |
| **132** | Loyers - 2. |
| **133** | Agriculture - 1. |
| **134** | Immeubles - 1. |
| **135** | Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre - 1. |
| **136** | Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre - 2. |
| **137** | Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre - 3. |
| **138** | Armee de terre - 1. |
| **139** | Armee - 3. |
| **140** | Armée - 3. |
| **141** | Armee de l'Air - 1. |
| **142** | Armée de Terre - 1. |
| **143** | Opticiens - 1. |
| **144** | Baux commerciaux - 4. |
| **145** | Communauté économique européenne. |
| **146** | Santé publique - 1. |
| **147** | Propriété industrielle - 1. |
| **148** | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - 1. |
| **149** | Carrières - 1. |
| **150** | Sécurité sociale agricole (organisation et dispositions générales) - 1. |
| **151** | Organisation administrative - 2. |
| **152** | Enseignement (Dispositions générales) - 3. |
| **153** | Décorations. |
| **154** | Baux commerciaux - 5. |
| **155** | Collectivités locales - 5. |
| **156** | Légion d'honneur - 4. |
| **157** | Baux ruraux - 3. |
| **158** | Objets abandonnés. |
| **159** | Députés (Poursuites). |
| **160** | Economie nationale - 1. |
| **161** | Sénat - 1. |
| **162** | Sénat - 2. |
| **163** | Postes et Télécommunications - 2. |
| **164** | Baux ruraux - 4. |
| **165** | Médecine vétérinaire. |
| **166** | Agriculture - 4. |
| **167** | Armée - 2. |
| **168** | Rentes viagères - 1. |
| **169** | Fonds de commerce. |
| **170** | Impôts (Dispositions générales) |
| **171** | Code civil - 8. |
| **172** | Assurances - 1. |
| **173** | Travail (réglementation du) - 1. |
| **174** | Enseignement (Dispositions générales) - 1. |
| **175** | Etat civil - 1. |
| **176** | Statut civil. |
| **177** | Aide et assistance sociale - 2. |
| **178** | Collectivités locales - 6. |
| **179** | Viticulture - 1. |
| **180** | Enseignement (Dispositions générales) - 1. |
| **181** | Enseignement (Dispositions générales) - 1. |
| **182** | Département d'outre-mer. |
| **183** | Code des pensions militaires - 3. |
| **184** | Code des pensions militaires - 2. |
| **185** | Code des pensions militaires - 1. |
| **186** | Santé publique - 1. |
| **187** | Douanes - 7. |
| **188** | Douanes - 1. |
| **189** | Budget de 1959 - 1. |
| **190** | Amnistie - 1. |
| **191** | Territoires d'outre-mer - 1. |
| **192** | Territoires d'outre-mer - 2. |
| **193** | Territoires d'outre-mer - 3. |
| **194** | Territoires d'outre-mer - 4. |
| **195** | Amnistie - 1. |
| **196** | Baux commerciaux - 6. |
| **197** | Armée - 5. |
| **198** | Budget de 1959 - 1. |
| **199** | Postes et Télécommunications - 3. |
| **200** | Sécurité sociale (dispositions diverses) - 1. |
| **201** | Baux ruraux - 5. |
| **202** | Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre - 4. |
| **203** | Pensions et retraites - 1. |
| **204** | Armées - 6. |
| **205** | Pensions et retraites - 2. |

| Nos d'impressions. | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| **206** | Elections - 3. |
| **207** | Agriculture - 5. |
| **208** | Elections - 4. |
| **209** | Alcoolisme - 1. |
| **210** | Règlement de l'Assemblée Nationale - 7. |
| **211** | Code de commerce - 1. |
| **212** | Tribunaux judiciaires - 2. |
| **213** | Agriculture - 3. |
| **214** | Sécurité sociale (assurance-vieillesse) - 1. |
| **215** | Baux commerciaux - 6. |
| **216** | Budget de 1959 - 2. |
| **217** | Agriculture - 3. |
| **218** | Economie nationale - 1. |
| **219** | Fonctionnaires - 1. |
| **220** | Fonctionnaires - 2. |
| **221** | Sociétés - 1. |
| **222** | Agriculture - 6. |
| **223** | Algérie - 6. |
| **224** | Algérie - 7. |
| **225** | Armée - 5. |
| **226** | Economie nationale - 1. |
| **227** | Impôts (Dispositions générales) - 2. |
| **228** | Douanes - 3. |
| **229** | Douanes - 5. |
| **230** | Amnistie - 1. |
| **231** | Amnistie - 1. |
| **232** | Santé publique - 1. |
| **233** | Douanes - 2. |
| **234** | Douanes - 4. |
| **235** | Santé publique - 1. |
| **236** | Budget de 1959 - 1. |
| **237** | Travail (Réglementation du) - 1. |
| **238** | Code des pensions militaires - 1. |
| **239** | Code des pensions militaires - 3. |
| **240** | Baux commerciaux - 6. |
| **241** | Code des pensions militaires - 1. |
| **242** | Code des pensions militaires - 3. |
| **243** | Travail (Réglementation du) - 1. |
| **244** | Code civil - 1. |
| **245** | Budget de 1959 - 2. |
| **246** | Budget de 1959 - 2. |
| **247** | Fonctionnaires - 3. |
| **248** | Viticulture - 2. |
| **249** | Experts-comptables - 1. |
| **250** | Amnistie - 2. |
| **251** | Enseignement (Dispositions générales) - 4. |
| **252** | Sécurité sociale (dispositions diverses) - 2. |
| **253** | Viticulture - 3. |
| **254** | Pompes funèbres - 1. |
| **255** | Domicile - 1. |
| **256** | Agriculture - 7. |
| **257** | Economie nationale - 2. |
| **258** | Aide et assistance sociale - 3. |
| **259** | Aide et assistance sociale - 4. |
| **260** | Code civil - 9. |
| **261** | Loyers - 3. |
| **262** | Pensions et retraites - 3. |
| **263** | Impôts directs - 2. |
| **264** | Travail (Réglementation du) - 2. |
| **265** | Armée - 7. |
| **266** | Code de justice militaire (armée de terre). |
| **267** | Douanes - 9. |
| **268** | Département d'outre-mer - 2. |
| **269** | Pensions et retraites - 4. |
| **270** | Sécurité sociale. Assurance maladie. |
| **271** | Douanes - 10. |
| **272** | Alcoolisme - 2. |
| **273** | Traités et conventions - 3. |
| **274** | Douanes - 11. |
| **275** | Traités et conventions - 4. |
| **276** | Budget de 1959 - 3. |
| **277** | Habitations à loyer modéré - 1. |
| **278** | Code civil - 10. |
| **279** | Impôts directs - 3. |
| **280** | Armée - 8. |
| **281** | Sport - 2. |
| **282** | Impôts (Dispositions générales) - 3. |
| **283** | Enseignement (Dispositions générales) - 5. |
| **284** | Légion d'honneur - 5. |
| **285** | Armée - 9. |
| **286** | Sociétés - 2. |
| **287** | Sécurité sociale (assurance-vieillesse) - 2. |
| **288** | Baux commerciaux - 7. |

| Nos d'impressions. | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| **289** | Sécurité sociale (assurance-vieillesse) - 3. |
| **290** | Chasse - 1. |
| **291** | Armée - 10. |
| **292** | Tribunaux judiciaires - 3. |
| **293** | Animaux - 2. |
| **294** | Experts-comptables - 2. |
| **295** | Loyers - 4. |
| **296** | Fonctionnaires - 4. |
| **297** | Sécurité sociale (assurance-vieillesse) - 4. |
| **298** | Artisanat - 1. |
| **299** | Allocutions. |
| **300** | Budget de 1960 - 1. |
| **301** | Impôts (Dispositions générales) - 2. |
| **302** | Députés (poursuites). |
| **303** | Fonctionnaires - 5. |
| **304** | Conseil d'Etat et tribunaux administratifs - 1. |
| **305** | Logement - 1. |
| **306** | Finances locales - 1. |
| **307** | Enseignement primaire - 1. |
| **308** | Fonctionnaires - 6. |
| **309** | Territoires d'outre-mer - 4. |
| **310** | Territoires d'outre-mer - 2. |
| **311** | Territoires d'outre-mer - 1. |
| **312** | Territoires d'outre-mer - 3. |
| **313** | Immeubles - 1. |
| **314** | Budget de 1960 - 2. |
| **315** | Règlement de l'Assemblée Nationale - 8. |
| **316** | Travail (réglementation du) - 3. |
| **317** | Douanes - 12. |
| **318** | Code civil - 5. |
| **319** | Traités et conventions - 5. |
| **320** | Propriété industrielle - 1. |
| **321** | Budget - 1. |
| **322** | Armée - 11. |
| **323** | Santé publique - 2. |
| **324** | Loyers - 5. |
| **325** | Rentes viagères - 2. |
| **326** | Pensions et retraites - 5. |
| **327** | Postes et télécommunications - 1. |
| **328** | Budget 1960 - 1. |
| **329** | Code de commerce - 1. |
| **330** | Tribunaux judiciaires - 2. |
| **331** | Code civil - 7. |
| **332** | Douanes - 13. |
| **333** | Traités et conventions - 6. |
| **334** | Travail (réglementation du) - 3. |
| **335** | Pensions et retraites - 3. |
| **336** | Médecine - 1. |
| **337** | Armée - 7. |
| **338** | Code de justice militaire (armée de terre) - 1. |
| **339** | Budget 1960 - 1. |
| **340** | Douanes - 14. |
| **341** | Logement - 2. |
| **342** | Amnistie - 3. |
| **343** | Jeunesse. |
| **344** | Baux commerciaux - 8. |
| **345** | Architectes |
| **346** | Postes et télécommunications - 4. |
| **347** | Organisation administrative - 3. |
| **348** | Sapeurs-pompiers - 1. |
| **349** | Médecine - 3. |
| **350** | Commerce - 6. |
| **351** | Médecine - 4. |
| **352** | Sécurité sociale (accidents du travail) - 1. |
| **353** | Code civil - 11. |
| **354** | Code civil - 12. |
| **355** | Départements d'outre-mer - 2. |
| **356** | Code civil - 13. |
| **357** | Budget 1960 - 1. |
| **358** | Racisme - 3. |
| **359** | Sécurité sociale agricole (assurance vieillesse - 1. |
| **360** | Armée - 4. |
| **361** | Budget 1960 - 1. |
| **362** | Budget 1960 - 1. |
| **363** | Budget 1960 - 1. |
| **364** | Budget 1960 - 1. |
| **365** | Budget 1960 - 1. |
| **366** | Budget 1960 - 1. |
| **367** | Traités et conventions - 7. |
| **368** | Budget 1960 - 1. |
| **369** | Budget 1960 - 1. |
| **370** | Baux commerciaux - 1. |
| **371** | Budget 1960 - 1. |
| **372** | Budget 1960 - 1. |
| **373** | Budget 1960 - 1. |
| **374** | Budget 1960 - 1. |
| **375** | Budget 1960 - 1. |
| **376** | Budget 1960 - 1. |
| **377** | Budget 1960 - 1. |

| Nos d'impressions. | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| 378 | Budget 1960 - 1. |
| 379 | Budget 1960 - 1. |
| 380 | Budget 1960 - 1. |
| 381 | Budget 1960 - 1. |
| 382 | Douanes - 15. |
| 383 | Mines - 2. |
| 384 | Presse. |
| 385 | Fonctionnaires - 7. |
| 386 | Alsace-Lorraine - 1. |
| 387 | Loyers - 6. |
| 388 | Coopératives agricoles - 2. |
| 389 | Commerce - 7. |
| 390 | Budget 1960 - 1. |
| 391 | Pensions et retraites - 4. |
| 392 | Départements d'outre-mer - 3 |
| 393 | Construction - 1. |
| 394 | Economie nationale - 3. |
| 395 | Budget 1960 - 2. |
| 396 | Budget 1959 - 3. |
| 397 | Budget 1960 - 1. |
| 398 | Budget 1960 - 1. |
| 399 | Budget 1960 - 1. |
| 400 | Impôts (Dispositions générales) - 2. |
| 401 | Traités et conventions - 8. |
| 402 | Code de commerce - 2. |
| 403 | Loyers - 2. |
| 404 | Servitudes. |
| 405 | Fonctionnaires - 2. |
| 406 | Sécurité sociale (Organisation et dispositions générales) - 2. |
| 407 | Prestations familiales - 1. |
| 408 | Travail - 4. |
| 409 | Prestations familiales - 2. |
| 410 | Collectivités locales - 7. |
| 411 | Baux ruraux - 6. |
| 412 | Tabac. |
| 413 | Collectivités locales - 8. |
| 414 | Rentes viagères - 3. |
| 415 | Pensions et retraites - 6. |
| 416 | Loyers - 7. |
| 417 | Pêche fluviale - 1. |
| 418 | Collectivités locales - 9. |
| 419 | Armée - 12. |
| 420 | Pêche maritime. |
| 421 | Code civil - 14. |
| 422 | Voirie. |
| 423 | Alcoolisme - 2. |
| 424 | Départements d'outre-mer - 3. |
| 425 | Algérie - 8. |
| 426 | Algérie - 9. |
| 427 | Impôts (Dispositions générales) - 3. |
| 428 | Sécurité sociale (assurance-vieillesse) - 5. |
| 429 | Armée - 13. |
| 430 | Sécurité sociale agricole (assurance vieillesse) - 1. |
| 431 | Commission d'enquête - 1. |
| 432 | Douanes - 12. |
| 433 | Impôts indirects - 1. |
| 434 | Pensions et retraites - 7. |
| 435 | Enseignement (Dispositions générales) - 6. |
| 436 | Enseignement (Dispositions générales) - 7. |
| 437 | Budget - 1. |
| 438 | Budget 1960 - 2. |
| 439 | Budget de 1959 - 4. |
| 440 | Banque de France -1. |
| 441 | Armée - 13. |
| 442 | Traités et conventions - 5. |
| 443 | Algérie - 8. |
| 444 | Fonds de commerce - 1. |
| 445 | Collectivités locales - 6. |
| 446 | Commission d'enquête - 2. |
| 447 | Algérie - 9. |
| 448 | Règlement de l'Assemblée Nationale - 9 |
| 449 | Règlement de l'Assemblée Nationale - 10. |
| 450 | Budget 1960 - 2. |
| 451 | Budget 1960 - 1. |
| 452 | Coopératives - 1. |
| 453 | Pompes funèbres - 2. |
| 454 | Alsace-Lorraine - 2. |
| 455 | Décorations - 2. |
| 456 | Alcoolisme - 3. |
| 457 | Collectivités locales - 10. |
| 458 | Sécurité sociale agricole (assurance vieillesse) - 2. |
| 459 | Logement - 3. |
| 460 | Loyers - 8. |
| 461 | Appellations d'origine - 2. |
| 462 | Commerce - 8. |
| 463 | Traités et conventions - 8. |
| 464 | Calamités publiques - 2. |
| 465 | Budget de 1959 - 4. |
| 466 | Budget de 1960 - 1. |
| 467 | Calamités publiques - 2. |

| Nos d'impressions. | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| 468 | Sécurité sociale (assurance-vieillesse) - 4. |
| 469 | Sécurité sociale (assurance-vieillesse) - 2. |
| 470 | Règlement de l'Assemblée Nationale - 9. |
| 471 | Assistance technique - 1. |
| 472 | Baux commerciaux - 6. |
| 473 | Enseignement (dispositions générales - 8. |
| 474 | Départements d'outre-mer - 3. |
| 475 | Travail (réglementation du) - 3. |
| 476 | Travail (réglementation du) - 3. |
| 477 | Baux commerciaux - 6. |
| 478 | Rentes viagères - 1. |
| 479 | Rentes viagères - 1. |
| 480 | Impôts (Dispositions générales) - 2. |
| 481 | Départements d'outre-mer - 3. |
| 482 | Algérie - 9. |
| 483 | Algérie - 9. |
| 484 | Armée - 7. |
| 485 | Armée - 7. |
| 486 | Banque de France. |
| 487 | Impôts (Dispositions générales) - 2. |
| 488 | Alcoolisme - 1. |
| 489 | Budget 1960 - 1. |
| 490 | Enseignement (Dispositions générales) - 8. |
| 491 | Impôts (Dispositions générales) - 2. |
| 492 | Impôts (Dispositions générales) - 2. |
| 493 | Budget de 1959 - 4. |
| 494 | Départements d'outre-mer - 3. |
| 495 | Tribunaux judiciaires - 1. |
| 496 | Calamités publiques - 2. |
| 497 | Budget de 1959 - 4. |
| 498 | Départements d'outre-mer - 3. |
| 499 | Territoires d'outre-mer - 5. |
| 500 | Départements d'outre-mer - 4. |
| 501 | Calamités publiques - 2. |
| 502 | Douanes - 16. |
| 503 | Douanes - 17. |
| 504 | Douanes - 18. |
| 505 | Douanes - 19. |
| 506 | Algérie - 10. |
| 507 | Commerce - 9. |
| 508 | Baux ruraux - 7. |
| 509 | Algérie - 11. |
| 510 | Collectivités locales - 11. |
| 511 | Radiodiffusion et télévision - 1. |
| 512 | Code pénal - 4. |
| 513 | Fonctionnaires - 8. |
| 514 | Code civil - 15. |
| 515 | Baux commerciaux - 9. |
| 516 | Sécurité sociale (accidents du travail) - 2. |
| 517 | Code civil - 16. |
| 518 | Loyers - 9. |
| 519 | Commerce - 10. |
| 520 | Armée - 14. |
| 521 | Budget de 1959 - 4. |
| 522 | Budget de 1959 - 4. |
| 523 | Loyers - 10. |
| 524 | Agriculture - 8. |
| 525 | Sécurité sociale (Dispositions diverses) - 3. |
| 526 | Collectivités locales - 12. |
| 527 | Etat civil - 1. |
| 528 | Algérie - 12. |
| 529 | Douanes - 20. |
| 530 | Douanes - 21. |
| 531 | Racisme - 3. |
| 532 | Ordonnances - 2. |
| 533 | Ordonnances - 3. |
| 534 | Députes (poursuites) - 3. |
| 535 | Députés (poursuites) - 4. |
| 536 | Députés (poursuites) - 5. |
| 537 | Cinéma - 1. |
| 538 | Code du travail - 2. |
| 539 | Monnaie - 8. |
| 540 | Légion d'honneur - 6. |
| 541 | Code civil - 17. |
| 542 | Loyers - 11. |
| 543 | Code civil - 18. |
| 544 | Loyers - 12. |
| 545 | Code civil - 19. |
| 546 | Code rural - 1. |
| 547 | Traités et conventions - 9. |
| 548 | Douanes - 22. |
| 549 | Douanes - 23. |
| 550 | Armée - 15. |
| 551 | Douanes - 24. |
| 552 | Racisme - 4. |
| 553 | Départements d'outre-mer - 5. |
| 554 | Marine marchande - 2. |
| 555 | Sécurité sociale (Organisation et dispositions générales - 1. |

| Nos d'impressions | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| 556 | Mines - 2. |
| 557 | Sécurité sociale agricole (assurance maladie) - 1. |
| 558 | Traités et Conventions - 10. |
| 559 | Travail (Réglementation du) - 2. |
| 560 | Sécurité sociale agricole (assurance-maladie). |
| 561 | Enseignement agricole - 1. |
| 562 | Code rural - 2. |
| 563 | Budget de 1960 - 3. |
| 564 | Agriculture - 9. |
| 565 | Agriculture - 10. |
| 566 | Code du travail - 3. |
| 567 | Douanes - 25. |
| 568 | Parcs nationaux - 1. |
| 569 | Rentes viagères - 4. |
| 570 | Habitat rural - 1. |
| 571 | Forêts - 2. |
| 572 | Enseignement agricole - 2. |
| 573 | Agriculture- 11. |
| 574 | Armée - 16. |
| 575 | Loyers - 13. |
| 576 | Code de procédure pénale - 1. |
| 577 | Commerce - 11. |
| 578 | Députés (poursuites) - 6. |
| 579 | Emprunts. |
| 580 | Enfance - 1. |
| 581 | Mines - 3. |
| 582 | Commerce - 12. |
| 583 | Commerce - 13. |
| 584 | Impôts locaux - 1. |
| 585 | Pouvoirs publics. |
| 586 | Pensions et retraites - 8. |
| 587 | Coopératives - 2. |
| 588 | Amnistie - 4. |
| 589 | Sécurité sociale (Assurance vieillesse) - 3. |
| 590 | Commerce - 14. |
| 591 | Alsace-Lorraine - 3. |
| 592 | Budget de 1960 - 3. |
| 593 | Agriculture - 9. |
| 594 | Agriculture - 10. |
| 595 | Parcs nationaux - 1. |
| 596 | Agriculture - 10. |
| 597 | Code rural - 2. |
| 598 | Enseignement agricole - 1. |
| 599 | Gaz - . |
| 600 | Budget de 1960 - 3. |
| 601 | Agriculture - 9. |

| Nos d'impressions. | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| 602 | Enseignement agricole - 1. |
| 603 | Constitution - 2. |
| 604 | Constitution - 3. |
| 605 | écurité sociale agricole (assurance maladie). |
| 606 | Algérie - 13. |
| 607 | Algérie - 14. |
| 608 | Algérie - 15. |
| 609 | Code de procédure civile. |
| 610 | Algérie - 16. |
| 611 | Algérie - 17. |
| 612 | Sapeurs-pompiers - 2. |
| 613 | Enseignement (Dispositions générales) - 9. |
| 614 | Experts-comptables - 3. |
| 615 | Travail (Réglementation du) - 5. |
| 616 | Légion d'honneur - 7. |
| 617 | Fonctionnaires - 9. |
| 618 | Sécurité sociale (assurance maladie) - 1. |
| 619 | Crédit agricole. |
| 620 | Travail (Réglementation du) - 6. |
| 621 | Armée - 17. |
| 622 | Garde républicaine. |
| 623 | Impôts directs - 4. |
| 624 | Viticulture - 4. |
| 625 | Travail (Réglementation du) - 7. |
| 626 | Travail (Réglementation du) - 8. |
| 627 | Constitution - 2. |
| 628 | Agriculture - 10. |
| 629 | Marine marchande - 3. |
| 630 | Immeubles - 1. |
| 631 | Sociétés - 3. |
| 632 | Construction - 1. |
| 633 | Douanes - 26. |
| 634 | Douanes - 21. |
| 635 | Département d'outre-mer - 6. |
| 636 | Collectivités locales - 13. |
| 637 | Constitution - 4. |
| 638 | Sécurité sociale agricole (assurance-maladie). |
| 639 | Sécurité sociale agricole (assurance-maladie). |
| 640 | Code rural - 2. |
| 641 | Collectivités locales - 11. |
| 642 | Parcs nationaux - 1. |

| Nos d'impressions. | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| **643** | Parc nationaux - 1. |
| **644** | Aide et assistance sociale . 5. |
| **645** | Déportés - 1. |
| **646** | Chambres de commerce - 1. |
| **647** | Sécurité sociale (assurance-vieillesse) - 6. |
| **648** | Anciens combattants - 1. |
| **649** | Commerce - 15. |
| **650** | Code pénal - 5. |
| **651** | Légion d'honneur et Médaille militaire - 8. |
| **652** | Enseignement secondaire - 1. |
| **653** | Sécurité sociale (assurance-maladie) - 2. |
| **654** | Enseignement primaire. |
| **655** | Sécurité sociale (assurance-vieillesse) - 7. |
| **656** | Immeubles - 1. |
| **657** | Racisme - 4. |
| **658** | Alsace-Lorraine - 4. |
| **659** | Traités et conventions - 11. |
| **660** | Départements d'outre-mer - 4. |
| **661** | Députés (poursuites) - 6. |
| **662** | U.R.S.S. |
| **663** | Impôts indirects - 2. |
| **664** | Communauté - 1. |
| **665** | Communauté - 2. |
| **666** | Animaux - 3. |
| **667** | Commerce - 16. |
| **668** | Budget - 2. |
| **669** | Code pénal - 6. |
| **670** | Organisation administrative - 4. |
| **671** | Enseignement (Dispositions générales) - 10. |
| **672** | Armée - 19. |
| **673** | Finances locales - 2. |
| **674** | Prestations familiales - 3. |
| **675** | Code de procédure pénale - 2. |
| **676** | Communauté - 1. |
| **677** | Communauté - 2. |
| **678** | Traités et conventions - 12. |
| **679** | Construction - 2. |
| **680** | Traités et conventions - 10. |
| **681** | Amnistie - 2. |
| **682** | Baux commerciaux - 1. |
| **683** | Traités et conventions - 5. |
| **684** | Médecine - 3. |
| **685** | Traités et convention - 3. |
| **686** | Douanes - 16. |
| **687** | Douanes - 21. |
| **688** | Douanes - 23. |
| **689** | Douanes - 22. |
| **690** | Budget de 1960 - 4. |
| **691** | Armée de mer - 1. |
| **692** | Code de justice militaire (armée de mer) - 2. |
| **693** | Marine marchande - 4. |
| **694** | Traités et conventions - 13. |
| **695** | Armée - 19. |
| **696** | Douanes - 17. |
| **697** | Douanes - 18. |
| **698** | Budget - 3. |
| **699** | Sécurité sociale (assurance-vieillesse) - 5. |
| **700** | Sécurité sociale (assurance-vieillesse) - 6. |
| **701** | Constitution - 5. |
| **702** | Médecine - 4. |
| **703** | Départements d'outre-mer - 7. |
| **704** | Construction - 2. |
| **705** | Traités et conventions - 9. |
| **706** | Traités et conventions - 7. |
| **707** | Postes et télécommunications - 5. |
| **708** | Experts-comptables - 4. |
| **709** | Travail (Réglementation du) - 9. |
| **710** | Impôts indirects - 3. |
| **711** | Impôts (Dispositions générales) - 4. |
| **712** | Sécurité sociale (Organisation et dispositions générales) - 3. |
| **713** | Départements d'outre-mer - 7. |
| **714** | Budget de 1960 - 5. |
| **715** | Traités et conventions - 12. |
| **716** | Traités et conventions - 11. |
| **717** | Départements d'outre-mer - 7. |
| **718** | Communauté - 3. |
| **719** | Communauté - 4. |
| **720** | Communauté - 5. |
| **721** | Armée de mer - 1. |
| **722** | Armée - 15. |
| **723** | Budget de 1960 - 3. |
| **724** | Douanes - 28. |
| **725** | Douanes - 29. |
| **726** | Budget de 1960 - 3. |
| **727** | Code rural - 2. |
| **728** | Communauté - 3. |
| **729** | Communauté - 4. |

| Nos d'impressions. | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| 730 | Communauté - 5. |
| 731 | Douanes - 30. |
| 732 | Nationalité - 2. |
| 733 | Alcoolisme - 4. |
| 734 | Transports - 2. |
| 735 | Santé publique - 3. |
| 736 | Agriculture - 10. |
| 737 | Douanes - 26. |
| 738 | Territoires d'outre-mer - 5. |
| 739 | Agriculture - 9. |
| 740 | Budget de 1960 - 3. |
| 741 | Code rural - 2. |
| 742 | Parcs nationaux. |
| 743 | Parcs nationaux. |
| 744 | Santé publique - 2. |
| 745 | Sécurité sociale (Dispositions diverses) - 1. |
| 746 | Gaz - 1. |
| 747 | Enseignement agricole - 1. |
| 748 | Armée de l'air - 2. |
| 749 | Budget de 1960 - 3. |
| 750 | Nationalité - 2. |
| 751 | Construction - 3. |
| 752 | Santé publique - 4. |
| 753 | Agriculture - 9. |
| 754 | Agriculture - 10. |
| 755 | Baux commerciaux - 1. |
| 756 | Construction - 4. |
| 757 | Collectivités locales - 14. |
| 758 | Salaires - 1. |
| 759 | Commerce - 17. |
| 760 | Députés - 2. |
| 761 | Police (Personnel de la) - 2. |
| 762 | Finances locales - 3. |
| 763 | Hôpitaux. |
| 764 | Décorations - 3. |
| 765 | Armée - 20. |
| 766 | Déportés - 3. |
| 767 | Sociétés - 4. |
| 768 | Code civil - 20. |
| 769 | Sécurité sociale (Organisation et dispositions générales) - 4. |
| 770 | Nantissement. |
| 771 | Code. |
| 772 | Douanes - 27. |
| 773 | Douanes - 10. |
| 774 | Enseignement agricole - 1. |
| 775 | Budget de 1960 - 5. |
| 776 | Code de justice militaire (armée de mer) - 2. |
| 777 | Armée de l'air - 2. |
| 778 | Armée - 19. |
| 779 | Santé publique - 4. |
| 780 | Budget de 1960 - 3. |
| 781 | Parlement - 3. |
| 782 | Constitution - 6. |
| 783 | Départements d'outre-mer - 7. |
| 784 | Armée - 21. |
| 785 | Transports - 2. |
| 786 | Logement - 3. |
| 787 | Communauté - 6. |
| 788 | Communauté - 7. |
| 789 | Communauté - 8. |
| 790 | Départements d'outre-mer - 8. |
| 791 | Départements d'outre-mer - 9. |
| 792 | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - 4. |
| 793 | Construction - 3. |
| 794 | Architectes. |
| 795 | Code rural - 2. |
| 796 | Sécurité sociale agricole (assurance vieillesse) - 1. |
| 797 | Agriculture - 12. |
| 798 | Agriculture - 13. |
| 799 | Tribunaux judiciaires - 4. |
| 800 | Logement - 4. |
| 801 | Départements d'outre-mer - 7. |
| 802 | Communauté - 6. |
| 803 | Communauté - 7. |
| 804 | Communauté - 8. |
| 805 | Budget de 1960 - 4. |
| 806 | Sécurité sociale (assurance-vieillesse) - 4. |
| 807 | Code rural - 2. |
| 808 | Constitution - 7. |
| 809 | Marine marchande - 4. |
| 810 | Agriculture - 10. |
| 811 | Tribunaux judiciaires - 4. |
| 812 | Douanes - 25. |
| 813 | Agriculture - 9. |
| 814 | Nationalité - 2. |
| 815 | Sécurité sociale agricole (assurance vieillesse) - 1. |
| 816 | Sécurité sociale (accidents du travail) - 2. |
| 817 | Enseignement agricole - 1. |
| 818 | Nationalité - 2. |
| 819 | Alcoolisme - 4. |
| 820 | Alcoolisme - 4. |
| 821 | Enseignement agricole - 1. |

| Nos d'impressions. | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| **822** | Agriculture - 9. |
| **823** | Agriculture - 12. |
| **824** | Agriculture - 10. |
| **825** | Recherche scientifique. |
| **826** | Territoires d'outre-mer - 6. |
| **827** | Loyers - 2. |
| **828** | Enseignement (Dispositions générales) - 10. |
| **829** | Construction - 2. |
| **830** | Construction - 2. |
| **831** | Départements d'outre-mer - 7. |
| **832** | Budget de 1960 - 4. |
| **833** | Transports - 2. |
| **834** | Transports - 2. |
| **835** | Agriculture - 10. |
| **836** | Loyers - 14. |
| **837** | Départements d'outre-mer - 7. |
| **838** | Fonctionnaires - 10. |
| **839** | Budget de 1960 - 4. |
| **840** | Transports - 2. |
| **841** | Transports - 2. |
| **842** | Agriculture - 10. |
| **843** | Agriculture - 10. |
| **844** | Budget de 1960 - 4. |
| **845** | Fonctionnaires - 11. |
| **846** | Domicile - 2. |
| **847** | Sociétés - 5. |
| **848** | Baux commerciaux - 10. |
| **849** | Impôts directs - 5. |
| **850** | Loyers - 15. |
| **851** | Armée - 22. |
| **852** | Sécurité sociale (Assurance-vieillesse) - 8. |
| **853** | Experts-comptables - 5. |
| **854** | Sécurité sociale (Assurance-vieillesse) - 9. |
| **855** | Travail (Réglementation du) - 10. |
| **856** | Pensions et retraites - 9. |
| **857** | Impôts indirects - 4. |
| **858** | Commerce - 18. |
| **859** | Budget de 1960 - 4. |
| **860** | Budget de 1960 - 4. |
| **861** | Déportés - 4. |
| **862** | Etat civil - 2. |
| **863** | Code civil - 21. |
| **864** | Douanes - 31. |
| **865** | Douanes - 32. |
| **866** | Budget de 1961 - 1. |
| **867** | Douanes - 33. |
| **868** | Budget de 1961 - 2. |
| **869** | Collectivités locales - 14. |
| **869** *a* | Allocutions - 4. |
| **870** | Armée - 21. |
| **871** | Fonctionnaires - 12. |
| **872** | Adoption - 1. |
| **873** | Commerce - 19. |
| **874** | Commissions d'enquête - 3. |
| **875** | Sécurité sociale (Assurance-vieillesse) - 10. |
| **876** | Construction - 5. |
| **877** | Elections - 5. |
| **878** | Plan - 1. |
| **879** | Armée - 23. |
| **880** | Pensions et retraites - 10. |
| **881** | Pensions et retraites - 11. |
| **882** | Armée - 21. |
| **883** | Députés (poursuites) - 7. |
| **884** | Sécurité sociale (Assurance-vieillesse) - 3. |
| **885** | Constitution - 7. |
| **886** | Budget de 1961 - 1. |
| **887** | Armée - 21. |
| **888** | Constitution - 8. |
| **889** | Sociétés - 3. |
| **890** | Budget de 1961 - 1. |
| **891** | Budget de 1961 - 1. |
| **892** | Budget de 1961 - 1. |
| **893** | Sécurité sociale agricole (Assurance-maladie). |
| **894** | Commissions d'enquête - 4. |
| **895** | Budget de 1961 - 1. |
| **896** | Budget de 1961 - 1. |
| **897** | Travail (Réglementation du) - 11. |
| **898** | Travail (Réglementation du) - 11. |
| **899** | Sport - 3. |
| **900** | Impôts indirects - 5. |
| **901** | Santé publique - 5. |
| **902** | Pêche fluviale - 2. |
| **903** | Budget de 1961 - 1. |
| **904** | Budget de 1961 - 1. |
| **905** | Budget de 1961 - 1. |
| **906** | Logement - 1. |
| **907** | Parlement - 3. |
| **908** | Départements d'outre-mer - 7. |
| **909** | Logement - 4. |
| **910** | Travail (Réglementation du) - 2. |

| Nos d'impressions. | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| 911 | Départements d'outre-mer - 10. |
| 912 | Code civil - 13. |
| 913 | Budget de 1961 - 1. |
| 914 | Budget de 1961 - 1. |
| 915 | Budget de 1961 - 1. |
| 916 | Commerce - 20. |
| 917 | Opticiens - 2. |
| 918 | Tribunaux judiciaires - 5. |
| 919 | Calamités agricoles - 2. |
| 920 | Budget de 1961 - 1. |
| 921 | Budget de 1961 - 1. |
| 922 | Budget de 1961 - 1. |
| 923 | Budget de 1961 - 1. |
| 924 | Budget de 1961 - 1. |
| 925 | Budget de 1961 - 1. |
| 926 | Communauté - 9. |
| 927 | Communauté - 10. |
| 928 | Armée - 24. |
| 929 | Communauté - 11. |
| 930 | Budget de 1961 - 1. |
| 931 | Budget de 1961 - 1. |
| 932 | Départements d'outre-mer - 11. |
| 933 | Budget de 1961 - 2. |
| 934 | Algérie - 18. |
| 935 | Impôts directs - 6. |
| 936 | Budget de 1961 - 1. |
| 937 | Budget de 1961 - 2. |
| 938 | Budget de 1961 - 1. |
| 939 | Budget de 1961 - 2. |
| 940 | Communauté - 9. |
| 941 | Communauté - 10. |
| 942 | Communauté - 11. |
| 943 | Budget de 1961 - 1. |
| 944 | Budget 1957 - 1. |
| 945 | Budget 1958 - 1. |
| 946 | Armée - 21. |
| 947 | Budget de 1961 - 1. |
| 948 | Communauté. |
| 949 | Communauté - 10. |
| 950 | Commerce - 13. |
| 951 | Budget de 1961 - 2. |
| 952 | Règlement de l'Assemblée Nationale - 11. |
| 953 | Calamités publiques - 3. |
| 954 | Armée - 21. |
| 955 | Armée - 21. |
| 956 | Sécurité sociale agricole (assurance-maladie). |
| 957 | Marine marchande - 2. |
| 958 | Marine marchande - 3. |
| 959 | Logement - 4. |
| 960 | Sécurité sociale agricole (assurance-maladie). |
| 961 | Budget de 1960 - 6. |
| 962 | Sécurité sociale agricole (assurance-maladie). |
| 963 | Traités et conventions - 14. |
| 964 | Traités et conventions - 15. |
| 965 | Sécurité sociale (assurance-vieillesse) - 8. |
| 966 | Calamités publiques - 3. |
| 967 | Départements d'outre-mer - 8. |
| 968 | Départements d'outre-mer - 9. |
| 969 | Fonctionnaires - 10. |
| 970 | Armée - 24. |
| 971 | Travail (Réglementation du) - 2. |
| 972 | Commerce - 21. |
| 973 | Pensions et retraites - 12. |
| 974 | Travail (Réglementation du) - 12. |
| 975 | Départements d'outre-mer - 12. |
| 976 | Code civil - 22. |
| 977 | Sécurité sociale (organisation et dispositions générales) - 5. |
| 978 | Loyers - 16. |
| 979 | Loyers - 17. |
| 980 | Déportés - 5. |
| 981 | Sécurité sociale (assurance-vieillesse) - 11. |
| 982 | Commerce - 22. |
| 983 | Elections - 6. |
| 984 | Impôts directs - 7. |
| 985 | Carrières - 2. |
| 986 | Règlement de l'Assemblée Nationale - 12. |
| 987 | Règlement de l'Assemblée Nationale - 12. |
| 988 | Règlement de l'Assemblée Nationale - 11. |
| 989 | Collectivités locales - 15. |
| 990 | Départements d'outre-mer - 11. |
| 991 | Traités et conventions - 16. |
| 992 | Budget de 1961 - 1. |
| 993 | Budget de 1961 - 2. |
| 994 | Budget de 1960 - 6. |
| 995 | Douanes - 6. |
| 996 | Douanes - 19. |
| 997 | Douanes - 33. |
| 998 | Douanes - 13. |

| Nos d'impressions. | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| **999** | Douanes - 14. |
| **1000** | Douanes - 20. |
| **1001** | Budget de 1960 - 7. |
| **1002** | Armée - 21. |
| **1003** | Armée - 21. |
| **1004** | Traités et conventions. |
| **1005** | Budget de 1960. - 6. |
| **1006** | Pensions et retraites - 6. |
| **1007** | Budget de 1961 - 1. |
| **1008** | Loyers - 2. |
| **1009** | Calamités publiques - 3. |
| **1010** | Budget de 1961 - 2. |
| **1011** | Commerce - 16. |
| **1012** | Armée - 25. |
| **1013** | Traités et conventions - 14. |
| **1014** | Réfugiés. |
| **1015** | Budget de 1960 - 7. |
| **1016** | Députés (poursuites). |
| **1017** | Commerce - 23. |
| **1018** | Code civil - 1. |
| **1019** | Calamités publiques - 3. |
| **1020** | Douanes - 24. |
| **1021** | Sécurité sociale agricole (assurance maladie). |
| **1022** | Ordonnances - 3. |
| **1023** | Traités et conventions - 18. |
| **1024** | Fonctionnaires - 11. |
| **1025** | Code du travail - 3. |
| **1026** | Traités et conventions - 17. |
| **1027** | Douanes - 32. |
| **1028** | Douanes - 8. |
| **1029** | Douanes - 9. |
| **1030** | Douanes - 15. |
| **1031** | Douanes - 28. |
| **1032** | Douanes - 11. |
| **1033** | Douanes - 29. |
| **1034** | Douanes - 30 |
| **1035** | Budget de 1961 - 1. |
| **1036** | Construction - 4. |
| **1037** | Budget de 1960 - 6. |
| **1038** | Budget de 1960 - 6. |
| **1039** | Traités et conventions - 17. |
| **1040** | Collectivités locales - 15. |
| **1041** | Créances - 5. |
| **1042** | Baux ruraux - 8. |
| **1043** | Médecine - 5. |
| **1044** | Traités et conventions - 18. |
| **1045** | Douanes - 27. |
| **1046** | Forêts - 3. |
| **1047** | Territoires d'outre-mer - 7. |

| Nos d'impressions. | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| **1048** | Budget de 1961 - 1. |
| **1049** | Loyers - 17. |
| **1050** | Loyers - 2. |
| **1051** | Commerce - 23. |
| **1052** | Collectivités locales - 15. |
| **1053** | Code civil - 1. |
| **1054** | Sécurité sociale agricole (assurance maladie). |
| **1055** | Collectivités locales - 15. |
| **1056** | Médecine - 5. |
| **1057** | Commissions d'enquête - 5. |
| **1058** | Ordonnances - 4. |
| **1059** | Traités et conventions - 20. |
| **1060** | Constitution - 9. |
| **1061** | Constitution - 9. |
| **1062** | Douanes - 27. |
| **1063** | Règlement de l'Assemblée Nationale - 13. |
| **1064** | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - 9. |
| **1065** | Sécurité sociale agricole (assurance vieillesse) - 3. |
| **1066** | Fonctionnaires - 13. |
| **1067** | Fonctionnaires - 14. |
| **1068** | Départements d'outre-mer - 8. |
| **1069** | Départements d'outre-mer - 8. |
| **1070** | Fonctionnaires - 13. |
| **1071** | Fonctionnaires - 14. |
| **1072** | Constitution - 9. |
| **1073** | Pensions et retraites - 13. |
| **1074** | Algérie - 19. |
| **1075** | Légion d'honneur et Médaille militaire - 9. |
| **1076** | Calamités agricoles - 3. |
| **1077** | Organisation administrative - 5. |
| **1078** | Tribunaux judiciaires - 6. |
| **1079** | Décorations - 5. |
| **1080** | Sapeurs-pompiers - 3. |
| **1081** | Chasse - 2. |
| **1082** | Archéologie - 1. |
| **1083** | Pensions et retraites - 14. |
| **1084** | Assurances - 2. |
| **1085** | Alcoolisme - 5. |
| **1086** | Sport - 4. |
| **1087** | Impôts locaux - 2. |
| **1088** | Entreprises nationales - 1. |
| **1089** | Médecine - 6. |
| **1090** | Sécurité sociale (Organisation et dispositions générales) - 6. |

| Nos d'impressions. | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| 1091 | Traités et conventions - 21. |
| 1092 | Traités et conventions - 22. |
| 1093 | Traités et conventions - 15. |
| 1094 | Recherche scientifique - 1. |
| 1095 | Constitution - 9. |
| 1096 | Avocats - 1. |
| 1097 | Territoires d'outre-mer - 8. |
| 1098 | Traités et conventions - 23. |
| 1099 | Algérie - 20. |
| 1100 | Transports - 3. |
| 1101 | Traités et conventions - 24. |
| 1102 | Territoires d'outre-mer - 9. |
| 1103 | Ordonnances - 5. |
| 1104 | Parlement - 4. |
| 1105 | Armée - 26. |
| 1106 | Traités et conventions - 25. |
| 1107 | Douanes - 34. |
| 1108 | Sahara. |
| 1109 | Règlement - 13. |
| 1110 | Traités et conventions - 26. |
| 1111 | Territoires d'outre-mer - 7. |
| 1112 | Territoires d'outre-mer - 9. |
| 1113 | Sports - 5. |
| 1114 | Enseignement (Dispositions générales) - 3. |
| 1115 | Président de la République - 2. |
| 1116 | Armée - 27. |
| 1117 | Départements d'outre-mer - 13. |
| 1118 | Automobiles - 1. |
| 1119 | Chasse - 3. |
| 1120 | Code civil - 23. |
| 1121 | Automobiles - 2. |
| 1122 | Anciens combattants - 2. |
| 1123 | Viticulture - 5. |
| 1124 | Elections - 7. |
| 1125 | Sociétés - 6. |
| 1126 | Agriculture - 14. |
| 1127 | Pêche fluviale - 3. |
| 1128 | Pêche fluviale - 4. |
| 1129 | Alcoolisme - 6. |
| 1130 | Prestations familiales - 4. |
| 1131 | Commerce - 24. |
| 1132 | Assurances - 3. |
| 1133 | Elections - 8. |
| 1134 | Pensions et retraites - 15. |
| 1135 | Conseil d'Etat et tribunaux administratifs. |
| 1136 | Travail (Réglementation du) - 13. |
| 1137 | Médecine - 7. |
| 1138 | Décorations - 6. |
| 1139 | Loyers - 18. |
| 1140 | Loyers - 19. |
| 1141 | Sociétés - 7. |
| 1142 | Code civil - 24. |
| 1143 | Automobiles - 3. |
| 1144 | Loyers - 20. |
| 1145 | Tribunaux judiciaires - 7. |
| 1146 | Loyers - 21. |
| 1147 | Enfance - 2. |
| 1148 | Code du travail - 4. |
| 1149 | Baux ruraux - 9. |
| 1150 | Elevage - 6. |
| 1151 | Transports - 4. |
| 1152 | Logement - 5. |
| 1153 | Amnistie - 5. |
| 1154 | Entreprises nationales - 2. |
| 1155 | Aide et assistance sociale - 6. |
| 1156 | Sahara. |
| 1157 | Territoires d'outre-mer - 7. |
| 1158 | Construction - 4. |
| 1159 | Sport - 5. |
| 1160 | Santé publique - 3. |
| 1161 | Sport - 5. |
| 1162 | Code civil - 13. |
| 1163 | Territoires d'outre-mer - 10. |
| 1164 | Travail (Réglementation du) - 14. |
| 1165 | Santé publique - 6. |
| 1166 | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - 12. |
| 1167 | Travail (Réglementation du) - 15. |
| 1168 | Loyers - 22. |
| 1169 | Commerce - 25. |
| 1170 | Assistance technique - 2. |
| 1171 | Collectivités locales - 16. |
| 1172 | Alcoolisme - 7. |
| 1173 | Transports - 5 |
| 1174 | Travail (Réglementation du) - 16. |
| 1175 | Aide et assistance sociale - 7. |
| 1176 | Santé publique - 3. |
| 1177 | Santé publique - 3. |
| 1178 | Traités et conventions - 26. |
| 1179 | Loyers- 23. |
| 1180 | Etat civil - 2. |
| 1181 | Animaux - 3. |
| 1182 | Traités et conventions - 19. |
| 1183 | Traités et conventions - 13. |

| Nos d'impressions. | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| **1184** | Construction - 4. |
| **1185** | Baux commerciaux - 11. |
| **1186** | Douanes - 35. |
| **1187** | Plan - 1. |
| **1188** | Pêche fluviale - 2. |
| **1189** | Traités et conventions - 23. |
| **1190** | Traités et conventions - 26. |
| **1191** | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - 10. |
| **1192** | Chambre de commerce. |
| **1193** | Députés (poursuites) - 8. |
| **1194** | Code rural - 3. |
| **1195** | Transports - 6. |
| **1196** | Collectivités locales - 15. |
| **1197** | Ordonnances - 4. |
| **1198** | Loyers - 19. |
| **1199** | Commerce - 9. |
| **1200** | Constitution - 10. |
| **1201** | Territoires d'outre-mer - 11. |
| **1202** | Territoires d'outre-mer - 12. |
| **1203** | Sénat - 3. |
| **1204** | Assemblée Nationale - 1. |
| **1205** | Sénat - 4. |
| **1206** | Assemblée Nationale - 2. |
| **1207** | Territoires d'outre-mer - 13. |
| **1208** | Armée de terre - 2. |
| **1209** | Code civil - 25. |
| **1210** | Décorations - 7. |
| **1211** | Construction - 6. |
| **1212** | Code civil - 26. |
| **1213** | Aide et assistance sociale - 8. |
| **1214** | Sécurité sociale (Organisation et dispositions générales) - 7. |
| **1215** | Baux ruraux - 10. |
| **1216** | Construction - 4. |
| **1217** | Douanes - 34. |
| **1218** | Douanes - 32. |
| **1219** | Budget de 1961 - 3. |
| **1220** | Traités et conventions - 25. |
| **1221** | Douanes - 34. |
| **1222** | Elections - 9. |
| **1223** | Traités et conventions - 25. |
| **1224** | Construction - 7. |
| **1225** | Dommages de guerre - 1. |
| **1226** | Commerce - 26. |
| **1227** | Code civil - 27. |
| **1228** | Territoires d'outre-mer - 14. |
| **1229** | Baux ruraux - 11. |
| **1230** | Expropriation - 1. |

| Nos d'impressions. | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| **1231** | Armée - 28. |
| **1232** | Mines - 4. |
| **1233** | Armée - 29. |
| **1234** | Code civil - 21. |
| **1235** | Traités et conventions - 21. |
| **1236** | Enseignement primaire. |
| **1237** | Députés (poursuites) - 8. |
| **1238** | Territoires d'Outre-mer - 6. |
| **1239** | Collectivités locales - 15. |
| **1240** | Construction - 4. |
| **1241** | Collectivités locales - 15. |
| **1242** | Traités et conventions - 27. |
| **1243** | Traités et conventions - 28. |
| **1244** | Traités et conventions - 29. |
| **1245** | Traités et conventions - 30. |
| **1246** | Traités et conventions - 31. |
| **1247** | Parlement - 4. |
| **1248** | Députés (poursuites) - 8. |
| **1249** | Députés (poursuites) - 8. |
| **1250** | Armee - 29. |
| **1251** | Opticiens - 2. |
| **1252** | Impôts indirects - 2. |
| **1253** | Enseignement primaire. |
| **1254** | Déportés - 2. |
| **1255** | Territoires d'outre-mer - 15. |
| **1256** | Sport - 5. |
| **1257** | Territoires d'outre-mer - 9. |
| **1258** | Département d'outre-mer - 14. |
| **1259** | Département d'outre-mer - 15. |
| **1260** | Pensions et retraites - 16. |
| **1261** | Impôts indirects - 6. |
| **1262** | Budget de 1961 - 4. |
| **1263** | Impôts indirects - 2. |
| **1264** | Loyers - 24. |
| **1265** | Habitat rural - 2. |
| **1266** | Baux ruraux - 12. |
| **1267** | Sécurité sociale (Organisation et dispositions générales) - 8. |
| **1268** | Sécurité sociale (Organisation et dispositions générales) - 9. |
| **1269** | Sécurité sociale (Organisation et dispositions générales) - 10. |
| **1270** | Sécurité sociale (Organisation et dispositions générales) - 11. |
| **1271** | Voirie - 2. |
| **1272** | Sécurité sociale (Organisation et dispositions générales) - 12. |
| **1273** | Sport - 6. |
| **1274** | Alcoolisme - 8. |
| **1275** | Collectivités locales - 17. |

| Nos d'impressions. | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| 1276 | Sécurité sociale agricole (assurance maladie) - 2. |
| 1277 | Baux ruraux - 13. |
| 1278 | Conseil d'Etat et tribunaux administratifs. |
| 1279 | Viticulture - 6. |
| 1280 | Baux ruraux - 14. |
| 1281 | Impôts indirects - 2. |
| 1282 | Armée de mer - 2. |
| 1283 | Armée de terre - 3. |
| 1284 | Budget de 1961. |
| 1285 | Impôts indirects - 6. |
| 1286 | Impôts indirects - 6. |
| 1287 | Territoires d'outre-mer - 10. |
| 1288 | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - 2. |
| 1289 | Transports - 4. |
| 1290 | Santé publique - 7. |
| 1291 | Nationalité - 3. |
| 1292 | Sécurité sociale (Organisation et dispositions générales) - 13. |
| 1293 | Prestations familiales - 1. |
| 1294 | Règlement de l'Assemblée Nationale - 14. |
| 1295 | Départements d'outre-mer - 16. |
| 1296 | Pensions et retraites - 17. |
| 1297 | Traités et conventions - 32. |
| 1298 | Aéronautique. |
| 1299 | Traités et conventions - 33. |
| 1300 | Vieillesse. |
| 1301 | Douanes - 36. |
| 1302 | Budget de 1961 - 4. |
| 1303 | Economie nationale - 4. |
| 1304 | Allocutions - 5. |
| 1305 | Sport - 5. |
| 1306 | Budget de 1961 - 4. |
| 1307 | Territoires d'outre-mer - 12. |
| 1308 | Territoires d'outre-mer - 6. |
| 1309 | Assemblée Nationale - 2. |
| 1310 | Assemblée Nationale - 1. |
| 1311 | Sénat - 4. |
| 1312 | Territoires d'outre-mer - 13. |
| 1313 | Créances. |
| 1314 | Budget de 1961 - 4. |
| 1315 | Constitution - 9. |
| 1316 | Code civil - 28. |
| 1317 | Santé publique - 3. |
| 1318 | Code civil - 13. |
| 1319 | Collectivités locales - 18. |
| 1320 | Traités et conventions - 34. |
| 1321 | Economie nationale - 5. |
| 1322 | Rapport d'information (Corse). |
| 1323 | Armée - 30. |
| 1324 | Traités et conventions - 35. |
| 1325 | Fonctionnaires - 15. |
| 1326 | Territoires d'outre-mer - 11. |
| 1327 | Impôts (Dispositions générales) - 5. |
| 1328 | Elections - 9. |
| 1329 | Loyers - 25. |
| 1330 | Forêts - 3. |
| 1331 | Sécurité sociale (Dispositions diverses) - 1. |
| 1332 | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - 13. |
| 1333 | Départements d'outre-mer - 6. |
| 1334 | Transports. |
| 1335 | Traités et conventions - 22. |
| 1336 | Marine marchande - 3. |
| 1337 | Pêche fluviale - 5. |
| 1338 | Pensions et retraites - 14. |
| 1339 | Armée de terre - 3. |
| 1340 | Armée de mer - 2. |
| 1341 | Armée - 28. |
| 1342 | Traités et conventions - 16. |
| 1343 | Légion d'honneur et médaille militaire - 9 |
| 1344 | Coopératives - 1. |
| 1345 | Hôpitaux. |
| 1346 | Départements d'outre-mer - 14. |
| 1347 | Impôts (Dispositions générales) - 5. |
| 1348 | Traités et conventions - 31. |
| 1349 | Traités et conventions - 27, 28 29, 30. |
| 1350 | Agriculture - 13. |
| 1351 | Armée - 31. |
| 1352 | Construction - 7. |
| 1353 | Alcoolisme - 9. |
| 1354 | Code pénal - 7. |
| 1355 | Salaires - 2. |
| 1356 | Travail (Réglementation du) - 17. |
| 1357 | Sécurité sociale (accidents du travail) - 3. |
| 1358 | Construction - 8. |
| 1359 | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - *14. |
| 1360 | Aide et assistance sociale - 9. |
| 1361 | Tribunaux judiciaires - 8. |

| Nos d'impressions. | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| **1362** | Commerce - 27. |
| **1363** | Médecine - 8. |
| **1364** | Finances locales - 4. |
| **1365** | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - 2. |
| **1366** | Travail (Réglementation du) - 4. |
| **1367** | Collectivités locales - 18. |
| **1368** | Pensions et retraites - 16. |
| **1369** | Traités et conventions - 34. |
| **1370** | Prestations familiales - 3. |
| **1371** | Servitudes. |
| **1372** | Collectivités locales - 15. |
| **1373** | Santé publique - 3. |
| **1374** | Départements d'outre-mer - 13. |
| **1375** | Traités et conventions - 27. |
| **1376** | Traités et conventions - 28. |
| **1377** | Traités et conventions - 29. |
| **1378** | Traités et conventions - 30. |
| **1379** | Traités et conventions - 31. |
| **1380** | Pêche fluviale - 2. |
| **1381** | Armée - 29. |
| **1382** | Armée de mer - 3. |
| **1383** | Armée - 32. |
| **1384** | Santé publique - 7. |
| **1385** | Avocats - 1. |
| **1386** | Sécurité sociale (organisation et dispositions générales) - 13. |
| **1387** | Baux ruraux - 7. |
| **1388** | Armée - 29. |
| **1389** | Armée de mer - 3. |
| **1390** | Armée - 32. |
| **1391** | Pensions et retraites - 5. |
| **1392** | Pensions et retraites - 7. |
| **1393** | Traités et conventions - 34. |
| **1394** | Loyers - 24. |
| **1395** | Budget de 1961 - 4- |
| **1396** | Budget de 1961 - 4. |
| **1397** | Impôts (Enregistrement et timbre). |
| **1398** | Sécurité sociale (organisation et dispositions générales) - 7. |
| **1399** | Collectivités locales - 15. |
| **1400** | Douanes - 32. |
| **1401** | Code civil - 21. |
| **1402** | Départements d'outre-mer - 17. |
| **1403** | Budget de 1961 - 4. |
| **1404** | Budget de 1961 - 4. |
| **1405** | Budget de 1957 - 1. |
| **1406** | Budget de 1958. |
| **1407** | Budget de 1961 - 4. |
| **1408** | Budget de 1961 - 4. |
| **1409** | Non publié. |
| **1410** | Propriété littéraire et artistique. |
| **1411** | Aide et assistance sociale - 10. |
| **1412** | Code pénal - 8. |
| **1413** | Elections - 10. |
| **1414** | Santé publique - 8. |
| **1415** | Sécurité sociale (assurance maladie) - 3. |
| **1416** | Opticiens - 3. |
| **1417** | Code civil - 29. |
| **1418** | Radiodiffusion - 2. |
| **1419** | Radiodiffusion - 3. |
| **1420** | Médecine - 9. |
| **1421** | Armée - 33. |
| **1422** | Baux commerciaux - 11. |
| **1423** | Radiodiffusion - 4. |
| **1424** | Dommages de guerre - 2. |
| **1425** | Chasse - 4. |
| **1426** | Agriculture - 15. |
| **1427** | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - 4. |
| **1428** | Douanes - 37. |
| **1429** | Recherche scientifique - 2. |
| **1430** | Constitution - 11. |
| **1431** | Agriculture - 16. |
| **1432** | Douanes - 38. |
| **1433** | Douanes - 39. |
| **1434** | Traités et conventions - 36. |
| **1435** | Alsace-Lorraine - 4. |
| **1436** | Budget de 1962 - 1. |
| **1437** | Budget de 1961 - 5. |
| **1438** | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - 5. |
| **1439** | Agriculture - 16. |
| **1440** | Sécurité sociale (accidents du travail) - 4. |
| **1441** | Tribunaux judiciaires - 9. |
| **1442** | Code de procédure pénale - 3. |
| **1443** | Code civil - 30. |
| **1444** | Budget de 1962 - 2. |
| **1445** | Budget de 1962 - 1. |
| **1446** | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - 12. |
| **1447** | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - 5. |
| **1448** | Code civil - 21. |

| Nos d'impressions. | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| 1449 | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - 5. |
| 1450 | Armée - 30. |
| 1451 | Code civil - 21. |
| 1452 | Constitution - 12. |
| 1453 | Propriété littéraire et artistique |
| 1454 | Aide et assistance sociale - 11. |
| 1455 | Code civil - 31. |
| 1456 | Département d'outre-mer - 18. |
| 1457 | Commerce - 28. |
| 1458 | Commerce - 29. |
| 1459 | Budget de 1962 - 1. |
| 1460 | Recherche scientifique - 2. |
| 1461 | Budget de 1962 - 1. |
| 1462 | Fonctionnaires - 12. |
| 1463 | Elections - 9. |
| 1464 | Code pénal - 9. |
| 1465 | Fonctionnaires - 15. |
| 1466 | Budget de 1962 - 1. |
| 1467 | Coopératives agricoles - 3. |
| 1468 | Coopératives agricoles - 4. |
| 1469 | Budget de 1962 - 1. |
| 1470 | Économie nationale. |
| 1471 | Budget de 1962 - 1. |
| 1472 | Budget de 1962 - 1. |
| 1473 | Budget de 1962 - 1. |
| 1474 | Constitution - 13. |
| 1475 | Douanes - 36. |
| 1476 | Budget de 1962 - 1. |
| 1477 | Budget de 1962 - 1. |
| 1478 | Budget de 1962 - 1. |
| 1479 | Sécurité sociale (accidents du travail) - 2. |
| 1480 | Rapatriés - 1. |
| 1481 | Territoires d'outre-mer - 16. |
| 1482 | Code de commerce - 3. |
| 1483 | Sécurité sociale agricole (accidents du travail). |
| 1484 | Coopératives agricoles - 4. |
| 1485 | Budget de 1962 - 1. |
| 1486 | Budget de 1962 - 1. |
| 1487 | Budget de 1962 - 1. |
| 1488 | Budget de 1962 - 1. |
| 1489 | Budget de 1962 - 1. |
| 1490 | Aide et assistance sociale - 12. |
| 1491 | Code pénal - 10. |
| 1492 | Code civil - 32. |
| 1493 | Code pénal - 11. |
| 1494 | Chasse - 5. |
| 1495 | Eau. |
| 1496 | Code civil - 33. |
| 1497 | Fonctionnaires - 16. |
| 1498 | Budget de 1962 - 1. |
| 1499 | Budget de 1962 - 2. |
| 1500 | Budget de 1962 - 1 et 2. |
| 1501 | Budget de 1962 - 1 et 2. |
| 1502 | Budget de 1962 - 2. |
| 1503 | Budget de 1962 - 1. |
| 1504 | Budget de 1962 - 1. |
| 1505 | Budget de 1962 - 1. |
| 1506 | Budget de 1962 - 1. |
| 1507 | Budget de 1962 - 1. |
| 1508 | Commission de contrôle - 1. |
| 1509 | Commission de contrôle - 2. |
| 1510 | Sécurité sociale agricole (accidents du travail). |
| 1511 | Code pénal - 9. |
| 1512 | Sénat - 5. |
| 1513 | Prisons. |
| 1514 | Sécurité sociale agricole (accidents du travail). |
| 1515 | Prisons. |
| 1516 | Baux ruraux - 7. |
| 1517 | Départements d'outre-mer - 16. |
| 1518 | Code civil - 21. |
| 1519 | Animaux - 3. |
| 1520 | Alsace-Lorraine - 5. |
| 1521 | Sécurité sociale (accidents du travail) - 2. |
| 1522 | Douanes - 37. |
| 1523 | Douanes - 38. |
| 1524 | Douanes - 35. |
| 1525 | Territoires d'outre-mer - 8- |
| 1526 | Traités et conventions - 36. |
| 1527 | Douanes - 39. |
| 1528 | Douanes - 31. |
| 1529 | Coopératives agricoles - 3. |
| 1530 | Nationalité - 2. |
| 1531 | Commissions d'enquête - 6. |
| 1532 | Alsace-Lorraine - 6. |
| 1533 | Monuments historiques - 1. |
| 1534 | Traités et conventions - 37. |
| 1535 | Architectes. |
| 1536 | Départements d'outre-mer - 16. |
| 1537 | Impôts (Dispositions générales) - 6. |
| 1538 | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - 10. |

| Nos d'impressions. | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| 1539 | Sécurité sociale (assurance-maladie) - 13. |
| 1540 | Opticiens - 2. |
| 1541 | Impôts (Dispos. générales) - 2. |
| 1542 | Coopératives agricoles - 4. |
| 1543 | Rapatriés - 1. |
| 1544 | Territoires d'outre-mer - 17. |
| 1545 | Transports - 7. |
| 1546 | Pêche fluviale - 6. |
| 1547 | Sécurité sociale (accidents du travail) - 5. |
| 1548 | Vieillesse - 2. |
| 1549 | Rapatriés - 2. |
| 1550 | Rapatriés - 3. |
| 1551 | Coopératives agricoles - 5. |
| 1552 | Traités et conventions - 38. |
| 1553 | Traités et conventions - 39. |
| 1554 | Monuments historiques - 1. |
| 1555 | Monuments historiques - 2. |
| 1556 | Economie nationale - 4. |
| 1557 | Budget de 1961 - 6. |
| 1558 | Réfugiés. |
| 1559 | Sécurité sociale agricole (accidents du travail). |
| 1560 | Budget de 1961 - 7. |
| 1561 | Coopératives agricoles - 4. |
| 1562 | Assurances - 4. |
| 1563 | Code civil - 21. |
| 1564 | Budget de 1962 - 2. |
| 1565 | Agriculture - 17. |
| 1566 | Budget de 1961 - 6. |
| 1567 | Budget de 1962 - 1. |
| 1568 | Réfugiés - 1. |
| 1569 | Budget de 1961 - 7. |
| 1570 | Traités et conventions - 38. |
| 1571 | Traités et conventions - 39. |
| 1572 | Budget de 1962 - 1. |
| 1573 | Plan - 2. |
| 1574 | Organisation administrative - 6. |
| 1575 | Organisation administrative - 7. |
| 1576 | Fonctionnaires - 17. |
| 1577 | Conseils d'Etat et tribunaux administratifs. |
| 1578 | Sécurité sociale (assurance-maladie) - 4. |
| 1579 | Anciens combattants - 3. |
| 1580 | Sécurité sociale agricole (assurance-maladie) - 3. |
| 1581 | Automobiles - 4. |
| 1582 | Résistance. |
| 1583 | Sécurité sociale (accidents du travail) - 7. |
| 1584 | Sécurité sociale (accidents du travail) - 3. |
| 1585 | Sécurité sociale (organisation et dispositions générales) - 5. |
| 1586 | Retraites - 12. |
| 1587 | Déportés - 1. |
| 1588 | Commission de contrôle - 1. |
| 1589 | Commission de contrôle - 2. |
| 1590 | Budget de 1961 - 7. |
| 1591 | Traités et conventions - 38. |
| 1592 | Elections - 9. |
| 1593 | Assurances - 4. |
| 1594 | Ordonnances - 4. |
| 1595 | Règlement de l'Assemblée Nationale - 15. |
| 1596 | Budget de 1962 - 2. |
| 1597 | Travail (Réglementation du) - 18. |
| 1598 | Assurances - 4. |
| 1599 | Agriculture - 17. |
| 1600 | Aide et assistance sociale - 8. |
| 1601 | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - 8. |
| 1602 | Budget de 1962 - 1. |
| 1603 | Monuments historiques - 2. |
| 1604 | Députés (poursuites). |
| 1605 | Travail (Réglementation du) - 18. |
| 1606 | Territoires d'outre-mer - 10. |
| 1607 | Monuments historiques - 3. |
| 1608 | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - 15. |
| 1609 | Budget de 1962 - 1. |
| 1610 | Rapatriés - 3. |
| 1611 | Députés (poursuites). |
| 1612 | Travail (Réglementation du) - 18. |
| 1613 | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - 15. |
| 1614 | Budget de 1962 - 1. |
| 1615 | Fonctionnaires - 6. |
| 1616 | Armée - 35. |
| 1617 | Rapatriés - 3. |
| 1618 | Assurances - 4. |
| 1619 | Budget de 1962 - 1. |
| 1620 | Budget de 1962 - 1. |

| Nos d'impressions. | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| **1621**..... | Pensions et retraites - 18. |
| **1622**..... | Armée - 30. |
| **1623**..... | Loyers - 23. |
| **1624**..... | Armée - 30. |
| **1625**..... | Nantissement. |
| **1626**..... | Voirie - 2. |
| **1627**..... | Sénat - 5. |
| **1628**..... | Code civil - 23. |
| **1629**..... | Budget de 1961 - 7. |
| **1630**..... | Pensions et retraites - 18. |
| **1631**..... | Budget de 1961 - 7. |
| **1632**..... | Rapatriés. |
| **1633**..... | Construction - 7. |
| **1634**..... | Départements d'outre-mer - 10. |
| **1635**..... | Départements d'outre-mer - 17. |
| **1636**..... | Traités et conventions - 6. |
| **1637**..... | Traités et conventions - 24. |
| **1638**..... | Départements d'outre-mer - 19. |
| **1639**..... | Territoires d'outre-mer - 15. |
| **1640**..... | Agriculture - 17. |
| **1641**..... | Budget de 1961 - 7. |
| **1642**..... | Budget de 1961 - 7. |
| **1643**..... | Agriculture - 17. |
| **1644**..... | Nationalité - 3. |
| **1645**..... | Nationalité - 3. |
| **1646**..... | Marine marchande - 5. |
| **1647**..... | Sécurité sociale (assurance-vieillesse) - 16. |
| **1648**..... | Immeubles - 2. |
| **1649**..... | Code de commerce - 4. |
| **1650**..... | Logement - 5. |
| **1651**..... | Transports - 8. |
| **1652**..... | Aide et assistance sociale - 13. |
| **1653**..... | Alsace-Lorraine - 7. |
| **1654**..... | Impôts directs - 8. |
| **1655**..... | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - 17. |
| **1656**..... | Habitations à loyer modéré - 2. |
| **1657**..... | Police (Personnel de la) - 3. |
| **1658**..... | Dommages de guerre - 3. |
| **1659**..... | Commerce - 30. |
| **1660**..... | Traités et conventions - 40. |
| **1661**..... | Traités et conventions - 41. |
| **1662**..... | Traités et conventions - 42. |
| **1663**..... | Algérie - 21. |
| **1664**..... | Médecine - 10. |
| **1665**..... | Commission de contrôle - 1. |
| **1666**..... | Traités et conventions - 33. |
| **1667**..... | Territoires d'outre-mer - 18. |
| **1668**..... | Union française. |

| Nos d'impressions. | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| **1669**..... | Douanes - 40. |
| **1670**..... | Enseignement (Dispositions générales) - 11. |
| **1671**..... | Douanes - 41. |
| **1672**..... | Budget de 1959 - 5. |
| **1673**..... | Entreprises nationales - 1. |
| **1674**..... | Président de la République - 3. |
| **1675**..... | Territoires d'outre-mer - 16. |
| **1676**..... | Travail (Réglementation du) - 19. |
| **1677**..... | Code de procédure pénale - 4. |
| **1678**..... | Enfance - 3. |
| **1679**..... | Décorations - 8. |
| **1680**..... | Code de procédure civile. |
| **1681**..... | Transports - 9. |
| **1682**..... | Collectivités locales - 19. |
| **1683**..... | Sécurité sociale (assurance maladie) - 5. |
| **1684**..... | Construction - 9. |
| **1685**..... | Travail (Réglementation du) - 20. |
| **1686**..... | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - 7. |
| **1687**..... | Mines - 4. |
| **1688**..... | Construction - 7. |
| **1689**..... | Baux ruraux - 7. |
| **1690**..... | Règlement de l'Assemblée Nationale - 16. |
| **1691**..... | Travail (Réglementation du) - 21. |
| **1692**..... | Impôts (Dispositions générales) - 7. |
| **1693**..... | Impôts directs - 9. |
| **1694**..... | Douanes - 42. |
| **1695**..... | Allocutions - 6. |
| **1696**..... | Communications du Gouvernement. |
| **1697**..... | Santé publique - 9. |
| **1698**..... | Amnistie - 6. |
| **1699**..... | Amnistie - 7. |
| **1700**..... | Cinéma - 2. |
| **1701**..... | Mines - 2. |
| **1702**..... | Commissions d'enquête - 7. |
| **1703**..... | Impôts directs - 9. |
| **1704**..... | Traités et conventions - 32. |
| **1705**..... | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - 13. |
| **1706**..... | Budget de 1962 - 3. |
| **1707**..... | Plan - 2. |
| **1708**..... | Baux ruraux - 8. |

| Nos d'impressions. | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| **1709** | Marine marchande - 5. |
| **1710** | Traités et conventions - 41. |
| **1711** | Habitations à loyer modéré - 2. |
| **1712** | Plan - 2. |
| **1713** | Budget de 1962 - 3. |
| **1714** | Plan - 2. |
| **1715** | Prestations familiales - 5. |
| **1716** | Impôts indirects - 7. |
| **1717** | Adoption - 2. |
| **1718** | Travail (Réglementation du) - 22. |
| **1719** | Loyers - 26. |
| **1720** | Prestations familiales - 2. |
| **1721** | Salaires - 2. |
| **1722** | Départements d'outre-mer - 20. |
| **1723** | Opticiens - 2. |
| **1724** | Union française. |
| **1725** | Santé publique - 10. |
| **1726** | Conseil d'Etat et tribunaux administratifs - 4. |
| **1727** | Coopératives agricoles - 4. |
| **1728** | Plan - 2. |
| **1729** | Traités et conventions - 43. |
| **1730** | Commerce - 31. |
| **1731** | Expropriation - 2. |
| **1732** | Monuments historiques - 4. |
| **1733** | Monuments historiques - 1. |
| **1734** | Règlement de l'Assemblée Nationale - 17. |
| **1735** | Fonctionnaires - 9. |
| **1736** | Habitations à loyer modéré - 2. |
| **1737** | Armée - 36. |
| **1738** | Alsace-Lorraine - 5. |
| **1739** | Dommages de guerre - 3. |
| **1740** | Chasse - 1. |
| **1741** | Budget de 1962 - 4. |
| **1742** | Douanes - 43. |
| **1743** | Radiodiffusion - 3. |
| **1744** | Armée - 35. |
| **1745** | Règlement de l'Assemblée Nationale - 8. |
| **1746** | Armée - 37. |
| **1747** | Départements d'outre-mer - 16. |
| **1748** | Rapatriés - 2. |
| **1749** | Sécurité sociale (assurance vieillesse - 18. |
| **1750** | Code civil - 34. |
| **1751** | Sécurité sociale agricole (assurance maladie) - 4. |
| **1752** | Pensions et retraites - 19. |
| **1753** | Coopératives agricoles. |
| **1754** | Monuments historiques - 1. |
| **1755** | Moyen-Orient. |
| **1756** | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - 13. |
| **1757** | Douanes - 44. |
| **1758** | Prestations familiales - 5. |
| **1759** | Aide et assistance sociale - 8. |
| **1760** | Traités et conventions - 42. |
| **1761** | Décorations. |
| **1762** | Archéologie. |
| **1763** | Douanes - 40. |
| **1764** | Douanes - 42. |
| **1765** | Loyers - 27. |
| **1766** | Départements d'outre-mer - 21. |
| **1767** | Députés (poursuites) - 9. |
| **1768** | Servitudes. |
| **1769** | Défense nationale - 1. |
| **1770** | Défense nationale - 2. |
| **1771** | Impôts (Dispositions générales) - 6. |
| **1772** | Décorations - 8. |
| **1773** | Règlement de l'Assemblée Nationale - 18. |
| **1774** | Adoption - 1. |
| **1775** | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - 13. |
| **1776** | Sécurité sociale (accidents du travail) - 6. |
| **1777** | Enfance - 3. |
| **1778** | Loyers - 25. |
| **1779** | Monuments historiques - 4. |
| **1780** | Territoires d'outre-mer - 18. |
| **1781** | Enseignement agricole - 3. |
| **1782** | Collectivités locales - 8. |
| **1783** | Plan - 2. |
| **1784** | Pensions et retraites - 17. |
| **1785** | Départements d'outre-mer - 22. |
| **1786** | Expropriation - 3. |
| **1787** | Pêche fluviale - 5. |
| **1788** | Construction - 10. |
| **1789** | Douanes - 45. |
| **1790** | Commissions d'enquête - 8. |
| **1791** | Code civil - 8. |
| **1792** | Sport - 1. |
| **1793** | Opticiens - 2. |
| **1794** | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - 17. |
| **1795** | Députés (poursuites) - 9. |

| Nos d'impressions | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| **1796** | Impôts (Enregistrement et timbre). |
| **1797** | Construction - 7. |
| **1798** | Armée - 36. |
| **1799** | Armée - 37. |
| **1800** | Enseignement agricole - 3. |
| **1801** | Amnistie - 8. |
| **1802** | Construction - 11. |
| **1803** | Prestations familiales - 6. |
| **1804** | Algérie - 22. |
| **1805** | Enseignement agricole - 3. |
| **1806** | Commerce - 31. |
| **1807** | Commerce - 32. |
| **1808** | Traités et conventions - 40. |
| **1809** | Budget de 1962 - 5. |
| **1810** | Enseignement agricole - 3. |
| **1811** | Traités et conventions - 44. |
| **1812** | Traités et conventions - 45. |
| **1813** | Règlement - 19. |
| **1814** | Règlement - 20. |
| **1815** | Règlement - 21. |
| **1816** | Chasse - 5. |
| **1817** | Impôts (Enregistrement et timbre). |
| **1818** | Impôts (Enregistrement et timbre). |
| **1819** | Défense nationale - 2. |
| **1820** | Défense nationale - 1. |
| **1821** | Sécurité sociale (assurance maladie) - 3. |
| **1822** | Sécurité sociale (assurance maladie) - 5. |
| **1823** | Travail (Réglementation du) - 12. |
| **1824** | Construction - 7. |
| **1825** | Agriculture - 18. |
| **1826** | Armée de mer - 3. |
| **1827** | Députés (poursuites) - 9. |
| **1828** | Experts-comptables - 1. |
| **1829** | Elections - 10. |
| **1830** | Budget de 1962 - 5. |
| **1831** | Alsace-Lorraine - 6. |
| **1832** | Marine marchande - 3. |
| **1833** | Budget de 1962 - 5. |
| **1834** | Traités et conventions - 44. |
| **1835** | Règlement de l'Assemblée Nationale - 22. |
| **1836** | Expropriation - 3. |
| **1837** | Traités et conventions - 45. |
| **1838** | Monuments historiques - 3. |
| **1839** | Monuments historiques - 3. |
| **1840** | Chasse - 1. |
| **1841** | Départements d'outre-mer - 19. |
| **1842** | Loyers - 28. |
| **1843** | Habitations à loyer modéré - 3. |
| **1844** | Code civil - 35. |
| **1845** | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - 6. |
| **1846** | Sécurité sociale (organisation et dispositions générales) - 14. |
| **1847** | Rapatriés - 3. |
| **1848** | Sécurité sociale (organisation et dispositions générales) - 15. |
| **1849** | Expropriation - 3. |
| **1850** | Plan - 2. |
| **1851** | Elections - 10. |
| **1852** | Agriculture - 18. |
| **1853** | Sécurité sociale agricole (assurance maladie) - 4. |
| **1854** | Santé publique - 10. |
| **1855** | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - 18. |
| **1856** | Sécurité sociale (organisation et dispositions générales) - 15. |
| **1857** | Plan - 2. |
| **1858** | Budget de 1962 - 5. |
| **1859** | Armée - 38. |
| **1860** | Code civil - 28. |
| **1861** | Territoires d'outre-mer - 19. |
| **1862** | Loyers - 23. |
| **1863** | Pêche fluviale - 5. |
| **1864** | Servitudes. |
| **1865** | Budget de 1962 - 5. |
| **1866** | Budget de 1962 - 5. |
| **1867** | Armée - 39. |
| **1868** | Enseignement agricole - 3. |
| **1869** | Loyers - 23. |
| **1870** | Enseignement agricole - 3. |
| **1871** | Budget de 1962 - 4. |
| **1872** | Constitution - 14. |
| **1873** | Mines - 2. |
| **1874** | Mines - 2. |
| **1875** | Loyers - 23. |
| **1876** | Monuments historiques - 3. |
| **1877** | Monuments historiques - 3. |
| **1878** | Coopératives agricoles - 4. |
| **1879** | Budget de 1962 - 5. |

| Nos d'impressions. | Rubriques de la Table. |
|---|---|
| **1880** | Budget de 1962 - 5. |
| **1881** | Armée de mer - 4. |
| **1882** | Agriculture - 18. |
| **1883** | Amnistie - 4. |
| **1884** | Agriculture - 18. |
| **1885** | Travail (Réglementation du) - 21. |
| **1886** | Armée - 39. |
| **1887** | Armée - 39. |
| **1888** | Forêts - 4. |
| **1889** | Rentes viagères - 5. |
| **1890** | Code pénal - 12. |
| **1891** | Expropriation - 4. |
| **1892** | Commerce - 33. |
| **1893** | Sécurité sociale (organisation et dispositions générales) - 16. |
| **1894** | Pensions et retraites - 20. |
| **1895** | Chasse - 6. |
| **1896** | Chasse - 7. |
| **1897** | Sécurité sociale (organisation et dispositions générales) - 17. |
| **1898** | Code civil - 36. |
| **1899** | Douanes - 46. |
| **1900** | Impôts indirects - 8. |
| **1901** | Traités et conventions - 46. |
| **1902** | Douanes - 47. |
| **1903** | Budget 1963. |
| **1904** | Constitution - 15. |
| **1905** | Sécurité sociale - 4. |
| **1906** | Président de la République - 4. |
| **1907** | Traités et conventions - 47. |
| **1908** | Traités et conventions - 48. |
| **1909** | Traités et conventions - 49. |
| **1910** | Fonctionnaires - 18. |
| **1911** | Référendum. |
| **1912** | Alsace-Lorraine - 8. |
| **1913** | Collectivités locales - 20. |
| **1914** | Fonctionnaires - 19. |
| **1915** | Pensions et retraites - 21. |
| **1916** | Sécurité sociale (assurance vieillesse) - 19. |
| **1917** | Impôts (Dispositions générales) - 8. |
| **1918** | Loyers - 29. |
| **1919** | Elections - 11. |
| **1920** | Décorations - 9. |
| **1921** | Rentes viagères - 6. |
| **1922** | Constitution - 16. |
| **1923** | Président de la République - 5. |
| **1924** | Rapatriés - 4. |
| **1925** | Commémorations et anniversaires. |
| **1926** | Elevage. |

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

PREMIÈRE LÉGISLATURE

# VIe ANNEXE

## TABLEAU DE CONCORDANCE

### des numéros d'impressions et des numéros « microfilm » des documents parlementaires.

| Nos d'impressions. | Nos microfilm. | Nos d'impressions. | Nos microfilm. | Nos d'impressions. | Nos microfilm |
|---|---|---|---|---|---|
| **1** | 1 | **31** | 29 | **61** | 142 |
| **2** | 2 | **32** | 45 | **62** | 1780 |
| **3** | 4 | **33** | 30 | **63** | 25 |
| **4** | 3 | **34** | 31 | **64** | 60 |
| **5** | 5 | **35** | 33 | **65** | 41 |
| **6** | 6 | **36** | 63 | **66** | 51 |
| **7** | 7 | **37** | 32 | **67** | 52 |
| **8** | 8 | **38** | 34 | **68** | 53 |
| **9** | 9 | **39** | 35 | **69** | 48 |
| **10** | 13 | **40** | 37 | **70** | 58 |
| **11** | 10 | **41** | 38 | **71** | 71 |
| **12** | 12 | **42** | 43 | **72** | 67 |
| **13** | 16 | **43** | 39 | **73** | 73 |
| **14** | 143 | **44** | 46 | **74** | 64 |
| **15** | 62 | **45** | 47 | **75** | 65 |
| **16** | 18 | **46** | 49 | **76** | 105 |
| **17** | 14 | **47** | 44 | **77** | 54 |
| **18** | 19 | **48** | 66 | **78** | 55 |
| **19** | 20 | **49** | 59 | **79** | 59 |
| **20** | 17 | **50** | 40 | **80** | 61 |
| **21** | 21 | **51** | 57 | **81** | 68 |
| **22** | 22 | **52** | 11 | **82** | 103 |
| **23** | 15 | **53** | 42 | **83** | 102 |
| **24** | 26 | **54** | 56 | **84** | 72 |
| **25** | 23 | **55** | 137 | **85** | 90 |
| **26** | 144 | **56** | 138 | **86** | 100 |
| **27** | 145 | **57** | 141 | **87** | 80 |
| **28** | 24 | **58** | 147 | **88** | 69 |
| **29** | 27 | **59** | 36 | **89** | 82 |
| **30** | 28 | **60** | 1779 | **90** | 70 |

| Nos d'impressions. | Nos microfilm. | Nos d'impressions. | Nos microfilm. | Nos d'impressions. | Nos microfilm |
|---|---|---|---|---|---|
| **91** | 89 | **141** | 113 | **190** | 176 |
| **92** | 101 | **142** | 134 | **191** | 167 |
| **93** | 99 | **143** | 127 | **192** | 169 |
| **94** | 96 | **144** | 128 | **193** | 171 |
| **95** | 139 | **145** | 140 | **194** | 174 |
| **96** | 111 | **146** | 129 | **195** | 180 |
| **97** | 106 | **147** | 132 | **196** | 184 |
| **98** | 98 | **148** | 133 | **197** | 186 |
| **99** | 124 | **149** | 162 | **198** | 179 |
| **100** | 88 | **150** | 135 | **199** | 214 |
| **101** | 84 | **151** | 197 | **200** | 189 |
| **102** | 78 | **152** | 160 | **201** | 187 |
| **103** | 76 | **153** | 123 | **202** | 177 |
| **104** | 77 | **154** | 151 | **203** | 178 |
| **105** | 112 | **155** | 155 | **204** | 209 |
| **106** | 125 | **156** | 152 | **205** | 190 |
| **107** | 104 | **157** | 236 | **206** | 266 |
| **108** | 207 | **158** | 154 | **207** | 196 |
| **109** | 87 | **159** | 164 | **208** | 222 |
| **110** | 86 | **160** | 146 | **209** | 195 |
| **111** | 91 | **161** | 156 | **210** | 188 |
| **112** | 75 | **162** | 161 | **211** | 228 |
| **113** | 74 | **163** | 193 | **212** | 230 |
| **114** | 130 | **164** | 149 | **213** | 281 |
| **115** | 92 | **165** | 194 | **214** | 240 |
| **116** | 107 | **166** rectifié | 165 | **215** | 239 |
| **117** | 204 | **167** | 148 | **216** | 191 |
| **118** | 93 | **168** | 168 | **217** | 192 |
| **119** | 79 | **169** | 183 | **218** | 198 |
| **120** | 83 | **170** | 182 | **219** | 210 |
| **121** | 115 | **171** | 170 | **220** | 235 |
| **122** | 81 | **172** | 185 | **221** | 205 |
| **123** | 85 | **173** | 150 | **222** | 202 |
| **124** | 94 | **174** | 153 | **223** | 274 |
| **125** | 108 | **175** | 2420 | **224** | 212 |
| **126** | 126 | **176** | 1781 | **225** | 211 |
| **127** | 95 | **177** | 280 | **226** | 241 |
| **128** | 97 | **178** | 200 | **227** | 287 |
| **129** | 136 | **179** | 181 | **228** | 199 |
| **130** | 116 | **180** | 157 | **229** | 217 |
| **131** | 109 | **181** (1er) | 158 | **230** | 201 |
| **132** | 119 | **181** (2e) | 159 | **231** | 242 |
| **133** | 131 | **182** | 219 | **232** | 273 |
| **134** | 114 | **183** | 166 | **233** | 243 |
| **135** | 117 | **184** | 172 | **234** | 213 |
| **136** | 118 | **185** | 173 | **235** | 272 |
| **137** | 120 | **186** | 163 | **236** | 203 |
| **138** | 121 | **187** | 237 | **237** rectifié | 251 |
| **139** | 122 | **188** | 208 | **238** rectifié | 252 |
| **140** | 110 | **189** | 175 | **239** | 275 |

| Nos d'impressions. | Nos microfilm. |
|---|---|
| **240** rectifié | 276 |
| **241** | 282 |
| **242** | 238 |
| **243** | 206 |
| **244** | 218 |
| **245** | 227 |
| **246** | 215 |
| **247** | 244 |
| **248** | 224 |
| **249** | 216 |
| **250** | 245 |
| **251** | 220 |
| **252** | 221 |
| **253** | 223 |
| **254** | 225 |
| **255** | 226 |
| **256** | 229 |
| **257** | 231 |
| **258** | 233 |
| **259** | 232 |
| **260** | 1782 |
| **261** | 234 |
| **262** | 246 |
| **263** | 247 |
| **264** | 269 |
| **265** | 253 |
| **266** | 248 |
| **267** | 264 |
| **268** | 277 |
| **269** | 250 |
| **270** | 279 |
| **271** | 271 |
| **272** | 265 |
| **273** | 267 |
| **274** | 249 |
| **275** | 354 |
| **276** | 288 |
| **277** | 283 |
| **278** | 355 |
| **279** | 356 |
| **280** | 285 |
| **281** | 1783 |
| **282** | 357 |
| **283** | 284 |
| **284** | 361 |
| **285** | 359 |
| **286** | 360 |
| **287** | 358 |
| **288** | 278 |
| **289** | 362 |

| Nos d'impressions. | Nos microfilm. |
|---|---|
| **290** | 367 |
| **291** | 368 |
| **292** | 286 |
| **293** | 419 |
| **294** | 365 |
| **295** | 270 |
| **296** | 366 |
| **297** | 363 |
| **298** | 364 |
| **299** | 268 |
| **300** | 289 à 353 |
| **301** Tome I | 369 |
| **301** Tome II (1er vol.) | 370 |
| **301** Tome II (2e vol.) | 371 |
| **301** Tome III | 372 |
| **302** | 1784 |
| **303** | 373 |
| **304** | 399 |
| **305** | 407 |
| **306** | 374 |
| **307** | 375 |
| **308** | 376 |
| **309** | 377 |
| **310** | 378 |
| **311** | 379 |
| **312** | 380 |
| **313** | 386 |
| **314** | 511 |
| **315** | Voir ci-joint (C). 381 |
| **316** | 382 |
| **317** | 383 |
| **318** | 384 |
| **319** | 415 |
| **320** | 387 |
| **321** | 385 |
| **322** | 388 |
| **323** | 417 |
| **324** | 401 |
| **325** | 393 |
| **326** | 389 |
| **327** | 390 |
| **328** | Voir ci-joint (A). |
| **329** | 436 |
| **330** | 444 |
| **331** | 445 |
| **332** | 446 |
| **333** | 448 |
| **334** | 447 |
| **335** | 441 |

| Nos d'impressions. | Nos microfilm. |
|---|---|
| **336** | 452 |
| **337** | 449 |
| **338** | 443 |
| **339** | Voir ci-joint (B). |
| **340** | 1785 |
| **341** | 1786 |
| **342** | 1787 |
| **343** | 1788 |
| **344** rectifié | 462 |
| **345** | 465 |
| **346** | 466 |
| **347** | 467 |
| **348** | 468 |
| **349** | 469 |
| **350** | 470 |
| **351** | 472 |
| **352** | 474 |
| **353** | 476 |
| **354** | 498 |
| **355** | 479 |
| **356** | 483 |
| **357** | 489 |
| **358** | 480 |
| **359** | 481 |
| **360** | 484 |
| **361** | 501 |
| **362** | 485 |
| **363** | 494 |
| **364** | 503 |
| **365** | 487 |
| **366** | 490 |
| **367** | 488 |
| **368** | 491 |
| **369** | 492 |
| **370** | 495 |
| **371** | 505 |
| **372** | 512 |
| **373** | 493 |
| **374** | 496 |
| **375** | 497 |
| **376** | 522 |
| **377** | 514 |
| **378** | 510 |
| **379** | 499 |
| **380** | 517 |
| **381** | 524 |
| **382** | 508 |
| **383** | 478 |
| **384** | 500 |
| **385** | 502 |

| Nos d'impressions. | Nos microfilm. | Nos d'impressions. | Nos microfilm. | Nos d'impressions. | Nos microfilm. |
|---|---|---|---|---|---|
| **386** | 504 | **436** | 560 | **486** | 615 |
| **387** | 506 | **437** | 561 | **487** Tome I | 624 |
| **388** | 529 | **438** | 571 | **487** Tome II | 616 |
| **389** | 507 | **439** | 569 | **488** | 620 |
| **390** | 530 | **440** | 562 | **489** Tome I | 621 |
| **391** | 519 | **441** | 582 | **489** Tome II | 623 |
| **392** | 523 | **442** | 573 | **490** Tome I | 622 |
| **393** | 525 | **443** | 563 | **490** Tome II | 617 |
| **394** | 531 | **444** | 575 | **491** | 625 |
| **395** | 528 | **445** | 564 | **492** | 628 |
| **396** | 516 | **446** | 1790 | **493** | 618 |
| **397** | 533 | **447** | 584 | **494** | 619 |
| **398** | 532 | **448** | 565 | **495** | 630 |
| **399** | 520 | **449** | 576 | **496** | 626 |
| **400** | 534 | **450** | 588 | **497** | 627 |
| **401** | 521 | **451** | 581 | **498** | 632 |
| **402** | 526 | **452** | 591 | **499** | 631 |
| **403** | 527 | **453** | 577 | **500** | 633 |
| **404** | 538 | **454** | 583 | **501** | 634 |
| **405** | 535 | **455** | 578 | **502** | 635 |
| **406** | 536 | **456** | 585 | **503** | 636 |
| **407** | 537 | **457** | 586 | **504** | 637 |
| **408** | 539 | **458** | 587 | **505** | 638 |
| **409** | 542 | **459** | 589 | **506** | 641 |
| **410** | 540 | **460** | 579 | **507** | 640 |
| **411** | 552 | **461** | 580 | **508** | 629 |
| **412** | 541 | **462** | 590 | **509** | 639 |
| **413** | 543 | **463** | 592 | **510** | 645 |
| **414** | 544 | **464** | 600 | **511** | 655 |
| **415** | 554 | **465** | 593 | **512** | 642 |
| **416** | 545 | **466** | 606 | **513** | 643 |
| **417** | 557 | **467** | 594 | **514** | 644 |
| **418** | 546 | **468** | 597 | **515** | 1791 |
| **419** | 547 | **469** | 596 | **516** | 657 |
| **420** | 548 | **470** | 602 | **517** | 646 |
| **421** | 549 | **471** | 598 | **518** | 647 |
| **422** | 556 | **472** | 595 | **519** | 648 |
| **423** | 551 | **473** | 604 | **520** | 649 |
| **424** | 558 | **474** | 599 | **521** | 653 |
| **425** | 550 | **475** | 601 | **522** | 665 |
| **426** | 553 | **476** | 603 | **523** | 650 |
| **427** | 567 | **477** | 605 | **524** | 651 |
| **428** | 555 | **478** | 607 | **525** | 654 |
| **429** | 568 | **479** | 609 | **526** | 664 |
| **430** | 570 | **480** | 608 | **527** | 656 |
| **431** | 1789 | **481** | 613 | **528** | 652 |
| **432** | 572 | **482** | 610 | **529** | 658 |
| **433** | 574 | **483** | 611 | **530** | 660 |
| **434** | 559 | **484** | 614 | **531** | 659 |
| **435** | 566 | **485** | 612 | **532** | 661 |

| Nos d'impressions. | Nos microfilm. | Nos d'impressions. | Nos microfilm. | Nos d'impressions. | Nos microfilm. |
|---|---|---|---|---|---|
| **533** | 663 | **583** | 698 | **633** | 755 |
| **534** | 662 | **584** | 711 | **634** | 756 |
| **535** | 689 | **585** | 703 | **635** | 757 |
| **536** rectifié | 726 | **586** | 717 | **636** | 758 |
| **537** | 666 | **587** | 716 | **637** | 759 |
| **538** | 668 | **588** | 715 | **638** | 762 |
| **539** | 669 | **589** | 712 | **639** | 763 |
| **540** | 670 | **590** | 713 | **640** | 764 |
| **541** | 667 | **591** | 718 | **641** | 765 |
| **542** | 671 | **592** | 1795 | **642** | 760 |
| **543** | 672 | **593** | 719 | **643** | 767 |
| **544** | 673 | **594** | 721 | **644** | 775 |
| **545** | 674 | **595** | 720 | **645** | 768 |
| **546** | 676 | **596** | 722 | **646** | 770 |
| **547** | 675 | **597** | 724 | **647** | 771 |
| **548** | 677 | **598** | 723 | **648** | 1799 |
| **549** | 678 | **599** | 727 | **649** | 772 |
| **550** | 680 | **600** | 728 | **650** | 774 |
| **551** | 681 | **601** | 736 | **651** | 781 |
| **552** | 682 | **602** | 729 | **652** | 776 |
| **553** | 683 | **603** | 730 | **653** | 1800 |
| **554** | 684 | **604** | 1796 | **654** | 766 |
| **555** | 679 | **605** | 731 | **655** | 773 |
| **556** | 685 | **606** | 725 | **656** | 777 |
| **557** | 690 | **607** | 732 | **657** | 790 |
| **558** | 686 | **608** | 733 | **658** | 778 |
| **559** | 697 | **609** | 739 | **659** | 779 |
| **560** | 691 | **610** | 735 | **660** | 780 |
| **561** | 692 | **611** | 734 | **661** | 782 |
| **562** | 696 | **612** | 737 | **662** | 783 |
| **563** | 693 | **613** | 738 | **663** | 791 |
| **564** | 700 | **614** rectifié | 740 | **664** | 784 |
| **565** | 699 | **615** | 741 | **665** | 789 |
| **566** | 701 | **616** | 744 | **666** | 795 |
| **567** | 702 | **617** | 747 | **667** | 785 |
| **568** | 704 | **618** | 742 | **668** | 799 |
| **569** | 705 | **619** | 743 | **669** | 786 |
| **570** | 706 | **620** | 749 | **670** | 788 |
| **571** | 707 | **621** | 745 | **671** | 810 |
| **572** | 708 | **622** | 746 | **672** | 808 |
| **573** | 709 | **623** | 751 | **673** | 787 |
| **574** | 687 | **624** | 753 | **674** | 830 |
| **575** | 688 | **625** | 1797 | **675** | 842 |
| **576** | 1792 | **626** | 1798 | **676** | 796 |
| **577** | 714 | **627** | 748 | **677** | 797 |
| **578** | 1793 | **628** | 750 | **678** | 798 |
| **579** | 695 | **629** | 752 | **679** | 794 |
| **580** | 694 | **630** | 761 | **680** | 800 |
| **581** | 1794 | **631** | 754 | **681** | 803 |
| **582** | 710 | **632** | 769 | **682** | 793 |

| Nos d'impressions. | Nos microfilm. | Nos d'impressions. | Nos microfilm. | Nos d'impressions. | Nos microfilm. |
|---|---|---|---|---|---|
| **683** | 802 | **733** | 851 | **783** | 897 |
| **684** | 804 | **734** | 859 | **784** | 937 |
| **685** | 805 | **735** | 852 | **785** | 898 |
| **686** | 814 | **736** | 860 | **786** | 899 |
| **687** | 806 | **737** | 853 | **787** | 901 |
| **688** | 801 | **738** | 854 | **788** | 905 |
| **689** | 792 | **739** | 868 | **789** | 902 |
| **690** | 816 | **740** | 855 | **790** | 904 |
| **691** | 807 | **741** | 862 | **791** | 907 |
| **692** | 823 | **742** | 866 | **792** | 906 |
| **693** | 809 | **743** | 857 | **793** | 908 |
| **694** | 817 | **744** | 864 | **794** | 909 |
| **695** | 811 | **745** | 865 | **795** | 910 |
| **696** | 824 | **746** | 869 | **796** | 942 |
| **697** | 843 | **747** | 871 | **797** | 915 |
| **698** | 812 | **748** | 870 | **798** | 921 |
| **699** | 813 | **749** | 872 | **799** | 953 |
| **700** | 818 | **750** | 873 | **800** | 912 |
| **701** rectifié | 821 | **751** | 874 | **801** | 913 |
| **702** | 827 | **752** rectifié | 883 | **802** | 914 |
| **703** | 819 | **753** | 875 | **803** | 916 |
| **704** | 826 | **754** | 879 | **804** | 918 |
| **705** | 828 | **755** | 876 | **805** | 920 |
| **706** | 822 | **756** | 877 | **806** | 922 |
| **707** | 825 | **757** | 878 | **807** | 923 |
| **708** | 829 | **758** rectifié | 887 | **808** | 928 |
| **709** | 861 | **759** | 880 | **809** | 924 |
| **710** | 863 | **760** | 893 | **810** | 925 |
| **711** | 831 | **761** | 896 | **811** | 926 |
| **712** | 833 | **762** | 1801 | **812** | 927 |
| **713** | 834 | **763** | 881 | **813** | 931 |
| **714** | 838 | **764** | 900 | **814** | 958 |
| **715** | 835 | **765** | 858 | **815** | 936 |
| **716** | 832 | **766** | 882 | **816** | 929 |
| **717** | 840 | **767** | 884 | **817** | 938 |
| **718** | 837 | **768** | 911 | **818** | 943 |
| **719** | 836 | **769** | 917 | **819** | 959 |
| **720** | 815 | **770** | 903 | **820** rectifié | 945 |
| **721** | 839 | **771** | 885 | **821** | 947 |
| **722** | 841 | **772** | 886 | **822** rectifié | 949 |
| **723** | 820 | **773** | 935 | **823** | 930 |
| **724** | 844 | **774** | 888 | **824** | 939 |
| **725** | 847 | **775** | 891 | **825** | 932 |
| **726** | 845 | **776** | 890 | **826** | 971 |
| **727** | 848 | **777** | 889 | **827** | 933 |
| **728** | 856 | **778** | 892 | **828** | 952 |
| **729** | 867 | **779** | 894 | **829** | 954 |
| **730** | 849 | **780** | 895 | **830** | 940 |
| **731** | 846 | **781** | 919 | **831** | 972 |
| **732** | 850 | **782** | 934 | **832** | 956 |

| Nos d'impressions. | Nos microfilm. |
|---|---|
| **833** | 1077 |
| **834** | 973 |
| **835** | 941 |
| **836** | 1078 |
| **837** | 964 |
| **838** | 962 |
| **839** | 944 |
| **840** | 1079 |
| **841** | 1080 |
| **842** | 946 |
| **843** | 948 |
| **844** | 950 |
| **845** | 1074 |
| **846** | 1085 |
| **847** | 951 |
| **848** | 1081 |
| **849** | 1083 |
| **850** | 1088 |
| **851** | 1090 |
| **852** | 1086 |
| **853** | 955 |
| **854** | 1087 |
| **855** | 1101 |
| **856** | 1112 |
| **857** | 1095 |
| **858** | 1096 |
| **859** | 974 |
| **860** | 1102 |
| **861** rectifié | 1126 |
| **862** | 957 |
| **863** | 960 |
| **864** | 963 |
| **865** | 965 |
| **866** | Voir ci-joint (D). |
| **867** | 966 |
| **868** | Voir ci-joint (E). |
| **869** | 1116 |
| **870** | 1091 |
| **871** | 967 |
| **872** | 968 |
| **873** | 1131 |
| **874** | 1132 |
| **875** | 1123 |
| **876** | 969 |
| **877** | 1152 |
| **878** | 970 |
| **879** | 1127 |
| **880** | 1161 |
| **881** | 1133 |
| **882** | 961 |

| Nos d'impressions. | Nos microfilm. |
|---|---|
| **883** rectifié | 1170 |
| **884** | 1171 |
| **885** | 1162 |
| **886** | Voir ci-joint (F). |
| **887** | 1160 |
| **888** | 1163 |
| **889** | 1164 |
| **890** | 1165 |
| **891** | 1166 |
| **892** | Voir ci-joint (H). |
| **893** | 1093 |
| **894** | 1094 |
| **895** | 1122 |
| **896** | Voir ci-joint (G). |
| **897** | 1188 |
| **898** | 1206 |
| **899** | 1189 |
| **900** | 1190 |
| **901** | 1191 |
| **902** | 1204 |
| **903** Tome I | 1192 |
| **903** Tome II | 1194 |
| **904** | 1158 |
| **905** | 1156 |
| **906** | 1195 |
| **907** | 1196 |
| **908** | 1208 |
| **909** | 1197 |
| **910** | 1218 |
| **911** | 1217 |
| **912** | 1200 |
| **913** | 1199 |
| **914** | 1201 |
| **915** | 1198 |
| **916** | 1211 |
| **917** | 1202 |
| **918** | 1804 |
| **919** | 1203 |
| **920** | 1205 |
| **921** | 1209 |
| **922** | 1207 |
| **923** | 1210 |
| **924** | 1213 |
| **925** | 1212 |
| **926** | 1214 |
| **927** | 1220 |
| **928** | 1219 |
| **929** | 1215 |
| **930** | 1216 |
| **931** Tome I | 1222 |

| Nos d'impressions. | Nos microfilm. |
|---|---|
| **931** Tome II | 1231 |
| **932** | 1226 |
| **933** | 1223 |
| **934** | 1227 |
| **935** | 1805 |
| **936** | 1248 |
| **937** | 1228 |
| **938** | 1224 |
| **939** | 1233 |
| **940** | 1235 |
| **941** | 1230 |
| **942** | 1234 |
| **943** | 1232 |
| **944** Annexe I | 1239 |
| **944** Annexe II | 1236 |
| **945** Annexe I | 1238 |
| **945** Annexe II | 1237 |
| **946** | 1229 |
| **947** | 1257 |
| **948** | 1258 |
| **949** | 1240 |
| **950** | 1241 |
| **951** | 1249 |
| **952** | 1242 |
| **953** | 1243 |
| **954** | 1244 |
| **955** | 1247 |
| **956** | 1260 |
| **957** | 1245 |
| **958** | 1259 |
| **959** | 1246 |
| **960** | 1261 |
| **961** | 1250 |
| **962** | 1252 |
| **963** | 1251 |
| **964** | 1268 |
| **965** | 1269 |
| **966** | 1253 |
| **967** | 1263 |
| **968** | 1254 |
| **969** | 1255 |
| **970** | 1256 |
| **971** | 1262 |
| **972** | 1267 |
| **973** | 1264 |
| **974** | 1265 |
| **975** | 1266 |
| **976** | 1273 |
| **977** | 1270 |
| **978** | 1275 |

| Nos d'impressions. | Nos microfilm. | Nos d'impressions. | Nos microfilm. | Nos d'impressions. | Nos microfilm. |
|---|---|---|---|---|---|
| **979** | 1225 | **1029** | 1316 | **1079** | 1361 |
| **980** | 1271 | **1030** | 1334 | **1080** | 1362 |
| **981** | 1280 | **1031** | 1315 | **1081** | 1363 |
| **982** | 1272 | **1032** | 1335 | **1082** | 1367 |
| **983** | 1274 | **1033** | 1318 | **1083** | 1376 |
| **984** | 1806 | **1034** | 1332 | **1084** | 1386 |
| **985** | 1277 | **1035** | 1317 | **1085** rectifié | 1379 |
| **986** | 1283 | **1036** | 1320 | **1086** | 1364 |
| **987** | 1276 | **1037** | 1336 | **1087** | 1381 |
| **988** | 1278 | **1038** | 1321 | **1088** | 1366 |
| **989** | 1279 | **1039** | 1319 | **1089** | 1387 |
| **990** | 1281 | **1040** | 1322 | **1090** | 1369 |
| **991** | 1282 | **1041** | 1338 | **1091** | 1370 |
| **992** | 1284 | **1042** | 1339 | **1092** rectifié | 1372 |
| **993** | 1285 | **1043** | 1340 | **1093** | 1373 |
| **994** | 1287 | **1044** | 1330 | **1094** | 1374 |
| **995** | 1296 | **1045** | 1341 | **1095** | 1388 |
| **996** | 1289 | **1046** | 1344 | **1096** | 1383 |
| **997** | 1295 | **1047** | 1331 | **1097** | 1389 |
| **998** | 1293 | **1048** | 1343 | **1098** | 1378 |
| **999** | 1286 | **1049** | 1333 | **1099** | 1380 |
| **1000** | 1324 | **1050** | 1342 | **1100** | 1382 |
| **1001** | 1298 | **1051** | 1329 | **1101** | 1384 |
| **1002** | 1288 | **1052** | 1345 | **1102** | 1385 |
| **1003** | 1323 | **1053** | 1337 | **1103** | 1392 |
| **1004** | 1299 | **1054** | 1807 | **1104** | 1393 |
| **1005** | 1290 | **1055** | 1346 | **1105** | 1417 |
| **1006** | 1292 | **1056** | 1347 | **1106** | 1403 |
| **1007** | 1300 | **1057** | 1808 | **1107** | 1394 |
| **1008** | 1308 | **1058** | 1354 | **1108** | 1811 |
| **1009** | 1312 | **1059** | 1809 | **1109** | 1812 |
| **1010** | 1291 | **1060** | 1365 | **1110** | 1402 |
| **1011** | 1297 | **1061** | 1351 | **1111** | 1391 |
| **1012** | 1294 | **1062** | 1360 | **1112** | 1401 |
| **1013** | 1301 | **1063** | 1371 | **1113** | 1404 |
| **1014** | 1302 | **1064** | 1348 | **1114** | 1420 |
| **1015** | 1303 | **1065** | 1359 | **1115** | 1398 |
| **1016** | 1304 | **1066** | 1358 | **1116** | 1439 |
| **1017** | 1325 | **1067** | 1357 | **1117** | 1397 |
| **1018** | 1326 | **1068** | 1356 | **1118** | 1415 |
| **1019** | 1305 | **1069** | 1368 | **1119** | 1196 |
| **1020** | 1327 | **1070** | 1377 | **1120** | 1453 |
| **1021** | 1306 | **1071** | 1390 | **1121** rectifié | 1457 |
| **1022** | 1328 | **1072** | 1355 | **1122** | 1399 |
| **1023** | 1307 | **1073** | 1375 | **1123** | 1813 |
| **1024** | 1309 | **1074** | 1810 | **1124** | 1424 |
| **1025** | 1310 | **1075** | 1352 | **1125** | 1442 |
| **1026** | 1314 | **1076** | 1349 | **1126** | 1450 |
| **1027** | 1311 | **1077** | 1350 | **1127** | 1652 |
| **1028** | 1313 | **1078** | 1353 | **1128** | 1654 |

| Nos d'impressions. | Nos microfilm. | Nos d'impressions. | Nos microfilm. | Nos d'impressions. | Nos microfilm. |
|---|---|---|---|---|---|
| **1129** | 1400 | **1179** | 1436 | **1228** | 1494 |
| **1130** | 1395 | **1180** | 1817 | **1229** | 1491 |
| **1131** | 1423 | **1181** | 1435 | **1230** | 1495 |
| **1132** | 1413 | **1182** | 1451 | **1231** | 1512 |
| **1133** | 1814 | **1183** | 1452 | **1232** | 1513 |
| **1134** | 1408 | **1184** | 1454 | **1233** | 1514 |
| **1135** | 1815 | **1185** | 1446 | **1234** | 1519 |
| **1136** | 1419 | **1186** | 1460 | **1235** | 1609 |
| **1137** | 1425 | **1187** | 1462 | **1236** | 1504 |
| **1138** | 1426 | **1188** | 1532 | **1237** | 1493 |
| **1139** | 1431 | **1189** | 1818 | **1238** | 1505 |
| **1140** | 1427 | **1190** | 1819 | **1239** | 1497 |
| **1141** | 1405 | **1191** | 1465 | **1240** | 1613 |
| **1142** | 1461 | **1192** | 1537 | **1241** | 1499 |
| **1143** | 1418 | **1193** | 1820 | **1242** | 1511 |
| **1144** | 1526 | **1194** | 1471 | **1243** | 1502 |
| **1145** | 1409 | **1195** | 1475 | **1244** | 1510 |
| **1146** | 1414 | **1196** | 1479 | **1245** | 1503 |
| **1147** | 1410 | **1197** | 1448 | **1246** | 1501 |
| **1148** | 1437 | **1198** | 1455 | **1247** | 1506 |
| **1149** | 1406 | **1199** | 1466 | **1248** | 1517 |
| **1150** rectifié | 1421 | **1200** rectifié | 1468 | **1249** | 1525 |
| **1151** | 1411 | **1201** | 1481 | **1250** | 1515 |
| **1152** | 1432 | **1202** | 1483 | **1251** | 1520 |
| **1153** | 1416 | **1203** | 1488 | **1252** | 1516 |
| **1154** | 1433 | **1204** | 1496 | **1253** | 1523 |
| **1155** | 1447 | **1205** | 1476 | **1254** | 1522 |
| **1156** | 1407 | **1206** | 1477 | **1255** | 1533 |
| **1157** | 1458 | **1207** | 1470 | **1256** | 1534 |
| **1158** | 1412 | **1208** | 1500 | **1257** | 1620 |
| **1159** | 1429 | **1209** | 1498 | **1258** | 1521 |
| **1160** | 1422 | **1210** | 1478 | **1259** | 1535 |
| **1161** | 1430 | **1211** | 1472 | **1260** | 1536 |
| **1162** | 1428 | **1212** | 1489 | **1261** | 1545 |
| **1163** | 1441 | **1213** | 1490 | **1262** | 1575 |
| **1164** | 1444 | **1214** | 1473 | **1263** | 1531 |
| **1165** | 1467 | **1215** | 1487 | **1264** | 1570 |
| **1166** | 1464 | **1216** | 1507 | **1265** | 1549 |
| **1167** | 1445 | **1217** | 1564 | **1266** | 1624 |
| **1168** | 1456 | Annexe | 1566 | **1267** | 1667 |
| **1169** | 1474 | **1218** | 1492 | **1268** | 1604 |
| **1170** | 1443 | **1219** | 1480 | **1269** | 1675 |
| **1171** | 1434 | **1220** | 1508 | **1270** | 1603 |
| **1172** | 1469 | **1221** | 1482 | **1271** | 1621 |
| **1173** | 1463 | **1222** | 1484 | **1272** | 1546 |
| **1174** | 1440 | **1223** | 1485 | **1273** | 1550 |
| **1175** | 1459 | **1224** | 1486 | **1274** | 1622 |
| **1176** | 1449 | **1225** | 1560 | **1275** | 1528 |
| **1177** | 1438 | **1226** | 1509 | **1276** | 1540 |
| **1178** | 1816 | **1227** | 1600 | **1277** | 1524 |

| Nos d'impressions. | Nos microfilm. | Nos d'impressions. | Nos microfilm. | Nos d'impressions. | Nos microfilm. |
|---|---|---|---|---|---|
| **1278** | 1585 | **1327** | 1586 | **1377** | 1827 |
| **1279** | 1529 | **1328** | 1581 | **1378** | 1828 |
| **1280** | 1569 | **1329** | 1573 | **1379** | 1612 |
| **1281** | 1518 | **1330** | 1605 | **1380** | 1829 |
| **1282** | 1552 | **1331** | 1606 | **1381** | 1647 |
| **1283** | 1553 | **1332** | 1643 | **1382** | 1618 |
| **1284** | 1576 | **1333** | 1637 | **1383** | 1648 |
| **1285** | 1527 | **1334** | 1821 | **1384** | 1619 |
| **1286** | 1541 | **1335** | 1635 | **1385** | 1669 |
| **1287** | 1542 | **1336** | 1582 | **1386** | 1830 |
| **1288** | 1554 | **1337** | 1646 | **1387** | 1831 |
| **1289** | 1551 | **1338** | 1822 | **1388** | 1832 |
| **1290** | 1555 | **1339** | 1590 | **1389** | 1645 |
| **1291** | 1530 | **1340** | 1649 | **1390** | 1833 |
| **1292** | 1623 | **1341** | 1656 | **1391** | 1834 |
| **1293** | 1655 | **1342** | 1823 | **1392** | 1835 |
| **1294** | 1547 | **1343** | 1634 | **1393** | 1836 |
| **1295** | 1538 | **1344** | 1633 | **1394** | 1638 |
| **1296** | 1543 | **1345** | 1607 | **1395** | 1644 |
| **1297** | 1557 | **1346** | 1577 | **1396** | 1650 |
| **1298** | 1539 | **1347** | 1591 | **1397** | 1665 |
| **1299** | 1558 | **1348** | 1659 | **1398** | 1642 |
| **1300** | 1583 | **1349** | 1664 | **1399** | 1641 |
| **1301** | 1556 | **1350** | 1592 | **1400** | 1837 |
| **1302** | 1548 | **1351** | 1594 | **1401** | 1640 |
| **1303** | 1574 | **1352** | 1597 | **1402** | 1838 |
| **1304** | 1559 | **1353** | 1636 | **1403** | 1839 |
| **1305** | 1625 | **1354** | 1632 | **1404** | 1840 |
| **1306** | 1578 | **1355** | 1631 | **1405** | 1657 |
| **1307** | 1601 | **1356** | 1608 | **1406** | 1670 |
| **1308** | 1628 | **1357** | 1653 | **1407** | 1841 |
| **1309** | 1626 | **1358** | 1596 | **1408** | 1658 |
| **1310** | 1561 | **1359** | 1610 | **1409** | 1842 |
| **1311** | 1627 | **1360** | 1679 | **1410** | 1843 |
| **1312** | 1563 | **1361** | 1630 | **1411** | 1662 |
| **1313** | 1544 | **1362** | 1824 | **1412** | 1661 |
| **1314** | 1567 | **1363** | 1611 | **1413** | 1671 |
| **1315** | 1562 | **1364** | 1595 | **1414** | 1844 |
| **1316** | 1571 | **1365** | 1593 | **1415** | 1845 |
| **1317** | 1565 | **1366** | 1651 | **1416** | 1663 |
| Annexe | 1566 | **1367** | 1598 | **1417** | 1846 |
| **1318** | 1587 | **1368** | 1614 | **1418** | 1668 |
| **1319** | 1568 | **1369** | 1615 | **1419** | 1660 |
| **1320** | 1572 | **1370** | 1629 | **1420** | 1676 |
| **1321** | 1588 | **1371** | 1616 | **1421** | 1847 |
| **1322** | 1584 | **1372** | 1599 | **1422** | 1848 |
| **1323** | 1579 | **1373** | 1617 | **1423** | 1849 |
| **1324** | 1580 | **1374** | 1825 | **1424** | 1674 |
| **1325** | 1639 | **1375** | 1589 | **1425** | 1672 |
| **1326** | 1602 | **1376** | 1826 | **1426** | 1666 |

| Nos d'impressions. | Nos microfilm. | Nos d'impressions. | Nos microfilm. | Nos d'impressions. | Nos microfilm. |
|---|---|---|---|---|---|
| **1427** | 1673 | **1476** | Voir liste L. | **1526** | 2018 |
| **1428** | 1678 | **1477** | 1966 | **1527** | 2019 |
| **1429** | 1677 | **1478** | 1967 | **1528** | 2020 |
| **1430** | 1681 | **1479** | 1968 | **1529** | 2021 |
| **1431** | 1680 | **1480** | 1969 | **1530** | 2022 |
| **1432** | 1682 | **1481** | 1970 | **1531** | 2023 |
| **1433** | 1850 | **1482** | 1971 | **1532** | 2024 |
| **1434** | 1851 | **1483** | 1972 | **1533** | 2025 |
| **1435** | 1852 | **1484** | 1973 | **1534** | 2026 |
| **1436** | Voir liste I. | **1485** | 1974 | **1535** | 2027 |
| **1437** | 1853 | **1486** | 1975 | **1536** | 2028 |
| **1438** | 1854 | **1487** | 1976 | **1537** | 2029 |
| **1439** | 1855 | **1488** | Voir liste M. | **1538** | 2030 |
| **1440** | 1856 | **1489** | 1979 | **1539** | 2031 |
| **1441** | 1857 | **1490** | 1980 | **1540** | 2032 |
| **1442** | 1858 | **1491** | 1981 | **1541** | 2033 |
| **1443** | 1859 | **1492** | 1982 | **1542** | 2034 |
| **1444** | 1860 | **1493** | 1983 | **1543** | 2035 |
| **1445** | Voir liste J. | **1494** | 1984 | **1544** | 2036 |
| **1446** | 1909 | **1495** | 1985 | **1545** | 2037 |
| **1447** | 1910 | **1496** | 1986 | **1546** | 2038 |
| **1448** | 1911 | **1497** | 1987 | **1547** | 2039 |
| **1449** | 1912 | **1498** | 1988 | **1548** | 2040 |
| **1450** | 1913 | **1499** | 1989 | **1549** | 2041 |
| **1451** | 1914 | **1500** | 1990 | **1550** | 2042 |
| **1452** | 1915 | **1501** | 1991 | **1551** | 2043 |
| **1453** | 1916 | **1502** | 1992 | **1552** | 2044 |
| **1454** | 1917 | **1503** | 1993 | **1553** | 2045 |
| **1455** | 1918 | **1504** | 1994 | **1554** | 2046 |
| **1456** | 1919 | **1505** | 1995 | **1555** | 2047 |
| **1457** | 1920 | **1506** | 1996 | **1556** | 2048 |
| **1458** | 1921 | **1507** | 1997 | **1557** | 2049 |
| **1459** | Voir liste K. | **1508** | 1998 | **1558** | 2050 |
| **1460** | 1945 | **1509** | 1999 | **1559** | 2051 |
| **1461** | 1946 | **1510** | 2000 | **1560** | 2052 |
| **1462** | 1947 | **1511** | 2001 | **1561** | 2053 |
| **1463** | 1948 | **1512** | 2002 | **1562** | 2054 |
| **1463** rectifié | 1949 | **1513** | Voir liste N. | **1563** | 2055 |
| **1464** | 1950 | **1514** | 2006 | **1564** | 2056 |
| **1465** | 1951 | **1515** | 2007 | **1565** | 2057 |
| **1466** | 1952 | **1516** | 2008 | **1566** | 2058 |
| **1467** | 1953 | **1517** | 2009 | **1567** | 2059 |
| **1468** | 1954 | **1518** | 2010 | **1568** | 2060 |
| **1469** | 1955 | **1519** | 2011 | **1569** | 2061 |
| **1470** | 1956 | **1520** | 2012 | **1570** | 2062 |
| **1471** | 1957 | **1521** | 2013 | **1571** | 2063 |
| **1472** | 1958 | **1522** | 2014 | **1572** | 2064 |
| **1473** | 1959 | **1523** | 2015 | **1573** | Voir liste O. |
| **1474** | 1960 | **1524** | 2016 | **1574** | 2068 |
| **1475** | 1961 | **1525** | 2017 | **1575** | 2069 |

| Nos d'impressions. | Nos microfilm. | Nos d'impressions | Nos microfilm. | Nos d'impressions. | Nos microfilm. |
|---|---|---|---|---|---|
| **1576** | 2070 | **1626** | 2120 | **1676** | 2170 |
| **1577** | 2071 | **1627** | 2121 | **1677** | 2171 |
| **1578** | 2072 | **1628** | 2122 | **1678** | 2172 |
| **1579** | 2073 | **1629** | 2123 | **1679** | 2173 |
| **1580** | 2074 | **1630** | 2124 | **1680** | 2174 |
| **1581** | 2075 | **1631** | 2125 | **1681** | 2175 |
| **1582** | 2076 | **1632** | 2126 | **1682** | 2176 |
| **1583** | 2077 | **1633** | 2127 | **1683** | 2177 |
| **1584** | 2078 | **1634** | 2128 | **1684** | 2178 |
| **1585** | 2079 | **1635** | 2129 | **1685** | 2179 |
| **1586** | 2080 | **1636** | 2130 | **1686** | 2180 |
| **1587** | 2081 | **1637** | 2131 | **1687** | 2181 |
| **1588** | 2082 | **1638** | 2132 | **1688** | 2182 |
| **1589** | 2083 | **1639** | 2133 | **1689** | 2183 |
| **1590** | 2084 | **1640** | 2134 | **1690** | 2184 |
| **1591** | 2085 | **1641** | 2135 | **1691** | 2185 |
| **1592** | 2086 | **1642** | 2136 | **1692** | 2186 |
| **1593** | 2087 | **1643** | 2137 | **1693** | 2187 |
| **1594** | 2088 | **1644** | 2138 | **1694** | 2188 |
| **1595** | 2089 | **1645** | 2139 | **1695** | 2189 |
| **1596** | 2090 | **1646** | 2140 | **1696** | 2190 |
| **1597** | 2091 | **1647** | 2141 | **1697** | 2191 |
| **1598** | 2092 | **1648** | 2142 | **1698** | 2192 |
| **1599** | 2093 | **1649** | 2143 | **1699** | 2193 |
| **1600** | 2094 | **1650** | 2144 | **1700** | 2194 |
| **1601** | 2095 | **1651** | 2145 | **1701** | 2195 |
| **1602** | 2096 | **1652** | 2146 | **1702** | 2196 |
| **1603** | 2097 | **1653** | 2147 | **1703** | 2197 |
| **1604** | 2098 | **1654** | 2148 | **1704** | 2198 |
| **1605** | 2099 | **1655** | 2149 | **1705** | 2199 |
| **1606** | 2100 | **1656** | 2150 | **1706** | 2200 |
| **1607** | 2101 | **1657** | 2151 | **1707** | 2201 |
| **1608** | 2102 | **1658** | 2152 | **1708** | 2202 |
| **1609** | 2103 | **1659** | 2153 | **1709** | 2203 |
| **1610** | 2104 | **1660** | 2154 | **1710** | 2204 |
| **1611** | 2105 | **1661** | 2155 | **1711** | 2205 |
| **1612** | 2106 | **1662** | 2156 | **1712** | 2206 |
| **1613** | 2107 | **1663** | 2157 | **1713** | 2207 |
| **1614** | 2108 | **1664** | 2158 | **1714** | 2208 |
| **1615** | 2109 | **1665** | 2159 | **1715** | 2209 |
| **1616** | 2110 | **1666** | 2160 | **1716** | 2210 |
| **1617** | 2111 | **1667** | 2161 | **1717** | 2211 |
| **1618** | 2112 | **1668** | 2162 | **1718** | 2212 |
| **1619** | 2113 | **1669** | 2163 | **1719** | 2213 |
| **1620** | 2114 | **1670** | 2164 | **1720** | 2214 |
| **1621** | 2115 | **1671** | 2165 | **1721** | 2215 |
| **1622** | 2116 | **1672** | 2166 | **1722** | 2216 |
| **1623** | 2117 | **1673** | 2167 | **1723** | 2217 |
| **1624** | 2118 | **1674** | 2168 | **1724** | 2218 |
| **1625** | 2119 | **1675** | 2169 | **1725** | 2219 |

| Nos d'impressions. | Nos microfilm. | Nos d'impressions. | Nos microfilm. | Nos d'impressions. | Nos microfilm. |
|---|---|---|---|---|---|
| **1726** | 2220 | **1776** | 2270 | **1826** | 2320 |
| **1727** | 2221 | **1777** | 2271 | **1827** | 2321 |
| **1728** | 2222 | **1778** | 2272 | **1828** | 2322 |
| **1729** | 2223 | **1779** | 2273 | **1829** | 2323 |
| **1730** | 2224 | **1780** | 2274 | **1830** | 2324 |
| **1731** | 2225 | **1781** | 2275 | **1831** | 2325 |
| **1732** | 2226 | **1782** | 2276 | **1832** | 2326 |
| **1733** | 2227 | **1783** | 2277 | **1833** | 2327 |
| **1734** | 2228 | **1784** | 2278 | **1834** | 2328 |
| **1735** | 2229 | **1785** | 2279 | **1835** | 2329 |
| **1736** | 2230 | **1786** | 2280 | **1836** | 2330 |
| **1737** | 2231 | **1787** | 2281 | **1837** | 2331 |
| **1738** | 2232 | **1788** | 2282 | **1838** | 2332 |
| **1739** | 2233 | **1789** | 2283 | **1839** | 2333 |
| **1740** | 2234 | **1790** | 2284 | **1840** | 2334 |
| **1741** | 2235 | **1791** | 2285 | **1841** | 2335 |
| **1742** | 2236 | **1792** | 2286 | **1842** | 2336 |
| **1743** | 2237 | **1793** | 2287 | **1843** | 2337 |
| **1744** | 2238 | **1794** | 2288 | **1844** | 2338 |
| **1745** | 2239 | **1795** | 2289 | **1845** | 2339 |
| **1746** | 2240 | **1796** | 2290 | **1846** | 2340 |
| **1747** | 2241 | **1797** | 2291 | **1847** | 2341 |
| **1748** | 2242 | **1798** | 2292 | **1848** | 2342 |
| **1749** | 2243 | **1799** | 2293 | **1849** | 2343 |
| **1750** | 2244 | **1800** | 2294 | **1850** | 2344 |
| **1751** | 2245 | **1801** | 2295 | **1851** | 2345 |
| **1752** | 2246 | **1802** | 2296 | **1852** | 2346 |
| **1753** | 2247 | **1803** | 2297 | **1853** | 2347 |
| **1754** | 2248 | **1804** | 2298 | **1854** | 2348 |
| **1755** | 2249 | **1805** | 2299 | **1855** | 2349 |
| **1756** | 2250 | **1806** | 2300 | **1856** | 2350 |
| **1757** | 2251 | **1807** | 2301 | **1857** | 2351 |
| **1758** | 2252 | **1808** | 2302 | **1858** | 2352 |
| **1759** | 2253 | **1809** | 2303 | **1859** | 2353 |
| **1760** | 2254 | **1810** | 2304 | **1860** | 2354 |
| **1761** | 2255 | **1811** | 2305 | **1861** | 2355 |
| **1762** | 2256 | **1812** | 2306 | **1862** | 2356 |
| **1763** | 2257 | **1813** | 2307 | **1863** | 2357 |
| **1764** | 2258 | **1814** | 2308 | **1864** | 2358 |
| **1765** | 2259 | **1815** | 2309 | **1865** | 2359 |
| **1766** | 2260 | **1816** | 2310 | **1866** | 2360 |
| **1767** | 2261 | **1817** | 2311 | **1867** | 2361 |
| **1768** | 2262 | **1818** | 2312 | **1868** | 2362 |
| **1769** | 2263 | **1819** | 2313 | **1869** | 2363 |
| **1770** | 2264 | **1820** | 2314 | **1870** | 2364 |
| **1771** | 2265 | **1821** | 2315 | **1871** | 2365 |
| **1772** | 2266 | **1822** | 2316 | **1872** | 2366 |
| **1773** | 2267 | **1823** | 2317 | **1873** | 2367 |
| **1774** | 2268 | **1824** | 2318 | **1874** | 2368 |
| **1775** | 2269 | **1825** | 2319 | **1875** | 2369 |

| Nos d'impressions. | Nos microfilm. | Nos d'impressions. | Nos microfilm. | Nos d'impressions. | Nos microfilm. |
|---|---|---|---|---|---|
| **1876** | 2370 | **1893** | 2387 | **1910** | 2403 |
| **1877** | 2371 | **1894** | 2388 | **1911** | 2404 |
| **1878** | 2372 | **1895** | 2389 | **1912** | 2405 |
| **1879** | 2373 | **1896** | 2390 | **1913** | 2406 |
| **1880** | 2374 | **1897** | 2391 | **1914** | 2407 |
| **1881** | 2375 | **1898** | 2392 | **1915** | 2408 |
| **1882** | 2376 | **1899** | 2393 | **1916** | 2409 |
| **1883** | 2377 | **1900** | 2421 | **1917** | 2410 |
| **1884** | 2378 | **1901** | 2394 | **1918** | 2411 |
| **1885** | 2379 | **1902** | 2395 | **1919** | 2412 |
| **1886** | 2380 | **1903** | 2396 | **1920** | 2413 |
| **1887** | 2381 | **1904** | 2397 | **1921** | 2414 |
| **1888** | 2382 | **1905** | 2398 | **1922** | 2415 |
| **1889** | 2383 | **1906** | 2399 | **1923** | 2416 |
| **1890** | 2384 | **1907** | 2400 | **1924** | 2417 |
| **1891** | 2385 | **1908** | 2401 | **1925** | 2418 |
| **1892** | 2386 | **1909** | 2402 | **1926** | 2419 |

## LISTE A

**No 328.**

**Rapport sur le projet de loi de finances pour 1960.**

Tome I. — Rapport général. Les chemins austères de la prospérité ..... 392

Tome II. — Examen de la première partie du projet de loi. — Conditions générales de l'équilibre financier ..... 400

Tome III. — Examen de la deuxième partie du projet de loi. — Moyens des services et dispositions générales ..... 391

Annexe no 1 sur les crédits des Affaires étrangères ..... 397
Annexe no 2 sur les crédits du Cinéma ..... 394
Annexe no 3 sur les crédits des Affaires étrangères ..... 395
Annexe no 4 sur les crédits des Affaires étrangères (Relations culturelles) ..... 396
Annexe no 5 sur les crédits des Affaires étrangères (Affaires marocaines et tunisiennes) ..... 403
Annexe no 6 sur les crédits de l'Agriculture ..... 398
Annexe no 7 sur les crédits des Anciens combattants ..... 402
Annexe no 8 sur les crédits relatifs à la Construction ..... 404
Annexe no 9 sur les crédits de l'Education nationale ..... 406
Annexe no 10 sur les crédits des Finances et des Affaires économiques. — I. Charges communes ..... 405
Annexe no 11 sur les crédits des Finances et des Affaires économiques. — II. Services financiers ..... 409
Annexe no 12 sur les crédits des Finances et des Affaires économiques. — III. Affaires économiques ..... 408
Annexe no 13 sur les crédits du Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité ..... 411
Annexe no 14 sur les crédits de l'Industrie et du Commerce ..... 413
Annexe no 15 sur les crédits de l'Intérieur ..... 410
Annexe no 16 sur les crédits de la Justice ..... 424

| | Nos d'impression. | Nos microfilm. |
|---|---|---|
| **No 328** (suite). | | |
| Annexe no 17 sur les crédits des Services du Premier Ministre | | 414 |
| — Section I. Services généraux. | | |
| — Section III. Direction des journaux officiels. | | |
| — Section V. Etat Major général de la Défense nationale. | | |
| — Section VI. Service de documentation extérieure et de contre-espionnage. | | |
| — Section VII. Groupement des contrôles radio-électriques. | | |
| — Section XI. Conseil économique et social. | | |
| Annexe no 18 sur les crédits de l'Information | | 412 |
| Annexe no 19 sur les crédits des services du Premier Ministre. — IV. Secrétariat général pour les Affaires algériennes | | 426 |
| Annexe no 20 sur les crédits des services du Premier Ministre. — Section I. Services généraux (crédits relatifs à l'énergie atomique) | | 416 |
| Annexe no 21 sur les crédits de l'outre-mer | | 418 |
| — Section VIII. Administration des services de la France d'outre-mer. | | |
| — Section IX. Aide et coopération. | | |
| — Section X. Départements et territoires d'outre-mer. | | |
| Annexe no 22 sur les crédits du Ministère du Sahara | | 421 |
| Annexe no 23 sur les crédits de la Santé publique et de la Population | | 439 |
| Annexe no 24 sur les crédits du Travail | | 420 |
| Annexe no 25 sur les crédits des Travaux publiques, des Transports et du Tourisme. | | 423 |
| Annexe no 26 sur les crédits de l'Aviation civile et commerciale | | 430 |
| Annexe no 27 sur les crédits de la Marine marchande | | 425 |
| Annexe no 28 sur le budget annexe des Postes et télécommunications | | 428 |
| Annexe no 29 sur le budget annexe de la Caisse nationale d'épargne | | 429 |
| Annexe no 30 sur les budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la Libération | | 431 |
| Annexe no 31 sur le budget annexe des Monnaies et médailles | | 440 |
| Annexe no 32 sur le budget annexe de l'Imprimerie nationale | | 433 |
| Annexe no 33 sur le budget annexe des Prestations sociales agricoles | | 427 |
| Annexe no 34 sur les Comptes spéciaux du Trésor | | 422 |
| Annexe no 35 dépenses militaires. — Rapport sur les crédits de la Section commune. | | 432 |
| Annexe no 36 dépenses militaires. — Rapport sur les crédits de la Section commune. Affaires d'outre-mer | | 437 |
| Annexe no 37 dépenses militaires. — Rapport sur les crédits de la section Air | | 442 |
| Annexe no 38 dépenses militaires. — Rapport sur les crédits de la section Guerre. | | 434 |
| Annexe no 39 dépenses militaires. — Rapport sur les crédits de la section Marine. | | 438 |
| Annexe no 40 rapport sur les budgets annexes des Essences et des poudres | | 435 |

| | Nos d'impression. | Nos microfilm. |
|---|---|---|

## LISTE B

**No 339.**

**Avis de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1960.**


| | | |
|---|---|---|
| Tome I. — | Situation de la production et des échanges en octobre 1959 | 450 |
| Tome II. — | I. Agriculture | 451 |
| | II. Prestations sociales agricoles | 454 |
| | III. Construction | 453 |
| | IV. Constructions scolaires | 455 |
| | V. Affaires économiques | 475 |
| | VI. Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité | 456 |
| | VII. Industrie | 460 |
| | VIII. Premier Ministre. Services généraux (Energie atomique) | 457 |
| | IX. Commerce | 471 |
| | X. Affaires algériennes | 1803 |
| | XI. Départements et territoires d'outre-mer | 477 |
| | XII. Aide et coopération | 458 |
| | XIII. Sahara | 461 |
| | XIV. Travaux publics et transports | 463 |
| | XV. Voies navigables et ports | 464 |
| | XVI. Aviation civile et commerciale | 486 |
| | XVII. Marine marchande | 459 |
| | XVIII. Tourisme | 482 |
| | XIX. Postes et télécommunications | 473 |


## LISTE C

**No 314.**


| | | |
|---|---|---|
| Annexe I. | — Services votés | 518 |
| Annexe II. | — Autorisations nouvelles | 509 |
| Annexe III. | — Rapport sur le programme d'équipement de l'Algérie pour 1960 | 513 |
| Annexe III *bis*. | — Récapitulation des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables au programme d'équipement pour 1960 | 515 |

| | | Nos d'impressions. | Nos microfilm. |
|---|---|---|---|

## LISTE D

**No 866.**

**Projet de loi de finances pour 1961**
**(annexes I : services votés. — Annexes II : mesures nouvelles)** ..... 975

| | | |
|---|---|---|
| Affaires culturelles | annexe I | 978 |
| | annexe II | 976 |
| Affaires étrangères | annexe I | 979 |
| | annexe II | 980 |
| Agriculture | annexe I | 981 |
| | annexe II | 983 |
| Anciens combattants | annexe I | 989 |
| | annexe II | 996 |
| Construction | annexe I | 984 |
| | annexe II | 985 |
| Education nationale | annexe I | 991 |
| | annexe II | 1000 |
| Finances et Affaires économiques. — I. Charges communes | annexe I | 988 |
| | annexe II | 994 |
| Finances et Affaires économiques. — II. Services financiers | annexe I | 990 |
| | annexe II | 982 |
| Finances et Affaires économiques. — III. Affaires économiques | annexe I | 992 |
| | annexe II | 987 |
| Finances et Affaires économiques. — IV. Commissariat général du Plan | annexe I | 995 |
| | annexe II | 997 |
| Industrie | annexe I | 993 |
| | annexe II | 998 |
| Intérieur | annexe I | 1003 |
| | annexe II | 999 |
| Justice | annexe I | 1005 |
| | annexe II | 1001 |
| Sahara | annexe I | 1002 |
| | annexe II | 1004 |
| Santé publique | annexe I | 1006 |
| | annexe II | 1008 |
| Services du Premier Ministre : | | |
| I. Services généraux | annexe I | 1007 |
| | annexe II | 1010 |
| II. Information | annexe I | 1017 |
| | annexe II | 1019 |
| III. Journaux officiels | annexe I | 1021 |
| | annexe II | 1023 |
| IV. Secrétariat général pour les Affaires algériennes | annexe I | 1012 |
| | annexe II | 1013 |
| V. Etat-major général de la Défense nationale | annexe I | 1025 |
| | annexe II | 1015 |

| | | Nos d'impressions. | Nos microfilm. |
|---|---|---|---|
| **No 866** (suite). | | | |
| VI. Service de documentation extérieure et de contre-espionnage | annexe I | 1009 | |
| | annexe II | 1027 | |
| VII. Groupement des contrôles radio-électriques | annexe I | 1011 | |
| | annexe II | 1029 | |
| VIII. Administration provisoire de la France d'outre-mer | annexe I | 1036 | |
| | annexe II | 1028 | |
| IX. Relations avec les Etats de la Communauté Togo et Cameroun | annexe I | 1014 | |
| | annexe II | 1030 | |
| X. Départements et territoires d'outre-mer | annexe I | 1034 | |
| | annexe II | 1020 | |
| XI. Conseil économique et social | annexe I | 1040 | |
| | annexe II | 1031 | |
| Travail | annexe I | 1032 | |
| | annexe II | 997 | |
| Travaux publics et Transports : | | | |
| I. Travaux publics et transports | annexe I | 1039 | |
| | annexe II | 1037 | |
| II. Aviation civile et commerciale | annexe I | 1041 | |
| | annexe II | 1033 | |
| III. Marine marchande | annexe I | 1016 | |
| | annexe II | 1042 | |
| Imprimerie nationale | annexe I | 1046 | |
| | annexe II | 1024 | |
| Légion d'honneur et Ordre de la Libération | annexe I | 1026 | |
| | annexe II | 986 | |
| Monnaies et médailles | annexe I | 1053 | |
| | annexe II | 1022 | |
| Postes et télécommunications. Caisse nationale d'épargne | annexe I | 1038 | |
| | annexe II | 1047 | |
| Prestations sociales agricoles | annexe I | 1056 | |
| | annexe II | 1058 | |
| Fonds de régularisation et d'orientation des marchés agricoles | annexe II | 1059 | |
| Armées. — Section commune (services communs) | annexe I | 1049 | |
| | annexe II | 1050 | |
| Armées. — Section commune (affaires d'outre-mer) | annexe I | 1043 | |
| | annexe II | 1061 | |
| Armées. — Section Air | annexe I | 1060 | |
| | annexe II | 1054 | |
| Armées. — Section Guerre | annexe I | 1018 | |
| | annexe II | 1057 | |
| Armées. — Section Marine | annexe I | 1065 | |
| | annexe II | 1052 | |
| Armées. — Section des Essences | annexe I | 1051 | |
| | annexe II | 1069 | |
| Armées. — Section des Poudres | annexe I | 1066 | |
| | annexe II | 1068 | |

| | Nos d'impressions. | Nos microfilm. |
|---|---|---|
| **N° 866** (suite). | | |
| Rapport économique et financier | | 1035 |
| Annexes au rapport économique et financier : | | |
| I. Rapport sur les comptes de la Nation pour 1959 | | 1055 |
| II. Comptes prévisionnels de la Nation pour 1960 | | 1067 |
| Budget social de la Nation | | 1070 |
| Evaluation des voies et moyens | | 1048 |
| Comptes spéciaux du Trésor | | 1044 |
| Le rapport du Conseil de direction du F.I.D.E.S. | | 1063 |
| Documents comptables et budgétaires concernant la R.T.F. | | 1064 |
| Etat récapitulatif de l'effort financier prévu en 1961 | | 1062 |
| Coût et rendement des services publics | | 1045 |
| **LISTE E** | | |
| **N° 868.** | | |
| Projet de loi | | 1089 |
| Annexe I. Services votés | | 1082 |
| Annexe II. Autorisations nouvelles | | 1073 |
| Annexe III. Rapport sur le programme d'équipement de l'Algérie pour 1961 | | 1072 |
| Annexe III *bis*. Rapport sur le programme d'équipement de l'Algérie pour 1961 | | 1071 |
| Rapport général | | 1075 |
| **LISTE F** | | |
| **N° 886.** | | |
| Tome I. — L'expansion concertée | | 1092 |
| Tome II. — Conditions générales de l'équilibre financier | | 1097 |
| Tome III. — Moyens des services et dispositions spéciales | | 1098 |
| Annexe n° 1. Affaires culturelles | | 1103 |
| Annexe n° 2. Cinéma | | 1100 |
| Annexe n° 3. Affaires étrangères | | 1076 |
| Annexe n° 4. Affaires étrangères (relations culturelles) | | 1104 |
| Annexe n° 5. Affaires étrangères (affaires marocaines et tunisiennes) | | 1105 |
| Annexe n° 6. Agriculture | | 1084 |
| Annexe n° 7. Anciens combattants et victimes de guerre | | 1106 |
| Annexe n° 8. Construction | | 1108 |
| Annexe n° 9. Education nationale | | 1110 |
| Annexe n° 10. Finances et Affaires économiques. — I. Charges communes | | 1111 |
| Annexe n° 11. Finances et Affaires économiques. — II. Services financiers | | 1113 |
| Annexe n° 12. Finances et Affaires économiques. — III. Affaires économiques | | 1115 |

| | Nos d'impressions. | Nos microfilm. |
|---|---|---|
| **No 886** (suite). | | |
| Annexe no 13. Finances et Affaires économiques. — IV. Commissariat général du Plan | | 1109 |
| Annexe no 14. Industrie | | 1117 |
| Annexe no 15. Intérieur | | 1107 |
| Annexe no 16. Justice | | 1118 |
| Annexe no 17. Services du Premier Ministre : I. Services généraux. — III. Journaux officiels. — V. Etat-major de la Défense nationale. — VI. S.D.E.C. — VII. Contrôles radio-électriques. — XI. Conseil économique | | 1120 |
| Annexe no 18. Services du Premier Ministre. — II. Information | | 1114 |
| Annexe no 19. Services du Premier Ministre. — IV. Affaires algériennes | | 1124 |
| Annexe no 20. Services du Premier Ministre. — I. Services généraux : énergie atomique | | 1121 |
| Annexe no 21. Services du Premier Ministre. — VIII. Services de la France d'outre-mer | | 1125 |
| Annexe no 22. Services du Premier Ministre. — IX. Relations avec les Etats de la Communauté Cameroun et Togo | | 1128 |
| Annexe no 23. Services du Premier Ministre. — X. Départements et Territoires d'outre-mer | | 1129 |
| Annexes nos 21, 22, 23. Services du Premier Ministre : VIII. Services de la France d'outre-mer. — IX. Relations avec les Etats de la Communauté Cameroun et Togo. — X. Départements et Territoires d'outre-mer. Vue d'ensemble des crédits | | 1130 |
| Annexe no 24. Sahara | | 1134 |
| Annexe no 25. Santé publique et Population | | 1136 |
| Annexe no 26. Travail | | 1135 |
| Annexe no 27. Travaux publics et Transports. — Routes, chemins de fer et transports | | 1137 |
| Annexe no 28. Travaux publics et Transports. — Tourisme | | 1140 |
| Annexe no 29. Travaux publics et Transports. — Voies navigables et ports | | 1138 |
| Annexe no 30. Travaux publics et Transports. — II. Aviation civile et commerciale | | 1139 |
| Annexe no 31. Marine marchande | | 1141 |
| Annexe no 32. Postes et télécommunications | | 1142 |
| Annexe no 33. Caisse nationale d'épargne | | 1143 |
| Annexe no 34. Imprimerie nationale | | 1144 |
| Annexe no 35. Légion d'honneur et Ordre de la Libération | | 1146 |
| Annexe no 36. Monnaies et médailles | | 1145 |
| Annexe no 37. Prestations sociales agricoles | | 1147 |
| Annexe no 38. Fonds de régularisation et d'orientation des marchés agricoles | | 1148 |
| Annexe no 39. Comptes spéciaux du trésor | | 1150 |
| Annexe no 40. Radiodiffusion-télévision française | | 1159 |
| Annexe no 41. Armées. — Section commune | | 1157 |

| | Nos d'impressions. | Nos microfilm. |
|---|---|---|
| **N° 886** (suite). | | |
| Annexe n° 42. Armées. — Section commune (Affaires d'outre-mer) | | 1149 |
| Annexe n° 43. Armées. — Air | | 1153 |
| Annexe n° 44. Armées. — Guerre | | 1155 |
| Annexe n° 45. Armées. — Marine | | 1154 |
| Annexe n° 46. Essences et poudres | | 1151 |
| **LISTE G** | | |
| **N° 896.** | | |
| Tome I. — Education nationale | | 1187 |
| Tome II. — Constructions scolaires | | 1119 |
| Tome III. — Enseignement technique | | 1099 |
| **LISTE H** | | |
| **N° 892.** | | |
| Tome I. — Situation de la production et des échanges en octobre 1960 | | 1169 |
| Tome II. — I. Agriculture | | 1173 |
| II. Fonds de régularisation et d'orientation des marchés agricoles | | 1172 |
| III. Prestations sociales agricoles | | 1168 |
| IV. Construction | | 1175 |
| V. Constructions scolaires | | 1174 |
| VI. Affaires économiques | | 1177 |
| VI. Plan | | 2422 |
| VII. Industrie | | 1176 |
| VIII. Energie atomique | | 1179 |
| IX. Départements d'outre-mer | | 1802 |
| X. Commerce | | 1167 |
| XI. Affaires algériennes | | 1182 |
| XII. Relations avec la Communauté, le Cameroun et le Togo | | 1178 |
| XIII. Sahara | | 1186 |
| XIV. (non imprimé.) | | |
| XV. Travaux publics et Transports | | 1180 |
| XVI. Voies navigables et ports | | 1183 |
| XVII. Aviation civile et commerciale | | 1181 |
| XVIII. Marine marchande | | 1184 |
| XIX. Tourisme | | 1185 |
| XX. Postes et télécommunications | | 1193 |

| | Nos d'impressions. | Nos microfilm. |
|---|---|---|

## LISTE I

**No 1436.**


| | | |
|---|---|---|
| Projet de loi de finances pour 1962 | | 1683 |
| Rapport économique et financier | | 1684 |
| Rapport sur les comptes de la Nation de l'année 1960 | | 1689 |
| Comptes prévisionnels de la Nation pour 1961 et principales hypothèses économiques pour 1962 | | 1685 |
| Comptes spéciaux du Trésor | | 1686 |
| Voies et Moyens | | 1687 |
| Coût et rendement des services publics | | 1692 |
| Septième rapport du Conseil de direction du Fonds de développement économique et social | | 1693 |
| Documents comptables et budgétaires concernant la Radiodiffusion-télivision française | | 1698 |
| Budget social de la Nation | | 1694 |
| Etat récapitulatif de l'effort financier prévu en 1962 au titre des Etats africains et malgache et des Territoires d'outre-mer | | 1695 |
| Récapitulation des emplois créés, supprimés ou transformés en 1962 | | 1696 |
| Affaires algériennes | annexe I | 1702 |
| | annexe II | 1703 |
| Affaires culturelles | annexe I | 1699 |
| | annexe II | 1701 |
| Affaires étrangères | annexe I | 1700 |
| | annexe II | 1704 |
| Agriculture | annexe I | 1688 |
| | annexe II | 1705 |
| Anciens combattants et victimes de la guerre | annexe I | 1706 |
| | annexe II | 1707 |
| Construction | annexe I | 1710 |
| | annexe II | 1709 |
| Coopération | annexe I | 1708 |
| | annexe II | 1711 |
| Départements et Territoires d'outre-mer | annexe I | 1713 |
| | annexe II | 1714 |
| Education nationale | annexe I | 1715 |
| | annexe II | 1716 |
| Finances et Affaires économiques : | | |
| I. Charges communes | annexe I | 1717 |
| | annexe II | 1718 |
| II. Services financiers | annexe I | 1719 |
| | annexe II | 1720 |
| III. Affaires économiques | annexe I | 1721 |
| | annexe II | 1722 |

| | Nos d'impressions. | Nos microfilm. |
|---|---|---|
| **No 1436** (suite). | | |
| IV. Commissariat général du Plan | annexe I | 1723 |
| | annexe II | 1724 |
| Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles. | annexe I | 1690 |
| Industrie | annexe I | 1725 |
| | annexe II | 1712 |
| Intérieur | annexe I | 1726 |
| | annexe II | 1727 |
| Justice | annexe I | 1728 |
| | annexe II | 1697 |
| Services du Premier Ministre : | | |
| I. Services généraux | annexe I | 1729 |
| | annexe II | 1730 |
| II. Information | annexe I | 1731 |
| | annexe II | 1732 |
| III. Journaux officiels | annexe I | 1733 |
| | annexe II | 1734 |
| IV. Etat-major général de la Défense nationale | annexe I | 1735 |
| | annexe II | 1736 |
| V. Service de documentation extérieure et de contre-espionnage | annexe I | 1737 |
| | annexe II | 1738 |
| VI. Groupement des contrôles radio-électriques | annexe I | 1739 |
| | annexe II | 1740 |
| VII. Conseil économique et social | annexe I | 1691 |
| | annexe II | 1741 |
| VIII. Administration provisoire des services de la France d'outre-mer | annexe I | 1742 |
| Sahara | annexe I | 1743 |
| | annexe II | 1744 |
| Santé publique | annexe I | 1745 |
| | annexe II | 1746 |
| Travail | annexe I | 1747 |
| | annexe II | 1748 |
| Travaux publics et Transports : | | |
| I. Travaux publics et transports | annexe I | 1749 |
| | annexe II | 1750 |
| II. Aviation civile | annexe I | 1751 |
| | annexe II | 1752 |
| III. Marine marchande | annexe I | 1753 |
| | annexe II | 1754 |
| Imprimerie nationale | annexe I | 1755 |
| | annexe II | 1756 |

| | Nos d'impressions. | Nos microfilm |
|---|---|---|
| **N° 1436** (Suite). | | |
| Légion d'honneur. Ordre de la Libération | annexe I | 1757 |
| | annexe II | 1758 |
| Monnaies et médailles | annexe I | 1759 |
| | annexe II | 1760 |
| Postes et télécommunications. Caisse nationale d'épargne | annexe I | 1761 |
| | annexe II | 1762 |
| Prestations sociales agricoles | annexe I | 1763 |
| | annexe II | 1764 |
| Armées : | | |
| Section commune. — Services communs | annexe I | 1765 |
| | annexe II | 1766 |
| Section commune. — Affaires d'outre-mer | annexe I | 1767 |
| | annexe II | 1768 |
| Section Air | annexe I | 1769 |
| | annexe II | 1770 |
| Section Guerre | annexe I | 1771 |
| | annexe II | 1772 |
| Section Marine | annexe I | 1773 |
| | annexe II | 1774 |
| Service des Essences | annexe I | 1775 |
| | annexe II | 1776 |
| Service des Poudres | annexe I | 1777 |
| | annexe II | 1778 |

## LISTE J

**N° 1445.**

**Rapport sur le projet de loi de finances pour 1962.**

| | |
|---|---|
| Tome I | 1861 |
| Tome II | 1862 |
| Tome III | 1863 |
| Annexe n° 1. Affaires algériennes | 1864 |
| Annexe n° 2. Affaires culturelles | 1865 |
| Annexe n° 3. Crédits du cinéma | 1866 |
| Annexe n° 4. Affaires étrangères | 1867 |
| Annexe n° 5. Affaires étrangères. — Relations culturelles et coopération technique | 1868 |
| Annexe n° 6. Agriculture | 1869 |
| Annexe n° 7. Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles | 1870 |
| Annexe n° 8. Anciens combattants et victimes de guerre | 1871 |
| Annexe n° 9. Construction | 1872 |
| Annexe n° 10. Coopération | 1873 |
| Annexe n° 11. Départements et Territoires d'outre-mer | 1874 |
| Annexe n° 12. Education nationale | 1875 |

| Nos d'impressions. | Nos microfilm. |
|---|---|
| **N° 1445** (suite). | |
| Finances et Affaires économiques : | |
| Annexe n° 13. I. — Charges communes | 1876 |
| Annexe n° 14. II. — Services financiers | 1877 |
| Annexe n° 15. III. — Affaires économiques | 1878 |
| Annexe n° 16. IV. — Plan | 1879 |
| Annexe n° 17. Industrie | 1880 |
| Annexe n° 18. Intérieur | 1881 |
| Annexe n° 19. Justice | 1882 |
| Annexe n° 20. Services du Premier Ministre<br>Section I. — Services généraux.<br>Section III. — Journaux officiels.<br>Section IV. — Etat-major de la Défense nationale.<br>Section V. — Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.<br>Section VI. — Groupement des contrôles radio-électriques.<br>Section VII. — Conseil économique et social. | 1883 |
| Annexe n° 21. Services du Premier Ministre : Section II. — Information | 1884 |
| Annexe n° 22. Services du Premier Ministre : Section I. — Services généraux. Energie atomique | 1885 |
| Annexe n° 23. Sahara | 1886 |
| Annexe n° 24. Santé publique et Population | 1887 |
| Annexe n° 25. Travail | 1888 |
| Annexe n° 26. Travaux publics et Transports. — Routes et chemins de fer | 1889 |
| Annexe n° 27. Travaux publics et Transports. — Tourisme | 1890 |
| Annexe n° 28. Travaux publics et Transports. — Voies navigables et ports | 1891 |
| Annexe n° 29. Travaux publics, transports et tourisme. — Aviation civile et commerciale | 1892 |
| Annexe n° 30. Travaux publics et Transports. — Marine marchande | 1893 |
| Annexe n° 31. Budget annexe des Postes et télécommunications | 1894 |
| Annexe n° 32. Caisse nationale d'épargne | 1895 |
| Annexe n° 33. Budget annexe de l'Imprimerie nationale | 1896 |
| Annexe n° 34. Légion d'honneur et Ordre de la Libération | 1897 |
| Annexe n° 35. Monnaies et médailles | 1898 |
| Annexe n° 36. Budget annexe des prestations sociales agricoles | 1899 |
| Annexe n° 37. Comptes spéciaux du Trésor | 1900 |
| Annexe n° 38. Radiodiffusion-télévision française | 1901 |
| Annexe n° 39. Crédits du Ministère des Armées. — I. Exposé d'ensemble sur les crédits militaires. — II. Crédits de la section commune | 1902 |
| Annexe n° 40. Armées. — Section commune. Services d'outre-mer | 1903 |
| Annexe n° 41. Crédits du Ministère des Armées. — Section Air | 1904 |
| Annexe n° 42. Crédits du Ministère des Armées. — Section Guerre | 1905 |
| Annexe n° 43. Crédits du Ministère des Armées. — Section Marine | 1906 |
| Annexe n° 44. Budgets annexes des Essences et des Poudres | 1907 |
| Annexe n° 45. Entreprises nationales. — I et II | 1908 |

| | Nos d'impressions. | Nos microfilm. |
|---|---|---|

## LISTE K

**N° 1459.**

**Avis de la Commission de la production et des échanges.**


| | | |
|---|---|---|
| Tome I. — | Situation de la production et des échanges en octobre 1961 | 1922 |
| Tome II. — | I. Agriculture, première partie | 1923 |
| | Agriculture, deuxième partie | 1924 |
| | II. Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (F.O.R.M.A.) | 1925 |
| | III. Budget annexe des prestations sociales agricoles | 1926 |
| | IV. Construction | 1927 |
| | V. Constructions scolaires | 1928 |
| | VI. Comptes spéciaux du Trésor | 1929 |
| | VII. Affaires économiques (commerce extérieur) | 1930 |
| | VIII. Commissariat général du Plan | 1931 |
| | IX. Services du Premier Ministre. — Services généraux | 1932 |
| | X. Industrie | 1933 |
| | XI. Affaires économiques (commerce intérieur) | 1934 |
| | XII. Affaires algériennes | 1935 |
| | XIII. Départements et Territoires d'outre-mer | 1936 |
| | XIV. Coopération | 1937 |
| | XV. Travaux publics et Transports | 1938 |
| | XVI. Sahara | 1939 |
| | XVII. Voies navigables et transports | 1940 |
| | XVIII. Aviation civile | 1941 |
| | XIX. Marine marchande | 1942 |
| | XX. Tourisme | 1943 |
| | XXI. Postes et télécommunications | 1944 |


## LISTE L

**N° 1476.**

**Avis de la Commission des affaires culturelles sur le projet de loi de finances de 1962 (1436).**


| | |
|---|---|
| Education nationale | 1962 |
| — Enseignement technique | 1963 |
| — Constructions scolaires | 1964 |
| — Jeunesse et sports | 1965 |

| | Nos d'impressions. | Nos microfilm. |
|---|---|---|

## LISTE M

**N° 1488.**

**Avis de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1962 (1436).**

| | |
|---|---|
| Première partie. — Affaires étrangères | 1977 |
| Deuxième partie. — Relations culturelles | 1978 |

## LISTE N

**N° 1513.**

**Rapport d'information fait en l'application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des lois constitutionnelles sur les missions effectuées dans les établissements pénitentiaires et lieux d'internement.**

| | |
|---|---|
| Première partie. — En Algérie | 2003 |
| Deuxième partie. — A Paris | 2004 |
| Troisième partie. — Saint-Maurice-l'Ardoise | 2005 |

## LISTE O

**N° 1573.**

**Plan de développement.**

| | |
|---|---|
| Tome I | 2065 |
| Tome II | 2066 |
| Tome III | 2067 |

Imprimerie de l'Assemblée Nationale.